

PAGES DE DÉBUT

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 1 à 4

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-1.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MANUEL INDOCILE DE SCIENCES SOCIALES

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner à notre lettre d'information sur notre site **www.editionsladecouverte.fr**

ISBN 978-2-348-04569-1

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, 2019.
9 bis, rue Abel-Hovelacque - 75013 Paris.

LE SOUS LA DIRECTION DE PHILIPPE BOURSIER
ET WILLY PELLETIER,
DE LA FONDATION COPERNIC

UN AINDOCILE

Σ DE

SCIENCES

SOCIALES

**POUR
DES SAVOIRS
RÉSISTANTS**



La Découverte

Création graphique: Valérie Gautier
Mise en page: Facompo
Dépôt légal: septembre 2019.

SOYONS INDOCILES !

Philippe Boursier et Willy Pelletier
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 5 à 12

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-5.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Certaines commissions dans l'Éducation nationale¹ mêlent des universitaires distingués (« rangés » et « dans le rang ») à des hauts fonctionnaires fêrus d'entreprise ou préposés à l'ordre. Cet entre-soi minuscule, assuré de son autorité, bardé de titres et de reconnaissances, confiant en ses mérites, arrête ce que doivent savoir les futurs citoyens : *la vérité* du monde social et du marché global.

L'ennui, et de taille, est que cette *vérité* n'est que *leur* vérité, liée aux positions installées qu'ils tiennent, qui les tiennent, et qu'ils travaillent à promouvoir ou conserver.

Le souci, et de taille, est qu'ils excluent de *ce qui doit être* toutes les interprétations des faits économiques ou sociaux qui ne valident pas leur sens particulier de la normalité ; ce sens du *normal* qui dispose à s'ajuster à l'entreprise privée, aux classements scolaires, au marché du travail dérégulé, aux obéissances, à l'impératif de croissance économique, à une vision réjouie du régime politique en place – entre autres. Qu'importe si les connaissances du monde social, rejetées hors du savoir légitime (car elles exposent une vision moins béate de ce monde), sont fondées sur de longues enquêtes de terrain, la pratique d'un métier de sociologue ou d'économiste et des méthodologies attestées. Qu'importe la reconnaissance dans la communauté internationale ou même au CNRS : Pierre Bourdieu, par exemple, désormais largement ignoré dans les programmes de lycée, fut médaille d'or du CNRS, la plus haute distinction de la recherche française ; les économistes non libéraux contemporains, extrêmement peu sollicités, sont fort lus à l'étranger.

Interdire de la sorte le débat sur la compréhension des faits sociaux et économiques, réduire à peu de chagrin le pluralisme interprétatif constituent un *grand bond en arrière*.

Ce livre n'a qu'un objet : rétablir l'équilibre. Sorte de « salon des refusés », il expose les connaissances balayées par les bien-pensants.

Car, sous couvert de modernité, les partisans actuels du grand bond en arrière clament « bienvenue au début du XIX^e siècle », en ces temps bénis où François Guizot, à la Chambre des députés, lançait son « enrichissez-vous », théorie du ruissellement avant l'heure.

1. Les commissions officielles dites « des programmes », mais également d'autres plus « en coulisses », tout aussi décisionnaires.

Ce grand bond en arrière oublie que les sciences sociales sont critiques depuis leurs origines (1895-1904), non par pose, mais par nécessité de méthode : depuis Émile Durkheim et Max Weber, toute enquête commence par la mise en question du sens commun en usage dans le monde tel qu'il va, et non par sa célébration.

Sous couvert d'un *non-engagement* qui ne trompe personne, se drapant de *neutralité*, ce grand bond en arrière n'a toujours pas intégré ce qui, pourtant, apparaît à présent l'un des acquis premiers des sciences sociales : la *neutralité* y est impossible, car toujours « le rapport à l'objet commande la vision de l'objet », disent les sociologues. Il en va identiquement en histoire, en ethnologie, en sciences économiques ou en sociologie. Le modéré Henri-Irénée Marrou, historien de l'antiquité à la Sorbonne, résistant, opposé à la torture en Algérie, chrétien progressiste mais antimarxiste, ne s'abusait pas : « L'historien, engagé dans les combats de la vie présente, cherche dans le feu de l'action à obtenir du passé quelques lumières qui puissent l'aider dans son effort pour imposer une forme au futur². » Le libéral Friedrich Hayek, fondateur de la Société du Mont-Pèlerin, l'admet de même : « Pour ce qui est des actions humaines, les choses sont ce que les gens qui agissent pensent qu'elles sont³. »

La parade affichée de la *neutralité* n'est qu'un discours d'autorité. C'est pourquoi toutes les interprétations du monde social, autant celles qui le comprennent pour l'encenser que celles qui manifestent plus de distances, doivent être soumises à l'examen.

Les secondes sont maintenant censurées, ce livre les diffuse.

C'est urgent. Les programmes de sciences économiques et sociales en lycée évacuent à présent tout débat économique, célèbrent en une microéconomie acritique l'entreprise privée, érigent en mesure de toutes choses le *choix rationnel* d'individus soi-disant libres, négociant entre eux à égalité, sans ancrages sociaux. Silence sur l'accumulation des capitaux. Silence sur la **reproduction sociale**. Exit toute sociologie de la politique et les comparaisons ethnologiques qui suggèrent que d'autres mondes sont possibles. Rien sur la division du travail, les ségrégations

2. Henri-Irénée Marrou, *De la connaissance historique*, Le Seuil, Paris, 1954, p. 200.
3. Friedrich Hayek, *Scientisme et sciences sociales*, Presses Pocket, Paris, 1991 [première édition : 1953], p. 32.

Reproduction sociale : processus par lequel les positions sociales des parents se retrouvent assez globalement transmises à leurs enfants.

urbaines, les classes sociales, la contribution de l'école à leur perpétuation, les religions, les entreprises de « pacification », et si peu sur le chômage, la précarité, qui structurent pourtant les rapports à l'emploi.

Ces programmes transpirent l'**ethnocentrisme** incontrôlé, ignoré, dangereux ; et l'ethnocentrisme de classe, souvent. Faute de mise en perspective historique et comparative, les formes contemporaines des systèmes économiques sont tacitement posées comme caractéristiques de toute économie. Et il semble aller de soi que l'« économie », donc toutes les économies, est tendue vers la création élargie de richesses, que leurs acteurs en sont des entreprises, en concurrence sur des marchés. Qu'importe si l'ethnologie entière montre le contraire !

Cécité intéressée, ode au monde actuel, qui valorise ceux qui en bénéficient, ces programmes éliminent les analyses des relations de pouvoir, autant que l'étude des diverses formes de domination, de violence, d'inégalité, de discriminations conjuguées et redoublées.

Le livre qui suit les donne à voir.

EXPOSER AVEC DES MOTS SIMPLES CE QUI EST CENSURÉ

Ce manuel en tout point s'oppose aux manuels officiels. D'abord, car il constitue un manuel, au sens où il peut être manié, beaucoup plus que les manuels officiels ne s'y prêtent ; manié par chacune, chacun, sans intermédiaires, sans prêtres des programmes officiels, sans exégètes qui dictent la leçon, sans surveillance. Il peut être manié très facilement. Un manuel mosaïque, sans jargon, qui nourrit en indocilités, où qu'on l'ouvre, entre deux stations de métro, en TER, en attendant le bus, chez le coiffeur, entrée libre : alliant rigueur et rigolade, chaque page expose des savoirs qui délivrent, pas besoin d'attendre vingt minutes pour comprendre. Chacun à loisir peut y plonger, y nager, naviguer selon ses disponibilités, ses envies.

Ethnocentrisme : tendance à comprendre et à juger les valeurs, les pratiques, les fonctionnements des groupes sociaux autres que le sien, à travers le prisme des valeurs, pratiques et fonctionnements en vigueur dans le groupe social où l'on s'inscrit.

Ce manuel n'est pas « grand récit », théorie générale, masse dogmatique, totalité close, repliée sur elle-même, cadencée, rigidifiée. Il sème des chemins de traverse quand les manuels ordinaires multiplient les sens interdits qui font filer droit.

S'y coalisent cent ripostes locales au prêt-à-penser généralisé, que certains, d'échine souple, s'emploient à édicter programmes officiels dans le secondaire : ce manuel expose dans une langue simple ce que ces programmes taisent.

REFUSER LES ÉVIDENCES

Par ricochet, ce livre signale aussi pour quelles raisons fortes (économiques, sociologiques, historiques) on a raison de refuser les *préjugés*, les *évidences*, les *solutions* qu'assènent les éditorialistes protégés, les chantes de l'entreprise et des marchés, les managers, ceux qui possèdent ou qui dominent.

Comme si les marchés concouraient aux performances économiques et écologiques optimales. Comme si les marchés avaient des lois strictement économiques, qui ne varient pas et qu'il faut respecter « au nom des grands équilibres », en « libérant l'entreprise ». À croire ces discours d'ordre déguisés en savoirs objectifs, imparables, « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain, et les investissements de demain font les emplois d'après-demain ». Le tout donnera corps à la « croissance verte » qui sauvera la planète, disent-ils. Il faut attendre demain, après-demain. Quand les profits réels produisent, dans les faits, un chômage qui flingue les vies, des inégalités obscènes, la biodiversité massacrée. Qu'importe ! Ceux qui ne trouvent rien à redire au monde tel qu'il va, car il les avantage, connaissent les coupables de la *crise* : ce sont les services publics, *mammouths* improductifs qui plombent la dette ; les impôts, qui découragent les « premiers de cordée » ; les chômeurs, incompetents, assistés, paresseux ou profiteurs ; les « jeunes de banlieue », violents et délinquants, qui feraient mieux de travailler à l'école (alors même que tout, à l'école, se conjugue pour les éliminer) ; les salariés, qui grèvent la compétitivité ; le marché du travail, qu'il faut fluidifier en démantelant les droits des travailleurs ; les protections sociales, qui prennent un « pognon de dingue » pour aucune « efficacité » ; les enseignants, les syndicalistes, naturellement « corporatistes » ; les immigrés, qui n'ont pas l'obligance de s'assimiler pour devenir de bons pauvres, en reniant leurs « communautés ».

Les lieux communs des bien-lotés, sous l'apparence d'énoncer ce qui est, annoncent et prescrivent surtout un programme, celui des dominants. Leurs croyances disent ce qui doit être conservé ou détruit. Elles disent ce qui doit advenir, pour que soient perpétués, renforcés, reproduits leurs positions, leurs privilèges, leurs appétits.

Ce livre indique ce que « les mieux pourvus » en **capitaux** (économiques et **culturels**) s'emploient à dissimuler, de manière plus ou moins consciente d'ailleurs, tant « les dominants sont dominés par leur domination », comme le répétait Pierre Bourdieu.

NE RIEN ESQUIVER

Est nommé qui exploite, où vont les profits, entre quelles mains ils s'immobilisent en une « apothéose du coffre-fort », et au détriment de qui. Sont exposées les vénalités, les collusions, la circulation perpétuelle des élites (qui *boostent* leurs carrières), entre directions des grandes firmes et hautes fonctions d'État. Pour ces « décideurs », l'intériorisation des règles des entreprises libérées dans un marché dérégulé, mondialisé est « allée de soi », comme l'air qu'on respire, et a été vecteur de réussites professionnelles et scolaires – à Sciences Po, à l'École nationale d'administration (ENA), à Polytechnique, devenus *business schools*, qu'ils ont conjugués avec l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC), l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) ou leurs avatars anglo-saxons. Alors, leur semble aller dans le « sens de l'histoire », ou « épouser l'histoire » la reconfiguration de l'État en entreprise au service des entreprises.

Ce « sens commun » libéral se double d'une vision enchantée de la démocratie, qui fait des élections l'expression raisonnée des citoyens, lesquels donnent mandat aux élus. Les élections légitiment ainsi ceux qui gouvernent. Mais les élus représentent qui ? Qui servent-ils ? Les votes sont-ils des choix ? Ces questions semblent sacrilèges. C'est ignorer que les professionnels de la politique, absorbés dans des

Capital culturel : ensemble de savoirs et de savoir-faire valorisés par l'école et considérés comme légitimes par le « goût dominant », qui est le « goût des dominants » ; ces savoirs et savoir-faire s'expriment sans cesse – dans le ton ou la voix, les façons de parler, de se tenir, dans les pratiques

de lecture ou musicales et les références à celles-ci qui peuvent être mobilisées, dans la fréquentation ou pas des musées, dans les rapports à la télévision, etc.

4. Sur ces mécanismes, voir Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit, Paris, 1979.

5. François Denord et Paul Lagneau-Ymonet restituent cette lucidité endogame de Louis Gallois, patron de la SNCF, d'EADS, puis président du conseil de surveillance de Peugeot, confessant dans le livre de Hervé Hamon : « Nous autres, nous sommes dans une bulle, tout est précuit. On me prend mes billets de train, je ne fais pas la queue au guichet, je ne clique pas sur Internet, j'ai un chauffeur, un avion privé quand je me déplace en Europe. Je dois faire un effort, oui, un effort pour garder les pieds sur terre [...]. Quand je peux, le week-end, je prends les transports en commun (j'ai presque honte de dire que pour moi, c'est un spectacle très distrayant) », Hervé Hamon, *Ceux d'entre eux*, Le Seuil, Paris, 2013, p. 93-94. Voir : François Denord et Paul Lagneau-Ymonet, *Le Concert des puissants*, Raisons d'Agir, Paris, 2016, p. 41.

concurrences entre professionnels, sont vite tenus par leurs intérêts professionnels. De sorte qu'ils prennent position selon ces rivalités professionnelles : pour conquérir et conserver tel poste, tel prestige, ou figurer dans l'équipe ou l'alliance qui accélérera leur carrière, etc. Les « représentants » servent alors les représentés, dans la mesure où ils se servent en les servant.

Ce livre démolit l'indiscuté, dans lequel communient ceux qui ont été propulsés au top. Le plus souvent, ces *gens importants* ne connaissent aucun ouvrier, aucun employé, aucun retraité pauvre, aucun étudiant forcé de bosser sur un emploi précaire pour continuer la fac, aucun racisé discriminé. Ils ne savent pas les urgences, les mépris subis, les insécurités affrontées, les incertitudes au cours des études ou à Pôle Emploi. Ils se plaignent sans cesse mais vivent dans des quartiers protégés, n'ont jamais connu les trois-huit, les accidents du travail, les maladies professionnelles, les galères de logement, les impayés qui s'accumulent. Le montant de plusieurs RSA, ils le dépensent lors d'un dîner entre amis, pour acheter un foulard, une cravate, des boutons de manchette.

Ces *gens qui comptent* érigent – sans même le percevoir – en devoir-être universel les vertus dont ils ont hérité, par lesquelles ils ont vaincu, et qui leur donnent une image flatteuse d'eux-mêmes, propre à les conforter : la mobilité, la créativité, l'esprit d'entreprise, l'investissement, la discipline, la performance, l'agilité, le collaboratif... bref, leurs « façons de faire » promues exemple⁴. Emmurés dans l'univers clos⁵ qui les a faits, ils sont puissants de présupposés partagés, d'où ils tirent leur force, et qui organisent leur vision du monde et de ses divisions.

Leurs lieux communs, ils s'emploient à les imposer partout, cela les exalte et contribue à la reconnaissance de leur *grandeur*. Ces lieux communs fondent leur rang, leur *noblesse*, leurs occupations et préoccupations.

Ce livre dit comment ces lieux communs sont produits et qui les fait circuler, intensément.

L'INDOCILITÉ EST CONSTITUTIVE DES SCIENCES SOCIALES

Que montre alors de si singulier le livre qui vient ? et l'alliance systématique de l'économie à l'histoire et à la sociologie ? Avant tout,

qu'aucune position établie, aucune foi installée, n'est intangible, inéluctable, tenant à la *nature* des choses. Même quand la longue reproduction et la longue conservation des positions d'autorité et des croyances qui les autorisent, ou les verdicts scolaires, les donnent comme allant de soi.

Voici l'indocilité de ce livre, qui n'est autre que l'indocilité constitutive des sciences sociales : faire comprendre par quelles violences, quelles coercitions⁶ ont été instituées et reproduites les légitimités et les positions célébrées ; faire comprendre qu'il n'existe pas une nature féminine éternelle ou des tâches féminines, ici et partout ; que toutes les hiérarchies ne sont ni fatales ni obligées ; que la *démocratie* n'est guère démocratique ; que les *paix* (sociales ou entre États) sont guerres camouflées, coups de massue échangés dans l'ombre ; que la réussite à l'école ne dérive ni d'un don inné ni du mérite ou du talent ; que laideurs et beautés, vénération, convenances ne sont qu'arbitraires ; que les goûts et les dégoûts, les musiques qui révulsent ou ravissent, les vêtements qu'on trouve « classe » ou « beaufs », les indignations, les indignités, ce qu'on mange ou pas sont productions sociales... pour ne citer que quelques exemples.

Denise a quatre-vingt-huit ans. Lundi 4 mars, c'était son anniversaire. Elle a été ouvrière, vendeuse, puis secrétaire, et militait à la CGT. Licenciée cinq fois, elle a subi le chômage, souvent. Denise dit : « Je suis vieille, je dis juste ce que j'ai appris dans ma vie. » Denise dit : « Ce livre-là, ce manuel, il sera utile que s'il raconte ce qu'on vit, nous, qu'on a fait la fermer, et puis s'il aide les plus jeunes à résister. » Qu'il aide contre les résignations face aux inégalités de connaissance, de reconnaissance, de ressources. Qu'il aide contre les résignations à se faire petit, s'écrasant ; contre les résignations au fait d'être exclu des mondes de ceux qui parlent, décident, possèdent et, tous, nous dépossèdent. S'il aide à l'ouvrir, à ne plus s'anéantir dans des relations qui nous « interdisent », ce livre atteindra son objectif.

Qu'il aide, c'est ce qui nous a réunis, quand d'ordinaire nous éloigne une division du travail devenue barrière, clôture, enfermement. Nous qui avons coécrit ce livre : universitaires, enseignants en collège, lycée, école primaire, syndicalistes de branches diverses, salariés ordinaires... Alors que tant se conjugue pour empêcher nos rencontres, le décloisonnement, notre coalition. Et, au premier titre, les réorganisations managériales de l'université et de la recherche, la dictature du financement par projet et de l'évaluation à court terme, qui encouragent les chercheurs à se replier sur leurs seuls travaux académiques. Ils se muent, peu à peu, en petits entrepreneurs de leur succès confiné. Ou ils se font « ingénieurs sociaux », aptes à fournir des recettes aux

6. Émile Durkheim, pour les caractériser, parlait déjà de la « coercition » qu'engendrent les faits sociaux. Voir : *Les Règles de la méthode sociologique*, Presses universitaires de France, Paris, 1977 [première édition 1895].

dirigeants d'administrations et d'entreprises. Les textes que produisent ces chercheurs ne sont lus par personne, pas même par leurs pairs. Leurs travaux sont rendus inaudibles, invisibles et sans usage.

Ce livre propose l'inverse. Que, fortes d'alliances nouvelles avec d'autres catégories de salariés, les sciences sociales ne soient plus interdites d'usage et qu'enfin elles circulent. Car les sciences sociales libèrent. Les sciences sociales en font savoir davantage sur nous-mêmes, sur les relations, les histoires, les situations qui nous ont fabriqués, jusqu'à nous rendre malheureux ou heureux, relégués ou solidaires, désarmés ou révoltés, et jusqu'à interdire ou favoriser certaines destinées. Elles montrent que nous ne sommes ni illégitimes, ni coupables, ni impuissants.

Elles renvoient les peines vécues dans l'isolement aux processus collectifs qui les fabriquent. C'est d'utilité sociale, tant les modernisations libérales exaspèrent les concurrences dans et pour l'emploi, insécurisent les carrières, explosent les collectifs de travail, et finalement séparent les souffrances.

Ce livre est un kit intellectuel de survie contre les mécanismes qui nous divisent, et contre ceux qui s'en servent pour mieux régner.

Il montre comment des mécanismes sociaux homologues produisent des conditions d'existence ou des misères similaires. C'est d'utilité publique, quand les *réorganisations* d'entreprises empêchent qu'entre salariés se forge l'*intérêt commun* qui, hier, permettait de voir les collègues, les jeunes, les travailleurs immigrés comme des semblables. Car, maintenant, l'intensification du travail, la traque aux temps morts font que, aux pauses, c'est clope ou pipi, mais pas la discussion, pendant que les décideurs restent invisibles. Si bien qu'au travail chacun se sent menacé, sans prise sur la menace. Et les plus proches, les voisins d'atelier ou de bureau, devenus rivaux, méconnus, inquiètent. S'avivent ainsi, surtout en milieux populaires, le chacun seul, le « chacun sa merde », un sauve-qui-peut général.

Ce livre offre des matériaux pour résister, changer nos visions des divisions du monde social, et reconstruire entre nous des *intérêts communs*. Il déplaira aux « autorités » de toutes sortes ? Tant mieux. Il le faut.

LA PLANÈTE, UNE RÉSERVE À EXPLOITER ?

Introduction décalée par **Bruno Gaccio**
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « **Hors collection Sciences Humaines** »

2019 | pages 14 à 20

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-14.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CAPITA

LA PLANÈTE, UNE RÉSERVE À EXPLOITER ?

La pollution, la faute des pauvres ?

Igor Martinache (sociologue)

Animaux = profits ?

Jean-Loup Rougery (professeur de sciences économiques et sociales et apiculteur)

La transition énergétique : combien ça coûte ?

Alexandre Berthe (économiste)

Le capitalisme peut-il être écologique ?

Jean-Marie Harribey (économiste)

EFFICACES, LES MARCHÉS ?

Vive le marché ?

David Cayla (économiste)

La crise économique ? Quelle crise ?

Philippe Légié (économiste)

Pourquoi tant de chômage ?

(et comment s'en débarrasser)

Dany Lang (économiste)

Si tu veux travailler, traverse la rue ?

Sabina Issehnane (économiste) et Benjamin Vautrin (professeur de sciences économiques et sociales)

Le travail coûte-t-il trop cher en France ?

Igor Martinache (sociologue), Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales) et Willy Pelletier (sociologue)

Le coût du capital, c'est comme les antibiotiques : c'est pas automatique

Thomas Dallery (économiste) et Pascal Binet (professeur de sciences économiques et sociales)

La monnaie, stop ou encore ?

Esther Jeffers (économiste) et Dominique Plihon (économiste)

LISMES

QUI PROFITE ?

La santé, un business ?

Philippe Abecassis (économiste), Nathalie Coutinet (économiste), Pierre-André Juven (sociologue) et Fanny Vincent (sociologue)

Pourquoi je suis payé que ça ?

Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales) et Anaïs Henneguelle (économiste)

Bien faire son travail ou bien se faire évaluer ?

Jean-Loup Rougery (professeur en sciences économiques et sociales) et Mariana Stelko (sociologue)

La « dette » publique, contrainte incontournable ?

Bruno Tinel (économiste)

Le trou de la Sécu et sa dette : à propos de deux *fake news*

Jacques Rigaudiat (conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes)

Les dangers de la financiarisation

Dominique Plihon (économiste)

Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?

Éric Berr (économiste)

Une oligarchie prédatrice de tous les pouvoirs

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon (sociologues)

TROP SOCIAL, L'ÉTAT ?

Les impôts : on en paie trop ?

Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales), Vincent Drezet (syndicaliste), Igor Martinache (sociologue), Christiane Marty (féministe) et Willy Pelletier (sociologue)

Les dépenses publiques, trop ou pas assez ?

Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales) et Jean-Marie Harribey (économiste)

Démanteler la protection sociale : pour qui et pourquoi ?

Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales) et Catherine Mills (économiste)

Chômeurs : des « congés » payés aux travaux forcés ?

Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales)

Quel enjeu pour nos retraites ?

Christiane Marty (ingénieure-chercheuse et féministe)

Trop de services publics ?

Yasmine Siblot (sociologue)

Oui, les fonctionnaires travaillent

Olivier Quéré (politiste)

Austérité ou relance ?

Sébastien Charles (économiste), Thomas Dallery (économiste) et Jonathan Marie (économiste)

LA PLANÈTE, UNE RÉSERVE À EXPLOITER ?

**LA POLLUTION,
LA FAUTE DES PAUVRES ?**

ANIMAUX = PROFITS ?

**LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE :
COMBIEN ÇA COÛTE ?**

**LE CAPITALISME PEUT-IL ÊTRE
ÉCOLOGIQUE ?**

LA PLANÈTE, UNE RÉSERVE À EXPLOITER ?

Introduction décalée, par Bruno Gaccio

Quand on parle de la planète, entre amis, à l'heure bénie des apéros estivaux, il y a un passage obligé : la fin du monde. Ce n'est pas nouveau. De la peur du soleil qui disparaît chaque jour à l'horizon aux dix plaies d'Égypte, il n'est question que de ça dans nos légendes humaines. Ce sont bien sûr des contes pour enfants pas sages qui se sont faufiletés dans les esprits en traversant les siècles, mais rien de très sérieux qui résiste à la moindre analyse. De belles histoires. Rien de probant.

Pour la première fois, ce sont des scientifiques qui évoquent en ce siècle la fin, non pas du monde (le monde continuera sans nous), mais de l'espèce humaine et du vivant plus globalement.

Alors, poser la question « La planète, une réserve à exploiter ? » est une bonne question, mais je me demande si elle n'est pas tardive.

Notre planète est une réserve, une sorte de corne d'abondance (air, eau, énergies fossiles, terres habitables, cultivables, etc.). Or, les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ceux du Programme des Nations unies pour l'environnement ainsi que de centaines d'autres dans des organisations à travers le monde, dont l'objet est d'observer le niveau de la réserve, nous alertent car nous sommes en fin de pile : nous avons presque fini de vider la cuve ! En piètres gardes-boutiques des provisions à notre disposition, nous avons dilapidé le

stock. Ça clignote rouge. Pire : on brûle notre maison commune, et on regarde ailleurs¹.

Belle métaphore, la maison qui brûle ? Ça aurait dû éveiller les consciences, pousser à l'action. Il s'est passé quoi, après ? Rien. Selon les scientifiques du Consortium Climate Action Tracker, qui s'appuient sur un rapport publié en 2019, *2020 Climate Turning Point*², si les émissions de gaz à effets de serre ne cessent pas d'ici 2020, le point de rupture sera atteint et le changement climatique menant à la catastrophe globale, irréversible. S'il y a des candidats au suicide ou des fragiles du système limbique, lâchez ce livre, la suite est pire.

Se demander si l'on devait ou non exploiter le stock n'est pas la question, nous l'avons toujours fait pour nous nourrir, nous chauffer, nous déplacer... et après tout, nous avons bien fait, nous sommes nés dedans. Cette réserve semblait inépuisable, aucun de nous ne s'est jamais dit qu'il pourrait vider une rivière en la buvant. De même, si l'on pissait dedans en amont, on ne buvait pas en aval. Alors, aujourd'hui que tout le monde pisse dedans, en amont et en aval, la question est plutôt : au fait, qui alimente le stock d'eau pure ? Qui restaure la réserve quand elle s'épuise ? L'imbécile heureux répond : « C'est la nature » ! L'imbécile tout court parle du « génie humain qui résoudra ces questions le moment venu, d'ailleurs, le génie humain est déjà au travail, mon gars, ne t'alarme pas ».

Penchons-nous sur la première réponse : la nature. Comment va-t-elle, la nature ?

Remplit-elle sa fonction régénératrice de la réserve à exploiter ? Les pôles fondent, le niveau des océans monte, à l'autre bout les récifs coralliens meurent de chaud, des écosystèmes s'effondrent (abeilles, insectes, oiseaux, plantes, etc.), nous nous dirigeons vers un réchauffement de 2 °C, voire 4 °C ou 6 °C à la fin du siècle : sur trois cents scénarios étudiés, quatre seulement permettent de maintenir une élévation de la température générale à 1,5 °C, au prix de changements de comportement radicaux à partir de 2020.

« Les trajectoires pour limiter le réchauffement mondial à 1,5 °C avec un dépassement nul ou limité requièrent de rapides et profondes transitions dans les systèmes énergétiques, d'occupation des sols, des villes et des infrastructures, et industriels³. » Deux milliards d'individus pourraient « vivre » dans des régions « invivables » d'ici 2100 (dans quatre-vingts ans). Vivre dans une région invivable, ça veut dire – là, je suppute – que ces milliards de gens vont soit mourir vite à cause de ce réchauffement, soit... mourir lentement. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le pergélisol (*thermafrost*, pour *the English* – un sol en permanence gelé, qui couvre 90 % du Groenland, 80 % de l'Alaska, 50 % du Canada et l'extrême nord de la Russie) se fragmente sous l'effet du réchauffement. On pourrait s'en moquer, ce n'est pas un peu d'eau froide dans l'océan qui va changer la vie des crevettes, disent les imbéciles heureux. Simplement, ce pergélisol de l'Arctique est un petit

coquin qui renferme depuis la dernière glaciation 1 700 milliards de tonnes de dioxyde de carbone. Et pas que ça : on y trouve aussi de l'acide sulfurique, du mercure en énormes quantités, du méthane et des « méga-virus⁴ » (méga ? ça fiche les jetons !). Si le pergélisol se décongèle et libère ces saloperies, c'est au minimum... embêtant. Pourquoi ? Une paille : le dioxyde de carbone (CO₂) et le méthane qui s'évaporent, ça réchauffe le climat. Le méthane est trente-quatre fois plus puissant que le dioxyde de carbone, qui est le principal gaz à effet de serre produit par l'activité humaine. Je ne fais pas un dessin, tout le monde a compris ? Ça fond, ça libère du méthane vieux de plusieurs dizaines de milliers d'années, ça réchauffe la planète, ça fait fondre le pergélisol, qui libère encore plus de méthane qui... Et voilà, j'ai fait un dessin quand même.

Et pour faire bien peur aux imbéciles heureux qui ricanent quand on évoque le réchauffement climatique (« Eh ben, on ira se baigner en décembre à Saint-Malo, ça sera super »), personne ne sait quel genre de saloperies millénaires contient cette glace qu'on croyait éternelle : les fameux méga-virus. C'est quoi bon, sang ! Maladies préhistoriques ? Vieux germes ? On verra peut-être revivre un dinosaure, comme dans un Spielberg, et ça fera marrer les gosses. S'il y a encore des gosses pour le voir, ce dino. De façon plus personnelle, j'ai été bouffé par un moustique dans la nuit du 15 octobre parce que je dormais fenêtres ouvertes. Il avait fait plus de 30 °C

au soleil la journée, autour de 17 °C la nuit. Mais un moustique qui me bouffe un 15 octobre n'est pas une donnée statistique. En revanche, quand il fait - 52 °C à Chicago et que le président américain ironise sur Twitter : « Alors, il est où ce réchauffement climatique ? », c'est factuel : des crétins sont aux commandes.

Autant dire qu'on va se rôter les miches, tant les personnes en charge des grandes décisions pour sauver le vivant sont aussi hors sol que dangereuses. Il ne viendrait à personne de sensé l'idée de confier la gestion d'un débit de boissons à un alcoolique compulsif. Comment vient-il à l'idée d'électeurs de le faire quand ça concerne la planète ? Pas de Borgia à l'office ni d'alcooliques pour gérer le bar, c'est une règle d'airain.

La réponse de Trump renvoie à la deuxième réponse : « Le génie humain va régler la situation, le moment venu. » Il n'y a pas plus de génie humain que de lait dans une cacahuète. Einstein ? Hawking ? Oui... Mais combien de Trump ? Les débiles dirigent le monde et domestiquent les génies. Ils les font travailler dur pour satisfaire ce qu'ils défendent comme but ultime : produire ! Faire des profits ! Leur cupidité empêche l'humain de résoudre le problème de la disparition de l'humanité. C'est ballot.

La Terre est à qui ? Au plus résistant, à celui qui s'adaptera le mieux (aujourd'hui : les méduses).

La pollution, c'est la faute des pauvres ? Oui, tant que les pauvres voudront singer les riches et posséder la même chose qu'eux en moins bien et pour pas cher.

Animaux = profits ? Y a-t-il un bœuf mangé qui soit heureux ?

L'énergie coûte quoi ? La vie.

Le capitalisme peut-il être écologique ? Relisez ce qui précède, la réponse y est contenue.

Une croissance verte, c'est possible ? Il faudrait pour cela que le génie humain se réveille avant 2020. Hélas, personne ne sait où est planquée la lampe magique dans laquelle il roupille depuis trois siècles.

1. Jacques Chirac, Sommet de la Terre de Johannesburg, 2002. Discours inspiré par Nicolas Hulot, qui deviendra ministre d'État chargé de l'Écologie d'un gouvernement libéral, avant de démissionner en invoquant l'incompatibilité de l'économie libérale avec l'urgence écologique. Ça aurait dû éveiller les consciences et... Mais pardon, je l'ai déjà dit. Que s'est-il passé depuis sa démission ? Rien. Ah si, EELV a fait 13 % aux élections européennes de 2019, et envisage de travailler avec le gouvernement libéral duquel M. Hulot a démissionné... EELV trouve que l'économie libérale est compatible avec l'urgence économique.
2. <https://reporterre.net>
3. Rapport du GIEC, 2018.
4. Source : www.novethic.fr

LA POLLUTION, LA FAUTE DES PAUVRES ?

Igor Martinache

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 21 à 27

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-21.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA POLLUTION, LA FAUTE DES PAUVRES ?

par IGOR MARTINACHE

(sociologue, université Paris-Diderot)

Remerciements à Clément Cordier

(professeur de sciences économiques et sociales)

« Les arbres sont responsables de plus
de pollution aérienne que les usines. »

Ronald Reagan

Ce n'est pas un secret : la hausse de la taxe carbone sur le carburant a mis le feu aux poudres du mouvement des Gilets jaunes en novembre 2018. Si, à raison, on a beaucoup parlé de pouvoir d'achat, peu ont évoqué le message derrière cette mesure : à savoir qu'elle rejette la responsabilité sur les automobilistes les plus modestes, comme s'ils étaient les principaux responsables du dérèglement climatique. Une accusation méritée ou un nouveau couplet pour le sempiternel refrain du « salaud de pauvre ! » ? Pour le savoir, il faut se pencher sur cette question, car il n'y a pas que le diable qui s'y niche, des faits que certains préféreraient occulter, aussi.

LES INÉGALITÉS SONT AUSSI ÉCOLOGIQUES

Pauline est résolument écolo, au point que son côté bon élève agace un peu ses proches. Elle trie ses déchets, fait ses courses dans un supermarché bio, ne mange que des fruits et légumes de saison, délaisse la viande et ne se déplace qu'à vélo. Seulement voilà, cette jeune cadre de la banque est férue de technologie : elle possède toujours le dernier modèle de smartphone et passe une bonne partie de son temps libre à naviguer sur les réseaux sociaux ou à regarder des séries en streaming.

Brahim est médecin. Lui aussi se sent très concerné par l'écologie, il veille à éteindre la lumière derrière lui ou à prendre des douches rapides. En revanche, il adore voyager : il part souvent le week-end dans une

capitale européenne, avec ses amis, en empruntant une compagnie *low cost*, et ne raterait pour rien au monde la saison de ski.

Anita, José et leurs trois enfants ne sont pas très informés sur le changement climatique ou l'érosion de la biodiversité. Ils vivent avec leurs salaires de femme de ménage et gardien d'immeuble, et habitent un deux-pièces dégradé dans la périphérie de Rio de Janeiro, au Brésil. Ils se déplacent exclusivement à pied ou en transports en commun, faute de pouvoir se payer une voiture. Ils n'en ont pas conscience, mais leur impact écologique est infiniment plus réduit que celui de Pauline ou de Brahim. Néanmoins, ils sont davantage exposés aux pollutions en tous genres, y compris aux effets du dérèglement climatique.

C'est ce qu'ont mis en évidence de nombreuses recherches qui se rattachent au courant de la « justice environnementale ». Depuis plusieurs décennies, elles montrent que les membres des classes sociales les plus défavorisées, des minorités « ethniques » et les habitants des quartiers pauvres provoquent moins de dégradations environnementales que les autres mais qu'ils sont les premiers touchés par leurs nuisances. Pour aboutir à ce constat, cela implique une collecte de données qui n'intéressent pas beaucoup les décideurs publics, mais aussi une réflexion méthodologique poussée, car il n'est en pratique pas si évident de relier les pollutions aux pollueurs comme à leurs victimes. D'après une étude de l'Observatoire du **bilan carbone** des ménages menée en 2011, en France, les émissions de **gaz à effet de serre** des ménages de cadres supérieurs sont supérieures de plus de 25 % à celles des ménages d'ouvriers (8,6 contre 6,8 tonnes équiva-

Les 1 % de ménages les plus riches de l'Hexagone ont un impact quarante fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres.

lent CO₂ par an). L'écart est plus flagrant si on prend le niveau de richesse : les 1 % de ménages les plus riches de l'Hexagone ont un impact quarante fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres (160 tonnes contre 4), selon l'économiste Jean Gadrey. La faute en grande partie aux transports, qui représentent plus de la moitié de la « facture énergétique ». Les écarts sont encore plus forts quand on dépasse les frontières nationales.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Bilan carbone : volume de gaz à effet de serre émis par une personne ou un groupe de personnes dans une période donnée en fonction de leur effet sur le réchauffement de l'atmosphère. On les rapporte ainsi au volume de CO₂.

Gaz à effet de serre : ensemble d'une quarantaine de corps gazeux qui absorbent le rayonnement infrarouge émis par la Terre et, par ce processus, contribuent à son réchauffement. Les gaz à effet de serre d'origine humaine sont principalement émis par la

POLLUEURS AU NORD, POLLUÉS AU SUD

Il est un moyen infaillible de savoir si on se situe dans une grande ville d'un pays en développement ou dans une bourgade prospère d'un pays riche : il suffit de regarder par terre. Dans la première, on trouve des détritiques de toute sorte dans les endroits les plus improbables, quand la seconde arbore des espaces verts parfaitement taillés et des trottoirs tellement propres qu'on serait presque tenté d'y pique-niquer. De là à penser que la conscience écologique serait proportionnelle à la taille du portefeuille, il n'y a qu'un pas... qu'il serait totalement erroné de franchir ! Les métropoles des pays du Sud battent certes des records en termes de pollution de l'air. Les autorités de Pékin, par exemple, lorsque des dignitaires étrangers viennent en visite, tirent des feux d'artifice spéciaux pour chasser l'épais brouillard qui nimbe la ville en permanence. De même, les scandales relatifs à l'intoxication de la nourriture par des métaux lourds par les sols se multiplient dans l'Empire du Milieu, au point que tous ceux qui en ont les moyens se ruent sur les aliments importés. Sans oublier les gigantesques décharges à ciel ouvert, qui sont un signe patent du sous-développement en même temps que de l'incapacité des autorités locales à gérer l'ensemble des déchets produits.

Il serait pourtant absurde, pour ne pas dire hypocrite, de blâmer les populations locales, car ce sont en fait avant tout les premières victimes, tandis que les responsables sont ailleurs, bien au « propre ». **Dérégulation des flux de capitaux et du commerce** aidant, les mines et les usines sont aujourd'hui principalement situées dans les pays du Sud, où la main-d'œuvre « coûte » moins cher et les lois environnementales sont peu contraignantes. Mais les produits, eux, vont au « Nord », où les populations concentrent le pouvoir d'achat. Plus encore, les déchets, surtout les plus toxiques (produits électroniques, épaves de bateaux ou combustibles radioactifs des centrales nucléaires), reviennent ensuite dans ces pays pauvres pour y être « traités ». Non

combustion des énergies fossiles. Le GIEC considère que les activités humaines sont responsables du changement climatique et que, dans l'éventualité où rien ne serait fait, les températures pourraient augmenter de 6 °C d'ici 2100.

Dérégulation des flux de capitaux et du commerce : ensemble de législations et accords adoptés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui favorisent la circulation sans obstacles des capitaux et des biens et services.

Non seulement les pays pauvres sont devenus l'« atelier du monde », [...], mais ils sont aussi sa poubelle.

seulement les pays pauvres sont devenus l'« atelier du monde », comme on disait naguère de la Chine, mais ils sont aussi sa poubelle, au détriment de la santé des populations. Ainsi, si l'on raisonne en termes de « **pollution importée** », c'est-à-dire que l'on impute les émissions de gaz à effet de serre à ceux qui consomment les produits finis qui en sont responsables, on estime que les 10 % les plus riches de la planète génèrent près de la moitié des émissions mondiales, tandis que les 50 % les plus pauvres produisent à peine un huitième des émissions globales. Plus stupéfiant : chaque membre du club des 1 % les plus riches de la planète émet à lui seul autant de gaz à effet de serre que 2 000 à 3 000 personnes faisant partie des 10 % les plus pauvres. Il faut ajouter à cela les flux de matière, à commencer par le plastique, dérivé du pétrole, mais aussi les « terres rares », ces métaux précieux nécessaires à la fabrication des batteries et autres composants électroniques, dont l'extraction se fait au moyen de produits extrêmement toxiques. Bref, en matière d'inégalités, économique rime décidément avec écologique.

UN « RACISME ENVIRONNEMENTAL » ?

Angela et John vivent à La Nouvelle-Orléans, ou plutôt vivaient. En 2005, leur maison a été engloutie par le cyclone Katrina, et ce jeune couple d'ouvriers a dû demander l'hospitalité à la famille d'Angela, à Jackson, dans l'État voisin du Mississippi. Leur histoire est malheureusement typique de celle des ménages pauvres et noirs comme eux, dans cette ville mythique du jazz. Les riches Blancs, dont les maisons sont situées sur les hauteurs, ont été épargnés par la catastrophe « naturelle ». Certains ont même fait d'excellentes affaires lorsqu'il a fallu reconstruire, en profitant, avec la complicité de la mairie, de l'embourgeoisement du centre-ville historique ainsi chassé de ses pauvres. Ce scénario est aussi un cas typique de ce que certains chercheurs et militants appellent le « racisme environnemental ». Cette prise de conscience, apparue aux

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Pollution importée : comptabilisation des émissions polluantes en fonction du lieu de consommation des biens concernés et non de leur production.

afin de réclamer l'égalité juridique entre Noirs et Blancs.

Mouvement des droits civiques : grande mobilisation qui a eu lieu aux États-Unis durant la décennie 1960

États-Unis dans le sillage du **Mouvement des droits civiques**, dénonce le fait que, en vertu de leur couleur de peau, de leur classe ou de leur nationalité, des personnes sont davantage exposées aux pollutions (air, sol, eau, bruit...) et aux dommages de catastrophes climatiques (tempêtes, inondations, canicules...) ou industrielles (l'usine AZF près de Toulouse, qui a explosé en 2001) que les autres, tant dans leur activité professionnelle que par leur lieu de résidence. Les exemples sont légion : proximité des usines et des axes routiers, de champs où sont épandus des pesticides cancérogènes, contamination des nappes phréatiques, toxicité des sols sur des sites industriels reconvertis en logements, etc. Cela ne concerne pas que les États-Unis : en France, une étude statistique récente¹ a par exemple montré que, lorsque la proportion d'immigrés augmentait de 1 % dans une ville, la probabilité était considérablement accrue d'y voir installer un incinérateur, dont les rejets sont source de cancers et autres maladies chroniques. De même, comme jadis on construisait à l'est des villes les quartiers pauvres, là où le vent portait les fumées des usines, aujourd'hui, les nœuds (auto)routiers et aéroports, et toutes leurs nuisances ne sont pas localisés au hasard. Certains affirment que c'est le simple jeu du marché immobilier : les espaces les plus dégradés sont fuis et donc moins coûteux. Mais en réalité, c'est bien le résultat de stratégies actives des plus riches qui savent se mobiliser discrètement pour défendre leurs espaces, comme l'ont notamment montré les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon². Une autre enquête de santé publique portant sur la ville de Paris a mis en évidence le fait que la surmortalité entraînée par les pics de pollution est plus élevée dans les quartiers pauvres, même ceux où les niveaux de pollution sont équivalents à ceux des plus riches³. La raison tiendrait notamment aux moindres possibilités pour les populations concernées de s'aérer ailleurs, durant les vacances et week-ends, ainsi peut-être qu'à une alimentation moins saine et un mode de vie plus sédentaire. Manière de rappeler que, en matière d'inégalités, tout se tient.

LES PRÉOCCUPATIONS ÉCOLOGIQUES, UN LUXE POUR LES NANTIS ?

La fin du monde ou la fin du mois, faut-il choisir ? À en croire certains décideurs économiques et politiques, oui. Pour justifier leur inaction, ils ont même trouvé un nouveau refrain : celui de l'« écologie punitive »,

1. Lucie Laurian et Richard Funderburg, « Justice environnementale en France ? Une étude spatio-temporelle des emplacements d'incinérateurs », *Journal of Environmental Planning and Management*, vol. 57, n° 3, 2014.

2. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les Ghetts du Gotha*, Le Seuil, Paris, 2007.

3. Séverine Deguen *et al.*, « Neighbourhood characteristics and long-term air pollution levels modify the association between the short-term nitrogen dioxide concentrations and all-cause mortality in Paris », *PLoS ONE*, vol. 10, n° 7, 2015.

entonné de toutes parts. Façon de prendre les préoccupations sociales comme alibi de l'inaction politique. Comme si les conséquences des dérèglements écologiques n'étaient pas en elles-mêmes un malheur qui frappe d'abord les plus démunis. Il est vrai que certaines « solutions » sont particulièrement injustes, telles que la taxe carbone qui pèse cinq fois plus sur le budget des 10 % de ménages les plus pauvres que sur celui des 10 % les plus riches en France. Il est néanmoins fallacieux de présenter l'écologie comme un « supplément d'âme » qui interviendrait une fois réglés les enjeux socio-économiques. Au contraire, elle est à la base même de la construction de ces derniers. C'est notamment ce que montrent les travaux de l'économiste Joan Martinez-Alier, qui portent sur les luttes de populations démunies contre certains projets économiques aux quatre coins du monde : déforestation, installation d'oléoducs pétroliers, creusement de mines, édification de barrages ou destruction de la **mangrove** au profit de fermes à crevettes. Martinez-Alier observe qu'il y va de la survie des populations qui se mobilisent pour empêcher ces projets présentés comme le progrès. Il plaide pour la reconnaissance d'une dette écologique des habitants des pays riches au profit du monde sous-développé. C'est donc un changement radical de perspective qui s'avère nécessaire, sans que l'on doive vivre obligatoirement plus mal, au contraire. L'horizon semble encore lointain, à voir les discussions internationales patiner sur ces enjeux, et surtout combien le culte de la croissance illimitée reste populaire.

C'est donc un changement radical de perspective qui s'avère nécessaire, sans que l'on doive vivre obligatoirement plus mal, au contraire.

Outre ces résistances locales, tantôt victorieuses, tantôt vaincues, il est d'autres moyens de tenter d'enrayer la « méga-machine », comme disait Ivan Illich, qui broie la nature et les hommes. Lui-même préconisait le convivialisme, philosophie qui fait passer les liens avant les biens et le bien-être avant le mieux-être, pour le dire rapidement⁴. Concrètement, ces idées trouvent une traduction, par exemple, dans le mouvement des villes en transition, lancé en 2006 par Rob Hopkins au Royaume-Uni et qui compte maintenant un millier de territoires affiliés. Il s'agit de s'appuyer sur la communauté et les ressources locales pour organiser une « **descente énergétique** » qui va permettre

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Mangrove : écosystème de marais maritimes qui se développent à l'embouchure de certains fleuves dans les zones tropicales et qui abritent certaines espèces végétales et animales uniques.

Descente énergétique : déclin continu de la consommation d'énergie d'une communauté locale, accompagné du remplacement des énergies fossiles par des renouvelables.

4. Ivan Illich, *La Convivialité*, Le Seuil, Paris, 1973.

au territoire de résister aux grands chocs à venir, dérèglement climatique et épuisement des réserves du pétrole. Cela implique notamment des systèmes de rationnement volontaire permettant de réorganiser son mode de vie en laissant une place aux autres. Et de comprendre que ce que l'on gagne ainsi est finalement plus précieux que ce que l'on perd.

MORALE DE L'HISTOIRE

Accuser les pauvres, pays comme individus, d'être les principaux responsables des pollutions est non seulement faux, mais absurde, car ils en sont au contraire les premières victimes. La mise en évidence des inégalités écologiques incite à transformer en profondeur le système socio-économique en commençant par lutter contre les inégalités tout court. Il en va tout autant de la justice sociale que de la sauvegarde de la planète. Cela ne peut passer que par des politiques conciliant ces deux dimensions, écologie et économie, et rompant avec le productivisme effréné. Certaines expériences locales ont d'ores et déjà montré qu'on pouvait vivre mieux en prélevant moins. Encore faut-il que les responsables politiques s'en convainquent réellement.

À LIRE

Joan Martinez-Alier, *L'Écologisme des pauvres*, Les Petits Matins, Paris, 2014

[première édition : 2002]

Catherine Larrère (dir.), *Les Inégalités environnementales*, Presses universitaires de France, Paris, 2017

Razmig Keucheyan, *La Nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Zones, Paris, 2014

Agnès Sinäi et Mathilde Szuba (dir.), *Gouverner la décroissance*, Presses de Sciences Po, Paris, 2017

Baptiste Monsaingeon, *Homo detritus*, Le Seuil, Paris, 2017

À VOIR

Werner Boote, *Plastic Planet*, 2011

Richard Fleischer, *Soleil vert*, 1973

Hubert Sauper, *Le Cauchemar de Darwin*, 2003

Gus Van Sant, *Promised Land*, 2012

ANIMAUX = PROFITS ?

Jean-Loup Rougery
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 28 à 37

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-28.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ANIMAUX = PROFITS ?

par JEAN-LOUP ROUGERY

(professeur de sciences économiques et sociales et apiculteur)

Remerciements à Hélène d'Arcinelli

(cadre administratif)

« C'est donc tout vivant ? Janet l'a compris avant lui.
Tout : bêtes, plantes et, qui sait ? peut-être les pierres aussi. »
Jean Giono, *Colline*, 1929

À l'ère dite de l'anthropocène, à l'ère de l'accumulation des matériaux polluants et de l'érosion de la biodiversité, à l'ère de l'agro-industrie et du dérèglement climatique, comment sont traités les animaux ? Leur sort dit aussi notre « civilisation ».

DOMESTICATION

Enfant, je me souviens combien les journées passées chez mes grands-parents me fascinaient. Après de très longues minutes à traverser une forêt dense de sapins et de châtaigniers, nous débouchions, mes parents et moi, sur un village, quelques maisons en granit, serrées. Celle de mes grands-parents dominait les autres, toit sombre en ardoises, joints blancs, petits jardins rigoureusement séparés, plantés solidement à la pointe d'une grande montée : haricots verts, pommes de terre, plus loin, les plants de tomates... Une fois arrivés, la scène devant nous devenait extraordinaire pour un petit garçon « de la ville », à la fois étonnante et un peu dégoûtante : mes grands-parents n'étaient pas les seuls à habiter cette maison, chien, poules et poulets allaient et venaient, dehors comme dedans, indifférents à notre présence. Ils étaient avec nous quand nous prenions le café, toujours brûlant, dans ces grandes tasses blanches, cadeau de leur mariage ; ils étaient là encore quand ma grand-mère, dans son éternel tablier bleu à petites fleurs violettes, préparait le repas sur la lourde gazinière en fonte, impeccablement propre. Que des poules puissent être là était normal pour eux ; elles faisaient partie de la maison, sans que cela leur donne aucun privilège : elles finiraient le moment venu par être plumées, derrière la maison... Cette proximité

entre les paysans et les animaux ne changeait en rien le rapport entre eux : il s'agissait bien de domestiquer des animaux pour les manger.

Vers 10 000 ans avant notre ère, le chasseur-cueilleur est devenu agriculteur-éleveur : c'est la révolution néolithique. La domestication des animaux a suivi de peu l'agriculture. Le terme domestication est employé à partir du moment où, regroupés, des animaux sont contrôlés et croisés. La sélection a alors pour objectif d'obtenir une race adaptée à l'élevage.

Les anthropologues ne sont pas tous d'accord sur les raisons qui ont poussé les premiers hommes à domestiquer des animaux. Mais la plupart s'accordent pour dire que la motivation des premiers éleveurs ne résulte pas d'un besoin de nourriture, la chasse procurant suffisamment de viande. On pense que la proximité a simplement favorisé les contacts.

L'utilité de certains animaux n'est apparue qu'une fois la domestication réalisée. Par exemple, le mouton est utilisé depuis longtemps pour sa laine. Mais le mouton est issu du mouflon, qui ne possède pas de laine.

Le premier animal domestiqué serait le chien. Plusieurs foyers de domestication sont apparus en même temps. L'élevage des caprins, bovins, ovins et porcins a débuté vers 8 500 ans avant notre ère, au Proche-Orient. La domestication de l'aurochs, ancêtre de la plupart des bovins domestiques, a débuté il y a environ neuf mille ans, au Proche-Orient et au Pakistan. Le porc a été domestiqué en Chine et au Proche-Orient à la même époque. La poule a été domestiquée en Asie du Sud-Est.

Longtemps, l'élevage n'a pas tenu un rôle économique primordial. L'élevage, c'est l'ensemble des opérations qui permettent la reproduction et la vie des animaux pour les besoins de l'homme. Considéré jusqu'au XVIII^e siècle comme un mal nécessaire d'une agriculture qui devait produire essentiellement des céréales, l'élevage devait en priorité fournir du fumier, de la laine et des peaux. La viande et le lait ne jouaient pas, alors, dans l'économie le rôle que nous leur connaissons maintenant. La consommation de viande n'a pris son essor qu'au XIX^e siècle et ne s'est développée fortement qu'après la Seconde Guerre mondiale¹.

1. Jacques Risse, *Histoire de l'élevage français*, L'Harmattan, Paris, 1994.

INDUSTRIALISATION ET SOUFFRANCES

Cette domestication, l'élevage et donc la sélection qui se sont ensuivis ont, depuis le début, modifié l'évolution des espèces : à force de sélection, le cochon est rose depuis le XVIII^e siècle ; à l'origine, il était noir et velu, comme tout sanglier sauvage qui se respecte.

Le cochon d'aujourd'hui, c'est le cochon usine, sur caillebotis, à l'ère de l'agriculture devenue une activité industrielle comme les autres.

« Dorothy a réussi dans l'élevage des porcs. Voici quelques-unes des difficultés qu'elle a su vaincre.

Maladresse : dès qu'elle se mit à enfermer ses truies dans des box de béton, elle découvrit que les bêtes perdaient leur instinct naturel : elles devenaient maladroites et s'allongeaient parfois sur leur portée de porcelets en les allaitant.

Solution : rétrécir la taille des box des truies et installer des barres de protection qui séparaient les truies des porcelets.

[...]

Morsures de queues et saveur de sanglier : les porcelets sevrés entassés dans des enclos développaient un instinct agressif, dont les manifestations les plus courantes étaient des morsures à la queue. La "saveur de sanglier" est un arrière-goût puissant et répugnant que certains bouchers (en particulier ceux des supermarchés) trouvaient à la viande des porcs mâles.

Solutions : couper les queues et castrer. De préférence avec un instrument contendant, qui, en écrasant l'organe, réduit le saignement. »

Jonathan Coe, *Testament à l'anglaise*, 1994, ou le portrait de Dorothy Winshaw, P.-D.G. d'une ferme agro-industrielle sous l'ère Thatcher.

La baisse continue de la superficie agricole utilisée s'est accompagnée d'une forte redistribution des terres cultivées entre les différentes productions, dans un processus de recherche d'une plus grande productivité. Les surfaces fourragères ont perdu 5 millions d'hectares en cinquante ans. Pourtant, les effectifs de bovins ont progressé de près de 8 millions de têtes entre 1950 et 1980, et ceux des ovins de 5,6 millions de têtes, notamment grâce au recours plus important à des aliments concentrés achetés. Plus de la moitié des porcs, poulets et œufs sont aujourd'hui produits par 1 % des exploitations.

Les fermes usines, qui produisent de la viande marchandise à bon marché, sont le symbole par excellence de l'élevage devenu industrie. S'il n'existe pas de définition officielle de ces fermes usines, on peut

les caractériser par la présence d'un grand nombre d'animaux sur une surface trop petite pour produire leur nourriture et/ou épandre sans risque le lisier ou le fumier. Des fermes de plus de 1 000 vaches, 15 000 porcs ou encore 180 000 poules pondeuses ne sont plus l'exception. En se fondant sur les données du ministère de l'Écologie, l'association Greenpeace a publié, en 2018, la carte de France des 4 413 fermes usines, présentes dans 90 % des départements. Près de 40 % d'entre elles se situent dans les seuls Finistère, Morbihan et Côtes-d'Armor. Dans une ferme usine du Finistère, par exemple, jusqu'à 26 000 porcs sont « produits » par an ; 1 470 de ces « fermes » ont bénéficié de 48 millions d'euros d'aides de la **politique agricole commune** (PAC), dont 14 millions d'euros normalement dédiés à des mesures dites de « verdissement ».

Des fermes de plus de 1 000 vaches, 15 000 porcs ou encore 180 000 poules pondeuses ne sont plus l'exception.

La ferme usine de Trébivan (Finistère) compte, elle, plus de 800 truies, en plus des porcelets ; les trois hangars ultramodernes ont représenté près de 2 millions d'euros d'investissement. Parmi les actionnaires, Porc Armor, Sanders, leader des aliments concentrés pour animaux, et aussi Abera (abattoirs). Ce sont des filiales de Sofiprotéol-Avril. Cette société, Sofiprotéol-Avril, est un des opérateurs les plus puissants de l'agro-industrie française : 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2013. Qui retrouve-t-on à sa tête, entre 2000 et 2017 ? Xavier Beulin, ex-dirigeant du premier syndicat agricole, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), entre 2010 et 2017. À l'origine, Sofiprotéol-Avril est un groupement fondé en 1983 par les producteurs d'oléagineux (colza) et de protéagineux (pois) ; désormais, la holding est présente dans tout l'univers agricole, des agrocarburants aux OGM, sans oublier l'alimentation animale. Son but ? L'intégration totale de filières, en prenant la main progressivement sur l'ensemble de la chaîne de production. Dans la filière porcine, elle détient la nutrition (Sunfeed), l'hygiène et la santé (Tecnofirm), la génétique (Adevia) et des abattoirs (Abera).

Le chiffre de 4 413 fermes usines peut sembler modeste par rapport aux 450 000 exploitations que compte la France, où le modèle industriel

Politique agricole commune : la PAC est une politique mise en place par l'Union européenne. Elle est fondée principalement sur des mesures de contrôle des prix et de subventionnement, visant à « moderniser » et développer l'agriculture. Mais les productions

qui sont surtout soutenues (céréales, oléagineux, lait, viande) avantagent plutôt les gros producteurs.

est beaucoup moins développé qu'à l'étranger, dans le nord et l'est de l'Europe notamment, mais aussi aux États-Unis, au Canada ou au Brésil. Toutefois, l'impact sur l'environnement est tel, et les conditions de vie des animaux sont si dégradées et dégradantes que l'existence même de ces exploitations industrielles, qui relèvent plutôt de l'usine à viande que de l'élevage, est contestable.

Il n'empêche : le phénomène des fermes usines est favorisé par la réglementation, depuis un décret de 2016, pris sous la présidence de François Hollande. Désormais, l'autorisation du préfet est seulement nécessaire quand un élevage comprend plus de 400 vaches laitières, ou 800 bovins à l'engraissement. Cela correspond à un doublement des seuils par rapport à la réglementation précédente. Toujours grâce à ce décret, les élevages de plus de 450 porcs, ou de plus de 30 000 volailles, bénéficient du régime de l'enregistrement, qui allège le dossier à déposer à la préfecture et les délais d'examen. Si le préfet ne répond pas, l'autorisation est acquise de fait.

SOIZIC, VINGT-SIX ANS, EX-OUVRIÈRE DANS UN ÉLEVAGE PORCIN INDUSTRIEL DU FINISTÈRE

« En troisième, il a fallu avoir une "orientation", j'ai été en lycée agricole, avec dans l'idée d'avoir un métier en contact avec les animaux. Une fois que le lycée a été fini, j'ai trouvé une place à la maternité de X, dans un élevage porcin industriel. C'était tout près de chez moi, et puis je venais d'avoir ma fille. J'avais comme charge 320 truies. Chaque année, il y a plus de 6 000 porcelets qui naissent et dont je m'occupais, cinq à six jours après leur naissance. J'avais un caddie, une seringue, une pince tranchante, l'alcool à désinfecter et un coupe-queue électrique, je donnais aux porcelets du fer pour les défenses immunitaires, je castrais les mâles pour attendrir la qualité de la viande et faire grossir vite, je coupais les queues pour éviter le cannibalisme des porcs entre eux, ça arrive quand ils sont en engraissement et qu'ils ont rien à faire dans une toute petite surface, et qu'ils sont ultra-entassés et ultra-stressés les uns sur les autres.

C'est un métier difficile... très difficile, vraiment, surtout quand vous aimez les animaux.

J'ai trouvé là-bas des porcelets dans des états catastrophiques, mal formés ou que le patron trouvait pas viables, qui feraient pas assez de kilos. Le métier veut que, dans ce type de cas, on les "claque" : on les frappe contre une surface dure, pour les tuer, ça hurle à t'en faire avoir des crises de nerfs ; faut s'y reprendre plusieurs fois. Quand il y en a un qui hurle, ils se mettent tous à brailler ; à hurler à la mort, je dirais, c'est très dur... Mais je devais gagner assez pour payer mes

factures et pour ma petite, alors, pas le choix, non, je me disais : pas le choix. Ces porcelets, ils étaient vus juste comme des choses, en fait, comme des sacs à viande. C'était pas des êtres vivants, c'était juste des euros, en fait.

Avec le temps, on se forge un peu, on sait même plus ce qu'on fait, mais ça laisse des traces. J'ai commencé à dormir mal, j'en faisais des cauchemars de ce boulot. Faut les voir, ces bêtes enfermées dans les cages de contention, toutes seules, avec la lumière électrique à fond plein la tronche toute la journée, elles peuvent pas bouger tellement les cages sont petites, comme ça elles grossissent plus vite ; elles sont dans des box, là, immobiles pour qu'on puisse s'occuper d'elles, ça veut dire injecter des antibiotiques, des anti-inflammatoires, et plein d'autres produits chimiques qui finissent par marquer le dos des truies. Leur dos, il finit par porter des traces, comme les bras de ces gens que j'ai vus à la télé et qui se piquent avec l'héroïne ; je me suis dit : leur dos, c'est la même chose, c'est du hachis à cause des seringues.

Il y a six mois que j'ai arrêté de bosser là-bas. Mais le bruit, je l'entends encore. C'est du bruit intenable quand on donne à manger aux truies. Manger, c'est vraiment un grand mot : c'est une distribution automatique de "soupe", un mélange d'eau, de maïs grains broyés et des compléments alimentaires surtout, "rationnée scientifiquement" m'avait dit le patron, je m'en souviens, "en fonction des besoins physiologiques de l'organisme de l'animal pour la reproduction", j'avais dû noter ça sur mon cahier, celui que j'ai là.

En fait, je sais même pas quelles saloperies c'étaient, ces antibiotiques et ces trucs chimiques qu'on leur donnait. Mais c'était plus des animaux, c'est sûr, c'était de la viande chimique juste, engraisée au maximum, avec le minimum de temps, pour que le patron se ramasse un maximum de pognon. Ce que ressentaient ces bêtes, ça, de toute façon, personne sait. J'ai lu qu'un cochon, il a plus de sensibilité et d'intelligence qu'un chien. Je préfère pas y penser comment elles souffraient, ces bêtes. C'était les torturer, qu'on faisait. Quand l'alimentation automatique, elle est mise en route, c'est tout le bâtiment qui hurle, ça crie à tue-tête de partout : les vibrations du long circuit de distribution qui verse les rations, les truies qui mordent, qui brailent, qui s'agitent et qui se jettent sur la nourriture, affamées, conditionnées. C'était un camp de concentration pour bêtes, je dirais.

Mais bon, vous êtes un bon salarié, c'est impossible de pas tomber dans la routine ; je dirais, la violence qu'on fait, les hurlements, même les plaies, ça devient du banal, même c'est ça qu'est horrible, on voit même plus que c'est horrible comment on martyrise ces bêtes toute leur vie. Valait mieux que je tue les porcelets plutôt qu'ils grandissent. »

Heureusement, les projets de fermes usines n'aboutissent pas toujours grâce aux mobilisations locales et celles des associations : les projets des 23 000 porcs des Sables-d'Olonne (Vendée) et des 12 000 cochons de Saint-Symphorien (Gironde) ont été abandonnés, de même que celui des 2 500 chèvres de Mont (Indre-et-Loire). Un combat sans cesse à recommencer, car d'autres ont prévu de voir le jour, comme dans la Vienne, le projet d'élevage de 6 000 porcelets bio soutenu par Intermarché.

La souffrance animale ne s'arrête pas aux portes des fermes usines ; elle existe aussi dans les élevages intensifs de plus « petite » taille. Dans les couvoirs² industriels, par exemple, les poussins mâles sont systématiquement tués d'horrible façon. Jetés dans une broyeuse mécanique, gazés ou laissés pour morts dans des sacs-poubelle, les poussins mâles de race « pondeuse » connaissent un destin sordide. Pourquoi ? Parce que, contrairement aux femelles, ils ne peuvent pas pondre et que leur croissance est trop lente pour la viande. Sur 90 millions d'œufs qui voient le jour dans les couvoirs chaque année, 50 millions sont détruits. Pourtant, des alternatives existent : la spectrométrie permet de connaître le sexe des embryons et de détruire les œufs avant leur éclosion.

SOUFFRANCES ANIMALES TOUS AZIMUTS...

Les races de vaches « boostées », grâce à la sélection génétique, produisent 27 litres de lait, en moyenne et par jour par vache, et jusqu'à 100 litres pour les plus productrices. De 5 à 15 litres, c'est pourtant le volume moyen « normal » produit par une vache pour ses veaux. Au bout de cinq ans en moyenne, ces vaches sont « réformées » et finissent pour la plupart en steaks hachés (la moitié de la viande de bœuf est en fait de la viande de vache).

D'autre part, 83 % des poulets sont élevés en « croissance rapide », dans des bâtiments fermés, sans accès à un espace extérieur, soit 600 millions de poulets qui grossissent quatre fois plus vite aujourd'hui qu'en 1950, au détriment de leur santé (boiterie, problèmes cardiaques et pulmonaires notamment).

Dans les porcheries industrielles, grâce à la sélection génétique de lignées hyperprolifiques, une truie qui mettait bas 16 porcelets par an en 1970 en met bas aujourd'hui 27, et jusqu'à 31 pour les plus performantes, à raison de 2,3 portées par an. Ses 14 tétines résistent mal à cet excès de sollicitation, d'autant que, maintenue en cage, la truie ne peut échapper à la voracité de ses petits. Pour éviter les blessures aux mamelles, s'est donc généralisée la section à la pince ou le meulage des dents des porcelets.

2. Entreprises pratiquant industriellement l'incubation en vue de la vente des poussins d'un jour.

La souffrance animale s'exprime ainsi, chaque jour, dans les abattoirs³. Quotidiennement, ce sont 3,5 millions d'animaux qui y sont abattus. Fin 2018, une vidéo de l'association de défense des animaux L214 montre des bêtes découpées alors qu'elles sont encore conscientes, dans un abattoir certifié bio de l'Indre. Quelque 17 000 animaux étaient équarris chaque année dans cet abattoir de 17 salariés. Un cas parmi tant d'autres.

Concentration, privatisation, industrialisation : on est loin des premiers abattoirs, qui étaient des services publics municipaux créés dans les grandes villes à la fin du XIX^e siècle. Au début des années 1970, on dénombrait 1 200 abattoirs dits « de boucherie » (pour les bœufs, moutons, chevaux et chèvres). En 2014, ils ne sont plus que 270, dont seulement un tiers sont restés publics, les deux autres tiers étant gérés par trois mastodontes privés (groupes Bigard-Socopa-Soviba-Charal, Elivia-Terrena et SVA-Jean Rozé, filiale d'Intermarché).

EXTINCTION

Voilà cent cinquante ans, Darwin nous a appris qu'aucune espèce n'est stable dans le temps. Les organismes vivants sont en perpétuelle évolution, morphologique et génétique, grâce notamment au phénomène de sélection naturelle, qui fait qu'au sein d'une même espèce les individus les plus adaptés à leur milieu se reproduisent davantage que les autres. Alors, le fait qu'une espèce disparaisse, est-ce si grave ?

Connaître toutes les espèces est en soi impossible, nous n'avons que des estimations : il existerait environ 8 millions d'espèces sur Terre, dont 5,5 millions seraient des espèces d'insectes. En mai 2019, les 450 experts de l'ONU sur la biodiversité ont dévoilé une évaluation mondiale des écosystèmes : dans les prochaines décennies, entre 500 000 et 1 million d'espèces sont menacées d'extinction. Une espèce est réputée « disparue » quand son dernier membre est mort. L'extinction devient une certitude quand il n'y a plus d'individus survivants capables de se reproduire et de créer une nouvelle génération. Les lions sont déjà considérés comme une espèce vulnérable. En trente-cinq ans, les girafes de Nubie ont perdu 97 % de leur population. Aujourd'hui, les espèces animales et végétales disparaissent plus vite que jamais. À tel point que nous parlons de la sixième extinction de masse, la première attribuée aux hommes.

Dans les prochaines décennies, entre 500 000 et 1 million d'espèces sont menacées d'extinction.

3. Séverin Muller, *À l'abattoir. Travail et relations professionnelles face au risque sanitaire*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Éditions Quæ, Versailles, 2008.

Au cours des cinq cents millions d'années (les premiers *Homo sapiens* seraient apparus il y a environ deux cent mille ans), la vie sur Terre a presque totalement disparu à cinq reprises, toujours à cause de changements climatiques induits par des phénomènes naturels : une intense période glaciaire, le réveil de volcans, et la météorite qui s'est écrasée dans le golfe du Mexique, il y a soixante-cinq millions d'années, rayant de la carte des espèces entières comme les dinosaures. Ces événements sont communément appelés les cinq extinctions massives. Pour revenir aux niveaux de biodiversité d'avant-crise, il a fallu compter plusieurs millions d'années.

Que nous vivions ou non la sixième extinction de masse des espèces, les taux de disparition sont très élevés, de l'ordre de ceux constatés lors des précédentes extinctions massives. Leurs principales causes ? La manière dont sont utilisées les terres (agriculture, exploitation des forêts), la surexploitation des ressources (pêche industrielle), mais aussi le dérèglement climatique, les déforestations, les pollutions ou encore le développement des espèces invasives. Aujourd'hui, 75 % de la surface terrestre est sévèrement altérée ; 40 % des mers et des océans.

Cette disparition accélérée des espèces animales (et végétales) a et aura un impact direct sur les hommes : 75 % des cultures ont besoin d'être pollinisées par des insectes, 70 % des anticancéreux sont directement ou indirectement tirés de la nature.

MORALE DE L'HISTOIRE

Existe-t-il une espèce qui ait un jour détruit son propre environnement ? C'est pourtant ce que les hommes font, en considérant les animaux comme des objets, des ressources à disposition, de simples marchandises. Puissance agricole mondiale, première en Europe, la France a développé et développe une agriculture intensive qui, on le sait, est une menace pour le bien-être minimal des animaux, l'environnement, le revenu des agriculteurs et la santé de chacun d'entre nous. Tout continue pourtant comme si de rien n'était. La loi Alimentation de la présidence Macron, discutée à partir de 2018, a rejeté en bloc toutes les propositions visant à limiter la souffrance animale dans l'agro-industrie : non, au contrôle obligatoire dans les abattoirs, sur les postes où les animaux sont encore en vie ou mis à mort ; non, à l'interdiction de l'installation de nouvelles cages pour les poules pondeuses...

À LIRE

Jean-Baptiste Del Amo, *Règne animal*, Gallimard, Paris, 2016

Karine Lou Matignon, *Paroles d'animaux. Écouter ce qu'ils ont à nous dire*, La Découverte/Arte Éditions, coll. « Cahiers libres », Paris, 2018

Jocelyne Porcher, *Vivre avec les animaux. Une utopie pour le xx^e siècle*, La Découverte, Paris, 2014

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : COMBIEN ÇA COÛTE ?

Alexandre Berthe

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 38 à 48

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-38.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : COMBIEN ÇA COÛTE ?

par **ALEXANDRE BERTHE**

(économiste, université Paris-Diderot)

Remerciements à Morgan Marc

(professeur d'histoire-géographie)

« Le plus embêtant, c'est le coût de ces différents scénarios qui oscillent entre 40 et 70 milliards d'euros par an pendant plusieurs décennies.

Voilà le prix de la transition énergétique ! »

Mathieu Jolivet, BFM Business, 4 juillet 2013

« Le changement climatique est un sujet essentiel pour nous [...]. Nous ne le voyons pas comme une menace mais plutôt comme un champ d'opportunités qui fait évoluer les marchés de l'énergie. C'est donc un véritable *driver*. »

Patrick Pouyanné, P.-D.G. de Total, 6 novembre 2018

L'énergie, concept physique bien compris par les principes de la thermodynamique, est au centre des enjeux pour le **xxi^e** siècle. Nécessaires aux sociétés humaines, les énergies utilisées par ces dernières depuis la révolution industrielle sont principalement fossiles (charbon, pétrole et gaz) et constituent la principale cause de réchauffement climatique. Les énergies fossiles représentent encore aujourd'hui les trois quarts de l'énergie primaire employée, et leur consommation a été multipliée par plus de quatre depuis 1950 (on parle d'un mix énergétique intense en carbone). Par exemple, au niveau mondial, la consommation de pétrole annuelle en 2016 a atteint le double de

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Mix énergétique : le mix énergétique d'un pays correspond à la répartition des différentes sources d'énergie primaire utilisées sur son territoire national. Le mix énergétique de la France en 2012 est le suivant : 41 % de nucléaire, 31 % de pétrole, 15 % de gaz naturel, 4 % de charbon et 9 %

d'énergie renouvelable. L'évolution du mix énergétique vers des énergies renouvelables est un enjeu central pour les politiques de transition énergétique actuelles.

Énergie renouvelable : source d'énergie qui se renouvelle

celle de 1980. L'enjeu de la transition énergétique est donc de diminuer les consommations d'énergies fossiles afin d'accompagner la transition vers un monde qui émettrait moins de gaz à effet de serre, et d'éviter l'épuisement de ressources vitales aux sociétés humaines.

Réduire le recours aux énergies fossiles, oui, mais comment ? En tirant quelles leçons du passé ? Avec quelle évaluation des coûts de la transition énergétique ? Face à la crise énergétique, comment articuler transition écologique, implication citoyenne et justice sociale ?

LES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : CLIMAT, RISQUES ET TERRITOIRES

La transition énergétique passera par : 1. la substitution des énergies fossiles par des **énergies renouvelables**, plus faiblement carbonées ; 2. l'augmentation de l'efficacité énergétique du processus de production et de consommation d'énergie ; 3. la diminution des consommations énergétiques par un **découplage** entre consommation énergétique et évolution des sociétés humaines. Dans la compréhension des enjeux d'économie d'énergie, il faut dissocier l'**énergie primaire**, produite par le secteur de l'énergie, l'**énergie finale**, qui arrive aux ménages (environ deux tiers de l'énergie primaire), et l'**énergie utile**, qui sert aux activités des ménages et des entreprises, puisque à chaque étape des gains d'efficacité peuvent être observés.

En 2018, l'augmentation de la demande énergétique a été de 2,1 % au niveau mondial, s'accompagnant d'une hausse des émissions de CO₂ de 2 %. Si la demande énergétique mondiale continue d'augmenter comme aujourd'hui, les 700 000 premières éoliennes installées chaque année ne serviront qu'à compenser cette hausse et ne permettront pas de

naturellement. Elle correspond aujourd'hui à un peu moins de 20 % de l'énergie totale consommée. Elle provient notamment de la biomasse (bois, plantes, déchets), du vent (éolien), du soleil, de la chaleur de la Terre (géothermie) et de l'eau (hydraulique).

Découplage : il correspond à la volonté de découpler la prospérité des sociétés humaines avec la consommation d'énergie, et plus globalement avec la destruction des écosystèmes et le changement climatique.

diminuer le recours aux énergies fossiles. Un exemple pour comprendre ce problème est celui du charbon. Bien que la consommation de charbon décroisse par rapport au pétrole tout au long du xx^e siècle, et donc que la part du charbon diminue dans les consommations mondiales, la consommation annuelle de charbon est, chaque année ou presque, plus élevée que l'année précédente.

Au-delà de la question des gaz à effet de serre, une transition aussi drastique que celle nécessaire aujourd'hui pose des questions connexes parfois aussi fondamentales que celle du changement climatique. Par exemple, l'énergie produite dans les centrales nucléaires émet peu de gaz à effet de serre lors de son fonctionnement. La fission nucléaire, processus au centre de la production d'électricité par le nucléaire, ne conduit pas à l'émission de gaz à effet de serre. Pour autant, l'utilisation de cette énergie pose de multiples questions centrales pour nos sociétés, comme : le risque très élevé en cas d'accident nucléaire, comme à Fukushima en 2011, le processus de production fortement centralisé et technique, la difficile appropriation par les citoyens, la production de déchets sans solution de recyclage, ou encore la nécessité d'utiliser des ressources – notamment l'uranium – qu'il faut aller chercher dans des pays autoritaires, souvent d'anciennes colonies, comme le Niger.

À partir de l'exemple du nucléaire, nous voyons que l'évaluation de la transition énergétique ne peut se faire de manière triviale en ne regardant que les émissions de gaz à effet de serre évitées. Il s'agit alors de s'appuyer sur l'analyse des risques associés à chaque technologie de production, mais aussi de comprendre comment les choix énergétiques modifient nos sociétés humaines – de l'échelle la plus globale, avec les questions géopolitiques et de développement, jusqu'à l'échelle la plus locale.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Énergie primaire : énergie disponible avant toute transformation par l'humain. Elle peut être renouvelable (solaire, éolien...) ou non renouvelable (énergie fossile). Le pétrole brut est une énergie primaire qui permet d'aboutir à différentes énergies secondaires, comme le fioul, l'essence,

mais aussi l'électricité par une centrale thermique. Entre énergies primaire et secondaire, il peut y avoir des pertes de transformation et de transport.

Énergie finale : énergie utilisée par le consommateur final. Elle est fournie à ce dernier sous une forme utilisable. Il

POUR PENSER LES TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES FUTURES, REGARDONS LES TRANSITIONS PASSÉES

L'histoire de nos sociétés regorge de transitions énergétiques, subies ou choisies, à toutes les échelles. Qui pourrait imaginer que l'huile de baleine fut pendant longtemps une des sources principales d'énergie pour l'éclairage ? Face à la raréfaction des grands mammifères marins et aux défauts de ce mode de production (faible rendement et émission de fumée noire), l'huile de baleine fut remplacée par le gaz, le charbon et les énergies fossiles liquides. De même, en 1750, dans la région parisienne, tous les habitants étaient à moins de 12 kilomètres d'un moulin, notamment pour moudre le blé, en utilisant les forces du vent et de l'eau.

Au-delà de ces exemples, nous pouvons schématiquement identifier trois grandes transitions énergétiques depuis le début de la révolution industrielle. D'abord, le processus actuel de production de l'énergie, fondé sur les énergies fossiles, est relativement récent. En effet, avant la révolution industrielle, la plupart des sources d'énergie étaient des énergies renouvelables, issues notamment de la combustion de la ressource bois. Ces énergies, que l'on pourrait caractériser de flux, car fondées sur des ressources qui se renouvellent, ont été remplacées par les énergies fossiles, énergies de stock, et principalement par le charbon au XIX^e siècle. Le charbon a ensuite été en partie remplacé par le pétrole. Enfin, au cours du XX^e siècle, l'électrification massive au niveau mondial a conduit à l'avènement de nouvelles sources d'énergie, comme l'énergie nucléaire.

Bien que la source d'énergie principale change lors de chacune de ces transitions, chaque nouvelle source d'énergie s'est ajoutée aux précédentes, sans qu'une réelle substitution se soit produite. Nous

L'histoire de nos sociétés regorge de transitions énergétiques, subies ou choisies, à toutes les échelles.

peut y avoir des pertes énergétiques lors du transport de l'énergie jusqu'au consommateur. Elle se différencie notamment de l'énergie primaire et de l'énergie utile.

Énergie utile : énergie effectivement utilisée par le consommateur final.

Elle dépend du rendement des appareils du ménage, allant de 10 % pour une lampe à incandescence, jusqu'à 100 % pour les chaudières de dernière génération. Cela signifie qu'une ampoule à incandescence ne transforme que 10 % de l'énergie en lumière utilisée par le ménage.

La transition n'est pas un simple choix technique, elle fait appel à des logiques de pouvoir et de domination, et s'est appuyée et s'appuiera encore sur des enjeux politiques et militaires.

consommons par exemple aujourd'hui plus de bois comme source d'énergie qu'au XVIII^e siècle. En outre, comprendre chacune de ces transitions ne peut se faire en regardant simplement l'efficacité des différentes sources énergétiques. La transition n'est pas un simple choix technique, elle fait appel à des logiques de pouvoir et de domination, et s'est appuyée et s'appuiera encore sur des enjeux politiques et militaires. Par exemple, le développement de l'énergie nucléaire pour l'électricité en France est lié à la volonté de développer une autonomie au regard du monde et à la volonté de posséder l'arme nucléaire.

Il faut également voir que, lors de chaque transition, des alternatives existaient. Nous pouvons citer la présence des voitures électriques et des tramways au début du XX^e siècle, qui ont été relégués par la voiture thermique. De même, aux États-Unis, il semble que les canaux auraient pu assurer une prospérité semblable à celle permise par le développement massif du chemin de fer.

Au vu de ces trois transitions énergétiques récentes, plus ou moins portées par des volontés politiques, citoyennes et économiques, se pose la question de la transition énergétique prochaine et des choix qui seront faits. Chaque transition présentée ici correspond à un passage vers une consommation énergétique globalement plus élevée. Il ne faut pas oublier que celle à venir devra permettre de réduire les consommations énergétiques, ce que l'on retrouve le plus souvent dans des transitions subies, comme à la fin de certains régimes politiques ou après des conflits, comme en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale.

LA DIFFICILE ÉVALUATION DES COÛTS DE L'ÉNERGIE

L'évaluation d'un projet énergétique se fait classiquement en économie par l'analyse coût-bénéfice. Cette méthode consiste à mettre

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Dans ce cas, l'énergie finale est dix fois plus élevée que l'énergie utile au ménage.

Taux de préférence pour le présent : taux pour lequel un individu est prêt à échanger ce qu'il pourrait avoir maintenant

pour une somme dans un an. Par exemple, si le taux de préférence pour le présent est de 5 %, alors un individu préférera avoir 106 euros dans un an, plutôt que 100 euros maintenant, mais préférera 100 euros maintenant, plutôt que 104 euros dans un an. Ce choix est

en regard les coûts d'un projet et ses bénéfices. Puisque les coûts fixes, notamment l'installation du moyen de production énergétique, précèdent souvent les bénéfices, en particulier ceux issus de la production énergétique, un calcul intégrant différentes périodes de temps doit être fait. Un projet est alors intéressant si le taux de retour sur investissement, appelé TRI, est suffisant, et donc que le projet est rentable.

Cette méthode a l'avantage de fournir une évaluation simple d'un projet, elle a en revanche le désavantage de cacher certains coûts et bénéfices et d'être dépendante du **taux de préférence pour le présent** choisi. Au final, suivant les éléments inclus, le coût d'une technologie peut totalement changer. On évoque souvent, par exemple, la nécessité d'intégrer le coût de démantèlement des centrales dans le coût de l'énergie nucléaire. Souvent, l'analyse coût-bénéfice se centre aussi sur les coûts et bénéfices pour l'entité qui réalise le projet. Dans ce cas, cette méthode ignore les effets économiques sur les autres acteurs (collectivités, autres entreprises...), mais aussi les avantages et inconvénients qui sont plus difficilement monétarisables (environnement, emploi, qualité de vie sur le territoire, notamment). L'énergie à bas coût n'est donc pas forcément celle que l'on croit. Les coûts environnementaux sont parfois intégrés dans ces analyses, mais cela pose la question suivante : peut-on donner un prix à la nature ?

D'autres méthodes peuvent être alors employées, comme des évaluations multicritères reposant sur la prise en compte d'un nombre important d'indicateurs (économiques, environnementaux, sociaux...) ou des méthodes d'évaluation en unité énergétique. Parmi celles-ci, le taux de retour énergétique, appelé plus communément EROI (de l'anglais *energy return on investment*), est le plus utilisé. Il correspond au rapport entre l'énergie produite et l'énergie utilisée pour la produire. Par exemple, un EROI de 5 signifie que l'énergie produite a été cinq fois plus importante que l'énergie utilisée pour la produire. Par conséquent, plus le rapport est élevé, plus la production énergétique est intéressante. Lorsque ce rapport se rapproche de 1, l'énergie produite ne correspond plus qu'à celle utilisée pour l'extraire, la source d'énergie

important si les conséquences d'une action sont distantes dans le temps, ce qui est le cas pour l'émission de gaz à effet de serre. Par exemple, si une tonne de carbone émise me rapporte aujourd'hui 100 euros et que les coûts de cette pollution sont dans quinze ans, il faudra alors

que les conséquences négatives soient de l'ordre du double (plus de 200 euros) pour que la méthode de l'analyse coût-bénéfice propose de renoncer à cette pollution avec un taux de préférence pour le présent de 5 %, contre 116 euros

devient alors inutile. Ce rapport étant aujourd'hui à la baisse, notamment avec l'exploitation d'**énergies fossiles non conventionnelles**, on utilise de plus en plus d'énergie pour produire de l'énergie.

Au-delà de l'évaluation d'un projet ou d'un mode de production énergétique, les questions économiques qui se posent sont celle de la possibilité de financer la transition énergétique mondiale et celle de ses conséquences économiques, en matière notamment de croissance et d'emploi.

CONSOMMATEUR ET CITOYEN : PAYER ET/OU S'APPROPRIER LES TRANSITIONS ?

Pour aller au-delà de la production d'énergie, la question se pose des consommations d'énergie par les pays et par les ménages. Les ressources énergétiques mondiales, notamment pour les énergies fossiles, sont concentrées sur quelques pays. Par exemple, pour le pétrole, l'Arabie Saoudite produit environ 13 % de la production mondiale, mais ne consomme que 30 % de ce total, le reste étant exporté. La France, quant à elle, produit 0,02 % de la production mondiale, ce qui ne permet de couvrir que 1 % de la consommation nationale. La France a donc une **facture énergétique**, solde financier lié aux questions d'énergie, importante, et même supérieure au déficit de la balance commerciale du pays. Développer les énergies renouvelables en France est donc, en plus d'un enjeu de développement durable, un enjeu commercial pour limiter ses importations d'énergie fossile et diminuer son taux de dépendance énergétique.

L'enjeu pour les ménages est d'avoir accès à l'énergie. La distribution de l'énergie aux ménages s'appuie sur des réseaux. Les réseaux, notamment électriques, soulèvent des problèmes particuliers en fonction de leur capacité de charge et de la proximité entre la production et la

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

uniquement avec un taux de préférence de 1 %.

Énergie fossile non conventionnelle :
énergie fossile difficilement exploitable, dont l'exploitation est envisagée uniquement quand les autres sources d'énergie sont

en quantité insuffisante. Leur exploitation est plus coûteuse et peut avoir des conséquences sur l'environnement importantes, comme pour l'exploitation des gaz de schiste ou des sables bitumineux.

consommation de l'énergie. Au niveau de l'électricité comme du gaz, en France, le transport et la distribution de l'énergie, ainsi que la maintenance des réseaux sont gérés par un organisme unique et réglementé. En revanche, aux deux extrémités de la chaîne, c'est-à-dire au niveau de la production et de la fourniture de l'énergie, ces activités ont été ouvertes à la concurrence, dans l'optique de libéralisation et de **mise en concurrence** voulues par l'Union européenne concernant les activités anciennement gérées par l'État, comme pour le transport ferroviaire. Cette ouverture à la concurrence est critiquée, les bienfaits de cette pratique devant être mis au regard de ses dangers (perte de qualité du service, oubli de l'objectif de service public, etc.).

L'augmentation du prix de l'énergie pousse de plus en plus la capacité des ménages à se chauffer et à se déplacer. Cette question est illustrée par le concept de précarité énergétique, qui s'appuie sur trois dimensions : l'accès à l'énergie, la qualité de cet accès (absence de coupure, par exemple) et l'accessibilité financière de l'énergie. Dans les pays développés, nous nous appuyons principalement sur la troisième partie, considérant que les deux premières sont acquises. En France, on considère qu'entre 4 et 12 millions de ménages sont soumis à la précarité énergétique (en fonction de l'indicateur choisi). De plus, la consommation énergétique des ménages est sensible à un phénomène de contrainte de sentier, c'est-à-dire au fait que les décisions passées déterminent, au moins partiellement, les choix futurs. En effet, la consommation d'énergie dépend notamment du choix du véhicule et du logement du ménage, et ceux-ci ne peuvent pas être changés facilement. Pour limiter cette précarité énergétique, des tarifs sociaux de l'énergie peuvent être proposés et des plans de rénovation énergétique des bâtiments mis en place. Les dépenses des ménages en matière d'énergie étant pour la plupart contraintes, ces derniers subissent les fluctuations des prix sur les marchés de l'énergie.

Dès lors, se pose la question de l'arbitrage possible entre fin du monde et fin du mois, mis en avant par la concordance des mouvements des Gilets jaunes et des marches pour le climat à partir du mois de

Facture énergétique : elle correspond au solde du commerce extérieur en matière de produits énergétiques. Pour la France, le solde est de 38,7 milliards d'euros, notamment en raison de l'importation de pétrole (21,1 milliards d'euros).

Mise en concurrence : la mise en concurrence des entreprises est un objectif central de la politique européenne autour du marché unique européen. Elle s'appuie sur un résultat de la théorie économique néoclassique montrant que, dans des conditions très spécifiques, la mise

novembre 2018. En effet, une façon simple de réduire les émissions de CO₂ est de taxer l'énergie pour diminuer les consommations énergétiques. La politique écologique est alors fortement en défaveur des plus pauvres, qui consacrent en moyenne une plus grande part de leur budget à l'énergie et ont des dépenses énergétiques contraintes. Néanmoins, cette question n'est pas si triviale. La taxe donne un budget complémentaire à l'État, qui peut être utilisé pour diminuer les effets néfastes en matière de justice sociale, par l'utilisation par exemple d'un chèque vert, chèque alloué aux ménages les plus vulnérables aux hausses des carburants. Au-delà, ce type de fonctionnement met en exergue la nécessité de s'interroger sur les individus ou groupes sociaux qui doivent payer pour la transition énergétique, et sur le fait de savoir

Peut-on demander à un habitant en zone périurbaine, travaillant en centre urbain, de limiter sa consommation d'essence, s'il n'y a pas de transports publics en parallèle ? En outre, nous pouvons aussi nous demander qui doit décider du destin énergétique futur de nos pays.

si le paiement doit dépendre uniquement des choix énergétiques, qui sont souvent contraints : peut-on demander à un habitant en zone périurbaine, travaillant en centre urbain, de limiter sa consommation d'essence, s'il n'y a pas de transports publics en parallèle ? En outre, nous pouvons aussi nous demander qui doit décider du destin énergétique futur de nos pays.

À ce niveau, au-delà du vote dans notre démocratie représentative, l'implication des consommateurs, et plus globalement des citoyens, peut passer par la participation aux choix de la provenance de leur énergie, et notamment de l'électricité.

Ce choix peut passer par le recours à des contrats se fondant sur la production d'énergie verte, mais également aller jusqu'à des **initiatives citoyennes** énergétiques, sans oublier le financement participatif de projets énergétiques, *via* le *crowdfunding*, ou par l'implication des citoyens dans les choix énergétiques des territoires. Cela est rendu possible par l'existence de moyens de production d'énergie renouvelable beaucoup plus décentralisés que pour les énergies fossiles ou le nucléaire.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

en concurrence des producteurs est bonne pour l'ensemble de la société. Concernant les secteurs du gaz et de l'électricité, et plus particulièrement leur production et leur fourniture, l'Union européenne a prôné la mise en place de la concurrence à partir de la fin des années 1990.

Initiatives citoyennes : elles correspondent à des projets dans lesquels les citoyens participent au développement des énergies renouvelables. Cette participation peut prendre différentes formes et aller d'un financement participatif, autrement appelé *crowdfunding*, d'un

VERS QUELS FUTURS DE L'ÉNERGIE ?

L'accord de Paris de 2015 repose pour la première fois sur des objectifs de réduction des gaz à effet de serre ayant impliqué l'intégralité des pays du monde. Néanmoins, les objectifs fixés ne permettraient probablement de limiter le réchauffement climatique qu'à 3,4 °C, bien au-delà de l'objectif d'1,5 °C ou de 2 °C, identifié par les scientifiques comme raisonnable pour permettre la transition. De plus, la transition énergétique de la Chine, principal émetteur de gaz à effet de serre aujourd'hui, s'appuie surtout sur une capacité accrue de production renouvelable, sans réduction des productions énergétiques fondées sur le fossile. La montée des gouvernements populistes et la présence de nombreux lobbies associés aux productions d'énergie fossile rendent difficile la mise en place d'une transition écologique et énergétique. Comme le montre l'historien Jean-Baptiste Fressoz, il s'agit alors de faire attention au vocable de transition énergétique, qui porte en lui l'idée d'une réussite intrinsèque du processus : il semble plutôt que nous soyons dans une période de crise énergétique qui pourrait bien se transformer en désastre énergétique et écologique si nous n'agissons pas. Il faut tout de même garder à l'esprit que tous les pays ne suivent pas les mêmes trajectoires. À l'heure actuelle, le Portugal réussit à produire plus de la moitié de son électricité avec des énergies renouvelables.

MORALE DE L'HISTOIRE

Pour conclure, il semble utile à chacun de faire l'exercice intellectuel suivant. Prenez le temps d'identifier l'intégralité de l'énergie que vous consommez, de manière directe ou indirecte (par votre alimentation et vos choix de vêtements, par exemple, dont la production requiert de l'énergie), et de comprendre sa provenance, notamment le type d'énergie et votre distance de la source. Identifiez aussi l'influence que vous

projet de mise en place d'énergie renouvelable, jusqu'à une gestion directe de la production d'énergie, à travers des coopératives d'énergies renouvelables.

la nécessité de lutter contre le changement climatique et d'établir une politique climatique dans tous les pays.

Accord de Paris : premier accord entre tous les pays du monde sur

pouvez avoir sur cette consommation par vos choix énergétiques, par votre mode de vie, et les consommations que seules des modifications politiques pourraient changer.

À LIRE

Matthieu Auzanneau, « Oil Man. Chroniques du début de la fin du pétrole », *Petrole.blog.lemonde.fr*
Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Le Seuil, Paris, 2013
Pascal Canfin et Alain Grandjean, *Mobiliser les financements pour le climat*, rapport de la commission Canfin-Grandjean, juin 2015
Commissariat général au développement durable, *Bilan énergétique de la France pour 2017*, février 2019
Jean-Baptiste Fressoz, « Pour une histoire désorientée de l'énergie », *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, n° 5, automne 2013
Timothy Mitchell, *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, La Découverte, Paris, 2013

À VOIR

Association négaWatt, *Réussir la transition énergétique en France avec le scénario négaWatt*, 2017
Georges Miller, *Mad Max*, 1979
Marie-Monique Robin, *Qu'est-ce qu'on attend ?*, Arte, 2016

LE CAPITALISME PEUT-IL ÊTRE ÉCOLOGIQUE ?

Jean-Marie Harribey

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 49 à 60

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-49.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE CAPITALISME PEUT-IL ÊTRE ÉCOLOGIQUE ?

par JEAN-MARIE HARRIBEY
(économiste, université de Bordeaux)

« La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur. »

Karl Marx, *Le Capital*, livre I, 1867

Depuis sa fondation en 1909, l'entreprise British Petroleum a connu de nombreux changements de nom et de stratégie. Le dernier, en 2000, a consisté à redéfinir le sens de son logo, BP, avec ce nouveau slogan : *Beyond Petroleum*. Elle disait vouloir devenir la compagnie pétrolière « la plus verte du monde ». N'est-ce pas un signe de la capacité du capitalisme à épouser les meilleures causes et à devenir écologique ? C'était quelques années avant l'explosion de sa Texas City Refinery (2005) et avant celle de sa plateforme pétrolière de Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique (2010). Beaucoup d'autres entreprises multinationales, Total, Engie, Apple..., tentent aussi de reverdir leur image. Parce que, en ce début du XXI^e siècle, deux phénomènes se produisent simultanément. D'un côté, le capitalisme devenu mondial est entré dans une ère de profondes perturbations, consécutives à la liberté de circuler accordée aux capitaux et à la financiarisation de l'économie, qui provoque de graves crises sociales. De l'autre, le modèle de développement productiviste conduit à un épuisement des ressources, à la perte de biodiversité, aux multiples pollutions et au réchauffement du climat. Il n'est donc plus possible d'ignorer les problématiques de développement soutenable ou durable, ou de transition écologique et énergétique, qui remettent en cause l'idée qu'une croissance économique pourrait être infinie.

LA DYNAMIQUE DU CAPITALISME ENGENDRE UNE CRISE ÉCOLOGIQUE GLOBALE

Le capitalisme est fondé sur la propriété privée des moyens de production (bâtiments, machines, logiciels, terres...), qui oblige ceux qui en sont dépourvus à louer leur force de travail, moyennant salaire. La production de marchandises par cette force de travail et vendue sur le marché permet aux propriétaires de réaliser une **plus-value** grossissant leur capital dans un mouvement potentiellement sans fin. Ce mouvement n'est cependant pas linéaire et continu. Il est chaotique et jalonné de luttes sociales et de crises périodiques. Mais chaque période de crise est l'occasion de concentrer le capital et de relancer son **accumulation** sur une échelle toujours plus vaste. Du moins jusqu'à une date récente : jusqu'à ce que la crise écologique vienne dresser un obstacle matériel à l'expansion infinie. Pour la première fois dans l'histoire, contradictions sociales et contradictions écologiques s'entremêlent et se renforcent.

Pour la première fois dans l'histoire, contradictions sociales et contradictions écologiques s'entremêlent et se renforcent.

La situation est préoccupante, même aux yeux des plus chauds partisans du capitalisme, en constatant le ralentissement net de la progression de la **productivité du travail**, qui est toujours la source de l'accumulation. Au point de les amener à se demander si le capitalisme ne serait pas entré dans une « stagnation séculaire ». La contradiction éclate donc : la croissance économique infinie est impossible, et le capitalisme est incompatible avec la fin de la croissance. Et le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 2018¹ affirme qu'il sera difficile de maintenir le réchauffement du climat en dessous de + 2 °C.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Plus-value : différence entre la valeur produite par la force de travail et le salaire qu'elle reçoit. La plus-value devient un profit monétaire quand la marchandise est vendue.

Accumulation : processus d'accroissement permanent du

capital exploitant la force de travail et la nature.

Productivité du travail : rapport entre la production réalisée et la quantité de travail utilisée.

1. <https://www.sauvonsleclimat.org/fr/base-documentaire/ipcc-international-panel-on-climate-change>

ANTHROPOCÈNE OU CAPITALOCÈNE ?

Le chimiste de l'atmosphère Paul Crutzen et le biologiste Eugene Stoermer ont désigné par le terme d'**Anthropocène** une nouvelle ère géologique, après l'Holocène qui couvrait les dix mille dernières années, pour marquer les conséquences des activités humaines sur les écosystèmes terrestres. Surtout depuis la révolution industrielle et l'utilisation à grande échelle des énergies fossiles, elles sont capables de modifier la lithosphère. Il conviendrait donc d'opérer une nouvelle division des temps géologiques.

Certains scientifiques ont alors fait observer que ce concept pouvait laisser penser que la destruction environnementale et l'épuisement des ressources étaient le fait de l'être humain en tant que tel, de l'humanité en général. Or, d'une part, tous les habitants de la planète et toutes les sociétés n'ont pas, et de loin, le même degré de responsabilité de cette destruction et de cet épuisement. D'autre part, c'est bien la logique du productivisme liée à l'accumulation infinie de capital, en parallèle avec la concentration de la propriété privée, qui mène à la crise écologique. Aussi, le concept de Capitalocène émerge dans la communauté scientifique, par opposition à celui d'Anthropocène.

Survient une deuxième raison de s'inquiéter : l'amélioration des processus techniques de production permettra-t-elle de découpler l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) de celle de la production ? L'intensité des émissions mondiales de carbone par rapport à la production a baissé environ de moitié au cours des quatre dernières décennies. Mais ce découplage n'est que relatif, à cause d'un effet dit « rebond » : la croissance de la production est plus rapide que la diminution de son contenu en GES ou en énergie. Par exemple, les moteurs de voitures sont plus économes qu'autrefois, mais le nombre de voitures et de kilomètres parcourus augmente plus vite que ne diminuent les émissions polluantes.

Ainsi, les émissions de CO₂ ont augmenté de manière absolue de 80 % depuis 1970 et de 40 % depuis 1990, année de référence du

Anthropocène : littéralement « âge de l'homme », terme proposé pour caractériser la nouvelle ère géologique dans laquelle nous serions entrés depuis les années 1950, depuis que les activités humaines ont un impact global significatif sur l'écosystème terrestre.

protocole signé à Kyoto en 1997, à un rythme annuel de 2 %. L'Union européenne a diminué ses émissions de GES de 17,5 % par rapport à 1990, ce qui lui permet d'afficher un bilan apparent favorable, ses obligations étant fixées à hauteur de 9 %. Cependant, si l'on tient compte des importations, la baisse n'est que de 4 %. En France, les émissions de GES s'élèvent à 6,9 tonnes d'équivalent CO₂ par habitant, mais à 11,9 tonnes en tenant compte du solde des importations-exportations : une diminution de 5,2 % entre 2010 et 2015 pour le premier indicateur, mais une progression de 2,6 % pour le second². Et tout est reparti à la hausse depuis 2016, tant en France qu'en Europe.

Quelle évolution du produit mondial par tête serait compatible avec un maintien de la hausse de la température en dessous de 2 °C ? Si la baisse de l'intensité de la production en carbone se maintient au niveau constaté au cours des deux dernières décennies, soit environ 1,5 % de baisse par an, et si on veut diminuer de moitié les émissions mondiales de CO₂ d'ici 2050, il serait nécessaire de réduire la production de 0,8 % par an, soit 21 % en trente ans. Pour le même but, une croissance économique moyenne de 1 % par an exigerait une baisse de l'intensité de la production en CO₂ de 3,25 % par an. Les contraintes sont donc énormes.

LA DÉCROISSANCE, DE QUOI ET POUR QUI ?

Au cours des années 1970, l'économiste et mathématicien roumain Nicholas Georgescu-Roegen³ a montré que l'économie était soumise à la deuxième loi de la thermodynamique dite de l'entropie : la quantité d'énergie dans l'univers est constante mais se dégrade en chaleur irrécupérable. Cette loi s'applique à toute utilisation de matière car le recyclage ne peut jamais être total. Selon lui, bien que la Terre ne soit pas un système isolé (elle reçoit en permanence l'énergie solaire), l'humanité est contrainte par la rareté des ressources, dont le renouvellement n'obéit pas à la même temporalité que l'activité humaine. La croissance économique infinie est impossible.

Il s'ensuit que se pose à l'humanité la question de la diminution de la production et de la consommation matérielles pour aller vers une « société de décroissance⁴ », car les modes de vie dans les pays développés ne peuvent être généralisés et perpétués. La décroissance met donc en cause la croissance verte promue par les nouveaux convertis des multinationales et même l'idée d'un développement soutenable. Cependant, plusieurs problèmes restent pour l'instant non résolus.

Une stratégie de décroissance ne peut être mise en œuvre uniformément pour toutes les catégories de la population et pour tous les pays au monde, les besoins élémentaires n'étant pas encore satisfaits pour une part importante de l'humanité (près de 1 milliard d'êtres

2. Gouvernement.fr, « Les nouveaux indicateurs ».

3. Nicholas Georgescu-Roegen, *La Décroissance. Entropie-écologie-économie*, Sang de la Terre, Paris, 1995.

4. Serge Latouche, *La Décroissance*, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 2019 ; Jean-Marie Harribey, « Que sait-on de la décroissance ? », *Alternatives économiques*, 15 avril 2019.

humains n'ont pas accès à l'eau potable⁵, sont mal ou sous-alimentés, autant sont analphabètes, et 500 000 femmes meurent en couches ou pendant leur grossesse chaque année).

Dans les pays riches, premiers responsables de la dégradation environnementale, faut-il organiser une décroissance globale ou sélective ? C'est-à-dire quelles sont les productions dévastatrices (transports par route, agriculture chimique, produits industriels à obsolescence programmée) qu'il faut diminuer rapidement et quelles sont celles qu'il faut promouvoir (transports collectifs, agriculture biologique...) ?

Les transformations précédentes, notamment le passage d'une mauvaise production en quantité à une production de qualité, nécessiteront une phase de transition, pendant laquelle des investissements importants devront être mobilisés pour faire évoluer les systèmes énergétiques, les infrastructures de transport, l'urbanisme, etc.

Tout cela signifie que sont entremêlées les exigences sociales pour réduire les inégalités et les exigences écologiques. Toutes contraintes que le capitalisme a bien du mal à contourner.

Quels seraient les coûts d'une inaction face au réchauffement climatique et ceux, au contraire, d'une politique résolue ? Le rapport de l'économiste britannique Nicholas Stern en 2006 établit que 1 % de PIB par an serait nécessaire pour atténuer les effets du réchauffement climatique. En cas d'inaction, les conséquences seraient bien supérieures en termes de coût pour l'humanité : des pertes de l'ordre de 5 % à 20 % par an du produit mondial brut⁶. Deux ans après avoir rendu son rapport, l'auteur a considéré que le dérèglement s'accélérait et qu'il faudrait, d'ici 2050, réduire de 50 % les émissions de GES à l'échelle mondiale et de 90 % aux États-Unis. Mais Stern estime que la croissance peut être poursuivie tout en stabilisant les émissions de GES. Au contraire, son collègue Tim Jackson⁷ juge que cette estimation des coûts à engager pour contenir le réchauffement climatique est trop optimiste, compte tenu de l'augmentation absolue des émissions de GES.

LE MARCHÉ NE PEUT PAS GÉRER LA NATURE

Le questionnement suscité par la raréfaction des ressources naturelles ou par les diverses pollutions est déjà ancien. Tout au long du xx^e siècle, plusieurs jalons avaient été posés à l'intérieur même de la théorie orthodoxe. En 1920, l'économiste anglais Arthur Cecil

5. UNESCO, *Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau. Ne laisser personne pour compte*, 2019.

6. Nicholas Stern, *Évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique*, octobre 2006 (<http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article165>).

7. Tim Jackson, *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable*, 2009, De Boeck-Etopia, Louvain-la-Neuve, 2010.

Pigou avait montré que les coûts sociaux non pris en compte dans le prix de marché – appelés « **externalités négatives** » – nécessitaient d'imposer une taxe afin de compenser ces externalités. Par exemple, le coût de la dégradation des sols et des nappes d'eau par le lisier des élevages de porcs n'est pas compté dans le prix du porc. En 1931, Harold Hotelling ajouta qu'on pouvait utiliser une ressource épuisable en introduisant dans son prix une rente, qui devait augmenter d'un taux égal au **taux d'actualisation** au fur et à mesure que la ressource s'épuisait. En 1977, John Hartwick énonça la règle de compensation intergénérationnelle selon laquelle les rentes ainsi prélevées devaient être réinvesties pour produire du capital afin de remplacer les ressources épuisées. L'idée est d'utiliser cette rente prélevée sur les activités à base, par exemple, de matières premières naturelles épuisables pour investir dans la production de substituts à celles-ci.

Ainsi naissait la version faible de la **soutenabilité du développement** qui s'imposa après l'adoption du rapport Brundtland par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU en 1987 : les facteurs de production – le travail, le capital et les ressources de l'environnement – étaient déclarés continûment substituables entre eux. L'économie capitaliste pouvait dès lors s'occuper d'environnement, puisque les « **biens communs** » ne pouvaient aboutir qu'à une « tragédie », selon la formule du biologiste états-unien Garrett Hardin. La solution fut la création de droits de propriété transférables, imaginée par les économistes Ronald Coase et John Dales. Le principe est de mettre face à face le pollueur (une usine qui déverse ses déchets dans la rivière) et le pollué (le pêcheur en aval), qui échangent leurs droits jusqu'à ce que le coût **marginal** des efforts de dépollution pour le premier égale le gain marginal pour le second. Le protocole de Kyoto, obligeant les pays les plus riches à réduire leur bilan carbone, a mis en application ce principe, notamment dans le cadre du marché européen de permis d'émission de GES à partir de 2005.

L'approche de la soutenabilité faible s'est vite révélée incohérente et apologétique d'un système en crise. La comparaison entre les coûts

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Externalité négative : coût collectif occasionné par l'activité économique mais qui n'est pas compté dans le prix de marché.

Taux d'actualisation : c'est le taux d'intérêt annuel qui permet de comparer une valeur monétaire

actuelle et une valeur monétaire future. Plus le taux est élevé, plus il dévalorise le futur.

Soutenabilité du développement : défini par le rapport Brundtland pour l'ONU, le développement soutenable ou durable désigne

et les avantages suppose une évaluation monétaire que le marché est incapable de donner. Même si l'on passe outre cette difficulté, la procédure d'actualisation est non pertinente pour prendre en compte l'avenir à très long terme, d'autant plus que les décisions en matière d'environnement se heurtent à l'incertitude entourant leurs conséquences futures. Le temps économique que l'actualisation est censée prendre en considération n'a aucune commune mesure avec le temps biologique et écologique : l'intérêt des générations à venir est donc sacrifié.

En transformant les inconvénients subis par les individus dans leur environnement en avantages monétaires, on provoque un effet pervers pour l'environnement, démontré par l'économiste David Pearce, car la pollution ne donne lieu à une pénalité monétaire que lorsque le seuil de capacité d'auto-épuration de l'environnement est franchi. Comme ce seuil est abaissé, cela conduit progressivement à une dégradation inexorable. Le principe du pollueur payeur ne peut donc se substituer au principe de précaution, car à lui seul il ne peut conduire à une gestion protectrice de la nature. La mise en place d'écotaxes n'est susceptible de produire des effets bénéfiques pour l'environnement que si elle est associée à des mesures de prévention visant à éviter ou diminuer la pollution et la dégradation, et non pas seulement à réparer ces dernières ou, pire, à les compenser monétairement.

La mise en place d'écotaxes n'est susceptible de produire des effets bénéfiques pour l'environnement que si elle est associée à des mesures de prévention visant à éviter ou diminuer la pollution et la dégradation, et non pas seulement à réparer ces dernières ou, pire, à les compenser monétairement.

UNE FUITE EN AVANT FINANCIÈRE AU BÉNÉFICE DE L'ÉCOLOGIE ?

Beaucoup d'institutions bancaires et financières se spécialisent aujourd'hui dans l'émission d'« obligations vertes » (*green bonds*) pour financer un projet à vocation écologique, ou bien dans l'émission d'« obligations catastrophes » (*cat bonds*), qui sont des formes de contrats d'assurance ou de compensation contre le réchauffement du

un développement qui satisfait les besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures. Mais, dans sa version faible, il est postulé que les ressources épuisées seront remplacées par du capital, tandis que, dans sa version forte, la substituabilité est rejetée

pour laisser la place à l'hypothèse de complémentarité des facteurs de production.

Biens communs : ce sont les biens qu'une communauté érige en communs et gère selon des règles adoptées collectivement ; en dissociant

climat, contre la disparition de telle ou telle espèce animale ou végétale, et contre la dégradation d'un milieu naturel. Le marché mondial de ces diverses obligations est encore petit, mais il se développe rapidement : 4,5 milliards de dollars d'émissions en 2012, 100 milliards en 2017. De 2005 à 2017, un quart des 895 milliards d'obligations émises ont été dites vertes.

L'État français a levé par le biais de l'Agence France Trésor 7 milliards d'euros en décembre 2016, à échéance en 2039. Engie a levé 2,5 milliards en 2014 pour financer des barrages en Amazonie, suivis de 1,25 milliard en 2017. Le gouvernement français a demandé à la Caisse des dépôts et consignations et à la Banque publique d'investissement d'émettre des obligations vertes. Depuis l'adoption de la loi de transition énergétique en 2015, les institutions financières sont obligées de publier un rapport sur leur exposition aux risques climatiques et sur leur politique en faveur de la transition énergétique.

Si l'on comprend que, pour les multinationales, il y a, derrière la finance verte, une opportunité de verdir leur image, le problème crucial est celui du contrôle de la qualité écologique des projets.

Si l'on comprend que, pour les multinationales, il y a, derrière la finance verte, une opportunité de verdir leur image, le problème crucial est celui du contrôle de la qualité écologique des projets. Or le marché ne juge de la pertinence de ces émissions, c'est-à-dire de leur rentabilité et de leur risque, qu'à travers la cotation en Bourse. L'institution émettrice ne fait pas l'objet d'un contrôle *a priori*. Au point que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Union européenne ont demandé de définir plus précisément les mécanismes et critères de certification, mais, pour l'instant, les critères permettant de certifier les labels de soutenabilité restent flous.

Les électriciens européens (notamment EDF, Engie, RWE, E.ON) se sont ligüés pour faire échouer la fixation d'un prix du carbone suffisamment haut pour obliger à fermer les centrales à charbon : il s'est ensuivi un effondrement des investissements dans les énergies renouvelables depuis 2011. Dans le cadre de la discussion au Parlement français de la loi de finances pour 2018, les collectivités territoriales se sont élevées contre la diminution des aides aux investissements de

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

le droit de propriété des droits d'accès et d'usage, on sort du dilemme marché/État. Le commun n'est donc pas seulement ce qui est en commun mais ce qui est *fait* en commun.

Marginal : adjectif désignant le coût (ou le gain) d'une unité

supplémentaire de production, d'utilisation ou de pollution.

Cotisations sociales : part du salaire qui est mise en commun par l'ensemble des salariés afin de les protéger ainsi que leurs proches contre un certain nombre de risques

transition, du fait de l'affectation de la quasi-totalité des 8 milliards provenant de la « contribution climat » des ménages à l'allègement des **cotisations sociales** et non aux actions en faveur du climat. C'est le même défaut qui est apparu lorsque le gouvernement français a introduit dans la loi de finances 2019 l'augmentation de la taxe sur les carburants, qui a entraîné la révolte des Gilets jaunes.

QUELLE FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE ?

Une fiscalité écologique est une application du principe de pollueur payeur pour dissuader les productions et les consommations polluantes, épuisant les ressources ou la biodiversité. En agissant par un prix accru, elle est censée envoyer un signal à l'acteur économique. Mais l'affaire de la taxe sur les carburants a montré en France que ce signal-prix ne fonctionnait que si étaient disponibles d'autres moyens de transport que la voiture individuelle. De plus, compte tenu des fortes inégalités de revenus, le produit de cette fiscalité doit être utilisé pour compenser l'augmentation des coûts pour les catégories de la population les plus pauvres. L'ensemble des taxes environnementales représentent 7,5 % du budget des 20 % les plus pauvres contre 4 % pour les 10 % les plus riches. L'exigence de justice fiscale est d'autant plus urgente que la transformation des modes énergétiques et de transport et l'isolation thermique des logements et des bâtiments prendront du temps. Or, dans le budget 2019, seuls 7,279 milliards sont prévus pour être affectés au soutien à la transition énergétique.

Actuellement, en France, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), souvent appelée taxe carbone, est fixée par la loi de finances annuelle. L'ensemble des taxes environnementales s'élèvent à 63 milliards d'euros en 2018. Le prix de la tonne d'équivalent CO₂ était fixé à 44 euros. Il est prévu de porter ce prix à 55 euros en 2019, 65,40 euros en 2020, 75,80 euros en 2021 et 86,20 euros en 2022.

sociaux et de pertes de revenu liés plus ou moins directement au travail (accidents, maladies, chômage, vieillissement, charge de famille, etc.). Ce système de prévoyance forme la protection sociale.

LA NATURE EST INESTIMABLE

Fondamentalement, la tentative d'introduire le calcul économique dans la détermination de la « valeur » de la nature ou de la « valeur » que produit la nature se heurte à des obstacles insurmontables. La valeur économique n'existe pas à l'état naturel, c'est une construction sociale. Parler de « valeur économique intrinsèque de la nature » n'a donc aucun sens. La « valeur » de la nature ne relève pas du calcul économique : au sens propre, elle est inestimable⁸. Passant outre cet obstacle, on tente désespérément d'évaluer les « services rendus par la nature ». Et la méthode de calcul économique suppose toujours que les facteurs de production sont substituables entre eux.

DES SERVICES MESURABLES MONÉTAIREMENT ?

Le coût de la disparition des chauves-souris aux États-Unis, due à un champignon, est estimé à hauteur de 22,9 milliards de dollars par an, c'est-à-dire la valeur des insecticides chimiques évités, car ces chauves-souris jouent le rôle d'insecticides naturels.

Les abeilles contribueraient pour 153 milliards de dollars à la production agricole mondiale (190 milliards pour tous les insectes pollinisateurs).

La « valeur » de la séquestration du carbone par la forêt française est mesurée en multipliant la quantité de carbone séquestrée en un an par le prix de la tonne de carbone fluctuant sur le marché des permis d'émission européen.

L'organisation WWF a estimé les services rendus par les océans à 2 500 milliards de dollars par an et la valeur des océans eux-mêmes à 25 000 milliards de dollars.

Que signifient tous ces calculs ? Rien, sinon entretenir l'illusion que tout est réductible à l'économique, afin, au mieux, de préparer la substitution d'éléments manufacturés aux éléments naturels, ou, au pire, de justifier la privatisation dudit capital naturel.

Voici enfin une petite histoire racontée pour endormir les enfants : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux 3 toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau⁹ ! »

8. Jean-Marie Harribey, *La Richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2013.

9. Christian de Perthuis et Pierre-André Jouvét, *Le Capital vert, une nouvelle perspective de croissance*, Odile Jacob, Paris, 2013.

Ce raisonnement pseudo-pédagogique ne vaut rien : au lieu d'imaginer le nettoyage à sec des toisons de laine, que se passerait-il si l'on empêchait le berger de respirer ? Sans air, il mourrait dans les quelques minutes qui suivraient son apnée, et son activité avec lui. Serait-on autorisé à dire que l'air produisait toute la valeur ajoutée ? Évidemment, non.

Ce que, au fond, ignorent les économistes néoclassiques, c'est la notion de facteur limitant : un seul élément manque, et la production s'arrête. Telle est l'opposition radicale entre substituabilité des facteurs de production (version faible de la soutenabilité) et complémentarité des facteurs (version forte de la soutenabilité).

L'effervescence du monde de la finance autour des questions environnementales a reçu un label décerné par les plus hautes instances internationales. Ainsi, en 2012, la Banque mondiale a publié un rapport intitulé *La Croissance verte inclusive. Le sentier vers un développement soutenable*. La Banque mondiale n'ignore pas les travers d'une vision purement quantitative : « Le modèle doit compter l'impact de la production sur le bien-être. » Mais qu'est-ce que le bien-être ? C'est l'« utilité ». Et l'utilité ? C'est le « niveau de consommation plus l'effet direct sur l'environnement ». On reste donc dans une problématique productiviste et consumériste. La croissance verte inclusive est le nouvel habillage d'une version édulcorée du développement soutenable dans sa version faible.

Les réflexions des institutions internationales montrent que, pour réduire la nature du capital à rentabiliser, il faut établir des droits de propriété sur ce qui devrait être des biens communs, collectifs et publics. D'une certaine manière, elles aident à répondre à la question initiale de ce texte : le capitalisme peut-il être écologique ? Oui, répond la Banque mondiale, mais... il faut élargir le cercle de la propriété privée, donc élargir le capitalisme... Cela porte d'ailleurs un nom : l'écoblanchiment, ou *greenwashing*.

Le capitalisme peut-il être écologique ? Oui, répond la Banque mondiale, mais...

Cependant, la prise de conscience de la gravité de la crise écologique atteint maintenant un seuil suffisant pour susciter aux États-Unis un mouvement en faveur d'un *Green New Deal*, c'est-à-dire d'une action volontariste de l'État, portée par Alexandria Ocasio-Cortez, élue à la Chambre des représentants : 100 % d'énergies propres en une décennie ; neutralité carbone en 2050 ; investissements publics importants dans les infrastructures d'énergie et de transport sans CO₂. Dans beaucoup de pays, la jeunesse rejoint le mouvement *Fridays for Future* ou bien a suivi la grève internationale pour le climat du 15 mars 2019, à l'initiative de la jeune Suédoise Greta Thunberg. Et la pétition *L'affaire du siècle*, visant à attaquer en justice l'État français pour inaction face au changement climatique, a recueilli plus de 2 millions de signatures.

MORALE DE L'HISTOIRE

S'il ne fait aucun doute que les principales forces du capitalisme entendent profiter de la crise écologique pour relancer la dynamique d'accumulation, rien n'est encore joué quant à la capacité des sociétés à infléchir la trajectoire vers une soutenabilité véritable. Les États manifestent un grand enthousiasme vis-à-vis des nouvelles procédures de la finance verte. Mais le problème est de favoriser de nouveaux flux d'investissement net : rediriger des financements non écologiques vers des financements écologiques est nécessaire, notamment en cessant de subventionner la production d'énergie fossile. Mais, au niveau de l'ensemble de l'économie, pour atteindre l'objectif de transition écologique, il est indispensable, d'une part, d'établir des normes environnementales qui soient respectées et, d'autre part, d'avoir la maîtrise des outils fiscaux, budgétaires et monétaires, en particulier celui de la création de monnaie. Sans cela, il ne serait pas possible d'entamer un processus dans lequel les productions et consommations nuisibles pour les équilibres humains et naturels décroîtraient, afin de laisser la place à des productions et consommations respectueuses de ces équilibres. On devine que ce qui est en jeu dépasse un cadre exclusivement économique, car cela touche au devenir de la société, dans laquelle les interrogations sur la propriété, le pouvoir, les choix publics, les rapports sociaux dans leur ensemble s'entremêlent. C'est dire que la logique du capitalisme est en question car elle semble peu compatible avec l'écologie.

À LIRE

Ademe, « Anti-greenwashing », guide en ligne (<http://antigreenwashing.ademe.fr>)

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Les Petits Matins, Paris, 2015

Jean-Marie Harribey, *La Richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2013

Razmig Keucheyan, *La Nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Zones, Paris, 2014

Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck Supérieur, Paris, 2010

À VOIR

Werner Boote, *L'Illusion verte*, 2018

EFFICACES, LES MARCHÉS ?

Introduction décalée par **Bruno Gaccio**
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « **Hors collection Sciences Humaines** »

2019 | pages 61 à 64

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-61.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

EFFICACES, LES MARCHÉS ?

VIVE LE MARCHÉ ?

**LA CRISE ÉCONOMIQUE ?
QUELLE CRISE ?**

**POURQUOI TANT DE CHÔMAGE
(ET COMMENT S'EN DÉBARRASSER) ?**

**SI TU VEUX TRAVAILLER, TRAVERSE
LA RUE ?**

**LE TRAVAIL COÛTE-T-IL TROP CHER
EN FRANCE ?**

**LE COÛT DU CAPITAL,
C'EST COMME LES ANTIBIOTIQUES :
C'EST PAS AUTOMATIQUE**

LA MONNAIE, STOP OU ENCORE ?

EFFICACES, LES MARCHÉS ?

Introduction décalée, par Bruno Gaccio

Une tronçonneuse thermique est-elle efficace pour découper un corps humain en tout petits morceaux, pas forcément d'égale dimension ? Le film *Massacre à la tronçonneuse* apporte une réponse positive à cette question. Les auteurs ont été sûrs et certains, à l'heure de l'élaboration du scénario, que cet outil destiné à des activités de bûcheronnage pourrait être terrifiant et très efficace entre les mains d'un psychopathe.

Les marchés, c'est pareil. Aux mains de psychopathes, ils peuvent tuer.

On parle bien ici des marchés financiers, et pas des marchés de Brive-la-Gaillarde ou de Saint-Julien-Molin-Molette, ceux-là efficaces et non toxiques pour l'humanité.

Je suis bien conscient, entouré d'une noble assemblée d'universitaires, que, n'étant pas « économiste patenté », affirmer de façon péremptoire que les marchés financiers sont aux mains de psychopathes qui détruisent la planète et ses habitants, c'est beaucoup. Pour faire bon poids, j'ajouterai, si vous le permettez, qu'ils sont aussi un danger pour la démocratie.

Pour ma défense, s'il est incontestable que l'économie financière, loin d'être une science dure, fait appel à des techniques complexes dont la compréhension est réservée à quelques spécialistes (algorithmes, mis au point par des mathématiciens surdoués, qualifiés par les banquiers eux-mêmes d'incompréhensibles, ce qui ne les empêche pas de les utiliser), les principes qui encadrent

ces marchés ne sont pas compliqués à comprendre pour quelqu'un de normalement vertébré. Complexe *versus* compliqué.

Les marchés financiers, ce sont les banques. Le travail d'une banque, en principe, c'est d'encaisser les dépôts – salaires et chiffres d'affaires des entreprises – et d'accorder des crédits aux particuliers et aux entreprises. Point. Les organismes dont le seul objet est la spéculation financière sur les marchés ne devraient pas y être associés. Depuis 1933 et le *Glass-Steagall Act*, confirmé par les accords de Bretton Woods en 1944 et le Conseil national de Résistance en France, puis jusqu'au milieu des années 1970, les activités des banques d'affaires et des banques de dépôts étaient séparées. Ensuite sont arrivées les années ultra- et néolibérales de Thatcher, Reagan, Mitterrand et consorts. Progressivement, ils ont laissé faire et encouragé le regroupement de ces activités dans des banques qu'on qualifie aujourd'hui d'universelles, parce qu'elles font tout : banque commerciale, dépôts, épargne, placements, crédits, gestion d'actifs, opérations de marché, *trading*, émission d'actions, émission d'emprunts, conseils, assurances, et un peu de ménage en fin de journée s'il reste du temps...

En France, il y a quatre banques universelles : BNP Paribas, Société générale, Banque populaire-Caisse d'épargne (BPCE) et Crédit agricole... On dit aussi qu'elles sont systémiques. Le système tient par l'élasticité du caleçon grâce à elles. Pourquoi ? Ces banques opèrent un chantage très efficace sur les pouvoirs publics : si on

se casse la gueule parce qu'on a fait de mauvaises opérations de spéculation, vous tombez avec nous parce qu'on ne pourra pas garantir l'argent des particuliers. Le fameux *too big to fail*. Quand on est *too big* et qu'on tient par l'élastique du calbar, pas besoin d'avoir fait Harvard pour déceler l'étendue du problème.

Peut-on en déduire que les pouvoirs publics, liés aux banques, donc aux marchés financiers, sont aux mains de psychopathes ? Oui.

Les marchés sont-ils efficaces ? Oui ! pour les psychopathes. Parce que ceux-ci les enrichissent irrationnellement, d'une manière déraisonnable, et qu'ils bénéficient d'une impunité totale : quand ils perdent de l'argent en jouant à la Bourse, ils se renflouent sur les dépôts. Ça va durer ? Pas sûr.

La somme globale de monnaie circulant dans le monde est de plus ou moins 240 000 milliards, toutes devises confondues, et 90 % de cet argent ne concerne pas l'économie réelle. Efficace.

Gaël Giraud est l'économiste en chef de l'Agence française de développement, une banque publique à but non lucratif, directeur de recherches en économie au CNRS, directeur de la chaire Énergie et Prospérité à l'École des Ponts, et il est docteur en mathématiques appliquées. Il est aussi jésuite. Prêtre catholique membre de la compagnie de Jésus.

Gaël Giraud n'est pas tout à fait d'accord avec moi. Il trouve que les marchés ne sont pas efficaces. Mais lui, c'est son côté jésuite : il pense aux gens. Voici ce qu'il explique à ThinkerView en avril 2019 : « L'utilité sociale des marchés

financiers n'est aujourd'hui absolument pas démontrée. »

Pourquoi ? Parce que l'économie réelle est en berne depuis quarante ans, croissance trop molle.

Et parce que le système financier va mal, très mal. Les banques, elles, clament que ça va bien, très bien, et... c'est encore plus inquiétant, parce que la vigilance minimum que devraient opérer ceux dont le métier est de surveiller les psychopathes se relâche dangereusement.

Pourquoi cela va mal, selon Gaël Giraud ? Pour faire court : la dette privée (ménages et entreprises non financières) dans le monde est nettement supérieure aux dettes publiques.

La dette privée bloque les investissements. Les bénéfices que font les entreprises servent surtout à rembourser leurs créances. Quand elles ne gagnent pas assez, elles font faillite et mettent en difficulté le secteur bancaire côté dépôts, qui compte sur le secteur financier pour se renflouer, mais, s'il y a mauvaise opération sur le secteur financier, et il y en a beaucoup, à un moment survient inévitablement un krach ou une crise bancaire. C'est prévisible. La bonne marche du monde dépend dès lors de la réaction des pouvoirs publics. Généralement, ils sauvent les banques en les nationalisant (ils mutualisent les pertes, les contribuables payent), plus rarement ils obligent les actionnaires à payer eux-mêmes ou laissent une banque faire faillite.

La liste des crises et des krachs est consultable partout. Les principales ? 1720, 1797, 1810, 1819, 1836, 1847 et

1873, 1907, 1929, 1966, 1971, 1974, 1979, 1980, 1982, 1985, 1987, 1989, 1992, 1993, 1994, 1997, 1998, 2000, 2001, 2008, 2009, 2010, 2015...

À chacune de ces crises ou chacun de ces krachs, des gens souffrent, deviennent plus pauvres, précaires ou... meurent. Qu'est-ce qu'il se passerait si, en plus de figurer dans un manuel d'universitaires au lectorat confidentiel, ce genre d'information était exposée et expliquée chaque jour au JT de 20 heures ? Si les gens comprenaient, s'ils se rendaient compte de ça ? Ce serait sans doute d'une grande violence pour les banquiers qui mettraient le nez dehors. En 2008, ils ont eu cette peur, mais les pouvoirs publics ont œuvré à leur avantage. Ils sont retournés au travail, rassérénés.

Quand Éric Cantona, footballeur devenu acteur, a dit dans un entretien à *Presse Océan*, le 8 octobre 2010 : « Si 20 millions de personnes retirent leur argent des banques, le système s'écroule », la ministre de l'Économie de l'époque, M^{me} Lagarde, le ministre du Budget, M. Baroin, le président de la République, des banquiers (DG de BNP Paribas, président de BPCL...), tous leurs affidés dans la presse et même M. Mélenchon sont montés au créneau pour pousser les gens à ne surtout pas suivre ce conseil. Une preuve sans aucun doute que la suggestion de monsieur Cantona était vraiment révolutionnaire.

La question écologique est aujourd'hui la plus prégnante. Le marché nous sauvera-t-il d'une destruction de notre écosystème ? Sera-t-il efficace pour ce projet essentiel ? Non.

Les dirigeants actuels ne feront rien pour arrêter cette dérive mortifère qu'est la destruction de la planète, parce qu'ils sont corsetés par les marchés, ils en sont prisonniers volontaires, « ils sont dans l'idolâtrie, le marché est leur nouveau veau d'or » (Gaël Giraud, ThinkerView, avril 2019).

Changer ? Cela les obligerait à détricotier tout ce qu'ils ont mis en place depuis quarante ans (mutualiser les pertes et privatiser les bénéfices) pour avoir le contrôle. Ils ne remettront jamais en cause ce modèle social inégalitaire ni sérieusement les sources d'énergie (80 % de l'énergie est fossile, quand il faudrait passer à zéro).

Arguer qu'ils vivent sur la même planète que nous et qu'ils souffriront comme tout le monde du changement climatique, ceux qui contrôlent encore cette organisation de la société ne l'entendent pas. Sûrs d'eux-mêmes et de leur supériorité sociale, ils nourrissent ce vieux fantasme de l'île déserte paradisiaque qu'ils auront les moyens de se payer, sur laquelle ils vivront à l'abri de toutes les catastrophes que subiront les autres, et qu'ils seront heureux de cette façon.

Des psychopathes, je vous dis.

VIVE LE MARCHÉ ?

David Cayla

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 65 à 72

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-65.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

VIVE LE MARCHÉ ?

par **DAVID CAYLA**

(économiste, université d'Angers)

Remerciements à Suzanne Sellerte

(professeure de sciences économiques et sociales)

« Ce qui se cache derrière la plupart des arguments contre le marché libre, c'est le manque de foi dans la liberté elle-même. »

Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, 1962

Vive le marché ! Depuis les années 1980, la plupart des dirigeants politiques partagent le même mot d'ordre et célèbrent la capacité supposée du marché à concilier la liberté des individus et l'efficacité économique.

Vive le marché ? Mais de quoi parle-t-on ? Le marché, c'est quoi ?

Les activités économiques sont-elles uniquement marchandes ?

Les relations marchandes recouvrent-elles l'essentiel des rapports sociaux ?

LE MARCHÉ, C'EST QUOI ?

Nous échangeons avec autrui de très nombreuses manières et à de très nombreuses occasions. En discutant les uns avec les autres, en se rendant des services, en collaborant au travail, par l'achat ou la vente. *Toute opération de réciprocité entre êtres humains est un échange, mais tous les échanges ne sont pas marchands et n'impliquent pas d'être organisés par un marché.*

Le **marché** représente le lieu où s'organise un type particulier d'échanges, ceux qui concernent les **marchandises**. Ces dernières correspondent à des biens ou des services standardisés, produits dans le but d'être vendus. Ce qui distingue la **transaction marchande**, c'est qu'elle n'implique, en théorie, aucun lien affectif ou personnel. En effet, la très grande majorité des échanges que nous entretenons au cours d'une journée se font avec des proches ou des personnes que

nous connaissons. Sur un marché, au contraire, nous échangeons avec des inconnus les marchandises qui nous intéressent.

La transaction marchande fait donc l'impasse sur les autres formes d'échange, celles qui participent à créer des liens sociaux, pour se focaliser sur l'objet échangé. C'est une transaction économique de pur intérêt. Dans ce contexte, se pose évidemment la question du prix auquel l'échange se conclut. Or, sur un marché, acheteurs et vendeurs se trouvent dans une situation de rivalité, car leurs intérêts sont à la fois complémentaires (chacun a besoin de l'autre) et contradictoires. Les uns désirent un prix faible, les autres un prix élevé.

Comment les deux parties parviennent-elles à s'entendre sur un prix ? On pourrait croire que tout est affaire de négociation, de marchandage, et que cela dépend finalement des individualités et du talent de chacun. Mais, sur un marché, cela ne se passe pas ainsi. En effet, comme la marchandise est standardisée, *on peut comparer les opérations de vente entre elles*. Si ce smartphone s'est vendu 500 euros il y a une heure, il sera difficile, pour les deux parties, de s'écarter beaucoup de ce prix. Le marché a donc une fonction essentielle : il permet de déterminer des prix qui sont relativement indépendants des talents de négociation et *qui s'imposent comme une caractéristique des marchandises elles-mêmes, un prix objectif qui résulte des transactions antérieures*.

En fait, le marché sort la transaction d'un simple rapport fondé sur une rivalité interindividuelle pour lui substituer un rapport social entre groupes aux intérêts contradictoires.

En fait, le marché sort la transaction d'un simple rapport fondé sur une rivalité interindividuelle pour lui substituer un rapport social entre groupes aux intérêts contradictoires (les acheteurs et les vendeurs). Il crée un **prix conventionnel** qui permet à chaque acheteur de se dire qu'obtenir ce smartphone pour 490 euros, c'est faire une bonne affaire, même si, en d'autres circonstances, des vendeurs auraient été prêts à le vendre 400 euros.

Les espérances de chacun se construisent par rapport au prix de marché constaté autour de soi. Le problème est que *ce prix de marché est arbitraire et dépend de la manière dont s'organisent les rapports de*

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Marché : c'est le lieu réel ou virtuel dans lequel on s'échange des marchandises.

Marchandise : c'est un bien ou service standardisé qui a été produit dans le but d'être vendu.

Transaction marchande : c'est un échange marchand fondé sur une relation d'intérêt mutuel qui est dépourvue de toute relation personnelle entre les participants.

Prix conventionnel : c'est le prix considéré comme normal par ceux

force collectifs entre acheteurs et vendeurs. Si l'ingénieur gagne cinq fois plus que l'aide-soignant, le trader cinq fois plus que l'ingénieur et le footballeur vedette cinq fois plus que le trader, ce n'est certainement pas en raison d'un quelconque impératif économique. Après tout, la contribution sociale du travail du footballeur n'est pas forcément plus grande que celle de l'aide-soignant. La différence est que le footballeur pourra profiter d'une concurrence entre les clubs européens qui s'arrachent les stars à prix d'or pour attirer les spectateurs et les droits de diffusion (droits dont la valeur est elle-même déterminée par des prix de marché), alors que l'hôpital est financé par des **dépenses publiques** que la *doxa* actuelle incite à réduire.

Finalement, *le marché a pour fonction non seulement de faciliter les échanges, mais surtout de déterminer un système de prix, conséquence de rapports sociaux, par nature déséquilibrés, entre groupes rivaux.* Or les prix créés par le marché engendrent eux-mêmes des normes sociales et « naturalisent » les hiérarchies économiques, justifiant ainsi qu'un footballeur soit rémunéré 125 fois plus qu'un aide-soignant.

UNIQUEMENT MARCHANDE, L'ÉCONOMIE ?

La plupart des économistes aiment présenter le marché comme une **institution** neutre qui permettrait d'organiser le système économique de manière efficace et performante. Mais, en réalité, *aucune économie ne peut être efficace sans reposer sur de très nombreuses fonctions non marchandes.*

Contrairement à l'adage de Montesquieu, le commerce ne favorise pas la paix. *C'est la paix, au contraire, qui permet le commerce.* Pour que le marché existe, il faut donc une société qui garantisse la sécurité et favorise la confiance. Cette sécurité est le produit de nombreux services non marchands créés par les institutions. Elle ne concerne pas la seule sécurité « physique » des biens et des personnes mais inclut

qui commercent. Le marché est la principale institution qui détermine les prix conventionnels, mais les autorités publiques peuvent aussi les instituer.

Dépenses publiques : pour l'INSEE, ce sont toutes les dépenses effectuées par les administrations publiques.

Elles sont très diverses : dépenses de fonctionnement des services publics (salaires mais aussi consommations intermédiaires) ; dépenses de redistribution (prestations versées aux ménages mais aussi subventions versées aux entreprises) ; dépenses d'investissement (recherche et

toutes les protections sociales. *La retraite, l'éducation, la santé, le logement... sont autant de services fondamentaux qui protègent les citoyens de la crainte du manque.* L'investissement et la consommation reposent en effet sur une confiance minimale que peuvent avoir les gens quant à leur propre sécurité ou à celle de leur patrimoine.

La **richesse non marchande** correspond à une forme de richesse qui n'est pas payée par l'utilisateur mais financée dans le cadre d'un système de solidarités collectives. En France, l'essentiel de la richesse non marchande est fournie par les **administrations publiques** telles que celles de l'État central ou des collectivités locales. Elle repose en majeure partie sur le travail de fonctionnaires, un travail intimement lié à l'idée que se font les agents de leur utilité sociale. Comme son nom l'indique, le fonctionnaire est en charge d'une fonction : enseigner, soigner, contrôler, juger... *Cette fonction implique une éthique particulière, d'autant plus qu'elle s'adresse non à des clients mais à une population captive.* En effet, on ne choisit pas son enseignant ou le policier qui patrouille en bas de chez soi comme on choisit un coiffeur ou sa boulangerie. La neutralité et le sens du devoir du fonctionnaire sont la contrepartie du caractère non marchand et non concurrentiel de son travail. Son indépendance est garantie par un statut qui le protège d'une radiation de convenance de la part de sa hiérarchie.

On retrouve un engagement similaire du côté des associations caritatives qui fournissent également une part importante de la richesse non marchande. Ces associations fonctionnent en partie grâce à un vaste réseau de bénévoles qui travaillent dans le but de contribuer à l'utilité sociale et de promouvoir certaines valeurs.

Mais toute activité non marchande n'est pas nécessairement institutionnalisée. Une grande partie de la **richesse** est non seulement non marchande mais également **non monétarisée**. Cette sorte de richesse échappe à toute valorisation économique et n'entre donc pas dans le calcul du **produit intérieur brut (PIB)**, contrairement à la richesse non marchande des administrations publiques et des associations caritatives qui est, elle, comptabilisée à hauteur de son coût de production.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

développement, construction de bâtiments et d'infrastructures, mais aussi achats d'armement...). La dépense publique est socialement utile.

Doxa : c'est l'ensemble des théories et opinions dominantes dans une

société donnée, qui sont acceptées sans discussion.

Institution : c'est une structure sociale, formelle ou informelle, qui participe à l'organisation de la société.

Beaucoup de travail se réalise en dehors de la sphère monétaire, souvent dans un cadre intime, pour soi ou pour ses proches. Au cours de l'histoire, la plupart des communautés villageoises ont vécu et produit plus ou moins en autarcie et en l'absence de monnaie. Dans cette sorte de production (que les économistes nomment « production domestique »), *il n'y a pas une distinction claire entre l'aspect relationnel et l'aspect économique de l'échange*. Les dons créent des relations sociales autant que des échanges économiques. Aider un ami à déménager, garder ses petits-enfants, faire pousser des tomates dans son jardin et les offrir à son voisin constituent des services utiles substituables à un service marchand mais, contrairement à ce dernier, participent aussi à créer du lien social.

Dans son texte, *Essai sur le don*, l'anthropologue Marcel Mauss démontre que les liens sociaux et affectifs entre les personnes sont souvent créés dans le cadre d'échanges de biens et de services, qui prennent la forme d'un échange de dons qu'il nomme le « **potlatch** ». Contrairement à la marchandise, *les dons du potlatch ne sont pas standardisés mais différenciés, ce qui fait qu'ils n'ont pas de valeur sociale objective, mais une valeur « sentimentale » intimement liée au type de relations qu'entretiennent les personnes entre elles*.

En somme, *l'échange marchand n'est qu'une manière parmi d'autres de produire et d'échanger des richesses*. Si l'échange marchand repose sur l'intérêt, l'échange non marchand repose sur des valeurs, tandis que l'échange non monétarisé repose sur l'entretien de liens d'affection personnels. Si la part de ces trois formes de richesse peut varier d'une société à l'autre, elles remplissent des *fonctions sociales différentes* et sont davantage complémentaires que substituables.

Si l'échange marchand repose sur l'intérêt, l'échange non marchand repose sur des valeurs, tandis que l'échange non monétarisé repose sur l'entretien de liens d'affection personnels.

Richesse non marchande : c'est la richesse, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services dont on a l'utilité, qui a été produite et payée mais qui n'est pas destinée à être vendue.

Administrations publiques : c'est l'ensemble des institutions publiques

qui participent à la production de services publics d'intérêt général. On y inclut l'État et ses agences, les collectivités territoriales et les organismes de protection sociale.

Richesse non monétarisée : c'est une forme de richesse qui a été produite

UNE SOCIÉTÉ D'INDIVIDUS QUI ÉCHANGENT LIBREMENT ENTRE ÉGAUX ?

Qu'il soit marchand, non marchand ou non monétarisé, l'échange repose sur une forme de réciprocité entre égaux. Le don doit être rendu, l'achat doit être payé et le travail des fonctionnaires rémunéré collectivement.

Mais une société n'est pas seulement constituée d'égaux échangeant librement entre eux. Dans son livre *Dette : cinq mille ans d'histoire*, l'anthropologue David Graeber note qu'il existe au moins deux autres systèmes de relations sociales autour desquels les relations humaines se nouent. Tout d'abord, toute aide n'implique pas forcément un **contre-don**. On peut indiquer son chemin à un inconnu ou rapporter un objet trouvé sans pour autant attendre quoi que ce soit en retour. C'est ce que Graeber appelle le « communisme » fondamental de toute sociabilité humaine qui repose sur le célèbre adage des socialistes du XIX^e siècle : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. »

Un autre système de relations est celui qui se crée entre personnes de statuts différents. Dans les relations de ce type, les rapports sociaux s'inscrivent dans un cadre hiérarchique qui implique qu'une des parties se trouve dans l'impossibilité de rendre ce que l'autre lui offre. Par exemple, les relations parents/enfants, maître/élève ou patron/employé sont des relations fondées sur des rapports inégaux, dans lesquelles il serait vain de chercher une forme de réciprocité.

En fait, *toute société inclut des relations hiérarchiques qui sont parfois implicites*. Ainsi, Graeber estime que les penseurs en sciences sociales qui tendent à réduire toute expérience sociale à l'échange non seulement prennent le risque d'évacuer les autres formes de relations, mais surtout effacent de leurs modèles la réalité de l'existence d'une grande majorité de personnes pour lesquelles la vie quotidienne est impossible à réduire à un échange mutuellement profitable. En effet,

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

sans que sa production donne lieu à des transactions monétaires.

Produit intérieur brut (PIB) :

somme des valeurs ajoutées brutes réalisées à l'intérieur d'un pays par les entreprises et les administrations (auxquelles on ajoute la TVA et les

droits de douane), pour une période donnée. PIB = PIB marchand (valeur ajoutée brute des entreprises) + PIB non marchand (valeur ajoutée brute des administrations).

Potlatch : un échange de dons dont l'objectif principal est de créer ou

comme la société n'est pas un ensemble homogène d'individus égaux entre eux, derrière de nombreuses relations qui pourraient passer pour des formes d'échange se nouent en fait des rapports de domination qui sont le produit d'inégalités sociales préexistantes.

C'est par exemple un mythe d'économistes de croire qu'un contrat de travail pourrait être analysé comme un simple échange entre égaux sur un marché du travail. Le contrat de travail est en réalité un rapport social qui implique des individus de statuts différents. Dès l'entretien d'embauche, et tant que les deux parties seront en relation, celui qui achète le travail établit un rapport d'autorité vis-à-vis de la personne qui vend sa force de travail. Dans un tel cadre, il est vain d'espérer un « marché du travail » fonctionnant comme un simple échange marchand entre personnes qui commercent librement.

Les rapports marchands ne peuvent être extraits du substrat social auquel ils appartiennent. Les rapports de domination qui existent au sein des sociétés influencent évidemment la façon dont les personnes contractent sur les marchés et participent à la manière dont les systèmes de prix s'établissent. Dès lors, les prix ne peuvent être indépendants des hiérarchies sociales, et les marchés, même parfaitement concurrentiels, ne peuvent garantir ni équité ni justice économique.

Les prix ne peuvent être indépendants des hiérarchies sociales, et les marchés, même parfaitement concurrentiels, ne peuvent garantir ni équité ni justice économique.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le marché n'est pas une simple institution qui organise les échanges marchands. C'est aussi un système qui produit des prix conventionnels, c'est-à-dire qui classe et hiérarchise les valeurs économiques en donnant des prix à chaque marchandise. Le marché organise des transactions qui sont censées être mues par le seul intérêt et dépourvues de tout lien affectif. Mais la société se construit à partir de liens sociaux fondés sur les affects, dans lesquels il existe des rapports de domination. De fait, si l'on sort de la fiction d'individus qui commercent de manière

d'entretenir un lien social entre les participants.

Contre-don : représente la contrepartie d'un don. Permet d'entretenir la relation sociale dans le cadre d'un potlatch.

parfaitement libre et sur un pied d'égalité, on doit constater que le marché est rarement un outil d'émancipation. Au contraire, il tend à institutionnaliser les inégalités sociales sur le plan économique et participe à les légitimer.

À LIRE

Philippe Askenazy, *Tous rentiers ! Pour une autre répartition des richesses*, Odile Jacob, Paris, 2016

David Cayla, *L'Économie réelle face aux modèles trompeurs*, De Boeck Supérieur, Paris, 2018

David Graeber, *Dettes. 5 000 ans d'histoire*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2013

Marcel Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige-Grands textes », Paris, 2007

Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Gallimard, Paris, 1944

LA CRISE ÉCONOMIQUE ? QUELLE CRISE ?

Philippe Légé

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 73 à 82

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-73.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA CRISE

ÉCONOMIQUE ?

QUELLE CRISE ?

par **PHILIPPE LÉGÉ** (économiste, université de Picardie)

Remerciements à **Abdennasser Hamri** (syndicaliste)

« Le terme de crise est sur toutes les lèvres et nous avons constamment l'impression de passer d'une crise à une autre.

Ce terme a été tellement galvaudé que nous ne savons plus très bien ce qu'il signifie. Si tout est crise, rien ne l'est. »

Immanuel Wallerstein, *La Crise comme transition*, 1982

Qu'est-ce qu'une crise économique ? Peut-on comprendre ce phénomène sans analyser le fonctionnement du système économique ? Toutes les crises se ressemblent-elles ? Quelles sont leurs causes ?

UNE CRISE PERMANENTE ?

Lundi 15 septembre 2008, Éric, quarante-neuf ans, écoute distraitement la radio : « Cette nuit, la banque Lehman Brothers a déposé le bilan. Elle laisse une ardoise de 691 milliards de dollars et 26 000 employés sur le carreau. La déroute de la banque américaine a fait plonger les places boursières. La plus grosse faillite de l'histoire menace-t-elle le système financier mondial ? Est-ce le début d'une grande crise ? Quelles conséquences en France ? C'est le thème de notre... »

Agacé, Éric éteint le poste en se disant que tout cela ne changera rien. « Quelle crise ? Je suis au chômage et quand je bossais encore je n'arrivais déjà pas à payer les factures. On a connu que ça, nous, la crise... »

D'un certain point de vue, Éric a parfaitement raison. Il sait bien ce qu'il a enduré et qu'il n'est pas le seul. Il connaît les galères des amis, des voisins, des anciens collègues. Découvert bancaire, privations, retards de paiement, logement trop petit, chauffage insuffisant, etc. Une partie de la population cumule les difficultés et a l'impression de ne jamais

sortir la tête de l'eau. En 2008, la **pauvreté en conditions de vie** concernait 12,9 % des ménages. Aujourd'hui, c'est 11,9 % des ménages. Ce taux n'est que de 4,1 % parmi les « cadres et professions intellectuelles supérieures ». Il atteint en revanche 20 % chez les ouvriers et 21 % chez les employés. Certaines études permettent de suivre l'évolution de la situation des mêmes ménages sur plusieurs années. Elles montrent que les sorties de la pauvreté ne correspondent pas toujours à une nette amélioration des conditions d'existence et sont trop souvent temporaires. Autrement dit, *pour une partie de la population, la pauvreté est une situation chronique* : ses conditions d'existence fluctuent mais sans jamais s'éloigner durablement de la pauvreté. Ainsi, « sur plusieurs années, la part des personnes concernées est beaucoup plus élevée que ne pouvait le laisser croire le taux de pauvreté instantané : en six ans, la pauvreté en conditions de vie a touché près d'une personne sur quatre¹ ».

Quand on parle de « crise économique », on se réfère donc à des difficultés d'un autre ordre : cette expression désigne un ensemble de phénomènes qui gênent ou menacent de paralyser les institutions économiques fondamentales, telles que les banques et les entreprises.

Le mot « crise » est parfois employé pour désigner cette situation de trouble profond dans laquelle se trouve un groupe social. Si un grand nombre de personnes vivent constamment dans la pauvreté ou la crainte de tomber dans la pauvreté, on peut en effet dire que, pour elles, la « crise » est permanente. C'est toutefois en *un autre sens* que l'on utilise le mot « crise » en économie. Il s'agit de désigner *des difficultés dans le fonctionnement même du système économique*. Or ce dernier peut tout à fait fonctionner en laissant une partie de la population subir le chômage et la pauvreté. Certains, comme Karl Marx, pensent même que c'est une caractéristique du système capitaliste que de paupériser une partie de la population et d'avoir besoin d'un volant de main-d'œuvre non engagée dans la production afin de faire pression à la baisse sur les salaires².

Quand on parle de « crise économique », on se réfère donc à des difficultés d'un autre ordre : cette expression désigne un ensemble de phénomènes qui gênent ou menacent de paralyser les institutions économiques fondamentales, telles que les banques et les entreprises. Même ceux qui contrôlent ces institutions peuvent alors se sentir impuissants. La crise a un caractère général, c'est-à-dire qu'elle est susceptible d'affecter

1. L'étude porte sur la période 2004-2009. Voir : Mathilde Clément, « Mieux comprendre les facteurs de risque de pauvreté en conditions de vie en contrôlant les caractéristiques inobservées fixes », *Économie et Statistique*, n° 469-470, 2014, p. 42.

2. Pour Marx, les chômeurs constituent une « armée industrielle de réserve » qui sert à « réfréner les prétentions » salariales des travailleurs en emploi. Voir : Karl Marx, *Le Capital*, livre I, chapitre 25.

Pauvreté en conditions de vie : depuis 2004, une enquête en face-à-face est effectuée chaque année dans toute l'Europe afin d'interroger un grand nombre de ménages sur les éventuelles difficultés qu'ils rencontrent dans leurs conditions de vie. Un ménage est considéré

comme pauvre lorsqu'il éprouve huit des difficultés mentionnées dans le questionnaire. Une autre approche consiste à mesurer la pauvreté monétaire.

PIB : le produit intérieur brut est un indicateur de la valeur monétaire

l'ensemble des relations économiques et sociales, et de dégrader la vie matérielle de la grande majorité de la population. En 2009, le **PIB** mondial a diminué de 2,1 %. Celui de la France a chuté de 2,9 %. La crise a non seulement provoqué une **récession** dans un grand nombre de pays, mais elle a durablement ralenti l'activité : pendant six ans, dans la plupart des économies avancées, le PIB par habitant a baissé et le nombre de chômeurs a fortement augmenté (+ 40 % en France). Pour comprendre de telles crises, il faut s'intéresser au système économique et à ceux qui en dirigent les principales institutions.

Mardi 16 septembre 2008, en milieu de journée, dans une salle de la Maison-Blanche, le président des États-Unis George W. Bush pose une question : « Comment en sommes-nous arrivés là ? » Le président se souvient que les ennuis avaient commencé en 2007 avec la chute des prix des logements, le nombre croissant de ménages dans l'incapacité de rembourser leur prêt immobilier et la **crise de liquidité** d'août 2007. Mais tout était ensuite allé si vite. Il avait fallu renflouer la banque d'affaires Bear Stearns en mars 2008, sauver deux grands établissements de crédit durant l'été, et voilà que Lehman Brothers déposait le bilan, que la Bourse s'effondrait, que le taux d'intérêt interbancaire s'envolait ! Jusqu'où cette cascade d'événements imprévus allait-elle emmener l'économie américaine ? Comment arrêter la chute des dominos ? Le secrétaire au Trésor, Henry M. Paulson, et le président de la **banque centrale** des États-Unis, Ben S. Bernanke, prennent alors la parole. Ils n'ont pas toutes les réponses mais savent qu'il y a une nouvelle urgence : il est désormais nécessaire d'accorder un prêt de 85 milliards de dollars à AIG, le plus grand groupe d'assurance dans le monde. Le montant est très élevé, mais Bush est vite convaincu : après la faillite de Lehman Brothers, celle d'AIG risquerait d'entraîner tout le système financier. Dans ses mémoires, Ben Bernanke exprime un sentiment de *perte de contrôle* : « Nous ne pensions pas le système financier – et, plus important, l'économie – capable de supporter cette faillite³. »

Trois jours plus tard, Paulson demande 700 milliards de dollars d'argent public pour financer un programme qui permettrait de racheter

créée dans un territoire donné durant une année (ou un trimestre). Il mesure un flux et non un stock. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées (corrigée des impôts et subventions sur les produits). La variation du PIB est le taux de croissance de l'économie.

Récession : période de recul de l'activité économique. Selon l'INSEE, « le plus souvent, on parle de récession si l'on observe un recul du PIB sur au moins deux trimestres consécutifs ». Aux États-Unis, le Bureau national de recherche économique (NBER) n'utilise pas

3. Ben S. Bernanke, *Mémoires de crise*, Le Seuil, Paris, 2015, p. 16.

aux banques leurs **actifs douteux**. C'est un montant inédit, titanesque. Malgré quelques tergiversations, il sera rapidement accepté. En moins d'une semaine, les principaux dirigeants de la première puissance mondiale ont jeté le libéralisme économique aux orties. L'euphorie a cédé le pas à la panique. C'est la crise.

TOUTES LES CRISES ÉCONOMIQUES SE RESSEMBLENT-ELLES ?

Les faillites d'entreprises et de banques sont de vieux phénomènes. La socialisation des pertes aussi. En août 1857, aux États-Unis, la banque Ohio Life Insurance and Trust Company doit suspendre ses paiements. Elle est bientôt suivie par d'autres établissements américains, et cette crise se propage ensuite à l'Angleterre, premier investisseur étranger aux États-Unis. Dans ces deux pays, les prix et les salaires chutent, les faillites bancaires sont nombreuses et le chômage augmente. Les autres économies européennes sont aussi affectées, mais dans une moindre mesure. Karl Marx, qui publiait alors des articles sur l'actualité économique européenne dans le *New York Daily Tribune*, écrit à son collègue et ami Friedrich Engels : « Il est amusant de voir que les capitalistes, qui rejettent fermement le droit à l'emploi, réclament partout aux gouvernements un soutien public et qu'à Hambourg, Berlin, Stockholm, Copenhague, voire en Angleterre, ils fassent valoir leur "droit au profit" – aux dépens de tout le monde⁴. »

Pour Marx, les difficultés proviennent du système économique lui-même : la recherche du profit maximal par de multiples agents en concurrence a pour conséquence la création de capacités de production excédentaires. C'est la **surproduction**.

Précédée, comme ce sera le cas en 2007, de plusieurs années de développement du crédit et d'une intense **spéculation**, la crise de 1857 est la première crise capitaliste de dimension mondiale. Ce type de phénomène

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

cette définition mais « plutôt celle d'un déclin significatif de l'activité dans l'ensemble de l'économie durant plus de quelques mois et observable à la fois sur le PIB, les revenus, la production industrielle, l'emploi et le commerce de gros et de détail ».

Crise de liquidité : situation dans laquelle la montée de l'incertitude conduit de nombreux acteurs à chercher à se procurer des liquidités en vendant leurs titres. La liquidité manque et les banques elles-mêmes refusent de se prêter mutuellement. La crise prend d'abord la forme d'une

4. Lettre de Karl Marx à Friedrich Engels, 8 décembre 1857.

n'a pas toujours existé. Les sociétés précapitalistes connaissaient des **crises de subsistance** provoquées par l'insuffisance des récoltes. La cause est généralement « exogène », c'est-à-dire qu'elle ne trouve pas son origine dans l'économie : des aléas climatiques, des guerres ou des épidémies détruisent les producteurs ou les moyens de production. Cette destruction provoque ensuite une crise économique, dont l'un des symptômes est la flambée du prix du blé. Les causes de la mauvaise récolte diffèrent selon les cas, mais, ensuite, la mauvaise récolte « décide de tout⁵ ». L'économie d'Ancien Régime est d'autant plus sensible aux crises que les moyens de production et d'échange sont encore assez peu développés et que le secteur agricole occupe la quasi-totalité de l'économie.

Au cours du XIX^e siècle, plusieurs pays s'industrialisent et connaissent de profondes transformations : *l'économie devient plus productive, mais elle sécrète désormais ses propres crises*. Celles-ci sont donc « endogènes » : c'est le système économique qui est instable et qui produit lui-même des crises. La destruction de la production et celle du travail ne sont plus des causes mais des conséquences de la crise. Ce changement historique est progressif. En effet, dans la première moitié du XIX^e siècle, on observe des crises « mixtes » qui ressemblent encore par certains aspects aux crises de subsistance mais présentent déjà quelques caractéristiques des crises capitalistes. Par exemple, en France, la crise de 1847 combine le « déséquilibre naturel de la vieille économie des grains et des textiles » avec le « déséquilibre artificiel de la nouvelle économie métallurgique⁶ ».

À partir du milieu du XIX^e siècle, la répétition des crises à intervalle plus ou moins régulier conduit certains économistes, comme le Français Clément Juglar, à parler de « cycles ». Ce dernier publie en 1862 un ouvrage intitulé *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis*⁷. Juglar note dès l'introduction que « les crises ne paraissent que chez les peuples dont le commerce est très développé » et que « plus le crédit est petit, moins on doit les redouter ». C'est le recours croissant au crédit qui explique l'apparition de crises d'un type nouveau : « On cherche toujours l'origine des crises dans

La destruction de la production et celle du travail ne sont plus des causes mais des conséquences de la crise.

envolée des taux interbancaires, puis le marché interbancaire est paralysé.

Banque centrale : institution qui est chargée d'émettre la monnaie fiduciaire (pièces et billets) et de prêter aux banques commerciales. C'est la « banque des banques ».

Actif douteux : titre ou contrat dont le remboursement est devenu trop incertain pour qu'il puisse être vendu à sa valeur initiale. Lorsque le risque devient si élevé que nul agent privé ne se porte acquéreur, on parle d'actif « toxique ».

5. Ernest Labrousse (1944), in Michel Margairaz (dir.), *Histoire économique : XVIII^e-XX^e siècles*, Larousse, Paris, 1992, p. 178.

6. Ernest Labrousse (1948), in Michel Margairaz (dir.), *Histoire économique : XVIII^e-XX^e siècles*, Larousse, Paris, 1992, p. 189.

7. Pour lire l'ouvrage en libre accès : [https://books.openedition.org/enseditions/1382 ? format=toc](https://books.openedition.org/enseditions/1382?format=toc)

des accidents particuliers [...]. Sans doute, chacune [de ces causes] peut entraîner de graves embarras, suspendre même les affaires ; ce seront des crises, mais ce ne seront pas des crises commerciales. On se préoccupe sans cesse de l'état local ; c'est l'état général qui est le plus grave. »

Le « cycle Juglar », ou « cycle des affaires », a une période de sept à onze ans. La périodicité des cycles n'est donc pas rigoureuse. Si les mouvements de l'économie semblent se répéter, c'est de façon approximative. Leur régularité n'est pas celle d'une horloge. Il vaudrait donc mieux parler de fluctuations plutôt que de « cycles ». C'est pourtant ce terme qui sera de nouveau employé au début du xx^e siècle par des économistes qui, remarquant la succession de périodes d'expansion longues d'environ vingt-cinq ans et de périodes de ralentissement d'une durée semblable, parleront de « **cycles longs** ».

Au cours du xx^e siècle, la plus grande crise économique fut la Grande Dépression des années 1930. Elle fut exceptionnelle tant par sa gravité que par sa durée et prit la forme d'une **déflation**. Après la Seconde Guerre mondiale, la forte augmentation de l'intervention publique dans l'économie a permis d'atténuer les fluctuations. Jusqu'aux années 1970, les économies occidentales sont stables et ne connaissent aucune crise majeure.

LA BAISSÉ DES PRIX N'EST PAS TOUJOURS UNE BONNE NOUVELLE

La Grande Dépression a laissé un souvenir douloureux. Mais, après tout, pourquoi redouter la déflation ? Si le prix d'un bien diminue, je peux en consommer davantage ou consommer autre chose en plus, ou encore épargner afin de consommer plus tard. Génial, non ? Mais ce raisonnement individuel est incomplet. D'abord, *la baisse du prix peut impliquer une diminution de recettes pour le vendeur qui va alors restreindre ses propres achats*. D'où une série d'implications à prendre en compte. De plus, si ce sont tous les prix qui diminuent,

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Surproduction : situation dans laquelle la valeur des marchandises produites est supérieure à la demande solvable. Les producteurs doivent alors détruire une partie de leur production ou baisser les prix, ce qui implique une baisse de leurs profits, voire des ventes à perte.

Spéculation : opération financière risquée réalisée dans le seul but de dégager un bénéfice et sans rapport direct avec la production. C'est devenu l'activité principale des marchés financiers.

Déflation : baisse du niveau général des prix.

c'est peut-être le signe d'une surproduction. Dans ce cas, la déflation n'implique pas seulement une diminution des prix, mais aussi une baisse de la production et des revenus. *La baisse des prix ne me permet pas de consommer davantage car mes propres revenus diminuent.* Le prix de la force de travail (le salaire) baisse. Et le profit également.

Ce processus est aggravé par un phénomène psychologique : non seulement les prix baissent, mais les agents anticipent de nouvelles baisses de prix. Les consommateurs reportent donc leurs achats, préférant attendre pour acheter moins cher. Les entreprises cherchent à compenser la diminution des recettes par des baisses des salaires et par des licenciements, ce qui réduit à nouveau la demande. C'est la raison pour laquelle on parle parfois de « cercle vicieux » ou de « spirale déflationniste ». À chaque fois que l'économie effectue un tour dans cette spirale, elle se contracte. Ce ne sont pas seulement les prix qui diminuent, mais aussi la production et l'emploi.

En outre, il y a un deuxième phénomène psychologique : durant la déflation, le pessimisme se développe, les agents qui pourraient maintenir leur consommation préfèrent augmenter leur épargne, les banques deviennent plus méfiantes et accordent moins de crédit, etc.

Enfin, la déflation plonge tous les agents endettés dans de graves difficultés. C'est un point très important : la déflation produit un alourdissement des dettes, privées ou publiques. Par exemple, si j'ai emprunté 20 000 euros et qu'une voiture coûte 10 000 euros, j'ai emprunté de quoi acheter deux voitures. Mais, si la déflation survient et que les prix baissent de 50 %, une voiture vaut maintenant 5 000 euros. Or je dois toujours rembourser la valeur initiale de l'emprunt, soit 20 000 euros. En termes réels, je dois donc rembourser de quoi acheter quatre voitures... On peut formuler l'explication d'une façon différente : si les prix baissent et que je suis endetté, je me retrouve en difficulté même si mon pouvoir d'achat n'a pas changé. En effet, mon salaire a baissé dans la même proportion que le niveau des prix. Mais la valeur de ma dette n'a pas été réduite, elle est demeurée constante.

Les entreprises endettées sont en difficulté pour les mêmes raisons. Elles vont liquider leurs stocks et leurs avoirs pour essayer de se

La déflation produit un alourdissement des dettes, privées ou publiques.

Crise de subsistance : situation dans laquelle un événement extérieur vient diminuer les récoltes, ce qui a pour effet de réduire l'offre alimentaire au-dessous des besoins de la population et d'accroître le prix des céréales. On parle aussi de crise frumentaire (du latin *frumentarius* : « qui concerne le blé »).

Cycles longs : fluctuations plus ou moins régulières des prix et du volume de la production d'une durée d'environ un demi-siècle. On les appelle parfois « cycles Kondratiev », en hommage aux travaux de l'économiste russe Nikolai Dmitrievitch Kondratiev. La

désendetter. Cela veut dire brader, faire chuter les prix et accélérer ainsi la déflation.

Pourquoi la crise de 2007 n'a-t-elle pas engendré de déflation comme dans les années 1930 ? Parce que les économies capitalistes d'aujourd'hui diffèrent de celles de l'époque. Il existe notamment *une protection sociale et une redistribution fiscale qui permettent de limiter l'instabilité du revenu des ménages* et qui jouent donc un rôle d'amortisseur. Désormais, en cas de crise, les revenus chutent bien moins vite que la production.

L'ÉCONOMIE SURMONTE-T-ELLE ELLE-MÊME SES CRISES ?

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, « crise » est un terme médical. Encore aujourd'hui, on dit une crise de fièvre, une crise de nerfs, une crise cardiaque, etc. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, de nombreux penseurs qui s'intéressent à la société comparent celle-ci à un corps. Par exemple, pour l'économiste français Jean-Baptiste Say, les sociétés « sont des corps vivants, de même que le corps humain. Elles ne subsistent, elles ne vivent que par le jeu des parties dont elles se composent, comme le corps de l'individu ne subsiste que par l'action de ses organes⁸ ». Pour lui, l'étude « des fonctions des différentes parties du corps social » forme l'économie politique. Si le corps est bien organisé, il n'est pas malade. C'est une vision alors très répandue. Mais Say est optimiste : pour lui, l'économie de marché *s'organise spontanément de façon efficace*. Les crises, ces maladies, sont donc nécessairement localisées à quelques secteurs et passagères. Des économistes plus pessimistes, comme Malthus, Sismondi, Marx ou Keynes, expliquent au contraire pourquoi les crises peuvent concerner simultanément tous les secteurs de l'économie et pourquoi elles peuvent être sévères. Mais la crise, c'est toujours la résolution de la maladie ou, chez Marx, la résolution d'une contradiction : « Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes à des

théorie des cycles longs peut rendre compte des grandes oscillations de l'activité de 1790 à 1973, mais elle semble invalidée par les évolutions ultérieures.

New Deal : ce terme, qui signifie « nouvelle donne », désigne la

politique menée à partir de mars 1933 par le président des États-Unis Franklin Roosevelt pour lutter contre la Grande Dépression. Elle inclut notamment des créations d'emplois par des agences publiques, une assurance sociale, une stricte réglementation des activités

8. Jean-Baptiste Say, *Cours complet d'économie politique pratique*, 1828.

contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé⁹. » De même, pour Juglar, « les crises, comme les maladies, paraissent une des conditions de l'existence des sociétés où le commerce et l'industrie dominant¹⁰ ».

La Grande Dépression des années 1930 est une rupture historique : non seulement la crise est générale mais elle ne joue plus le rôle de régulateur de l'économie. Aux États-Unis, ce ne sont pas les entreprises des secteurs anciens et les « canards boiteux » qui sont les plus touchés : la crise frappe de plein fouet les secteurs les plus modernes, comme celui de l'automobile. Surtout, les problèmes s'alimentent les uns les autres, et le système économique semble incapable de s'en relever sans intervention. De 1929 à 1932, le président Herbert Hoover considère qu'il s'agit d'une crise cyclique et que l'activité repartira d'elle-même. Il prend donc peu de mesures, et la crise peut ainsi se développer librement. Le chômage touche un quart de la population active, 2 millions d'Américains sont sans abri. Les files d'attente des soupes populaires s'allongent. Les émeutes de la faim se multiplient. Trois vagues de faillites emportent 9 000 banques (et les économies de leurs clients !). Lorsqu'un nouveau président, Franklin Roosevelt, prend ses fonctions en mars 1933, le taux de chômage culmine à 37 % dans l'industrie. Roosevelt engage alors la politique du *New Deal* qui va permettre d'enrayer la déflation. Mais la véritable reprise ne sera obtenue que par les préparatifs de la Seconde Guerre mondiale.

La Grande Dépression a duré dix ans (1929-1939) et a touché, à des degrés divers, la plupart des pays de la planète. Depuis lors, d'autres crises ont éclaté, et plusieurs d'entre elles ont eu un caractère mondial. Ce fut notamment le cas de celle de 1974, qui a pris la forme d'une accélération de l'inflation et d'une montée du chômage, et de la crise de 2009, amorcée par l'effondrement immobilier survenu aux États-Unis en 2007. De plus, l'humanité fait aujourd'hui face à un problème inédit et redoutable : les aléas climatiques que l'on pouvait considérer comme une cause extérieure des crises de subsistance sont désormais influencés par les activités humaines. Le climat n'est plus complètement

La Grande Dépression des années 1930 est une rupture historique : non seulement la crise est générale mais elle ne joue plus le rôle de régulateur de l'économie.

financières et une dévaluation monétaire.

9. Karl Marx,
Le Capital, livre III.
10. D' Clément Juglar,
Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis, Guillaumin et Cie, Paris, 1862, p. 13.

« exogène », il est modifié par l'activité économique, puisque celle-ci change la composition de l'atmosphère. La recherche du profit risque donc d'engendrer des catastrophes bien plus graves que par le passé.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les économies capitalistes sont instables et produisent des crises susceptibles d'affecter l'ensemble des relations économiques et sociales, et de dégrader la vie matérielle de la très grande majorité de la population. Ces crises économiques prennent différentes formes, mais sont généralement précédées de périodes d'euphorie durant lesquelles fleurissent les discours optimistes et les activités spéculatives. La finance masque temporairement les déséquilibres liés à la montée des inégalités. Mais elle « crée nécessairement des droits en excès sur la richesse future¹¹ ». Le développement de la protection sociale et des politiques keynésiennes a contribué à la résorption des fluctuations cycliques. Démanteler les institutions sociales mises en place en Europe après la Seconde Guerre mondiale aurait non seulement pour effet d'accroître les inégalités sociales, mais aussi de rendre l'économie plus instable et les crises plus fréquentes.

À LIRE

Christian Chavagneux, *Une brève histoire des crises financières*, La Découverte, Paris, 2011

John Kenneth Galbraith, *La Crise économique de 1929. Anatomie d'une catastrophe financière*, Payot, Paris, 2008

Pierre-Noël Giraud, *Le Commerce des promesses*, Le Seuil, Paris, 2009

Bernard Guerrien et Ozgur Gun, *Dictionnaire d'analyse économique*, La Découverte, Paris, 2012

André Orléan, *De l'euphorie à la panique : penser la crise financière*, CEPREMAP-Éditions Rue d'Ulm, Paris, 2009

Bernard Rosier, *Les Théories des crises économiques*, La Découverte, Paris, 2000

À VOIR

William Karel, *1929*, 2009 (ce documentaire nous plonge dans la Grande Dépression des années 1930, aux États-Unis et en Allemagne)

Charles H. Ferguson, *Inside Job*, 2010 (ce documentaire analyse les causes de la crise qui a éclaté en 2007 aux États-Unis)

John Ford, *Les Raisins de la colère*, 1940 (adapté du roman de John Steinbeck, ce film se déroule durant la Grande Dépression, il relate la traversée des États-Unis par une famille de fermiers expropriée de ses terres : malgré sa radicalité, ce film reçut deux Oscars, dont celui du meilleur réalisateur)

11. Pierre-Noël Giraud, *Le Commerce des promesses*, Le Seuil, Paris, 2009.

POURQUOI TANT DE CHÔMAGE ? (ET COMMENT S'EN DÉBARRASSER)

Dany Lang

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 83 à 97

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-83.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POURQUOI TANT DE CHÔMAGE ? (ET COMMENT S'EN DÉBARRASSER)

par **DANY LANG**

(économiste, université Paris-XIII et université Saint-Louis-Bruxelles, Belgique)

« Dans la lutte contre le chômage, on a tout essayé. »

François Mitterrand, Antenne 2, 25 octobre 1993

La phrase prononcée par le président Mitterrand en 1993 a marqué les esprits : le chômage de masse serait une fatalité, que les politiques économiques seraient incapables d'endiguer. En 2019, la France compte environ 5,6 millions de personnes à la recherche active d'un emploi (demandeurs d'emploi de catégories A, B et C¹), auxquelles il faut ajouter les chômeurs en formation et les chômeurs découragés, exclus des chiffres comptabilisés par l'INSEE. Les conséquences de ce chômage de masse, hérité des années 1980, dépassent largement le strict cadre économique : le chômage a des conséquences délétères en matière de délinquance, de lien social, de santé. Il provoque une augmentation des divorces, des violences familiales. Sur le plan économique, il permet au patronat d'exercer une pression sur les salaires. Le chômage est donc l'une des raisons majeures de la stagnation du pouvoir d'achat, l'une des origines de la crise des Gilets jaunes.

1. En France, les demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi selon cinq catégories : A, B, C, D et E. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier) ; B : personne ayant exercé une activité réduite de soixante-dix-huit heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi ; C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de soixante-dix-huit heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi ; D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeur d'emploi en formation, en maladie, etc.) ; E : personne pourvue d'un emploi, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche

Chômeurs découragés : personnes qui souhaitent travailler, sont disponibles pour le faire mais cessent de rechercher un emploi parce que les chances d'y parvenir leur paraissent trop faibles.

Plus que tout autre objectif, la priorité des gouvernements devrait être d'assurer un emploi à toute personne désireuse de travailler. La Constitution française dispose que « chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ». L'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 précise lui aussi que « toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage ».

Comme l'illustrent les cas américain, portugais et japonais aujourd'hui, le plein-emploi est possible. Ce plein-emploi peut se définir comme une situation où le chômage est exclusivement frictionnel, donc comme une situation où le taux de chômage avoisine les 2,5 %. Quelles sont les visions du plein-emploi et comment peut-on parvenir à un plein-emploi de qualité ?

CHÔMAGE NÉOCLASSIQUE, CHÔMAGE KEYNÉSIE

En matière de plein-emploi, deux visions économiques s'opposent. D'un côté, la vision néolibérale, où le plein-emploi est atteint par la multiplication des jobs précaires et des emplois à temps partiel contraint, la plus grande **flexibilité** externe sur le marché du travail, la baisse des salaires. Inspirée par l'école néoclassique, aujourd'hui dominante en économie, cette vision est largement reprise par les pouvoirs publics français depuis le « tournant de la rigueur » de 1983. C'est la doctrine du gouvernement français actuel. De l'autre, la vision hétérodoxe d'un plein-emploi de qualité, d'inspiration essentiellement keynésienne, qui peut être atteint en combinant une relance de l'activité par la dépense publique, la réduction du temps de travail (RTT) et/ou une garantie universelle d'emploi

d'emploi. Régulièrement, les médias annoncent les chiffres du chômage et leur évolution. Ces chiffres-là relèvent uniquement les chômeurs de catégorie A. Ces chômeurs étaient début 2019 autour de 3,4 millions. Il serait plus pertinent d'annoncer également les chômeurs qui ont travaillé un peu ou beaucoup lors du mois précédent, donc ceux de catégories B et C (2,2 millions).

LEXIQUE DE DÉSEMPLOI

Chômage frictionnel : chômage lié au temps nécessaire aux chômeurs pour retrouver un emploi correspondant à leurs compétences et à leurs souhaits. Une économie ne comportant que du chômage frictionnel peut être considérée comme au plein-emploi. Suivant l'économiste Hyman Minsky,

on peut estimer que ce chômage frictionnel est de l'ordre de 2,5 %. Donc, le plein-emploi est une situation où le chômage avoisine ce chiffre.

Flexibilité : la flexibilité du travail consiste à faire varier le nombre d'heures travaillées dans l'entreprise

Les néoclassiques, qui continuent les travaux d'auteurs comme Milton Friedman ou Robert Lucas, veulent laisser faire les marchés. Ils inspirent les politiques libérales, comme c'est le cas au Royaume-Uni depuis l'élection de Margaret Thatcher en 1979 ; comme cela a été le cas aux États-Unis depuis l'élection de Ronald Reagan ; ou encore en France sous Emmanuel Macron, où ils ont acquis une influence inégalée jusque-là, même s'ils ont largement inspiré les gouvernements français depuis 1983. Ces néoclassiques ont aussi fortement inspiré la **stratégie européenne pour l'emploi**. Les keynésiens, qui s'inspirent des travaux de l'économiste John Maynard Keynes et de ses disciples, préconisent, eux, l'intervention de l'État pour réduire le chômage. Ils ont été influents en Europe occidentale et aux Amériques pendant la période des Trente Glorieuses (1945-1973). Les néoclassiques pensent que le niveau de l'emploi se détermine sur le marché du travail. Pour les keynésiens, c'est au contraire sur le marché des biens et services que l'explication est à chercher. Les implications en matière de politiques économiques sont radicalement opposées.

Néoclassiques et keynésiens fondent leurs préconisations de politiques économiques sur des modèles, des représentations simplifiées de la réalité utilisant des équations mathématiques et censées permettre de mieux comprendre certaines évolutions et d'anticiper l'avenir. Ces modèles comportent souvent une offre de travail, qui émane des salariés, et une demande de travail, qui est le fait des entreprises. Les salariés offrent leur travail pour gagner un salaire, et les entreprises demandent du travail pour réaliser leur production.

Les modèles néoclassiques insistent sur l'offre de travail, donc sur le rôle des salariés et la responsabilité des chômeurs. Dans tous ces modèles, c'est le salarié qui choisit le nombre d'heures qu'il travaille et non l'entreprise.

Dans les vieux modèles néoclassiques, l'offre de travail dépend du **salaire réel** proposé (le pouvoir d'achat). Le chômage y est alors volontaire, les travailleurs refusant de travailler si le salaire réel proposé

Les néoclassiques, qui continuent les travaux d'auteurs comme Milton Friedman ou Robert Lucas, veulent laisser faire les marchés.

pour s'adapter aux fluctuations économiques.

Stratégie européenne pour l'emploi : ensemble de politiques d'emploi, d'inspiration néoclassique, mises en œuvre de manière coordonnée depuis 1997.

Salaire réel : salaire horaire en valeur réelle (en euros constants), soit salaire horaire déflaté par un indice des prix. C'est un indicateur du pouvoir d'achat. Autrement dit, le salaire réel représente la quantité de biens et de services qu'un agent peut acheter avec un salaire nominal (celui

sur le marché est trop bas. Le taux de chômage est aggravé par les allocations chômage ou les aides sociales. La solution est alors de supprimer ou de faire baisser toutes les aides de l'État, afin de forcer les travailleurs à accepter les emplois disponibles à des salaires faibles.

Les néoclassiques insistent également sur la présence de « rigidités » sur le marché du travail, c'est-à-dire de freins qui empêchent les salaires de baisser, comme le salaire minimum, les syndicats, ou encore les difficultés à surveiller et licencier leurs travailleurs. Pour les néoclassiques, ces « rigidités » ont pour conséquence un salaire réel trop élevé par rapport au salaire qui assurerait l'équilibre entre l'offre et la demande de travail. Elles sont ainsi une cause importante du chômage. Cette analyse du chômage est sous-jacente dans les politiques menées ces dernières années, en particulier les ordonnances Macron, prises en 2017 à l'arrivée au pouvoir du président français, qui ont visé à faire baisser ces rigidités.

Dans les modèles néoclassiques plus récents et sophistiqués, l'offre de travail des salariés est la cause des cycles économiques. Selon ces modèles, la hausse des taux de chômage, qui a suivi la crise financière mondiale de 2008, serait due à une hausse de la préférence des individus pour les loisirs, ou encore à une baisse de la productivité par travailleur (tombée du ciel), qui se traduit par une baisse du salaire réel, incitant les travailleurs à se retirer du marché du travail ou à travailler moins. Le chômage est alors entièrement volontaire : c'est le résultat des choix rationnels des travailleurs. Ainsi, la hausse du chômage ces dernières années s'expliquerait par une hausse soudaine de la fainéantise à la suite de la crise de 2008 !

La notion de « chômage naturel » constitue également l'un des piliers de la doctrine néoclassique et des politiques économiques qu'elle préconise. Introduit notamment par l'économiste Milton Friedman, le taux de chômage naturel est le seul taux de chômage compatible avec une inflation stable. Les taux de chômage observés dans le réel ne pourraient donc pas descendre en dessous de ce taux naturel, à défaut de quoi les salaires et les prix se mettraient à flamber. Pour faire

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

que son patron verse sur son compte en banque).

la décision immédiate d'embaucher (ou non) ou d'investir (ou non).

Demande effective : niveau des débouchés que les entrepreneurs anticipent dans l'avenir proche ou lointain pour leurs produits. Ces prévisions sur les ventes influencent

baissier le taux de chômage d'une économie dans le long terme, il faudrait alors modifier les déterminants du taux de chômage naturel qui sont, par hypothèse, uniquement des facteurs d'offre. On retrouve alors tous les éléments évoqués précédemment : réglementations sur le marché du travail, rigidités, syndicats, revenus de remplacement, aides sociales, etc.

Dans l'univers des néoclassiques, quand le salaire réel baisse, les entreprises demandent plus de travail, parce que celui-ci devient moins cher. Une économie sans rigidités, et où l'on contraindra les chômeurs à accepter des emplois à un salaire d'équilibre sur le marché, serait alors nécessairement au plein-emploi. Car si l'offre de travail est supérieure à la demande de travail, les forces du marché vont mener à une baisse du salaire réel et rétablir l'égalité entre offre et demande de travail.

Au contraire, du point de vue keynésien, si le salaire réel se trouve au départ au-dessous de son niveau d'équilibre de plein-emploi, les forces du marché auront tendance à éloigner l'économie de cet équilibre. Car, si le salaire réel est trop faible, il sera associé à une offre excédentaire de travail, si bien qu'un marché du travail libre de toute contrainte poussera à la baisse le salaire réel et éloignera donc encore davantage l'économie de son niveau de plein-emploi. Les mécanismes de marché sont donc contre-productifs dans le cas du chômage keynésien. C'est ce qu'on peut appeler le *paradoxe de la flexibilité* : plus le marché du travail est flexible, plus les forces du marché vont faire baisser le salaire réel et donc contribuer à une hausse du chômage. Les keynésiens ne sont donc pas, en général, pour une baisse des salaires, sauf quand ces derniers augmentent trop vite par rapport à la productivité.

L'analyse des économistes keynésiens est donc diamétralement opposée à celle des néoclassiques. Pour les keynésiens, le principal déterminant de l'emploi est la **demande effective** sur le marché des biens. En général, c'est-à-dire dans une situation où l'économie n'est pas au plein-emploi, l'équilibre sur le marché des biens est caractérisé par une sous-utilisation du travail et du stock de capital de l'économie. Il n'y a aucune raison pour qu'une économie atteigne spontanément le plein-emploi : s'il y a du chômage, cela n'a rien à voir avec les institutions sur le marché du travail, comme les syndicats ou le salaire minimum. C'est parce que la demande de biens et services qui s'adresse aux entreprises, leur carnet de commandes, est insuffisante.

Tant que les entreprises n'utilisent pas entièrement toute leur capacité de production, augmenter le pouvoir d'achat des salariés mène à une augmentation de leur consommation, et donc à une hausse de la production et de

l'emploi. Pour un prix et un **salaire nominal** donnés, les entreprises font toujours plus de profits si elles parviennent à produire et à vendre davantage. Plus les entreprises produisent et vendent, plus le profit par unité vendue sera élevé, et plus les profits réalisés par chaque firme seront élevés. La contrainte cruciale est donc celle de la demande effective.

Pousser à l'augmentation des salaires réels sera donc, en général, une bonne politique : si le salaire réel des travailleurs augmente, l'entreprise voudra continuer à produire autant qu'elle peut vendre à un prix donné car, ce faisant, elle fera plus de profits. Tant qu'il est profitable pour l'entreprise de produire, c'est-à-dire tant que le salaire réel reste inférieur à la productivité par travailleur, la hausse du salaire réel n'entraînera pas une réduction de la production et de l'emploi.

Dans une perspective de plus long terme, il faut néanmoins tenir compte des effets des hausses de salaires sur les autres composantes de la demande, notamment sur l'investissement et la balance commerciale. Si les salaires augmentent trop, cela peut faire baisser les profits et décourager l'investissement. De même, une hausse des salaires peut faire baisser la compétitivité-prix à l'international, et donc les exportations.

D'un point de vue keynésien, les fortes augmentations du taux de chômage qu'ont connues l'Europe et les États-Unis à la suite de la crise financière mondiale de 2008 n'ont rien à voir avec une soudaine vague de fainéantise mais sont dues à la baisse de l'activité économique liée à la chute de la demande. Le taux de chômage naturel n'existe pas. Le taux de chômage d'équilibre, celui qui permet de stabiliser l'inflation, est fortement influencé par le chômage observé, lui-même déterminé par la **demande globale**. Dans ces conditions, les **politiques conjoncturelles** d'austérité (hausse des taux d'intérêt, hausse des impôts, baisse des dépenses publiques) font, avec les crises financières, plonger l'activité économique et ont pour conséquence une hausse du chômage.

Plutôt que de mener des politiques d'austérité, pour faire baisser le chômage, il faut alors au contraire mener des politiques conjoncturelles

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Salaire nominal : salaire exprimé en monnaie du moment (monnaie courante) tel qu'il apparaît sur la fiche de paye du travailleur. Mais la quantité d'argent reçue en fin de période ne correspond pas au pouvoir d'achat réel.

Demande globale : ensemble des biens et services qui sont achetés par l'ensemble des agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques...) dans un pays et sur une période donnés. La demande globale regroupe les dépenses de consommation et

de relance, en augmentant la dépense publique, en faisant baisser les impôts des classes moyennes et des plus modestes, en favorisant la consommation par la hausse des salaires, qui va se traduire par une hausse de la demande et une hausse de l'investissement privé, si les entreprises comprennent qu'elles ont besoin d'accroître leur capacité de production pour répondre à la demande.

Dans le contexte actuel d'urgence écologique, les keynésiens soulignent que des investissements massifs dans la transition écologique sont nécessaires et que ces dépenses seront un formidable gisement d'emplois.

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL : POURQUOI TANT DE HAINE ?

Dans la mesure où elle revient à changer les structures de l'économie, la réduction du temps de travail relève des politiques structurelles. En 1930, Keynes² imaginait qu'un siècle plus tard les êtres humains n'auraient plus à travailler que quinze heures par semaine. Il pensait alors que, grâce au progrès technique qui permet d'accroître la quantité de biens produite en une heure de travail (la productivité), ces quinze heures suffiraient pour répondre à l'ensemble des besoins humains.

Si la prédiction de Keynes concernant la durée hebdomadaire ne s'est pas réalisée, malgré les gains de productivité, c'est sans doute en grande partie parce que le capitalisme crée en permanence de nouveaux besoins, et qu'il faut donc travailler pour y répondre.

Pour autant, la réduction du temps de travail est une tendance historique longue, observée dans toutes les économies industrialisées depuis 1880. Elle résulte en grande partie des luttes ouvrières pour l'amélioration des

d'investissement dans le pays ainsi que les exportations.

Politique conjoncturelle : c'est l'ensemble des actions des gouvernements destinées à réguler la conjoncture économique. Elle peut être budgétaire (action sur les

dépenses publiques et les impôts), monétaire (action sur les taux d'intérêt ou les liquidités à disposition des banques commerciales) ou de change (action sur le taux de change de l'économie).

2. John Maynard Keynes
« Perspectives économiques pour nos petits-enfants », in *La Pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, Paris, 2002.

conditions de travail et du développement du machinisme, qui a permis d'accroître la productivité. Quand le rapport de force est favorable aux salariés ou quand il existe une volonté politique de réduire le temps de travail, cela permet aux ouvriers de gagner davantage tout en travaillant moins.

Dans plusieurs pays européens comme le Danemark ou en Allemagne, la puissance des syndicats, combinée à une forte tradition de négociation entre patronat et syndicats, a permis de réduire le temps de travail par la négociation collective. Ainsi, dans la métallurgie allemande, les ouvriers sont passés aux trente-cinq heures bien avant qu'il en soit question en France. Depuis 2018, le temps de travail hebdomadaire dans la métallurgie allemande est de vingt-huit heures. En France, où la négociation collective est une institution moins forte que chez certains de nos voisins européens, la réduction du temps de travail hebdomadaire s'est faite essentiellement par la loi : passage de quarante-huit à quarante heures en 1936, sous le Front populaire ; loi de 1982 faisant passer la **durée légale du travail** à trente-neuf heures, sous Mitterrand ; loi Robien de 1996 incitant financièrement les entreprises à réduire la durée du travail ; et, enfin, lois Aubry de 1998 et 2000 portant la durée légale hebdomadaire à trente-cinq heures. Depuis, ces derniers dispositifs ont été peu à peu détricotés par les gouvernements successifs, mais la référence aux trente-cinq heures subsiste dans la loi.

Aujourd'hui, la réduction du temps de travail n'est plus, en France, au centre des débats. Pourtant, les lois Robien et Aubry sont les seules à avoir permis une création d'emplois conséquente lors des quatre dernières décennies, de l'ordre de 350 000 emplois selon l'INSEE³. Ces lois de RTT ont permis la redistribution d'une partie des gains de productivité aux salariés sous la forme d'une baisse de la durée du travail.

L'économiste Michel Husson va plus loin⁴. Pour lui, les données de l'INSEE montrent que le secteur privé n'a quasiment pas créé d'emplois entre 1950, où il employait 16,4 millions de personnes, et 1997, où il en employait 16,7 millions. Pendant cette période, c'est l'emploi non marchand qui s'est accru, passant de 3,1 à 7,2 millions, de telle sorte

3. Source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1376464?sommaire=1376476>

4. Michel Husson, <http://alencontre.org/europe/france/france-debat-35-heures-retour-vers-le-futur.html>

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Durée légale du travail : nombre d'heures à partir duquel le salarié se voit payer des heures supplémentaires, mieux rémunérées. Ainsi, si la durée légale est de trente-cinq heures, cela ne veut pas dire qu'il est interdit de travailler plus de trente-cinq heures mais que les

heures en plus seront mieux payées, car il s'agit d'heures supplémentaires.

Secteur parapublic : ensemble des organismes qui ne relèvent pas directement de l'administration, donc du public, mais dont la majorité sont détenus par l'État ou par

que 92 % des emplois créés sur cette longue période l'ont été dans les secteurs public ou **parapublic**. C'est seulement depuis le passage aux trente-cinq heures que le secteur privé a recommencé à créer des emplois : au total, sur les 3,1 millions créés dans le privé entre 1950 et 2017, 1,8 million l'ont été entre 1997 et 2001.

Notons enfin que la réduction de la durée légale n'est pas la seule manière de réduire le temps de travail. D'autres manières consistent à accorder plus de congés parentaux, qui permettent aux parents de s'occuper de leurs jeunes enfants ; d'accroître les droits à la formation, afin de consacrer du temps à mettre ses connaissances à jour ; ou encore d'accorder davantage de périodes sabbatiques, pour que les salariés se reposent ou s'adonnent à une activité de leur choix. Si toutes ces mesures permettent de créer des emplois, le nombre d'emplois créés dépendra étroitement des modalités concrètes de leur mise en œuvre (par exemple, nombre de semaines de congés parentaux).

L'EMPLOI GARANTI, UNE UTOPIE ?

Outre la relance de l'activité et la réduction du temps de travail, une troisième manière d'assurer le plein-emploi consiste à instaurer une garantie universelle d'emploi (GUE), encore appelée politique d'employeur en dernier ressort (EDR). Cette piste, au même titre que la RTT, fait débat. Mais en raison de sa popularité grandissante, en particulier aux États-Unis, elle mérite d'être examinée.

L'idée de l'EDR est de viser à satisfaire les nombreux besoins sociaux ou écologiques qui ne sont pris en charge ni par les mécanismes de marché (faute de rentabilité) ni par l'État ou les collectivités locales. Il s'agit de répondre à ces besoins par la création d'emplois dans les collectivités locales, les associations, les entreprises conventionnées à but non lucratif.

Dans un dispositif d'EDR, chaque personne qui le demande se voit proposer un emploi, correspondant autant que possible à

L'idée de l'EDR est de viser à satisfaire les nombreux besoins sociaux ou écologiques qui ne sont pris en charge ni par les mécanismes de marché (faute de rentabilité) ni par l'État ou les collectivités locales. Il s'agit de répondre à ces besoins par la création d'emplois dans les collectivités locales, les associations, les entreprises conventionnées à but non lucratif.

les collectivités territoriales. Ces organismes remplissent souvent des fonctions d'intérêt public, comme la SNCF ; d'autres ont une fonction de recherche, comme le CNRS, ou de services, comme les offices d'HLM, ou encore bancaire, comme la Banque de France.

ses compétences et souhaits, rémunéré au moins au niveau du salaire minimum et ouvrant accès à des droits sociaux (assurance maladie, retraite...). La GUE doit permettre de revitaliser la démocratie locale, car ce sont les communautés locales (citoyens, élus, syndicats, patronat, associations...) qui décideront ensemble quels sont, dans leur secteur, les besoins sociaux à satisfaire en priorité.

Si l'idée n'est pas neuve et a été partiellement mise en application aux États-Unis dans les années 1930 sous le président Roosevelt, en Argentine au début des années 2000 (plan Jefes), ou est partiellement implémentée en Éthiopie ou encore en Inde, elle est devenue populaire récemment aux États-Unis, où l'opposition démocrate la porte dans les débats, en particulier sous l'impulsion du sénateur Bernie Sanders et d'Alexandria Ocasio-Cortez, élue au Congrès américain. En Europe, elle est également soutenue par l'opposition sociale-démocrate au gouvernement autrichien.

Outre John Maynard Keynes, l'un des pères de cette idée est l'économiste américain Hyman Minsky, dont il a beaucoup été question en 2008 pour sa théorie des crises financières dues à la dynamique de la dette privée, mais dont les thèses concernant l'EDR sont moins connues.

Minsky part d'une critique des politiques keynésiennes traditionnelles de stimulation de la demande globale (que nous avons évoquées dans la première vignette). Car elles tendent selon lui à relancer avant tout les ventes dans les secteurs où les salaires sont élevés, et donc l'emploi dans ces secteurs. Elles peuvent se traduire par une baisse équivalente de l'offre de travail dans les secteurs où les salaires sont faibles. La situation globale de l'emploi peut, en conséquence, rester inchangée.

Dès lors, la meilleure façon de réduire le chômage consiste, pour Minsky, à cibler les secteurs à bas salaires, en y créant des emplois. Il ajoute que le taux auquel ces emplois publics doivent être rémunérés permettra d'ancrer les salaires, en créant un salaire minimum dans les pays où il n'existe pas, ce qui contribuera à accroître les bas salaires, améliorant ainsi la situation de nombreuses familles. Pour Minsky, se concentrer sur les politiques favorables à la croissance plutôt que sur les politiques de l'emploi est une erreur, puisqu'une économie de plein-emploi est tenue de croître alors qu'une économie en croissance ne se trouve pas nécessairement au plein-emploi. En supprimant ce que Marx appelait l'« armée industrielle de réserve » des chômeurs, une politique d'EDR permet aussi de réduire les inégalités, car, en l'absence de la peur du chômage, les individus en bas de l'échelle sociale ne craignent plus de demander des hausses de salaires et donc une meilleure répartition des richesses.

Par la suite, Minsky apportera un autre argument majeur en faveur des politiques d'EDR : elles permettent de réduire la violence des cycles et des crises⁵. Les chutes de la demande, à la suite d'un retournement de cycle, auront un effet limité, car, tout le monde ayant un emploi, les individus pourront continuer de consommer et donc d'assurer une demande stable dans l'économie.

À la suite de Minsky, de nombreux économistes post-keynésiens ont développé des versions plus élaborées et plus pratiques d'EDR. Larry Randall Wray met en avant ce qu'il appelle une « garantie universelle d'emploi⁶ », proche de l'idée originelle de Minsky. Le programme d'EDR, préconisé par Wray, consiste à proposer des emplois à temps plein (ou à temps partiel à la demande du salarié) à toute personne majeure, en mesure de et disposée à travailler, en échange d'une rémunération, composée d'un salaire de référence et d'un ensemble de prestations. Le salaire est fixé en fonction des conditions de vie locales. Les prestations comprennent, entre autres, les services de santé, la garde d'enfants, la sécurité sociale, etc.

La formation est une composante essentielle des programmes de GUE. Étant donné que l'objectif des travailleurs dans ces dispositifs doit rester l'embauche dans des entreprises (publiques ou privées), il est important de leur offrir la possibilité de compléter ou d'améliorer leur niveau de formation. En outre, il convient de proposer aux bénéficiaires une activité de recherche d'emploi pendant les premières semaines d'emploi.

Les politiques d'EDR concourent également à réduire le coût de la dépréciation du « capital humain » des chômeurs. En effet, ces derniers perdent rapidement en productivité et sont généralement considérés comme inemployables au-delà de quelques mois de chômage. Les programmes d'EDR permettent d'éviter cette dépréciation, puisque tous les actifs qui le souhaitent et le peuvent restent constamment en emploi. Plus encore, dans ces programmes prévoyant éducation et formation, les travailleurs gagnent en compétences, réduisant ainsi le coût de l'embauche – ils n'ont plus besoin d'être formés. Ainsi, l'EDR permet une meilleure insertion sur le marché du travail.

L'EDR n'étant pas le travail obligatoire, les individus restent libres de décider de ne pas travailler, soit parce que leurs exigences salariales sont supérieures aux salaires proposés dans l'EDR (et que leurs ressources le leur permettent), soit parce que ces personnes ne désirent pas travailler pour l'EDR, soit parce qu'elles se trouvent entre deux emplois, soit encore parce qu'elles ne sont pas en mesure de travailler (maladie, dépendance).

5. Hyman Minsky, *Stabiliser une économie instable*, trad. André Verkaeren, éd. Sébastien Charles et A. Lalucq, Les Petits Matins, Paris, 2016 [première édition : 1986].
6. Larry Randall Wray, « The employer of last resort programme : could it work for developing countries ? », *Economic and Labour Market Paper*, International Labour Office, Genève, 2007.

La gestion du programme doit être fortement décentralisée pour s'adapter aux réalités locales. Le gouvernement contribue à la rémunération des employés et procure une partie du coût en capital de chaque projet financé. Le reste du coût en capital est à la charge des collectivités locales et/ou des ONG impliquées dans le projet. Certains projets seront conçus de façon à devenir « permanents », les autres étant décidés de manière plus discrétionnaire lors des périodes de baisse de l'emploi dans le reste de l'économie.

Enfin, au-delà des fonctions de stabilisation économique et de plein-emploi, l'EDR peut constituer un support pour des objectifs socio-économiques majeurs, comme la transition écologique ou l'égalité hommes-femmes. Une GUE peut ainsi créer des emplois verts ou encore concourir à l'autonomisation des femmes et à une meilleure égalité des genres.

La GUE n'est pas de l'ordre de l'utopie. Depuis les années 2000, les expériences menées dans certains pays – souvent des pays émergents – ont montré que les politiques d'EDR ont non seulement contribué à réduire le chômage et à favoriser la reprise économique en période de crise, mais aussi souvent eu des effets secondaires positifs – parfois involontaires. Il s'agit notamment de l'autonomisation des femmes et de la promotion de l'égalité des genres ; d'une réduction des taux extrêmes de faim et de mortalité infantile ; de l'amélioration des conditions de santé, d'éducation, et de la durabilité environnementale ; ainsi que du renforcement des communautés et de la démocratie.

En Europe, les initiatives de GUE sont encore timides. En France, l'Assemblée nationale a adopté en février 2016 le projet « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD), initié par le réseau Emploi-Formation d'ATD Quart Monde. Même si, lors de la phase expérimentale du projet, de cinq années, sa mise en œuvre est limitée aussi bien en termes de territoires (au nombre de dix) que de personnes concernées (chômeurs depuis plus d'un an ; pas plus de deux mille personnes au plan national), cette expérience relève de l'EDR à deux titres. Premièrement, le constat concernant le chômage de masse et les remèdes à y apporter est proche de l'analyse menée dans cette vignette. Deuxièmement, la loi adoptée prévoit, une fois la phase d'expérimentation passée et l'évaluation effectuée, soit en juillet 2021, une généralisation progressive de ces dispositifs à grande échelle. Les emplois créés dans le cadre de TZCLD coûtent 18 000 euros par emploi et par an, donc beaucoup moins cher que les emplois du crédit d'impôt compétitivité (280 000 euros par an et par emploi, et le double en 2019). Cette expérience constitue un excellent socle pour mettre en place une GUE à l'échelle du territoire national.

MORALE DE L'HISTOIRE

Dans la lutte contre le chômage de masse, on n'a donc pas tout essayé. Les solutions des économistes néoclassiques pour contrer le chômage, mises en œuvre un peu partout dans le monde depuis le tournant néolibéral des années 1980, ont tantôt débouché sur la persistance d'un chômage de masse (comme en France), tantôt (comme au Royaume-Uni) permis d'assurer un plein-emploi de mauvaise qualité (emplois précaires, temps partiel contraint, salaire ne permettant pas des conditions d'existence dignes, contrats « zéro heure »...), temporaire et dépendant fortement des retournements de conjoncture. En contribuant à comprimer les salaires, ces politiques ont créé un problème de demande qui n'a pu être résolu que temporairement, soit par une hausse de l'endettement privé (Espagne, Irlande, États-Unis...), soit par une stratégie centrée sur les exportations (Allemagne, Pays-Bas...), stratégies toutes deux non soutenables à long terme.

La formation des travailleurs, mise en avant par certains économistes, est utile pour répondre aux besoins nouveaux et s'adapter à l'évolution des technologies, mais elle ne permet en rien de résoudre le problème du chômage. Mieux former des gens n'a jamais permis de faire apparaître de nouveaux emplois. C'est la raison pour laquelle nous en avons assez peu parlé ici : même si elle est importante, en particulier dans les politiques de GUE, il ne s'agit pas d'une voie pour parvenir au plein-emploi.

Il existe en revanche trois voies, alternatives et complémentaires, pour éradiquer le chômage.

La première, qui relève de la politique conjoncturelle, consiste à relancer l'activité par la dépense publique et les hausses de salaires, voie d'autant plus nécessaire qu'il est urgent de réaliser la transition écologique et que cette dernière requiert des investissements massifs. Les travaux des économistes keynésiens permettent de montrer que les hausses des salaires réels et les hausses de la demande globale vont engendrer des cercles vertueux, en particulier des hausses du taux de croissance de la productivité par travailleur. Les hausses de salaires vont inciter les entreprises à être plus productives plutôt que de disparaître (effet Webb), et les salariés seront d'autant plus productifs qu'ils seront mieux payés. Par ailleurs, une croissance des ventes plus rapide va mener à une accélération de l'investissement et de la mise en place des nouvelles technologies (effet Kaldor-Verdoorn).

En France, les politiques de réduction du temps de travail, menées pendant la deuxième moitié des années 1990, sont les seules à être véritablement parvenues à créer de l'emploi privé et à faire baisser le chômage lors des quatre dernières décennies.

La deuxième voie, qui relève de la politique structurelle, repose sur la réduction du temps de travail. En France, les politiques de réduction du temps de travail, menées pendant la deuxième moitié des années 1990, sont les seules à être véritablement parvenues à créer de l'emploi privé et à faire baisser le chômage lors des quatre dernières décennies. Ces politiques, qui doivent être poursuivies, peuvent prendre différentes formes : baisse de la durée légale, congés parentaux, droits à la formation, périodes sabbatiques...

La troisième solution, à la fois conjoncturelle et structurelle, consiste à mettre en place une politique d'emploi garanti, financée par l'État mais mise en œuvre de manière décentralisée par les collectivités territoriales, en lien avec les acteurs locaux. Cette solution permet d'assurer à tous les chômeurs qui le souhaitent un emploi dans leurs compétences, payé décemment et utile socialement.

Puisque des solutions existent, pourquoi avons-nous encore aujourd'hui tant de chômage ? Un élément de réponse est fourni par Michael Kalecki. Pour l'économiste polonais, il est politiquement difficile de maintenir le plein-emploi dans les systèmes capitalistes et en démocratie. Les capitalistes détestent fondamentalement l'idée du plein-emploi, car le chômage cesse alors de permettre la discipline dans les usines. En effet, le plein-emploi change le rapport de force en faveur des travailleurs et au détriment des capitalistes. Les salariés, débarrassés de la peur du chômage, peuvent faire grève pour obtenir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Ainsi, même si des salaires plus élevés sont susceptibles de générer des profits plus importants pour les capitalistes, ces derniers ne goûtent guère l'idée du plein-emploi, car « la "discipline dans les usines" et la "stabilité politique" sont davantage appréciées par les chefs d'entreprise que les profits. Leur instinct de classe les prévient qu'un plein-emploi persistant est dangereux pour eux et que le chômage fait partie intégrante du système capitaliste "normal" ».

Comme les capitalistes sont opposés au plein-emploi de qualité, ils formeront, selon Kalecki, une alliance avec les rentiers et les économistes néoclassiques pour lutter contre ces politiques, de sorte que le plein-emploi ne puisse jamais être maintenu. L'approche de Kalecki reste donc pertinente aujourd'hui, d'autant que la puissance des capitalistes s'est considérablement renforcée depuis le tournant néolibéral des années 1980. Tout gouvernement déterminé à assurer

7. Michael Kalecki, « Political aspects of full employment », 1943, reproduit dans : Michael Kalecki, *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economies 1933-1970*, Cambridge University Press, Cambridge, 1971, p. 138-145. Traduction de l'auteur.

un plein-emploi de qualité doit conserver cette forte contrainte à l'esprit.

À LIRE

Éric Berr, Virginie Monvoisin et Jean-François Ponsot (dir.), *L'Économie post-keynésienne. Histoire, théories et politiques*, Le Seuil, Paris, 2018

Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux. Sur les théories économiques du chômage*, Raisons d'Agir, Paris, 2000

Bernard Maris, *Antimanuel d'économie*, t. I, *Les Fourmis*, Bréal, Paris, 2015

À VOIR

Bill Jones, Terry Jones et Ben Timlett, *Boom Bust Boom*, 2015 (l'ex-Monty Python, Terry Jones, y explique les crises et les cycles économiques et les principales thèses de Minsky, à la manière des Monty Python mais aussi en interviewant plusieurs grands économistes, ainsi que le propre fils de Minsky et l'acteur John Cusack !)

Stéphane Brizé, *En guerre*, 2018 (les aventures d'ouvriers en grève, menés par Laurent Amédéo/Vincent Lindon, leader syndical : les ouvriers avaient conclu un accord de maintien de l'emploi pour cinq ans en échange d'une modération salariale et d'un renoncement aux primes, mais la direction de l'entreprise prend prétexte d'une rentabilité insuffisante pour décider de fermer l'usine)

Costa-Gavras, *Le Couperet*, 2005 (les aventures de Bruno Davert/José Garcia, un cadre au chômage désespéré qui décide d'éliminer tous ses concurrents potentiels à l'emploi qu'il convoite)

Stéphane Brizé, *La Loi du marché*, 2015 (Thierry Taugourdeau/Vincent Lindon, à cinquante et un ans et après vingt mois de chômage, finit par trouver un emploi de vigile, qui va le mettre face à un dilemme moral majeur : pour garder son emploi, faut-il tout accepter ?)

SI TU VEUX TRAVAILLER, TRAVERSE LA RUE ?

Sabina Issehnane et Benjamin Vautrin
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 98 à 107

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-98.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

SI TU VEUX TRAVAILLER, TRAVERSE LA RUE ?

par **SABINA ISSEHNANE**

(économiste, université Rennes-II)

et **BENJAMIN VAUTRIN** (professeur de sciences économiques et sociales)

Remerciements à Nicolas Vanhaert-Couturier

(professeur de sciences économiques et sociales)

et à **Gabriel Mahéo** (professeur de philosophie)

« Le système d'assurance-chômage n'est pas adapté
et n'arrive pas à inciter au retour à l'emploi,
on indemnise trop et trop longtemps. »

Geoffroy Roux de Bézieux,
président du MEDEF, BFMTV, 26 septembre 2018

« **D**u travail, je traverse la rue, je vous en trouve, ils veulent simplement des gens qui sont prêts à travailler¹. » C'est par ces propos qu'Emmanuel Macron a répondu à Jonathan, un jeune homme diplômé en horticulture, en recherche d'emploi et qui constatait : « J'ai beau envoyer des CV, des lettres de motivation, ça sert à rien. » Le conseil présidentiel invitait à explorer des secteurs où la demande de travail exprimée par les entreprises était supposée vive, quitte à changer de vocation : « Dans l'hôtellerie, la restauration, le bâtiment. » Alors Jonathan, répondant à une sollicitation journalistique, a, quelques jours plus tard, engagé une recherche d'emploi, dans le quartier Montparnasse, accompagné d'une caméra cachée², et bien décidé à troquer son sécateur pour un tablier. Bien sûr, aucune opportunité « de l'autre côté de la rue » ce jour-là ! Jonathan s'est-il trompé de vocation ? Les entreprises qui peinent à embaucher n'ont-elles affaire qu'à des individus insuffisamment motivés ? Que sont ces fameux 300 000 emplois vacants, comptabilisés par la ministre du Travail, et qui n'attendent que lui ? Info ou intox ?

1. Journées du patrimoine,
jardin de l'Élysée,
16 septembre 2018.

2. « Jonathan répond à
Macron ! », dans l'émission
« C à vous », France 5,
18 septembre 2018.

VIEUX DISCOURS SUR LE CHÔMAGE VOLONTAIRE ET « ACTIVATION » DES CHÔMEURS

Le discours sur le chômage volontaire s'appuie sur la théorie néoclassique, qui constitue la théorie dominante en économie et qui a inspiré un grand nombre de politiques libérales, anciennes ou actuelles. Cette théorie préconise notamment que les politiques publiques, en particulier les politiques de l'emploi et plus largement les politiques sociales, doivent « inciter » les chômeurs à prendre un emploi, quelle que soit sa qualité, même s'il est moins rémunéré, en contrat temporaire, à temps partiel ou encore éloigné des qualifications du travailleur.

Le chômage n'est pas considéré comme un phénomène macroéconomique lié à une insuffisance de la demande (chômage involontaire keynésien) : ce qui conduit à penser le chômage comme un risque social. Le chômage est vu comme un risque individuel, dont la responsabilité incombe au chômeur lui-même. Car les chômeurs effectuent, selon la théorie néoclassique, un arbitrage rationnel entre travail et loisir.

Rappelons que, fondamentalement, dans cette théorie, le fonctionnement de l'économie est analysé à partir de comportements individuels « maximisateurs ». Le chômage est donc appréhendé comme relevant d'un choix individuel. La théorie néoclassique considère que sont au chômage ceux qui ont délibérément choisi d'arrêter de travailler. Soit parce qu'ils trouvent que le salaire qui prévaut dans leur profession est trop faible (ils préfèrent garder leur temps pour le loisir). Soit parce qu'ils sont à la recherche d'un emploi mieux rémunéré. S'il y a du chômage, c'est ainsi, à suivre les économistes néoclassiques (qui inspirent les politiques libérales), pour des raisons simples. Ou bien « les chômeurs sont des fainéants » : ils ne veulent pas accepter les emplois en raison du salaire qu'on leur propose et préfèrent ne rien faire. Ou bien il existe des rigidités (salaire minimum, droit du travail, syndicats, protection de l'emploi...) entravant le bon fonctionnement du marché du travail et empêchant tous les salaires de s'ajuster... à la baisse ! Car, si tous les salaires sont bas, les salariés ne chercheront pas à s'évader de leur emploi pour chercher mieux ailleurs.

Depuis les années 1990, les nouvelles théories néoclassiques du chômage se développent en diffusant l'idée d'un renouveau du chômage volontaire. En cause, les prestations sociales (allocations d'assurance

chômage et minima sociaux), qui décourageraient les chômeurs de reprendre un emploi. Afin d'« inciter » le chômeur à travailler, il faut donc diminuer les allocations chômage ou les prestations de solidarité qu'il perçoit, contrôler sa recherche d'emploi et le sanctionner le cas échéant.

C'est là tout le soubassement théorique des politiques dites d'« activation » de l'emploi. La protection sociale est considérée *a priori* comme un découragement à la recherche de travail. Il faudrait alors « **moderniser la protection sociale** ». L'un des modèles typiques de ce genre de politique fut impulsé par le *New Labour* de Tony Blair, au début des années 2000 en Grande-Bretagne, avec le *workfare* (contraction de l'expression *welfare to work*, qui signifie « retour à l'emploi »). Résumons à grand trait. Le *workfare* s'est focalisé sur l'accroissement de la rapidité du « placement des chômeurs » sur un *job*, pour diminuer vite le stock des demandeurs d'emploi indemnisés. L'indemnisation du chômage a été soumise à ce qui a été nommé « recherche active d'emploi ». Le chômeur s'est vu redéfini comme *customer*, un client rationnel faisant son marché auprès des agences d'offres d'emploi. Un client, doté d'un certain nombre de préférences, ainsi que d'une autonomie et d'un pouvoir décisionnel qui l'amènent à s'engager ou à se désengager de son propre gré, et de son plein gré, dans cette transaction commerciale : le retour à l'emploi. Les chômeurs devenaient, de la sorte, « responsables » de leur chômage, de leur « employabilité » et de leur acceptation d'un travail. Parallèlement donc, des systèmes de contraintes et de punitions ont été institués, les récalcitrants, ceux qui refusaient les offres de travail « jugées convenables » par le service public de l'emploi, étant susceptibles d'être sanctionnés (en voyant disparaître leur indemnisation).

Ces mesures ont facilité la constitution d'une main-d'œuvre bon marché, pour occuper les emplois précaires qui se généralisaient.

Concrètement, ces mesures ont facilité la constitution d'une main-d'œuvre bon marché, pour occuper les emplois précaires qui se généralisaient alors – les entreprises gérant, de plus en plus, de façon flexibilisée leur demande de main-d'œuvre, en l'ajustant au plus près des fluctuations de leurs carnets de

LEXIQUE DE DÉSENGAGEMENT

Moderniser la protection sociale :
mettre en place des mesures qui visent à réduire les prestations sociales et à les conditionner à une participation au marché du travail.

commandes (et en éjectant les salariés en CDD dès que leurs commandes baissaient).

En France, cette politique d'« activation » des chômeurs encourageait déjà le cumul de « petits boulots » avec l'indemnisation du chômage. Cela s'est généralisé au début des années 1980, avec la forte croissance des formes d'emploi hors CDI. Les règles permettant le cumul entre jobs précaires et allocations chômage se sont alors assouplies. De sorte que près des deux tiers des allocataires de l'assurance chômage ont ainsi pratiqué au moins une fois une activité réduite (moins de soixante-dix-huit heures par mois). Les demandeurs d'emploi effectuant une **activité réduite** sont d'ailleurs ceux qui ont connu la plus forte croissance depuis le milieu des années 1990 : leur nombre a été multiplié par trois.

La loi sur la « liberté du choix de son avenir professionnel » du 5 septembre 2018³ marque cependant un pas de plus vers l'importation, en France, des politiques d'« activation des chômeurs ». Elle renforce en effet drastiquement les conditions de contrôle des chômeurs, en même temps qu'elle limite les conditions valables de refus d'une proposition d'emploi par le chômeur. Auparavant, un chômeur pouvait refuser une proposition si celle-ci était trop éloignée de ses qualifications, de son domicile ou du niveau de salaire de son précédent emploi. Désormais, la référence au salaire antérieur dans l'« offre raisonnable d'emploi » ne figure plus. Elle a été remplacée par : « Vous n'êtes pas obligé d'accepter un niveau de salaire inférieur au salaire normalement pratiqué dans votre région et pour la profession concernée. » Une formule beaucoup plus vague, qui ne définit pas de montant précis (auparavant était mentionné un pourcentage de l'ancien salaire) et qui peut laisser place à une grande latitude d'interprétation. De même, la distance jugée acceptable (auparavant au maximum une heure de transport ou trente kilomètres) ne figure plus dans les critères valables de refus d'une proposition. Autre « innovation » : à partir de juin 2019, un « carnet de bord numérique » (qui n'est pas sans rappeler le livret ouvrier⁴ généralisé sous Napoléon) sera mis en

3. Loi votée le 5 septembre 2018, décret d'application au 27 décembre 2018. On appréciera la dénomination fleurie de la loi, qu'il serait bon de renommer « liberté de choix sous contraintes », comme disent les économistes.

4. Le livret ouvrier était un document administratif qui permettait de contrôler les horaires et les déplacements des ouvriers.

Activité réduite : toute activité exercée par une personne qui reste inscrite comme demandeur d'emploi (catégories B et C de Pôle Emploi). Cette activité a le plus souvent un caractère discontinu et un temps réduit.

place. Rempli quotidiennement par le chômeur, il devra permettre de justifier de sa réelle activité de recherche, ainsi que de sa motivation. Qu'importe si le risque pour le chômeur est de perdre du temps et de l'énergie dans le surcroît de démarches de justification, plutôt que dans la recherche même. En cas de non-validation des critères objectifs de recherche d'emploi, le chômeur pourra voir ses indemnités suspendues ou être radié des listes de Pôle Emploi. Déjà, chaque mois en moyenne, environ 43 500 personnes sont radiées⁵ de Pôle Emploi. Ajoutées aux 55 000 chômeurs qui chaque mois rentrent en formation⁶, cela donne un nombre conséquent de chômeurs qui ne sont plus comptabilisés dans les statistiques officielles, sans qu'un nombre d'emplois équivalent ait été créé.

Certains réclament néanmoins, en plus de ces mesures, la mise en place de la dégressivité des allocations chômage, comme si cela n'avait jamais été en vigueur. Or elle a déjà été appliquée de 1992 à 2001, sans aucun résultat en termes de retour à l'emploi, mais avec des conséquences désastreuses en termes de couverture des demandeurs d'emploi. Ce qui a fait croître la pauvreté. Il n'empêche : depuis 2017, l'âge à partir duquel les seniors peuvent obtenir une indemnisation jusqu'à trente-six mois a été repoussé. Pourtant, les « cinquante ans et plus » passent presque deux fois plus de temps au chômage que les autres...

Comme partout en Europe, ces « politiques actives », qui soi-disant visent à fournir des droits en contrepartie de devoirs (« la carotte et le bâton »), et qui se sont multipliées, ont surtout eu pour avantage, pour les employeurs, de fournir de la main-d'œuvre à bas prix et docile, car sous la crainte perpétuelle de retomber dans un chômage peu indemnisé. Le cumul de prestations sociales avec de faibles revenus d'activité ne permet que de subvenir aux besoins les plus primaires, dans un contexte où la moitié des demandeurs d'emploi sont aujourd'hui exclus du système d'indemnisation du chômage. Mais le coût du travail baisse pour les employeurs.

Le chômage est-il volontaire ? Le rapport de Jacqueline Farache⁷ montre à quel point le passage par le chômage entraîne de multiples souffrances pour les personnes et leur famille. Toutes les enquêtes de terrain indiquent que le souhait des chômeurs n'est rien d'autre qu'un emploi stable qui leur permette de subvenir à leurs besoins. Certains fustigent le niveau trop élevé des allocations chômage, leur réduction étant supposée accélérer la motivation à trouver un nouvel emploi. C'est oublier qu'à peine un chômeur sur deux est indemnisé, leur part étant passée de 52 % à 43 % en quatorze ans⁸. Les autres

5. Pôle Emploi, données pour le quatrième trimestre 2018.

6. *Idem.*

7. Jacqueline Farrache, *L'Impact du chômage sur les personnes et leur entourage : mieux prévenir et accompagner*, CESE, mai 2016.

chômeurs sont aux minima sociaux ou n'ont pas cotisé assez pour ouvrir de droits.

La simplicité de la solution proposée dans les jardins de l'Élysée, et qui se résume à « quand on le veut vraiment, on peut », laisse supposer deux choses : le chômeur ne serait ni assez motivé ni assez pressé de retrouver un emploi... et donc il existerait nombre d'emplois vacants disponibles pour ces chômeurs. C'est infiniment discutable.

LE MYTHE DES « EMPLOIS VACANTS »

Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, a déclaré, le 18 février 2018⁸ : « [...] On a quand même eu 300 000 offres d'emploi qui n'ont pas été pourvues chez Pôle Emploi principalement pour des raisons de compétences qui n'étaient pas ajustées. » Il s'agit d'une vieille antienne reprise maintes et maintes fois. Lors de l'ouverture de la conférence sociale des 20 et 21 juin 2012, François Hollande lui aussi déclarait : « Nous avons à regarder une réalité, elle n'est pas nouvelle. Il y a à peu près 200 000 à 300 000 recrutements qui sont entamés, puis abandonnés, parce qu'il n'y a pas assez de candidats suffisamment qualifiés par rapport aux emplois qui sont proposés. » Tout est bon pour continuer des politiques libérales, et surtout culpabiliser, stigmatiser les chômeurs.

Mais a-t-on vraiment 300 000, voire 400 000 emplois vacants en France ? Suffit-il de traverser la rue pour trouver du travail ?

Penser la question du chômage à travers le prisme de l'existence d'emplois vacants renvoie toujours à la responsabilité individuelle du chômeur. Celui-ci serait au mieux inadapté en raison de sa formation inadéquate. Au pire, il ne recherche pas assez activement un emploi et n'accepte pas celui qu'on lui propose. C'est pourquoi, bien sûr, il convient d'**activer les chômeurs** paresseux ou inaptes !

Activer les chômeurs : politiques qui visent à contrôler le chômeur, à le sanctionner en cas de « manquement » à ces « devoirs » et à l'inciter à reprendre un emploi quel qu'il soit, même si ce dernier est à temps partiel, en contrat temporaire, ou moins rémunéré (logique de *work first* !).

L'EMPLOI VACANT : UN CONCEPT FLOU

La notion d'emploi vacant est souvent assimilée à tort à des recrutements difficiles, elle est confondue avec la notion d'offres d'emploi non pourvues ou non satisfaites. Quelles sont les sources de données d'enquêtes ou administratives qui nous permettent d'appréhender les emplois vacants ? La première source est l'enquête trimestrielle « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO) » qui porte sur l'emploi salarié dans le secteur privé marchand non agricole. Le terme d'emploi vacant utilisé s'appuie sur la formulation de *job vacancies* d'Eurostat. La traduction française proposée dans l'enquête ACEMO est celle de « postes rémunérés libres (nouvellement créés ou inoccupés) ou encore occupés et sur le point de se libérer », pour lesquels des démarches actives sont entreprises pour trouver, à l'extérieur de l'établissement, le candidat convenable dans l'immédiat ou dans un avenir proche. Ces postes peuvent être des CDI, des CDD, des emplois saisonniers, même de courte durée (contrats de moins d'un mois). Selon ces données au troisième trimestre 2018, le taux d'emplois vacants est de 1,14 % pour les entreprises de dix salariés ou plus, ce qui représente un peu moins de 150 000 emplois vacants. On est bien loin des 300 000 brandis par Muriel Pénicaud. Mais ces données fournies par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) – organisme public ! – du ministère du Travail ne sont jamais mobilisées par les pouvoirs publics.

Également, le fait qu'un emploi soit vacant ne signifie pas qu'il pourrait suffire à occuper un chômeur à temps plein. Plusieurs annonces peuvent être publiées pour un même poste, du fait de temps partiels, de CDD successifs, qui requièrent d'en enchaîner plusieurs dans l'année. De la sorte, comprenons bien : une annonce d'emploi vacant n'est pas égale à un poste, ou ne permet pas d'occuper un travailleur à temps plein.

Si les emplois vacants sont une sorte de « photographie » à un moment donné, un état des lieux du nombre de postes disponibles, une autre notion permet d'apprécier l'efficacité du marché du travail : celle d'emplois non pourvus.

LES EMPLOIS SONT « NON POURVUS » POUR DE BONNES RAISONS

Considérons les offres d'emploi déposées par Pôle Emploi. Le service public de l'emploi constitue le principal intermédiaire mobilisé par les entreprises pour la recherche active de candidats. De fait, chez Pôle Emploi, ce sont 150 000 abandons de recrutement qui ont été comptabilisés en 2017⁹, soit 4,7 % de l'ensemble des offres¹⁰. On parle

9. « Abandon de recrutement » signifie que personne ne convient au poste, cela ne signifie pas que personne ne s'est présenté. Les offres non pourvues « par manque de candidat » ne représentent que 16 % des offres non pourvues, selon le Credoc et Pôle Emploi (enquête « Besoins en main-d'œuvre » 2017).

10. Pôle Emploi, *Statistiques, études et évaluations*, n° 40, décembre 2017.

alors d'offres d'emploi non pourvues, en considérant les offres retirées du marché sans donner lieu à une embauche. Comme Pôle Emploi n'est pas le seul à fédérer des annonces de recrutement, on estime que la totalité du phénomène couvre entre 200 000 et 300 000 abandons en France, en 2017. D'un autre côté, ce sont 24 millions de déclarations d'embauche qui sont enregistrées en 2017, donc les 300 000 abandons de recrutement ne représentent que 1,25 % au regard des recrutements réussis. Un beau succès, en réalité !

Mais il faut être plus précis, et alors la baudruche des « 300 000 emplois libres » de M^{me} Pénicaut se dégonfle. Et elle finit par apparaître pour ce qu'elle est : une intox intéressée, un mensonge. Car les enquêtes de Pôle Emploi, les enquêtes « Offre d'emploi et recrutement (OFER) » de la DARES (ministère du Travail), ainsi que l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), en interrogeant directement les recruteurs éconduits, permettent d'éclairer les raisons de ces échecs. Dans un tiers des cas d'abandons de recrutement, l'employeur a retiré son annonce car le besoin a évolué : l'employeur avait planifié un recrutement pour faire face à un accroissement de sa production, lequel en définitive n'a pas eu lieu. Pour les cas restants, les raisons sont multiples. Certaines offres ont des critères d'embauche qui ne respectent tout simplement pas la norme en vigueur. Elles peuvent être le fait de TPE et PME n'ayant pas de service juridique ou d'expérience dans le recrutement. D'autre part, certains employeurs ont fait leur la fameuse maxime qui, en 1968, faisait écho de la Sorbonne à Billancourt : « Soyez réalistes, exigez l'impossible. » Aussi, des postes ne trouvent pas preneurs en raison de leur manque d'attractivité (temps partiel, horaires décalés, mobilité géographique imposée, conditions de travail pénibles) ou parce que les exigences de l'employeur sont trop élevées au regard du salaire proposé. De plus, 77 % des employeurs reconnaissent le manque d'attractivité du poste proposé, quand ce n'est pas le secteur d'activité qui souffre d'une mauvaise image.

Enfin, pour clore et nous essayer à la science-fiction, allons jusqu'au bout de l'hypothèse Pénicaut des 300 000 emplois libres, même si tout indique sa fausseté, et prenons notre calculatrice. Imaginons que 300 000 chômeurs viennent à accepter ces 300 000 emplois non pourvus. Le nombre de chômeurs de catégorie A passerait alors de 3 391 900⁸ à 3 091 900¹¹, autrement dit à peine plus de 8,8 % d'entre eux seraient « placés ». Résultat : environ dix chômeurs sur onze resteraient sans emploi !

Des postes ne trouvent pas preneurs en raison de leur manque d'attractivité (temps partiel, horaires décalés, mobilité géographique imposée, conditions de travail pénibles) ou parce que les exigences de l'employeur sont trop élevées au regard du salaire proposé.

11. Données Pôle Emploi au premier trimestre 2019. Nous ne comptons ici que les chômeurs de catégorie A, car la prise en compte des trois premières catégories A, B et C porte le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi et tenues de rechercher un emploi à 5,6 millions.

LE RISQUE DU DÉCLASSEMENT

Loin de leur mettre le « pied à l'étrier », accepter des emplois précaires ou ne correspondant pas à leur qualification conduit les chômeurs à un **déclassement**, voire à une forme de précarisation « dans l'emploi ». Cette logique aggrave la segmentation du marché du travail, entre un marché primaire d'emplois de bonne qualité (stables et à temps plein) et un marché secondaire caractérisé par des emplois précaires.

Accepter des emplois précaires
ou ne correspondant pas à leur
qualification conduit les
chômeurs à un déclassement,
voire à une forme de
précarisation « dans l'emploi ».

Avec les lois Hartz, dont la dernière remonte à 2005 sous l'égide de Gerhard Schröder, nos voisins allemands ont mis en place un système à prestations dégressives dont le dernier stade contraint le bénéficiaire à accepter des emplois à 1 euro de l'heure. Ces *Ein-Euro Jobs*, que les chômeurs de longue durée ne peuvent pas refuser, sont payés de 1 euro à 2,50 euros de l'heure jusqu'à trente heures par semaine et sont la contrepartie de l'allocation de solidarité perçue. Cette « incitation » a contribué à réduire le chômage (le chômeur acceptant le mini-job sort en effet des statistiques) : le taux de chômage en Allemagne est passé de 12 % à environ 10 % entre 2004 et 2006. Mais, sur la même période, le taux de pauvreté est passé de 12 % à 16 %. Enfin, l'Allemagne peut se vanter d'avoir un taux de travailleurs pauvres à bas salaires parmi les plus élevés d'Europe, avec 22,5 % de sa population active occupée, contre moins de 9 % pour la France.

MORALE DE L'HISTOIRE

Ce qui manque le plus à un chômeur, c'est une place à occuper... La responsabilité du chômage n'est donc pas individuelle, comme on veut nous le faire croire : ce n'est ni le chômeur motivé et prêt à en découdre sur le marché concurrentiel du travail ni l'entreprise dans sa grande magnanimité qui rendent possible la création d'emploi. Le chômage est déterminé par des causes extérieures au système d'emploi. Il est lié à l'évolution de l'activité économique. De fait, quand la

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Déclassement : occuper un emploi en dessous de ses qualifications initiales (comparé à son niveau de diplôme ou son emploi antérieur).

consommation et l'investissement sont faibles dans un pays, quand les exportations ne suffisent pas à compenser cela, alors la demande adressée aux entreprises et administrations du pays est d'autant plus faible. Sans visibilité sur le carnet de commandes, les employeurs ne se risquent pas à embaucher. Et les aides versées aux entreprises afin qu'elles créent des emplois, comme le fameux crédit impôt compétitivité emploi (CICE), ont des effets extrêmement faibles ou nuls, comme le montrent toutes les évaluations menées sur ce dispositif. Le coût du CICE représente pourtant annuellement environ 20 milliards d'euros, sans compter les autres allègements de cotisations sociales existants. Ainsi, ce sont plutôt les profits qui par effet d'aubaine augmentent : selon un rapport d'Oxfam, les groupes du CAC 40 ont, entre 2009 et 2016, redistribué à leurs actionnaires les deux tiers de leurs bénéfices, soit deux fois plus que dans les années 2000¹².

À LIRE

Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux. Sur les théories économiques du chômage*, Raisons d'Agir, Paris, 2000

Les Économistes atterrés, Fondation Copernic, Jean-Marie Harribey et Christiane Marty (dir.), *Faut-il un revenu universel ?*, Éditions de l'Atelier, Paris, mars 2017

Fondation Copernic et Pierre Khalfa (dir.), *Le Plein-Emploi, c'est possible. Éléments pour une politique de gauche*, Syllepse, Paris, 2016

Anne Fretel, « Emplois vacants : la faute aux chômeurs ? », *Les Nouvelles d'Archimède*, n° 65, 2014, p. 20-21

Anne Fretel, Béatrice Touchelay et Marc Zune, « Contrôler les chômeurs : une histoire qui se répète (forte de ses croyances et à l'abri des réalités) », *Revue française de socio-économie*, janvier 2018

Frédéric Lordon, « Les entreprises ne créent pas l'emploi », *Le Monde diplomatique*, 26 février 2014

À VOIR

Stéphane Brizé, *La Loi du marché*, 2015

Ken Loach, *Sorry We Missed You*, 2019

Ken Loach, *Moi, Daniel Blake*, 2016

Nora Philippe, *Pôle Emploi, ne quittez pas !* 2013

12. Oxfam France et BASIC, « CAC 40 : des profits sans partage », mai 2018. Précisons que l'exemple donné ne porte pas sur le partage de la valeur ajoutée mais sur le partage des bénéfices.

LE TRAVAIL COÛTE-T-IL TROP CHER EN FRANCE ?

Igor Martinache, Philippe Boursier et Willy Pelletier
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 108 à 117

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-108.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE TRAVAIL COÛTE-T-IL TROP CHER EN FRANCE ?

par **IGOR MARTINACHE**

(sociologue, université Paris-Diderot),

PHILIPPE BOURSIER (professeur de sciences économiques et sociales),

et **WILLY PELLETIER** (sociologue, université de Picardie)

« Je veux baisser le coût du travail : ça permet d'embaucher davantage,
de redonner de la vitalité à nos territoires. »

Emmanuel Macron sur Twitter,
pendant la campagne présidentielle, 25 février 2017

C'est une thèse libérale martelée par les décideurs :
si le travail coûtait moins cher, les entreprises
embaucheraient davantage et ne délocaliseraient pas.

Il faudrait donc défaire les réglementations qui empêchent les patrons de diminuer la paie des salariés. Le SMIC est dans le viseur des plus libéraux. Certains proposent, par exemple, de généraliser des contrats précaires sur le modèle des mini-jobs allemands.

À Berlin, Gerda, cinquante-trois ans, travaille dans une boulangerie. Son contrat ne permet pas de travailler plus de quarante-neuf heures par mois. Ils sont plus de 7 millions de mini-jobbers allemands comme elle. Son salaire plafonne à 450 euros mensuels. Elle ne paie pas de cotisations sociales, sa retraite sera donc insuffisante pour vivre. Elle sait déjà qu'elle devra continuer à travailler tard dans sa vie. Distribuer des publicités ou faire le ménage chez des particuliers, à l'instar d'un nombre croissant de seniors aujourd'hui.

Travailler à n'importe quel prix ? Dans l'intérêt de qui ?

Le travail, décidément, n'a pas la même valeur pour ceux qui vendent leur force de travail et pour ceux qui l'achètent.

HAUTS SALAIRES = CHÔMAGE ?

Compétitivité ! Le terme revient de manière obsessionnelle chez les décideurs économiques. Entendez : si les entreprises françaises sont *obligées* de délocaliser, c'est parce que le travail coûte beaucoup moins cher ailleurs. Pensez donc, pour une entreprise, H & M ou Carrefour, par exemple, le coût horaire moyen d'un ouvrier en Chine est inférieur à 2 dollars, à 50 centimes au Bangladesh, au Vietnam ou au Cambodge, où se concentrent les usines textiles.

LES PAYS INDUSTRIALISÉS NE PEUVENT RIVALISER AVEC LA COMPÉTITIVITÉ DES PAYS OÙ LES SALARIÉS SONT SOUS-PAYÉS

C'est faux. Car, dans les pays les plus industrialisés, les machines et les techniques sont bien plus performantes, ce qui les rend plus efficaces. Les salariés sont à première vue « plus chers » pour leurs employeurs mais ils produisent beaucoup, plus vite et de meilleure qualité. Ils peuvent donc être au final plus rentables que des travailleurs à bas coût et peu productifs. Ainsi, l'OCDE, sorte de club des pays riches, peu suspecte de gauchisme, a calculé qu'un salarié français produisait en moyenne plus de 60 euros en une heure, soit quinze fois plus qu'un ouvrier au Bangladesh.

De plus, la fabrication physique des produits ne constitue qu'une toute petite partie du prix d'un produit. Sur une paire de baskets Nike vendue à 80 euros, le coût de la main-d'œuvre représente 3 euros environ. La plus grosse part du prix rémunère la conception en amont (le dessin de la chaussure, l'image de marque, etc.) et la commercialisation en aval (campagnes publicitaires, vente dans les magasins de détail, etc.). Ainsi, sur la même paire de chaussures, les frais et la marge du distributeur représentent la moitié du prix, et ceux de Nike, 20 euros, tandis que l'achat des matériaux de fabrication représente 11 euros. La marge des intermédiaires et les salaires des ingénieurs qui dessinent et conçoivent les produits, des commerciaux qui organisent leur vente et des vendeurs en magasin représentent

Compétitivité : capacité d'une entreprise à affronter la concurrence avec succès

infiniment plus que les salaires des ouvriers. Cependant, personne ne songe à délocaliser (pour l'heure) les cadres, car leurs fonctions sont jugées stratégiques.

Dans l'Union européenne, les écarts de coûts salariaux déterminent-ils le niveau de chômage ?

Polina est bulgare, ouvrière dans le textile, où prolifèrent travail non déclaré, heures supplémentaires contraintes, non payées, salaires de misère. Ce matin, elle a cousu des dizaines de tee-shirts aux étiquettes Diesel et Disney ou aux motifs des *Minions*. Au terme de ses huit heures de labeur, Polina gagne 45 euros, non déclarés. L'heure de travail coûte neuf fois moins cher en Bulgarie (5,30 euros) qu'au Danemark (46,30 euros). Mais, en janvier 2019, le taux de chômage en Bulgarie était de 6,4 %, et au Danemark de 4,9 % ! Les bas salaires ne sont donc pas synonymes de chômage faible. En Allemagne, à la fin de l'année 2018, l'heure de travail d'un ouvrier du secteur manufacturier (alimentaire, textile, métallurgie, chimie, etc.) coûtait 41,30 euros en moyenne, soit deux fois plus qu'au Royaume-Uni. Taux de chômage en Allemagne : 5 %. En Grande-Bretagne : 4 %. Rien de proportionnel à l'écart entre les coûts du travail. En France, fin 2018, le coût horaire du travail était de 38,30 euros, en Italie, de 28,10 euros, en Espagne, de 21,80 euros. Cherchez l'erreur : en France, le chômage s'élève à la même période à 9,1 %, bien inférieur au chômage en Espagne (14,3 %) et en Italie (10,3 %), où les salaires ouvriers sont très bas.

**Le coût du travail
n'est pas le seul ni même
le principal déterminant des
décisions de localisation et
d'embauche des entreprises.**

Le coût du travail n'est pas le seul ni même le principal déterminant des décisions de localisation et d'embauche des entreprises. La qualification de la main-d'œuvre est souvent décisive, de même que les réseaux de transport, la proximité aux consommateurs, etc.

« COÛT » DU TRAVAIL OU PRIX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ?

Sabrina a la grippe, mais elle sourit à la pharmacienne qui lui tend la poche de médicaments. « Rien à payer, tout est pris en charge par la Sécurité sociale », lui explique cette dernière. Ça l'arrange, Sabrina, les médicaments gratuits et la consultation chez le médecin remboursée. C'est une chance, ce système, en France. Elle a un arrêt maladie d'une semaine. Une semaine sans travailler dans la grande surface où elle est responsable de rayon, mais pas

sans revenus. Une partie des journées non travaillées lui seront quand même payées.

Qui paie ses dépenses de santé ? La solidarité de tous les salariés. Plus précisément, les cotisations sociales que tous mettent en commun chaque mois dans les caisses de la **protection sociale**. Chacun cotise et chacun reçoit une aide en cas de chômage, de maladie, d'accident du travail, ou pour sa retraite... Les ayants droit, les enfants notamment, sont couverts aussi en cas de problème de santé. Si Sabrina connaît un jour une période de chômage, elle touchera une allocation ; à la retraite, elle percevra une pension financée par les salariés qui cotiseront pour elle ; dans l'immédiat, ses enfants lui donnent droit aux allocations familiales.

Sabrina, comme tous les autres salariés, quand elle travaille, crée de la richesse, crée de la valeur.

OÙ VA LA VALEUR CRÉÉE PAR LE TRAVAIL DE SABRINA ?

À l'État, qui prélève des impôts ; à l'entreprise, à ses propriétaires, qui récupèrent des **profits** ; et à Sabrina, qui reçoit son salaire. En réalité, ce salaire lui est versé sous la forme d'un **salaire net**, 1 600 euros pour Sabrina, viré chaque mois sur son compte en banque (après prélèvement à la source de son impôt sur le revenu), puis sous la forme des cotisations sociales, 1 000 euros par mois dans le cas de Sabrina. Ces 1 000 euros se divisent en cotisations sociales salariales et en cotisations sociales patronales. Sabrina perçoit ainsi un **salaire brut** qui cumule son salaire net et ses cotisations salariales. Mais son *vrai* salaire, le salaire « super brut », comprend également les cotisations patronales. Soit 2 600 euros : les 1 600 euros du net, plus les 1 000 euros de cotisations. Ce salaire total, c'est le vrai salaire de Sabrina, la part de la richesse créée qui lui revient (soit directement, soit de façon différée *via* ses cotisations sociales).

Protection sociale : elle se compose d'un ensemble de mécanismes et d'institutions chargés de protéger les individus contre ce que l'on nomme les « risques sociaux » (la maladie, le handicap, les accidents du travail et les maladies professionnelles, la dépendance,

l'accès au logement, la maternité, le chômage, etc.).

Profit : la marge de profit correspond à l'écart qui existe entre le prix unitaire et les coûts unitaires pour une entreprise. Les marges permettent de voir le profit que gagne une entreprise

On nomme la partie du salaire constituée par les cotisations sociales le salaire socialisé. Il permet chaque mois de verser des **prestations sociales**, par exemple à Michel et Louise, les voisins de Sabrina, qui sont retraités, mais aussi aux personnes qui sont malades ou à Sabrina elle-même en cas de problème ou bien pour ses enfants.

COMMENT LES LIBÉRAUX VEULENT-ILS FAIRE BAISSER LE COÛT D'UN EMPLOI POUR UNE ENTREPRISE ?

Baisser directement les **salaires nets** est compliqué, personne ne l'accepterait. Donc, les libéraux réclament une baisse des « charges » (les 1 000 euros de cotisations sociales de Sabrina) pour les entreprises. Ils utilisent sciemment le mot « charges » plutôt que « cotisations sociales ». Car personne n'aime ça, les charges, le terme est choisi à dessein, pour figurer une contrainte pesante, qui empêche d'être « flexible ». La réduction des « charges », selon ses promoteurs, passe mieux auprès du grand public que l'idée d'une baisse des salaires nets. Pourtant, réduire le salaire socialisé revient bien à baisser les salaires effectivement payés par les entreprises et dont bénéficient les salariés.

En diminuant les cotisations sociales qui *coûtent* aux entreprises, les libéraux espèrent faire d'une pierre trois coups : 1. les profits des entreprises augmenteraient ; 2. la Sécurité sociale verserait moins aux salariés, alors incités à souscrire davantage à des assurances privées ; 3. on laisserait croire aux salariés que leur pouvoir d'achat reste stable. Sauf que, pour les salariés, verser des cotisations à des assurances privées coûte plus cher, et ils sont moins bien couverts en cas de problème.

DEPUIS 1993, LES DISPOSITIFS D'EXONÉRATION DES COTISATIONS PATRONALES S'EMPILENT, AVEC QUELS EFFETS SUR L'EMPLOI ?

Plus de 80 mesures, plus ou moins ciblées, pour réduire le coût des bas salaires. Cela a peu d'effets : le chômage reste massif, surtout chez les ouvriers et les employés. Lesdites « charges » patronales diminuent sur les bas salaires, pourtant, si l'on prend les chiffres de 2017, le

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

par unité de production. Le profit ainsi dégagé peut servir à l'entreprise soit à distribuer des dividendes aux actionnaires, soit à autofinancer une partie de l'investissement.

Salaire net : somme d'argent perçue réellement par le salarié sur son

compte en banque. Il se calcule en déduisant du salaire brut (payé par l'employeur) les cotisations sociales salariales, qui représentent 25 % du salaire brut et contribuent au financement de la protection sociale (retraite, remboursement des dépenses de santé et allocations chômage).

taux de chômage des ouvriers non qualifiés (18,4 %) est six fois plus important que celui des cadres et presque deux fois plus que celui des employés.

Par ailleurs, ces « cadeaux aux entreprises » déstabilisent les caisses de la Sécurité sociale, car l'État ne compense pas intégralement les pertes liées aux exonérations patronales de cotisations.

Peu importe : l'essentiel est de faire croire que le coût excessif du travail joue contre l'emploi. Il est pourtant un « travail » dont le coût flambe sans que les décideurs s'alarment : celui des P.-D.G. Pour le seul CAC 40 (les quarante plus grandes sociétés cotées à la Bourse de Paris), la rémunération des P.-D.G. atteignait en moyenne 5,1 millions d'euros en 2018, soit une augmentation de 14 % en un an.

Peu importe : l'essentiel est de faire croire que le coût excessif du travail joue contre l'emploi.

NOS SALAIRES SONT VOS RECETTES ET FONT VOS PROFITS

À présenter le travail comme un « coût », on en oublierait qu'il est d'abord et avant tout une source de richesse. Les économistes classiques, tel Adam Smith, chéri par les libéraux, affirmaient même que c'était la seule.

À présenter le travail comme un « coût », on en oublierait qu'il est d'abord et avant tout une source de richesse.

POUR LES ÉCONOMISTES ATTENTIFS AUX RAPPORTS DE DOMINATION, LA QUESTION DU « COÛT » DU TRAVAIL EST INDISSOCIABLE DE CELLE DU PROFIT

Certains s'inscrivent dans le sillage de Karl Marx qui, au XIX^e siècle, décrivait le profit des capitalistes comme une **plus-value extorquée** aux prolétaires contraints de louer leur force de travail pour vivre. Dans cette perspective, la baisse des salaires accentue l'exploitation des travailleurs et des travailleuses par les propriétaires des moyens de production (les actionnaires ou les patrons). Pour accroître leurs profits, les capitalistes ont deux possibilités : 1. augmenter la valeur créée par les salariés, notamment en intensifiant leur travail. Par exemple, en

Prestations sociales : versements effectués par la protection sociale, soit en espèces (pensions des retraites, par exemple), soit en nature (remboursement des dépenses de santé, par exemple).

Extorsion de la plus-value : pour Proudhon, puis Marx, le profit provient de l'exploitation des travailleurs. La force de travail devenue une marchandise est achetée par les capitalistes. Elle crée beaucoup plus de valeur (plus-value) que ce qu'elle coûte (le salaire).

les faisant travailler à la chaîne dans l'industrie ou dans les services, et aller à la chasse de ce que l'industriel Henri Ford nommait les « temps morts » (des temps de vie où le travailleur « flâne » et ne se soumet pas totalement aux impératifs de la production) ; 2. accroître la part des profits prélevés sur la valeur créée par le travail. Par deux moyens. Le premier : en réduisant les effectifs de l'entreprise. Le groupe Carrefour supprime des emplois en mobilisant le travail gratuit des consommateurs dans ses hypermarchés : recours aux scanettes et aux caisses automatiques ; rayons charcuterie, poissonnerie, traiteur en libre-service ; stations-service converties à un système complètement automatisé, etc. Le second : en réduisant la **masse salariale**, c'est-à-dire en comprimant les salaires versés. Aujourd'hui, la baisse des cotisations sociales produit cet effet. Ce qui est pris sur les ressources de la protection sociale va aux profits, et en particulier à ceux qui sont distribués aux actionnaires sous forme de dividendes. En 2018, les entreprises du CAC 40 ont versé 57,4 milliards d'euros à leurs actionnaires. Un chiffre jamais atteint depuis dix ans.

CETTE CAPTATION DE LA VALEUR AU DÉTRIMENT DES SALARIÉS IMPACTE DIRECTEMENT LES DÉBOUCHÉS DES ENTREPRISES

Les travailleuses et travailleurs ont en effet une fâcheuse tendance à dépenser l'argent qu'elles ou ils gagnent, et notamment à acheter les biens et services que d'autres produisent. Elles et ils alimentent la demande globale dans l'économie. Plus que l'opportunité de produire pour pas cher, c'est bien la demande globale qui détermine la décision des entreprises à produire, et donc à embaucher pour produire plus. Plus exactement, ce sont les anticipations des dirigeants d'entreprise qui sont déterminantes. Ces prévisions, le grand économiste britannique John Maynard Keynes les appelait « demande effective ». Leur rôle est confirmé enquête après enquête auprès des chefs d'entreprise. Ceux-ci affirment fixer leur niveau de production en fonction de leur carnet de commandes et non en fonction du coût de leurs salariés.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

La plus-value est captée par les capitalistes.

salaires salariales + primes des salariés au cours de l'année

Masse salariale : la masse salariale est la somme des rémunérations brutes des salariés de l'établissement (hors cotisations patronales). Masse salariale = salaires nets + cotisations

Réforme : changement de caractère profond apporté à une institution ou aux formes de régulation dans un domaine, dans le but affiché d'améliorer son fonctionnement.

Quand les prévisions sont optimistes, la demande anticipée soutient la croissance de la production. Plus les ménages consomment et plus les entreprises investissent pour augmenter leur production, ce qui les incite à recruter et à investir. Inversement, quand une usine ferme ses portes, comme celle de Ford à Blanquefort (Gironde), c'est l'ensemble du tissu économique local qui se déchire, car les salaires des ouvriers faisaient vivre les commerçants locaux. Et les artisans comme les salariés de la grande distribution dépensaient ces revenus chez les autres, et ainsi de suite. Il est ainsi plus juste de se représenter l'économie comme un grand circuit où tout le monde dépend des dépenses des autres, plutôt que comme un grand marché où « offreurs » et « demandeurs » se font face.

À noter que, le 1^{er} janvier 2019, le salaire minimum en Espagne a augmenté de 22 %. Et si c'était le modèle à imiter en Europe ?

LES SALAIRES, UN PROBLÈME CAPITAL

Ce qu'un salarié coûte à une entreprise doit être mis en balance avec ce qu'il lui rapporte (toujours plus), mais aussi au regard d'autres coûts.

Il faut, par exemple, prendre en compte les coûts engendrés par la rotation de la main-d'œuvre. Licenciement n'est pas gratuit (même si la **réforme** Pénicaud du droit du travail en a réduit le prix). Embaucher ou réembaucher non plus : il faut d'abord dénicher la perle plus ou moins rare (annonces, entretiens, etc.), puis la former afin qu'elle devienne opérationnelle. Cela implique du temps et des personnels dédiés (dans des services cyniquement qualifiés de « ressources humaines »). C'est ce qui a poussé la firme Amazon, peu réputée pour sa fibre sociale, à augmenter drastiquement le salaire horaire de ses employés états-unien à l'automne 2018, en le passant à 15 dollars (soit une hausse de 50 % dans certains États) – mais en rognant aussi sur d'autres avantages – afin de ne pas manquer de main-d'œuvre à l'approche des fêtes. Augmenter les salaires peut s'avérer rentable, car le salaire

est un (mais pas le seul, loin de là) facteur important de motivation des travailleuses et travailleurs.

L'idée que la hausse des salaires aurait des vertus économiques était très partagée dans la France des années 1960-1970. Le chômage était bas, la croissance forte. Le mouvement ouvrier à l'offensive obtenait des augmentations de pouvoir d'achat pour les salariés, dans un contexte d'extension des conquêtes sociales. Depuis les années 1980, les rapports de force ont changé. Le taux de syndicalisation s'est affaïssé. Les grèves victorieuses sont devenues plus rares. Le chômage de masse a pesé sur le partage de la richesse dans les entreprises. Les employeurs étaient ainsi en meilleure position pour négocier à la baisse les salaires. Sur la période, la part de la **valeur ajoutée** (VA) allant aux salariés a chuté. Au tout début des années 1980, elle atteignait le pic des trois quarts de la valeur ajoutée dans les sociétés non financières ; depuis le début des années 1990, cette part oscille autour des deux tiers (malgré une forte augmentation des salaires des dirigeants des grandes entreprises) ; symétriquement, la part de la richesse créée allant aux profits, notamment aux actionnaires, a flambé : la part des dividendes qui tournait autour de 3 % à 4 % de la VA au début des années 1980 a bondi à 10 % aujourd'hui. Ce sont des dizaines de milliards d'euros qui, chaque année, ont été pris à ceux qui travaillent pour les transférer vers ceux qui possèdent le capital. Le coût du travail diminue, mais le coût du capital est au plus haut.

**Le coût du travail diminue,
mais le coût du capital
est au plus haut.**

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Valeur ajoutée : richesse nouvelle produite par l'entreprise ou l'administration lors du processus de production. Dans les entreprises, la VA est répartie sous forme de revenus distribués aux salariés, aux apporteurs de capitaux et à l'État.

MORALE DE L'HISTOIRE

Dire que « le travail coûte trop cher en France et crée du chômage » relève d'une approche idéologique (libérale). En réalité, le travail n'est pas plus cher en France que dans d'autres pays de développement comparable. Baisser les salaires, ce n'est pas créer de l'emploi, c'est défaire la protection sociale et créer du chômage : car les salaires permettent aux ménages d'acheter la production des entreprises et donc de soutenir l'emploi.

Le problème doit être renversé. C'est le chômage de masse qui crée un rapport de force favorable aux entreprises. Il leur permet de négocier à la baisse les salaires, et d'accroître ainsi leurs profits, notamment ceux qui sont distribués aux propriétaires du capital, les actionnaires.

C'est pourquoi il faudrait reformuler la question initiale : « Le capital coûte-t-il trop cher en France ? »

À LIRE

Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Le Seuil, Paris, 2003

Bernard Friot, *L'Enjeu du salaire*, La Dispute, Paris, 2012

Michel Husson, *Créer des emplois en baissant les salaires ? Une histoire de chiffres*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2015

À VOIR

Ken Loach, *It's a Free World*, 2007 (plongée au milieu des agences d'intérim, où l'on brade le travail mal payé de salariés vulnérables)

Jean-Stéphane Bron, *Cleveland contre Wall Street*, 2010 (reconstitue le procès qui aurait dû avoir lieu contre les banquiers qui ont ruiné de nombreux ménages américains lors de la crise des *subprimes*)

LE COÛT DU CAPITAL, C'EST COMME LES ANTIBIOTIQUES : C'EST PAS AUTOMATIQUE

Thomas Dallery et Pascal Binet

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 118 à 125

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-118.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE COÛT DU CAPITAL, C'EST COMME LES ANTIBIOTIQUES : C'EST PAS AUTOMATIQUE

par **THOMAS DALLERY**

(économiste, université du Littoral)

et **PASCAL BINET** (professeur de sciences économiques et sociales)

« Le plus important pour nous, c'est qu'il existe toute une série d'entreprises qui ont prouvé à de nombreuses reprises qu'avec trop d'argent liquide dans leur bilan, elles faisaient des choses qui ne nous plaisaient pas : par exemple, elles vont racheter d'autres entreprises pour trop cher, ou alors elles vont faire des investissements sans être certaines d'obtenir un retour durable. Et ça, nous voulons l'empêcher. Donc nous en demandons plus. Nous ne croyons pas que le fait d'avoir trop de trésorerie, trop de liquidité, soit positif pour l'entreprise. Au contraire, nous pensons qu'il est plus raisonnable, quand une entreprise a trop de liquidités, qu'elle les verse à ses actionnaires. »

Jörg de Vries-Hippen, directeur de l'investissement Allianz-Europe,

« Vox Pop », Arte, 2 septembre 2018

Le coût du capital désigne l'ensemble des revenus qu'une entreprise doit distribuer à ses apporteurs de capitaux (prêteurs et actionnaires). Si, selon les propriétaires des entreprises, le salaire est toujours davantage perçu comme un coût à réduire que comme une rémunération normale, les partisans du discours dominant inversent les choses dès qu'il s'agit du coût du capital : les intérêts et dividendes seront traditionnellement davantage appréciés comme un revenu légitime que comme un coût à réduire.

IL ÉTAIT UNE FOIS... LE COÛT DU CAPITAL

Pour mieux comprendre le coût du capital, racontons l'histoire d'une entreprise fictive, dont les différentes étapes de la vie pourraient recouper des cas réels médiatisés ces dernières années. C'est l'histoire d'une entreprise familiale née au lendemain de la Seconde Guerre

mondiale. Le fils aîné profite de la richesse de sa vieille famille de l'aristocratie française pour se lancer dans les affaires. L'entreprise industrielle connaît son petit succès pendant les Trente Glorieuses, devenant même le principal employeur du coin.

Au tournant des années 1980, le renouvellement des machines s'impose : le **capital productif** a vieilli, et l'entreprise doit s'adapter aux nouvelles technologies. Les sommes nécessaires pour ce tournant sont considérables. L'entreprise a beau avoir anticipé cet investissement en augmentant ses prix pour dégager le profit nécessaire à l'**autofinancement** d'une partie de ces dépenses, l'effort de modernisation nécessite de contracter des emprunts importants auprès des banques. Avec des taux d'intérêt de plus de 10 %, les charges financières pèsent sur l'entreprise, au point que celle-ci doit faire des économies sur d'autres dépenses, notamment la rémunération des salariés : pour remplir ses obligations financières vis-à-vis des banques, l'entreprise rompt avec l'accord historique de progression des salaires à un rythme de 5 % annuel et impose un gel des salaires. Cette décision est mal perçue par les salariés, d'autant que l'inflation n'est pas négligeable dans le reste de l'économie et entraîne une perte de pouvoir d'achat. Un engagement à préserver l'emploi permet de faire passer la pilule. Mais ce qui ne devait être au départ qu'une mesure temporaire dans l'attente de jours meilleurs s'impose dans la durée. Pire, à cause notamment de la concurrence internationale, les jours meilleurs ne sont pas au rendez-vous, et les intérêts sur ces prêts contractés au mauvais moment continuent d'étrangler l'entreprise. Pour se dégager des marges supplémentaires, l'entreprise doit élaborer un plan de licenciement du personnel. Parce que le chômage explose localement, les travailleurs adhèrent à la poursuite de la modération salariale dans l'espoir de préserver leur emploi : malgré l'amélioration de la **rentabilité**, les revendications salariales sont paralysées par la peur du chômage.

Dans les années 1990, le fondateur a laissé la place à une nouvelle génération. Parmi les enfants du fondateur, certains veulent vendre

Les charges financières pèsent sur l'entreprise, au point que celle-ci doit faire des économies sur d'autres dépenses, notamment la rémunération des salariés.

Capital productif : le capital productif désigne l'ensemble des équipements nécessaires à la production (machines, locaux...). Le capital productif doit être distingué du capital financier, qui désigne l'ensemble des fonds nécessaires au financement des entreprises.

Autofinancement : une entreprise a le choix entre trois sources de financement : le financement par endettement (crédits, prêts obligataires), le financement par émissions d'actions (marchés boursiers), le financement par conservation

Afin de dégager suffisamment de profit pour verser les dividendes réclamés par les actionnaires, seules les unités de production générant une rentabilité de plus de 10 % sont conservées.

leurs parts de l'entreprise pour pouvoir toucher une partie de leur héritage et vivre luxueusement. Les autres enfants ne pouvant et/ou ne souhaitant pas racheter leurs parts, il est décidé d'introduire l'entreprise en Bourse, la situation des marchés financiers semblant favorable. L'arrivée de nouveaux actionnaires transforme la culture de l'entreprise : l'exigence de rentabilité s'accroît, les nouveaux dirigeants recentrant l'entreprise sur les secteurs d'activité les plus rentables. Afin de dégager suffisamment de profit pour verser les dividendes réclamés par les actionnaires, seules les unités de production générant une rentabilité de plus de 10 % sont conservées. Le site historique est délaissé au profit de nouvelles unités de production situées dans des pays à bas coût, ce qui détruit l'emploi local. Le lien avec le territoire est distendu, avec uniquement la subsistance d'activités tournées vers le haut de gamme ou la recherche et développement. Les pouvoirs publics essaient malgré tout d'ancrer l'entreprise sur le territoire en lui distribuant des aides publiques.

En dépit de ces politiques, l'entreprise est jugée insuffisamment rentable aux yeux des marchés, qui attendent une rentabilité de 15 % dans ce secteur d'activité. Un **fonds spéculatif** la rachète dans les années 2000 grâce à un *leveraged buy out* (LBO) qui se donne pour mission de réorganiser profondément l'entreprise pour la conduire à la norme de rentabilité attendue. La nouvelle direction de l'entreprise impose d'énormes distributions de dividendes pour rembourser son acquisition faite à crédit. Afin de dégager ces profits distribuables, l'entreprise coupe drastiquement dans les effectifs et cesse d'investir. L'activité de recherche et développement est arrêtée, devant le peu de résultats concrets valorisables à court terme.

Dans les années 2010, l'entreprise décide de fermer le site historique, rendu non compétitif par le manque d'investissement. Le positionnement de gamme n'est plus adapté, avec une production qui n'est plus de suffisamment bonne qualité pour justifier des prix plus élevés. Alors que le territoire est sinistré par la casse sociale, les héritiers de

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

des profits (autofinancement). L'autofinancement représente plus de 70 % des financements des entreprises françaises. Le financement par endettement en est la deuxième modalité, alors que le financement par émissions d'actions est anecdotique.

Rentabilité : désigne un ratio entre un flux de revenus et un stock de richesse. Ainsi, on peut calculer une rentabilité économique comme le rapport entre le profit dégagé et le stock de capital productif de l'entreprise. La rentabilité financière se calcule comme le rapport entre

la dynastie familiale continuent de recevoir les dividendes issus des profits désormais réalisés à l'étranger...

UNE DÉMOCRATIE ACTIONNARIALE ?

Le financement des entreprises passe avant tout par l'autofinancement et l'endettement, l'augmentation de capital, dont l'émission d'actions, restant le plus rare. Pourtant, on parle énormément de la Bourse.

Les **marchés primaires** y ont peu d'importance : 99 % des transactions boursières concernent des titres déjà émis, ce qui n'apporte aucun financement nouveau aux entreprises intéressées, de la même manière que l'achat d'une voiture d'occasion à un particulier ne rapporte rien au constructeur automobile ! Dès lors, comment se fait-il que les actionnaires, en contribuant si peu à leur financement, aient autant de pouvoir sur les entreprises ? Les institutions du capitalisme actuel ont doté les actionnaires d'un grand pouvoir, et pourtant ces derniers ne supportent qu'une très faible responsabilité.

D'où vient ce pouvoir ? La première source réside dans ce qu'on appelle la gouvernance d'entreprise. Il s'agit de l'ensemble des règles qui codifient les prises de décision de la direction des entreprises. À l'origine, on trouve l'assemblée générale (AG) des actionnaires qui votent un certain nombre de décisions stratégiques et procèdent à l'élection des membres du conseil d'administration (CA), instance chargée de contrôler la stratégie du dirigeant de l'entreprise. Or cette multiplication des instances de contrôle n'est pas une garantie de démocratie. La démocratie qui s'exerce au sein de l'AG des actionnaires est particulière : la règle imposée n'est pas « une personne = une voix », mais « une action = une voix ». Les **fonds d'investissement**, du fait de la quantité d'actions qu'ils possèdent, ont un pouvoir bien plus important que celui des actionnaires individuels. Surtout, les salariés ne participent à ces instances de pouvoir que s'ils possèdent des actions. Par conséquent, l'AG des actionnaires élira des administrateurs défendant les intérêts des

99 % des transactions boursières concernent des titres déjà émis, ce qui n'apporte aucun financement nouveau aux entreprises intéressées, de la même manière que l'achat d'une voiture d'occasion à un particulier ne rapporte rien au constructeur automobile !

les profits distribuables et les fonds propres apportés par les actionnaires.

Fonds spéculatif : institution financière qui collecte de l'épargne auprès de clients (ménages aisés, banques...)

pour l'utiliser dans des placements plus risqués que la moyenne. Or, en finance,

la règle d'or veut qu'un supplément de risque justifie un supplément de rémunération : les fonds spéculatifs sont donc gourmands en termes de rentabilité exigée.

Leveraged buy out : le LBO est un montage financier qui permet à un

actionnaires, le dirigeant de l'entreprise défendant lui aussi les intérêts des actionnaires, en procédant par exemple à des distributions importantes de dividende. Les actionnaires ont trouvé dans les CA et les directions d'entreprise des serviteurs dévoués.

Les actionnaires disposent d'une deuxième arme pour se faire obéir : la liquidité des marchés financiers. Celle-ci désigne la facilité à revendre une action. Avec des marchés financiers ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'échelle planétaire, il est possible de revendre un titre à tout moment. Si, par miracle, un dirigeant d'entreprise avait réussi à se protéger de la pression d'actionnaires gourmands en organisant un bloc d'actionnaires stratégiques pour lui octroyer un CA patient, ce dirigeant serait quand même sous la menace des actionnaires minoritaires, qui peuvent organiser une sorte de manifestation financière en menaçant de revendre leurs actions si jamais ils ne sont pas entendus. Cette menace étant susceptible de faire baisser le cours de l'action, le dirigeant se trouve ainsi en difficulté vis-à-vis de tous les actionnaires. Même en dehors de l'AG et du CA, il est donc possible pour des actionnaires de faire valoir leur point de vue.

Théoriquement, les dividendes constituent la rémunération du risque pris par l'actionnaire : ils devraient être variables, avec des dividendes élevés quand l'entreprise fait beaucoup de profit, et des dividendes faibles quand la situation économique se dégrade. En pratique, les actionnaires ont réussi à obtenir la mise en place d'un dividende quasiment garanti : il n'est plus rare de voir des distributions de dividendes par des entreprises ayant fait des pertes dans l'année. La raison est à nouveau à chercher du côté de la liquidité des marchés : une entreprise qui ne distribuerait pas de dividendes verrait son cours de Bourse chahuté, et il lui faut donc fidéliser ses actionnaires par ces rétributions paradoxales. Finalement, les actionnaires disposant de dividendes garantis ne prennent plus de risques, rejetant ceux-ci sur les salariés, premières victimes d'éventuelles difficultés économiques, car ces derniers ne disposent d'aucun pouvoir dans la gestion de l'entreprise.

Les actionnaires disposant de dividendes garantis ne prennent plus de risques, rejetant ceux-ci sur les salariés, premières victimes d'éventuelles difficultés économiques, car ces derniers ne disposent d'aucun pouvoir dans la gestion de l'entreprise.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

fonds d'investissement d'acquérir une entreprise cible sans en avoir les moyens. L'achat de la cible se réalise à crédit, ce qui suppose des partenaires financiers (banques, autres fonds d'investissement) qui accompagnent le projet en fournissant les financements

nécessaires. Une fois réalisé, le LBO permet à l'entreprise acquéreuse de compter sur les profits réalisés par l'entreprise cible pour rembourser son emprunt. Le LBO est donc un système où l'entreprise cible rembourse elle-même son propre rachat !

COÛTS POUR L'ENTREPRISE, COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ

La question du coût du capital n'a pas toujours été aussi contraignante. Pendant les Trente Glorieuses, son niveau était réduit par des marchés financiers moins liquides qu'aujourd'hui et par une gouvernance moins ouvertement pro-actionnaires. Les entreprises ont quand même eu parfois à supporter des coûts financiers élevés. Ce fut le cas dans les années 1980, au cours desquelles la remontée des taux d'intérêt destinée à tuer l'inflation a fragilisé la situation financière des entreprises. Mais qu'est-ce que l'esprit d'entreprise, si ce n'est l'art de transformer une contrainte en opportunité ? Face à ce resserrement des conditions financières, les entreprises ont réussi à reporter la contrainte sur une autre catégorie d'acteurs : les années 1980 sont aussi les années où la part des salaires dans la valeur ajoutée a fortement reculé en France, passant de 66 % en 1980 à 59 % en 1990¹. Contraintes par le relèvement des taux d'intérêt, les entreprises ont en effet musclé leurs positions dans les négociations salariales. Dans les années 1990-2000, une fois l'inflation liquidée, la part des salaires dans la valeur ajoutée est quasiment restée à son niveau précédent, les entreprises utilisant la menace des exigences actionnariales pour justifier une politique de modération salariale. Le coût du capital a donc des conséquences non négligeables sur le pouvoir d'achat des salariés.

La hausse du coût du capital a aussi des conséquences sur tous les autres coûts subis par les entreprises. Ainsi, les sous-traitants et les fournisseurs, contraints de compresser leurs prix, ont grignoté sur les normes de qualité ou environnementales, avec à la clef une rentabilité des grands groupes qui se paie par une pressurisation des entreprises plus petites et par une exploitation accrue des travailleurs ou des ressources naturelles.

Une rentabilité des grands groupes qui se paie par une pressurisation des entreprises plus petites et par une exploitation accrue des travailleurs ou des ressources naturelles.

Marchés primaires : ils désignent conceptuellement les marchés où s'échangent des titres nouveaux. Ce sont sur ces marchés que les entreprises lèvent de l'argent frais. Mais 99 % des transactions boursières concernent des titres déjà émis par le passé : on parle alors de marchés

secondaires. Les marchés boursiers ne sont donc pas des institutions qui financent l'investissement des entreprises, mais des marchés qui organisent la revente de titres déjà émis.

Fonds d'investissement : institution financière qui collecte de l'épargne

1. Pour les chiffres cités dans cette section, se rapporter à Louis Cordonnier *et al.*, « À la recherche du coût du capital », *Revue de l'IREs*, n° 79, 2013, p. 111-136.

La hausse du coût du capital a transformé la structure des coûts des entreprises mais elle les a aussi poussées à modifier leur politique d'investissement : alors que les entreprises avaient un **taux d'accumulation net** moyen de 4,4 % par an entre 1960 et 1979, cet effort d'investissement passe en moyenne à 2,2 % entre 1980 et 2013.

Quand le niveau de rentabilité à atteindre augmente, il devient plus délicat de trouver des projets suffisamment rentables pour battre le haut taux d'intérêt réclamé par les banquiers ou pour dépasser le taux de rendement exigé par les actionnaires.

Quand le niveau de rentabilité à atteindre augmente, il devient plus délicat de trouver des projets suffisamment rentables pour battre le haut taux d'intérêt réclamé par les banquiers ou pour dépasser le taux de rendement exigé par les actionnaires. Le ralentissement de l'investissement a dégradé la qualité de l'appareil de production, de sorte que la compétitivité de l'économie peut s'en trouver affaiblie. Au bout du compte, c'est l'ensemble de la société qui souffre de cette élévation du coût du capital.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les discours dominants ont tendance à glorifier la figure de l'actionnaire comme – au risque de mimer les titres à rallonge des personnages de *Game of Thrones* – financeur des entreprises, citoyen de la démocratie financière, investisseur preneur de risque et moteur de la croissance économique.

Pourtant, la pratique des marchés financiers est bien loin de cette image parfaite. Devant les experts s'extasiant face à la puissance financière, il ne faut jamais oublier les dégâts causés par un coût du capital trop élevé. Les entreprises ont profondément modifié l'utilisation de leurs profits, en les dirigeant davantage vers la distribution de dividendes au détriment de l'investissement : si, en 1979, pour tout franc d'investissement net, les entreprises françaises en distribuaient la moitié en dividendes nets, en 2011, pour tout euro d'investissement net, les entreprises distribuaient 2 euros de dividendes nets. Avec cette transformation dans l'usage des profits, c'est la légitimité politique du système économique qui vacille :

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

auprès de clients (ménages aisés, banques...) pour l'utiliser dans des placements divers (obligations d'État, actions d'entreprise...). Les fonds d'investissement sont mis en concurrence par les épargnants sur la base de la performance de leurs placements, et ils répercutent donc

sur les entreprises dans lesquelles ils placent les exigences de rendement des épargnants... sans oublier de se rémunérer eux-mêmes au passage !

Taux d'accumulation net : ratio entre l'investissement et le stock de capital fixe (immeubles, infrastructures,

comment ne pas contester un régime qui ne prépare plus l'avenir par l'investissement, mais qui rémunère les actionnaires ; ou, pour le dire encore plus crûment, comment ne pas contester la domination de la propriété au détriment de l'activité ?

À LIRE

Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *Dérives du capitalisme financier*, Albin Michel, Paris, 2004

Tristan Auvray, Thomas Dallery et Sandra Rigot, *L'Entreprise liquidée. La finance contre l'investissement*, Michalon, coll. « Essai », Paris, 2016

Laurent Cordonnier, Thomas Dallery, Vincent Duwicquet, Jordan Melmiès et Franck Van de Velde, *Le Coût du capital et son surcoût : la rente contre l'activité*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2011

Olivier Favereau, *Entreprises : la grande déformation*, Parole et Silence, coll. « Humanités », Les Plans-sur-Bex, 2014

Dominique Plihon, *Le Nouveau Capitalisme*, La Découverte, Paris, 2016

À VOIR

Martin Scorsese, *Le Loup de Wall Street*, 2013

Cédric Klapisch, *Ma part du gâteau*, 2011

machines, logiciels...). Ce ratio permet de voir dans quelle mesure l'entreprise consacre des ressources pour accumuler de nouveaux équipements productifs pour augmenter sa capacité de production. Un taux d'accumulation élevé témoigne d'une volonté de préparer l'avenir.

LA MONNAIE, STOP OU ENCORE ?

Esther Jeffers et Dominique Plihon
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 126 à 138

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-126.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA MONNAIE, STOP OU ENCORE ?

par **ESTHER JEFFERS** (économiste, université de Picardie)

et **DOMINIQUE PLIHON** (économiste, université Paris-XIII)

Remerciements à Jean-Marie Heuzé

(professeur de sciences économiques et sociales)

« La monnaie est un fait social total. »

Marcel Mauss, anthropologue.

La monnaie ne peut être regardée uniquement comme un instrument économique destiné à favoriser les échanges sur les marchés (achats et ventes de biens, de services, de travail...). Ce qui est pourtant la présentation réductrice qui en est faite dans la plupart des manuels. En réalité, le rôle de la monnaie est beaucoup plus large : elle crée des relations sociales et d'appartenance à une société fondée sur des valeurs communes. C'est pour cette raison que l'euro, monnaie unique lancée pour compléter le marché unique européen, sans véritable projet social, n'est pas une monnaie à part entière. C'est aussi pour cette raison que la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas soumise au contrôle démocratique des élus et poursuit des objectifs qui ne correspondent pas à l'intérêt général (notamment en ce qui concerne l'emploi et le financement de la transition écologique et sociale).

QU'EST-CE QUE LA MONNAIE ? UNE INSTITUTION SOCIALE ET POLITIQUE

LA MONNAIE, UN INSTRUMENT EXCLUSIVEMENT ÉCONOMIQUE ?

S'interroger sur la nature de la monnaie peut être surprenant. La réponse paraît simple et évidente, car la monnaie est utilisée par tout le monde, dans la vie économique quotidienne. En réalité, la monnaie est un objet souvent mal compris, et un sujet de débat entre les économistes, qui sont loin d'en donner une définition unanime. Car si la

monnaie est un instrument économique courant, elle est beaucoup plus que cela dans toutes les sociétés humaines.

Dans la plupart des manuels d'économie, la monnaie est définie principalement par ses trois fonctions : moyen de paiement, étalon pour mesurer la valeur et instrument d'épargne (permettant de conserver cette valeur dans le temps). Certains manuels citent la fable suivante (qualifiée de robinsonnade) pour expliquer la naissance de la monnaie : sur une île isolée du reste du monde, habitée par des individus dispersés, qui produisent chacun des biens différents, la monnaie aurait été inventée pour permettre à chacun d'échanger son produit contre les autres biens dont il a besoin. En d'autres termes, selon la plupart des économistes, la monnaie a été inventée pour dépasser le troc et faciliter les échanges, dans des économies fondées sur la spécialisation des tâches.

Les économistes qui mettent l'accent sur le rôle de la monnaie dans les échanges font parfois l'erreur d'assimiler celle-ci aux instruments utilisés pour faciliter les circulations de biens dans l'économie. Au cours de l'histoire, différents types de supports ont été utilisés successivement pour aider aux échanges : 1. les marchandises (par exemple, le bétail, qui a servi d'unité de compte ; en latin, *pecus*, qui a donné le mot « pécuniaire » pour désigner la monnaie) ; 2. la monnaie métallique (par exemple, les écus en or) ; 3. la monnaie papier (les billets) ; 4. les supports de la **monnaie scripturale** (chèques et cartes de paiement émis par les banques) ; 5. et, aujourd'hui, la monnaie électronique (monnaie stockée sur un téléphone mobile, par exemple). Actuellement, deux formes de monnaie sont essentiellement utilisées : les billets et pièces de monnaie émis par les autorités monétaires (qu'on appelle **monnaie fiduciaire**) et surtout la monnaie scripturale.

À cette première vision de la monnaie, considérée exclusivement comme un instrument économique, s'oppose une autre conception (beaucoup plus éclairante) de la monnaie définie comme une dette et dont le rôle va au-delà de son rôle économique. La première est défendue par le courant de pensée dominant aujourd'hui, qui raisonne dans le cadre de la **théorie quantitative de la monnaie** et

Monnaie scripturale : monnaie qui se trouve sur les comptes bancaires et qui circule sous forme d'écritures.

Monnaie fiduciaire : monnaie (billets + pièces) dont la valeur repose sur la confiance (en latin, *fiducia*) que les agents accordent à l'institution

qui les émet, car la valeur réelle de la monnaie (ce que coûte la fabrication d'une pièce ou d'un billet) est inférieure à sa valeur faciale (valeur inscrite sur la pièce ou le billet).

Théorie quantitative de la monnaie : vision ancienne de la monnaie

de la **théorie néoclassique**. Selon cette conception, l'économie est représentée comme un ensemble d'acteurs identiques et de marchés sur lesquels ont lieu les échanges. Le rôle de la monnaie est réduit au minimum et se limite à faciliter les échanges. La monnaie est considérée comme neutre, c'est-à-dire qu'elle n'agit pas sur l'économie réelle. Alors que la seconde conception considère que les individus sont avant tout des êtres sociaux, dont les relations sont conçues sur la base de la réciprocité et donnent lieu à des dettes contractées les uns vis-à-vis des autres. La monnaie ne peut être pensée uniquement dans l'« espace de marché », elle a aussi une dimension sociale.

LA MONNAIE EST UN RAPPORT SOCIAL AVANT D'ÊTRE UN INSTRUMENT ÉCONOMIQUE

La compréhension de la nature de la monnaie nécessite le recours à l'ensemble des sciences sociales. L'anthropologie et l'histoire ont ainsi montré que la monnaie a plusieurs dimensions et qu'elle a existé dans des sociétés et à des périodes diverses. Ainsi, l'anthropologue Marcel Mauss et le sociologue François Simiand ont montré que, dans les sociétés précapitalistes, la monnaie est au centre des échanges cérémoniels pour honorer les anciens et les divinités. Ainsi, dans certaines sociétés, des instruments monétaires, tels que des coquillages, étaient offerts aux divinités lors de funérailles. De son côté, Sigmund Freud a analysé la dimension psychologique de la monnaie : c'est la volonté de détenir de l'argent pour faire face à la mort. Pour le philosophe Georg Simmel, la monnaie est le signe de l'expression ultime du désir : la monnaie est désirée parce que tous la désirent. Prolongeant cette vision, les économistes Michel Aglietta et André Orléan, qui s'opposent à la vision réductrice de la théorie néoclassique, considèrent la monnaie comme une institution sociale et politique : c'est un facteur de lien social et le signe d'appartenance à une même communauté. C'est aussi un instrument de pouvoir : les premiers rois de France ont assis leur pouvoir politique en imposant

La monnaie est une institution sociale et politique : c'est un facteur de lien social et le signe d'appartenance à une même communauté.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

(qui remonte au ^{xvi}^e siècle), qui considère que 1. la monnaie est « exogène », c'est-à-dire contrôlée par les autorités monétaires ; 2. les variations de la quantité de monnaie influencent les prix (inflation) mais pas l'économie réelle (investissement, activité économique). La monnaie

est supposée « neutre ». Cette théorie a donné naissance à l'école monétariste, qui s'est imposée à la fin du ^{xx}^e siècle. En réalité, les deux postulats de cette école de pensée sont erronés et contraires à la réalité observée : la monnaie est « endogène » à l'économie et n'est

sur le territoire leur propre monnaie, frappée à leur effigie. Au ^{xx}^e siècle, les États-Unis ont assis leur domination économique et politique dans le monde en imposant le dollar comme la principale monnaie à usage international. Pourquoi et comment la monnaie est-elle acceptée dans nos sociétés ? À cette question, Michel Aglietta et André Orléan montrent qu'il y a deux réponses complémentaires : d'une part, la violence, au sens où la monnaie est imposée par les pouvoirs dominants ; d'autre part, la confiance dans les autorités, d'où le rôle essentiel des banques centrales dans les systèmes monétaires contemporains.

COMMENT EST CRÉÉE LA MONNAIE, ET PAR QUI ?

CONCEPTION EXOGÈNE CONTRE CONCEPTION ENDOGÈNE

Le processus de création monétaire fait également débat entre les économistes. Selon une première conception, qui a longtemps dominé, la quantité de monnaie en circulation résulte de la décision des autorités. Selon cette vision, c'est la banque centrale qui contrôle la quantité de monnaie créée ; la monnaie est considérée comme « exogène », au sens où ce sont des décisions extérieures à l'économie (par les autorités) qui sont à l'origine du processus de création monétaire. Défendue par la théorie quantitative de la monnaie et par la théorie néoclassique, cette thèse ne correspond pas à la réalité. Dans notre système économique, la monnaie est créée par les banques commerciales (Société générale, Crédit coopératif, HSBC...) en fonction des besoins de financement des agents économiques (entreprises et ménages, voire État) : la monnaie est donc « endogène », comme l'ont notamment montré les économistes keynésiens.

Bien entendu, comme on le verra plus loin, la banque centrale influence la création monétaire, mais son influence est indirecte, par

pas « neutre », car son évolution a d'importants effets sur l'économie et la société.

Théorie néoclassique : courant de pensée économique de la fin du ^{xix}^e siècle qui partage avec les économistes « classiques » de la fin du

^{xviii}^e siècle et du début du ^{xix}^e siècle (Smith, Ricardo...) l'idée qu'il faut laisser les agents économiques agir librement. Ils apportent néanmoins plusieurs nouveautés (« néo ») par rapport aux économistes classiques. Notamment, il faut analyser les comportements individuels pour comprendre les

L'essentiel de la monnaie que nous utilisons est la monnaie « scripturale », qui circule avec les chèques et les cartes de paiement. Cette monnaie est créée par les banques commerciales à l'occasion de leurs opérations de crédit à leurs clients.

son action sur les **taux d'intérêt directeurs** qui sont l'instrument principal de la politique monétaire. La banque centrale émet de la monnaie : c'est la monnaie « fiduciaire », c'est-à-dire les billets et la monnaie divisionnaire (les pièces de monnaie), mais cette forme monétaire ne représente qu'une faible part de la monnaie en circulation (environ 10 % en France). L'essentiel de la monnaie que nous utilisons est la monnaie « scripturale », qui circule avec les chèques et les cartes de paiement. Cette monnaie est créée par les banques commerciales à l'occasion de leurs opérations de crédit à leurs clients (les entreprises et les particuliers). Ce « privilège » de la création monétaire n'est accordé qu'aux établissements qui ont reçu l'agrément des autorités monétaires.

COMMENT LES BANQUES COMMERCIALES CRÉENT-ELLES DE LA MONNAIE ?

Le processus de création monétaire par les banques est simple dans son principe : une entreprise qui a besoin de financer ses équipements, ou bien un particulier qui souhaite financer l'achat de son logement adresse une demande de crédit à sa banque. Si le crédit est accordé, le compte de dépôt du client est crédité du montant du crédit, ce qui donne lieu à la création de monnaie, à la disposition du client de la banque. Ce processus de création monétaire est souvent décrit par l'expression « les crédits font les dépôts ». L'ensemble des dépôts ainsi créés constituent la monnaie scripturale (c'est-à-dire une monnaie qui se matérialise par des écritures sur les comptes bancaires).

L'erreur commise par les économistes néoclassiques, qui postulent que la monnaie est exogène, est de considérer que les crédits octroyés par les banques commerciales sont financés par l'épargne déposée préalablement dans les comptes des banques. En réalité, la création de monnaie est à l'origine de l'augmentation des dépôts inscrits dans les comptes bancaires, et non l'inverse.

Comme l'a d'ailleurs montré l'économiste autrichien Joseph Schumpeter, la « monnaie de crédit » est une institution centrale du capitalisme. En effet, la création monétaire par le crédit octroyé par les

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

comportements collectifs. Ensuite, les individus sont considérés comme rationnels. Enfin, il faut réaliser des raisonnements à la marge : les producteurs se demandent s'ils ont intérêt à produire une unité de plus, et les salariés se demandent s'ils ont intérêt à travailler une heure de plus.

Taux d'intérêt directeurs : taux d'intérêt contrôlés par la banque centrale, qui servent de référence pour la fixation des taux d'intérêt pratiqués sur les marchés.

banques permet de financer l'accumulation du capital, sans dépendre d'une épargne préexistante, contrairement au raisonnement néoclassique de la monnaie exogène. Selon cette conception éclairante, la création monétaire apparaît comme un moyen d'anticiper sur la création future de richesse par les entreprises et les travailleurs. Lorsqu'il s'endette auprès d'une banque, un particulier anticipe sur ses revenus futurs qui lui permettront de rembourser son emprunt. De même, l'entreprise qui demande un crédit à sa banque parie sur l'augmentation de sa production liée à l'acquisition d'un nouveau bien d'équipement financé par ce crédit. On le voit, le crédit bancaire joue un rôle central dans la dynamique du capitalisme : il permet l'accès aux biens d'investissement (présents) nécessaires à l'accroissement (futur) de la production et des revenus.

Depuis les années 1980, le processus de financiarisation a transformé le fonctionnement du capitalisme et des banques (voir la fiche sur la financiarisation). Les banques ont développé leur activité sur les marchés financiers, où elles réalisent des profits importants, en achetant et vendant des titres. Une part importante de leurs opérations sur les marchés sont de nature spéculative et n'ont pas de rapport direct avec le financement de l'économie réelle. Ainsi, les banques font des crédits à des « fonds spéculatifs ». Les défaillances de certaines banques au moment de la crise financière de 2007 ont été causées en partie par ce type de comportement.

L'INFLATION, EST-CE GRAVE, DOCTEUR ?

Il y a de l'inflation lorsque le coût de la vie augmente d'une année sur l'autre, à la suite de la hausse des loyers, de la nourriture, des transports... et que les fins de mois deviennent de plus en plus difficiles. Il peut arriver que l'inflation ralentisse, parce que les prix de certains biens augmentent moins vite, par exemple celui des ordinateurs, des billets d'avion et des services de santé : on parle alors de désinflation.

INFLATION, DÉINFLATION ET DÉFLATION

L'inflation est la hausse durable du niveau général des prix. Deux types de facteurs peuvent l'alimenter. D'une part, l'augmentation de la demande de biens et services peut créer de l'inflation. En effet, quand sur les marchés la demande devient supérieure à l'offre, les producteurs ont tendance à augmenter les prix. D'autre part, la hausse des coûts de production peut également créer de l'inflation. En effet, quand les

entreprises voient leurs coûts de production augmenter (par exemple, à la suite d'une hausse du coût de l'énergie), elles répercutent cette hausse sur leurs prix. Le conflit relatif au partage des revenus est aussi une raison avancée pour expliquer l'inflation. Par exemple, dans les années 1970, quand l'inflation s'est accélérée du fait des chocs pétroliers, les salariés ont demandé et obtenu des augmentations de salaires tenant compte de la hausse des prix. Les employeurs, pour maintenir leurs profits, ont augmenté leurs prix de vente.

Dans une telle situation, ce comportement se généralise à toutes les entreprises, et les prix augmentent plus vite que prévu, alors que les salaires réels (inflation déduite) augmentent moins vite que prévu.

La déflation est souvent considérée comme le contraire de l'inflation, c'est-à-dire un processus général et continu de baisse des prix. Il n'y a pas de déflation si la baisse des prix est temporaire, ou si seulement certains prix diminuent, par exemple, le prix des ordinateurs et du matériel informatique.

La désinflation, quant à elle, est le ralentissement du rythme de l'inflation : c'est un mouvement où les prix augmentent moins vite. Il ne doit donc pas être confondu avec la déflation, qui implique une baisse du niveau général des prix¹. La déflation est un phénomène économique rare. Le dernier cas s'est produit en 2015, où une baisse des prix a été enregistrée dans la zone euro.

LES RAISONS ACTUELLES DU REcul DE L'INFLATION

Le rythme de l'inflation a fortement baissé depuis les années 1970, caractérisées par une hausse des prix à deux chiffres (plus de 10 %) dans de nombreux pays. Aujourd'hui, l'inflation se situe à moins de 2 % en Europe. Ce processus de désinflation a des causes profondes et durables. Deux séries de facteurs structurels ont été mises en avant.

En premier lieu, le changement de cap brutal des politiques économiques. D'un côté, on a assisté à un durcissement des politiques monétaires, dont l'objectif a été de casser l'inflation supérieure à 10 % à la fin des années 1970. Par ailleurs, les politiques néolibérales appliquées à partir des années 1980 se sont traduites en particulier par une dérégulation du marché du travail. Ainsi, le gouvernement français a-t-il mis en œuvre à partir de 1982 une politique de « désindexation salariale », destinée à rompre la boucle productivité-prix-salaires et à installer un régime de basse inflation. Ainsi, désormais, les gains de productivité réalisés grâce aux travailleurs ne conduisent plus forcément à une hausse des salaires, ce qui ralentit la hausse des prix de

1. Banque de France,
« Déflation ou désinflation »,
Focus, n° 3, janvier 2009.

leurs biens ou services que les entreprises réalisaient pour compenser la hausse du prix du travail.

L'accélération de la mondialisation a été un deuxième facteur puissant de désinflation, *via* plusieurs canaux. L'arrivée sur le marché mondial de pays émergents, comme la Chine, disposant d'une abondante main-d'œuvre bon marché, a exercé une pression à la baisse sur les salaires dans les pays avancés. Le prix des importations a donc également joué, avec les entrées de produits à bas prix dans les pays développés, par exemple les vêtements fabriqués en Asie.

Mais, d'une manière générale, le régime de basse inflation qui s'est installé dans la plupart des pays – avancés et émergents – provient d'une modification des mécanismes de détermination des prix. On est passé d'un régime de prix gouverné par les vendeurs à un régime de prix régi par les acheteurs². Dans le passé, et particulièrement dans la phase de haute inflation des années 1970, le pouvoir de marché ou de négociation appartenait aux vendeurs, tant sur le marché du travail que sur celui des biens et services. Les travailleurs, qui vendent leur travail aux employeurs, étaient en position de force sur le marché du travail pour négocier leurs salaires, tandis que sur le marché des biens et services les entreprises étaient en mesure de répercuter les hausses de coûts sur leurs prix de vente.

La dérégulation et la mondialisation, avec l'arrivée de la Chine et de l'Inde dans le commerce mondial, ont modifié les rapports de négociation, sur le marché du travail et sur celui des biens et services. Il en a résulté un basculement vers un régime de prix dominé par les acheteurs. L'offre de travail est devenue excédentaire, réduisant le pouvoir de négociation des salariés au profit des entreprises, ce qui a pesé à la baisse sur les salaires et modifié le partage de la valeur ajoutée au profit du capital. De leur côté, les entreprises connaissent une situation d'offre excédentaire sur le marché des biens et services, qui les oblige à s'adapter aux conditions de la demande. Au total, l'économie mondiale a basculé d'un régime structurel de demande excédentaire, qui poussait les prix et les salaires à la hausse, vers un régime d'offre excédentaire, qui exerce au contraire des pressions à la baisse et peut déboucher à tout moment sur une spirale déflationniste, ce qui serait fort dangereux.

LES DANGERS DE LA DÉFLATION

La désinflation constitue généralement un processus bénéfique pour la société, dans la mesure où la modération de l'inflation se traduit par une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Sauf si elle est

2. Michel Aglietta, Laurent Berrebi et Audrey Cohen, « Banques centrales et globalisation », *in* Groupama-Asset Management, *Expertises*, n° 7, 2009.

obtenue par la stagnation des salaires ! En revanche, la déflation est particulièrement dangereuse pour une économie, car elle peut déclencher un processus cumulatif susceptible d'aggraver une récession dont il est difficile de sortir.

Au total, inflation, désinflation et déflation sont la conséquence directe du fonctionnement de nos économies et des politiques menées par les pouvoirs publics.

QUELLE POLITIQUE MONÉTAIRE ?

La politique monétaire peut être définie comme les moyens dont disposent les autorités monétaires pour agir sur l'activité économique en régulant la monnaie et les **taux d'intérêt**. Elle est généralement mise en œuvre par la banque centrale.

LE MALHEUREUX TRIOMPHE DES POLITIQUES MONÉTAIRES MONÉTARISTES

La conception de la politique monétaire est liée à la manière dont on conçoit la monnaie sur le plan théorique. Ainsi, pour l'école néoclassique, la monnaie, on l'a dit, est neutre ; c'est-à-dire qu'il n'y a pas de relation entre la monnaie et l'activité économique, comme le prétend la théorie quantitative de la monnaie, et, donc, la politique monétaire ne peut agir efficacement que sur l'inflation. Alors que, à l'inverse, pour les keynésiens, qui ont une conception de la monnaie endogène (voir « Comment est créée la monnaie, et par qui ? »), la politique monétaire peut agir sur les investissements, la production, l'emploi, et soutenir l'activité économique. Elle constitue dès lors, avec la politique budgétaire, l'un des deux principaux leviers de la politique macroéconomique.

La politique monétaire a subi des évolutions importantes dans les années 1970. L'environnement financier s'est beaucoup transformé avec la déréglementation, le développement des marchés financiers et la libre circulation des capitaux, pour le plus grand profit des grandes

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Taux d'intérêt : prix que doivent payer les agents économiques qui reçoivent un crédit (débiteurs) ; c'est aussi le prix que font payer les banques (créancières) aux clients qui leur empruntent. Il existe plusieurs taux d'intérêt : les taux directeurs contrôlés par la banque centrale et qui influencent les autres

taux d'intérêt, dont les principaux sont les taux à court terme et les taux à long terme. Dans le système actuel, dominé par les acteurs de la finance, les taux d'intérêt sont déterminés sur les marchés et sont souvent contrôlés par ces acteurs ; de ce fait, ils ne reflètent pas les besoins de la société.

banques, des sociétés financières et des entreprises multinationales (voir la fiche sur la financiarisation). Les économies développées ont subi les deux chocs pétroliers et une inflation à deux chiffres. L'arrivée de Paul Volker (nommé par Jimmy Carter, reconduit par Ronald Reagan) à la tête de la Fed – la banque centrale des États-Unis – en 1979 représente dans ce contexte un tournant. Il décide d'utiliser l'instrument de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation. Il relève les taux d'intérêt, ce qui augmente le taux de change du dollar par rapport aux autres devises. La politique monétaire devient alors *monétariste*.

Le courant monétariste estime que l'inflation est d'origine monétaire et qu'elle est due à un excès de quantité de monnaie. Selon ce courant, la politique monétaire n'a aucune raison de soutenir l'activité économique, elle ne pourrait que provoquer l'inflation. Aussi, les autorités monétaires doivent se consacrer au contrôle de l'offre de monnaie ainsi que de l'inflation. Les défenseurs de la politique monétaire orthodoxe sont des partisans farouches de l'indépendance des banques centrales, par rapport au gouvernement, et sont favorables à une discipline budgétaire stricte pour assurer la crédibilité de la politique monétaire, seul moyen à leurs yeux de garantir la stabilité monétaire. En effet, selon eux, un déficit budgétaire entraîne une hausse de la demande de biens et services (de la part de l'État ou des ménages qui ont obtenu des revenus en plus). Et cette hausse de la demande risque d'être excessive par rapport à l'offre de biens et services, ce qui conduit les producteurs à augmenter leurs prix. Ces politiques d'inspiration monétariste ont fait d'importants ravages, car elles ont surtout pesé sur les populations les plus fragiles. Les conséquences ont aussi été dramatiques pour les pays endettés qui ont vu s'alourdir le fardeau de la dette libellée en dollars. Le premier pays touché ne fut autre que le Mexique, voisin des États-Unis, obligé de se déclarer en faillite en août 1982.

Du milieu des années 1980 jusqu'à la crise de 2007 s'est ouverte une période qui a été qualifiée de « grande modération », caractérisée par une croissance stable dans l'économie mondiale, allant de pair avec une inflation modérée. Les économistes de la Fed ont attribué cela au perfectionnement de la politique monétaire et au savoir-faire des banquiers centraux. En réalité, la modération de l'inflation avait des causes structurelles, liées à la pression sur les salaires et à la mondialisation (voir « L'inflation, est-ce grave, docteur ? »). Par ailleurs, si la crise financière de 2007 a pris une telle dimension, conduisant à une montée brutale du chômage et de la pauvreté dans de nombreux pays,

c'est parce que les banquiers centraux se sont uniquement occupés de **stabilité monétaire** (contrôle de l'inflation) en ignorant la stabilité financière (absence de crise). Et que les agents financiers ont eu excessivement confiance dans la politique monétaire menée, ce qui explique qu'ils ont pris des risques excessifs et mis l'ensemble de l'économie en danger. C'est ce qu'on appelle le paradoxe de Minsky (économiste keynésien) : la stabilité monétaire pour conduire à l'instabilité financière.

LA CRISE DE 2007 À L'ORIGINE DES POLITIQUES MONÉTAIRES NON CONVENTIONNELLES

Avant la crise de 2007, les autorités monétaires – appliquant la doctrine néolibérale – avaient abandonné le contrôle des prix ou l'encadrement du crédit. La politique monétaire agissait principalement par des interventions sur le **marché monétaire**, pour influencer les taux d'intérêt et les taux de change. Durant la crise, les banques centrales ont dû baisser les taux d'intérêt, mais elles se sont heurtées au plancher zéro des taux d'intérêt (*zero lower bound*). Elles ne pouvaient plus baisser les taux d'intérêt qui avaient atteint le niveau zéro. Comme cette mesure s'est avérée insuffisante, les banquiers centraux ont dû mettre en place des politiques monétaires « non conventionnelles ». Trois types d'instruments de politique non conventionnelle ont été mis en œuvre et ont pris une ampleur mondiale.

Tout d'abord, l'assouplissement qualitatif du crédit (*qualitative easing*), qui consiste à élargir les conditions d'intervention de la banque centrale : celle-ci, pour faciliter le financement des banques et des secteurs en difficulté à la suite de la crise, prête alors contre des garanties moins sûres et de moins bonne qualité.

Ensuite, l'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*) consiste en ce que la banque centrale achète massivement des actifs, des titres de dettes publiques et privées, aux banques et sur les marchés financiers.

Enfin, le guidage des anticipations sur les taux d'intérêt à court terme (*forward guidance*) correspond à la situation où les autorités

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Stabilité monétaire : désigne la stabilité des prix (lutte contre l'inflation) ; désigne aussi la stabilité des taux de change (stabilité monétaire externe) qui sont les cours qui définissent la valeur d'une monnaie par rapport à une autre.

Marché monétaire : désigne le marché des liquidités monétaires à court terme, dont les principaux acteurs sont les banques commerciales (opérations interbancaires) et la banque centrale qui régule ce marché par ses interventions (opérations d'*open*

monétaires communiquent à l'avance sur leurs prévisions concernant le niveau futur des taux d'intérêt directeurs (contrôlés par les autorités monétaires). Ainsi, en guidant les anticipations des taux d'intérêt courts, les banques centrales espèrent agir sur les taux à long terme, seule issue lorsque les taux courts sont déjà à 0 %.

DES POMPIERS PYROMANES

Le résultat de ces politiques, malgré l'ampleur des programmes et des moyens mis en œuvre, est un échec, car celles-ci n'ont pas permis de relancer l'investissement et l'emploi. Certes, on a pu, par moments, éviter le pire, mais en restant au bord du précipice. Les banques centrales apparaissent aujourd'hui comme des pompiers pyromanes. En inondant les marchés financiers de **liquidités**, qui n'ont pas profité à l'économie réelle, les politiques non conventionnelles ont alimenté des bulles spéculatives ; lesquelles ne manqueront pas d'éclater lors de la prochaine crise financière. Pire, ces politiques ont échoué à rétablir une situation économique et sociale qui demeure fortement dégradée.

REPENSER LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Alors, quelle devrait être la politique monétaire ? D'abord, elle ne peut pas avoir, pour seul objectif, la stabilité des prix et la lutte contre l'inflation. Son objectif doit être de soutenir l'activité économique, l'investissement, la production et l'emploi. Dans ce but, la politique monétaire doit s'attacher en priorité à faire correspondre la distribution des crédits avec les besoins de l'économie.

Mais la politique monétaire, seule, ne peut pas tout. Politique monétaire et politique budgétaire doivent s'articuler et se compléter. C'est ce qu'on appelle le *policy mix*. Il faut mobiliser conjointement la politique monétaire et la politique budgétaire, marcher sur les deux jambes pour avancer, les mettre au service des politiques sociales et de la transition écologique.

market), en injectant ou retirant de la liquidité sur ce marché.

Liquidités : sommes disponibles immédiatement. Il peut s'agir des pièces et des billets mais surtout de certains actifs bancaires ou financiers.

MORALE DE L'HISTOIRE

La monnaie ne peut être comprise à travers une analyse strictement économique des échanges marchands. On ne peut pas omettre sa dimension sociale. Trois conditions doivent exister pour qu'elle remplisse son rôle : la confiance, la garantie souveraine vis-à-vis du système de paiement et une relation étroite avec le système productif pour qu'elle soit favorable au pouvoir d'achat présent ou futur. D'où la nécessité pour la société de contrôler la monnaie et les institutions bancaires, au premier rang desquelles la banque centrale. Concrètement, il s'agit donc de s'assurer que les institutions bancaires (banques et banque centrale) procurent à l'économie la quantité de monnaie nécessaire aux investissements et à la réalisation du plein-emploi, pour une transformation écologique et sociale du monde dans lequel nous vivons. C'est ainsi que la monnaie peut redevenir une institution au service de la société.

À LIRE

Michel Aglietta, Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot, *La Monnaie entre dettes et souveraineté*, Odile Jacob, coll. « Économie », Paris, 2016
Les Économistes atterrés, *La Monnaie, un enjeu politique. Manuel critique d'économie monétaire*, Le Seuil, coll. « Points », Paris, 2018
Dominique Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, La Découverte, Paris, coll. « Repères », 2017 [septième édition]

QUI PROFITE ?

Introduction décalée par **Bruno Gaccio**
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 139 à 141

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-139.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUI PROFITE ?

LA SANTÉ, UN BUSINESS ?

POURQUOI JE SUIS PAYÉ QUE ÇA ?

**BIEN FAIRE SON TRAVAIL
OU BIEN SE FAIRE ÉVALUER ?**

**LA « DETTE » PUBLIQUE,
CONTRAINTÉ INCONTOURNABLE ?**

**LE TROU DE LA SÉCU ET SA DETTE :
À PROPOS DE DEUX *FAKE NEWS***

LES DANGERS DE LA FINANCIARISATION

**LES PAYS PAUVRES SONT-ILS
CONDAMNÉS À LE RESTER ?**

**UNE OLIGARCHIE PRÉDATRICE
DE TOUS LES POUVOIRS**

QUI PROFITE ?

Introduction décalée, par Bruno Gaccio

J'aime beaucoup ce chapitre qui pose la question la plus naïve qui soit puisqu'elle induit sa réponse. Si certains profitent et que d'autres ne profitent pas – une fois déterminé ce que « profiter » signifie –, il est assez simple pour un observateur, même sourd, muet et hermétique à toute forme d'intelligence humaine, de comprendre que seul le monde occidental *profite*.

La question : « Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? » est plus pertinente mais n'appelle qu'une réponse, concise de surcroît : « Oui, les pays pauvres sont condamnés à le rester. » Voilà. Bonne soirée. On a le temps de boire un verre avant le match de foot ou bien... ?

La réponse est certes courte, et c'est ma fonction ici de me moquer un peu, perdu que je suis au milieu d'universitaires sérieux. Mais, quand le président américain George Herbert Walker Bush déclarait avec un certain sens du définitif (lequel, normalement, en démocratie devrait être plus modeste) : *The American way of life is not up to negotiations. Period*¹, se moquait-il ?

Si cette base est non négociable, il est difficile d'imaginer d'autres pays que les US et leurs amis *profiter* de ce que le monde et ses merveilles, appuyés par le génie humain, peuvent mettre à disposition des habitants de la planète en termes de bien-être, de suffisance alimentaire, de santé, d'éducation, de science, de loisirs, de cadre de vie, etc.

Si un style de vie n'est pas négociable, ça veut dire que tous les autres à l'exception de celui-ci le sont. Et si on peut

les négocier, c'est qu'ils ne sont pas équivalents au style de vie de référence, voire qu'ils sont même non conformes. Pourquoi, dans ce cas-là, ne pas les éradiquer tout simplement ? Les moyens mis à disposition du plus fort sont quand même efficaces quand le plus fort décide de les employer. Eh bien, parce que s'ils ne sont pas équivalents, ils ne sont pas inutiles. Ils sont même indispensables à la survie du style de vie non négociable défini par monsieur Bush père.

Pour imager cette situation, plongeons-nous dans le roman de Jane Austen, *Orgueil et Préjugés*.

Une des étapes de l'ascension sociale de l'héroïne du roman, Elizabeth, passe par le domaine de Pemberley, une immense demeure, richement meublée, au milieu d'un parc luxuriant. Elle découvre là l'accord parfait qui existe entre le maître et son domaine. Ce domaine, pour fonctionner efficacement et harmonieusement, nécessite des milliers de petites mains : gouvernantes, maîtres d'hôtel, sommeliers, femmes de chambre, lingères, garde-chasse, régisseurs de toutes sortes, etc. Le plus impressionnant est que cette organisation millimétrée reste invisible. Du moins pour les maîtres et leurs riches invités. Comme par enchantement, ceux-ci voient à l'heure du dîner affluer les plats, les boissons et les divertissements. Puis, à l'heure du coucher, leurs chambres sont faites, leurs affaires rangées et leurs chaussures cirées. Même chose pour la chasse et les déplacements. Chevaux, chiens, fusils, tout est en place comme par miracle. Et tout se passe de façon invisible aux yeux

des plus nantis, afin que leur séjour ne soit pas gâché par la vue de quelqu'un qui travaille. Même les propriétaires de Pemberley n'ont qu'une idée assez vague de la façon dont sont organisés l'ensemble des tâches et la hiérarchie complexe qui leur permet de vivre ce style de vie. Les femmes de chambre ne font jamais la cuisine, les valets de chambre ne servent pas un repas, le sommelier choisit le vin mais n'assure pas le service, et les jardiniers ne lavent pas le linge... Il y a bien une organisation interne à Pemberley, qui semble être indépendante, méconnue des maîtres, et une culture propre aux *services* qui donne l'illusion d'une forme d'autonomie et de consentement à toutes ces occupations, uniquement au service du confort du maître et de ses invités.

Le monde dans lequel nous vivons est-il organisé de façon très différente de Pemberley ?

Un pays qui ne négocie pas son style de vie et, autour de lui, d'autres pays avec des fonctions distinctes, une

autonomie apparente, mais qui doivent tous *in fine* s'organiser conformément à l'attente finale : c'est pour le bien-être du maître et de ses invités. Certains pays s'occupent des matières premières qu'ils donnent aux maîtres ; d'autres offrent une situation géographique stratégique pour contrôler les routes qui acheminent ces matières premières ; d'autres fournissent plutôt la main-d'œuvre, d'autres ont une fonction plus imperceptible : faire peur aux invités pour mieux leur vendre des produits guerriers ; certains, plus insignifiants, servent à tester et écouler les armes en y faisant éclater des guerres ; les plus chanceux sont dédiés au tourisme et au repos du maître et de ses invités.

Alors : *qui profite ?* Nous, les invités de Pemberley.

Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? Oui, car s'ils devenaient aussi riches que nous, ils deviendraient leur propre Pemberley et nous serions peut-être obligés de les servir. Et ça, *no way ! Not up to negotiations. Period.*

LA SANTÉ, UN BUSINESS ?

Philippe Abecassis, Nathalie Coutinet, Pierre-André Juven et Fanny Vincent
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 142 à 150

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-142.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA SANTÉ, UN BUSINESS ?

par **PHILIPPE ABECASSIS** (économiste, université Paris-XIII, CEPN-CNRS),

NATHALIE COUTINET (économiste, université Paris-XIII, CEPN-CNRS),

PIERRE-ANDRÉ JUVEN (sociologue, CNRS)

et **FANNY VINCENT** (sociologue, CEET-CNAM)

Remerciements à Nicole Benyounès (médecin) et **Arnaud Muysen**

(médecin addictologue, CHR de Lille)

En 2015, un jeune homme d'affaires américain et ancien manager d'un fonds spéculatif, Martin Shkreli, décide d'augmenter le prix du Daraprim, un médicament contre le sida, de 13,50 à 750 dollars le comprimé. Cette augmentation a lieu immédiatement après l'acquisition du médicament par l'entreprise Turing Pharmaceuticals.

Aux accusations morales lancées contre lui, Martin Shkreli réplique à l'époque : « Nous ne sommes pas une compagnie pharmaceutique avide de profits cherchant à escroquer les patients, nous essayons simplement de rester dans la course (*It is us trying to stay in business* dans le texte). »

Andrew Pollack, « Drug goes from \$ 13.50 a tablet to \$ 750, overnight », *New York Times*, 20 septembre 2015

La santé, un business ? C'est ce que laisse entrevoir le cas du Daraprim. Pourtant, la santé est de longue date définie comme un bien à part, y compris par les économistes néoclassiques, comme Kenneth Arrow. Ce dernier a montré qu'il ne peut y avoir de marché de la santé (au sens néoclassique du terme) en raison d'asymétries d'informations : la survenue de la maladie ou l'efficacité des traitements sont par exemple des informations que patients et médecins ne possèdent pas à égalité. Un marché de concurrence pure et parfaite ne peut donner, dans ces conditions, un prix permettant une consommation optimale. Par ailleurs, l'état de santé d'un individu peut avoir des incidences sur celui de l'ensemble de la population, s'il est par exemple atteint d'une maladie contagieuse. Cette externalité ne peut être traitée par le marché.

La santé est aussi et surtout un droit fondamental reconnu par l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires. »

Le droit à l'assurance maladie réaffirme cette disposition, « indépendamment de son âge et de son état de santé, chaque assuré social bénéficie contre le risque et les conséquences de la maladie d'une protection qu'il finance selon ses ressources » (article L111-2-1).

Compte tenu de ces différents éléments, la santé est définie comme un bien tutélaire nécessitant une régulation publique particulière.

Mais alors, pourquoi et dans quelle mesure la santé fait-elle l'objet d'un business ? Comment peut-elle s'avérer rentable ?

LA SANTÉ : UNE MANNE FINANCIÈRE

Si la santé est un business potentiel, c'est avant tout parce qu'elle constitue une manne financière considérable et que de nombreuses entreprises se verraient bien la capter. En France, pour l'année 2017, la « consommation de soins et de biens médicaux », la CSBM, représente 199,3 milliards d'euros, dont 77,8 % sont financés par l'assurance maladie obligatoire (la « Sécu »). La CSBM se compose des dépenses de soins hospitaliers (46,6 %) et de soins ambulatoires (53,4 %), qui comprennent notamment les consultations médicales et dentaires, ainsi que les dépenses de médicaments. La CSBM représente 8,7 % du PIB et 12,5 % de la consommation des ménages¹.

Prises au niveau individuel, dans les systèmes capitalistes des pays développés, les dépenses de santé répondent à une logique de courbe « en J ». Le niveau des dépenses varie fortement en fonction de l'âge,

Bien tutélaire : bien qui présente des externalités pour la population, de sorte que sa production doit être encouragée (éducation ou santé) ou au contraire modérée (alcool ou drogue). Son statut particulier justifie l'intervention de l'État.

1. Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), « Les dépenses de santé en 2017. Résultats des comptes de la santé », édition 2018.

mais aussi selon d'autres déterminants, comme le niveau de revenus, la catégorie socioprofessionnelle, la situation géographique, etc. Le choix fait en France a été de collectiviser le « risque santé », considérant qu'une personne doit cotiser en fonction de ses revenus et recevoir en fonction de ses besoins (on dit aussi du secteur de la santé qu'il est fortement « socialisé »). Ce qui implique qu'une personne âgée atteinte de la maladie d'Alzheimer peut contribuer moins et recevoir plus qu'un jeune cadre dynamique sans problème de santé particulier. Ce principe de solidarité, au cœur de la protection sociale, prend différentes formes (entre actifs et inactifs, entre bien-portants et malades, etc.) et garantit un accès universel aux soins.

Cependant, depuis plusieurs années, il existe une volonté politique de désocialiser la **Sécurité sociale**, afin de réduire les dépenses et la dette sociale, jugées trop importantes. Cette « marchandisation » des soins passe par le transfert d'une part de plus en plus importante des dépenses de santé de la Sécurité sociale vers l'assurance santé complémentaire privée (les mutuelles, les institutions de prévoyance et les assurances). Les différentes mesures prises par l'État illustrent cette volonté, comme l'obligation pour les entreprises de prévoir une complémentaire santé pour leurs salariés. Cette marchandisation satisfait donc les assureurs complémentaires, qui s'y préparaient depuis les années 1990.

Ce transfert de la Sécurité sociale vers l'**assurance complémentaire santé** privée a des conséquences importantes pour les patients. En effet, si la Sécurité sociale rembourse 91,6 % des frais hospitaliers, elle rembourse moins bien les soins de ville. En moyenne, ceux-ci sont remboursés à 65,1 %, mais avec des écarts impressionnants : seulement 2,4 % des soins dentaires sont remboursés par la Sécurité sociale ! Ce transfert génère alors des inégalités de prise en charge car la qualité de la couverture complémentaire dépend fortement de la situation professionnelle d'un individu et de sa famille : un cadre d'une grande entreprise privée sera mieux couvert qu'un ouvrier ou un employé d'une petite entreprise. Par ailleurs, bien qu'il existe des

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Sécurité sociale : organisme de protection sociale couvrant les individus contre quatre grands risques – la maladie, les accidents du travail et les maladies professionnelles, la vieillesse, et la famille.

Assurance complémentaire santé : elle regroupe les organismes à statut privé qui proposent des contrats d'assurance santé en complément de la Sécurité sociale. Il existe trois familles d'assureurs complémentaires : les mutuelles santé, les institutions de prévoyance,

dispositifs publics d'accès à une complémentaire (couverture maladie universelle complémentaire – CMU-C), une partie de la population, les chômeurs, les inactifs, les retraités, n'a accès qu'à des contrats coûteux et peu satisfaisants en termes de qualité de remboursement. Enfin, environ 6 % de la population, souvent les plus pauvres, n'a pas d'assurance complémentaire. Ainsi, pour les soins les moins bien remboursés par la Sécurité sociale, ces ménages peuvent renoncer aux soins faute de revenus suffisants.

Le secteur de l'assurance complémentaire est devenu, au fil des années, particulièrement lucratif pour ses acteurs complémentaires mais, de fait, coûteux pour les patients (35 milliards d'euros de cotisations en 2018). D'une part, parce que les primes qu'ils paient aux assureurs s'ajoutent aux sommes versées à la Sécurité sociale principalement au moyen de la **contribution sociale généralisée** (CSG) et, d'autre part, car les frais de gestion des assureurs complémentaires sont beaucoup plus élevés que ceux de la Sécurité sociale. En effet, si l'assurance maladie gère 150 milliards d'euros, elle dépense 6 milliards en frais de gestion, alors que les complémentaires dépensent autant pour gérer seulement 35 milliards ! Si les frais de gestion des complémentaires santé sont aussi élevés, c'est que la concurrence est rude et qu'il faut se démarquer. On se souvient par exemple du duo Chevallier et Laspalès faisant la promotion de la Matmut : le coût de cette publicité a été estimé à près de 1 million d'euros².

Les mutuelles et les assureurs sont les grands gagnants de la fragilisation de la Sécurité sociale et de la désocialisation d'un nombre croissant de dépenses de santé. Mais, on le comprend aisément, si le risque continue de s'individualiser, les plus fortunés bénéficieront d'une meilleure couverture santé et seront mieux soignés (alors même qu'ils occupent déjà, par exemple, les emplois les moins nocifs pour la santé). Inlassablement, le business nuit à la solidarité et renforce les inégalités de santé.

Les mutuelles et les assureurs sont les grands gagnants de la fragilisation de la Sécurité sociale et de la désocialisation d'un nombre croissant de dépenses de santé.

dont l'activité est non lucrative, et les assureurs privés à but lucratif.

Contribution sociale généralisée :
la CSG est un impôt proportionnel obligatoire payé par les ménages, créé en 1991. Avec les cotisations sociales et certains impôts et

taxes affectés (comme la taxe sur les tabacs et alcools), ce sont les principaux outils de financement de la Sécurité sociale et, depuis 2018, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires.

2. « La Matmut rassure avec le duo Chevallier et Laspalès », *Le Figaro*, 15 octobre 2007.

Les dépassements d'honoraires des différents offreurs dont les tarifs sont remboursés par la Sécurité sociale ont représenté en 2018 près de 2,6 milliards d'euros. De tels dépassements entraînent, pour les patients, un surcoût de 50 % qui ne sera pas remboursé par la Sécurité sociale et dépendra de leur couverture complémentaire

Mais la santé est aussi un business fructueux pour les offreurs de soins, en particulier les médecins spécialistes, les dentistes et certains fournisseurs de biens médicaux tels que les opticiens et les audioprothésistes. Les dépassements d'honoraires des différents offreurs dont les tarifs sont remboursés par la Sécurité sociale ont représenté en 2018 près de 2,6 milliards d'euros. De tels dépassements entraînent, pour les patients, un surcoût de 50 % qui ne sera pas remboursé par la Sécurité sociale et dépendra de leur couverture complémentaire (certains contrats prennent en charge les dépassements d'honoraires, d'autres non).

DOIT-ON RENDRE L'HÔPITAL PUBLIC RENTABLE ?

Alors qu'une partie des cliniques privées ont un but lucratif, l'hôpital public est quant à lui un service public. Il n'empêche, les réformateurs français ont tenté de rendre l'hôpital rentable en lui imposant des techniques de gestion issues de l'entreprise : ce que l'on appelle le nouveau management public. Au début des années 2000, ils ont notamment développé un système de financement de l'hôpital particulier, appelé « tarification à l'activité », ou T2A. Le principe de la T2A est simple : il consiste à fixer un tarif par grandes catégories de pathologies et à rémunérer l'hôpital en fonction du nombre de prises en charge de ces pathologies. Il s'agit de faire comme si l'hôpital, telle une entreprise, vendait des soins à la Sécurité sociale. Ainsi, par exemple, un accouchement sans complications coûte 3 747,32 euros. Si un hôpital prend en charge un accouchement sans complications, l'assurance maladie versera à l'établissement ce montant. Ce mode de financement peut sembler pertinent mais, en réalité, il engendre différents problèmes :

— Pour inciter les hôpitaux à prendre en charge de façon prioritaire certaines pathologies, ces dernières ont des tarifs supérieurs à ce qu'elles coûtent réellement en termes de personnel, de matériel, etc. (ces prises en charge sont donc rentables), tandis que d'autres ont des tarifs inférieurs à leur coût (en d'autres termes, le patient coûte plus cher qu'il ne rapporte). Cela a conduit les établissements qui le pouvaient, en particulier les cliniques privées, à se spécialiser sur des prises en charge rentables, laissant les soins non rentables à l'hôpital public, qui a pour mission de soigner tout le monde.

— Mais l'hôpital public est lui aussi entré dans cette spirale, préférant ouvrir ou agrandir des services rentables et réduire le nombre de lits dans les services devenus des fardeaux financiers.

En conséquence, de nombreux hôpitaux publics, obligés de continuer à fournir des soins sous-valorisés et sous-payés, sont dans des situations financières périlleuses, et une course à l'activité s'est mise en place dans les services. Le travail de soins tend à s'industrialiser, comme cela a été dénoncé dans le cas de l'obstétrique, avec l'utilisation de techniques d'accouchement permettant d'accélérer la cadence (épisiotomies, césariennes, ocytocine de synthèse), et les soignants estiment ne pas avoir le temps de bien faire leur travail. L'hôpital s'est donc transformé en usine, en « hôpital-entreprise » devenu « malade de la rentabilité³ ».

Ainsi, si ces méthodes de gestion ont bien eu l'effet attendu sur les dépenses hospitalières, elles dénaturent le rôle de l'hôpital en l'éloignant de sa mission de service public, en oubliant les besoins individuels des patients et en négligeant l'aspect humain du soin.

Le travail de soins tend à s'industrialiser, comme cela a été dénoncé dans le cas de l'obstétrique, avec l'utilisation de techniques d'accouchement permettant d'accélérer la cadence (épisiotomies, césariennes, ocytocine de synthèse), et les soignants estiment ne pas avoir le temps de bien faire leur travail.

UN BON PLACEMENT : LE MÉDICAMENT

S'il est un secteur où la santé est un business particulièrement rentable, c'est bien celui du médicament. L'industrie pharmaceutique affiche tous les ans des niveaux de profits exceptionnels. Le laboratoire pharmaceutique français Sanofi est par exemple l'un des plus gros distributeurs de dividendes en France. En 2017, il a versé 5,66 milliards d'euros à ses actionnaires, ce qui le place juste derrière Total (6 milliards) et devant BNP Paribas (3,37 milliards).

Mais, à vouloir gagner toujours plus, les laboratoires sont conduits à augmenter sans cesse leurs prix, au point que, pour la première fois, en 2014, la France a dû décider de ne pas fournir à tous les patients en ayant besoin un traitement contre l'hépatite C (le Sovaldi du laboratoire Gilead), et ce, pour des raisons financières. Le Sovaldi a été mis en vente à un prix de 56 000 euros le traitement⁴. Entre 2014 et 2016, la Sécurité sociale française a ainsi versé 702 millions d'euros à Gilead.

Le Sovaldi n'est pas un cas isolé. En 2017, la Sécurité sociale a versé des sommes astronomiques à certains laboratoires pharmaceutiques : près de 6 millions d'euros au laboratoire Roche pour ses

3. André Grimaldi, « La base de l'hôpital, ce n'est pas la gestion, c'est le soin », *Silomag*, n° 6, mars 2018.
4. Au 1^{er} janvier 2019, le coût d'un traitement contre l'hépatite C (Sovaldi, Eplusa, Harvoni ou Vosevi) varie de 8 300 euros à 12 300 euros.

anticancéreux, l'Avastin et l'Herceptin, et 3,42 millions à BMS pour l'Opdivo.

MAIS POURQUOI DE TELS PRIX ?

Les laboratoires les justifient par des coûts croissants de recherche et d'innovation, mais, en réalité, c'est la recherche de profits toujours plus élevés, liés à la financiarisation des firmes, qui en constitue l'explication. La financiarisation pousse les firmes à externaliser la recherche. Elle est alors financée par des *business angels* qui exigent une forte rentabilité. Les études et rapports (par exemple, un rapport du Sénat américain⁵) montrent que, dans les faits, les prix sont essentiellement déterminés par le coût d'amortissement des lourdes opérations financières réalisées pour racheter des médicaments en cours de développement. C'est ce qu'illustre l'exemple du Sovaldi : la société Pharmasset qui le développait a été rachetée en 2012 par la firme Gilead pour 11,2 milliards de dollars.

Les prix élevés résultent aussi de ce que les laboratoires estiment être la disposition à payer des systèmes de remboursement. Ceux-ci sont poussés par les patients et associations de patients qui souhaitent bénéficier des médicaments les plus récents supposés plus efficaces. Compte tenu de cette demande sociale d'innovation, les systèmes de remboursement n'ont d'autre choix que d'accepter les prix exigés par les firmes pharmaceutiques.

Comme le marché du médicament est très lucratif et que le besoin de soins est infini, les laboratoires cherchent à l'accroître le plus possible et à stimuler la demande en dépensant toujours plus en marketing. Ils contribuent aussi à inventer de nouvelles maladies en considérant certaines déviations, troubles ou symptômes comme pathologiques et participent à une surmédicalisation (comme cela a été le cas dans la psychiatrie⁶). Le docteur Knock⁷ ne disait pas mieux : « Tout bien portant est un malade qui s'ignore. » Pour l'année 2019, la revue *Prescrire* a établi une liste de 82 médicaments qui, en France, devraient être écartés « pour mieux soigner⁸ ».

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Business angels : personne physique (ou groupe de personnes) qui investit dans le démarrage de projets d'innovation ou le développement de petites entreprises très innovantes (*start-up*). Les *start-up* se trouvent principalement dans les secteurs des biotechnologies ou des

technologies de l'information et de la communication (TIC).

5. Orrin G. Hatch et Ron Wyden, *The Price of Sovaldi and its Impact on the US Health Care System*, Sénat des États-Unis, 2015.

6. Cécile Casanova, « Avez-vous pris votre comprimé ? », *Vacances*, n° 68, 2014.

7. Personnage principal de la pièce de Jules Romain, *Knock ou le triomphe de la médecine* (1923).

8. « Pour mieux soigner : des médicaments à écarter », *Prescrire*, n° 424, février 2019.

Pour éviter de tels comportements des firmes pharmaceutiques, il est essentiel que les pouvoirs publics régulent le marché du médicament. Pour cela, ils doivent se donner les moyens de contrôler les prix des nouvelles molécules pour en permettre l'accès à tous les malades, sans mettre en péril l'équilibre financier des systèmes de remboursement. La captation du financement socialisé de la Sécurité sociale par les firmes pharmaceutiques est inefficace, à la fois *économiquement*, car elle conduit à fragiliser les systèmes de remboursement, *socialement*, car elle détourne le financement socialisé de la santé au profit des actionnaires des firmes pharmaceutiques, et *éthiquement*, car elle privilégie certaines pathologies, les plus rentables. Il est urgent de développer des systèmes alternatifs de recherche et développement, et de renoncer à des logiques capitalistes financiarisées.

La captation du financement socialisé de la Sécurité sociale par les firmes pharmaceutiques est inefficace, à la fois *économiquement*, car elle conduit à fragiliser les systèmes de remboursement, *socialement*, car elle détourne le financement socialisé de la santé au profit des actionnaires des firmes pharmaceutiques, et *éthiquement*, car elle privilégie certaines pathologies, les plus rentables.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les dépenses de santé participent largement à la création de richesses et à l'emploi. La santé représente 4,9 % de la production totale, contribue à 6,2 % de la richesse créée (valeur ajoutée totale) et participe à 5,8 % de l'emploi total. Et, si on l'élargit à toutes les activités directement reliées à l'activité de santé, comme celle des assurances complémentaires, le secteur crée 9,3 % des richesses et participe à 9,9 % de l'emploi total. Pour autant, dans ce secteur existent de nombreux dysfonctionnements générateurs d'inégalités. Les firmes pharmaceutiques et les assureurs complémentaires sont les grands gagnants de la fragilisation de la Sécurité sociale et de la désocialisation d'un nombre croissant de dépenses de santé. Les prix exorbitants des médicaments mettent en péril les systèmes de remboursement au profit des actionnaires des firmes.

La santé est donc un business. Dès que le marché ou plus largement les logiques marchandes se voient conférer trop de place pour organiser le système de santé, les conséquences sont inévitables : rationnement des traitements pour certaines pathologies, dégradation des soins et des conditions de travail à l'hôpital, « reste à charge » plus élevé pour les patients. Plus la santé est un business, et plus les dépenses de santé et les inégalités explosent, comme c'est le cas aux États-Unis. Et cela, sans garantir un niveau de vie meilleur. Si l'on tient à des systèmes de santé efficaces et solidaires, l'économie néoclassique et la libre concurrence n'ont rien à faire dans ce secteur,

n'en déplaie aux économistes et experts qui prônent la libéralisation et la privatisation de la santé.

À LIRE

Philippe Abecassis et Nathalie Coutinet, *Économie du médicament*, La Découverte, Paris, 2018

Philippe Batifoulier, Nicolas Da Silva et Jean-Paul Domin, *Économie de la santé*, Armand Colin, coll. « Cours », Paris, 2018

Mikkel Borch-Jacobsen, *Big Pharma. Une industrie toute-puissante qui joue avec notre santé*, Les Arènes, Paris, 2013

André Grimaldi, « La base de l'hôpital, ce n'est pas la gestion, c'est le soin », *Silomag*, n° 6, mars 2018

Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent, *La Casse du siècle. À propos des réformes de l'hôpital public*, Raisons d'Agir, Paris, 2019

Frédéric Pierru, *Hippocrate malade de ses réformes*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2007

Quentin Ravelli, *La Stratégie de la bactérie*, Le Seuil, Paris, 2015

À VOIR

Jules Romains, *Knock ou le triomphe de la médecine*, 1923

Gilles Perret, *La Sociale*, 2016

POURQUOI JE SUIS PAYÉ QUE ÇA ?

Philippe Boursier et Anaïs Henneguella
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 151 à 162

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-151.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POURQUOI JE SUIS PAYÉ QUE ÇA ?

par **PHILIPPE BOURSIER** (professeur de sciences
économiques et sociales),
et **ANAÏS HENNEGUELLE** (économiste, université Rennes-II),
Remerciements à Geneviève Denès
(professeure de sciences économiques et sociales)

« Les deux vices marquants du monde économique
où nous vivons sont le premier que le plein-emploi n'y est pas assuré,
le second que la répartition de la fortune
et du revenu y est arbitraire et y manque d'équité. »
John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi,
de l'intérêt et de la monnaie*, 1936

En 1930, Henri Ford déclarait que l'écart de salaire acceptable au sein d'une entreprise était de l'ordre de 1 à 40 : en d'autres termes, le patron ne devait pas gagner plus de 40 fois ce que touchait un salarié du bas de l'échelle. Aujourd'hui, on semble bien loin de ces chiffres : François-Henri Pinault, le P.-D.G. du groupe du luxe Kering, a touché en 2018 près de 22 millions d'euros, soit l'équivalent de 1 500 SMIC par mois.

Comment expliquer ces inégalités de salaire ? Comment ont-elles évolué ? Les hauts revenus des P.-D.G. sont-ils économiquement justifiés ? Et pourquoi les femmes sont-elles souvent moins payées que les hommes ? Bref, pourquoi je suis payé que ça ?

LES CHIFFRES (DES INÉGALITÉS) FONT LE GRAND ÉCART

Les inégalités de patrimoine sont encore plus criantes que les inégalités de revenu car elles sont creusées par l'héritage : de génération en génération, certaines familles vont devenir de plus en plus riches... tandis que d'autres vont demeurer dans la pauvreté et ne rien se transmettre de père en fille.

Les **inégalités** économiques peuvent être étudiées soit au niveau du revenu, c'est-à-dire ce que l'on perçoit chaque mois, soit au niveau du **patrimoine**, l'ensemble de ce qu'on possède (maisons, voitures, chevaux de course, tableaux, Rolex, livret d'épargne, etc.). Les inégalités de patrimoine sont encore plus criantes que les inégalités de revenu car elles sont creusées par l'héritage : de génération en génération, certaines familles vont devenir de plus en plus riches... tandis que d'autres vont demeurer dans la pauvreté et ne rien se transmettre de père en fille. En 2018, l'INSEE estimait que les 10 % des Français les plus riches possédaient en moyenne un patrimoine de 1,25 million d'euros et détenaient près de la moitié des richesses du pays ! À l'inverse, le patrimoine moyen des 10 % des Français les plus pauvres se situait autour de 2 000 euros, soit une part du patrimoine total proche de 0 %... Mais, au sein des 10 % les plus favorisés, les écarts de patrimoine sont immenses. La même année, la fortune moyenne des 1 % les plus fortunés s'élevait à 4,1 millions d'euros. Et, parmi eux, celle des ultra-riches était à une tout autre échelle. En 2018, par exemple, le patrimoine professionnel de Bernard Arnault s'élevait à 73,2 milliards d'euros, soit l'équivalent de 4 millions d'années de SMIC. Qui plus est, ces montants vertigineux ne mesurent pas toute l'étendue de la richesse de l'homme le plus riche de France, qui détient aussi une immense fortune privée (propriétés immobilières, œuvres d'art, etc.).

Les **salaires** ne sont qu'une partie des revenus reçus par les ménages : ceux-ci peuvent également percevoir des revenus d'activité en tant qu'**indépendants** ou bien encore des revenus du capital (intérêts, loyers ou dividendes reçus). Ces revenus primaires sont en outre complétés par des prestations sociales et l'accès gratuit

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Inégalité : différence considérée comme injuste, portant sur des avantages ou des désavantages dans l'accès à des ressources socialement valorisées.

Patrimoine brut/net : le patrimoine brut, c'est l'ensemble de ce qu'un agent possède, évalué au prix du

marché. C'est donc l'ensemble de ses avoirs (maisons, voitures, comptes en banque, portefeuille d'actions, bijoux, etc.). Si on soustrait l'ensemble de ses dettes, on obtient la valeur de son patrimoine net (qui peut donc être négative si les dettes sont supérieures aux avoirs).

aux services publics qui atténuent les inégalités. Les **salariés**, qui travaillent pour un employeur privé ou public et perçoivent à ce titre un salaire, contribuent grandement à la création de richesses. En France, en effet, neuf actifs occupés sur dix sont des salariés. On ne parle donc pas ici des revenus des indépendants (médecins, notaires, juristes, chauffeurs Uber...), qui sont minoritaires. Les salariés forment un groupe très hétérogène : il s'agit à la fois des ouvriers de l'usine Ford, des joueurs de football du PSG, des enseignants de l'Éducation nationale, des chauffeurs-livreurs en intérim... Bref, il y a une multitude de contrats de travail associés au salariat, et il ne faut pas penser qu'être salarié revient nécessairement à être stable ou en CDI : les salariés sont touchés par un mouvement général de précarisation du monde du travail, avec la multiplication depuis le début des années 1980 des **emplois atypiques** (CDD, intérim, stages, temps partiels subis, contrats d'apprentissage...). En 2017, en France, plus d'un emploi salarié sur sept était précaire (un sur trois chez les ouvriers). Désormais l'emploi précaire est même devenu majoritaire chez les jeunes actifs de moins de vingt-cinq ans, et particulièrement chez les jeunes femmes peu qualifiées. Il s'étend également rapidement chez les non-salariés, avec l'extension du nombre de travailleurs sous le statut d'autoentrepreneur.

Nombre de salariés sont donc désormais à l'écart de la norme de l'emploi stable et à plein temps. On voit de ce fait apparaître une première difficulté concernant la mesure des inégalités salariales par l'INSEE : faut-il comparer les gens sur leur taux de salaire horaire ou sur leur rémunération annuelle ? Dans le premier cas, on suppose que tout le monde peut travailler la même durée et que seuls les taux de rémunération horaire posent problème, alors que, dans le second, on prend en compte le problème des temps partiels subis et les interruptions de contrat (par exemple, pour les personnes en intérim). Si on prend la première option, on observe qu'en France les 10 % des salariés les mieux rémunérés touchent un salaire net horaire au moins trois fois supérieur au salaire maximum des 10 % les moins bien rémunérés

Salaire : rémunération obtenue dans le cadre d'un contrat de travail lorsqu'on travaille pour une autre personne (l'employeur).

Indépendants : actifs non salariés, donc qui ne travaillent pas pour des employeurs (ils sont « leur propre

patron »). L'ensemble est vaste et réunit par exemple les médecins, les avocats, les artisans ou commerçants, les micro-entrepreneurs, comme les chauffeurs Uber ou les coursiers Deliveroo...

(données 2015). Si on prend la seconde option, ce **rapport interdécile** est alors de 14.

Du reste, les chiffres les plus médiatisés euphémisent bien souvent les inégalités réelles de salaires. Ainsi, quand le journal *Le Figaro* titre : « En France, le salaire mensuel net moyen s'élève à 2 250 euros¹ », il met en avant une donnée qui n'est guère significative et qui peut biaiser la perception de la réalité. Calculée en « équivalent temps plein », cette moyenne majeure sensiblement les salaires effectivement perçus. Qui plus est, la grande majorité des salariés à plein temps gagnent beaucoup moins que le salaire moyen, car celui-ci est tiré vers le haut, notamment par les salaires démesurés perçus par une fraction de P.-D.G. et de cadres dirigeants d'entreprise².

MOINS POUR LA RENTE, PLUS POUR LES SALAIRES ?

D'après les économistes « standard » (c'est-à-dire les économistes libéraux), les inégalités de revenus devraient suivre une courbe en U inversée : c'est la « courbe de Kuznets ». Les inégalités, dans le temps long, devraient d'abord augmenter quand la société s'urbanise et s'industrialise, puis se stabiliser et enfin diminuer. Selon cette approche, les inégalités devraient donc progressivement s'estomper naturellement, « au fil du temps ». Aux États-Unis, par exemple, on constate en effet que les inégalités ont d'abord augmenté entre la fin du XVIII^e et la fin du XIX^e siècle, avant de diminuer jusque dans les années 1970... pour ensuite connaître une nouvelle phase d'augmentation !

En fait, la courbe de Kuznets ne semble pas du tout vérifiée empiriquement. L'économiste Thomas Piketty montre que la diminution des inégalités n'est pas automatiquement liée à la croissance du PIB par habitant. On observe bien une certaine réduction des inégalités de revenus tout au long du XX^e siècle en France ; mais, dans la

1. Salomé Garganne, « En France, le salaire mensuel net moyen s'élève à 2 250 euros », *Le Figaro*, 27 février 2018.

2. Les rémunérations réelles de ces dirigeants sont d'ailleurs souvent opaques car elles agrègent des revenus monétaires et en nature très divers.

Salariés : ceux et celles qui travaillent pour un employeur public ou privé. Les salariés ont un contrat de travail et dépendent de leur employeur, à l'inverse des indépendants.

Emplois atypiques : emplois à temps plein mais précaires (CDD, intérim...), ou emplois à temps partiel contraints.

Rapport interdécile : cet indicateur partage la société française en dix groupes égaux. Le premier décile englobe ainsi les 10 % des personnes

période 1916-1950, celle-ci est d'abord due à la forte érosion du patrimoine des plus riches. Les destructions de biens (immeubles, usines, etc.) au cours des deux guerres mondiales et de la grande crise de 1929 vont ruiner une partie des possédants. L'inflation réduit aussi des fortunes à néant car, de 1914 à 1950, les prix sont multipliés par cent, provoquant l'effondrement du pouvoir d'achat des revenus des rentiers.

L'évolution des inégalités de revenu est irrégulière car elle est surtout déterminée par des rapports de force entre des groupes sociaux. Des années 1960 aux années 1970, les mobilisations du monde du travail ont en effet amélioré le niveau de vie des salariés. Le taux de syndicalisation des salariés, selon les années, était deux à trois fois supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. La pression du mouvement syndical a créé un rapport de force favorable à l'augmentation des salaires. Par exemple, la grève générale en 1968 a engendré une augmentation de 30 % du salaire minimum interprofessionnel garanti (le SMIG, remplacé ensuite par le SMIC) en 1969. Les salaires dans leur ensemble ont augmenté, eux, de 12 % cette année-là. Mais l'augmentation des salaires a alimenté en retour la hausse des prix (9 % en 1969). Que ce soit au niveau de l'offre, avec l'augmentation des coûts de production, ou bien au niveau de la demande, car la progression des salaires incite les ménages à acheter plus et les commerçants à augmenter les prix à payer par le consommateur. Au total, les entreprises ont donc, de la sorte, réussi à récupérer, en partie au moins, leur marge de profit, en faisant payer au consommateur ce qu'elles avaient dû concéder aux salariés.

Durant cette période, il y a eu néanmoins et au final des perdants (les rentiers) et des gagnants (les salariés). Les rentiers ont perdu sur plusieurs tableaux : le taux de profit des entreprises a nettement diminué, réduisant ainsi les revenus du capital ; dans le même temps, la forte inflation, soutenue par la croissance des salaires, a fait baisser le rendement des placements. Symétriquement, la part de la richesse allant au travail, et donc aux salariés, dans la valeur ajoutée a augmenté. De 1952 à 1982, malgré l'inflation, les salaires réels progressent effectivement assez régulièrement car, à cette époque, en France, les salaires

L'évolution des inégalités de revenu est irrégulière car elle est surtout déterminée par des rapports de force entre des groupes sociaux.

les plus pauvres, le deuxième les 10 à 20 % les plus pauvres, le troisième les 20 à 30 % les plus pauvres..., et le dernier décile (le dixième) les 10 % des personnes les plus riches. Classer ainsi la population par ordre croissant de richesse permet alors de faire des comparaisons, la plus connue

et plus utilisée étant la comparaison entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres (le rapport interdécile). Plus ce rapport est grand, plus la répartition des revenus est inégalitaire.

nominaux sont systématiquement indexés sur les prix, c'est-à-dire qu'ils augmentent au moins aussi vite que les prix. Les salariés qui empruntent sur la période pour financer l'achat de leur logement obtiennent de surcroît un gain supplémentaire : le remboursement mensuel de leur prêt immobilier représentant chaque année une part de plus en plus faible de leur salaire nominal qui, tous les ans, est automatiquement gonflé par l'inflation. La baisse de la valeur réelle des remboursements libère ainsi du pouvoir d'achat pour les dépenses « hors logement ».

Conclusion : les inégalités de revenu disponible se sont donc réduites durant la période des Trente Glorieuses, grâce également à l'extension de l'État-providence. Des réformes fiscales d'envergure ont atténué alors les inégalités relatives de revenu au bénéfice des classes moyennes et populaires. L'impôt progressif sur le revenu, qui a été créé dès 1914 pour financer l'effort de guerre, étendu à la transmission des héritages, a permis de redistribuer la valeur issue de la production, tout en limitant la reproduction des fortunes entre les générations. Dans les usines, le compromis « fordiste » a modifié la donne : le travail à la chaîne a intensifié le travail et a généré des gains de productivité qui, sous la pression du mouvement ouvrier, ont servi en partie à augmenter les salaires réels.

Avec l'extension de l'État social, encouragée par les mobilisations du monde du travail, le supplément de richesse créé chaque année a aussi été redistribué sous forme de prestations sociales ou d'accès gratuit aux services publics. Au final, la richesse produite a dès lors profité un peu plus aux salariés, et un peu moins à ceux qui vivent des revenus du capital.

LES *WORKING RICHES* CONTRE-ATTAQUENT

À partir des années 1980, un net retournement s'est produit : après une longue (et lente) période de diminution, les inégalités de revenus, y compris les inégalités salariales, repartent à la hausse... En France, en 2015, selon l'INSEE, les 10 % des salariés les moins bien rémunérés touchent au mieux 1 200 euros nets par mois, alors que les 10 % les mieux payés touchent au moins 3 650 euros nets. Il s'agit d'un calcul réalisé en équivalent temps plein. En termes d'évolution temporelle, sur la vingtaine d'années qui viennent de s'écouler, les 10 % les plus aisés se sont enrichis mais voient désormais leur salaire se stabiliser, tandis que les salaires des 10 % les plus pauvres et des classes populaires ont très peu progressé. L'écart s'est donc creusé : vu sous cet angle, il y a bien eu une progression des inégalités, mais ce n'est pas une « explosion ».

Il faut cependant se méfier des apparences. Les chiffres qui comparent les 10 % les plus aisés aux 10 % les moins aisés masquent en fait une réalité économique fondamentale : plus on s'élève dans la hiérarchie des revenus, et plus c'est inégalitaire. Ainsi, les 1 % les plus riches³ gagnent beaucoup plus que ceux juste en dessous d'eux... et les 0,1 % eux-mêmes infiniment plus que les 1 %. La tranche des « 10 % » mélange donc des gens qui n'ont que le nom de « salariés » en commun : des salariés favorisés, qui gagnent trois fois le SMIC (des enseignants agrégés du secondaire en fin de carrière, par exemple) et des P.-D.G. de grandes entreprises, dont la rémunération peut atteindre plusieurs centaines de SMIC chaque mois. Les sommes stratosphériques captées par les « grands patrons » cumulent un salaire fixe (sans commune mesure avec celui des salariés ordinaires) et leur salaire variable et/ou exceptionnel, auxquels s'ajoutent leur rémunération sous forme d'actions gratuites ou de *stock-options* ainsi que de multiples avantages en nature (voitures, logements de fonction, par exemple). C'est ainsi qu'en 2014 le revenu annuel d'un grand patron en France représente de 600 à 1 120 années de SMIC⁴, et ces chiffres ne prennent pas en compte les compléments de retraite surcomplémentaire, ces « parachutes dorés » attribués aux dirigeants d'entreprise les plus influents.

Ces évolutions n'ont pas été linéaires, mais tendancielle ment les grands patrons ont repris la main depuis une bonne trentaine d'années. Comment cette strate de dirigeants salariés, perçus comme hautement qualifiés, est-elle parvenue au sommet de la richesse ? Là encore, cet enrichissement débridé s'inscrit dans la dynamique des rapports de force entre groupes sociaux au cours de la période. Le recul du mouvement ouvrier traditionnel et du syndicalisme de lutte a modifié le partage de la valeur dans les entreprises et plus généralement dans la société. Les grèves offensives sont devenues plus rares. Au sein des entreprises, le partage de la valeur ajoutée est ainsi devenu de moins en moins favorable aux salariés, tandis que la part des dividendes distribués aux actionnaires a fortement progressé. Et dans la part réduite allouée aux salariés, une fraction de plus en plus importante de la valeur créée par le travail est désormais captée par les dirigeants « salariés » des grandes entreprises, dont les revenus se sont envolés. Ces mêmes grands dirigeants de sociétés tirent également profit de la mondialisation, car leur mobilité internationale leur permet de se « vendre » à l'entreprise la plus offrante et de négocier ainsi leurs salaires à la hausse.

Parallèlement, l'inflexion des rapports de force sociaux a provoqué de multiples reculs de l'État social, reculs que les plus riches ont mis à profit. Au début des années 1980 en France, la priorité des politiques

3. L'INSEE a dressé le portrait des 1 % des ménages les plus riches en France. Pour faire partie des 1 % de « très hauts revenus » en 2015, il fallait gagner au moins 8 850 euros par mois pour une personne seule (ou environ 18 600 euros mensuels pour un couple avec un enfant). Ces très hauts revenus proviennent souvent de l'activité salariée (des cadres des banques ou des assurances, par exemple), mais les professions indépendantes (notamment les professions libérales rémunératrices : médecins, avocats, etc.) sont surreprésentées parmi ces privilégiés. La richesse de cette catégorie est également issue en bonne part du patrimoine financier ou immobilier qu'elle possède et qui lui rapporte : en 2015, ce « 1 % » de la population a capté à lui seul 30 % de l'ensemble des revenus du capital en France.

4. Selon les données 2014 publiées par Proxinvest dans son 17^e rapport, « La rémunération des dirigeants des sociétés du SBF 120 », septembre 2015.

économiques est donnée à la « désinflation compétitive » : il s'agit notamment de réduire l'inflation, en ralentissant les salaires, et de conforter les marges des entreprises. Avec l'augmentation des profits, la valeur des actions et les dividendes distribués progressent. Dans le même temps, la désindexation des salaires sur les prix érode le pouvoir d'achat de la plupart des salariés ; et la neutralisation de l'inflation, dans une fourchette de 1 à 2 % par an, améliore le rendement des placements financiers. Parallèlement, la « libération » des mouvements de capitaux à l'échelle planétaire dope l'activité des sociétés financières et des très hauts salaires de leurs cadres dirigeants. Les capitaux qui traversent les frontières sans contrôle placent alors les systèmes fiscaux des États en concurrence, et exercent une pression à la baisse sur la fiscalité du capital. En France, tendanciellement, les **prélèvements obligatoires** deviennent de moins en moins progressifs : la fiscalité sur le patrimoine des plus riches et sur les revenus financiers s'amenuise, celle supportée par le reste de la population se fait plus lourde. En 2019, par exemple, le « prélèvement forfaitaire unique » sur les revenus financiers (intérêts d'obligation, dividendes, etc.) nivelle le taux d'imposition à 30 %, pour les détenteurs de titres finan-

ciers, alors qu'il pouvait monter jusqu'à 60 % auparavant. Pour Noam Leandri et Louis Maurin, de l'Observatoire des inégalités, cette *flat tax* représente un cadeau fiscal de près de 100 000 euros pour un ménage qui touche 400 000 euros de revenus financiers annuels⁵.

À la différence des rentiers de naguère, les *working richs* d'aujourd'hui ne se contentent pas de gagner de l'argent en dormant grâce à leur patrimoine : ils ont le statut de salariés perçus comme hautement qualifiés, et se sentent ainsi autorisés à mettre leurs rétributions exorbitantes au compte de leur talent ou de leur mérite.

À la différence des rentiers de naguère, les *working richs* d'aujourd'hui ne se contentent pas de gagner de l'argent en dormant grâce à leur patrimoine : ils ont le statut de salariés perçus comme hautement qualifiés, et se sentent ainsi autorisés à mettre leurs rétributions exorbitantes au compte de leur talent ou de leur mérite.

5. Observatoire des inégalités, « Taxation des revenus financiers : un cadeau de 100 000 euros pour les plus riches », 24 septembre 2018.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Prélèvements obligatoires : impôts (directs et indirects) et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques (État, Sécurité sociale et collectivités territoriales) sur les revenus des ménages (impôt sur le revenu, contribution sociale généralisée, par

exemple) et des entreprises (impôt sur les sociétés, par exemple).

« LES P.-D.G. TRAVAILLENT DUR » : LES INÉGALITÉS DÉPENDENT-ELLES DU MÉRITE INDIVIDUEL ?

Selon la théorie économique libérale, le salaire serait un prix d'équilibre : il égaliserait l'offre et la demande de travail. Ainsi, s'il y a beaucoup de chômage (et donc beaucoup d'actifs qui veulent travailler mais qui n'ont pas d'emploi), le salaire devrait baisser pour « équilibrer le marché » en incitant les entreprises à embaucher à un coût moindre. À l'inverse, quand les entreprises ont du mal à pourvoir leurs offres d'emploi, le salaire devrait augmenter. Le salaire dépend ainsi du « segment » du marché du travail dans lequel on se place : il peut y avoir un salaire pour les pilotes d'avion, un pour les femmes de ménage, un pour les enseignants... Chacun d'entre eux dépend de la situation spécifique sur ce marché du travail.

Selon cette théorie, donc, les personnes dotées d'un haut salaire seraient les plus « rares », celles que les entreprises ont du mal à recruter. Il s'agirait aussi des personnes qui ont le plus de « capital humain » (beaucoup de qualifications, d'expérience, des réseaux...). On entend ainsi, très fréquemment, ce discours qui les justifie : les grands patrons ou les traders sont « irremplaçables », ils « sont des bourreaux de travail », ils ont des « compétences exceptionnelles ». Ces propos reposent sur l'idée du mérite individuel : leurs facultés incroyables justifieraient leurs rémunérations élevées et les inégalités qui s'ensuivent.

Existen un grand nombre de contre-arguments à cette théorie et à ses implications politiques. D'abord, on ne peut pas dire qu'un ouvrier, faisant les trois-huit et ayant des horaires et des cadences difficiles à tenir, soit nécessairement moins « productif » ou travaille moins durement qu'un grand patron. La différence entre le grand patron et l'ouvrier, en revanche, c'est que l'un possède l'entreprise, alors que l'autre possède uniquement sa force de travail, qu'il vend au patron. Cette inégalité de départ est cruciale : certaines personnes, par leur richesse initiale (souvent obtenue par héritage), ont pu beaucoup plus facilement accéder à certains postes à responsabilité et aux salaires qui vont avec. Il faut tordre le cou aux idées reçues selon lesquelles les grands patrons ou les millionnaires sont des *self-made-men* : dans la plupart des cas, il s'agit tout simplement d'héritiers de riches lignées,

La théorie économique dominante postule assez naïvement que, sur un marché, celui qui poursuit son intérêt individuel agit pour le bien commun, car il participe activement à l'accroissement des richesses produites par la société...

comme la famille Trump aux États-Unis. En France, les dix plus fortunés de l'Hexagone ne comptent pas moins de six héritiers dans leurs rangs, tels que Françoise Bettencourt-Meyer, la fille unique de Liliane Bettencourt, ou Emmanuel Besnier, président du groupe laitier Lactalis, fondé par son grand-père. Le mérite individuel prend finalement peu de place ici ! Du reste, la notion de « mérite » pourrait également être questionnée. La théorie économique dominante postule assez naïvement que, sur un marché, celui qui poursuit son intérêt individuel agit pour le bien commun, car il participe activement à l'accroissement des richesses produites par la société... Il est pourtant bien improbable qu'un trader tendu sur ses impératifs de résultats et de carrière puisse apporter plus de bien-être à la société que les personnes altruistes qui se dépensent, elles, sans compter (aides-soignantes, infirmières, pompiers, enseignants, etc.).

POURQUOI JE SUIS PAYÉE QUE ÇA ?

D'après le ministère du Travail, les hommes salariés gagnent en moyenne 33 % de plus que les femmes : leur rémunération annuelle nette moyenne est d'environ 20 000 euros, contre 15 000 pour les femmes (données 2015). Ce chiffre est impressionnant, mais il ne faut pas le confondre avec une **discrimination** pure envers les femmes. En effet, une partie de cet écart peut s'expliquer par les différences observables entre hommes et femmes salariés.

Par exemple, les femmes sont cinq fois plus souvent à temps partiel que les hommes. Dans la majorité des cas (80 %), ce temps partiel est subi : c'est par exemple la situation classique des caissières de supermarché, pour lesquelles Auchan ou Carrefour n'offrent que des contrats à temps partiel, afin de s'ajuster au mieux au flux des clients. Si l'on fait la même comparaison cette fois-ci en « équivalent temps plein » (ETP), alors les femmes gagnent 18,5 % de moins que les hommes

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Discrimination : traitement défavorable, subi par un individu, lié à une de ses caractéristiques réelles ou supposées (sociale, ethnique, sexuelle, religieuse, physique ou psychique...)

(dit autrement : les hommes perçoivent donc en moyenne et en ETP un salaire supérieur de 22,8 % à celui des femmes).

Existent aussi des différences entre hommes et femmes concernant le niveau du poste occupé. Les femmes sont moins souvent cadres ou managers que les hommes en raison du « plafond de verre » : elles occupent plus souvent des fonctions du « bas de l'échelle » dans les entreprises ou les administrations. Les femmes représentent par exemple près des deux tiers des agents de la fonction publique, mais seulement un tiers du centile le mieux payé (le « 1 % » le mieux rémunéré).

Elles sont aussi dans des secteurs différents de ceux des hommes, par exemple dans les métiers relevant du domaine sanitaire et social, souvent moins rémunérateurs, alors que les métiers de l'ingénierie sont plus masculins. Si l'on compare les salariés non seulement à temps complet, mais aussi à postes et dans des secteurs équivalents, les femmes gagnent « seulement » 10 % de moins que les hommes.

Ce chiffre de 10 % pourrait sembler énigmatique car il ne s'explique pas par des différences observables entre hommes et femmes en matière de qualifications (les femmes sont d'ailleurs aujourd'hui plus diplômées que les hommes en moyenne), ou en matière de temps de travail ou de secteur d'activité. Il s'agit donc d'une discrimination pure envers les femmes, qui relève plus directement de la domination masculine que les mécanismes inégalitaires que nous avons décrits. De fait, les inégalités de salaire dans leur ensemble entre les hommes et les femmes relèvent de la domination genrée, quand bien même les liens avec celle-ci seraient indirects et implicites. La division sexuée du travail domestique, par exemple, exerce une pression à la baisse sur les revenus des salariées, car l'inégalité à la maison contraint souvent les femmes à « choisir » le travail à temps partiel ou à suspendre leur activité professionnelle ; la même inégalité des emplois du temps domestiques rend plus difficile leur accès aux heures supplémentaires, accroît leur charge mentale et émotionnelle, et peut limiter leurs possibilités de promotion salariale, *a fortiori* dans un contexte professionnel où les connivences masculines au sein de l'encadrement jouent à plein.

De fait, les inégalités de salaire dans leur ensemble entre les hommes et les femmes relèvent de la domination genrée, quand bien même les liens avec celle-ci seraient indirects et implicites.

MORALE DE L'HISTOIRE

Finalement, les inégalités de salaires, comme plus largement les inégalités de revenus et de patrimoine, sont liées à la reproduction des positions sociales : les héritiers parviennent à décrocher de très bonnes positions, et donc de très bonnes rémunérations, quand d'autres, moins dotés en capital économique et culturel, doivent se cantonner au bas de l'échelle des revenus et des patrimoines. Ces inégalités s'inscrivent dans des rapports de force entre des groupes sociaux en conflit, notamment autour du partage des richesses économiques disponibles. La séquence historique, qui s'est ouverte au début des années 1980, se caractérise par une progression de la part des richesses captée par ceux qui cumulent les revenus d'activité les plus élevés, et accumulent de plus en plus de capital (financier ou immobilier), au détriment de la part revenant au monde du travail. Ces groupes dominants, notamment parmi les dirigeants salariés des grandes entreprises, sont prédisposés à naturaliser les inégalités et à se convaincre qu'ils « méritent » ce dont en réalité ils « héritent ».

À LIRE

Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Syros-La Découverte, coll. « Alternatives économiques », Paris, 1999

Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Le Système des inégalités*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2008

Oxfam, *Réforme fiscale : les pauvres en paient l'impôt cassé*, septembre 2017

Oxfam, *Les Inégalités : terreau de la colère des Gilets jaunes*, décembre 2018

Thomas Piketty, *Les Hauts Revenus au xx^e siècle. Inégalités et redistribution 1901-1988*, Points, Paris, 2016

Thomas Piketty, *L'Économie des inégalités*, La Découverte, coll. « Repères », 2015

Ministère du Travail, « Ségrégation professionnelle et écarts de salaires femmes-hommes », *DARES Analyses*, novembre 2015

À VOIR

Charles Ferguson, *Inside Jobs*, 2010 (sur la crise des *subprimes* et les mécanismes à l'origine de sa formation)

France TV Éducation, « Les grands patrons sont-ils trop payés ? », 2017

#Datagueule, « Inégalité des sexes : liberté, égalité, adelphité », n° 71, 2017

BIEN FAIRE SON TRAVAIL OU BIEN SE FAIRE ÉVALUER ?

Jean-Loup Rougery et Mariana Stelko
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 163 à 170

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-163.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

BIEN FAIRE SON TRAVAIL OU BIEN SE FAIRE ÉVALUER ?

par JEAN-LOUP ROUGERY (professeur en sciences économiques et sociales)
et MARIANA STELKO (sociologue, université du Mans)
Remerciements à Hélène d'Arcinelli (cadre administratif)

« Qui aurait pu imaginer un seul instant qu'un ouvrier aille, durant les Trente Glorieuses, tout seul dans le bureau de son chef, sans être accompagné par un représentant du personnel, un délégué syndical ou des collègues, pour se voir définir des objectifs individuels (assiduité, disponibilité, qualité de la coopération avec les collègues, attention aux ordres, implication, augmentation de la productivité...) ? »

Danièle Linhart, *La Comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la surhumanisation managériale*, 2015

Être évalué dans son travail ne surprend plus aucun salarié, qu'il exerce dans une entreprise publique ou privée. Pourtant, l'évaluation professionnelle n'a pas toujours existé : c'est un outil de contrôle des salariés élaboré aux États-Unis dans les années 1970, pour accroître la compétitivité des entreprises. L'évaluation s'est ensuite développée en Europe, à partir des années 1980-1990. Elle a d'abord concerné les cadres des grandes entreprises, notamment dans la banque et l'assurance, avant de s'élargir aux métiers d'exécution, puis aux moyennes et aux petites entreprises. Aujourd'hui, plus de 80 % des entreprises françaises y ont recours, alors qu'aucune obligation légale ne les y contraint, à l'exception de quelques conventions collectives¹. Et, dans les trois versants de la fonction publique (hospitalière, territoriale et d'État), l'évaluation a remplacé la « notation² », depuis une loi d'août 2009. Mais à quoi servent les évaluations ?

1. L'évaluation du salarié ne constitue pas une obligation inscrite dans un texte impératif mais résulte de la jurisprudence qui s'est peu à peu ébauchée. Ainsi, pendant l'exécution du contrat de travail, l'employeur ne sera légitime à notifier au salarié son mécontentement quant à l'exécution par lui de ses fonctions qu'en étant capable de prouver que cette décision est la conséquence d'une évaluation objective de ses compétences professionnelles.

Pareillement, le licenciement pour insuffisance professionnelle est désormais de façon quasi systématique jugé sans cause réelle ni sérieuse par un conseil de prud'hommes si l'employeur n'est pas à même de démontrer que cette rupture de contrat de travail repose sur une évaluation objective du salarié.

2. Mise en place en 1946, la méthode de la notation était annuelle. Elle consistait, pour l'autorité, à donner

IL FAUT QUE TOUT CHANGE POUR QUE RIEN NE CHANGE

L'évaluation professionnelle est maintenant exécutée comme une routine. Souvent dématérialisée, elle se déroule en trois étapes pour le salarié : 1. réception d'un e-mail de votre « manager » direct, votre « N + 1 », vous annonçant la date de convocation à l'entretien annuel, au moins deux semaines avant le jour J ; 2. l'entretien, qui consiste à répondre aux questions de votre N + 1, lequel complète un formulaire – que l'on pourrait retrouver exactement dans les mêmes termes partout ailleurs (« faits marquants de l'année écoulée », « atteinte des objectifs fixés », « savoir-être » pour exercer cette fonction : « leadership », « autonomie », etc.) ; 3. il vous faut, enfin, explicitement accepter le résultat de l'entretien, signer cette acceptation. En cas de désaccord, une procédure est prévue.

L'ordre des positions dans l'entreprise se trouve réaffirmé, reconsolidé, doté d'une force neuve et d'un crédit renouvelés.

L'évaluation n'est donc pas sans « fonctionnalité ». Non pas qu'elle aide à travailler mieux, dans la quasi-totalité des situations. En revanche, à chaque entretien, l'ordre des positions dans l'entreprise se trouve réaffirmé, reconsolidé, doté d'une force neuve et d'un crédit renouvelés. Qu'elle se déroule de façon « bonhomme », « paternaliste » ou « agressive », l'évaluation vaut, en tout cas, réattestation de la puissance hiérarchique et réattestation, par l'évalué, d'une acceptation obligée de son rang : elle est rite de séparation et de subordination, mise en scène et mise en spectacle, reproduction des classements « légitimes » et des « autorisés à classer » ou déclasser, des « autorisés » à admonester ou à railler. Elle aménage et routinise une sorte de peur diffuse, qui aide les managers à manager, avec des pouvoirs de rétorsion institués.

Elle participe aussi, bien sûr, à l'individualisation des relations professionnelles et concourt à la dislocation des collectifs de travail. Quand bien même plus de 80 % du travail que nous effectuons sont des tâches collectives, réalisées avec et grâce à d'autres. Alors, comment prétendre estimer individuellement et départager de façon non arbitraire le travail effectué, s'il est, dans la quasi-totalité des cas, forcément conçu et réalisé collectivement ?

Mais il est certains cas où le dispositif va plus loin et encourage également la surveillance de tous par tous ; bref, une forme de défiance organisée et croisée entre collègues, qui avive la concurrence entre eux. Depuis les années 2010, des entreprises détonnent à cet égard : fini, l'entretien annuel d'évaluation, les modalités d'évaluation sont devenues bien pires !

au fonctionnaire une note chiffrée allant de 0 à 20, et à faire des observations sur les vœux exprimés par l'intéressé (mobilité, etc.). La notation servait essentiellement à apprécier la manière de servir de l'agent, laquelle fondait les propositions d'avancement (échelon, grade, promotion interne).

Netflix, par exemple, a institué un système d'évaluation à 360 degrés, où chaque salarié évalue fréquemment ses pairs, ses supérieurs et ses subordonnés. Il doit répondre à des questions simples, permettant d'identifier ce que ses collègues doivent continuer à effectuer, arrêter ou commencer. L'anonymat est interdit.

L'entreprise Adobe, qui édite des logiciels graphiques, a développé un système baptisé « Check In », qui oblige les managers à évaluer les salariés toutes les huit semaines minimum.

Si vous êtes salarié chez Deloitte (une des plus grandes entreprises d'audit et de conseil mondiales), vous êtes évalué(e) à la fin de chaque projet. Votre « manager » doit répondre à cinq questions directes, selon une échelle de 1 à 5, qui sont censées l'obliger à se demander comment utiliser vos compétences au mieux (au plus profitable).

Entreprise de développement Web, Web-atrío pratique les bilans professionnels entre collègues. Ce sont généralement les chefs de projet, âgés de trente-cinq à quarante ans en moyenne, et formés à cette procédure, qui font passer des bilans individuels aux 80 salariés de l'entreprise. L'échange a lieu dans un café, ou lors d'un déjeuner.

Société d'équipements industriels et de bureau, Manutan a, de même, remis à plat le système d'évaluation de ses salariés. Elle utilise une application qui permet de donner et de recevoir des retours d'expérience en continu entre manager et salarié : à la suite d'une réunion, par exemple, le premier peut directement évaluer le « collaborateur », pour sa prise de parole en public notamment.

Conglomérat américain spécialisé dans l'énergie et le transport, General Electric est, lui aussi, passé à un système de notation permanente, *via* une application mobile.

Beaucoup d'entreprises, d'ailleurs, ont maintenant adopté ces outils technologiques. Des logiciels de gestion des compétences et des applications offrent d'« échanger » en permanence entre collaborateurs, managers et DRH. Ces logiciels et « applis » se sont multipliés sur le marché : ils permettent de livrer votre humeur du jour, ou encore de juger de manière instantanée vos « progressions professionnelles ».

L'évaluation, rendue ainsi permanente, renforcée, omniprésente, fonctionne comme surveillance et autosurveillance presque totale. Elle force aussi les salariés à devancer le bien-être et les *desiderata* de leur « N + 1 », et à le redouter sans répit.

LA « COMPÉTENCE », NOUVEAU GAIN DE PRODUCTIVITÉ

L'évaluation du travail est une affaire vieille comme le salariat. Car, certes, le contrat de travail détermine pour l'essentiel le poste, le temps de travail et la rémunération équivalente à la mobilisation de ce temps. Mais, ce qui n'est pas défini, et qui a toujours fait l'objet d'une tension entre les entreprises et les salariés, c'est la manière dont ce temps est utilisé : *comment le salarié travaille*, de la façon la plus efficace possible (selon des indicateurs de profits), et en consommant le moins de moyens possible.

Jusqu'aux années 1980, les syndicats restaient puissants, de sorte qu'existait un certain « accordement » dans beaucoup d'entreprises : le respect des grilles de qualification et du contenu des fiches de poste suffisait à établir et à évaluer, *a priori*, la qualité de la production.

Qui plus est, avec l'organisation scientifique du travail, dans l'entreprise dite « fordienne », le salarié n'avait pas à se poser la question du « comment faire » : tout, à son poste de travail, était défini, cadré, normé, rationalisé. Il s'agissait pour lui d'exécuter des tâches selon la manière prescrite. Et, en échange de cette subordination respectée, un minimum de sécurité lui était assurée, dans le cadre conventionnel de grilles de qualification, ou grilles Parodi (du nom des accords mis en place après guerre). Elles établissaient un niveau de rémunération et une progression interne à l'entreprise, à partir de deux types de variables : d'une part, les capacités individuelles repérables (acquis irréversibles identifiés par le diplôme et l'ancienneté) et, d'autre part, le poste (détaillant exhaustivement les tâches attendues).

On le sait, depuis trente, trente-cinq ans, sous l'effet de l'accélération des innovations technologiques, de la tertiarisation de l'économie, de la diversification de la demande, de la concurrence mondialisée accrue, ce modèle fordien de l'entreprise a été de plus en plus disqualifié, inadapté désormais pour garantir des gains de productivité (et des gains financiers) aux entreprises soucieuses d'en accumuler toujours davantage...

La recherche de nouveaux « gisements » de compétitivité les a conduits à considérer la gestion des « compétences » des salariés (et l'intensification de leur travail) comme levier nouveau, désormais essentiel, « levier miracle », pour optimiser les taux de profit. Des formes neuves de mobilisation de la main-d'œuvre sont devenues de nouveaux « atouts concurrentiels » : le management par objectifs et la gestion des « compétences clés » ont été chargés de stimuler, *booster*, pousser au

maximum la « performance individuelle » des « ressources humaines » (incitations financières ou gratifications symboliques à la clé).

Alors que l'entreprise avait historiquement un rôle de prescripteur auprès de ses salariés, bien décrit dans les profils ou fiches de postes, nous sommes passés d'un « voilà ce que vous devez faire » à un « voilà ce que vous devez atteindre ». Formulée à partir des années 1960, la trilogie « savoir-être, savoir-faire, savoirs » souligne bien l'importance, imposée dès lors comme fondamentale, des « capacités comportementales » dans l'exercice du travail : l'attitude, le comportement au travail deviennent un indicateur des « compétences » du salarié. C'est dans ce cadre-là que les entretiens annuels d'évaluation sont devenus des recettes de management, mais aussi que s'est développée la rémunération individualisée variable.

Cette évaluation a d'abord eu pour objectif de faire apparaître les écarts entre les « compétences » actuelles des salariés et les exigences anticipées concernant leurs activités ; des exigences directement déterminées par la stratégie de l'entreprise. Une fois ces écarts établis, sera attendu du salarié un ajustement individuel, qui peut être « accompagné » par de la formation, du « coaching », ou se conclure par une « mobilité professionnelle » si l'écart est jugé trop important.

En la matière, certaines entreprises ont poussé les critères d'évaluation extrêmement loin, au point d'être condamnées par la justice. En 2008, le tribunal de Nanterre a ainsi déclaré illicite l'outil d'évaluation de la société d'édition professionnelle Wolters Kluwer France, qui notait trois comportements au travail. Le focus client : « Prend toujours en compte les tendances et les évolutions du marché ainsi que les projections futures » ; l'innovation : « A une pensée originale » ; et la responsabilité : « Gère activement la chaîne d'interdépendance, en acceptant les responsabilités de son rôle au sein de cette chaîne ». Ces critères extrêmement complexes et difficilement quantifiables entraient pour 50 % dans la notation finale du salarié.

De l'autre côté de la table, pour le salarié, il s'agit de montrer qu'il a fait la preuve, dans son travail, de « compétences » qui lui sont propres, et qu'elles correspondent à celles requises par son emploi. Contraint de se muer en petit entrepreneur de lui-même, il est placé dans une situation où il doit faire valoir son potentiel, bref savoir « se bien vendre », vendre son utilité et sa rareté : sa « compétence » tient à savoir afficher son aptitude à accompagner les orientations futures du travail imposé.

Les évaluations, se généralisant, sont devenues, sous de multiples angles, de puissants dispositifs de contrôle et de « docilisation » des salariés.

Premièrement : elles portent sur un ensemble de critères comportementaux, de valeurs, de conduites, relevant du domaine de la vie privée (empathie, bienveillance, capacité d'écoute, etc.).

Deuxièmement : l'estimation que chacun peut avoir de ses compétences est diminuée, voire empêchée. Finalement, seule va compter la manière dont vos « compétences » sont perçues par vos évaluateurs, à partir d'outils, de questions, etc., d'autant plus irréfutables et légitimes qu'ils sont produits par l'organisation qui vous emploie et qu'ils sont utilisés dans beaucoup d'entreprises privées ou publiques. La définition de votre valeur au travail est ainsi aliénée, au sens latin du terme, repris par Marx : d'autres vous définissent, et non seulement le travail que vous réalisez, mais surtout « quelle personne vous êtes » au travail (si ce n'est hors travail).

**S'ensuivent des remises en cause de soi qui sembleraient
en cause de soi qui sembleraient
ubuesques si elles n'étaient pas
souffrances.** S'ensuivent des remises en cause de soi qui sembleraient
ubuesques si elles n'étaient pas souffrances. « Est-ce que j'ai fait preuve cette année de leadership, d'assertivité ? C'est quoi, être un leader, quand on est agent d'accueil ou gestionnaire administratif ? Est-ce que mon comportement, à chaque instant, a pu le démontrer ; est-ce que les autres salariés, mon manager, les autres dirigeants m'ont perçu comme un leader ? Qu'est-ce que je vaudrais, et comment en être sûr ? »

Dans ces organisations du travail dominées par la « gestion par les compétences », la relation salarié-organisation s'est considérablement individualisée. Euphémisée sous la forme du « dialogue », la domination y est faussement douce et objectivement renforcée : elle est plus continue qu'auparavant et beaucoup plus diffuse ; elle repose sur des normes de comportement que les salariés sont sommés d'intérioriser.

Dans cette banque de financement et de services financiers, le manager et le salarié remplissent une grille de 12 pages. Plus la responsabilité du salarié est élevée, plus les objectifs chiffrés sont larges, portant sur l'ensemble de l'activité de la banque. À ces critères quantitatifs s'ajoutent, pour les managers, des critères dits qualitatifs. Dans le chapitre consacré à la « culture de l'excellence », les évaluateurs doivent apprécier le comportement du salarié. S'est-il « montré exigeant vis-à-vis de lui-même et de son équipe », a-t-il fait « preuve de responsabilité dans l'atteinte de ces objectifs et la création de valeur », a-t-il « recherché et mis en œuvre des solutions conformes aux objectifs de l'entreprise » ? Pour chacune de ces questions, les évaluateurs sont invités à rédiger un avis, voire à cocher, si nécessaire, la case « à développer ».

SOUFFRANCES AU TRAVAIL

Les instants d'« avant » et d'« après » de ces entretiens d'évaluation professionnelle sont des moments de stress pour les salariés.

La Cour de cassation a d'ailleurs établi un lien entre l'évaluation des salariés et les risques psychosociaux, en classant, parmi les maladies professionnelles, une dépression nerveuse survenue quelques jours après un entretien annuel : le salarié avait appris que son travail ne donnait pas satisfaction et qu'il allait être rétrogradé. Quatre ans plus tard, la haute juridiction a imposé, avant toute évaluation, la consultation des instances représentatives du personnel (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail – CHSCT). Car, selon elle, les modalités et les enjeux de l'entretien annuel d'évaluation sont « manifestement de nature à générer une pression psychologique ».

Et pour cause ! La révolution technologique a souvent transformé l'évaluation en une gigantesque machine à mesurer l'activité des salariés suivant des critères étroitement comptables. L'informatique permet de tout chiffrer : le temps passé au téléphone avec un client, le pourcentage de progression du chiffre d'affaires, la quantité de marchandises stockées sur un site, le nombre d'opérations réalisées à l'heure, voire à la minute. Dans le service d'accueil d'une caisse primaire d'assurance maladie, les employés doivent ainsi traiter 80 % des appels en moins de cent quatre-vingts secondes.

À Pôle Emploi, le temps imparti pour les rendez-vous avec les chômeurs ne cesse de diminuer, et les conseillers font part de leur désarroi face à l'impossibilité de bien discuter avec les demandeurs d'emploi sur leur avenir professionnel pendant les vingt minutes prescrites. Cette durée est établie par la direction et contrôlée par une plateforme informatique, qui empêche tout détournement. Certains conseillers à l'emploi détournaient la règle, en prévoyant les rendez-vous avant leur pause-déjeuner afin de pouvoir rester plus de temps, mais désormais le système informatique ne permet plus ce contournement. Et, maintenant, la direction de Pôle Emploi achète des formations aux sociétés privées, sans rapport avec les besoins des demandeurs d'emploi, et « invite » les conseillers à l'emploi à y inscrire les chômeurs, même si les formations ne correspondent pas à leurs projets professionnels. Mais, de la sorte, le travail va vite. Les conseillers sont évalués sur le nombre de formations préachetées qu'ils ont placées.

Cette frénésie comptable et la fixation d'objectifs bien souvent inatteignables mènent à des absurdités. Certains salariés hésitent ainsi à abandonner un projet, même s'il est nuisible à l'entreprise, car ils

craignent de faire baisser les statistiques des « dossiers aboutis ». D'autres se focalisent uniquement sur la partie mesurable de leur activité – nombre de dossiers traités dans la journée, délais maximaux de dépannage, durée de l'échange téléphonique avec un client..., comme un lycéen qui révise uniquement les matières à fort coefficient pour son baccalauréat.

De très nombreuses dimensions, dans le travail, sont difficiles à mettre en mots, et plus encore en chiffres.

Or, de très nombreuses dimensions, dans le travail, sont difficiles à mettre en mots, et plus encore en chiffres : la connaissance intime du métier, qui va permettre d'inventer des solutions originales et de qualité en les bricolant, les savoir-faire et les ficelles que l'on apprend avec l'expérience et qui font que l'activité se passe bien, mais aussi le plaisir à l'idée de bien faire. Pour une infirmière, ce n'est pas seulement le nombre de patients suivis par jour qui compte : c'est aussi la qualité des soins et l'attention portée au malade. Les évaluations chiffrées donnent l'illusion de l'objectivité, mais ce qui faisait la valeur, le sens, parfois la vocation du métier ne compte plus. Lequel devient mission impossible.

MORALE DE L'HISTOIRE

Dans l'ancien monde tayloriste, l'entreprise exerçait une contrainte puissante sur les corps, notamment dans le secteur industriel, mais elle se moquait de savoir ce que les ouvriers avaient dans la tête. Avec la révolution managériale, le schéma est différent : l'entreprise enrégimente maintenant l'imaginaire des salariés. Ils doivent s'identifier à ses objectifs et adhérer à ses valeurs. L'entreprise ne se contente pas de mesurer en permanence ce que vous faites : elle évalue aussi ce que vous êtes, selon des critères souvent bien éloignés de ce que suppose votre métier. Et qu'importent les façons d'exercer bien son travail, l'essentiel devient de satisfaire aux critères artificiels des évaluations.

À LIRE

Christophe Desjours, *L'Évaluation à l'épreuve du réel. Critiques des fondements de l'évaluation*, Éditions INRA, Paris, 2003

Angélique del Rey, *La Tyrannie de l'évaluation*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2013

Danièle Linhart, *Travailler sans les autres ?*, Le Seuil, Paris, 2009

Danièle Linhart, *La Comédie humaine du travail. De la déshumanisation taylorienne à la surhumanisation managériale*, Érès, Paris, 2015

Bénédicte Vidaillet, *Évaluez-moi ! Évaluation au travail : les ressorts d'une fascination*, Le Seuil, Paris, 2013

LA « DETTE » PUBLIQUE, CONTRAINTE INCONTOURNABLE ?

Bruno Tinel

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 171 à 179

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-171.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA « DETTE » PUBLIQUE, CONTRAINTE INCONTOURNABLE ?

par **BRUNO TINEL**, (économiste, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne)

Remerciements à **Pascal Binet** (professeur de sciences économiques et sociales)

« Depuis les années 1980, on vit avec l'idée que dépenser plus qu'on ne gagne, ce n'est pas grave ! [...] Nous avons de plus en plus de difficultés à financer notre dette ! C'est le pays tout entier qui est menacé par la dette, il faut se désintoxiquer de la dette, c'est une urgence absolue, ça doit guider toutes les politiques. »

Jean-Michel Apathie, RTL, 18 juin 2014

Si la dette publique fait régulièrement les gros titres, c'est pratiquement toujours parce qu'on considère qu'elle est trop élevée. Ceux qui en parlent prévoient des catastrophes qui s'abattront sur la communauté nationale si le gouvernement ne travaille pas rapidement à la réduire. Comme la dette vient de l'accumulation des déficits, ceux pour qui nous votons devraient avoir pour objectif premier de diminuer les dépenses de l'État afin de réduire ces déficits, sans se soucier des conséquences sur les populations, jugées moins graves que cette accumulation de dette. Par conséquent, réduire la dépense publique est devenu le seul objectif de la construction du budget de l'État. Cet impératif, répété en boucle depuis des dizaines d'années, provoque la mise en œuvre de politiques de « rigueur » (ou « d'austérité », ou de « consolidation budgétaire », ou de « désendettement »). Ces politiques de réduction

Dette publique : stock constitué par l'ensemble des dettes cumulées de l'État, qui a dû emprunter pour financer les déficits budgétaires ou pour ses besoins de trésorerie.

les comptes des finances publiques par la diminution des dépenses publiques et/ou la hausse des impôts.

Rigueur (austérité) : ces deux termes désignent une volonté de rééquilibrer

de la dette publique sont-elles utiles, possibles, efficaces, et donc justifiées ?

L'ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE

DÉFINITIONS ET NORMES EUROPÉENNES

On parle de **déficit public** lorsque les recettes de l'État sont inférieures à ses dépenses. Cette différence entre les recettes et les dépenses s'exprime en unités monétaires (euro, dollar, yen, livre sterling, etc.) mais, pour pouvoir comparer des pays dont le niveau de recettes et de dépenses est très différent selon leur taille et leur population, on le compare à leur produit intérieur brut (PIB). En Europe, depuis le début des années 1990, s'est imposée la norme selon laquelle le déficit ne doit pas dépasser 3 % du PIB. Depuis janvier 2013, un nouveau traité européen affirme dans son « pacte budgétaire » la nécessité de l'équilibre budgétaire, à travers l'idée que le déficit dit « structurel » d'un pays, c'est-à-dire son déficit public corrigé du cycle conjoncturel, ne doit pas dépasser 0,5 % de son PIB : c'est ce qu'on appelle la « règle d'or », qui montre bien le caractère symbolique de cet impératif d'avoir systématiquement des dépenses de l'État égales à ses recettes. Le déficit public est donc considéré comme une chose néfaste qu'il convient de limiter autant que possible. Nous allons montrer que cette idée doit être remise en cause.

La dette publique est la somme des déficits publics accumulés au fil des années. Il s'agit également d'unités monétaires mais, pour les mêmes raisons que pour le déficit, on la compare au PIB de chaque pays, on parle alors du *ratio* de dette publique. Les institutions européennes affirment que les pays membres ne doivent pas avoir une dette supérieure à 60 % de leur PIB.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Déficit public (ou déficit budgétaire) : situation dans laquelle les dépenses de l'État excèdent les recettes.

État : au sens économique, ensemble des administrations publiques centrales (qui dépendent des

ministères), locales (dirigées par les collectivités territoriales) et des organismes de Sécurité sociale.

OÙ SE SITUE LA FRANCE PAR RAPPORT À SES PARTENAIRES ?

En 2018, les 28 pays européens avaient en moyenne une dette publique représentant 80 % de leur PIB. Pour la zone euro, ce chiffre atteignait 85 %. Certains pays se situent à des niveaux bas, comme l'Estonie à 8,4 % ou la Bulgarie à 22,6 %. La France se situe au-dessus de la moyenne européenne avec un ratio de 98,4 %, tout comme l'Espagne (97,1 %) ou l'Italie (132,2 %). Alors que le Royaume-Uni est proche de la moyenne avec 86,8 %, l'Allemagne est le seul grand pays au sein de l'UE à se situer en 2019 en dessous de cette moyenne, avec 60,9 %. Les États-Unis atteignent pour leur part un ratio de 107,3 %, tandis que le Japon est à 235,2 %.

Depuis la crise financière de 2007-2008 et la violente récession de 2009, les ratios de dette publique ont globalement augmenté dans l'ensemble de ces pays. Par exemple, le ratio de dette publique de l'UE qui était de 57,5 % en 2007 a bondi à 85,3 % en 2012. Mais, durant les trente ans qui ont précédé 2008, les pays capitalistes avancés ont également connu une tendance à la hausse de leur dette publique en proportion du PIB, alors que les trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale avaient au contraire donné lieu à des baisses généralisées. Cela fait donc une quarantaine d'années que les dettes publiques de ces pays augmentent plus rapidement que leur PIB. La dette publique de la France est relativement élevée, sans être pour autant exceptionnelle par rapport aux autres économies et par rapport à ce qu'elle a déjà connu aux XIX^e et XX^e siècles.

AUX ORIGINES DE LA DETTE PUBLIQUE

Comment expliquer que la dette puisse augmenter sur plusieurs dizaines d'années ? Les dépenses publiques sont-elles seules en cause ? Deux éléments principaux interviennent : l'importance de la dette publique passée et le niveau du déficit public présent.

L'importance de la dette publique passée dépend en particulier de l'écart entre le taux d'intérêt, autrement dit ce que coûte la dette publique à l'État, et le taux de croissance, c'est-à-dire la vitesse à laquelle la production augmente. Plus le taux de croissance est élevé, moins la dette passée pèse lourd, puisqu'elle représente une part de moins en moins importante du PIB. Inversement, plus le taux d'intérêt est élevé, plus la dette passée coûte cher à l'État. Durant les années 1980 jusqu'au milieu des années 1990, l'ensemble des pays riches ont fait face à la fois à un ralentissement de leur croissance et à une hausse des

taux d'intérêt. Les taux d'intérêt sont devenus supérieurs aux taux de croissance, ce qui a provoqué une hausse du poids des dettes passées. Comme ces pays partageaient à la fin des années 1970 d'un niveau de dette publique assez faible, cet « effet boule de neige » (de hausse auto-entretenu du poids de la dette passée due à des taux d'intérêt supérieurs aux taux de croissance) a pu être supporté assez facilement par les budgets publics des pays concernés. Dans le cas de la France, l'effet boule de neige explique entre un tiers et la moitié de la hausse de la part de la dette publique dans le PIB de 1980 à 2008. La hausse mondiale des taux d'intérêt a fait suite au changement de politique monétaire aux États-Unis, en 1979, en vue de combattre l'inflation. Ce qui fut fait avec succès mais au prix d'un ralentissement de la croissance dans l'ensemble de ces pays (et d'une hausse du chômage) et d'une hausse des dettes publiques. Le ralentissement de la croissance a, lui, été causé par le ralentissement des investissements des entreprises et des États. La hausse des taux d'intérêt a en effet rendu plus coûteux les emprunts nécessaires à l'achat de biens de production pour les entreprises et à la construction d'infrastructures par les États. On voit ainsi que les trajectoires longues des dettes publiques s'inscrivent dans les trajectoires macroéconomiques des pays. Les décisions de politique économique influent sur le rythme de l'activité, ce qui, en retour, vient modifier les équilibres budgétaires, et donc le niveau de la dette.

Examinons à présent l'importance du déficit public primaire (c'est-à-dire hors charges de la dette) en pourcentage du PIB. Le déficit public apparaît quand les dépenses publiques sont supérieures aux recettes publiques. Pour l'essentiel, celles-ci sont composées des recettes fiscales et sociales, c'est-à-dire des prélèvements obligatoires sous forme d'impôts et de cotisations sociales qui sont effectués sur les revenus, la richesse et les transactions des agents économiques (ménages, entreprises, intermédiaires financiers). Il y a deux causes principales qui expliquent la quantité de recettes publiques obtenues par l'État.

La première est le niveau de l'activité économique (la « croissance »), qui détermine l'ampleur des revenus et des transactions sur lesquels l'État va prélever des impôts et des taxes. Plus l'activité est élevée, plus il y a d'impôts prélevés, et réciproquement. Or, lorsque la conjoncture s'améliore, les recettes fiscales augmentent encore plus rapidement, et réciproquement. Donc, en cas de récession, les recettes fiscales baissent considérablement, ce qui augmente fortement le déficit public.

La seconde, ayant un effet important sur les recettes publiques, concerne la structure fiscale, c'est-à-dire la façon dont l'État prélève

les impôts et taxes sur les revenus, transactions et richesses. Compte tenu du fait que le revenu national est réparti inégalement entre les ménages et que la **propension à épargner** des ménages aisés est supérieure à celle des ménages moins aisés, une structure fiscale plus progressive améliore le rendement fiscal d'une unité monétaire dépensée (par le secteur public comme par le secteur privé). Plus la structure fiscale est progressive, plus l'augmentation des recettes publiques due à la croissance est importante.

Les quarante dernières années ont été marquées, on l'a dit, par un ralentissement de la croissance mais également par des récessions plus fréquentes et de plus grande ampleur qu'au cours des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Ces deux causes simultanées ont donc logiquement provoqué des déficits publics plus grands et plus fréquents qu'auparavant. Ceci a été accentué par le recul de la progressivité fiscale survenu dans l'ensemble des pays capitalistes avancés à partir des années 1980 : la montée en puissance des prélèvements proportionnels (de type contribution sociale généralisée) et des prélèvements sur la consommation finale (de type TVA) signifie que la charge fiscale globale s'est déplacée des ménages les plus aisés vers les autres ménages.

Enfin, alors que la dépense publique est sans cesse accusée d'être la principale cause de la hausse du poids des dettes publiques, les données montrent au contraire que l'ensemble des pays concernés, depuis les années 1980, ont ralenti leurs dépenses, qui du coup provoquent de moins en moins de croissance. Certaines dépenses, telles que l'investissement public, diminuent même sur certaines périodes. On cherche en vain des indices de l'excès de dépense. En revanche, son ralentissement, voire sa baisse ont nourri la faiblesse de l'activité et, ainsi, la faiblesse des recettes fiscales et donc la croissance des déficits. En effet, on sait que l'activité économique en l'absence d'une demande des administrations publiques se fixe spontanément à un niveau trop faible pour garantir le plein-emploi des facteurs et nourrir des anticipations optimistes

Alors que la dépense publique est sans cesse accusée d'être la principale cause de la hausse du poids des dettes publiques, les données montrent au contraire que l'ensemble des pays concernés, depuis les années 1980, ont ralenti leurs dépenses, qui du coup provoquent de moins en moins de croissance.

Propension à épargner : taux d'épargne des ménages. Elle représente la partie non consommée du revenu rapportée au revenu disponible du ménage. Elle est faible chez les ménages pauvres (qui sont contraints de dépenser leur faible revenu) ; elle est forte chez

les ménages riches (qui peuvent épargner).

dans les milieux d'affaires. L'activité (et l'emploi) dépend de manière cruciale de la demande émanant des administrations publiques. Son érosion à partir des années 1980 a nourri l'érosion globale de l'activité, ce qui s'est traduit par une généralisation de la hausse des déficits.

PEUT-ON IMAGINER UN MONDE SANS DETTE PUBLIQUE ?

Pourrait-on imaginer un monde sans dette ? Comme la monnaie que nous utilisons aujourd'hui pour payer ce que nous achetons est émise en échange des crédits accordés aux entreprises, aux ménages et aux États, c'est tout simplement impossible. La monnaie est d'ailleurs une reconnaissance de dette qui circule et qui sert à payer, et se crée au fil des besoins des États, des entreprises et des ménages, à mesure que de nouveaux crédits sont accordés. Elle se détruit à mesure que ces crédits sont remboursés. S'il y a de la monnaie en circulation, ce qui permet de procéder aux transactions, c'est que, en moyenne, il y a davantage de dettes nouvelles contractées que de dettes remboursées. Si tout le monde en venait à rembourser ses dettes en même temps, alors tout le monde demanderait de la monnaie en même temps contre des titres ou des biens. Par conséquent, plus personne ne voudrait rien acheter, et cela provoquerait un effondrement de l'activité. Il n'y aurait donc plus de monnaie disponible pour acheter des biens et rémunérer les salariés, et les dettes ne seraient en fait pas remboursées.

En fait, les dettes publiques évoluent en sens inverse des dettes privées : les dettes privées ont tendance à s'accroître avec l'accélération de la croissance, parce que les entreprises investissent et que les ménages consomment et donc empruntent, et à se réduire lorsque l'activité ralentit. Il est donc absurde de vouloir réduire à tout moment les dettes publiques à zéro.

Souhaiter un désendettement généralisé et complet n'a donc pas grande signification. S'il y a de l'activité économique, c'est parce que les agents économiques font des projets, c'est-à-dire qu'ils se projettent dans l'avenir en s'endettant pour investir, construire, produire et consommer. Ainsi, la monnaie existe et circule.

La dette en général est donc partie intégrante du système économique, la considérer comme mauvaise en soi n'a aucun sens. Mais pourrait-on, tout de même, imaginer un monde sans dette publique, comme le laissent entendre nos traités européens ? Ainsi que nous l'avons vu, la dette publique évolue au fil de la conjoncture. Elle augmente plus vite quand la croissance ralentit, essentiellement parce que les recettes publiques se réduisent avec le ralentissement, et elle augmente moins vite – voire se réduit – quand la croissance accélère, car les recettes publiques se font plus abondantes. En fait, les dettes publiques évoluent en sens inverse des **dettes privées** : les dettes privées ont tendance à s'accroître avec l'accélération de la croissance, parce que les entreprises

investissent et que les ménages consomment et donc empruntent, et à se réduire lorsque l'activité ralentit. Il est donc absurde de vouloir réduire à tout moment les dettes publiques à zéro. Certains pensent néanmoins que la dette publique devrait être réduite à zéro sur un cycle conjoncturel entier : des dettes publiques seraient ainsi contractées en période de ralentissement de la croissance et entièrement remboursées en période d'accélération de celle-ci. Le budget public servirait ainsi uniquement à stabiliser automatiquement l'activité en amortissant les variations de la croissance. Cette idée repose sur la croyance que la dépense publique n'a pas d'influence sur l'activité économique à long terme, ce qui n'est pas vérifié. Il n'est donc pas justifié d'affirmer la norme – présente dans les traités européens – d'une dette publique nulle au-delà du cycle. En outre, nous savons au moins depuis Adam Smith qu'il est économiquement efficace de financer les biens publics par la dette publique, car ceux-ci ne sont autrement que peu ou pas produits par le secteur privé. Ces investissements publics ont la plupart du temps une durée de vie longue, ce qui justifie d'en amortir le financement sur plusieurs périodes plutôt que de vouloir à tout prix les faire porter sur les recettes fiscales d'une seule période. Par ailleurs, les équipements publics améliorent l'efficacité et le bien-être de tous les acteurs de l'économie, ce qui est bon pour l'activité économique dans son ensemble et apporte des recettes fiscales plus abondantes par la suite. Ainsi, en favorisant la croissance économique, ces investissements publics financés par l'endettement vont induire la croissance des recettes publiques qui serviront à rembourser les dettes contractées pour les payer. De plus, ces investissements ont un effet sur la croissance à long terme dont nous avons parlé. Il est donc totalement injustifié de vouloir absolument réduire la dette publique à zéro en considérant le budget public uniquement comme un stabilisateur. La dépense publique, notamment les investissements financés par la dette, est un déterminant de l'activité économique à court et long termes.

Nous avons vu à travers l'exemple des investissements publics que la contrepartie réelle d'une dette correspond à l'objet – ou l'actif – que

Dette privée : dette de l'ensemble des agents économiques privés (ménages, entreprises, artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs, etc.).

La dette publique sert à permettre aux acteurs économiques de placer leur épargne. S'il y a beaucoup de dettes, c'est qu'il y a beaucoup de créances, c'est-à-dire beaucoup d'argent qui cherche à se placer sur les marchés financiers pour se valoriser en touchant des intérêts. Les dettes représentent donc de l'épargne placée financièrement.

cette dette a permis d'acquérir. Si l'on raisonne en termes de bilan, la dette figure au passif de l'emprunteur et la chose acquise par la dette figure à l'actif. Savoir si une dette est excessive ou non consiste notamment à mettre en balance ces deux éléments. Mais une dette financière met également en jeu un flux d'intérêts versés aux créanciers, car les dettes des uns figurent à l'actif des autres sous forme de créances. Ainsi, la dette publique sert à permettre aux acteurs économiques de placer leur épargne. S'il y a beaucoup de dettes, c'est qu'il y a beaucoup de créances, c'est-à-dire beaucoup d'argent qui cherche à se placer sur les marchés financiers pour se valoriser en touchant des intérêts. Les dettes représentent donc de l'épargne placée financièrement. Plus il y a d'acteurs économiques qui placent leur argent « pour qu'il fasse des petits », plus ils se font concurrence, ce qui provoque une baisse des taux d'intérêt. Réciproquement, plus les emprunteurs se font concurrence pour attirer l'argent à eux, plus les taux d'intérêt montent. Si l'ensemble des taux ont tendance à baisser, notamment les taux longs, c'est que l'argent est relativement abondant au regard des besoins de financement, et réciproquement (ceci est renforcé par les choix de politique monétaire qui influent sur les taux longs). Depuis trente ans, les taux d'intérêt à long terme n'ont cessé de baisser. Ainsi, alors que les taux à dix ans sur la dette publique française (obligations assimilables du Trésor – OAT) étaient à 10 % en 1990, ils sont au printemps 2019 à 0,4 %, tandis que les taux à trente ans se trouvent autour de 1,4 % seulement. Malgré la hausse continue de la dette publique française, l'État français emprunte à des taux sans cesse plus bas, à tel point que les taux courts sont devenus négatifs : au printemps 2019, le taux pour un emprunt remboursé dans un mois est de -0,5 %, tandis que le taux pour un emprunt remboursé dans cinq ans est de -0,2 %. Les gestionnaires d'actifs, qui s'occupent de valoriser l'épargne placée, sont à la recherche des titres de dette publique pour valoriser l'épargne et pour diversifier les risques. Ainsi, un portefeuille de titres doit nécessairement contenir des titres différents en termes de risques et de rendement afin d'obtenir le couple rendement/risque souhaité. Dans le contexte de financiarisation croissante que nos économies connaissent depuis plus de trente ans, l'argent afflue sans cesse sur les marchés financiers pour acquérir des titres de toutes sortes, et notamment des titres de la dette publique. Il y a donc une importante demande privée de dette publique. Le signe que cette dette désirée par le privé est importante se traduit par le niveau très bas des taux longs.

MORALE DE L'HISTOIRE

Si les taux sont si bas, alors même que l'activité est médiocre depuis dix ans, pourquoi les gouvernants européens n'en profitent pas pour investir massivement dans la qualité du logement, des transports, et dans la transition énergétique, alors même que l'urgence climatique se fait chaque jour plus pressante ? Nous avons déjà mentionné le fait que s'est imposée dans l'esprit des dirigeants européens l'idée que la dette publique est néfaste, à tel point qu'ils ont décidé d'inscrire ce préjugé dans les traités. Depuis 2011, une fois le danger de la crise passé, la politique économique choisie a été de réduire à tout prix l'endettement public par une maîtrise sans cesse plus draconienne de la dépense publique. Était attendu de cette « consolidation budgétaire » un choc de confiance, dans les milieux d'affaires, supposé stimuler l'investissement privé et les embauches.

Or ces politiques ne fonctionnent pas. L'austérité nourrit une activité médiocre et l'attentisme en matière d'investissement privé, ce qui produit en retour de faibles rentrées fiscales. Ainsi, les dettes publiques augmentent (certes, de moins en moins rapidement) mais, comme les PIB font de même, les ratios de dettes publiques dans le PIB ne baissent pas ou peu. L'objectif de la politique économique peut-il perpétuellement consister en une réduction de la dette publique ?

Dans le contexte actuel de faible croissance, de chômage élevé et de taux d'intérêt historiquement faibles, retrouver un projet politique qui mette en avant la solidarité entre les citoyens, à travers la progressivité fiscale, et les besoins, à travers l'investissement dans des projets de long terme essentiels, tels que le logement, les transports et la transition énergétique, permettrait de retrouver la prospérité pour le plus grand nombre, ce qui aurait pour effet secondaire de réduire les ratios de dettes publiques.

À LIRE

Bruno Tinel, *Dette publique : sortir du catastrophisme*, Raisons d'Agir, Paris, 2016

Thomas Porcher, *Traité d'économie hérétique. En finir avec le discours dominant*, Fayard, Paris, 2018

À VOIR

Les Économistes atterrés, *À qui profite la dette ?*, Atterres.org

Les Économistes atterrés, *Éloge de la dette publique*, Atterres.org

LE TROU DE LA SÉCU ET SA DETTE : À PROPOS DE DEUX *FAKE NEWS*

Jacques Rigaudiat

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 180 à 183

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-180.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE TROU DE LA SÉCU ET SA DETTE : À PROPOS DE DEUX *FAKE NEWS*

par JACQUES RIGAUDIAT

(conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes)

Si la question de la dette sociale, celle de l'ensemble des institutions de protection sociale, ou celle du « trou » de la Sécu, de son déficit se posent, c'est d'abord qu'elles sont, l'une comme l'autre, régulièrement évoquées comme les preuves avérées de la nécessité de « faire des efforts » ; de devoir, en conséquence, baisser les retraites, différer l'âge de fin d'activité, fermer des maternités, revoir à la baisse le nombre des soignants, etc. Elles sont ainsi agitées comme des menaces¹. Telle est, en un sens, la preuve de leur existence : on les agite, donc elles sont.

Or, de l'affirmation d'une Sécurité sociale en déficit chronique, et donc en grand risque d'avoir une dette ainsi impossible à rembourser, à la réalité, il y a comme une légère distance ; celle qui la sépare de deux *fake news*. Il faut le dire clairement : non, la Sécu n'est pas en déficit ; non, sa dette n'est pas un fardeau insurmontable. Car la réalité, c'est, tout au contraire, que la Sécu est désormais en fort excédent et que sa dette sera bientôt remboursée, laissant même alors quelques dizaines de milliards d'euros sans emploi, qui pourraient fort utilement servir à améliorer les prestations et aider à régler la question des retraites et celle de l'autonomie...

LA SÉCU EST EN EXCÉDENT

La Sécu est en excédent, et celui-ci a même, très précisément, été de 10,8 milliards d'euros en 2018². Ceci est tellement vrai, y compris pour l'avenir, que, dans une tranquille brutalité, la loi dite de « programmation des finances publiques pour 2018-2022 », votée fin 2017, a prévu : « [...] Dans cette trajectoire, il est fait l'hypothèse conventionnelle d'une contribution du secteur ASSO [administrations de Sécurité sociale] à la réduction du déficit de l'État, sous forme de transfert, dès

1. Je reprends ici, en les condensant et les actualisant, les analyses faites dans mon livre *La Dette, arme de dissuasion sociale massive*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2018.

2. INSEE, *Info rapides*, n° 72, 26 mars 2019.

2019. Ce transfert stabilise l'excédent ASSO (hors CADES [caisses d'amortissement de la dette sociale] et FRR [fonds de réserve pour les retraites]) sur toute la période à un niveau légèrement supérieur à l'équilibre. Ce choix, neutre sur l'ensemble des APU [administrations publiques], reflète aussi le fait qu'une contribution des sous-secteurs revenus à l'équilibre reste nécessaire. »

En clair, il est prévu que les excédents à venir de la Sécu soient l'objet d'un véritable rapt par l'État, laissant ainsi facialement la Sécu en équilibre précaire.

L'excédent de la Sécurité sociale pour 2019-2022, dont il est officiellement prévu qu'il soit de 0,8 % du PIB chaque année, environ 20 milliards d'euros par an, ne sera donc pas mis au service des régimes pour améliorer les prestations ou les équipements, mais à celui des « transferts » au profit de l'État. Reste à savoir lesquels, et comment ce tour de passe-passe se fera. Le dernier rapport de la Cour des comptes sur la Sécu vend la mèche : « Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2019 [...] vise tout à la fois un équilibre financier du régime général et du FSV [fonds de solidarité vieillesse], un rééquilibrage des relations financières de la Sécurité sociale avec l'État dans un sens favorable à ce dernier [...], l'augmentation tendancielle de l'excédent du régime général et du FSV serait contenue à un peu plus de 1 milliard d'euros par la prise en charge croissante de certains allègements de cotisations par la Sécurité sociale et le transfert par étapes de 5 milliards d'euros de recettes de CSG [contribution sociale généralisée] à la CADES³... »

Pour la suite, et comme il était à prévoir, ces excédents serviront concrètement, pour l'essentiel, à financer la bascule du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) : ce qui était crédit d'impôt, pesant ainsi sur le déficit de l'État, devient à partir de 2019 une réduction de cotisations sociales patronales, donc supportée par la Sécurité sociale sur ses ressources, qui ne sera pas compensée.

Pour cela, alors que la compensation intégrale des exonérations était jusqu'à présent légalement obligatoire, comme l'indique la Cour : « Le gouvernement envisage de faire évoluer les règles de compensation des mesures de baisses de prélèvements sociaux. Ainsi, à l'avenir, c'est-à-dire à compter de 2019, les mesures nouvellement adoptées seraient supportées par la seule Sécurité sociale quand elles concernent des prélèvements qui lui sont affectés⁴. »

Ce sont donc nos cotisations qui paieront leurs « baisses de charge » ! Bien loin d'être en déficit (les textes officiels en font abondamment foi), la Sécu est donc désormais une vache à lait...

Ces excédents serviront concrètement, pour l'essentiel, à financer la bascule du CICE.

3. Cour des comptes, *Sécurité sociale. Rapport sur l'exécution des lois de financement*, octobre 2018, p. 10.

4. *Ibid.*, p. 60.

FIN DE L'ENDETTEMENT : QUE FAIRE DU TRÉSOR DE LA SÉCU ?

Une Sécu qui n'est plus en déficit, c'est aussi une Sécu qui ne s'endette plus, qui même rembourse sa dette à vitesse accélérée. Celle-ci, qui était encore de 158,3 milliards d'euros au total en 2014, n'est plus que de 128,8 milliards d'euros à fin 2018, désormais intégralement portée par la CADES.

Or le remboursement total de la dette de la CADES est aujourd'hui une certitude programmée. Comme le confirme le dernier rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale : « La CADES a élaboré un indicateur de performance qui lui permet de suivre au cours du temps l'évolution de sa situation nette prévisionnelle (équivalente au niveau des dettes restant à rembourser). Cet indicateur, qui permet d'apprécier l'horizon de remboursement en fonction de différentes probabilités de risque, fait état d'une probabilité de 95 % que l'intégralité de la dette transférée soit remboursée en 2024⁵. »

À cette date se trouveront ainsi libérés :

— les ressources propres de la CADES, soit le produit de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et la fraction de CSG qui lui est allouée ; respectivement 7,2 milliards d'euros et 7,9 milliards d'euros, pour un total qui est donc de 15,1 milliards d'euros chaque année ;

— le portefeuille d'actifs du FRR, qui ne sert plus du tout à protéger les retraites mais à alimenter la CADES par un versement annuel de 2,1 milliards d'euros. Ce portefeuille était de 34,2 milliards d'euros à fin juin dernier. Difficile de savoir aujourd'hui quelle sera la valeur de ce portefeuille en 2024, mais 25 à 30 milliards d'euros sont un ordre de grandeur vraisemblable.

Quel avenir à partir de 2024 pour ces trésors, aujourd'hui soigneusement tus et cachés : améliorer les prestations et les moyens du service public de santé, revaloriser et sécuriser les retraites, financer la perte d'autonomie ou... une nouvelle fois financer des « transferts » vers l'État et les baisses de charge ? des avancées sociales ou l'inverse ?

5. Commission des comptes de la Sécurité sociale, *Rapport sur les comptes de la Sécurité sociale : résultats 2017, prévisions pour 2018 et 2019*, septembre 2018, p. 258.

MORALE DE L'HISTOIRE

Bien que l'on veuille absolument nous faire croire le contraire, la Sécu est désormais en excédent, et sa dette sera bientôt remboursée. Ceci est tellement vrai que cette majorité a concocté un projet de rapt cynique et très officiellement programmé de ses ressources, qui la laissera tout juste à l'équilibre.

Ils veulent nous faire croire qu'elle est une cigale, mais, pour eux, c'est une vache à lait !

À LIRE

Jacques Rigaudiat, *La Dette, arme de dissuasion sociale massive*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en Bauges, 2018

LES DANGERS DE LA FINANCIARISATION

Dominique Plihon

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 184 à 192

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-184.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES DANGERS DE LA FINANCIARISATION

par DOMINIQUE PLIHON

(économiste, université Paris-XIII)

Remerciements à Karima Messaoud (syndicaliste)

« Mon ennemi, c'est la finance ! »

François Hollande, campagne électorale de 2012

Beaucoup de citoyens ont pris conscience des effets souvent néfastes de la finance, et de son poids croissant dans notre société – processus que les économistes qualifient de « financiarisation ». D'où vient la financiarisation ? Quels sont ses dangers, de multiples espèces ? La financiarisation résulte de choix politiques. Elle redéfinit les stratégies des entreprises, les politiques des États. Elle pèse aussi sur la gestion économique de la nature, et bien entendu sur les revenus des particuliers.

LES REVENUS DANS LE SECTEUR FINANCIER

La financiarisation se traduit par un niveau devenu exorbitant des revenus dans le secteur financier : aujourd'hui, les rémunérations annuelles moyennes des traders et des cadres dirigeants des grandes banques en France sont supérieures à 1 million d'euros : plus de 83 000 euros par mois, environ 2 800 euros par jour. Dans le secteur financier, le niveau moyen des revenus – tous personnels confondus – dépasse de 40 % le niveau des salaires dans le secteur industriel.

La taille des marchés financiers où s'échangent les titres, tels que les **actions** et les **obligations**, a connu une croissance explosive dans de nombreux pays. En France, la taille des marchés financiers, mesurée par la valeur des titres qui s'y échangent, a été multipliée par vingt-cinq entre 1980 et 2010.

Ce rôle devenu dominant de la finance a transformé la logique de notre système économique, auquel les économistes ont donné le nom de « capitalisme financier ».

LA FINANCIARISATION RÉSULTE DE CHOIX POLITIQUES

Le capitalisme d'après-guerre était caractérisé par une régulation publique forte et par un compromis social qui avait permis un partage négocié des gains de productivité entre salariés et détenteurs du capital. Alors qu'il avait favorisé la croissance et l'emploi pendant la période des Trente Glorieuses (1945-1975), ce système économique s'essouffle à partir du milieu des années 1970, avec, d'une part, une baisse des gains de productivité et de rentabilité du capital et, d'autre part, un processus de « stagflation », c'est-à-dire un ralentissement de la croissance économique couplé à une accélération de l'inflation.

Les politiques économiques d'inspiration keynésienne des années 1950-1970, qui cherchaient à promouvoir le plein-emploi et la stabilité des prix, sont abandonnées. C'est la « révolution néolibérale » des années 1980. Elle entraîne un changement radical des politiques économiques et transforme en profondeur les ressorts du pouvoir économique. La libéralisation de l'économie et de la finance, couplée à la privatisation des entreprises et des banques, constitue l'axe principal de la réforme des politiques économiques, jugées impuissantes face à la stagflation. Leur objectif est de « libérer l'initiative privée » et de faire du marché et de la concurrence, supposés plus efficaces, les mécanismes principaux de régulation économique. La France n'a pas été en reste : le marché du travail a connu plusieurs réformes depuis les années 1980, notamment pour faciliter les licenciements par les entreprises, pour développer les contrats de travail à durée déterminée... Le secteur financier a également été libéralisé, avec la suppression du

Actions : titres émis par les entreprises qui représentent une fraction de leur capital social. Ces titres sont cotés en Bourse pour certaines entreprises. Leur valeur fluctue en fonction de l'offre et de la demande. Les actionnaires sont rémunérés par des dividendes versés chaque année

en fonction des profits dans une proportion qui n'a cessé d'augmenter.

Obligations : titres émis par les entreprises et l'État qui représentent une dette. Les détenteurs d'obligations reçoivent un revenu fixe annuel : le coupon.

contrôle des capitaux et du crédit, la privatisation de l'ensemble des banques françaises.

La montée en puissance de la finance à l'échelle internationale a été l'une des conséquences majeures de ces politiques néolibérales. On assiste alors à un basculement vers un nouveau capitalisme dominé par la finance¹. La taille des marchés financiers internationaux explose : c'est l'ère de la globalisation financière. Les acteurs dominants dans l'économie mondiale sont désormais les grandes banques et les investisseurs internationaux, qui manipulent une masse considérable de capitaux. On peut citer le fonds d'investissement états-unien Blackrock, très actif sur la Bourse de Paris, l'un des plus puissants de la planète, qui gère un portefeuille de titres de plus de 6 500 milliards de dollars (6 200 milliards d'euros), soit plus de deux fois la valeur du produit intérieur brut (PIB) français. La valeur des **actifs financiers** gérés par les **investisseurs financiers** (par exemple les sociétés d'assurance comme Axa) dépasse le PIB total des principaux pays industrialisés². La croissance de ces actifs a été extrêmement rapide et a progressé de plus de 100 % depuis 1990. La propriété de ces actifs financiers est très inégalement répartie en faveur des pays riches, et du premier d'entre eux, les États-Unis, qui détiennent près de la moitié des actifs financiers.

LES ACTIONNAIRES PRENNENT LE POUVOIR DANS LES ENTREPRISES

La domination de la finance s'exerce sur l'ensemble des acteurs économiques : les salariés, les entreprises et les États. Dans le capitalisme d'après-guerre, les salaires étaient déterminés dans le cadre de négociations de branches entre syndicats et employeurs (privés et publics) à l'échelle nationale. Dans le capitalisme financiarisé, l'évolution des salaires est largement conditionnée par la mise en concurrence à l'échelle internationale des travailleurs, soumis aux menaces de

1. Dominique Plihon, *Le Nouveau Capitalisme*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2016.
2. Selon les statistiques publiées par l'OCDE et le FMI.

Actif financier : c'est un titre ou un contrat, généralement négociable sur un marché financier. Il y en a de nombreuses sortes, des plus simples (actions, obligations), aux plus complexes (options, swaps, dérivés de crédit)...

Investisseurs financiers : ce sont des fonds d'investissement qui collectent l'épargne des particuliers. On les appelle aussi « investisseurs institutionnels » ou « zinzins ». Ils se répartissent en trois catégories – sociétés d'assurance, fonds mutuels (sicav en France) et fonds de pension

délocalisation du capital vers les pays à bas salaires. Ce changement de régime salarial, dans le contexte de la mobilité internationale du capital, est à l'origine de la modification du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits, au détriment des salariés. Pour l'ensemble des pays industrialisés membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de 1970 à 2010, la part des salaires dans le PIB a baissé de 15 points, passant de 80 % à 65 %. Cette baisse est la contrepartie de la forte hausse des revenus du capital enregistrée pendant cette période.

Les pouvoirs publics ont joué un rôle important dans cette transformation. Les politiques de libéralisation du marché du travail – dont la dernière en France est la « loi Travail » Pénicaud votée en 2018 – ont contribué à l'affaiblissement du pouvoir des salariés et des syndicats dans les entreprises. Ce qui a laissé le champ libre au pouvoir des détenteurs du capital pour la détermination des salaires. Dans ce capitalisme financiarisé, le rôle dominant des actionnaires est devenu la règle dans la gestion des entreprises. En France, la privatisation de la plupart des entreprises et des banques publiques à partir du milieu des années 1980 a joué un rôle moteur dans l'avènement du pouvoir des actionnaires privés, dont une grande partie sont étrangers. Ces derniers détiennent une part importante du capital (les actions) des grandes entreprises françaises comme Total, Orange, Air France ou BNP Paribas.

LES ÉTATS SOUS LA TUTELLE DES MARCHÉS FINANCIERS

Le pouvoir de la finance s'exerce également sur les États. Il se traduit par un affaiblissement de leurs prérogatives dans les domaines de la fiscalité, des services publics et de la réglementation. Les investisseurs internationaux mettent en concurrence les États en déplaçant

Le pouvoir de la finance s'exerce également sur les États. Il se traduit par un affaiblissement de leurs prérogatives dans les domaines de la fiscalité, des services publics et de la réglementation. Les investisseurs internationaux mettent en concurrence les États en déplaçant leurs capitaux vers les pays où la régulation publique (notamment le droit du travail) est la moins contraignante, et où la fiscalité est la plus faible.

qui collectent l'épargne retraite – et sont très importants dans les pays (États-Unis, Pays-Bas) où il y a un système de retraite par capitalisation : chaque retraité épargne pour sa propre retraite.

leurs capitaux vers les pays où la régulation publique (notamment le droit du travail) est la moins contraignante, et où la fiscalité est la plus faible, etc. Ce qui porte atteinte à la capacité des États à lever l'impôt. Par ailleurs, les entreprises multinationales pratiquent l'évasion fiscale en localisant leurs profits dans les paradis fiscaux, ce qui leur permet d'échapper à l'impôt. Les champions de l'évasion fiscale sont BNP Paribas, Axa, Danone, et les fameuses GAFA, comme Apple, Amazon... Dans ce contexte, on a assisté à une tendance générale dans le monde à la baisse de la taxation du capital. L'évolution la plus spectaculaire concerne la fiscalité des sociétés. Le taux d'imposition sur les bénéfices a été fortement réduit depuis les années 1990. En France, ce taux est passé de 50 % dans les années 1980 à 28 % en 2019, et sera ramené à 25 % à la fin du quinquennat de Macron, soit une baisse de 50 % !

En déplaçant leurs capitaux vers les pays où les prélèvements obligatoires sont les plus faibles, les entreprises et les investisseurs contribuent à l'érosion des recettes publiques et à l'affaiblissement des politiques publiques et sociales. Ces stratégies sont une cause majeure de la crise des finances publiques, qui s'est notamment traduite par une forte hausse des dettes publiques.

L'un des aspects les plus spectaculaires de l'affaiblissement du pouvoir des autorités publiques face à la finance est le rôle de « gendarme » que cette dernière exerce désormais sur les États.

L'un des aspects les plus spectaculaires de l'affaiblissement du pouvoir des autorités publiques face à la finance est le rôle de « gendarme » que cette dernière exerce désormais sur les États. En sanctionnant les États qui ne mènent pas les politiques conformes à leurs intérêts, notamment par des attaques spéculatives sur leur dette, les acteurs financiers s'érigent en juges et amènent les États à renoncer à des politiques pourtant choisies par les électeurs. C'est ainsi que la spéculation contre la dette publique de la Grèce, par des acteurs financiers comme la banque états-unienne Goldman Sachs, a fragilisé le gouvernement grec et obligé celui-ci à renoncer à la politique anti-austérité que les électeurs avaient refusée lors d'un référendum en 2015. La montée des dettes publiques consécutive à la crise financière de 2008 a mis les États dans la main des marchés. Cette situation est paradoxale, car les acteurs financiers sont les principaux responsables de la crise financière et de la montée des dettes publiques qui en a résulté ! C'est une des dimensions majeures de la financiarisation. Les agences de notation qui sont au service des investisseurs financiers – dont les plus importantes sont deux agences états-uniennes, Moody's et Standard & Poor's – se sont arrogé le droit d'évaluer les dettes publiques avec des critères purement financiers. Elles décident du bien-fondé de la politique des

États et obligent ceux-ci à se conformer à l'orthodoxie financière, au mépris de la démocratie.

LA FINANCIARISATION AU CENTRE DES CRISES FINANCIÈRES

Les crises financières se sont multipliées depuis les débuts du processus de globalisation financière, il y a trois décennies. Dans les années 1990, ces crises ont frappé le Japon et les pays dits « émergents », nouvellement ouverts à la finance internationale, en Amérique latine et en Asie. Dans les années 2000, les pays les plus avancés ont connu à leur tour deux grandes crises : le krach Internet en 2000 puis la crise des *subprimes* à partir de 2007. Ainsi, les crises successives ont concerné des systèmes financiers très divers, situés dans les pays en développement et dans ceux les plus développés.

Les crises financières récentes ont pris des formes différentes : crises boursières, crises immobilières, crises bancaires et/ou crises de change, marché où s'échangent les monnaies nationales entre elles. Mais cette diversité apparente des crises ne doit pas occulter le fait que celles-ci ont une cause commune : la mise en œuvre des politiques néolibérales depuis les années 1970, qui a conduit au processus de financiarisation. L'existence d'une relation directe entre les politiques de libéralisation financière et l'accélération des crises est reconnue par la plupart des économistes. Ainsi, la crise financière de 2007 a été autorisée par un déficit de régulation financière, lié à une libéralisation excessive des banques, qui ont été les principaux responsables de la crise. Cette libéralisation a entraîné une facilité accrue d'accès au crédit, ce qui a conduit au surendettement des ménages et à des bulles spéculatives sur les différents marchés (financiers, immobiliers).

La libéralisation des mouvements de capitaux est à l'origine d'un deuxième mécanisme déstabilisant : l'ouverture aux investisseurs étran-

Subprimes : ce sont des crédits immobiliers qui se sont développés aux États-Unis au début des années 2000. Le terme désigne des crédits à risque accordés à des emprunteurs dont la probabilité qu'ils fassent défaut est élevée (une famille à bas revenu, par exemple). La crise des

subprimes a été causée parce que de nombreux ménages états-uniens ont fait défaut, notamment en raison de leur surendettement. Ce qui a causé des défaillances en chaîne de banques qui avaient distribué massivement ces crédits et sous-estimé leurs risques.

gers des systèmes financiers nationaux a entraîné une interdépendance accrue des marchés financiers. Cette dernière favorise la diffusion des emballements spéculatifs entre des pays parfois fort distants les uns des autres, mais qui sont reliés par les opérations de spéculation des investisseurs internationaux, qui déplacent leurs capitaux d'un pays à l'autre. Ces emballements spéculatifs sont aggravés par les comportements des acteurs financiers, caractérisés par le mimétisme, la perte de mémoire des précédents épisodes de crise, sans oublier l'aveuglement au désastre, qui conduisent à des prises de risque excessif à l'origine des crises³.

LA NATURE N'ÉCHAPPE PAS À LA FINANCIARISATION

Dans la logique du capitalisme financiarisé, la nature est considérée comme un capital que la finance permet de valoriser. En se raréfiant, les ressources naturelles, les espèces végétales et animales sont appelées à prendre de la valeur et peuvent être source de profit. La finance s'intéresse depuis longtemps aux ressources énergétiques (pétrole, gaz, charbon), aux métaux (fer, cuivre, aluminium...) et aux produits alimentaires (céréales, sucre, café...). Une partie des barils de pétrole, des tonnes de cuivre ou des quintaux de blé s'échangent sur des marchés spécialisés, les Bourses de matières premières, dont l'une des fonctions est de les « coter », c'est-à-dire de leur attribuer un prix. Les barils de pétrole s'échangent principalement à Londres, New York ou Singapour. Les produits agricoles sont cotés sur les places européennes et sur la Bourse de Chicago. Sur ces marchés, les échanges ne portent pas sur les produits physiques eux-mêmes, mais sur des « contrats » qui peuvent être assimilés à des actifs financiers. Cette activité donne lieu à de la spéculation : il devient possible de faire fortune en anticipant, par exemple, une récolte catastrophique, et en achetant des contrats de blé à des prix raisonnables pour mieux les revendre ensuite lorsque la pénurie aura fait monter la courbe des prix. Et d'empocher une belle plus-value sans disposer du moindre champ de blé, ou du moindre silo de stockage. L'échange des contrats de matières premières constitue une activité financière à part entière : c'est une dimension majeure de la financiarisation de la nature dans le capitalisme contemporain. En 2010, il s'échangeait sur ces marchés huit fois la production mondiale de blé, quarante-trois fois la production

3. Robert Boyer, Mario Dehove et Dominique Plihon, *Les Crises financières*, rapport du Conseil d'analyse économique, La Documentation française, Paris, 2004.

de soja, ce qui mesure l'importance de la spéculation sur ces matières premières agricoles. Cette activité n'apporte rien à la collectivité, au contraire. En 2008, la spéculation sur les céréales a entraîné une forte hausse des cours qui a frappé les pays pauvres du continent africain, conduisant à des émeutes de la faim.

La finance s'est également développée pour faire face à la crise écologique : c'est la « finance verte ». Des instruments financiers ont été créés pour apporter des réponses à la dégradation des écosystèmes, causée par la surexploitation de la nature par le système capitaliste. Ainsi, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), à l'origine du dérèglement climatique, des « Bourses du carbone » ont été créées. Les entreprises obtiennent le droit d'émettre une certaine quantité de CO₂. Elles reçoivent pour cela des crédits carbone – c'est-à-dire des « droits à polluer » – conformes à un objectif de réduction des émissions de CO₂. L'entreprise qui n'utilise pas tous ses crédits carbone peut les vendre à une autre entreprise qui émet plus de GES que les crédits dont elle dispose. Cette transaction est réalisée sur une Bourse du carbone. Les Bourses du carbone se sont soldées par des échecs pour diminuer les émissions de CO₂ tant en Europe qu'aux États-Unis. En revanche, ces dernières sont devenues des lieux de spéculation et ont permis à de nombreuses entreprises d'encaisser des profits en spéculant sur les cours des crédits carbone.

Un autre exemple des effets pervers de la financiarisation de la nature est fourni par les *cat bonds*, ou « obligations catastrophe ». Les catastrophes naturelles – inondations, ouragans – se multiplient avec le dérèglement climatique. Ce qui coûte de plus en plus cher aux sociétés d'assurance qui cherchent à se protéger à leur tour contre les risques climatiques qu'elles couvrent. Les *cat bonds*, apparus en 1994, sont des obligations émises par les assureurs et achetées par des investisseurs financiers – tels que Natixis, filiale du groupe Banque populaire-Caisse d'épargne (BPCE). Ces *cat bonds* concernent les catastrophes spécifiées dans le contrat. Si la catastrophe survient, les investisseurs perdent le capital qu'ils ont acquis au profit de l'assureur, qui est ainsi couvert et peut indemniser ses clients. Si la catastrophe ne se produit pas, l'investisseur récupère la valeur du *cat bond* augmentée des intérêts. Jusqu'ici, les catastrophes liées au dérèglement climatique sont un phénomène rare – pour combien de temps ? Les investisseurs sont donc gagnants. Investir dans les catastrophes naturelles est une activité financière rentable !

MORALE DE L'HISTOIRE

Le rôle dominant de la finance a un coût exorbitant pour nos sociétés. Entre 1946 et 1959, aux États-Unis, lorsque le secteur financier injectait 1 dollar dans la sphère réelle de l'économie, il gagnait 30 cents ; en 1990, 1 dollar lui rapportait 1,09 dollar ; et, en 2000, le gain du financier était de 1,74 dollar : la finance est devenue prédatrice⁴ ! Les entreprises, les États, notre planète sont placés sous la domination des acteurs de la finance. Il est devenu urgent de « définanciariser » notre société, c'est-à-dire de mettre la finance au service de la société, et non l'inverse, comme c'est le cas aujourd'hui. Les principales mesures à prendre pour « désarmer » la finance sont : 1. réintroduire des contrôles de capitaux pour limiter le pouvoir international de la finance ; 2. mettre fin à la domination des actionnaires dans les entreprises et les banques, en donnant un pouvoir partagé entre les « parties prenantes », c'est-à-dire les salariés, les usagers, les détenteurs (privés et publics) du capital ; 3. démanteler les grands groupes bancaires, principaux acteurs de la finance en Europe, en séparant les activités de financement de l'économie productive et les activités spéculatives, dangereuses et sans utilité sociale ; 4. interdire les instruments financiers spéculatifs, comme les *cat bonds* cités ci-dessus.

À LIRE

Attac, *Dix Ans après la crise, prenons le contrôle de la finance*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2018

Tristan Auvray, Thomas Dallery et Sandra Rigot, *L'Entreprise liquidée. La finance contre l'investissement*, Michalon, coll. « Essai », Paris, 2016

Dominique Plihon, *Le Nouveau Capitalisme*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2016

4. #DataGueule,
« Financiarisation de
l'économie : cash misère »,
n° 70, 2017.

LES PAYS PAUVRES SONT-ILS CONDAMNÉS À LE RESTER ?

Éric Berr

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 193 à 199

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-193.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES PAYS PAUVRES SONT-ILS CONDAMNÉS À LE RESTER ?

par **ÉRIC BERR** (économiste, université de Bordeaux)

Remerciements à Suzanne Sellerte

(professeure de sciences économiques et sociales)

« Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain
n'est pas assez entré dans l'histoire. [...]
Jamais [il] ne s'élance vers l'avenir.
Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir
de la répétition pour s'inventer un destin. »
Nicolas Sarkozy, discours de Dakar, 26 juillet 2007

« Les pays du monde en développement
ne cessent de demander pourquoi les États-Unis,
lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique,
se prononcent pour des politiques budgétaire
et monétaire expansionnistes, alors que,
quand ils se trouvent, eux, dans la même situation, on exige
qu'ils fassent exactement le contraire. »
Joseph E. Stiglitz, *La Grande Désillusion*, 2002

A lors qu'il rentre chez lui après sa journée de cours à l'université, Ugo passe devant un panneau publicitaire qui attire son attention. Une grande organisation non gouvernementale (ONG) lance une campagne de dons en faveur des pays en développement. Sur ce panneau, on voit un enfant noir, accroupi, le ventre gonflé par la sous-nutrition, qui regarde dans le vide. Un slogan barre l'affiche : « La faim tue toutes les quatre secondes. » Ugo pense que les habitants des pays pauvres n'ont pas de chance. Ils souffrent de conditions climatiques difficiles, sont victimes de conflits ethniques ou religieux, ne connaissent pas la démocratie et sont dirigés par des dictateurs. Il se dit qu'il est de son devoir de donner pour cette cause afin d'aider les habitants de ces pays à accéder au niveau de vie de nos sociétés occidentales.

Ugo n'a pas conscience que sa vision des pays pauvres est erronée et que les causes du sous-développement sont beaucoup plus complexes qu'il ne le pense. L'approche « paternaliste » et misérabiliste du développement qu'il a intériorisée fait du modèle occidental la référence à suivre et occulte les rapports de domination qui sont pourtant à l'œuvre. Les pays pauvres doivent-ils se soumettre aux injonctions des pays riches ? Peuvent-ils s'en affranchir ? Les pays riches ont-ils intérêt à voir les pays pauvres se développer ?

C'EST QUOI, UN PAYS PAUVRE ?

Lorsque Chloé, qui a douze ans, pose cette question à son père, celui-ci est assez ennuyé, bien qu'il ait fait des études d'économie. Il se rappelle que, face aux pays riches ou développés, on trouve un groupe de pays très hétérogène, que l'on nomme pays en développement ou encore pays du Sud, pays du tiers-monde, pays pauvres, et qui représente 85 % de la population mondiale. Un pays pauvre, c'est un pays qui n'a pas beaucoup d'argent, avance-t-il finalement, conscient que sa définition est restrictive, puisqu'elle renvoie à une dimension purement quantitative mesurée par le revenu national brut (RNB), c'est-à-dire l'ensemble des revenus perçus par les agents économiques nationaux, ou par le RNB par habitant, qui représente le revenu moyen de ces mêmes agents. Cette définition laisse entendre qu'il suffirait de créer plus de richesses, donc de distribuer plus de revenus, pour que la situation des habitants des pays pauvres s'améliore. Elle suggère que c'est par plus de croissance économique que ces pays pourront s'en sortir.

Mais, ajoute-t-il, un pays pauvre est un pays dans lequel une grande partie des habitants ont un niveau de vie faible et peinent à satisfaire leurs besoins en termes d'éducation, de santé, d'alimentation ou encore de logement. Cette définition offre une dimension qualitative qui fonde le concept de développement. Le développement des pays pauvres passe par des changements structurels de leurs économies qui vont leur permettre d'améliorer le niveau de vie de leur population.

Pour beaucoup d'économistes, la croissance est une condition nécessaire, voire suffisante du développement, ce que l'on peut résumer par la formule suivante : « avoir plus = être mieux ». Si les pays pauvres mettent en place de bonnes politiques économiques, donc s'ils suivent les recommandations des pays riches, ils obtiendront de meilleurs résultats et rattraperont ces derniers. La réalité est toutefois différente.

FAITES CE QU'ON VOUS DIT...

Lorsque John ouvre son journal en ce mois d'août 1982, une information retient son attention. Le Mexique vient de se déclarer en défaut de paiement sur sa dette extérieure. Cette décision marque le déclenchement d'une crise de la dette qui va toucher de nombreux pays en développement à travers le monde. Employé d'une firme de consultation travaillant pour la **Banque mondiale**, John se dit qu'il a été efficace. En tant qu'« assassin économique », comme il se définit lui-même, sa mission consiste à encourager les gouvernements de pays en développement à s'endetter afin de les assujettir, une fois criblés de dettes, à leurs créanciers. La responsabilité des pays en développement est certes engagée dans cette crise. En effet, ils n'ont pas toujours bien utilisé les crédits obtenus, qui ont parfois servi à financer des programmes d'investissement à la rentabilité plus que douteuse et trop souvent inadaptés aux besoins locaux, sans parler du fait que certains dirigeants ont pu détourner une partie des sommes empruntées afin d'accroître leur fortune personnelle. Mais de telles dérives ont trop souvent été accompagnées, quand elles n'étaient pas délibérément suscitées, par les créanciers eux-mêmes, montrant ainsi que la dette est un redoutable instrument de domination.

Au nom des créanciers – banques privées internationales, États des pays riches et institutions financières internationales –, le **Fonds monétaire international** (FMI) est chargé de porter assistance aux pays frappés par cette crise. Ceux-ci sont accusés d'avoir mené de mauvaises politiques économiques, donc d'être les principaux responsables de leur situation. Cette « aide » est toutefois conditionnée à l'application d'un programme économique fondé sur les préceptes de ce que l'on a appelé le « **consensus de Washington** ».

Ce programme, initié par les créanciers et dans leur intérêt – mais aussi dans celui des élites collaboratrices des pays en développement –, instaure la suprématie du marché, favorise les activités privées en

Banque mondiale : créée en 1944, la Banque mondiale apporte un appui financier et technique aux pays en développement. Elle poursuit aujourd'hui un double objectif : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

Fonds monétaire international : créé en 1944, le FMI encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationale. Il s'efforce aussi de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique

libéralisant tout ce qui peut l'être, prône le libre-échange et limite le rôle de l'État en lui imposant une cure d'austérité. L'objectif avoué de ces politiques est d'« assainir » les économies des pays endettés afin d'assurer leur insertion sur le marché mondial et de leur permettre de développer des activités exportatrices générant les devises nécessaires au remboursement de leur dette extérieure.

Dans les faits, loin de favoriser un rattrapage des pays en développement – même si certains ont réussi à « émerger » –, ces politiques ont conduit à un accroissement des inégalités de revenu entre pays (on assiste toutefois à un retournement de cette tendance ces dernières années), tandis que les inégalités entre riches et pauvres d'un même pays explosaient. Aujourd'hui, près de 2 milliards de personnes sont pauvres ou vivent dans le quasi-dénouement, et 80 % de la population mondiale ne bénéficient pas d'une couverture sociale.

John sait très bien que l'objectif de réduction de la dette qui justifie l'application d'un tel programme n'est qu'un prétexte. Dans les faits, le consensus de Washington a été incapable de régler les problèmes d'endettement de nombreux pays en développement, tandis qu'il a eu des conséquences néfastes pour la grande majorité de la population de ces pays. L'austérité budgétaire a conduit à une réduction drastique des dépenses sociales (éducation, santé, logement, infrastructures), jugées non rentables à court terme, auxquelles il faut ajouter des licenciements de fonctionnaires et le gel, voire la réduction des

Les nombreuses privatisations imposées afin de réduire le déficit budgétaire ont surtout permis aux grandes firmes multinationales de prendre le contrôle de pans entiers de ces économies, dans ce qui s'apparente à une recolonisation économique des pays en développement.

salaires. Les nombreuses privatisations imposées afin de réduire le déficit budgétaire ont surtout permis aux grandes firmes multinationales de prendre le contrôle de pans entiers de ces économies, dans ce qui s'apparente à une recolonisation économique des pays en développement.

John se souvient d'une discussion qu'il a eue au début des années 2000 avec Mamane, un agriculteur malien. Ce dernier lui avait expliqué comment il avait vu évoluer ce secteur à la suite de l'application du consensus de Washington. Dans son pays, comme dans de nombreux pays pauvres, les cultures

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde.

Consensus de Washington :

expression forgée par l'économiste John Williamson, en 1990, qui met en avant dix propositions d'inspiration libérale (austérité budgétaire,

libéralisation, privatisation, déréglementation, etc.). Ces mesures font consensus à « Washington », entendu comme le lieu où se trouvent les sièges du gouvernement des États-Unis, de la Réserve fédérale (la banque centrale), du FMI et de la Banque mondiale.

vivrières, qui assuraient l'autosuffisance alimentaire de la population, ont été progressivement délaissées au profit d'une agriculture d'exportation centrée sur quelques produits (coton, café, cacao, etc.) dans le but d'attirer les devises indispensables au remboursement de la dette extérieure. Mais le prix de ces produits d'exportation est largement dépendant de la demande mondiale, ce qui accroît l'instabilité de ces économies et organise leur dépendance alimentaire.

La promotion du libre-échange et l'ouverture totale des marchés, loin de favoriser le consommateur en faisant baisser les prix, comme le pense la théorie économique dominante, ont surtout permis aux firmes multinationales de conquérir des parts de marché en inondant les pays en développement de produits souvent subventionnés, en violation des règles édictées par l'**Organisation mondiale du commerce** (OMC). C'est ainsi que le coton produit par Mamane (à faible coût et de bonne qualité) est largement concurrencé par celui produit aux États-Unis (très subventionné et de moindre qualité), ce qui entraîne trop souvent, dans ce secteur comme dans d'autres, la disparition des producteurs locaux.

C'est également au nom d'une juste concurrence que les subventions aux produits de base (pain, riz, lait, sucre, combustible, etc.), mises en œuvre par les gouvernements de nombreux pays pauvres afin de pallier l'inexistence d'un revenu minimum, ont été supprimées, sur ordre du FMI et de la Banque mondiale, entraînant d'importantes hausses des prix de ces produits et empêchant les plus pauvres d'y avoir accès.

John se souvient que ces effets ont été aggravés depuis l'instauration de la libre circulation des mouvements de capitaux en 1990, qui a entraîné une multiplication des crises financières. À chaque fois, le FMI est chargé de porter assistance aux pays touchés par ces crises, dont il est pourtant en partie responsable en ayant participé à la libéralisation des mouvements de capitaux. Il accorde des prêts aux pays en difficulté, qui servent en priorité au remboursement des créanciers privés. Les populations locales doivent alors supporter les conséquences des risques pris par les spéculateurs, qui les ont plongées dans la crise en

Organisation mondiale du commerce : créée en 1995, l'OMC est l'organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays.

leur faisant rembourser une dette dont elles n'ont perçu aucun effet sur leurs conditions de vie.

... PAS CE QU'ON FAIT !

En se remémorant les événements qui ont suivi le déclenchement de la crise de la dette, John n'est pas vraiment fier. Bien sûr, certains pays pauvres, en particulier en Asie, sont parvenus à tirer leur épingle du jeu, pense-t-il pour se rassurer. Mais ce sont précisément les pays qui ont pu s'affranchir de la tutelle du FMI et de ses recettes « clés en main » qui ont le mieux réussi. Loin de compter sur une ouverture extérieure toujours plus grande, ces pays ont su privilégier la recherche d'un modèle national de développement, protégeant les secteurs clés de la concurrence internationale, jusqu'au moment où ceux-ci sont suffisamment robustes pour l'affronter, tout en renforçant le rôle des institutions et notamment celui de l'État.

Loin de compter sur une ouverture extérieure toujours plus grande, ces pays ont su privilégier la recherche d'un modèle national de développement, protégeant les secteurs clés de la concurrence internationale, jusqu'au moment où ceux-ci sont suffisamment robustes pour l'affronter, tout en renforçant le rôle des institutions et notamment celui de l'État.

C'est exactement ce qu'ont fait les pays riches lorsqu'ils ne l'étaient pas encore. La Grande-Bretagne des années 1720 aux années 1850, comme les États-Unis des années 1830 aux années 1940, ont bâti leur puissance économique à l'aide de politiques protectionnistes et grâce à l'action de l'État, et en aucun cas en ouvrant grand leurs économies à la concurrence étrangère et en réduisant le rôle de l'État. D'ailleurs, pratiquement tous les pays riches aujourd'hui ont eu recours à ce type de politiques économiques afin de se développer, bien qu'elles soient en totale contradiction avec ce qu'ils recommandent aujourd'hui aux pays pauvres. Friedrich List, un économiste allemand du XIX^e siècle, avait déjà compris la manipulation opérée par les élites des pays les plus avancés : « C'est une règle de prudence vulgaire, lorsqu'on est parvenu au faîte de la grandeur, de rejeter l'échelle avec laquelle on l'a atteint, afin d'ôter aux autres le moyen d'y monter après nous. [...] Une nation qui, par des droits protecteurs [...], a perfectionné son industrie manufacturière [...] au point de ne craindre la concurrence d'aucune autre, n'a pas de plus sage parti à prendre que de repousser loin d'elle ces moyens de son élévation, de prêcher aux autres peuples les avantages de la liberté du commerce et d'exprimer tout haut son repentir d'avoir marché jusqu'ici dans les voies de l'erreur et de n'être arrivée que tardivement à la connaissance de la vérité¹. »

1. Friedrich List, *Système national d'économie politique*, Gallimard, Paris, 1998 [première édition : 1841].

MORALE DE L'HISTOIRE

Selon le célèbre anthropologue Claude Lévi-Strauss, « l'humanité est constamment aux prises avec deux processus contradictoires dont l'un tend à instaurer l'unification, tandis que l'autre vise à maintenir ou à rétablir la diversification² ». Autrement dit, dans le cadre des relations entre pays riches et pays pauvres, les premiers œuvrent à l'homogénéisation, c'est-à-dire à l'imposition d'un modèle de développement qui renforce leur position dominante, tandis que les seconds tentent d'y résister et de sauvegarder leurs spécificités.

Contrairement à ce que l'on affirme trop souvent, ce sont les pays riches qui ont besoin des pays pauvres, dont ils exploitent la main-d'œuvre et les ressources, afin de maintenir, ou même renforcer, leur puissance. Les pays pauvres, s'ils veulent sortir de leur condition de dominés, doivent au contraire s'affranchir autant que possible de la tutelle exercée par les pays riches, et compter davantage sur leurs propres forces.

À LIRE

John Perkins, *Confessions d'un assassin économique. Nouvelles révélations d'initiés sur la manipulation des économies du monde*, Ariane, Montréal, 2016 [première édition : 2004]

Gilbert Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013

À VOIR

Abderrahmane Sissako, *Bamako*, 2006 (retrace le procès fictif du FMI et de la Banque mondiale)

Michael Winterbottom et Mat Whitecross, *La Stratégie du choc*, 2010 (d'après le livre éponyme de Naomi Klein, montre comment se sont imposées les politiques économiques néolibérales)

Fernando Solanas, *Mémoire d'un saccage*, 2004 (démontre les mécanismes - dette publique, corruption, privatisation - qui ont amené l'Argentine, un pays modèle selon les normes du FMI, à la faillite)

2. Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Gallimard, coll. « Folio essais », Paris, 1987, p. 84.

UNE OLIGARCHIE PRÉDATRICE DE TOUS LES POUVOIRS

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 200 à 204

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-200.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UNE OLIGARCHIE PRÉDATRICE DE TOUS LES POUVOIRS

par **MONIQUE PINÇON-CHARLOT ET MICHEL PINÇON**
(sociologues, CNRS)

« Les riches, ils ont pas besoin d'un président.
Ils se débrouillent très bien tout seuls. »
Emmanuel Macron, 12 avril 2018

L'analyse de la classe des dominants, avec les outils des sciences sociales, met à mal la réalité de l'autonomie des différents champs institutionnels : le politique, l'économique ou tout ce qui relève de la culture, de l'éducation, de la santé ou de l'information. Car les membres de cette « caste », détenant massivement les titres de propriété des valeurs mobilières et immobilières, occupent directement ou indirectement, dans le système capitaliste arrimé à une démocratie pseudo-représentative, les positions les plus dominantes, dans chaque espace, hiérarchisé selon une forme spécifique de capital.

L'ENA, GRANDE ÉCOLE DE LA POLYVALENCE DU POUVOIR

Emmanuel Macron, énarque, inspecteur des Finances, ancien banquier de chez Rothschild et président de la République depuis mai 2017, est emblématique de cette caste, qui va et vient au plus haut niveau de la finance, du public au privé, et vice versa.

Laurent Mauduit, journaliste à Mediapart, montre comment le corps le plus prestigieux, choisi par les meilleurs élèves de l'École nationale d'administration (ENA), celui des inspecteurs des Finances, défend à Bercy, avec l'appui de la Direction du Trésor, les intérêts privés de la finance française et internationale, par l'intermédiaire notamment des privatisations d'entreprises publiques.

Emmanuel Macron, énarque, inspecteur des Finances, ancien banquier de chez Rothschild et président de la République depuis mai 2017, est emblématique de cette caste, qui va et vient au plus

haut niveau de la finance, du public au privé, et *vice versa*. Ainsi 75 % des inspecteurs des Finances pantouflent dans le privé au cours de leur vie professionnelle, contre 45 % des membres de la Cour des comptes, 33 % des conseillers d'État et 12 % de l'ensemble des énarques¹.

L'ENA, grande école de la République créée en 1945 afin de garantir l'indépendance de la puissance publique, ouvre aujourd'hui la porte du pouvoir aux membres de l'oligarchie, et ce avec le label du mérite et d'un diplôme d'État garanti à vie.

Pour quelles raisons, alors, Emmanuel Macron a-t-il proposé en avril 2019 de supprimer l'ENA ? Le prestidigitateur a instrumentalisé cette revendication symbolique des Gilets jaunes, dénonçant l'entre-soi de l'énarchie, pour en réalité accentuer son projet ultralibéral. Sans l'ENA, le contre-pouvoir qu'exercent encore la Cour des comptes et le Conseil d'État disparaîtrait complètement, et les multinationales Vinci, Eiffage et Albertis, qui possèdent sous forme de concessions 9 000 kilomètres d'autoroutes, pourraient engranger des bénéfices fabuleux sur le dos des automobilistes, sans craindre le moindre contrôle des pouvoirs publics.

L'entre-soi de l'énarchie (dénoncé par un peuple en colère) doit son origine à la naissance dans les beaux quartiers, qui conduit les héritiers des familles bourgeoises à des formations dans les écoles et les lycées d'excellence. Les déterminismes sociaux et économiques ne peuvent donc être bouleversés avec la simple suppression du dernier étage de cet entre-soi. Emmanuel Macron cherche, en voulant supprimer l'ENA, à accentuer davantage encore la mainmise du privé sur ce qui relève encore de l'État et des forces publiques. La pieuvre oligarchique aura ainsi de nouvelles terres à défricher.

LE DÉPEÇAGE DE L'ÉTAT

Emmanuel Macron a choisi Éric Lombard, diplômé de l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC), comme directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Ce statut étant inamovible, cet ancien banquier, responsable des fusions-acquisitions à la BNP Paribas, qui a poursuivi sa carrière dans l'assurance chez Generali, ne risquera pas grand-chose au cas où il lui viendrait à l'idée d'aider ses camarades de classe sociale.

Nous pouvons légitimement faire cette hypothèse après l'affaire de la vente à la CDC de la chaîne de fast-food Quick par Albert Frère et Paul Desmarais, tous deux milliardaires étrangers.

1. Selon le rapport du Sénat sur « Les mutations de la haute fonction publique », remis au président du Sénat le 4 octobre 2018.

En novembre 2006, Quick est estimé à 300 millions d'euros, mais la Direction de l'inspection des finances, dont Jean-Pierre Jouyet, inspecteur des Finances, est à la tête, donne alors son accord pour le rachat de cette chaîne à 760 millions d'euros, soit une plus-value nette pour les deux milliardaires, respectivement belge et canadien, de 460 millions d'euros ! Un cadeau incroyable au détriment des citoyens français. Rappelons que ces milliardaires, amis de Nicolas Sarkozy, faisaient partie des invités du Fouquet's, le 6 mai 2007, pour fêter l'élection présidentielle. Afin de comprendre dans les détails les mécanismes précis d'une telle forfaiture, il faut vraiment se référer à l'enquête de Catherine Le Gall et de Denis Robert, jouissive mais profondément désenchantée, sur le pillage de l'État par des milliardaires étrangers, profitant de la complicité de classe de hauts fonctionnaires français.

La forme instituée de l'État, constitué en sage représentant des intérêts de tous les citoyens, permet de masquer l'antagonisme des rapports entre les classes sociales qui le traverse de part en part.

La forme instituée de l'État, constitué en sage représentant des intérêts de tous les citoyens, permet de masquer l'antagonisme des rapports entre les classes sociales qui le traverse de part en part. À la Libération, le Conseil national de la Résistance (CNR) avait pu imposer, après la collaboration de nombreux patrons avec le pouvoir de Vichy, un État-providence qui a fait la part belle aux services publics et à la défense de l'intérêt général. Mais, avec la financiarisation et la mondialisation du système capitaliste, le dépeçage de l'État par les membres de l'oligarchie est devenu systématique.

La fraude fiscale des plus riches représente 100 milliards d'euros, qui manquent chaque année dans les recettes fiscales de Bercy (selon le rapport sur la fraude fiscale en France publié en septembre 2018 par la Fédération Solidaires finances). Ce chiffre est à mettre en regard du déficit de l'État, estimé à 80 milliards d'euros pour 2018. Or, parmi les premières mesures annoncées par Emmanuel Macron, à son arrivée à l'Élysée, figure l'instauration d'un « droit à l'erreur » pour les particuliers et pour les entreprises. Il s'agit là d'abandonner peu à peu, pour les plus riches contribuables, le contrôle fiscal au bénéfice d'une politique d'accompagnement, pour les aider à corriger leurs éventuelles erreurs en toute amitié. L'externalisation des contrôles fiscaux dans des cabinets privés d'avocats fiscalistes, concomitante à la diminution des effectifs des personnels de Bercy, constitue un moyen de démantèlement des services chargés de vérifier que chaque contribuable paie bien des impôts à la hauteur de sa fortune. De surcroît, les cadeaux fiscaux aux plus riches se comptent, avec le nouveau président de la République, en dizaines de milliards d'euros, à cause de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune et l'instauration d'un forfait

unique d'imposition à 12,8 % sur les revenus du capital – alors que la première tranche à partir de laquelle les contribuables salariés paient des impôts sur le revenu est à 14 %. Autrement dit, les revenus du capital sont aujourd'hui imposés de manière forfaitaire, quel que soit le montant des dividendes, à un niveau inférieur à celui des salaires.

Les revenus du capital sont aujourd'hui imposés de manière forfaitaire, quel que soit le montant des dividendes, à un niveau inférieur à celui des salaires.

Les privatisations menées par les inspecteurs des Finances et la Direction du Trésor dépouillent, comme nous l'avons déjà mentionné, également le bien collectif au bénéfice exclusif des nantis. Le pantouflage est une autre façon de gérer, par des allées et venues entre le public et le privé ou *vice versa*, les intérêts privés en tous lieux de la classe dominante. Les partenariats public-privé offrent une occasion de mettre le ver du néolibéralisme dans le fruit du bien public et de la solidarité nationale. Les fondations de milliardaires et la défiscalisation à 66 % des mécénats d'entreprise sont encore un autre exemple du démantèlement de l'État, de son délitement et de son pillage systématique par les membres de l'oligarchie.

« LES RICHES, ILS ONT PAS BESOIN D'UN PRÉSIDENT. ILS SE DÉBROUILLENT TRÈS BIEN TOUT SEULS »

Emmanuel Macron a fait cette déclaration le 12 avril 2018 sur TF1, en réponse à la question de Jean-Pierre Pernaut : « Êtes-vous le président des riches ? », au cours d'une interview dans une école primaire de Berd'huis, ce village de l'Orne où Marine Le Pen était arrivée en tête lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Emmanuel Macron veut-il dire dans sa réponse que les riches, ayant fait sécession, vivent désormais à l'heure de la mondialisation bien loin des solidarités nationales et sans besoin de l'aide du président de la République ? Mais, compte tenu de l'ampleur des cadeaux fiscaux qu'il a accordés aux plus riches, nous faisons plutôt l'hypothèse d'une nouvelle manipulation idéologique. En disant que « les riches, ils ont pas besoin d'un président. Ils se débrouillent très bien tout seuls », Emmanuel Macron croit gagner sur trois tableaux. Tout d'abord se dégager du sobriquet de « président des riches », ensuite brouiller le fonctionnement d'une classe sociale hautement prédatrice qui a besoin d'un président et de hauts fonctionnaires au service de ses intérêts

privés, et enfin contribuer à la banalisation de la victoire de ces prédateurs dont les chemins s'éloignent définitivement des salariés qui sont pourtant à l'origine de leur bonne fortune, par la masse de travail collectivement fournie.

À LIRE

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des ultra-riches. Chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron*, Zones, Paris, 2019

Catherine Le Gall et Denis Robert, *Les Prédateurs. Des milliardaires contre les États*, Le Cherche Midi, Paris, 2018

Laurent Mauduit, *La Caste. Enquête sur cette haute fonction publique qui a pris le pouvoir*, La Découverte, Paris, 2018

TROP SOCIAL, L'ÉTAT ?

Introduction décalée par **Bruno Gaccio**
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « **Hors collection Sciences Humaines** »

2019 | pages 205 à 208

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-205.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

TROP SOCIAL, L'ÉTAT ?

LES IMPÔTS : ON EN PAIE TROP ?

**LES DÉPENSES PUBLIQUES,
TROP OU PAS ASSEZ ?**

**DÉMANTELER LA PROTECTION
SOCIALE : POUR QUI ET POURQUOI ?**

**CHÔMEURS : DES « CONGÉS » PAYÉS
AUX TRAVAUX FORCÉS ?**

QUEL ENJEU POUR NOS RETRAITES ?

TROP DE SERVICES PUBLICS ?

**OUI, LES FONCTIONNAIRES
TRAVAILLENT**

AUSTÉRITÉ OU RELANCE ?

TROP SOCIAL, L'ÉTAT ?

Introduction décalée, par Bruno Gaccio

Avec cette question, on entre dans le vertigineux, on s'aventure dans les méandres de l'âme humaine, on baigne dans l'insondable sottise collective qui s'empare d'un groupe quand il s'agit de s'organiser en société et, surtout, d'avoir à payer pour ça.

L'histoire nous enseigne qu'il n'y a pas de martingale dans ce domaine, que tout est bricolage de pirates. Que tout est éphémère. Ponctuellement, le plus malin du moment impose sa vision aux foules. Ou le plus méchant, c'est selon. Rarement le plus intelligent ou le plus bienveillant.

Que commence une discussion politique et il faudra à peine le temps d'ingurgiter sa boisson favorite pour entendre : « Moi, je vois, ma sœur, elle est fonctionnaire, eh ben... » Derrière le « eh ben » se tartine avec délectation de l'exemple au kilomètre, représentatif ou pas, peu importe, pourvu que ce soit du vécu, de l'intime, du fait-maison, du je sais de quoi je parle, je vois ma tante Berthe, qui habite Périgueux, elle connaît un gars à la mairie, eh ben... Vous avez compris le principe.

Bonne chance aux sociologues, aux économistes et aux politistes qui vont essayer ici de vous éclairer sur les fonctionnaires et leur indispensable utilité. « Ouais, OK, j'dis pas que Julie Gervais ou Willy Pelletier y déconnent, y connaissent p'têt' le sujet, je dis pas... et, honnêtement, je respecte leur point de vue, je suis démocrate, mais je vois, moi, mon beau-frère, il est flic à Montauban, eh ben... »

J'imagine toute la difficulté pour Christiane Marty et Vincent Drezet qui vont devoir parler de l'impôt. De sa progressivité, de sa nécessaire et vitale existence. L'impôt, c'est le sujet fatal des fins de brunchs dominicaux, la castagne pour les uns, le signal pour ne pas rentrer dans les bouchons pour les autres. Essayez simplement de dire : « Ceux qui gagnent beaucoup payent beaucoup et ceux qui gagnent peu payent peu, ainsi chacun paye sa juste part, sans dérogation ni passe-droit, pour assurer la bonne marche de la vie en société. » Même ce bon sens ne fonctionne pas. Parce que : « OK, c'est sûr que c'est logique mais, je vois, moi, je paie la CSG et j'ai pas de déduction comme un journaliste, par exemple, eh ben... » Fatigue.

Il y a quelques années, j'ai lu l'excellent livre de Vincent Drezet, *Une société sans impôts*¹. J'y ai découvert ce que coûteraient les soins, les interventions des pompiers, l'éducation, les travaux d'entretien, le sport associatif, etc., si tout était privatisé. Si toutes ces activités n'étaient pas financées en grande partie par la collectivité, c'est-à-dire par les finances publiques. Seuls quelques richissimes individus vivraient correctement. Les autres crèveraient ou seraient tributaires de la charité des plus aisés. Quand une cathédrale brûle, on en a la démonstration par l'absurde. En quelques jours, des riches donateurs envoient 1 milliard d'euros, les plus pauvres se cotisent et envoient 20 millions. Tout le principe de l'impôt est là. Les plus riches donnent beaucoup, sans que ça les empêche d'être toujours

plus riches, et les plus pauvres donnent peu sans devenir beaucoup plus pauvres. Encore que donner 10 euros quand on en gagne mille demande un effort bien plus conséquent et que cette décision pèse bien plus lourd pour le portefeuille. Tout le monde achète sa part de paradis, mais... « Ouais, OK, super de filer de la thune pour Notre-Dame ! OK, c'est sûr que c'est un symbole, mais, quand même, moi, je vois, je suis pas croyant et j'habite à Tarbes, eh ben... »

On n'a pas sorti le cul des ronces.

Trop ou pas assez de services publics ? J'espère que Yasmine Siblot, qui se colle au sujet, a le flegme indispensable pour faire face à la pensée militarisée des détracteurs en la matière.

Pensée émue pour Jonathan Marie qui se coltine le thème : « Austérité ou relance ? » L'offre, la demande ? Ricardo ou Keynes ? Des siècles que ça dure. Jonathan, je te souhaite bonne chance. Une piste pour essayer de déterminer qui, d'une économie libérale totale ou des régulateurs et de l'État-providence, l'emporte ? La tentative de Jean Tirole, prix Nobel d'économie et ayatollah de la modélisation mathématique de l'économie, de contrôler dans les universités la production du savoir économique, d'exclure Marx et Keynes non pas de l'enseignement, ça serait trop gros, mais de la catégorie « économistes classiques » pour les placer parmi les « hétérodoxes », les transformer en clowns hérétiques, est à surveiller de près. Il avait déjà essayé ça sous la présidence Hollande : virer l'histoire de la sociologie de l'analyse

économique à l'université. J'avoue ne pas savoir s'il a réussi. Mais quand on entend les « analyses » économiques vulgarisées dans les émissions faites pour ça à la télé, on constate que, quand même, un peu.

Si plus personne n'apprend rien, plus personne ne contestera quoi que ce soit. Pas bête.

Les pressions patronales sur l'État ? Christian de Montlibert, tu es sur du velours. Là, c'est fastoche. Pas besoin de se coltiner la subtilité des rapports sociaux, le contrat *versus* la loi, l'histoire des syndicats et du Code du travail aux États-Unis, ou les réformes Hartz 1, 2, 3, 4 en Allemagne !

Il n'y a plus de pressions patronales sur l'État ! Fini !

L'État, c'est de plus en plus le patronat ! Fabriquer un président coûte sans doute moins cher au final que de faire un lobbying dispersé sur tous les sujets. Placer un D.G. à la tête de l'État, un rêve réalisé. Le CA décide, le D.G. exécute. C'est simpliste ? Ouais, c'est vrai, mais je vois ma sœur, elle bosse au ministère des Finances, eh ben...

Pour les autres chapitres, « L'Union européenne fait-elle le bonheur ? », je fais appel à votre sens de l'observation de la situation européenne du moment.

Les chômeurs sont-ils des assistés et des fainéants ? Alors... 6 millions d'inscrits à Pôle Emploi en comptant les temps partiels, 3,5 millions qui ne bossent même pas une heure dans l'année d'un côté, 111 000 offres d'emplois de l'autre², 16 % de ces 111 000, soit 18 000 seulement, n'ont pas trouvé preneurs faute de candidats. Pôle Emploi

ne recensant qu'un tiers des demandeurs d'emploi, on peut imaginer que, en multipliant par trois le chiffre de Pôle Emploi, on arrive pas loin du chiffre global des emplois non pourvus : 300 000 emplois. Allez, on est trop timide, disons qu'il y a 500 000 emplois non pourvus. Disons même 1 million, soyons généreux !

Il resterait encore 5 millions de fainéants assistés... Pardon, de chômeurs et de précaires... Je me suis trompé parce que : « Non, mais ouais, mais je dis pas

que c'est pas faux, mais moi, je vois, j'ai mon oncle qui tient un bar PMU à Saint-Raphaël, bah pour trouver du personnel, eh ben... »

Et, malgré ça, la France est la sixième puissance économique du monde. J'y vois une bonne nouvelle.

Le dernier paragraphe de ce chapitre pose la question des chiffres, est-ce qu'ils mentent ? Je vous encourage à le lire, au moins pour savoir si vous avez bien fait de lire les paragraphes précédents.

1. Les Liens qui libèrent,
Paris, 2014.

2. Hadrien Clouet, « La
ritournelle des emplois non
pourvus », Science Po.fr,
2018.

LES IMPÔTS : ON EN PAIE TROP ?

Philippe Boursier, Vincent Drezet, Igor Martinache, Christiane Marty et Willy Pelletier

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 209 à 220

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-209.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES IMPÔTS : ON EN PAIE TROP ?

par **PHILIPPE BOURSIER** (professeur de sciences économiques et sociales),

VINCENT DREZET (syndicaliste),

IGOR MARTINACHE (sociologue, université Paris-Diderot),

CHRISTIANE MARTY (féministe),

et **WILLY PELLETIER** (sociologue, université de Picardie)

Remerciements à **Clarisse Zhang Wei** (professeure des écoles)

« Il me semble que la meilleure orientation
pour répondre aux besoins de justice fiscale n'est pas
d'augmenter les impôts de tel ou tel,
mais plutôt de baisser les impôts. »
Emmanuel Macron, 25 avril 2019

« Les impôts sont le prix à payer pour une société civilisée,
trop de citoyens veulent la civilisation au rabais. »
Henry Morgenthau, ministre des Finances
sous la présidence de Franklin Roosevelt, 1937

La France, championne du monde des prélèvements obligatoires ? Commentateurs (économiques) et experts en tout répètent que l'excès d'impôts plombe l'activité économique. D'ailleurs, les Français eux-mêmes n'ont-ils pas montré leur « exaspération fiscale », comme l'a affirmé le Premier ministre Édouard Philippe, le 8 avril 2019 ? La conclusion s'imposerait, évidente : il faudrait baisser les impôts et les « charges » pour redonner du pouvoir d'achat aux Français et libérer l'économie. Mais de quoi parle-t-on au juste ? Qui paie quoi ? À qui profitent les mesures fiscales de ces dernières années ? À quoi servent les impôts ? Sont-ils vraiment redistributifs ?

SANS IMPÔTS PROGRESSIFS, DAVANTAGE D'INÉGALITÉS !

Les impôts ne font pas que financer l'action publique. Les impôts, quand ils sont progressifs, permettent aussi de réduire les inégalités

de revenus. La logique de la progressivité consiste à faire en sorte que ceux qui gagnent (ou possèdent) le plus paient aussi proportionnellement plus que les autres.

Les adversaires de la progressivité de l'impôt soutiennent que les services publics financés par tous les membres de la société réduisent déjà les inégalités, car ils sont gratuits (ou presque) et donc accessibles à tous. À quoi bon alors des impôts progressifs ? L'argument est infondé. Car les plus riches profitent beaucoup des services publics, et souvent plus que les autres. Non seulement leurs enfants sont scolarisés plus longtemps en moyenne, et dans des établissements où la dépense par élève est supérieure, mais les musées et les théâtres, dont une large part bénéficient du financement public, sont bien davantage fréquentés par les classes aisées que par les classes modestes. Il n'est donc pas invraisemblable qu'ils contribuent à hauteur de leurs moyens.

Le principe de la progressivité est simple : plus on gagne d'argent, plus on contribue au bien public. Son inscription dans la loi date de 1914.

C'est ainsi qu'en France le **barème progressif** de l'impôt sur les revenus perçus en 2017 s'établissait en cinq tranches. Jusqu'à 9 710 euros de revenus pour un foyer fiscal, le taux d'imposition était de 0 % ; entre 9 711 euros et 26 818 euros, il était de 14 % ; entre 26 819 euros et 71 898 euros, le taux d'imposition s'établissait à 30 % ; entre 71 899 euros et 152 260 euros, il s'élevait à 41 % ; et, au-dessus de 152 262 euros par foyer fiscal, le taux montait à 45 %.

Seulement voilà, la progressivité de l'impôt n'a cessé ces vingt dernières années d'être diminuée. La redistribution des richesses ainsi s'amoindrit. Les plus fortunés conservent des revenus plus élevés, et les écarts de revenus (après impôts directs) dans le pays augmentent. Ce qui a des effets sur les fortes inégalités de patrimoines, qui, elles aussi, s'accroissent. Rappelons que, début 2015, les 10 % de ménages les mieux dotés détenaient chacun plus de 595 700 euros de patrimoine, tandis que les 10 % les moins dotés possédaient moins de 4 300 euros de patrimoine¹.

Barème progressif : il permet de mettre en œuvre la progressivité de l'impôt, un principe selon lequel le taux réel d'imposition augmente au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des revenus.

1. INSEE, *Les Revenus et le patrimoine des ménages*, INSEE Références, Paris, 5 juin 2018.

De quatorze tranches d'imposition, avec des taux progressifs ajustés à chaque tranche, et allant de 0 % à 65 % au début des années 1980, l'impôt sur le revenu ne compte plus aujourd'hui que cinq tranches, avec un taux d'imposition de 45 % pour la tranche la plus élevée. Les plus riches paient de la sorte moins d'impôts qu'auparavant. Et des ménages disposant de revenus très différents se retrouvent à payer proportionnellement le même taux d'imposition. C'est ainsi notamment qu'un couple où chaque conjoint perçoit un revenu mensuel de 2 996 euros est imposé à même hauteur qu'un couple où chaque conjoint perçoit 6 344 euros !

Le début du quinquennat d'Emmanuel Macron a fait nettement diminuer la progressivité de l'impôt. Les chercheurs Antoine Bozio, Bertrand Garbinti, Jonathan Goupille-Lebret, Malka Guillot et Thomas Piketty² ont établi que, au terme des réformes principalement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), supprimé par Emmanuel Macron, et de l'impôt sur les revenus mobiliers, les 0,01 % les plus riches ont vu leurs contributions totales passer de 52 % en 2016 à 46,6 % en 2018. Les 1 % des Français les plus riches (approximativement 550 000 personnes) ont bénéficié de 4,5 milliards d'euros en plus dans leurs portefeuilles, et les recettes de l'État ont perdu 4,5 milliards d'euros par an. Mieux : parmi eux, les 0,01 % les plus riches (5 034 personnes gagnant plus de 2 millions d'euros de revenus annuels, souvent nettement plus) ont capté 1,27 milliard : chacun a réalisé une économie de près de 253 800 euros.

Il y a plus : l'impôt progressif occupe une place dérisoire dans la **fiscalité** française, alors que celle du prélèvement proportionnel est beaucoup plus grande. Quels sont ces impôts non progressifs ? La TVA payée sur chacun de ses achats, la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) payée à la pompe à essence, les impôts sur les sociétés, notamment. Or, ces impôts ont un taux (ou un pourcentage) identique quel que soit le montant des revenus perçus. Et ces impôts sont loin d'être indolores. Moins on est riche et plus ils pèsent lourd dans le budget. L'impôt sur le revenu (impôt direct progressif) est souvent mis

Le début du quinquennat d'Emmanuel Macron a fait nettement diminuer la progressivité de l'impôt.

Fiscalité : elle comprend l'ensemble des recettes perçues par les administrations publiques (l'État, les collectivités locales ainsi que les organismes d'administration centrale).

2. Voir : Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman (dir.), *Rapport sur les inégalités mondiales*, Le Seuil, Paris, 2018.

au cœur des débats, mais il n'est pas la principale recette de l'État, loin de là. De longue date, celle-ci est constituée par la TVA : en 2019, l'impôt sur le revenu (après crédit d'impôt) devait en effet ramener 31 % des recettes de l'État, alors que la TVA en représentait presque 45 %. Or la TVA, on l'a évoqué, pèse proportionnellement plus sur le revenu des plus pauvres et des classes moyennes (tout le monde la paie quotidiennement dans ses achats) que sur celui des plus riches. Pour une raison simple : la consommation représente pour les plus pauvres une part très importante de leurs revenus, alors que les plus riches épargnent ou font des placements financiers ou immobiliers. Sans délai, il existe un moyen de rendre la TVA un peu moins injuste : augmenter très fortement le taux de TVA sur les biens consommés par les plus riches (grosses cylindrées, yachts, bijoux, etc.). Pourquoi n'est-ce pas fait ?

L'impôt progressif occupe une place dérisoire dans la fiscalité française, et les choix d'Emmanuel Macron, loin d'atténuer ce phénomène, l'amplifient d'ailleurs. La hausse de la CSG (contribution sociale généralisée) accroît la part des prélèvements proportionnels. De même, l'instauration de la *flat tax* (taux proportionnel de 30 %, tous prélèvements confondus) sur les revenus du capital et les plus-values financières supprime la progressivité de l'impôt pour ces revenus.

À cela s'ajoute la prolifération des **niches fiscales** pour les plus riches, notamment dans l'immobilier. La défiscalisation Pinel (septembre 2014) leur accorde des réductions fiscales pouvant aller jusqu'à 21 % du montant de l'investissement. Et cette défiscalisation est possible même pour « louer à un ascendant ou à un descendant ». En clair, dans ce pays où les 10 % des ménages les plus riches détiennent 48 % du patrimoine, les propriétaires riches (par héritage le plus souvent) peuvent, grâce aux subventions publiques, gonfler encore leur patrimoine. Pourquoi s'arrêter là ? À ces défiscalisations, la **loi de finances** 2015 ajoute de très beaux cadeaux sur les donations. Auparavant, chaque parent pouvait donner à chaque enfant 100 000 euros franco de droits de donation. Un enfant pouvait recevoir

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Niches fiscales : ce sont les mesures dérogatoires par rapport au droit fiscal commun. Elles permettent à leurs bénéficiaires de payer moins d'impôts. Prenant diverses formes (crédit d'impôt, réduction d'impôt, déduction du revenu, etc.), elles poursuivent un objectif de politique

publique. Le crédit d'impôt pour emploi d'un salarié ou d'une salariée à domicile vise à développer l'emploi domestique et à combattre le travail domestique non déclaré.

Loi de finances : loi votée chaque année qui permet d'établir les

recettes et les dépenses, donc le budget de l'État. Votée en fin d'année, elle prévoit notamment les mesures fiscales nouvelles qui seront appliquées au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

200 000 euros de ses parents, tous les quinze ans, sans aucun impôt. À cela s'ajoutait le droit pour chaque grand-parent de faire un don de 31 865 euros pour chaque petit-enfant. Total : jusqu'à 127 460 euros franco d'impôt – s'additionnant aux 200 000 euros. La loi de finances 2015 a été plus loin : pour des dons de terrains munis d'un permis de construire (obtenu entre septembre 2014 et janvier 2017) est offerte une exonération supplémentaire jusqu'à 100 000 euros si la donation est consentie au profit d'un descendant, d'un ascendant, d'un conjoint. Mais la niche la plus notoirement inefficace et terriblement coûteuse reste les 20 milliards annuels de « cadeaux sans contrepartie » aux entreprises que représente le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), voté sous le quinquennat de François Hollande.

L'actualité, concomitante à l'écriture de ce manuel, impose de citer aussi la « niche mécénat ». Après l'incendie de Notre-Dame de Paris, LVMH, numéro un mondial du luxe, propriété de la famille Arnault, a annoncé un « don » de 200 millions d'euros au fonds dédié à la reconstruction. La famille Pinault a débloqué 100 millions d'euros *via* sa société d'investissement Artemis. De même que Total (100 millions) et la famille Bettencourt-Meyers, actionnaire de L'Oréal (200 millions), en passant par les Decaux, à travers JC Decaux Holding (20 millions) ou Martin et Olivier Bouygues (10 millions). Or, pour ce type de dons, la niche mécénat offre 60 % de réduction sur l'impôt sur les sociétés, plafonnée à 0,5 % du chiffre d'affaires, avec la possibilité de bénéficier d'un échelonnement de l'avantage fiscal sur cinq ans (et 66 % de réduction d'impôt sur le revenu pour les particuliers, dans la limite de 20 % de leur revenu imposable). Grâce à ses dons, en 2017 déjà, LVMH avait pu économiser plus de 61 millions d'impôts, perdus pour les caisses de l'État.

SANS IMPÔTS, PAS DE PROTECTION SOCIALE !

Outre l'impôt (de moins en moins) progressif et les impôts qui vont à rebours de la progressivité, on peut distinguer deux catégories de prélèvements : les impôts d'État et locaux, d'une part, et d'autre part, les prélèvements sociaux (cotisations sociales, contribution sociale généralisée...). Statistiquement, la France est effectivement l'un des pays où ces prélèvements sont les plus élevés lorsqu'on les ramène au produit intérieur brut (PIB). Un signe de mauvaise gestion ? Rien n'est plus faux. Car il faut comparer ce qui est comparable.

La France offre en effet une protection sociale collective et des services publics plus développés que dans les autres pays. Il est donc naturel que cela se voie dans le montant des impôts qui servent à les financer.

La France offre en effet une protection sociale collective et des services publics plus développés que dans les autres pays. Il est donc naturel que cela se voie dans le montant des impôts qui servent à les financer. Prenez John, ouvrier dans une usine automobile au Texas : avec un montant sur sa fiche de paie de 2 100 dollars, soit 1 880 euros, il gagne sur le papier bien plus que Karim, qui bosse en France au même poste pour la même société et gagne à peine plus que le SMIC, soit 1 200 euros nets.

Sauf que, tous les mois, John doit mettre plus de la moitié de son salaire de côté pour payer les soins médicaux de sa famille, les études de son aînée qui vient de rentrer à l'université, et verser sur son plan d'épargne retraite. Autant de dépenses qui, en France, sont prises presque intégralement en charge par la collectivité. Et, au final, le mieux payé n'est pas celui que l'on croit... De même, Helmut, leur collègue allemand, doit payer pour faire garder ses enfants en bas âge quand sa femme et lui sont au boulot, car, contrairement à la France, il n'existe pratiquement pas de crèches publiques ni d'écoles maternelles pour accueillir les moins de cinq ans, en Allemagne. Payer les assurances de santé privées, les fonds de pension pour les retraites, ou encore des systèmes privés de garde d'enfant, par exemple, se fait alors, bien évidemment, sur les finances personnelles. Mais ces paiements ne sont jamais pris en compte dans les prélèvements obligatoires, puisqu'ils sont individuels et facultatifs, donc pas obligatoires ni collectifs.

Si on voulait, donc, véritablement réaliser une étude sérieuse sur le rôle et l'efficacité des prélèvements obligatoires, il faudrait établir une comparaison de ce qu'ils financent, puisque la situation est différente d'un pays à l'autre. On pourrait partir de ce que financent les prélèvements obligatoires en France, et mettre en comparaison la somme de ces prélèvements obligatoires et la somme des cotisations aux systèmes

privés nécessaires pour avoir la même couverture sociale et les mêmes services publics qu'en France.

Malheureusement, une telle comparaison n'existe pas. Étonnant, non ?

SANS IMPÔTS, PAS DE SERVICES PUBLICS !

Mathis est à l'école primaire. Lorsqu'il joue avec ses copains ou qu'il se trouve en salle de classe, il ne comprend pas que la société lui permet de tisser des liens et de se former sans que ses parents déboursent un centime (même s'ils participent aux frais de la cantine scolaire). On ne lui reprochera pas d'être insouciant, il est jeune et a tout l'avenir devant lui... Pourtant, il faut bien acheter ou louer un bâtiment, équiper l'école et payer les salaires des professeurs et de leurs assistants. Et c'est l'impôt, payé par l'ensemble des membres de la société, qui le permet. S'il n'y avait pas d'impôt, le coût de la scolarité serait directement facturé aux parents. Il faut bien apprendre à lire, écrire, compter, construire son esprit critique et se préparer à la vie active, bref, se former. Il en va de même pour l'ensemble des enfants, ados et étudiants scolarisés dans le secteur public et dans le privé sous contrat (car, là aussi, une partie des frais, le salaire des professeurs notamment, sont pris en charge par l'impôt).

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a calculé qu'en France un écolier, un collégien et un lycéen « coûtent » chacun en moyenne pratiquement 7 400 euros par an pour l'enseignement (primaire et secondaire) et qu'un étudiant « coûte » un peu plus de 16 400 euros. Or, sans impôts, ce coût serait supporté par les familles, ou plus exactement seulement par celles qui le peuvent. Les autres verraient leurs enfants se battre pour une bourse ou être condamnés à travailler plus tôt et sans qualification, et donc dans des métiers peu rémunérés, souvent les plus pénibles. Avec une population moins formée, la cohésion sociale et le système économique seraient fragilisés. Et les inégalités exploseraient, car seules les familles qui ont les moyens financiers pourraient payer des études à leurs enfants. Il est donc normal que tout le monde contribue, directement et indirectement, au financement de l'éducation, puisque c'est l'ensemble de la société qui en bénéficie.

Le même raisonnement vaut pour la sécurité, la santé, la culture, etc. Grâce aux impôts, l'action publique garantit l'accès à des services collectifs essentiels.

LA FRAUDE FISCALE APPAUVRIT LA COLLECTIVITÉ ET RENFORCE LES INÉGALITÉS

En 2013, Oxfam estimait qu'au moins 18 500 milliards de dollars (14 000 milliards d'euros) étaient cachés par des particuliers fortunés dans des paradis fiscaux à travers le monde³. La moitié des milliards privés cachés dans les paradis fiscaux pourraient permettre d'éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde⁴.

Les conséquences de la fraude et de l'évasion fiscales sont connues : une réduction des rentrées budgétaires pour les États, des difficultés accrues pour les budgets publics et, dès lors, une compression des dépenses publiques tout à fait indispensables pour financer les services publics et les services sociaux. « Dans le contexte d'une concurrence mondialisée, l'abaissement de la fiscalité est devenu, pour les États, un argument pour attirer l'investissement ou l'épargne. En pouvant pratiquer une fiscalité nulle ou presque, les paradis fiscaux exacerbent cette course mondiale au moins-disant fiscal [...]. Les entreprises multinationales de tous secteurs, les banques internationales, les fonds d'investissement sont les premiers clients des paradis fiscaux : 50 % du commerce mondial transite aujourd'hui par les paradis fiscaux⁵. »

Pour la France, la fraude fiscale représente un manque à gagner annuel d'au moins 80 milliards d'euros, un montant comparable au déficit budgétaire de l'État.

Pour la France, la fraude fiscale représente un manque à gagner annuel d'au moins 80 milliards d'euros, un montant comparable au déficit budgétaire de l'État. Elle peut être internationale : fraude à la TVA intracommunautaire, manipulations de prix de transfert, sociétés écrans et montages sophistiqués utilisant les régimes fiscaux dits « privilégiés »... Elle est favorisée par la liberté de circulation des biens et des capitaux, et l'existence des « paradis fiscaux et judiciaires ». Ces territoires, où on ne paie pas d'impôt, permettent de créer des sociétés dont le véritable bénéficiaire reste anonyme et ne coopèrent pas avec les autres pays lorsqu'il s'agit de combattre la délinquance financière.

Un seul exemple. Au Luxembourg, le taux d'imposition du bénéfice des sociétés s'établissait à 29 % en 2017. Le Luxembourg pouvait ainsi se flatter officiellement de taxer les profits bien plus qu'ailleurs. Pur effet d'affichage car le Grand-Duché s'est fait une spécialité du *tax ruling* (ou rescrit fiscal) permettant aux multinationales de négocier par avance avec le fisc local un taux d'imposition plus proche de zéro que du pourcentage affiché. Les LuxLeaks⁶ ont établi que des

3. Oxfam a utilisé la liste des 50 « juridictions *offshore* » établies par l'Accountability Office du gouvernement américain, à laquelle elle a ajouté deux autres importants paradis fiscaux : le Delaware et les Pays-Bas. Parmi ces juridictions, 21 sont des pays liés à l'UE et 10 au Royaume-Uni (Anguilla, les Bermudes, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans, Gibraltar, Guernesey, l'île de Man, Jersey, Montserrat et les îles Turques-et-Caïques).

arrangements fiscaux ont été passés avec plus de 300 multinationales. L'ancien Premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker, a longtemps présidé la Commission européenne.

Le numérique, l'ingénierie financière et fiscale ou le manque de coopération entre États ont accéléré le développement d'une évasion et d'une fraude fiscales à grande échelle. La fraude « nationale », toujours importante, provient, elle, de la hausse de la part du travail non déclaré dans l'économie nationale (de 6 % à 10 % du PIB, selon les estimations), du détournement des régimes fiscaux dérogatoires, des logiciels frauduleux, de la fraude à la TVA (non déclarée, déduite à tort, etc.), du paiement en liquide de sommes non déclarées, de la sous-estimation de la valeur du patrimoine, etc.

QUOTIENT CONJUGAL, QUOTIENT FAMILIAL = INÉGALITÉ DE GENRE, INÉGALITÉ DE CLASSE

COMMENT ÇA MARCHE ?

En France, le foyer fiscal est constitué par un célibataire ou par un couple, marié ou pacsé. Le calcul de l'impôt sur le revenu d'un foyer fiscal repose d'abord sur l'attribution d'un nombre de parts : une part pour un célibataire ; deux parts pour un couple. L'administration fiscale fait l'hypothèse que les couples mettent en commun l'ensemble de leurs revenus (ce qui ne correspond pourtant pas à la réalité) : c'est le quotient conjugal. Les enfants sont rattachés au foyer fiscal (une demi-part supplémentaire pour chacun des deux premiers, et une part entière pour chaque enfant à partir du troisième) : c'est le **quotient familial**. Le revenu total du ménage est ensuite divisé par le nombre de parts, donnant ainsi le revenu moyen attribuable à « une part » du ménage. On applique alors le barème de l'impôt sur cette part.

Quotient familial : il consiste, sur la base d'une déclaration unique de l'ensemble des membres d'un foyer fiscal, à déterminer le nombre de parts de ce foyer. Le revenu global du foyer sera divisé par le nombre de parts, puis passera à la moulinette du barème progressif de l'impôt sur le

revenu, donnant ainsi un sous-total qui sera multiplié par le nombre de parts du foyer. De la sorte, le foyer fiscal paiera moins d'impôts que si on ne tenait pas compte du nombre de parts.

4. Voir : <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-05-22/la-moitié-des-milliards-prives-cachees-dans-les-paradis>

5. Voir l'excellent site : <http://www.stopparadisfiscaux.fr>

6. Luxembourg Leaks (ou LuxLeaks) est le nom du scandale financier révélant le contenu de plusieurs centaines d'accords fiscaux très avantageux conclus par des cabinets d'audit avec l'administration fiscale luxembourgeoise pour le compte de nombreux clients internationaux.

Le résultat est enfin multiplié par le nombre de parts pour donner le montant total de l'impôt du ménage.

Ce système de quotient procure donc une réduction d'impôt qui augmente très sensiblement avec le niveau de revenu et aussi avec le nombre de parts. La progressivité de l'impôt sur le revenu en fait en théorie l'impôt le plus juste, mais, en pratique, le quotient familial et le quotient conjugal... multiplient la réduction d'impôt au profit des plus riches.

UNE ORIGINALITÉ FRANÇAISE

La France est un des très rares pays à appliquer le quotient conjugal pour les couples mariés ou pacsés. Des pays offrent le choix entre l'imposition conjointe ou séparée. La plupart ont opté pour une imposition individuelle des personnes sans autre option possible. La France est également le seul pays à appliquer le système de quotient familial. Certains pays accordent un crédit d'impôt en fonction du nombre d'enfants à la charge des contribuables. D'autres ont choisi de ne pas tenir compte des enfants dans l'impôt : c'est par des aides directes organisées dans le cadre de la politique familiale que passe le soutien à l'éducation des enfants.

QUOTIENT FAMILIAL : UN ENFANT DE RICHE « RAPPORTE » PLUS QU'UN ENFANT DE PAUVRE

Ce système de quotient assure donc un avantage fiscal qui « croît plus que proportionnellement au revenu. De ce fait, cet avantage est fortement concentré au bénéfice des ménages disposant des revenus les plus élevés⁷ ». Les 12 milliards d'euros que coûte le quotient familial vont ainsi essentiellement aux familles les plus riches. En outre, l'avantage ne bénéficie en rien à la moitié des ménages (les plus modestes) car ils ne sont pas imposables⁸.

Cette situation pose une question de principe : de quelle manière la société doit-elle aider les parents à élever les enfants ? Ne devrait-elle pas plutôt suivre le principe d'une aide égale pour chaque enfant (en assurant un mode d'accueil avant l'âge de la scolarité, l'éducation gratuite, une allocation de base) ? Ces prestations de type universel ne pourraient-elles pas être complétées par des allocations ou services ciblés pour aider plus particulièrement les familles les plus modestes ?

7. Conseil des prélèvements obligatoires, rapport de mai 2011. C'est notamment ce constat qui a été à l'origine de la baisse du plafonnement des effets du quotient familial de 2 336 euros en 2012 (revenus 2011) à 1 500 euros en 2014 (1 551 euros en 2019).

8. Pour tenter d'atténuer cet avantage fiscal accaparé par les foyers les plus riches, la réduction d'impôt par enfant a été plafonnée : l'économie d'impôt qu'un foyer peut retirer du quotient familial a été limitée à 1 551 euros par demi-part liée aux enfants (impôt 2019). Mais, d'une part, le plafond est situé à un niveau qui ne concerne qu'une minorité de couples, d'autre part, l'inégalité de répartition de l'avantage fiscal sous ce plafond reste inchangée.

QUOTIENT CONJUGAL : UNE PRIME À L'INÉGALITÉ DE REVENUS AU SEIN DES COUPLES ET UN FREIN À L'EMPLOI DES FEMMES

Le bénéfice du quotient conjugal est lui aussi fortement concentré en haut de l'échelle des revenus : 10 % des ménages les plus aisés concentrent 53 % de la valeur du quotient conjugal ! Et la réduction d'impôt est d'autant plus importante que les conjoints ont des revenus inégaux. En effet, si les deux conjoints ont des revenus équivalents, l'imposition commune ne change rien par rapport à l'imposition séparée. En revanche, si les revenus des conjoints sont inégaux, le quotient conjugal procure une réduction d'impôt : le fait d'appliquer le barème d'impôt sur la moyenne des deux revenus réduit le taux d'impôt effectif du couple. Prenons l'exemple⁹ d'un couple hétérosexuel dont la femme est au foyer. Si le conjoint est un cadre dirigeant gagnant 120 000 euros par an, la réduction d'impôt sera de 9 625 euros ; si le conjoint gagne 60 000 euros, elle sera de 5 644 euros ; si le conjoint est au SMIC, elle sera nulle.

Cependant, le plus souvent, la réduction globale d'impôt du couple masque une situation différenciée en son sein. Le revenu le plus élevé (celui de l'homme dans la majorité des cas) se trouve imposé à un taux plus faible que dans le cas d'une imposition séparée ; et, à l'inverse, le revenu le plus faible (celui de la femme en général) est imposé à un taux plus élevé. La réduction d'impôt du premier étant supérieure à la hausse d'impôt de la seconde, le couple bénéficie d'un gain global. Mais ce gain se fait au prix d'une augmentation du taux d'imposition des conjoints au revenu le plus faible, les femmes dans la plupart des cas. De ce fait, le quotient conjugal agit comme un frein à l'emploi des femmes car il amoindrit l'incitation à obtenir des revenus d'activité.

Le quotient conjugal a d'autres effets pervers. Il surimpose les célibataires par rapport aux couples. Il pénalise les couples en concubinage par rapport à ceux mariés ou pacsés.

En définitive, le dispositif de quotient familial comme conjugal n'est pas adapté à l'évolution des configurations des familles. D'un avis assez largement partagé, il devrait être revu au regard des enjeux de justice fiscale, sociale et d'égalité entre les femmes et les hommes.

9. Selon le barème 2016.

MORALE DE L'HISTOIRE

Pour que la société soit plus juste, il faut donc des impôts justes, c'est-à-dire des impôts qui financent l'action publique à hauteur des besoins et qui réduisent véritablement les inégalités. On est encore loin du compte...

À LIRE

Nicolas Delalande et Alexis Spire, *Histoire sociale de l'impôt*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2010

Alexis Spire et Katia Weidenfeld, *L'Impunité fiscale. Quand l'État brade sa souveraineté*, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », Paris, 2015

Alexis Spire, *Résistances à l'impôt, attachement à l'État. Enquête sur les contribuables français*, Le Seuil, coll. « Sciences humaines », Paris, 2018

LES DÉPENSES PUBLIQUES, TROP OU PAS ASSEZ ?

Philippe Boursier et Jean-Marie Harribey
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 221 à 229

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-221.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES DÉPENSES PUBLIQUES, TROP OU PAS ASSEZ ?

par PHILIPPE BOURSIER

(professeur de sciences économiques et sociales)

et JEAN-MARIE HARRIBEY (économiste, université de Bordeaux)

« La preuve par cinq que la France est bien championne
des dépenses sociales. »

Le Figaro, 23 janvier 2019

« La France championne de la dépense publique. »

Les Échos, 13 juillet 2017

« La France championne des dépenses publiques. »

La Croix, 24 avril 2017

« La France est (encore) championne du monde
des dépenses sociales publiques. »

Challenges, 23 janvier 2017

Les dépenses publiques seraient *trop élevées* en France, puisque, selon les « données officielles », en 2017, elles représenteraient 56,5 % du produit intérieur brut (PIB) et nous placeraient au premier rang des pays membres de l'OCDE. Elles handicaperaient ainsi l'économie privée, la seule à être considérée comme productive par les économistes libéraux. Toutefois, chaque point de cette affirmation, martelée comme une évidence, pose problème. Les « dépenses publiques », mais de quoi parle-t-on ? « Plus élevées en France qu'ailleurs » : ces comparaisons internationales sont-elles fondées ? « Les dépenses publiques parasitent l'économie privée », ou au contraire contribuent-elles à une création de valeur ? Et à qui profiterait la baisse des dépenses publiques ?

L'ÉTAT RÉDUIT LES INÉGALITÉS GRÂCE AUX DÉPENSES PUBLIQUES

Élisabeth ouvre *Le Figaro* à la terrasse d'une brasserie de la rue Drouot. Elle parcourt les principaux titres, s'arrête sur l'un d'eux : « Pourquoi la France est toujours la championne des dépenses publiques... et risque de le rester ». Selon le quotidien, c'est exactement ça, le problème de la France aujourd'hui : l'État dépense trop. Beaucoup trop. Et nous prend trop, à nous, contribuables. « Qui donne à l'État prête à rire », dit souvent sa compagne, qui dirige une agence immobilière. À cinquante-quatre ans, Élisabeth a l'impression de payer l'État tout le temps. Des impôts sur les bénéfices de sa boîte de communication. Les charges sociales sur ses salariés. Des impôts sur le revenu. Des taxes foncières sur son appartement parisien et sur sa résidence secondaire en Ardèche. Et toutes les taxes sur ses achats... Élisabeth pense qu'elle n'en peut plus, que la France n'en peut plus. Même si elle oublie que son couple perçoit 8 250 euros par mois. Élisabeth vit dans son monde. Elle ne connaît aucun ouvrier, aucun petit employé, aucun chômeur, aucun étudiant pauvre, aucun retraité qui peine à boucler son mois. Mais elle croit dur comme fer ce que la presse économique ne cesse de répéter : l'État gaspille, l'État flambe, l'État paye des armées de fonctionnaires à ne rien faire. L'État assiste les assistés, l'État ponctionne ceux qui créent les richesses. Oui, l'État l'étrangle. Il faut remettre la France en marche et réduire au plus vite la dépense publique qui l'entrave, pense Élisabeth.

Vraiment ? En diminuant les dépenses publiques, serions-nous tous gagnants ? Certes, il y aurait quelques gagnants (les plus riches), mais au détriment d'une lourde majorité de perdants (les autres).

Sauf les plus hauts revenus, en effet, beaucoup seraient perdants, car les dépenses publiques participent à la redistribution des richesses et réduisent les inégalités. Comment l'**État social** rend-il les pauvres moins pauvres et les riches (un peu) moins riches ? D'abord, en

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

État social (ou État-providence) : ensemble des interventions de l'État visant prioritairement à garantir des droits sociaux. L'État social repose sur la protection sociale, les services publics, le droit du travail et les politiques économiques de soutien à l'activité et à l'emploi.

Revenu primaire : revenu que les ménages tirent de leur participation à la production des entreprises et des administrations – un salaire pour ceux qui apportent leur force de travail ; un revenu mixte pour les entrepreneurs individuels (agriculteurs, artisans-commerçants, professions libérales

prélevant une partie des revenus des plus aisés afin de les redistribuer au plus grand nombre, avec des prestations sociales et des services publics gratuits. Lesquels sont financés par la dépense publique.

Les données de l'INSEE présentent un aperçu de cette redistribution. En 2015, une personne faisant partie des 10 % les plus aisés avait un **revenu primaire** moyen de 5 939 euros par mois. Dit autrement, les revenus issus de son travail de salarié ou d'indépendant et ceux de son patrimoine atteignaient quasiment les 6 000 euros mensuels, avant le paiement des **impôts directs** et sans les prestations sociales reçues. Parallèlement, une personne faisant partie des 10 % les moins payés ne percevait en moyenne que 281 euros par mois. Ce revenu, très en deçà du SMIC, est une moyenne qui prend en compte les personnes à temps partiel, les chômeurs et les « inactifs », nombreux parmi les personnes à fort bas revenus. Comparons les deux tranches de revenu avant l'intervention de l'État : les 10 % les plus aisés obtiennent une part de la valeur issue de la production vingt et une fois plus importante que celle des 10 % les plus modestes.

Mais, heureusement, l'État social intervient sur ce premier partage très inégalitaire. Une fois les impôts directs retirés de ces revenus et, surtout, une fois les prestations sociales versées, les écarts sont alors un peu moins importants. Pour consommer ou épargner, les 10 % les plus aisés ne disposent désormais plus *que* de 4 666 euros par mois et par personne (au lieu des 5 939 euros initialement). Le revenu disponible des 10 % les plus pauvres est, lui, passé de 281 euros à 821 euros par mois. Les écarts de niveau de vie moyen entre ces deux tranches se sont donc resserrés, un peu ; c'est peu, mais c'est au moins un peu. Les plus aisés gagnent désormais en moyenne six fois plus que les plus modestes (au lieu de vingt et une fois plus, initialement), après l'intervention de l'État sous forme d'impôts directs prélevés et de prestations reçues.

Comment l'État social a-t-il modifié la donne ? En réduisant le revenu des plus riches et en augmentant celui des plus pauvres. Les prélèvements atténuent les inégalités : les pauvres ne paient quasiment pas d'impôts directs ; les plus aisés sont mis à contribution, notamment

ou autoentrepreneurs) ; un revenu du capital (dividendes, intérêts, loyers) pour ceux qui sont propriétaires de biens ou de capitaux utilisés par l'entreprise.

(impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, CSG), soit sur le patrimoine (taxe foncière, impôt sur la fortune mobilière).

Impôts directs : prélèvement réalisé par l'État soit sur l'activité

par l'impôt sur le revenu et les impôts sur le patrimoine (quoique moins aujourd'hui avec la suppression de l'impôt sur la fortune). Les prestations sociales expliquent l'essentiel de la réduction des écarts. Elles constituent les deux tiers du revenu final des 10 % des ménages les plus modestes (allocations familiales, aides au logement, RSA, minimum vieillesse, allocation aux adultes handicapés). Les plus aisés, eux, bénéficient peu des prestations sociales (à l'exception des pensions de retraite calculées sur des revenus d'activité élevés).

Mais la dépense publique sert aussi, beaucoup, à réduire les inégalités en permettant que fonctionnent les services publics. L'État, avec les services publics, ne réalise pas un transfert monétaire vers les ménages, mais un transfert en nature : grâce à l'accès gratuit ou à bas

Moins de dépenses publiques, c'est à terme moins de redistributions vers les plus pauvres, moins d'impôts pour les plus riches... et de nouveaux marchés pour les entreprises – comme les assurances privées – qui cherchent à enrichir leurs actionnaires, au détriment de celles et ceux à qui elles vendent ce qu'elles désignent comme des « services ».

prix aux services collectifs financés par la collectivité. Prenons l'exemple d'une famille qui a un enfant, lycéen. Une année de scolarité au lycée en France coûte environ 11 000 euros par élève. La famille ne reçoit pas un versement en monnaie de 11 000 euros dans l'année, mais l'État lui fournit bien l'équivalent en nature. Car, si les cours étaient réalisés par des entreprises privées, la famille devrait déboursier cette somme chaque année (et plus peut-être, car il faudrait aussi rémunérer les actionnaires). L'accès aux services publics gratuits est, de la sorte, une autre forme (très importante) de redistribution. Selon l'INSEE, l'accès aux soins gratuits, à l'éducation et au logement social contribue deux fois plus que les transferts monétaires à la réduction des inégalités de niveau de vie.

Certes, l'État n'est pas toujours Robin des Bois. Certains prélèvements pénalisent les pauvres, les impôts indirects tels que la TVA, par exemple. En outre, les très riches savent faire de l'optimisation fiscale pour échapper à l'impôt sur le revenu ou sur le patrimoine. L'État subventionne les « investisseurs » en concédant des baisses d'impôt liées aux placements réalisés dans l'immobilier défiscalisé. Des dépenses de l'État social bénéficient parfois davantage aux milieux les plus aisés (certaines études supérieures prestigieuses, par exemple). Mais, de manière générale, l'État réduit les inégalités de revenu grâce à la dépense publique.

Moins de dépenses publiques, c'est à terme moins de redistributions vers les plus pauvres, moins d'impôts pour les plus riches... et de nouveaux marchés pour les entreprises – comme les assurances privées – qui cherchent à enrichir leurs actionnaires, au détriment de celles et ceux à qui elles vendent ce qu'elles désignent comme des « services ».

LES DÉPENSES PUBLIQUES DYNAMISENT L'ÉCONOMIE

L'État français engloutirait une bonne partie de la valeur créée par le pays dans les dépenses publiques. Cette idée, le président de la République Emmanuel Macron l'a ressassée lors de ses vœux aux Français pour 2019 : « Nous dépensons en fonctionnement et en investissement pour notre sphère publique plus que la moitié de ce que nous produisons chaque année. »

Cette déclaration est fausse. Selon l'INSEE, en 2017, les administrations publiques ont dépensé 77,5 milliards d'euros d'investissement brut pour renouveler et accroître les équipements publics, soit 3,4 % du PIB, ou 6 % desdites dépenses publiques. Les dépenses liées au fonctionnement des administrations publiques ne représentent que 12,6 % du PIB, c'est-à-dire 22,3 % des dépenses publiques.

Pour justifier les déclarations du chef de l'État, les économistes du ministère de l'Économie et des Finances ont publié une « fiche¹ » qui se veut pédagogique. Or il ressort du tableau inséré dans la fiche du ministère que 57,5 % de ce qui est appelé « dépense publique » sont consacrés à la protection sociale, dont 26,8 % aux pensions de retraite et 19,1 % à l'assurance maladie.

De fait, toutes les dépenses de protection sociale résultent d'un choix de société pour redistribuer ou pas (mieux partager ou pas) une part de la richesse produite. En France, 30 % du PIB sont consacrés à la protection sociale.

Mais ces dépenses publiques de protection sociale ne sont pas un « poids mort ». Elles ne sont pas « inertes ». Elles vont, pour une grande part, se voir converties en dépenses privées. Car, par exemple, les pensions de retraite servent pour beaucoup à acheter des biens de consommation. Les dépenses d'assurance maladie rémunèrent des personnels publics de santé et permettent les achats de matériel hospitalier et de médicaments. Au final, les dépenses publiques se transforment en une demande qui dope essentiellement le secteur privé. De même, quand l'État ou les départements et les régions décident de construire des hôpitaux, des écoles, des collèges, des lycées et des universités, il s'agit de dépenses publiques qui nourrissent la demande vers les entreprises privées du bâtiment.

1. « La fiscalité et les dépenses publiques », 17 janvier 2019 (<https://granddebat.fr/media/default/0001/01/f6cc4a86994e31871-f5029bbb3eb6725dac9c10b.pdf>).

NON, LES DÉPENSES PUBLIQUES N'ABSORBENT PAS LA PLUS GRANDE PART DES RICHESSES PRODUITES EN FRANCE

Pour trouver « où réduire le poids de la dépense publique », et pour en dire le « surpoids », les libéraux soulignent à quel point elle est élevée par rapport aux richesses produites en France, c'est-à-dire par rapport au PIB.

Pour trouver « où réduire le poids de la dépense publique », et pour en dire le « surpoids », les libéraux soulignent à quel point elle est élevée par rapport aux richesses produites en France, c'est-à-dire par rapport au PIB. C'est ce que vient de faire l'organisme France Stratégie². Il rappelle, à son tour, que « le montant des dépenses publiques en France a atteint 56,5 points de PIB en 2017, soit le ratio le plus élevé de l'Union européenne ». Erreur intéressée. Car, après les comparaisons internationales qui n'ont pas de sens, un deuxième problème apparaît, qui tient à la construction de ces indicateurs économiques, le PIB et la « dépense publique ». En effet, les dépenses dites « publiques » contiennent des éléments qui ne sont pas comptés dans le PIB, avec lequel on les met pourtant en rapport ! Qu'on en juge : ce qu'on nomme les **consommations intermédiaires** (matières premières, énergie) est exclu du PIB ; or les **consommations intermédiaires publiques** restent comptées dans les dépenses publiques. En 2017, elles étaient de 111,7 milliards d'euros sur 1 295 milliards d'euros de dépenses publiques totales, soit 8,6 %. Cela n'a donc aucun sens de comparer les deux entités incommensurables que sont les dépenses publiques et le PIB, puisqu'on a exclu de ce dernier 1 986,4 milliards d'euros de consommations intermédiaires nationales, tandis qu'on en a maintenu une partie dans les dépenses publiques. Autrement dit, ce qui est appelé habituellement « dépenses publiques » contient des éléments qui ne font pas partie du PIB. Alors, pourquoi les comparer ? C'est bien connu : qui veut tuer son chien l'accuse d'avoir la rage.

Si on sortait des dépenses publiques les consommations intermédiaires publiques, cela ramènerait les dépenses publiques à 51,6 % du

2. France Stratégie (Christophe Gouardo et Fabrice Lengart), « Où réduire le poids de la dépense publique ? », janvier 2019. Un rapport précédent (décembre 2014) de France Stratégie (Flore Deschard et Marie-Françoise Le Guilly), « Tableau de bord de l'emploi public. Situation de la France et comparaisons internationales », reconnaissait que les différences entre pays « peuvent résulter de différences marquées dans les périmètres ou de comptabilisation ».

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Consommations intermédiaires : valeur des biens et des services qui sont détruits ou transformés lors du processus de production et incorporés au produit (matières premières, énergie, produits semi-finis, etc.).

Consommations intermédiaires publiques : valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés par les administrations au cours du processus de production (par exemple l'énergie électrique consommée dans une école).

PIB, au lieu de 56,5 %. Surtout, comme l'écrit l'organisme Finances publiques et économie (FIPECO), « les dépenses publiques sont souvent exprimées en points ou pourcentage du PIB (le PIB de 2017 étant estimé à 2 292 milliards d'euros), ce qui est un abus de langage », car seule la valeur ajoutée dégagée par les administrations publiques pourrait être exprimée en pourcentage du PIB³. Si l'on suit cette recommandation, et c'est la seule qui a un sens, tout change : les dépenses publiques en France ne représentent plus que 16,3 % du PIB.

Malheureusement, l'INSEE propose une définition des dépenses publiques qui ne permet pas une telle clarification⁴. En revanche, l'Institut statistique de Suède indique qu'« il est quelque peu contestable de parler de la dépense publique en la mettant en relation avec le PIB, puisque cette dépense contient des choses qui ne sont pas une part du PIB⁵ ».

LES COMPARAISONS INTERNATIONALES N'ONT AUCUN SENS

Comme le périmètre des dépenses publiques n'est pas le même d'un pays à l'autre, les comparaisons internationales, tant utilisées pour condamner les dépenses publiques en France, n'ont en réalité aucune valeur. Aux États-Unis, par exemple, les dépenses de santé prises en charge par la collectivité sont nettement moindres qu'en France, tout en étant dans leur ensemble nettement supérieures (17 % du PIB états-unien, contre 11 % en France). En Allemagne, la dépense publique équivaut à 44 % du PIB, mais il n'existe pas d'écoles maternelles, et les dépenses d'assurance retraite privées ont considérablement augmenté depuis les réformes Schröder. Si nous suivions la pente de la privatisation des dépenses publiques, par exemple celles de santé ou des pensions de retraite, il faudrait verser des primes aux compagnies d'assurance ou aux fonds de pension, mais elles ne seraient plus comptées comme dépenses publiques.

En fait, si ces comparaisons internationales sont tout de même effectuées, en dépit de leur absurdité, pour conclure que la France est la « championne du monde des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires⁶ », c'est surtout pour inciter à la privatisation de ces dépenses.

3. Voir : <https://www.fipeco.fr/fiche.php?url=La-d%C3%A9finition,-le-niveau-et-la-r%C3%A9partition-des-d%C3%A9penses-publiques>. Les APU sont les administrations publiques.

4. L'INSEE donne la définition suivante : « Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'État, les administrations de Sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachés. Elles peuvent être classées en trois grandes catégories : les dépenses de fonctionnement [...], les dépenses de redistribution [...], les dépenses d'investissement [...] ».

5. Cité par Francisco Vergara, *Le Monde*, 2 janvier 2019.

6. Les prélèvements obligatoires, impôts et cotisations, représentaient 45,3 % du PIB en 2017.

DERRIÈRE DES DÉPENSES PUBLIQUES, IL Y A DU TRAVAIL PRODUCTIF

Le grief le plus souvent invoqué par les économistes libéraux, soucieux de restreindre la sphère non marchande en saturant le débat politique de la prétendue nécessité de baisser la dépense publique, est que cette sphère non marchande serait parasitaire pour l'économie marchande, seule légitime, car seule productive selon eux. Ce qui obligerait à ponctionner l'une pour financer l'autre⁷. Rien n'est plus faux. Les travailleurs employés dans la fonction publique (les fonctionnaires comme les salariés sous droit privé) sont tout à fait productifs non seulement de services utiles (éducation, soins, sécurité...) mais aussi de valeur économique, comptabilisée dans le PIB à hauteur des salaires versés, puisque la fonction publique n'est pas destinée à faire des profits.

Dès lors, les impôts et cotisations, souvent dénommés de façon péjorative « prélèvements obligatoires », constituent en réalité le paiement collectif d'une production à part entière : celle des administrations publiques. Ce **produit non marchand** (PIB non marchand) s'ajoute au produit marchand (PIB marchand) pour former le PIB et ne lui est pas soustrait. Les administrations publiques créent ainsi une véritable valeur ajoutée, monétaire mais non marchande. Impôts et cotisations sociales sont prélevés sur l'ensemble du PIB et non pas sur le seul PIB marchand⁸. Les biens et services publics sont dès lors payés collectivement par tous les contribuables et cotisants ; par analogie, les consommateurs paient individuellement leurs achats de voitures ou d'ordinateurs, sans que l'on puisse dire qu'on prélève quelque chose sur eux pour « financer » les travailleurs qui les fabriquent⁹. Donc, l'affirmation selon laquelle « l'économie gratuite est intégralement financée par les producteurs de richesses marchandes, ceux qui, au sens propre, font du fric¹⁰ », est définitivement erronée.

Les impôts et cotisations, souvent dénommés de façon péjorative « prélèvements obligatoires », constituent en réalité le paiement collectif d'une production à part entière : celle des administrations publiques.

7. Toutes les activités humaines ne relèvent pas d'une évaluation monétaire (travail domestique, bénévolat) : elles sont non monétaires et forcément non marchandes. Parmi les activités économiques monétarisées, la majorité est marchande et un bon quart, non marchand.

8. Voir Jean-Marie Harribey, *La Richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2013.

9. La distinction entre le financement *ex ante* de la production et le paiement *ex post* de celle-ci est due à John Maynard Keynes.

10. Jean Peyrelevade, « Quand l'économie du partage aveugle les anticapitalistes », *Les Échos*, 20 janvier 2016.

Produit non marchand : production des administrations et des institutions à but non lucratif ; services fournis gratuitement ou à des prix inférieurs à la moitié de leur coût de production (dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action sociale).

MORALE DE L'HISTOIRE

Le procès instruit contre l'« excès de dépenses publiques » en France n'a pas de fondement économique. Le calcul initial est erroné. Les comparaisons internationales sont absurdes. La création de valeur par les administrations publiques est niée. Enfin, le rôle essentiel de la dépense publique de soutien à la consommation et à l'investissement est occulté. Le réquisitoire contre la dépense publique et l'État *trop* social a cependant un ressort politique caché : la mobilisation des groupes sociaux les plus fortunés et des milieux financiers pour défendre leurs privilèges.

À LIRE

Michel Husson, « Pédagogie des dépenses publiques », *Alternatives économiques*, 21 janvier 2019

À VOIR

Les Économistes atterrés, « Des idées reçues sur la dépense publique », Atterres.org

DÉMANTELER LA PROTECTION SOCIALE : POUR QUI ET POURQUOI ?

Philippe Boursier et Catherine Mills
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 230 à 241

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-230.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DÉMANTELER LA PROTECTION SOCIALE : POUR QUI ET POURQUOI ?

par **PHILIPPE BOURSIER** (professeur de sciences économiques et sociales)
et **CATHERINE MILLS** (économiste, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne)

« Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. [...] Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception.

Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Denis Kessler (ex-vice-président du MEDEF),
éditorial du journal *Challenge*, 4 octobre 2007

Entre mai 1943 et mars 1944, est rédigé dans la clandestinité le programme du Conseil national de la Résistance. Le texte, écrit par des représentants des grands courants politiques et syndicaux qui traversent la Résistance, est intitulé *Les Jours heureux*. Car la Libération attendue est aussi l'occasion de changer profondément la donne dans la société. La Sécurité sociale naît dans le sillage direct de l'espérance portée par les femmes et les hommes de la Résistance.

L'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 affirme que la Sécurité sociale « répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère ».

Dans quel contexte ce projet révolutionnaire a-t-il pu être mis en œuvre ? Avec quel impact durable sur l'économie du pays ? En quoi ce modèle de protection sociale dans ses différentes branches – famille, santé¹ – et dans son mode de financement est-il aujourd'hui menacé ? Qui a aujourd'hui intérêt au démantèlement de la Sécurité sociale ?

UN PROJET RÉVOLUTIONNAIRE ISSU DE LA RÉSISTANCE

À sa création en 1945, la Sécurité sociale instaure des droits sociaux nouveaux avec la couverture des besoins liés à la santé, au handicap, à la vieillesse, à la maternité et aux charges de famille. Le financement du système par les cotisations sociales est lui aussi novateur : en prélevant directement sur la valeur ajoutée, les ressources de la Sécu sont branchées sur le lieu de la production des richesses et de la croissance réelle de la valeur créée par le travail. Ce projet révolutionnaire n'aurait pas été réalisable sans le rapport de force politique et social construit par l'action de la Résistance au nazisme et au régime de Vichy. Dans l'immédiat après-guerre, le patronat est discrédité, les forces conservatrices qui ont collaboré sont affaiblies. Le gouvernement provisoire, qui regroupe les forces issues de la Résistance, s'accorde pour réaliser un programme social audacieux. Inspiré du programme du Conseil national de la Résistance, intitulé *Les Jours heureux*, le plan de la Sécurité sociale est mis en œuvre par le ministre communiste Ambroise Croizat, après avoir été rédigé par Pierre Laroque. D'emblée, la Sécurité sociale vise la solidarité, en redistribuant du revenu, mais aussi la satisfaction des besoins sociaux de tous.

Les principes fondateurs de la Sécurité sociale reposent sur un mixte original et révolutionnaire entre l'**assistance sociale** promue

Le financement du système par les cotisations sociales est lui aussi novateur : en prélevant directement sur la valeur ajoutée, les ressources de la Sécu sont branchées sur le lieu de la production des richesses et de la croissance réelle de la valeur créée par le travail.

Assistance sociale : système de protection des personnes dont les ressources sont jugées insuffisantes. Les prestations monétaires ou en nature sont financées par les impôts et versées par les collectivités aux personnes en situation de besoin.

1. La question des retraites et celle de l'assurance chômage ne sont pas traitées ici car elles font l'objet de fiches spécifiques.

par le rapport Beveridge de 1942 en Grande-Bretagne et le système d'**assurance sociale** allemand construit sous Bismarck de 1883 à 1889. L'ordonnance du 4 octobre 1945 institue une « organisation de Sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leur famille contre les risques de toutes natures susceptibles de réduire ou de supprimer la capacité de gain et de couvrir les charges de maternité et de famille ». Quatre lois complètent ce dispositif en 1946, précisant la généralisation de la Sécurité sociale à tous les régimes, l'extension des prestations famille à toute la population, la retraite, la création d'un régime général ayant vocation à englober l'ensemble de la population et répondre aux principes d'universalité et d'unité. Le principe d'universalité implique la sécurité pour les travailleurs et leur famille par la couverture de besoins sociaux et par l'exercice de droits sociaux nouveaux. Le principe d'unité vise à unifier la pluralité des régimes antérieurs (mutualistes, d'assurance sociale, d'entreprise), dominés par des solidarités professionnelles. Le but est alors d'instituer une solidarité nationale dépassant le cadre ancien des solidarités professionnelles.

L'originalité du système de Sécurité sociale résidait aussi dans son type de gestion par les salariés eux-mêmes. Les administrateurs de la Sécurité sociale étaient en effet élus sur des listes syndicales par représentation proportionnelle, avec un principe de trois quarts de représentants des salariés et un quart de représentants des employeurs. Cependant, à partir des ordonnances de 1967, est instituée une **gestion paritaire** stricte, entraînant un abaissement des droits des salariés, avec notamment la suppression des élections des administrateurs pour le régime général.

Depuis la création de la Sécurité sociale, en 1945, la protection sociale s'est élargie à de nouveaux risques. Ainsi, en 1948, on crée l'allocation logement, en 1956, le minimum vieillesse, en 1958, l'assurance chômage, tandis que le revenu minimum d'insertion (RMI) est institué en 1988 et la **couverture maladie universelle** (CMU) en 2000. Les **comptes de la protection sociale** couvrent donc un champ de prestations et de ressources plus large que celui de la Sécurité sociale.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Assurance sociale : système de protection des travailleurs qui socialise les risques sociaux. Le travailleur a l'obligation de cotiser et a droit à une prestation en cas d'interruption ou de privation d'emploi (chômage, retraite, maladie...). L'assurance sociale est

financée par des cotisations sociales proportionnelles aux salaires (et non aux risques, comme dans la logique assurantielle pure) et est gérée par les salariés et les employeurs.

Gestion paritaire : cogestion d'un organisme par un nombre égal de

L'évolution des dépenses sociales a été particulièrement rapide. Depuis 1972, celles-ci représentent largement plus que le budget de l'État. En 2017, les dépenses de protection sociale atteignent 775 milliards d'euros, soit 33,8 % du PIB. Leur part dans le PIB s'élevait à 12 % en 1949, à 17,6 % en 1967, 19 % en 1974. Puis elle explose avec l'aggravation de la crise systémique des années 1970, pour représenter 25 % du PIB en 1981 et atteindre près de 30 % à plusieurs reprises ces vingt dernières années. Mais, plus récemment, les politiques menées ont nettement ralenti la croissance des prestations sociales, qui désormais peut être inférieure à celle du PIB.

UNE CONSTRUCTION NON CAPITALISTE QUI A CONTRIBUÉ À LA FORMATION D'UN NOUVEAU TYPE DE CROISSANCE

À bien des égards, la Sécurité sociale est une construction non capitaliste : son financement repose sur les cotisations sociales, c'est-à-dire sur le salaire socialisé, et sa gestion est initialement confiée aux représentants des travailleurs, avec l'objectif de généraliser des droits sociaux et de redistribuer les richesses. Cette construction novatrice a contribué à la croissance des années 1950-1960, très soutenue mais aussi très destructrice de l'environnement, en jouant positivement sur la production et sur la demande adressée aux entreprises. L'extension des prestations sociales a ainsi favorisé la progression de la productivité du travail, avec une force de travail mieux formée, en meilleure santé, mieux logée grâce à la politique familiale, et qui se renouvelle grâce au système de **retraites par répartition**. Dans les entreprises industrielles notamment, les méthodes tayloriennes et le travail à la chaîne intensifient le travail et engendrent à la fois des gains de productivité considérables et une dégradation des conditions de travail des ouvriers,

représentants des employés et des employeurs.

Couverture maladie universelle :

la CMU de base facilitait l'accès aux soins et le remboursement des frais de santé à toute personne non couverte par l'assurance maladie et

résidant en France de façon stable et régulière. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la CMU a été remplacée par la protection universelle maladie (Puma) qui permet la prise en charge des frais de santé à toute personne qui travaille ou réside en France de manière stable et régulière.

et donc des accidents du travail et des maladies professionnelles plus nombreux. Le développement de la Sécurité sociale participe ainsi à la reproduction de la force de travail en la maintenant en « bon état de marche » et en augmentant sa capacité productive de valeur ajoutée.

Les revenus redistribués par la Sécu ont également permis une vaste solvabilisation de la demande des ménages et donc des débouchés intérieurs des entreprises, contribuant ainsi à relancer l'investissement, l'emploi et la production. Cette redistribution d'une partie des gains de productivité sous forme de prestations sociales nouvelles illustre le

mode de régulation du système économique, qui prend forme dans les années 1950-1960. La Sécurité sociale et plus généralement l'État social participant à un nouveau type de croissance, fondé sur l'articulation d'un régime d'accumulation intensif (les gains de productivité sont élevés) et d'un ensemble de dispositifs permettant de soutenir la progression des revenus réels des salariés, et donc de stimuler la demande adressée aux entreprises.

La Sécurité sociale et plus généralement l'extension de l'État social participent à un nouveau type de croissance, fondé sur l'articulation d'un régime d'accumulation intensif (les gains de productivité sont élevés) et d'un ensemble de dispositifs permettant de soutenir la progression des revenus réels des salariés, et donc de stimuler la demande adressée aux entreprises.

En temps de crise, la dépense sociale joue, en outre, un rôle d'« amortisseur ». Quand le taux de croissance du PIB est faible, la part des **dépenses sociales** dans le PIB tend à s'accroître sous l'effet de l'augmentation du chômage, par exemple ; inversement, une période de reprise joue en sens contraire. La dépense sociale dans le PIB est donc corrélée aux phases de la conjoncture et exerce un effet contracyclique.

UNE POLITIQUE FAMILIALE DE PLUS EN PLUS STIGMATISÉE

À la fin des années 1950, le « risque famille » représentait un tiers des prestations de protection sociale. Aujourd'hui les prestations familiales ne représentent plus qu'un dixième des dépenses de la protection sociale

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Comptes de la protection sociale : ils incluent les prestations de la Sécurité sociale, les prestations sociales versées par certains employeurs, notamment des employeurs publics, les prestations servies par les organismes mutualistes, ainsi que la couverture

du risque chômage-formation et du risque exclusion.

Retraites par répartition : système de solidarité entre générations dans lequel les cotisations vieillesse, versées par les actifs, sont immédiatement

(soit 3,5 % du PIB). Elles comprennent les prestations familiales, liées aux enfants, les congés maternité, et les prestations d'aide monétaire au logement qui, ces dernières années, tendent à stagner sous l'effet notamment de la diminution des allocations personnalisées au logement (APL).

À la fin des années 1950, le « risque famille » représentait un tiers des prestations de protection sociale, signe du large consensus noué autour des objectifs de la politique familiale. Il s'agissait d'abord d'assurer le renouvellement des générations. En France, l'indice conjoncturel de fécondité en France se situait jusqu'en 2015 au-dessus de 1,90 enfant par femme, le plus élevé en Europe après l'Irlande. Sur le plan économique, la politique familiale devait contribuer au renouvellement d'une force de travail bien formée et soutenir le pouvoir d'achat des familles, et notamment des familles nombreuses et modestes. À ces objectifs se sont ensuite ajoutées la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, l'égalité hommes-femmes ou la lutte contre le risque de pauvreté des familles, les familles monoparentales étant particulièrement affectées par le chômage et les bas salaires.

LA MISE EN CAUSE DE LA POLITIQUE FAMILIALE PAR LES ÉCONOMISTES LIBÉRAUX

De nos jours, la politique familiale est de plus en plus présentée comme une charge qu'il s'agit d'alléger. Depuis 2015, par exemple, le montant des allocations familiales a été modulé en fonction des revenus des familles. De même, en 2018, le nombre de bénéficiaires de l'allocation de base destinée à assurer les dépenses liées à l'entretien et à l'éducation de l'enfant a été fortement réduit.

La mise en cause de la politique familiale par les économistes libéraux s'appuie sur le caractère prétendument inégalitaire de celle-ci. Pourquoi, par exemple, faire bénéficier des familles aisées des allocations familiales ? Pourquoi ne pas promouvoir plutôt une logique de **solidarité verticale** ? En fait, dans sa construction même, la politique familiale est fondée sur un principe essentiel d'universalité qui garantit une **solidarité horizontale**, en organisant par exemple des transferts

utilisées pour payer les pensions des retraités.

Dépense sociale : transferts monétaires et non monétaires en direction des ménages, visant l'entretien des salariés et de leur famille, le renouvellement de la

force de travail, et permettant l'élargissement de la consommation individuelle et collective. La dépense sociale assure la couverture socialisée des besoins sociaux liés à la famille, aux retraites, à la santé, au chômage et à l'exclusion. Ces transferts sociaux contribuent, à côté des salaires

entre personnes sans enfants et chargés de famille. Du reste, les libéraux n'ont cessé par ailleurs de critiquer les dispositifs de redistribution par la fiscalité et les services publics. La mise en cause de la politique familiale relève ici d'une stratégie de la triangulation – on reprend de manière dévoyée des arguments de la partie adverse pour les retourner contre elle – qui cherche à légitimer des politiques de compression des dépenses sociales.

Ces politiques d'austérité ont en apparence « rétabli » les comptes de la branche famille, qui était en déficit depuis 2008 et se trouve à nouveau excédentaire en 2017. Parallèlement, entre 2011 et 2017, le nombre de naissances a chuté de 7 % selon l'INSEE, ce qui compromet le renouvellement des générations. Mais, plus encore, la contraction des dépenses de la branche famille s'inscrit en faux, avec nombre de revendications portées dans le débat public aujourd'hui en matière de logement social des plus modestes, et singulièrement des jeunes ménages, de financement des études, d'insertion des jeunes les plus en difficulté, etc. Loin de réduire les inégalités, les économies réalisées sur la branche famille de la Sécurité sociale peuvent aussi exacerber les inégalités. En 2019-2020, les prestations familiales et les allocations logement ne suivront pas l'inflation, amenuisant ainsi le pouvoir d'achat des ménages où se concentre la pauvreté, des familles monoparentales et des familles nombreuses notamment.

Cette érosion de la politique familiale, dans un contexte de précarisation du monde du travail, écarte les femmes du marché du travail (le taux d'activité des mères de deux enfants est tombé à 50 %) et réactive la division genrée des activités. Le taux d'emploi des mères, rappelle l'INSEE, « diminue avec le nombre d'enfants mineurs vivant au domicile, ce, d'autant plus si l'un des enfants a moins de trois ans. Ainsi, en 2014, 75 % des mères de famille “traditionnelle” avec un seul enfant, âgé de moins de trois ans, ont un emploi, mais elles ne sont que 40 % dans ce cas lorsqu'elles ont une famille nombreuse comportant trois enfants ou plus dont un jeune enfant² ».

directs, à la rémunération globale des salariés.

Solidarité verticale/solidarité

horizontale : la solidarité verticale vise à réduire les inégalités des revenus en prélevant une fraction des revenus des plus aisés pour

réaliser des transferts monétaires ou en nature vers les ménages aux revenus faibles ou moyens. La solidarité horizontale couvre les risques sociaux en réalisant des transferts sans tenir compte des revenus des groupes concernés. Par exemple les bien-portants paieront

LE SYSTÈME DE SANTÉ MALADE DE LA PRIVATISATION

GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS ET LA COUVERTURE DES DÉPENSES FACE À LA MALADIE OU L'ACCIDENT DU TRAVAIL

Le système de Sécurité sociale a institué une couverture collective, avec un lien fort entre la réparation et la prévention des dégradations de la santé des salariés. La fonction santé de la Sécurité sociale vise à garantir l'accès aux soins et la couverture des dépenses de soins face à la maladie ou l'accident du travail. Elle permet également de percevoir un revenu de remplacement lors de l'interruption temporaire du travail (indemnités journalières) ou permanente, en cas d'accident du travail et/ou d'invalidité. Sur le plan économique, cette protection a eu un impact positif sur la productivité du travail, tout en contribuant au développement de l'offre de soins (soins hospitaliers, médecine de ville, industrie pharmaceutique), grâce à la socialisation des dépenses de santé. En 2017, la France a consacré au total 11,5 % de son PIB à la santé, soit 5 points de moins que les États-Unis, où la couverture privée et les inégalités sociales de santé sont les plus importantes.

Un peu plus d'un tiers des dépenses sociales vont à la santé. L'essentiel concerne les dépenses de santé au sens strict : médecine hospitalière, médecine ambulatoire et biens médicaux (médicaments inclus). De manière générale, le vieillissement démographique et les nouvelles demandes en matière de santé tendent logiquement à accroître le recours aux soins. De même, le recul de l'âge de la retraite augmente les arrêts de travail de longue durée et la nécessaire prise en charge de l'invalidité. Néanmoins, la progression des dépenses de santé est freinée par le rationnement des dépenses hospitalières, en particulier dans le public, qui constitue encore la part la plus importante des dépenses de santé.

pour les malades, les salariés pour les
retraités, les personnes sans enfants
pour les familles, etc.

LA DÉSTABILISATION DE L'HÔPITAL PUBLIC

L'hôpital public est en crise, entre plans de retour à l'équilibre, suppressions d'emploi, abandon de spécialités, fermeture de lits... En 2019, les conflits sociaux se multiplient dans les EHPAD, les urgences, les hôpitaux psychiatriques, etc., malgré le fait que l'exercice du droit de grève y soit limité par le système de réquisitions et par le sous-effectif chronique.

Depuis une quinzaine d'années, les investissements dans l'hôpital sont assortis de fermetures de lits, de suppressions de services, d'établissements, d'activité. Les plans de retour à l'équilibre financier, tels des « plans sociaux », ont frappé l'intégralité des hôpitaux publics alors que les besoins de santé augmentaient. Le recul du public libère des marchés pour les investissements privés de grands fonds de pension ou de fonds d'investissement. L'hôpital public est ainsi relégué à un rôle d'opérateur de second ordre dans de nombreux territoires, ce qui augmente les inégalités devant l'accès aux soins et renchérit le « reste à charge » pour de nombreux salariés.

L'exemple du centre hospitalier d'Albi (Tarn) illustre clairement les processus en cours. Les six années de plan de retour à l'équilibre ont gravement handicapé cet hôpital public. La cour régionale des comptes, dans un rapport rendu fin 2018, reconnaît que, dans un contexte d'augmentation de la demande de soins, le service public a perdu 15 % de part de marché au profit de la clinique du Groupe Elsan. Ledit groupe a pour actionnaire principal le plus important fonds d'investissement mondial et comme second actionnaire le fonds d'investissement de la famille Bettencourt. Mettant à profit la fragilisation de l'hôpital public, la clinique privée a déposé un recours en justice contre l'autorisation délivrée jusqu'alors au public de conserver deux services de soins importants pour la population, la neurologie et la cardiologie, afin que cette autorisation lui soit attribuée.

La politique conduite dans le secteur de l'hôpital donne à voir le changement de paradigme en cours : l'enjeu pour les néolibéraux n'est nullement de faire des économies pour « sauver » le système actuel de santé.

La politique conduite dans le secteur de l'hôpital donne à voir le changement de paradigme en cours : l'enjeu pour les néolibéraux n'est nullement de faire des économies pour « sauver » le système actuel de santé. Il s'agit au contraire de rationner le secteur public pour étendre des logiques de marché. La santé de chaque citoyen est réduite à un « capital » que chacun est sommé de faire fructifier. L'action de la collectivité doit alors se cantonner à l'assistance. Franchises, déremboursement, d'une part, suppression et exonération de cotisations, d'autre part, assèchent progressivement les ressources de la Sécu. Les banquiers-assureurs s'engouffrent ainsi dans la brèche, tandis que l'obligation de « mutuelles » d'entreprise concourt à livrer aux marchés financiers les ressources collectives.

DÉMANTÈLEMENT DU FINANCEMENT : FISCALISATION CONTRE COTISATIONS

LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ FRAGILISENT LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE

Le mode de financement de la Sécurité sociale, assis principalement sur les cotisations sociales, conditionne ses recettes à l'évolution des salaires et de l'emploi. La crise ouverte à la fin des années 1960 a engendré une tendance au déséquilibre financier de la Sécurité sociale, prise dans un « effet de ciseaux » : d'un côté, les recettes sont limitées par les économies sur les salaires et par le chômage ; de l'autre, les dépenses sociales s'étendent pour couvrir les coûts sociaux de la crise, l'indemnisation du chômage, par exemple, et les besoins nouveaux tels que la progression de la demande de soins. Cette crise systémique, largement aggravée par la crise financière de 2008, exacerbe les tensions entre la croissance des dépenses sociales et l'évolution des ressources pour les financer, dont le développement est compromis par les politiques d'austérité. Le déficit du régime général de la Sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) culmine à partir de la récession de 1993, pour atteindre 10 milliards d'euros en 2003. Il explose avec la crise de 2008, atteignant 24 milliards en 2010, et sert d'alibi pour imposer des contre-réformes des retraites notamment et des coupes dans les dépenses sociales.

En quoi les recettes de la protection sociale sont-elles comprimées par les politiques d'austérité ? Les cotisations étant calculées en pourcentage des rémunérations des travailleurs, l'austérité salariale réduit le montant collecté : 1 % de masse salariale en moins représente 2 milliards d'euros en moins de cotisations totales (ouvrières et patronales) pour le régime général. L'austérité fabrique aussi du chômage et diminue le nombre de cotisants : 100 000 chômeurs représentent plus de 2 milliards d'euros en moins pour le régime général de la Sécurité sociale. Cet assèchement des ressources de la protection sociale est aggravé par la multiplication des exonérations de cotisations patronales, notamment sur les « bas salaires », dont la croissance est exponentielle : 7,6 milliards d'euros en 1995, 20 milliards d'euros en 2003, près de 30 milliards en 2008, 35 milliards en 2017.

LES COTISATIONS SOCIALES RENCHÉRISSENT-ELLES LE COÛT DU TRAVAIL ET HANDICAPENT-ELLES L'EMPLOI ?

Les cotisations sociales, dénoncées comme une « charge à réduire », constituent pourtant un élément de la rémunération globale des salariés nécessaire à la reproduction en dynamique de la force de travail. Sous

le prétexte de « moins taxer le travail », on institutionnalise la réduction de la part des salaires dans la valeur ajoutée qui, entre 1983 à 2002, a chuté de près de 12 points dans les comptes des entreprises non financières.

La réduction des dépenses sociales comprime aussi les recettes. En réduisant les prestations et en augmentant les prélèvements et les contributions personnelles des ménages, on compromet le rôle régulateur du système de protection sociale dans l'économie. Les plans successifs dépriment la consommation privée et collective, donc les débouchés intérieurs et l'investissement des entreprises, et favorisent ainsi la reprise du chômage. Parallèlement, la recherche d'une flexibilité à la baisse des salaires, la dérégulation du marché du travail et la réduction des dépenses sociales tendent à freiner la progression de la productivité du travail total. Tout ceci concourt à limiter la croissance réelle, renforce son faible contenu en emplois et en salaires, et tend à priver le système de protection sociale de ressources.

LA MONTÉE DE LA FISCALISATION CONTRE LE PRINCIPE DES COTISATIONS SOCIALES

La part relative des cotisations dans le financement de la Sécurité sociale ne cesse de s'amoinrir. Après la création de la contribution sociale généralisée (CSG) en 1991, le financement étatique dépasse 30 % à partir de 1998. Quels sont les arguments des partisans de ce transfert du financement de la Sécu par les impôts des ménages *via* la CSG ? 1. Ce prélèvement, qui fait participer tous les revenus, serait plus juste et son rendement serait plus puissant. 2. L'universalité des prestations, depuis la CMU, légitimerait le passage à un financement par la solidarité nationale et donc par l'impôt. 3. Enfin et surtout, le basculement de la cotisation vers la CSG redresserait la compétitivité des entreprises et l'emploi.

En réalité, la CSG est un prélèvement injuste. Contrairement à l'impôt sur le revenu, elle n'est pas progressive. Elle repose pour l'essentiel sur les revenus du travail ou de remplacement (pensions de retraite, allocations chômage, indemnités journalières...). Les revenus financiers des ménages n'y contribuent qu'à la marge. Non contributive, elle n'ouvre pas droit à des prestations, contrairement à la cotisation sociale. Elle est aussi inefficace car elle est prélevée sur les revenus des ménages, y compris les plus modestes, et non sur la richesse produite dans l'entreprise, ce qui la déconnecte du lieu de création des richesses.

À la solidarité des travailleurs entre eux, la fiscalisation substitue une logique étatique qui dépouille les salariés de leur pouvoir de décision. À l'attribution sans conditions à chaque cotisant, selon ses

besoins, d'une part de la richesse produite, elle substitue des allocations tributaires des arbitrages budgétaires de l'État. La fiscalisation croissante de la Sécurité sociale affaiblit le principe de la gestion paritaire des organismes sociaux et facilite ainsi la conduite de politiques de réduction des dépenses et des prélèvements sociaux, encouragées par les groupes financiers impatients de privatiser les segments les plus rentables de la protection sociale.

La fiscalisation croissante de la Sécurité sociale affaiblit le principe de la gestion paritaire des organismes sociaux et facilite ainsi la conduite de politiques de réduction des dépenses et des prélèvements sociaux, encouragées par les groupes financiers impatients de privatiser les segments les plus rentables de la protection sociale.

MORALE DE L'HISTOIRE

La Sécurité sociale est une construction novatrice du monde du travail qui a mis en œuvre le principe de solidarité : chacun cotise en fonction de ses moyens et de sa capacité contributive, et reçoit en fonction de ses besoins. C'est aujourd'hui ce principe de solidarité et de protection collective des travailleurs qui est violemment mis en cause par les réformes qui démantèlent chaque niveau de l'édifice de la protection sociale (santé, famille, retraite, chômage) et sapent ses fondations en s'attaquant au financement par la cotisation. L'objectif poursuivi est celui d'une assistance sociale *a minima* et l'extension d'une société d'assurance individuelle, un système du « chacun pour soi », qui exacerbe la vulnérabilité du monde du travail et ouvre de nouveaux débouchés aux fonds de pension, gérés par les institutions financières, les banques, les compagnies d'assurance. Au risque de confier l'essentiel des protections contre les risques sociaux aux principaux acteurs de la spéculation et des effondrements passés et à venir des marchés financiers.

À LIRE

Julien Duval, *Le Mythe du trou de la Sécu*, Raisons d'Agir, Paris, 2007
Catherine Mills, *Protection sociale. Économie et politique : débats actuels et réformes*, Montchrestien, Paris, 2001
Numa Murard, *La Protection sociale*, La Découverte, Paris, 2004
Revue française de socio-économie, n° 20, *Troubles dans la protection sociale*, juin 2018

À VOIR

Gilles Perret, *Les Jours heureux*, 2012
Gilles Perret, *La Sociale*, 2016

CHÔMEURS : DES « CONGÉS » PAYÉS AUX TRAVAUX FORCÉS ?

Philippe Boursier

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 242 à 250

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-242.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CHÔMEURS : DES « CONGÉS » PAYÉS AUX TRAVAUX FORCÉS ?

par PHILIPPE BOURSIER (professeur de sciences économiques et sociales)

Remerciements à René Carnet

(professeur de sciences économiques et sociales)

« La liberté, ce n'est pas bénéficier des allocations chômage
pour partir deux ans en vacances. »

Christophe Castaner, porte-parole du gouvernement, 16 octobre 2017

« Quand vous êtes salarié et que vous voyez certaines personnes
qui partent en vacances aux Bahamas grâce à l'assurance chômage,
il est légitime de se dire que ce système marche sur la tête ! »

Damien Adam, député LREM de Seine-Maritime, 4 novembre 2017

« On met un pognon de dingue dans les minima sociaux
et les gens ne s'en sortent pas... Il faut responsabiliser les gens
pour qu'ils sortent de la pauvreté. »

Emmanuel Macron, 13 juin 2018

L'article 11 du préambule de la Constitution de 1946 affirme que « tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ». Ce principe, qui a inspiré la création de l'assurance chômage et, plus largement, les dispositifs liés aux minima sociaux, est aujourd'hui remis en question. Comment évolue l'indemnisation des chômeurs ? En quoi, selon la théorie économique dominante, les droits acquis par les travailleurs privés d'emploi encouragent-ils le chômage ? Pourquoi les néolibéraux veulent-ils remplacer le système d'assurance chômage par un système d'assistance sociale *a minima* ?

LA CONQUÊTE DE SÉCURITÉS NOUVELLES A TRANSFORMÉ PROFONDÉMENT LA CONDITION SALARIALE

Le sociologue Robert Castel a montré comment l'insécurité a longtemps ruiné la vie quotidienne des femmes et des hommes dépourvus de patrimoine, contraints de vendre au jour le jour la seule ressource qu'ils possédaient, à savoir leur force de travail. Au début du XIX^e siècle, le travailleur était encore souvent un vagabond, allant de ferme en ferme, de ville en ville, à la recherche d'un emploi. Cette précarité absolue n'a pas disparu quand la force de travail a été progressivement « sédentarisée ». Longtemps, la rétribution des travailleurs est demeurée proche d'un revenu permettant à peine de survivre et assurant ainsi, conformément aux intérêts des employeurs, la simple reproduction de la force de travail. Rien ne garantissait alors contre le risque de perte de revenu et l'arbitraire patronal ; rien ne protégeait contre la menace de chavirer un jour dans la misère, quand, du fait de la maladie ou du vieillissement, la vente contrainte de la force de travail ne trouvait plus preneur. Cette vulnérabilité ancienne a reculé sous l'impulsion des mobilisations de la classe ouvrière, notamment dans les années 1930 ; mais le développement après 1945 d'un ensemble de sécurités nouvelles, conquises par les salariés, a transformé profondément la condition salariale.

À sa naissance cependant, la Sécurité sociale n'inclut pas la protection des chômeurs, car la priorité est alors donnée au plein-emploi. La création d'un régime d'**assurance chômage**, plus tardive, le 31 décembre 1958, est établie en dehors du cadre de la Sécurité sociale, mais elle en reprend les principes de gestion paritaire et de financement assis sur des cotisations. D'emblée, la fonction emploi de la protection sociale recouvre deux volets : l'indemnisation du chômage proprement dite et un ensemble de dispositifs conçus

Le développement après 1945 d'un ensemble de sécurités nouvelles conquises par les salariés a transformé profondément la condition salariale.

Assurance chômage : assurance obligatoire à laquelle cotisent tous les employeurs du privé ainsi que certains du public. Elle permet d'attribuer une allocation de retour à l'emploi pour les salariés qui ont perdu leur emploi, dont la durée et le montant varient selon les droits qu'ils

ont acquis en travaillant. Depuis le mois de janvier 2019, ce financement est en partie assuré par le versement d'une partie de la CSG.

pour faciliter le retour à l'emploi. Aujourd'hui, l'essentiel du budget de la protection sociale consacré à l'emploi est affecté à la politique passive de l'emploi, c'est-à-dire à l'indemnisation du chômage ; le second volet concerne la politique active de l'emploi, c'est-à-dire la formation continue, l'aide à l'insertion au retour à l'emploi. L'ensemble du risque emploi représente, en 2017, 6 % des prestations sociales, soit 1,8 % du PIB.

L'indemnisation du chômage comprend aujourd'hui trois étages. Au premier, l'assurance chômage attribue une allocation de retour à l'emploi, dont la durée et le montant varient selon les droits acquis par la personne en travaillant. Au second étage, le chômeur en fin de droits perçoit l'**allocation de solidarité spécifique** (ASS), d'un montant équivalent au **revenu de solidarité active** (RSA), mais soumise à des conditions de ressources différentes. Enfin, au dernier étage est alloué le RSA à des personnes sans ressources inscrites à Pôle Emploi. C'est un principe de « vases communicants », à ceci près que les droits de la personne s'amenuisent à chacun des étages.

LES CHÔMEURS SONT DE MOINS EN MOINS INDEMNISÉS

Les réformes successives de l'**UNEDIC** ont réduit le nombre de chômeurs indemnisés par le régime d'assurance ainsi que le taux d'indemnisation. Désormais, moins de la moitié des chômeurs inscrits à Pôle Emploi sont indemnisés. La recherche d'économies sur les dépenses de l'**UNEDIC** se fait beaucoup au détriment des jeunes, des plus de cinquante ans, et particulièrement des femmes qui cumulent moindres salaires, carrières plus difficiles, temps partiels subis, ce qui se répercute sur leurs droits à l'assurance chômage.

Le montant moyen de l'allocation chômage perçue par les chômeurs indemnisés par Pôle Emploi (1 170 euros nets en 2017) n'est donc pas

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Allocation de solidarité spécifique : allocation qui peut être accordée aux personnes qui ont épuisé leurs droits au chômage sous conditions de ressources (plafond fixé à 1171,80 euros pour une personne seule en 2019).

Revenu de solidarité active : le RSA a pris la suite du revenu minimum d'insertion (RMI) en 2009. Il est versé à des personnes de plus de vingt-cinq ans ou à des personnes isolées de dix-huit à vingt-quatre ans, sans ressources ou en ayant très peu. Les « bénéficiaires » du RSA doivent

significatif et masque l'érosion des revenus réels des chômeurs. Le Centre d'observation de la société précise ainsi que, « aux 2,8 millions de demandeurs d'emplois indemnisés par le régime général de l'assurance chômage (données à la fin décembre 2017), il faut d'abord ajouter près de 400 000 personnes qui perçoivent l'allocation spécifique de solidarité », soit 494 euros mensuels versés aux chômeurs qui ont épuisé leurs droits du régime général¹. Si on prend également en compte la masse des chômeurs qui ne touchent rien, on constate alors que près d'un chômeur sur deux perçoit un maximum de 500 euros d'indemnités par mois.

Les chômeurs sans ressources ou qui en ont très peu peuvent avoir droit au RSA, moyennant l'obligation de chercher un emploi. Fin 2018, 1,84 million de personnes de plus de vingt-cinq ans ou de personnes isolées de dix-huit à vingt-quatre ans le perçoivent. Le montant maximum de la prestation pour une personne seule était alors de 559,74 euros mensuels. Mais, en pratique, le RSA moyen effectivement reçu n'est alors que de 496 euros par mois, car son montant est calculé en fonction des autres ressources du foyer.

Près d'un chômeur sur deux perçoit un maximum de 500 euros d'indemnités par mois.

L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE INVITE À RÉDUIRE L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE

Selon les économistes libéraux, chaque chômeur est un « agent calculateur » qui compare la perte de loisir et de satisfaction liée au travail et le plaisir supplémentaire que lui donnerait la consommation permise par un supplément de revenu. Un chômeur indemnisé à hauteur de 900 euros par mois a donc un gain de revenu de 300 euros s'il trouve un emploi à plein temps rémunéré au SMIC. En tant que « calculateur rationnel », il est donc censé comparer le déplaisir engendré par les trente-cinq heures de travail hebdomadaires qu'il devra effectuer et la satisfaction que lui procurera une dépense moyenne supplémentaire

être inscrits à Pôle Emploi et ont l'obligation de chercher un emploi. Le montant forfaitaire du RSA (559,74 euros mensuels en 2018) est diminué du montant de l'allocation chômage quand elle est perçue.

UNEDIC : organisme paritaire chargé d'assurer la gestion de l'assurance chômage. L'UNEDIC est financée par les cotisations salariales et patronales des entreprises du secteur privé. Elle doit garantir un revenu de remplacement aux travailleurs privés d'emploi et financer des

1. 40 % des chômeurs touchent moins de 500 euros par mois.

de 300 euros chaque mois. Pour les « penseurs » libéraux, plus les allocations chômage sont élevées, plus elles réduisent le gain et la satisfaction supplémentaires apportés par le salaire, et plus elles incitent le chômeur indemnisé (et rationnel) à ne pas travailler. Dans cette perspective, les allocations chômage créent du « chômage volontaire » et contraignent les entreprises à augmenter les salaires pour que les chômeurs trouvent un intérêt à travailler, ce qui abîme leur compétitivité-prix et donc crée du chômage supplémentaire. Selon les libéraux, l'indemnisation des chômeurs les enfermerait donc dans le piège de la « trappe à chômage ». C'est précisément l'argumentation soutenue par le MEDEF pour réformer l'assurance chômage qui, selon le président de l'organisation patronale Geoffroy Roux de Bézieux, « maintient les gens au chômage » en proposant, « dans certains cas », un revenu de remplacement « trop proche du revenu du travail ».

Cette théorie, qui arrange bien ceux qui la promeuvent, cautionne des stéréotypes ordinaires (« chômeurs = fainéants) et méconnaît la précarité vécue par une grande partie des chômeurs, leur angoisse de basculer définitivement dans la pauvreté lorsqu'il s'agit d'un chômage de longue durée. Elle est indifférente au fait qu'aujourd'hui environ 30 % des personnes qui pourraient prétendre au RSA ne le réclament pas, parce qu'elles ignorent leurs droits mais aussi parce qu'elles refusent de faire une demande ressentie comme humiliante. Elle ignore le rôle que joue l'insertion professionnelle dans la structuration des personnes, dans leur sociabilité, dans le sens qu'elles donnent à leur existence, etc. Cette modélisation irréaliste repose également sur la fiction d'un contrat de travail et d'un prix du travail qui seraient librement négociés sur le marché du travail entre des offreurs de travail (les chômeurs) et des demandeurs de travail (les employeurs) à « égale puissance ». Ce déni du déséquilibre des forces en présence refoule également le rapport social inégalitaire qui structure la relation entre patrons et salariés. Indemnisation du chômage et rapports de force dans les entreprises sont pourtant intimement liés : moins le chômage est indemnisé et plus les travailleurs privés d'emploi sont contraints

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

mesures facilitant leur retour à l'emploi. Sa gestion est paritaire, c'est-à-dire qu'elle est confiée à des représentants d'organisations patronales (MEDEF, CGPME et UPA) et de syndicats de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO).

d'accepter des bas salaires. Au final, la compression de l'indemnisation du chômage vise à durcir la concurrence entre les travailleurs pour occuper les emplois précaires vacants, et à exercer ainsi une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires.

DES MESURES PUNITIVES CONTRE LES CHÔMEURS ?

La loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », adoptée le 1^{er} août 2018, incluait un volet « contrôle des chômeurs » comprenant des sanctions, qui ont été ensuite singulièrement aggravées par un décret d'application. Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'« insuffisance de recherche d'emploi » peut être punie par la suppression de l'allocation, et ce dès le premier « manquement ». Deux refus d'une offre d'emploi considérée comme « raisonnable », même si elle est largement moins rémunérée que l'emploi initialement occupé, sont sanctionnés par la perte de tous ses droits. Des rendez-vous manqués à Pôle Emploi peuvent entraîner jusqu'à quatre mois de radiation. Pour appliquer ces sanctions, on multiplie par cinq le nombre d'agents de Pôle Emploi uniquement chargés du contrôle des demandeurs d'emploi qui, par ailleurs, doivent maintenant tenir un « journal de bord numérique » donnant à voir les recherches effectuées.

Ces mesures illustrent le changement radical de philosophie en cours : d'une conception de la protection sociale comme ensemble de droits collectifs acquis par le salariat, on bascule vers un système où la personne « assistée » est en dette avec la société et doit être mise au travail sous la contrainte. Cette conception prétendument moderne ne fait que réactiver la suspicion séculaire des classes dominantes à l'égard des pauvres. L'historien Bronisław Geremek a montré l'ambivalence ancienne des sociétés vis-à-vis des « miséreux », perçus ou bien comme ceux qui inspirent la pitié et à qui on a le devoir de porter secours, ou bien comme ceux qui « méritent la potence » quand, pris au piège de leur propre paresse, ils menacent la mise au travail des populations et l'ordre social.

Dans sa version contemporaine, la détestation des pauvres prend par exemple la forme de l'appel à la « chasse aux fraudeurs ». La fraude sur l'ensemble des prestations sociales, par an, est pourtant très en deçà du montant du « non-recours » aux prestations sociales (RSA, tarif « première nécessité électricité » d'EDF, couverture maladie universelle complémentaire, aide au paiement d'une complémentaire santé) par des ayants droit qui n'en font pas la demande. Prenons l'exemple du RSA, le dispositif social pourtant réputé être le plus fraudé : le non-recours représentait un gain

Dans sa version contemporaine, la détestation des pauvres prend par exemple la forme de l'appel à la « chasse aux fraudeurs ».

pour l'État de 5,2 milliards d'euros pour l'année 2010², soit quinze fois le montant de la fraude estimée. La fraude aux prestations sociales est en outre quasi négligeable au regard du montant estimé de la fraude fiscale en France qui, elle, est largement invisibilisée dans le débat public. En 2012, la fraude des entreprises sur les impôts sur les sociétés en France était estimée à 27 milliards d'euros, soit quasiment cent fois plus que celle sur le RSA. En matière de fraude, dans le débat public, on ne prête qu'aux pauvres.

LE PROJET NÉOLIBÉRAL : UN SYSTÈME D'« ASSISTANCE » A MINIMA

Le projet néolibéral promet un système d'« assistance » dans lequel le citoyen est tributaire des décisions budgétaires du gouvernement. La protection sociale serait alors réduite à un filet de sécurité, forfaitaire et soi-disant universel, mais soumis à des contrôles et à des conditions drastiques, à l'instar de ce qui existe au Royaume-Uni. À l'horizon de 2020, le projet de fusion de prestations essentielles pour les bas revenus (notamment du RSA, de la prime d'activité et des APL) dans un revenu universel d'activité (RUA), avec des contreparties renforcées demandées aux « bénéficiaires », s'inscrit dans cette visée. Pour l'économiste Henri Sterdyniak, le projet annoncé n'est en rien un revenu universel (versé à tous, sans aucune condition), « puisque, par définition, un revenu universel ne doit pas dépendre de l'activité ». Les **minima sociaux** actuels ont précisément le rôle de garantir le droit à un revenu à des personnes qui ne peuvent travailler. En revanche, le RUA tel qu'il est annoncé serait une prestation fusionnée versée sous conditions et qui pourrait être suspendue. Si un tel dispositif devait advenir, un chômeur pourrait alors être doublement sanctionné, et par la perte de son indemnité, et par celle des autres prestations fusionnées, en particulier l'aide au logement.

2. Selon les chiffres annoncés par la Commission nationale d'évaluation du RSA dans son rapport, « Le non-recours et ses motifs », paru en décembre 2011.

Minima sociaux : ils visent à assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Versées sous conditions de ressources, ces prestations regroupent le RSA, l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation aux adultes

handicapés (AAH), le minimum vieillesse.

La visée d'une généralisation d'une assistance sociale *a minima* est donc en cohérence avec le démantèlement d'un ensemble de protections conquises par le monde du travail. La catégorie des travailleurs précaires, qui ne cesse d'augmenter, a déjà vu ses droits abaissés, notamment ceux des intérimaires en contrats très courts. Ce type de contrat permet d'ailleurs à nombre d'entreprises de détourner les dispositifs de l'assurance chômage pour gagner en flexibilité de la main-d'œuvre utilisée. Elles embauchent des personnels dits « peu qualifiés » en CDD très courts, puis s'en séparent quand l'activité est moindre, pour les réembaucher quand l'activité repart. Les travailleurs précaires alternent ainsi de brèves périodes de chômage indemnisé et d'emploi. En France, les embauches en contrats de moins d'un mois ont été multipliées par 2,5 entre 2000 et 2016. Dans 80 % des cas, ces contrats courts se font chez les mêmes employeurs qui puisent dans l'« armée de réserve de la précarité » qui s'est constituée³.

Jusqu'à présent, les organisations patronales refusent le système de bonus-malus préconisé par les organisations syndicales, qui dissuaderait les entreprises d'avoir recours à ce type de pratiques. Soupçonnées de retarder les ajustements structurels que la France « doit » s'imposer, les organisations syndicales sont de plus en plus écartées de la négociation sur l'assurance chômage, au profit d'un face-à-face État-patronat où l'on s'accorde autour de l'objectif de défaire l'État social, pour lui substituer une assistance sociale *a minima*, facilitant la mise en concurrence des travailleurs.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les campagnes de dénonciation des « chômeurs fraudeurs » participent à la déstabilisation du système de l'assurance chômage et des protections des travailleurs privés d'emploi, conquises par le syndicalisme ouvrier. Elles s'inscrivent dans un processus beaucoup plus large de remise en cause des droits attachés au statut de salarié et de la négociation collective, qui a prévalu au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

La perspective ainsi ouverte est celle de l'individualisation des travailleurs vus comme des agents économiques indépendants et responsables de leur sort. Il pourrait s'agir à terme de remplacer les salariés et le Code du travail par des auto-entrepreneurs et un Code du commerce. Dans ce cadre, ne subsisterait qu'un mince filet de sécurité. Libre alors à ceux qui en auraient les moyens de s'acquitter individuellement d'une protection auprès des assurances privées, avides de récupérer ce nouveau marché.

3. La précarisation du monde du travail englobe également les auto-entrepreneurs de plus en plus nombreux, mis en concurrence les uns avec les autres et souvent tenus par les exigences des plateformes. La loi « Avenir professionnel » prévoit désormais d'accorder à une frange de ces travailleurs dits « indépendants » une faible protection contre le chômage.

À LIRE

Bronislaw Geremek, *La Potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres, du Moyen Âge à nos jours*, Gallimard, Paris, 1987

Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, Paris, 1995

ATD Quart Monde, *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2016

Les Économistes atterrés et la Fondation Copernic, *Faut-il un revenu universel ?*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2017

À VOIR

Ken Loach, *Moi, Daniel Blake*, 2016

Gilles Perret, *Les Jours heureux*, 2012

QUEL ENJEU POUR NOS RETRAITES ?

Christiane Marty

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 251 à 256

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-251.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUEL ENJEU POUR NOS RETRAITES ?

par **CHRISTIANE MARTY** (ingénieure-chercheuse et féministe,
Fondation Copernic, Conseil scientifique d'Attac)

Remerciements à Pascale Huguet-Millot
(professeure de sciences économiques et sociales)

« La retraite est le reflet de la carrière, ça,
c'est quelque chose qui est juste. »

Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la Réforme des retraites,
France Inter, 11 octobre 2018

Les réformes des retraites se succèdent. Au nom de l'équilibre financier des caisses, elles ont durci les conditions pour obtenir une pension à taux plein, reculé l'âge de départ et baissé le niveau des retraites. Une nouvelle réforme est en cours. Quels seront ses effets ? Quels sont les enjeux ?

AU NOM DE L'ÉQUITÉ, DAVANTAGE D'INÉGALITÉS¹

Jusqu'ici, les réformes des retraites avaient été menées au nom de l'équilibre financier. Maintenant que le déficit est en voie de résorption – au prix d'une baisse continue du niveau des pensions –, c'est l'« équité » qui est mise en avant. Piloté par un haut-commissariat dirigé par Jean-Paul Delevoye, le projet présenté mi-2019 a pour objectif officiel de créer un système universel remplaçant les 42 régimes actuels. Le projet est censé être plus juste, plus simple, plus lisible : « 1 euro cotisé donnera les mêmes droits. [...] À carrière identique et revenu identique, la retraite doit être identique », annonce un communiqué du haut-commissariat. Ainsi, à carrière courte et faible salaire, faible retraite ! La même chose pour tout le monde...

Aujourd'hui, le système se compose de régimes de base en annuités et de régimes complémentaires à points – notamment l'ARRCO (pour tous les salariés et l'AGIRC (pour les seuls cadres). Ce sont des régimes

1. Ce paragraphe reprend en partie l'article « Au nom de l'équité, davantage d'inégalités », de Christiane Marty, paru dans le *Monde diplomatique* du mois de mai 2019.

par répartition : les cotisations des actifs servent directement à payer les pensions des retraités.

Dans les **retraites par capitalisation**, elles alimentent des placements financiers dont le rendement futur (incertain) déterminera le montant de la pension. La capitalisation relève d'une logique d'assurance individuelle, aux antipodes de la solidarité, qui est au fondement de la protection sociale française.

Actuellement, à l'âge de départ légal (soixante-deux ans), le régime en annuités garantit un taux de remplacement (rapport entre la pension et le salaire) pour une carrière complète, définie par un nombre d'années cotisées (43 annuités pour la génération née en 1973). Il donne donc une visibilité sur la future pension.

Dans un régime à points – l'option choisie en 2019 par le gouvernement Macron-Philippe –, les cotisations servent à acheter des points tout au long de la vie active. Au moment de la retraite, le montant de la pension est calculé en multipliant le nombre de points acquis par ce qu'on appelle la « valeur de service ». Cette dernière, tout comme le prix d'achat, est ajustée chaque année par les gestionnaires des caisses de retraite de manière à

équilibrer les finances. Il n'y a ni taux de remplacement garanti, ni notion de carrière complète, donc pas de visibilité sur la pension.

Celle-ci reflète au plus près la somme des cotisations versées au cours de la carrière : elle renforce la « **contributivité** » du système.

En conséquence, la part de solidarité – attribuée sans contrepartie de cotisations – y est fort réduite. L'expérience actuelle des régimes

complémentaires par points (AGIRC, ARRCO, etc.) en témoigne : la part de la solidarité dans le montant des pensions n'y est que de 6,9 %, contre 23,1 % pour les régimes de base par annuités². De plus, à l'inverse des régimes par annuités, la solidarité y bénéficie beaucoup moins aux femmes : en particulier, il n'y a pas de minimum de pension, dont on sait pourtant qu'il est important pour rehausser, un peu, les faibles pensions des femmes. Cette tendance au renforcement de la contributivité caractérise les réformes de retraite en France comme dans les autres pays. La logique contributive de la retraite par points s'oppose à la logique de solidarité et donc à la justice

**La logique contributive
de la retraite par points s'oppose
à la logique de solidarité
et donc à la justice sociale.**

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Retraites par capitalisation : les cotisations alimentent des placements financiers dont le rendement futur (incertain) déterminera le montant de la pension. La capitalisation relève d'une logique d'assurance individuelle, à la différence de la répartition, fondée

sur la logique de solidarité qui est au fondement de la protection sociale française.

Contributivité : un avantage social est dit contributif s'il est la contrepartie du versement d'une cotisation. Par exemple, un régime de retraite sera

2. DREES, *Solidarité santé*, n° 72, p. 12.

sociale, qui suppose une redistribution envers les personnes qui n'ont pu acquérir que peu de droits à une pension.

De plus, avec la retraite par points, le calcul de la pension prend en compte l'ensemble de la carrière, et non plus les vingt-cinq meilleures années de salaire, comme c'est le cas aujourd'hui dans le régime général, ou les six derniers mois, comme dans la fonction publique. Toute période non travaillée entraîne donc une réduction de la future pension. Les personnes ayant eu des périodes de chômage non indemnisé ou de temps partiel, des carrières courtes, des bas salaires – les femmes notamment – sont mécaniquement pénalisées. Lors de la réforme de 1993, le calcul avait déjà été modifié pour prendre comme référence la moyenne des vingt-cinq meilleures années, au lieu des dix meilleures auparavant – une première étape déjà vers plus de contributivité. La réforme a abouti à une baisse importante du montant de la retraite, plus sévère encore pour les femmes, qui, du fait de carrières plus courtes, comptent davantage de mauvaises années. Pour les générations nées entre 1945 et 1954, la baisse de la pension de base a atteint 16 % pour les hommes et 20 % pour les femmes³.

De même, pour les fonctionnaires, la prise en compte de toute la carrière, au lieu des six derniers mois, entraînera une baisse des retraites. Il est donc prévu que les primes soient intégrées dans le calcul, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Mais rien ne garantit que leur intégration suffise : tout dépend de leur montant. Or les femmes fonctionnaires perçoivent des primes significativement moins élevées que les hommes⁴. Et, dans de nombreux métiers, il n'y en a pas.

De manière générale, les inégalités entre femmes et hommes risquent fort de s'aggraver. Il suffit de comparer les pensions reçues dans les régimes en annuités et dans les régimes complémentaires à points. Les pensions des femmes représentent entre 41 % (AGIRC) et 61 % (ARRCO) de celles des hommes, contre un ratio compris entre 74 % et 90 % pour les régimes en annuités. Le rapport est systématiquement plus faible dans les régimes à points, et donc les inégalités y sont plus fortes.

Le gouvernement Macron-Philippe a beau affirmer qu'il maintient le principe de la répartition, son plan intègre l'ouverture à la capitalisation.

purement contributif si les pensions versées sont uniquement liées aux cotisations versées ; dans un tel régime, il n'y a pas de dispositifs de solidarité (prestations versées sans contrepartie de cotisations de la part du ou de la bénéficiaire). Le degré de contributivité d'un régime de retraite

augmente donc lorsque la part de solidarité diminue et *vice versa*.

3. Carole Bonnet, Sophie Buffeteau et Pascal Godefroy, « Disparité de retraite entre hommes et femmes : quelles évolutions au fil des générations ? », *Économie et Statistique*, n° 398-399, 2006.
4. *Ibid.*

Sur la tranche de salaire mensuel supérieure à 10 000 euros bruts (contre 27 016 euros actuellement), on ne cotisera plus dans le système commun ; ces hauts revenus devront souscrire une épargne retraite en placements financiers, qui donnera droit à des avantages fiscaux – payés donc par tous les contribuables, ainsi que le prévoit d’ores et déjà la loi Pacte adoptée le 11 avril 2019. Cette mesure est présentée comme un facteur de justice. Mais, la capitalisation ayant ainsi mis un pied dans la porte du système, son champ pourra facilement être élargi en abaissant le seuil de revenu non autorisé à cotiser au régime universel. D’autant que la baisse du niveau des pensions, au fil des réformes successives, a déjà poussé de nombreuses personnes – celles qui en ont les moyens – à se constituer une retraite complémentaire auprès d’assurances privées. C’est en réalité l’objectif implicite de ces réformes.

L’idée que la retraite est le reflet de la carrière pourrait *a priori* sembler juste, mais c’est tout le contraire. Car tout le monde n’a pas les mêmes chances d’effectuer une belle carrière, et donc d’avoir une belle retraite, ne serait-ce que du fait de l’inégal accès aux diplômes selon les catégories sociales, des contraintes économiques (chômage, précarité...), des risques de maladie ou des normes sociales qui attribuent aux femmes l’éducation des enfants. L’équité consisterait précisément à assurer une pension convenable à ceux qui ont une moins belle carrière.

Cette décision de plafonner le poids des retraites par rapport à la richesse produite, alors que la proportion de retraités dans la population va augmenter, revient à programmer l'appauvrissement de ceux-ci...

C’est pour prendre en compte ces facteurs que les dispositifs de solidarité (droits familiaux, minima de pension, réversion, etc.) ont été intégrés au fil du temps dans le système de retraite, par l’attribution de droits non contributifs (qui ne sont pas la contrepartie de cotisations). Certes, la réforme projetée n’envisage pas de supprimer la solidarité, en dépit des déclarations paradoxales sur le thème « la pension, reflet de la carrière ». Des points seraient accordés pour « prendre en compte les interruptions d’activité, liées aux aléas de carrière ou de vie », « les carrières longues, les métiers pénibles, le handicap », et pour « compenser les impacts, sur la carrière des parents, de l’arrivée ou de l’éducation de l’enfant ». Lorsqu’on sait que les inégalités de pension entre les femmes et les hommes du fait de ces impacts sont aujourd’hui encore de 25 % en moyenne⁵, ou que les négociations pour la prise en compte de la pénibilité, inscrites dans la loi d’août 2003, n’ont toujours pas abouti, on comprend qu’il faudrait un renforcement important de la solidarité...

Or il a été décidé que la réforme se ferait à enveloppe constante et que la dépense actuelle, 13,8 % du produit intérieur brut (PIB), représenterait

5. Direction de la recherche, des études, de l’évaluation et des statistiques (DREES), « Les retraités et les retraites 2018 », édition 2018.

un plafond pour l'avenir. Ce qui signifie une nouvelle baisse des pensions. Car cette décision de plafonner le poids des retraites par rapport à la richesse produite, alors que la proportion de retraités dans la population va augmenter, revient à programmer l'appauvrissement de ceux-ci...

En outre, selon les documents, la solidarité constituerait un bloc distinct du cœur du système lié aux droits contributifs, et son financement relèverait – plus qu'aujourd'hui – de la fiscalité, donc du budget de l'État. Dans le contexte actuel de recherche tous azimuts de baisse des dépenses publiques, il y a là un risque de régression. Le haut-commissaire en est d'ailleurs conscient, puisqu'il a déclaré : « Si je confiais à Bercy la gouvernance du système, je crois qu'il y aurait une lourde inquiétude. » Bel euphémisme.

Quant à la prétendue liberté de choisir entre partir et continuer à travailler pour acquérir des points supplémentaires, elle se réduit à peu de choses, lorsqu'on sait que la moitié seulement des personnes sont encore en emploi au moment de liquider leur retraite, et que l'usure professionnelle survient bien avant l'âge de départ dans de nombreux métiers. De plus, repousser le moment de s'arrêter pourrait s'avérer un mauvais calcul, car il n'y a pas de garantie que la valeur du point ne baisserait pas.

Dans un système par points, l'équilibre financier est réalisé « en coulisse » par les gestionnaires de la caisse de retraite, qui ajustent au fil du temps des paramètres, comme le prix d'achat du point et sa valeur de service. Nul besoin d'en passer par une réforme et une loi pour changer ces valeurs. On ne fait qu'arbitrer entre « demander des efforts » aux actifs ou baisser les pensions des retraités. On escamote alors du débat public l'enjeu essentiel de tout système de retraite, qui est celui de la répartition de la richesse produite : quel partage entre les revenus du travail (salaires et cotisations sociales, qui incluent donc les pensions) et les revenus du capital (profits, dividendes), dont on sait qu'ils ne cessent d'augmenter.

L'enjeu essentiel de tout système de retraite est celui de la répartition de la richesse produite : quel partage entre les revenus du travail (salaires et cotisations sociales, qui incluent donc les pensions) et les revenus du capital (profits, dividendes).

LES RETRAITES PAR CAPITALISATION NE GARANTISSENT PAS LES RETRAITES

Dans un système de retraites par répartition, ce sont les cotisations des actifs qui sont immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraitées et des retraités. Dans un système par capitalisation, les cotisations alimentent des placements financiers, et le montant de la future pension

dépendra de leur rendement (aléatoire). La capitalisation repose sur une logique d'assurance individuelle et s'oppose donc à la répartition, fondée sur la logique de solidarité, qui est au fondement de la protection sociale.

Contrairement à ce que l'on peut penser, la capitalisation ne consiste pas à épargner son argent pour sa propre retraite : on ne met pas de côté dans un « frigo économique » des repas, des billets de train... qu'on ne consommerait que dans quarante ans. C'est un placement dont la valeur, qui déterminera la pension au moment de la retraite, dépendra de toute façon de la richesse économique créée à ce moment-là par le travail des personnes en activité. Les cotisations dans un régime par capitalisation donnent simplement des « droits à valoir » sur la production future. Dans les deux cas, répartition comme capitalisation, les pensions des retraitées et des retraités sont prélevées sur la richesse produite. La différence tient simplement à la manière de répartir cette production. Les difficultés seront donc les mêmes si l'évolution démographique fait qu'il y a trop peu de personnes en activité pour produire suffisamment de biens et services pour tout le monde. C'est donc une illusion de croire que l'épargne privée et les fonds de pension seraient mieux à même d'assurer l'avenir des retraites.

De plus, la capitalisation, en reposant sur le rendement du capital, est sensible à l'évolution des marchés financiers. La crise financière de 2008 a ainsi vu de nombreuses personnes des pays où les fonds de pension sont développés perdre une grande partie de leur épargne et de leur pension. Les gouvernements de ces pays – et donc l'ensemble des contribuables – sont alors intervenus pour limiter les dégâts.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le démantèlement progressif du système de retraites par répartition, fondé sur la solidarité entre les générations, nous fait passer d'une civilisation du « tous ensemble » à une civilisation du « chacun seul ». L'objectif réel des réformes est d'assécher la retraite par répartition – qui ne génère aucun profit – pour faire une place de plus en plus grande à la capitalisation, au bénéfice des assurances privées et des fonds de pension, et au détriment de la population active comme retraitée. Au détriment de la solidarité et donc de la réduction des inégalités.

À LIRE

Jean-Marie Harribey et Christiane Marty (dir.), *Retraites : l'alternative cachée*, Syllepse, Paris, 2013

« TROP DE SERVICES PUBLICS ? »

Yasmine Siblot

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 257 à 265

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-257.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« TROP DE SERVICES PUBLICS ? »

par YASMINE SIBLOT (sociologue, université Paris-VIII)

Remerciements à Suzanne Sellerte

(professeure de sciences économiques et sociales)

Le rapport du défenseur des droits pour l'année 2018¹ fait état de 55 785 plaintes concernant les « relations avec les services publics », soit 10 % de plus que pour l'année 2017. Ces plaintes représentent la moitié de l'ensemble des réclamations portées devant cette instance que peuvent saisir les citoyennes et citoyens pour faire valoir leurs droits. Alors, « trop de services publics » ? Bien au contraire, ces saisies sont révélatrices du besoin de plus de services publics, dans un contexte de privatisations, de fermetures et de suppressions de postes. Elles soulignent aussi la nécessité d'un fonctionnement différent de ces services publics. Mais peut-être également le besoin d'autres services publics.

LA COLLECTIVITÉ CONTRE LE MARCHÉ

La notion de service public est très familière en France, et renvoie à un ensemble de services plus étendus que dans beaucoup de pays. Pour autant, sa signification et son histoire ne sont pas toujours bien connues. Le service public (parfois appelé de manière un peu mythifiée le « service public à la française ») s'inscrit dans une histoire ancienne et correspond à des choix politiques faits à des moments importants : la consolidation de la III^e République, à la fin du XIX^e siècle, dans le sillage des lois fondatrices de l'école publique ; le Front populaire, en 1936 et 1937, marqué par de grandes avancées du droit du travail et une intervention plus forte de l'État dans l'économie ; et, l'après-Seconde Guerre mondiale, dans le prolongement du programme du Conseil national de la Résistance de 1943 et en lien avec la mise en place de la Sécurité sociale. À ce titre, les services

1. Défenseur des droits,
Rapport annuel d'activité
2018, mars 2019.

publics sont une composante de ce que le sociologue Robert Castel (1999) a appelé la « **société salariale** », dans laquelle les inégalités entre classes sociales subsistent mais où existe un sentiment partagé d'« avoir des droits ».

Les services publics font exister, au sein d'une économie libérale, une gestion collective d'un ensemble de biens et services jugés indispensables à la population et contribuant à lutter contre les inégalités économiques et sociales.

Les lois et les divers statuts juridiques qui définissent les services publics sont issus de nombreux compromis, et ils sont très loin d'une forme de « communisme » étatique, comme l'ont prétendu les opposants à cette forme d'organisation. Néanmoins, les services publics font exister, au sein d'une économie libérale, une gestion collective d'un ensemble de biens et services jugés indispensables à la population et contribuant à lutter contre les inégalités économiques et sociales.

C'est au nom de ces principes que ces services sont organisés en dehors, ou du moins en marge, des règles du marché.

Financés en grande partie par l'État et les collectivités locales (donc principalement par l'impôt), ces services ne sont pas toujours gratuits, mais ils ne visent pas à dégager un bénéfice, leur finalité étant celle du service rendu. Le périmètre de ces services s'est étendu au fil du temps : écoles, hôpitaux, transports, postes et téléphone, énergie, loisirs, mais aussi police, justice, état civil, ou encore la Sécurité sociale (maladie, famille, retraite, chômage), et bien d'autres secteurs et activités relèvent de ces régimes juridiques.

Une autre caractéristique des services publics est le **statut d'emploi** de leurs salariés : c'est en 1947 qu'est promulgué le « statut de la fonction publique », qui définit le mode de recrutement (en général, par concours) et les carrières (au sein de corps et de grades) des agents travaillant pour l'État (enseignants, policiers, militaires, juges...), pour l'hôpital public et pour les collectivités territoriales (mairies, départements, régions). Les fonctionnaires, une fois titulaires, bénéficient de la sécurité de l'emploi, peuvent muter entre services et passer des concours internes pour changer de métier ou obtenir une promotion. Dans certains services publics (SNCF, par exemple), il existe d'autres « statuts » d'emploi protec-

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Société salariale : terme forgé par Robert Castel pour caractériser la société française des années 1950 aux années 1970, transformée par l'extension du salariat, le renforcement du droit du travail et le développement de la Sécurité sociale et des services publics. Sans faire

disparaître les inégalités, ce contexte favorise une identité sociale partagée autour de la condition salariale et du sentiment d'avoir des droits.

Statut d'emploi : statut juridique d'emploi. On distingue indépendants et salariés, et, au sein des salariés,

teurs. Une particularité des services publics en France, rare en Europe et *a fortiori* dans le monde, est que ces statuts ne concernent pas que les agents qualifiés ou les cadres : les salariés occupant les postes peu qualifiés, techniques, administratifs ou d'entretien, peuvent également avoir ce statut protecteur. Bien sûr, dès le XIX^e siècle, une partie des salariés demeurent « contractuels de droit public » (en CDD ou CDI) ; néanmoins, la norme est théoriquement l'embauche statutaire, les autres contrats étant conçus comme dérogatoires.

L'existence et le maintien d'un périmètre économique en marge du marché et d'un important pan du salariat financé par une gestion publique sont contestés de longue date : les services publics seraient trop coûteux pour les finances publiques, leurs agents seraient inefficaces et incompetents du fait de la « sécurité de l'emploi », et soustraire à la concurrence des pans entiers d'activités potentiellement rentables est jugé contraire aux principes de l'économie de marché. Placés sous les feux de critiques politiques et économiques aussi anciennes qu'eux, et soumis à des réglementations nationales ou européennes restreignant de plus en plus leur champ d'activité et étendant le domaine de la mise en concurrence, les services publics ont ainsi vu leur périmètre diminuer et leur fonctionnement se dégrader profondément depuis les années 1980.

LES SERVICES PUBLICS ET LEURS AGENTS SOUS PRESSION

À première vue, les services publics semblent se maintenir, voire se développer : ainsi, le nombre d'agents de la fonction publique est passé de 3,8 millions en 1980 à 5,5 millions en 2016, selon les chiffres du ministère. Mais un détail devrait nous alerter : cette institution, autrefois « ministère de la Fonction publique », s'intitule depuis 2017

ceux des secteurs privé et public. Au sein de l'emploi public, la majeure partie des salariés bénéficient d'un statut d'emploi protecteur (sécurité de l'emploi, notamment). Il peut s'agir du statut de fonctionnaire ou de CDI associés à un « statut » spécifique (comme celui des cheminots).

La hausse des effectifs d'agents de la fonction publique est en effet triplement trompeuse : tout d'abord, elle n'a fait qu'accompagner la hausse de la population totale [...] ; deuxièmement, la part de fonctionnaires a nettement décliné au profit des agents contractuels ; et, enfin, le périmètre des services publics ne cesse d'être réduit par des mesures qui visent à augmenter la place des entreprises privées dans leur champ d'intervention.

le « ministère de l'Action et des Comptes publics », ce qui est un signal très clair de la volonté de ne plus valoriser les fonctionnaires, ni même les services publics. La hausse des effectifs d'agents de la fonction publique est en effet triplement trompeuse : tout d'abord, elle n'a fait qu'accompagner la hausse de la population totale (sa part reste la même) ; deuxièmement, la part de fonctionnaires (70 % en 2016) a nettement décliné au profit des agents contractuels (dont la moitié est en CDD) ; et, enfin, le périmètre des services publics ne cesse d'être réduit par des mesures qui visent à augmenter la place des entreprises privées dans leur champ d'intervention.

La gamme de ces formes de réduction des services publics est étendue. On peut mentionner en premier lieu les **privatisations** (totales ou partielles), qui en sont une forme visible. Si certaines de ces privatisations ou formes de sous-traitances sont imposées par des directives européennes visant à instaurer un marché concurrentiel, d'autres sont des décisions prises par les gouvernements qui se sont succédé depuis les années 1980. En 2019, ce sont les Aéroports de Paris, entreprise largement lucrative qui avive les convoitises de nombreux investisseurs, qui sont ciblés, mais on peut citer également, depuis les années 1980, France Télécom, les autoroutes, une partie des services de la SNCF et d'EDF, etc. Forme tout aussi scandaleuse de cadeaux aux entreprises privées, les « partenariats public-privé » (PPP) sont des contrats entre de grands établissements publics (hôpitaux, universités, prisons...) et des multinationales du bâtiment (Vinci, Eiffage...). Afin de ne pas s'engager dans des dépenses de long terme, les établissements font construire de nouveaux bâtiments par ces grands groupes puis les louent à prix d'or, selon des contrats les laissant impuissants face aux nombreuses malfaçons – des blocs opératoires inutilisables (hôpital d'Évry) ; des étages ne respectant pas les normes pour recevoir du « public » et donc inaccessibles aux étudiants (université Paris-Diderot) ; des cellules dont les serrures ne fonctionnent pas et subissant

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Privatisation : changement de statut juridique d'un service public par le biais de la vente de la majorité de son capital ou de la totalité du service.

Externalisation : fait de confier à une entreprise extérieure, à un sous-traitant tout ou partie d'une tâche ou d'une

activité nécessaire à la production d'un produit. L'objectif est alors de réduire les coûts en jouant sur la mise en concurrence des prestataires et sur la flexibilité du service.

New public management : ensemble de principes de gestion visant à

des infiltrations d'eau (prison des Baumettes)... L'**externalisation** de services, ou leur sous-traitance par le secteur privé marchand (ou parfois associatif), relève d'une même logique de restriction : c'est le cas de l'eau potable, dont l'approvisionnement incombe aux communes mais qui, du fait des « délégations de service public », est un marché contrôlé principalement par Suez, Veolia et la Société d'aménagement urbain et rural (SAUR). Mais c'est aussi le cas, de façon plus discrète, de l'externalisation à des entreprises ou associations « prestataires » de l'entretien des locaux de la plupart des bâtiments publics, de la maintenance des équipements (longtemps effectuée à la SNCF par des ouvriers immigrés, les *chibanis*, qui ont lutté, une fois âgés, pour la reconnaissance de leur statut), de la restauration collective dans les administrations, etc.

Cette logique de restriction de l'action des services publics prend également la forme de réorganisations internes aux services et de modification des formes d'emploi ou de l'organisation du travail : fermetures ou fusions de services, suppressions de postes, recours à l'emploi précaire et mise sous pression des agents en s'inspirant des principes du *new public management* (« nouveau management public ») sont autant de manières de remettre en cause le mode de fonctionnement et les finalités de certains services. Entrons dans le détail des situations créées par ces différentes procédures de démantèlement invisible.

Les Postes et Télécommunications ont longtemps eu un statut d'administration, faisant partie du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones (PTT). En 1991, deux établissements publics à caractère commercial sont créés : France Télécom et La Poste. France Télécom, privatisé en 1996 (et devenu Orange), a mis en œuvre des techniques managériales extrêmement violentes pour pousser au départ plus de 20 000 personnes. À la suite d'une série de suicides parmi les salariés, et de la reconnaissance d'un très grand nombre de cas de « souffrance au travail », l'entreprise a été mise en examen pour harcèlement moral. Jusque-là demeurée établissement public, La Poste est devenue une entreprise de statut privé en 2010, conservant des « missions de

réduire la dépense publique et
à accroître la productivité et la
rentabilité des services publics, sur le
modèle de la gestion d'une entreprise
privée.

service public ». Les effectifs sont en baisse constante (50 000 postes en moins entre 2004 et 2014), tandis que la part des précaires ne cesse de s'accroître : CDD, intérimaires, mais aussi apprentis et contrats aidés se multiplient. Les fermetures (en zones rurales et urbaines) ont fait passer le nombre de bureaux de 14 000 en 2005 à moins de 9 000 en 2017, laissant la place à des « points de contact » dans des commerces ou d'autres services publics.

De plus, les objectifs de rentabilité et de productivité sont de plus en plus élevés. Ainsi, les guichetiers, désormais debout, doivent avant tout vendre des « produits » et se conformer aux méthodes de la grande distribution, tandis que les facteurs font face à des cadences de plus en plus importantes, que ce soit pour le tri du courrier ou pour leur tournée, voire pour effectuer des services tels que la prestation « veiller sur mes parents ». Alors que prendre des nouvelles d'une personne âgée pouvait faire partie des tâches donnant du sens à leur travail, ils sont désormais tenus, dans le cadre d'un service facturé aux familles, de s'assurer en six minutes maximum que la personne va bien, sans aucune formation médicale.

Le cas de l'hôpital public est également emblématique de ces réformes profondes qui conjuguent : 1. des transformations de mode de gestion (tarification dite « à l'acte » qui incite les établissements à privilégier certaines interventions jugées « rentables ») ; 2. des baisses d'effectifs et fermetures de services ; 3. une forte dégradation des conditions de travail. Mais c'est aussi le cas de la fonction publique territoriale, qui a été fortement touchée par les politiques de fermeture de services et de sous-traitance au secteur privé, comme pour le nettoyage des rues ou la gestion des déchets, mais aussi par le recours à des contractuels à tous les niveaux de qualification. Ce phénomène n'épargne pas l'école publique, où la part des contractuels ne cesse de s'élever (notamment en Seine-Saint-Denis), tandis que des établissements ou des classes sont fermés et que de nouveaux modes de « management » se diffusent.

Quand de nouveaux métiers se développent, cela se produit hors du cadre statutaire, même quand ces derniers sont jugés indispensables. C'est le cas des accompagnant(e)s d'élèves en situation de handicap (AESH, souvent encore appelé(e)s AVS, pour auxiliaires de vie scolaire) : alors que, depuis 2005, la loi affirme le droit à une scolarisation en milieu ordinaire et que tous les gouvernements se disent attachés à une école « inclusive », le personnel, presque exclusivement féminin, dédié au travail dans les classes et dans les écoles auprès des élèves en situation de handicap, est confronté à des conditions d'emploi

et de travail indignes (des CDD, renouvelés d'année en année, avec une possibilité de passage en CDI au bout de six ans, le plus souvent en temps partiel imposé, à cheval sur plusieurs établissements, sans réelle formation, au SMIC)...

LES CLASSES POPULAIRES ET LES SERVICES PUBLICS

Les services publics s'adressent à toutes et tous, ce ne sont pas des services sociaux. Néanmoins, ils jouent un rôle particulièrement important pour les membres des classes populaires. Les rapports des classes populaires aux institutions publiques sont ambivalents, faits à la fois de méfiance, de distance, de violence parfois, mais aussi de familiarité, d'attachement, de reconnaissance de leur importance matérielle et symbolique dans la vie quotidienne.

Les enquêtes sociologiques réalisées dans les services publics montrent l'importance des difficultés rencontrées par de nombreuses familles populaires face à un dossier à remplir ou au personnel des administrations. Mais les relations au guichet sont également investies positivement. En effet, dans chaque service, les relations avec les agents comportent des formes de familiarité, et les services eux-mêmes peuvent être des espaces de reconnaissance sociale. Le bureau de poste apparaît comme un lieu d'atténuation des tensions sociales, grâce au travail des guichetiers qui rendent de petits services : c'est pourquoi les habitants font en général preuve de patience et de respect à leur égard. Ces derniers opposent les situations où ils ont le sentiment de pouvoir « faire valoir leurs droits » à celles où ils éprouvent le sentiment de devoir « demander l'aumône ».

Cela jette un éclairage sur les politiques de **dématérialisation des services publics**. Le taux d'équipement des ménages en ordinateurs et l'accès à Internet ont énormément progressé, et la dématérialisation est appréciée par nombre de ménages, y compris populaires. Mais

Dématérialisation des services

publics : développement des procédures en ligne que les usagers doivent effectuer sur Internet pour se renseigner, remplir un formulaire ou un dossier.

penser qu'on puisse supprimer les guichets, c'est méconnaître qu'ils sont indispensables au bon accomplissement de démarches complexes ; c'est oublier surtout que ces interactions concrètes jouent un rôle central dans le sentiment moral d'être considéré, de pouvoir faire valoir ses droits. Ce point est confirmé par une recherche sur les relations à l'administration fiscale. Les contacts avec les services publics sont très différenciés selon les classes sociales : les classes supérieures utilisent deux fois plus Internet que les classes populaires (64 % contre 35 %). Si les classes populaires se rendent deux fois plus au guichet (38 % contre 20 %), ce n'est pas seulement par contrainte : c'est aussi parce qu'elles y trouvent un meilleur moyen de faire reconnaître leurs droits.

Les services publics sont importants au sein des classes populaires en termes d'emploi. L'emploi public occupe une place non négligeable parmi les ouvriers et employés en France : il représente 20 % de ces groupes. Le développement de l'emploi public au sein des catégories ouvrières et d'employés a contribué à atténuer la distance entre ces classes populaires et les institutions, puisqu'elles ont pu envisager d'en faire partie elles-mêmes.

C'est le cas par exemple de l'emploi de facteur : des années 1950 aux années 2000, celui-ci a permis à des hommes ouvriers non qualifiés ou petits paysans de connaître une mobilité sociale et des conditions de travail moins difficiles qu'aux champs ou à l'usine, tout en restant ancrés au sein des classes populaires. Cette filière de stabilisation au sein de l'emploi public n'a pas disparu, et elle concerne notamment des femmes, qui représentent 62 % des agents de la fonction publique. Mais elle est devenue beaucoup plus difficile d'accès pour les classes populaires aujourd'hui. Cela résulte de la conjonction de différents phénomènes. La hausse du chômage a entraîné une croissance des candidatures aux emplois publics à partir des années 1980. Les transformations de la gestion publique ont entraîné une baisse des recrutements en catégorie C² en favorisant l'externalisation ou la contractualisation de tout un ensemble de travaux d'exécution. Enfin, l'accroissement de la scolarisation de l'ensemble de la population a conduit à une hausse des niveaux de diplômes d'une part importante des candidats aux concours.

Plusieurs travaux statistiques ont montré que la sélectivité sociale des concours de la fonction publique a fortement augmenté. Tout d'abord, il faut rappeler qu'ils ne sont ouverts qu'aux personnes ayant la nationalité française, les étrangers étant exclus de la plupart des emplois publics, à l'exception des ressortissants de l'Union européenne depuis le début des années 2000. Les chances d'entrer dans la fonction publique se sont maintenues pour les enfants de familles populaires, quand ils sont diplômés et, plus encore, s'ils sont enfants de fonctionnaires. En

2. Les agents de la fonction publique appartiennent à des catégories hiérarchisées : A pour les cadres ou les plus qualifiés, B pour les postes de cadres intermédiaires ou ayant une qualification reconnue, et C, les plus nombreux, pour les emplois subalternes et considérés comme peu qualifiés.

revanche, l'accès aux emplois publics s'est réduit pour les personnes peu qualifiées au sein des classes populaires. L'accès à l'emploi public est donc devenu une voie plus rare de stabilisation pour les classes populaires, et cela s'accompagne d'un déclassement pour les diplômés.

MORALE DE L'HISTOIRE

Trop de services publics ? Certainement pas. Délivrant des services indispensables à la vie collective et au quotidien de chacun, ils ne peuvent pas être gérés en fonction d'objectifs de rentabilité. L'emploi public est un élément clé de leur fonctionnement en offrant une stabilité à leurs agents et en donnant du sens à leur travail. Malheureusement, ces principes sont profondément remis en cause par les politiques de réforme menées depuis les années 1980. D'autres services publics ? Oui, certainement ! Des services publics plus démocratiques, envers leurs agents ou leurs usagers. Et de nouveaux et vrais services publics : pour le soutien à toutes les personnes en ayant besoin, pour la gestion de l'eau et des déchets, pour plus de trains et des voitures partagées, pour la formation des adultes...

À LIRE

Émilie Biland, *La Fonction publique territoriale*, La Découverte, Paris, 2019
Laurent Bonelli et Willy Pelletier (dir.), *L'État démantelé*, La Découverte, Paris, 2010
Marie Cartier, *Les Facteurs et leurs tournées, un service public au quotidien*, La Découverte, Paris, 2003
Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Le Seuil, Paris, 1999
Vincent-Arnaud Chappe et Narguesse Keyhani, « Les auxiliaires étrangers de la SNCF », *Connaissance de l'emploi*, n° 143, 2018
Pierre Clément *et al.*, *La Nouvelle École capitaliste*, La Découverte, Paris, 2011
Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent, *La Casse du siècle. À propos des réformes de l'hôpital public*, Raisons d'Agir, Paris, 2019
Yasmine Siblot, *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Presses de Sciences Po, Paris, 2006
Alexis Spire, *Résistances à l'impôt, attachement à l'État. Enquête sur les contribuables français*, Le Seuil, Paris, 2018
Nadège Vezinat, « Le crépuscule des services publics », *La Vie des idées*, 26 février 2019.

À VOIR

Dominique Cabrera, *Nadia et les hippopotames*, 1999 (fiction sur les grèves de décembre 1995)
Yoann Gillet, Christophe Lancellotti et Antoine Roux, *Y'a pas marqué La Poste !*, 2018, et *La Poste, survivre à tout prix*, 2019
Usul, « Les dernières heures de l'hôpital public », Ouvrez les guillemets # 29, Mediapart.fr, 23 avril 2018

OUI, LES FONCTIONNAIRES TRAVAILLENT

Olivier Quéré

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 266 à 274

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-266.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

OUI, LES FONCTIONNAIRES TRAVAILLENT

par OLIVIER QUÉRÉ (politiste, université de Haute-Alsace)

Remerciements à Laurent Sernat, Joëlle Minnel

et Carole Freytet-Rolland (syndicalistes)

« [L'État doit réussir à] se réorganiser plus vite, comme le font les entreprises. Sinon, vous gérez tout par le statut, y compris l'impossibilité de bouger. »
Emmanuel Macron, 1^{er} février 2018

Fainéants, privilégiés, grévistes, improductifs... Les qualificatifs foisonnent pour critiquer les fonctionnaires. Ils sont suspectés d'être trop nombreux, de ne pas travailler, de coûter trop cher à l'État et de bénéficier d'un statut exorbitant par rapport aux travailleurs du privé. Cette ritournelle ne résiste pas aux faits. Que veut dire appartenir à la fonction publique ? À quoi sert le statut des fonctionnaires ?

COMMENT TRAVAILLENT LES FONCTIONNAIRES ?

Quel que soit leur niveau, tous les fonctionnaires travaillent, parfois beaucoup. Dans les hôpitaux publics, les sages-femmes et les infirmières travaillent également la nuit.

SUANT À LA TÂCHE

Annie s'occupe de la cantine et du nettoyage des salles de classe dans un lycée à Cambrai : « Tous les jours, j'ai huit salles à nettoyer le matin de 7 heures jusqu'à 11 heures, après je passe à la restauration jusqu'à 14 h 30, parfois, je remplace le gardien jusqu'à 19 heures. »

Sonia est infirmière en hôpital public et doit prendre en charge plus de vingt patients par jour : « Au bloc, je suis toute seule, j'ai la responsabilité de la sécurité, de l'hygiène, de tout un tas de choses, c'est juste

infernale. J'assure pas un poste de planquée ou de feignante. Je fais pas les trente-cinq heures, beaucoup plus, beaucoup d'heures supplémentaires. Il y a le dévouement envers le patient. On regarde pas sa montre. »

Haroun enseigne l'anglais en Seine-Saint-Denis : « Comme cadeau de rentrée : suppression de trente postes d'emplois aidés. C'est devenu impossible. En plus, cette année, on a trois classes de seconde de plus que l'an passé. Les profs tentent d'alerter : les surveillants craquent, l'infirmerie craque, personne sait où donner de la tête, pression au max. On est cramés après un mois de rentrée. »

Selon une enquête publique, 37 % des fonctionnaires travaillent le dimanche, régulièrement ou occasionnellement, contre 26 % dans le privé¹. Beaucoup de fonctionnaires effectuent des « astreintes » et sont donc « de garde » le soir et le week-end, et ce davantage que dans le privé. 28 % de l'ensemble des fonctionnaires travaillent plus de quarante heures par semaine, et 39 % de ceux qui travaillent dans les ministères (contre 32 % pour les salariés du privé).

En outre, nombreux sont les fonctionnaires qui effectuent chaque jour des tâches physiques difficiles : rester longtemps debout, déplacer des charges lourdes, risquer d'être blessé...

Enfin, les fonctionnaires ne sont pas exempts de tensions dans leur travail, de difficultés ou de situations douloureuses, qui sont parfois inhérentes à leur position. Le sociologue Vincent Dubois² montre, par exemple, comment les agents des caisses d'allocations familiales sont tiraillés entre, d'un côté, l'empathie qu'ils peuvent éprouver dans le traitement de la misère et, de l'autre, la nécessaire application des règles. Beaucoup de fonctionnaires « au guichet », empêchés d'aider et en sous-effectifs, affrontent la violence d'usagers exaspérés d'attendre pour rien.

Le travail des fonctionnaires est très souvent invisibilisé et méconnu.

Être fonctionnaire, c'est travailler pour l'État, ou pour une mairie, un département, une région. Le travail concret n'est parfois pas directement perceptible par le public. Le professeur de lycée ne travaille pas seulement lorsqu'il donne ses cours : il travaille pour préparer ses cours, corriger les copies, recevoir les élèves et leurs parents. De même, une grande part des fonctionnaires travaillent dans des bureaux : ils restent invisibles aux yeux du grand public, mais ils permettent pourtant aux trains de circuler, à la justice de fonctionner, à l'université d'être ouverte, etc.

Comprendre ce que font les fonctionnaires n'est pas forcément simple, car leur travail varie en fonction de leur poste, de leur position, de leur service, du ministère auquel ils appartiennent. La fonction publique

Une grande part des fonctionnaires travaille dans des bureaux : ils restent invisibles aux yeux du grand public, mais ils permettent pourtant aux trains de circuler, à la justice de fonctionner, à l'université d'être ouverte, etc.

1. DARES, DGAFF, DRESS, INSEE, « Enquête conditions de travail 2013 », ministère du Travail, édition 2014.

2. Vincent Dubois, *La Vie au guichet. Administrer la misère*, Points, Paris, 2015.

française est organisée de façon hiérarchique. Depuis 1948, elle est divisée en grandes « catégories » (A, B et C, D auparavant). Ces catégories permettent de distinguer les fonctions dites d'« exécution » des tâches dites d'« encadrement ». Ces catégories demeurent toutefois trop grossières pour rendre compte plus finement de la division du travail, des distinctions symboliques et de la hiérarchie du prestige. La haute fonction publique a, par exemple, très tôt cherché à se distinguer du reste des fonctions d'encadrement, en utilisant la dénomination « cadres A + ».

Pour rendre compte de cette division du travail administratif, la sociologie de l'État et de l'administration a pris l'habitude de distinguer différents groupes de fonctionnaires, dont le travail n'est pas le même en fonction de leur place dans la hiérarchie. D'un côté, on trouve les fonctionnaires dits « de guichet », au contact direct des usagers, que ce soit à la mairie, à la préfecture, à la caisse d'allocations familiales... Ces agents sont *a priori* chargés de mettre en œuvre les décisions venues d'en haut. Mais beaucoup d'auteurs mettent en évidence les marges de manœuvre et le pouvoir de ces fonctionnaires de terrain : l'ambiguïté dans la définition précise de leur rôle, la diversité des cas à traiter, la misère des allocataires, les rapports de domination et les **interactions** entre agents et usagers déterminent en grande partie leur travail. L'action de l'État ne se limite donc pas à une application stricte des politiques définies en haut de la hiérarchie, mais dépend pour beaucoup du travail de ces fonctionnaires, qui « font avec » les injonctions, en fonction de « qui ils sont ».

À l'autre extrémité de la hiérarchie, aux « sommets de l'État », se trouvent les hauts fonctionnaires. Le plus souvent, ils ont fait une grande école et appartiennent à un « grand corps ». Leur particularité est de travailler plus près des élus, des ministres ou des préfets, et ils en exécutent les orientations.

Entre le haut et le bas de la hiérarchie, il existe une multitude de fonctionnaires, de tous niveaux, qui peuplent l'administration mais restent invisibles aux yeux du public. Certains de ces fonctionnaires peuvent être appelés les cadres intermédiaires. Il y a beaucoup de couches dans l'État, et tous les cadres intermédiaires n'occupent pas exactement la même position, mais on peut dire schématiquement qu'ils se trouvent

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Interaction : désigne une relation ou un échange entre deux ou plusieurs individus, qui s'inscrit dans un contexte précis.

Salé boulot : ce terme a été utilisé par un sociologue américain, Everett Hughes, pour parler de la délégation

des tâches ingrates à d'autres professionnels.

Rationalisation : sert à désigner la façon dont les règles qui structurent l'organisation des États sont devenues de plus en plus claires, précises, rationnelles. Ce processus

juste en dessous des hauts fonctionnaires. Ces corps de cadres intermédiaires, comme les attachés d'administration ou les ingénieurs des travaux publics de l'État, ont été créés dans l'objectif d'asseoir la légitimité des hauts fonctionnaires aux sommets de l'État. Il s'agissait de constituer un personnel de renfort, des « petites mains » capables de soulager les hauts fonctionnaires de leur « sale boulot ». Il est attendu d'eux un travail de rédaction, de mise en forme et d'organisation, en un mot toutes les tâches annexes au travail des très hauts fonctionnaires. La création de plusieurs écoles de la fonction publique dans les années 1970, comme les instituts régionaux d'administration (IRA), relève de cette ambition.

Aujourd'hui, ces fonctionnaires travaillent dans la plupart des services de l'État (préfecture, ministères, etc.), selon une grande diversité de tâches. Par exemple, leur rôle peut consister à permettre aux administrations de fonctionner correctement, en s'occupant du matériel, de l'argent nécessaire, du temps de travail des autres agents. Ils peuvent aussi être spécialistes du droit ou de la comptabilité. Dans tous les lycées par exemple, il existe un gestionnaire, auparavant appelé « intendant », en charge de l'entretien et de la sécurité des locaux, de la maintenance et de l'organisation de la cantine, de la gestion des finances.

L'ÉROSION PROGRESSIVE DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

« Tous les citoyens, étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leur talent. » Par cette phrase, extraite de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les révolutionnaires de 1789 fondent le principe d'égal accès aux emplois publics. Même si le concours n'est pas une invention française, la Révolution constitue une étape importante dans ce qu'on peut appeler le processus de **rationalisation** de l'administration.

de rationalisation peut également être appelé « bureaucratisation ». Selon la définition qu'en donne le sociologue allemand Max Weber dans *Économie et Société*, la « bureaucratie » se caractérise par plusieurs critères, notamment le recrutement des fonctionnaires par

concours, l'organisation hiérarchique de l'autorité, ou encore la « carrière », c'est-à-dire les règles de progression des fonctionnaires.

L'administration française connaît ce processus de bureaucratisation tout au long du XIX^e siècle. Progressivement, le travail des agents de l'État se trouve structuré par des règles et des protections, qui visent à garantir l'égalité d'accès au service public ainsi que l'indépendance de l'administration par rapport à l'arbitraire politique.

Par exemple, les concours s'imposent peu à peu, d'abord au sein des « grands corps », puis dans l'ensemble de l'administration. C'est une rupture considérable : ils permettent alors de garantir un recrutement par la compétence, qui s'oppose au système clientéliste qui encourage le favoritisme et le patronage. Parallèlement, des formations à destination des futurs fonctionnaires se développent, à mesure que se créent des écoles spécialisées. L'École nationale d'administration (ENA) ne sera quant à elle créée qu'en 1945. Elle forme des hauts fonctionnaires « généralistes », appelés les « administrateurs civils ».

Les « carrières » des fonctionnaires se trouvent également de plus en plus encadrées au cours du XIX^e siècle. La carrière offre au fonctionnaire un certain nombre de protections, comme le droit à un salaire jusqu'à la retraite, et la progression de ce salaire en fonction de l'ancienneté. Elle permet de garantir la neutralité et l'autonomie de la fonction publique par rapport au politique, c'est-à-dire aux élus.

Après la Seconde Guerre mondiale, ces règles historiques seront débattues, explicitées et finalement étendues par la loi du 19 octobre 1946 sur le statut général des fonctionnaires – une loi à l'initiative de Maurice Thorez, ministre de la Fonction publique. Dès lors, le fonctionnaire est protégé par un statut, et non par un simple contrat qui le lie à son employeur. Son salaire (appelé traitement), sa situation et ses conditions de travail ne peuvent pas faire l'objet de négociations : ils sont définis par des règles qui s'appliquent à l'ensemble des agents de l'État. Cette loi vient matérialiser beaucoup de principes que Max Weber avait pensés au début du XX^e siècle de façon purement conceptuelle.

En 1983, sous la présidence de François Mitterrand, le ministre Anicet Le Pors renforce et étend le statut général des fonctionnaires. Ce nouvel épisode met en évidence le poids des règles historiques. Le statut est revendiqué et défendu par des élus et des hauts fonctionnaires, car il offre des droits, différencie les fonctions administratives par rapport aux élus et protège les agents contre l'arbitraire politique. Il est également défendu par les syndicats, notamment parce qu'il protège le droit de grève et le droit syndical.

Ce statut, à partir du milieu des années 2000, va être attaqué. La fonction publique devient un « problème » à résoudre. Avec la

présidence de Nicolas Sarkozy (2007-2012), les préoccupations budgétaires l'emportent, tandis que s'engage une campagne de suppression des emplois publics, qui sera continuée par ses successeurs (François Hollande, Emmanuel Macron).

Dès lors, le statut de la fonction publique subit des transformations et des contournements progressifs.

L'accès à l'emploi public a été très transformé ces dernières années. De plus en plus d'agents sont employés par contrat, qu'ils signent avec leur employeur. Les agents contractuels représentent aujourd'hui près de 20 % de l'emploi public total. Un taux en constante progression, surtout pour les « petits fonctionnaires » qui appartiennent à la catégorie C. L'extension de la contractualisation est une façon d'embaucher à moindre coût. Elle permet aussi de renforcer les prérogatives des élus employeurs, qui gardent la possibilité de licencier. Alors que le statut a été conçu pour protéger l'administration des pressions politiques, l'agent embauché sous contrat dépend davantage de sa hiérarchie et de l' élu qui l'emploie. Le principe d'indépendance de la fonction se trouve ainsi remis en cause.

Les modes d'accès à la fonction publique se trouvent aussi transformés. Si le concours reste la règle, certaines tentatives cherchent à contourner ce principe par d'autres types d'épreuves, qui donnent davantage de poids à l'« expérience » du candidat, à son dossier et à son aisance à l'oral, ce qui peut renforcer les inégalités d'accès à la fonction publique.

Enfin, les carrières des fonctionnaires font l'objet de nombreux réaménagements. Il arrive de plus en plus fréquemment que les fonctionnaires soient rémunérés à la performance, et non plus seulement selon une grille de salaires collective. C'est donc une nouvelle logique qui semble progressivement l'emporter. Auparavant, le salaire était systématiquement attaché à la qualification de la personne, et donc ne dépendait pas de son activité : quelles que soient les tâches effectuées, le fonctionnaire est rémunéré selon son positionnement dans la grille de salaires. Désormais, le salaire ou une partie du salaire est de plus en plus attaché au poste, et donc au travail effectué par le fonctionnaire. Cela permet de contrôler davantage les agents en les liant à leur tâche et non à leur « corps » ou leur place dans l'administration.

Aujourd'hui, le statut de la fonction publique demeure encore une institution. Mais les nouvelles conceptions du recrutement et de la carrière des agents, poussées au bout, pourraient mener à la remise en cause des acquis historiques de la fonction publique, qui protègent les salariés en même temps qu'ils garantissent l'exercice de l'intérêt général.

Alors que le statut a été conçu pour protéger l'administration des pressions politiques, l'agent embauché sous contrat dépend davantage de sa hiérarchie et de l' élu qui l'emploie.

DES FONCTIONNAIRES AU CŒUR DES RÉFORMES

Depuis les années 1960, l'État se transforme sous l'influence de réformes dites managériales. Ce mot est utilisé pour désigner la place importante qui est donnée au « management » dans ces réformes, c'est-à-dire à la transformation du travail et des comportements des fonctionnaires, ainsi que des règles qui encadrent ce travail.

Les sociologues qui ont étudié ces transformations expliquent que l'administration est souvent critiquée pour sa « rigidité » et pour son manque de « transparence ». Les programmes de réformes, qui se multiplient à partir des années 1990, visent à transformer les règles héritées du passé dans le sens d'une plus grande « efficacité » de l'administration.

Ces politiques de réformes ont des effets concrets sur le travail des fonctionnaires. Par exemple, certains agents sont appelés à devenir des « managers », c'est-à-dire qu'ils sont chargés d'encadrer le travail et les comportements des autres agents, alors qu'ils n'ont pas nécessairement été formés pour cela. D'autres fonctionnaires se trouvent brutalement propulsés dans un service ou dans une équipe qu'ils ne connaissent pas, à l'occasion d'une réorganisation de leur administration. D'autres encore, après une réforme administrative, sont mis en position d'effectuer un travail qui ne relève pas de leur compétence. Si certains y trouvent leur compte, ces situations peuvent aussi créer du désarroi, de l'épuisement ou du mal-être au travail.

Un groupe spécifique de fonctionnaires se trouve placé au cœur des réformes administratives : il s'agit des cadres intermédiaires. Du fait de leur position hiérarchique, en dessous des hauts fonctionnaires, ces agents sont particulièrement soumis au contexte de contrainte budgétaire, toujours plus intense. Pour la majorité d'entre eux, leur rôle consiste à mettre en œuvre des réformes qui leur sont imposées par le

« haut » de la hiérarchie. Ils se trouvent ainsi en situation de rendre efficaces les réformes et de les appliquer à leur contexte de travail. Que ce soit à l'hôpital, dans les commissariats, à Pôle Emploi, dans les universités ou dans les préfectures, les cadres administratifs sont mobilisés pour mettre en œuvre les réformes définies par leurs supérieurs : leur travail consiste à faire toujours plus avec moins.

Par ailleurs, même si certains d'entre eux peuvent être des exécutants, les cadres intermédiaires sont de plus en plus

Que ce soit à l'hôpital, dans les commissariats, à Pôle Emploi, dans les universités ou dans les préfectures, les cadres administratifs sont mobilisés pour mettre en œuvre les réformes définies par leurs supérieurs : leur travail consiste à faire toujours plus avec moins.

appelés à être des encadrants, des « managers » de l'administration publique. Dans ce cas, leur rôle consiste à mesurer et à contrôler l'activité des fonctionnaires qu'ils ont sous leur responsabilité, à l'aide d'indicateurs ou de tableaux de bord. Tandis que les injonctions venues des sommets de l'État sont considérées comme inflexibles et légitimes, le personnel encadré, appelé « ressources humaines », est vu comme souple et malléable. Par exemple, les engagements syndicaux ou les arrêts maladie des agents encadrés sont envisagés comme des obstacles à enjamber, car ils feraient entrave à l'« efficacité » du travail et aux politiques de réforme. De cette façon, les cadres intermédiaires sont sommés de faire passer les réformes aux échelons inférieurs en expliquant pourquoi elles seraient nécessaires. Ils apparaissent sous cet angle comme un rouage essentiel des politiques de réformes, et comme les principaux alliés de la « noblesse managériale de l'État³ ».

En pratique, les cadres intermédiaires sont donc mis en situation d'articuler les contraintes qui viennent du « haut » et celles qui viennent du « bas ». Mais, pour y parvenir, ces fonctionnaires doivent mettre en adéquation la contrainte budgétaire et le travail des équipes qu'ils encadrent. Ils ont ainsi tendance à devenir la variable d'ajustement permettant l'efficacité de l'administration. Par exemple, un chef du service « fonctionnement » d'une direction régionale des affaires culturelles (DRAC), en charge des équipes de maintenance et du matériel, en vient à assumer le travail concret qui ne peut être effectué lorsque les agents de terrain sont absents : réparer la tuyauterie, couper l'alarme du bâtiment qui se déclenche de manière aléatoire, ouvrir le portail électrique défaillant... En dépit de sa formation au droit et au management, ce cadre met la main à la pâte. Il devient le maillon qui rend possible le fonctionnement de l'administration, à condition de dépasser ses fonctions et de travailler en dehors de ses horaires de travail.

Être situé au cœur de l'État n'est pas qu'une contrainte. Les cadres intermédiaires jouent aussi un rôle de garde-barrière. Ils peuvent déléguer toutes les tensions vers « le bas ». Mais ils sont également en situation de détourner le sens des orientations de réforme, de les contourner, voire de faire barrage. On peut dire dans ce cas qu'ils sont mobilisés dans leur travail quotidien contre les politiques de réforme qui leur sont imposées par le haut. Pour y parvenir, ces fonctionnaires doivent néanmoins surmonter de nombreux obstacles. Cela ne peut se faire qu'au prix d'un travail immense, qui dépasse largement ce qui est attendu d'eux, et qui peut mener à des situations personnelles particulièrement difficiles. L'accroissement des *burn-out*, des maladies professionnelles ou des arrêts maladie dans la fonction publique n'est

3. Voir p. 312.

pas étranger à ces transformations. Si, en pratique, les cadres intermédiaires ne s'opposent que rarement aux politiques de réforme, ce n'est donc pas obligatoirement parce qu'ils en partagent la philosophie, c'est aussi et surtout parce qu'ils n'en ont pas les moyens.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les fonctionnaires ne sont pas plus ni moins fainéants que les autres travailleurs. Leur travail est nécessaire au bon fonctionnement des services publics, qui détermine le fonctionnement du secteur privé. Mais la réduction des effectifs et les transformations contemporaines de l'État placent les fonctionnaires dans des situations professionnelles difficiles. Si les fonctionnaires sont considérés par certains comme des « privilégiés », c'est que leur emploi est encadré par un statut, hérité de l'histoire, qui offre des protections contre l'arbitraire et les pressions politiques ou patronales. Ce statut contribue aussi à donner des garanties aux usagers, comme l'égalité d'accès au service public. Il fait aujourd'hui l'objet de remises en cause. Pourtant rien n'empêche qu'il soit étendu à d'autres formes de travail ! À l'inverse, la loi dite de transformation de la fonction publique, adoptée en 2019, constitue un bouleversement inquiétant. Elle prévoit, entre autres, un recours accru aux contractuels, la rémunération au mérite, une mobilité accentuée entre les fonctions publiques et le secteur privé.

À LIRE

Laurent Bonelli et Willy Pelletier (dir.), *L'État démantelé. Enquête sur une révolution silencieuse*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2010
Vincent Dubois, *La Vie au guichet. Administrer la misère*, Points, Paris, 2015
Max Weber, *Économie et Société*, Pocket, coll. « Agora », Paris, 1995

AUSTÉRITÉ OU RELANCE ?

Sébastien Charles, Thomas Dallery et Jonathan Marie
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 275 à 285

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-275.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

AUSTÉRITÉ OU RELANCE ?

par **SÉBASTIEN CHARLES**

(économiste, université Paris-VIII),

THOMAS DALLERY (économiste, université du Littoral)

et **JONATHAN MARIE** (économiste, université Paris-XIII)

Remerciements à Geneviève Denes

(professeure de sciences économiques et sociales)

« Cela fait quarante-trois ans que la France vote des budgets en déficit.

Je ne sais pas si vous vous rendez compte, mais c'est dingue. »

Édouard Philippe, 10 juillet 2018

« Je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite sur le plan

financier. »

François Fillon, 22 septembre 2007

Les débats de politique économique s'organisent souvent autour de questions bêtement quantitatives : faut-il plus ou moins de dépenses publiques, plus ou moins de recettes fiscales ? Derrière ces comptes d'apothicaire, la question de l'austérité ou de la relance nous invite à penser la place de l'État dans l'économie. Comment la politique budgétaire de l'État affecte-t-elle l'activité économique ? Quand l'État doit-il intervenir davantage ou, au contraire, se retirer ? Quels sont les freins à l'efficacité de la politique budgétaire ?

Politique économique : ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre, à l'aide de divers instruments, certains objectifs concernant la situation économique. La politique budgétaire est un des instruments de la politique économique.

Recettes fiscales de l'État : ensemble des impôts directs et indirects prélevés par l'État.

Austérité (rigueur) : ces deux termes désignent une volonté de rééquilibrer les comptes des finances publiques par la diminution des

MA DÉPENSE EST VOTRE REVENU

S'il est une idée néfaste pour la bonne compréhension des enjeux économiques, c'est l'assimilation rabâchée et absurde d'un État à un bon père de famille. S'ensuit une rhétorique où le déficit public est condamné au prétexte qu'on ne peut pas vivre au-dessus de ses moyens, ou que l'on ne peut pas transmettre à nos enfants

Une idée devrait structurer les débats de politique économique et elle tient en cinq mots : ma dépense est votre revenu.

une dette publique qui pèsera sur leurs frêles épaules. Une autre idée devrait structurer les débats de politique économique et elle tient en cinq mots : ma dépense est votre revenu.

Il est facile de comprendre que, si je vais à la boulangerie pour acheter mon pain, j'augmente le chiffre d'affaires de la boulangerie et je participe donc à ce qu'elle tire un revenu de son activité. Inversement, si je décide de ne plus acheter mon pain à la boulangerie, c'est autant de revenu en moins pour la boulangerie. Évidemment, quand on limite ce raisonnement à mon seul cas personnel, cela n'a pas beaucoup de prise sur le revenu de la boulangerie... à moins de considérer que je sois un très grand consommateur de pain. Si on passe du raisonnement sur ma seule personne à un raisonnement sur l'État, les effets de ce circuit entre dépenses et revenus s'avèrent bien plus importants : l'État a les moyens de consommer plus de pains, viennoiseries et pâtisseries que moi ! En réalité, l'État n'est pas obligatoirement un grand consommateur de pains, mais ses dépenses influencent le niveau d'activité économique général par de nombreux canaux. Tout d'abord, l'État passe des commandes aux entreprises : quand l'État décide de la construction d'une route, d'une école ou d'un hôpital, il va s'adresser à des entreprises privées dont le revenu va s'accroître grâce à ces dépenses publiques¹. Mais, dans le cadre de la production de services publics, l'État dépense aussi en versant des salaires à des fonctionnaires : on retrouve toujours cette même idée selon laquelle la dépense de quelqu'un (l'État, ici) est le revenu de quelqu'un d'autre (les fonctionnaires, ici). Une augmentation de la dépense publique conduit

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

dépenses publiques et/ou la hausse des impôts.

Politique budgétaire : instruments de la politique économique modifiant le montant de la dépense publique selon des objectifs définis par l'État (lutte contre le

chômage, inflation, tentative de désendettement).

Relance : volonté de stimuler l'activité économique par l'intermédiaire d'une hausse des dépenses publiques et/ou une baisse des recettes fiscales.

1. Voir p. 221.

donc à une augmentation des revenus dans l'économie. Inversement, le prélèvement d'impôts par l'État va réduire le revenu disponible des acteurs qui doivent les payer. Si l'État décide de taxer 10 % de mon salaire, c'est autant d'argent que je ne pourrais pas utiliser pour m'acheter des pâtisseries. La hausse des impôts aurait donc tendance à freiner l'activité économique.

Ce qu'on appelle politique de **relance** est une volonté de stimuler l'activité économique, soit par une augmentation des dépenses publiques, soit par une baisse des impôts. Une politique d'austérité ou de rigueur sera marquée par une volonté d'améliorer le **solde budgétaire** en réduisant les dépenses publiques et/ou en augmentant les impôts... ce qui affectera le niveau d'activité économique.

LA MULTIPLICATION DES PAINS

Au niveau de l'ensemble de l'économie, le processus économique ressemble à une valse à trois temps qui se répètent à l'infini : 1. on produit des biens et des services ; 2. on distribue des revenus ; 3. on dépense ces revenus ; puis on recommence au premier temps. Un bon économiste ne doit jamais se focaliser uniquement sur l'un de ces trois temps en oubliant les deux autres. C'est cette bonne compréhension des trois temps de la valse économique qui permet de saisir l'un des principes de base de l'analyse macroéconomique : le principe du **multiplicateur**.

La dépense publique alimente le revenu d'autres acteurs, que ce soit lors du versement des salaires des fonctionnaires ou lors du paiement d'une commande publique passée à des entreprises privées. Mais la valse économique ne s'arrête pas là : le gimmick « ma dépense est votre revenu » se répète, puisque les acteurs ayant vu leur revenu augmenter grâce à la dépense publique peuvent se mettre à dépenser ce supplément de revenu. C'est directement visible quand on pense à la dépense publique correspondant aux salaires des fonctionnaires. Les

Solde budgétaire : différence entre les recettes et les dépenses de l'État.

Multiplicateur (valeur du) : principe qui précise qu'une variation de la dépense publique engendrera une variation plus importante encore de l'activité économique. Plus sa valeur

est élevée et plus l'intervention de l'État est efficace. Ce mécanisme provient du fait qu'une dépense supplémentaire pour un agent correspond à un revenu pour d'autres agents.

fonctionnaires vont en effet utiliser leurs salaires pour réaliser des dépenses : pourquoi ne pas s'acheter une bonne pâtisserie ? Si la dépense publique alimente le revenu des fonctionnaires, ce dernier va engendrer une nouvelle dépense (consommation de pâtisserie)... laquelle engendrera un nouveau revenu (pour la boulangère)... lequel pourra servir de base à une nouvelle dépense, et ainsi de suite.

Un véritable cercle vertueux se dessine et, au bout du compte, pour tout euro d'augmentation de la dépense publique, l'activité économique aura progressé de plus d'un euro : c'est l'effet multiplicateur.

Un véritable cercle vertueux se dessine et, au bout du compte, pour tout euro d'augmentation de la dépense publique, l'activité économique aura progressé de plus d'un euro : c'est l'effet multiplicateur.

Cet effet sera d'autant plus fort que les acteurs économiques dépensent fortement les revenus supplémentaires qu'ils reçoivent. Si, lors d'une revalorisation du point d'indice, les fonctionnaires épargnent intégralement la hausse de salaires qu'ils viennent de toucher, leurs dépenses n'augmenteront pas (pas de pains en plus), ce qui n'alimentera pas le revenu d'autres acteurs économiques (pas de revenu supplémentaire pour la boulangère). Dans le langage des économistes, on dira que le multiplicateur est d'autant plus élevé que la **propension marginale à consommer** est élevée. De même, pour que l'effet multiplicateur soit le plus fort pour le pays considéré, il faut aussi que les dépenses des acteurs économiques soient fortement localisées sur le territoire national. Si, dans le cadre d'une augmentation de la distribution de prestations sociales², les ménages décident d'utiliser les revenus supplémentaires uniquement pour acheter des produits fabriqués en Chine, cela n'alimentera pas le revenu d'acteurs nationaux, ce qui n'induirait pas un nouveau temps de valse favorable à l'économie nationale. Dans le langage des économistes, le multiplicateur est d'autant plus élevé que la **propension marginale à importer** est faible.

Selon le poids de ces deux ingrédients (propensions à consommer et à importer), le multiplicateur sera plus ou moins important, et l'effet de la politique budgétaire sera plus ou moins amplifié. Mais quelques certitudes sont bonnes à rappeler. Une relance sera d'autant plus

efficace à stimuler l'activité économique et l'emploi qu'elle passe par une hausse des dépenses publiques adressées aux entreprises, plutôt que par une baisse des impôts. En effet, 1 euro de commandes publiques en plus, c'est directement 1 euro de revenus supplémentaires pour les entreprises, ce qui les incitera à produire plus et à embaucher. Si la relance était passée par une baisse des impôts ou par une augmentation de la distribution de revenus aux ménages (salaires des fonctionnaires ou revenus de transfert), l'effet sur l'activité aurait été plus modeste : quand on donne 1 euro de plus aux ménages (soit par la distribution d'un revenu en plus, soit par le prélèvement d'un impôt en moins), ce n'est pas directement 1 euro de revenus en plus pour les entreprises, car les ménages peuvent décider d'épargner ce revenu et/ou de le dépenser à l'étranger. Symétriquement, si le gouvernement désire mettre en place une politique de rigueur, mieux vaut s'y prendre par une hausse des impôts que par une baisse des commandes publiques. En baissant les commandes publiques de 1 euro, c'est directement une baisse de revenus pour les entreprises de 1 euro, donc une incitation supérieure à baisser la production et l'emploi que dans le cadre d'une hausse des impôts : si on augmente les impôts de 1 euro, les ménages auront moins de revenus disponibles et ils seront certes incités à dépenser moins pour les produits nationaux, mais ils seront aussi enclins à limiter leurs dépenses de consommation de produits importés et/ou à limiter leur épargne. Si le gouvernement a bien en tête un objectif de rétablissement du solde budgétaire, la mesure qui impactera le moins l'activité économique est une hausse des impôts, plutôt qu'une baisse des commandes publiques.

Si le gouvernement a bien en tête un objectif de rétablissement du solde budgétaire, la mesure qui impactera le moins l'activité économique est une hausse des impôts, plutôt qu'une baisse des commandes publiques.

TOUS KEYNÉSIENS DANS LES TRANCHÉES ?

La politique de relance est employée pour stimuler la production et l'emploi. La politique de rigueur est utilisée pour rétablir l'équilibre des finances publiques. Les deux politiques poursuivent donc des objectifs différents. Leur bonne utilisation dépend donc de choix politiques qui déterminent l'ordre des priorités dont se dote un gouvernement. Mais, au-delà de ces différences politiques, le choix entre une politique de rigueur et une politique de relance dépend aussi du contexte.

Quand faut-il faire de la relance ? Quand il y a du chômage, pardi ! Quand faut-il faire de la rigueur ? Quand les comptes publics sont trop

dégradés, évidemment ! Mais que doit-on faire quand on subit les affres à la fois du chômage et des déficits publics ? Une relance pourrait résoudre en partie le problème du chômage, mais elle est susceptible de contribuer à creuser davantage les déficits. Une rigueur pourrait aider les finances publiques, mais risquerait d'aggraver les choses sur le front du chômage. Il n'y aurait donc pas de bonne solution. Sauf que certains libéraux ont théorisé une solution : l'austérité expansionniste. Selon ces économistes, dont certains ont inspiré la Commission européenne³, une politique d'austérité sous la forme d'une réduction des dépenses publiques permettrait de favoriser la croissance et l'emploi. La raison sous-jacente ? Ces économistes raisonnent avec des multiplicateurs négatifs : quand l'État dépense moins, ces économistes pensent que les acteurs économiques anticipent une future baisse des impôts et en profitent donc pour dépenser plus tout de suite. La thèse de l'austérité expansionniste a beaucoup été utilisée depuis 2010 pour justifier les politiques de rigueur menées un peu partout dans

Dans ces contextes de crise, les politiques de rigueur peuvent se révéler complètement auto-destructrices : non seulement elles nuisent à l'activité et l'emploi, mais elles ne permettent même pas de rétablir l'équilibre des comptes publics.

le monde, et poussées extrêmement loin en Grèce. Avec des résultats catastrophiques à la clé : les baisses des dépenses de consommation et d'investissement de l'État ont conduit à une baisse de plus de 20 % du produit intérieur brut (PIB) grec entre 2010 et 2017 ! Le Fonds monétaire international (FMI) a dû reconnaître qu'il s'était trompé et que les mesures d'austérité qu'il avait préconisées avaient eu des effets négatifs plus importants que prévu sur l'activité et l'emploi, la faute à un multiplicateur notoirement sous-estimé⁴.

Les économistes keynésiens savent pourtant depuis longtemps qu'une période de crise n'est vraiment pas le bon moment pour mettre en place des politiques d'austérité. Leur message est de défendre des politiques contracycliques : des politiques de relance en période de crise, pour que l'État dépense plus quand le privé ne le fait pas ; des politiques de rigueur quand l'économie est euphorique, pour éviter une surchauffe et équilibrer les comptes publics. De nombreuses études récentes ont apporté un argument supplémentaire en soutien des politiques de relance pour faire face aux crises : les multiplicateurs y sont plus élevés, ce qui accroît l'efficacité de la relance⁵. Bien évidemment, le fait que les multiplicateurs soient plus élevés en période de récession contribue aussi à saper l'efficacité des politiques de rigueur. Dans ces contextes de crise, les politiques de rigueur peuvent se révéler complètement autodestructrices : non seulement elles nuisent à l'activité et l'emploi, mais elles ne permettent même pas de rétablir l'équilibre des comptes publics. Il existe en effet un écart entre l'impulsion

3. Peter Coy, « Keynes vs. Alesina. Alesina who ? », *Bloomberg Business Week*, 29 juin 2010.

4. Olivier Blanchard et Daniel Leigh, « Growth forecast errors and fiscal multipliers », *International Monetary Fund Working Paper*, 1^{er} janvier 2013.

5. Sébastien Charles, Thomas Dallery et Jonathan Marie, « Why the Keynesian multiplier increases during hard times : a theoretical explanation based on rentiers' saving behaviour », *Metroeconomica*, vol. 66, n° 3, 2015, p. 451-473.

initiale donnée sur les finances publiques et le résultat constaté au bout du compte. Quand, entre 2010 et 2017, un État comme la Grèce réduit ses dépenses de plus de 20 % pour la consommation publique et de plus de 50 % pour l'investissement public, il plonge l'économie dans une profonde dépression, laquelle, par le jeu des **stabilisateurs automatiques**, conduit à une baisse des recettes fiscales collectées et à des dépenses sociales supplémentaires (prestations chômage, notamment). À l'arrivée, en points de PIB, la dette publique grecque s'avère plus élevée en 2017 (180 %) qu'elle ne l'était en 2010 (146 %). Belle réussite des politiques d'austérité !

Serait-ce à dire, pour reprendre les mots attribués à Richard Nixon dans les années 1970, que « nous sommes tous keynésiens maintenant » ? Pas plus qu'à l'époque cette citation n'est vraie de nos jours. En 2008, l'économiste Robert Lucas, au plus fort de la crise des *subprimes*, avait paraphrasé Nixon en disant que « nous sommes tous keynésiens... au milieu des tranchées⁶ ». L'idée serait donc que la relance n'est utile qu'en cas de crise économique sérieuse. Mais, comme l'a montré la crise de la zone euro, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que les économistes oublient les enseignements de Keynes en faveur des politiques contracycliques⁷, puisque, dès 2010, les politiques d'austérité sont revenues sur le devant de la scène.

LES LIMITES DE L'INTERVENTION PUBLIQUE : PLUS QUE BUDGÉTAIRE, LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE EST SURTOUT... POLITIQUE

Les économistes peuvent débattre longuement de l'efficacité des différentes politiques économiques disponibles. Ils pourront vous dire

Stabilisateur automatique :

modification du solde budgétaire généré par une modification de la conjoncture économique dans le sens d'une stabilisation de cette conjoncture. Dans le cas d'une récession, le solde budgétaire se dégrade automatiquement (baisse des recettes

fiscales et hausse des prestations sociales), ce qui contribue à soutenir l'activité économique. Dans le cas d'une reprise, le solde budgétaire s'améliore automatiquement (hausse des recettes fiscales et baisse des prestations sociales), ce qui réduit la stimulation publique de l'activité économique.

6. Voir : <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,1853302,00.html>

7. Keynes présente les principes du multiplicateur budgétaire afin de justifier la mobilisation de la politique budgétaire expansionniste dans son ouvrage *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, publié en 1936, alors que l'économie britannique est plongée dans un sous-emploi massif et durable.

que, dans telle ou telle circonstance, il faudrait plutôt opter pour tel outil de politique économique ou tel autre. Dans le domaine de la politique budgétaire, on peut trouver trace de ce genre de débats au sujet de la valeur des multiplicateurs. Si un gouvernement souhaite adopter un plan de relance pour stimuler l'activité économique et l'emploi, il aura d'autant moins à dépenser que le multiplicateur est élevé. Mais, dans l'autre sens, si un gouvernement entreprend des mesures d'austérité, ces dernières auront un effet d'autant plus dévastateur sur l'activité économique et l'emploi que le multiplicateur est fort. La valeur des multiplicateurs étant plus élevée en récession, on en déduit que les récessions sont les meilleurs moments pour mettre en place des politiques de relance, et les pires moments pour des politiques de rigueur. Si un consensus relativement large pouvait être trouvé sur ce genre de propositions parmi les économistes, certains pourraient alors sortir de nouveaux arguments pour critiquer les mesures de relance et en lister les limites.

La première limite pourrait être de remettre en cause la valeur des multiplicateurs, en pointant que l'importance de l'épargne et/ou des importations peut réduire l'efficacité d'une politique de relance. Sauf que, un multiplicateur, ça se travaille ! Un gouvernement doit en effet agir afin d'améliorer la valeur de son multiplicateur pour renforcer l'efficacité de son action.

Cela passera notamment par des politiques de redistribution, des plus aisés vers les plus pauvres. Le multiplicateur prenant une valeur d'autant plus élevée que la propension à consommer est forte, il est logique de chercher à renforcer cette propension à consommer. Or il s'avère que les plus aisés ont déjà assouvi beaucoup de leurs besoins et/ou désirs de consommation. À l'opposé, les plus pauvres ont encore beaucoup de besoins insatisfaits. Si vous donnez 1 euro de plus à une personne aisée, elle en dépensera une part plus faible que si vous donnez ce même euro à une personne modeste. Du fait de cet écart des propensions marginales à consommer entre catégories de ménages, il devient rationnel d'organiser une redistribution des plus riches vers les plus pauvres : cela contribue à augmenter la propension à dépenser dans l'économie et renforce le multiplicateur.

Une deuxième manière de travailler son multiplicateur passe par des incitations à consommer localement. En effet, le multiplicateur est d'autant plus élevé que la propension à importer est faible. Si un gouvernement souhaite améliorer l'effet d'entraînement de sa dépense sur le reste de l'économie, il peut chercher à réduire cette propension

Si vous donnez 1 euro de plus à une personne aisée, elle en dépensera une part plus faible que si vous donnez ce même euro à une personne modeste.

à importer par l'instauration d'une sorte de patriotisme économique : cela peut bien sûr passer par des **mesures protectionnistes**, mais cela peut aussi inclure des mesures de sensibilisation des consommateurs aux répercussions de leurs achats en termes d'emploi local.

La politique économique passe aussi par la politique industrielle et de transition écologique. *Via* la politique industrielle, on développe ou on maintient les activités qui répondent aux besoins de consommation de la population. *Via* la politique de transition écologique, on réduit la dépendance aux importations de ressources énergétiques. Cela renforcera d'autant la valeur du multiplicateur.

Une deuxième limite à la relance pourrait mentionner le poids de la dette publique. D'une certaine manière, la relance, ça nous renverrait à Annie Cordy : « J'voudrais bien, mais j'peux point. » La dette publique serait alors instrumentalisée comme une contrainte indépassable par la volonté politique. La culpabilisation atteint son sommet quand on convoque les générations futures pour nous dire que la dette publique est un fardeau qu'on laisserait à nos enfants. Cette assimilation de l'État à un bon père de famille est tout sauf justifiée sur le plan économique. D'une part, l'État, à la différence d'un être humain, est immortel, et il peut donc faire **rouler sa dette** sur un horizon de temps infini. D'autre part, la dette publique n'est que l'autre face des créances détenues par les créanciers de l'État : autrement dit, nous ne léguons pas que de la dette publique à nos enfants, mais les possesseurs de titres de la **dette publique** (bons du Trésor et obligations) lèguent aussi à leurs enfants ces actifs financiers, de sorte que la question de la dette publique n'est donc pas tant un problème intertemporel qu'un problème de répartition des richesses au temps présent, une répartition entre ceux qui paient des impôts et ceux qui reçoivent les intérêts de la dette publique⁸. Il serait bien sûr possible de défendre des dispositifs pour détendre cette contrainte : que ce soit en transformant la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle accepte d'acheter sur le marché primaire des capitaux des titres de la dette publique des États de la zone euro, ou en imposant une nouvelle réglementation

Mesures protectionnistes : mesures visant à protéger certains pans de l'économie domestique des concurrents étrangers. Elles peuvent être tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (normes, quotas, etc.).

Rouler la dette : opération par laquelle l'État reconduit sa dette lorsque celle-ci arrive à échéance.

Dette publique : stock constitué par l'ensemble des dettes cumulées de l'État, qui a dû emprunter pour financer les déficits budgétaires ou pour ses besoins de trésorerie.

8. C'est surtout par l'existence de créanciers étrangers que la dette publique pose problème. Pour les créanciers nationaux, il existe toujours la possibilité de leur faire payer par l'impôt les sommes qu'on leur doit du fait de la dette publique...

aux banques commerciales pour qu'elles soient contraintes d'acheter un certain volant de titres publics, les solutions ne manquent pas pour écarter ce problème de la dette publique comme frein aux politiques de relance. En outre, l'État, à la différence des autres acteurs économiques, peut décider d'accroître ses recettes quasi mécaniquement en augmentant les impôts.

Au-delà des limites précédentes (épargne, importation, dette), le vrai obstacle à la mise en œuvre de mesures de relance est politique. Le débat entre austérité et relance est souvent un cache-sexe d'un débat plus large portant sur la surface de l'État. La vision libérale tend à promouvoir un État gendarme qui ne s'occupe que du maintien de l'ordre et du respect de la propriété privée. L'État néolibéral se voit confier en plus la mission de créer des marchés et d'attribuer des droits de propriété pour étendre au maximum l'empire de la marchandise. Dans les deux cas, les dépenses publiques y sont restreintes au minimum. Face à cette vision, le modèle de l'État-providence issu de la Seconde Guerre mondiale prévoit des niveaux de dépenses publiques et de prélèvements obligatoires plus élevés. L'argumentation en faveur de l'austérité permet aux néolibéraux de pousser à un retrait de l'État pour porter un autre modèle où le marché prime. L'austérité permet par exemple de réduire la qualité des services publics, prélude à une légitimation de la privatisation : cette action a même été théorisée sous l'appellation *starve the beast*. L'austérité peut aussi être utilisée pour tenir l'économie éloignée du plein-emploi, afin d'éviter que les salariés n'y gagnent un rapport de force trop avantageux, susceptible de remettre en cause les « acquis sociaux » du capital⁹. Un chômage élevé réduit la capacité des salariés à revendiquer et à obtenir des augmentations de salaires ; les actionnaires peuvent donc bénéficier d'une part plus importante de la richesse créée.

En définitive, une bonne politique budgétaire tolère des déficits en cas de sous-emploi et tend vers l'équilibre en situation de plein-emploi.

MORALE DE L'HISTOIRE

Face à l'évidence de leur inefficacité économique, les politiques d'austérité menées après le déclenchement de la crise de la zone euro auraient dû être définitivement écartées du manuel de gestion des crises. Pourtant, elles restent présentées comme l'unique solution par les libéraux qui les instrumentalisent pour justifier une mise en retrait de l'État. À l'opposé, les politiques de relance sont tombées en désuétude, alors même qu'elles

9. Voir à ce sujet : Michal Kalecki, « Political aspects of full employment », *Political Quarterly*, vol. 14, n° 4, 1943, p. 322-331.

sont indispensables pour lutter contre le chômage. Au-delà de ses effets délétères sur les plans économique (gâchis de compétences) et social (anomie), le chômage joue bien un rôle politique : celui de discipliner les travailleurs. C'est aussi pour préserver ce pouvoir politique que les politiques de relance sont négligées dans le débat public.

À LIRE

Sanjay Basu, et David Stuckler, *Quand l'austérité tue. Épidémies, dépressions, suicides : l'économie inhumaine*, Autrement, Paris, 2014

Pierre Mendès France et Gabriel Ardant, *L'Austérité contre l'emploi*, Les Petits Matins, coll. « Alternatives économiques », Paris, 2013

À VOIR

Ana Dumitrescu, *Khaos, les visages humains de la crise grecque*, 2012

Michael Winterbottom et Matt Whitecross, *La Stratégie du choc*, 2010

DES CHEFS, POURQUOI ?

Philippe Boursier et Willy Pelletier
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 286 à 300

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-286.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

D É M O C

L'État sert qui ?

Des chefs, pourquoi ?

Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales), Willy Pelletier (sociologue)

L'État : c'est qui, c'est quoi ?

Daniel Gaxie (politiste)

La noblesse managériale d'État

Julie Gervais (politiste) et Willy Pelletier (sociologue)

La démocratie est-elle démocratique ?

Daniel Gaxie (politiste)

La V^e République, un coup d'État permanent ?

Delphine Dulong (politiste)

Changer le monde par des politiques publiques ?

Lorenzo Barrault-Stella (sociologue) et Pierre-Édouard Weill (sociologue)

Une démocratie « locale » en France aujourd'hui, vraiment ?

Michel Koebel (sociologue)

Qui parle pour nous ?

Les partis représentent qui ?

Rémi Lefebvre (politiste)

Les votes, c'est classe ?

Daniel Gaxie (politiste)

Les électeurs sont-ils (de plus en plus) volatils ?

Patrick Lehingue (politiste)

La politique, une affaire de « professionnels » ?

Rémi Lefebvre (politiste)

Les sondages, c'est scientifique ?

Daniel Gaxie (politiste)

Le populisme comme stigmatisation

Annie Collovald (sociologue)

Le populisme comme revendication (et ses limites)

Pierre Khalfa (économiste, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental)

Les « nouveaux » mouvements politiques sont-ils nouveaux ?

Catherine Leclercq (sociologue)

Comment se fabrique (mal) l'information ?

Erik Neveu (politiste)

La nation, une et indivisible ?

Camille Gourdeau (sociologue) et Aude Rabaud (sociologue)

Retour sur la dépolitisation des enjeux écologiques

Jean-Baptiste Comby (sociologue)

RATIE ?

Les luttes, c'est classe ?

Pourquoi si peu de révoltes ?

Julie Le Mazier (politiste) et Igor Martinache (sociologue)

La fin du monde ouvrier, vraiment ?

Martin Thibault (sociologue)

« Les syndicats, c'est fini ? »

Sophie Bérout (politiste)

Intersectionnalité

Éric Fassin (sociologue) et Mara Viveros Vigoya (anthropologue)

« Casseurs », c'est-à-dire ?

Philippe Boursier (professeur de sciences économiques et sociales) et Christian de Montlibert (sociologue)

Les femmes Gilets jaunes :

révolte de classe, transgression de genre, histoire longue

Fanny Gallot (historienne)

Une philosophie du mépris

Bernard Pudal (politiste)

Désordres internationaux

Nous sommes en guerre, ou pas ?

Mathias Delori (politiste)

L'Union européenne fait-elle le bonheur ?

Noëlle Burgi (politiste) et Pierre Khalfa (économiste, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental)

Qui domine l'ordre international ?

Bertrand Badie (politiste)

Les multinationales : puissances et dégâts

Olivier Petitjean, (coordinateur de l'Observatoire des multinationales)

Alors, heureuse, la mondialisation ?

Olivier Blamangin (CEDETIM, ancien responsable syndical), Julien Lussan (CEDETIM, AITEC), Gustave Massiah (CEDETIM, membre du conseil scientifique d'Attac)

Les hégémonies dans le système capitaliste moderne

Philip Golub (professeur de relations internationales)

Russie : un autoritarisme oligarchique

Karine Clément (sociologue)

Que reste-t-il de la Françafrique ?

Olivier Blamangin (CEDETIM, ancien responsable syndical)

Le travail forcé dans l'empire français, un crime contre l'humanité ?

Olivier Le Cour Grandmaison (politiste)

Vers une hyper-bourgeoisie mondialisée ?

Bruno Cousin (sociologue) et Sébastien Chauvin (sociologue)

L'ÉTAT SERT QUI ?

DES CHEFS, POURQUOI ?

L'ÉTAT : C'EST QUI, C'EST QUOI ?

LA NOBLESSE MANAGÉRIALE D'ÉTAT

**LA DÉMOCRATIE EST-ELLE
DÉMOCRATIQUE ?**

**LA V^e RÉPUBLIQUE, UN COUP D'ÉTAT
PERMANENT ?**

**CHANGER LE MONDE PAR DES
POLITIQUES PUBLIQUES ?**

**UNE DÉMOCRATIE « LOCALE » EN
FRANCE AUJOURD'HUI, VRAIMENT ?**

DES CHEFS, POURQUOI ?

par **PHILIPPE BOURSIER** (professeur de sciences économiques et sociales),

et **WILLY PELLETIER** (sociologue, université de Picardie)

Remerciements à **Joëlle Minnel, Carole Freytet-Rolland** (syndicalistes)

et **Gabriel Mahéo** (professeur de philosophie)

« Je suis votre chef. »

Emmanuel Macron, discours aux armées, 13 juillet 2017

Les « chefs » sont partout et si célébrés qu'on peine à imaginer un monde sans eux. Les chefs commandent ? Indifféremment, en toute société ? Non ! Du fait de qualités personnelles, qui les distinguent ? Non ! Alors pourquoi, souvent, obtiennent-ils des formes d'obéissance ? Par quelles contraintes, quelles violences, après quel travail pour s'imposer ? Et pourquoi jouissent-ils d'être chefs ?

AUJOURD'HUI, COMMENT DEVIENT-ON CHEF ?

Les formes des « chefferies » et les modes d'accès aux chefferies diffèrent selon les sociétés, mais aussi à l'intérieur d'une même société¹. Et donc à l'intérieur de la nôtre. Quoi de semblable entre un patron du CAC 40, un patron d'une petite entreprise en monde rural², un chef de parti, un chef de cuisine étoilé ? Ni les « avoirs », ni les savoirs et savoir-faire nécessaires pour obtenir le titre, ni les circuits de consécration, ni les réseaux d'alliances opportunes, par exemple.

Toutefois, beaucoup de chefs tirent leurs pouvoirs (pouvoir d'influer fortement sur les actions, les façons de voir et les conditions d'existence, pouvoir d'empêcher, pouvoir d'organiser et de faire advenir) de quelques mécanismes sociaux assez homologues.

L'acquisition et la conservation des positions de chef résultent d'au moins cinq processus :

1. Par exemple, pour une analyse fine des différences entre le commandant Massoud et le mollah Omar en Afghanistan, voir : Gilles Dorronsoro, « Charisme », in Hélène Michel, Sandrine Lévêque et Jean-Gabriel Contamin (dir.), *Rencontres avec Michel Offerlé*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2018.

2. Sur ces différences, voir : Michel Offerlé (dir.), *Patrons en France*, La Découverte, Paris, 2017.

1. travailler à s'approprier un certain volume de capitaux (d'espèces diverses) et de « relations³ », ainsi que de savoir-faire, qui valent hautement dans les « **sociations**⁴ » propres aux espaces d'activités et de relations particuliers, historiquement structurés, que l'on s'emploie à dominer ;

2. travailler à conquérir des positions éminentes dans le champ de luttes où il s'agit de « cheffer », ce qui impose de se placer « en situation » d'éliminer, avec les forces *ad hoc*, les « entreprises rivales », pour y gagner un rang doté de prestige et de « moyens de faire ou de faire faire⁵ » ;

3. des **rites d'institution**⁶ consacrent alors les chefs en les distinguant, les légitimant et les « ordonnant » « chefs » (les concours scolaires, ou les élections, par exemple, ou bien les nominations – obtenir deux étoiles au Michelin pour un chef cuisinier) ;

4. tout ceci aurait été impossible sans la constitution de communautés de « croyants⁷ » ou d'« obligés à reconnaître » la valeur des capitaux détenus par les chefs et la validité des rites d'institution qui séparent les chefs des non-chefs ;

5. et rien ne durera sans un travail permanent pour perpétuer ce qui fonde la position d'autorité : produire et reproduire les systèmes de classement qui grandissent l'autorité instituée ; consolider les frontières de son « pré-carré » ; écarter (invalider, interdire, découper) en continu des concurrents éventuels⁸ ; entretenir la valeur de ses capitaux propres ; éviter leurs dévaluations alors que changent les situations et les hiérarchies dans le champ du pouvoir ; servir toujours suffisamment ses « clients » et ses « patronnés⁹ » (ceux dont les chefs se servent et s'autorisent pour asseoir leurs dominations) ; par exemple...

Des rites d'institution consacrent les chefs en les distinguant, les légitimant et les « ordonnant » « chefs ».

3. Par exemple, sur la cumulation des relations qui permirent à Emmanuel Macron de se muer en chef de parti, voir : François Denord et Paul Lagneau-Ymonet, « Les vieux habits de l'homme neuf », *Le Monde diplomatique*, mars 2017 ; et Juan Branco, *Crépuscule*, Au Diable Vauvert, Vauvert, 2019. En analysant les trajectoires de François Pinault (groupes Kering, Artémis), Marcel Dassault (Groupe Dassault), Bernard Arnault (LVMH), Claude Bébear (Axa), Vincent Bolloré (Vivendi), Ingvar Kamprad (IKEA), Sam Walton (Wal-Mart), un tout autre secteur d'activité est travaillé par Michel Villette et Catherine Vuillermot, autour de la question : comment devient-on un grand « homme d'affaires » ? Voir : Michel Villette et Catherine Vuillermot, *Portrait de l'homme d'affaires en prédateur*, La Découverte, Paris, 2005.

LA SERVITUDE N'EST PAS VOLONTAIRE

Zahia s'effondre sur le canapé en rentrant du boulot. Rincée. Journée de merde au magasin de chaussures en pleine période de Noël.

Sociation : « relation sociale fondée sur un compromis d'intérêts ou sur une coordination d'intérêts et motivée rationnellement, en valeur ou en finalité », selon Max Weber.

Rites d'institution : les rites d'institution (le concours scolaire

ou l'élection, ou bien l'investiture du chevalier ou du président de la République, ou encore la cooptation comme associé gérant d'une grande banque, par exemple) consacrent, légitiment et font reconnaître une distinction, une frontière entre les « élus » (qu'ils constituent tels) et les

4. Sur les façons dont les dirigeants sont modelés par les relations sociales qui prévalent dans les organisations qu'ils « cheffent », voir, pour ne citer que deux exemples : Miche Offerlé, *Les Patrons des patrons. Histoire du MEDEF*, Odile Jacob, Paris, 2013 ; et, sur les dirigeants communistes « thoreziens », Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de Sciences Po, Paris, 1989.

5. Norbert Elias utilise le concept de « force au jeu ».

6. Pour l'analyse des rites d'institution, voir : Pierre Bourdieu, « Les rites d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 43, juin 1982.

7. Voir : Claire Le Strat et Willy Pelletier, *La Canonisation libérale de Tocqueville*, Syllepse, Paris, 2006.

8. Par exemple, pour reprendre l'exemple des dirigeants communistes, Bernard Pudal observe que, au sein du PCF, des années 1930 aux années 1970, l'assujettissement permanent du personnel parlementaire au nom de l'ouvriérisme et la surveillance suspicieuse des agents au capital culturel élevé, relégués aux échelons intermédiaires du parti,

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Le patron exige que les vendeuses portent un bonnet de Père Noël. Il faut mettre les clients dans une bonne ambiance, dit-il. Émilie, sa collègue, trouve ça marrant. Les collègues des magasins d'à côté ont le même sur la tête. Zahia veut dire « non », mais comment faire ? En CDD pour financer son BTS, avec la peur de replonger dans la galère, son copain au chômage, et ils viennent d'emménager. Alors toute la journée puis celles qui suivent, ce truc humiliant lui clignote sur la tête. Lumière rouge, lumière blanche. La honte et la rage ne la quittent pas.

Elle sent son corps se recroqueviller, ses épaules se voûter, comme si tout en elle voulait s'enfuir de là. Les clients, elle évite de croiser leurs regards.

Le patron « détient » le pouvoir ? Et Zahia s'est soumise ? Ce n'est pas si simple. Personne ne « possède » du pouvoir. Le pouvoir n'est pas une « chose » mais est toujours une relation, emmêlée à un ensemble de relations. Une relation déséquilibrée, un rapport de force inégal, encastés dans plein d'autres rapports de force inégaux, qui les autorisent.

Celle ou celui qui obéit n'est pas soumise ou soumis par nature. Et il ne s'agit pas d'une relation entre deux individus.

Le rapport de force interpersonnel a une dimension collective : par exemple, il prend appui sur le pouvoir lentement construit d'un groupe social sur un autre. Ici, Zahia est salariée. Une salariée parmi d'autres, quasi interchangeable. Son patron appartient au monde du (petit) patronat, sa légitimité et son autorité sont garanties par des lois qui le favorisent, et, plus prosaïquement, par les vigiles de la grande surface où il est franchisé. En outre, le contrat de travail entre lui et Zahia définit un lien de subordination : dans l'entreprise, les salariés doivent exécuter les consignes de leurs « supérieurs ». Sauf à être sanctionnés pour faute professionnelle et licenciés. Le consentement des dominés n'est pas volontaire, il est extorqué.

Ce consentement forcé est obtenu au terme de beaucoup de violences emmêlées, accumulées, conjuguées. Les violences peuvent être physiques (ici, Zahia expulsée *manu militari* de la boutique) ou matériellement économiques (ici, Zahia, sans salaire si licenciée). Le

autres. Ils transforment la vision que les personnes « investies » ou « élues » se font d'elles-mêmes en même temps qu'ils modifient les visions que les autres se font des « investies » ou des « élues » (en obligeant au « respect » notamment).

plus souvent, les **violences** sont **symboliques** et peu visibles, explique le sociologue Pierre Bourdieu. La morgue, la suffisance du patron vis-à-vis de « ses » vendeuses participent d'ailleurs de cette forme de violence. Ce jour-là, Zahia prend des coups qui ne sont pas physiques : l'attitude méprisante du patron, l'anticipation menaçante du chômage, l'humiliation face aux clients, les désapprobations sourdes de ses collègues, sa mise au ban, et puis la peur, la honte, la colère, l'abattement qu'elle subit.

Les servitudes, alors, sont-elles « volontaires » ? Non. Les violences des dominants sont d'ordinaire acceptées dans la mesure où elles sont perçues comme normales, puisqu'elles découlent de tous les mécanismes qui poussent à **intérioriser** les places sociales établies – et, auparavant, à admettre les systèmes de classement ou de déclassement à l'origine de ces places sociales.

C'est ainsi que le patron de Zahia trouve normal d'imposer sa volonté à Zahia : son père est patron, sa femme aussi ; lui-même a acheté son fonds de commerce – dans un monde qui valorise les « créateurs d'entreprise », présentés comme des « créateurs de richesses » ; de plus, il est diplômé du supérieur en marketing. Et puis, en tant qu'homme, il se sent autorisé à exercer du « **pouvoir** » sur des femmes. En tant qu'employeur, il se sent autorisé à commander « ses » employés, et s'estime « bien sympa d'ailleurs » de les embaucher.

Symétriquement, pour les dominés, les violences des dominants semblent « dans l'ordre des choses » et ne sont pas sans cesse appréhendées comme des violences. Cela procède de tous les mécanismes qui les ont « ramenés à leur place » : l'élimination précoce par l'école quand on est, par son origine familiale, loin des codes qu'elle impose ; la docilité exigée dans tant de familles à l'égard du père, des anciens, des frères ; l'expérience répétée des CDD, du chômage, qui pousse à « filer doux » ; ici, en tant que femme, l'accoutumance aux agressions des hommes dans nombre d'espaces publics ou privés, et l'accoutumance aux « savoir faire avec » ; etc.

Violence symbolique : processus qui permet aux dominants d'extorquer la soumission des dominés, sans violence physique apparente, en les infériorisant de manière répétée (en famille, à l'école, au travail, dans les médias, etc.). À force d'être « rabaissés », les dominés intériorisent

et incorporent une vision dégradée de ce qu'ils sont. Cette violence dissimulée engendre la honte de soi et des siens chez ceux qui la subissent. Elle les dispose à accepter la place qu'ils occupent dans la société et à adhérer à l'ordre social tel qu'il est.

Les violences des dominants semblent « dans l'ordre des choses » et ne sont pas sans cesse appréhendées comme des violences.

protégeront longtemps la direction contre toute entreprise rivale d'accumulation d'autorité. Cela d'autant que le centralisme démocratique assure la fermeture organisationnelle et garantit la domination d'un groupe dirigeant qui ne cesse de maîtriser les opérations de légitimation. Voir : Bernard Pudal, *op. cit.*

9. Voir notamment : Annie Collovald, *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires*, Belin, Paris, 1999.

Les corps eux-mêmes se transforment sous l'effet des violences hiérarchiques répétées. Ils se plient et souvent se font petits, « restent à leurs places », restent aux places qui leur sont assignées. Les violences subies sont **incorporées**.

LES CHEFS, C'EST PAS AUTOMATIQUE

Les archéologues ont repéré les premières hiérarchies des sociétés anciennes en Europe, en étudiant les pratiques funéraires. Jusqu'à vers 4 500 ans avant notre ère, les cimetières et les tombes fouillés ne montrent aucune différence sociale marquante entre individus. Les traces architecturales ne révèlent pas non plus de différences notables de niveau de vie. Les premières tombes de « chefs » ont été découvertes à Varna, sur les bords de la mer Noire, dans l'actuelle Bulgarie. On y trouve des armes, des bijoux, des vêtements, etc. Ces richesses accumulées montrent que désormais des individus concentrent des pouvoirs dans la société. Et que la répartition des richesses est inégalitaire. À la même époque, on voit apparaître des villages entourés de fossés et de palissades, qui témoignent de la présence d'une autorité centrale permanente.

Les sociétés à chefferie se sont plus particulièrement développées dans des espaces restreints par la géographie ou marqués par la sédentarité. Sur quoi se fonde alors le pouvoir des chefs ? Sur leur force physique et leur aptitude à triompher des ennemis de la communauté. Sur des réseaux d'échange fondés sur la logique du don et du contre-don. Mais aussi sur la capacité des chefs à manipuler le « surnaturel ». On trouve trace de ces mécanismes jusqu'aux rois de France, supposés guérir certains malades par la simple imposition des mains, comme l'a montré l'historien Marc Bloch.

Mais toutes les sociétés n'ont pas été organisées autour de formes d'autorités permanentes incarnées dans la figure du chef. Ne citons que deux cas, bien d'autres ont été étudiés¹⁰.

10. Voir, entre autres travaux d'ethnologie : James C. Scott, *Zomia ou l'art de ne pas être gouvernés*, Le Seuil, Paris, 2013 ; Kenneth Maddock, *Your Land Is Our Land : Aboriginal Land Rights*, Penguin, Ringwood, 1983 ; Gertrude Dole, « Anarchy without chaos : alternatives to political authority among the Kuikuru », in Mark Swartz, Arthur Tuden et Victor Turner (dir.), *Political Anthropology*, Aldine, Chicago, 1966 ; ou même, sur l'étonnante « démocratie » iroquoise, Bruce E. Johansen, *Forgotten Founders : How the American Indian Helped Shape Democracy*, Harvard Common Press, Cambridge, 1982.

Intériorisation : processus par lequel les manières de penser et de faire d'un groupe social sont apprises et deviennent une disposition quasi réflexe qui oriente durablement les façons de voir et les comportements des personnes. L'intériorisation joue un rôle essentiel dans le processus de

socialisation qui forme et transforme les individus selon les positions qu'ils occupent dans l'espace social.

Pouvoir : relation sociale inégalitaire qui permet à un individu ou à un groupe d'influer sur les conditions d'action, les façons de voir et de faire

Au début des années 1930, l'ethnologue Edward E. Evans-Pritchard observe, par exemple, que les Nuer du Soudan vivent dans une « anarchie ordonnée », sans État ni institutions sociales bien visibles : le plus grand segment politique des Nuer est la tribu. Mais la tribu n'a pas de roi, point de gouvernement. La tribu ne possède pas non plus un pouvoir judiciaire. Le prophète et le « chef à peau de léopard », figures sacrées, sont les seuls personnages ayant un tant soit peu d'importance politique, mais ils demeurent sans autorité réelle. L'ethnologue montre que l'équilibre politique est en fait assuré par le jeu oppositionnel et complémentaire qui s'instaure entre les différents segments lignagers, suivant leur distance ou leur proximité généalogique¹¹.

Dans les années 1960-1970, l'ethnologue Pierre Clastres étudie des sociétés amérindiennes où les chefs ne commandent pas. Dans ces sociétés de petite taille, le groupe perçoit le pouvoir plus comme une menace que comme une nécessité. L'organisation même de ces sociétés vise à empêcher la formation d'un pouvoir séparé : « La société primitive fonctionne comme machine anti-pouvoir, elle fonctionnera d'autant mieux que le lieu du pouvoir possible est occupé. » Le chef est celui que la société empêche de devenir un « vrai » chef qui commande et à qui on obéit ! Il est le porte-parole de la tribu qui le contrôle. Il a l'obligation de se mettre au service de la société, en explorant plus que les autres les territoires de chasse (c'est pourquoi les chefs meurent jeunes). Il doit montrer qu'il est un bon orateur. Toutefois, il ne peut pas donner des ordres. Et on n'est pas obligé de l'écouter ! Il peut aussi aider à dénouer des conflits au sein de la communauté. Les chefs doivent donc en permanence prouver que leur autorité s'exerce de manière indolore pour la communauté. Pour Clastres, ces obligations qui pèsent sur le chef sont « rigoureusement le contraire, le renversement total de ce qui se passe dans les sociétés où il y a l'État ». L'espace de la chefferie n'est pas le lieu du pouvoir, sauf en cas de guerre. Mais, même dans ce cas, souligne l'ethnologue, « en aucun cas le prestige consécutif à la victoire ne se transforme en autorité ». Cela n'empêche pas que, dans les sociétés sans chef, les rapports

d'un autre individu ou d'un autre groupe.

Incorporation : processus par lequel les normes sociales intériorisées transforment les réactions et les attitudes du corps. La conscience ne contrôle ni ces expressions du corps

liées à des émotions (rougir quand on a honte, suer quand on a peur, etc.), ni les habitudes durables prises par le corps (les manières de se tenir ou de marcher, par exemple).

11. Edward E. Evans-Pritchard, *Les Nuer. Description des modes de vie et des institutions politiques d'un peuple nilote*, Gallimard, Paris, 1969 [première édition : 1940].

sociaux peuvent rester inégalitaires : entre adultes et enfants, entre chasseurs et cueilleurs.

L'existence de « chefferies » n'est donc ni universelle ni automatique.

**n'est donc ni universelle
ni automatique.**

La forme actuelle des États modernes occidentaux résulte d'un lent processus historique. Norbert Elias et Max Weber notamment, considérant l'Europe occidentale, ont montré que la consolidation progressive des « autorités centrales », au premier titre desquelles les maisons royales, procède initialement de leurs capacités à conquérir un triple monopole, au détriment, d'une part, des puissances royales rivales moins étendues et, d'autre part, des populations : 1. le monopole de la coercition (c'est-à-dire de la violence physique) ; 2. et, grâce à celui-ci, un monopole fiscal ; 3. ceux-ci se trouvant plus tard « garantis symboliquement » par l'Église et des juristes, monopole de la légitimité légitime. Si bien que l'État dispose au final du monopole de la violence physique légitime et des moyens pour l'imposer (parmi lesquels une bureaucratie d'État différenciée). Mais cette conséquence d'une histoire particulière n'est qu'une forme historique d'organisation sociale parmi mille autres, existantes ou ayant existé.

LE CHARISME, QUALITÉ PERSONNELLE ?

29 avril 2017. Bercy. Meeting d'entre deux tours de Nicolas Sarkozy. Des dizaines de milliers de fans l'acclament. Luc a les larmes aux yeux. Luc est commerçant, cinquante-huit ans, marié, trois enfants, croyant. « Ce que j'ai, je l'ai gagné, dit-il, sans rien, en bossant, je me suis fait tout seul par mes mains, pas comme ces assistés. » Luc et Nicole, sa femme, ont la chair de poule. Luc dit : « Nico, je donnerai tout pour qu'il passe, il est comme nous, comme nous, j'aurais cru que c'était moi qui parlais ; lui, il la comprend, la France, c'est la France, c'est tout, et t'as vu ce monde, les pointures avec lui. » Nicole dit : « Sarko, c'est du charisme pur, il rend électrique, cet homme. »

Ce jour-là, « Nico a fait le job », costume impeccable, comme attendu pour un président. À ses côtés, le consacrant extraordinaire, des artistes (Johnny, Bigard, Salvador, Macias, Genest...), des cautions morales (Simone Veil, André Glucksmann), des sportifs, des patrons, et tous les ténors de son parti, toutes générations confondues, qui depuis des mois célèbrent sa force parce qu'il contrôle leurs futures carrières. D'année en année, Nico et sa *team* ont su liquider les concurrences (Chirac, Villepin, Borloo, Juppé, etc.). Nico est sur scène. Virevoltent

les *sunlights* sur une musique qui chauffe, avec les jeunes UMP chapitrés pour qu'ils crient euphoriques son nom à tue-tête. Puis les projecteurs se centrent sur lui seul, et silence. Sur lui, la lumière, la foule amassée dans l'obscurité, muette. À lui seul, le son autorisé. Et, dans ce spectacle qu'ont fabriqué « boîtes de com' » et metteurs en scène (Farrugia est là), le voici toute lumière, la lumière coule sur lui, coule de lui.

Il déploie une voix d'homme, de « vrai mec ». Il tonne des colères (contre les assistés, les profiteurs du travail des autres, les bobos). Il jure de donner plus à ceux qui bossent, qui respectent l'ordre, aux familles, aux « gens bien ». Il sue, « et nous aussi, on arrête pas d'en suer », dit Luc. Il a des tics d'énervement, des fautes de français, « tu crois qu'on n'est pas énervé contre les jeunes cons qui glandent au lieu de bosser et se tenir à carreau », dit Nicole, au travail depuis l'âge de seize ans. « C'est sûr, j'ai pas glandé à l'école, à savoir causer des trucs qui servent à rien. »

Sarko, c'était du charisme pur ? Oui. À cet instant, il en cumule tous les ingrédients, depuis longtemps repérés par Max Weber. Weber explique que l'impression du charisme ne tient pas juste aux qualités intrinsèques d'une « personnalité » d'exception. Le charisme provient d'abord de la capacité qu'a acquise cette « personnalité » d'exprimer, avec légitimité et autorité, les espoirs, les déceptions, les angoisses, les valeurs, les modes de vie valorisés, propres à un groupe social. Lequel, ainsi, se reconnaît en ce « représentant », se trouve par lui légitimé, tellement en communion avec lui qu'il en devient infiniment reconnaissant.

Le charisme advient lorsqu'un groupe reconnaît la grandeur d'une « personnalité » qui travaille, excellemment, à se faire reconnaître comme expression par excellence de ce groupe. Max Weber le souligne : « Le charisme trouve la source de son efficacité dans la croyance des dominés [...]. [La] reconnaissance par les dominés est le facteur originellement décisif¹². »

Le charisme est également le fruit d'un long travail plutôt qu'une qualité intérieure, « une autorité toute personnelle ». Travail, ici, pour discréditer les concurrents (affaire Clearstream, etc.), travail pour construire et ordonner des équipes, qui s'espèrent *boostées* grâce à leur fidélité à celui qu'elles célèbrent *leader*. Travail, en coulisse, pour persuader des investisseurs d'un retour sur investissement en cas d'élection. Ici, L'Oréal, Pinault, Accor, Peugeot, Capgemini, Barrick Gold Corporation, Weatherford, Goldman Sachs, les banques Worms, Pasche, HSBC, ou les Mulliez (propriétaires

Le charisme est également le fruit d'un long travail plutôt qu'une qualité intérieure.

12. Max Weber, *La Domination*, La Découverte, Paris, 2013, p. 292.

d'Auchan)... Lesquels dégagent des fonds abondants pour que soient payés des sondages, des articles de presse et des scénographies par lesquels le *leader* fabriqué, sous les vivats du public reconnaissant, sortira *leader maximo*, grand prêtre des causes jugées essentielles par le public qui l'applaudit. Comme l'observe Pierre Bourdieu, la reconnaissance d'une « grandeur individuelle » est production collective, elle tient à la réussite d'entreprises collectives, dans un espace de relations déterminé (ici, le champ politique), historiquement structuré¹³.

Alors, pour tous ces motifs, pour ceux qu'ainsi elle enchante et charme, la « personnalité » semble si puissamment désirable, remarquable, indispensable, débordante d'attraits.

Mais, en d'autres cas, comme l'analyse Annie Collovald concernant Jacques Chirac, la production de la « grandeur » ne provient pas seulement des « liens enchantés qui unissent des groupes soutiens au héros proclamé¹⁴ ». Le champ politique est un champ de luttes, la « centralité » de Jacques Chirac a fortement résulté des activités de ses adversaires, développées contre lui : plus ils l'ont critiqué, plus ils ont tenté de le discréditer, plus ils se sont activés pour l'éliminer, et plus ils ont fait apparaître Chirac comme une « personnalité » politique centrale. Chaque fois, ils ont fait exister davantage celui que, précisément, ils cherchaient à récuser¹⁵.

OH YES, IT'S GOOD TO BE A KING

Seule une vision très naïve peut considérer que « cheffer » constitue une continuelle partie de plaisir. Les concurrences, les luttes sont féroces et perpétuelles à l'« étage de jeu social » où les chefs agissent, en s'affrontant : luttes pour conserver leurs dominations, les éterniser, les reproduire dans un univers qui se transforme ; conflits pour protéger leurs protégés, leurs clients, ou leur territoire, etc. Mais l'attention à ces compétitions pour durer ne doit pas faire oublier les gratifications obtenues : aisances financières, reconnaissance par des individus ou des groupes eux-mêmes fort reconnus, habitats protégés, filières scolaires d'élite pour les enfants, temps libre, mobilité, loisirs de luxe parfois, mais aussi accès à une puissance particulière sur le marché des partenaires sexuels, entre autres...

François-Henri Pinault, diplômé d'HEC et décoré de la Légion d'honneur, est un très riche homme d'affaires français, P.-D.G. du groupe de luxe Kering, initialement PPR, qu'il a hérité de son père, le milliardaire François Pinault (troisième fortune de France). Il s'est diversifié dans le caritatif et le sportif : lancement en 2008 de la Fondation d'entreprise Kering pour le

13. Voir : Pierre Bourdieu, *Manet. Une révolution symbolique. Cours au Collège de France (1990-2000)*, Le Seuil/Raisons d'Agir, Paris, 2013.

14. Voir : Annie Collovald, *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires*, Belin, Paris, 1999, p. 278.

15. *Ibid.*, p. 151.

droit des femmes, financement du film *Home* de Yann Arthus-Bertrand, subvention de 100 millions d'euros pour la reconstruction de Notre-Dame-de-Paris, achat du Stade Rennais. Inutile d'insister sur la rentabilité en termes d'image publique de ces différents investissements. La rémunération de François-Henri Pinault, sur l'année 2018, a atteint 21,8 millions d'euros (plus d'1,8 million d'euros par mois). Selon *The Richest*, sa fortune personnelle était estimée à 25,5 milliards de dollars en 2019.

« Côté vie privée, François-Henri Pinault [...] a un fils avec le mannequin Linda Evangelista, puis une fille (Valentina Palorme) avec Salma Hayek. [...] On verrait ça au cinéma, on trouverait que c'est *too much*. Mais on peut être coté au CAC 40 et avoir le cœur délicat [...]. François-Henri Pinault, le milliardaire aux faux airs de Daniel Craig, et Salma Hayek, dite "la bomba latina", parents d'une petite Valentina, dix-sept mois, se sont unis le jour de... la Saint-Valentin, dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés. [...] Presque trois ans après leur coup de foudre, le 29 avril 2006, sous les ors d'un palais vénitien. [...] Pour l'occasion, Salma, outre une robe blanche très simple, portait un ensemble de lingerie couleur rubis de la ligne Merveille, signé Vannina Vesperini (les dessous rouges sont réputés porter bonheur lors d'un mariage). Émue, après avoir prononcé le "oui" fatidique en français, l'actrice a ensuite rejoint une des résidences du marié pour y célébrer leur bonheur intime. »

Gala, « Biographie de FHP », 1^{er} mars 2009

Jean d'Ormesson, héritier d'une famille fortunée de la noblesse française, élève de l'École normale supérieure et agrégé de philosophie, fut directeur général du *Figaro* puis élu à l'Académie française en 1974, à quarante-huit ans. Fils d'un ambassadeur de France, neveu d'un ambassadeur, cousin du député Olivier d'Ormesson, il passe sa jeunesse au château de Saint-Fargeau, propriété de sa mère. Jusqu'à trente-sept ans, il habite un hôtel particulier, datant de 1722 (qui fut habité par Constance de Théis, princesse de Salm-Dyck, puis sous le Second Empire par le maréchal Vaillant), rue du Bac, en plein Saint-Germain-des-Prés. En 1962, il épouse dans le seizième arrondissement de Paris Françoise Béghin, fille de Ferdinand Béghin, magnat de la presse (administrateur du *Figaro* à partir de 1950) et surtout magnat du sucre (P.-D.G. de la société Béghin-Say).

« Il n'y a pas si longtemps encore, une journée, pour moi, consistait à me lever tard, à déjeuner pendant trois heures avec une femme, avant de courir les plateaux de télévision, les cocktails et les dîners au Voltaire, dans le septième. Ou à prendre un aller simple pour l'Italie, la Grèce ou la Corse. Sans prévenir personne. [...] Mon enfance, je l'ai passée à l'étranger. En Allemagne, en Roumanie, au Brésil. Je n'allais pas à l'école, j'apprenais tout avec maman. J'ai fait du traîneau dans les plaines de Moldavie, je me suis baigné à Copacabana, je suis monté à cheval sur les plages d'Ipanema... »

ELLE, « Une journée avec Jean d'Ormesson », 9 août 2007

MORALE DE L'HISTOIRE

Les chefs tiennent leurs puissances et leurs légitimités non pas de leurs qualités personnelles, mais des mécanismes de sélections sociales qui « grandissent » certains individus en même temps qu'ils en abaissent tant d'autres. Les chefs n'existent pas en tous lieux, de tous temps. Les dominations qu'ils exercent procèdent des dépendances sociales et des garanties symboliques qui font croire en leur nécessité, qui assurent leurs capacités de violence, et qui les dotent en fortes rétributions.

À LIRE

Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État : grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1989

Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, Éditions de Minuit, Paris, 1974

Yves Cohen, *Le Siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Éditions Amsterdam, Paris, 2013

Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, Paris, 1975

Jean-Paul Demoule, *Les Dix Millénaires oubliés qui ont fait l'histoire. Quand on inventa l'agriculture, la guerre et les chefs*, Fayard, Paris, 2017

L'ÉTAT : C'EST QUI, C'EST QUOI ?

Daniel Gaxie
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 301 à 311

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-301.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ÉTAT : C'EST QUI, C'EST QUOI ?

par **DANIEL GAXIE**

(politiste, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne)

Remerciements à René Carnet

(professeur de sciences économiques et sociales)

« Il y a trop d'État ! »

« Les radars, c'est encore pour enrichir l'État ! »

« L'État ne sait pas faire, il faut laisser agir le privé ! »

« L'État nous abandonne ! »

Ces phrases nous parlent et pourtant elles font référence à une réalité moins évidente qu'elle ne paraît. Quelles sont les institutions d'État ? De quelles prérogatives dispose l'État ?

L'ÉTAT, C'EST QUOI ?

Pour nous, l'État a à voir avec des réalités plus ou moins familières que nous pouvons appeler « institutions ». Le gouvernement, le Parlement, les tribunaux, les ministères, l'armée, la police, les universités publiques sont des institutions de l'État central.

Il y a aussi la mairie et l'école, que nous connaissons, notre département, notre région. Ce sont des institutions qui n'appartiennent à personne ou qui sont censées être la chose de tous. On dit qu'elles sont « publiques ». Elles sont aussi plus locales. On les appelle institutions territoriales. Elles appartiennent à l'État au sens large.

L'État est un ensemble d'institutions hiérarchisées. Elles sont censées être unifiées, mais elles sont divisées par divers clivages (divisions récurrentes). Ainsi, les institutions responsables du maintien de l'ordre et de l'économie – d'orientation plus conservatrice – s'opposent à celles qui sont en charge des questions sociales, de l'éducation et de la culture – structurellement plus progressistes.

**L'État est une institution
imaginée.**

Nous ne rencontrons jamais l'État en tant que tel, mais des institutions ou des personnes qui représentent l'État et qui agissent en son nom. Ainsi, le président de la République est le chef de l'État. Ceux qui travaillent pour l'État sont des fonctionnaires ou des agents publics. L'État est un ensemble compliqué d'organes très divers que nous nous représentons un peu comme une personne. L'État est une institution imaginée. On dit par exemple que l'État a décidé telle ou telle chose ou que les radars sont un racket des automobilistes par l'État.

Cet État a quelque chose à voir avec ce que nous appelons « politique ». Ainsi les cartes de géographie physique représentent les plaines, les montagnes et les cours d'eau. Il y a aussi des cartes « politiques ». Ce sont celles qui représentent les *territoires*, délimités par des *frontières*, sur lesquels vivent les *populations* des États.

L'ÉTAT EXERCE UN POUVOIR POLITIQUE

L'État peut imposer des *obligations*, c'est-à-dire des choses qu'il faut faire ou ne pas faire.

Ainsi, le gouvernement de l'État français a décidé le principe d'une « taxe carbone » qui augmente le prix de l'essence dans le but affiché d'essayer d'inciter les automobilistes à réduire leurs déplacements, considérés comme une source de pollution et une des causes du réchauffement climatique. Il a également décidé de limiter à 80 km/h la vitesse sur les routes sans séparation centrale.

Plus généralement, l'État nous oblige à payer des *impôts*. À chaque fois que nous achetons quelque chose, nous versons un impôt, la taxe sur la valeur ajoutée, ou TVA, à l'État. Dans la période contemporaine, l'État est le seul à pouvoir exiger cette obligation. Il dispose d'un *monopole fiscal*.

Les États peuvent ordonner aux hommes, et plus récemment aux femmes, de faire leur *service militaire*. Cette obligation a été supprimée en France en 1996. À la place d'une armée de conscription composée de citoyens appelés à remplir leurs *obligations militaires*, il y a désormais une armée de soldats professionnels. Mais les États peuvent toujours commander à une partie de ceux qui sont soumis à leur autorité de s'engager pour faire la guerre en cas de conflit. L'idée s'est imposée historiquement qu'il y a un devoir de défense de la patrie.

Le non-respect de ces obligations entraîne généralement la mise en œuvre de *sanctions*. Ce sont des sortes de punitions imposées à ceux

qui désobéissent aux décisions de l'État dans le but de les en dissuader et de réparer le « désordre » induit par la désobéissance.

Si je ne paie pas mes impôts, je vais devoir acquitter une amende, voire être condamné à la prison. Dans le passé, le fait d'essayer de se soustraire aux obligations militaires pouvait être puni par la peine de mort.

L'État n'impose pas n'importe quelle sanction à n'importe qui sous n'importe quel prétexte. Les sanctions de l'État sont décidées par les **institutions politiques** (celles qui dirigent l'État, comme le gouvernement et le Parlement) et appliquées par des **institutions juridictionnelles** (tribunaux) et **administratives** (police, prisons) qui sont habilitées, c'est-à-dire autorisées à agir en vertu de règles de droit, par exemple des lois votées par des parlements, selon des modalités fixées à l'avance, que chacun peut connaître. Les sanctions sont imposées dans des cas précis, définis par des textes juridiques et appréciés par des juges. On dit que les sanctions sont **institutionnalisées**.

L'État nous impose des sortes de punitions, mais ces punitions sont **légales** (conformes aux lois). Du même coup, la plupart des gens considèrent qu'elles sont **légitimes**, c'est-à-dire justifiées. Elles sont différentes des violences que certains emploient pour nous prendre notre téléphone portable ou notre blouson. Les violences de ce type ne sont ni légales ni légitimes.

L'État dispose donc d'un *pouvoir*, c'est-à-dire de la possibilité d'imposer « sa » volonté, par exemple des obligations fiscales, dans des relations sociales avec ses ressortissants, par le moyen de sanctions institutionnalisées. L'État exerce une **domination** sur sa population qui, dans l'ensemble, obéit, par habitude et sans se poser de questions, parce que ses membres pensent que les décisions qu'on lui impose sont justifiées, parce qu'il serait trop compliqué de désobéir ou par crainte des sanctions.

Selon cette définition, le pouvoir de l'État est un pouvoir comme d'autres pouvoirs, par exemple comme le pouvoir économique du chef d'entreprise sur ses salariés ou des dirigeants d'une Église sur les

L'État exerce une domination sur sa population qui, dans l'ensemble, obéit, par habitude et sans se poser de questions.

Institutions politiques : institutions qui dirigent l'État, qui gouvernent.

appliquent les lois et les décisions des dirigeants politiques.

Institutions juridictionnelles : institutions qui jugent, qui disent quel est le droit à appliquer.

Institutionnalisé : on dit qu'une chose, par exemple une sanction, est institutionnalisée quand elle prend la forme d'une institution.

Institutions administratives : institutions qui gèrent l'État, qui

fidèles. Mais le pouvoir de l'État se différencie des autres pouvoirs pour plusieurs raisons. Le pouvoir de l'État présente les mêmes caractéristiques que les autres pouvoirs (obligations, sanctions institutionnalisées), mais il possède en plus des traits spécifiques. Le premier concerne la nature des sanctions que l'État peut imposer : ce sont des *sanctions physiques*. L'État (en fait certaines institutions et certains agents de l'État) a le pouvoir d'agir sur nos corps. Il peut nous empêcher de nous déplacer en nous mettant en prison. Dans le passé, il pouvait nous condamner à la peine de mort, par exemple en nous coupant la tête. Ces peines ont été progressivement « adoucies » dans l'histoire. Beaucoup d'États ont supprimé la peine de mort. On cherche à punir les individus par la prison ou, souvent, en s'en prenant moins directement à leur personne, et plus indirectement à leurs biens, avec des amendes et des contraventions.

Une deuxième caractéristique du pouvoir de l'État est sa limite géographique. Il s'exerce le plus souvent à l'intérieur d'un *territoire* particulier, délimité par des *frontières*. Les autres pouvoirs, par exemple économique ou religieux, ne s'exercent pas dans un cadre territorial.

Ce pouvoir particulier de l'État est appelé *politique*, et on entend par « politique » tout ce qui a trait à ce pouvoir : par exemple tout ce qui a trait à sa conquête (lutttes politiques), ceux qui participent à cette conquête (partis, femmes et hommes politiques), à ses analyses (journalistes politiques, science politique), son exercice (choix politiques), les efforts pour orienter les décisions (par exemple des manifestations politiques), les questions qui sont en jeu dans les décisions (enjeux politiques).

Une société est *politiquement organisée* quand un pouvoir politique présentant (plus ou moins) les caractéristiques énumérées plus haut existe en son sein. De nos jours, la quasi-totalité des sociétés, à l'exception de quelques peuples « premiers », comme ceux qui vivent en Amazonie, ont une organisation politique. Cela n'a pas toujours été le cas. Selon les archéologues, l'organisation politique apparaît au néolithique, vers la fin du IV^e millénaire avant Jésus-Christ, après que les sociétés humaines

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Légal : qui respecte la loi, le droit ; le gouvernement légal est celui qui est constitué conformément au droit.

Légitime : ce qui est considéré comme justifié, normal, acceptable. Un gouvernement légitime est un gouvernement qui est reconnu

comme pouvant gouverner, prendre les décisions. Selon des conceptions partagées dans les pays occidentaux, un gouvernement est légitime (justifié de gouverner) quand il est légal (il a été mis en place en respectant le droit, notamment la Constitution).

ont commencé à pratiquer l'agriculture et l'élevage, et à constituer des surplus et des stocks, notamment de nourriture, mais aussi de métaux ; quand les violences entre les individus, notamment la mise en esclavage, sont devenues plus fréquentes ; quand des inégalités et des hiérarchies sont apparues ; quand des chefs ont prélevé une partie de leur récolte aux producteurs ; quand des regroupements de populations ont permis de grandes réalisations collectives (forteresse, pyramides, mégalithes comme les dolmens et les menhirs, canaux, barrages hydrauliques). L'État s'est beaucoup élargi, développé, complexifié, perfectionné, rationalisé et autonomisé depuis cette époque lointaine. Il dispose de recettes fiscales et de budgets considérables, d'un nombre important d'agents, qu'il s'agisse de policiers, de militaires, d'enseignants et, pour certains, de personnel soignant. Il s'appuie sur une organisation administrative éduquée et sophistiquée (bureaucratie). De nombreux dispositifs de contrôle à distance de la population ont été progressivement inventés et mis en œuvre (écriture, statistiques, recensements, cadastre, état civil, passeports, contrôles aux frontières, douanes, système public d'éducation, médias, fichiers informatiques, écoutes téléphoniques, interception des courriels). Il a beaucoup contribué à organiser, uniformiser et rationaliser l'organisation sociale collective (monnaie, langue, programmes scolaires, fêtes et calendrier officiels, unités de mesure communes, législation unifiée, quadrillage administratif du territoire, transports publics).

LE MONOPOLE DE LA VIOLENCE PHYSIQUE LÉGITIME

Dans une partie des pays contemporains, l'État présente encore des caractéristiques supplémentaires : l'usage de la contrainte physique tend à être monopolisé par l'État (seul l'État peut, dans l'ensemble, recourir à ce type de violence), et l'usage de cette contrainte de même

Domination : c'est la possibilité d'imposer sa volonté et de trouver des personnes disposées à l'accepter pour des raisons diverses.

**Les États que nous connaissons,
revendiquent le monopole
de la violence physique légitime.**

que son monopole par l'État sont *légitimes*, c'est-à-dire justifiés, considérés comme normaux et acceptables. Corrélativement, les usages de la violence par d'autres personnes ou organisations sont illégaux et illégitimes. Selon l'expression du sociologue Max Weber, les États que nous connaissons, par exemple en Europe, revendiquent, généralement avec succès, le *monopole de la violence physique légitime dans le cadre de leur territoire*.

Au fur et à mesure que ce monopole a été progressivement mis en place dans l'histoire, sur plusieurs siècles, les *usages privatifs* (en dehors de l'État, par des individus ou des groupes, pour des raisons personnelles, par exemple pour se venger d'un voisin) *de la violence physique* dans la vie courante ont reculé. Il y a eu une certaine *pacification* des relations sociales. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de vengeance, de luttes, de conflits, mais plutôt que les vengeances, luttes et conflits ne prennent généralement pas la forme de combats armés. Cette pacification est en relation avec des conceptions (plus ou moins) partagées de ce que doit être une société civilisée.

Le fait que les recours aux violences physiques soient devenus plus rares nous a rendus plus sensibles à la violence. Nous voyons plus rarement des cadavres dans la rue et nous sommes bouleversés si nous en voyons. Certains comportements que nos ancêtres auraient considérés comme normaux nous apparaissent comme violents et insupportables. C'est le cas, par exemple, dans le sport (Norbert Elias) ou pour ce qui concerne les châtiments pénaux imposés à ceux qui ont commis des crimes (Michel Foucault). Notre *seuil de sensibilité à la violence* (le niveau ou les formes de violence considérés comme inacceptables) s'est historiquement *abaissé* (nous pensons par exemple qu'il y a beaucoup de « violence » dans le rugby). C'est un élément de la *civilisation des mœurs* (Norbert Elias), c'est-à-dire de l'invention et de l'apprentissage de manières de se comporter que nous considérons comme « civilisées ».

Les luttes politiques pour conquérir les positions de pouvoir dans l'État se sont, elles aussi, pacifiées. Dans le passé, le pouvoir politique se conquerrait par les armes. De nos jours, au moins dans les pays où l'État (en fait, certains de ses agents et institutions) revendique avec quelque succès le monopole de la violence physique, les luttes politiques sont le plus souvent menées avec des discours, des programmes, des manifestations dans la rue, des réunions publiques, des affiches, des débats dans les réseaux sociaux, des prises de position dans les médias. Sauf circonstances exceptionnelles, par exemple en situation de crise ou quand des intérêts dominants se sentent sérieusement menacés, il

est devenu politiquement suicidaire ou à tout le moins très coûteux de chercher à conquérir le « pouvoir » par les armes, et personne ou presque n'envisage d'agir en ce sens.

Dans le passé, les soulèvements ou les mouvements de protestation ou de revendication qui cherchaient à orienter les décisions d'État – par exemple, pour s'opposer à de nouveaux impôts ou à un coup d'État – étaient armés et réprimés dans le sang, par l'armée, avec de nombreuses victimes. Ils ont été remplacés par des défilés dans la rue, relativement « pacifiques », même si la « violence » de certains comportements des participants (le plus souvent sur des biens et non sur des personnes) ou des forces de police, désormais formées et spécialisées dans le maintien contrôlé de l'ordre, peut susciter des débats. Les cas de décès de manifestants sont (relativement) « rares » dans les pays où un État est pleinement institué, mais les répressions policières sont dénoncées comme « violentes ».

C'est parce que nous sommes devenus plus sensibles à la violence que les éventuelles « violences » de ces manifestations focalisent les regards. À la fin de l'année 2018, les dirigeants de l'État français ont été contraints d'annoncer des concessions au mouvement des Gilets jaunes par crainte que les « violences » apparues lors de la journée du 1^{er} décembre ne se généralisent.

NOTRE VIE QUOTIDIENNE EST ENCADRÉE PAR L'ÉTAT

Dans la société dans laquelle nous vivons, les interventions de l'État sont un enjeu considérable. Il y a des discussions et des luttes en tous sens pour décider ce que l'État doit faire ou ne pas faire.

Certains courants politiques et philosophiques – par exemple, les tenants du **libéralisme** – sont méfiants à l'égard de l'État, qu'ils perçoivent comme potentiellement menaçant pour les libertés de ses

Libéralisme : philosophie qui défend les libertés des individus contre les pouvoirs politique ou religieux. Dans le domaine économique, le libéralisme est attaché à la propriété et aux initiatives privées, et fait confiance aux mécanismes du marché.

ressortissants. Des libéraux craignent aussi que les catégories sociales défavorisées qui sont nombreuses n'imposent aux plus riches, nécessairement minoritaires, de payer davantage d'impôts pour développer des mesures sociales. Ils cherchent ainsi à limiter le pouvoir des dirigeants élus de l'État, par exemple, en diminuant la portée des votes (les sénateurs français sont élus par les « grands électeurs » – ceux qui sont déjà élus – supposés plus modérés, dans l'espoir qu'ils pourront freiner les éventuelles ardeurs réformatrices des députés élus au suffrage universel direct) ou en introduisant une *séparation des pouvoirs* de ses institutions politiques.

À l'opposé, des forces politiques, sociales, idéologiques poussent à des *interventions de l'État* pour mieux organiser l'économie et améliorer le sort des fractions défavorisées de la population. Au xx^e siècle, des partis et des syndicats orientés à gauche ont contribué à imposer une intervention de l'État pour lutter contre le chômage et pour que l'économie crée davantage d'emplois et de richesses. Ils ont développé l'« État social » pour protéger la population contre les risques et les difficultés liés à la maladie, au chômage, à la vieillesse, à la naissance des enfants ou au handicap. À l'inverse, depuis les années 1980, des partisans du **néolibéralisme** ont cherché à réduire les interventions, le rôle et les moyens des États (fonctionnaires, budgets).

Toutefois, au-delà de ces luttes et de ces oscillations, force est de reconnaître la prépondérance de l'État dans notre vie de tous les jours. Nous n'en avons pas toujours conscience, parce que nous avons toujours connu la *prégnance de l'État*, c'est-à-dire le fait que la présence et les décisions de l'État s'imposent à nous. Pour nous, elles vont de soi, elles paraissent naturelles. Le sociologue Pierre Bourdieu explique que nous avons intériorisé un *esprit d'État*, c'est-à-dire les raisons, les justifications et les accomplissements produits tout au long de l'histoire par ceux qui ont œuvré à cette étatisation.

Les aspects les plus fondamentaux de notre vie quotidienne relèvent de décisions d'État : l'heure, le changement d'heure,

Le sociologue Pierre Bourdieu explique que nous avons intériorisé un *esprit d'État*, c'est-à-dire les raisons, les justifications et les accomplissements produits tout au long de l'histoire par ceux qui ont œuvré à cette étatisation.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Néolibéralisme : courant contemporain du libéralisme qui insiste particulièrement sur les libertés économiques dont doivent bénéficier les entreprises, les entrepreneurs et les marchés contre l'intervention de l'État.

le calendrier, les dates des vacances, les fêtes, les jours ouvrables et non ouvrables, les unités de mesure, la langue officielle, l'orthographe, les programmes scolaires, la vision de l'histoire et de la géographie, la monnaie officielle, les règles du mariage, certains titres scolaires et professionnels, etc.

L'État contribue de manière prédominante à la construction des réalités sociales qui nous sont familières (par exemple, les bulletins météorologiques sont « nationaux ») et à notre vision des réalités sociales (par exemple, la perception de ceux qui sont « étrangers »).

Au fur et à mesure de la construction des États se sont mises en place des formes plus ou moins développées d'identification au regroupement de populations opéré par l'État. Beaucoup de ceux qui sont nés et vivent en France se sentent français. Beaucoup d'entre eux souhaitent la victoire de leur équipe nationale de football et chantent la *Marseillaise* avec une certaine émotion. Ce sont des manifestations des sentiments d'identification nationale. On se sent français ou allemand parce que l'on vit au sein d'une population politiquement organisée par un État français ou allemand. Mais certains qui sont victimes de discriminations, parce qu'ils sont d'origine étrangère et sont différents des autres nationaux du fait de leur religion ou de leur couleur de peau, vont se sentir et se tenir à l'écart des communions nationales. Le sentiment national se manifeste et se réactive à travers d'innombrables manifestations de **nationalisme banal** qui orientent nos perceptions du monde, y compris les plus ordinaires et les plus anecdotiques. Ainsi, les journalistes sportifs commentent les épreuves olympiques en ne parlant que des résultats des athlètes de leur pays. Nous suivons nous aussi les Jeux olympiques pour voir si des membres de *notre* équipe nationale vont gagner.

Il nous semble évident de penser les réalités qui nous entourent avec des cadres symboliques, c'est-à-dire des manières de penser, d'origine étatique, imposées par l'État. L'État a ainsi recours à des *contraintes psychiques* (contraintes sur les manières de percevoir et de penser) en plus des contraintes physiques. Pierre Bourdieu soutient qu'il dispose

Nationalisme : courant politique et idéologique qui affirme la primauté de la nation sur tous les autres intérêts.

aussi d'un monopole de la violence symbolique légitime, même si d'autres institutions font également usage de ce type de violence.

Pour toutes ces raisons, l'orientation des décisions d'État est un enjeu majeur. Une partie importante des luttes politiques et sociales portent sur ces orientations. Se pose alors la question de savoir si l'État agit de manière neutre ou au contraire s'il favorise certains intérêts.

Les États prétendent généralement agir de manière efficace et rationnelle en fonction de l'*intérêt général* (l'intérêt de tous, le bien commun). L'une de leurs justifications est qu'ils protègent « leur » population, par exemple avec leur armée, contre des agressions extérieures. Mais, dans le même temps, des efforts considérables sont consentis par d'innombrables organisations et groupes sociaux pour obtenir des décisions en leur faveur, et certains y parviennent. La question est de savoir si certains groupes y parviennent plus que d'autres et plus systématiquement que d'autres.

Cette question est l'objet de débats multiples et anciens dans la vie sociale courante, comme dans les sciences sociales. Au sein de ces dernières, certains auteurs adoptent le point de vue d'un État rationnel au service d'un intérêt général. Cet intérêt général est aussi interprété comme l'intérêt de l'État, avec la conclusion que l'État ou les innombrables organisations et agents qui le composent agissent d'abord dans le sens de leurs intérêts propres. D'autres soutiennent que l'État est pluraliste et que ses décisions dépendent des rapports de force entre les groupes qui s'affrontent à un moment donné pour tenter d'influencer ses décisions, sans que ces rapports de force se structurent de manière durable et irréversible. À l'opposé, des courants théoriques comme le marxisme analysent l'État comme une organisation au service des classes sociales dominantes.

Il faut aussi examiner la question en procédant à des études de cas par l'enquête. L'hypothèse de l'existence d'intérêts propres aux organisations et agents de l'État est réaliste dans nombre de cas, par exemple quand la haute fonction publique s'octroie d'importants avantages et privilèges. On observe aussi que les rapports entre l'État et les groupes sociaux varient historiquement. Dans plusieurs pays européens, le mouvement ouvrier a, par exemple, réussi dans le passé à imposer des politiques assez favorables aux classes sociales défavorisées, sans pour autant mettre fin à leur domination. Ce sont plutôt des politiques d'orientations opposées qui ont aggravé les inégalités depuis le milieu des années 1970. Mais, au-delà de ces oscillations, force est aussi de reconnaître que les dirigeants des États, qu'il s'agisse des politiques ou des hauts fonctionnaires, appartiennent plutôt aux classes moyennes

supérieures ou aux classes supérieures de la société, et qu'ils sont ainsi spontanément mieux disposés à en partager les aspirations. Les catégories populaires sont moins bien organisées pour se faire entendre, même si elles y parviennent en quelques rares cas.

MORALE DE L'HISTOIRE

L'État est une invention humaine complexe qui s'est construite de manière collective, sans avoir été voulue comme telle, sur plusieurs millénaires, depuis le néolithique.

Cette institution joue un rôle considérable dans la vie courante. Elle façonne nos manières de penser, de percevoir et d'agir sans que nous en ayons pleinement conscience.

Cette institution n'est pas neutre. Elle bénéficie d'une certaine autonomie par rapport aux autres sphères du monde social. Ses agents agissent souvent pour le compte des organes internes auxquels ils appartiennent. De manière constante dans l'histoire, ils tendent également à privilégier les intérêts des groupes dominants dans la société.

À LIRE

Michael Billig, *Banal Nationalism*, Sage, Londres, 1995

Pierre Bourdieu, *Sur l'État*, Le Seuil, Paris, 2012

Patrick Bruneteaux, *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'État*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996

Jean-Paul Demoule, Dominique Garcia et Alain Schnapp (dir.), *Une histoire des civilisations. Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances*, La Découverte-INRAP, Paris, 2018

Norbert Elias, « Sport et violence », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 6, décembre 1976, p. 2-21

Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, Paris, 1975

Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs*, Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'esprit », Paris, 1991

Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, coll. « Tel », Paris, 1993

James C. Scott, *Homo Domesticus. Une histoire profonde des premiers États*, La Découverte, Paris, 2019

Max Weber, *Le Savant et le Politique*, La Découverte, Paris, 2003

LA NOBLESSE MANAGÉRIALE D'ÉTAT

Julie Gervais et Willy Pelletier

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 312 à 322

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-312.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA NOBLESSE MANAGÉRIALE D'ÉTAT

par JULIE GERVAIS (politiste, université Paris-I)

et WILLY PELLETIER (sociologue, université de Picardie)

Remerciements à Laurent Sernat, Joëlle Minnel et Carole Freytet-Rolland

(syndicalistes)

« Dans les réunions, on se comprend tout de suite, on s'entend tout de suite entre énarques, parce que, au-delà du code vestimentaire, de tout un appareil de la caste, d'un style et d'un comportement, on emploie le même langage, on a la même logique [...]. »

Un énarque, cité par Jean-Michel Eymeri-Douzans,

La Fabrique des énarques, 2001

Pour la plupart d'entre nous, l'administration s'incarne dans quelques visages plus ou moins familiers, au secrétariat du lycée, au guichet de la caisse d'allocations familiales ou derrière un bureau de Pôle Emploi. Ce sont là des fonctionnaires au contact de la population, qui figurent au bas de l'échelle administrative. À l'autre bout de la hiérarchie, tout en haut de l'échelle, se trouvent celles et ceux qui appartiennent à l'élite de la *haute* fonction publique : les membres des « grands corps ». On ne les rencontre jamais, mais on les aperçoit furtivement aux côtés d'un ministre, on repère une ombre qui glisse un mot à l'oreille d'un élu, on les voit qui s'agitent, dossiers en main, l'air accaparé et important. Qui sont-ils ? Comment sont-ils arrivés là ? Et que font-ils ?

ÉLITISME TECHNOCRATIQUE

Ces cadres supérieurs de l'État exercent une fonction administrante et un réel pouvoir administratif, ils occupent une position dominante et accaparent les postes de direction, ils sont unis par un mode de recrutement élitiste, socialisés au sein de grandes écoles et soudés par des rites et un « **esprit de corps** ». Ces personnages au « sommet de l'État » peuplent les ministères ; ils préparent les dossiers du personnel

politique, remettent des notes aux ministres, élaborent les décisions gouvernementales, et parfois même les prennent directement. On les associe généralement aux énarques et à la fameuse École nationale d'administration (ENA), dont sont issus de nombreux présidents de la République française. Créée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette grande école consacre une partie de la haute fonction publique française, à défaut de vraiment la former, et lui accorde ainsi une forme de bénédiction.

Le profil type de l'énarque est celui d'un homme, blanc, parisien, issu de la bourgeoisie, qui a fréquenté les lycées les plus favorisés, puis a suivi des classes prépa ou intégré Sciences Po-Paris pour y préparer le concours. À la fin de leur scolarité, ces dominants sont encore une fois classés (c'est la logique du concours permanent qui prime sur l'acquisition de savoirs) : les élèves qui ont le mieux réussi sont sélectionnés pour devenir de très hauts fonctionnaires. Les énarques qui figurent parmi les premiers du classement, et se trouvent ainsi « dans la botte », selon la formule en vigueur dans ces écoles, sont dès lors admis dans l'un des trois grands corps administratifs – l'Inspection générale des finances, le Conseil d'État ou la Cour des comptes. Ces élèves-là pourront convoiter les plus hauts postes de l'administration française, soit les plus prestigieux, les mieux rémunérés, et ceux qui garantissent à leurs élus des carrières de haute volée, à la fois au sein de l'État et dans le monde des affaires.

Tous les hauts fonctionnaires français ne sont pas néanmoins issus de l'ENA. Parmi les membres des grands corps figurent également les hauts fonctionnaires dits techniques, par opposition à « administratifs » – bien qu'ils se destinent également à travailler pour l'administration. Ce sont des ingénieurs de l'État qui s'occupent de domaines aussi variés que l'aménagement du territoire, l'aviation civile, les calculs météorologiques ou la sécurité routière. La majorité d'entre eux sont issus de Polytechnique, également surnommée l'X, en référence à l'importance des mathématiques dans l'enseignement de l'école qui recrute les meilleurs élèves des classes prépa scientifiques. Après Polytechnique,

Esprit de corps : le terme renvoie à la solidarité, la camaraderie ou au sentiment de loyauté qui caractérisent certains groupes fermés qui se mobilisent pour défendre leurs intérêts, leur pérennité ou leur prédominance. Pierre Bourdieu montre combien l'esprit de corps est

lié à une vision du monde partagée, à des façons de penser et d'agir semblables, fondements d'une connivence largement articulée à des origines sociales similaires.

celles et ceux qui entendent « servir l'État », en intégrant les « corps techniques d'encadrement supérieur de la fonction publique d'État », suivent généralement une formation au sein de l'École des mines ou de l'École nationale des ponts et chaussées (qui a adopté comme nom de marque « École des ponts ParisTech »).

Pour une grande partie de la population, les membres de ces grands corps symbolisent une forme d'élitisme **technocratique** hors sol et une aristocratie néolibérale déconnectée de la « base ».

UNE MAFIA FRANÇAISE ?

Les membres des grands corps forment-ils un tout homogène et uni qui opérerait un peu comme une mafia ? La fermeture sociale du recrutement de l'élite de la haute fonction publique et l'homogénéité qui en résulte sont renforcées par les liens de solidarité qui unissent les membres d'un même grand corps et les mécanismes qui matérialisent et pérennisent ces formes d'entraide.

L'esprit de corps se nourrit de croyances collectives et s'incarne tout aussi bien dans les « renvois d'ascenseur » entre ingénieurs du corps des Mines que dans les stratégies d'annexion de certains postes par les ingénieurs des Ponts, ou dans le monopole organisé de positions considérées comme des « chasses gardées » par les inspecteurs des Finances. Il existe ainsi des cellules, au sein des grands corps, qui veillent à placer les leurs dans des positions administratives transmises comme un héritage (et dont la perte au profit d'un autre corps est vécue en interne comme une tragédie), ou qui jouent le rôle de chasseuses de têtes en période d'alternance politique, afin de placer leurs membres en position stratégique au sein des cabinets ministériels.

Les structures des grands corps cimentent le groupe et exercent une force cohésive sur leurs membres qui, issus des mêmes milieux, socialisés dans les mêmes institutions, et formés de façon homogène, partagent un socle de valeurs et une culture communs, ainsi qu'un fort

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Technocratie : le terme est souvent utilisé de façon péjorative dans le langage populaire. Étymologiquement, il désigne le pouvoir de la technique. On qualifie ainsi un système qui repose sur l'expertise et dans lequel les décisions reposent principalement sur des

données techniques, au détriment de facteurs plus humains ou plus sociaux – d'où l'idée que les « technocrates » seraient des fonctionnaires déconnectés de la réalité.

sentiment d'appartenance à l'élite de l'administration. Ils bénéficient de parrainages, de solidarités morales et matérielles, et de protections implicites. L'impression d'homogénéité qui s'en dégage, l'endogamie et l'entre-soi qui caractérisent ces milieux privilégiés ne doivent pas masquer néanmoins les fortes rivalités qui divisent parfois les hauts fonctionnaires, les vives concurrences qui opposent certains ministères et qui tiraillent quelquefois les différentes parties d'un même grand corps¹. La science politique de l'administration nous invite ainsi à ne pas considérer celle-ci comme un tout homogène qui parlerait d'une seule voix, mais comme un espace polycentrique, animé par des intérêts et des valeurs différenciés, et traversé par des rivalités interinstitutionnelles et interpersonnelles.

DES ÉLÈVES MÉRITANTS OU DES HÉRITIERS COOPTÉS ?

Ces grands commis de l'État ne sont-ils pas avant tout des travailleurs acharnés, qui ont vécu leur jeunesse à trimer comme des « bêtes à concours » pour figurer parmi les *happy few* de la très haute fonction publique ? N'ont-ils pas passé des épreuves fondées sur l'excellence scolaire et le respect de l'idéal méritocratique pour accéder aux plus hautes fonctions bureaucratiques ? En principe, le système du concours offre des garanties contre l'arbitraire et le favoritisme, et les grandes écoles françaises sont censées porter haut le flambeau de la démocratisation sociale. Contrairement à la plupart des autres pays qui recrutent principalement leurs hauts fonctionnaires *via* l'université, elles monopolisent effectivement la sélection et la formation de ces agents de l'État, selon un modèle républicain qui se veut méritocratique.

Comment expliquer dès lors que près de 90 % des jeunes énarques qui réussissent le concours (dit externe) sont issus des couches sociales les plus favorisées ? Comment comprendre que si peu d'enfants d'ouvriers et d'employés tentent les concours d'accès aux grandes écoles, qu'ils sont encore moins nombreux à les réussir, et encore plus faiblement représentés parmi celles et ceux qui intègrent un grand corps de l'État ? Comment ne pas voir que les grands corps sont des castes blanches, et encore très majoritairement masculines – et ce de manière encore plus flagrante chez les ingénieurs d'État ?

Cette absence de représentativité sociale n'est pas nouvelle mais elle s'est renforcée. Il est aujourd'hui plus difficile encore pour un

1. Julie Gervais, *L'État managérialisé. Désirs privés et devoirs publics du corps des Ponts et Chaussées*, Presses universitaires du Septentrion, Lille, 2019.

Les grandes écoles produisent ainsi un groupe séparé du reste de la société, à partir de la seule réussite à un concours qui leur permet de faire passer pour un mérite un privilège dont les bénéficiaires jouissent comme d'un héritage.

Ces écoles fabriquent une véritable « noblesse d'État » et lui accordent un permis officiel de dominer.

enfant d'employés ou d'ouvriers d'intégrer la haute fonction publique qu'à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, lors de la création de l'ENA. Bien entendu, ces inégalités se retrouvent ailleurs, et la haute fonction publique n'en a pas l'exclusivité. Les grandes écoles jouent néanmoins un rôle fondamental dans l'accès au « champ du pouvoir », comme l'a montré Pierre Bourdieu en démontant les mécanismes de la reproduction sociale. Elles valident et consacrent les parcours de celles et ceux qui y sont socialement promis, qui ont hérité de leur famille des « qualités » et des « talents » (on parle de « dispositions sociales ») qui les prédestinaient au succès scolaire. Elles produisent ainsi un groupe séparé du reste de la société, à partir de la seule réussite à un concours qui leur permet de faire passer pour un mérite un privilège dont les bénéficiaires jouissent comme d'un héritage. Car c'est un fait que celles et ceux qui accèdent aux positions les plus brigüées sont parmi les plus favorisés – autrement dit, les mieux dotés en capitaux économiques et culturels hérités de leurs parents. Le diplôme que ces grandes écoles délivrent, la qualité et le titre qu'elles donnent à leurs élèves officialisent et rendent ainsi incontestable la séparation entre cette élite proclamée et les autres – qui n'ont jamais entendu parler de ces écoles, n'ont jamais même osé penser pouvoir en être dignes, ou ont échoué à y entrer. C'est ainsi qu'elles fabriquent une véritable « noblesse d'État » et lui accordent un permis officiel de dominer.

DES CARRIÈRES AU SERVICE DE L'ÉTAT ?

Traditionnellement, en France, la voie des grandes écoles et des grands corps était l'objectif à atteindre pour une majeure partie de l'élite, la carrière rêvée que convoitaient les bourgeois pour leurs progénitures. La voie royale ne consistait pas, néanmoins, à ce qu'ils passent toute leur vie à servir l'État et l'intérêt général. Dès le XIX^e siècle, certains hauts fonctionnaires portaient au cours de leur carrière exercer dans le secteur privé. On parlait alors déjà de « **pantouflage** » pour désigner ce passage du public vers le privé. Ce phénomène a pris de l'ampleur dès les années 1970 et ne cesse de se transformer.

Dans certains grands corps, il ne vient plus clore une trajectoire prestigieuse mais intervient en début de vie professionnelle, comme la condition d'une carrière ambitieuse de *manager*. Pour d'autres, les départs ne constituent plus une parenthèse temporaire dans un parcours

essentiellement dédié à la fonction publique : les hauts fonctionnaires partent pour ne plus jamais revenir. Ailleurs encore, on observe des allers-retours incessants qui combinent les compétences, les formes de légitimité et les carnets d'adresses. Remarquons d'ailleurs que les femmes se heurtent ici à un nouveau « **plafond de verre** » en ce qu'elles pantouflent bien moins que leurs collègues masculins et ne peuvent dès lors bénéficier autant du tremplin qu'offrent ces multiples positions (multipositionnalité) dans une carrière.

Historiquement, le pantouflage classique se déploie en direction d'institutions bancaires et financières, d'anciens monopoles industriels publics et de grandes entreprises qui bénéficient des commandes publiques. Il s'étend aujourd'hui bien au-delà, dans le monde du *consulting*, par exemple. Ainsi, dès la fin des années 1980, de grands cabinets de conseil comme CEGOS, Bossard, Ernst & Young ou Arthur Andersen entreprennent de débaucher des hauts fonctionnaires et publient régulièrement des annonces d'emplois qui leur sont destinées. Cette stratégie de recrutement est un atout important pour récupérer des parts de marché dans les réformes du secteur public. Le pantouflage n'est pas néanmoins à sens unique, et ce mouvement des hauts fonctionnaires vers le monde des affaires s'accompagne de mobilités en sens inverse, de la part de salariés du secteur privé qui viennent, un temps, travailler pour une élue ou un membre du gouvernement.

Le mélange des genres dont témoignent ces parcours vient largement brouiller les frontières entre les secteurs privé et public, et pose des problèmes éthiques et déontologiques – en termes de connivences, de confidentialité, voire de conflits d'intérêts. Que dire par exemple de François-Daniel Migeon, ce haut fonctionnaire des Ponts et Chaussées qui, après avoir travaillé pour le cabinet de conseil McKinsey & Company, est nommé au ministère du Budget par Éric Woerth, lui-même issu du monde du *consulting* (Arthur Andersen) ? Que penser du fait que François-Daniel Migeon peuple alors à son tour la « Direction générale de la modernisation de l'État » de personnes issues du secteur privé

Pantouflage : ce terme familier qui est tiré de l'argot de l'École polytechnique désigne le fait pour un haut fonctionnaire d'aller travailler dans le secteur privé. On parle également de « *rétro-pantouflage* » dans le cas des agents publics qui reviennent au sein de l'administration

après avoir effectué un passage dans le secteur privé.

Plafond de verre : l'expression désigne la barrière invisible qui empêche les femmes de progresser dans leurs carrières au même rythme que les hommes et d'accéder ainsi

(et notamment des structures de conseil privées) pour mener la réforme de l'État sous la présidence de Nicolas Sarkozy ?

La circulation des cadres dirigeants entre le public et le privé alimente en effet des relations de proximité et favorise des formes de convergence qui doivent nous interroger. C'est la fabrique de l'intérêt général et la conception même du service public qui sont ici en jeu.

Au-delà des trajectoires individuelles, des révélations d'affaires médiatiques, ou de la mise en scandale des problèmes déontologiques soulevés par cette interpénétration, il faut être attentif à ses effets sur les politiques menées. La circulation des cadres dirigeants entre le public et le privé alimente en effet des relations de proximité et favorise des formes de convergence qui doivent nous interroger. C'est la fabrique de l'intérêt général et la conception même du service public qui sont ici en jeu.

CIRCULATIONS ENTRE PRIVÉ ET PUBLIC

Par rapport aux années 1960-1980, une nouvelle haute fonction publique est désormais aux commandes de l'État : nouvellement composée, nouvellement formée. Et s'organise une nouvelle circulation des membres des cabinets ministériels.

Durant le quinquennat Hollande, ce recrutement et ce mouvement des élites politico-administratives n'ont pas été modifiés, quoique des préfets, des hauts fonctionnaires de longue date et de carrière, ainsi que quelques politiques aient encore *trusté* les bureaux élyséens.

Avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, depuis 2017, la colonisation des plus hautes fonctions d'État par des « jeunes loups » du privé est manifeste. Les mouvements de *revolving door* (porte tambour entre public et privé) fonctionnent à haut régime en sens inverse : du privé vers le public.

Sont légion et « formes normales » des carrières les allers-retours entre les grandes entreprises, l'administration centrale et les entourages ministériels et présidentiels, ce qui favorise la continuité des politiques de « modernisation libérale ». Et cette circulation accélère les carrières : un poste élevé dans le cabinet d'un ministre donne accès à un plus

à certains postes élevés dans la hiérarchie ou à certains types de responsabilités, et de voir leur rémunération augmenter à un niveau équivalent.

haut poste en entreprise privée, lequel offre de revenir dans l'État à un niveau encore supérieur.

Considérons l'Élysée sous François Hollande. Laurence Boone, après la London School of Economics puis un séjour à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), entre à la banque Meryll Lynch en 2011, et devient conseillère « économie et finances » à l'Élysée en 2014, avant de rejoindre Axa comme cheffe économiste en 2016. Julien Pouget, polytechnicien, était depuis 2011 vice-président d'Alstom Power quand il devient conseiller « industrie » à l'Élysée, avant de rejoindre la direction de Total en 2016. Hervé Naerhuysen, énarque, haut fonctionnaire à Bercy de 2009 à 2012, passe conseiller « finances publiques » auprès de François Hollande, puis devient directeur général de PROBTP. Jean-Jacques Barberis, énarque puis haut fonctionnaire à Bercy, hier conseiller « concurrence et commerce extérieur », devient, en 2016, l'un des principaux dirigeants d'Amundi, une société forte de 985 milliards d'euros d'actifs. David Kessler, énarque, ex-directeur de France Culture, du *Huffington Post* et des *Inrocks*, fut conseiller « culture » durant deux ans, avant d'être nommé directeur général d'Orange Studio en 2014. Olivier Lluansi, polytechnicien, d'abord haut fonctionnaire à la Commission européenne avant de rejoindre Saint-Gobain en 2003, jusqu'à y finir délégué général Europe centrale, est nommé conseiller « industrie et énergie » en 2012, puis intègre la direction d'Ernst & Young en tant qu'associé, pour y « booster le *manufacturing* ». Et la liste continue, encore et encore.

La circulation entre privé et public, sur des fonctions élevées, est maintenant rapide et se trouve facilitée à mesure que Sciences Po, l'ENA et même Polytechnique proposent, de plus en plus, des enseignements qui les rapprochent des *business schools*. Et à mesure que le cursus d'excellence de l'élite ne se borne plus aux grandes écoles du pouvoir d'État, mais se conjugue avec des formations à HEC ou l'ESSEC, par exemple, ou dans les *business schools* anglo-saxonnes. C'est ainsi que les recettes et les modèles du privé, intériorisés très tôt par les futures « noblesses d'État » libérales comme les seules solutions « réalistes » et même pensables, leur font appréhender comme « naturelles » et « incontournables » les recettes de « gouvernance » ou de « management » qu'ont mises en place leurs prédécesseurs dans les cabinets ministériels antérieurs.

Avec Emmanuel Macron, arrive à l'Élysée un groupe fusionnel, endogame quant aux origines sociales, et d'une certitude de soi sans cesse renforcée : au gré de succès scolaires éclatants, de circulations privilégiées entre public et privé, puis de réussites d'entreprises et,

pour couronner l'ensemble, par l'accès, quasi miraculeux dans son *timing* accéléré, aux cercles dirigeants de l'État. À tel point qu'ils en deviennent audacieusement libérés dans le calendrier et les contenus des réformes libérales qu'ils mènent tous azimuts.

N'envisageons que les principaux conseillers élyséens nommés en 2017, et notamment les conseillers communs imposés par l'Élysée à Matignon. Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, gérait à Genève la direction financière de la société italienne MSC Croisière. Il a recruté la plupart des postes clés des cabinets ministériels. Ismaël Emélien, « conseiller spécial » du président, a été formé par Stéphane Fouks, de Havas (ex-RSCG).

Pour les communicants, peu de surprise : Sylvain Fort, « conseiller discours et mémoire », vient de DGM Conseil, qui pilote la communication de Bernard Arnault et Vincent Bolloré. Il avait, en 2016, monté sa propre agence, Steele & Holt. Barbara Grugiez, conseillère en « communication internationale », a débuté, elle, à Publicis.

Il faut, surtout, apprécier l'effet de masse. Jonathan Nussbaumer, conseiller « industrie, commerce, énergie », était chargé du développement stratégique à L'Oréal avant de passer expert commercial chez Somfy. Alexis Zajdenweber, « conseiller économie, finances, industrie », représentait l'État aux conseils d'administration d'Areva et d'Eramet, et au conseil de surveillance d'ERDF. Charles-Henri Weymuller, conseiller « macro-économie et politiques commerciales », est passé par la banque d'affaires Morgan Stanley. Transfuge du Trésor où il a suivi les négociations du TAFTA, il sera désormais spécialiste de la diplomatie économique. Emmanuel Miquel, conseiller en charge de l'« attractivité économique », a été analyste pour les banques JP Morgan et Paribas, avant d'être promu capital-risqueur dans le fonds financier Adrian et trésorier de la campagne Macron. Voici résumé le pôle économique de l'Élysée.

Plus surprenant, les autres départements n'échappent pas à la règle. Audrey Bourolleau, conseillère « agriculture, pêche et forêts », a débuté chez Heineken et pris son envol une fois qu'elle a été en charge des cépages Baron Rothschild. Clément Beaune, conseiller « Europe et G 20 », travaillait chez Paris Aéroport, première entreprise « privatisable » du quinquennat. Même origine professionnelle pour Pascal Confavreux, conseiller à la « diplomatie économique », commun à l'Élysée et Matignon. Claudia Ferrazzi, conseillère « culture et communication », faisait du *consulting* pour l'une des firmes mondialement *leader* sur le créneau, le Boston Consulting Group, ainsi que pour Capgemini. Fabrice Aubert, conseiller « institutions, action publique »,

a été embauché deux fois par Nexity Immobilier. Enfin, Cédric O, « conseiller participations et économie numérique », vient de Safran.

Tous ont, avec brio, triomphé du parcours d'excellence des enfants les plus prometteurs de la classe dominante internationalisée.

PRODUITS MODÈLES DES GRANDES ÉCOLES (LIBÉRALISÉES)

Juste quelques cas types. Sciences Po, ESSEC, ENA, pour Alexis Kohler. ENA, pour Laurent Martel, major de promotion, pour Benoît Ribadeau-Dumas (ex-Polytechnique), également major, pour Pascal Convafreux, Patrick Strzoda, Aurélien Lechevallier (conseiller « Afrique » à l'Élysée), Philippe Étienne (ex-Normale sup), Nathanaël Mason-Schuler (conseiller « financement de l'économie » à Matignon), Aurélia Lecourtier-Gegout (conseillère « budget, fonction publique, réforme de l'État » à Matignon), etc. Sciences Po, l'ENA pour Alexis Zajdenweber, François-Xavier Lauch (chef de cabinet à l'Élysée), Antoine Saintoyant (conseiller « économie et finances » à Matignon), etc. HEC pour Cédric O, Marc Ferracci (ex-Sciences Po), Marguerite Cazeneuve, Emmanuel Miquel (ex-Sciences Po), Thomas Fatome, etc. *Business schools* internationales pour Charles-Henri Weymuller (X-Mines, Harvard) ou David Amiel (Normale sup puis Princeton, conseiller spécial à l'Élysée), Diane Simiu (Polytechnique, Berkeley, conseillère « environnement » pour l'Élysée et Matignon). Sciences Po, ESSEC, ENA pour Damien Cazé (chef du pôle « écologie, transports, énergie, logement » à Matignon), etc.

L'intériorisation des lois et règles des entreprises libérées dans un marché lui-même libéré et mondialisé a ainsi été immédiate, « comme l'air qu'on respire », et vecteur de leurs exploits scolaires puis de leurs succès en entreprise.

Ils étaient pleins d'avenir, mais comme d'autres. Parmi les plus doués des juniors de la noblesse libérale d'État. Parmi d'autres, en concurrence. Dévorés, comme d'autres, d'ambitions rentrées. Leurs réussites en entreprise, puis l'élection improbable d'Emmanuel Macron et la bonne grâce d'Alexis Kohler les ont distingués jusqu'à les élever, avant l'âge, en princes et princesses d'État, dotés de la puissance d'accélérer ou d'empêcher des affaires de haute importance, dans l'impression d'enfin dominer le jeu.

Ainsi doivent-ils à Emmanuel Macron et à Alexis Kohler à peu près tout. Et leur présent leur assure un avenir de rang éminent² à la direction de grandes firmes privées ou à capitaux publics.

2. Sur ces mécanismes, voir : Laurent Bonelli et Willy Pelletier (dir.), *L'État démantelé. Enquête sur une révolution silencieuse*, La Découverte, Paris, 2010, p. 173-174.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les hauts fonctionnaires appartiennent à différents « grands corps » qu'ils intègrent après avoir suivi une « grande école ». Ces écoles, dans lesquelles on n'entre que sur concours, ont un recrutement socialement très homogène. Elles offrent à des groupes privilégiés un titre et une légitimité qui leur permettent d'occuper des positions dominantes dans l'administration mais également dans le monde des affaires. La circulation de ces élites entre les secteurs privé et public participe de la redéfinition de l'intérêt général et du formatage des réformes en cours.

À LIRE

Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État : grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1989

Jean-Michel Eymeri-Douzans, *La Fabrique des énarques*, Economica, coll. « Études politiques », Paris, 2001

Laurent Mauduit, *La Caste. Enquête sur cette haute fonction publique qui a pris le pouvoir*, La Découverte, Paris, 2018

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE DÉMOCRATIQUE ?

Daniel Gaxie

in *Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 323 à 335

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-323.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE DÉMOCRATIQUE ?

par **DANIEL GAXIE** (politiste, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne)

Remerciements à René Carnet

(professeur de sciences économiques et sociales)

et à **Nadia Benhouli** (syndicaliste)

« On est en démocratie, tout de même ! »

« On n'est plus en démocratie ! »

Mais qu'est-ce qu'une démocratie ? On connaît la célèbre définition d'Abraham Lincoln, seizième président des États-Unis (1861-1865) : « La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. » Gouvernement du peuple ? Effectivement, le « peuple » est gouverné : il y a des dirigeants qui décident en son nom et à sa place. Mais peut-on parler d'un « gouvernement par le peuple » ?

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Dans une démocratie directe, comme à Athènes, au v^e siècle avant Jésus-Christ, l'ensemble des citoyens se réunissaient sur une colline de la ville pour décider des plus importantes affaires de la cité. Quoique l'ensemble des citoyens n'aient alors représenté que 10 % environ de la population d'Athènes : femmes, esclaves et « métèques » (étrangers) étaient exclus.

Dans une « démocratie représentative », ainsi que le système politique français se présente officiellement, c'est par l'intermédiaire de leurs votes que les citoyens sont censés être associés au gouvernement. Ceci de trois manières : 1. les citoyens, placés sur un pied d'égalité, sans conditions de fortune, exercent un pouvoir dans la mesure où ils désignent leurs représentants au moment des élections ; 2. lors des élections suivantes, ils ont la possibilité de les destituer s'ils ne sont pas satisfaits de leurs actions ; 3. en

Dans une « démocratie représentative », c'est par l'intermédiaire de leurs votes que les citoyens sont censés être associés au gouvernement.

choisissant un candidat, ils expriment leur accord avec les propositions qu'il a présentées au moment des élections ; ils donnent ainsi leur opinion sur les décisions qu'il conviendrait de prendre, à propos des principales questions en débat à un moment donné.

La représentation politique est un dispositif de légitimation des dirigeants et du pouvoir politique de l'État.

Cette vision de la représentation politique constitue la **façade normative** officielle des démocraties. C'est un dispositif de légitimation des dirigeants et du pouvoir politique de l'État. De fait, pour beaucoup de leurs citoyens, la démocratie a une valeur éminente, presque « sacrée ». Ceux qui la critiquent trop vertement sont facilement suspectés de ne pas être « démocrates ». En même temps, il y a d'innombrables discussions à propos du caractère démocratique des démocraties. Du point de vue des sciences sociales, on peut prendre appui sur cette **façade** pour interroger et analyser la réalité de leur fonctionnement.

À QUEL DEGRÉ LES GOUVERNANTS SONT-ILS DÉSIGNÉS PAR LES CITOYENS ?

Dans les systèmes démocratiques, une partie des gouvernants sont effectivement désignés par les suffrages des citoyens. Pour s'en tenir aux institutions centrales, c'est le cas d'une partie au moins des parlementaires et aussi du chef de l'État quand il est élu au suffrage universel direct. Le caractère réellement universel du suffrage est une condition importante. Il consacre le principe d'égalité entre les citoyens. Certains objectent toutefois que les représentants se font élire plus qu'ils ne sont élus. Ce sont les dirigeants des partis qui décident des candidatures. Et les candidats des principaux partis ont de bonnes chances de l'emporter quoi qu'il arrive. D'où les propositions tendant à « démocratiser » le choix des candidats à travers l'organisation d'élections **primaires** dont le caractère « démocratique » est également discuté.

Les représentants se font élire plus qu'ils ne sont élus.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Façade : selon le sociologue américain Erving Goffman, c'est l'image qu'une personne ou une organisation souhaite montrer d'elle-même.

Façade normative : c'est l'image conforme aux normes, c'est-à-dire la

bonne image de soi que l'on souhaite mettre en avant.

Primaires : élections pour désigner les candidats aux élections.

Politique publique : programme d'action d'une institution publique.

Mais, et de très loin, tous les « gouvernants » ne sont pas désignés par les citoyens.

D'abord, tous les représentants ne sont pas élus directement par les citoyens. C'est le cas, par exemple, en France, des sénateurs. Des juristes disent qu'ils sont élus au suffrage universel « indirect » (par des élus du suffrage direct), cependant que d'autres considèrent ce suffrage comme *restreint* (aux élus). C'est le cas aussi des membres du gouvernement mais, là encore, des théoriciens font valoir qu'ils « procèdent du suffrage universel », dans la mesure où ils ne peuvent gouverner que parce qu'ils ont la confiance des élus du suffrage universel, soit les parlementaires dans un régime parlementaire, soit le chef de l'État dans un régime présidentiel.

Tous les « gouvernants » ne sont pas désignés par les citoyens.

Les fonctionnaires, spécialement les hauts fonctionnaires, sont eux aussi des gouvernants et ils ne sont pas élus. La *doxa* démocratique, c'est-à-dire l'opinion officielle, admise comme allant de soi, soutient qu'ils agissent sous la direction des élus du suffrage universel et de ceux que les élus ont investis, ce qui est pourtant loin d'être toujours le cas. Il y a en effet de nombreuses décisions et **politiques publiques** d'origine administrative. D'autant que la tendance est à la multiplication dans l'État d'institutions qui ne sont pas placées sous l'autorité des élus, comme les « autorités administratives indépendantes » (Conseil supérieur de l'audiovisuel, Autorité des marchés financiers). Leurs membres sont généralement désignés par des autorités démocratiques (gouvernement, Parlement), mais ces « autorités administratives » deviennent miraculeusement « indépendantes » dès que ces désignations sont intervenues. Dans le même sens, beaucoup diagnostiquent l'existence d'un « déficit démocratique » au sein de l'Union européenne, dont certaines institutions, comme la Commission européenne ou la Banque centrale, disposent de pouvoirs considérables sur la vie de centaines de millions d'Européens, alors que leurs dirigeants ne sont pas élus. La tendance est également à la montée en puissance des cours constitutionnelles, composées de magistrats non élus, chargés de vérifier si les lois sont conformes à la Constitution et qui peuvent ainsi invalider des textes votés par les parlementaires.

Ceux qui occupent officiellement les positions de pouvoir sont parfois trop faibles pour l'exercer. Il arrive à l'inverse que des *individus* qui ne sont pas en position de pouvoir soient *en mesure* sinon de l'exercer directement, du moins de *l'influencer* plus ou moins largement. C'est le cas, par exemple, des conseillers des gouvernants ou des dirigeants de certains groupes d'intérêt (à l'exemple du « lobby du nucléaire »). Des anciens élèves de l'École nationale d'administration

(ENA), membres de « grands corps » de l'État, par exemple l'Inspection des finances, ont dirigé les administrations du Trésor et du Budget, puis ont ensuite accédé à de hautes et lucratives fonctions à la tête de grandes banques, avant de conseiller certains ministres. Forts de leurs titres universitaires et de leurs expériences professionnelles diversifiées, ils parviennent souvent à les convaincre du bien-fondé des décisions qu'ils les pressent d'adopter. En France, depuis les années 1980, des dirigeants des milieux financiers, de nombreux hauts fonctionnaires ou anciens hauts fonctionnaires, des dirigeants politiques issus de leurs rangs et des experts partagent une même **idéologie** d'inspiration néolibérale. Ils ont réussi à *imposer leurs idées* dans la conduite de beaucoup de politiques économiques et sociales.

LES CITOYENS ARBITRENT-ILS ENTRE DES VISIONS ALTERNATIVES DE LA CONDUITE DES AFFAIRES PUBLIQUES AU MOMENT DES ÉLECTIONS ?

Il faut évidemment que des vues différentes soient proposées dans les débats politiques et électoraux, pour que les citoyens puissent trancher et soutenir les propositions qui leur semblent les plus satisfaisantes.

Le *pluralisme politique* est l'une des conditions d'une démocratie représentative. Il suppose que les principales libertés publiques – notamment de pensée, d'expression, de réunion et d'organisation des partis, syndicats, associations, cercles de réflexion – soient respectées, que les médias soient libres et autonomes, et que les élections soient régulières, sincères, loyales et non faussées. Des générations d'hommes et de femmes se sont battues pour imposer et garantir ces principes. Leur respect dépend de l'attachement maintenu des nouvelles générations.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Idéologie : vision du monde qui tend à justifier (légitimer) certains intérêts.

Stigmatisé : quand un caractère sévèrement négatif (stigmaté) est associé à une idée, un individu, un groupe ou une organisation.

C'est à ce prix que les droits et libertés civiques s'imposent de manière plus ou moins satisfaisante dans les pays où les institutions démocratiques sont fermement, c'est-à-dire socialement, instituées.

Mais la réalité du pluralisme politique et idéologique des démocraties contemporaines est cependant à discuter. Les partis politiques en compétition ne sont pas égaux. Il y a par exemple des inégalités d'accès aux médias qui privilégient les partis établis. Les partis de gouvernement, spécialement ceux qui sont d'orientation libérale, bénéficient du soutien, notamment financier, des milieux d'affaires. Contrairement au principe officiel d'égalité, on observe ainsi que certains citoyens ont plus de moyens que d'autres pour peser sur les luttes politiques. Les plus fortunés financent les partis de leur choix et sont propriétaires de la plupart des médias privés dont ils contrôlent le marché publicitaire. Leurs stratégies d'évasion fiscale ou leurs mouvements de capitaux en cas de crise contraignent les politiques économiques. On observe également des formes de consensus politique, c'est-à-dire d'accords sur divers présupposés idéologiques, entre les éditorialistes des médias « grand public ». Ils consultent toujours les mêmes « experts ». La distance idéologique – c'est-à-dire les différences – entre les principaux partis en charge du gouvernement s'est réduite. Il y avait des clivages importants entre la gauche et la droite à propos des politiques économiques et sociales dans les années 1970. Après l'élection de François Mitterrand en 1981, le gouvernement a imposé des orientations en rupture avec celles de ses devanciers, au moins jusqu'au « tournant de la rigueur » intervenu en 1984. Mais, dans la période plus récente, les oppositions tendent à se centrer sur des enjeux dits « sociétaux », à caractère symbolique, comme la question du mariage pour les personnes de même sexe.

Les démocraties connaissent désormais des alternances – c'est-à-dire des changements à la tête des gouvernements – sans véritable alternative – c'est-à-dire sans la possibilité de choisir entre des programmes nettement opposés.

Les démocraties connaissent désormais des alternances sans véritable alternative.

Il y a toujours des partis radicaux et des idées hétérodoxes, mais ils sont plus ou moins marginalisés. Le consensus des milieux dirigeants sur un ensemble d'options libérales est devenu hégémonique. Il s'impose comme une évidence. Il va de soi pour beaucoup de gens qu'« il n'y a pas d'alternative ! ». Le pluralisme politique, programmatique et idéologique est devenu asymétrique. Les vues qui prétendent changer l'ordre des choses sont le plus souvent **stigmatisées**, c'est-à-dire présentées et perçues comme excessives, partiales, irréalistes et inadéquates. Les rapports de force sont généralement en faveur de ceux qui luttent pour préserver ou amender l'ordre établi.

DANS QUELLE MESURE LES ÉLECTEURS CHOISISSENT-ILS ENTRE DES VISIONS ALTERNATIVES DE LA CONDUITE DES AFFAIRES PUBLIQUES AU MOMENT DE VOTER ?

L'hypothèse que les électeurs choisissent entre plusieurs programmes au moment de voter est également irréaliste au regard des recherches en sciences sociales.

D'abord, une partie des citoyens ne votent pas. L'abstention électorale est partout en progression, de même que les inégalités de participation selon les milieux sociaux. La démocratie se réclame de l'égalité. Ses principes officiels soulignent que tous les citoyens ont les mêmes droits. Mais une partie croissante des citoyens ne font pas usage de ces droits, spécialement dans les catégories populaires. Tout se passe comme si des formes renouvelées et non officielles de **cens électoral**, principalement fondées sur le désintérêt pour les questions politiques en relation avec le niveau de diplôme, conduisaient leurs membres à se tenir à l'écart.

En second lieu, ceux qui votent prennent en compte des considérations très diverses. *Rares sont ceux qui se comportent conformément au mythe de l'électeur rationnel* comparant les programmes et les déclarations des candidats pour retenir ceux qui seraient les plus proches de ses vues.

Des enquêtes ont montré que des électeurs ne se sentent pas suffisamment intéressés, informés et compétents pour décider par leurs propres moyens. Ils préfèrent s'abstenir ou suivre les recommandations d'un *leader d'opinion* (parent, ami, organisation politique ou syndicale, personnage public) en qui ils ont confiance. Certains soutiennent ainsi le même parti ou la même personnalité en toutes occasions, sans

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Cens électoral : c'est le fait de réserver le droit de vote à ceux qui paient des impôts, c'est-à-dire aux citoyens les plus aisés.

Cadrage : manière dont les journalistes choisissent de mettre en avant certains éléments, par exemple

des anecdotes sur les dirigeants, pour présenter une information.

Offre politique : ce que les candidats à une élection proposent aux électeurs (programme, discours, slogan, postures, traits de personnalité).

chercher à prendre connaissance de ses propositions et sans nécessairement les partager.

L'attention accordée aux questions politiques tend à augmenter avec le niveau d'éducation et la position dans la hiérarchie sociale. *Les mieux nantis bénéficient de privilèges politiques.* Ils disposent de moyens de connaissance et d'informations pour tenter de faire prévaloir leurs intérêts. Inversement, les personnes qui se tiennent à l'écart des débats ne sont guère informées des propositions des principaux candidats. Quand elles choisissent de décider elles-mêmes de leur vote, c'est souvent au dernier moment, en prenant en compte des considérations variables, fragiles et peu assurées. *Beaucoup de votes sont désinvestis*, c'est-à-dire exprimés sans beaucoup de conviction. Une partie des électeurs procèdent à des choix parce qu'ils se sentent dans l'obligation de voter, plus qu'ils ne votent pour exprimer leurs opinions. Certains expriment des préférences négatives. Ils choisissent de soutenir un candidat B, par exemple parmi ceux qui se prétendent « antisystème », en raison de leur aversion pour le candidat A, soutenu par un des partis de gouvernement. Des électeurs se prononcent non pas sur les programmes mais à partir des jugements qu'ils portent sur la personnalité, la vie privée et des traits de caractère de l'un des principaux personnages qui s'affrontent sur la scène politique. Les médias grand public les y incitent en choisissant de rendre compte de l'actualité politique et électorale à travers des **cadrages** centrés sur des questions de personne. Ils couvrent les campagnes électorales en mobilisant un « registre de course de chevaux » (« les sondages montrent que le candidat A est en tête des intentions de vote, suivi par B, alors que C est en recul »), un peu comme font les reporters qui décrivent une course hippique.

La *vulgate* démocratique présuppose tacitement que les partis et les candidats en compétition font des propositions qui sont examinées et évaluées par le « public ». En réalité *la plupart des prises de position des acteurs politiques demeurent inaperçues de la plus grande partie du public.* Seules quelques questions particulièrement saillantes (à la fois sensibles et familières) et controversées parviennent à attirer l'attention d'une partie plus ou moins étendue de la population. La possibilité qu'une proposition d'un parti attire l'attention et reçoive l'appui d'électeurs dépend paradoxalement du degré auquel elle va être combattue par ses adversaires. L'« **offre politique utile** » est celle qui attire l'attention d'une fraction du public. Son efficacité dépend de la manière dont elle est comprise. *Il y a dans certains cas des décalages entre ce que disent les orateurs des partis et ce que*

comprennent certains de leurs partisans. Quand un candidat annonce que sa politique permettra d'endiguer la hausse du chômage, certains de ses électeurs comprennent qu'il va supprimer le chômage. Ils sont évidemment déçus de constater que le chômage n'a pas disparu et se plaignent que « les politiciens ne tiennent pas leurs promesses ».

Il est également naïf de penser que les préférences politiques s'appuient toujours sur un accord entre les opinions personnelles des votants et les prises de position des candidats. Certains citoyens se rallient aux prises de position du parti qu'ils ont l'habitude de soutenir plus qu'ils ne choisissent un parti parce qu'il aurait pris des positions proches des leurs. Les opinions des citoyens les plus informés sur les principaux enjeux en discussion à un moment donné sont fonction de dispositions (des manières de réagir) politiques et idéologiques structurées par leurs appartenances et positions sociales. C'est en fonction de ces dispositions que certains messages sont perçus, interprétés et approuvés ou rejetés. Il en résulte que le travail de persuasion en direction des électeurs est dans nombre de cas perdu ou gagné d'avance, indépendamment d'une éventuelle pertinence « intrinsèque » des propositions.

Du point de vue des sciences sociales, *il est donc périlleux de soutenir que tous les électeurs d'un candidat ont approuvé ses prises de position.* C'est pourtant une ressource courante des polémiques politiques. Des gouvernants avancent par exemple que telle décision est légitime car elle met en œuvre la proposition d'un parti ou d'un candidat vainqueur des élections. Mais, *une fois au pouvoir, les candidats ne tiennent pas toujours leurs engagements.* Ils prennent aussi souvent des décisions qui n'ont pas été préalablement proposées à l'approbation populaire. Il est vrai que les soutiens électoraux donnent de la force politique à certaines idées. Il est alors coûteux politiquement de s'y opposer. Mais, sur certaines questions qu'ils jugent essentielles, les dirigeants politiques n'hésitent pas à braver l'impopularité, par exemple pour se conformer à des engagements européens. Le rejet par référendum du projet de Constitution européenne intervenu en France en 2005 n'a pas empêché les dirigeants européens d'en faire approuver une nouvelle version, à peine modifiée, par les parlementaires français.

L'exercice de leur droit de vote donne une certaine force collective aux citoyens, mais cette force s'exerce dans certaines limites. Les orientations trop audacieuses peuvent échouer du fait de la fuite des capitaux, de la dépréciation de la monnaie nationale, de la hausse des taux d'intérêt des emprunts d'État, des objections des autorités européennes ou, dans certains cas extrêmes, de l'organisation de coups d'État.

LES ÉLECTIONS SUFFISENT-ELLES À GARANTIR LA DÉMOCRATIE ?

L'existence d'élections pluralistes, libres et sincères est généralement considérée comme une condition nécessaire à l'établissement d'un régime démocratique. *Cette condition n'est pas suffisante.*

Des courants de pensée insistent pour ajouter des conditions supplémentaires. Ils soutiennent par exemple qu'un régime qui n'interdit pas le recours à la peine de mort ne peut être pleinement démocratique.

Mais c'est plus souvent la question de l'*État de droit* qui est soulevée pour interroger la réalité des organisations démocratiques. Un État de droit est un État soumis au droit et respectueux du droit. Cette institution est considérée comme fondamentale car les libertés publiques n'existent que si le droit qui les protège est respecté. Le respect du droit est également un élément central de la *prévisibilité du monde social* (si le droit est respecté, on sait à l'avance ce qui va se passer) et une protection contre l'arbitraire, par exemple contre les arrestations abusives. Le droit est élaboré par les institutions de l'État qui, dans un État de droit, sont tenues par les règles qu'elles ont décidées. Ces règles sont hiérarchisées. Celles qui sont fixées par la Constitution ont une valeur éminente. Si la loi votée par le Parlement ne respecte pas les dispositions (le contenu) de la Constitution, alors les règles de l'État de droit ne sont pas respectées. Des juristes en tirent la conséquence qu'il ne peut y avoir de démocratie sans qu'un contrôle de la conformité des lois à la Constitution soit organisé. D'autres juristes objectent en sens inverse que, dans une démocratie, les parlementaires, qui sont les représentants du peuple, doivent pouvoir décider librement du contenu des lois, sans que leurs choix puissent être invalidés, *a fortiori* quand le contrôle de la constitutionnalité des lois est opéré par des juges non élus.

Le caractère démocratique du principe de la séparation des pouvoirs est également discuté. Des philosophes et des juristes soutiennent que l'existence d'un pouvoir juridictionnel indépendant des pouvoirs législatif et exécutif est une condition du respect des libertés. Cela implique que les gouvernants ne puissent pas nommer et révoquer les juges à leur convenance. Les adversaires de ce point de vue objectent qu'un pouvoir légitimement désigné par les citoyens ne doit pas être entravé et qu'il doit pouvoir décider de la manière dont les magistrats sont nommés et révoqués. On a vu apparaître récemment la conception

d'une démocratie illibérale dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. Ses partisans se réclament de la démocratie sans adhérer aux principes du **libéralisme politique**, à commencer par la séparation des pouvoirs. Les tenants de la **démocratie libérale** estiment à l'inverse que démocratie et libéralisme politique sont indissociables. C'est en application des principes opposés que des tenants de la démocratie illibérale cherchent à contrôler les médias. Mais ils remettent alors en cause le pluralisme politique, et on peut les suspecter de s'engager dans l'institution d'un **régime autoritaire**.

L'organisation d'élections authentiquement pluralistes a été considérée dans le passé comme une condition nécessaire et souvent suffisante d'une démocratie représentative. Cette conviction n'est plus indiscutée. L'idée que *les élections ne donnent qu'un pouvoir intermittent et finalement limité aux citoyens* se renforce. On en déduit qu'il faut leur donner davantage de pouvoirs de décision pour qu'un régime soit vraiment démocratique. Selon cette conception, les citoyens doivent pouvoir élire leurs représentants, mais aussi décider directement de certaines grandes questions. Il faut alors compléter la démocratie représentative par des « procédures de démocratie directe », comme les référendums constitutants (pour modifier une Constitution) et législatifs (pour adopter ou abroger une loi). Des propositions sont avancées pour que les citoyens puissent être à l'initiative de ces référendums (référendums d'initiative citoyenne) au lieu que les dirigeants en place décident de les organiser en choisissant, à leur avantage, les thèmes, la formulation des questions et le moment des scrutins. Mais, comme pour les élections et pour les mêmes raisons, l'existence de **votations** ne garantit pas que tous les citoyens vont voter, que tous sont également informés pour se prononcer en connaissance de cause, sans que leurs choix soient affectés par des considérations extérieures aux questions qui leur sont posées. Il y a en France une crainte que les référendums portant officiellement sur un sujet donné ne soient en réalité un *plébiscite*, c'est-à-dire une consultation pour renforcer le pouvoir du dirigeant qui organise le référendum.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Libéralisme politique : courant philosophique qui souligne l'importance de la défense des libertés des individus contre les risques d'abus des pouvoirs de l'État.

Démocratie libérale : démocratie qui respecte les principes de libéralisme

politique, à l'inverse d'une démocratie illibérale.

Régime autoritaire : régime politique qui ne respecte pas les droits et libertés des individus.

La conviction que la démocratie doit être plus **participative** s'est cependant renforcée au cours des dernières décennies et va sans doute continuer à se renforcer. Toutefois, en son état actuel, la « participation » consiste plus souvent à assister à des réunions d'information avec débat qu'à être associé aux décisions. Les « dispositifs » considérés comme relevant de la démocratie participative sont surtout mis en œuvre au niveau local, dans certains domaines (environnement, urbanisme, cadre de vie), sur des enjeux souvent limités et devant un public restreint. Le tirage au sort de citoyens appelés à donner leur avis est dans l'air du temps. Il est en affinité avec le principe d'égalité politique des citoyens. On envisage des sessions d'information et de discussion pour que ces avis soient « éclairés ». Il n'est pas sûr que les inégalités culturelles s'en trouvent pour autant annihilées, ni que tous ceux qui sont tirés au sort acceptent de s'engager.

LA DÉMOCRATIE COMME POUVOIR POUR LE PEUPLE ?

La démocratie est supposée organiser un *pouvoir pour le peuple*, c'est-à-dire en faveur du peuple. L'expression est ambiguë. Veut-on dire que le « pouvoir du peuple » est une condition nécessaire pour que ce pouvoir agisse en faveur du peuple, ou bien qu'il faut aussi que le pouvoir agisse en faveur du peuple pour qu'il puisse être considéré comme « démocratique » ? La notion même de peuple est problématique. Est-ce l'ensemble des citoyens ? Mais alors ceux qui ne sont pas citoyens (les jeunes, les étrangers) en sont exclus. Est-ce l'ensemble des résidents ? Mais certains d'entre eux ne disposent pas des droits politiques qui leur permettraient d'intervenir. *Le « peuple » est un groupement imaginé, à géométrie variable, relativement indistinct, qui est mobilisé au service de stratégies politiques.* Outre l'incertitude sur sa composition, on peut s'interroger sur l'existence d'intérêts communs

Votation : pour les Suisses, c'est un scrutin qui n'est pas consacré à l'élection de représentants mais qui demande aux citoyens de se prononcer sur des questions qui leur sont posées.

Démocratie participative : dans le cadre d'une démocratie

représentative, les décisions sont prises par les représentants élus avec la participation des citoyens, sous deux formes au moins : la prise en compte d'initiatives populaires ; la concertation avec les citoyens organisée par les détenteurs du pouvoir.

à ce « peuple ». Il y a sans doute des intérêts communs à la population d'un État ou à l'ensemble de ses citoyens, mais il y a aussi beaucoup d'intérêts divergents. La notion de « pouvoir pour le peuple » apparaît dès lors comme essentiellement idéologique.

Mais si la société est composée de groupes ou d'individus dont les intérêts sont plus ou moins contradictoires, il faut se demander si la démocratie représentative est en mesure de leur donner satisfaction.

Trois séries de phénomènes font obstacle à la satisfaction des intérêts sociaux.

La première tient à la diversité et à l'inégalité des intérêts sociaux. Certains intérêts sont plus puissants que d'autres, du point de vue tant social que politique. Le point de vue des milieux d'affaires dispose par exemple de nombreux relais, porte-parole et moyens de se faire entendre. Inversement, pour de nombreuses raisons, les membres des groupes sociaux défavorisés ne bénéficient que d'accès limités aux cercles de pouvoir et ont moins de chances que leurs aspirations soient prises en compte. Cette inégalité est à la fois structurelle et historiquement variable. Elle explique que, dans certains cas, ces groupes sortent de leur silence et se mobilisent pour essayer de se faire entendre.

Le deuxième facteur qui pèse sur la satisfaction des intérêts sociaux est lié à la marge de manœuvre des gouvernants. Quelle que soit leur volonté d'y parvenir, les représentants ne sont pas toujours en mesure de satisfaire les aspirations des représentés. Leurs décisions dépendent aussi des ressources disponibles à un moment donné du temps. De ce point de vue, diverses évolutions ont contribué à l'affaiblissement des gouvernements nationaux. La mondialisation des échanges exerce des pressions à la baisse sur les revenus. Elle exacerbe les concurrences fiscales qui incitent les gouvernants à baisser les impôts et donc les dépenses publiques pour attirer les capitaux et les investissements. Les pays européens ont renoncé à une partie de leurs pouvoirs en faveur des institutions de l'UE.

Le troisième facteur est en relation avec la professionnalisation de l'activité politique et l'apparition d'intérêts propres au personnel politique. Pris dans les jeux politiques et soucieux de s'y maintenir, les femmes et les hommes politiques ont leurs propres priorités. C'est dans la logique de la poursuite de leurs objectifs spécifiques qu'ils ou elles prennent en charge ou pas les intérêts de ceux qu'ils ou elles représentent. À titre d'exemple, on se souvient que c'est pour restaurer une situation politique détériorée que le président de la République a consenti à satisfaire certaines des revendications du mouvement des

C'est dans la logique de la poursuite de leurs objectifs spécifiques que les élus prennent en charge ou pas les intérêts de ceux qu'ils ou elles représentent.

Gilets jaunes en 2018. Des citoyens représentés finissent par se lasser de jeux qui les ignorent et tendent à s'en écarter. De sorte qu'on évoque désormais une démocratie de l'abstention ou une démocratie sans le peuple.

MORALE DE L'HISTOIRE

La vision enchantée de la démocratie, qui prétend que le peuple est souverain, ne correspond guère à la réalité. Les votes ne sont pas véritablement des « choix ». Les élus s'en servent souvent pour leurs propres intérêts de professionnels de la politique. Les élections ne suffisent pas à garantir une démocratie vraiment démocratique. L'utopie reste à inventer, mais la démocratie demeure le « pire des régimes à l'exception de tous les autres ». Elle comporte des limites mais ouvre aussi des possibilités d'action.

À LIRE

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Gallimard, Paris, 2007

Jean-Yves Dormagen et Daniel Mouchard, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, Bruxelles, 2007

Moses I. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Payot, coll. « Petite bibliothèque Payot », Paris, 2003

Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Le Seuil, Paris, 1993

Daniel Gaxie, *La Démocratie représentative*, Montchrestien, Paris, 2003

Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes. La Fin du parti militant*, Raisons d'Agir, Paris, 2011

LA V^E RÉPUBLIQUE, UN COUP D'ÉTAT PERMANENT ?

Delphine Dulong

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 336 à 346

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-336.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA V^e RÉPUBLIQUE, UN COUP D'ÉTAT PERMANENT ?

par DELPHINE DULONG (politiste, université Paris-I)

« S'il n'était pas élu, le président de la V^e République serait [...] comparable aux rois des monarchies constitutionnelles. »

« Il faut croire qu'au pays des droits de l'homme les citoyens doivent rester des éternels mineurs... »
François Mitterrand, *Le Coup d'État permanent*, 1964

Le 23 janvier 2019, tandis que les médias se focalisaient sur les « casseurs » des Champs-Élysées, des « Gilets citoyens » adressaient une lettre au président de la République, appelant à un nouveau souffle démocratique bien plus ambitieux que le grand débat national. Ils réclamaient la création d'une « Assemblée réunissant quelques centaines de personnes », chargée de réfléchir sérieusement au référendum d'initiative citoyenne (RIC) et plus largement à « nos pratiques démocratiques, afin qu'elles soient plus à même d'impliquer les citoyens de façon régulière et pas seulement lors des échéances électorales¹ ». En exigeant plus de démocratie directe, le mouvement des Gilets jaunes a ainsi souligné le caractère peu démocratique de la V^e République.

UN DÉFAUT DE FABRICATION

On ne le rappelle jamais assez : la V^e République est née dans un contexte de guerre, à la suite d'un coup d'État fomenté par les partisans de l'Algérie française. Seul le recours au général de Gaulle et son investiture le 1^{er} juin 1958 permettent d'éviter le pire en stoppant l'opération Résurrection, qui prévoyait d'envahir la métropole à partir de la Corse. Mais le général de Gaulle ayant fait de la révision de la Constitution une condition de son retour au pouvoir, cette investiture signe toutefois la

1. « Lettre ouverte au président. Pour un nouveau souffle démocratique », *Le Parisien*, 23 janvier 2019.

mort de la IV^e République. Celle-ci n'avait pourtant pas démerité : outre la reconstruction de la France et la modernisation de son industrie après six années de guerre mondiale, on lui doit notamment l'instauration de la Sécurité sociale, la constitutionnalisation des droits économiques et sociaux, les premières pierres de l'Union européenne. Aux yeux du général de Gaulle, la IV^e République souffrait cependant de donner trop de pouvoir au Parlement et aux partis politiques. Avec son gouvernement, il va donc rédiger une nouvelle Constitution. Contrairement à ce qu'on dit souvent, celle-ci n'est pas « taillée sur mesure par et pour le général de Gaulle ». Comme tout texte constitutionnel, celui qui fonde la V^e République est le fruit d'un compromis entre les principales forces politiques du pays, toutes représentées au gouvernement, à l'exception du PCF, qui a voté contre l'investiture du général de Gaulle. Ainsi, le nouveau **régime** restera **parlementaire**, mais il sera fortement « rationalisé ». La seule différence avec les expériences précédentes est que l'on a bâclé le travail constituant : le projet est rédigé en moins de trois mois et, pour la première fois dans l'histoire républicaine, il ne sera même pas discuté au Parlement avant d'être soumis à l'approbation des Français par référendum. Or, non seulement ce processus constituant est peu démocratique, mais il va vite s'avérer contre-productif, et cela pour au moins deux raisons.

En premier lieu, on a rationalisé le régime parlementaire un peu trop vite et trop fort. L'idée en soi n'était pas mauvaise. Il fallait en effet garantir une certaine longévité au gouvernement et pour cela l'autonomiser du Parlement. Mais on va aussi sévèrement réduire les pouvoirs de ce dernier et renforcer considérablement ceux du président. C'est ainsi que le Premier ministre n'est plus investi par le Parlement mais nommé par le président. Ce dernier peut dissoudre le Parlement, initier une révision de la Constitution ou un référendum. Il peut même prendre les pleins pouvoirs en cas d'atteinte à l'intégrité du territoire. De son côté, le gouvernement voit son pouvoir normatif considérablement accru : il peut édicter tout seul des règles de droit sous la forme de règlements et contrôle totalement la procédure législative.

Régime parlementaire : par opposition au régime présidentiel, un régime parlementaire repose sur une séparation souple des pouvoirs. Dans ce type de régime, le gouvernement participe à l'élaboration de la loi et partage l'initiative législative avec le Parlement. Il existe aussi des moyens

de sanction réciproque : le Parlement peut obliger le gouvernement à démissionner, et ce dernier peut mettre fin au mandat des députés.

Le Parlement, lui, ne décide donc plus de son agenda de travail, il ne maîtrise guère plus ses propres délibérations et, s'il continue de contrôler l'action du gouvernement – régime parlementaire oblige –, il ne peut plus le **censurer** qu'à certaines conditions sévèrement élevées par rapport aux régimes précédents. Toutes ces dispositions pouvaient à la rigueur se justifier tant que le Parlement était aux prises avec des majorités instables et incohérentes qui fragilisaient les gouvernements. Mais, contre toute attente, le système partisan français, qui était la principale cause de l'instabilité ministérielle, va profondément évoluer dans les années 1970 : alors qu'il se caractérisait par l'existence de nombreux partis indépendants les uns des autres, on assiste à l'apparition du fait majoritaire. C'est donc avec sa propre majorité parlementaire que le gouvernement refuse de discuter aujourd'hui lorsqu'il utilise les armes que lui confie la Constitution pour se défendre contre le Parlement, alors même que le gouvernement n'a pas d'autre légitimité que celle du président. La combinaison inattendue, et même incongrue, du fait majoritaire et de la rationalisation conduit ainsi à un grand déséquilibre entre les institutions que deux chiffres suffisent à mesurer : une seule **censure** a abouti en soixante années de régime et, alors que, normalement, le Parlement et le gouvernement partagent l'initiative législative, plus de 90 % des lois votées ont en fait été élaborées dans l'ombre des cabinets ministériels.

En second lieu, les constituants de 1958 sont allés tellement vite en besogne que leur texte pose de nombreux problèmes d'interprétation. Certains articles sont formulés de manière ambiguë et/ou semblent se contredire. Par exemple, si le président n'est qu'un arbitre, comme le dit l'article 5, pourquoi est-ce lui qui préside le Conseil des ministres (article 9), et non le Premier ministre, qui dirige le gouvernement (article 21) ? D'autres articles posent un problème de délimitation des compétences. C'est le cas, tout particulièrement, de ceux qui concernent le partage du pouvoir exécutif entre le président et le Premier ministre. Enfin, l'ensemble n'est pas toujours cohérent et fait même parfois de sérieuses entorses à la tradition républicaine et démocratique. C'est

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Censure : acte par lequel des parlementaires forcent le gouvernement à la démission au terme d'une procédure spéciale précisée dans la Constitution.

Pouvoirs propres (du président) : cette notion de droit renvoie précisément

à l'article 19 de la Constitution, qui énumère un certain nombre de pouvoirs présidentiels dispensés du contreseing ministériel, autrement dit de la signature d'un membre du gouvernement. Cette dispense signifie que le président est donc le seul et unique auteur de la décision et

ainsi que le président demeure politiquement irresponsable (article 68) alors que la Constitution lui confie des **pouvoirs propres** qu'il peut exercer de manière quasi discrétionnaire (article 19). S'il n'était pas élu, le président de la V^e République serait ainsi comparable aux rois des monarchies constitutionnelles. On comprend en tout cas pourquoi la V^e République est souvent comparée à d'anciens régimes non démocratiques plutôt qu'aux républiques qui l'ont précédée.

« M. Maurice Duverger parle d'une monarchie orléaniste. M. Raymond Aron d'un empire parlementaire. M. Marcel Prélôt d'une république sénatoriale. Nous faisons toutes réserves sur le bien-fondé de ces trois formules. La V^e République ne peut être ni un empire ni une monarchie, puisque son chef d'État est issu de l'élection. Elle n'est pas davantage parlementaire, le Parlement n'ayant plus que des pouvoirs très limités. Elle n'est pas davantage sénatoriale, le Sénat n'étant rétabli que dans une partie de ses anciens pouvoirs. Nous proposons quant à nous la formule suivante : une république consulaire à façade parlementaire. »

Louis Delbez, *Revue politique et parlementaire*, 29 février 1960

DES RÉPARATIONS CATASTROPHIQUES

Il est vrai que le texte en vigueur aujourd'hui n'est plus le même qu'en 1958. Depuis sa naissance, la Constitution du 4 octobre 1958 a connu vingt-quatre révisions. C'est beaucoup, mais pour un bilan décevant. Car, au mieux, ces révisions n'ont jamais vraiment rééquilibré les institutions, au pire, elles ont aggravé la situation en alimentant la **présidentialisation du régime**.

C'est le cas notoirement de la révision qui instaure l'élection du président au suffrage universel direct (SUD). Celle-ci est imposée par le président de Gaulle en octobre 1962 contre vents et marées, en violant qui plus est la Constitution. Car, au lieu d'utiliser la procédure normale

qu'aucun membre du gouvernement n'en endosse la responsabilité à sa place. Il serait donc logique que le président en soit responsable.

Présidentialisation du régime :
évolution au terme de laquelle le président de la République est

devenu le chef du pouvoir exécutif et du parti majoritaire en lieu et place du Premier ministre. Elle ne renvoie donc pas au régime présidentiel, qui, en droit, désigne un régime de séparation strict des pouvoirs, à l'instar des États-Unis. La V^e République s'est

prévue à l'article 89, de Gaulle demande aux Français de se prononcer par la voie du référendum. Bien plus démocratique ? Non, car le principe même d'un État de droit est que ceux qui gouvernent respectent le droit. Mais, aux yeux du président, la fin justifie les moyens : il lui faut court-circuiter les élus de la nation afin de mettre fin aux controverses qui l'opposent aux parlementaires sur l'interprétation du texte, et en particulier sur la question de savoir si le président n'est qu'un arbitre ou s'il est le chef du pouvoir exécutif. La légitimité du SUD devait ainsi faire du président l'homme fort de la République. Or, si cette révision clôt sur le moment les controverses, elle provoque plus de problèmes qu'elle n'en résout sur le long terme. D'abord, l'élection présidentielle au SUD ne légitime pas tant que ça les présidents. La preuve en est que leur cote de popularité chute parfois avant même la fin de leur première année de mandat. Rien d'étonnant à cela : avec l'éparpillement des votes au premier tour et l'abstention de plus en plus élevée au second, l'élection présidentielle peine à être cette « rencontre entre un homme et la nation » qu'espérait tant de Gaulle. Ensuite, la révision de 1962 ne règle pas les relations entre le président et le Premier ministre. Bien plus, elle les a envenimées, car la logique partisane de la compétition électorale a engendré une politisation du rôle présidentiel. Et au binôme complémentaire imaginé à l'origine – un président politiquement neutre et un Premier ministre chef de la majorité parlementaire – s'est alors substitué un duo composé de deux leaders politiques potentiellement rivaux et donc source de conflits. Enfin, la révision de 1962 a paradoxalement alimenté une nouvelle forme d'instabilité ministérielle. En effet, la composition du gouvernement dépend du résultat des élections législatives. Mais, comme son chef est nommé par le président, le gouvernement est aussi dépendant du scrutin présidentiel. Or, jusqu'en 2000, les élections parlementaires et présidentielles n'étaient pas synchronisées à cause de l'écart entre la durée du mandat parlementaire (cinq ans) et celle du mandat présidentiel (sept ans). Du coup, tous les deux ou trois ans, les gouvernements étaient menacés par l'un des deux scrutins, et leur durée s'en trouvait réduite à trois ans en moyenne.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

en effet présidentialisée mais demeure un régime parlementaire, puisque la dissolution existe, que le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale et qu'il collabore à l'élaboration de la loi.

Dissolution : acte par lequel est mis fin de manière prématurée au mandat des députés. La dissolution ne supprime pas l'Assemblée nationale mais entraîne son renouvellement *via* l'organisation d'élections législatives dites « anticipées ».

La révision de 2000, qui aligne la durée du mandat présidentiel sur celle des députés, a résolu ce problème. Du moins, tant que le président n'utilise pas son droit de **dissolution**. Une dissolution de l'Assemblée nationale provoquerait en effet une nouvelle arythmie électorale. La solution du quinquennat a donc aussi pour conséquence de limiter l'usage de ce pouvoir à des circonstances exceptionnelles. Mais, du coup, l'autorité présidentielle s'en trouve plus facilement remise en cause. La fronde parlementaire qu'a connue François Hollande durant son quinquennat en atteste.

On était en droit d'espérer que la grande « modernisation » que le président Sarkozy a voulu offrir aux institutions de la V^e République pour leur cinquantième anniversaire allait régler ces questions. Plus de la moitié des articles ont effectivement été révisés en 2008 dans l'idée affichée de renforcer les pouvoirs du Parlement et ceux des citoyens. Mais quelle occasion ratée ! On s'est bien gardé d'aller au fond des problèmes : la contradiction entre l'irresponsabilité du président et ses pouvoirs propres n'a pas été levée ; le Parlement n'a pas recouvré l'entière maîtrise de son ordre du jour ni son pouvoir de sanctionner le gouvernement, les moyens mis à son service pour évaluer les politiques publiques demeurent très insuffisants. On aurait pu au moins supprimer l'**article 49.3** qui permet au gouvernement d'adopter une loi sans le vote du Parlement. Mais on s'est contenté d'en limiter l'usage. Quant à la nouvelle procédure du référendum d'initiative partagé avec les citoyens, ce n'est pas elle qui enrayera le déclin du Parlement tant les conditions de sa mise en œuvre sont complexes. Il eût été bien plus simple et efficace de prendre exemple sur les voisins européens et d'introduire un référendum d'initiative populaire. Il faut croire qu'au pays des droits de l'homme les citoyens doivent rester des éternels mineurs...

« Dans le quinquennat, avec une majorité parlementaire qui se constitue dans la foulée de l'élection présidentielle, le chef de l'État est en première ligne. Impossible pour lui, comme aux temps du septennat, de se situer au-dessus des affaires courantes pour se cantonner aux arbitrages majeurs. C'est lui qui est élu et non le chef du gouvernement. »

François Hollande,

Les Leçons du pouvoir, 2018

Article 49.3 : cette disposition constitutionnelle permet au Premier ministre de passer en force un projet de loi. Le Premier ministre engage sa responsabilité en posant la question de confiance sur tout ou partie du texte ; si, quarante-huit heures plus tard, aucune motion de censure

n'a été déposée, le texte est alors considéré comme étant adopté.

MAIS QUE FAIT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ?

Que l'on se rassure, les « neuf sages » du Conseil constitutionnel veillent sur nos droits et libertés, entend-on souvent. Mais est-ce si rassurant ? L'histoire de cette institution n'a rien d'une berceuse faite pour nous endormir. C'est plutôt l'histoire de la Belle au bois dormant qui, par un coup de force symbolique, se transforme en inspecteur Harry. Lorsque les Français ont adopté la Constitution du 4 octobre 1958, le Conseil n'était pas du tout « sage », en effet, mais plutôt « endormi ». Il n'était qu'un instrument parmi d'autres de la rationalisation du régime parlementaire, dont les principales missions étaient de contrôler le Parlement et de régler le contentieux des élections législatives. Son rôle était d'autant plus limité que les seules autorités habilitées à le saisir, au début du régime, appartenaient toutes à la majorité.

Tout va cependant changer après le départ du général de Gaulle. En 1971, le Conseil décrète en effet que son rôle est aussi de vérifier si les lois votées au Parlement sont conformes aux droits et libertés énoncés dans deux textes qui n'avaient alors même pas de valeur juridique : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et le préambule de la Constitution de 1946. Un coup de force symbolique qui va bénéficier d'un coup politique trois ans plus tard. En 1974, le président Valéry Giscard d'Estaing cherche le soutien auprès des parlementaires qui, comme lui, ne sont pas membres du parti gaulliste, alors majoritaire à l'Assemblée nationale. Il initie dans cette perspective une révision de la Constitution qui élargit le droit de saisine du Conseil à une minorité de députés ou de sénateurs. Sans surprise, l'opposition se saisit rapidement de ce nouveau droit et en fait son arme principale contre les projets de la majorité.

C'est ainsi que le Conseil est devenu à partir des années 1980 une sorte de Zorro spécialisé dans la justice constitutionnelle. Avec la multiplication des saisines, il a pu développer une jurisprudence qui modère les alternances politiques, protège les droits et libertés fondamentaux des citoyens, ceux des minorités face à la majorité, du Parlement face au gouvernement. Progressivement, il a ainsi bordé la décision politique et encadré l'action publique. Mais cette petite révolution silencieuse n'est pas sans poser quelques problèmes. En effet, que le Conseil surveille les abus de pouvoir du législateur et empêche les atteintes graves aux droits, c'est une chose. Mais, quand il censure une loi qui était une mesure phare du programme sur lequel le président

a été élu, telle la taxation des plus hauts revenus, c'en est une autre. Ne s'oppose-t-il pas ici au peuple, qui est le seul souverain dans une démocratie ? Il y a là en tout cas une contradiction entre deux principes de la démocratie (l'élection et le droit) qui mériterait bien un grand débat national à elle seule.

Les professeurs de droit constitutionnel répondent en général à cette question en expliquant que cette mutation du Conseil constitutionnel garantit l'État de droit et constitue en cela un réel progrès pour la démocratie. C'est certain : les gouvernés sont désormais mieux protégés. Mais on peine à voir où est le progrès démocratique si on entend par là la capacité du peuple à exercer le pouvoir. Comme le rappelle le politiste Bastien François, ce ne sont pas les pouvoirs des citoyens qui sont ici renforcés mais leurs droits². Pire, les citoyens ordinaires sont un peu plus dépossédés de leur capacité à agir, pour la simple et bonne raison qu'il n'est pas donné à tout le monde de connaître et de comprendre la jurisprudence du Conseil.

Ce n'est donc pas plus de démocratie mais un nouvel ordre démocratique qui s'est, en fait, mis en place avec l'instauration de l'État de droit. Cette évolution mérite d'autant plus débat que, comme le dit Jacques Chevallier, ce nouvel ordre démocratique tend à effacer la relation de pouvoir qui existe entre gouvernants et gouvernés : d'une part, elle masque la véritable essence des rapports citoyens/État en les réduisant à des rapports juridiques et non politiques et sociaux ; d'autre part, elle aboutit à la représentation d'un pouvoir désincarné, qui n'est plus celui des hommes mais celui du droit. « Tout se passe comme si le gouvernement des hommes, dans l'État de droit, avait été supplanté par le règne des normes, l'exercice du pouvoir n'apparaissant plus que comme une simple fonction d'exécution subordonnée au droit³. »

AU SOMMET DE L'ÉTAT, DÉFIANCE ET SURVEILLANCE À TOUS LES ÉTAGES

Mis à part le président, indétrônable, le régime de la V^e République confie plus de pouvoir à des experts qu'aux élus, qui sont pourtant redevables devant le peuple. Le Parlement a abandonné son rôle de contre-pouvoir aux « sages » du Conseil constitutionnel, et la politique de la nation s'élabore dans les cabinets ministériels, où les énarques dominent. Certains s'en réjouissent ou s'en consolent en pensant que le pouvoir est aux mains de personnes compétentes, qui ne décident pas

2. Bastien François, « Justice constitutionnelle et démocratie constitutionnelle. Critique du discours constitutionnaliste contemporain », *Droit et Politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1993.

3. Jacques Chevallier, *L'État de droit*, Montchrestien, coll. « Clefs », Paris, 2003.

sous le coup de l'émotion, sous la pression de la rue, des lobbys ou des sondages d'opinion. Le transfert du pouvoir vers les sommets de l'État se justifierait ainsi au nom de sa plus grande efficacité. Mais c'est bien mal connaître les conditions réelles de production de la décision gouvernementale. Outre le fait qu'il n'y a pas de décision rationnelle⁴, les gouvernements de la V^e République ressemblent plus souvent à un attelage de chevaux turbulents qu'à un orchestre jouant harmonieusement la même partition sous la baguette de son chef. On met souvent cela sur le compte de l'ambition ou des querelles de personnes. Mais ces explications psychologiques masquent un problème plus structurel, lié au fonctionnement même du pouvoir exécutif. Car, si dans les faits le président en est devenu le chef, il ne l'est pas en droit et le palais qu'il occupe n'est qu'« une Rolls Royce avec un moteur de deux chevaux⁵ ». Aussi, avant même d'être élus sur un programme politique qu'ils n'ont que cinq années pour mettre en œuvre, les présidents ont-ils tout fait pour mettre la main sur le gouvernement. Dans cette perspective, ils ont d'abord cherché à contrôler leurs Premiers ministres : au lieu de les recruter parmi les leaders de la majorité parlementaire, ils leur ont préféré des seconds couteaux et/ou des fidèles compagnons. La V^e République est ainsi le seul régime parlementaire au monde où la fidélité au président pèse plus que la capacité à diriger la majorité et le gouvernement pour prendre la tête de ce dernier. Or, non seulement cela nuit au bon fonctionnement du travail gouvernemental, mais la paix entre l'Élysée et Matignon n'est pas pour autant garantie. Même les binômes les plus solides – Pompidou/de Gaulle ou plus récemment Sarkozy/Fillon – ont vu leur relation se détériorer avec le temps. Du coup, les présidents ont aussi déployé toute une palette de pratiques pour neutraliser leurs Premiers ministres. Pour qu'ils ne puissent se prévaloir du titre de chef de la majorité parlementaire, ils ont par exemple limité l'usage de la **question de confiance** et, dernièrement, réduit au néant politique la rituelle déclaration de politique générale du Premier ministre, en la devant d'un discours solennel du président devant le **Congrès**. Les présidents cherchent aussi à contrôler par tous les moyens l'action du gouvernement. Dès le début du régime,

4. Graham T. Allison et Philip D. Zelikow, « L'essence de la décision. Le modèle de l'acteur rationnel », *Culture et Conflits*, n° 36, 1999.

5. Charles Debbasch, *L'Élysée dévoilé*, Albin Michel, Paris, 1982, p. 34.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Question de confiance : acte par lequel le Premier ministre engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale. Si la question de confiance est rejetée, elle entraîne la démission du gouvernement.

Congrès : réunion solennelle et exceptionnelle à Versailles des deux chambres qui composent le Parlement et normalement délibèrent séparément.

Charles de Gaulle a ainsi interdit les réunions du gouvernement hors de sa présence et multiplié à l'inverse les conseils restreints à l'Élysée. Lui et ses successeurs ont également rogné les pouvoirs de leur Premier ministre, en particulier celui de nommer les membres du gouvernement. Les Premiers ministres se trouvent par conséquent régulièrement flanqués de ministres qui obéissent plus au président qu'à eux. Aussi, pour se défendre, les Premiers ministres ont à leur tour déployé certaines pratiques pour neutraliser les ministres. Ainsi s'explique par exemple le fait que les gouvernements de la V^e République sont bien plus souvent qu'auparavant composés de portefeuilles à compétences déléguées : ces derniers ont le double avantage d'avoir une autonomie limitée tout en fractionnant le pouvoir du ministère auquel ils sont rattachés. Mais ce fractionnement du pouvoir ministériel n'est pas sans conséquences négatives : outre le fait qu'il multiplie les sources de conflits et contribue à établir un climat parfois délétère au sein du gouvernement, la décision gouvernementale s'en trouve émiettée et la responsabilité politique diluée.

Le « président et le Premier ministre – Mitterrand et Rocard étaient parfois d'accord là-dessus – mettent de temps en temps une grande perversité à faire cohabiter ministres et sous-ministres qui ne peuvent pas s'entendre. [...] Exemple caricatural : on avait flanqué Lionel Jospin, avec qui les relations étaient plutôt tendues au début, de notre ami Robert Chapuis. Georges Sarre était constamment "sur le dos" de Michel Delebarre, qui éructait. Et que dire du ministère des Affaires sociales, où Claude Évin, chargé d'un énorme secteur, devait animer un drôle d'équipage constitué d'Hélène Dorlhac, Michel Gilibert, Théo Braun ? Dans toutes les "paires", je me heurtais à des frictions fortes ou légères. Henri Nallet m'avait d'ailleurs gentiment alerté : instruit par son passage à l'Agriculture, où il avait eu quelques ennuis avec René Souchon, il ne voulait plus de secrétaire d'État ».

Jean-Paul Huchon, *Jours tranquilles à Matignon*, 1993

MORALE DE L'HISTOIRE

La V^e République marche sur la tête : le président gouverne à la place du Premier ministre, le Conseil constitutionnel contrôle et censure les projets du gouvernement à la place des parlementaires, ces derniers désertent du coup l'hémicycle et s'occupent en circonscription de leurs électeurs et de leur réélection. Tour cela ne serait pas si grave si, dans ce régime

parallèle au droit, ceux qui exercent le pouvoir devaient rendre des comptes aux citoyens et étaient révocables. Mais il n'en est rien. Il n'y a donc aucune morale à cette histoire.

À LIRE

Guy Carcassonne et Marc Guillaume, *La Constitution commentée*, Le Seuil, Paris, 2017

Jacques Chevallier, *L'État de droit*, Montchrestien, coll. « Clefs », Paris, 2003

Bastien François, *Le Régime politique de la V^e République*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1999

Jean Massot, *L'Arbitre et le capitaine. La responsabilité présidentielle*, Flammarion, coll. « Champs », Paris, 1981

À VOIR

Xavier Durringer, *La Conquête*, 2011

Jean-Pierre Mocky, *Une nuit à l'Assemblée nationale*, 1988

Pierre Schoeller, *L'Exercice de l'État*, 2011

Bertrand Tavernier, *Quai d'Orsay*, 2013

CHANGER LE MONDE PAR DES POLITIQUES PUBLIQUES ?

Lorenzo Barrault-Stella et Pierre-Edouard Weill
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 347 à 357

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-347.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CHANGER LE MONDE PAR DES POLITIQUES PUBLIQUES ?

par **LORENZO BARRAULT-STELLA** (sociologue, CNRS)
et **PIERRE-ÉDOUARD WEILL** (sociologue, université
de Bretagne-Occidentale)

Remerciements à **Juliette Thonma-Hubert** et **Nicolas Vanhaert-Couturier**
(professeurs de sciences économiques et sociales)

« La croissance, j'irai la chercher avec les dents. »
Nicolas Sarkozy, mars 2007

Réchauffement climatique, « terrorisme », « crise » des réfugiés, hausse du chômage, mal-logement, ségrégation urbaine, inégalités face à l'école, etc. La diversité des phénomènes sur lesquels les professionnels de la politique prétendent pouvoir agir est infinie. Mais les politiques publiques changent-elles si facilement le monde ? Certaines produisent les effets escomptés (par exemple, la réduction du temps de travail). Ce n'est pas le cas le plus souvent. Les écarts entre les objectifs affichés et les transformations effectives résultent, parfois, d'un déficit de mise en œuvre et de moyens sur le terrain. Mais ces écarts peuvent aussi avoir été anticipés, voire espérés, par les dirigeants politiques eux-mêmes. Restituer les possibilités de transformation du monde par les politiques publiques nécessite donc de saisir : 1. la complexité de leur élaboration ; 2. la diversité de leurs mises en œuvre locales ; 3. les attitudes des groupes sociaux qui y sont confrontés.

L'IMPULSION POLITIQUE DE L'ACTION PUBLIQUE PEUT N'ÊTRE QU'AFFICHAGE

C'est dans le décor feutré des salles de réunion ou des couloirs des institutions internationales, des ministères ou des assemblées parlementaires que sont élaborées, en grande part, les politiques publiques les plus légitimes (traités, lois, politiques publiques nationales).

Mais analyser l'impulsion de l'**action publique** au plus haut niveau suppose de renoncer aux mythes bien ancrés d'un volontarisme politique tout-puissant et de l'application systématique des décisions annoncées.

Un retour sur les discours de la campagne présidentielle de 2007 montre, par exemple, comment l'annonce de **réformes** suit des contraintes spécifiques, alors que leur réalisation obéit à de tout autres obligations.

Le 31 décembre 2006, le président de la République Jacques Chirac annonce ainsi qu'il souhaite « mettre en place un véritable droit au logement opposable ». Il officialise alors la mise sur agenda d'une revendication portée, depuis le début des années 2000, par les principales associations d'insertion et de « droit au logement ». Cependant, aucun programme d'action spécifique n'est précisé pour « faire du droit au logement une réalité », ni même envisagé par le gouvernement. Jacques Chirac enjolive de la sorte son bilan par une initiative en faveur de l'accès à un droit fondamental mais, *de facto*, il en reporte la responsabilité sur son successeur. L'hypothèse de sa nouvelle candidature était déjà très affaiblie.

La loi DALO (droit au logement opposable) n'aura dès lors, au final, qu'une portée limitée. Une fois Nicolas Sarkozy élu président de la République en 2007, les décrets d'application de la loi, rédigés au sein du cabinet de Christine Boutin, ministre du Logement et de la Ville, se révéleront restrictifs. Ils limiteront son champ d'application doublement : en établissant, d'une part, des critères de définition des situations « prioritaires et urgentes » très « bornés » ; et, d'autre part, par la mise en place de commissions départementales permettant de filtrer les recours à la justice administrative. En outre, sera très encadré, et faible, le montant des condamnations de l'État, en cas d'absence de relogement des ménages en situation désignée prioritaire. La ministre du Logement du premier gouvernement de Nicolas Sarkozy s'était pourtant mise en avant, au sein de son camp, par son engagement en faveur des sans-abri. Mais elle est restée une ministre de second rang dans le gouvernement Fillon, dotée d'un portefeuille sans grands

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Action publique : l'ensemble des relations, des pratiques et des représentations qui concourent à la production politiquement légitimée de modes de régulation des rapports sociaux.

Réforme : changement de caractère profond apporté à une institution ou aux formes de régulation dans un domaine, dans le but affiché d'améliorer son fonctionnement. La mise en scène d'une réforme est partie prenante du travail routinier de légitimation politique.

moyens. Tandis que les lobbies des propriétaires immobiliers jouissaient, eux, d'un poids considérable et d'une influence puissante auprès des parlementaires « sarkozystes ».

Dans le même sens, les concurrences préprésidentielles entre les candidats potentiels de la droite républicaine (l'héritier chiraquien Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy) ont poussé le futur vainqueur à proclamer la « suppression » radicale de la carte scolaire¹, mise en place dans les années 1960. C'était là une façon nette d'exhiber sa « franche rupture » avec les solutions préconisées par son prédécesseur et par le Premier ministre de Villepin : lesquels avaient conservé la carte scolaire, en laissant les autorités locales procéder à des ajustements par dérogations. Nicolas Sarkozy savait aussi qu'une telle promesse ne coûtait à première vue pas grand-chose économiquement et qu'elle était populaire, selon les sondages d'opinion et parmi son électorat. Néanmoins, dans les faits, une fois élu, seul un encouragement officiel à accorder des dérogations fut effectué en 2007. Et, à l'issue du quinquennat, la carte scolaire n'avait toujours pas été supprimée car, faute d'outil alternatif, elle constitue un instrument de gestion indispensable à l'administration scolaire et aux collectivités territoriales. Et puis, aucun gouvernement ne « bouge » facilement l'administration scolaire, ainsi que les collectivités territoriales, qui fonctionnent selon des routines propres.

Ces promesses de campagne sur le logement ou l'éducation, suivies de programmes d'action publique plus ou moins aboutis, illustrent bien à quel point les dirigeants politiques doivent sans cesse montrer qu'ils agissent ou agiront : mais il y a loin entre l'annonce de telle politique publique et sa mise en œuvre, et encore plus loin entre son annonce et ses effets réels.

De toute façon, que ces discours se concrétisent ou non sous une forme légale ou réglementaire, ils font l'objet de retraductions, à différents échelons inférieurs de l'administration.

De toute façon, que ces discours se concrétisent ou non sous une forme légale ou réglementaire, ils font l'objet de retraductions, à différents échelons inférieurs de l'administration.

COMPOSITION DES CABINETS MINISTÉRIELS ET CONDUITE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Nous sommes le 27 octobre 2012, après une nouvelle manifestation contre les logements chers. Ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, Cécile Duflot reçoit les associations qui, depuis des

1. La carte scolaire désigne un système d'affectation des élèves dans une école, un collège ou un lycée publics situés dans un secteur géographique où ces élèves sont domiciliés.

années, réclament un moratoire sur les expulsions et la réquisition des logements vacants au profit des sans-abri. À la sortie, sur le perron du ministère, elle annonce : « Je ferai appel à l'ensemble des moyens disponibles, la réquisition fait partie de cette panoplie. » Ces annonces en faveur des sans-abri et mal-logés ont fait grand bruit. Elles ont suscité certains espoirs chez les militants associatifs, avec lesquels la ministre affichait publiquement sa proximité.

Cinq ans plus tard, aucun résultat significatif. Sur la période, les services d'hébergement, en grande partie délégués à des associations, restent largement sous-financés en regard des besoins sociaux qui augmentent, voire ils ont subi plusieurs plans d'« économie », notamment les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), qui travaillent sur l'accompagnement et l'insertion des personnes, sur plusieurs années.

En 2016, la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (FNARS) s'est d'ailleurs indignée qu'une majorité des SDF appelant le 115 ne reçoivent aucune proposition d'hébergement. Cette même année, plus de 90 000 personnes occupaient durablement un « logement » qui n'en est pas un : une tente, un mobile-home, une cabane, etc. Les habitations de fortune se sont multipliées sous les autoroutes, dans les terrains vagues ou les friches industrielles : 582 bidonvilles regroupaient, en 2016, 18 000 habitants, dont plus de 4 000 mineurs, sans eau potable ni toilettes².

Il serait simpliste d'imaginer que, annonçant des réquisitions de logements vacants, Cécile Duflot anticipait leur impossibilité. L'incapacité du ministère à les imposer dans les arbitrages interministériels, l'inaptitude à résister aux intérêts coalisés des bailleurs privés tiennent pour une large part au recrutement du cabinet de Cécile Duflot³ : un premier cercle de conseillers distants socialement des personnes sans abri, et éloignés du traitement de leurs problèmes durant toute leur carrière. L'aveuglement ou, du moins, le refus de prioriser certaines urgences sociales procèdent, la plupart du temps, de la trajectoire des individus qui conduisent l'action publique et ses réformes.

Le premier directeur de cabinet de Cécile Duflot est fils d'une magistrate et d'un conseiller à la Cour des comptes. Haut fonctionnaire à Bercy, il rejoint le ministère du Logement après un de ces cursus mixtes typiques des nouvelles élites administratives (ESSEC, Sciences Po, ENA). Son successeur, auparavant directeur adjoint, avait suivi le même parcours, mêlant écoles de commerce et écoles du pouvoir d'État : École supérieure de commerce de Paris (ESCP), puis Sciences Po et l'ENA. Conseiller d'État de 2004 à 2007, il était,

2. Fondation Abbé-Pierre, *L'État du mal-logement en France. 21^e rapport annuel*, 2016, p. 139-140.

3. Nous reprenons ici l'analyse de Willy Pelletier, « Un cabinet hors-sol et l'abandon des sans-logis », in Hélène d'Arnicelli, Pierre Khalfa et Willy Pelletier (dir.), *Un président ne devrait pas faire ça !*, Syllepse, Paris, 2016.

en parallèle, directeur du Centre de prospective de la gendarmerie nationale, avant de devenir, sous Nicolas Sarkozy, conseiller juridique au secrétariat général du gouvernement. Le codirecteur adjoint du cabinet de Cécile Duflot occupait déjà une fonction similaire auprès de cette dernière à la région Île-de-France, après avoir officié en tant que conseiller ministériel de Dominique Voynet, puis d'Yves Cochet, à l'Aménagement du territoire et à l'Environnement. Quant à la cheffe de cabinet de la ministre, elle a fait toute sa carrière dans le corps préfectoral. Un autre conseiller important, celui chargé du « Grand Paris », a été chef de cabinet de Laurent Fabius, ministre de l'Industrie en 1983. Il a, ensuite, effectué un long passage dans le privé, avant de revenir aux affaires publiques, et dirigé en 2007-2008 les opérations des sociétés possédées par le fondateur d'Endemol France. Personne dans ce cabinet, fort représentatif des élites administratives françaises, ne vient du milieu associatif ou syndical. Difficile de se battre pour les sans-abri et les mal-logés avec une équipe si éloignée de leurs urgences quotidiennes. Et les membres de ce cabinet n'avaient individuellement ou collectivement aucune capacité d'influence administrative ou politique par rapport aux « grands ministères ».

L'épisode Duflot refermé, le ministère a été confié à Sylvia Pinel, auparavant secrétaire d'État au Commerce et à l'Artisanat, proche des entreprises et peu familière des questions de logement : bref, la secrétaire d'État chargée du petit patronat. Tout était dit. Nommée à l'avant-dernier rang protocolaire, la ministre n'a pas véritablement gouverné le logement, alors directement pris en charge à Matignon, par l'ancienne directrice du Logement et de l'Habitat à la Ville de Paris, « reconnue » et « appréciée » dans le « monde de l'immobilier » (elle intégrera en 2017 le conseil d'administration de la fondation de la société immobilière Nexity).

LES INTERPRÉTATIONS LOCALISÉES DES RÉFORMES

Pour comprendre dans quelle mesure les politiques publiques peuvent agir sur le monde, il faut aussi s'intéresser à leurs interprétations localisées. Et repérer quelles catégories d'agents publics les traduisent localement, plutôt qu'ils ne les « appliquent ».

En France, les réformes de l'État, entamées au début des années 2000, ont renforcé la distinction entre fonctions de pilotage et fonctions

d'exécution, conformément aux principes du nouveau management public. Ces réformes ont ouvert de nouvelles opportunités d'action aux hauts cadres de l'administration déconcentrée, du préfet à l'inspecteur d'académie. Ceux-ci sont supposés appliquer des objectifs généraux et abstraits, énoncés à un niveau supérieur, en les déclinant en prescriptions locales et règles pratiques. Mais ils ont aussi leurs « intérêts » propres. Leurs « applications » des politiques publiques consistent donc en des transactions entre les injonctions des « autorités supérieures » et ce qu'ils peuvent et doivent faire à « leur niveau », à « leur étage de jeu » : pour ne pas s'aliéner leurs subordonnés propres ou ne pas se discréditer à leurs yeux, par exemple ; ou bien encore pour ne pas chambouler le monde des hauts représentants patronaux, associatifs ou élus, avec qui ils composent en permanence.

Il en va de même pour les cadres supérieurs des collectivités locales, dont la décentralisation a renforcé les prérogatives. Dans les régions, les départements ou les villes, ils appuient les élus dans la définition des priorités locales. En même temps qu'ils encadrent l'action des agents de leurs services, qui gèrent les publics ciblés par les politiques nationales. Ils doivent ainsi composer triplement : d'une part, avec les enjeux des élus dont ils dépendent ; d'autre part, avec les enjeux des services qu'ils ne peuvent diriger qu'à condition de les préserver un minimum ; et, par ailleurs, avec les spécificités sociales des « publics » affrontés, lesquels sont localement différents (alors que les directives nationales sont généralement indifférentes à ces disparités localisées).

Enfin, au sein des établissements publics, des cadres intermédiaires jouent aussi un rôle crucial dans l'introduction de réformes managériales. Par exemple, dans les établissements publics de santé, les réformes prennent corps à travers la collaboration de cadres hospitaliers, épaulés par des consultants privés, avec des médecins et d'autres personnels soignants, confrontés aux malades. Là encore, beaucoup d'intérêts entremêlés obligent à des transactions. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que les professionnels de santé ont souvent (et heureusement) freiné des changements inadaptés, tels que la tarification à l'activité dans les services publics hospitaliers, qui relègue au second plan les intérêts des malades. Les encadrements administratifs doivent « faire avec ».

Pour ces catégories différentes de cadres de l'action locale, l'interprétation locale des réformes « venues d'en haut » ne va donc jamais sans conflits ou résistances larvées, ou ralentissements ou « transactions ». À plus forte raison, quand les enjeux des politiques concernées heurtent localement des positions acquises, ou des routines de

fonctionnement, ou des clientèles locales. Et surtout lorsque, comme c'est fréquemment le cas, les moyens humains et financiers sont limités pour « appliquer localement » les réformes.

Le cas de la réforme de la carte scolaire illustre bien ces difficultés d'interprétation localisée des réformes, en l'absence des moyens nécessaires à leur concrétisation. À la suite des annonces de réforme du ministère en 2007, les services des inspections académiques se sont vus dans l'incapacité matérielle d'accorder des dérogations scolaires à l'ensemble des familles les sollicitant. En attestent l'augmentation des demandes en 2008 et le déclin rapide de leur taux de satisfaction les années suivantes, du fait des capacités d'accueil limitées des établissements les plus demandés. Si bien que les conseils généraux ont poursuivi l'application de la carte scolaire après 2007 et continuent aujourd'hui.

Dans tous les cas, les différents cadres de l'action publique bénéficient d'une certaine autonomie pour définir les solutions opérationnelles, en réponse aux objectifs réformateurs énoncés au niveau supérieur.

L'AUTONOMIE DES MISES EN ŒUVRE SUR LE TERRAIN

Un troisième niveau d'analyse concerne le travail « sur le terrain » des agents publics « en première ligne » et au contact des usagers des services publics.

Les agents publics, directement chargés d'appliquer les réformes « venues d'en haut », disposent dans leur activité quotidienne de marges de manœuvre, plus ou moins visibles, mais tout de même importantes. Ils peuvent, dans certains cas, neutraliser, détourner ou même occulter une « réforme » ou une politique publique, surtout lorsque celle-ci est floue ou peu cadrée.

Aux guichets des services publics, par exemple, les arrangements avec les règles et les adaptations aux situations singulières des usagers ne cessent pas.

Dans le cas de l'immigration, selon qu'il s'agit d'agents de sexe masculin ou féminin, ou bien d'anciens ou de jeunes agents préfectoraux, les dossiers des demandeurs étrangers sont traités avec plus ou moins de souplesse. Les agents se montrent inégalement accueillants et bienveillants⁴. Leurs degrés d'identification aux demandeurs étrangers, ou leur distance vis-à-vis d'eux, leurs rapports à leurs propres carrières ou aux chaînes

4. Voir par exemple l'enquête de : Alexis Spire, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Raisons d'Agir, Paris, 2008.

hiérarchiques, et même les préférences personnelles (voire politiques) des agents font une grande différence dans les façons d'envisager les situations et les requêtes des demandeurs d'asile, notamment. Selon « celui ou celle qui reçoit » la personne immigrée, selon la « relation » entre elle et l'agent, la décision finale pourra être très différente, jusqu'à des résultats contradictoires ou injustes s'agissant de dossiers proches.

C'est aussi ce qui se passe dans les caisses d'allocations familiales (CAF) où les guichetiers disposent d'un important pouvoir d'adaptation aux situations individuelles : le contrôle des bénéficiaires de minima sociaux est inégalement drastique, selon qui sont les contrôleurs et selon leurs relations, plus ou moins heureuses ou défiantes, avec les publics de la CAF, selon qu'ils sont d'origine étrangère, en couple ou non, etc.

Les agents publics « de première ligne » vis-à-vis des usagers des services publics gardent toujours une certaine part d'autonomie sur le terrain, et ajustent ainsi ou même déforment les objectifs des politiques publiques énoncées d'« en haut ».

Une interaction avec un policier censé appliquer les mêmes règles juridiques à toutes et tous peut donner lieu à une verbalisation ou non, selon « qui est le policier », « quel est son parcours » et « comment il se représente la personne qu'il contrôle ». De même, pour des faits similaires (par exemple, la détention de stupéfiants), certains juges ont la main lourde, tandis que d'autres ferment les yeux. Les trajectoires sociales des magistrats, comme leurs orientations politiques et syndicales les conduisent à se montrer variablement punitifs face à des faits équivalents. L'alourdissement des peines pour les individus reconnus coupables de viol n'est, par exemple, pas sans lien avec la féminisation de la magistrature.

Idem pour les fonctionnaires chargés d'attribuer des dérogations à la carte scolaire. En fonction de « qui sont ces fonctionnaires », ils peuvent considérer que ces dérogations sont contraires à la mixité sociale et se montrer parcimonieux dans leur attribution, ou encore valoriser les demandes de certaines familles considérées comme « méritantes », hors de tout critère juridique. Dans certains cas, ce sont la morale familiale et le conformisme scolaire qui sont valorisés par les agents publics, suivant leurs critères propres d'évaluation, au moment d'estimer le « mérite » qui justifie ou non l'octroi d'une dérogation.

Ainsi, l'autonomie des agents publics de terrain, en contact avec les usagers, freine (heureusement ou malheureusement) ou accélère la mise en œuvre réelle des politiques publiques « décidées au sommet ».

Cette autonomie s'avère encore renforcée lorsque la mise en œuvre de ces politiques est confiée à des organismes privés. Ce qui est de plus

en plus le cas. Car la compression des budgets publics, la réduction des effectifs et du périmètre d'action des administrations publiques s'accompagnent d'une tendance à externaliser vers des opérateurs privés des fonctions d'accueil des usagers ou de traitement de leurs dossiers, jusque-là exercées par des agents publics. D'inspiration néolibérale, cette délégation de services publics est massive dans les domaines de l'accès au logement et pour l'hébergement des personnes défavorisées, ou bien encore en matière d'assistance aux demandeurs d'asile. Cela vaut aussi pour l'accompagnement vers le retour à l'emploi : des entreprises privées sont mobilisées pour le suivi et le placement des chômeurs. Avec quels contrôles effectifs ? Le cabinet C3, leader du secteur, a été convaincu de nombreuses fraudes en 2013 : il produisait de faux contrats de travail, lesquels lui permettaient de facturer à l'État de prétendues *sorties positives* vers l'emploi, pour les bénéficiaires du plan Espoir Banlieues en Seine-Saint-Denis.

Certes, cette délégation ne s'applique pas encore officiellement en France à des personnes privées, qui ne représentent officiellement qu'elles-mêmes, comme c'est par exemple le cas dans certains quartiers populaires en Argentine, où des prestations sociales sont distribuées *mano a mano*, en tenant à distance les critères juridiques édictés par l'État, au profit de pratiques clientélares. Mais, quoique moindre, la dérive clientélaire est à craindre, lorsque les intérêts privés d'organismes privés sont à l'œuvre, là où, hier, les services publics avaient un monopole de gestion des prestations rendues à des usagers (lesquels n'étaient pas appréhendés comme des « clients »).

LES RÉSISTANCES ET CONTOURNEMENTS DES « PUBLICS »

Enfin, on n'oubliera pas que la capacité des politiques publiques à produire des changements dépend pour une large part des réactions des groupes sociaux que l'action publique prétend réguler.

Par exemple, l'inflation des règles communautaires autour de la « libre concurrence » en Europe empêche-t-elle toujours les situations d'oligopole ou d'entente autour des prix ? Les marchés de la téléphonie mobile ou encore de la vente de vitamines l'illustrent : à chaque fois, la maximisation du profit recherchée par les grandes entreprises les conduit à s'accorder pour aménager,

La capacité des politiques publiques à produire des changements dépend pour une large part des réactions des groupes sociaux que l'action publique prétend réguler.

entre elles, les règles de la concurrence édictées par les autorités publiques...

De même, la multiplication des dispositifs de contrôle face à la fraude fiscale permet-elle de réduire les sous-déclarations et divers petits arrangements avec l'impôt dans les classes supérieures ? Dans ces milieux, la sous-estimation des actifs comme le recours à diverses niches fiscales constituent des procédés ordinaires pour dissimuler des revenus ou du patrimoine.

En réalité, la capacité à contourner l'action publique, qui résulte de décisions politiques, s'avère, sur le terrain, très inégale selon les groupes sociaux et les contextes. Les individus visés par une politique publique sont, plus ou moins, selon leurs capitaux et notamment leur capital de relations, en mesure d'y résister, ou encore de faire mine de s'y conformer en neutralisant ses contraintes.

Pour reprendre l'exemple de la carte scolaire, les objectifs de « mixité sociale » et de lutte contre les ghettos qui lui sont associés n'ont jamais empêché les familles les plus favorisées de les contourner – par le jeu des options scolaires, ou avec la déclaration de fausses adresses, car leurs réseaux familiaux ou relationnels le permettent. Dans certains quartiers socialement mixtes, des parents issus des classes moyennes supérieures investissent les associations de parents d'élèves notamment pour obtenir l'ouverture de sections protégées (par exemple, des sections internationales ou artistiques) et pour re-hiérarchiser ainsi les établissements scolaires, ce qui « protège » leurs enfants des promiscuités jugées indésirables.

La gamme des adaptations ou des résistances actives aux contraintes de l'action publique est, on le voit, des plus variée. Ce qui souvent accentue les inégalités sociales, genrées ou ethnoraciales. Mais, dans nombre de cas, les comportements des « publics » visés par les politiques publiques sont aussi déterminants, sinon plus, que les réformes officiellement annoncées.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les politiques publiques changent-elles facilement le monde ? On peut légitimement en douter, même si tous les cas diffèrent. Certes, les professionnels de la politique mettent régulièrement en avant leur capacité à intervenir sur les « problèmes » économiques et sociaux, « pour les régler ». Ils exhibent sans cesse leur capacité à produire du changement. Mais c'est avant tout pour entretenir la croyance

dans leur puissance d’agir, conformément à la théorie démocratique officielle.

À LIRE

Lorenzo Barrault-Stella, *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Dalloz, Paris, 2013

Nicolas Belorgey, *L'Hôpital sous pression. Enquête sur le « nouveau management public »*, La Découverte, coll. « Textes à l'appui / Enquêtes de terrain », Paris, 2011

Vincent Dubois, « L'action publique », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.), *Nouveau Manuel de science politique*, La Découverte, coll. « Grands Repères Manuels », Paris, 2009, p. 311-325

Patrick Hassenteufel, *Sociologie politique : l'action publique*, Armand Colin, Paris, 2010

Pierre-Édouard Weill, *Sans toit ni loi ? Genèse et conditions de mise en œuvre de la loi DALO*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2017

UNE DÉMOCRATIE « LOCALE » EN FRANCE AUJOURD'HUI, VRAIMENT ?

Michel Koebel

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 358 à 369

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-358.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UNE DÉMOCRATIE « LOCALE » EN FRANCE AUJOURD'HUI, VRAIMENT ?

par MICHEL KOEBEL (sociologue, université de Strasbourg)

Remerciements à Nicolas Vanhaert-Couturier

(professeur de sciences économiques et sociales)

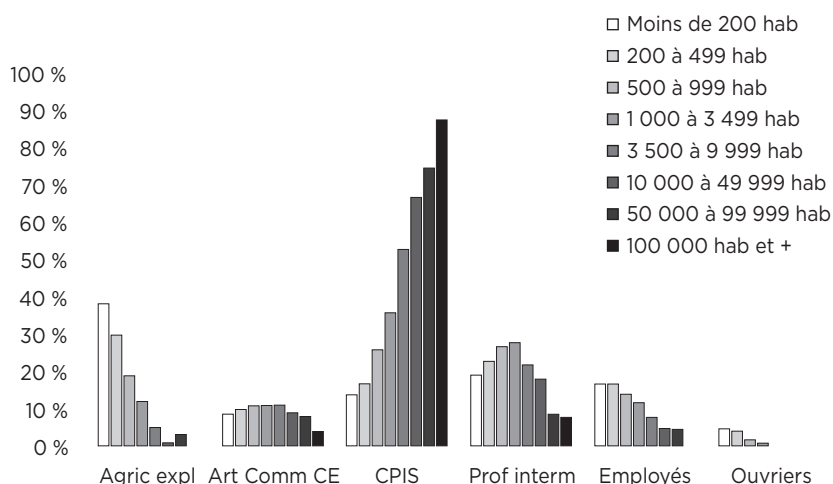
« Un tel débat n'est pas seulement affaire de représentants institutionnels ; il doit se dérouler aussi partout sur le terrain, et il est des interlocuteurs naturels des citoyens, qui doivent en recevoir les demandes et s'en faire les relais : ce sont les maires ; ils portent la République sur le terrain. C'est pourquoi je rencontrerai moi-même les maires de France, région par région, pour bâtir le socle de notre nouveau contrat pour la nation. »
Discours d'Emmanuel Macron face aux Gilets jaunes,
10 décembre 2018

La confiance des représentés vis-à-vis de leurs représentants, régulièrement mesurée par des sondages que scrutent attentivement les élus, a tendance à baisser, à mesure que monte l'abstention aux diverses élections. Dans ce climat général de suspicion, le maire – même s'il perd un peu en popularité – semble encore rester l' élu le plus apprécié des Français. Il est souvent considéré comme le pilier de la démocratie, le plus proche des citoyens et de leurs préoccupations. Mais cette proximité est-elle aussi réelle qu'on le prétend ? La proximité sociale peut-elle découler d'une proximité géographique ? Les élus sont-ils représentatifs de la population ? Les conseils municipaux ou communautaires sont-ils réellement des lieux de débat démocratique ? Les maires sont-ils prêts à partager leur pouvoir ? Qui décide de quoi au niveau local ?

LES ÉLUS LOCAUX SONT-ILS REPRÉSENTATIFS DE LA POPULATION ?

La plupart de nos gouvernants, au niveau national comme au niveau local, sont élus dans un système de **démocratie représentative**. Or le terme de **représentativité** révèle une ambiguïté sur laquelle jouent les élus : ils considèrent que leur qualité d' élu suffit à légitimer le fait qu'ils *représentent* le peuple. Mais les idées qu'ils défendent vont-elles dans le sens des intérêts de toutes les catégories de la population qu'ils sont censés représenter ? Et sont-ils *représentatifs* de sa diversité ?

**Catégories socioprofessionnelles des maires
selon la taille de la commune (France, mandature 2014-2020)**



Source : RNE 2015

Démocratie représentative : le pouvoir politique est délégué à une partie de la population. Généralement, les représentants sont élus démocratiquement.

Représentativité : dans le cadre de la démocratie représentative,

c'est la comparaison entre certaines caractéristiques d'un groupe d'élus et celles de la population qu'il est censé représenter.

L'analyse des catégories socioprofessionnelles des maires, et des élus en général, montre clairement que *les positions de pouvoir local en France sont dominées par les cadres et professions intellectuelles supérieures, dites CPIS* (avocats, médecins, ingénieurs, professeurs...), *et ce d'autant plus que la taille de la commune augmente*. Plus une commune est grande, plus le pouvoir de celui qui dirige son conseil municipal est important, et plus il est proche des classes supérieures. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, seuls 11 % des maires sont employés ou ouvriers, alors que ces deux catégories représentent plus de la moitié de la population active.

Les élus locaux ne sont pas représentatifs de la population qu'ils sont censés représenter.

Les élus locaux, et particulièrement ceux qui détiennent le plus de pouvoir, ne sont pas représentatifs de la population qu'ils sont censés représenter. La question est alors de savoir s'ils la représentent.

Cet aspect est plus complexe. Pour les élus locaux aussi, leurs manières de voir le monde et ses urgences dépendent de leurs milieux sociaux d'origine, de leurs conditions matérielles d'existence, des relations qu'ils entretiennent avec des personnes socialement proches d'eux, ou par exemple des familles et des scolarités qui les ont fabriqués. En grande majorité, les détenteurs du pouvoir local vivent dans des conditions matérielles et intellectuelles aisées. Leurs pensées, leurs idées et les projets qu'ils peuvent être amenés à défendre dans le cadre de leur mandat électif sont donc influencés par leur situation. Et ils auront du mal à simplement percevoir et *a fortiori* prendre en compte les situations, pourtant majoritaires, des personnes dont les conditions d'existence sont éloignées des leurs. Il faudrait pour cela un énorme travail sur soi – pour déjà reconnaître cette influence et ensuite entamer la nécessaire prise de distance –, ce pour quoi ils n'ont généralement pas le temps.

« Cela fait plusieurs mois que je travaille pour préparer une tournée de la maire dans les quartiers pauvres de la ville. À identifier qui elle pourrait voir avant ou après sa réunion publique. En quatre ans, elle n'a jamais fait ça. On ne s'est finalement jamais intéressé à ces gens en quatre ans.

La nuit est vite tombée, l'air est glacial en ce mois de décembre. Cette réunion de quartier s'annonce l'une des plus tendues, c'est dans un quartier, Croix-Rouge, qui a beaucoup changé suite aux travaux de rénovation urbaine. Mais, derrière les façades remises à neuf, colorées, bariolées, la vie des gens est, elle, restée la même, fauchée, bloquée, éreintée. L'intérieur des appartements n'a bougé en rien.

19 h 15, M^{me} A. n'est toujours pas là. Elle est en retard, comme toujours à ses réunions. Une vingtaine de personnes attendent, dont

presque la moitié ont été ramenées de la section du PS. Des gens essentiellement âgés, les hommes, militants PS, sont en costume, "mis sur leur trente-et-un", et côtoient des gens du quartier, vêtus de survêtements, hommes comme femmes, des femmes dont les cheveux mal colorés n'ont visiblement pas été lavés récemment. Ils sont descendus de leurs appartements quelques minutes pour faire entendre les difficultés emmêlées qui concrètement bousillent leurs vies : la réparation de l'ascenseur, comment faire dans des appartements dont les canalisations posent encore problème cette année, avec les déjections qui remontent, abîment tout, le chauffage pas assez élevé dans d'autres appartements, des fissures dans les murs, des fuites d'eau... Dans certains appartements, il fait à peine 15 degrés l'hiver, en chauffant à plein régime, avec les factures qui vont avec, les impayés...

M^{me} A. arrive enfin, son chauffeur vient de la déposer juste devant la salle où se tient la réunion. Elle entre, c'est une figure de mode, sortie d'*ELLE* ou de *Vogue*, qui apparaît : grande femme, silhouette élancée, manucurée, dans son ensemble pantalon dernier cri, les cheveux fraîchement brushés par le capilliculteur (comme il se nommait) branché de la ville, boucles dorées élégantes, chaussures fines, talons hauts. Mais c'est immédiatement son manteau qui attire l'attention, la mienne et celles des gens assis : un manteau beige très classe, dont on voit de suite qu'il est de grande marque, au col débordant de fourrure chic. M^{me} A. est venue à cette réunion publique comme elle est d'ordinaire. On se dépêche de lui retirer son manteau... Elle serre quelques mains, déplie mes notes et se met à les lire à voix haute. Soudain, une toux la prend. C'est l'effervescence parmi les militants et gens du cabinet qui l'accompagnent : « Ciel, elle tousse ! », bousculade, affolement du cabinet, c'est à celui ou celle qui trouvera le premier le verre d'eau salvateur – celle ou celui qui la sauvera.

Sauvée, M^{me} A. peut reprendre. Elle n'a aucune réponse précise à apporter aux questions, ces questions d'appartements pauvres, elle n'en a jamais entendu parler. Elle n'en a jamais vu un seul. Elle dit juste avoir écrit au bailleur social pour lui demander de procéder aux réparations... Les gens du quartier la regardent, dépités, ébahis, interdits.

Je ne suis pas certaine qu'ils aient compris ce qu'elle a lu. Je suis certaine qu'elle n'a pas perçu qu'ils ne la comprenaient pas. Elle ne restera que quelques minutes après la réunion, s'en ira vite, le chauffeur l'attend, elle doit filer à Paris. M^{me} A. n'aura rien vu du quartier, n'aura rien vu de la vie de ces gens, n'en aura au final rencontré aucun, n'aura rien saisi de ce qu'ils vivent, ne le concevant même pas. »

Hélène D'Arnicelli, « Comment je suis sortie du Parti socialiste »,
in Daniel Gaxil et Willy Pelletier, *Que faire des partis politiques*,
Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018

Cette absence de représentativité est également marquée quand on regarde les critères de l'âge et du sexe. Seule la question du sexe a fait l'objet de réformes à travers la loi sur la parité de 2000. Mais, d'une part, cette loi ne s'applique qu'aux candidats (obligation d'alternance entre hommes et femmes), et non aux élus, et, d'autre part, on s'aperçoit que les hommes trouvent le moyen de contourner l'esprit de la loi en conservant les postes les plus haut placés dans les hiérarchies du pouvoir.

Les hommes trouvent le moyen de contourner la parité.

LE DÉBAT EXISTE-T-IL VRAIMENT DANS LES INSTANCES REPRÉSENTATIVES DU POUVOIR LOCAL ?

« Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie ! »

C'est souvent ce que l'on entend dans la bouche du maire, du président du conseil régional, départemental ou communautaire lorsque ceux-ci animent les séances des conseils qu'ils dirigent en tant que chefs de l'**exécutif local**. Le fait de ne même plus demander qui est « pour » – un projet, une résolution, un arrêté... – est symptomatique de la relative absence de débat démocratique local.

Pourtant, le débat n'est pas totalement absent. Même si la plupart des décisions concernent des aspects formels, « administratifs », elles sont ainsi vite expédiées. Quand elles présentent des éléments plus politiques et/ou polémiques, elles sont soumises à un débat plus nourri au sein du conseil. C'est alors que s'élèvent les voix de l'opposition, pendant que celles de la majorité se taisent, jusqu'au vote qui conclut le débat.

Ce débat est-il vraiment ouvert, démocratique ?

Pour répondre, il faut analyser la structure et la hiérarchie internes aux divers conseils (municipal, communautaire, départemental ou régional), lesquels sont en partie le produit du système électoral en vigueur.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Exécutif local : c'est la partie du conseil (municipal, communautaire, départemental ou régional) à qui celui-ci délègue une partie de son pouvoir : le maire, les adjoints et les conseillers délégués, ou les présidents et vice-présidents.

Panachage : c'est une modalité de scrutin où les électeurs peuvent choisir de modifier leur bulletin de vote en rayant certains noms d'une liste ou en rajoutant des noms qui n'y figurent pas. Ce mode de scrutin a progressivement été réduit et encadré (jusqu'aux élections

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les élections sont régies par le mode de scrutin à liste « bloquée ». Cela signifie concrètement que le choix d'une liste par les électeurs doit se faire obligatoirement *en bloc* : on n'a pas le droit de rayer ou d'ajouter un nom – ce que l'on appelle le **panachage**, encore en vigueur dans les petites communes.

Ce scrutin est *proportionnel*, mais cette proportionnalité ne s'applique, dans le cas des municipales, qu'à la moitié des sièges à pourvoir, car la liste arrivée en tête reçoit d'emblée, en prime, l'autre moitié. En plus, les listes qui ont obtenu moins de 5 % des **suffrages exprimés** ne bénéficient d'aucun siège au conseil municipal (elles sont d'ailleurs éliminées au premier tour, si aucune liste n'a obtenu la majorité et qu'il faut procéder à un second tour).

Ainsi, ce système électoral défavorise les minorités et donne une écrasante majorité au vainqueur (le plus souvent, plus de 80 % des sièges à pourvoir, et toujours plus de 56 %). Il favorise aussi les partis politiques dominants au niveau national. Les chances d'être élus sont d'autant plus importantes que les candidats sont engagés dans un parti politique qui a des moyens logistiques et financiers importants (cela est particulièrement vrai dans les villes au-dessus de 10 000 habitants).

Pas étonnant alors que, dans le conseil municipal, l'opposition soit stérile : elle n'aura jamais la majorité lors d'un vote. Son nombre de sièges est toujours minoritaire, et le plus souvent insignifiant. Et, ensuite, l'allégeance au maire dans les rangs de la majorité (cette allégeance qui définit la suite de sa carrière) interdit à tout conseiller municipal de la liste majoritaire de voter pour un projet de l'opposition, même s'il estime en son âme et conscience qu'il est utile, meilleur, intelligent...

En acceptant de faire partie d'une liste, on fait en quelque sorte *allégeance* à la tête de liste – occupée par celui ou celle qui deviendra le maire en cas de victoire de la liste – pour toute la durée du mandat.

Une écrasante majorité est donnée au vainqueur du scrutin municipal.

En acceptant de faire partie d'une liste, on fait en quelque sorte *allégeance* à la tête de liste.

municipales de 2008, il concernait encore toutes les communes de moins de 3 500 habitants ; depuis celles de 2014, il ne concerne plus que les communes de moins de 1 000 habitants, et seuls les candidats déclarés peuvent bénéficier de voix).

Suffrages exprimés : ce sont tous les bulletins de vote, en y retranchant les bulletins blancs et nuls (il suffit d'une marque de stylo visible n'importe où sur le bulletin pour le rendre nul).

Richard, conseiller municipal et communautaire nouvellement élu dans une petite ville de 3 000 habitants : « Ce qui m'a surpris, que ce soit à la mairie ou à la com-com [communauté de communes], la première chose qu'il faut décider, c'est de laisser le pouvoir au président et au maire ! C'est la première chose : on lui donne toute **délégation** ! Et il promet de nous consulter si vraiment il y a un gros truc ! C'est que de la bonne volonté du maire de soumettre un sujet ! C'est presque pas besoin de nous rassembler, quoi ! »

Dans une grande ville de l'est de la France, une adjointe de quartier (majorité municipale) prend la parole lors d'un conseil municipal pour faire état de l'opposition des commerçants de son quartier à un important projet en cours de discussion, défendu par le maire, qui modifiera la circulation des voitures. À la fin de son intervention, qui ne contenait aucune agressivité et où elle a simplement joué son rôle de représentante du quartier dont elle s'occupe en tant qu'adjointe, le maire reprend la parole pour dire : « Je vous remercie, madame l'ex-adjointe ! » Le maire lui a, par ces mots, retiré instantanément sa délégation de pouvoir pour le reste du mandat.

Les grands projets durant le mandat seront assez peu discutés avec les conseillers municipaux « ordinaires » (ceux qui ne font pas partie de l'exécutif local) : les grandes décisions seront prises par le maire, un ou deux adjoints particulièrement proches de lui (politiquement), le **directeur général des services** et le directeur du **cabinet**. Les adjoints au maire (ou les vice-présidents pour les autres **collectivités territoriales**) ont certes un peu de pouvoir (une délégation de signature et d'engagement pour certaines dépenses et certaines actions), mais l'essentiel du pouvoir est concentré sur le chef de l'exécutif.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Délégation : processus par lequel une personne physique ou morale donne à une autre une partie de son pouvoir. Dans le cadre d'une élection, voter pour quelqu'un, c'est en quelque sorte perdre son pouvoir de citoyen en le confiant à un représentant, ce qui peut provoquer

une déresponsabilisation politique du citoyen.

Directeur général des services : aux côtés du maire (ou du président des conseils communautaire, départemental ou régional) et des autres élus, l'administration

LE POUVOIR LOCAL FACE À L'ÉTAT : QUELLE AUTONOMIE RÉELLE ?

Le processus de **décentralisation** a promis une véritable autonomie aux élus locaux dans l'administration de leur territoire. Ce principe d'organisation a même été inscrit en 2008 dans l'article premier de la Constitution de la République française. Mais qu'en est-il vraiment de cette autonomie ?

« Je vous l'annonce : on supprimera la taxe professionnelle en 2010, parce que je veux qu'on garde des usines en France », disait Nicolas Sarkozy, le 5 février 2009.

« Nous avons donc décidé avec le Premier ministre [et deux autres ministres] de supprimer la taxe professionnelle pour alléger le poids de la fiscalité sur les investissements des entreprises. C'est un choix sur lequel nous ne reviendrons pas. Parce que ce choix, c'est celui de la compétitivité », répète Nicolas Sarkozy, le 20 novembre 2009.

Ces annonces – dans la même logique que la suppression de la taxe d'habitation par Emmanuel Macron – sont symptomatiques de l'ambiguïté de l'autonomie des collectivités territoriales à la française. Car ces taxes représentent plus de la moitié des ressources fiscales des collectivités territoriales et des moyens dont elles disposent pour augmenter ou diminuer leur budget. Certes, ces annonces ont été agrémentées – comme toujours – de promesses de compensation « au centime près ».

Mais ces suppressions/compensations correspondent en réalité à la suppression d'une liberté locale et à une reprise en main de la gestion des politiques locales par les autorités centrales de l'État (et, concrètement, par les préfets, bras armé du gouvernement).

Contrairement à certains de nos pays voisins, la décentralisation reste au final limitée en France. Certes, les élus ont le droit de prendre des décisions dans divers domaines, et celles-ci ont des conséquences sur le paysage local. Mais le type de scrutin qui les consacre ainsi que

municipale (un ensemble de fonctionnaires territoriaux) est dirigée par le directeur général des services.

Cabinet : dans les collectivités territoriales, le cabinet est un organe rattaché au chef de l'exécutif. Il s'agit le plus souvent de spécialistes qui

vont l'aider dans la définition et la justification de sa politique, ainsi que dans sa communication. Leur rémunération ne peut dépasser la plus haute rémunération dans l'administration de la collectivité considérée. Ils peuvent être révoqués à tout moment.

l'étendue de leurs domaines de compétence sont définis par l'État, de même que leurs décisions restent sous le contrôle du préfet (même si le contrôle s'effectue *a posteriori*, depuis 1982). Par ailleurs, les élus locaux n'ont pas la possibilité de réformer la structure interne de leurs collectivités, ni les modalités essentielles de leur fonctionnement, malgré les quelques *expérimentations* qu'ils peuvent mettre en œuvre, mais qui restent, elles aussi, très encadrées par l'État.

**Autre nouveauté
dans le paysage local : la montée
en puissance progressive de
l'intercommunalité.**

Autre nouveauté dans le paysage local : la montée en puissance progressive de l'intercommunalité.

« D'ailleurs, je vais plus loin en disant que jamais l'intercommunalité, à mes yeux, ne remplacera la commune ; jamais », promet Nicolas Sarkozy, en 2009.

Un autre président, Jacques Chirac, disait : « Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. »

L'une des caractéristiques de l'espace politique local français est le nombre de ses communes : près de 37 000 encore au tout début des années 2010 (en baisse depuis : en dessous de 35 000). La plupart des autres pays européens ne considèrent pas les petites localités comme des communes : elles sont englobées dans ce que nous appelons en France l'intercommunalité. Les récentes réformes territoriales ont d'abord incité puis, en fait, contraint les maires à opérer des regroupements de plus en plus larges. Attirés dans un premier temps par le gain en dotations mais également en pouvoir qu'ils pouvaient espérer, les maires se sont rendu compte qu'ils ont perdu de nombreuses prérogatives communales : toutes celles qui ont été transférées (entretien et gestion des établissements scolaires, voirie, assainissement...), malgré le maintien de la **clause générale de compétence**, au profit de structures le plus souvent dominées par les villes-centres. Et un autre problème est que les conseillers communautaires – et surtout leurs exécutifs – ne sont pas vraiment élus au suffrage direct, puisqu'ils restent avant tout des élus municipaux et défendent de ce fait leurs propres intérêts communaux, avant de défendre l'intérêt communautaire ; sans même parler des intérêts des fractions de la population les moins représentées (les

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Collectivités territoriales : Il s'agit des communes, des départements et des régions. Les structures intercommunales n'en font pas partie : ce sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Décentralisation : elle correspond à une délégation de certaines prérogatives et compétences de l'État (central) aux instances du pouvoir local (collectivités territoriales, EPCI, etc.). À ne pas confondre avec la déconcentration où l'État confère plus d'autonomie à ses

classes populaires), puisque là aussi les élus ne sont pas représentatifs de la population dans son ensemble.

Cette concentration du pouvoir l'éloigne inexorablement des citoyens. S'ajoute le contexte plus général de crise économique et financière qui sert de justification à l'État pour baisser ses dotations. Ce qui provoque une concurrence de plus en plus exacerbée entre collectivités pour devenir les plus attractives en termes d'emploi, de tourisme, d'offre scolaire et de loisirs. La mise en place du statut de métropole, sous la présidence de François Hollande, est, à ce titre, particulièrement emblématique : fini l'aménagement du territoire, place à la concurrence de blocs territoriaux les uns contre les autres (c'est à qui attirera le premier, et à grand renfort de subventions publiques, l'installation de telle nouvelle plateforme de téléservices...).

LA QUÊTE DE LÉGITIMITÉ À TRAVERS LA PARTICIPATION DES CITOYENS

La défiance des citoyens vis-à-vis des élus a grandi à mesure que les médias ont révélé, dans les milieux politiques, de plus en plus d'affaires de corruption, d'abus de pouvoir, de prise illégale d'intérêt, etc. Cela agit comme une loupe déformante au regard des quelque 530 000 élus locaux français, dont la plupart exercent bénévolement leur mandat. Un certain nombre d'entre eux ont eu conscience de cette coupure entre représentants et représentés, et ont voulu y remédier.

Les premières expériences de **démocratie participative** datent des années 1970, mais son véritable essor est plus récent. Il a été particulièrement significatif dans les communes de grande taille, peut-être en lien avec l'impossibilité d'entrer régulièrement en contact avec une population trop nombreuse (ce qui n'est pas forcément le cas en milieu rural).

Diverses expériences ont vu le jour sous la forme de conseils de quartier, d'enfants et de jeunes, de « sages » (pour parler des personnes

services déconcentrés dirigés par les préfets.

Clause générale de compétence : il s'agit d'une disposition qui permet à une collectivité d'intervenir dans tous les domaines qui concernent son territoire. Cet aspect « général »

est exagéré, tant les domaines d'intervention sont cadrés par l'État et limités par la délégation de compétences à l'intercommunalité.

Démocratie participative : dans le cadre d'une démocratie représentative, les décisions sont

âgées) ou encore d'étrangers, ou bien encore en direction des fractions de la population caractérisées par un déficit de participation à la vie démocratique traditionnelle.

Le bilan de la participation à ces dispositifs n'est pas glorieux. Ces dispositifs ne sont investis, le plus souvent, que par une infime partie de la population. Et les mêmes filtres sociaux agissent dans la propension à s'y intéresser. D'ailleurs, les fractions de la population les plus dotées en capitaux s'en désintéressent d'ordinaire, et préfèrent défendre leurs intérêts par les canaux qu'elles utilisent habituellement : par leurs réseaux qu'elles considèrent bien plus efficaces et moins coûteux en énergie.

La démocratie participative sert d'abord ceux qui la mettent en place.

Au final, ces dispositifs servent, en premier lieu, ceux qui les mettent en place – en tant qu'outils de communication politique et de légitimation – plutôt que ceux à qui ils étaient destinés.

D'autres outils existent depuis bien longtemps, de **démocratie directe**, comme les référendums locaux. Mais les élus les ignorent presque systématiquement. Puisque chaque collectivité est concernée, il pourrait exister théoriquement en France près de 40 000 référendums chaque année, mais seulement quelques dizaines sont effectivement organisés.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le débat démocratique local reste relativement pauvre : les voix dissidentes – celles de l'opposition (stérile) et même celles de la majorité (silencieuse) – n'ont quasiment aucune chance de changer ou d'infléchir des décisions souvent prises d'avance par le chef de l'exécutif et quelques proches. Les élus – et plus particulièrement ceux qui détiennent le plus de pouvoir – font partie d'une élite sociale et politique locale, masculine et âgée, qui prétend représenter la population mais dont les conditions d'existence pèsent sur leur capacité à se représenter et à représenter les intérêts de

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

prises par les représentants élus, avec la participation des citoyens, sous deux formes au moins : la prise en compte d'initiatives populaires ; la concertation avec les citoyens, organisée par les détenteurs du pouvoir.

Démocratie directe : les décisions politiques sont prises directement par le peuple (en assemblée générale, à l'occasion d'un référendum). Attention : la plupart des assemblées générales, notamment associatives, ne sont que des chambres d'enregistrement de décisions

ceux qui sont socialement les plus éloignés d'eux. Lesquels sont précisément ceux qui ont le plus de difficultés à exprimer et défendre publiquement leurs intérêts. Les dispositifs de démocratie participative auraient pu, à la marge, élargir le débat ; mais ils n'atteignent que très peu cette population pourtant majoritaire (la moins dotée en capitaux de toutes sortes), qui reste à l'écart de la participation politique. Et ils ont été davantage conçus comme des outils de marketing politique que comme des moyens réels de débat et de prise en compte des intérêts de toute la population.

À LIRE

Emmanuel Bellanger, « Réforme territoriale : un état des lieux », *Métropolitiques*, 17 octobre 2012

Fabien Desage et David Guéranger, *La Politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2011

Michel Koebel, *Le Pouvoir local ou la démocratie improbable*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006

préalablement élaborées par les véritables détenteurs du pouvoir et ne relèvent en rien de la démocratie directe.

QUI PARLE POUR NOUS ?

Introduction décalée par **Bruno Gaccio**
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « **Hors collection Sciences Humaines** »

2019 | pages 371 à 375

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-371.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUI PARLE POUR NOUS ?

LES PARTIS REPRÉSENTENT QUI ?

LES VOTES, C'EST CLASSE ?

**LES ÉLECTEURS SONT-ILS
(DE PLUS EN PLUS) VOLATILS ?**

LA POLITIQUE, UNE AFFAIRE DE « PROFESSIONNELS » ?

LES SONDAGES, C'EST SCIENTIFIQUE ?

LE POPULISME COMME STIGMATISATION

**LE POPULISME COMME REVENDICATION
(ET SES LIMITES)**

**LES « NOUVEAUX » MOUVEMENTS POLITIQUES
SONT-ILS NOUVEAUX ?**

COMMENT SE FABRIQUE (MAL) L'INFORMATION ?

LA NATION, UNE ET INDIVISIBLE ?

**RETOUR SUR LA DÉPOLITISATION
DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES**

QUI PARLE POUR NOUS ?

Introduction décalée, par Bruno Gaccio

Quel beau chapitre que voilà, que de belles histoires nous allons y trouver !

Dans une *démocratie représentative*, on passe beaucoup de temps devant sa télé afin d'écouter les gens qui « parlent pour nous » et à enguirlander l'écran parce que ces derniers ne traduisent pas exactement ce pour quoi on leur a confié cette mission. (Déléguer sa parole aura conduit l'évolution de l'être humain jusqu'à parler à un meuble. Ça, Darwin ne l'avait pas vu venir.)

Dans une démocratie, confier sa voix à quelqu'un paraît naturel, mais c'est un exercice risqué : il faut être assuré de la qualité du récipiendaire. Il doit être au minimum irréprochable et constant. Si droiture et constance étaient les qualités humaines les plus répandues, la vie sur Terre serait une félicité quotidienne. Ce détail mis de côté, nous déléguons notre voix.

Nous voilà dans une *démocratie parlementaire* où ce sont nos représentants qui parlent, tranchent, agissent, non pas pour nous, mais en notre nom. Et comme, en plus, nous sommes un peuple informé pleinement et honnêtement, nous les avons bien choisis. Parmi les meilleurs mais surtout... parmi ceux qui avaient choisi de se présenter et qui avaient mis un joli costume et un joli discours pour nous séduire et nous prouver à quel point ils étaient les meilleurs. Nous ne nous sommes pas méfiés d'eux mais de ceux qui faisaient appel au Peuple avec

une majuscule, en prétendant le défendre et parler pour lui. Ceux-là, des experts nous l'ont bien expliqué à la télévision, drainent dans leurs sinistres sillages les vents violents et les nuages lourds du populisme, responsable des heures les plus sombres de notre Histoire, mōssieur, et ils amènent sous ces pluies glaciales les régimes autoritaires les pires qui soient : ces dictatures du Peuple qui voudraient que le Peuple décide lui-même de tout, tout le temps ! Il n'y a pas, mōssieur, pire peuple que celui qui rechigne à confier à des représentants, érudits et honnêtes, toute la belle liberté dont il jouit. C'est amphigourique, on dirait du BHL... Mais c'est ce qu'il faut écrire quand on défend la démocratie, surtout si on ne le fait que quinze jours tous les cinq ans. Faut mettre le paquet, que ça tape à l'œil comme une fausse Rolex sur un poignet bronzé.

Les trois pouvoirs – exécutif, législatif et judiciaire –, théoriquement séparés dans une démocratie représentative, donneraient mécaniquement une démocratie solide ! Ça paraît acquis : si des contre-pouvoirs existent et fonctionnent, il n'y a pas de raisons de douter de nos représentants, et nous pouvons, pendant toute la durée de leur mandat, nous adonner à des occupations valorisantes comme travailler, bosser, turbiner et... je ne sais pas... regarder la télévision par exemple. C'est exactement ce qu'on fait ? Ah oui. Pourtant, on peut au mieux *supposer* qu'ils ou elles sont dignes de cette confiance et que les contre-pouvoirs s'exercent de façon effective. Et si, en cours de mandat, quelqu'un d'élu perd la confiance de ses

électeurs ? Eh bien, il ne se passe rien. Il ou elle n'est pas révocable. Si il ou elle se fait prendre en flagrant délit de mensonge... pas révocable.

Si il ou elle tape dans la caisse commune pour ses besoins perso... pas révocable.

Si il ou elle barbote dans les conflits d'intérêts... pas révocable.

Il ou elle picole... pas révocable.

Même si on a des preuves de tout ça ? Pas révocable. Les élus malfaisants mourront de vieillesse sous les ors de cette République trop bonne avec ses filous.

Il n'y a donc pas d'autres modèles de démocratie qui seraient plus justes et moins corruptibles ?

Si.

Les opposants les plus radicaux à la représentativité exigent que l'on rende le pouvoir au Peuple, avec la majuscule donc, et que pour cela on passe à une *démocratie directe* avec référendums, assemblées populaires et consultations diverses. Chacun porte sa voix directement. Problème : dans une démocratie directe, il faut, en plus d'aller bosser tous les jours pour assurer la pitance, s'intéresser de près à la vie du pays sur son temps libre, participer le soir à des réunions interminables sur des sujets pas toujours passionnants, alors que le petit dernier fait ses dents et que mamie est partie en manif à Grenoble contre la privatisation des barrages et que de toute façon elle ne peut pas s'occuper de tout. Au bout d'un moment, même le plus concerné par la vie de la cité, même le plus assidu aux comices se fatigue. Il déprime et il délègue. Et on se retrouve, dans le meilleur des cas,

avec une *démocratie participative* (c'est une forme de démocratie représentative, mais avec des référendums de temps en temps et des consultations régulières qu'exige le peuple avec des pétitions) et, dans le pire des cas, on se retrouve dans une *démocrature*. C'est-à-dire qu'une démocratie se met à fonctionner comme une dictature : il y a bien une Constitution, des élections, une opposition, la liberté d'expression mais, en parallèle, il y règne une telle collusion entre les médias et le pouvoir en place que la caste qui détient ce pouvoir – et ne veut pas le lâcher – a une capacité de manipulation de l'information qui annihile totalement l'efficacité des institutions.

« Il ne faut jamais lire Chomsky si tu veux vivre heureux », me dit un jour un vieil homme en me tendant *Fabrique du consentement* de... Noam Chomsky (Agone, 2008).

Pour résumer cette introduction à l'esthétique fondamentale des démocraties modernes, nous pouvons dire trois choses : un, il ne faudrait jamais donner le pouvoir à quelqu'un qui nous le réclame avec insistance parce que vouloir du pouvoir sur les autres est une pathologie. Deux : le répéter. Trois : le répéter encore.

Démocratie directe, participative, représentative, en fait, peu importe. Tous les systèmes peuvent fonctionner avec leurs lacunes pour peu que les règles, les droits et les devoirs de chacun soient respectés par tous. Et que tout le monde soit informé de ce qui se passe, honnêtement.

Et là, obligé, tu parles médias.

Ce n'est plus une info : Bernard Arnault, François-Henri Pinault, Martin Bouygues, le trio Niel-Pigasse-Bergé, Patrick Drahi, les familles Dassault, Bolloré, Bettencourt, Amaury, Lagardère et Mohn possèdent 90 % des radios, journaux, télévisions et maisons d'édition de France. (Voir l'article « Médias français : qui possède quoi », du site Acrimed, pour le détail.)

Pourquoi M. Arnault, qui possède le groupe de luxe LVMH et dont la fortune est estimée à ce jour à 87,7 milliards de dollars (chiffre à prendre avec précaution parce que sa fortune augmente ces dernières années d'environ 1 milliard par mois et sûrement pas en vendant seulement des chemises et des godasses, même de luxe), a-t-il besoin de posséder des médias ? Pas pour l'argent, visiblement. Bah pourquoi, alors ? Il aime écrire et se paye une danseuse ? Il adore parler à la radio ? Montrer sa tête à la télé ? Que nenni. Ça n'est pas non plus pour influencer des politiques, il les connaît tous personnellement et il peut, si ce n'est les acheter – il est honnête (voir ce mot) –, financer leurs campagnes, leurs trains de vie, leurs petits délires véniels le cas échéant. Donc les acheter, mais basta. Alors pourquoi ? Pour manipuler les foules dans son propre intérêt commercial ? Immense dessein. Mais pour cela il lui faudrait posséder l'ensemble des médias à lui tout seul, parce que les autres milliardaires, s'ils avaient le même vaste programme de manipulation, auraient des intérêts divergents du sien puisqu'ils sont en concurrence commerciale. Alors pourquoi ? Ont-ils, ces milliardaires, un intérêt commun ? Il semblerait.

L'intérêt commun de tous ces gens qui s'entre-tueraient pour un marché juteux, c'est qu'une petite musique unique soit proposée chaque jour aux oreilles de leurs auditeurs et aux yeux de leurs lecteurs : *il n'y a pas d'alternative sérieuse au monde tel qu'il est organisé par nous, ceux qui disent le contraire sont des vendeurs de rêves*. Selon l'instrument utilisé pour nous faire parvenir la petite musique, il y a des nuances de ton, de clef, de rythme, mais la petite musique est toujours la même : *il n'y a pas et il ne doit pas y avoir d'alternative à ce que nous proposons et contrôlons*.

Comment cela a-t-il été rendu possible ?

Le 17 janvier 1994, André Rousselet, président de Canal +, démissionnait de ses fonctions et publiait en une du *Monde* un article dévastateur (« Édouard m'a tué »), dans lequel il expliquait que le Premier ministre de l'époque, M. Balladur, avait monté le coup contre lui en permettant à trois actionnaires (Société générale, Générale des eaux et Havas) de s'unir pour lui ravir la majorité et donc le pouvoir de décision au conseil d'administration. Dans cet article, il faisait allusion à une loi passée inaperçue qui autorisait un groupe industriel à posséder plus de 30 % d'un média audiovisuel sans passer par une OPA (offre publique d'achat). Pour faire simple : tu es riche, tu t'associes avec un autre riche, tu achètes, personne ne peut t'en empêcher.

Voilà comment tout a commencé.

Mais les journalistes là-dedans, les écrivains, les animateurs ? Ils sont libres. Ils se révoltent, ils écrivent, ils parlent, ils manifestent ! Bernique.

Ce ne fut pas de la complaisance. Des révoltés, il y en a eu, des grèves aussi. Mais sur la longueur, l'actionnaire a gagné. Comme il gagne depuis.

Il y a bien longtemps, j'étais tombé sur un livre passionnant de Pierre Streit intitulé *L'Armée romaine*¹, dans lequel il expliquait comment les légions étaient organisées. J'ai compris à cette lecture comment et pourquoi la petite musique s'installe.

Je vais bien sûr résumer les 160 pages de ce livre.

D'abord, les soldats romains étaient choisis selon leur fortune, c'était une armée de citoyens riches. Ça n'a jamais varié, ni sous la République ni sous l'Empire. Il y avait aussi des bataillons subalternes composés de Barbares asservis, je dis ça pour le puriste qui va m'écrire que je me trompe, mais ce n'est pas le sujet. Les soldats étaient choisis par des *legats*, eux-mêmes par les *consuls* qui déléguaient ensuite la conduite des affaires courantes à des *tribuns* et des *centurions* choisis de la même façon. Le tout sous l'autorité suprême de l'*empereur* qui avait tous les droits ! L'empereur choisissait des consuls dévoués qui choisissaient les légats aux ordres, qui désignaient les centurions soumis qui contrôlaient les *décursions* complices qui administraient

le quotidien des soldats, seule caste dans laquelle on trouvait des insoumis, mais c'était compliqué de faire valoir ce statut car on risquait la mort immédiate.

Un média est organisé de la même manière. Un *actionnaire* choisit des *directeurs généraux* dévoués, qui choisissent des *directeurs* aux ordres, qui désignent des *rédacteurs en chefs* soumis, qui emploient des *chefs de service* complices, qui administrent le quotidien des journalistes précaires. On trouve aussi des insoumis chez les journalistes mais difficile de faire valoir ce statut car on risque le chômage.

C'est sans doute pour cette raison que la censure n'existe pas dans les médias. Parce qu'elle n'a plus besoin d'exister, tout le monde sait quoi faire pour plaire à l'empereur sans avoir besoin de se l'entendre dire. Certains dans cette chaîne de commandement subtile en ont conscience, ce sont des salauds ou des lâches, parfois les deux. D'autres ne s'en rendent même pas compte. Ce sont des cons. Bien plus dangereux, parce que sincères.

Petit détail qui compte, une autre organisation est construite selon les mêmes principes : la mafia sicilienne. Un *parrain*, qui engage des *chefs de famille*, qui contrôlent des *capots*, qui engagent des *presse-bouton*. Personne ne conteste parce que... la mort, hein, c'est embêtant.

1. Gallimard, coll. « Folio », 2012.

LES PARTIS REPRÉSENTENT QUI ?

Rémi Lefebvre

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 376 à 383

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-376.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES PARTIS REPRÉSENTENT QUI ?

par RÉMI LEFEBVRE (politiste, université de Lille)

« Nous ne voulons pas de “représentants” qui finiraient forcément à parler à notre place [...]. Si on nomme des représentants et des porte-parole, ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent [...]. Ne remettons pas le doigt dans l’engrenage de la représentation et de la récupération. »
Appel des Gilets jaunes de Commercy, novembre 2018

Nuit debout et les Gilets jaunes sont les deux grands mouvements sociaux des années 2010 en France. Ils se sont développés hors des structures partisans et politiques traditionnelles, et même contre elles. Les partis sont pourtant au centre de la vie politique institutionnelle. Pourquoi occupent-ils une place aussi centrale dans la vie politique française, alors qu’ils semblent ne plus représenter que les intérêts de leurs membres ?

LES PARTIS, ENTRE DÉFIANCE ET OMNIPRÉSENCE

La situation des partis politiques en France est paradoxale. D’un côté, ils constituent une des institutions les plus discréditées. Ils sont associés aux pires maux de la démocratie. Ils sont considérés comme des machines de pouvoir, qui reproduisent des logiques d’« appareil » et sont repliées sur leurs jeux et enjeux propres, très éloignés des préoccupations des citoyens.

Il faut dire que leur ancrage social et leur capacité à porter des revendications collectives se sont érodés. Les bases militantes des partis

n'ont jamais été aussi faibles numériquement et aussi peu représentatives socialement. Ils n'apparaissent plus comme porteurs d'identités idéologiques, d'alternatives politiques réelles, de visions du monde propres. Les différences politiques qu'ils cultivent semblent artificielles. Ils ne structurent plus le débat public qui s'est déplacé vers les arènes médiatiques, les cercles d'expertise, les institutions publiques ou les réseaux sociaux sur Internet. Ils n'exercent même plus pleinement leur fonction de sélection du personnel politique et des candidats. Car, au niveau national, les primaires les ont dépossédés de cette prérogative. D'autre part, les nouvelles expérimentations citoyennes se construisent contre les partis et valorisent des formes d'horizontalité participative contre la verticalité des appareils partisans.

D'un autre côté cependant, les partis apparaissent toujours centraux dans la vie politique, qui reste, plus que jamais, une affaire de partis. Ils concourent à l'expression du suffrage, lit-on dans la Constitution de 1958. Ce rôle n'est pas vraiment remis en cause. Les partis sont encastés dans la démocratie représentative : ils sont les structures collectives qui déterminent les résultats électoraux, même si l'aspiration à une démocratie participative entre les scrutins se fait jour. Certes, l'identification partisane a reculé (moins d'un Français sur trois se dit proche d'un parti, et moins encore vote pour lui régulièrement), mais le jeu électoral reste dominé par les partis. Ces derniers sont toujours des *marques* et des *labels* sur le marché électoral, qui identifient les candidats et servent de points de référence aux électeurs. Au niveau local ou au niveau national, il est difficile de solliciter les électeurs sans s'appuyer sur une structure partisane qui finance. D'ailleurs, les ressources partisans et financières restent essentielles dans la compétition électorale (Emmanuel Macron a construit sa candidature présidentielle en 2017 en partie sur une organisation... qui porte ses initiales). Les lois de financement des partis politiques ont consacré les partis et les ont institutionnalisés. Les théories du parti-cartel mettent l'accent sur le processus d'étatisation des partis politiques, qui tirent de plus en plus leurs ressources financières de l'État (ce qui ne les incite pas à faire adhérer) et qui s'appuient sur les ressources institutionnelles que confère l'exercice du pouvoir.

Les partis sont donc à la fois décriés et incontournables, centraux et frappés d'illégitimité, affaiblis mais incrustés dans le jeu politique et électoral.

Les partis sont à la fois décriés et incontournables, centraux et frappés d'illégitimité, affaiblis mais incrustés dans le jeu politique et électoral.

L'ORIGINE DES PARTIS

Le sociologue Max Weber l'écrit à la fin du XIX^e siècle : les partis sont les enfants du suffrage universel. Dès lors que les masses font irruption sur la scène électorale, il faut les encadrer et les politiser. La main-d'œuvre militante permet alors d'acheminer les programmes et d'inciter les électeurs à aller voter et à défendre leurs intérêts. Les partis portent sur la scène politique les intérêts des groupes sociaux qu'ils représentent. Le développement des partis est ainsi lié à l'existence de grands clivages sociaux et idéologiques qui s'expriment pendant les élections : conflits de classes sociales, entre secteurs public et privé, entre mondes rural et urbain, clivages productivisme-écologie, clivages entre libéralisme culturel et conservatisme... Les partis politiques contribuent en retour à entretenir ces derniers.

Le mouvement ouvrier a largement contribué à l'émergence des partis politiques à la fin du XIX^e siècle. Les organisations partisans sont alors censées défendre les intérêts de la classe ouvrière, qu'elles contribuent à construire et à « conscientiser » dans un but révolutionnaire. Les partis sont, comme l'écrit leur premier observateur, Roberto Michels, l'« arme des faibles face aux forts ». Confrontés aux élites notablistes traditionnelles qui disposent de ressources personnelles (financements propres, réseaux...), les ouvriers se regroupent pour faire nombre et masse (d'où l'importance du militantisme comme force collective) et défendre leurs intérêts. L'union et la lutte font la force ! C'est le mot d'ordre des partis ouvriers.

Au-delà de la classe ouvrière, les partis constituent des structures intermédiaires entre la société (groupes sociaux et citoyens) et les institutions, remplissant le rôle de *gate keeper* du champ politique. La médiation partisane est censée porter des « demandes sociales » et les convertir en visions du monde et enjeux de politiques publiques, représenter des intérêts sociaux. Cette conception du parti était par exemple centrale dans le modèle social-démocrate et son articulation au syndicalisme : le parti est ancré dans la société à travers les liens construits avec les organisations de salariés. C'est là la double dimension des partis : ils créent des conflits qu'ils politisent et intègrent en faisant vivre des communautés d'intérêt.

C'est pourquoi la légitimité des partis a longtemps été liée à leur ancrage social. La force du Parti socialiste (PS) a ainsi longtemps tenu à son lien avec le monde laïc. Des organisations se reconnaissant dans la référence militante à la laïcité, en particulier dans le domaine éducatif,

et dans la défense de l'école publique qui en découle : mutuelles, syndicats d'enseignants, associations d'éducation populaire qui gravitaient autour du PS... Le succès du Parti communiste français (PCF) a pour sa part largement reposé sur son implantation dans le monde ouvrier, *via* ses réseaux militants, municipaux, syndicaux et associatifs, et sur les supports multiples et identitaires que le parti offrait aux sociabilités populaires ou ouvrières. Le PCF a été dans les années 1950-1970 une contre-société en France, avec sa culture, sa sociabilité, ses rites, ses journaux et ses bastions municipaux (la banlieue rouge...). Il a contribué à construire la classe ouvrière qui, en retour, a fait sa force. Le PCF représentait les ouvriers à tous les sens du terme : il défendait leurs intérêts, les incarnait, mais aussi projetait une image positive de ce groupe social.

L'ancrage des partis dans la société s'est fortement érodé pour des raisons qui tiennent à la fois à l'évolution de la société et aux transformations endogènes des partis et du jeu politique.

L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ANCRAGE SOCIAL DES PARTIS

Tandis qu'ils demeurent des rouages centraux du gouvernement représentatif, les partis n'assument plus véritablement leur fonction « expressive », en raison de leur faible réceptivité aux demandes sociales et de leur faible représentativité sociale.

Cette situation résulte en partie des changements qui ont affecté la société contemporaine : qu'y a-t-il à *représenter* dans une société plus fragmentée que par le passé ? Les grands clivages sociaux et idéologiques ont largement perdu de leur acuité, avec le développement de l'État-providence, la sécularisation, la fin des forteresses ouvrières, l'urbanisation, la disparition de la paysannerie et la chute du communisme. Il faut aussi évoquer le processus d'individualisation, en lien avec le nouvel esprit et les nouvelles pratiques du capitalisme. L'idéologie de la responsabilité individuelle s'est substituée à des identités collectives plus fragiles. Les « nous » partisans sont plus difficiles à construire. Les débats suscités aujourd'hui par les théories du « populisme de gauche », autour de la définition du « peuple » légitime, en attestent.

Mais les partis sont aussi responsables de cette situation. Alors que les inégalités sociales se sont exacerbées, les partis de gauche

Alors que les inégalités sociales se sont exacerbées, les partis de gauche n'ont pas réussi à créer de nouveaux conflits et à représenter les intérêts des salariés précarisés ou des Français d'origine immigrée discriminés. L'ancrage des partis dans la société s'est effondré. Les « mondes » de la gauche (associatif, syndical, intellectuel, culturel, enseignant, ouvrier...) se sont largement désarticulés depuis les années 1970.

n'ont pas réussi à créer de nouveaux conflits et à représenter les intérêts des salariés précarisés ou des Français d'origine immigrée discriminés. L'ancrage des partis dans la société s'est effondré. Les « mondes » de la gauche (associatif, syndical, intellectuel, culturel, enseignant, ouvrier...) se sont largement désarticulés depuis les années 1970. Les partis de gauche ne sont plus le creuset de rapprochements sociaux ou d'alliances de classes entre catégories populaires et classes moyennes intellectuelles. La contre-société communiste s'est désagrégée. Le monde communiste n'a pas, contrairement à une idée reçue, basculé dans le vote pour l'extrême droite, mais sa décomposition a néanmoins bel et bien favorisé l'essor de l'extrême droite dans le monde ouvrier, ou l'abstention. Les processus de formation et de promotion des militants d'origine populaire, qui existaient au PCF, n'existent plus dans aucun parti. Le PS, même dans ses fédérations les plus populaires (Nord, Pas-de-Calais), s'est éloigné des milieux modestes et a perdu une large part de son implantation dans un monde enseignant, qui s'est lui-même beaucoup transformé. Les petits indépendants, le monde agricole, le milieu catholique se sont de même transformés et rétractés, érodant l'ancrage de partis de droite aujourd'hui vieillissants.

Le tarissement du militantisme découle pour partie de ces transformations. Depuis les années 1970, les effectifs militants ont incontestablement baissé dans tous les partis, en dépit de l'opacité des chiffres en la matière. On recensait alors autour de 1 million d'adhérents, tandis qu'aujourd'hui le nombre total d'adhérents tournerait autour de 500 000 (au mieux) dans les partis traditionnels¹. Le niveau du militantisme partisan en France (à peu près 1,5 % du corps électoral) est un des plus faibles en Europe. Les militants du parti social-démocrate allemand, qui traverse pourtant une crise majeure, ont été 363 494 (sur 463 000 membres inscrits) à voter en mars 2017 pour une nouvelle « grande coalition » avec Angela Merkel. Par comparaison, le vote interne qui a précédé le congrès d'Aubervilliers du PS en avril 2018 a fait se déplacer 30 000 adhérents. Les Verts comptent à peine 5 000 adhérents à jour de cotisation en janvier 2019... Facteur aggravant : on assiste dans le même temps à un affaiblissement qualitatif du militantisme. La diversité sociale des militants est plus étroite, ils sont moins à l'image de la société ; la part des adhérents très diplômés progresse dans tous les partis. Le vieillissement des adhérents communistes est saisissant. Ces diverses évolutions compromettent la capacité d'encadrement des catégories populaires, qui était une des vocations historiques des partis de gauche.

Le déclin du militantisme n'est pas qu'un phénomène subi par les acteurs politiques, en raison de transformations sociales plus générales.

1. On n'intègre pas ici La République En Marche ! ou La France insoumise qui revendiquent pour la première autour de 300 000 et pour la seconde 500 000 membres (en janvier 2019). Mais faut-il considérer un simple clic sur Internet sans cotisation comme une adhésion ?

Certes, l'engagement partisan, plus que jamais perçu comme un « embrigadement », apparaît peu attractif. L'offre d'engagement s'est restructurée, dans le monde associatif notamment, autour de formes de participation plus ponctuelles, pragmatiques et moins hiérarchiques, selon le modèle de l'engagement « distancié ». Mais tout se passe comme si les partis avaient organisé leur propre *déclin militant*. À quoi bon recruter des adhérents et multiplier les cartes quand le parti tire des ressources pérennes d'argent public, indexées sur ses victoires aux élections ? Les cotisations des adhérents ne constituent plus une ressource essentielle (elles excèdent rarement 15 % des ressources). De plus, la croyance répandue selon laquelle les médias feraient l'élection bien plus que les militants est enracinée chez les dirigeants politiques. Ces derniers ont largement intériorisé l'idée que les médias se sont substitués aux partis dans le rôle de médiation entre l'opinion, le public et les gouvernants. Les sondages et les communicants tendent par là même, massivement, à se substituer aux militants pour toucher les électeurs ou capter leurs attentes.

Mais le militantisme est-il encore payant électoralement ? La question est légitime. Les travaux sur l'implantation du Front national (FN) démontrent une relative absence de relation entre le militantisme et l'ancrage électoral du parti. Le FN ne doit pas sa progression électorale à son ancrage partisan. Dans de nombreux territoires, il arrive en première ou en deuxième position, alors qu'aucun responsable du parti n'est identifié, ou que le parti ne parvient pas à constituer des listes aux élections municipales. En avril 2013, le parti ne recense qu'une vingtaine de permanences sur toute la France² ! Le FN revendique le titre de « premier parti ouvrier » sans avoir d'assise militante réelle dans les catégories populaires.

Les partis peinent ainsi à organiser la vie politique à partir de la vie sociale, et à donner une expression politique à des groupes sociaux qu'ils ne représentent plus, ou qu'ils ne parviennent plus à mettre en forme. Il est à cet égard significatif que les nouveaux « partis-mouvements », qui s'appuient beaucoup sur des plates-formes numériques, apparus lors de la séquence électorale de 2017 (En Marche! et La France insoumise), ne procèdent pas d'une dynamique sociale préexistante ou d'identités collectives préétablies, mais de personnalités, candidats autoproclamés, qui cherchent par *en haut* à mobiliser des ressources collectives pour asseoir leur ambition présidentielle. Ces entreprises partisans émergentes s'appuient sur des identités collectives *ad hoc* (la *start-up* nation, les entrepreneurs, la France qui travaille, qui innove... d'un côté ; les « insoumis » de l'autre).

2. *Libération*, 30 avril 2013.

LES PARTIS REPRÉSENTENT SURTOUT... EUX-MÊMES

Les partis sont devenus essentiellement des machines électorales, qui cherchent à maximiser leurs performances électorales et le nombre de leurs élus. Pour cela, ils s'adressent au plus grand nombre (ce qui suppose d'être idéologiquement moins clivant...). La tendance n'est pas nouvelle. L'expression *catch all party* (« parti attrape-tout »), forgée par la science politique américaine, traduit, dès les années 1960, leur tendance à l'électoralisation.

Mais cette tendance à la professionnalisation politique s'est accentuée. Les partis réunissent désormais surtout des agents directement « intéressés » à l'obtention de bénéfices électoraux ou professionnels. Leur rationalité électorale prend le pas sur d'autres logiques (intégration sociale, sociabilité, construction idéologique, politisation des groupes sociaux). Devenus principalement des lieux d'un *entre-soi* de professionnels de la politique ou d'aspirants à l'élection, les partis fonctionnent comme des milieux de plus en plus fermés, obéissant à des codes propres.

L'ensemble des partis, dominants ou pas, hormis les partis d'extrême gauche, sont en effet devenus, dans une large mesure, des *partis d'élus*. En France tout particulièrement, compte tenu du morcellement communal et du « mille-feuille » territorial, les partis se structurent par rapport à un marché électoral local qui confère de nombreux mandats et de nombreuses ressources. On recense en France près de 500 000 élus locaux, en comptant les conseillers municipaux des 35 000 communes.

Ces dernières années, le PS et Les Républicains (LR) ont été dominés par un réseau d'élus locaux dont la densité dépend de l'exercice ou non du pouvoir. Lorsqu'ils sont dans l'opposition (entre 2002 et 2012 pour le PS, depuis 2012 pour la droite), leur implantation locale prospère, profitant de la logique implacable des élections intermédiaires (défavorables au pouvoir en place). Les organisations plus modestes sont aussi affectées par le processus, mais de manière différente. Le PCF s'est rétréci sur ses réseaux d'élus qui contribuent à son maintien dans quelques territoires désormais bien circonscrits. Europe Écologie-Les Verts (EELV), avant de s'effondrer lors des derniers scrutins, était devenu ce que Noël Mamère, lui-même incarnant pourtant cette hyper-professionnalisation, a qualifié de « syndicat d'élus » et de « firme ». La stratégie du FN, devenu en 2018 Rassemblement national (RN), est désormais centrée sur la conquête de positions locales.

Ce poids des élus, renforcé par la décentralisation, a de multiples conséquences sur les partis. Il fait prévaloir, dans les partis, les intérêts électoraux et professionnels des élus, qui vivent *de et pour* leurs mandats. Les intérêts électoraux pèsent sur la définition de la stratégie plus globale du parti. On ne peut comprendre, par exemple, l'échec du Front de gauche à partir de 2012, sans prendre en compte le poids des intérêts locaux du PCF, qui rechigne alors à couper les liens avec le PS ; liens grâce auxquels il conserve de nombreux élus locaux. Les mandats locaux permettent au PCF de financer des permanents et de maintenir une structure partisane même résiduelle (ou d'obtenir des sénateurs). La préservation des logiques d'appareil (autrement dit des intérêts électoraux) explique bien plus la division organisationnelle à gauche que les différends idéologiques.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les partis apparaissent comme un mal nécessaire. Ils sont à la fois détestés (*cf.* les Gilets jaunes), car ils sont associés à des formes de « trahison », de « dépossession » et de professionnalisation politique, et apparaissent comme incontournables dans la démocratie représentative fondée sur l'élection. Il convient donc de les réinventer et d'en faire à nouveau des outils d'émancipation pour les plus faibles et les moins politisés. Ce qui est une redoutable question...

À LIRE

Yohann Aucante et Alexandre Dézé, *Les Systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, Presses de Science Po, Paris, 2008

Daniel Gaxie et Willy Pelletier (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018

Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes, la fin du parti militant*, Raisons d'Agir, Paris, 2011

Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006

Gérard Mauger et Willy Pelletier (dir.), *Les Classes populaires et le vote FN*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2017

Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010

Michel Offerlé, *Les Partis politiques*, Presses universitaires de France, Paris, 1987

Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2009

LES VOTES, C'EST CLASSE ?

Daniel Gaxie

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 384 à 397

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-384.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES VOTES, C'EST CLASSE ?

par **DANIEL GAXIE** (politiste, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne)

Remerciements à **Nadia Benhoul** (syndicaliste)

« Moi, je vote toujours ! C'est un devoir !
Si tu ne votes pas, ne viens pas te plaindre ! »
« Élections, piège à cons ! » « C'est un vote sanction ! »
« Les électeurs ont voté utile ! » « La droite, c'est les riches,
et la gauche, c'est les pauvres ? C'est ça ? »

Les élections sont considérées comme le temps fort du fonctionnement des démocraties. Il n'est donc pas étonnant que les comportements des électeurs aient fait l'objet d'innombrables recherches : pourquoi les citoyens se déplacent-ils jusqu'aux bureaux de vote ? Pour qui votent-ils et pour quelles raisons ? Ces études comportent des enjeux politiques et idéologiques qui expliquent l'existence de débats récurrents. Ainsi, la question du *vote de classe* est l'un des principaux fils conducteurs qui structurent l'histoire des études électorales. Liée au marxisme, l'hypothèse que les électeurs votent en fonction de leurs intérêts de classe a été l'une des plus discutées et combattues.

TROIS DÉBATS

Premier débat : contre la mise en évidence de *déterminations (causes) sociales des votes*, des auteurs affirment le primat de la liberté individuelle et la vision d'un citoyen qui, dans le secret de l'isoloir, choisit celui des candidats dont le programme lui paraît le plus satisfaisant (voir la fiche démocratie). C'est ainsi qu'on voit resurgir périodiquement des proclamations prophétiques qui annoncent l'avènement d'un citoyen individualiste, désormais détaché des appartenances et des « pesanteurs » sociales et idéologiques, qui se prononce au gré de

l'agenda changeant des questions à l'ordre du jour par un **vote sur enjeu**. D'où également l'empressement à affirmer que l'« électeur » est devenu « volatil ».

Second débat : les politologues insistent sur la primauté des facteurs politiques, quand les politistes, d'inspiration plus sociologique, cherchent à en observer les racines sociales.

Troisième débat : beaucoup de chercheurs supposent plus ou moins tacitement que tous les citoyens votent, certes pour des candidats différents, mais à peu près de la même façon, c'est-à-dire avec à peu près les mêmes niveaux de conviction et d'information, et en fonction de considérations également « politiques ». Ils reconnaissent que les citoyens sont inégalement convaincus et informés, mais ils n'intègrent pas ces dimensions du vote dans leurs explications. Cette position théorique est en affinité avec des principes fondamentaux de la façade normative des démocraties qui affirment l'égalité des droits politiques des citoyens. Il semble du même coup aller de soi qu'ils sont également égaux dans l'exercice de leur droit de vote.

À l'opposé, l'analyse sociologique part des rapports au politique (attitudes à l'égard du politique) pour rendre compte non seulement des votes, mais aussi des inégalités dans l'exercice du droit de vote.

DES RAPPORTS DIFFÉRENTS AU POLITIQUE ET AU VOTE

Les citoyens ne sont pas égaux dans l'exercice de leurs droits politiques. Certains savent mieux en user que d'autres. Ces inégalités sont sociales et elles dépendent principalement du niveau d'éducation.

Les citoyens ne sont pas égaux dans l'exercice de leurs droits politiques. Certains savent mieux en user que d'autres.

Certains citoyens se tiennent à distance du politique. Ils déclarent qu'ils ne sont pas intéressés par la politique et que de toute façon il n'y a rien à en attendre. Ils sont critiques à l'égard des partis,

Vote sur enjeu : quand un électeur choisit un candidat en raison de la proximité entre les déclarations du candidat sur une ou plusieurs questions centrales à ses yeux et ses propres opinions sur ces sujets.

des femmes et des hommes politiques. Ils considèrent que ces derniers ne tiennent pas compte de ce que pensent et veulent les gens ordinaires. Qu'ils sont avant tout préoccupés par le pouvoir et leurs propres intérêts. Ces fractions du corps électoral s'informent peu, discutent rarement des sujets politiques avec les membres de leur entourage. Ces citoyens font également état d'un *sentiment d'incompétence*. Ils expliquent que la politique n'est pas pour eux, qu'ils ne sont pas en mesure de se prononcer sur les décisions à prendre pour régler les problèmes, qu'ils n'ont pas suivi d'études et qu'ils vont « se faire avoir » s'ils se risquent à s'engager sur ce terrain. On observe que ce rapport particulier à la politique est d'autant plus fréquent que les individus disposent de faibles qualifications scolaires et de faibles ressources économiques.

À l'opposé, statistiquement, dans les groupes sociaux les plus dotés en capitaux culturels et économiques, les individus font état d'un vif intérêt pour les questions politiques. Ils ne comprennent pas que l'on puisse ne pas s'y intéresser. Ils s'informent régulièrement, en multipliant les sources d'information. Ils discutent fréquemment des sujets politiques avec leurs proches. Ils surveillent les déclarations, les agissements, les décisions des acteurs politiques et des gouvernants. Ils se lancent volontiers dans des explications détaillées à propos des choix des gouvernements. Ils n'hésitent pas à dire ce qu'il conviendrait de faire. Ils s'accordent ainsi tacitement une *compétence* suffisante pour se mettre en pensée à la place des gouvernants et décider des politiques à mener.

Les sentiments de compétence ou d'incompétence des citoyens sont *statutaires*, au sens où ils résultent de l'intériorisation des statuts et des positions de chacun dans la société. Ceux qui occupent des positions (relativement) élevées, c'est-à-dire des positions de pouvoir et de savoir, après des études prolongées, ont des manières de parler proches de la langue de la politique. Ils peuvent par exemple adopter le point de vue général et abstrait supposé par le débat sur l'opportunité de réviser la « politique du logement » ou de « sortir de la zone euro ». Ils disposent des confort et des disponibilités qui permettent d'élargir l'horizon des préoccupations au-delà des urgences et des routines de la vie quotidienne, s'informent, lisent, discutent, fréquentent les cinémas ou les musées, se sentent qualifiés pour exprimer leur point de vue sur les affaires publiques. Ils s'autorisent, s'auto-habilitent à intervenir. Ils se sentent en droit et en mesure de saisir les « pouvoirs » et les possibilités de participer ouverts aux citoyens dans une démocratie représentative. Ils votent régulièrement, répondent volontiers aux questions des sondages, défendent leur point de vue dans les discussions courantes.

C'est dans les rangs de ces groupes sociaux que l'on a le plus de chances de rencontrer les lecteurs qui expriment leurs « libres opinions » dans les colonnes des journaux, les auditeurs qui exposent leur point de vue et posent leurs questions sur les antennes des radios, les habitants qui se font entendre dans les réunions de quartier, les participants aux « dispositifs » de démocratie participative ou aux « grands débats », les généreux donateurs qui contribuent aux financements politiques, les sympathisants qui assistent aux réunions électorales, les candidats aux élections et les élus.

À l'opposé, ceux qui occupent les positions plus subordonnées, d'exécution et d'obéissance, dans la division du travail, dont la scolarisation a été écourtée, souvent dans les filières de relégation socialement méprisées (au sein desquelles il a été décidé de les dispenser de l'accès aux sciences économiques et sociales et aux raisonnements abstraits), sont plus souvent en position d'attendre qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire que de décider ce qu'il convient de faire, savent qu'ils maîtrisent imparfaitement les « bonnes manières » de parler, *a fortiori* en public, ne disposent pas des mots et accèdent difficilement aux raisonnements abstraits des débats politiques. Ils sont facilement déconcertés et découragés les rares fois où ils s'efforcent d'y accorder quelque attention. Ils font souvent face aux difficultés économiques, à la précarité, au chômage, et n'ont pas les disponibilités d'esprit pour se pencher sur les affaires de la cité. Certains d'entre eux, toutefois, trouvent à travers des expériences militantes les moyens d'accumuler des éléments d'information, de connaissance et de compétence statutaire, et d'échapper ainsi aux « mécanismes » sociaux qui incitent les membres des catégories défavorisées à se détourner des sujets politiques.

C'est donc pour un ensemble complexe de raisons, en relation avec les positions occupées dans la société, que certains *s'habilitent* quand d'autres *se déshabilitent* à intervenir dans les affaires politiques. Quand certains s'emparent des « pouvoirs » (limités) qui sont ouverts aux citoyens « ordinaires », d'autres renoncent à s'y intéresser.

Certains s'habilitent quand d'autres se déshabilitent à intervenir dans les affaires politiques.

La *compétence politique statutaire* (le fait de se sentir compétent et en droit d'intervenir en matière « politique », en lien avec son statut social, tel qu'il se définit en raison du sexe, de l'âge, du niveau culturel, du milieu social, de l'expérience militante) et la *compétence cognitive* (le fait de disposer d'éléments d'information permettant de suivre des débats politiques) se renforcent mutuellement, même si chacune a son autonomie propre. Ceux qui se sentent habilités à intervenir suivent l'actualité et acquièrent des informations et des arguments qui les

confortent dans l'opinion qu'ils sont habilités à intervenir. Inversement, ceux qui ne se sentent pas compétents se tiennent à l'écart, n'accèdent pas aux informations et aux débats courants, ce qui les renforce dans la conviction que la politique n'est pas pour eux.

Ces dispositions opposées commandent des manières différentes de concevoir les votes et d'exercer son droit de vote.

LES DISPOSITIONS À L'ABSTENTION

Les plus compétents politiquement sont naturellement disposés à voter. Ils attachent de l'importance à leurs votes. Ils en discutent longtemps à l'avance avec leurs proches. Ils ont de nombreuses raisons de voter, et de voter pour tel candidat plutôt que pour tel autre. Leurs votes expriment des *intérêts expressifs* (ce que l'on souhaite exprimer en votant pour un parti et un candidat) multiples et résolus. Ils votent régulièrement, sauf circonstances de force majeure, même si, dans la période contemporaine, certains d'entre eux, notamment dans les jeunes générations, se sentent moins disponibles pour les élections (européennes ou locales), peu importantes à leurs yeux.

À l'inverse, une partie des personnes qui se tiennent à distance du politique sont portées à l'*abstention*. Ce réflexe est contrebalancé par des *sentiments d'obligation civique*, c'est-à-dire la conviction que voter est un devoir, dont on doit s'acquitter, alors même qu'on ne s'intéresse pas aux questions politiques qui sont associées aux élections. Les *dispositions à l'abstention* sont également combattues par les rappels à l'ordre civique et politique de certains membres plus *politisés* (concernés par les sujets politiques) des entourages (famille, amis, collègues) des abstentionnistes potentiels. Le *travail de mobilisation* des candidats, des partis, parfois des syndicats contribue également à les décider à voter.

Les dispositions à la participation ou à l'abstention électorale sont donc socialement structurées. Les *dispositions à la participation* ou à l'*abstention électorale* sont donc socialement structurées. Les membres des catégories défavorisées sont structurellement (de manière constante) davantage enclins à s'abstenir, et les membres des catégories

favorisées sont davantage portés à voter. Ces inégalités sont renforcées quand le travail de mobilisation se réduit. Dans le passé, le mouvement ouvrier encadrait une partie des milieux populaires de multiples manières et pouvait ainsi les mobiliser, notamment à l'occasion des élections. Cet encadrement collectif s'est fortement relâché, ce qui a contribué à une forte augmentation des *inégalités de participation*

aux élections selon le milieu social. La dégradation des conditions de vie des catégories populaires a également renforcé la défiance à l'égard de la politique : « Quel que soit le parti au pouvoir, je vois bien que cela ne change rien à ma vie. À quoi bon voter, alors ? »

Une partie croissante des citoyens s'abstiennent de voter. Les raisons de ces abstentions sont multiples : indisponibilité personnelle, type d'élection plus ou moins mobilisateur, premier ou deuxième tour, lassitude induite par la multiplication des scrutins, attractivité des candidats, prise de conscience de certains enjeux, etc. Il y a des facteurs politiques et sociaux de l'abstention, mais le poids des seconds s'est renforcé.

Le relâchement des liens entre les partis et les citoyens a également entraîné un affaiblissement des *identifications partisans* (le fait de se sentir proche d'un parti) et la raréfaction d'un type particulier de vote, que l'on peut caractériser comme *vote par délégation*. Des électeurs qui se tiennent à distance du politique se sentent néanmoins attachés à un parti ou à un dirigeant politique pour des raisons de proximité sociale. La confiance qu'ils accordent à ce parti les conduit à voter pour ses candidats et à suivre ses consignes de vote. Ils ne sont pas nécessairement informés du programme et des orientations de ce parti. Ils peuvent même être en désaccord sur certains points. Mais ils sont peu disposés à entrer dans les débats politiques et choisissent plutôt de *s'en remettre* une fois pour toutes à l'organisation (ou au personnage politique) qui a leur confiance. Une partie des soutiens accordés dans le passé à un parti comme le Parti communiste français (PCF) ou à un dirigeant comme le général de Gaulle correspondaient assez bien à ce type de vote.

Ce type de vote était aussi un facteur de structuration et de stabilisation des votes. Sa raréfaction est l'un des nombreux facteurs qui favorisent l'instabilité des comportements électoraux.

LES FACTEURS DE L'INSTABILITÉ ÉLECTORALE

L'instabilité électorale a des causes politiques et sociales.

Les fractions de la population les moins politisées n'ont pas de préférences politiques nettement constituées. Quand elles décident de voter plutôt que de s'abstenir, elles vont prendre en compte des considérations fragiles, éphémères, circonstancielles et dispersées. Elles se prononcent par exemple en fonction de ce qu'elles perçoivent des traits de caractère d'un candidat ou de l'évolution de leur situation personnelle. Cette manière de voter produit des effets d'instabilité, tant au

niveau individuel (les choix de l'électeur ou de l'électrice varient dans le temps) qu'au niveau collectif (les relations statistiques existant entre les choix électoraux et des appartenances sociales s'affaiblissent).

Mais l'instabilité est aussi une conséquence de l'organisation même des scrutins. Il n'y a jamais d'élections strictement identiques, et il y a donc toujours des éléments susceptibles d'induire des inflexions dans le choix des électeurs.

Il y a plusieurs types d'élections (présidentielle, parlementaires, régionales, départementales, municipales et européennes). Des électeurs, politisés ou non, peuvent décider de faire toujours le même choix et de soutenir les candidats du même parti ou de la même tendance à toutes les élections. Mais d'autres électeurs préfèrent voter pour le candidat du parti de leur choix aux élections parlementaires et se prononcer d'une tout autre manière lors des élections municipales. Ils peuvent par exemple décider de voter pour le maire sortant de leur commune dont ils apprécient la gestion, même s'il appartient à un parti différent. L'élection présidentielle est une élection particulièrement personnalisée. Des votes prenant en compte des jugements sur la personne des candidats peuvent interférer et, dans certains cas, s'opposer aux préférences partisans exprimées lors d'un autre scrutin.

L'impression de continuité suggérée par la permanence des étiquettes partisans tend par ailleurs à occulter les variations des orientations des partis et de leurs candidats. Les prises de position de François Hollande, candidat du Parti socialiste (PS) en 2012, ne sont pas identiques à celles de Benoît Hamon, candidat du même parti en 2017. Faut-il dès lors considérer que le choix d'un électeur de François Hollande en 2012 de ne pas soutenir Benoît Hamon en 2017 est instable ? Lors de l'élection présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a bénéficié des soutiens d'électeurs qui avaient soutenu le PS et d'autres Les Républicains (LR) au cours des années précédentes. S'agit-il de comportements instables ? On peut considérer en sens inverse que des électeurs de centre gauche et de centre droit ont préféré le candidat Macron, à leurs yeux plus modéré, que ses adversaires situés à sa gauche (Benoît Hamon) ou à sa droite (François Fillon).

On voit qu'il est souvent difficile de décider si un comportement est stable ou volatil. Mais on constate que, dans la mesure où les comportements sont instables, l'instabilité est le plus souvent contenue dans des limites relativement étroites. L'instabilité des électeurs de gauche consiste le plus souvent à soutenir des partis de gauche différents. Il en va de même pour les électeurs orientés à droite. Seuls les votants dont les dispositions politiques sont faiblement structurées peuvent

soutenir des candidats très opposés, souvent pour des raisons qui, dans leur cas, échappent aux rationalités politiques établies.

Il faut distinguer les oscillations électorales en tous sens des changements induits par les *réalignements politiques*. Ainsi les anciens partis « ouvriers » (communiste, socialiste, social-démocrate) ont perdu une grande partie de leur base sociale ouvrière en même temps que leurs ancrages ouvriers. Il ne faut pas imaginer que tous leurs électeurs ont soudainement choisi de soutenir l'un de leurs adversaires, par exemple les partis nationalistes de droite, comme le Front national (FN) en France. Des anciens électeurs ouvriers, déçus par l'action des dirigeants de gauche quand ils ont été en charge du gouvernement, ont disparu au fil des ans ou se sont repliés sur l'abstention. D'autres ont soutenu des organisations de gauche plus marginales. Seule une minorité d'ouvriers (comme on le voit quand on raisonne par rapport aux électeurs inscrits et non par rapport aux votants) ont finalement choisi de soutenir avec plus ou moins de conviction le FN, devenu Rassemblement national (RN), au motif « qu'il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite, que l'on a tout essayé, sauf le Front ou Marine, qui eux sont différents, et puis de toute façon on n'a rien à perdre, cela ne peut pas être pire ! ». Une partie de ces électeurs ouvriers frontistes sont en fait composés de nouveaux électeurs qui n'ont jamais voté à gauche ou d'ouvriers qui votaient déjà à droite. Le réaligement des votes ouvriers en faveur de la droite nationaliste est donc d'une ampleur plus limitée que ne le suggèrent certaines données publiées par les médias.

L'attractivité de ces partis pour les catégories populaires est le résultat d'un ensemble complexe de raisons que l'on ne peut détailler ici. Il y a la *dégradation des conditions de vie* de ces catégories et la perception que les partis qui se sont succédé au gouvernement n'ont pas été en mesure d'inverser la tendance. Les partis nationalistes ont également contribué à modifier la *vision des divisions du monde social*. Le mouvement ouvrier avait réussi dans le passé à imposer l'idée que le monde social est divisé entre ouvriers et capitalistes, ou entre salariés et patrons. En raison d'un ensemble de transformations, les partis nationalistes ont contribué à braquer les perceptions sur l'opposition entre les « nationaux » et les « étrangers ». Une autre raison du succès des partis nationalistes réside dans leur *position particulière dans les rapports de force politiques*. Ce sont des partis à la fois *reconnus*, en raison de leurs succès électoraux, mais toujours *marginaux* (certains ne sont pas des partis de gouvernement et on ne peut les tenir pour responsables de ce qui ne va pas) et/ou *stigmatisés* (ils sont considérés comme condamnables par leurs adversaires et la plupart

des commentateurs). C'est aussi cette position particulière qui les fait percevoir comme « différents », « antisystème » et résolu à « changer vraiment les choses en profondeur ». Il y a une sorte d'affinité, que l'on peut analyser comme une *relation d'homologie* (correspondance, caractère commun), entre la position dominée de certaines catégories populaires dans la société et celle, passagère, des partis nationalistes antisystème dans le monde politique.

LES APPARTENANCES SOCIALES CONTRIBUENT À STRUCTURER LES MANIÈRES DE VOTER

On voit que la désaffection des milieux populaires à l'égard des partis qu'ils soutenaient par le passé ne remet pas en cause l'hypothèse que le vote est structuré par les appartenances sociales.

D'un certain point de vue, on peut admettre que, sans disparaître complètement, le *vote de classe des ouvriers* s'est désagrégé. Une partie importante des ouvriers votaient dans le passé pour des partis qui se définissaient comme ouvriers, dont les dirigeants et les militants étaient ouvriers ou anciens ouvriers, qui prétendaient mettre fin à l'exploitation de la classe ouvrière par la bourgeoisie et qui, lorsqu'ils étaient au gouvernement, avaient réussi à imposer un certain nombre d'« avancées sociales » en faveur de leur base. Ce vote de classe a incontestablement régressé. On soutient désormais, en forme de boutade, que le premier parti ouvrier est le parti des abstentionnistes. Il est vrai aussi que les ouvriers qui continuent à voter sont désormais plus nombreux à soutenir les partis nationalistes radicaux que les partis de gauche. Néanmoins, comme on vient de le voir, cette évolution n'est pas sans racines sociales, même si ce n'est pas un nouveau vote de classe, notamment parce que le groupe qui existait comme une *classe ouvrière* s'est délité.

On a toutefois trop souvent réduit la question du « vote de classe » au cas particulier du vote de la classe ouvrière. Il y a aussi le vote de la bourgeoisie. Il est fidèlement, résolument et sans état d'âme orienté à droite. La bourgeoisie, même réduite à sa fraction « économique », n'est certes pas un groupe socialement construit comme une « classe sociale », dans la mesure où les membres de ce groupe et ses porte-parole produisent beaucoup d'efforts pour réfuter la pertinence de toute notion

de classe sociale. Mais c'est un *groupe social réel, construit*, toujours solidement construit, avec ses quartiers de résidence et de villégiature, ses écoles, ses clubs sportifs, ses organisations syndicales, sa presse, ses commerces, ses loisirs, son mode de vie, sa vision du monde, ses codes, ses sentiments d'appartenance et ses porte-parole politiques. Les membres de la bourgeoisie soutiennent résolument et sans défaillance les partis et les candidats libéraux et conservateurs qui défendent leurs intérêts. Même si ces comportements électoraux se déniaient comme votes de classe, ce sont pourtant des votes de classe à leur manière.

Plus généralement, on observe que tout groupe social qui s'est historiquement construit et maintenu dans l'histoire des luttes sociales et politiques engendre des sentiments d'appartenance et des identifications qui incorporent des dimensions politiques. Le catholicisme, en France, s'est, par exemple, édifié notamment à travers ses oppositions avec la République, le camp laïc et les partis de gauche. La plupart de ses membres se sentent plutôt de droite, et ce d'autant plus qu'ils sont davantage intégrés au groupe social catholique. Les enquêtes ont montré en ce sens que le pourcentage des catholiques qui votent à droite augmente quand on va des moins vers les plus pratiquants. La taille du groupe social catholique s'est évidemment réduite, mais c'est toujours un groupe social réel, construit, « vivant », dont les membres se sentent catholiques et qui, pour cette raison (et aussi en raison de leur vision particulière du catholicisme), sont portés à s'orienter à droite. À défaut d'un vote de classe, c'est un *vote de groupe*.

Tous les individus n'appartiennent pas à une classe sociale ou à un groupe social construit, mais tous les membres d'une société complexe y occupent une *position sociale* particulière. Il y a des relations étroites entre la position occupée dans le monde social et la manière de voir ce monde social, et notamment les questions politiques. Les citoyens n'émettent pas toujours des votes de classe, mais il y a beaucoup de votes de position sociale. Le monde social est structuré par une hiérarchie de rangs sociaux avec des positions basses, intermédiaires et élevées. Ces dernières sont prestigieuses, recherchées et valorisées, alors que les premières sont méprisées, dévalorisées et évitées. Il y a des positions de commandement et d'exécution. Des positions opposées dans la division du travail manuel et intellectuel. Le sociologue Pierre Bourdieu a montré qu'on pouvait résumer l'*espace des positions sociales* (l'ensemble de toutes les positions qui existent dans la société) avec deux axes. Le premier axe est vertical. Il correspond *grosso modo* à ce que le sens commun appelle « échelle sociale ». Les individus occupent une position d'autant plus élevée sur cet axe vertical

qu'ils ont des revenus, un patrimoine (donc un *capital économique*) et un niveau d'éducation (que le sociologue préfère désigner comme *capital culturel*) plus élevés. Pierre Bourdieu l'analyse comme l'*axe de volume global de capital*. L'hypothèse originale est qu'il y a un second axe, horizontal. À un niveau donné – par exemple intermédiaire ou élevé – de l'échelle sociale, les individus disposent d'un ensemble plus ou moins élevé de ressources avec, pour certains, sur la droite de l'axe horizontal, davantage de capital économique que de capital culturel. Ainsi, des entrepreneurs et des cadres dirigeants des entreprises ont des diplômes élevés, mais ils ont des ressources économiques (revenus, patrimoine) encore plus élevées comparées à celles des autres catégories. Inversement, ceux qui se situent à gauche sur l'axe horizontal ont, à un niveau donné (intermédiaire ou élevé) de volume global de ressources, davantage de capital culturel que de capital économique. Ainsi les membres des professions intellectuelles supérieures ont des moyens économiques élevés si on les compare aux catégories sociales intermédiaires et populaires, mais c'est dans leur rang que l'on va trouver les niveaux les plus élevés de pratiques culturelles. Il y a donc des positions opposées au sein des catégories occupant des positions intermédiaires ou élevées dans l'échelle sociale. Ces positions opposées s'articulent avec des oppositions politiques. Les catégories avec prédominance de capital culturel, par exemple les professeurs, s'orientent plus souvent à gauche. L'explication est qu'elles doivent surtout leur position sociale à leur capital culturel, qui est une forme socialement moins reconnue que le capital économique d'accomplissement et de réussite. Le sociologue les analyse comme les fractions dominées de la classe dominante. Les catégories dont la position sociale dépend davantage de leur capital économique, par exemple les cadres des entreprises ou les commerçants et artisans, sont plus souvent à droite. Elles doivent surtout leur position au capital économique, généralement considéré comme la ressource prédominante de distinction sociale. Les entrepreneurs et cadres dirigeants des entreprises se trouvent ainsi en position dominante au sein de la classe dominante. Il résulte, de ces formes de structuration des régions supérieures de l'espace social que l'on peut occuper, des positions sociales élevées et s'orienter à gauche, sans que cette orientation échappe pour autant aux déterminations sociales.

La caractérisation des positions sociales effectives des individus est particulièrement complexe pour diverses raisons. Le monde social est structuré par des groupements de positions emboîtés, un peu comme des poupées russes. Par exemple, les catégories ouvrières sont situées

dans les régions basses de l'espace social global, mais il existe en leur sein des positions hautes (ouvriers qualifiés) et basses (ouvriers non qualifiés). La caractérisation d'un ensemble d'individus comme « ouvriers » ne suffit pas pour comprendre et expliquer leur vote. Il faut savoir si ce sont des ouvriers qualifiés ou non qualifiés, des ouvriers de pure exécution ou occupant une position de pouvoir dans la hiérarchie ouvrière (chefs d'équipe), des ouvriers de petite entreprise, en contact avec le patron, ou de grande entreprise, avec un patronat lointain mais une organisation syndicale plus présente... On peut occuper des positions dans les régions basses de l'espace social et se sentir solidaires des puissants dans la mesure où l'on exerce un (petit) pouvoir dans la hiérarchie ouvrière. C'est le cas par exemple de certains chefs d'équipe. Le monde social est ainsi fait que certains occupent des positions dominées parmi les dominants (les intellectuels) ou des positions dominantes parmi les dominés (ouvriers placés au sommet de la hiérarchie des qualifications ouvrières), pour ne retenir que quelques cas simples. Ces structurations emboîtées échappent aux mesures statistiques trop simplistes, ce qui peut donner l'impression qu'il n'y a pas de causalité sociale, alors que c'est la complexité des causalités sociales et l'inadaptation des instruments de mesure qui produisent cette impression trompeuse.

Un élément supplémentaire de complication réside dans des relations entre les *positions sociales* et les *situations sociales*. Deux individus occupant des positions socioprofessionnelles très proches peuvent connaître des situations sociales très différentes, produisant des effets opposés sur les manières de voir le monde et la politique. Une professeure des écoles mariée à un professeur des écoles a davantage de chances de s'orienter à gauche qu'une de ses collègues mariée à un cadre dirigeant d'entreprise. Un ouvrier d'industrie, fils d'agriculteurs, qui vit à la campagne, possède quelques biens, dont une résidence principale, héritée de ses parents, cultive ses terres pour sa consommation personnelle, se chauffe avec son bois et ne paie pas de loyer, bénéficie de conditions de vie plus favorables qu'un ouvrier payé au même salaire mais qui vit en ville et doit payer son loyer et tout ce qu'il consomme. Là encore, ce sont des déterminations sociales qui viennent brouiller les mesures reposant sur des hypothèses trop simplistes. L'existence de tensions contradictoires entre les positions et les situations sociales est l'un des mécanismes qui tirent les individus dans des directions opposées, produisent des *dispositions clivées* (tentations de réagir de manière contradictoire dans les diverses circonstances de la vie, par exemple au moment de choisir un candidat), source

La caractérisation d'un ensemble d'individus comme « ouvriers » ne suffit pas pour comprendre et expliquer leurs votes.

d'hésitation et d'instabilité électorales, connues dans la littérature spécialisée comme **théorie des pressions contradictoires**.

On constate, par ailleurs, que la position occupée par un individu à un moment donné dépend aussi de toute la trajectoire (intergénérationnelle) qui a conduit l'individu jusqu'à sa position. L'origine sociale familiale, mesurée par exemple à la profession des parents, est un élément pertinent pour expliquer et comprendre les votes. On ne vit pas une position sociale donnée de la même manière selon qu'elle correspond à un déclassement ou à une ascension, par exemple en comparaison avec la position des parents. La *perception de la position* par son occupant est une composante de la position qui produit des effets sur les manières de se comporter, y compris dans le domaine politique. Le rapport à la politique dépend aussi de la *socialisation politique* (manière dont on a été éduqué ou pas dans le domaine politique). Un entrepreneur, fils d'entrepreneur, élevé dans un milieu politiquement conservateur, n'aura pas les mêmes orientations politiques qu'un entrepreneur issu d'un milieu ouvrier et dont la famille était orientée à gauche.

Il y a des relations étroites entre les positions sociales et les manières de voter, mais ces relations sont complexes et difficiles à mettre en évidence.

Il y a des relations étroites entre les positions sociales et les manières de voter, mais ces relations sont complexes et difficiles à mettre en évidence. Les statistiques des enquêtes courantes sont trop grossières pour rendre compte de ces complexités. Pour ne prendre qu'un exemple, les votes agrégés (réunis) de ceux que l'on regroupe dans la catégorie « cadres supérieurs » s'écartent peu des comportements électoraux moyens de l'ensemble des votants. Des analystes en déduisent que la variable « catégorie sociale » est peu explicative. Mais il suffit d'introduire une distinction entre cadres supérieurs des secteurs privé et public pour voir apparaître des différences significatives. Des différences encore plus nettes sont observables quand on se donne les moyens d'enquête permettant d'entrer plus finement dans le labyrinthe des hiérarchies et sous-hiérarchies des catégories « cadres supérieurs du public » ou du « privé ». Il suffit de bien reconstituer les positions sociales effectives

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Théorie des pressions contradictoires : quand des individus ont des appartenances multiples qui les tirent dans des directions opposées (des ouvriers portés à voter pour le parti démocrate mais qui sont aussi protestants, ce qui les incite à soutenir le parti républicain),

ils sont davantage susceptibles de s'abstenir, d'hésiter et de procéder à des choix changeants. On peut dire que leurs attitudes ou leurs dispositions à l'égard de la politique sont clivées, c'est-à-dire divisées et contradictoires.

et les différences pertinentes entre les positions sociales pour qu'apparaissent en pleine lumière les déterminations sociales maintenues.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les citoyens prennent en compte leurs intérêts sociaux quand ils votent, mais certains sont mieux armés que d'autres pour le faire. Les votes de classe des ouvriers ont sans doute régressé, mais les votes de position n'ont pas disparu. Pour une partie importante et croissante des milieux populaires, le vote qui correspond à leur position devient l'abstention.

Les votes de classe ont sans doute régressé, mais les votes de position n'ont pas disparu.

À LIRE

Luc Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Éditions de Minuit, Paris, 1982

Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, Paris, 1979

Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des classes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, n° 1, 1984, p. 3-14

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention.*

Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire, Gallimard, coll. « Folio Actuel », Paris, 2007

Jean-Yves Dormagen et Daniel Mouchard, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, Bruxelles, 2007

Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Le Seuil, Paris, 1993

Patrick Lehingue, *Le Vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La Découverte, coll. « Grands Repères Manuels », Paris, 2011

Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Presses de Sciences Po, Paris, 1977

LES ÉLECTEURS SONT-ILS (DE PLUS EN PLUS) VOLATILS ?

Patrick Lehingue

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 398 à 407

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-398.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES ÉLECTEURS SONT-ILS (DE PLUS EN PLUS) VOLATILS ?

par **PATRICK LEHINGUE** (politiste, université de Picardie)

If voters are loyal, what are they loyal to ?

Richard Rose et Ian McAllister, *The Loyalties of Voters*, 1990

L'idée est à la mode, entendue chez tous les pseudo-experts invités sur les plateaux de télévision : les électeurs seraient devenus volatils. L'électeur serait coupable de versatilité, d'inconstance, voire d'irresponsabilité, et ce serait neuf. Cela a-t-il vraiment du sens ? À travers quelle grille de lecture des fonctionnements politiques ?

FAIRE PARLER LES URNES

25 mai 2019. Au soir des élections européennes, sitôt les urnes ouvertes et les bulletins à peine dépouillés, le chœur des exégètes électoraux (chroniqueurs, compétiteurs, sondeurs, politologues...) entre en scène. Tels des ventriloques, tous s'emploient, comme à chaque scrutin, à faire parler des voix, par définition anonymes (secret du vote) et muettes (les bulletins ne doivent comporter aucune explication de vote sous peine d'être impitoyablement annulés). L'enjeu de ce micro-combat symbolique qui clôt la joute électorale est simple : désigner concurremment et de concert un vainqueur (en 2019, la liste du Rassemblement national – RN – ou celle de La République En Marche! – LREM – ?), épinglez des vaincus (au choix, La France insoumise – FI –, Les Républicains – LR – et/ou le Parti socialiste – PS – ?), enfin assigner un sens à l'élection (*ce que les Français ont voulu dire par leur vote et que je signifie par ma parole de commentateur autorisé...*). Par-delà les querelles interprétatives (le RN arrive en tête mais... avec un écart d'à peine 0,7 % ; il perd en pourcentage

mais... gagne en voix par rapport aux précédentes européennes de 2014 ; rapporté aux présidentielles de 2017, Marine Le Pen perd des voix... mais gagne en pourcentage, etc.), deux constats assez ambivalents font alors consensus. Sur un mode enchanté : les citoyens ont cessé de désertier les isolements. Sur un ton plus déploré : les électeurs sont désormais volatils.

Ce double constat est sans doute hâtif. Faut-il que la « démocratie de l'abstention¹ » soit tombée si bas, pour que, à l'occasion du premier scrutin érigé après l'élection d'Emmanuel Macron en quasi-référendum sur sa politique, on s'émerveille qu'un tout petit plus de la moitié (50,12 %) des électeurs aient consenti à participer ?

Par ailleurs, la volatilité des électeurs est-elle si nouvelle et peut-on vraiment leur en imputer la responsabilité exclusive ? À ce stade, une seule chose est sûre : en mai 2019, la volatilité supposée débordante des électeurs a été astucieusement brandie et mise en scène par les sondeurs pour exonérer les déboires – pourtant prévisibles – de leur instrument : en substance, nos sérieuses erreurs de prévision sont dues au fait que les électeurs ne cessent de changer d'avis jusqu'au dernier moment. Le baromètre demeure fiable, c'est la pression atmosphérique qui soudainement varierait trop.

La volatilité des électeurs est-elle si nouvelle et peut-on vraiment leur en imputer la responsabilité exclusive ?

UN PSEUDO-CONCEPT POUR UNE RÉALITÉ FUYANTE

« Volatilité électorale. » Nouveau sésame du vocabulaire politique, le terme, en fait, est peu stabilisé. Dans un domaine où les jugements de valeur affluent, on évoque aussi, de manière tout aussi dépréciative, l'*inconstance*, l'*infidélité*, le *nomadisme*, l'*instabilité*, ou la *déloyauté* des électeurs. Ces concepts-écrans permettent de singer une maîtrise intellectuelle des changements sociaux : on comparera volontiers, pour mieux la « démontrer », la volatilité électorale au zapping du téléspectateur ou à la versatilité des consommateurs immergés dans des sociétés de plus en plus liquides. Ce faisant, on évite de nommer l'innommable des démocraties électives : la fragilité du lien de représentation, la friabilité des « électorats partisans² », pour ne rien dire des inégalités (croissantes) de politisation et de la diversité (persistante) des rapports qu'entretiennent les agents sociaux à la politique et au vote (de l'indifférence totale à l'adhésion intéressée³). Pour y voir plus clair, jauger plus sereinement avant que de juger précipitamment,

1. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Gallimard, coll. « Folio Actuel », Paris, 2007.

2. Michel Offerlé, « Le nombre de voix. Électeurs, partis et électorats socialistes à la fin du XIX^e siècle en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 71-72, 1988.

3. Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Le Seuil, Paris, 1978.

il faut d'abord prendre acte de la diversité des définitions puis de la pluralité des mesures.

QUE MESURE-T-ON ?

Comme souvent en sciences sociales, il convient de « distinguer ce que d'ordinaire on confond » (Durkheim) en différenciant au moins quatre types de comportements mobiles, lesquels n'engagent pas les mêmes problématiques, ni les mêmes jugements normatifs, ni les mêmes mesures.

1. Certaines recherches s'attachent aux mécanismes de formation du *people's choice*⁴ en s'intéressant à la manière dont les électeurs forgent leurs opinions durant une campagne électorale. La volatilité sera d'abord évaluée par l'indécision électorale et le moment du choix (en 1940, aux États-Unis, 77 % des enquêtés avaient arrêté leurs choix cinq mois avant l'élection, contre 60 % en 2016) ainsi que par la proportion d'électeurs ayant modifié leurs intentions de vote au cours des vagues successives d'enquêtes (en 1940, aux États-Unis 23 % dont 15 % qui étaient revenus à leur choix initial ; la proportion n'est pas connue pour l'élection de Donald Trump, faute d'un panel). N'en déplaise aux conseillers en communication qui doivent se justifier d'exister, toutes les recherches, y compris les plus récentes, concluent à l'effet marginal et limité des médias et des outils de marketing électoral. Par un paradoxe assez réjouissant, les citoyens les plus exposés aux efforts de persuasion des candidats sont les moins susceptibles de changer d'avis, quand les électeurs potentiellement flottants se tiennent à l'écart et sont indifférents aux arguments de campagne déployés. La décision électorale (et d'abord celle d'aller voter) se décante non pas tant sous l'effet de la propagande partisane que des discussions informelles au sein des familles, avec des amis, des voisins, des collègues.

2. Si le mode de scrutin l'autorise, la « volatilité » pourrait également désigner les transferts de voix entre les deux tours d'une même consultation. Est alors implicitement mesuré le respect par les électeurs des consignes de désistement, donc la valeur du certificat de propriété que candidats et partis politiques affirment, même s'ils s'en défendent, sur « leurs » électors.

3. La volatilité pourrait également désigner les variations de comportement (participation et orientation électorales) entre scrutins de « nature » ouvertement différente : désignations (parfois simultanées) d'un président, d'un gouverneur, d'un représentant, d'un *attorney* (USA), votes au Bundestag et aux assemblées de *Länder* (RFA), vote aux élections dites « nationales » et « locales » (conseillers régionaux,

4. Titre d'une recherche pionnière menée durant la campagne présidentielle de 1940 aux États-Unis, voir : P. Lazarsfeld, B. Berelson et H. Gauchet, *The People's Choice. How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, Columbia University Press, 1944.

départementaux ou municipaux), aux élections de premier (présidentielle) ou de second ordre (européennes) en France. En fonction de l'ampleur des écarts entre transactions électorales « centrales » et « périphériques », on pourra diagnostiquer un processus de nationalisation ou de relocalisation des votes, ou mesurer l'inégale « personnalisation » des élections. Les différentiels de participation permettent de distinguer des scrutins de haute ou de basse intensité, et d'acter la relégation de scrutins auparavant décisifs en élection de second ordre (voir les élections législatives en France, déclassées par un taux d'abstention passé de 18 % en 1978 à 51,5 % quarante ans plus tard).

4. En allongeant la durée d'observation au-delà d'un entre deux tours ou du tempo limité d'une campagne, la volatilité électorale peut aussi s'attacher aux trajectoires de vote non linéaires entre consultations de même type (la présidentielle ou des législatives, généralement). Combien, à moyen ou long terme, de « transfuges », au terme de quels itinéraires ? Ici, la recherche est d'autant plus complexe que la période couverte est plus longue, et que la structuration de l'offre varie (quels partis présents, quels systèmes d'alliances ? Etc.).

C'est paradoxalement cette acception qui est généralement retenue, alors même que les comparaisons dans le temps et l'espace politique s'avèrent être ici des plus malaisées. En effet, de nombreux facteurs interfèrent : la démographie d'un corps électoral qui ne cesse d'évoluer par inscriptions nouvelles ou radiations par décès ou déménagements⁵ ; le multipartisme instable qui voit des partis naître (FI et LREM en 2012), disparaître (le vieux Parti radical en 1971), fusionner (RPR et UDF), se scinder (PS), etc. Un même parti existerait-il sous le même nom de baptême durant des décennies (le FN de 1984 à 2017 ; le PCF depuis le congrès de Tours de 1920), un même candidat se présenterait-il à de nombreuses reprises (François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle de 1965, 1974, 1981, 1988), rien ne garantit qu'un « même » vote pour ce parti ou ce candidat à plusieurs années d'intervalle revêtirait la même signification. Ainsi, le dépôt d'un même bulletin de vote nominal à quelques décennies d'intervalle peut-il trahir une forte instabilité des préférences, quand au contraire un changement radical de vote correspondra à un même système de valeurs⁶.

COMMENT MESURE-T-ON ? INSTRUMENTS ET ARTEFACTS

On doit ici encore distinguer les « données » (souvent construites, d'où les guillemets) sur lesquelles on travaille et la distance politique que parcourt l'électeur pour qu'on puisse le qualifier d'électeur flottant.

Quatre datas peuvent être mobilisés.

5. En moyenne, les bureaux de vote urbains se renouvellent de 50 % tous les dix ans.

6. C'est par exemple le cas des « petits Blancs » ségrégationnistes du Deep South esclavagiste aux États-Unis qui dans les années 1950 votent massivement pour le parti démocrate, puis dans les années 1970 quittent massivement ce parti devenu celui des droits civiques et de la promotion de la cause des Noirs.

Les résultats électoraux bruts sont facilement disponibles mais souvent trompeurs, puisqu'ils ne font apparaître que des soldes nets et donc sous-évaluent l'« évaporation de ces solides » partisans que seraient les électorats. Entre la présidentielle de 1995 et les législatives de 1997, l'influence relative du FN semble strictement identique (15,3 % des exprimés), mais, rapporté au nombre de voix, il perd en deux ans près de 650 000 suffrages du fait d'une plus forte abstention. Mais cette perte nette dissimule elle-même des mouvements autrement plus importants. Près de 2,1 millions d'électeurs de Jean-Marie Le Pen de 1995 n'ont pas voté pour ses candidats aux législatives en 1997 (dont 1,3 million se sont abstenus, 400 000 auraient voté pour des candidats de droite, autant pour des candidats de gauche⁷). Inversement, 1,5 million d'électeurs ont rejoint en deux ans le FN (750 000 auraient voté Balladur, Chirac ou de Villiers en 1995, 250 000 pour des candidats de gauche aux présidentielles, 500 000 seraient de nouveaux électeurs non inscrits en 1995). Au terme de ces calculs fastidieux et qui demeurent approximatifs, une apparente stabilité en pourcentage dissimule de vastes flux de défection et de ralliement intéressant près de 3,6 millions d'électeurs pour seulement 2,3 millions d'électeurs permanents et fidèles. On s'explique du même coup mieux la difficulté d'établir un « portrait-robot » à peu près fidèle de l'électeur frontiste « moyen ».

Seconde série de datas, les questions de sondages qui interrogent individuellement les électeurs sur leurs votes présents et passés. Ici, trois biais altèrent la pureté et l'apparente précision des résultats statistiques. D'une part, de nombreux électeurs dissimulent leurs pratiques abstentionnistes, encore considérées par certains (mais de moins en moins...) comme une infraction coupable à la norme civique. Pour des raisons similaires, que les spécialistes nomment joliment « biais de désirabilité », de nombreux enquêtés minimisent leur « nomadisme électoral » en exagérant leur degré de fidélité à telle formation, ou passent sous silence des préférences trop radicales et perçues comme répréhensibles (vote frontiste). Plus simplement encore, les sondés politiquement les moins investis oublient leurs votes antérieurs (qui, comme on le dit parfois, n'engageaient pas à grand-chose) et peinent à les reconstituer.

Troisième technique, le panel contourne ce biais de mémorisation puisqu'il permet de suivre « en temps réel » l'évolution des opinions de chacun des panélistes au fur et à mesure des vagues d'enquête. Onéreux, le panel peut être faussé par un phénomène dit d'« attrition », soit le refus d'enquêtés (généralement les moins diplômés, les moins

7. Sur le détail de ces calculs, on renvoie à : Patrick Lehingue, *Le Vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La Découverte, coll. « Grands Repères Manuels », Paris, 2011.

intéressés par la compétition politique) de poursuivre l'expérience. À l'arrivée, l'échantillon est non seulement réduit numériquement (jusqu'à 30 % d'abandons à chaque vague) mais aussi qualitativement (il cesse, si toutefois il l'était, d'être représentatif).

Reste alors la voie des entretiens approfondis qui permettent aux agents sociaux de mieux expliciter les raisons de leurs choix successifs, tant il est vrai que l'électeur peut avoir ses raisons que la raison politologique ignore, peu soucieuse qu'elle est de réencastrer les individus dans leur environnement social familial. Encore faut-il trouver des agents sociaux disposés à jouer le jeu des entretiens, donc prêts à expliquer les raisons d'une pratique (vote, abstention, constante ou intermittente...) qui va sans dire (en droit, l'électeur peut s'acquitter de sa pratique sans avoir à s'en justifier) et ne va pas toujours mieux en le disant...

SUR- ET SOUS-ÉVALUATION

On l'aura compris, ce qu'il est convenu de nommer la « volatilité électorale » désigne en fait des déplacements électoraux ne se situant pas sur le même plan et qu'en toute rigueur on ne saurait confondre. Évaluer la formation parfois balbutiante des choix durant une campagne électorale (définition 1), vérifier le respect par les électeurs des consignes de désistement de « leur » candidat (définition 2), retracer sur plusieurs décennies les hauts et les bas de telle famille politique (définition 3), évaluer l'équation personnelle d'un maire ou la portée d'un processus de « nationalisation » des transactions électorales (définition 4), c'est à la fois poser des problèmes différents, donc aboutir à des résultats d'autant moins comparables que les outils de mesure disponibles ne sont pas les mêmes.

MESURES DE LA VOLATILITÉ ET MODES DE CONSTRUCTION DE L'ESPACE POLITIQUE

En langage boursier, un cours d'action est volatil quand il fait l'objet de constantes *sous-* ou *surévaluations*. Suggestive, cette approche présuppose cependant qu'il existerait une vraie valeur, ce qui, au vu de ce qui précède, est peu probable. En fait, qui dit mobilité suppose déplacement de points dans un espace, définition simple qui engendre cependant au moins deux problèmes.

En supposant unidimensionnel l'espace des votes (un simple axe gauche-droite, par exemple), comment graduer en cases et découper cet axe pour apprécier les distances et décréter que tel franchissement

de frontière par un électeur doit être nommé volatilité ? (Le même problème se pose pour les sociologues qui calculent la mobilité sociale.)

Quid du problème, si l'espace des votes cesse d'être unidimensionnel, donc ne s'attache pas seulement à l'orientation des votes émis (suffrages exprimés pour tel ou tel parti) mais intègre les abstentionnistes, lesquels représentent parfois plus de la moitié des inscrits ?

On peut, pour illustrer le problème, prendre appui sur une séquence électorale à trois scrutins, reconstituée – avec tous les biais déjà notés – à l'aide de sondages d'opinion.

Itinéraires de vote sur trois scrutins successifs
(1^{er} tour des législatives de 1993, européennes de 1994,
1^{er} tour de la présidentielle de 1995)

N°	trajets	N =	% hors abst.	% avec abst.
<i>Abstentionnistes exclus (hors abst.)</i>				
1	<i>Stables de gauche aux trois scrutins (même vote pour un parti)</i>	520	22 %	13 %
2	<i>Stables de droite aux trois scrutins (même vote pour un parti)</i>	570	24 %	14 %
3	<i>Stables FN ou Le Pen aux trois scrutins</i>	70	3 %	2 %
4	<i>Mobiles intragauche (ex : vote socialiste puis communiste)</i>	384	16,5 %	9,5 %
5	<i>Mobiles intradroite ou extrême droite</i>	351	15 %	9 %
6	<i>Mobiles entre gauche et droite ou E.D.</i>	459	19,5 %	11,5 %
	<i>Sous-total</i>	2 354	100 %	
<i>Abstentionnistes inclus (avec abst.)</i>				
7	<i>Stables de gauche mais abstentionnistes une fois</i>	257		6,5 %
8	<i>Stables de droite (ou FN) mais abstentionnistes une fois</i>	333		8,5 %
9	<i>Non-participationnistes 2 fois + un vote de gauche</i>	338		8,5 %
10	<i>Non-participationnistes 2 fois + un vote de droite ou FN</i>	360		9 %
11	<i>Non-participationnistes permanents</i>	346		8,5 %
	<i>Total général</i>	3 988		100 %

Source : Jérôme Jaffré et Jean Chiche, « Mobilité, volatilité, perplexité », in Daniel Boy et Nonna Mayer, *L'Électeur à ses raisons*, Presses de Science Po, Paris, 1997, p. 285-335.

Combien d'électeurs volatiles dans cette enquête qui, probablement, surévalue, pour les raisons précitées, la participation électorale ?

Si, comme c'est trop souvent le cas, on calcule hors abstentionnistes, 459 enquêtés (la classe 6) déclarent un vote oscillant entre gauche et droite ou extrême droite, soit moins d'un votant sur cinq, mais, en réintégrant les abstentionnistes, un enquêté seulement sur dix (11,5 %) sur trois ans et trois scrutins très différents.

Mais on peut, armé d'une définition plus extensive, y ajouter les classes 4 et 5, soit les mobiles qui, fidèles à un bloc (gauche ou droite), ne le sont pas à une marque partisane précise (ils passent par exemple du PC au PS). Dans ce cas, les électeurs flottants sont désormais presque trois fois plus nombreux (1 194, soit 51 % des votants permanents, et 30 % des enquêtés).

La nécessaire réintégration des pratiques d'abstention (mais elles ne sont pas toutes « avouées ») bouleverse le paysage. Si on admet que le trajet participation/abstention témoigne aussi d'une certaine volatilité électorale, alors ce sont les classes 7 à 10 qu'il nous faut ajouter pour aboutir à un total de votes flottants de 2 482 enquêtés, soit 62 % de l'échantillon.

Résumons-nous : on peut, dans l'exemple choisi et volontairement daté, évaluer la proportion d'enquêtés à pratiques électorales « volatiles » à 11,5 % ou... à 62 %. Belle fourchette, dont on doit se satisfaire, car ce « flou » est inévitable, puisque aucun des classements examinés n'est plus arbitraire que les autres.

Autres enseignements plus constructifs et toujours valables, la fidélité électorale partisane *stricto sensu* est minoritaire (moins d'un tiers des enquêtés), la fidélité à un bloc (gauche ou droite) beaucoup plus fréquente, le franchissement de la frontière gauche/droite (volatilité au sens strict) rare (11 %). L'*exit* définitif, donc l'abstention permanente, est également marginal (un électeur sur dix), et concerne surtout les « mal-inscrits », soit ceux qui demeurent inscrits dans une ville où ils ne résident plus. Ce sont en fait les itinéraires croisés de vote puis d'abstention, donc les participants intermittents au rite électoral, qui constituent l'essentiel de la volatilité électorale et expliquent la plus grande part de sa progression, y compris pour les scrutins supposés décisifs.

**Participation et abstention :
séquence présidentielle-législatives**

	2002	2007	2012	2017
Abstention systématique	12,8 %	8,6 %	10,9 %	13,4 %
Vote systématique	47,6 %	50,9 %	47,8 %	35,9 %
Vote intermittent	40,6 %	40,4 %	41,2 %	50,8 %
Total	100	100	100	100

Source : INSEE, enquêtes sur la participation électorale de 2002 à 2017

LA FAUTE À QUI ?

Le modèle états-unien de l'université de Michigan (*The American Voter*, une étude sur le comportement électoral aux États-Unis réalisée en 1960) associait implicitement « vote normal » et « stabilité » via la force des identifications partisans. Notre petite incursion dans les arrières-cuisines de la fabrication des chiffres permet de renverser la proposition. La « volatilité électorale », loin d'être ce phénomène marginal, exceptionnel et d'un certain point de vue « pathologique », constitue bien le standard, la norme, la règle ordinaire à laquelle la majorité des électeurs « sacrifie ». Reste enfin à en comprendre les ressorts.

Au petit jeu de la quête des responsables, c'est évidemment vers l'électeur qu'on se retournera en déplorant son irrésolution, son irrationalité, sa déroutante versatilité. Vieux discours, déjà présents au XIX^e siècle, quand il s'agissait d'exorciser le spectre du suffrage universel, et de déplorer l'avènement de la « vile multitude » (selon les mots d'Adolphe Thiers), dont on ne savait pas anticiper les retournements d'humeur. On peut là encore renverser la charge de la preuve. Si l'électeur est déloyal, à quoi (ou qui) l'est-il précisément ? Qui de l'élus ou de l'électeur est infidèle ? Si volatilité sur les marchés électoraux il y a, celle-ci est sans doute plus à rechercher du côté de l'offre que d'une hypothétique demande.

C'est le caractère évolutif du champ politique comme système de luttes et d'écarts entre des forces et des prises de position qui ne se définissent que relationnellement, les unes par rapport aux autres⁸, qu'il faudrait constamment garder à l'esprit.

Mécaniquement, la plus grande « inconstance » des choix découle d'abord de la fragmentation de l'offre électorale, laquelle renvoie parfois à de nouveaux clivages (écologie, xénophobie, altermondialisme, régionalisme...) mais cède aussi souvent à ce que Freud nommait le « narcissisme des petites différences ». La gamme des choix disponibles en ressort

8. Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, 1981.

élargie, et la probabilité de votes flottants est tendanciellement plus élevée, ce que les dernières élections européennes en France (34 listes en lice, dont 28 totalisant 20 % des exprimés) ont une fois de plus illustré.

Plus encore, il faudrait interroger la succession accélérée des alternances politiques, qui constitue à la fois le symptôme évident mais aussi la cause toujours renouvelée de la volatilité des électeurs. En France, on en dénombre depuis 1980 pas moins de huit, avec à chaque occasion le sentiment que l'univers des possibles latéraux se referme progressivement, que les marges d'action sont de plus en plus étroites, que les promesses, pourtant toujours plus modestes, peinent à être respectées quand elles ne sont pas trahies, bref que l'*alternance électorale* proclamée n'est plus le gage de *politiques publiques alternatives*.

On conçoit alors mieux que le désenchantement qui accompagne ce sentiment d'impuissance et d'inanité (« à quoi bon ? ») se traduise électoralement par la tentation de votes jugés auparavant inconcevables ou indécents (votes FN, par exemple). On comprend également mieux que la montée de l'indifférence (soit, littéralement, l'incapacité à opérer des différences...) engendre une participation de plus en plus intermittente.

Ce que l'on ne saisit pas toujours à sa juste valeur, c'est le caractère socialement discriminant de cette désertion sélective mais désormais massive des urnes. Au terme d'une recherche exemplaire s'appuyant sur les enquêtes « Participation électorale » de l'INSEE, trois sociologues du politique⁹ ont ainsi pu établir en 2017 qu'« un homme, cadre, ayant entre soixante et soixante-quatre ans, un niveau d'études bac + 5, marié, en couple avec des enfants et n'étant pas immigré, présentait 19,2 % de risque de s'être abstenu au second tour des législatives ». À l'inverse, les auteurs estiment qu'« une femme, ouvrière, ayant entre vingt-cinq et vingt-neuf ans, non diplômée et ayant arrêté sa scolarité avant le lycée, divorcée, vivant seule avec ses enfants, présente 89,4 % de risque de s'être abstenue au second tour ». Le taux national était alors de 57,4 %, mais une telle moyenne a-t-elle encore une signification quand elle dissimule de tels écarts ?

**Les électeurs sont
probablement moins flottants
que leurs élus.**

MORALE DE L'HISTOIRE ?

La mobilité des représentés devrait donc en toute logique être systématiquement rapportée aux stratégies de placement et déplacement des représentants : les électeurs sont probablement moins flottants que leurs élus.

9. Céline Braconnier, Jean Yves Dormagen et Baptiste Coulmont, « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *RFSP*, vol. 67, n° 6, 2017, p. 1023-1040.

LA POLITIQUE, UNE AFFAIRE DE « PROFESSIONNELS » ?

Rémi Lefebvre

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 408 à 417

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-408.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA POLITIQUE, UNE AFFAIRE DE « PROFESSIONNELS » ?

par RÉMI LEFEBVRE (politiste, université de Lille)

Remerciements à Jean-Loup Rougery

(professeur de sciences économiques et sociales)

« Je ne suis pas un professionnel de la vie politique.
Je vais en effet pour la première fois à une élection, et c'est l'élection
présidentielle. Mais j'ai eu un métier, j'ai été dans la vraie vie. »

Emmanuel Macron, le 11 décembre 2016

« Le métier politique ne s'improvise pas. [...] Personne n'imagine que nous puissions diriger une grande entreprise de
métallurgie... et réciproquement. »

Jean-Yves Chamard, député de la Vienne, au journal
Le Monde, le 11 janvier 2005

« Il faut sept ans pour devenir médecin, sept à huit ans
avant d'être universitaire. Chaque profession a sa culture...

La politique est une spécialité. »
Pascal Clément, député de la Loire,
au journal *Le Monde*, le 11 janvier 2005

La politique ne devrait pas être une activité spécialisée réservée à une minorité. Pourquoi l'est-elle devenue, alors que la démocratie postule l'ouverture à tous des fonctions politiques ? Qui sont ceux qui en font profession ? C'est un métier hors normes car l'élection en définit l'accès. Mais alors, quelles compétences requiert-il ?

POURQUOI PARLE-T-ON D'« HOMMES POLITIQUES » ?

L'expression « hommes politiques » s'est banalisée et n'est plus vraiment interrogée. Elle est pourtant lourde de sens puisqu'elle traduit

les logiques de dépossession politique et sociale qui sont au cœur de la démocratie représentative. L'expression est significative, d'abord, parce qu'elle postule que la politique est réservée aux hommes. De fait, les femmes en ont longtemps été exclues. En France, la parité a conduit à affaiblir le monopole masculin sur les fonctions politiques, mais la féminisation du personnel politique reste incomplète. En 2017, un nombre record de femmes ont été élues députées : elles représentent 39 % des membres de l'Assemblée nationale. Les « femmes politiques » tendent aussi à exercer des fonctions toujours considérées comme subalternes, moins valorisées que celles dévolues aux hommes ou renvoyant à des domaines jugés par essence « féminins » (le social, l'enfance, la culture...). Près de 50 % des conseillers municipaux sont des femmes mais seulement 16 % des maires... Sous la V^e République, aucune femme n'a jamais été présidente de la République, une seule femme (Édith Cresson) a été Première ministre dans les années 1990, et de manière très brève (moins d'un an).

Parler d'« hommes politiques » a aussi une implication plus générale. Il y aurait des hommes « politiques »... et donc d'autres qui n'en sont pas, des individus qui ont vocation à représenter ou à gouverner, et d'autres qui sont condamnés à une forme de passivité et d'obéissance.

De fait, dans les démocraties représentatives contemporaines, une division du travail politique s'est opérée. L'exercice du pouvoir revient à des individus qui se spécialisent dans la politique et ont des compétences reconnues, tandis que la grande majorité des citoyens se contentent (au mieux) de voter et laissent les élus décider à leur place. Pour le dire dans des termes plus sociologiques, la politique est le fait d'une minorité d'initiés (les « professionnels de la politique ») qui mettent à distance les « profanes ». La délégation à ces professionnels (le sociologue Pierre Bourdieu parle de « remise de soi ») est fondée sur le sentiment d'incompétence de la plus grande part des citoyens, et l'imposition de ce sentiment. La professionnalisation est donc un phénomène social systémique qui relève de mécanismes intériorisés.

Le métier politique n'est pas officiellement ou juridiquement consacré. Il est même contraire aux principes démocratiques, car, en principe, tout citoyen peut être gouvernant *et* gouverné, dès lors que certaines conditions d'éligibilité sont respectées. La politique n'est pas censée être un métier. C'est d'ailleurs pour cela qu'en France le législateur a toujours répugné à produire un statut d'élus en bonne et due forme. C'est aussi pour cette raison que les élus ne touchent pas un « salaire » mais des « indemnités », en regard de leur « mandat » considéré comme un « engagement ». Reconnaître l'existence d'un

métier politique reviendrait à accréditer la captation du pouvoir par un groupe restreint d'acteurs politiques. Cette question est un enjeu de la lutte politique. Ceux qui contestent le pouvoir en place (comme Emmanuel Macron en 2017) peuvent stratégiquement dénoncer le fait que la politique soit un métier. Mais d'autres « hommes politiques » assument à l'inverse la nécessité de faire de la politique un métier, parce qu'il est légitimant, dans un contexte de défiance, de mettre en avant ses « compétences » (voir les déclarations de députés citées).

De fait, le processus de professionnalisation n'est pas nouveau. Il affecte les démocraties représentatives depuis la fin du XIX^e siècle. Le sociologue Max Weber, dans son ouvrage *Le Savant et le Politique*, issu de conférences prononcées en 1917 et 1919, définit le professionnel de la politique comme celui qui vit *de* et *pour* la politique. Cette figure tend à se substituer au notable, à partir du moment où le suffrage devient universel dans les démocraties, et que les masses accèdent à des droits démocratiques. Le professionnel vit d'abord *de* la politique, parce qu'il en tire des moyens de subsistance. L'indemnisation des élus a un fondement démocratique. Elle résulte d'une revendication du mouvement ouvrier. Car, si les fonctions politiques étaient gratuites, elles seraient réservées de fait aux « notables » et aux élites sociales, qui ont des ressources économiques en dehors de la politique (ce qui a été longtemps le cas). Indemniser les mandats politiques, c'est contribuer à en démocratiser l'accès (même si cette condition est loin d'être suffisante).

L'homme politique moderne vit *pour* la politique, parce qu'il en fait sa principale activité, voire sa vocation ou sa raison de vivre. Ses compétences viennent de cette appétence.

À la fin du XIX^e siècle, la politique va devenir de plus en plus concurrentielle, au fur et à mesure que de nouveaux acteurs entrent dans l'arène électorale (les représentants de la classe ouvrière, la bourgeoisie intellectuelle...). La politique, alors, ne peut plus être exercée en amateur, comme c'était le cas sous le règne des notables. Plus complexe, avec le développement de l'État et des pouvoirs publics, elle demande de nouvelles ressources et des investissements individuels et collectifs plus importants.

Un autre facteur explicatif est plus structurel. L'*élection* produit des effets de *sélection*. Élités et élections partagent la même étymologie (*eligere*). Élire, c'est choisir. L'élu est souvent un citoyen « distingué », selon le philosophe Bernard Manin, qui fait valoir dans l'élection des compétences ou des qualités individuelles. L'élection ne garantit donc pas l'égale capacité de tous à être élu. De nombreux auteurs, comme

Montesquieu, ont très tôt d'ailleurs considéré que l'élection était un mécanisme « aristocratique ». Si les révolutionnaires de 1789 comme l'abbé Sieyès ont légitimé l'élection, c'était explicitement non pas pour donner le pouvoir au peuple, mais, au contraire, pour *filtrer* sa souveraineté, en confiant son exercice aux élites et aux « meilleurs ». Définir la politique commune comme une affaire de compétences, c'est aussi mettre à distance les catégories populaires, qui en sont les plus démunies.

La professionnalisation de la politique est donc un mécanisme ancien et peut-être lié par nature à la démocratie représentative elle-même. Un personnel politique spécialisé tend à s'y autonomiser et à imposer un monopole sur les responsabilités politiques. Mais ce processus de professionnalisation a eu tendance à s'accroître : les groupes sociaux les plus dominants sont de plus en plus surreprésentés dans les élites politiques et imposent la légitimité de leurs compétences et de leurs *titres à représenter*. Jacques Rancière définit, non sans arguments, les démocraties représentatives contemporaines comme des « oligarchies électives ». La politique, plus complexe sans doute, est devenue plus gestionnaire et moins idéologique, ce qui amène à consacrer certains types de capitaux politiques (ressources, compétences, profils...) et à en dévaluer d'autres (ceux des militants, par exemple). Les partis de gauche n'assurent plus par ailleurs la promotion des catégories populaires, lesquelles, par conséquent, accèdent de moins en moins aux positions électives.

ÊTRE DU MÉTIER

Si la politique est une affaire de professionnels, qui sont-ils ?

La politique est un univers d'hommes privilégiés, âgés, diplômés et issus des catégories supérieures de la société. Le groupe social formé par les responsables élus est peu représentatif de la population active dans son ensemble. L'exercice de certaines professions est plus propice à l'entrée en politique, comme les professions libérales ou celles des fonctionnaires (les enseignants en particulier), pour plusieurs raisons. Les membres de ces professions mettent à disposition un capital social (notoriété, reconnaissance sociale, qualités sociales...) qui se convertit dans l'élection en capital politique. Leurs professions permettent aussi une disponibilité, un investissement plus modulable ou l'accès à des garanties statutaires (un avocat peut se lancer en politique en déléguant la gestion de son cabinet à un tiers, un fonctionnaire peut se mettre en

disponibilité, mais il est difficile pour un salarié du privé de mettre entre parenthèses son activité professionnelle...).

La politique est ainsi un univers de privilégiés : quel que soit l'indicateur retenu (la profession, le niveau d'études, de revenu ou encore l'origine sociale), les professionnels de la politique appartiennent majoritairement à la bourgeoisie et aux couches moyennes supérieures. Dans les années 1950, 1960 et 1970, le poids du Parti communiste explique la relative diversification sociale des élites alors observée. Mais, depuis les années 1980, les ouvriers sont maintenant ultra-minoritaires en politique. Même en 1981, alors que la victoire de la gauche a renouvelé fortement le personnel parlementaire, les ouvriers n'ont pas dépassé 2 % du total des députés. En 2002, on dénombrait à l'Assemblée nationale 2,8 % d'employés et d'ouvriers, et 3,8 % en 2007.

En comparaison, en 2012, les agriculteurs exploitants comptaient pour 3,1 % des députés à l'Assemblée nationale, 2,7 % en 2017, contre 1,8 % de la population active. En 2012, les artisans, commerçants, chefs d'entreprise constituaient 6,9 % de l'Assemblée, et 10,5 % en 2017, contre 6,6 % dans la population active. La surreprésentation des cadres et professions intellectuelles supérieures est patente : 81,5 % en 2012, 76 % en 2017 à l'Assemblée nationale, contre 17,8 % de la population active.

La sous-représentation des professions intermédiaires est marquée : 5,9 % en 2012, 6,3 % en 2017 à l'Assemblée nationale, contre 26 % de la population active.

Les catégories populaires sont presque absentes. Pour les employés : 2,4 % en 2012, 4,6 % en 2017 à l'Assemblée nationale contre 27,4 % dans la population active. Pour les ouvriers, c'est l'inexistence : 0,2 % en 2012, 0 % en 2017 à l'Assemblée nationale, contre 20,3 % dans la population active ! Les milieux populaires représentent un actif sur deux, et moins d'un député sur vingt en est issu. Alors qu'ils constituaient encore 17 % des députés en 1967, et 15 % en 1978¹.

Depuis 1945, l'Assemblée nationale en France se renouvelle rarement de plus d'un tiers, à l'exception des alternances de 1981 et 1993. En 1981, 38 % des députés sont de nouveaux entrants (ce fut le cas de 42 % des députés élus en 1993).

La mixité sociale a longtemps été plus forte au niveau local, mais avec la technicisation du métier politique, liée à la décentralisation et à la complexification de l'action publique, le poids des cadres supérieurs ne cesse de croître, notamment en milieu urbain. Les maires des communes de plus de 30 000 habitants appartiennent à 88 % en 2014

1. Ces derniers chiffres sont restitués par Luc Rouban, *Cahiers du CEVIPOF*, n° 55, septembre 2011.

aux catégories professionnelles supérieures (qui représentent 15 % de la population), selon Luc Rouban. Notons que, plus on monte dans la hiérarchie des postes politiques, plus la surreprésentation des catégories supérieures est marquée.

On observe, dans ce contexte, un vieillissement des élites en place. On fait de la politique de plus en plus longtemps. En 1958, 1 député sur 3 était âgé de moins de quarante ans. Cette proportion a chuté en 2002 à 1 sur 13. En 1981, une centaine d'élus avaient moins de quarante ans, contre 23 après les législatives de 2007. En 2012, les députés de plus de cinquante ans représentent 68 % du total.

D'autre part, le temps passé en politique, en tant qu'auxiliaire politique (assistant d'élus, par exemple), puis en tant qu'élus, s'est particulièrement allongé au cours de ces quarante dernières années. Au début des années 2010, il fallait avoir passé un temps nettement plus conséquent qu'à la fin des années 1970 pour accéder à un mandat de député, et ce aussi bien à gauche, à droite qu'au centre. Les députés de 1978 ont passé douze années en politique contre dix-huit années pour ceux de 2012.

Comme tout métier, la politique obéit à des logiques de carrière et de progression, dans une hiérarchie de postes et de positions dont il faut rendre compte. Deux *cursus honorum* sont courants. Le premier peut être qualifié de local, traditionnel, « républicain » ou ascendant. Ce cursus mène d'un mandat local vers des responsabilités nationales, parlementaires ou ministérielles... Après un premier mandat local (conseiller municipal ou maire), l'élus gravit les échelons de la carrière politique (type Pierre Mauroy). Et puis, il existe aussi un *cursus honorum*, inversé ou descendant, qui débute par l'occupation d'une position de pouvoir au niveau national (cabinet ministériel ou gouvernement), laquelle est suivie d'une implantation locale (type Martine Aubry ou François Hollande).

Pourquoi les élus sont-ils si attachés à leurs mandats ? Lorsqu'on donne beaucoup à la politique en termes d'investissement, de temps, on en attend beaucoup en retour. L'attachement aux postes est à la mesure des coûts d'entrée dans le jeu politique, et des investissements consentis dans cette activité. Entrer en politique, c'est se consacrer à temps plein à une nouvelle activité, et souvent quitter son milieu d'origine pour s'investir pleinement dans un nouveau monde social, ayant ses règles propres et ses codes. Avec le temps, il devient difficilement envisageable de faire autre chose (l'absence de statut d'élus en France renforce ce phénomène). Et les reconversions professionnelles ont des coûts identitaires non négligeables.

Mais c'est aussi que le métier procure de multiples gratifications et avantages que le discours vocationnel des élus tend à occulter. Les élus, en effet, ne présentent leur intérêt pour la politique que sous l'angle de l'investissement au nom de l'intérêt général. Pourtant, le métier politique n'offre pas seulement des rétributions symboliques et narcissiques (sentiment de grandeur, estime de soi, considération d'autrui, capacités de séduction d'autrui...). Il offre également des avantages matériels non négligeables, qui expliquent l'âpreté des luttes politiques et la persévérance des élus à rester dans le jeu. L'indemnité brute mensuelle du député s'élève à 7 239,91 euros (hors enveloppe de frais de représentation). Pour situer ce niveau, rappelons que le salaire net médian en France s'établit à 1 760 euros nets. Mais les parlementaires prennent plutôt le salaire des cadres supérieurs comme référence...

On a observé un très net renouvellement des élites politiques lors des élections législatives de 2017. Du point de vue de l'expérience politique nationale, il n'y a jamais eu autant de novices à l'Assemblée : 72 % des élus de 2017 (contre 42 % en 2012). Reste que ce renouvellement est trompeur : il s'est surtout produit par l'accès de l'élite économique aux fonctions de député. La fermeture du recrutement politique en termes sociaux est historique.

On a observé un très net renouvellement des élites politiques lors des élections législatives de 2017. Du point de vue de l'expérience politique nationale, il n'y a jamais eu autant de novices à l'Assemblée : 72 % des élus de 2017 (contre 42 % en 2012). Reste que ce renouvellement est trompeur : il s'est surtout produit par l'accès de l'élite économique aux fonctions de député. Depuis les législatives de 2017, la fermeture du recrutement politique en termes sociaux est en effet historique : les classes populaires sont toujours autant sous-représentées à l'Assemblée nationale, tandis que les catégories sociales les plus favorisées sont en revanche plus que jamais surreprésentées. Dans une Assemblée nationale certes rajeunie (49,1 ans), le groupe des élus LREM est l'un des plus jeunes (46,2 ans) et des plus féminisés (48 % de femmes). Mais, du point de vue de la profession significative, les députés LREM sont surtout des cadres, professions intellectuelles supérieures, et des artisans, commerçants, chefs d'entreprise (respectivement 61 % et 14 %). Les employés et les ouvriers sont toujours et plus que jamais sous-représentés (1 % à la fois en 2017 et en 2012), alors que les catégories sociales les plus favorisées sont plus surreprésentées qu'auparavant, du fait de l'entrée massive de chefs d'entreprise.

AVOIR DU MÉTIER

La monopolisation des postes électifs conduit à celle des savoirs et des compétences légitimes (pour être du métier, il faut en avoir).

Conçue comme une affaire de spécialistes, la politique exclut donc ceux qui n'ont pas les titres sociaux qui autorisent à occuper les positions de pouvoir.

Mais si la politique est alors bien un métier, comment caractériser la nature des savoir-faire requis ? La politique exige un certain nombre de compétences (prendre la parole, dominer les dossiers, « manager » une équipe, construire un programme, décider ou endosser une décision, rassembler, recevoir, décider...). Les qualités de l'« homme politique » sont, selon Max Weber, la passion, le sentiment de responsabilité, l'habileté, le « coup d'œil ». Ces savoir-faire politiques sont toutefois variables : ils dépendent du type de mandat, de la culture du territoire où évolue l' élu, des types de publics auxquels il est confronté. Le métier politique relève ainsi d'une forme de bricolage.

Mais on observe une rationalisation du métier politique.

Une manière de faire de la politique relativement standardisée s'est progressivement imposée. Aujourd'hui, faire de la politique nécessite certaines compétences spécifiques, des savoir-être et des savoir-faire. Longtemps, la maîtrise du droit était une ressource et une compétence indispensables. Les juristes et les avocats étaient ainsi, sous la III^e et la IV^e République, dominants dans le personnel politique, parce que la politique, parlementaire, était affaire de maîtrise du droit.

À partir des années 1960, d'autres compétences s'imposent. Les énarques et les hauts fonctionnaires, en entrant dans le jeu politique, redéfinissent les savoir-faire légitimes. Le maniement et la maîtrise de l'économie, des finances publiques, de la gestion deviennent des compétences essentielles. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République de 1974 à 1981, incarne typiquement cette transformation du profil légitime de l'homme politique. Au Parti socialiste, à partir des années 1980, avec l'exercice du pouvoir politique national, les énarques (Martine Aubry, Ségolène Royal, François Hollande...) ou les professeurs d'économie (Dominique Strauss-Kahn) s'imposent.

Cependant, une autre compétence tend aujourd'hui à prévaloir : les savoir-faire médiatiques et de communication. La politique se fait de plus en plus à la télévision, et les hommes ou femmes politiques apprennent à en maîtriser les codes, à contrôler leur image. Les

La monopolisation des postes électifs conduit à celle des savoirs et des compétences légitimes (pour être du métier, il faut en avoir).

Conçue comme une affaire de spécialistes, la politique exclut donc ceux qui n'ont pas les titres sociaux qui autorisent à occuper les positions de pouvoir.

professionnels de la politique ont maintenant intégré le devoir de communiquer. Gouverner, c'est paraître dans une large mesure. La « forme » tend souvent à l'emporter sur le « fond », et un style plus médiatique se substitue à la rhétorique politique ancienne, qui était plus idéologique. La maîtrise de la communication est devenue essentielle pour gagner les élections.

Enfin, les « hommes politiques » sont plus généralement des *professionnels de l'élection*, leur principal savoir-faire tenant à leur capacité à faire campagne et à accumuler et conserver un certain nombre de ressources politiques. C'est ce qui explique sans doute que la part des anciens assistants d'élus ou collaborateurs s'accroît dans le personnel politique : 20 % des députés élus en 2012 n'ont été que des professionnels de la politique, et sont passés par l'« auxiliariat » politique.

« DÉPROFESSIONNALISER » LA POLITIQUE

Que la politique soit devenue un métier relève-t-il de la fatalité ?

Non ! Des limites et des garde-fous peuvent être opposés à une dynamique de professionnalisation, qui n'est pas irrésistible. L'initiative peut venir des partis politiques qui contribuent fortement à la sélection des élites (il faut, le plus souvent, obtenir l'investiture d'un parti pour prétendre être élu). Les partis de gauche et le Parti communiste, en particulier, sont parvenus historiquement à promouvoir en politique des ouvriers. Le déclin du Parti communiste explique d'ailleurs, dans une large mesure, la quasi-disparition des députés d'origine populaire. Les Verts, aussi, ont longtemps cherché à « déprofessionnaliser » la politique. Ils ont un temps expérimenté des formes alternatives d'exercice des mandats (refus du cumul, pratique du tourniquet...), mais ils ont vite renoncé à faire la « politique autrement » et se sont normalisés.

On peut imaginer des règles institutionnelles pour conjurer cette tendance à la professionnalisation.

Depuis les élections législatives de 2017, le cumul d'un mandat de parlementaire avec celui de membre d'un exécutif local est impossible. La figure du député-maire, centrale dans la vie politique, est donc révolue, mais le cumul perdure à l'échelle locale.

On peut aller plus loin dans la limitation du cumul. On pourrait surtout envisager de limiter le cumul dans le temps et de casser la

logique des carrières politiques. Ne pouvoir être élu que durant deux mandats contribuerait à renouveler le personnel politique et à empêcher de faire de la politique toute sa vie – ce qui est souvent le cas... Prenons l'exemple de Jacques Chirac, Laurent Fabius, Alain Juppé...

La mise en place de nouvelles règles statutaires pourrait permettre une meilleure représentation des salariés du privé (crédits formation, possibilité de compte épargne-temps, garanties statutaires après l'élection...).

On peut agir aussi en contraignant les partis : par exemple, en conditionnant le financement public au respect d'une plus grande diversité sociale des candidats, et donc potentiellement des élus, ou bien en conditionnant leur financement à la mise en place de meilleures formations politiques, qui permettraient au plus grand nombre d'« entrer en politique »...

MORALE DE L'HISTOIRE

La professionnalisation de la politique est une tendance lourde de la démocratie, inscrite peut-être dans le principe même de l'élection qui favorise les meilleurs ou ceux qui sont considérés comme tels. Mais elle n'est pas une fatalité. D'abord, on peut créer de nouveaux droits démocratiques hors de la seule élection. Ensuite, on peut contenir le processus de professionnalisation, notamment par le contrôle des élus et la limitation des mandats dans le temps.

À LIRE

Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, février-mars 1981

Annie Collovald, *Jacques Chirac et le gaullisme*, Belin, Paris, 1999

Daniel Gaxie, *La Démocratie représentative*, Montchrestien, Paris, 1993

Rémi Lefebvre, « S'ouvrir les portes d'une grande ville. Une approche ethnographique des porte-à-porte de Martine Aubry à Lille », in Jacques Lagroye, Patrick Lehinque et Frédéric Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Presses universitaires de France, Paris, 2005

Michel Offerlé (dir.), *La Profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Belin, Paris, 1999

LES SONDAGES, C'EST SCIENTIFIQUE ?

Daniel Gaxie
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 418 à 428

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-418.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES SONDAGES, C'EST SCIENTIFIQUE ?

par **DANIEL GAXIE** (université Paris-I-Panthéon-Sorbonne).

Remerciements à **Nadia Benhoul** (syndicaliste)

« C'est dommageable si l'on veut bien considérer, avec Jean-Luc Parodi, que *“les sondages sont des instruments indispensables mais imparfaits de compréhension de l'opinion publique”*. À force de contester la légitimité des instruments de mesure, on oublie ce qu'ils apportent de précieux : la connaissance réelle de ce que pensent les Français et des raisons pour lesquelles ils le pensent. »

Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos France,
Le Monde, 7 novembre 2011

Les sondages n'avaient prévu ni le Brexit, ni le « non » au traité constitutionnel européen en 2005, ni Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle en 1995, ni Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle en 2002, etc. Pourtant, les sondages prolifèrent. À qui servent-ils ? Ont-ils une quelconque valeur scientifique ?

LES SONDAGES, CELA PREND DE PLUS EN PLUS D'IMPORTANCE !

Les sondages occupent désormais une place centrale dans l'activité politique courante. Les médias publient et commentent régulièrement les cotes de popularité des dirigeants, de même que des enquêtes sur les opinions des citoyens à propos de questions débattues à un moment donné. Ils publient et commentent régulièrement des sondages d'intentions de vote longtemps avant les élections. Les personnes qui envisagent de se présenter à une élection commandent des études aux entreprises spécialisées pour connaître leurs chances de succès avant de se décider. Les partis prennent appui sur des sondages auprès des

électeurs pour départager les rivalités internes. Depuis 1973, la Commission européenne commande, oriente, pilote, finance et publie deux fois par an un « Eurobaromètre » pour savoir ce que des échantillons réputés représentatifs des pays membres de l'UE sont censés penser des institutions de l'Union et des questions débattues dans les cercles bruxellois. C'est sans doute le premier exemple de « sondage d'État » ou, à tout le moins, de sondage quasi officiel d'une institution politique. Les gouvernements font également réaliser des enquêtes pour savoir ce que pense le public avant de lancer une réforme. Les sondages se trouvent ainsi de plus en plus intégrés à la conduite des politiques publiques. Les mouvements qui organisent des manifestations de rue ou des grèves voient également leurs revendications soumises au tribunal de l'« opinion publique », par la médiation de sondages publiés et commentés. Acteurs et commentateurs politiques scrutent attentivement le pourcentage de ceux qui se sont déclarés « d'accord » ou « pas d'accord » avec les groupes mobilisés, qui répondent avoir une « bonne » ou une « mauvaise » opinion du président de la République ou de telle personnalité politique, ou bien qui « approuvent » ou « désapprouvent » des propositions aussi diverses que l'ouverture des magasins le dimanche, la recherche du gaz de schiste, le redécoupage des régions, les sanctions contre la Russie ou la construction d'une véritable « union politique » en Europe.

Avec ces publications de sondages, les médias trouvent des moyens d'intéresser leurs audiences, les experts, des ressources pour leurs commentaires, les politiques, des indications pour l'action, les sondeurs, des débouchés et des bénéfices de notoriété.

Des auteurs soutiennent que ces consultations répétées ouvrent aux citoyens de nouvelles possibilités de s'exprimer en dehors des élections. La démocratie serait grâce à eux devenue plus « continue ». Quoi qu'il en soit, les sondages sont un enjeu important car ils sont censés mesurer le crédit, c'est-à-dire le nombre des soutiens, dont disposent un dirigeant, un candidat, une organisation, un mouvement social, une institution ou une proposition de réforme. Selon les hypothèses du sociologue Luc Boltanski, ils constituent une *épreuve* qui est censée mesurer leur *grandeur*, c'est-à-dire leur force politique, à un moment donné. Est-ce que la popularité du président de la République s'est renforcée ? Les Français sont-ils d'accord avec le mouvement des Gilets jaunes ? Est-ce qu'ils veulent le rétablissement de l'impôt sur la fortune ? Quel pourcentage de Français approuvent les idées du Rassemblement national (RN) ?

Avec ces publications de sondages, les médias trouvent des moyens d'intéresser leurs audiences, les experts, des ressources pour leurs commentaires, les politiques, des indications pour l'action, les sondeurs, des débouchés et des bénéfices de notoriété.

Les sondages sont censés dire ce que pense et ce que veut l'opinion publique.

Les sondages sont censés dire ce que pense et ce que veut l'*opinion publique*. On ne sait pourtant pas exactement ce qu'est cette « opinion publique » : l'opinion de tous ? du plus grand nombre ? de la majorité ? de ceux qui se sont exprimés ? Mais la plupart des femmes et hommes politiques, des journalistes, des commentateurs et, bien sûr, des sondeurs pensent que les sondages mesurent l'opinion publique. Quand on agit en politique, il est important d'essayer d'avoir cette opinion publique, c'est-à-dire, en fait, les résultats des sondages, avec soi.

C'est la raison pour laquelle la publication d'un sondage est un enjeu pour les milieux politiques. C'est aussi la raison pour laquelle ces publications s'accompagnent souvent de commentaires contradictoires pour en éclairer la portée. Des contradicteurs dénoncent le caractère orienté des questions. On remet en cause la validité d'une enquête préélectorale, parce qu'un candidat déclaré ne figure pas dans la liste proposée aux personnes interrogées pour sonder leurs intentions de vote. Les femmes ou les hommes politiques qui bénéficient de sondages flatteurs ne manquent pas de le souligner et de s'en féliciter. Quand les résultats ne leur sont pas favorables, ils relativisent et balaient le revers de fortune d'un commentaire laconique : « Ce n'est qu'un sondage ! »

Pour les profanes, l'opération de sondage apparaît mystérieuse. Comment peut-on connaître l'opinion de tous les Français en n'en interrogeant qu'un petit nombre et sans que je sois moi-même interrogé ? La démarche est pourtant familière. Nous avons tous déjà goûté un plat en prélevant une cuillère de son contenu. Nous savons qu'il n'est pas nécessaire de le manger tout entier pour apprécier s'il est assez salé. De même, on n'est pas obligé d'interroger tous les Français pour savoir ce qu'ils pensent.

La pratique des sondages et leurs usages commerciaux apparaissent dans les années 1930 aux États-Unis. George Gallup crée la première entreprise de sondage et entre dans la postérité en annonçant la réélection de Franklin D. Roosevelt en 1936, grâce à une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 50 000 personnes. Dans le cas de la France, il faudra attendre les années 1960, et surtout la première élection du président de la République au suffrage universel direct, en 1965, pour que la pratique des sondages politiques prenne son essor. Leur nombre ne cesse d'augmenter : 14 pendant la campagne de 1965, 560 en 2017. En 1965, on s'est émerveillé que l'« annonce » que le général de Gaulle serait en ballottage à l'issue du premier tour ait été « confirmée » par les résultats. N'est-ce pas un peu « magique » ? Les confirmations des « prédictions » des sondages électoraux ont beaucoup

contribué à la bonne fortune des entreprises spécialisées, qui préfèrent s'appeler « instituts ». Ces « instituts de sondage » ont, dans l'ensemble, réussi à imposer l'idée que leurs méthodes sont « scientifiques ». Ils sont désormais reconnus par les milieux politiques et journalistiques comme habilités à dire ce que pensent et veulent les « Français » ou l'*opinion publique*.

Cette confiance collective est étonnante du point de vue des sciences sociales, car elles ont de longue date souligné les limites des sondages commerciaux.

LES SONDAGES, DES BAROMÈTRES DE L'OPINION PUBLIQUE ?

Les sondages d'opinion reposent sur les postulats que 1. tout le monde comprend la question ; 2. que tout le monde la comprend de la même façon et la comprend telle qu'elle est conçue par ceux qui l'ont rédigée et qui vont commenter les réponses ; 3. que tout le monde répond à la question telle qu'elle est posée (si les questions portent sur des sujets débattus politiquement, par exemple « Faut-il renforcer le libéralisme ? », tout le monde est censé en percevoir les enjeux politiques et y répondre politiquement) ; 4. qu'il y a un accord de tous les enquêtés sur les questions qui méritent d'être posées et donc que tous les répondants font preuve d'une égale disponibilité à répondre et expriment des convictions d'intensité comparable. Ces conditions sont rarement remplies, et ce d'autant moins que les sujets abordés sont plus abstraits, idéologiques et éloignés des préoccupations véritables des sondés. Il y a aussi des questions qui soulèvent moins d'objections méthodologiques. Toutefois, dans de nombreux cas (mais pas dans tous), les sondages posent des questions que beaucoup, voire la plupart des personnes interrogées ne se posent pas. Deux exemples, entre des milliers empruntés à l'Eurobaromètre spécial 467 publié en 2017 : « L'Union européenne est-elle un lieu de stabilité dans un monde troublé ? [...] Diriez-vous que l'économie européenne est actuellement plus performante, moins performante, aussi performante que l'économie indienne ? » Les enquêtés répondent alors *au hasard* ou avec plus ou moins de conviction et de bonne volonté, à partir de *considérations* diverses et dispersées qui leur passent par la tête, selon leur interprétation du sens – variable – qu'ils associent à la question. Des enquêtes ont montré qu'il arrive que certains enquêtés répondent

Dans de nombreux cas, les sondages posent des questions que beaucoup, voire la plupart des personnes interrogées ne se posent pas.

alors qu'ils n'ont pas compris la question. À titre d'exemple, une partie des personnes interrogées qui viennent de répondre à la question de savoir « s'il faut renforcer le libéralisme pour s'en sortir » déclarent ne pas savoir ce que « le libéralisme représente pour elles ». Ceux qui ne sont pas très sûrs d'eux-mêmes choisissent les réponses prudentes. Ils préfèrent dire « oui » plutôt que « non » ou « plutôt d'accord » que « pas du tout d'accord ». Il est naïf de croire que les sondages mesurent en chaque cas des opinions préexistantes à l'enquête, comme un baromètre mesure la pression atmosphérique. Sauf question portant sur des sujets *saillants* et familiers dont les sondés ont déjà discuté avec leur entourage, les personnes interrogées improvisent des réponses « sur le vif », « en ligne », « au débotté ». Les sondés préfèrent souvent répondre plutôt que de reconnaître qu'ils ne savent pas. Les entreprises spécialisées insistent d'ailleurs de diverses manières pour les inciter à répondre. Elles craignent qu'un trop fort pourcentage de « sans réponse » ne déçoive leurs clients. Elles facilitent la tâche des personnes interrogées en proposant des *questions fermées*, c'est-à-dire en posant des questions assorties de suggestions de réponse, généralement très simples, même pour des questions sur des sujets compliqués. Il est ainsi assez facile de se déclarer « assez d'accord » alors qu'on est loin d'avoir à disposition tous les éléments d'appréciation qui seraient nécessaires si on devait exprimer une opinion sans assistance, en réponse à une *question ouverte*. À titre d'exemple : « Qui est responsable selon vous du déficit du régime maladie de la Sécurité sociale ? »

En proportion variable selon le degré d'*imposition de problématique* (degré auquel on impose aux enquêtés des questions qu'ils ne se sont jamais posées), les sondages produisent des *artefacts* (faits artificiels résultant de la méthodologie plutôt que mesure objective). Les résultats et leurs commentaires reposent parfois sur des *malentendus*. Les personnes inter-

Les distributions statistiques qui sont censées résumer ce que pensent les personnes interrogées reposent sur l'addition de réponses hétéroclites.

rogées n'ont pas toujours donné à leurs réponses les mêmes significations que celles que les commentateurs leur associent. Pour certains enquêtés, comme pour les commentateurs, « renforcer le libéralisme » signifie mener des politiques économiques qui limitent les interventions de l'État et donnent plus de liberté aux entreprises. Mais d'autres personnes interrogées comprennent qu'on leur demande s'il faut renforcer la liberté.

Certaines songent alors aux libertés de circuler et de franchir les frontières et se déclarent « pas du tout d'accord » pour « renforcer le libéralisme ». Dans nombre de cas, les distributions statistiques qui sont censées résumer ce que pensent les personnes interrogées reposent sur l'addition de réponses hétéroclites. Elles homogénéisent des réactions de conviction et de signification dissemblables. Alors que les personnes interrogées ont, de fait,

répondu à des questions différentes, leurs réactions se trouvent enrôlées derrière une interprétation univoque pour dire, par exemple, que les Français sont d'accord ou pas d'accord pour « renforcer le libéralisme ».

Toutes les réponses ne sont pas des opinions, et toutes les opinions ne sont pas ce qu'elles paraissent. Pierre Bourdieu soutenait que l'*opinion publique*, telle qu'elle est conçue par les **doxosophes** (adeptes acritiques des sondages), n'existe pas.

Toutes les réponses ne sont pas des opinions.

LES SONDAGES, QUELS EFFETS ?

Il faut ajouter que les personnes interrogées sont inégalement informées des sujets sur lesquels on les interroge. La capacité et les dispositions à répondre dépendent du sujet abordé (certains sont familiers pour tous les enquêtés et ne soulèvent guère de difficultés) et des propriétés sociales des individus et, en tout premier lieu, de leur capital culturel (que l'on mesure généralement de manière un peu approximative à partir du niveau d'éducation scolaire). Outre les effets de construction (création) sociale d'une opinion publique souvent illusoire, les sondages contribuent au renforcement des inégalités sociales face au politique. Certains sont mieux armés que d'autres pour s'orienter dans les significations politiques des questions et des réponses (à l'exemple d'une question sur l'opportunité de « renforcer le libéralisme »). D'autres sont davantage susceptibles de se fourvoyer et de risquer des réponses contradictoires avec leurs éventuels intérêts politiques.

Outre les effets de construction sociale d'une opinion publique souvent illusoire, les sondages contribuent au renforcement des inégalités sociales face au politique.

Toutefois, en application du « **théorème de Thomas** » (du nom d'un sociologue américain), à partir du moment où la plupart des acteurs et commentateurs politiques pensent que les sondages mesurent l'opinion publique, alors *l'opinion publique des sondages existe comme phénomène social réel*, produisant des effets sociaux réels. Les critiques méthodologiques des sondages sont impuissantes face aux intérêts en jeu. Elles peuvent difficilement se faire entendre face aux résonances démocratiques de l'enquête (quoi de plus « évidemment démocratique » que de demander

Doxosophes : experts qui prétendent savoir ce que pense l'opinion publique grâce aux sondages et qui la font exister et parler en parlant en son nom.

Théorème de Thomas : c'est l'hypothèse sociologique, formulée

par ce sociologue américain, selon laquelle, à partir du moment où des individus considèrent qu'une situation est réelle (par exemple que les sondages mesurent réellement l'opinion publique), alors cette situation entraînera des conséquences réelles (par exemple le

à tout le monde d'exprimer un avis ?). L'idée d'interroger tout le monde sur tous les sujets ne semble pas non plus soulever de difficultés particulières pour les praticiens et les usagers des enquêtes commerciales, qui pensent que tous les enquêtés sont, comme eux, informés et intéressés par les questions posées. Ils ne sont pas conscients de leur ethnocentrisme (disposition à croire que tout le monde pense comme je pense moi-même), qui les conduit à tenir tacitement pour évident que tout le monde partage leur implication dans les questions politiques et leur manière intellectualiste (propre aux professions intellectuelles) de les aborder.

Les sondages sont donc généralement pris au sérieux, sans réel recul critique, et beaucoup de stratégies politiques s'appuient sur leurs résultats. Ainsi, dans les enquêtes courantes, une majorité des personnes interrogées se déclarent « au centre » quand on leur demande de se situer sur un « axe gauche droite ». Les réponses dépendent beaucoup de la manière dont la question est posée, par exemple selon que l'on suggère ou pas qu'il est possible de ne pas se situer. Le « choix » du « centre » correspond à des niveaux de conviction variables. Pour certains, cela veut dire se prononcer pour le « juste milieu » et ne pas prendre trop de risques. Pour d'autres répondants, c'est l'expression d'une orientation politique délibérément à distance des extrêmes et des positions marquées à gauche comme à droite. Les mesures ainsi produites sont artificielles, *artefactuelles*, ce qui n'empêche pas certains acteurs politiques d'en tirer des implications stratégiques. Le président Giscard d'Estaing soutenait par exemple que la France veut être gouvernée au centre.

La place prise par les sondages dans l'activité politique pratique contribue à consolider diverses transformations des démocraties. Bien que leurs effets soient imparfaitement connus, la publication des sondages électoraux influence les choix de certains électeurs, soit qu'ils viennent au secours de la victoire (effet *bandwagon*), soit qu'ils incitent à soutenir les plus faibles (effet *underdog*), soit qu'ils poussent au *vote utile* quand ils font craindre le succès d'un candidat ou d'un parti particulièrement honni.

Les médias privilégient le **registre de la course de chevaux** quand ils rendent compte des campagnes électorales. Ils sont friands des « scoops »

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

gouvernement modifiera sa position si les sondages suggèrent qu'elle est impopulaire).

Registre de la course de chevaux :
manière de rendre compte de l'actualité politique et électorale comme si c'était une course sportive.

Les sondages sont une ressource privilégiée pour alimenter le feuilleton de la course et dire, par exemple, qui est en tête ou qui remonte le peloton.

constitués à bon compte par la publication des enquêtes qu'ils ont financées. Les commentaires centrés sur les oscillations des intentions de vote éclipsent les débats autour des enjeux et des programmes. De même, la couverture de l'actualité politique tend à se focaliser autour des variations des mesures des popularités des protagonistes du spectacle politique. Les cotes de popularité deviennent un élément central de mesure du *crédit* (nombre supposé des soutiens) des personnalités politiques. Leur multiplication contribue à la personnalisation de l'activité politique. La « montée dans les sondages » ouvre les portes des studios de télévision. Les sondages sont aussi devenus un outil de gouvernement qui peut dissuader d'engager des réformes apparemment réprouvées par l'*opinion*. On observe ainsi une multiplication des *épreuves de représentativité*. Dans un état antérieur des systèmes démocratiques, il fallait gagner les élections pour gouverner. Désormais, immédiatement après les succès électoraux, il faut s'engager dans la bataille quotidienne des sondages. Une part croissante de l'activité politique est suspendue aux distributions des « opinions des Français » qui, dans nombre de cas, sont des réactions éphémères et fragiles à des situations d'enquête.

LES SONDAGES, C'EST SOLIDE ?

Les sondages s'inspirent des *méthodes aléatoires*. Celles-ci enseignent qu'il n'est pas besoin d'interroger l'ensemble des membres d'une *population*, par exemple la population française, pour savoir ce qu'ils pensent. Il suffit d'interroger un petit nombre d'entre eux, un *échantillon*, à condition que cet échantillon soit *représentatif* de la population. La théorie statistique enseigne qu'il n'y a qu'un seul moyen pour que l'échantillon soit représentatif : il faut qu'il soit *aléatoire* (produit du hasard). Cela veut dire que tous les membres de l'échantillon doivent être tirés au sort, que tous les membres de la population doivent avoir la même chance d'être ainsi sélectionnés, que tous ceux qui ont été tirés au sort doivent être interrogés, et ceux-là seulement. La théorie statistique ajoute que, si on prélève un échantillon authentiquement aléatoire, on peut non seulement connaître les caractéristiques des membres de la population étudiée, mais aussi la *marge d'erreur*, c'est-à-dire le degré de sûreté de l'estimation et les risques de se tromper. Contrairement à l'intuition, lorsque l'étude porte sur une population nombreuse, cette marge d'erreur ne dépend pas beaucoup du pourcentage de membres de la population interrogés, mais bien davantage de la *taille de l'échantillon*. Elle varie également avec la distribution (répartition) de ce que l'on cherche à

connaître (par exemple est-ce que la distribution des intentions de vote pour les candidats A et B est 50/50 % ou 70/30 % ?) et en fonction du degré de sûreté ou du niveau de risque que l'on souhaite obtenir et que l'on choisit *a priori* (est-ce qu'on veut être sûr à 99 % ou à 95 % ?). Ainsi, si le candidat A est crédité de 55 % et le candidat B de 45 % des intentions de vote d'un échantillon de 1 000 personnes, il y a 95 chances sur 100 pour que l'*intervalle de confiance* soit de 3,1 %, soit 95 chances sur 100 pour que le candidat A obtienne entre 51,9 et 58,1 % des suffrages (si l'élection avait lieu maintenant, car les sondages ne prédisent pas l'avenir mais donnent des indications à un moment donné). L'intervalle de confiance serait de 4,07 % si on voulait avoir 99 chances sur 100 d'estimer correctement les résultats. Il faut toujours interpréter les résultats des sondages comme des estimations en tenant compte de la marge d'erreur. Il est vain de se lancer dans des grandes explications à propos de la progression d'un ou deux points de pourcentage dans les intentions de vote pour un candidat, car on se situe en fait à l'intérieur de la marge d'erreur (si l'échantillon est aléatoire).

En pratique, les échantillons des enquêtes commerciales ne sont jamais aléatoires. C'est souvent techniquement impossible (on ne dispose pas d'une liste exhaustive des membres de la population), et ce serait de toute façon beaucoup trop coûteux. Il en résulte qu'en toute rigueur statistique on ne peut pas calculer de marge d'erreur. En pratique, quand les entreprises de sondage communiquent des informations sur leurs « marges d'erreur », elles font comme si leurs échantillons étaient aléatoires. Les entreprises françaises construisent généralement leurs échantillons selon la *méthode des quotas*. Elles connaissent grâce aux recensements officiels les grandes composantes de la population française (pourcentages de femmes et d'hommes, des diverses catégories d'âge et de diverses professions et catégories sociales). Elles vont essayer de composer un échantillon qui reproduise en modèle réduit ces composantes de la population française. Les personnes interrogées ne sont pas choisies au hasard. Elles sont sélectionnées pour remplir les quotas : par exemple de femmes, de jeunes de dix-huit / vingt-cinq ans ou d'ouvriers, dans la population française. Cette méthode est très critiquée dans les autres pays qui privilégient la *méthode aléatoire*, la seule qui soit rigoureuse d'un point de vue statistique. Toutefois, dans leurs pratiques courantes, ce ne sont pas des individus qui sont tirés au sort, mais des zones géographiques (par exemple, on sélectionne des villes, puis des quartiers, puis des rues, et on tente d'interroger tous les résidents de la rue), des numéros de téléphone ou des personnes qui ont accepté d'être sur une *mailing list*. Mais il ne suffit pas de chercher à sélectionner

des sondés de manière aléatoire pour que l'échantillon le soit. Quelle que soit la technique d'échantillonnage, les enquêtes se heurtent à des refus de participer, dont la fréquence tend à augmenter. L'échantillon de ceux qui acceptent finalement de répondre n'est jamais pleinement représentatif de ceux qui ont décliné la requête et, par extension, de la population dans son ensemble. Les échantillons réputés aléatoires sont en réalité *spontanés* et reposent sur des autosélections. Ils sont composés de personnes qui acceptent spontanément de participer à l'enquête et qui se sont donc sélectionnées elles-mêmes. Ces *biais d'échantillonnage* sont inévitables, même s'ils sont plus ou moins importants selon le sérieux et le budget des enquêtes. Il n'y a jamais d'échantillon strictement représentatif, ce qui produit des distorsions et des erreurs dans les mesures que l'on cherche à obtenir. S'agissant des sondages sur des sujets politiques, quelle que soit la méthode retenue, il y a toujours une surreprésentation des personnes les plus politisées et une sous-représentation de celles qui sont les moins intéressées par les questions politiques. Il en résulte qu'il y a une tendance à la surreprésentation des personnes dont le niveau d'éducation et la position sociale sont les plus élevés. Il y a également des *biais de déclaration*. Certaines personnes déclarent qu'elles vont voter alors qu'elles vont finalement s'abstenir. D'autres vont hésiter à avouer un vote en faveur d'un parti A qui est l'objet de nombreuses critiques. Elles vont déclarer un vote blanc ou pour un parti B, alors qu'elles voteront pour A.

Les effets de ces multiples biais sont variables selon la nature des sondages. Il faut distinguer les *sondages électoraux* et les *sondages d'opinion*. Ils sont très différents, même si beaucoup extrapolent aux seconds les « performances » des premiers, en oubliant les « échecs » qui surviennent également. Les sondages électoraux mesurent une pratique familière (le vote) dans un contexte de mobilisation. Leurs résultats peuvent être comparés avec un phénomène social en grandeur réelle : les élections elles-mêmes. On va ainsi interroger les électeurs non seulement sur leurs intentions futures mais aussi sur leurs choix passés. On comparera la distribution des votes à une élection récente, tels qu'ils sont déclarés par l'échantillon, avec la distribution des votes de l'ensemble des citoyens que l'on connaît par ailleurs. On pourra ainsi procéder à des *redressements* pour essayer de corriger les biais d'enquête. En appliquant des règles de trois, on diminuera le poids des réponses de ceux dont le vote est surreprésenté et, inversement, on majorera le poids des déclarations de ceux dont le vote est sous-représenté dans l'échantillon par rapport à ce qu'il devrait être, compte tenu des résultats connus. De telles corrections sont délicates à opérer

en pratique et comportent évidemment des risques d'erreurs. Mais ces redressements ne sont pas possibles dans le cas des sondages d'opinion. Si on interroge un échantillon de Français de plus de dix-huit ans pour savoir s'ils sont favorables ou opposés à l'augmentation des taxes sur les carburants, il est impossible de dire si telle opinion est surreprésentée ou pas, car il n'y a pas de phénomène social qui aurait permis à l'ensemble des Français de s'exprimer sur ce sujet. Or l'expérience des sondages électoraux montre qu'il peut y avoir des écarts importants entre les *résultats bruts* et les *résultats redressés*. Les publications des sondages d'opinion reposent sur des résultats bruts ou, parfois, sur des redressements opérés de manière peu rigoureuse, à partir des préférences politiques déclarées, qui ne sont que très imparfaitement corrélées avec l'objet même de l'enquête.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les sondages, dans nombre de cas, créent une « opinion publique » artificielle, qui n'est pas prédictive des opinions des Français. Et pourtant la croyance en la vérité de leurs estimations a des effets réels, par exemple sur les stratégies politiques. Il faut examiner leurs résultats avec un recul critique. Il faudrait des informations supplémentaires sur les biais d'échantillonnage et de déclaration, sur la manière dont les questions ont été comprises et sur ce que les personnes interrogées ont voulu dire, pour en tirer des enseignements réalistes.

À LIRE

Loïc Blondiaux, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Le Seuil, Paris, 1998

Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Paris, 2002, p. 222-235

Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Éditions de Minuit, Paris, 1990

Philip E. Converse, « The nature of belief systems in mass publics », in David Apter, *Ideology and Discontent*, Free Press, New York, 1964, p. 206-261

Daniel Gaxie, « Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesure des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81, 1990, p. 97-112

Daniel Gaxie, Nicolas Hubé, Marine de Lassalle et Jay Rowell (dir.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Economica, coll. « Études politiques », Paris, 2010

Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2007

John R. Zaller, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992

LE POPULISME COMME STIGMATISATION

Annie Collovald

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 429 à 433

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-429.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE POPULISME COMME STIGMATISATION

par ANNIE COLLOVALD

(sociologue, université Paris-Ouest-Nanterre)

Le populisme ressemble aujourd'hui à un inventaire à la Prévert, la poésie en moins. Chirac, Berlusconi, Sarkozy, Tapie, Cresson, Chávez, Le Pen, Haider, Fortuyn, Bové, Lula, Mélenchon ont été rejoints par Orbán, Salvini, Corbyn, Trump, Kaczyński, Strache, Iglesias, dans la longue et multicolore liste des « qualifiés » de populistes.

En France, quand son usage s'impose dans les années 1990, le mot renvoie au Front national (FN), considéré comme un « appel au peuple » rassemblant des « mécontents » dressés contre les élites établies et séduits par le charisme de Jean-Marie Le Pen, la magie de son verbe et ses idées xénophobes.

Depuis, succès oblige peut-être, son emploi s'est propagé tel un « virus » ou une « épidémie », selon le lexique pathologique en cours à propos des partis auxquels il est censé renvoyer ; il désigne aussi bien les extrêmes droites que les gauches, il encourage les papiers sensationnels (« Mélenchon-Le Pen : le match des populismes »), les prises de position indignées, les colloques, articles, ouvrages donnant dans la comparaison internationale et appelant à la réaction de l'Union européenne¹.

DES USAGES DISQUALIFIANTS

Le mot « populisme » attise surtout l'inquiétude pour la démocratie et la suspicion à l'égard des classes populaires, notamment sur leur prédilection supposée pour les hommes politiques aux idées courtes et au racisme affiché. Prétendant expliquer, le mot disqualifie d'emblée en rendant infréquentables ceux qu'il caractérise ; il autorise alors le renvoi au rang de notion *vintage* le clivage droite/gauche au profit d'un nouveau clivage distinguant les gens raisonnables, ouverts, progressistes vis-à-vis des radicaux, nationalistes, fermés (songeons aux discours

1. Cette présentation du « populisme » est une reprise d'un article paru dans la revue belge *Éduquer, tribune laïque*, n° 145, avril 2019.

de Merkel ou Macron) ; bref, vis-à-vis de tous les « incompatibles » supposés (du fait de leurs « valeurs » et de leurs « attitudes ») avec la démocratie et le progrès.

Le mouvement des Gilets jaunes fait aujourd'hui les frais d'une telle stigmatisation et donne involontairement du crédit à de tels jugements. Mais le plus étonnant dans ces usages intempestifs d'un tel label « chamallow » est l'étroite imbrication de la lutte politique et des controverses apparemment savantes. Historiens, philosophes, politistes se mobilisent et prennent explicitement position pour ou contre l'existence d'un populisme de gauche, ou bien sur la filiation populisme-fascisme, et concernant l'instauration de « démocraties illibérales » (comme en Pologne, en Hongrie)... Sociologiquement, que faire ? Retracer l'histoire du mot en révèle l'étrange voyage et les préjugés trompeurs qui l'alimentent.

LES MÉPRISES DES FILIATIONS

Les entreprises en filiation ont tort de faire remonter l'origine du populisme aux premières expériences politiques du début du xx^e siècle qui s'en revendiquaient (populistes russes, People's Party américain) pour en suivre logiquement les autres destinations (les régimes latino-américains comme celui de Perón en Argentine, par exemple). Sa signification actuelle est récente et politiquement située. Elle a créé une véritable rupture avec les usages qui la précédaient. Elle vient des débats qui animaient, à la fin des années 1970, l'extrême droite américaine cherchant à se démarquer des libéraux (recrutés dans la grande bourgeoisie WASP), qui se qualifiait elle-même de populiste. Nul « appel au peuple » ou sensibilité populaire ici : simple usage cynique du peuple pour conférer un semblant d'éthique philanthropique à une entreprise ultra-conservatrice sur les plans économique et politique.

C'est cette fiction intéressée qui est importée en France dans les années 1980 pour désigner le FN. Il s'agit alors, pour ses nouveaux utilisateurs (philosophes, historiens surtout), de se distinguer des commentaires alors dominants, voyant dans ce parti un fascisme ou une extrême droite, en lui inventant une nouvelle identité : le FN ne serait qu'une nouvelle droite, certes radicale, mais peu dangereuse, et surtout une droite populaire. Peu plausible les premiers temps, la fiction gagne son (pauvre) réalisme quand, à partir des années 1990, des politologues découvrent, sur la foi des sondages électoraux, un « fait » extraordinaire : ce seraient les classes populaires (ouvriers, employés,

chômeurs) qui voteraient Le Pen. Que cette affirmation reçoive de multiples démentis n'empêche rien. La boucle est bouclée, le mot a trouvé sa recette.

UN RACISME SOCIAL

Le « populisme » attire d'abord le populaire. Son étymologie ne renvoie-t-elle pas au « peuple » ? Rien d'étonnant à ce qu'un parti indigne subjugué surtout les fractions sociales les plus illégitimes socialement : par manque de ressources culturelles et économiques, elles ont une crédulité réceptive aux thèses frustes et simplistes du FN, à l'inverse des plus éduqués et des plus riches, protégés par leur culture de toute adhésion à des idées xénophobes ou intolérantes. Le FN devient alors le premier parti ouvrier en France et le substitut du Parti communiste. Que dire ? Sinon que cette « évidence » confond analyse et préjugés, et que, mêlant injure et explication, elle lève des censures ouvrant sur l'affichage sans fard d'un racisme social sous l'apparence de constats « simplement » descriptifs.

« Qui a inventé le terme de bounoule, si ce n'est les classes populaires ? » s'interrogeait plaisamment un politologue réputé en 2005, lorsque les catégories populaires, au grand scandale des « élites éclairées », ont voté « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen.

LE PEUPLE, ENNEMI DE LA DÉMOCRATIE

Les usages du « populisme » ignorent droite et gauche, amalgame des partis aux pratiques et idéologies opposées, confèrent à un parti indigne politiquement et moralement une identité bien moins injurieuse que ses précédentes appellations (ce que le FN va s'empresse de reprendre à son compte à partir du milieu des années 1990, en se déclarant « populiste d'abord »). Ils brouillent également les notions de peuple et de populaire, et font opérer au mot lui-même une complète révolution idéologique entre hier et aujourd'hui. Longtemps absent du vocabulaire public de la polémique politique, où lui étaient préférés des termes comme « démagogie » ou « poujadisme », le « populisme » servait, selon la définition de Lénine, à dénoncer une stratégie dévoyée de mobilisation du peuple contre ses propres intérêts et contre ses principaux défenseurs. S'il stigmatisait, c'était ainsi pour insister moins

**Le populaire, hier valorisé,
est aujourd'hui disqualifié
au point d'être passé du statut de
cause à défendre à celui
de seul vrai « problème »
pour la démocratie.**

sur la dangerosité d'une mobilisation politique « directe » du peuple que sur le danger que représentaient *pour le peuple* des prétentions à le défendre, venues d'intellectuels ou d'hommes politiques ne faisant que projeter sur lui leurs propres aspirations et leurs propres intérêts. En désignant maintenant le FN (ou d'autres extrêmes droites), le mot change de perspectives. Le danger n'est plus dans le jeu des élites ; il est dans les groupes populaires qui, xénophobes et incultes, ne cessent de se rallier à des causes détestables et de démontrer ainsi leurs indispositions pour la démocratie. Le populaire, hier valorisé, est aujourd'hui disqualifié au point d'être passé du statut de cause à défendre à celui de seul vrai « problème » pour la démocratie. À l'inverse, les élites sociales en ressortent tout auréolées de supériorité morale (même si les scandales à répétition les ébranlent un peu ces derniers temps...).

La distance morale alors créée avec les plus démunis est telle que, pour les uns, elle justifie tous les abandons passés et futurs quand, pour les autres, elle incite à la récupération bruyante d'un peuple enfin réduit à leur propre image : « sans classe » et sans éthique politique.

UN TERME QUI DISCULPE LES ÉLITES

Mot cynique, injurieux, le « populisme » est triplement trompeur.

Sur les partis qu'il désigne, bien moins sensibles idéologiquement aux classes populaires que défenseurs de politiques qui leur sont contraires.

Sur le clivage libéraux/populistes, comme si n'existaient plus ni droite ni gauche, ni domination sociale et politique, et que les appétences autoritaires ne concernaient que les seconds et épargnaient les premiers.

Sur ce qui menace réellement la démocratie, enfin. En classant les élites sociales à l'écart du « populisme », le mot les exonère du retournement autoritaire que connaît la démocratie dans ses règles pratiques et juridiques ; elle les disculpe de la montée des intolérances et des inégalités dont témoignent les politiques mises en œuvre : contrôle des « mauvais pauvres », licenciements à la pelle, fermetures d'usines qui font pourtant des bénéfices, maltraitance des populations « migrantes » toujours vues comme délinquantes, chasse aux enfants autour des écoles, criminalisation de leurs défenseurs syndicaux, associatifs... Rien n'interdit pourtant de penser que le destin de la démocratie se joue là, dans le cours ordinaire de la compétition et des décisions

politiques des acteurs centraux, et non lors des élections ou de la montée d'« extrêmes ».

MORALE DE L'HISTOIRE

Préendant expliquer, le mot « populisme » disqualifie d'emblée en rendant infréquentables ceux qu'il caractérise. Le mot attise surtout la suspicion à l'égard des classes populaires, notamment sur leur prédilection supposée pour les hommes politiques aux idées courtes et au racisme affiché.

À LIRE

Catherine Colliot-Thélène, *La Démocratie sans « demos »*, Presses universitaires de France, coll. « Pratiques théoriques », Paris, 2011

Wendy Brown, *Défaire le demos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Éditions Amsterdam, Paris, 2018

LE POPULISME COMME REVENDICATION (ET SES LIMITES)

Pierre Khalfa

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 434 à 438

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-434.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE POPULISME COMME REVENDICATION (ET SES LIMITES)

par PIERRE KHALFA

(économiste, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental)

Jusqu'à récemment, et pour une part toujours, le qualificatif de « populisme » avait un caractère méprisant. Il semble cependant que, pour certains à gauche, il soit en train d'acquérir ses lettres de noblesse comme réponse à ce qu'ils nomment la « crise démocratique actuelle ». Les théoriciens de cette approche sont Ernesto Laclau, avec son ouvrage fondateur, *La Raison populiste*, et Chantal Mouffe.

LE POPULISME, UNE NOTION TRANSISTORIQUE

Laclau définit ainsi le populisme dans une interview au journal *Le Monde*, le 9 février 2012 : le « populisme [...] est une notion neutre [...]. Il joue la base contre le sommet, le peuple contre les élites, les masses mobilisées contre les institutions officielles figées. Mussolini comme Mao étaient populistes. Tout comme Victor Orbán et Hugo Chávez, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon le sont aujourd'hui. »

Selon lui, le populisme n'a donc pas de contenu spécifique. C'est un mécanisme politiquement neutre, « au service des idéologies les plus disparates¹ ». Le « peuple » est un « signifiant flottant » pouvant recouvrir n'importe quelles identités. Ces dernières sont le produit de « signifiants vides » qui sont investis à un moment donné d'un contenu concret. C'est ainsi que « justice », « égalité », « nation », « marché »... peuvent acquérir des significations très différentes, et donc jouer un rôle politique différent, suivant les circonstances. Laclau donne l'exemple de la Pologne de Solidarność, où le signifiant « marché » ne correspondait pas uniquement à un mécanisme économique mais avait été chargé

1. Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Le Seuil, Paris, 2008, p. 223. Sauf indication contraire, les citations de Laclau sont issues de cet ouvrage.

d'un contenu symbolique fort, correspondant aux idées de liberté, de refus de l'oppression bureaucratique, etc.

Pour Chantal Mouffe, comme pour Ernesto Laclau, le populisme n'est d'aucune époque particulière. Dans un court papier qui résume son point de vue², celle-ci le définit ainsi : « Le populisme surgit quand on cherche à donner naissance à un nouvel acteur de l'action collective – le peuple – qui soit capable de reconfigurer un ordre social vécu comme injuste. » Dans *La Raison populiste*, Laclau note même que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » est populiste, et les exemples de populisme qu'il donne renvoient à des époques et à des situations très diverses. Avec ce type de vision, tout ou presque pourrait être considéré comme populiste : Périclès et le *demos* athénien, les Gracques dans la Rome républicaine, les acteurs de la Révolution française, le Parti communiste français (PCF) et les « deux cents familles³ », etc. Ils étaient, et nous serions, finalement tous populistes sans le savoir : « Il n'y a pas d'intervention politique qui ne soit populiste dans une certaine mesure⁴. » L'élasticité de la notion pose néanmoins le problème de son utilité.

UNE CONCEPTION TRONQUÉE DE LA POLITIQUE

Tout au long de leurs écrits, Laclau et Mouffe dénoncent à juste titre l'illusion d'une politique sans conflit. Ils critiquent les conceptions consensuelles de la démocratie en affirmant la « nature hégémonique de tout ordre social⁵ ». Dans son ouvrage, *Pour un populisme de gauche*, Chantal Mouffe oppose « deux façons d'envisager le champ politique. L'approche associative le présente comme la sphère de la liberté et de l'action de concert. À l'inverse, l'approche dissociative le conçoit comme l'espace du conflit et de l'antagonisme⁶ », et logiquement elle se réclame explicitement de cette dernière conception.

Cette opposition est réductrice. La désignation d'un adversaire/ennemi⁷ est certes la condition du combat politique, et la construction d'une frontière entre « le eux et le nous », pour reprendre le vocabulaire de Chantal Mouffe, est nécessaire. Mais la politique ne peut s'y réduire. L'espace politique est aussi un espace où se construit du commun, à travers notamment l'élaboration de projets politiques. En ce sens, on ne peut opposer, comme elle le fait, les approches associative et dissociative de la politique qui forment un tout indissociable. Se focaliser sur

2. Chantal Mouffe, « Le moment populiste », *Mémoires de luttés*, 9 juillet 2016.

3. L'expression « deux cents familles » était employée, entre les deux guerres mondiales, par la gauche pour désigner les véritables maîtres du pays. Elles correspondaient aux deux cents plus gros actionnaires de la Banque de France, qui était à l'époque une banque privée.

4. *Op. cit.*, p. 182.

5. Chantal Mouffe, *Le Paradoxe démocratique*, Beaux-arts de Paris Éditions, Paris, 2016, p. 108.

6. Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, Paris, 2018, p. 123.

7. Chantal Mouffe fait une distinction entre adversaire et ennemi : « Un adversaire est un ennemi, mais un ennemi légitime avec lequel on partage des points communs parce que l'on partage avec lui une adhésion aux principes éthico-politiques de la démocratie libérale : la liberté et l'égalité. Mais nous sommes en désaccord quant à la signification et la mise en œuvre de ces principes » (*Le Paradoxe démocratique*, *op. cit.*, p. 110).

l'approche associative a pour conséquence, *in fine*, de nier l'existence des conflits. Mais l'approche dissociative, dont elle se réclame, oublie que la politique ne peut se réduire à un strict rapport de force. À trop se focaliser sur l'ennemi/adversaire, on risque d'oublier la question du projet pour lequel on se bat. L'opposition « nous/eux » ne peut être féconde que surdéterminée par un projet émancipateur porteur d'un imaginaire social de transformation, comme a pu l'être, en son temps, l'idée de communisme⁸.

LA QUESTION DE L'EXTRÊME DROITE

Pour Laclau et Mouffe, la frontière entre « le eux et le nous » constitue donc le critère essentiel de l'action politique. Cette centralité est lourde de conséquences dans la manière de considérer l'extrême droite. Laclau et Mouffe n'emploient d'ailleurs jamais, pour ces formations politiques, le terme « extrême droite », terme qu'ils critiquent vertement, mais celui de « populisme de droite ». Pour eux, « entre le populisme de gauche et le populisme de droite, il existe un *no man's land* nébuleux qui peut être traversé – et l'a été – selon toutes sortes d'orientations différentes⁹ ». Il est tout de même pour le moins curieux de voir reprises ainsi les antiennes des classes dirigeantes et des médias dominants, qui qualifient également de populismes l'extrême droite et la gauche voulant rompre avec le néolibéralisme, avec l'objectif d'amalgamer des courants politiques opposés et de discréditer, de la sorte, les propositions de cette gauche.

Prisonnière de sa conception de la politique comme création d'une frontière entre « le eux et le nous », et constatant que c'est aussi la démarche de l'extrême droite, Chantal Mouffe reprend même l'idée que, face au néolibéralisme, « populisme de droite » et « populisme de gauche » mèneraient en fait, chacun à sa manière, un combat contre le « système ». Elle en vient à écrire « que la plupart des demandes exprimées par les partis populistes de droite sont des demandes démocratiques auxquelles devrait être apportée une réponse progressiste¹⁰ ».

Pour justifier sa position, Mouffe indique que « ces revendications émanent de groupes qui sont les principaux perdants de la mondialisation néolibérale [...] ». Une approche populiste de gauche devrait tenter de proposer un vocabulaire différent afin d'orienter ces demandes vers des objectifs égalitaires [...]. Leur sentiment d'exclusion et leur désir de reconnaissance démocratique, exprimés auparavant dans un langage

8. La nature réelle des régimes dits communistes importe peu ici.

9. Chantal Mouffe, *Le Paradoxe démocratique*, *op. cit.*, p. 108.

10. Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit.*, p. 37.

xénophobe, [peuvent] se traduire dans un autre vocabulaire et être dirigés vers un autre adversaire ».

Il est vrai qu'une partie de l'électorat de l'extrême droite est constituée de victimes des politiques néolibérales. Mais Chantal Mouffe ne nous dit rien de ce que devrait être ce nouveau vocabulaire. S'agit-il de faire des concessions à la xénophobie en reprenant à son compte certains propos sur les migrants ? Gagner des électeurs aujourd'hui acquis à l'extrême droite suppose d'abord de rester ferme dans le combat et l'argumentation contre le racisme et la xénophobie. Toute concession sur ce terrain ne peut que les renforcer dans leurs convictions et crédibiliser encore plus les formations politiques qui en ont fait leur doctrine.

LE RÔLE DU LEADER

Pour Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, le « peuple » est une construction politique qui se manifeste à travers la création d'une frontière entre « le eux et le nous ». Il faut « construire le peuple », disent-ils. Mais la question qui immédiatement se pose est : qui le construit ? Si on remplace le mot peuple par prolétariat, on retrouve là la thématique classique du substitutisme avant-gardiste, c'est-à-dire l'idée qu'une entité, en l'occurrence le parti, possède la théorie qui lui permet de savoir quels sont les intérêts historiques du prolétariat. Dans ce schéma, le prolétariat n'existe, de fait, qu'à travers le parti. On retrouve une logique similaire dans les écrits de Laclau et Mouffe pour qui, *in fine*, le peuple doit être construit politiquement par une entité extérieure.

La question est de savoir quelle est cette entité. Pour Laclau, la construction du peuple doit s'incarner dans une « expression symbolique positive¹¹ », un leader. Le populisme se distingue d'autres processus politiques par un rapport direct entre une personnalité se voulant charismatique et le peuple ; plus exactement, le peuple s'incarne dans le leader.

Laclau n'hésite pas à indiquer explicitement que, pour lui, l'« absence de meneur » équivaut à la « dissolution du politique¹² ». L'existence d'un chef est ici la condition même de possibilité du politique : « La nécessité d'un meneur existe toujours¹³. » L'existence d'un leader est élevée en nécessité et rendue politiquement indispensable car la construction même du « peuple » aboutit à l'incarnation dans un leader. Pour lui, « l'amour pour le leader est une condition centrale de consolidation du lien social¹⁴ ». Le leader charismatique devient la clé de

11. Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, op. cit., p. 102.

12. *Ibid.*, p. 81.

13. *Ibid.*, p. 78.

14. *Ibid.*, p. 102.

voûte de la construction politique. Le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, ne peut donc être qu'un autoritarisme, où la démocratie prend au mieux une forme plébiscitaire.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le populisme se veut une réponse à la crise démocratique que vivent nos sociétés sous l'impact des politiques néolibérales, qui visent à exclure les politiques économiques et sociales du débat démocratique, et des politiques sécuritaires qui affaiblissent chaque jour un peu plus l'État de droit. Force est de constater qu'il aboutit à des apories insurmontables, voire qu'il peut se révéler dangereux pour la démocratie en faisant du leader le point nodal de la politique.

À LIRE

Catherine Colliot-Thélène et Florent Guénard, « Peuples et populisme », *La Vie des idées*, 2014

Gérard Bras, *Les Voies du peuple*, Éditions Amsterdam, Paris, 2018

Pierre Khalfa, « La souveraineté populaire est-elle possible ? », Mediapart, 21 février 2017

Pierre Khalfa, « Le populisme de gauche, réponse à la crise démocratique ? », Mediapart, 11 février 2017

Pierre Khalfa, « Populisme de gauche, du nouveau », Mediapart, 17 septembre 2018

Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Le Seuil, Paris, 2008

Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, Paris, 1995

Chantal Mouffe, *Le Paradoxe démocratique*, Beaux-arts de Paris Éditions, Paris, 2016

Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, Paris, 2018

Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle de la politique*, Le Seuil, Paris, 2003

LES « NOUVEAUX » MOUVEMENTS POLITIQUES SONT-ILS NOUVEAUX ?

Catherine Leclercq

in *Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 439 à 449

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-439.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES « NOUVEAUX » MOUVEMENTS POLITIQUES SONT-ILS NOUVEAUX ?

par CATHERINE LECLERCQ (sociologue, université de Poitiers)
Remerciements à Clarisse Zhang Wei (professeure des écoles)

« Nous sommes rentrés dans un nouveau monde,
je le crois très profondément, qui est une société,
une économie, une civilisation à la fois du risque
et de l'innovation, des compétences, de la transformation radicale ».
Emmanuel Macron, discours devant le collectif Elles marchent,
8 mars 2017, théâtre Antoine, Paris

« De façon générale, le néolibéralisme fait revenir
sous les dehors d'un message très chic et très moderne
les plus vieilles idées du plus vieux patronat. »
Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, 1998

Au placard, les partis et syndicats « traditionnels » !
Au rancart, les « corps intermédiaires » ! Au rebut, le
« vieux » mouvement ouvrier ! Au trou, les profession-
nels de la politique et les apparatchiks fossilisés ! Au diable, les
structures centralisées, hiérarchisées, verticales, issues de clivages
caducs, d'idéologies dépassées et de modes d'action périmés ! Voici
venues de nouvelles manières de faire de la politique, débarrassées
des pesanteurs de l'ancien monde, gagnées par une aspiration à
l'« expression citoyenne » libre et égalitaire ! C'est du moins ce
que proclament nombre de politiciens et de « faiseurs d'opinion ».
Mais toute cette nouveauté est-elle bien réelle ? Et si le registre
du « nouveau » masquait une relative permanence de l'ordre
politique, où les mieux dotés se parent des atours de la modernité,
tandis que les autres, parfois demandeurs de réelles transforma-
tions, sont rejetés aux marges pour « archaïsme » ?

LE CHANGEMENT, C'EST TOUT LE TEMPS ?

« Du passé faisons table rase » : l'idée ne date pas d'hier. Elle a été formulée à de multiples reprises dans l'histoire des luttes politiques. En France comme ailleurs, on entend régulièrement que le monde politique nouveau est arrivé, que des changements profonds sont à l'œuvre, que plus rien ne sera comme avant. Il était déjà question d'une « crise des partis » dans les années 1950, de « nouveaux mouvements sociaux » dans les années 1970, d'une « fin des syndicats » et même d'une « fin des militants » dans les années 1990. L'annonce du renouveau est donc tout sauf nouvelle : il semble même que rien ne soit plus persistant et répétitif que cette rhétorique décliniste ou « crisologique », accompagnée d'une prophétie du basculement. Ancienne antienne, la nouveauté.

Bien entendu, la politique institutionnelle et les mouvements protestataires évoluent. Ces univers ne sauraient être statiques, dès lors qu'ils fonctionnent comme des « champs de force » et des « champs de lutte » au sein desquels des agents se livrent bataille suivant des logiques dont nul ne décide individuellement. Mais l'analyse scientifique permet d'éviter de voir des révolutions partout et en permanence, à la différence des discours politiques et des commentaires journalistiques.

Se poser en novateur pour s'opposer à une situation décrite comme « sclérosée » est une stratégie de distinction courante dans l'espace politique.

Les agents du champ politique sont en effet régulièrement amenés à insister sur le thème de la rupture afin de légitimer leur action et de délégitimer celle de leurs adversaires. Se poser en novateur pour s'opposer à une situation décrite comme « sclérosée » est une stratégie de distinction courante dans l'espace politique. C'est ainsi qu'on peut comprendre le titre du livre-programme d'Emmanuel Macron, *Révolution*, paru en 2016, assorti d'une campagne annonçant un « nouveau monde » et une politique « disruptive ».

Quant aux journalistes, leur activité de commentaire « à chaud » les conduit à mobiliser fréquemment les registres de l'« inédit », du « sans précédent », du « tournant historique ». Cette spectacularisation de l'actualité répond aux exigences spécifiques (audience et parts de marché) qui sous-tendent les pratiques des médias dominants. Certains chercheurs peuvent même se prêter au jeu, comme s'en amusait Bourdieu : « Il y a des sociologues qui adorent ça, ça fait très chic, surtout à la télévision, d'annoncer des phénomènes inouïs, des révolutions¹. »

En réalité, les pratiques politiques relèvent de structures contraignantes, héritées de l'histoire, qui peuvent modifier les rapports de force entre groupes concurrents et faire évoluer leurs stratégies dans

1. Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Raisons d'Agir, Paris, 1996, p. 49.

certaines limites. On gagne donc à les analyser sans présumer de leur radicale nouveauté, ni d'ailleurs postuler leur inertie ou leur éternisation, c'est-à-dire sans tomber « dans l'une ou l'autre des deux erreurs opposées, l'illusion du jamais vu et l'illusion du toujours ainsi² ».

IL Y A DE L'ANCIEN DANS LE NOUVEAU (ET INVERSEMENT)

La victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017 a suscité un déferlement de commentaires sur le caractère « inédit » du « coup de force politique » réalisé par ce jeune ex-ministre, jamais élu, porté par un mouvement « neuf » en prise avec les réseaux sociaux, défiant les « clivages traditionnels », parvenu à construire une majorité parlementaire constituée en grande partie de primo-députés issus de la « société civile ». Au-delà de ce cas, l'époque est à la remise en cause des formes établies d'organisation politique, épinglées pour leur professionnalisation, leur centralisation, leur indistinction doctrinale et leur usure liée à l'exercice du pouvoir. En France, des formations telles que La République En Marche! (LREM) ou La France insoumise (LFI) ont été créées en s'appuyant sur la critique des partis existants, à l'image du Mouvement 5 étoiles en Italie ou de Podemos en Espagne. En restant ici dans le cadre hexagonal, examinons comment ces entreprises politiques entendent rompre avec les pratiques antérieures.

INNOVER PAR LE NOM

Ces mouvements se démarquent des dénominations habituelles. Ils ne s'appellent plus « parti », « ligue » ou « union » et délaissent les marqueurs idéologiques longtemps accolés aux noms des collectifs. La modernité semble résider dans des étiquettes en forme de slogan (En Marche!, Libres!, Ensemble!), des terminologies peu clivantes (Génération-s, Place publique), des positionnements transversaux (LFI). Au-delà des enseignes, le lexique organisationnel est revisité : on parle de référents ou de délégués plutôt que de secrétaires, de comités locaux et de groupes d'action plutôt que de sections.

Mais les nouveaux mots font-ils les nouvelles réalités ? Même si les changements symboliques ne sont pas dépourvus d'effets réels, ils ne produisent pas à eux seuls les révolutions. Nombre d'organisations ont modifié leurs nom, emblème et couleurs dans le cadre de stratégies diverses, mais une façade rénovée n'empêche pas un certain *statu*

2. Pierre Bourdieu, « L'emprise du journalisme », in *Sur la télévision*, *ibid.*, p. 80.

quo dans l'arrière-boutique. Surtout, il ne suffit pas de se débarrasser du label partisan pour échapper à la « forme parti » qui a structuré la compétition politique pendant plus d'un siècle, laissant des traces tenaces dans les choses (sous forme d'institutions, de règles, de statuts) et dans les corps (sous forme de catégories de pensée et de routines pratiques, constitutives de ce que Bourdieu appelle les *habitus*). Ces legs de l'histoire ne s'évaporent pas aussitôt qu'un ordre nouveau est décrété.

RECRECITER LARGE ET RESTER SOUPLE

Ces mouvements revendiquent leur ouverture et la simplicité de leurs procédures, notamment à l'entrée. Ils privilégient des formules d'adhésion en ligne et gratuites, par opposition à celles qui supposaient une remise de carte et le paiement de cotisation. Ces modalités d'inscription tendent à accréditer l'émergence d'un « engagement distancié³ » : les ralliements sont dématérialisés et autorisent une participation aménageable, allant du simple soutien à l'activisme suivi.

Est-ce une telle innovation ? En fait, les partis « à l'ancienne » ont toujours dû compter avec des modes d'engagement variables. On rencontre, dans les « nouveaux » mouvements politiques comme dans les « vieux » partis, toute la gamme des modalités de participation, de l'implication faible ou sporadique à l'investissement plus soutenu. Le type et le niveau d'engagement ont moins à voir avec les procédures d'enrôlement qu'avec les logiques « classiques » de la rencontre entre des histoires militantes, une offre organisationnelle et un contexte.

SNOBER LES VIEILLES FAMILLES

La tendance est à la récusation des repères idéologiques et des « camps » qui ont longtemps structuré le champ politique. Il s'agit de « dépasser » les systèmes de classement anciens, à commencer par le clivage gauche-droite. C'est en s'appuyant sur cette transgression que LREM a rallié des transfuges de partis classés à gauche comme à droite. LFI privilégie l'opposition entre le « peuple » et les « élites », au point d'assumer le qualificatif « populiste » utilisé par les journalistes pour désigner les formations « antisystème ». Le Rassemblement national (RN, ex-FN) travaille de longue date à subvertir la ligne de partage gauche-droite, préférant regrouper les « partis de gouvernement » dans un ensemble indistinct face auquel il se présente comme la seule alternative.

Mais, là aussi, suffit-il d'annoncer le dépassement ou la disparition des catégories gauche-droite pour les voir se dérober effectivement ?

3. Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier, Paris, 1997.

Ce serait sous-estimer leur résistance chez bon nombre d'acteurs et d'observateurs du jeu politique. Si les scrutins de 2017 ont indéniablement remis en question la validité du clivage gauche-droite, cette « révolution » est avant tout symbolique : elle a fait perdre à ce principe de classement son caractère d'évidence, bousculant ainsi les logiques bien huilées d'appréhension des luttes politiques, sans pour autant parvenir à le jeter aux oubliettes⁴. Preuve en est la tendance persistante des journalistes à le convoquer dans leurs chroniques. Du reste, le simple fait que ce clivage soit contesté montre qu'il continue d'exister, fût-ce en tant qu'objet de critique : « S'y opposer, c'est malgré tout lui reconnaître une existence et une réalité politique. Sa disparition supposerait qu'il ne soit plus mentionné et que plus personne ou presque ne s'en revendique dans les échanges politiques⁵. » On pourrait en dire autant des partis de « type ancien » : s'ils sont encore abondamment évoqués, même par ceux qui misent sur leur disparition, c'est qu'ils n'ont pas perdu toute vitalité et qu'il faut se garder de les enterrer une fois pour toutes.

CHANGER LE CASTING

Un mot d'ordre : présenter de nouveaux visages, choisis hors du sérail. Pendant la séquence électorale de 2017, cet impératif a été martelé : promouvoir un personnel politique nouveau, issu de la « société civile ». Bonne idée... qui, là encore, n'est pas inédite. Pour quel résultat ? Un indiscutable changement de profil des députés : l'Assemblée nationale élue en juin 2017 est rajeunie, féminisée, et compte une part relativement importante de députés « novices », au sens où ils n'ont jamais exercé ce mandat auparavant. Ce qui ne signifie pas qu'ils soient étrangers aux fonctions politiques : parmi ceux qui ont été présentés comme des symboles du renouveau, beaucoup avaient déjà une solide expérience de l'univers politique en tant qu'élus locaux, collaborateurs d'élus, cadres d'organisations. Pas si « novices », donc, et pas si distincts des « professionnels de la politique ». Certains étaient certes de réels néophytes, et c'est autour d'eux que s'est déployée la stratégie macronienne de dévaluation des « anciens » profils.

Surtout, les promesses de diversification et de renouvellement sont loin d'avoir été tenues en ce qui concerne les appartenances socioprofessionnelles. Ce sont les classes supérieures qui dominent à l'Assemblée, tandis que les classes populaires, soit la moitié de la population active, sont dramatiquement sous-représentées (seulement 4,6 % des députés, selon l'Observatoire des inégalités). Autrement dit, la « représentation nationale » reste l'image inversée de la structure

4. Voir : Christophe Le Digol, *Gauche-droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2018.

5. *Ibid.*, p. 80.

sociale, les élus issus des catégories les plus modestes étant bien rares dans l'hémicycle. Si crise de la représentation il y a, la composition sociale des « nouveaux » mouvements politiques n'est pas de nature à la résoudre : la bourgeoisie diplômée y prédomine, la part des ouvriers et employés y est marginale.

Le « renouveau » est donc curieusement oublieux des provenances sociales des élus. Oui à la parité, oui au rajeunissement, oui à la « société civile », mais *quid* des classes populaires ? Depuis quand la « société civile » est-elle principalement constituée de patrons, de cadres, de professions libérales et intellectuelles ? Une véritable « révolution » ne consisterait-elle pas à former un personnel politique issu des fractions les moins favorisées du monde social ? Casser la perception de la politique comme un jeu aristocratique, gripper les mécanismes de consécration des déjà-consacrés, ouvrir les arènes politiques aux dominés : cette révolution-là n'est pas dans les programmes, ou si peu.

OFFRIR DU RÉSEAU ET DU DÉBAT

Les « nouvelles » entreprises politiques revendiquent des structures décentralisées, constituées de groupes locaux dont les membres, laissés relativement libres de leurs initiatives, sont informés et consultés *via* des plateformes numériques. L'esprit délibératif est valorisé, les propositions et « retours d'expériences » encouragés pour « coconstruire » l'offre politique. Tout est donc fait pour que les échanges semblent plus riches et démocratiques que dans les partis « traditionnels », réputés centralisés, hiérarchisés et disciplinés.

En réalité, s'il peut exister une certaine liberté de parole et d'action au sein des groupes locaux, les débats « à la base » n'influencent guère les orientations nationales : ils s'effacent derrière la présence impérieuse d'un leader, entouré d'un cercle dirigeant qui contrôle les investitures électorales et les principaux axes programmatiques. L'élaboration « par le bas », en contact étroit avec le « terrain » et délivrée des vieilles tendances oligarchiques, n'est guère réalisée. Les mouvements émergents n'ont donc pas encore réussi à contrer les formes de dépossession politique qui caractérisaient l'« ancien monde ».

D'autre part, il faut résister à la tentation de figer les « vieux partis » dans une essence rigide et peu soucieuse des opinions militantes : eux aussi se sont réformés dans le sens d'une gestion plus « souple » des forces militantes, les invitant à s'auto-organiser, à s'exprimer dans le cadre de dispositifs délibératifs et de primaires. Mais, là encore, l'écart entre les principes et la réalité est patent : l'invitation au débat permanent n'a pas empêché les phénomènes de concentration du pouvoir, et

les primaires ont eu pour effet de désintégrer les fonctions d'élaboration collective et de mobilisation idéologique⁶. En somme, ce qui est présenté comme « nouveau » du côté des « mouvements » était déjà en vigueur du côté des partis, mais, dans les deux cas, les « révolutions démocratiques » annoncées ont plutôt renforcé la personnalisation du travail politique.

L'AUTOCRATIE, C'EST PAS FINI

Les partis « de masse » ont traditionnellement dépendu de l'action des militants et des membres de l'« appareil », régulant les discussions internes et contrôlant tant l'activité parlementaire (notamment par la discipline de vote) que les revendications sociales (par la presse partisane, l'encadrement des mobilisations, etc.). Les « nouvelles » entreprises politiques se présentent plutôt comme des groupements fortement personnalisés, conçus pour soutenir l'action d'un chef. Le rôle des militants est moindre dans la mesure où les candidats et les élus privilégient un lien direct avec les électeurs par l'utilisation des médias. Le recours aux experts en communication, aux enquêtes d'opinion et aux techniques numériques est ainsi devenu un *must* du travail politique.

Élitisme, monopolisation du pouvoir par des états-majors restreints, consécration des leaders : la « loi d'airain de l'oligarchie » dans les partis politiques, établie par Robert Michels en 1911⁷, n'a pas été balayée par les « nouveautés » organisationnelles. Sous couvert de structures horizontales et collégiales, les chefs décident des orientations stratégiques avec leur garde rapprochée. Il faut d'ailleurs rapporter ce fait **autocratique** au rôle présidentiel tel qu'il s'est construit sous la V^e République : le président de la République gouverne, dans ce système, quasiment sans partage et sans comptes à rendre⁸.

On voit donc que rien de très nouveau n'est venu perturber le jeu politique, lequel se joue pratiquement sans les bases militantes, sans les bases sociales et, présidentialisme oblige, sans les représentants de

Oligarchie : c'est le pouvoir d'un groupe restreint. Plusieurs chercheurs ont montré qu'il existait au sein des organisations politiques une tendance à la concentration du pouvoir entre les mains d'une minorité. Le sociologue Robert Michels parle, dès 1911, d'une « loi d'airain de l'oligarchie »

dans les partis politiques : quelles que soient leur orientation idéologique et leurs revendications démocratiques, leurs ressources collectives se trouvent inéluctablement accaparées par une caste dirigeante.

6. Voir : Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Raisons d'Agir, Paris, 2011.

7. Robert Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne. Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, Gallimard, Paris, 2015 [première édition : 1911].

8. Voir : Bastien François, *Le Régime politique de la V^e République*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1999.

la nation. Les discours affirmant la volonté de « remettre les Français au cœur de la vie politique » ou de favoriser l'« expression citoyenne » masquent la réalité, lourde et inchangée, d'un déficit démocratique inscrit dans l'édifice institutionnel du régime ; un édifice que gouvernants et candidats au pouvoir ont consolidé plus qu'ils ne l'ont bousculé.

ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX ?

« Élection = trahison. Députés et sénateurs ne représentent qu'eux-mêmes », pouvait-on lire sur la pancarte d'un militant des Gilets jaunes, en décembre 2018, à Paris. La défiance à l'égard des élus et des organisations politiques s'est largement exprimée dans ce mouvement, comme si le renouvellement annoncé n'avait guère convaincu ceux qui peinent à vivre de leur travail, éprouvent la relégation sociale et le mépris de classe, et ne sont quasiment pas représentés à l'Assemblée nationale.

La démocratie ne se joue pas que dans les urnes, mais aussi dans l'action collective, y compris sous des formes qui échappent aux gouvernants. Il est remarquable que les organisations, malgré leur promotion de l'expression citoyenne, soient malmenées par des mobilisations qui affirment leur refus de la politique professionnelle.

Aussi « nouvelles » soient-elles, les formations politiques n'encouragent la participation démocratique qu'à condition que les opérations restent sous leur contrôle.

Aussi « nouvelles » soient-elles, les formations politiques n'encouragent la participation démocratique qu'à condition que les opérations restent sous leur contrôle. Pour peu que l'action se déroule suivant des formes spontanées, sans encadrement organisationnel, ni porte-parole officiel, ni ligne revendicative unique, la « souveraineté du peuple » devient un odieux désordre, et la « société civile », une « foule haineuse⁹ ».

C'est alors la force physique d'État qui maintient l'ordre.

Une mobilisation comme celle des Gilets jaunes est-elle totalement nouvelle ? Certainement pas sur le plan des revendications. Gérard Noiriel rappelle que ce mouvement s'inscrit dans l'histoire des luttes populaires en France¹⁰ : la dimension antifiscale y est souvent présente,

9. Vœux d'Emmanuel Macron, 31 décembre 2018.

10. Gérard Noiriel, « Le populaire dans tous ses états », Noiriél. wordpress.com. Voir aussi : *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Agone, Marseille, 2018.

Autocratie : c'est le « pouvoir d'un seul » au sens où un chef se voit reconnaître des prérogatives importantes. En réalité, il n'existe pas d'autorité absolue : même le leader le plus autoritaire dépend de ceux qui dépendent de lui, et il doit sa position dominante à ceux qui l'acceptent.

Ce qui fait la force d'une domination, c'est le consentement de ceux qui s'y soumettent.

même si, plus que les taxes, c'est le caractère injuste des usages de l'argent public qui provoque la colère, et une aspiration à la dignité qui s'exprime. De même, la méfiance à l'égard des porte-parole et la demande de démocratie directe ne sont pas récentes. Cela étant, les Gilets jaunes ont contribué à offrir à ces enjeux une visibilité rarement atteinte, plaçant au cœur du débat public la question des droits démocratiques des citoyens.

D'aucuns avancent que ces revendications ont été portées au prix d'une violence inédite et insupportable. Là encore, l'histoire rappelle que les « débordements » décriés par tant de journalistes et de responsables politiques tiennent moins à une augmentation de la violence dans l'espace public qu'à son refoulement croissant au fil des siècles, comme l'a montré Norbert Elias dans son analyse du « processus de civilisation ». Si le seuil de tolérance à la violence physique est devenu aussi bas en Occident, ce n'est pas parce que cette violence s'est accrue, mais au contraire parce qu'elle a été progressivement évacuée des rapports sociaux et monopolisée par l'État. Dès lors, il suffit qu'elle ressurgisse pour provoquer des réactions outrées. Encore faudrait-il la rapporter, aujourd'hui, à la violence sociale des politiques néolibérales.

L'allure de nouveauté de ce mouvement tient plutôt à ses modalités : le gilet comme symbole fédérateur, les rassemblements aux ronds-points et les manifestations hebdomadaires, l'usage de moyens modernes pour mobiliser à l'échelle nationale (vidéos, réseaux sociaux). En outre, les Gilets jaunes sont principalement issus des classes populaires et des franges précarisées des classes moyennes, ce qui tend à relativiser les analyses selon lesquelles les mobilisations de ces fractions du monde social étaient devenues improbables.

On voit que la partition ancien/nouveau est tout sauf évidente, et qu'il est risqué de s'y enfermer. L'ancien et le nouveau fonctionnent surtout comme des instruments de légitimation et de délégitimation. En politique, il est commode de se faire le chantre de la modernité en accusant ses adversaires d'« entraver le progrès » et de « bloquer le pays ». Une rhétorique chère aux tenants du néolibéralisme, qui habillent d'un lexique innovant une conception conservatrice du monde.

L'ancien et le nouveau fonctionnent surtout comme des instruments de légitimation et de délégitimation. En politique, il est commode de se faire le chantre de la modernité en accusant ses adversaires d'« entraver le progrès » et de « bloquer le pays ».

LE RENOUVEAU : UNE VIEILLE RENGAINÉ QUI DISSIMULE (MAL) LA REPRODUCTION DES STRUCTURES SOCIALES ?

Le meilleur antidote aux illusions du « jamais vu » et du « toujours ainsi », c'est l'histoire. Retrouver le passé dans le présent permet de comprendre que, si le monde social n'est pas figé, il n'est pas non plus en constante révolution.

Le meilleur antidote aux illusions du « jamais vu » et du « toujours ainsi », c'est l'histoire. Retrouver le passé dans le présent permet de comprendre que, si le monde social n'est pas figé, il n'est pas non plus en constante révolution. C'est pourquoi raisonner en termes d'« avant » et d'« après » n'est guère satisfaisant, et qu'on ressent vite le caractère artificiel de la césure entre les deux. Dans un texte célèbre, Bourdieu emprunte au droit une formule qui résume parfaitement cette loi historique : « Le mort saisit le vif¹¹. » Ainsi, « ce qui a une fois été est à jamais inscrit non seulement dans l'histoire, ce qui va de soi, mais dans l'être social, c'est-à-dire dans les choses et aussi dans les corps¹² ». Ce qui ne signifie pas que toute innovation soit impossible, mais que tout projet subversif doive compter avec le fait que le passé, en demeurant présent dans les choses et dans les esprits (généralement de façon inaperçue et inconsciente), conditionne les « possibles » et le « pensable ».

L'histoire montre aussi que certaines politiques, qui s'annoncent comme des « révolutions » en arborant les symboles de la modernité (dans le cas du néolibéralisme, des lois économiques prétendument implacables, du marketing et des mots qui claquent : « agilité », « mobilité », « attractivité », *new public management*, *start-up nation*), sont en fait des « révolutions conservatrices » visant à maintenir les rapports de domination et à renvoyer les revendications progressistes au rayon des antiquités¹³.

Contrer cette entreprise de régression suppose d'en dévoiler les logiques et les effets réels : privatisation du secteur public, mise en compétition des individus, précarité, insécurité sociale, etc. Les mobilisations des catégories fragilisées du monde social sont fondamentales dans cette lutte. Car elles portent des enjeux de transformation qui puisent dans d'anciennes solidarités, héritées des mouvements populaires et de l'État social, et qui résistent encore.

11. Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 32-33, 1980, p. 3-14.

12. *Ibid.*, p. 12.

13. Voir : Pierre Bourdieu, « Le mythe de la "mondialisation" et l'État social européen », *Contre-feux*, Raisons d'Agir, Paris, 1998, p. 34-50.

MORALE DE L'HISTOIRE

Pour éviter les deux illusions symétriques, celle du « jamais vu » et celle du « toujours ainsi », une seule prescription : pas trop de morale et beaucoup d'histoire !

À LIRE

Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 32-33, 1980, p. 3-14

Pierre Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, juin 1984, p. 49-55

Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Raisons d'Agir, Paris, 1996

Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, Raisons d'Agir, Paris, 1998

Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs*, Calmann-Lévy, Paris, 1973

Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, Paris, 1975

Norbert Elias, « Le repli des sociologues dans le présent », *Genèses*, vol. 52, 2003, p. 133-151

Bastien François, *Le Régime politique de la V^e République*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1999

Daniel Gaxie et Willy Pelletier (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018

Christophe Le Digol, *Gauche-droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2018

Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Raisons d'Agir, Paris, 2011

Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Calmann-Lévy, Paris, 1995

Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », Paris, 2015

Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Agone, Marseille, 2018

Michel Offerlé, *Les Partis politiques*, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 2018

Michel Offerlé, « On n'en a pas fini avec les partis », AOC Media, 25 et 30 avril 2019

COMMENT SE FABRIQUE (MAL) L'INFORMATION ?

Érik Neveu

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 450 à 460

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-450.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

COMMENT SE FABRIQUE (MAL) L'INFORMATION ?

par **ÉRIK NEVEU** (politiste, Sciences Po-Rennes)

Remerciements à René Carnet

(professeur de sciences économiques et sociales)

« On dit souvent... il y a une légende urbaine...
sur les chaînes privées, on obéit aux intérêts privés,
ceux du propriétaire et des annonceurs, dans le public,
on obéit au gouvernement. Est-ce que c'est vrai tout ça ? »

Anne-Sophie Lapix, France 2,
« Émission spéciale : soixante-dix ans
de journaux télévisés », juin 2019

Durant le mouvement des Gilets jaunes, on a pu voir des journalistes de chaînes d'information continue, comme BFM, être houspillés, parfois molestés par des manifestants excédés de la manière dont leur mobilisation était traitée, souvent réduite à des actes de violence. Ce même mouvement a permis d'observer le 1^{er} mai 2019 un épisode d'emballement médiatique. Des reportages, et surtout des commentaires de journalistes en studio évoquent une attaque par des manifestants sur l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, des salles de soin et d'opération envahies. Dès le lendemain, de multiples témoignages et vidéos montreront que les manifestants concernés fuyaient devant des nuages de gaz lacrymogènes et de violentes charges policières, sans avoir commis la moindre intrusion dans les lieux de soin. Faut-il alors faire comme les Polonais du temps du syndicat Solidarność, face à la propagande du régime communiste : poser sa télévision, écran vers l'extérieur sur le rebord de la fenêtre, lors des journaux télévisés, histoire de bien marquer qu'on ne croit plus à une information biaisée ? Mais pourquoi et comment est-elle biaisée ?

VALEUR D'INFORMATION, INFORMATIONS SANS VALEURS

Dans le flot incessant des faits qui adviennent, qu'est-ce qui occupe le journal télévisé ? Imaginons que, durant la même semaine, dix anciens salariés d'Eternit, victimes de l'amiante, meurent de maladie professionnelle après de longues souffrances, que dix soldats français tombent dans une embuscade au Mali, que cinquante personnes soient ensevelies dans un glissement de terrain en Mandchourie. Ou encore que, cette même semaine, Marine Le Pen ait une formule spécialement cinglante sur Emmanuel Macron, qu'une entreprise du CAC 40 offre un dividende très généreux à ses actionnaires, qu'un immeuble vétuste ensevelisse à Marseille plusieurs de ses habitants. De quoi parleront les médias ? Par expérience, la réponse ne fait guère de doutes : des soldats morts, d'un immeuble qui s'effondre, peut-être de la phrase vacharde qui fait le « buzz » pendant deux jours. La logique du journalisme est de parler d'événements qui correspondent à des adjectifs comme « soudain », « spectaculaire », « tragique », « proche ». Sont encore importants les propos et les actions de gens qui sont considérés comme tels : ministres, célébrités, dirigeants économiques. Ont encore de la **valeur d'information** des événements parfaitement prévisibles mais qui constituent un calendrier routinisé de la vie sociale. Impossible de ne rien publier, de ne rien dire sur le Festival de Cannes, le Tour de France, la rentrée scolaire et celle du Parlement, les embouteillages au moment des départs en vacances d'été. Toute une partie de ces choix semblent peu discutables. Peu de citoyens comprendraient qu'on n'accorde pas une grande attention au massacre terroriste du Bataclan, à l'élection d'un président de la République ou même à une météo exceptionnellement menaçante. Ces événements affectent leurs vies, touchent au « vivre-ensemble », ont un impact pratique sur le quotidien.

Mais alors, quels sont ces « événements » qui n'ont pas une si grande valeur d'information, à suivre les médias dominants ? Souvent,

Valeur d'information : toutes les règles, codifiées dans les écoles de journalisme ou intériorisées sur le tas, qui permettent dans le flux des faits et événements de trier ceux qui seraient importants, dignes d'être promus au rang d'« informations ».

En privilégiant ce qui fait choc et bruit, plus que ce qui évolue lentement, la vision classique de l'information aboutit à un traitement rare ou superficiel de faits comme les changements dans l'habitat, la précarisation du travail, les évolutions des styles de vie ou de la répartition des richesses.

la vie de celles et ceux qui ne seraient pas importants, comme les victimes de maladies professionnelles, les chômeurs, les familles qui ne partent pas en vacances. En politique, les journalistes et les rédactions seront plus attentifs aux partis, à l'Élysée et au gouvernement, plutôt qu'à la manière dont des groupes de pression peuvent peser sur le contenu des lois – ou plutôt qu'aux effets pratiques des politiques publiques. Et pourtant, quand on « flexibilise » le travail, quand on privatise les autoroutes, cela veut dire quoi, pour les salariés et les usagers ? Il est significatif que, pour produire et écrire un reportage sensible et riche sur la vie quotidienne de ceux, et surtout celles, qui assument les tâches pénibles de ménage et d'entretien des bureaux et entreprises, la journaliste Florence Aubenas ait dû prendre un congé sans solde et produire sous la forme d'un livre son expérience d'immersion, de travail parmi des précaires et des bas salaires (*Le Quai de Ouistreham*). Elle pressentait que son enquête n'intéresserait pas la publication de gauche qui l'employait alors. En privilégiant ce qui fait choc et bruit, plus que ce qui évolue lentement, la vision classique de l'information aboutit à un traitement rare ou superficiel de faits comme les changements dans l'habitat, la précarisation du travail, les évolutions des styles de vie ou de la répartition des richesses. Le résultat est aussi la stupeur et l'incompréhension des journalistes devant des événements qu'un peu d'attention à ces mouvements lents rendrait intelligibles : explosion de colère des banlieues en 2005, chute de la participation aux élections, votes dit « populistes », « Gilets jaunes ».

L'information qui importe, la manière d'en faire sens sont aussi tributaires des profils sociaux des journalistes. Celles et ceux qui travaillent dans les médias les plus importants, au plus fort impact (BFM et *Le Monde*, pas *Science et Vie*, *Micro* ou *Modes et Travaux*), sont massivement issus des classes supérieures, sans grande expérience sensible des milieux populaires. S'il faut parler de santé au travail, ce sera plus facilement des douleurs oculaires ou du mal de dos de ceux qui travaillent sur écran que des effets de l'amiante, des produits chimiques dans l'industrie, des accidents dans le BTP.

Si infiniment peu de journalistes financiers ont simplement écrit qu'une crise comme celle de 2008 était possible, ce n'est ni par complot ni parce qu'ils seraient des militants du capitalisme financier. La formation dénuée de dimension critique qu'ils ont reçue en économie, la fréquentation de sources qui sont les acteurs et profiteurs de la finance, l'opacité aussi des montages financiers leur

font sincèrement penser que le système ne saurait devenir fou ou incontrôlable.

Si l'on ajoute que l'obsession des audiences, de l'audimat ou de la captation de l'attention sur les sites Web fait, de plus en plus, qu'être amusant, choquant ou captivant devient un critère de valeur d'information, on comprendra la montée du fait divers, des potins sur les célébrités, des vidéos choc. Elles peuvent toujours faire de l'audience, du buzz – qui augmente à terme les arguments des directions des médias, pour apporter des financements liés à la publicité. Elles peuvent nous faire sourire. Elles nous disent rarement comment évolue le monde, comment nous pourrions peser sur sa marche.

LES SOURCES : DE QUOI SE NOYER !

Pas d'information sans « sources ». Une source, ce peut être le bénévole du club de pétanque qui vient porter à la locale du journal de *Var Matin* l'annonce d'une compétition. Ce peut être le lanceur d'alerte qui envoie au *Canard enchaîné* les preuves d'une affaire de corruption. Ce peut être aussi le laboratoire Servier qui organise une conférence de presse pour faire valoir que son médicament Mediator ne présente pas de vrai danger pour la santé. D'un côté, des sources qui ont un intérêt à faire connaître un fait ou un événement, à le présenter à leur avantage : un beau concours, un horrible scandale caché, un bon produit injustement décrié. De l'autre, des journalistes dont l'activité est ainsi facilitée et serait même impossible sans ces sources – sans un policier du FBI qui tuyaute les journalistes, pas d'affaire du Watergate, qui va aboutir en 1974 à obliger le président américain Nixon à démissionner. À charge pour les journalistes de ne pas se laisser piéger. Mais les problèmes commencent aussi là.

Une tendance croissante tient à ce qu'on nomme la « professionnalisation des sources ».

Amateur : le retraité qui tape à deux doigts sur son clavier un communiqué de l'association des pêcheurs, sur la vidange de l'étang du village, et qui va le porter au correspondant du quotidien local. Professionnels : les « chargés de communication » de la grande entreprise ou d'un parti de gouvernement, qui sortent d'écoles spécialisées, ont le savoir-faire et le carnet d'adresses *ad hoc*, pour bombarder les journalistes d'appels téléphoniques, de dossiers de presse sur papier glacé, et qui disposent des budgets nécessaires pour expliquer leurs projets ou produits dans un agréable restaurant.

La plupart des lecteurs de ce texte ont sans doute rarement rencontré ceux – et plus souvent celles, d'ailleurs – qu'on nomme chargés de communication, de relations publiques ou lobbyistes. Si les évaluations précises sont difficiles, un ordre de grandeur raisonnable est de dire que ces professionnels sont deux ou trois fois plus nombreux que les titulaires d'une carte de journalistes. Un ministère ou même une grosse ONG ont plus de ressources pour payer ces professionnels qu'une mairie rurale ou les Gilets jaunes du rond-point du coin. Sur des enjeux d'information stratégique dans des domaines comme la finance, la politique, la santé, les journalistes spécialisés peuvent donc être littéralement encerclés par de petites armées de communicants. Les sources ne sont pas passives. Elles ont des stratégies et des ruses. Elles peuvent submerger les journalistes d'un torrent d'information sous forme de dossiers, de notes, de points de presse. Une journaliste qui lirait toute la documentation mise à sa disposition aux points presse de l'Union européenne y passerait ses journées, sans être certaine de trouver dans ces ramettes de papier les données qu'elle cherche. Les sources peuvent jouer de registres presque câlins. Elles donnent du *off*, c'est-à-dire des informations officieuses ou confidentielles, pesées pour créer un climat de confiance plus que pour trahir son employeur. Elles créent des situations de dépendance objective que met bien en scène la série *The Newsroom*. Rien n'empêche un journaliste de dire qu'il en a marre de se faire trimballer – en tous les sens du terme – dans le bus de presse d'un candidat à la présidentielle américaine, où on lui propose un ballet de discours et visites bien réglés, avec menu unique pour tous. Mais descendre du bus, c'est aussi perdre l'accès au quotidien de la campagne. Pourquoi les journalistes sportifs sont-ils souvent indulgents envers un PSG dont les campagnes européennes ont souvent des fins tragicomiques ? C'est que, à être trop critiques, ils perdraient l'accès au vestiaire, aux joueurs et dirigeants... aux sources essentielles. Le câlin peut devenir pesant quand il prend la forme de cadeaux : un journaliste informatique, à qui on a offert le dernier ordinateur d'Apple, peut-il faire un article bien critique sur cet ordinateur, sur les conditions de travail des ouvriers chinois qui l'ont produit ? Les sources peuvent encore créer ce qu'on a appelé des « pseudo-événements » au seul usage des médias : qu'on pense aux Femen, aux bâtiments publics parfois inaugurés deux fois. Elles peuvent menacer... depuis le fameux « je connais bien vos patrons », de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, jusqu'aux procès en diffamation dont le groupe Bolloré fait un usage assidu. Les journalistes ne sont pas préposés au rôle de dupes. Ils ont même fait du démontage des ruses et

mensonges des sources la matière de rubriques nouvelles (« Désintox », « Les décodeurs »), ou bien l'objet de reportages qui mettent à plat les stratégies de manipulation et d'influence, comme ce fichier des journalistes amis et ennemis découvert chez Monsanto en mai 2019. Mais le rapport de force est déséquilibré.

QUAND LA PRÉCARITÉ AFFECTE AUSSI LA VÉRITÉ

Si la qualité et la fiabilité des informations posent de plus en plus question, c'est aussi pour des raisons qu'on peut appeler économiques. Les premières tiennent à la crise économique de la presse d'information. Les ventes des titres, surtout des journaux quotidiens, sont en érosion régulière : *Libération* vendait 170 000 exemplaires par jour en 2000, moins de 70 000 en 2018. Beaucoup de budgets publicitaires et la quasi-totalité des petites annonces sont partis sur Internet. La « formule économique » magique qui, par un mélange de publicité, d'abonnements et de dons, rendrait rentable un site en ligne reste à stabiliser. Seuls l'ont trouvée quelques titres qui peuvent faire payer, à des publics souvent plus fortunés ou plus politisés que la moyenne, une information originale ou utilitaire (presse économique comme Bloomberg, presse d'investigation et d'analyse avec Mediapart). Un pourcentage croissant de personnes, souvent jeunes, considèrent aussi qu'il n'y a pas plus de raisons de payer pour des infos que pour de la musique ou des séries, puisqu'on peut – légalement ou par quelque petit bricolage – y accéder gratuitement. Voilà la recette d'un cocktail explosif : moins de budgets, donc moins de journalistes, mais plus d'invités sur le mode des « Informés » de la station de radio France Info, pour occuper l'antenne en parlant de tout, et d'abord de ce qu'ils ignorent. Moins d'argent, moins de correspondants à l'étranger, moins d'enquêtes longues ou risquées. Donc une information moins riche, moins fiable, et du coup des publics qui rétrécissent.

Et la dégringolade se poursuivra. Une seconde série de difficultés viennent de ce que – comme on peut le voir en consultant le site Acrimed – la presse française est à plus de 85 % aux mains d'une petite dizaine de milliardaires. Les uns (Bolloré) ne sont guère réputés pour encourager le journalisme d'investigation. D'autres propriétaires (Dassault au *Figaro*, Bouygues à TF1) dirigent des groupes qui vivent des commandes d'État. D'autres propriétaires dépendent des régle-

mentations étatiques : dans le secteur de la téléphonie pour Patrick Drahi (BFM, *Libération*) et Xavier Niel (*Le Monde*, *Le Nouvel Obs*). Tous ces entremêlements d'intérêts n'encouragent pas leurs rédactions à être hypercritiques. Est-ce que cela veut dire que les propriétaires téléphonent sans cesse au rédacteur en chef ou relisent tous les articles ? Non, bien sûr. Mais nul besoin d'en faire des tonnes : il suffit de nommer un rédacteur en chef qui rappelle les limites de l'esprit critique, et beaucoup de journalistes intégreront aussitôt une autocensure sur les sujets sensibles. Aude Lancelin a raconté en détail comment tel hebdomadaire réputé de gauche était ainsi devenu une « fabrique à chapons ».

Troisième point : la crise de la presse s'est traduite – comme en tant de secteurs – par une folle montée de la précarité. Celles et ceux qu'on nomme « pigistes », parce que payés à la « pige », en fonction de ce qu'ils écrivent et publient, et non comme salariés au mois, étaient moins de 9 % en 1975, 15 % en 1990. Si on ajoute aujourd'hui les pigistes et les titulaires de contrats de travail très courts, ils sont 24 % des titulaires de la carte de journaliste. Ils pèsent même en 2016 plus de 35 % des personnels qui, avec ou sans carte, produisent les contenus rédactionnels. Au-delà de l'insécurité de l'emploi, où est le problème ? Il vient de ce que, marginaux ou absents dans les rédactions, ils ne bénéficient plus des ressources (documentation, carnet d'adresses) et des solidarités collectives. Il vient de ce que, soumis à une concurrence féroce pour écrire ou enregistrer une pige, ils n'ont guère le pouvoir d'oser écrire sur ce qu'ils ont vraiment vu, si cela contredit

La précarité qui dure des années, les fins de mois tendues, le sentiment croissant de faire un travail au rabais engendrent aussi démotivation et cynisme. Ils ruinent la passion de l'enquête, l'idée d'un service du public qui anime souvent les jeunes issus des formations au journalisme.

les indications du chef de service sur le reportage à faire. Ils et elles sont aussi plus perméables aux pressions des sources : il est tentant de « torcher » un article par couper-coller d'un dossier de presse, quand cela permet de produire vite un papier. La précarité qui dure des années, les fins de mois tendues, le sentiment croissant de faire un travail au rabais engendrent aussi démotivation et cynisme. Ils ruinent la passion de l'enquête, l'idée d'un service du public qui anime souvent les jeunes issus des formations au journalisme.

COMMENT S'INFORMER ALORS ?

Faut-il alors appliquer la triste philosophie du « tous pourris, tous menteurs » aux journalistes et médias ? Résolument, non. Toute une série de reportages retentissants (Lux Leaks, Panama Leaks, affaire Cahuzac), sur la manière dont des puissants ou des multinationales

fraudent le fisc, s'affranchissent de l'éthique de la solidarité, ou d'autres sur les manières dont des lobbies de la chimie ou de la pharmacie influent sur les règles européennes et nationales au détriment de la santé publique, montrent que le journalisme demeure un auxiliaire de l'idéal démocratique. Mais pareil jugement vaut aussi pour une foule de reportages qui s'emploient, avec empathie et sans démagogie, à rendre compte des « vies ordinaires » et de leur grandeur (Sonia Kronlund et « Les Pieds sur terre »).

Comment aider les bons journalismes qui expliquent les causalités, explorent les coulisses et parfois les cloaques du monde, nous offrent le son stéréo d'un travail « multiperspectives », où s'exprime la diversité contradictoire des expériences et positions sociales ? Comment valoriser un journalisme qui apporte savoirs et outils de compréhension sans arrogance ni pose professorale ? Comment cantonner les moins bons journalismes : ceux qui compliquent notre intelligence des problèmes en simplifiant tout, remplissent l'antenne et vident nos têtes, ne sont que haut-parleurs de préjugés, défiances et « voix de leurs maîtres », les « propriétaires » ou « sources stratégiques » ? Ni baguette magique ni recette simple ici. Suggérons cinq verbes.

Sourcer serait le premier. Qu'on soit usager ou journaliste, il y a là un point central. Qui parle ? Qui produit une information ? En quoi peut-elle être intéressée, voire fausse ? Comment la vérifier ? Revenir aux fondamentaux du journalisme (quitter le studio, aller sur le terrain, prendre le temps d'écouter, de confronter, de vérifier) ne peut qu'y aider, comme le suggère un savoureux site de YouTube (Aude WTFake). Les sciences sociales peuvent aussi contribuer, en aidant à traiter les gisements de données publiques ou privées (sur les revenus, les inégalités, les styles de vie) qui sont désormais en accès libre (voir l'entretien avec Dominique Cardon, « Open data : le chemin vers une vraie démocratie citoyenne », sur le site La Vie des idées). Mais des règles simples, comme d'obliger, dès la page d'accueil, un site Web à indiquer qui le finance, éviteraient qu'une recherche avec les mots-clés « abeilles + disparition » ne mène vers un site à l'habillage écolo... financé par les producteurs de pesticides pour expliquer qu'ils ont peu de responsabilités en la matière.

Réglementer serait une autre dimension. Les lois sur la presse permettent la réparation de la plupart des fautes journalistiques (diffamation, fausses nouvelles). Il faut des lois symétriques qui sanctionneraient toutes ces poursuites contre les titres, les journalistes ou leurs collaborateurs occasionnels, développées dans le seul but de les intimider et les réduire au silence. Le journaliste Denis

Robert, qui explorait une trouble institution bancaire luxembourgeoise, gérant des flux d'argent parfois peu vertueux, a dû faire face à 27 procès et engager 150 000 euros de frais d'avocat. Il faut, comme aux USA, des lois contre les attaques dites « bâillon », avec des sanctions à la mesure des bénéfices ou du chiffre d'affaires des assaillants. Il faut contenir l'expansion des « secrets » des affaires, du fisc, de la Défense, quand leur seule fin est d'interdire débat et critique.

Financer. Pas d'information digne de ce nom sans ressources. Celles de l'État devraient être mieux réparties. Il se dépense, en 2018, environ 90 euros d'argent public par citoyen pour la presse et les médias. Ce

Les ressources publiques doivent aller à une presse d'information générale, traitant des enjeux de société, et être réparties dans des conditions qui ne laissent aucune place aux influences politiques.

n'est pas déprécier d'excellents titres de mode ou de loisirs que de dire qu'ils n'ont pas de fonction démocratique. Les ressources publiques doivent aller à une presse d'information générale, traitant des enjeux de société, et être réparties dans des conditions qui ne laissent aucune place aux influences politiques. Repenser pour les médias, comme y invite Julia Cagé dans son entretien à Mediapart intitulé « Comment sauver la presse ? », à la fois les statuts (à but non lucratif), les règles fiscales, les modes de financements participatifs ouvre aussi des perspectives contre la mainmise des groupes industriels. Et chacun peut, par ailleurs, se demander s'il est tout à fait normal de faire « comme si » payer pour l'info était un luxe ou une naïveté : une question qu'on se pose rarement en achetant une baguette ou une place de cinéma.

Orchestrer serait une quatrième ressource. L'information de demain sera une œuvre collective, débordant le monde des journalistes pour intégrer blogueurs, sites Web, contribution des publics, associations, sites de critique des médias, producteurs de données. Tous journalistes, alors ? Nullement. Savoir vérifier, mettre en récit, disposer d'un carnet d'adresses de sources relèvent d'un « métier ». Mais le « métier » du journaliste – dans tous les sens de ce mot – intègre désormais un « savoir orchestrer ». Ouvrir son site à des amateurs qui ont prouvé leur sérieux et leur connaissance d'un pays, d'un enjeu. Mobiliser, comme l'a fait *The Guardian*, des milliers d'internautes qui ont ouvert en ligne 210 000 factures des dépenses des parlementaires britanniques, pour en prendre quelques-uns la main dans le pot de confiture, monter une enquête avec des universitaires à propos de la composition du mouvement des Gilets jaunes... Voilà quelques démarches qui font place à des non-journalistes tout en produisant une information solide.

Respecter ses publics, tous ses publics. Fake news est devenu un terme omniprésent. Et, certes, les informations farfelues ou ouvertement mensongères ne manquent pas. Quand elles visent à manipuler, la mise en œuvre des lois existantes offre une protection au public. Mais respecter le « public », c'est aussi pour les journalistes faire preuve de rigueur dans l'obsession de dégainer sans vérifier, dans l'équilibre entre émouvoir et expliquer. C'est se demander quelle place on fait dans l'information aux plus modestes, comment on les met en scène. Beaucoup de fausses nouvelles sont d'autant plus séduisantes, et par là redoutables, qu'elles proposent des récits qui correspondent à des désirs ou souffrances de leurs auditoires. Elles donnent le sentiment d'enfin dénoncer des oppresseurs. Donner des classes populaires une image respectueuse et attentive, mais non démagogique, être attentifs à leurs expériences dont celles de l'inégalité, du sentiment d'injustice, c'est aussi bien informer, élargir ses publics. En 2002, des inondations à Abbeville avaient donné lieu à une rumeur selon laquelle celles-ci venaient de déversements par le canal du Nord, pour préserver Paris des inondations (<https://www.ina.fr/video/AM00001263535>). Spécialistes d'hydrologie et mariniers étaient d'accord : ce genre de transfert de flot est impossible. Pourquoi beaucoup de Picards y ont-ils pourtant cru ? Sans doute parce que leur région se sent, non sans raison, abandonnée, regardée de haut, souvent stigmatisée. Elle serait à la traîne et hyper-rurale, terre du Rassemblement national et de chasseurs CPNT. Ces clichés, constitués de mépris social plutôt que de connaissance du terrain et des personnes, ne peuvent que rendre réceptifs à des informations fausses, mais qui confortent le sentiment d'être ceux et celles à qui on inflige désagréments et malheurs – pour préserver la capitale et ses habitants plus privilégiés. Tirons-en une leçon pour ceux qui veulent combattre les *fake news* : limiter les inégalités sociales, culturelles et spatiales est paradoxalement un moyen efficace d'aller en ce sens !

MORALE DE L'HISTOIRE

Elle nous est donnée par le célèbre chat du dessinateur Geluck, quand il énonce : « Quand on lit le journal, on croit savoir ce qui se passe dans le monde... et on sait juste ce qui se passe dans le journal. » Les journalistes ne mentent pas, ils et elles croient au contraire le plus souvent à des valeurs d'objectivité et de rigueur. Mais le monde du journalisme est aussi fait de conditions pratiques de travail, de rapports de force avec des sources

puissantes, et de conceptions de ce qui est important ou pertinent à « couvrir », qui finissent par constituer une idéologie, un biais professionnel.

À LIRE

Florence Aubenas, *Le Quai de Ouistreham*, Le Seuil, Paris, 2011

Gregory Derville, *Le Pouvoir des médias*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 2016

Michael Herr, *Putain de Mort*, Albin Michel, Paris, 2010

Aude Lancelin, *Le Monde libre*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2017

Joris Luyendijk, *Des hommes comme les autres. Correspondants au Moyen-Orient*, Nevicata, Bruxelles, 2009

Sidonie Naulin, *Des mots à la bouche. Le journalisme gastronomique en France*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2016

Érik Neveu, *Sociologie du journalisme*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2019

Adrian Nicole LeBlanc, *Les Enfants du Bronx*, L'Olivier, Paris, 2015

Philippe Ridet, *Le Président et moi*, Albin Michel, Paris, 2008

Sonia Rolley, *Retour du Tchad. Carnets d'une correspondance*, Actes Sud, Arles, 2010

LA NATION, UNE ET INDIVISIBLE ?

Camille Gourdeau et Aude Rabaud
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 461 à 469

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-461.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA NATION, UNE ET INDIVISIBLE ?

par **CAMILLE GOURDEAU** (sociologue, Unité de recherche migrations
et sociétés-université Paris-Diderot)

et **AUDE RABAUD** (sociologue, Unité de recherche migrations
et sociétés, université Paris-Diderot)

Remerciements à Xavier Dunezat
(professeur de sciences économiques et sociales)

« Le coq gaulois et les trois couleurs étaient nos emblèmes vénérés
lorsque nous avons créé la République en France : ils ont été adoptés
au cours des Trois Glorieuses de juillet [1848]. Ne songez pas
à les supprimer ou à les changer, citoyens : ce serait répudier
les plus belles pages de notre histoire, notre gloire immortelle,
et votre courage qui a acquis une réputation mondiale... »
Décret gouvernemental du 5 mars 1848

« Je veux dire à tous les Français que nous sommes les héritiers
d'une seule et même histoire dont nous devons être fiers. [...]»
La France est une synthèse. Les rois ont rêvé de cette unité.
C'est la République qui l'a réalisée. Ceux qui ne comprennent pas
que la France est une synthèse ne comprennent pas
l'histoire et la destinée de notre pays »
Nicolas Sarkozy, le 5 avril 2007, à Lyon

Comment définir la nation, saisir les sens et les usages
de ce mot qui renvoie à la fois à une idée politique, un
concept théorique, une réalité historique édifiés au fil
des siècles ? La référence à la nation ne cesse de s'imposer
quotidiennement, à travers la célébration d'événements,
de monuments et les symboles d'une France toujours
idéalisée mais aussi présentée comme menacée.

Voyons comment elle a été inventée, construite, et comment
elle imprègne encore nos représentations et de nombreux actes
de la vie courante.

MARIANNE, LA LANGUE DE MOLIÈRE, L'HYMNE, ET CÆTERA

Pourquoi autant de solennité attendue et d'émotion ressentie quand l'hymne national retentit aux Jeux olympiques et qu'un **Français** se voit remettre une médaille d'or ? Quel sens donner aux sanctions énoncées contre celles et ceux qui sifflent la *Marseillaise* au début de rencontres sportives entre un pays anciennement colonisateur et un pays anciennement colonisé ? Un hymne national est-il finalement toujours censé être un hymne à la nation ?

La nation est une invention récente.

La nation est une invention récente, puisqu'elle émerge au XVIII^e siècle. Elle se nourrit de mythes fondateurs, de « hauts lieux » de l'histoire, d'images d'Épinal, de récits légendaires. La mythologie nationale de l'histoire de France a été construite pendant la III^e République et consacrée par l'école. À travers l'enseignement de l'histoire, il s'agissait d'inculquer la nation, de nourrir un sentiment national et de renforcer la fierté d'être français. Cela a été tout un travail de faire en sorte que les individus s'identifient à un État-nation, se sentent et se pensent nationaux, au point parfois de mourir pour leur pays et leurs compatriotes.

Le récit national, c'est l'histoire de France, telle qu'elle se raconte et est racontée depuis le XIX^e siècle, dans les manuels scolaires, la littérature jeunesse, la presse, les journaux illustrés, qui relaient la fable d'une nation éternelle, présentée comme une personne qui traverserait l'histoire, sur un mode inchangé. Selon la chercheuse Anne-Marie Thiesse, « la véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver », en produisant des mythes fondateurs et des symboles emblématiques, tels le coq, l'hymne national, la figure de Marianne, le drapeau tricolore...

Aujourd'hui encore, la nation s'impose quotidiennement à chacun des membres de la société, à travers les détails d'une routine passant le plus souvent inaperçue, par ses statues et bâtiments transformés en

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Français : personne qui possède la nationalité française (une carte nationale d'identité française ou un passeport français).

monuments historiques. Le « nationalisme ordinaire », selon l'expression de Katharine Throssell, se manifeste par un drapeau national flottant à l'entrée d'un édifice public, sans que l'on y prête attention, alors que sa signification continue d'être un enjeu pour les minoritaires, militants corses ou bretons arborant leur blason à tête de Maure ou leurs *Gwenn ha Du* (le drapeau breton), artistes de Seine-Saint-Denis – comme NTM et Sofiane – réhabilitant une appartenance territoriale stigmatisée à travers les chiffres devenus symboles des espaces relégués et ségrégués du 9-3.

Si les hommes français ont longtemps fait leurs classes sous le drapeau, on assiste aujourd'hui au retour des drapeaux dans les classes. Avec l'« école de la confiance », proposée par le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer et amendée par le Sénat, le drapeau tricolore devrait, à côté du drapeau européen, de nouveau être accroché dans chaque classe, de la maternelle au lycée, confirmant ainsi la nécessité de poursuivre ce que Géraldine Bozec nomme la « socialisation scolaire à la nation ». La finalité nationale de l'instruction scolaire est aussi réactivée par le retour de l'apprentissage de la *Marseillaise* par une jeunesse qui devrait également passer par la case « service national universel », financé par l'Éducation nationale, et dont le premier des objectifs est l'« affirmation des valeurs de la République pour renforcer la cohésion sociale et nationale ».

Les écoliers et les élèves, futurs citoyens, doivent ainsi intérioriser une histoire nationale, des héros, des monuments, un folklore auxquels se conformer, mais aussi une langue commune, qui est elle aussi devenue nationale.

« La langue de la République est le français », proclame l'article 2 de la Constitution de 1958. Les liens linguistiques sont censés renforcer ce sentiment d'appartenance à une communauté stable. Les élèves des écoles françaises sont ainsi socialisés à l'importance de l'attachement à la langue, outil de diffusion du roman national.

Dans l'histoire de France, la pratique de la langue française est un enjeu de pouvoir au cœur de la construction de l'État-nation. Si, par l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539), la monarchie française a imposé l'utilisation du français dans les actes administratifs, c'est avec la proclamation de la République que la conception de la langue change. En effet, au moment de la Révolution et plus particulièrement lors de la Terreur (1793-1794), l'unité de la langue doit garantir l'unité et l'indivisibilité de la République. L'union nationale ne peut se penser dans la pluralité des langues. L'utilisation unique de la langue française a été confortée sous la III^e République, notamment à travers

les lois Ferry qui rendent l'enseignement – en français – gratuit et obligatoire de six à treize ans et interdisent l'usage des langues dites régionales à l'école. La destruction de ces langues, pour imposer la langue française comme langue unique, est au cœur de la construction de la nation française.

Avec l'attachement à la langue (ses styles littéraires et la chasse obsessionnelle aux « fautes » de français transmise dès le plus jeune âge), l'aspect le plus évident du sentiment national et de l'amour du pays se manifeste dans le respect du patrimoine culturel (architectural, gastronomique – même si le couscous est aujourd'hui le plat préféré des Français !) – tout en honorant de grands ancêtres et ce qu'ils ont accompli.

QUELS ANCÊTRES POUR QUELS DESCENDANTS ?

« La nation suppose un passé ; elle se résume dans le présent par un fait intangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours. »

La définition de la nation qu'Ernest Renan énonce, dans sa conférence de 1882, amène à qualifier de politique et contractuelle la conception française de la nation, en contraste avec la vision organique ou ethnoculturelle de la conception allemande. Toutefois, ce qui fait aussi la nation, pour Renan, « c'est un riche legs de souvenirs ». Il précise que « le culte des ancêtres est de tous le plus légitime : les ancêtres nous font ce que nous sommes ».

**L'appartenance à une nation
induit l'idée d'une filiation.**

Car l'appartenance à une nation induit l'idée d'une filiation issue d'ancêtres communs, aïeux héroïques dont les gloires semblent remonter à la nuit des temps. Selon Anne-Marie Thiesse, l'histoire nationale ferait fonction de « livret de famille » du peuple français.

L'imaginaire d'une unité ethnoculturelle de la société nationale est ainsi ancré dans les représentations collectives. Cette unité ethnique de la nation demeure une croyance, une fiction qui n'inclut pas tous les groupes présents sur le territoire national : les immigrés, les ressortissants des départements et territoires d'outre-mer, les anciens colonisés. Malgré la vision civique et contractualiste de la nation « à la française », le sentiment national ethnicise la communauté nationale (un « nous,

Français », « de souche », défini en creux) qui s'affirme face aux personnes renvoyées à d'autres **origines** nationales, ethniques.

Par les termes utilisés pour nommer et désigner les personnes qu'on ne traite pas comme appartenant pleinement à la « famille nationale » – les « issus de... », les « descendants de... », les d'« origine étrangère » ou de « énième génération » –, cette référence constante à la généalogie saute aux yeux. Cela place en porte-à-faux ces groupes de personnes, qui ne sont pas considérées comme légitimement concernées par l'héritage des ancêtres glorifiés. Tandis que des pans entiers de l'histoire de France (l'esclavage, la colonisation, etc.) peinent à être reconnus comme faisant partie de l'histoire nationale.

Le processus de création d'identité nationale a donc consisté à déterminer un patrimoine français qu'il a fallu choisir, inventer, puisqu'il n'allait pas forcément de soi de répertorier ce que les ancêtres souhaitent transmettre à leurs descendants. La sélection des récits mythiques a ainsi entraîné la mise aux oubliettes des heures moins glorieuses de l'histoire nationale, des exactions, expropriations et conquêtes, qui ont pourtant marqué les grandes étapes d'une histoire ni linéaire ni consensuelle.

« L'oubli, et je dirais même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été les plus bienfaisantes. L'unité se fait toujours brutalement ; la réunion de la France du Nord et de la France du Midi a été le résultat d'une extermination et d'une terreur continuée pendant plus d'un siècle. [...] Or l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses. »

Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, 1882

Origine : indication qui renvoie à une identification d'appartenance (nationale, religieuse, culturelle) et vise une différence typique qui serait liée à une ascendance ; fixation symbolique de l'identité.

Les héritiers de l'esclavage, de la colonisation et de l'immigration ne sont pas dupes et savent qu'il existe une grande part d'arbitraire dans l'invention d'un héritage qui fait advenir la nation : ils dénoncent les oublis – « On m'a d'mandé d'oublier », chante le groupe La Rumeur – et mensonges entretenus, relayés par les discours officiels, et revendiquent le renouvellement du roman national.

« C'EST LA CARTE QUI EST NATIONALE, PAS L'IDENTITÉ ! »

Incarnée par sa langue, ses ancêtres, son patrimoine, l'idée de nation va véritablement prendre forme avec l'État, qui lui donne une organisation juridique et une structure de pouvoir. Il va jouer un rôle essentiel dans la reproduction de la nation, en créant le droit de la nationalité. Architecte et garant de frontières sociales, territoriales, l'État, en définissant le lien juridique entre lui et l'individu, et en fixant les modalités et les critères de l'appartenance nationale, va faire de la nationalité l'instrument et l'objet de la clôture entre membres de la société française, notamment à travers les règles de **naturalisation**.

Pour qu'il y ait des étrangers,
il faut qu'il y ait des nationaux.

Pour qu'il y ait des **étrangers**, il faut qu'il y ait des nationaux. C'est au début de la III^e République que se concrétise pour l'ensemble des Français le grand partage entre le « national » et le « non-national », selon la formule de Gérard Noiriel. Il s'agit de pouvoir identifier qui est français et qui ne l'est pas. L'État va engager un travail de matérialisation de l'identité des Français à travers la création de registres, carnets et cartes en tout genre. Une opération d'« encartement », selon Pierre Piazza. Les fonctionnaires doivent pouvoir identifier les Français et les étrangers présents sur le territoire national, en s'appuyant sur des critères juridiques rigoureux et explicites.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Naturalisation : accès d'une personne étrangère à la nationalité française. Dans son sens juridique, la naturalisation désigne le mode d'accès spécifique à la nationalité française par décret.

Étranger : personne qui réside en France et qui n'a pas la nationalité française. Elle peut être née en France ou à l'étranger.

Il s'agit à l'époque de favoriser une main-d'œuvre nationale, d'interdire à tout étranger la possibilité de se prévaloir d'une appartenance nationale française et de bénéficier, à ce titre, de la protection sociale, qui se met en place dès la III^e République. C'est au regard du « national » que se construit l'altérité, l'étranger ou l'immigré, et inversement le statut discriminatoire de l'étranger permet d'apprécier le privilège que constitue le fait d'être « national ». La loi de 1889 qui marque la création d'un code de la nationalité a donc pour conséquence d'autoriser une légalisation des discriminations à l'encontre des étrangers.

La dimension identitaire est inhérente à la construction des nations. La formation des identités nationales est liée au processus de construction des nations, qui débute au XVIII^e siècle, et dont le point d'orgue est atteint au XIX^e siècle. Ce phénomène est commun au continent européen : « Rien de plus international que la formation des identités nationales », selon la formule d'Anne-Marie Thiesse.

Dans le champ politique français, c'est dans la seconde moitié des années 1980 que le terme « identité » est associé à celui de nation. L'expression « identité nationale », comme le rappelle Gérard Noiriel, n'est pas un concept scientifique mais appartient au langage politique. Si sa mise en circulation dans le champ politique est d'abord liée à l'extrême droite, la catégorie d'« identité nationale » est par la suite appropriée par les partis dits de gouvernement.

Le récit de la nation France fait dès lors partie intégrante du débat public depuis plusieurs décennies et le sera explicitement en 2007, lorsque Nicolas Sarkozy relance la question de l'« identité nationale », pendant la campagne de l'élection présidentielle. La catégorie est ensuite institutionnalisée avec la création de l'éphémère ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. Puis, en 2009, un « grand débat national » sur l'identité nationale est organisé par le ministre de l'Immigration. Dans la manière dont les enjeux du débat sont posés, l'idée que l'identité nationale serait menacée par l'immigration, notamment musulmane, est banalisée par l'État. Dès lors, la défense de l'identité nationale s'accompagne généralement de discours et de politiques de stigmatisation des étrangers ou des personnes supposées l'être.

Aujourd'hui encore, en France, l'identité collective ne s' imagine pas autrement que nationale. Les invocations de traditions et la sacralisation de racines dites « authentiques » du peuple français, qui saturent les débats publics, sont autant de pièges dans lesquels il peut être facile de tomber. Car, pour une partie de la population, il ne s'agit pas tant

de se sentir français, voire d'en être fier, que d'être d'abord reconnu et considéré comme tel.

« ORIGINES CONTRÔLÉES »

Le « mythe français » d'une nation universaliste – composée de citoyens unis par des liens contractuels et égaux face à une République une et indivisible – est régulièrement réactivé : l'adhésion nationale censée faire tenir ensemble les différents particularismes régionaux fonctionnerait comme un creuset où fusionnent la pluralité des appartenances culturelles et se fabrique une nation homogène. La communion nationale est également incarnée dans le refus d'un racisme, renvoyé au passé honteux des siècles antérieurs et dans la « célébration colorée du “vivre ensemble” », comme l'affirment Vanessa Cohen et Fabrice Dhume.

À l'opposé des principes républicains de non-discrimination selon l'origine, la langue, la religion, la couleur de peau, etc., force est de constater que la réalité est tout autre pour un certain nombre de Français et de Françaises. La possession ou l'obtention de la nationalité française – pour ceux que l'on désigne aujourd'hui de façon euphémisée comme des « minorités visibles », alors que la République se veut aveugle à la couleur – n'empêche pas de subir le racisme. Les « papiers français » ne protègent pas des traitements défavorables et discriminatoires des personnes perçues comme n'étant pas d'« ici ».

« Origine africaine », « gueule de métèque », « tête de Français »... Il importe de ne pas sous-évaluer la récurrence et le coût que représentent, pour les personnes qui les vivent, ces expériences routinisées de rappels à la norme langagière, vestimentaire, laïque, ou de renvoi à des pratiques culturelles ou des caractéristiques essentialisées qui leur seraient propres. Les personnes ainsi catégorisées à partir de ces signes sont perçues comme « autres » ou d'« ailleurs ».

Les questions répétées sur l'origine, aussi imprévisibles et incongrues soient-elles, signifient aux personnes à qui elles s'adressent l'obligation de se situer dans une nationalité, une culture, une filiation. La récurrence de ces situations (« tu viens d'où ? », « d'où es-tu ? »), déclenchées par l'attribution d'un accent, d'un phénotype, d'une coiffure ou d'une tenue vestimentaire, est d'autant plus pesante qu'il semble difficile d'échapper à l'insatisfaction de celui ou celle qui pose la question, si la réponse n'énonce pas une région d'outre-mer ou un pays étranger auquel on serait assimilable. L'obligation de prouver qu'on est français, de répéter qu'on vient d'« ici » a un coût vertigineux

pour celles et ceux constamment assignés à des groupes essentialisés, de part et d'autre d'une frontière nationale.

MORALE DE L'HISTOIRE

La nation est conçue comme une communauté inclusive, unie par des liens moraux et civiques, qui transcende les différences ethniques et de classe, et qui annihile les antagonismes et les conflits. Malgré cette fiction, encore efficace, elle n'en demeure pas moins une communauté en trompe l'œil pour celles et ceux qui doivent prouver la légitimité pleine et entière de leur place dans le pays.

À LIRE

Géraldine Bozec, « "Nos ancêtres les Gaulois" et autres récits. Évolutions et permanence du mythe national dans l'enseignement primaire, 1980-2012 », in Jérémie Dubois et Patricia Legris (dir.), *Disciplines scolaires et cultures politiques : des modèles nationaux en mutation depuis 1945*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2018

Vanessa Cohen et Fabrice Dhume, « Dire le racisme, taire la race, faire parler la nation. La représentation du problème du racisme à travers la presse locale », *Mots. Les langages du politique*, vol. 116, n° 1, 2018, p. 55-72

Sylvain Venayre et Étienne Davodeau, *La Balade nationale. Histoire dessinée de France*, t. I, *Les Origines*, La Revue dessinée / La Découverte, Paris, 2017

Abdellali Hajjat, *Les Frontières de l'« identité nationale ». L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*, La Découverte, Paris, 2012

Gérard Noiriel, *À quoi sert l'identité « nationale »*, Agone, Marseille, 2007

Pierre Piazza, *Histoire de la carte nationale d'identité*, Odile Jacob, Paris, 2004
Abdelmalek Sayad, « Naturels et naturalisés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 99, 1993, p. 26-35

Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe XVIII-XX^e siècle*, Le Seuil, coll. « L'univers historique », Paris, 1999

RETOUR SUR LA DÉPOLITISATION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

Jean-Baptiste Comby

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 470 à 480

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-470.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RETOUR SUR LA DÉPOLITISATION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

par JEAN-BAPTISTE COMBY (sociologue, université Paris-II, Panthéon-Assas)

« Bien entendu que les écologistes sont pour le commerce,
la libre entreprise et l'innovation. »

Yannick Jadot, *Le Point*, 1^{er} mars 2019

La planète ne cesse d'aller plus mal ; les scientifiques n'en finissent plus d'alerter¹. L'urgence écologique suppose d'inverser la plupart des critères d'appréciation communément, mais variablement admis. Ce qui semblait désirable devient problématique : la vitesse, l'abondance technologique et l'enrichissement matériel, la productivité à des fins de rentabilité, ou la concurrence supposée stimulatrice. Autrement dit, l'écologie est puissamment politique en ce qu'elle interroge frontalement et aux racines toute la matrice de l'ordre social capitaliste. Or ce problème est l'objet d'une forte et durable dépolitisation. Comment ? Pourquoi ?

CAUSES ET FORMES DE LA DÉPOLITISATION

Les causes de la dépolitisation sont diverses et il serait hasardeux d'en livrer une liste exhaustive. Idéologie de la fin des idéologies, professionnalisation du champ politique, organisation managériale de l'action publique, emprise croissante des logiques marchandes et comptables sur un nombre accru de domaines d'activité (éducation, culture, santé, urbanisme, transports...) ou encore culture de l'évaluation chiffrée sont autant de mécanismes liés entre eux et concourant diversement à la dépolitisation du monde social.

Celle-ci se manifeste par la démultiplication de politiques publiques qui traitent les problèmes collectifs par le gouvernement des conduites individuelles. Ces mesures qui incitent ou punissent sont le résultat d'une

1. Voir par exemple le manifeste signé par 15 364 scientifiques de 184 pays, paru en novembre 2017 dans la revue *BioScience* et relayé par *Le Monde*, ou l'appel paru dans *Libération* le 7 septembre 2018, « Nous en appelons aux décideurs politiques ».

politisation (prise en charge du problème par les autorités politiques) qui dépolitise (requalification du problème comme non politique mais individuel, technique, économique). Caractéristiques de la main droite de l'État², elles se retrouvent dans divers domaines dont ceux de la gestion des risques (sécurité, santé...), de l'éducation ou de la pauvreté³. Elles s'appuient sur des instruments supposés neutres. Trois d'entre eux sont récurrents dans le traitement de nombreux problèmes publics et se donnent particulièrement bien à voir sur le terrain écologique.

1. La communication, qui vise à « sensibiliser », au double sens de rendre sensible pour faire prendre conscience. En 2004, l'État a ainsi lancé une vaste campagne de communication intitulée « Économies d'énergie, faisons vite, ça chauffe ». Les moyens alloués à cette campagne, dont la durée (près de dix ans) est historique, attestent cette volonté d'irriguer la société de ces mots d'ordre : plusieurs milliers d'entreprises, institutions et collectivités sont enrôlées dans la dynamique partenariale de cette campagne dont les médias constituaient également une cible privilégiée.

2. La fiscalité « comportementale », qui correspond à divers outils réglementaires dont la finalité est d'orienter les choix, supposés plutôt rationnels, des consommateurs. Inlassablement recyclées depuis les années 1980, ces mesures se nomment : taxes carbone, écovignette, bonus-malus, crédits d'impôt pour l'isolation et la rénovation énergétique des logements ou prêts à taux zéro.

3. L'innovation technologique, qui doit permettre de ne pas entamer nos besoins tout en réduisant l'empreinte environnementale liée à leur satisfaction. L'efficacité énergétique des véhicules, des systèmes d'éclairage ou de chauffage et, au-delà, des modes de production serait améliorée par le progrès technique. Le numérique est quant à lui régulièrement présenté comme un moyen de réduire les déplacements et de développer l'économie dite « circulaire ». La géo-ingénierie, enfin, nous promet de capter le carbone et de contrer par la technique l'effet de serre artificiel : nous pourrions dormir sereinement et nous abandonner aux rêves prométhéens de la technologie salvatrice.

Les effets pour l'environnement de chacun de ces instruments et de leur conjugaison, sans être nuls, se révèlent largement insuffisants⁴. Si ces leviers de l'action publique continuent d'être activés, c'est donc moins pour leur efficacité que pour créer les conditions légitimant la responsabilisation du plus grand nombre. Ils contribuent également à clôturer l'espace des options envisageables et présentées comme « réalistes ». Le pensable et le discutables publiquement se trouvent confinés au sein de la « cage d'acier » du capitalisme, pour reprendre

2. Que Bourdieu opposait à sa main gauche qui prévient, éduque, soutient.

3. Pour une analyse similaire en matière de « sécurité routière », voir : Matthieu Grossetête, *Accidents de la route et inégalités sociales. Les morts, les médias et l'État*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2012.

4. Pour une discussion accessible et documentée de ce bilan, voir : Edwin Zaccai, *Deux Degrés*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2019.

l'expression de Max Weber. Or l'accès à cette cage est toujours plus étroit socialement et idéologiquement, réservé à des experts, des conseillers, des consultants et des hauts fonctionnaires prompts à dépolitiser. Les problèmes se présentent ainsi comme séparés les uns des autres, avec des causes propres appelant des solutions spécifiques et techniques.

Il s'ensuit que les mutations écologiques, absolument indispensables, peinent à être présentées comme politiques. Les pollutions de tout ordre, l'enfouissement des déchets nucléaires, l'artificialisation des sols, les dérèglements climatiques ou la destruction de la biodiversité tiennent pourtant à l'organisation du monde social. Cela signifie que, pour résorber les causes de cette mise en péril du vivant, il importe de modifier l'ordre social en effectuant des choix collectifs, donc politiques, entre différents modèles de société, différents systèmes de valeur, et en « explorant les possibles latéraux ». Mais la théorie libérale qui colonise tout, focalisée sur l'individu, tend à présenter les transformations écologiques comme une affaire de morale personnelle et non de choix collectifs sur les manières de vivre ensemble. Elle restreint les problèmes à la sphère domestique et les soustrait de l'espace des débats publics.

Je souhaiterais m'attarder sur un élément au principe de cette dynamique qui me semble moins souvent pensé, quand bien même il aide à comprendre dans quelle mesure la dépolitisation est une courroie de la domination des classes privilégiées : la banalisation d'une conception postmoderne de l'individu.

CHANGER LES INDIVIDUS PAR LES DISCOURS : UNE CROYANCE DÉPOLITISANTE

Celle-ci s'actualise dans les figures consensuelles de l'écocitoyen et du consommateur « durable », « équitable », « responsable », « autonome », « réflexif » et « prévoyant ». Elles présupposent un individu sans contraintes, imperméable aux normes sociales et aux goûts de ses proches. Tous les individus seraient ainsi génériques et interchangeables, car affranchis des carcans sociaux, en apesanteur des réalités collectives, comme isolés. Aussi, en situation d'information pure et parfaite grâce aux campagnes de communication, ils calculeraient et

Pour résorber les causes de cette mise en péril du vivant, il importe de modifier l'ordre social en effectuant des choix collectifs, donc politiques, entre différents modèles de société, différents systèmes de valeur, et en « explorant les possibles latéraux ».

agiraient rationnellement, pour eux, pour les autres, pour la planète, pour leur prochain. Ils seraient indifféremment maîtres de leurs faits et gestes. Le « grand public » ou les « Français », dont les sondages mesurent les opinions, seraient la somme de ces individus, c'est-à-dire des agrégats sans contrastes sociaux et, ce faisant, plastiques et malléables. Dès lors, les idées, les mots, l'éducation, la sensibilisation, la communication, les médias ou la culture auraient des effets importants sur ce que ces individus pensent et font. Il faudrait ainsi mobiliser le plus grand nombre – conformément aux exigences sondagières – en changeant les mentalités pour que chacun prenne conscience des enjeux et agisse en conséquence.

C'est ainsi que, depuis une quinzaine d'années, l'écocitoyennisme nous enjoint de prendre en main, au quotidien et chez soi, l'avenir de la planète. Il faudrait : manger local, bio et de saison ; faire la chasse au gaspillage énergétique en ne laissant pas les appareils en veille et en veillant à acheter de l'électroménager performant ; trier soigneusement ses déchets ; s'organiser pour covoiturer ; etc. Dans le giron de la campagne de communication gouvernementale mentionnée plus haut, la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme (avec notamment « Le défi pour la Terre » soutenu par des ambassadeurs célèbres : footballeurs, athlètes, comédiens, artistes) et Yann Arthus-Bertrand et son association Goodplanet.org ont popularisé ces injonctions morales à prendre soin de la planète. La fin des années 2000 voit également l'essor médiatique des Colibri et de sa figure de proue Pierre Rabhi, qui invitent chacun à faire sa part⁵. Plus récemment, les initiatives zéro déchets illustrent cette individualisation des responsabilités de la crise écologique. Celle-ci est protéiforme et s'appuie sur des visions « comportementalistes » et psychologisantes de l'individu. Elle n'encourage pas à interroger les structures sociales qui pèsent sur nos comportements (par exemple : les infrastructures de transport, la place du travail rémunéré dans nos vies, la privatisation des espaces publics, l'économie de l'agriculture ou encore la mise en concurrence généralisée des individus). Autrement dit, la dilution des problèmes environnementaux dans un tourbillon de mots, d'idées, d'images, de slogans ou de mots d'ordre célébrant le respect de l'environnement, tout en ne contestant que rarement, ou alors du bout des lèvres, l'organisation sociale qui le détruit, constitue un aspect majeur de la dépolitisation des enjeux écologiques⁶.

À ces croyances dans le changement par les idées, les sciences sociales opposent une autre conception de l'individu, celle d'êtres sociaux pétris des collectifs au sein desquels ils évoluent⁷. Le social

5. Pour une critique de ce mouvement, voir : Jade Lindgaard, « Pierre Rabhi, chantre d'une écologie inoffensive ? », *Mediapart*, 20 octobre 2016 ; Jean-Baptiste Malet, « Le système Pierre Rabhi », *Le Monde diplomatique*, août 2018.
6. Jean-Baptiste Comby, *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'Agir, coll. « Cours & Travaux », Paris, 2015. Il est de surcroît frappant de constater que la plupart des messages écologistes euphémisent les soubassements matériels des enjeux environnementaux, dont on sait pourtant qu'ils ne relèvent pas d'une logique postmatérialiste.
7. Ce paragraphe et la section suivante reprennent des éléments développés dans : Jean-Baptiste Comby, « L'écologie dans le brouillard néolibéral », *Culture et démocratie*, n° 44, 2017.

se fait corps, émotions, psyché. Les idées, les opinions, les représentations sont construites au gré d'expériences socialisatrices. Elles s'ajustent aux positions occupées dans la société. Non l'inverse. Quand la morale des classes privilégiées affirme que « si on veut, on peut », les spécialistes du monde social montrent que, en règle générale, « si on peut, on veut ». Si on peut faire de longues études, on a plus de chances de se motiver pour en faire que si on doit les écourter pour s'autonomiser financièrement ; si on peut manger des aliments sains et nutritionnellement riches, on a plus de chances de les préférer à ceux dont la valeur nutritionnelle est affaiblie par les modes de production et de conservation ; si on peut se déplacer autrement qu'en voiture, on a plus de chances d'accepter les mesures visant à restreindre son usage.

LA DÉPOLITISATION COMME MODE DE DOMINATION

Ce qui a de l'effet, ce ne sont donc pas les médias, les messages ou les idées, mais une *rencontre* entre des discours ou des représentations et les contextes sociaux dans lesquels les individus vivent et (se) pensent. Déjà en 1901, l'intellectuel français Gabriel Tarde soulignait que « la conversation est le creuset de l'opinion⁸ ». Plutôt que de se focaliser sur les récits et imaginaires les plus à même de mobiliser les individus, il s'agit d'inverser la perspective et de partir des leviers collectifs qui façonnent les subjectivités. Nos centres d'intérêt, nos goûts culturels, nos préférences politiques ou les critères à partir desquels on négocie une information s'élaborent prioritairement au sein de nos groupes de pairs. Or c'est parmi les strates bourgeoises de la société que le changement par les idées est valorisé. Il se révèle ajusté à leurs conditions sociales et intérêts politiques. Il résonne avec des principes moraux tels que la pédagogie, l'introspection et le mérite qui sont moins prégnants dans les vécus et visions du monde des milieux populaires.

Trois caractéristiques des membres des classes bourgeoises contribuent à expliquer leur adhésion spontanée à ces croyances dans le pouvoir des mots et des images. Ils ont tout d'abord en commun un rapport plutôt enchanté à l'école et au pédagogisme. Pour eux, l'environnement : « C'est comme l'alphabet, ça s'apprend » (entretien avec un architecte). Ils accordent de l'importance à la connaissance scolaire, lettrée, scientifique. Ils cherchent à agir conformément à leurs idées ;

8. Gabriel Tarde, *L'Opinion et la foule*, Alcan, Paris, 1901.

plus exactement, ils ont la forte impression que leurs actes sont guidés par leurs savoirs, leurs pensées, leurs valeurs.

Ces personnes vivent ensuite plus souvent des mobilités sociales, professionnelles, résidentielles ou biographiques. Cela les incline à réviser régulièrement leurs routines. On rencontre au sein de ces catégories sociales un goût de la réflexivité sur le mode de vie. Celui-ci est fréquemment réévalué et modifié. Et quand bien même ces révisions s'effectuent dans des propensions limitées, elles vont bien souvent de soi pour ces individus.

Enfin, c'est au sein de ces franges intermédiaires et favorisées de la population que les visions psychologisantes du monde social rencontrent le plus de succès. Coaching, spiritualités, philosophies positives, préceptes psy ou communication non violente, ces cures de l'âme alimentent également l'idée que chacun peut, en partant de son *for intérieur* plutôt que de ses conditions matérielles d'existence, opérer une réforme de soi à l'image du « changement que nous voulons voir dans le monde⁹ ».

Lorsque la blogueuse Titou Lecoq défend l'écologisme des petits gestes, elle rappelle que celui-ci peut effectivement engendrer des « prises de conscience » et un éveil politique. Mais elle révèle également en creux que ce processus, loin d'être universel, s'opère dans des conditions sociales bien spécifiques. Elle décrit ainsi un mode de politisation correspondant à son milieu social, reposant notamment sur des lectures et des réflexions personnelles : « On peut partir d'une expérience, de quelque chose qui paraît assez anecdotique, comme un lombricomposteur, et c'est cette action qui entraîne une pensée, qui structure un engagement politique. Personne ne se dit : oh bah, c'est bon, j'ai fait ma part, tout va bien. Il y a un aller-retour permanent entre théorie et pratique qui pousse à aller plus loin dans sa démarche. C'est d'autant plus vrai sur un sujet comme l'écologie qui est un peu le summum du "tout est lié". On devient de plus en plus conscient ou consciente des problèmes, de plus en plus engagé ou engagée. Faire des efforts individuels aboutit à exiger des mesures politiques. Ce n'est pas contradictoire, ou ce n'est pas l'un à la place de l'autre. L'un entraîne l'autre¹⁰. » Outre qu'elle généralise son cas particulier, elle s'en remet ensuite aux représentants politiques dont nous avons vu qu'ils sont peu disposés à politiser les enjeux pour en traiter les causes sociales. Autrement dit, la politisation par la pratique personnelle ou par la prise de conscience individuelle peut aussi conduire à la dépolitisation. Tout est à nouveau question de contexte et de trajectoire sociale.

9. Pour paraphraser un célèbre propos de Gandhi régulièrement repris dans les milieux écologistes.

10. Titou Lecoq, « Je n'ai pas investi dans un lombricomposteur pour m'acheter une bonne conscience », Slate, 26 octobre 2018.

Reste que le schème de la responsabilité individuelle et ses déclinaisons culturelles ne sont pas qu'un support de distinction sociale. Ils ont aussi pour effet de préserver la valeur symbolique des styles de vie les plus nocifs écologiquement mais les mieux cotés par les structures sociales du capitalisme. En faisant écran aux causes collectives, donc politiques, des pollutions de toutes sortes, et notamment à la plus grande contribution des styles de vie bourgeois aux désastres écologiques en cours, il assure la perpétuation de l'ordre social et des rapports de classe sur lesquels il repose. Autrement dit, la dépolitisation gagne à être interprétée comme un mode de domination qui se manifeste ici par la conservation des hiérarchies matérielles et symboliques.

POUR POLITISER : DÉFAIRE L'INSTITUÉ, INSTITUER AUTREMENT

Dans ces conditions, comment politiser ? Face au verrouillage intransigeant de la situation politique, qu'est-ce que politiser ? Pour répondre, on peut se tourner vers les diverses expérimentations et réappropriations collectives des territoires, de la technologie, de la mobilité, des temporalités ou des institutions politiques¹¹.

Les entrepreneurs de monnaies locales, d'épiceries solidaires, de chantiers participatifs ou de permaculture aident à saisir le sens et la substance des changements structurels qu'exigent les défis indissociablement écologiques et sociaux auxquels nous faisons face. Mais, pour échapper à la récupération dépolitisante du changement par les experts et décideurs conventionnels (*via* par exemple le registre de la « transition » énergétique ou écologique), cette composante positive et constructive de la critique doit s'articuler à une seconde composante de la critique, celle négative et combative du politique. Il faut faire marcher la critique sur ses deux jambes en détricotant l'institué pour instituer autrement, massivement et durablement une société écologiste et égalitaire.

Car, faute de défaire l'existant, par exemple la valeur symbolique des styles de vie dominants et des mécanismes qui les portent, les alternatives « citoyennes » encourent le risque d'être neutralisées et intégrées à l'ordre social capitaliste. Comme l'ont bien montré Ève Chiapello et Luc Boltanski, celui-ci intègre constamment les critiques et opère par réajustements permanents ; il « a besoin de ses ennemis, de ceux qu'il indigné et qui s'opposent à lui, pour trouver les points

11. Cette section reprend des éléments développés dans : Jean-Baptiste Comby, « Les limites de la morale écocitoyenne », *Lava*, n° 6, 2018.

d'appui moraux qui lui manquent et incorporer des dispositifs de justice dont il n'aurait sans cela aucune raison de reconnaître la pertinence¹² ». On ne compte ainsi plus les offres alternatives récupérées, institutionnalisées et vidées de leur potentiel critique et alternatif. Si les écoquartiers ou le bio ont pu constituer des perspectives subversives, ils sont devenus des industries devant attester des belles intentions qui paveraient le capitalisme.

Sur le terrain environnemental, cette tendance tient à une proximité construite de longue date entre une partie significative du mouvement écologiste et les décideurs économiques. Depuis les années 1980, le premier s'acculture progressivement aux logiques des seconds qui, ce faisant, tendent à considérer les membres de la « société civile » moins comme des opposants que comme des partenaires stratégiques. Les uns comme les autres partagent un rejet des contestations « radicales », des subversions « agressives », des changements « conflictuels » ou des lectures systémiques des enjeux. Les uns comme les autres se montrent prêts à négocier des changements incrémentaux, parcellaires, progressifs, doux, sans heurts ni malheurs. Cette vision se veut fédératrice. Elle mobilise les registres de la citoyenneté heureuse, du dynamisme, de l'inventivité ou de la créativité.

Une pionnière et apôtre du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises m'explique, lors d'un entretien réalisé il y a quelques années, qu'il est « possible de transformer la société sans pendre haut et court [...], de changer les choses en douceur, en convainquant les gens, etc. C'est un mélange de réalisme et d'idéalisme ». Elle évoque ses rencontres avec des personnalités comme Anita Roddick (Body Shop), Yvon Chouinard (Patagonia) et Ben Cohen (Ben et Jerry), qu'elle qualifie de « révolutionnaires déguisés en chefs d'entreprise ». Toujours selon cette enquêtée incarnant la philosophie du réformisme écologique, il importe « d'être joyeux parce que vous avez la majorité des gens qui bossent sur ces sujets-là qui sont hyper-pessimistes, hyper-déprimés, et c'est assez facile, parce que moi, je pense que c'est juste mon éducation qui fait que j'essaie de voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide [...]. Je comprends très bien qu'on soit en colère, et je pourrais même l'être si j'avais pas mon caractère, mon éducation, c'est très facile d'être en colère, ça m'arrive franchement aussi. Juste, moi, je peux pas vivre, si je vis comme ça, je deviens dingue, je deviens hyper désagréable avec tout mon entourage, hyper dépressive [...], j'ai besoin d'être alignée ». Besoin d'être alignée, donc, ou comment avancer des motifs psychologiques pour prendre ses distances avec les partisans d'un réagencement profond du cours des choses.

12. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999.

Dès lors, que l'on soit politiquement de droite ou de gauche importe peu tant que, dans la joie et main dans la main, nous apportons tous notre grain de sel au réformisme contemporain. L'enthousiasme semble tel qu'il devient difficile de procéder à un examen critique de ces perspectives. Pourtant, derrière ces récits visant à rendre « sexy » des problèmes jugés déprimants se niche, nous l'avons vu, un psychologisme caractéristique des classes privilégiées et se joue la disqualification de conceptions du changement plus structurelles, plus matérielles et peut-être, aussi, plus réalistes.

Les réformes visant à changer de l'intérieur les règles du jeu se heurtent à des limites proprement sociales, dans la mesure où, lorsqu'elles sont mises en œuvre par des agents toujours attachés aux logiques prévalant dans la situation précédente, celle-ci a toutes les chances de persister sous une forme ou sous une autre.

En effet, les réformes visant à changer de l'intérieur les règles du jeu se heurtent à des limites proprement sociales, dans la mesure où, lorsqu'elles sont mises en œuvre par des agents toujours attachés aux logiques prévalant dans la situation précédente, celle-ci a toutes les chances de persister sous une forme ou sous une autre. Le mouvement écologiste gagnerait donc à résister, en son sein, aux sirènes du « réformisme », du « pragmatisme » et de l'« incrémentalisme » qui le conduisent bien souvent à dissoudre ses élans transformateurs dans une bienveillance crédule à l'égard des tenants de l'ordre établi. Pour aider nos amis écologistes à affiner leur boussole politique et à penser la transformation sociale autrement que par la seule « dissémination » des alternatives locales, invitons-les à s'acculturer davantage à la critique sociale en leur offrant ce manuel indocile !

Car le combat contre des intérêts structurés et prédateurs ne se passe pas toujours dans la convivialité. Si faire preuve de réalisme sociopolitique conduit parfois au désenchantement, c'est aussi prévenir. On ne pourra pas engager une transformation des sociétés, à la hauteur des dégâts sociaux et environnementaux en cours, en se contentant d'innovations en tout genre qui peuvent certes sembler bienvenues, mais qui se révèlent insuffisantes. La crise écologique suppose de continuer à lutter diversement dans les ZAD, contre les exploitations d'énergies fossiles, contre les privatisations des infrastructures publiques, mais aussi et surtout contre toutes inégalités et dominations sociales. Elle implique de mettre hors d'état de nuire les gardiens, conservateurs comme réformistes, de l'ordre social existant. Elle requiert un sursaut collectif pour une transformation sociale, radicale, pleinement politique.

Conformer, réformer, transformer. Remarquons pour conclure que ces trois gestes relèvent bien d'un travail politique et supposent une politisation de celles et ceux qui s'y livrent. Simplement, ils reposent sur des croyances et des rapports à l'ordre des choses guère compatibles. Tandis que ceux qui conforment et « confirment » adhèrent

pleinement à l'idéologie dominante et sont animés par le souci de conserver l'institué. Les réformistes traversent ce que Boltanski nomme des « épreuves de réalité » et ne se satisfont pas des excès ou dérives de l'ordre social capitaliste. Ils entreprennent donc de le corriger ou de l'améliorer pour, plus ou moins sciemment, le faire durer. Ces modalités de la réforme sont plus ou moins politisantes. Elles peuvent ainsi engager des modifications substantielles d'une institution, d'infrastructures ou de réglementations. Par exemple, lorsqu'elles plaident pour une redistribution des transports publics sur le territoire (*via* la réhabilitation des réseaux ferrés secondaires, par exemple), ou une réglementation plus ferme à l'endroit des pesticides. Mais, si elles se cantonnent à un domaine d'activité et ne s'articulent pas à une critique plus transversale du monde social, elles ont toutes les chances d'être au mieux confinées, au pire récupérées et dépolitisées. La question posée est alors de savoir si la réforme peut, face aux ruses du capitalisme, être durablement et largement transformatrice. Le réformisme écologiste permet d'en douter tant il se révèle, par-delà ses éclats critiques, attaché à l'ordre établi (comme peut vraisemblablement en témoigner la trajectoire idéologique du parti des Verts ou d'une ONG comme Greenpeace). Or une politisation susceptible d'instituer une société organisée selon des principes égalitaires et écologistes suppose une redistribution durable des positions sociales, en redéfinissant les critères de la réussite, la hiérarchie des valeurs, les logiques de la répartition des ressources matérielles et symboliques. Cela renvoie à des « épreuves existentielles » qui supposent de transformer. Car, si la politisation n'est pas que transformation, sans doute la transformation des rapports sociaux constitue-t-elle l'aboutissement de tout processus relevant *du* politique.

Une politisation susceptible d'instituer une société organisée selon des principes égalitaires et écologistes suppose une redistribution durable des positions sociales en redéfinissant les critères de la réussite, la hiérarchie des valeurs, les logiques de la répartition des ressources matérielles et symboliques.

MORALE DE L'HISTOIRE

Sans changements importants, les catastrophes écologiques sont presque des fatalités. Mais comment changer ? Suffit-il de prétendre « moraliser » les individus et les « responsabiliser » ? Cette individualisation des problèmes écologiques les dépolitise au profit des classes dominantes. Or les seuls changements à la mesure des enjeux sont, par contre, pleinement politiques : dans quels régimes de production et de consommation, et avec quelles institutions publiques pour les encadrer, décidons-nous collectivement de vivre ?

À LIRE

Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de la production de l'idéologie dominante*, Démopolis, Paris, 2008

François Buton et al., *L'Ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2016

Jean-Baptiste Comby, *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'Agir, coll. « Cours & Travaux », Paris, 2015

Matthieu Grossetête, *Accidents de la route et inégalités sociales. Les morts, les médias et l'État*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2012

Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Belin, Paris, 2003

Érik Neveu, *Sociologie politique des problèmes publics*, Armand Colin, Paris, 2015

Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », Paris, 2017

LA LUTTE, C'EST CLASSE ?

Introduction décalée par **Bruno Gaccio**
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « **Hors collection Sciences Humaines** »

2019 | pages 481 à 485

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-481.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES LUTTES, C'EST CLASSE ?

POURQUOI SI PEU DE RÉVOLTES ?

**LA FIN DU MONDE OUVRIER,
VRAIMENT ?**

LES SYNDICATS, C'EST FINI ?

INTERSECTIONNALITÉ

« CASSEURS », C'EST-À-DIRE ?

**LES FEMMES GILETS JAUNES :
RÉVOLTE DE CLASSE,
TRANSGRESSION DE GENRE,
HISTOIRE LONGUE**

UNE PHILOSOPHIE DU MÉPRIS

LA LUTTE, C'EST CLASSE ?

Introduction décalée, par Bruno Gaccio

Pour dater le début de la lutte des classes, il faut sans doute faire appel au carbone 14.

On manque de témoignages, c'est certain, mais on peut quand même mettre un petit billet sur le paléolithique, quand le premier homme a piqué le premier poireau dans le panier de la première femme cueilleuse – oui, c'était surtout les femmes qui cueillaient – en lui disant que c'était comme ça et pis c'est tout, et que cette dame lui a mis son pied dans les roubignoles en arguant qu'il fallait pas déconner. Oui, à l'époque les femmes étaient costaudes et ne se laissaient pas exploiter.

L'injustice crée la révolte, et, dans la relative et précaire harmonie nécessaire à la bonne marche de la communauté humaine, il y a eu, très tôt, un groupe qui, par la méchanceté ou la ruse, appuyé sur une perception amoralisée des rapports de force, s'est servi dans le panier de la dame, sans autre raison que celle du plus puissant. Le plus puissant gagne-t-il toujours ? La réponse est évidemment dans la question.

Toute l'organisation sociale est bâtie autour des classes d'individus. Le plus malin invente un truc qui le rend plus puissant que le reste du groupe, qui finit par dépendre de sa trouvaille. Dans des organisations « justes », l'inventeur ne tire que prestige de sa création et force l'admiration du groupe dont il améliore l'existence ; il devient une figure respectée et admirée. Il a alors un statut de « sage ». Dans une organisation de gros bâtards, au contraire,

il en tire pouvoir et oppresse le reste du groupe pour imposer une position sociale dominante et profiter plus que les autres des biens qui devraient être communs. Il obtient le statut de tyran, assorti d'un certain nombre de noms grossiers et infamants dont il s'accommode, protégé derrière une catégorie sociale intermédiaire : sa police.

Ça n'est qu'avec l'avènement de la société industrielle que la lutte des classes a pris sa forme définitive. La révolte dite de Bacon, au printemps 1676, en Virginie (États-Unis), l'illustre bien¹. Le gouverneur Berkeley se lamente sur son sort de gouverneur septuagénaire, que visiblement cette révolte saoule, en disant : « [...] malheureux homme qui gouverne un peuple dont au moins six individus sur sept sont pauvres, endettés, mécontents et armés ».

Six individus sur sept, cela suggère qu'il existait tout de même une classe supérieure aisée qui vivait bien et qui ne voulait rien lâcher à ceux qui vivaient mal, note Howard Zinn.

Il faut attendre Adam Smith, et la publication de *La Richesse des nations*, en 1776, pour théoriser définitivement cette notion de classe et surtout la faire admettre comme *naturelle* par le peuple au même titre que la gravitation universelle, l'expansion de l'univers et la théorie « dès qu'on met un gigot au four, les emmerdeurs débarquent ».

Adam Smith divise la population en trois classes : les capitalistes, les rentiers, les travailleurs. L'idée générale est que le capitaliste donne un salaire au travailleur juste suffisant pour qu'il mange et se loge,

mais surtout pas qu'il épargne, au risque de le voir lui-même devenir capitaliste un jour. La somme des égoïsmes crée la richesse de tous. Une fois ce truc gravé dans le marbre, il était fastoche pour les capitalistes de faire valoir aux travailleurs qu'*ainsi vont les choses*.

La suite est connue : Karl Marx au XIX^e siècle théorise l'*exploitation* qui sert de base à la lutte que se mènent ces classes.

Depuis, on en est là. Ça ne bouge pas beaucoup. Le combat continue, et la classe dominante a le dessus. Pour l'instant.

Un slogan fleurit, qui semble donner un espoir aux plus défavorisés par cette « loi de la nature humaine » : *ils ont des milliards, nous sommes des millions*. Cela suggère que, moins ils sont nombreux à posséder les richesses, plus ils seraient nombreux, de l'autre côté, à se révolter. Et qu'à la fin, c'est le nombre qui devrait gagner. Voir.

Pour que le nombre l'emporte, il faudrait que les classes intermédiaires – les *pas riches du tout mais pas trop pauvres quand même* – basculent dans le camp des très pauvres. Rien n'est plus difficile à obtenir. Une forme perverse de corsetage de l'esprit a notamment été mise au jour, avec une grande violence, lors des révoltes dites des Gilets jaunes : le mépris de classe. Ce mépris est diffusé et entretenu par la partie supérieure de la classe intermédiaire, celle qui est la plus encline à se soumettre aux plus puissants, et à laquelle appartiennent entre autres les journalistes affiliés à de grands groupes industriels possédant des médias.

« Le Premier ministre a sifflé la fin de la récré », s'est félicité un commentateur de France Info, le 8 décembre 2018. On pouvait deviner dans cette exclamation un soulagement teinté de satisfaction. Plus difficile d'y déceler une information. Ça n'était qu'une impression exprimée, un cri du cœur, à la suite du discours du Premier ministre dont l'interprétation eût pu être tout autre, sans aucune valeur, donc.

Un autre se montrait satisfait de l'annonce de M. Castaner à propos de l'évacuation des rond-points : « Maintenant, ça suffit ! » Il exprimait son contentement face à la fermeté supposément retrouvée du ministre d'État.

M. Apathie, figure emblématique, à son corps défendant, du journalisme réduit, nous a expliqué qu'il n'y avait plus de raison à cette colère car les revendications avaient été entendues et que des mesures fortes avaient été prises pour y répondre. Il a ajouté, et c'est presque un réflexe chez l'inféodé, que ceux qui seraient tentés de continuer de manifester seraient des fossoyeurs de la République, des extrêmes qui se rejoignent, et que Venezuela, sédition, patati patata... *Usual speech*. M. Brunet, qui ajoute avec constance la sottise à l'asservissement et qui constitue à lui seul un sous-groupe d'inféodés, a tenu le même discours sur un autre média avec un talent moindre. Mais on a perçu la convergence de « pensées ».

Je ne me souviens pas que messieurs Apathie, Brunet et tous les autres qui ont rempli le job soient des ministres de ce gouvernement provisoire. Pourtant, leur

sens du *timing* avec la communication gouvernementale et le zèle déployé sont à saluer.

Les conséquences ? Plusieurs de mes amis « sauveurs de République quinze jours tous les cinq ans » ayant entendu ces appels à la raison se sont rangés sur cette ligne : « Bon, maintenant, ça va bien, vous avez eu vos cent balles, les Gilets jaunes, rentrez chez vous. »

Ce que font ces gens n'est rien d'autre qu'afficher leur mépris de classe... Ils ne sont pourtant pas riches, ils sont seulement « à l'aise financièrement ». Mais ce faisant, ils participent à la dégradation irréversible du contrat social qui assure tant bien que mal cette précaire et relative harmonie qui devrait présider à la bonne marche de la communauté humaine que j'évoquais plus haut.

Petit aparté, pour ceux que ça intéresse : l'auteur de ces lignes est chômeur. Bien indemnisé. Bien indemnisé parce que, durant quarante ans, j'ai cotisé pour le jour – qui aurait pu ne jamais arriver, on ne choisit pas ce genre de choses – où je subirais cet accident de la vie. Entre les cotisations de mon employeur, les miennes, etc., ce sont plusieurs dizaines de milliers d'euros que la collectivité a reçus mensuellement. Aujourd'hui, la collectivité me verse mensuellement environ six fois moins que ce que nous avons cotisé, mon employeur et moi. Entre-temps, j'ai participé à l'indemnisation de ceux qui subissaient le même problème que moi. Et... c'est très bien comme ça. C'est le contrat social que j'ai signé avec mon pays, en naissant et vivant ici. Contrat social que mon pays, jusqu'à maintenant, respecte. Jusqu'à quand ? Quand j'entends

« réformes structurelles » dans la bouche de M. Macron, c'est comme si j'entendais un entrepreneur de travaux publics peu scrupuleux me dire : « Votre maison, elle est bien, m'sieur, solide et tout, je dis pas... mais elle est vieillotte, on fait plus comme ça maintenant... on va être obligé de toucher à la structure, là, m'sieur ! On va tomber le mur porteur, oui... Je sais pas si ça sera mieux, mais pour moi c'est plus facile de tout tomber et de remonter un truc en carton... Mais si, c'est solide, le carton qui font maintenant, vous inquiétez pas... » Ça pue l'escroquerie à plein nez... Voilà pour l'aparté.

Le mépris de classe distillé par les fidèles, dévoués aux plus puissants qui piquent le poireau dans le panier de la dame, je l'ai entendu dans la bouche de mon propre fils : « Ils ont des iPhone, portent des Canada Goose et ils n'ont pas de quoi bouffer ? Qu'ils choisissent leurs priorités. » Le smartphone – remasterisé le plus souvent – dont les Gilets jaunes se servent pour organiser leurs actions est une priorité. Sur les ronds-points, il fournit les infos, filme ce qui se passe, prises de parole, répressions et violences policières, offre la musique qui adoucit le climat, fait tourner les photos de la famille aux compagnons de barbecues révolutionnaires. Les patrons de TPE-PME, qui ont rejoint les ronds-points, restent en contact avec leurs clients pendant les heures qu'ils partagent avec les autres. Aujourd'hui toutes les démarches administratives, Pôle Emploi, Sécu, etc., se font par Internet. Les iPhone sont une priorité. Des Canada Goose, je n'en ai pas vu, plutôt des doudounes à 50 euros, du surplus militaire et de la fripe. Parfois de

marque. Et alors ? Devraient-ils tricoter leurs pulls pour, en plus d'être pauvres, faire pauvres ? C'est du mépris. « Si tu leur donnes du pognon, ils iront acheter des écrans plats. » C'est du mépris. Que devraient-ils faire ? Garder leurs vieilles télévisions à tubes ? Pour être conformes à l'image que le presque pas pauvre se fait du pauvre ? L'écran plat connecté permet d'avoir accès au cinéma sans aller en salle (une fois par semaine avec deux gosses, c'est 30 euros minimum, 120 euros par mois) et de suivre le sport qu'on aime à dix devant l'écran. Si on y consomme les « 20 heures » et les chaînes d'info avec modération, c'est une priorité.

Dire que les Gilets jaunes ne comprennent pas la complexité du monde : c'est du mépris. Dire : « Si vous étiez au pouvoir vous feriez quoi, vous qui êtes si malins ? », c'est du mépris.

Aucun des Gilets jaunes que j'ai entendus n'aspire à devenir ministre des Finances. Mais tous, encore, espèrent et souhaitent qu'une personne, ayant la connaissance de la complexité du monde et les compétences pour occuper ce poste, agisse avec la conscience des difficultés et des injustices subies, et prenne les mesures fiscales justes qui permettent la redistribution des richesses sous forme de services publics efficaces. Pourquoi ? Parce que c'est le contrat social que nous avons signé avec la France en naissant et en vivant ici. Vivre décemment avec son salaire,

ce n'est pas réclamer une Mercedes par famille et 5 000 euros mensuels. Un acteur aussi célèbre que stupide a prononcé cette phrase à la télévision. Les artistes sont de la classe intermédiaire qui ne bascule que rarement dans le camp de la classe la plus défavorisée : ils savent que, quel que soit le régime, ils vivront bien... s'ils sont d'accord avec le régime.

Une lutte est en cours et ne cessera jamais car le vainqueur du jour devient trop souvent l'opprimeur du lendemain. Il ne peut y avoir que des rémissions pour les plus défavorisés, dans cette lutte plus ou moins longue. Des périodes de *mieux*. Des cycles de *moins pire*.

Un fait incontournable perdure au-delà des mobilisations ponctuelles : dans un pays, quand le nombre des pauvres et des malheureux augmente, la probabilité d'une révolte grandit et se précise, quelles que soient les mesures prises à la hâte par les autorités apeurées. Car, ce qui est formulé dans ces moments-là, c'est l'expression de la conscience de classe. Pour les privilégiés qui s'impatientent de voir les choses rentrer dans l'ordre, c'est même une *peur de classe*. On voit aujourd'hui les efforts déployés pour calmer cette peur qui s'accroît. Mais le mur artificiel que tentent de dresser les garde-chiourmes entre les pauvres et les à peine moins pauvres, pour qu'ils ne fassent jamais cause commune contre les maîtres, est un mur en carton qui finit toujours par céder. Banzaï !

1. Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*, Agone, Marseille, 2014, p. 51 et suivantes.

POURQUOI SI PEU DE RÉVOLTES ?

Julie Le Mazier et Igor Martinache
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 486 à 493

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-486.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POURQUOI SI PEU DE RÉVOLTES ?

par JULIE LE MAZIER (politiste, CESSP, Paris-I)

et IGOR MARTINACHE (sociologue, Paris-Diderot)

Remerciements à François Lopez (professeur de lettres-histoire)

« Gilets jaunes : jusqu'où peuvent-ils aller ? »

« Gilets jaunes : quand la violence l'emporte. »

« Gilets jaunes : la dangereuse escalade. »

Unes du *Parisien*, 18 novembre,
25 novembre et 2 décembre 2018

« Gilets jaunes : l'exécutif cherche une réponse. »

« Entre Macron et les Gilets jaunes, le bras de fer se durcit. »

Unes du *Figaro*, 19 et 26 novembre 2018

« Gilets jaunes : Macron à contresens. »

« Gilets jaunes : Christophe Castaner à l'épreuve du feu. »

« Manu, entends-tu ? »

Unes de *Libération*, 19 novembre,
26 novembre et 10 décembre 2018

Les soulèvements font souvent la une des journaux, parce qu'ils sont spectaculaires, mais aussi parce qu'ils sont rares. Ils surprennent et interrogent. Mais, au regard des innombrables injustices subies par les uns ou les autres, n'est-ce pas en fait la rareté des révoltes qui devrait nous étonner et que l'on devrait chercher à expliquer ? C'est la question que posait déjà Étienne de La Boétie au ^{xvi}^e siècle, en parlant de « servitude volontaire ». Il suggérait que, pour comprendre le pouvoir, il ne faut pas s'intéresser simplement à ceux qui dominent, mais aussi à ceux qui sont gouvernés : comment est produit leur consentement à l'oppression ou, du moins, qu'est-ce qui les décourage de se révolter ?

LES RÉVOLTÉS, DES MEUTES IRRÉFLÉCHIES ?

Maeva est en classe de première dans une ville moyenne de Lorraine. Comme beaucoup de ses camarades, elle désapprouve fortement la réforme du lycée proposée par le gouvernement Macron, alors, avec eux, elle a décidé de bloquer l'entrée de son établissement pour empêcher que les cours aient lieu. Un matin, comme dans des dizaines d'autres lycées dans le pays, ils se sont levés à l'aube pour amasser un tas de poubelles devant la porte et accrocher des banderoles « Lycéens en colère ! » aux barrières. Et, quand vient le jour de la manifestation nationale, une partie d'entre eux « descendent » à Metz pour se joindre au cortège pendant que d'autres maintiennent l'occupation. Comme souvent, une telle mobilisation divise : si la plupart des élèves, et même des profs, sont d'accord avec le mouvement, d'autres se déclarent « pris en otage » et voudraient avoir cours normalement. Certains, notamment à la télévision, accusent les lycéens de se mobiliser juste pour éviter d'aller en cours, voire d'être « manipulés » par leurs meneurs ou par des adultes. C'est bien connu, on ne peut pas penser par soi-même à seize ou dix-sept ans.

Il faut dire que ce type d'accusations n'est pas nouveau. Cela fait belle lurette que les membres de l'« élite » se méfient des **mouvements sociaux** susceptibles de menacer leurs privilèges. Au XIX^e siècle par exemple, des « intellectuels » en vue ont prétendu décrire une « psychologie des foules », qui obéirait à différentes lois, notamment celle de l'imitation. C'est que, pensaient-ils, grâce à la connaissance de ces dernières, on pourrait canaliser l'énergie formidable de ces mouvements irréfléchis en faveur du pouvoir, et non pour le renverser. Dans *Les Origines de la France contemporaine* (1887), Hippolyte Taine, l'un des fondateurs de l'École libre des sciences politiques (l'actuelle Sciences Po-Paris), explique ainsi que l'action collective se produit par un phénomène de « contagion mutuelle des émotions ». Il existerait selon lui un sentiment primitif

Cela fait belle lurette que les membres de l'« élite » se méfient des **mouvements sociaux** susceptibles de menacer leurs privilèges.

Mouvement social : on parle aussi de mobilisation ou d'action collective, pour désigner une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social. Il y a des dimensions et des effets politiques des mouvements sociaux, même s'ils

ne se servent pas prioritairement des outils du jeu politique institutionnel (comme le vote ou l'activité au sein des partis).

et instinctif qui conduirait les individus à imiter le délire des autres lorsqu'ils se trouvent au milieu d'une foule, tout particulièrement les membres des classes populaires ; les plus éduqués en étant heureusement prémunis. Ces « théories » étaient imprégnées d'un fort racisme de classe, et cherchaient avant tout à nier le caractère politique et réfléchi des contestations. Si mouvements de foule il y a, ceux-ci sont bien plus complexes qu'il n'y paraît. L'imitation inconsciente et les émotions ressenties quand on est en groupe ne suffisent pas à expliquer pourquoi certains, comme Maeva et ses camarades, se révoltent un beau matin.

QUE GAGNE-T-ON À PROTESTER ?

Une explication évidente des révoltes, à rebours de la précédente, est que les personnes impliquées défendent tout simplement leurs intérêts. Là encore, les choses ne sont pas si simples. Comme l'a montré le sociologue étasunien Mancur Olson, il existe un paradoxe de l'action collective. Cela coûte en effet de se mobiliser : c'est du temps qu'on pourrait passer à faire autre chose, on risque diverses représailles... Alors, si l'on est rationnel, au sens où l'on cherche à satisfaire ses intérêts particuliers, autant laisser les autres s'y coller tout en bénéficiant des résultats de leur lutte. Sauf que, si tout le monde fait le même calcul, aucune mobilisation n'a lieu et tout le monde est perdant (sauf la partie adverse !). C'est un peu ce que pense Aïssetou, qui s'est mise en grève avec ses collègues employés par une société de nettoyage pour « préserver la propreté » des gares de la banlieue nord de Paris : Saint-Denis, Garges-Sarcelles, Ermont-Eaubonne... Ils veulent de meilleurs salaires et conditions de travail. Combien de fois n'a-t-elle pas entendu certains de ses collègues lui répondre qu'ils soutenaient le mouvement mais ne pouvaient pas se permettre de perdre une journée de salaire (voire leur emploi tout court) ? Il n'empêche qu'eux aussi ont bénéficié des améliorations qu'a finies par lâcher leur employeur au bout de plusieurs semaines de lutte...

Olson appelle des « passagers clandestins » celles et ceux qui profitent des gains de la lutte sans en avoir supporté les coûts. Les organisations, certains syndicats notamment, sont donc conduites à mettre en place des techniques pour les inciter à s'impliquer : des avantages réservés aux seuls participants à l'action, qu'Olson nomme « incitations sélectives ». Par exemple, dans certains pays, les améliorations obtenues par les syndicats sont réservées à leurs seuls adhérents.

Il n'empêche : une telle approche, fondée sur un calcul « coûts-bénéfices » individualiste, ne suffit pas et a été beaucoup critiquée. Certains chercheurs ont ainsi fait valoir le fait qu'il était difficile de faire la part entre lesdits coûts et bénéfices. D'une part, les participants de telles actions ont tendance à être dans le déni des avantages qu'ils en retirent, en termes matériels, mais aussi en termes de savoir-faire militants et de reconnaissance notamment, et à afficher un altruisme et un sentiment de solidarité sincères. D'autre part, ce que certains considèrent comme des coûts peut au contraire être envisagé comme des bénéfices, que Daniel Gaxie appelle des **rétributions du militantisme**. C'est ce qu'ont réalisé Aïssetou et les autres grévistes : à force de se retrouver tous les matins pour interpellier leurs patrons et les voyageurs, ils ont enfin pu se découvrir et devenir plus que des collègues, de véritables amies pour certaines. Sans parler du fait de pouvoir relever la tête : Aïssetou n'oubliera jamais la fierté dans le regard de sa fille quand elle a vu sa photo dans le journal avec un porte-voix à la main. Et ça, c'est bien une chose que les non-grévistes ne pourront pas connaître...

Aïssetou n'oubliera jamais la fierté dans le regard de sa fille quand elle a vu sa photo dans le journal avec un porte-voix à la main. Et ça, c'est bien une chose que les non-grévistes ne pourront pas connaître...

LA RÉBELLION NAÎT-ELLE DU MÉCONTENTEMENT ?

Est-ce seulement quand on n'est « pas contents » qu'on se met à protester ? La situation économique et sociale vécue par les participants au mouvement des Gilets jaunes n'avait pas connu d'énorme changement à l'automne 2018, lorsque celui-ci a commencé. Alors comment comprendre que leur révolte soit née à ce moment plutôt qu'à un autre ? Simple affaire de hausse des prix des carburants ? Et ceux qui n'ont pas enfilé de gilet jaune, est-ce qu'ils étaient satisfaits de l'ordre des choses ? Au début du mouvement, pas moins de 85 % des Français le trouvaient justifié d'après les sondages (contre 70 % en

Rétributions du militantisme : les militants ne sont ni désintéressés ni de froids calculateurs sans idéaux. Ils ne continueraient pas à s'engager s'ils n'en tiraient pas, parfois même sans s'en rendre compte, des avantages matériels, symboliques ou affectifs. Ce n'est pas *pour cela* qu'ils se sont

engagés, mais ils les découvrent après coup. Daniel Gaxie appelle ces satisfactions des rétributions du militantisme.

2010 lors de la lutte contre la réforme des retraites). On peut bien sûr douter de la fiabilité des sondages. Mais, ce qui est certain, c'est que ce n'est pas 85 % de la population qui sont venus sur un rond-point, vêtus d'un gilet jaune, ou même qui l'ont posé en évidence derrière leur pare-brise. Ce ne sont pas 70 % des salariés qui ont fait grève ou sont allés en manifestation pour défendre les retraites.

De l'adhésion ou du sentiment d'injustice à l'action collective, il y a donc un pas que tous ne franchissent pas. C'est pourquoi, pour expliquer l'émergence d'un mouvement social, invoquer le mécontentement ou la frustration, comme le font certains, ne suffit pas. John McCarthy et Mayer Zald ont ainsi proposé, avec d'autres, dans les années 1960 et 1970, une autre théorie pour expliquer les phénomènes protestataires : celle de la **mobilisation des ressources**. Ces sociologues font remarquer qu'il y a toujours un certain niveau de mécontentement dans une société, mais qu'il n'y a pas toujours des mouvements contestataires. Et le mécontentement vient même parfois *après* le travail de mobilisation, quand les organisateurs d'un mouvement social ont réussi à faire partager des revendications et griefs. Syndicalistes et militants passent ainsi du temps à éplucher, analyser et traduire en des mots d'ordre faciles à s'approprier des projets gouvernementaux ou patronaux, qui ne suscitent pas par eux-mêmes la colère, parce qu'ils sont présentés de façon complexe ou sous un jour favorable.

Une révolte naît de la combinaison imprévisible de multiples causes (si l'on était capable d'en fixer une liste définitive, les manuels de stratégie révolutionnaire se vendraient comme des petits pains !) qui tiennent autant à ce que font celles et ceux qui protestent qu'aux réactions de leurs adversaires et à l'environnement politique. La théorie de la mobilisation des ressources souligne en tout cas que la question

comment (les révoltés construisent leur révolte) est plus éclairante que la question *pourquoi* (ils disent s'être révoltés). En effet, mille raisons de contester n'aboutiront pas à un mouvement social si l'on ne sait pas comment s'y prendre. Celles et ceux qui y parviennent sont celles et ceux qui s'organisent

**Mille raisons de contester
n'aboutiront pas à un mouvement
social si l'on ne sait pas comment
s'y prendre.**

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Mobilisation des ressources : c'est le nom d'une théorie sociologique qui s'intéresse aux processus par lesquels les protestataires construisent leurs luttes en rassemblant des ressources. Celles-ci peuvent être matérielles (équipements, argent), humaines (militants, réseaux) ou symboliques

(connaissances sur un sujet, autorité pour s'exprimer dessus).

Répertoire contestataire (ou répertoire de l'action collective) : selon Charles Tilly, c'est l'ensemble des modes d'action familiers à un groupe à un moment de l'histoire et

pour mobiliser (rassembler et mettre en commun) des ressources : du matériel, des locaux, de l'argent, des personnes, en nombre. En s'appuyant sur des réseaux militants, ou sur d'autres cercles de sociabilité (amis, voisins, collègues de travail ou compagnons de loisirs...). Ils mobilisent aussi des savoir-faire, notamment à propos des modes d'action utilisables, ce que l'historien Charles Tilly appelle le **répertoire contestataire** d'un groupe. Ces modes d'action sont relativement accessibles : les Gilets jaunes, qui pour beaucoup n'avaient pas cette expérience, ont vite appris. Néanmoins, une chose en apparence aussi simple que de descendre dans la rue demande que des participants sachent communiquer le rendez-vous et éventuellement déposer un trajet en préfecture, organiser un cortège, le protéger des voitures et des forces de police. Paradoxalement, ce ne sont donc pas les plus démunis qui ont le plus de chances de se mobiliser.

LA FAUTE AUX ORGANISATIONS ?

Charles-Édouard s'occupe d'une émission politique sur une chaîne d'information en continu. 17 novembre 2018, acte I des Gilets jaunes. Son diagnostic est sans appel : si ce mouvement connaît un tel succès, c'est qu'il s'est construit indépendamment des organisations (partis politiques, syndicats, associations, ONG...), totalement ringardes et incapables de relayer les colères. 24 novembre, acte II : Charles-Édouard est sidéré par les scènes de violence qui ont tourné en boucle sur sa chaîne. Aujourd'hui il regrette l'absence d'organisations, qui pourraient canaliser la mobilisation. 1^{er} décembre, acte III : rien ne va plus pour Charles-Édouard. Est-on à l'aube d'une révolution ? Comment comprendre ce qui ressemble, selon lui, à une « insurrection » ou à une « guérilla urbaine » ? C'est sans doute, à son avis, que des organisations extrémistes ont infiltré les Gilets jaunes et semé le chaos. Mais alors, Charles-Édouard, les organisations, pour ou contre ? Sont-elles des freins ou des appuis aux révoltes ? Servent-elles à étouffer la

en un lieu donné. Par exemple, de nos jours : la pétition, la manifestation, la grève, le meeting, l'occupation...

protestation ou à créer le désordre ? C'est comme cela t'arrange selon ta cible du moment : le syndicat contestataire, le Gilet jaune qui ne manifeste pas comme il faut, le parti opposé à tes convictions...

La plupart des sociologues se méfient des analyses comme celles de Charles-Édouard. McCarthy et Zald, déjà évoqués, ont montré également que les organisations sont très utiles aux protestataires. Elles permettent en effet de mutualiser des ressources : elles ont des machines pour imprimer les tracts, de l'argent pour acheter le papier, des mégaphones pour faire entendre sa voix, des salles pour se réunir, des contacts dans les médias... Un autre sociologue, Doug McAdam, a étudié les militants qui défendaient dans les années 1960 les droits des Noirs américains : persécutés par les racistes, ils tenaient bon grâce à la solidarité nouée notamment dans des organisations. Analysant pour sa part les mouvements féministes, Verta Taylor a quant à elle montré comment les organisations faisaient vivre la mémoire des luttes entre deux périodes de contestation, évitant de repartir de zéro à

Une révolte spontanée, sans organisation qui la prépare ni militant expérimenté qui transmette des savoir-faire, est donc très improbable (sans toutefois être impossible).

chaque fois. Une révolte spontanée, sans organisation qui la prépare ni militant expérimenté qui transmette des savoir-faire, est donc très improbable (sans toutefois être impossible). Plus les personnes qui ont intérêt à contester sont éloignées des organisations qui disent les représenter, plus les chances sont faibles qu'une révolte survienne. Et c'est bien pour cela que Charles-Édouard ne rate jamais une occasion d'en dire du mal.

Dans ces conditions, un mouvement social s'appuie sur des organisations, mais touche bien au-delà de leurs adhérents. Et des tensions peuvent surgir entre leurs membres, qui ont des idées bien arrêtées sur ce qu'il faut faire, et les autres. Les organisations encadrent les révoltes, et ce faisant elles limitent parfois l'éventail des possibles. Il y a d'ailleurs des mobilisations qui naissent en dehors d'elles, comme celle des Gilets jaunes. Sans organisations, vraiment ? Tout dépend de ce qu'on entend par ce mot : un groupe institutionnalisé, durable, ou le simple fait de se coordonner entre contestataires. Jo Freeman, féministe américaine, a montré qu'une lutte est toujours organisée, même si sa structuration n'est pas forcément formalisée explicitement. Les Gilets jaunes se sont bien retrouvés sur des ronds-points et ont forgé leurs propres modes d'organisation. Alors, les organisations, pour ou contre ? Faux débat : il y a une variété de formes d'organisation qui, selon les contextes, divisent et excluent ou, au contraire, parviennent à rassembler.

MORALE DE L'HISTOIRE

Bien des gens auraient plus intérêt à se révolter qu'à préserver l'ordre social, économique et politique existant. Pourtant, la domination se perpétue sous l'effet de multiples contraintes, et de mécanismes par lesquels elle se rend légitime (voir par exemple la fiche : « Les chefs, c'est obligatoire ? »). C'est aussi qu'il n'est pas si facile de se mobiliser. Ils sont sans doute nombreux, celles et ceux qui voudraient bien que « ça change ». Mais, isolés, ils ne savent pas à quelle porte frapper pour s'allier à d'autres, par quoi commencer pour se faire entendre, ou n'osent pas prendre l'initiative. On ne les a pas habitués à penser que leur action pourrait changer les choses. Protester, cela s'apprend. Mais, contrairement à beaucoup d'autres activités, cela s'apprend vite, en faisant.

À LIRE

Sophie Bérout et al., *La Lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008

Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky, *La Manifestation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013

Bertrand Geay (dir.), *La Protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Raisons d'Agir, Paris, 2009

Boris Gobille, *Mai 68*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2018

Doug McAdam, *Freedom Summer. Lutttes pour les droits civiques*, Agone, Marseille, 2012

Isabelle Sommier, *La Violence révolutionnaire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008

Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Albin Michel, Paris, 1997

À VOIR

Stéphane Brizé, *En guerre*, 2018

Robin Campillo, *120 battements par minute*, 2017

Nigel Cole, *We Want Sex Equality*, 2010

Ken Loach, *Bread and Roses*, 2000

LA FIN DU MONDE OUVRIER, VRAIMENT ?

Martin Thibault

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 494 à 506

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-494.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA FIN DU MONDE OUVRIER, VRAIMENT ?

par MARTIN THIBAUT (sociologue, université de Limoges)

Remerciements à Sarah Baroudji (professeure des écoles)

« Le monde appartient à ceux dont les ouvriers se lèvent tôt. »
Coluche

Hier représenté par des organisations qui lui permettaient de peser sur le débat public, le monde ouvrier serait en berne. Le Parti communiste français (PCF), longtemps « parti de la classe ouvrière », a réalisé à peine plus de 2 % des voix aux élections européennes de 2019. Le secteur industriel continue à se réduire. Plus d'industrie, donc plus d'ouvriers ; la messe serait dite. Il s'agirait là d'une sorte de mouvement naturel de l'histoire, lié à différentes causes : la tertiarisation et la technicisation de l'économie, la hausse des niveaux de qualification, l'allongement des scolarités, l'externalisation des productions, l'homogénéisation supposée des conditions d'existence... Bref, la « moyennisation » de la société aurait ringardisé les antagonismes de classes en consacrant une société pacifiée de classes moyennes. Est-ce si certain ?

DES REPRÉSENTATIONS PRÉMÂCHÉES

Cette « mort annoncée » du monde ouvrier est particulièrement éloquente lors des reportages télévisuels sur les ouvriers, redevenus fréquents à partir du début des années 2000, après de nombreuses années de silence. Les journalistes retournent, épisodiquement, rencontrer des ouvriers, non pas sur leur lieu de travail, pour analyser la dégradation de leurs conditions de travail et la transformation brutale des méthodes de management, mais plutôt pour faire des micros-trottoirs à la porte de l'usine, inévitablement fermée. Nous sont présentées des victimes de délocalisation vers des pays à moindre coût. Et cette rengaine est

rappelée comme une évidence économique face à la concurrence internationale. Les plans de caméra sont souvent répétitifs : des pneus qui brûlent comme pour exprimer la colère, des mains usées pour accentuer le vieillissement, quelques prises resserrées sur les visages pour que l'impression de désarroi soit totale. Après ces années où les ouvriers auraient été le moteur des conquêtes sociales, ceux-ci seraient résignés à des grèves défensives, quasi perdues d'avance, pour préserver leur activité. Ce monde apparaît ainsi « défait¹ », vieux (le vieillissement des porte-parole ouvriers n'y est sans doute pas pour rien), laissé au bord de la « modernisation » libérale, avec peu de perspectives d'avenir et dont la fin progressive n'est qu'une question de temps.

Mais ce tableau n'embrasse pas l'ensemble des représentations médiatiques de la condition ouvrière. À d'autres moments, les ouvriers apparaissent aussi sur nos postes de télévision. Lors de tel ou tel succès électoral du Rassemblement national (RN), des commentateurs ignorants s'inquiètent que les ouvriers puissent ouvrir les portes du pouvoir à Marine Le Pen...

Ces représentations convenues des ouvriers sont misérabilistes et les folklorisent. Pour comprendre le « monde ouvrier » aujourd'hui, il faut jeter un coup d'œil en arrière, en évitant deux écueils : l'illusion rétrospective d'un passé mythifié et son pendant actuel, le mépris de classe.

ET POURTANT, ILS EXISTENT...

Contre l'opinion « toute faite », rappelons tout d'abord que le monde ouvrier reste très présent dans la société française. Il représente presque un quart de la population active, avec plus de 6 millions d'ouvriers. S'il a décliné numériquement depuis son apogée des années 1970, où on dénombrait plus de 8 millions d'ouvriers, il s'est largement redéployé. En effet, l'emploi industriel a reculé, et ce sont principalement les ouvriers non qualifiés de type industriel qui ont connu la plus grande décreue (passant de près de 2,5 millions à un peu plus de 1 million en trente ans). Mais d'autres secteurs se développent, particulièrement dans le tertiaire. On assiste ainsi à une sorte de glissement quantitatif de l'industrie vers les services, avec le développement d'emplois ouvriers dans des professions essentielles au capitalisme marchand, et loin d'être en déclin : 700 000 ouvriers travaillent aujourd'hui dans la logistique (soit près de 80 % des salariés de ce secteur d'activité), ce qui représente 13 % des ouvriers actuels² contre seulement 8 % au début des années 1980.

1. Gérard Mauger, « Les ouvriers : un monde défait », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 115, décembre 1996, p. 38-43.

2. Voir : Carlotta Benvegù et David Gaborieau, « Au hasard de la logistique », *La Vie des idées*, octobre 2018.

Par ailleurs, les ouvriers sont particulièrement jeunes. Un ouvrier sur quatre a moins de trente ans. Ce n'est le cas que d'un cadre sur huit, en dépit des représentations ordinaires qui les supposent toujours « jeunes et dynamiques³ ». Le tombeau du « monde ouvrier » est loin d'être fermé.

Enfin, le Front national (FN, devenu RN) n'est pas le « premier parti ouvrier ». C'est en fait l'abstention qui règne. Même si les ouvriers qui participent aux élections votent parfois plus fortement pour le FN que pour d'autres partis, il convient de remettre ce vote en perspective, en tenant compte de leur éloignement massif de la vie politique et des formes multiples de cette désaffection : non-inscription, mal-inscription, abstention, « versatilité électorale »..., auxquelles il faut ajouter l'exclusion pure et simple de la vie politique des ouvriers étrangers. Aux élections régionales de 2015, en prenant en considération l'ensemble de ces facteurs, Patrick Lehingue montre, par exemple, qu'un ouvrier sur six a voté pour le FN⁴, bien loin des 40 % parfois annoncés par les sondagiers en sortie d'urnes. Il est, en outre, toujours étonnant de constater que les ouvriers focalisent l'attention des commentateurs politiques, alors que les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprise ou les agriculteurs votent assez massivement pour le FN, et que cette réalité est largement passée sous silence.

Pourtant, ce qui a changé, c'est la place des ouvriers dans notre société et leur possibilité d'exister et de peser sur le débat public. Toujours nombreux mais invisibles, ils peinent d'autant plus à faire entendre leur voix qu'ils se sont éloignés du cœur industriel de la classe ouvrière, qui avait permis de construire un sentiment d'unité autour de quelques figures mythifiées (le mineur, puis le métallurgiste, ou le cheminot). En quittant l'industrie, berceau de la condition ouvrière, les ouvriers ont perdu leur assise et une partie de leur visibilité, notamment à travers ces forteresses qui contribuaient à façonner l'unité de la classe. Sur l'île Seguin, dans les Hauts-de-Seine, l'usine Renault a été entièrement rasée, et ne subsiste plus qu'un Algeco attribué aux ouvriers qui s'occupent de la société d'histoire des anciens de Billancourt. Comme si suffisait un monument aux morts escamotable...

Aujourd'hui, environ la moitié des ouvriers travaillent dans les services, un bon tiers toujours dans l'industrie, et le reste dans le bâtiment, ce qui atteste d'une reconfiguration importante du groupe ouvrier. De plus, premières victimes du chômage, de la précarité et de

Le FN n'est pas le « premier parti ouvrier ». C'est en fait l'abstention qui règne. Même si les ouvriers qui participent aux élections votent parfois plus fortement pour le FN que pour d'autres partis, il convient de remettre ce vote en perspective, en tenant compte de leur éloignement massif de la vie politique et des formes multiples de cette désaffection : non-inscription, mal-inscription, abstention, « versatilité électorale »..., auxquelles il faut ajouter l'exclusion pure et simple de la vie politique pour les ouvriers étrangers.

3. Henri Eckert, *Avoir vingt ans à l'usine*, La Dispute, Paris, 2006.

4. Patrick Lehingue, « "L'électorat" du Front National », in Gérard

la dégradation des conditions d'emploi (plus de 75 % des intérimaires sont des ouvriers), ils sont également les premiers à subir les réorganisations managériales quotidiennes qui affectent les collectifs de travail.

Pour de nouveau être visibles, les ouvriers, et plus largement le monde du travail, auraient grand besoin de représentation politique. Mais quand on s'intéresse principalement à eux lorsqu'ils ne sont plus ouvriers et qu'ils campent à la porte de leur usine fermée, on ne peut pas dire grand-chose de ce qui se passe à l'intérieur.

Un ouvrier sur quatre a moins de trente ans. Ce n'est le cas que d'un cadre sur huit, en dépit des représentations ordinaires qui les supposent toujours « jeunes et dynamiques ».

PARLER DE CLASSE OUVRIÈRE, C'EST D'ABORD PARLER DE CLASSES

En France, ouvriers et employés représentent plus de 50 % de la population active : à l'évidence, nous demeurons donc dans une société de classes populaires. Contre l'argument d'une homogénéisation des conditions d'existence – argument devenu prégnant à partir des années 1980 –, il faut en effet parler de classes populaires. Les classes sociales n'ont certainement pas disparu⁵, même si beaucoup s'emploient à ne plus les évoquer pour ne plus avoir à traiter les difficultés propres aux classes populaires. Le monde social reste structuré par des rapports de domination entre des groupes inégalement dotés (économiquement bien sûr, mais aussi culturellement, politiquement...).

Un grand nombre de travaux continuent à montrer la persistance de fortes inégalités entre groupes, voire leur augmentation depuis quarante ans. La France est, par exemple, redevenue un pays où le patrimoine individuel hérité pèse de plus en plus sur les destinées individuelles. À la manière dont il est réparti, on mesure à quel point il renforce les mécanismes de la reproduction sociale. Selon l'Observatoire des inégalités, le patrimoine des 50 % les plus pauvres de notre pays ne représente que 8 % du patrimoine total, quand, de l'autre côté de la hiérarchie sociale, les 1 % les plus riches concentrent 17 % des richesses (deux fois plus !).

Loin d'être essentialisées, les classes doivent être appréhendées comme des construits sociaux, fruit de luttes entre groupes différemment situés. Il faut ainsi autant analyser les représentations produites par les groupes que celles qu'ils subissent, « parce que la représentation que les groupes se font d'eux-mêmes et des autres groupes contribue pour une part importante à faire ce que sont les groupes et ce qu'ils

Mauger et Willy Pelletier (dir.), *Les Classes populaires et le FN*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2017.

5. Voir notamment : Louis Chauvel, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n° 79, 2001 ; Paul Bouffartigues (dir.), *Le Retour des classes sociales*, La Dispute, Paris, 2004.

font⁶ ». Or, longtemps instable, marqué par une grande hétérogénéité et lié au monde agricole, le groupe ouvrier a mis du temps à se structurer et à émerger comme acteur politique en France.

D'abord, parce que, à rebours du terme qui la désigne, la « révolution industrielle » qui a vu apparaître la figure de l'ouvrier industriel n'a pas été une transformation rapide ; elle résulte au contraire d'une évolution lente et particulièrement tardive en France. Loin des images d'Épinal souvent associées au XIX^e siècle, les premières grandes concentrations industrielles n'ont aggloméré qu'une faible minorité des ouvriers de l'époque, tant les sites de production étaient petits et souvent disséminés en zones rurales. Raison pour laquelle l'industrialisation s'est développée assez longtemps, sans que l'exode rural s'accélère brutalement, comme dans d'autres pays européens.

Le tournant sera plus rapide au début du XX^e siècle, accélérant l'avènement d'un groupe ouvrier industriel, plus urbain et dont le développement des banlieues est conjoint. Les concentrations urbaines et l'exode rural vont dès lors s'intensifier à mesure que les fumées noires des usines vont essaimer, à tel point qu'une expression populaire de l'époque disait : « Ça sent Aubervilliers », pour illustrer la puanteur des usines de chimie qui peuplaient la ville.

Il faut bien comprendre qu'à ce moment-là le monde ouvrier grossit mais demeure peu organisé.

L'AVÈNEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Représenter le prolétariat industriel constitue un enjeu majeur pour nombre d'organisations politiques et syndicales de l'époque, mais ce travail est lent et difficile.

Il faut attendre l'entre-deux-guerres pour que la CGT et le PCF arrivent à être considérés « comme les représentants non pas seulement légitimes, mais presque naturels du monde ouvrier⁷ ». Le travail d'unification idéologique de ce groupe bigarré et hétérogène que forment les ouvriers commence alors à prendre. Ce qu'attestent les premières victoires électorales des partis de la « classe ouvrière » et le développement des organisations syndicales. La figure du mineur, qui incarne jusqu'alors le prolétariat industriel, se voit alors supplantée par le métallurgiste de Billancourt. L'ouvrier en bleu déboule même sur les écrans de cinéma. À l'image du Jean Gabin de *La Belle Équipe*, film sorti pendant le Front populaire, qui, profitant des premiers congés payés, chante, gouailleur, *Quand on s'promène au bord de l'eau*, sur les

6. Pierre Bourdieu, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 17-18, 1977.

7. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Perrin, Paris, 2012.

rives de la Marne. Fier et puissant, Gabin est une illustration héroïque d'une classe ouvrière qui s'impose dans la société comme une figure incontournable.

En cela, 1936 conjugue la volonté politique d'un gouvernement (le Front populaire), désireux d'améliorer les conditions d'existence des ouvriers, et la volonté d'un mouvement social généralisé et d'une ampleur inédite : en juin 1936, près de 2 millions d'ouvriers occupent des usines. Les conquêtes de l'époque sont nombreuses : augmentation des salaires d'une moyenne de 12 %, institution de deux délégués du personnel par établissement de plus de dix ouvriers, réduction de la durée hebdomadaire de travail à quarante heures, octroi de quinze jours de congés payés, ce qui contribuera à renforcer la symbolique du Front populaire...

Ces conquêtes montrent aux ouvriers leurs capacités à gagner collectivement dans la lutte. Comme le rappelle Gérard Noiriel, « le Front populaire est le meilleur exemple dans notre histoire contemporaine quand on veut montrer que les progrès sociaux dépendent bien plus des mobilisations populaires que des programmes électoraux⁸ ». Fort de ces conquêtes, le mouvement ouvrier s'amplifie et, dans la foulée, les adhésions syndicales se multiplient. La CGT passe ainsi de 785 000 adhérents en 1935 à plus de 4 millions en 1937, son maximum au xx^e siècle.

De la même manière, ces mouvements victorieux ne tarissent nullement les revendications et encouragent d'autres conquêtes. Ils renforcent également le sentiment d'appartenir à un groupe de semblables, par-delà nombre de divergences internes. Comme le montre Richard Hoggart, se construit alors une opposition fondamentale dans l'appréhension des rapports de classes quotidiens, entre « nous » et « eux »⁹, à savoir les autres, la bourgeoisie, les possédants. Cette sensation est redoublée par l'adversité à laquelle le groupe ouvrier est confronté dans les discours bourgeois. Tel le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut lâchant une formule restée célèbre, en 1927 : « Le communisme, voilà l'ennemi », ou *Le Figaro* qui fulmine, en 1936, contre la fainéantise des « salopards à casquette » qui envahissent « leurs » plages avec les premiers congés payés.

8. Gérard Noiriel, « Aux origines ouvrières du Front Populaire », *Le Monde diplomatique*, juin 2016.

9. Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, Éditions de Minuit, Paris, 1970.

LE PIVOT DE LA SOCIÉTÉ SALARIALE D'APRÈS-GUERRE

Cette unification idéologique du groupe ouvrier, si elle porte ses fruits politiquement, tend à donner une vision tronquée et largement héroïsée d'une classe incarnée par un homme, blanc, qualifié, de la grande industrie, souvent urbain ou vivant dans les banlieues ouvrières, adhérant à la CGT et votant d'une seule main pour le PCF.

Or les divisions internes qui ont longtemps caractérisé le monde ouvrier français n'ont pas disparu d'un coup, et cette représentation met de côté de nombreux pans du monde ouvrier : les femmes, les immigrés, les ouvriers spécialisés (OS), les ouvriers de l'artisanat, de la construction, de l'agroalimentaire ou du tertiaire, les sites ruraux, les ouvriers conservateurs...

Il n'empêche que cette représentation va largement porter le monde ouvrier de l'après-guerre, et ce durant trois décennies de croissance continue. Celui-ci devient alors, comme l'a fort bien montré Robert Castel, le pivot de la société salariale et le moteur des nombreuses conquêtes sociales qui façonnent l'élargissement de l'État social. Cela aboutit à une position certes dominée mais reconnue, protégée socialement et valorisée politiquement. Le monde ouvrier est alors rejoint par nombre d'intellectuels qui viennent « faire l'histoire » aux côtés des ouvriers : Picasso, Aragon, les Joliot-Curie, Éluard, Sartre un temps, Yves Montand (dont le violent retournement de veste des années 1980 sera le pendant de son aveuglement à son retour d'URSS quelques décennies plus tôt¹⁰)... Cela participe à une héroïsation du groupe et à la consécration du rôle historique que lui avait prophétisé Karl Marx. C'est aussi un moment où le monde ouvrier progresse numériquement (il y a pendant une trentaine d'années en moyenne 80 000 ouvriers supplémentaires par an), pour mieux participer à la reconstruction dans la France d'après-guerre. Ce qui renforce son rôle de « groupe central » dans la société française.

Le recrutement intense d'une main-d'œuvre immigrée, qui avait déjà été sollicitée précédemment, s'accélère sur la période, en se déplaçant de l'Europe du Sud (Italie, Portugal, Espagne) vers le Bassin méditerranéen, principalement pour occuper des postes non qualifiés particulièrement difficiles. À Aulnay-sous-Bois, les affiches de la fonderie Ideal Standard dissimulent à peine ses intentions de recrutement : « Cherche hommes robustes sans connaissances spéciales »...

Mais si cette période voit la consécration de la classe ouvrière, son unité relève partiellement du mythe, nonobstant l'important travail

10. Notamment lors de la présentation de l'émission « Vive la crise » en février 1984, devenue depuis un symbole des émissions de propagande libérale qui ont fleuri au cours des années 1980. Voir : Pierre Rimbart, « Il y a quinze ans, "vive la crise" », *Le Monde diplomatique*, février 1999.

d'unification idéologique développé par le PCF. Le groupe ouvrier demeure éclaté. D'abord, le PCF et la CGT sont concurrencés par d'autres organisations, qui leur disputent la représentation des ouvriers (le Parti socialiste – PS –, Force ouvrière – FO –, la Confédération française démocratique du travail – CFDT –, la Jeunesse ouvrière chrétienne – JOC –, etc.). Ensuite, il est toujours utile de rappeler qu'a toujours existé un vote ouvrier de droite (parfois un bon tiers dans les années 1960, lesquelles sont pourtant présentées comme l'apogée de la classe), et particulièrement dans certains bastions conservateurs. Cela permet de ne pas céder à une lecture commode et répandue dans les médias depuis les premières percées du FN, selon laquelle les ouvriers votant pour le PC seraient tous devenus des électeurs frontistes¹¹. Le parti d'extrême droite réalise, par exemple, des scores importants en Haute-Marne, département ouvrier (près de 33 % de la population active), qui a toujours voté à droite et n'a jamais cédé massivement aux sirènes des partis de gauche. C'est le département d'origine du général de Gaulle (Colombey-les-Deux-Églises), et l'on assiste là davantage à un déplacement vers l'extrême droite d'un vote ouvrier de droite qu'à un renversement radical.

« LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST PLUS CE QU'ELLE N'A JAMAIS ÉTÉ¹² »

Les années 1980 sonnent la fin de cette période héroïsée et vont plonger les ouvriers dans le désarroi. La montée du chômage dans les années 1970 les amène à se mobiliser massivement aux élections présidentielles de 1981. C'est François Mitterrand, le candidat socialiste, qu'ils vont placer en tête, au détriment du candidat communiste qui avait jusqu'alors leur préférence. Ils sont 72 % à voter à gauche au second tour, soit historiquement l'élection où les ouvriers ont le plus voté à gauche. Comme lors du Front populaire, les ouvriers comptent alors sur le gouvernement socialiste pour défendre leurs emplois et redonner un espoir politique dans une période de crise économique. L'espoir sera de courte durée...

« Paradoxalement, la victoire de l'Union de la gauche aux élections de 1981 consolide la chute du cours de la "cause des classes populaires". Elle marque, en effet, la conversion du PS aux thèses néolibérales dès 1983, la victoire de la "deuxième gauche" (celle de Rocard et Delors) sur "la première" (celle de Chevènement), le déclin accéléré du PCF

11. Le concept de « gaucholépénisme », façonné par l'intellectuel médiatique Pascal Perrineau, en est une illustration caricaturale.

Pour une critique incisive de ses analyses, voir : Patrick Lehingue, « L'objectivation statistique des électors : que savons-nous des électeurs du FN ? », in Jacques Lagroye, *La Politisation*, Belin, Paris, 2003.

12. Expression empruntée à : Roger Cornu, « Nostalgie du sociologue : la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle n'a jamais été », in Joëlle Deniot et Catherine Dutheil (dir.), *Crises et métamorphoses de la classe ouvrière*, L'Harmattan, Paris, 1995.

(précipité par l'effondrement du bloc soviétique en 1989) et l'absentéisme électoral croissant des classes populaires minées par la désindustrialisation, le chômage de masse et la précarité¹³. » Après de patientes années de construction de l'unité du groupe, celle-ci va rapidement se retrouver fragilisée.

À une vision largement mythifiée d'un groupe uni, solidaire, va succéder la représentation, relayée médiatiquement, d'un groupe éclaté, en déclin et peu recommandable, car systématiquement suspecté de mal voter à chaque percée du FN. Les ouvriers sont alors médiatiquement, plus que jamais, stigmatisés sous la figure du « beauf », grossier, veule, sexiste, volontiers raciste, bref, « affreux, sale et méchant ». La fragilisation objective du groupe ouvrier favorise en effet une revanche politique et médiatique où le mépris de classe s'étale d'autant plus franchement que les grilles de lecture marxistes, longtemps structurantes dans les représentations sociales et largement porteuses pour les ouvriers, se trouvent ringardisées.

Que l'on valorise alors une théorie des inclus et des exclus (*in et out*), ou que l'on se penche sur l'« individualisation » des comportements sociaux, ou bien sur une supposée moyennisation de la société par une égalisation des conditions, on détourne à chaque fois le regard d'un monde du travail qui subit les douloureuses transformations gestionnaires des années 1980. Et les médias, tout comme les professionnels de la politique, en viennent à appréhender d'abord les classes populaires comme des problèmes sociaux (les « jeunes de quartiers », la galère, les cités, les exclus...).

La conversion de la gauche au libéralisme finira de renforcer un sentiment de trahison générale à l'intérieur des classes populaires. Il faut dire que le remaniement de 1984 avait été symboliquement éloquent. En plus de voir les communistes quitter le gouvernement, François Mitterrand nomme alors Laurent Fabius, plus jeune Premier ministre de la V^e République, à la place de Pierre Mauroy. Leurs trajectoires sociales croisées mettent en valeur ce qui sera perçu comme un fort retournement. Un jeune énarque, petit-fils d'un des plus grands collectionneurs d'art du début du xx^e siècle, scolarisé dans les meilleurs lycées parisiens (Janson-de-Sailly, puis Louis-le-Grand), remplace un ancien professeur de lycée technique, longtemps militant syndical, fils d'un instituteur et fondateur d'un mouvement d'éducation populaire, issu de la puissante et très ouvrière fédération PS du Nord. Les fermetures massives de sites industriels, qui avaient été nationalisés en 1981 pour sauver les emplois, en sont les brutales traductions. Les ouvriers avaient voté pour la gauche pour qu'elle sauve leur emploi, c'est finalement elle qui les licencie !

13. Gérard Mauger, « De l'«homme de marbre» au «beauf». Les sociologues et la «cause des classes populaires» », *Savoir/Agir*, n° 24, juin 2013.

Le « plan de restructuration industrielle » impose 20 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, 5 000 dans la construction navale, 25 000 dans les charbonnages, ajoutées aux 7 000 chez Renault et aux 6 000 chez Citroën. Trois ans après la présidentielle, cette année noire de 1984 sonne le glas des espoirs ouvriers.

Dès lors, le fossé entre la gauche de gouvernement et les ouvriers ne va cesser de s'élargir. D'un côté, l'abstention s'envole. De l'autre, la gauche de gouvernement tourne le dos à un électorat qu'elle juge peu en phase avec les transformations de la société¹⁴. Le *think tank* Terra Nova n'hésitera pas à conseiller au candidat à la présidence de la République François Hollande de tourner le dos à ses dernières bases populaires pour mieux se rapprocher des classes moyennes, davantage porteuses d'avenir¹⁵... Le recrutement social des organisations s'en ressent et, en s'éloignant de leurs bases populaires, certains partis et syndicats, qui avaient longtemps porté la parole ouvrière, abandonnent une ambition unique dans l'histoire d'une république bourgeoise : être une voie de promotion ouvrière afin que les ouvriers se représentent eux-mêmes¹⁶. La présence des ouvriers parmi les adhérents des partis de gauche n'en est devenue que plus rare. Le taux de syndicalisation est même aujourd'hui plus élevé chez les cadres que chez les ouvriers.

DE LA CLASSE OUVRIÈRE AUX CLASSES POPULAIRES

Abandonnée politiquement par ses organisations, affaiblie par la crise et les transformations du monde du travail, la lecture en termes de classe ouvrière perd de son sens au profit d'une autre, davantage centrée sur les classes populaires, nettement moins mythifiée et plus conforme aux reconfigurations du salariat¹⁷.

Car, par-delà des différences internes conséquentes, des points communs fondamentaux se font jour entre les salariés d'exécution. Ouvriers et employés subissent des formes de domination et des pressions managériales similaires, accentuées par l'industrialisation des services. Ils subissent davantage le chômage et la précarité que d'autres groupes sociaux. Ils ont peu de perspectives d'évolution professionnelle et sont exposés à des types d'activités qui se ressemblent de plus en plus. La frontière longtemps évidente entre les ouvriers d'usine en bleu de travail et les employés de bureau en costume s'estompe nettement. Il devient de plus en plus difficile de tracer une ligne franche entre les

14. Voir notamment : Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'Illusion du bloc bourgeois*, Raisons d'Agir, Paris, 2018.

15. Voir, par exemple, l'article de : Frédéric Sawicki, « Le prolo, l'expert et le mépris de classe », *Libération*, 10 juin 2011. Une réponse à la « rupture stratégique majeure » proposée au PS par la fondation Terra Nova.

16. Voir : Julian Mischi, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, Marseille, 2014.

17. Voir notamment : Yasmine Siblot et al., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, Paris, 2015.

métiers du tertiaire et ceux de l'industrie. Qu'est-ce qui distingue une caissière de la grande distribution d'une ouvrière à la chaîne en termes de salaire, de conditions de travail, de charge physique, de contrôle hiérarchique et de pressions managériales, de maladies professionnelles, de surveillance du travail accompli... ?

Ce sont également leurs conditions d'existence qui rapprochent ouvriers et employés en termes de revenu, de rapport à la santé, de niveau de diplôme, de conditions de logement, etc. De mortalité, également. L'Observatoire des inégalités vient de rappeler que treize années d'espérance de vie séparent les 5 % les plus pauvres (71,7 ans) des 5 % les plus riches (84,4 ans) et, à trente-cinq ans, un cadre a toujours six ans d'espérance de vie de plus qu'un ouvrier. L'enjeu de l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites n'est à l'évidence pas le même pour tous, alors que se profile une nouvelle réforme.

À l'échelle des ménages, ouvriers et employés vivent également très souvent ensemble. Près de huit ouvriers sur dix vivent avec une ouvrière ou une employée, et leurs enfants, même s'ils souhaitent souvent faire autre chose et qu'ils ont été plus scolarisés que leurs parents, sont massivement touchés par la reproduction sociale. Ils tendent majoritairement à occuper à leur tour des positions subordonnées dans la hiérarchie sociale. En 2014-2015, 47,5 % des fils d'ouvriers, âgés de trente à cinquante-neuf ans, étaient ouvriers (presque un sur deux, donc), et 12,3 % employés. Sur la même période, pour les fils d'employés du même âge, un sur deux est ouvrier ou employé¹⁸.

UNE EXCLUSION PÉRENNE DES LIEUX DE POUVOIR ?

Enfin, les classes populaires sont durablement exclues des lieux de pouvoir. La composition de l'Assemblée nationale issue des élections législatives de 2017 en est la criante illustration. Dans la foulée de l'élection d'un « jeune » président incarnant la *start-up nation*, Emmanuel Macron, les éditorialistes médiatiques ont beaucoup souligné le « renouvellement » du personnel politique, en insistant sur le rajeunissement et la féminisation de la nouvelle chambre. Pour le recrutement social, on en est malheureusement bien loin¹⁹. Il n'y a que 4,6 % de députés d'origine populaire (en réalité, 4,6 % d'employés, puisqu'il n'y a aucun ouvrier), alors que les ouvriers et les employés représentent plus de 50 % de la population active. À l'autre bout de

18. INSEE Première, n° 1659, 12 juillet 2017.

19. Comme le montre bien plus largement le livre de Daniel Gaxie et Willy Pelletier (*Que faire des partis politiques ?*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018), très peu de professionnels de la politique ont des attaches avec le monde ouvrier.

l'échelle sociale, on dénombre 76 % de cadres et de professions intellectuelles supérieures parmi les députés, soit 4,4 fois plus que ce qu'ils représentent dans le monde social. On peut également ajouter, parmi ces députés, 10,5 % d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise : ils sont ainsi, à l'Assemblée nationale, deux fois plus représentés que dans la population active. Il s'agit surtout d'entrepreneurs, rarement d'un artisan plaquiste ou d'un boulanger à son compte, on l'aura compris.

Dès lors, les références aux classes populaires sont devenues rares et surtout peu portées par les classes populaires elles-mêmes. Lors de la présidentielle de 2007, la présentation d'un candidat ouvrier à l'élection a suscité nombre de réactions indignées et de procès en illégitimité. Dans l'émission de télévision « Ce soir ou jamais », lors d'une de ses premières apparitions, Philippe Poutou, candidat du NPA, s'est notamment vu rappeler ses manques supposés (« vous avez raté le bac », « vous avez raté le concours de La Poste »...), avant qu'une éditorialiste « de gauche », Audrey Pulvar, n'entreprenne de lui infliger une leçon publique d'économie. Le candidat ouvrier a suscité nombre de railleries de la plupart des invités présents sur le plateau, et il est apparu alors timoré ; le réalisateur de l'émission insistant lourdement, par des gros plans, sur ses mains supposées moites. Indication forte que, entre le Gabin de 1936 et le Poutou de 2006, les ouvriers avaient perdu beaucoup de leur capacité à s'imposer dans le débat public.

Aujourd'hui, le simple fait de vouloir défendre les classes populaires est d'ailleurs systématiquement taxé de « populisme », afin de discréditer des groupes sociaux qui supposément (et faussement) seraient davantage attirés par les lectures simplistes, vulgaires, racistes et autoritaires que d'autres. Comme l'explique Annie Collovald, « on est entré dans une conjoncture intellectuelle et politique où le peuple est devenu un très mauvais argument politique, à l'inverse de la conjoncture des années 1960-1970 où la "classe ouvrière" incarnait, aux yeux de beaucoup, l'avant-garde éclairée d'un monde meilleur²⁰ ».

Garantissant une voix dans l'espace public, une possibilité de construire une image de soi honorable, ce contexte avait permis aux ouvriers, à travers des luttes sociales conquérantes, de pouvoir contrôler et maîtriser en partie l'image qu'ils se faisaient d'eux-mêmes, d'entretenir aussi à l'échelon local ce que Norbert Elias appelait une « société d'admiration mutuelle ». Pour le dire vite : « Ouvrier, c'était la classe ! » Aujourd'hui, de jeunes ouvriers, ayant grandi dans des familles ouvrières « après la classe ouvrière²¹ », intègrent des représentations négatives de leurs conditions et de celles de leurs parents. Tel jeune ouvrier refuse de porter le bleu en atelier pour ne pas avoir

20. Annie Collovald, *Le « Populisme du FN »*. *Un dangereux contresens*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2004.

21. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

l'impression d'endosser la condition de son père, tel autre se lave les mains avec minutie en sortant du boulot pour qu'on ne puisse pas déceler qu'il exerce un travail manuel perçu comme disqualifiant²².

Mais, même quand le contexte politique ne semble pas favorable et que la morgue des dominants s'étale avec arrogance (quelques expressions récentes le rappellent avec insistance : « gens qui ne sont rien », « Gaulois réfractaires au changement », « feignants » – on l'a vu, la rhétorique n'est pas neuve...), la disparition de la conscience de classe n'est jamais si évidente. La mobilisation des Gilets jaunes a, par exemple, bruyamment rappelé l'importance que peuvent revêtir les mouvements populaires. Par rapport aux systématismes des dernières années, le traitement journalistique a quelque peu évolué. On a retrouvé des plans sur des pneus en feu. Mais les voitures ne brûlent plus devant une usine à Clairoix, Aulnay ou Noyelles-Godault, elles brûlent plutôt dans les beaux quartiers parisiens. Dans ces moments-là, on se dit que certains, trop épris de leur victoire, doivent ravalier le mépris de classe étalé depuis plusieurs décennies et que, pendant quelques heures au moins, les classes populaires n'ont plus été regardées avec condescendance mais avec une profonde inquiétude. Les dominants l'avaient depuis longtemps oubliée.

MORALE DE L'HISTOIRE

Il ne faut pas céder aux illusions rétrospectives. La « classe » ouvrière n'a jamais été une « classe unifiée ». Un temps, elle a été politiquement représentée. Ce n'est plus guère le cas aujourd'hui. Numériquement massif, subordonné au travail, surexposé au chômage et à la précarité, peu payé et méprisé, le groupe ouvrier n'est à présent pas sans points communs avec celui des employés. De sorte que parler de « classes populaires » semble plus approprié que de parler de « classe ouvrière ».

À LIRE

Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Paris, 1999

Paul Bouffartigues (dir.), *Le Retour des classes sociales*, La Dispute, Paris, 2004
Gérard Mauger et Willy Pelletier (dir.), *Les Classes populaires et le FN*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2017

Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française*, Le Seuil, Paris, 2002

Olivier Schwartz, « Peut-on parler de classes populaires ? », *La Vie des idées*, 2011

Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*, Perrin, Paris, 2012

22. Voir : Martin Thibault, *Ouvriers malgré tout*, Paris, Raisons d'Agir, 2013.

« LES SYNDICATS, C'EST FINI ? »

Sophie Bérourd

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 507 à 514

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-507.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« LES SYNDICATS, C'EST FINI ? »

par **SOPHIE BÉROUD** (politiste, Lyon-II)

Remerciements à **Pierre-Alexandre Lorjoux**

(professeur des écoles, syndicaliste)

« Désormais, quand il y a une grève, plus personne ne s'en aperçoit. »
Nicolas Sarkozy, devant le conseil national de l'UMP, 6 juillet 2008

« Un syndicat qui représente 3 % des salariés
a réussi à vider une loi de son sens. Bravo la CGT ! »
Éric Brunet, chroniqueur sur RMC, mai 2016

Les représentations courantes concernant les syndicats français sont contradictoires. Certains chroniqueurs libéraux continuent à dénoncer avec vigueur la capacité de blocage laissée aux syndicats et les accusent de s'opposer de façon systématique à toute réforme des entreprises et des fonctions publiques. Les syndicats constitueraient, à les entendre, un véritable contre-pouvoir et défendraient des intérêts catégoriels contre l'intérêt général. D'autres commentateurs insistent au contraire sur la perte d'ancrage des syndicats dans le monde du travail et sur l'affaiblissement de leur capacité d'action. Mais qu'en est-il vraiment ?

Julien a commencé à travailler en parallèle à sa licence de communication. Comme il adore faire du vélo, il travaille comme livreur pour la plateforme Deliveroo. Ce « job » étudie l'amuse au début puis lui prend de plus en plus de temps, parfois au détriment de ses études. Avec d'autres collègues de travail, Julien s'oppose à la décision de la plateforme de le rémunérer à la course et non plus sur une base horaire. Ceux-ci décident de s'organiser pour se défendre, mais comment faire ? Ils hésitent à contacter un syndicat, car ils ne sont pas salariés mais autoentrepreneurs. Ce sont pourtant des syndicalistes qui les aident à constituer un dossier pour le tribunal des prud'hommes et à faire reconnaître le lien de subordination que la plateforme exerce sur eux. Julien

et ses amis se réunissent dans les locaux de la Bourse du travail ; ils y photocopient leurs tracts. Ils se rendent compte qu'ils ont besoin des syndicats pour les défendre et qu'ils contribuent à leur manière au fait que les organisations des travailleurs s'adaptent aux nouvelles réalités du travail.

LES SYNDICATS SONT-ILS REPRÉSENTATIFS ?

La première caractéristique qui est généralement mise en avant au sujet des syndicats français est leur faible nombre d'adhérents. Le **taux de syndicalisation** est aujourd'hui établi à 11 % par les services de recherche statistiques du ministère du Travail (DARES)¹. Ce niveau d'adhésion est faible au regard de ceux enregistrés dans d'autres pays européens, avec près de 70 % de salariés membres d'une organisation syndicale dans certains pays scandinaves (Finlande, Suède, Danemark). En Italie, autre exemple, ce taux de syndicalisation atteint les 35 %, et, en Allemagne, les 18 %. Cependant, cette comparaison n'a pas grand sens : pour comprendre ce qui se joue dans l'adhésion syndicale, il faut prendre en compte la façon dont sont structurées les relations professionnelles dans le pays étudié, et l'importance des droits reconnus aux syndicats, ou les services ou avantages qu'ils proposent à leurs adhérents. En Belgique, les organisations syndicales qui ont pris part à la construction de l'État social participent à la gestion des allocations chômage. Elles disposent de leurs propres organismes de paiement qui impliquent que les demandeurs soient membres du syndicat. L'adhésion syndicale peut donc reposer sur des logiques multiples : identification catégorielle ou de métier, contrôle de l'embauche – on parle alors d'un système de *closed shop* –, aides pour les avancements et les carrières et/ou avantages matériels (accès à des coopératives de consommation, de logement, etc.) En France, ces incitations matérielles à l'adhésion sont rares, elles existent en partie dans les fonctions publiques mais demeurent limitées. L'adhésion repose avant tout sur une démarche

1. Maria Teresa Pignoni, « La syndicalisation en France. Des salariés deux fois plus syndiqués dans la fonction publique », *DARES Analyses*, n° 25, 2016.

Taux de syndicalisation : il s'agit du rapport entre le nombre de salariés membres d'un syndicat et le nombre total de salariés actifs.

Closed shop : ce terme anglais désigne un système dans lequel l'employeur ne peut embaucher

que des salariés syndiqués. C'était un système répandu au Royaume-Uni. Il n'a existé que dans quelques professions en France, pour les dockers et pour les ouvriers du livre.

volontariste liée à l'appréciation des conditions de travail, au sentiment d'appartenir à un collectif, au partage éventuel des mêmes idées.

Le taux d'adhésion syndicale est variable selon les secteurs : il est ainsi plus élevé parmi les salariés du public (20 %) que dans le secteur privé (9 %). Il est également fortement dépendant de la taille de l'entreprise et du statut d'emploi. La possibilité concrète de rencontrer des représentants syndicaux, de disposer d'instances représentatives du personnel et d'adhérer à une organisation est plus fréquente dans un établissement de grande taille (plus de 500 salariés) que dans les PME/PMI. Des salariés qui travaillent dans des petites entreprises sous-traitantes de grands groupes ne sont pas en contact avec des syndicats : pour eux, il s'agit d'une réalité lointaine, qui leur paraît réservée à d'autres salariés. On parle ainsi d'asyndicalisation – par l'idée non pas d'une désyndicalisation, mais d'une absence de représentation syndicale – dans une large partie du monde du travail. Le mouvement des Gilets jaunes est représentatif des limites que rencontrent les syndicats dans leur implantation : il a impliqué des travailleurs indépendants, des artisans, mais également des salariés de petits et moyens établissements, implantés en zone périurbaine, où les syndicats sont rarement présents.

Cette faible représentativité sociale des syndicats français est souvent pointée comme un problème par les responsables politiques. Mais ces derniers évitent soigneusement de dire qu'en dépit de leurs faiblesses les syndicats rassemblent davantage de membres que les partis : ce sont 3 millions d'adhérents environ qui sont organisés par les huit principales confédérations ou unions syndicales (CFDT, CGT, CGT-FO, UNSA, CFE-CGC, CFTC, FSU, Solidaires). En 2018, la CGT fait état d'environ 650 000 adhérents, la CFDT de 625 000 adhérents, quand un parti comme Les Républicains (LR) peine à démontrer qu'il regroupe plus de 150 000 membres. Les syndicats continuent donc à figurer parmi les plus grosses organisations en France. Ce constat permet de relativiser certaines critiques. Il n'en reste pas moins que le fait d'être peu implantés dans certains secteurs d'activité (comme le commerce ou la logistique), auprès des catégories de salariés les plus précarisées (les intérimaires, par exemple, mais aussi les salariés des entreprises sous-traitantes), rend compliqué pour les syndicats de construire des rapports de force avec les employeurs.

Des salariés qui travaillent dans des petites entreprises sous-traitantes de grands groupes ne sont pas en contact avec des syndicats : pour eux, il s'agit d'une réalité lointaine, qui leur paraît réservée à d'autres salariés.

En dépit de leurs faiblesses, les syndicats rassemblent davantage de membres que les partis.

LES SYNDICALISTES, DES « PLANQUÉS » ?

Martin ne connaît pas vraiment l'histoire d'EDF, il vient d'intégrer l'entreprise comme cadre de direction ; il n'est d'ailleurs pas certain d'y faire toute sa carrière. Il estime que les représentants syndicaux y sont trop nombreux, bénéficient de trop d'avantages et prennent des mandats pour échapper à leur travail. Ces représentations sont courantes et reposent sur des conceptions schématiques et réductrices de l'activité syndicale. Bien sûr, il existe différentes façons d'endosser un mandat de représentation des salariés, d'intervenir dans des instances, de s'adresser à la hiérarchie compétente. On peut en ce sens parler de multiples manières de faire du syndicalisme, liées en partie aux « étiquettes » syndicales (être membre de la CGT, de FO ou de la Confédération française des travailleurs chrétiens – CFTC) mais surtout à la catégorie socioprofessionnelle dont on relève, à l'histoire des relations sociales dans l'établissement, aux politiques de la direction. L'activité syndicale est loin d'être une sinécure. Au contraire même, les discriminations syndicales demeurent fréquentes. Des enquêtes statistiques menées par la DARES montrent que les représentants syndi-

Les représentants syndicaux perçoivent en moyenne des salaires inférieurs à ceux de leurs collègues partageant les mêmes caractéristiques (âge, diplôme, ancienneté, etc.) et ne bénéficient pas des mêmes avancements dans leur carrière.

caux perçoivent en moyenne des salaires inférieurs à ceux de leurs collègues partageant les mêmes caractéristiques (âge, diplôme, ancienneté, etc.) et ne bénéficient pas des mêmes avancements dans leur carrière². Dans certains secteurs d'activité, comme les centres d'appels, la distribution des journaux gratuits, le nettoyage ou la restauration rapide, la répression est courante. Moussa n'a connu aucune évolution de carrière depuis son embauche dans une entreprise de nettoyage de bureaux, sous-traitante d'un grand groupe. Décidé à faire davan-

tage respecter ses droits et sur les conseils d'un syndicaliste rencontré à la Bourse du travail, il obtient la convocation d'élections pour des délégués du personnel et est élu. Quelques semaines plus tard, son chef lui propose de façon étonnante une promotion. Comme il est apprécié dans son équipe et qu'il s'est engagé à représenter ses collègues, il la refuse, malgré l'augmentation de salaire que cela représenterait pour lui. Un mois plus tard, et alors même qu'il est censé être protégé par la loi, il est licencié pour faute lourde, une faute qu'il conteste. Il gagnera quelques années plus tard aux prud'hommes et obtiendra, outre des indemnités, de réintégrer son poste.

S'il existe une tendance à la professionnalisation des syndicalistes, au travers de la figure notamment des permanents, celle-ci n'a pas l'ampleur de la professionnalisation dans le champ politique. Les

2. Jérôme Bourdieu et Thomas Bréda, « Des délégués syndicaux sous-payés : une situation de discrimination stratégique ? », *Travail et Emploi*, n° 145, 2016, p. 31-57.

syndicats peinent assez souvent à constituer des listes pour les élections dans les entreprises, tant l'idée est répandue qu'un tel engagement peut être préjudiciable. Il peut arriver que des militants fassent entièrement carrière au sein des organisations syndicales, en assumant, après des mandats dans leur administration ou entreprise, des mandats dans des structures locales et/ou nationales. Toutefois, nombre de syndicalistes retournent également au travail, avec des enjeux importants pour faire reconnaître les connaissances qu'ils ont acquises au travers de l'exercice de leurs mandats. Surtout, les représentants du personnel se présentent à des élections régulières. Depuis une loi de 2008 qui a réformé la mesure de la représentativité des syndicats, ces derniers doivent obtenir 10 % des suffrages exprimés lors des élections dans l'entreprise – aujourd'hui pour le Comité social et économique – pour avoir le droit de désigner un délégué syndical et de participer aux négociations.

Mais revenons à l'exemple de Martin évoqué plus haut. Il ignore complètement que les institutions de représentation du personnel qui existent au sein d'EDF ont été conquises au moment de la nationalisation de l'entreprise, en 1946 : elles visaient alors à permettre aux représentants du personnel d'intervenir sur le déroulement des carrières, d'une part, mais aussi de gérer de façon autonome des activités sociales et culturelles ; elles leur permettraient également de donner leur avis sur les modalités de production. L'institutionnalisation de formes de représentation dans les fonctions publiques et dans les entreprises privées a constitué autant de points d'appui pour faire entendre les salariés. Dans le secteur privé, ces institutions n'ont obtenu, en 1946, que des pouvoirs consultatifs, *via* le comité d'entreprise. Dans les fonctions publiques, les représentants élus disposaient et continuent en partie à disposer de droits plus étendus pour contrôler en particulier les déroulements de carrière. Leur présence offrait transparence et équité.

Au niveau des branches et au niveau national – pour la gestion des caisses de Sécurité sociale –, on parle parfois de paritarisme, avec l'idée d'une présence égale entre des représentants des employeurs et des salariés. Mais ces conquêtes liées à l'État social ont largement été érodées, et le paritarisme est aujourd'hui limité pour la Sécurité sociale.

LES SYNDICATS NE DÉFENDENT-ILS QUE DES INTÉRÊTS CATÉGORIELS ?

Les syndicats sont parfois critiqués pour des positionnements qualifiés de corporatistes. Ils ne défendraient que certains intérêts catégoriels – les « roulants », par exemple, à la SNCF – ou de métiers. Cette critique mérite là encore d'être déconstruite au regard de l'histoire du mouvement ouvrier. Les syndicats se sont historiquement construits à partir de deux principes de structuration : sur la base des métiers puis de secteurs industriels ; sur une base locale afin de créer des solidarités entre les travailleurs d'une même ville. Les fédérations professionnelles sont issues du premier principe de structuration, elles ont dû s'adapter à la transformation des entreprises (la disparition, par exemple, de l'administration des PTT, puis l'éclatement du secteur des télécommunications). Les unions locales et départementales sont en partie les héritières des Bourses du travail créées à la fin du XIX^e siècle. À cette époque, ces dernières cherchaient à soutenir les différentes grèves ; elles étaient également des lieux de formation (avec des bibliothèques ouvrières, des cours du soir...). Aujourd'hui encore, les unions locales et départementales jouent un rôle important lors des mobilisations interprofessionnelles. Ce double principe de structuration des syndicats français est également lié à leur appropriation d'un texte fondateur,

Les syndicats remplissent deux objectifs, inséparables l'un de l'autre : mener la lutte au quotidien pour défendre les travailleurs, contribuer à un projet plus large d'émancipation sociale.

celui de la charte d'Amiens (1906). Cette motion de congrès affirme que les syndicats remplissent deux objectifs, inséparables l'un de l'autre : mener la lutte au quotidien pour défendre les travailleurs, contribuer à un projet plus large d'émancipation sociale. Ce deuxième objectif donne son sens au combat de tous les jours ; il permet aussi aux syndicats de penser leur place dans la société et de faire le lien entre différents types d'enjeux. Certes, aujourd'hui, toutes les organisations syndicales ne prêtent pas le même sens à la notion de « transformation sociale » : certaines assument des postures dites réformistes, à l'exemple de la CFDT, quand d'autres organisations remettent en cause les logiques du capitalisme (CGT, FSU, Solidaires). Par-delà ces profondes différences d'orientation, quasiment toutes les organisations syndicales tentent, dans leur programme revendicatif, d'articuler des revendications propres à la sphère du travail avec d'autres revendications, sur les inégalités femmes-hommes notamment, sur les discriminations ethniques, par rapport aux enjeux environnementaux. Ces dimensions de leur combat sont moins connues, et on oppose parfois

les syndicats qui seraient les représentants d'un monde ancien – celui de la première révolution industrielle – à des « nouveaux mouvements sociaux ». L'opposition n'a guère de sens : le monde du travail est loin d'avoir disparu et il est traversé par différents rapports de domination. Des luttes importantes s'y mènent, par exemple sur les discriminations liées aux orientations sexuelles, en créant parfois les conditions pour des actions communes entre associations et syndicats.

LES SYNDICATS, TROP DIVISÉS ET TROP POLITISÉS ?

Une autre critique récurrente que l'on entend sur les syndicats consiste à dire qu'ils sont trop divisés et trop politisés. On compte, en effet, huit organisations au niveau national et interprofessionnel en France, alors que, dans d'autres pays il n'existe qu'une seule grande confédération (laquelle peut cependant abriter des sensibilités très différentes). Ces divisions syndicales ont été produites au cours de l'histoire par divers facteurs. Le premier est politique et renvoie aux conceptions des voies à suivre pour changer la société : réformiste ou révolutionnaire. Le deuxième est d'ordre religieux (avec la création de la CFTC en 1919). Le troisième repose sur des divisions catégorielles, entre ouvriers, employés et cadres. Ces lignes de clivage ne cessent d'être redessinées depuis la fin du xx^e siècle, avec des divisions entre des syndicats qui se définissent davantage comme des « partenaires sociaux », acteurs d'un dialogue social apaisé où le conflit est largement évacué, et d'autres qui contestent cette vision en continuant à considérer que les intérêts des salariés ne peuvent être confondus avec ceux des détenteurs du capital.

Le syndicalisme français est effectivement morcelé : cela nourrit d'ailleurs des débats au sein des équipes militantes sur les conditions pour des actions unitaires, lesquelles convaintraient davantage les salariés de se mobiliser. Dire qu'il est politisé implique de réfléchir au sens de cette notion. L'ensemble des organisations syndicales françaises ont aujourd'hui pris leurs distances avec les partis politiques. Elles n'entretiennent plus de liens privilégiés avec l'un d'entre eux, comme cela a pu être le cas entre la CGT et le PCF au cours du xx^e siècle. Pour autant, les syndicats ne définissent pas leur action comme apolitique, dans la mesure où ils entendent contribuer à un projet de transformation sociale. C'est sur cette base qu'ils

Les syndicats ne définissent pas leur action comme apolitique, dans la mesure où ils entendent contribuer à un projet de transformation sociale.

s'efforcent de faire circuler leurs propositions dans l'espace public, d'interpeller les élus et les partis au sujet de celles-ci. Un bel exemple d'une campagne d'idées menée par des syndicats, des associations et des partis a été, en 2009, la votation citoyenne pour défendre La Poste comme un service public.

MORALE DE L'HISTOIRE

Loin d'être « finis », les syndicats sont plus que jamais nécessaires comme outils collectifs de défense des travailleurs. Ils contribuent à faire exister les intérêts de ces derniers face aux logiques de rentabilité maximale des entreprises ; ils contribuent également à rappeler que les richesses proviennent du travail, donc des travailleurs, et que ceux-ci ont leur mot à dire sur les façons d'organiser leur activité et d'en penser les finalités : comment produit-on ? Quels types de services privilégier avec quelles finalités pour les usagers ? Les syndicats peuvent ainsi constituer de formidables lieux de mise en commun des expériences pour permettre aux travailleurs de sortir de leur isolement, ou des logiques de mise en concurrence entre eux. Mais, pour cela, ils ont à s'adapter aux transformations du salariat : en s'adressant aux chômeurs, aux salariés précaires, mais aussi aux travailleurs rejetés hors du salariat. Il leur faut également mieux montrer comment la défense des emplois et du travail peut s'articuler avec d'autres causes, à commencer par les enjeux environnementaux.

À LIRE

Baptiste Giraud, Karel Yon et Sophie Bérout, *Sociologie politique du syndicalisme*, Armand Colin, Paris, 2018.

Cécile Guillaume, *Syndiquées. Défendre les intérêts des femmes au travail*, Presses de Sciences Po, Paris, 2018.

Cristina Nizzoli, *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille et Bologne)*, Presses universitaires de France, Paris, 2015.

Gérard Mordillat, *Les Vivants et les Morts*, Calmann-Lévy, Paris, 2005 (adapté à la télévision en 2010).

À VOIR

Jean-Luc Cohen, *L'avenir ne tombera pas du ciel*, 1998 (le quotidien d'un délégué syndical dans une entreprise de travaux publics)

Stéphane Brizé, *En guerre*, 2018 (le combat syndical contre la fermeture d'une usine)

INTERSECTIONNALITÉ

Éric Fassin et Mara Viveros Vigoya
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 515 à 526

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-515.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

INTERSECTIONNALITÉ

par **ÉRIC FASSIN** (sociologue, université Paris-VIII-Vincennes-Saint-Denis)

et **MARA VIVEROS VIGOYA**

(anthropologue, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá)

Remerciements à Nicolas Vanhaert-Couturier

(professeur de sciences économiques et sociales)

et **Manuela Enrique-Girardin**

(professeure de sciences économiques et sociales)

« Les féministes intersectionnelles, en rupture avec l'universalisme, revendiquent de ne pas se limiter à la lutte contre le sexisme. »

Marianne, « L'offensive des obsédés de la race, du sexe, du genre, de l'identité », 12 au 18 avril 2019

L'intersectionnalité, beaucoup en parlent, en général pour s'en inquiéter. Mais souvent sans savoir vraiment ce que le concept signifie. Alors, clarifions.

UNE MÉDIATISATION AMBIGÜE

En France, l'intersectionnalité vient d'entrer dans les magazines. Le mot faisait déjà partie du vocabulaire des sciences sociales – en anglais d'abord, et depuis quelques années en français : c'est un outil, à la fois théorique et méthodologique, pour penser la pluralité des logiques de domination et leurs croisements. Il n'y a pas que la classe ; il y a aussi, en particulier, le sexe et ce qu'on appelle en sciences sociales la race. Dans *Le Point*, *L'Obs* ou *Marianne*, on rencontre non seulement l'idée, mais aussi le mot, et même des références savantes. Les lesbiennes noires auraient-elles pris le pouvoir, jusque dans les rédactions ? En réalité, si les médias en parlent, c'est surtout pour dénoncer la montée en puissance, dans l'université et plus largement dans la société, d'un féminisme dit « intersectionnel », accusé d'importer le « communautarisme à l'américaine ». On assiste au recyclage des articles du début des années 1990 contre le « politiquement correct » : « On ne peut plus rien dire ! » C'est le monde à l'envers, paraît-il : l'homme blanc hétérosexuel subirait désormais la « tyrannie des minorités ».

Faut-il le préciser ? Ce fantasme victimaire est démenti par l'expérience quotidienne. Pour se « rassurer », il n'y a qu'à regarder

**L'homme blanc hétérosexuel
subirait désormais la
« tyrannie des minorités ».**

qui détient le pouvoir dans les médias et l'université, mais aussi dans l'économie ou la politique : les dominants d'hier ne sont pas les dominés d'aujourd'hui, et l'ordre ancien a encore de beaux jours devant lui. On fera plutôt l'hypothèse que cette réaction parfois virulente est le symptôme d'une inquiétude après la prise de conscience féministe de #MeToo, et les révélations sur le harcèlement sexiste, homophobe et raciste de la « Ligue du Lol » dans le petit monde des médias, et alors que les minorités raciales commencent (enfin) à se faire entendre dans l'espace public.

Il en va des attaques actuelles contre l'intersectionnalité comme des campagnes contre la (supposée) « théorie du genre » au début des années 2010. La médiatisation assure une forme de publicité à un lexique qui, dès lors, n'est plus confiné à l'univers de la recherche. La polémique a ainsi fait entrevoir les analyses intersectionnelles à un public plus large, qu'articles et émissions se bousculent désormais pour informer... ou le plus souvent mettre en garde. Il n'empêche : même les tribunes indignées qui livrent des noms ou les dossiers scandalisés qui dressent des listes contribuent, à rebours de leurs intentions, à établir des bibliographies et à populariser des programmes universitaires. En retour, le milieu des sciences sociales lui-même, en France après beaucoup d'autres pays, a fini par s'intéresser à l'intersectionnalité – et pas seulement pour s'en inquiéter : ce concept voyageur est une invitation à reconnaître, avec la pluralité des logiques de domination, la complexité du monde social.

CIRCULATIONS INTERNATIONALES

On parle d'intersectionnalité un peu partout dans le monde – non seulement en Amérique du Nord et en Europe, mais aussi en Amérique latine, en Afrique du Sud ou en Inde. Il est vrai que le mot vient des États-Unis : c'est Kimberlé Crenshaw qui l'utilise d'abord dans deux articles publiés dans des revues de droit au tournant des années 1990. Toutefois, la chose, c'est-à-dire la prise en compte des dominations multiples, n'a pas attendu le mot. Et il est vrai aussi que cette juriste afro-américaine s'inscrit dans la lignée d'un « féminisme noir » états-unien, qui dans les années 1980 met l'accent sur les aveuglements croisés du mouvement des droits civiques (au genre) et du mouvement des femmes (à la race).

Cependant, ces questions sont parallèlement soulevées, à la frontière entre l'anglais et l'espagnol, par des féministes « chicanas » (comme

Cherrie Moraga et Gloria Anzaldúa), dans une subculture que nourrit l'immigration mexicaine aux États-Unis ou même, dès les années 1960, au Brésil, au sein du Parti communiste ; des féministes brésiliennes (telles Thereza Santos, Lélia Gonzalez et Sueli Carneiro) développent aussi leurs analyses sur la triade « race-classe-genre ». Bref, la démarche intersectionnelle n'a pas attendu le mot intersectionnalité ; elle n'a pas une origine exclusivement états-unienne ; et nulle n'en a le monopole : ce n'est pas une « marque déposée ». Il faut donc toujours comprendre l'intersectionnalité en fonction des lieux et des moments où elle résonne.

En France, c'est au milieu des années 2000 qu'on commence à parler d'intersectionnalité ; et c'est d'abord au sein des études de genre. Pourquoi ? Un premier contexte, c'est la visibilité nouvelle de la « question raciale » au sein même de la « question sociale », avec les émeutes qui ont secoué les banlieues françaises pendant plusieurs semaines fin 2005. Bien sûr, il s'agissait de classes populaires, mais encore fallait-il relever que beaucoup de ces « jeunes » n'étaient pas blancs. On commence alors à le comprendre, pour les sciences sociales, se vouloir aveugle à la couleur dans une société qu'elle obsède revient à s'aveugler au racisme. Un second contexte a joué un rôle plus immédiat encore : 2004, c'est la loi prohibant les signes religieux à l'école publique, en réponse à l'apparition du « voile islamique ». Cette question divise les féministes : la frontière entre « eux » et « nous » passe désormais, en priorité, par « elles ». Autrement dit, la différence de culture (en l'occurrence religieuse) devient une question de genre. L'intersectionnalité permet de parler de ces logiques multiples. Importer le concept revient à le traduire dans un contexte différent : en France, l'enjeu n'est plus, comme aux États-Unis, l'invisibilité des femmes noires à l'intersection entre féminisme et droits civiques ; c'est plutôt l'hypervisibilité des femmes voilées qui est constituée en problème, au croisement de l'antisexisme et de l'antiracisme.

CIRCULATIONS INTERDISCIPLINAIRES

La traduction d'une langue à une autre, et d'un contexte états-unien au français, fait apparaître une deuxième différence. Kimberlé Crenshaw est juriste ; sa réflexion porte sur les outils du droit qu'elle utilise pour lutter contre la discrimination. Or, aux États-Unis, le droit identifie des catégories « suspectes » : le sexe et la race. Dans les pratiques sociales, leur utilisation, implicite ou explicite, est soumise à un examen

En effet, l'intersectionnalité s'emploie à montrer que non seulement une femme peut être discriminée en tant que femme, et un Noir en tant que Noir, mais aussi une femme noire en tant que telle.

« strict » pour lutter contre la discrimination. Cependant, on passe inévitablement de la catégorie conceptuelle légale (sexe ou race) au groupe social (les femmes ou les Noirs). En effet, l'intersectionnalité s'emploie à montrer que non seulement une femme peut être discriminée en tant que femme, et un Noir en tant que Noir, mais aussi une femme noire en tant que telle. C'est donc seulement pour autant qu'elle est supposée relever d'un groupe sexuel ou racial que le droit peut reconnaître une personne comme victime d'un traitement discriminatoire en raison de son sexe ou de sa race. Toutefois, dans son principe, cette démarche juridique n'a rien d'identitaire : comme toujours pour les discriminations, le point de départ, c'est le traitement subi. Il serait donc absurde de reprendre ici les clichés français sur le « communautarisme américain » : trop souvent, on se plaît à brandir cet épouvantail d'une société états-unienne ghettoisée, prisonnière des politiques identitaires, pour mieux célébrer l'universalisme républicain, qui en France définirait la citoyenneté non par la différence qui constituerait la communauté, mais par la figure abstraite de l'individu. Or l'intersectionnalité vise au contraire à lutter contre l'assignation discriminatoire à un groupe (femmes, Noirs, ou autre).

En France, la logique est toute différente, dès lors que l'intersectionnalité est d'abord arrivée, *via* les études de genre, dans le champ des sciences sociales : au milieu des années 2000, c'est dans des revues d'études de genre qu'apparaît le mot, et la discussion s'ouvre entre sociologie, science politique et philosophie politique. La conséquence de cette translation disciplinaire, c'est qu'on n'a généralement pas affaire à des groupes. La sociologie s'intéresse davantage à des propriétés, qui peuvent fonctionner comme des variables. Ce n'est pas l'intersection entre des groupes sociaux, mais l'articulation, dans chaque individu, de logiques de classe, de sexe et de race. Bien sûr, la logique antidiscriminatoire n'est pas, pour autant, mise de côté : toutes choses égales par ailleurs (en l'occurrence au sein d'une même classe sociale), on n'a pas le même salaire selon qu'on est blanc ou pas, ou la même retraite si l'on est homme ou femme. Il n'est donc pas ou plus possible de renvoyer toutes les explications à une détermination en dernière instance : toutes les inégalités ne sont pas solubles dans la classe. C'est évident pour les femmes, qui appartiennent à toutes les classes ; mais on l'oublie parfois pour les personnes dites « non blanches », tant elles sont surreprésentées dans les classes populaires – mais n'est-ce pas justement, pour une part, l'effet de leur origine supposée ? Bien entendu, cela ne veut pas

dire, à l'inverse, que la classe serait soluble dans une autre forme de domination. En réalité, cela signifie simplement que les logiques peuvent se combiner.

L'intérêt scientifique (et politique) pour l'intersectionnalité est donc le signe d'une exigence de complexité : il ne suffit pas d'analyser la classe pour en avoir fini avec les logiques de domination. C'est bien pourquoi les féministes n'ont pas attendu le concept d'intersectionnalité, ni sa traduction française, pour critiquer les explications monocausales. En France, par exemple, face au marxisme, le féminisme matérialiste rejette de longue date cette logique, plus politique que scientifique, de l'« ennemi principal » (de classe), qui amène à occulter les autres formes de domination. En 1978, Danièle Kergoat interrogeait ainsi la neutralisation qui, effaçant l'inégalité entre les sexes, pose implicitement un signe d'égalité entre « ouvrières » et « ouvriers » : « La sociologie du travail parle toujours des “ouvriers” ou de la “classe ouvrière” sans faire aucune référence au sexe des acteurs sociaux. Tout se passe comme si la place dans la production était un élément unificateur tel que faire partie de la classe ouvrière renvoyait à une série de comportements et d'attitudes relativement univoques (et cela, il faut le noter, est tout aussi vrai pour les sociologues se réclamant du marxisme que pour les autres). »

Or ce n'est évidemment pas le cas. Contre cette simplification, qui a pour effet d'invisibiliser les ouvrières, la sociologue féministe ne se contente pas d'ajouter une propriété sociale, le sexe, à la classe ; elle montre plus profondément ce qu'elle appelle leur consubstantialité. On n'est pas d'un côté « ouvrier » et de l'autre « femme » ; être une ouvrière, ce n'est pas la même chose qu'être un ouvrier – et c'est aussi différent que d'être une bourgeoise. On pourrait dire de même : être une femme blanche ou noire, un garçon arabe ou pas, mais encore un gay de banlieue ou de centre-ville, ce n'est vraiment pas pareil !

On n'est pas d'un côté « ouvrier » et de l'autre « femme » ; être une ouvrière, ce n'est pas la même chose qu'être un ouvrier – et c'est aussi différent que d'être une bourgeoise.

CLASSE ET RACE

Dans un essai sur le poids de l'assignation raciale dans l'expérience sociale, le philosophe Cornel West a raconté combien les taxis à New York refusaient de s'arrêter pour lui : il est noir. Son costume trois-pièces n'y fait rien (ni la couleur du chauffeur, d'ailleurs) : la classe n'efface pas la race – ou, pour le dire plus précisément, le privilège de classe ne suffit pas à abolir le stigmate de race. Au Brésil, comme

l'a montré Lélia Gonzalez (1983), pour une femme noire de classe moyenne, il ne suffit pas d'être « bien habillée » et « bien élevée » : les concierges continuent de leur imposer l'entrée de service, conformément aux consignes de patrons blancs, qui n'ont d'yeux que pour elles lors du carnaval... En France, un documentaire intitulé *Trop noire pour être française* part d'une même prise de conscience : la réalisatrice Isabelle Boni-Claverie appartient à la grande bourgeoisie ; pourtant, exposée aux discriminations, elle aussi a fini par être rattrapée par sa couleur.

C'est tout l'intérêt d'étudier les classes moyennes (ou supérieures) de couleur. Premièrement, on voit mieux la logique propre de racialisation, sans la rabattre aussitôt sur la classe. C'est justement parce que l'expérience de la bourgeoisie ne renvoie pas aux clichés habituels qui dissolvent les minorités dans les classes populaires. Deuxièmement, on est ainsi amené à repenser la classe : trop souvent, on réduit en effet ce concept à la réalité empirique des classes populaires ; or il n'est pas moins important d'analyser non seulement les élites, mais aussi les classes moyennes. En effet, la classe est pour les sciences sociales une logique théorique de classement qui opère à tous les niveaux de la société. Troisièmement, ce sont souvent ces couches éduquées qui jouent un rôle important dans la constitution d'identités politiques minoritaires : les porte-parole ne proviennent que rarement des classes populaires, ou du moins sont plus favorisés culturellement.

L'articulation entre classe et race se joue par exemple autour du concept de blanchité. C'est d'abord le rappel que la race ne parle pas seulement des « autres » (qu'ils soient noirs ou arabes, ou toute autre assignation). En effet, la racialisation traverse la société dans son entier. C'est ensuite le fait de nommer ce qui d'ordinaire va sans dire, dans l'évidence de la norme. Être aveugle à la race, ce n'est pas tant ignorer que certaines personnes sont traitées différemment en raison de leur apparence ; c'est d'abord s'aveugler au privilège blanc. Le mot blanchité est récent en français : c'est la traduction de l'anglais *whiteness*, soit un champ d'études constitué non pas tant autour d'un groupe social empirique (les Blancs) que d'un questionnement théorique sur une identification (la blanchité).

Il ne s'agit donc pas de réifier les catégories majoritaires (non plus, évidemment, que minoritaires) ; au contraire, les études sur la blanchité montrent bien, pour reprendre un titre célèbre, « comment les Irlandais sont devenus blancs » : c'est le rappel que la « race » ne doit rien à la biologie, mais tout aux rapports de pouvoir qu'elle cristallise dans des contextes historiques. À nouveau se pose toutefois la question : la

blanchité est-elle réservée aux Blancs pauvres, condamnés à s'identifier en tant que tels faute d'autres ressources ? On parle ainsi de « salaire de la blanchité » : le privilège de ceux qui n'en ont pas... Ou bien ne convient-il pas de l'appréhender non seulement comme une compensation, mais aussi et surtout comme un langage de pouvoir – y compris, bien sûr, chez les dominants ?

C'est ici qu'il devient nécessaire de croiser la logique raciale avec la classe, mais aussi le sexe. Edward Saïd l'a bien montré, le regard « orientaliste » exotise l'« autre » et l'érotise en même temps. Toutefois, la sexualisation n'est pas réservée aux populations noires ou arabes (en France), ou afro-américaines et hispaniques (comme aux États-Unis), bref racisées. En miroir, la blanchité sexuelle est une manière, pour les classes moyennes ou supérieures blanches, de s'affirmer « normales », donc de fixer la norme, en particulier dans les projets d'identité nationale : ainsi les violences envers les femmes sont-elles renvoyées aux « autres », comme si la domination masculine était un archaïsme culturel et non pas une logique à l'œuvre dans toutes les cultures.

Certes, depuis le monde colonial au moins, les minorités raciales sont toujours (indifféremment ou alternativement) hypo- – ou hyper- – sexualisées : pas assez ou bien trop, mais jamais comme il faut. Mais qu'en est-il des majoritaires ? Ils se contentent d'incarner la norme – soit d'ériger leurs pratiques et leurs représentations en normes ou pratiques légitimes. C'est bien pourquoi la blanchité peut être mobilisée dans des discours politiques, par exemple des chefs d'État (de la Colombie d'Álvaro Uribe aux États-Unis de Donald Trump), le plus souvent pour rappeler à l'ordre les minorités indociles. La « question sociale » n'a donc pas cédé la place à la « question raciale » ; mais la première ne peut plus servir à masquer la seconde. Au contraire, une « question » aide à repenser l'autre.

LES CONTRÔLES AU FACIÈS

Regardons maintenant les contrôles policiers « au faciès », c'est-à-dire fondés sur l'apparence. Une enquête quantitative du Défenseur des droits, institution républicaine qui est chargée de défendre les citoyens face aux abus de l'État, a récemment démontré qu'ils touchent inégalement non seulement selon les quartiers (les classes populaires), mais aussi en fonction de l'âge (les jeunes) et de l'apparence (les Arabes et les Noirs), et enfin du sexe (les garçons plus que les filles).

Le résultat, c'est bien ce qu'on peut appeler « intersectionnalité ». Cependant, on voit ici que le croisement des logiques discriminatoires ne se résume pas à un cumul des handicaps : le sexe masculin fonctionne ici comme un stigmate plutôt qu'un privilège. L'intersectionnalité est bien synonyme de complexité.

« Les jeunes de dix-huit-vingt-cinq ans déclarent ainsi sept fois plus de contrôles que l'ensemble de la population, et les hommes perçus comme noirs ou arabes apparaissent cinq fois plus concernés par des contrôles fréquents (c'est-à-dire plus de cinq fois dans les cinq dernières années). Si l'on combine ces deux critères, 80 % des personnes correspondant au profil de "jeune homme perçu comme noir ou arabe" déclarent avoir été contrôlées dans les cinq dernières années (contre 16 % pour le reste des enquêtés). Par rapport à l'ensemble de la population, et toutes choses égales par ailleurs, ces profils ont ainsi une probabilité vingt fois plus élevée que les autres d'être contrôlés¹. »

Répetons-le : il n'y a rien d'identitaire dans cette démarche. D'ailleurs, la formulation du Défenseur des droits dissipe toute ambiguïté : « perçus comme noirs ou arabes ». Autrement dit, c'est l'origine réelle ou *supposée* qui est en jeu. On peut être victime d'antisémitisme sans être juif – en raison d'un trait physique, d'un patronyme, ou même d'opinions politiques. Pour peu qu'on porte un prénom lié à l'islam, ou même qu'on ait l'air d'« origine maghrébine », musulman ou pas, on risque de subir l'islamophobie. L'homophobie frappe surtout les homosexuels, et plus largement les minorités sexuelles ; toutefois, un garçon réputé efféminé pourra y être confronté, quelle que soit sa sexualité.

Et c'est d'ailleurs selon la même logique qu'en France l'État a pu justifier les contrôles au faciès. Condamné en 2015 pour « faute lourde », il a fait appel ; sans remettre en cause les faits établis, l'État explique que la législation sur les étrangers suppose de contrôler les « personnes d'apparence étrangère », voire la « seule population dont il apparaît qu'elle peut être étrangère ». Traiter des individus en raison de leur apparence, supposée renvoyer à une origine, à une nationalité, voire à l'irrégularité du séjour, c'est alimenter la confusion en racialisant la nationalité. On le comprend ainsi : être, c'est être perçu ; l'identité n'existe pas indépendamment du regard des autres.

L'exemple des contrôles au faciès est important non seulement pour celles et ceux qui les subissent, bien sûr, mais aussi pour la société tout entière : ils contribuent à la constitution d'identités fondées sur l'expérience commune de la discrimination. Les personnes racisées sont celles dont la subjectivité se constitue dans ces incidents à répétition, qui finissent par tracer des frontières

Les personnes racisées sont celles dont la subjectivité se constitue dans ces incidents à répétition, qui finissent par tracer des frontières entre les expériences minoritaires et majoritaires.

1. Défenseur des droits, 2017.

entre les expériences minoritaires et majoritaires. Mais l'enjeu est aussi théorique : on voit ici que l'identité n'est pas première ; elle est la conséquence de pratiques sociales de racialisation – y compris de pratiques d'État. Le racisme ne se réduit pas à l'intention : le racisme en effet est défini par ses résultats – et d'abord sur les personnes concernées, assignées à la différence par la discrimination.

LE MOT RACE

Les logiques de domination sont plurielles : il y a non seulement la classe, mais aussi le sexe et la race, ainsi que l'âge ou le handicap. Dans leur enchevêtrement, il est à chaque fois question non pas seulement d'inégalités, mais aussi de la naturalisation de ces hiérarchies marquées dans les corps. Reste que c'est surtout l'articulation du sexe ou de la classe avec la race qui est au cœur des débats actuels sur l'intersectionnalité. Et l'on retrouve ici une singularité nationale : d'après l'ONU, les deux tiers des pays incluent dans leur recensement des questions sur la race, l'ethnicité ou l'origine nationale. En France, il n'en est pas question – ce qui complique l'établissement de statistiques « ethnoraciales », utilisées dans d'autres pays pour analyser les discriminations.

Mais il y a plus : c'est seulement en France que, pour lutter contre le racisme, on se mobilise régulièrement en vue de supprimer le mot « race » de la Constitution ; il n'y apparaît pourtant, depuis son préambule de 1946 rédigé en réaction au nazisme, que pour énoncer un principe antiraciste : « sans distinction de race ». C'est aujourd'hui une bataille qui divise selon qu'on se réclame d'un antiracisme dit « universaliste » ou « politique » : alors que le premier rejette le mot race, jugé indissociable du racisme, le second s'en empare comme d'une arme contre la racialisation de la société. Ce qui se joue là, c'est la définition du racisme, selon qu'on met l'accent sur sa version idéologique (qui suppose l'intention et passe par le mot), ou au contraire structurelle (que l'on mesure à ses effets et qui impose de nommer la chose).

La bataille n'est pas cantonnée au champ politique ; elle s'étend au champ scientifique. Le racisme savant parlait naguère des races (au pluriel), soit une manière de mettre la science au service d'un ordre racial, comme dans le monde colonial. Dans la recherche antiraciste, il est aujourd'hui question de la race (au singulier) : non pas l'inventaire des populations, sur un critère biologique ou même culturel, mais l'analyse critique d'un mécanisme social qui assigne des individus à

des groupes, et ces groupes à des positions hiérarchisées en raison de leur origine, de leur apparence, de leur religion, etc. Il n'est donc pas question de revenir aux élucubrations racistes sur les Aryens ou les Sémites ; en revanche, parler de la race, c'est se donner un vocabulaire pour voir ce qu'on ne veut pas voir : la discrimination raciste est aussi une assignation raciale. S'aveugler à la race ne revient-il pas à s'aveugler au racisme ?

Il ne faut donc pas s'y tromper : pour les sciences sociales actuelles, la race n'est pas un fait empirique ; c'est un concept qui permet de nommer le traitement inégal réservé à des individus et des groupes ainsi constitués comme différents. La réalité de la race n'est donc ni biologique ni culturelle ; elle est sociale, en ce qu'elle est définie par les effets de ces traitements, soit la racialisation de la société tout entière traversée par la logique raciale. On revient ici aux analyses classiques d'une féministe matérialiste, Colette Guillaumin : « C'est très exactement la réalité de la "race". Cela n'existe pas. Cela pourtant produit des morts. [...] Non, la race n'existe pas. Si, la race existe. Non, certes, elle n'est pas ce qu'on dit qu'elle est, mais elle est néanmoins la plus tangible, réelle, brutale des réalités. »

MORALE DE L'HISTOIRE

A-t-on raison de s'inquiéter d'un recul de l'universalisme en France ? Les logiques identitaires sont-elles en train de gagner du terrain ? Sans nul doute : c'est bien ce qu'entraîne la racialisation de notre société. Encore ne faut-il pas confondre les causes et les effets, ni d'ailleurs le poison et l'antidote. En premier lieu, c'est l'extrême droite qui revendique explicitement le label identitaire : des États-Unis de Donald Trump au Brésil de Jair Bolsonaro, on assiste à la revanche de la masculinité blanche contre les minorités raciales et sexuelles. Ne nous y trompons pas : celles-ci sont donc les victimes, et non pas les coupables, de ce retour de bâton (ou *backlash*) qui vise à les remettre à leur place (dominée).

Deuxièmement, la ségrégation raciale que l'on peut aisément constater dans l'espace en prenant les transports en commun entre Paris et ses banlieues n'est pas le résultat d'un communautarisme minoritaire. Pour le comprendre, il convient au contraire de prendre en compte un double phénomène : d'une part, la logique sociale que décrit l'expression *White flight* (les Blancs qui désertent les quartiers où sont reléguées les minorités raciales, anticipant sur la ségrégation que leurs

choix individuels accélèrent...) ; d'autre part, les politiques publiques de la ville dont le terme « apartheid » résume le résultat.

Bien sûr, le multiculturalisme d'État, par exemple en Colombie, dessinerait une tout autre logique. En Amérique latine, dans les années 1990, les luttes des mouvements indigènes et noirs ont amené la plupart des États à introduire dans leur Constitution la pluriethnicité et la multiculturalité : les politiques publiques visent explicitement des identités culturelles au nom de la « diversité », dont les mouvements sociaux peuvent s'emparer. Bref, si les logiques s'internationalisent, il ne faut pas pour autant perdre de vue la diversité non pas tant des cultures que des contextes historico-politiques.

Troisièmement, se battre pour l'égalité, et donc contre les discriminations, ce n'est pas renoncer à l'universalisme ; bien au contraire, c'est rejeter le communautarisme majoritaire.

L'intersectionnalité n'est donc pas responsable au premier chef d'une fragmentation identitaire – pas davantage qu'une sociologie qui analyse les inégalités socio-économiques n'est la cause première de la lutte des classes. Pour les sciences sociales, c'est simplement se donner les outils nécessaires pour comprendre un monde traversé d'inégalités multiples.

Quatrièmement, ce sont les discours publics qui opposent d'ordinaire la classe à la race (ou les ouvriers, présumés blancs, aux minorités raciales, comme si celles-ci n'appartenaient pas le plus souvent aux classes populaires), ou encore, comme l'avait bien montré Christine Delphy, l'antisexisme à l'antiracisme (comme si les femmes de couleur n'étaient pas concernées par les deux). L'expérience de l'intersectionnalité, c'est au contraire, pour chaque personne, quels que soient son sexe, sa classe et sa couleur de peau, l'imbrication de propriétés qui finissent par définir, en effet, des identités complexes (plutôt que fragmentées) ; et c'est cela que les sciences sociales s'emploient aujourd'hui à appréhender.

À LIRE

Kimberlé Crenshaw, « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur » *Cahiers du genre*, n° 39, février 2005, p. 51-82

Défenseur des droits, *Enquête sur l'accès aux droits*, vol. 1, *Relations police / population : le cas des contrôles d'identité*, janvier 2017

Christine Delphy, « Antisexisme ou antiracisme ? Un faux dilemme », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 25, janvier 2006, p. 59-83

Elsa Dorlin, *La Matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française*, La Découverte, Paris, 2006

Elsa Dorlin, *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Presses universitaires de France, Paris, 2009

Didier Fassin et Éric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, La Découverte, Paris, 2009 [première édition : 2006]

Éric Fassin (dir.), « Les langages de l'intersectionnalité », *Raisons politiques*, n° 58, mai 2015

Éric Fassin, « Le mot race – 1. Cela existe. 2. Le mot et la chose », AOC, 10 au 11 avril 2019

Nacira Guénif-Souilamas et Éric Macé, *Les Féministes et le garçon arabe*, L'Aube, Paris, 2004

Colette Guillaumin, « "Je sais bien mais quand même" ou les avatars de la notion de race », *Le Genre humain*, n° 1, 1981, p. 55-64

Danièle Kergoat, « Ouvriers = ouvrières ? » (1978), in *Se battre, disent-elles...*, La Dispute, Paris, 2012, p. 9-62

Abdellali Hajjat et Silyane Larcher (dir.), « Intersectionnalité », *Mouvements*, 12 février 2019

Mara Viveros Vigoya, *Les Couleurs de la masculinité. Expériences intersectionnelles et pratiques de pouvoir en Amérique latine*, La Découverte, coll. « Genre et sexualité », Paris, 2018

« CASSEURS », C'EST-À-DIRE ?

Philippe Boursier et Christian de Montlibert
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 527 à 537

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-527.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« CASSEURS », C'EST-À-DIRE ?

par **PHILIPPE BOURSIER** (professeur de sciences économiques et sociales)

et **CHRISTIAN DE MONTLIBERT**
(sociologue, université de Strasbourg)

« Il faut casser les casseurs qui prennent
en otage les manifestations pour semer le désordre. »

Bruno Retailleau, président du groupe
Les Républicains au Sénat, le 3 décembre 2018

Le spectre du « casseur » hante les salles de rédaction. L'ennemi intérieur serait là, violent, nihiliste, au creux des « bandes » des quartiers et des cortèges de tête des manifestations. Des « casseurs » sans voix, sans cause, sans revendication, mais que des « experts » dissèquent et dénoncent dans les médias. La même figure menaçante est aussi convoquée pour justifier le vote d'une loi « anticasseurs » le 10 avril 2019, qui réduit la liberté de manifester.

Mais « casseur », qu'est-ce que cela veut bien dire ? Qui fabrique cette « catégorie » en lui imputant la responsabilité de la violence en manifestation et plus précisément de la « violence » que les médias dominants donnent à voir ? De quelles violences cachées les « casseurs » sont-ils alors le nom ?

LA FABRICATION MÉDIATIQUE DE LA FIGURE DU « CASSEUR »

Le mot « casseur » apparaît dès le ^{xvi}e siècle pour désigner une profession où la force physique est essentielle : la force de ceux qui cassent de la pierre ou de la fonte. Dans la première moitié du ^{xix}e siècle, les propriétaires de journaux construisent une tout autre figure du casseur : le mot désigne alors les protestations populaires allant jusqu'à briser des machines qui « prenaient le travail ». Les

imprimeurs typographes cassent les presses mécaniques, des bonnetiers de l'Aude cassent des métiers à tisser, des ouvriers agricoles s'en prennent aux batteuses mécaniques¹... Le journal *Le Figaro*, alors sous la coupe de Louis-Philippe, utilise le terme de « casseur de vitres » en 1832 pour dénoncer les émeutiers, ceux-là mêmes dont l'insurrection a été écrasée dans le sang par la monarchie de Juillet.

L'usage du mot se fait ensuite plus rare jusque dans les années 1960. La presse conservatrice réactive la figure du manifestant habité par des pulsions violentes dans le sillage de Mai-68. La loi dite « anticasseurs », en 1970, prétend alors contenir la vague de protestation qui secoue le pays et réprimer les mouvements révolutionnaires

à l'offensive. Ce même fantasme social d'une « classe dangereuse », habitée par des pulsions violentes irrépressibles, est projeté sur les ouvriers sidérurgistes lorrains qui manifestent à Paris, le 23 mars 1979, contre la fermeture des installations sidérurgiques. La figure du casseur connaît dans les jours qui vont suivre un essor foudroyant. Les médias dominants stigmatisent ainsi les ouvriers (et les militants, notamment « autonomes », qui les ont rejoints) qui affrontent la police dans un contexte où l'État refuse la négociation.

La figure obscure du casseur qui brise et qui brûle cristallise la peur des classes dangereuses et l'angoisse de l'insurrection qui vient : elle ressurgit dans le débat public chaque fois que des protestations incontrôlées menacent l'ordre établi, *a fortiori* quand elles mobilisent des groupes dominés et stigmatisés, à l'instar des émeutes de 2005 dans les banlieues.

Pour Mathieu Rigouste, l'image des casseurs vise à légitimer une violence policière qui s'ajuste au « statut de ses cibles, aux rapports de force et formes d'organisation qu'on lui oppose ». Face à des situations de « crise », « la police française puise régulièrement dans les répertoires militaires et coloniaux des dispositifs qu'elle réagence pour les appliquer à l'intérieur du territoire, en général contre les classes les plus opprimées. [...] Il y a une circulation de savoirs et de formes de pouvoir entre les guerres néocoloniales, la ségrégation des quartiers populaires et la répression des manifestations indisciplinées² ».

L'usage du mot « casseur » dans les médias atteint des sommets aujourd'hui³. Comment expliquer cette banalisation ? La présence de la télévision et des vidéastes amateurs qui diffusent les images d'affrontements y est pour beaucoup. Pour des raisons d'abord économiques, les chaînes d'info en continu sont avides d'images « spectaculaires » qui tournent en boucle dans la course à l'audimat. « Experts » et

La figure obscure du casseur qui brise et qui brûle cristallise la peur des classes dangereuses et l'angoisse de l'insurrection qui vient : elle ressurgit dans le débat public chaque fois que des protestations incontrôlées menacent l'ordre établi, *a fortiori* quand elles mobilisent des groupes dominés et stigmatisés, à l'instar des émeutes de 2005 dans les banlieues.

1. Nicolas Dutent, entretien avec François Jarrige, « Briseurs de machines au XIX^e siècle », Mediapart, 6 septembre 2013.

2. Mathieu Dejean, entretien avec Mathieu Rigouste, « Violences policières : "Il y a derrière chaque blessure une industrie qui tire des profits" », *Les Inrockuptibles*, 12 décembre 2018.

3. Le mot casseur atteint 3 160 000 occurrences le 24 avril 2019 sur le moteur de recherche Google. Il est vrai que le mot « policiers » se place en vedette avec 48 500 000 occurrences.

« commentateurs » invités peuvent alors stigmatiser « en *live* » ces formes non conventionnelles de protestation et passer sous silence les intérêts en jeu dans leur médiatisation. Les indignations médiatiques et étatiques sont cependant sélectives, et liées aux catégories sociales (plus ou moins clientélisées) qui « cassent ». C'est ainsi que les manifestations parfois très violentes d'agriculteurs de la FNSEA ou leur saccage du bureau d'un ministre ne les ont jamais fait être stigmatisés comme étant des casseurs.

La peur des « casseurs » permet aussi aux « commentateurs » de peser dans la vie politique et sociale en se présentant comme les porte-parole d'une « majorité silencieuse » hostile à la violence supposée des casseurs. Cette mise en scène a des effets dans le champ politique : des professionnels de la politique se saisissent du mythe du manifestant violent « par nature », pour se poser en défenseurs de l'ordre et en promoteurs de la répression. Le groupe social des casseurs, plus fictif que réel, est ainsi diabolisé par des forces conservatrices promptes à durcir la répression quand la contestation des inégalités socio-économiques prend de l'ampleur. En substituant aux oppositions de classes (capitalistes/salariés) des oppositions « morales » (paisibles/violents), le monde des privilégiés tend ainsi à diviser des groupes qui auraient pu s'allier dans une même contestation de ses privilèges.

APOLITIQUES, LES « CASSEURS » ?

Qui sont les « casseurs » ? Pour les médias dominants, les « casseurs » sont simplement des manifestants qui font de la « casse en marge des manifestations ». Ils cassent pour le seul plaisir de casser des biens matériels ou de « casser du flic », sans retenue, sans aucune motivation politique, et sont l'exact contraire des « bons manifestants ».

Ces représentations ne résistent pas à l'observation et à l'analyse. Loin d'agir « en dehors » des mobilisations, les militants aujourd'hui étiquetés comme casseurs sont souvent actifs dans un ensemble de luttes (antifascistes, écologistes, étudiantes, pour le droit au logement, des Gilets jaunes, etc.). Les cibles matérielles qu'ils se donnent au cours des manifestations ont pour eux un sens politique. En s'attaquant aux banques, aux agences immobilières ou aux « boîtes » d'intérim, ils veulent atteindre des symboles du capitalisme contemporain, tels que le subissent notamment des jeunes aux prises avec des difficultés de revenu, de logement ou d'emploi.

Pour les médias dominants, les « casseurs » sont simplement des manifestants qui font de la « casse en marge des manifestations ». Ils cassent pour le seul plaisir de casser des biens matériels ou de « casser du flic », sans retenue, sans aucune motivation politique, et sont l'exact contraire des « bons manifestants ».

Ce geste politique, qui suscite des débats stratégiques et des critiques nombreuses, y compris au sein des mouvances contestataires, n'est pas unanimement condamné par les manifestants plus legalistes. Le déroulement concret des manifestations montre la porosité existant entre des manières conventionnelles de manifester (défiler pacifiquement derrière des banderoles sur un parcours déclaré) et celles non conventionnelles de protester (participer à des actions illégales). Des manifestants pacifiques peuvent fréquemment rester à proximité des affrontements, ce qui est une manière de refuser de se « dissocier » des différentes formes d'action. Les « black blocs » qui se forment en tête de cortège, groupés derrière des banderoles renforcées qui protègent des tirs de lanceur de balles de défense (LBD) par les policiers, entraînent dans leur sillage des manifestants divers, mêlant côte à côte des contestataires expérimentés, équipés d'un ensemble de protections, et des manifestants « ordinaires » mais que les défilés habituels ne satisfont plus. Le premier mai 2018 à Paris, un black bloc d'environ 1 200 personnes prenait ainsi la tête d'un cortège de près de 15 000 manifestants, à l'avant de la manifestation syndicale.

La manifestation « offensive » est d'ailleurs un espace de socialisation contestataire, où des manifestants divers font l'apprentissage de la conflictualité avec les forces de l'ordre. La manifestation forme et transforme les personnes qui partagent des émotions communes, prennent des risques ensemble, apprennent des techniques d'autodéfense et des gestes de solidarité tels que les soins d'urgence apportés aux blessés par les équipes militantes de *street medics*.

La violence contre la police, enfin, loin d'être l'expression de pulsions spontanées, doit être analysée comme un système d'interactions entre manifestants et policiers. La doctrine policière du maintien de l'ordre s'est d'ailleurs transformée au moment des mobilisations contre les réformes du Code du travail en 2016, et plus nettement encore avec la longue mobilisation des Gilets jaunes. Les forces de l'ordre abandonnent progressivement la stratégie de « désescalade » (qu'elles conduisaient auparavant avec plus ou moins de bonne volonté) pour lui préférer une stratégie de la peur. Il s'agit désormais bien souvent d'intimider les manifestants, de les immobiliser en les « nassant », de les humilier parfois, de provoquer l'affrontement et de marquer les corps, y compris par des tirs sans sommation. Les violences policières ont scandé nombre de manifestations des Gilets jaunes en France aux cours des années 2018-2019 : les centaines de victimes de tirs de LBD et de grenades défensives témoignent d'un usage disproportionné de la violence contre les manifestants, qui a pu provoquer, en retour, de

la violence de la part de manifestants habituellement non violents. À Toulouse, le rapport de l'Observatoire des pratiques policières, publié après deux ans d'observation des manifestations toulousaines, décrit très précisément certaines stratégies policières inefficaces, conduisant à l'affrontement : « usage immodéré des lanceurs de balles de défense » à l'origine de nombreuses blessures, « arrestations violentes, indignes et attentatoires aux droits humains ».

La confrontation avec les forces de police trouve aussi ses sources dans une interaction plus ancienne, nourrie des dommages corporels entraînés par un rapport de force inégal. Au sommet des dirigeants internationaux à Gênes (2001), des actes de torture, attestés par Amnesty International et reconnus par le directeur de la police italienne en 2017, ont été commis par des policiers⁴. Depuis, le mode opératoire du black bloc s'est constitué sur la base d'un « savoir contre-policier » – fait de liens tissés au sein de groupes affinitaires, de déguisements pour ne pas être reconnus, de techniques de harcèlement de la police, de moyens de protection contre les charges policières avec des boucliers, de techniques également de protection et de « dé-arrestation » des manifestants.

D'où vient alors le succès de cette représentation dépolitisante du « casseur » comme incarnation d'une violence pulsionnelle et sans limites, pourtant très éloignée de la réalité ? L'explication tient en partie à ce que cette représentation, qui mêle angoisse et fascination, met en image la perception ordinaire et inconsciente que les dominants se font des dominés. Car, souvent, les « dominants » tendent à se situer du côté de la « culture » et de la « civilisation », et à projeter les dominés – les peuples colonisés, les femmes, les personnes racisées, les jeunes des quartiers, etc. – du côté de la « nature » et de la « sauvagerie ». Au moment de l'écrasement de la Commune en 1871 par les « Versaillais », on affublait déjà du nom de « pétroleuses » les femmes accusées d'avoir pris part aux combats du côté des insurgés et d'avoir provoqué des incendies de bâtiments officiels. La violence symbolique déversée contre le soulèvement populaire des Gilets jaunes en 2018 par des « intellectuels » les plus proches du pouvoir révèle la même angoisse du renversement de l'ordre social : « Il y a un peu de ce parfum d'apocalypse dans ces émeutes sans direction, ces détestations nues et aveugles à leur propre volonté, ces débordements de ressentiment où, pour la première fois depuis longtemps, l'on vit un nombre non négligeable d'hommes et de femmes se contenter de casser, de profaner, de honnir⁵. »

4. À Strasbourg, en 2009, au sommet de l'OTAN, ont eu lieu des charges de police extrêmement violentes dans un centre-ville barricadé, avec des voitures blindées stationnant dans les rues, des missiles installés sur des collines avoisinantes, des vedettes fluviales patrouillant sur le Rhin, 85 escadrons de gendarmerie mobilisés.

5. Bernard-Henri Levy, *Le Point*, 13 décembre 2018.

COMMENT SE FAIRE ENTENDRE DE CEUX QUI NE VEULENT RIEN ENTENDRE ?

Les casseurs, avant d'être désignés comme casseurs, sont d'abord des contestataires qui manifestent contre une décision qui les affectent. Dans ces conditions, la manifestation sert à faire entendre les motifs d'une insatisfaction suffisamment forte pour conduire à bouleverser les repères qui sécurisent l'existence quotidienne et prendre des risques. Ces motifs peuvent être circonstanciés et localisés (protester contre une mesure propre à une entreprise, par exemple) ; ils peuvent aussi concerner un groupe social entier (la Lorraine et la ville de Longwy protestant en 1979 contre la fermeture des installations sidérurgiques, par exemple) ; ils peuvent enfin être avancés par des ensembles plus vastes lorsqu'il s'agit de protester contre des modifications législatives (les manifestations en 2016 contre la loi modifiant le Code du travail).

Quand le pouvoir ne répond pas, les protestataires cherchent à se faire voir par les médias pour être entendus par les décideurs. Les grands défilés qui bloquent la circulation des centres-villes sont un moyen de se rendre visibles, tout comme l'occupation de places considérées comme symboliques. La rue devient alors une sorte de théâtre où certains manifestants, galvanisés par la force collective, se mettent sur le devant de la scène par des feux de poubelles, des bris de vitres des abris urbains ou des torsions de poteaux de signalisation. Un cycle d'interventions policières et de réactions des manifestants s'installe. Les uns, les policiers, ont l'ordre d'empêcher, alors que les autres, confortés par la présence massive des manifestants, pensent que l'occupation de l'espace est légitime. Il s'agit alors de retourner la violence symbolique attachée au lieu occupé : ainsi les Gilets jaunes ont voulu remonter de la Concorde à l'Arc de Triomphe, à contre-courant du défilé militaire du 14-Juillet, produisant, symboliquement, un retournement de la violence d'État.

Faute d'être entendus, des contestataires peuvent être amenés à utiliser des moyens d'action de plus en plus éloignés de ceux du « répertoire d'action collective » habituel, au risque d'être stigmatisés comme casseurs par les journalistes les plus attachés à la perpétuation de l'ordre social. Les occupations des locaux du pouvoir d'État ou du pouvoir économique peuvent devenir ressource pour construire un rapport de force plus favorable. Le plus souvent, ces occupations de « lieux sacrés » ou de locaux fréquentés par les dominants suscitent un soutien implicite des autres manifestants et même de la population

concernée qui trouve là une occasion de revanche ; comme le disaient des tracts des ouvriers de la sidérurgie en 1979 : « Les vrais casseurs sont ceux qui cassent les usines et démolissent ce que des générations d'ouvriers ont construit⁶. »

L'occupation illégale et plus ou moins pérenne de territoires, la création collective de « lieux de vie », la défense des « squats » sont aussi un répertoire d'actions de plus en plus mobilisé par des jeunes contestataires, moins ancrées dans le salariat et les conflits du travail que les générations militantes qui les ont précédées⁷. La pratique du squat est à la fois un moyen de conforter l'autonomie matérielle du groupe mobilisé, de lutter contre la spéculation immobilière et de créer des espaces de politisation. Mise en œuvre à l'échelle d'un petit territoire, comme la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, cette pratique de lutte a permis de bloquer des projets productivistes contestés (un projet d'aéroport, ici) tout en expérimentant un mode de vie alternatif aux normes de consommation et de production du capitalisme néolibéral. Dans ce contexte, les interventions des forces de police pour déloger les occupants mettent directement en cause l'identité même du groupe et provoquent assez logiquement des *réactions de défense* (barricades, pièges, heurts plus ou moins violents).

Pour infléchir le rapport de force, un groupe mobilisé peut, aussi, s'en prendre plus systématiquement à des personnes. À Amiens, au moment de la fermeture de l'entreprise Goodyear, des cadres ont été « retenus », diront les manifestants, « séquestrés », diront les cadres, pendant une trentaine d'heures, alors que 1 143 emplois allaient être supprimés. Il peut aussi s'en prendre à des biens, comme ce fut le cas lorsque la sidérurgie a été démantelée : attaque du commissariat de Longwy, occupation du palais de justice de Cambrai, de l'inspection académique et de l'hôtel des impôts de Sedan, percement de la conduite de gaz naturel de la chaufferie de l'usine sidérurgique de Mont-Saint-Martin, etc.

Tout montre ici que l'usage de la violence contre les biens, et parfois contre les personnes, ne relève pas de comportements pathologiques particuliers : ceux et celles à qui on impute la responsabilité de la « casse », souvent exaspérés de ne pas être entendus, agissent avec la volonté d'intimider leurs adversaires pour trouver une issue favorable au conflit qui les mobilise.

L'usage de la violence contre les biens, et parfois contre les personnes, ne relève pas de comportements pathologiques particuliers : ceux et celles à qui on impute la responsabilité de la « casse », souvent exaspérés de ne pas être entendus, agissent avec la volonté d'intimider leurs adversaires pour trouver une issue favorable au conflit qui les mobilise.

6. Christian de Montlibert, *Crise économique et conflits sociaux*, L'Harmattan, Paris, 1989.

7. Philippe Boursier analyse ce processus dans : « Comment la jeunesse contestataire s'est éloignée des syndicats (et des partis) », in *Que faire des partis ?*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018.

MAIS OÙ EST LA VIOLENCE, LA VRAIE, DISSIMULÉE, PERPÉTUELLE, QUI SANS CESSER RUINE LES VIES ?

« Certains s'indignent de vitrines brisées, de voitures brûlées. Mais où est la violence, la vraie, dissimulée, perpétuelle, qui sans cesse ruine les vies ? La violence est à Pôle Emploi, aux guichets sociaux des services publics, avec des agents empêchés d'aider. Et des millions de chômeurs ou de pauvres, surtout des femmes, des jeunes, méprisés, sans prise sur l'avenir, dans l'insécurité économique *ad vitam*, qui ne reçoivent rien. La violence est chaque mois, quand, au 12, plus un centime, carte bleue rejetée, et qu'enflent les découverts. La violence est aux urgences des hôpitaux publics sommés d'être rentables. La violence est dans les impayés de loyer, de gaz, d'électricité, qui s'amoncellent, et les lettres de recouvrement chaque jour. La violence, elle est sur les chantiers, dans les usines, les hypermarchés. Dans l'intensification du travail. [...] Depuis 1995, les maladies professionnelles ont plus que doublé, les salaires, les retraites dégringolent, les droits au travail ont été cassés, les profits flambent et ne sont plus imposés quasiment. »

Jacques Bidet, Philippe Boursier, Patrick Chamoiseau, Stéphanie Chevrier, Laurence de Cock, Christine Delphy, Annie Ernaux, Mathilde Larrère, Gérard Noiriel, Willy Pelletier et Barbara Romagnan, « Gilets jaunes, verts, rouges, roses, convergents ! », tribune parue dans *Libération* le 4 décembre 2018

SURVISIBILISER LA VIOLENCE DES CASSEURS POUR INVISIBILISER CELLE DE L'ÉTAT ?

L'État n'est pas une « chose » mais un champ de luttes où sont en jeu des intérêts divergents. Quoi de commun entre ces (petits) fonctionnaires, qui s'attachent jour après jour à faire vivre des droits sociaux, et ces (hauts) fonctionnaires, souvent liés aux fractions financières de la classe dominante, qui défont avec constance l'État social ? « Tous ceux qu'on appelle les "travailleurs sociaux" – assistantes sociales, éducateurs, magistrats de base et aussi, de plus en plus, professeurs et instituteurs – constituent ce que j'appelle la main gauche de l'État, l'ensemble des agents des ministères dits dépensiers qui sont la trace, au sein de l'État, des luttes sociales du passé. Ils s'opposent à l'État de la main droite, aux énarques du ministère des Finances⁸ », écrivait le sociologue Pierre Bourdieu à la fin des années 1990. Depuis, la

« main droite » de l'État n'a cessé d'étendre son emprise sur l'État et d'intensifier le recours à la « violence d'État », en réprimant et en criminalisant les mouvements de révolte des classes populaires et des fractions en voie de précarisation des classes moyennes. Début mai 2019, le décompte des dommages physiques et des sanctions judiciaires qui ont frappé le mouvement des Gilets jaunes donne à voir cette violence d'État longtemps réservée aux quartiers populaires et qui tend à se généraliser : 279 blessés graves, 22 éborgnés, 5 mains arrachées, 1 personne décédée ; 8 700 gardes à vue, 2 000 procès, 1 500 comparutions immédiates, 40 % de peines de prison ferme.

Dans nos sociétés inégalitaires, l'État est l'instance qui possède au plus haut point le contrôle de la violence formelle qu'assure le droit et, si cela ne suffit pas, de la violence physique. Les règles de droit, depuis le XIX^e siècle, ont tenté de discipliner la capacité contestataire en la ritualisant dans des pratiques bien canalisées, comme le grand défilé déclaré en préfecture et encadré à la fois par le service d'ordre des organisations manifestantes et par la police. Progressivement, par des arrêts de la Cour de cassation, par des jurisprudences établies à partir de jugements antérieurs, par des modifications du Code pénal votées à l'Assemblée nationale, diverses pratiques ont ainsi été délégitimées et criminalisées. Comme l'observe Vanessa Codaccioni⁹, le « droit » est là pour « ériger la frontière entre ce qui est dicible ou indicible, ce qui se fait et ce qui ne se fait pas, en matière de militantisme [...] ». C'est aussi une opération de préservation des règles et des normes du champ politique, comme le légalisme, le pacifisme ou le respect de l'autorité de l'État, de ses institutions et de ses agents ». En somme, il s'agit de dépolitiser la perception des militants contestataires en les transformant en délinquants commettant des infractions de droit commun. Au nom de la lutte contre le terrorisme, des mesures plus drastiques comme l'arrestation préventive ont souvent même été utilisées.

De la royauté à l'époque moderne, l'État, sous ses différentes formes, a toujours engagé des forces armées pour protéger ce qu'il juge être ses intérêts ou les intérêts des groupes sociaux qu'il défend. Aujourd'hui, la survisibilisation de la violence des « casseurs » a pour effet d'invisibiliser la violence physique exercée par des agents de l'État contre ceux et celles qui protestent et manifestent.

Cette occultation est un enjeu décisif car nos sociétés, tendancielle-ment, acceptent de moins en moins le recours à la violence physique, comme en atteste l'évolution des normes juridiques qui créent de nouveaux délits (par exemple, la maltraitance des animaux ou l'élargissement de la notion de mauvais traitements à la fessée infligée aux

Aujourd'hui, la survisibilisation de la violence des « casseurs » a pour effet d'invisibiliser la violence physique exercée par des agents de l'État contre ceux et celles qui protestent et manifestent.

8. Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, Raisons d'Agir, Paris, 1998, p. 9.

9. Vanessa Codaccioni, *Répression. L'État face aux contestations politiques*, Textuel, Paris, 2019.

enfants). L'État moderne (et néolibéral) est donc placé sous la double contrainte de réprimer les révoltes qui le contestent de plus en plus radicalement, tout en conservant le monopole de la **violence physique légitime** : il lui faut donc cacher et minorer la violence physique qu'il exerce, dans un contexte où ce travail de censure est contrarié par la circulation des témoignages et des vidéos sur les réseaux sociaux.

De manière plus générale, l'État mais aussi les institutions religieuses, les systèmes scolaires, les institutions culturelles et sportives, les associations familiales, etc. produisent, en s'appuyant sur des catégories anciennes, un monde de significations, discursives et pratiques, que les uns et les autres, dominants comme dominés, intériorisent et incorporent. Cette violence symbolique contribue à faire passer pour naturelle la domination sociale (de classe, de genre, de « race », etc.) en transposant les rapports de force en « catégories », « schèmes de pensée », « manières de faire » qui permettent à chacun et chacune de penser et d'agir. Ce processus social permet aux dominants de faire en sorte que leur vision du monde soit partagée par les dominés. Elle légitime l'ordre social inégalitaire en contribuant à son acceptation par les dominés. L'État, qui contrôle, avec ses règlements et ses administrations, les différentes pratiques sociales, joue ainsi un rôle important dans la légitimation de la domination. Par exemple, la violence symbolique dissimule la production des inégalités (scolaires, économiques, etc.) en les naturalisant (dons, talents...). Les inégalités de réussite scolaire sont mises au compte de l'inégal talent (des élèves doués ou pas) ou de l'inégal mérite de ceux et de celles qui échouent ou réussissent. En dissimulant la violence réelle des inégalités socio-économiques par une transformation en inégalités scolaires justifiées par des inégalités de « dons », l'État, parce qu'il organise ainsi l'école, contribue à légitimer les dominants à la place qui est la leur et obtient l'acceptation de la leur par les dominés. Par une opération de magie sociale complexe, la violence réelle, qui est au fondement de toute violence symbolique, ainsi se nie et se transforme, puisque, comme l'écrivait Pierre Bourdieu, « aucun pouvoir ne peut se contenter d'exister en tant que pouvoir,

c'est-à-dire en tant que force nue dépourvue de toute justification, en un mot arbitraire, et il doit donc se justifier d'exister, et d'exister comme il existe¹⁰ ».

MORALE DE L'HISTOIRE

On le voit, les « casseurs » sont avant tout une création fantasmatique des professionnels des médias les plus attachés à la perpétuation de l'ordre social. L'image ainsi construite de ce groupe contestataire plus fictif que réel n'explique en rien le recours à des techniques de lutte qui s'écartent des moyens d'action habituels, mais dit beaucoup des présupposés et des intérêts de ceux qui la diffusent. La figure des « casseurs » redonne corps à l'angoisse ancienne des classes dangereuses et des mouvements de révolte des dominés. Elle ressurgit dans le débat public chaque fois que des protestations incontrôlées menacent l'ordre établi, *a fortiori* quand elles mobilisent des groupes dominés et stigmatisés, des émeutes de 2005 dans les banlieues aux mobilisations des « Gilets jaunes ». Dépolitisés, stigmatisés comme pathologiques ou délinquants, les actes de violence contre les biens et contre les personnes en manifestation sont alors donnés en spectacle et invisibilisent la violence socio-économique des groupes sociaux dominants et la violence physique exercée par des agents de l'État contre ceux et celles qui protestent et manifestent.

À LIRE

Ludivine Bantigny, « Aux origines du terme "casseurs" », Retronews,

6 septembre 2016

Vanessa Codaccioni, *Répression. L'État face aux contestations politiques*, Textuel, Paris, 2019

Didier Fassin, *La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Le Seuil, Paris, 2011

Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, coll. « Recherches », Paris, 2010

Christian de Montlibert, *Crise économique et conflits sociaux*, L'Harmattan, Paris, 1989

Mathieu Rigouste, *La Domination policière : une violence industrielle*, La Fabrique, Paris, 2012

10. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1989.

LES FEMMES GILETS JAUNES : RÉVOLTE DE CLASSE, TRANSGRESSION DE GENRE, HISTOIRE LONGUE

Fanny Gallot

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 538 à 543

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-538.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES FEMMES GILETS JAUNES : RÉVOLTE DE CLASSE, TRANSGRESSION DE GENRE, HISTOIRE LONGUE

par **FANNY GALLOT** (historienne, université Paris-Est-Créteil)

« Je ne pars plus en vacances. J'ai des dents à me faire soigner, je ne peux pas. J'ai des lunettes à faire que je ne fais pas non plus. Et les vêtements, ça fait longtemps que je n'en achète plus. C'est dur. J'étais assistante, j'ai été dépassée par un nouveau système informatique. J'ai décroché mais, passé cinquante ans, je n'ai pas pu retrouver de travail. L'avenir, je le vois en noir. »
Sylvie, cinquante-huit ans, de Nemours,
sur France Inter, le 21 novembre 2018

« Moi, je pense que l'argent, les gens riches en ont, il faut donc que le gouvernement aille le chercher. »
Isabelle, soixante-six ans, de Toulouse,
sur France Inter, le 21 novembre 2018

Dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes, les femmes sont présentes sur les ronds-points, dans les manifestations, et apparaissent régulièrement dans les médias. Plusieurs figures ont ainsi émergé, telles que – entre autres – Priscillia Ludosky, qui a été à l'initiative d'une pétition contre l'augmentation d'une taxe sur le carburant, laquelle a recueilli près de 1 million de signatures ; ou Ingrid Levavasseur, indiquant qu'elle n'aurait pas les moyens d'offrir des cadeaux à ses enfants pour Noël ; ou bien encore Sophie Tissier, au printemps 2019. Cependant, elles disparaissent relativement rapidement du paysage médiatique, voire sont reniées par le mouvement. Quoi qu'il en soit, la participation des femmes surprend et est déterminante dans l'appréciation de ce dernier : leur présence massive a renforcé sa popularité. Quelles places ont eues les femmes dans les révoltes ? Et comment les femmes ont-elles été traitées¹ ?

1. Une première version de ce texte a été publiée dans la revue *Contretemps*.eu.

LES FEMMES DANS LES MOBILISATIONS : UNE NOUVEAUTÉ ?

En réalité, la participation des femmes dans les grèves et les mouvements sociaux n'a rien de nouveau, en particulier lorsque les revendications dénoncent la vie chère. Dès le XVIII^e siècle, elles sont partie prenante des révoltes, que celles-ci soient frumentaires (prix du pain trop élevé) ou antifiscales (taxes et impôts trop élevés) : elles peuvent alors prendre le devant de la scène, exhorter les hommes à les suivre. L'historienne Arlette Farge revient ainsi sur le rôle joué par les émeutières dès le XVIII^e siècle². Elle montre qu'elles se trouvent souvent jugées par les hommes lorsqu'elles manifestent ou font grève, et ce qu'elles soient à l'initiative de la lutte ou simplement partie prenante. Au fond, cette participation des femmes aux révoltes des classes populaires constitue une transgression des normes de genre. C'est pourquoi elles peuvent être critiquées, voire discréditées, ce qui a été le cas à de nombreuses reprises dans l'histoire.

En octobre 1789, elles s'assemblent contre la cherté du pain et marchent jusqu'à Versailles pour interpellier le monarque. Elles ramènent alors à Paris « le boulanger, la boulangère et le petit mitron », qu'elles considèrent comme les garants d'une vie convenable, donc les responsables de leurs misères. Plus tard, à la « Belle Époque » – au tournant du XX^e siècle –, les femmes des classes populaires demeurent le pivot des mobilisations contre la vie chère, les conditions de travail et les bas salaires, comme le montre l'historienne Anaïs Albert. C'est le cas des « midinettes » en 1917. En effet, la consommation des ménages populaires leur incombe et l'approvisionnement du ménage constitue une part importante du travail domestique qu'elles ont à fournir³. Pendant la Première Guerre mondiale, les « petites mains » de la couture parisienne se lancent dans une grève qui fait tache d'huile. Quelques jours plus tard, ce sont les « munitionnettes » – fabricantes d'armes – qui entrent en grève pour les salaires et les conditions de travail, avec le slogan « À bas la guerre ! Vive la grève ! Rendez-nous nos maris ! ».

Ces révoltes ne sont pas simplement spontanées et spasmodiques, et à ce titre non dignes d'être entendues : leur rationalité spécifique a au contraire été mise au jour par l'historien Edward Palmer Thompson, à propos de la classe ouvrière en formation en Angleterre⁴. Outre la pauvreté, c'est le sentiment d'injustice qui est à l'origine de la mobilisation, ce que l'historien appelle l'« économie morale » : c'est parce

2. Natalie Zemon Davis et Arlette Farge (dir.), *Histoire des femmes*, t. III, *XVI^e - XVIII^e siècle*, Plon, Paris, 1991.

3. Anaïs Albert, « Les midinettes parisiennes à la Belle Époque : bon goût ou mauvais genre ? », *Histoire, économie & société*, vol. 32, n° 3, 2013, p. 61-74.

4. Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil, Paris, 1988.

C'est la hausse de trop, sur le prix du pain ou sur les taxes, qui fait basculer d'une situation d'inégalité et de pauvreté pénibles mais habituelles à une misère insupportable et révoltante.

que survient un événement vécu par les acteurs et les actrices comme la rupture d'un contrat social tacite que surgit la mobilisation⁵. C'est la hausse de trop, sur le prix du pain ou sur les taxes, qui fait basculer d'une situation d'inégalité et de pauvreté pénibles mais habituelles à une misère insupportable et révoltante. Dans les années 1970, les ouvrières en grève mettent en avant la dignité au travail. Le plus insupportable pour elles, ce n'est pas l'exploitation habituelle du capitalisme, le contrat inégal entre employeurs et employées, mais la rupture des clauses implicites de ce contrat, lorsqu'elles se trouvent humiliées, rabaissées au quotidien par les petits chefs, victimes du mépris de la hiérarchie. Au-delà des revendications salariales ou liées à l'organisation du travail, la dignité et la reconnaissance constituent donc un point essentiel de leurs luttes d'alors, où sont mises en jeu les frontières du juste et de l'injuste.

QUELLE VISIBILITÉ POUR LES MOBILISATIONS DE FEMMES ?

Pourtant, dans l'histoire des luttes mixtes et dans une période plus récente, les femmes furent souvent reléguées au rang de témoins ; l'organisation et la stratégie de la mobilisation étant principalement prises en charge par des hommes syndicalistes.

Si elles sont partie prenante des luttes et sollicitées par les médias pour rendre compte de ce qu'elles vivent au quotidien, dans l'usine par exemple, ce sont les hommes syndicalistes qui se réunissent avec la direction et négocient : elles racontent leur quotidien quand ils réfléchissent aux possibilités offertes par le conflit.

Dans toutes les mobilisations sociales de la période récente, l'implication des femmes est également forte et, pourtant, à chaque fois, elle surprend les médias.

Dans toutes les mobilisations sociales de la période récente, l'implication des femmes est également forte et, pourtant, à chaque fois, elle surprend les médias, entre autres : leur mise en mouvement apparaît toujours comme une nouveauté (qui pourtant ne l'est pas). Leur présence est alors comprise comme le signe d'une mobilisation exceptionnelle : si même les femmes s'y mettent, alors...

En réalité, ce qui mérite l'étonnement, c'est qu'on oublie constamment leur participation : leur invisibilisation rétrospective s'explique par la transgression de genre que représente leur participation à une lutte collective, car elles ne sont pas censées occuper l'espace public, ce n'est pas leur rôle.

5. Le politiste Samuel Hayat a d'ailleurs proposé une analyse du mouvement à l'aide du concept d'« économie morale » : « Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir », 5 décembre 2018.

Pourtant, elles se sont mobilisées de manière décisive depuis plusieurs années⁶, avec des grèves majoritairement féminines dans le secteur de la santé ou encore dans celui du nettoyage où elles dénoncent leurs conditions de travail. À l'automne 2017, les salariées d'Onet (entreprise de nettoyage) effectuent plusieurs dizaines de jours de grève pour dénoncer leurs conditions de travail dans les gares, tandis que celles de l'*Holiday Inn* se mobilisent contre les cadences infernales. Récemment, la grève victorieuse des femmes de ménage de l'hôtel de luxe *Park Hyatt Vendôme* a permis de rendre visibles non seulement leur travail mais également les conditions dans lesquelles il était accompli, du fait de la division sexuée mais également raciale du travail – car ce sont principalement des femmes considérées comme non blanches qui sont embauchées pour effectuer ce type de travail.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Avec les Gilets jaunes, l'implication des femmes est pour partie liée à leur prise en charge du travail domestique, un travail gratuit réalisé pour l'essentiel par les femmes (même si les ressorts de leur mouvement ne s'y réduisent pas) : c'est toujours à elles qu'il revient de joindre les deux bouts dans le cadre du ménage et de la famille. Dans un contexte qui rend impossible la réalisation de cette tâche pour nombre d'entre elles, la mobilisation permet de faire apparaître dans l'espace public ce qui restait dans la sphère privée : si beaucoup n'y parviennent plus, c'est bien que les problèmes vécus généralement comme personnels ont des causes sociales, que le privé est politique. En outre, certaines femmes impliquées dans le mouvement travaillent dans les métiers de services à la personne où les formes d'organisation et de mobilisation collectives, dans et par le travail, sont difficiles à mettre en œuvre : se mobiliser avec les Gilets jaunes, c'est faire apparaître en pleine lumière et politiser leurs difficiles conditions de travail et d'existence. C'est d'ailleurs ce dont rendent compte les premiers résultats publiés par une enquête en cours sur les Gilets jaunes⁷ : beaucoup d'entre elles sont aides-soignantes ou encore aides à domicile. Certaines, en nombre non négligeable, élèvent seules leurs enfants⁸. Et c'est également pour ce type de raisons, liées à la consommation, aux difficultés à nourrir leur famille, que les femmes se sont mises en mouvement contre la vie chère dans l'histoire. Mais d'autres raisons ont pu les y conduire dans le cadre du travail

Si beaucoup n'y parviennent plus, c'est bien que les problèmes vécus généralement comme personnels ont des causes sociales, que le privé est politique.

6. Fanny Gallot, *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, La Découverte, Paris, 2015.

7. « Gilets jaunes : une enquête pionnière sur la "révolte des revenus modestes" », *Le Monde*, 11 décembre 2018.

8. Isabelle Mourgère, « Pourquoi autant de femmes en gilets jaunes ? », *TVMonde.fr*, 7 décembre 2018.

professionnel, ce qui n'a pas forcément de lien direct avec ce qui se joue dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes.

La reconnaissance de leurs qualifications professionnelles constitue un enjeu majeur de leurs mobilisations. En effet, dans de nombreux métiers, qu'il s'agisse de l'industrie ou du service à la personne, on considère que les femmes sont « naturellement » aptes à réaliser certaines tâches et, de fait, qu'il ne s'agit pas d'une qualification. Elles sont donc, par le biais de cette naturalisation des compétences, déqualifiées et sous-payées. De nombreuses grèves de femmes proviennent en fait d'une revendication de la reconnaissance de leur qualification, comme ce fut le cas des infirmières en 1988, étudiées par la sociologue Danièle Kergoat⁹.

MOBILISATIONS FÉMININES OU FÉMINISTES ?

En janvier 2019, des « femmes Gilets jaunes » ont appelé à des manifestations spécifiquement « femmes », de façon à donner une autre image du mouvement, discrédité dans les médias du fait de sa « violence », selon elles. Sans élaborer de revendications particulières – à l'exception de quelques groupes mettant en avant le fait que les femmes se trouvent en première ligne, qu'elles sont précarisées et discriminées –, ces manifestations ont finalement relayé celles du mouvement dans son ensemble, en insistant sur le fait qu'elles ne sont pas féministes.

Cette question n'est pas nouvelle. Dans *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Margaret Maruani rend compte de quatre conflits du travail impliquant des femmes dans les années 1970, dont LIP, et pose la question de ce qu'elle appelle un « féminisme ouvrier », pour parler des femmes qui se réunissent dans des groupes femmes – ces groupes de parole et d'action qui ont constitué la base du mouvement féministe des années 1970 –, sans nécessairement se revendiquer comme féministes. Au fond, il est difficile d'accoler l'étiquette féministe à des femmes qui la refusent. Cependant, en réalité, il est également difficile d'établir là où s'arrête le féminin et là où commence le féminisme. Souvent, des femmes refusent de se dire féministes car elles considèrent que le féminisme est anti-homme ou bourgeois, comme l'ont longtemps mis en avant les organisations du mouvement ouvrier, qui considéraient que le féminisme divise la classe ouvrière. D'autres femmes de milieu populaire associent les féministes à des femmes brûlant leur soutie-gorge ou encore promouvant la guerre des sexes qu'elles refusent.

9. Danièle Kergoat, *Se battre, disent-elles...*, La Dispute, Paris, 2012.

Pourtant, dans les années 1970, sous la pression du féminisme dit de la deuxième vague et qui se massifiait, des ouvrières ont repris à leur compte certaines revendications féministes, telles que la dénonciation de la double journée de travail, voire la surexploitation dont elles étaient victimes en tant que femmes. En outre, les relations qu'elles ont forgées, entre elles, dans les ateliers, leur ont permis de mettre à distance certaines situations relevant du privé, ce qui a favorisé incontestablement la constitution de collectifs soudés lors des mobilisations.

MORALE DE L'HISTOIRE

Ce qui change peut-être dans la publicisation du mouvement des Gilets jaunes, c'est que l'invisibilité des femmes est partiellement rendue visible et débattue, même si cela reste tendanciel, car certaines soirées, sur BFMTV, par exemple, donnent davantage la parole à des hommes. En outre, tandis que le mouvement se structure, les revendications d'égalité entre les femmes et les hommes émergent et sont publicisées.

Cette présence pérenne est sans doute à mettre en relation avec le gain de légitimité de la parole des femmes ces derniers mois. Avec la séquence féministe qui se déploie à l'échelle mondiale, de la grève du 8 mars en Espagne aux mobilisations pour le droit à l'avortement en Argentine, de #MeToo aux États-Unis à la manifestation du 24 novembre en France : une nouvelle vague féministe est en cours. Elle favorise la prise de parole des femmes dans l'espace médiatique. Si la mise en place de porte-parole des Gilets jaunes a été symptomatique de la tendance à voir disparaître les femmes – elles étaient deux sur les huit porte-parole –, l'originalité du mouvement a néanmoins été de ne pas avoir une direction où les hommes pouvaient monopoliser l'attention.

À LIRE

Michelle Zancarini-Fournel, *Les Lutttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Zones, Paris, 2016

À VOIR

Denis Gheerbrant, *On a grévé*, 2014

UNE PHILOSOPHIE DU MÉPRIS

Bernard Pudal

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 544 à 552

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-544.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UNE PHILOSOPHIE DU MÉPRIS

par BERNARD PUDAL (politiste, université Paris-Ouest-Nanterre)

« Peuple, “bête chose”. »
Gustave Flaubert

Il faut revenir sur les façons dont ont été reçues, par les « élites », les paroles et colères populaires émises lors du mouvement des Gilets Jaunes. Car, à cette occasion, s'est manifesté sans retenue ce « racisme de classe », si couramment à l'œuvre dans les classes supérieures, entre « gens comme il faut », à l'endroit de « ceux qui n'en sont pas », et de leurs « mauvaises manières », de leurs « mauvais goûts » et de leurs « prétentions »¹.

« CEUX QUI NE SONT RIEN »

« Je vous *hais* compris », l'un des slogans écrits au feutre sur de nombreux gilets jaunes, dit sans doute mieux que de longs discours l'exaspération et la colère que suscitent Emmanuel Macron et, plus généralement, les « représentants », quels qu'ils soient. Ce slogan condense en une formule choc le rejet d'Emmanuel Macron et la célèbre formule de de Gaulle, modèle du double langage des hommes politiques. Au-delà des revendications sociales et fiscales multiples des Gilets jaunes, s'il est une constante, c'est leur conviction que les « élites » méconnaissent la réalité de leurs conditions d'existence, de leur mode de vie et, de surcroît, les méprisent. Tous les témoignages le confirment, on ne cesse sur les ronds-points de rappeler les « petites phrases » par lesquelles Emmanuel Macron a progressivement explicité sa vision du « peuple » français : « Sur les dossiers que j'ai, il y a la société Gad. Vous savez, cet abattoir. Il y a dans cette société une majorité de femmes. Il y en a qui sont, pour beaucoup, illettrées. [...] Ces

1. Une version plus courte de ce texte a été publiée dans *Le Monde diplomatique* de mars 2019.

gens-là n'ont pas le permis de conduire. On va leur dire quoi ? » ; « Les Françaises et les Français détestent les réformes, c'est un peuple qui déteste cela » ; « On met un pognon de dingue dans les minima sociaux, les gens, ils restent quand même pauvres, on n'en sort pas » ; « On met trop de pognon, on déresponsabilise et on est dans le curatif » ; « Certains, au lieu de foutre le bordel, feraient mieux d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas, parce qu'il y en a qui ont les qualifications pour le faire, et ce n'est pas loin de chez eux » ; « Je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes » ; « Une gare, c'est un lieu où l'on croise les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien » ; « La seule chose que vous n'avez pas le droit de faire, c'est de se plaindre, aurait dit de Gaulle... Eh bien, je trouve que c'est une bonne pratique qu'avait le Général » ; « La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler » ; « Il suffit de traverser la rue pour trouver un travail »...

À la sempiternelle question – qu'est-ce que le peuple ? –, Emmanuel Macron apporte une réponse sans ambiguïté. Le peuple, c'est ceux qu'il faut éduquer, voire rééduquer, ceux qui sont réfractaires, qu'il faut guider, ceux qui se plaignent au lieu de se prendre en main et de se responsabiliser, ceux parmi lesquels on dénombre des fainéants et des fraudeurs plus qu'on ne saurait le tolérer..., ceux qui, trop souvent, « ne sont rien ».

On ne saurait trop le remercier d'avoir si naïvement, au fil de ses propos souvent improvisés, exprimé si crûment sa philosophie sociale, celle du monde auquel il appartient, celle du monde qui l'a formé, une philosophie sociale habituellement euphémisée ou soigneusement réservée aux arènes de l'entre-soi de ceux qui nous gouvernent et, plus généralement, de tous ceux qui, par leur histoire sociale et leur position sociale, sont symboliquement *séparés* des mondes populaires. C'est cette même vision, par exemple, que retrouve Cédric Lomba dans son étude sur les restructurations des usines Cockerill soumises pendant plus de trente ans à de successifs plans sociaux, où s'opposent les cadres managers et les ingénieurs aux ouvriers qu'ils ont pour mission de diriger, d'envoyer en préretraite ou de déplacer suivant les conjonctures d'emploi, de réemploi et de fermetures de sites : « Dans l'ensemble, c'est un jugement critique qui est porté sur un groupe social qu'ils connaissent mal, voire qu'ils méprisent. Dans leurs réunions ou à l'occasion des repas, les cadres évoquent régulièrement à la fois l'archaïsme des ouvriers, leur intransigeance, les arrêts de travail pour des brouilles, leur agressivité face aux restructurations, mais aussi leur immaturité et leur immoralité lorsqu'ils “gueulent”, menacent, se

garent à l'emporte-pièce ou ne respectent pas les mesures de sécurité. Ils condamnent des pratiques comme le vol (notamment de l'électroménager dans les réfectoires ou du matériel), les blagues puériles (graisser des poignées de porte, remplir les casques d'eau), la saleté (dans les toilettes et les cabines), la débauche morale (l'affichage de photos érotiques dans les cabines et la lecture de revues pornographiques dans les réfectoires) et l'imprévoyance (la proportion élevée d'ouvriers qui ont une retenue sur salaire²). » Ces cadres « aux grandes dents », comme le dit un ouvrier, ont tout intérêt à avoir cette vision uniquement négative des ouvriers comme groupe social, interdisant ainsi le trouble qui pourrait résulter d'une compréhension plus réaliste. Tout désir de comprendre minerait leur croyance en la légitimité de leur participation active aux restructurations industrielles. Le mépris et la méprise conditionnent ainsi l'aveuglement socialement nécessaire à leur mission.

C'est cette conception du peuple, qui n'est jamais rien d'autre qu'un ensemble de préjugés, associés à un banal darwinisme social, lui-même habillé d'un vernis économique scientiste néolibéral, qui sous-tend les politiques publiques mises en œuvre, et leur brutalité. Et c'est cette philosophie du mépris que récusent les Gilets jaunes :

« On se bat pour nos jeunes, pour les retraités, pour nos salaires. On nous traite de beaufs, d'illettrés, de sans-dents, on veut du respect, de la moralité et de l'écoute³. »

« “Tout est basé en France sur le fait que, si t'as pas fait d'études, t'es un con, s'indigne Cédric, qui n'a pas fait de vieux os sur les bancs de l'école. Alors que les mecs, au gouvernement, depuis qu'ils ont dix-huit ans, on leur dit qu'ils sont l'élite... Ils y croient !” s'énervait-il. “C'est pas parce qu'on a pas fait l'ENA qu'on est incapable de se renseigner. Le peuple, en bas, il sait réfléchir. C'est ça qui les a surpris peut-être”, ajoute Sandra, qui, après son CAP vente, a longtemps travaillé dans une boîte d'assurance⁴. »

« Yohann vient d'arriver. “Moi, je vais monter à Paris. Il faut les attaquer intra-muros : aller marcher sur les bobos. [...] Les gens de la métropole qui nous qualifient de sauvages, qui nous méprisent parce qu'on ne pense pas et qu'on ne vit pas comme eux [...]. Oui, je me suis durci. J'ai une haine, ça me bouffe, ça me réveille la nuit. Je me retiens depuis si longtemps⁵.” »

2. Cédric Lomba, *La Restructuration permanente de la condition ouvrière*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018, p. 111.

3. Propos rapportés par : François Bonnet, « Dans l'Eure, le réservoir de la colère explose », Mediapart, 23 novembre 2018.

4. Propos rapportés par : Lucie Delaporte, « Pour Cédric et Sandra, couple au gilet jaune : “On est arrivés au bout du système” », Mediapart, 11 décembre 2018.

5. Propos rapportés par : Florence Aubenas, « Gilets jaunes : la révolte des ronds-points », *Le Monde*, 15 décembre 2018.

MANQUE DE MÉTIER POLITIQUE

Qu'Emmanuel Macron puisse cristalliser sur sa personne tant de ressentiment, cela tient sans doute pour partie à la faiblesse de son capital politique propre. Élu grâce à une configuration proprement accidentelle (deux présidentiables, François Hollande et François Fillon, pour des raisons différentes, dans l'incapacité de l'emporter ; un Front national au second tour, qui condamne de nombreux électeurs à un vote Macron par défaut ; un abstentionnisme massif – 10,5 millions d'abstentionnistes au premier tour des présidentielles, 24,5 millions au premier tour des législatives), c'est un homme politique sans métier politique qui a accédé au pouvoir. Avoir du métier politique, c'est au moins tenter d'« encadrer » par une rhétorique plus ou moins efficace les humiliations sociales qu'on inflige, feindre de compatir à la détresse des plus pauvres, aux difficultés que rencontrent beaucoup, promettre de mettre fin aux « fractures sociales », comme le fit Jacques Chirac, ou épouser le point de vue de ceux qui « ne comptent que sur eux-mêmes », si nombreux dans les classes populaires dont c'est souvent le « point d'honneur », en s'engageant à soutenir leurs efforts, comme Sarkozy le fit en défiscalisant les heures supplémentaires et en ne cessant de louer ceux qui « se lèvent tôt ». Dans son discours du 10 décembre 2018, après avoir listé les différentes facettes du malheur du pays, Emmanuel Macron consent à faire, du bout des lèvres, son *mea culpa*, et tente, mais un peu tard, d'apprendre le métier : « Il a pu m'arriver de vous donner le sentiment que ce n'était pas mon souci, que j'avais d'autres priorités. Je sais aussi qu'il m'est arrivé de blesser certains d'entre vous par mes propos. »

Ce déficit de métier politique caractérise aussi nombre de députés de La République En Marche! (LREM). Comme le souligne Christophe Le Digol, sur les 521 candidats LREM aux législatives de 2017, 281 n'ont jamais exercé de mandat électif et n'ont pour tout viatique qu'un capital social ne les prédisposant guère à *comprendre* les Gilets jaunes (CSP +, chefs d'entreprise, activités de conseil⁶). Les discussions entre Gilets jaunes témoignent de leur vive perception de cette morgue sociale, et l'actuelle situation de crise aura eu l'intérêt d'en apporter bien des preuves, de la députée LREM Élise Fajgeles, qui n'a aucune idée, même approximative, du montant du salaire minimum (CNews, 3 décembre 2018), à cette autre députée qui affirme qu'on ne peut à la fois avoir la chance de vivre dans « un incroyable beau paysage et vouloir de surcroît un hôpital, une pharmacie⁷ ». « Vous avez la campagne », ne venez pas vous plaindre. Ce qui est habituellement

6. Christophe Le Digol, *Gauche-droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique*, Le Bord de l'eau, Paris, 2018.

7. « Le moment Meurice », France Inter, 3 décembre 2018.

réservé à l'entre-soi partisan ou des cabinets s'expose sans fard. Sans métier, ils disent ce qu'ils *pensent*.

Il ne serait évidemment pas difficile de démontrer que cette conception du « peuple » ne présente aucune originalité, elle est même inhérente à la pensée conservatrice. Des « classes dangereuses » aux « foules déchaînées », des « mauvais pauvres » aux « racailles », des « déclassés » aux « cassos », la conceptualisation du mépris des classes populaires a une longue histoire. Mais si elle légitime aux yeux des managers, et de bien d'autres, leurs entreprises multiples de rééducation et d'encadrement, elle n'est pas sans effets pervers. Elle leur interdit notamment de comprendre les rationalités qui sont au principe des modes de vie populaires. C'est d'ailleurs l'insensibilité à la place qu'occupe la voiture dans la vie de fractions entières des classes populaires, insensibilité fondée sur une double incompétence, politique et sociale, qui a été sanctionnée. En réduisant par toute une série de mesures ciblées sur l'automobile (multiplication des radars, vitesse limitée à 80 kilomètres/heure, augmentation du prix des carburants, taxe dite écologique sur les carburants, contrôle technique plus coûteux et plus sévère, déclassement du diesel) les libertés de se déplacer, c'est toute une économie matérielle, de loisirs et de sociabilités, particulièrement dans les mondes dits ruraux, qui a été inconsciemment bouleversée. Prises par un président suffisant et interprétées par ceux qui étaient touchés comme un déni supplémentaire de leur être social, elles ont été le détonateur du mouvement des Gilets jaunes, libérant une colère jusqu'alors contenue ou peu visible, qui s'actualise et se cristallise sur le rejet, la démission exigée de Macron.

LA PHILOSOPHIE SOCIALE DE MACRON, SES RÉPLIQUES ET SES INFLEXIONS

Les « petites phrases » de Macron n'auraient sans doute pas rencontré un aussi grand écho si elles ne s'inscrivaient parmi la longue liste des interactions dans lesquelles nombreux sont ceux qui subissent cette violence symbolique, et ses différentes modulations, cyniques, assumées ou plus ou moins misérabilistes, voire généreuses. Tout groupe social érige des frontières symboliques et, dans un même mouvement, valorise les qualités dont il s'estime dépositaire, évalue à cette aune les comportements des groupes dont il cherche à se différencier, en haut ou en bas, et interprète le regard que ces derniers portent sur lui. Dans ce

jeu complexe, l'ensemble des groupes sociaux se mobilisent selon des lignes de fracture multiples. De ce point de vue, les classes populaires au sens large bénéficient d'un traitement privilégié et convergeant de tous ceux qui les prennent pour « objet », à l'école, au travail, sur leurs lieux d'habitation, dans leurs loisirs, dans la vie sociale la plus ordinaire. À défaut de pouvoir en décrire toutes les manifestations, et d'en décliner ici les différents domaines d'application, en invitant chacun à une sorte d'examen de conscience, on ne retiendra ici que quelques exemples afin de suggérer à quel point cette réduction de l'autre populaire au statut de *mauvais objet* structure l'ensemble de notre vie sociale.

LES EFFETS SYMBOLIQUES DIFFÉRÉS DU SYSTÈME SCOLAIRE

Pierre Bourdieu n'a cessé de rappeler, notamment lorsqu'il est question de comprendre les rapports au politique, la nécessité de s'interroger sur les effets symboliques de notre système scolaire. Au lieu de disserter sur de soi-disant fractures culturelles opposant les diplômés aux non-diplômés, les travailleurs manuels aux non-manuels, autrement dit ceux qui seraient « fermés » à ceux qui seraient « ouverts », ceux qui auraient un « esprit critique » à ceux qui en seraient « dépourvus », prendre en compte ce que provoque cette époque de « scolarisation totale⁸ », dans un système scolaire non seulement inégalitaire mais aussi et surtout voué au maintien de l'ordre social, demeure un préalable. Le monde de l'école n'épargne pas aujourd'hui, quelque effort que puissent faire des enseignants, les enfants des classes populaires, sommés de se soumettre à l'ordre des légitimités culturelles et renvoyés, à défaut, à leur « misère » morale et culturelle. L'une des dimensions de la généralisation de l'enseignement secondaire et supérieur, un processus historique de longue durée qui s'est considérablement accéléré depuis les années 1980, n'est autre que l'apprentissage par beaucoup de leur indignité, comme le soulignait sans ambages Pierre Bergounioux, écrivain de gauche et professeur de collège : « Au lieu des avantages escomptés, ils [les élèves] en ont retiré d'assez médiocres profits, et le sentiment d'indignité qui en est la modalité subjective. L'expérience est héréditaire. Quiconque passe en sixième, à onze ans, sans être familiarisé avec les valeurs et les usages de l'école, est condamné à s'entendre notifier chaque jour, plusieurs fois par jour, son insuffisance, sa médiocrité⁹. »

8. Joanie Cayouette-Remblière, *L'École qui classe. 530 élèves du primaire au bac*, Presses universitaires de France, Paris, 2016.

9. Pierre Bergounioux, *École : mission accomplie*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2006, p. 62.

On ne mesure vraisemblablement pas à quel point l'« échec scolaire » (et il accompagne désormais, d'élimination différée ou masquée en relégations échelonnées, l'ensemble du parcours scolaire) peut « humilier ». On ne s'étonnera pas que ce soit dans un centre de formation de travailleurs sociaux délibérément tourné dans son recrutement vers les « ratés » scolaires que le directeur puisse faire fond explicitement sur cette réalité émotionnelle, en s'adressant aux formateurs en ces termes : « Le passage d'une école, où nos élèves se sont sentis méprisés, ridiculisés, maltraités, exclus, dans une autre ne saurait se faire sans heurts, sans crainte, sans angoisse, sans peur, sans colère, sans révolte et, bien sûr, sans réactiver des souvenirs que pour certains ils auraient voulu "enfouis à tout jamais". Quel être humain pourrait ne pas être à vie traumatisé à l'issue d'un tel traitement subi durant une dizaine d'années d'enfance et d'adolescence ? Aussi, et compte tenu des critères de recrutement qui sont les nôtres, sommes-nous et serons-nous appelés à un accompagnement adapté... Il nous faut absolument, nous formateurs, le savoir, l'accepter, le comprendre, y faire face, et ne pas nous montrer trop étonnés que certains de nos élèves "pètent les plombs". Il m'est souvent arrivé intimement de les féliciter d'être finalement si peu nombreux à dérailler¹⁰ »...

Certes, l'école ne se réduit pas à cet apprentissage-là, mais, si l'on y est attentif, on ne saurait trop en repérer maintes manifestations, dans certains des parcours des jeunes radicalisés, par exemple, comme l'ont récemment documenté Laurent Bonelli et Fabien Carrié¹¹, ou dans le sentiment largement partagé par les lycéens des filières professionnelles de n'être là que par défaut, ce dont ils ont une conscience malheureuse, comme l'illustre cet extrait d'entretien : « Et toi, t'as l'impression qu'on te le fait ressentir que t'es à Perdiguier, et que c'est censé être un lycée de "cassos" ? – Bah oui, tout le temps. À Perdiguier, t'as presque honte de le dire. [...] Tu vois moi j'm'en fous, celui qui m'dit "t'es un cassos", j'le plie en deux ou j'le remets en place normalement. Mais bon, voilà, dans l'esprit des gens, tu leur dis Perdiguier, c'est : "cassos". [...] Pour eux, c'est que t'es un raté, t'as plus de vie, c'est les mecs qui veulent plus aller à l'école, qui sont un peu dérangés, qu'ont besoin de soin. C'est les gens qui dans la société n'auraient pas à être là¹². »

Ce déni peut s'insinuer dans les situations les plus quotidiennes. Chombart de Lauwe, dès les années 1960, avait de manière prémonitoire interrogé des ouvriers hautement qualifiés qu'on venait de licencier. Ils avaient le sentiment qu'ils ne comptaient pour rien. L'un d'eux avait noté que sa belle-mère, alors qu'elle était fière de l'un de ses gendres, « dessinateur industriel », le présentait à ses connaissances comme

10. Jacky Besson, directeur du centre de formation d'éducateurs de Grigny, 2017.

11. Laurent Bonelli et Fabien Carrié, *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes jihadistes français*, Paris, Le Seuil, 2018.

12. Ugo Palheta, « T'as toujours cette image-là qui te retombe sur le dos », *Savoir/Agir*, n° 12, 2010.

« tourneur et *quelque chose* ». Ce tourneur-fraiseur était convaincu qu'à La Poste, quand on s'adressait à lui, on ne « le regardait pas »... L'une des dimensions des cultures populaires n'est autre que cette pensée indiciaire qui interprète sans cesse les mille signes, détails ou anecdotes, propos ou attitudes corporelles par où, comme dans la situation coloniale, l'« individualité » vous est refusée. Or notre vie sociale multiplie les situations où sont en interaction symboliquement inégalitaire les classes populaires avec d'autres groupes sociaux, que ce soit à Pôle Emploi, dans les administrations, dans la gestion de plus en plus encadrée réglementairement de la vie communale, dans leurs rapports comme parents aux enseignants, dans leurs relations conflictuelles avec tous ceux qui leur signifient leur dégoût de leurs pratiques, culturelles ou de loisirs, dans les relations de service qui caractérisent désormais tant d'emplois.

LES POLITISATIONS DU « DÉNI »

Cette structure symbolique est évidemment inhérente à l'ordre social. Elle s'est considérablement accentuée et transformée depuis un demi-siècle, au fur et à mesure de la généralisation, inachevée, chaotique et ségrégationniste, de l'enseignement secondaire et supérieur, et de la croyance de plus en plus partagée en la *disparition* physique et symbolique des classes populaires, alors que celles-ci représentent plus de la moitié de la population... Le champ politique, dans toutes ses composantes, s'est lui-même durant cette période de plus en plus structuré sur ce déni, au point que seuls les membres des classes supérieures et des classes moyennes intellectuelles, et leurs intérêts, même contradictoires, y sont désormais représentés, reléguant les classes populaires à l'inexistant, s'accommodant fort bien de leur abstentionnisme (pas seulement électoral), revendiquant même cette orientation, comme dans le rapport de Terra Nova en 2011 qui proposait à la gauche socialiste de faire le deuil de son « peuple » et de se recentrer sur les « valeurs » et les « libertés » de toutes sortes de ses groupes soutiens¹³. Le Parti communiste français (PCF) qui, longtemps durant, était parvenu à dignifier les classes populaires, notamment « la » classe ouvrière, pris dans l'impasse de son histoire stalinienne, ne parvient plus à jouer ce rôle. Prises en étau entre une pensée conservatrice fidèle à sa tradition et une gauche divisée se refermant elle-même sur ses frontières symboliques, les classes populaires, à une époque où tous les « intellectuels relais » (prêtres, instituteurs et militants ouvriers), bons connaisseurs des classes populaires et qui vivaient à leur contact, ont disparu ou ne jouent plus ce rôle, ne savent plus à quel saint se vouer.

13. Olivier Ferrand, Romain Prudent et Bruno Jeanbart, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », Fondation Terra Nova, Paris, 10 mai 2011.

L'évolution du système d'enseignement, et tout ce qu'elle charrie en matière d'emplois et de restructuration sociale, sous-tend l'éloignement des groupes dont l'alliance est pourtant nécessaire pour contrer la droite et l'extrême droite fascistoïde. Cette dernière est en embuscade. Elle tente démagogiquement de s'engouffrer sur ce créneau et feint d'épouser le ressentiment de ceux qui sont victimes de ce harcèlement symbolique. L'immigré n'est pas le seul ennemi qu'elle offre en pâture au ressentiment. Les enseignants, les « bobos », les « élites » (le mot présente l'intérêt d'être à géométrie variable), les « écolos », les militants syndicalistes, tous ceux qui participent, y compris dans les classes populaires, bien plus composites qu'on le croit de ce point de vue, de conceptions légitimes de la culture sont autant d'ennemis qu'elle cible à travers ses différentes mobilisations. La haine de l'école atteint des sommets dans l'autobiographie de Jean-Marie Le Pen : « Après avoir élevé l'âge et le niveau des scolarités obligatoires, on prétend enseigner les handicapés profonds, les aliénés, les immigrés, les malades, les détenus, les étrangers chez nous, chez eux, avant leur métier, pendant leur vie, après leur retraite. Ce rêve fou d'hégémonie scolaire est le fruit paradoxal de la "révolution" de Mai-68, qui vouait la fonction enseignante au nettoyage des W.-C. La Salope n'est pas crevée, tel un moloch femelle qui se renforce des armes tournées contre elles. L'Alma Mater affermit la Dictature des pions¹⁴. »

14. Jean-Marie Le Pen, *Mémoires. Fils de la nation*, Muller Éditions, Paris, 2018, p. 379.

15. Ce que tente de faire par exemple Arlie Hochschild, « Anatomie d'une colère de droite (Pourquoi Donald Trump a séduit l'électorat populaire) », *Le Monde diplomatique*, août 2018.

16. Pour une synthèse de ces travaux, voir : Yasmine Siblot et al., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, coll. « U Sociologie », 2015.

17. Voir : Lorenzo Barrault-Stella et Bernard Pudal, « Représenter les classes populaires ? », *Savoir/Agir*, n° 34, décembre 2015.

MORALE DE L'HISTOIRE

S'il est nécessaire de s'opposer au harcèlement symbolique dont sont victimes les classes populaires en se donnant pour règle de tenter de comprendre les rationalités qui sont au principe de leurs visions de monde¹⁵ et de leurs pratiques, il ne s'agit nullement d'inventer un « peuple » idéal qui n'existe tout simplement pas. Les classes populaires, comme tant de travaux récents¹⁶ l'ont amplement démontré, sont en pleine reconfiguration et ne constituent nullement un bloc homogène. Néanmoins, aujourd'hui comme hier, c'est du travail politique de représentation¹⁷ que résulteront les rapports de force au sein desquels elles inscriront leur devenir, pour le pire ou le meilleur.

À LIRE

Pierre Bourdieu, « Le racisme de l'intelligence », in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Paris, 1984

NOUS SOMMES EN GUERRE, OU PAS ?

Mathias Delori

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 553 à 564

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-553.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DÉSORDRES

INTERNATIONAUX

NOUS SOMMES EN GUERRE, OU PAS ?

L'UNION EUROPÉENNE FAIT-ELLE LE BONHEUR ?

QUI DOMINE L'ORDRE INTERNATIONAL ?

LES MULTINATIONALES : PUISSANCES
ET DÉGÂTS

ALORS, HEUREUSE, LA MONDIALISATION ?

LES HÉGÉMONIES DANS LE SYSTÈME
CAPITALISTE MODERNE

RUSSIE : UN AUTORITARISME OLIGARCHIQUE

QUE RESTE-T-IL DE LA FRANÇAIFRIQUE ?

LE TRAVAIL FORCÉ DANS L'EMPIRE FRANÇAIS,
UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ?

VERS UNE HYPER-BOURGEOISIE MONDIALISÉE ?

NOUS SOMMES EN GUERRE, OU PAS ?

par MATHIAS DELORI

(politiste, CNRS, Centre Émile-Durkheim, Sciences Po-Bordeaux)

Remerciements à Manuela Enrique-Girardin

(professeure de sciences économiques et sociales)

« Une jeune kamikaze s'est fait exploser sur son vélomoteur, à quelques mètres d'un point de contrôle tenu par les Maliens, à l'entrée nord de la ville, sur la route de Bourem, le check-point Nord. La charge explosive a tué la terroriste et blessé légèrement un soldat [...]. Cette première attaque me fait dire que la guerre asymétrique, celle des coups bas, vient de commencer ».

Général Barrera, *Opération Serval*.

Notes de guerre – Mali 2013, 2015

« La brutalité d'une armée étatique et celle d'un groupe terroriste ont beaucoup en commun. [...] Même si les armées étatiques sont formellement assujetties à la loi humanitaire, cette dernière ne constitue visiblement pas un obstacle à la cruauté délibérée. »

Talal Asad, *On Suicide Bombing*, 2007

Le 19 juillet 2016, des avions de la coalition internationale contre l'organisation « État islamique », coalition à laquelle la France participe, ont bombardé le village de Tokhar, dans le nord de la Syrie. D'après l'organisation non gouvernementale (ONG) Airwars, ce bombardement a fait au moins 78 morts civils. Cet événement n'est qu'un morceau minuscule d'un puzzle plus vaste. Depuis le début des années 2000, la France est intervenue militairement dans de nombreux pays pour défendre ses intérêts économiques, combattre le « terrorisme », ou pour des raisons humanitaires. Ces interventions sont rarement appelées « guerres ». On entend plus souvent parler d'« opération extérieure » ou d'« intervention à l'étranger ». Le mot « guerre » semble tabou. En outre, la plupart des Français n'ont pas l'impression d'être en guerre. Alors, nous sommes en guerre, ou pas ?

NOS GUERRES ACTUELLES N'ONT PAS ÉTÉ DÉCLARÉES OFFICIELLEMENT, MAIS CE SONT DES GUERRES

Pour nos aïeux des années 1914-1918, la question « Nous sommes en guerre, ou pas ? » aurait paru curieuse. Le 4 août 1914, tous les Français et tous les Allemands ont compris qu'une guerre débutait. Une phrase se trouvait en une de tous les journaux : « L'Allemagne déclare la guerre à la France. » Quatre années plus tard, les Français et les Allemands ont compris que la guerre était terminée quand les autorités des deux pays ont signé l'armistice du 11 novembre 1918. Si celui-ci n'a pas mis un terme aux souffrances, il a ouvert la voie au traité de Versailles qui a mis fin à l'« état de guerre » officiel entre les deux pays. En France, des parades militaires et des célébrations ont fêté la victoire et la fin de la guerre.

Aujourd'hui, la France n'est officiellement en « état de guerre » contre personne. L'article 35 de la Constitution de la V^e République prévoit que « la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ». Or cet article n'a jamais été activé. Au contraire, il a été révisé en 2008 pour offrir un cadre juridique aux guerres non déclarées, appelées dans ce nouvel article « interventions des forces armées à l'étranger ». On peut aller plus loin et remarquer que la France n'a plus « officiellement » été en état de guerre depuis... la Seconde Guerre mondiale ! C'est également vrai pour tous les pays occidentaux.

Cela ne signifie pas que la France n'est pas en guerre. Les spécialistes qualifient généralement de guerre les usages de la force en dehors des frontières. Sur la base de cette définition, la France est aujourd'hui en guerre au Sahel contre des groupes « terroristes », et contre l'organisation « État islamique » en Irak et en Syrie. La France a aussi fait la guerre en Afghanistan, de 2001 à 2012, en Libye, en 2011, ou encore au Mali, en 2013. Depuis 2000, elle est aussi intervenue militairement, quoique de manière plus ponctuelle ou moins intense, au Tchad, en Côte d'Ivoire et en République centrafricaine.

En réalité, les déclarations de guerre sont l'exception plutôt que la règle au regard de l'histoire longue. Par exemple, la France a utilisé la force pour constituer, puis préserver son empire colonial, sans jamais déclarer la guerre. Au-delà de la question juridique de la « déclaration », le terme « guerre » a souvent été réservé aux conflits entre les États. Au cours des années 1920-1930, par exemple, le Royaume-Uni et la France

ont utilisé l'arme aérienne pour mater les révoltes anticoloniales dans certaines colonies ou certains « mandats », notamment au Maroc et en Syrie, en ce qui concerne la France¹. La plupart du temps, on ne parlait pas de guerre mais d'« **intervention d'humanité** » ou de « contrôle aérien ». La terminologie n'est pas très différente aujourd'hui.

NOS GUERRES NON DÉCLARÉES SONT SOUVENT LES MOINS « PROPRES »

En théorie, les principes fondamentaux du droit de la guerre s'appliquent à tous les types de guerre. En pratique, cependant, la mise en œuvre de ces principes s'est toujours avérée moins scrupuleuse dans le cas des guerres non déclarées et/ou contre les groupes dits « non étatiques² ». Au cours des guerres coloniales, le sort des civils ou des « non-combattants » était souvent semblable à celui des combattants, soit parce qu'on pratiquait la purification ethnique, soit en raison du principe de culpabilité collective dont étaient frappées les « tribus criminelles ». Même si ces pratiques ont été officiellement abolies dans la plupart des colonies au début du xx^e siècle, elles ont perduré en pratique. Cela a été le cas, notamment, à l'époque des bombardements dans les colonies évoquées plus haut. Officiellement, ces bombardements ne visaient que les « brigands » et les « rebelles ». Cependant, l'imprécision des frappes conduisait, en fait, à détruire des villages entiers, voire des villes, comme dans le cas du bombardement de Damas par les avions et l'artillerie française en octobre 1925.

Lors des guerres entre États européens ou entre grandes puissances, en revanche, la distinction entre combattants et non-combattants a été observée de manière plus nette, à l'exception notable de la Seconde Guerre mondiale.

De nos jours, les armées occidentales se disent plus respectueuses de l'éthique et du droit de la guerre, y compris pour les guerres non

1. Thomas Hippler, *Le Gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2014.

2. Les guillemets se justifient par le fait que des groupes considérés comme « non étatiques » par la communauté internationale se considèrent eux-mêmes comme des États. C'était souvent le cas à l'époque des guerres coloniales. C'est encore le cas, aujourd'hui, avec l'organisation « État islamique ».

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Intervention d'humanité : à l'époque coloniale, on appelait « intervention d'humanité » ce qu'on appelle, aujourd'hui, « intervention » ou « guerre humanitaire ».

Violence libérale : désigne les actions guerrières perpétrées de manière

conforme au droit de la guerre ou au nom du libéralisme politique. Ces actions sont à la fois libérales dans leur intention et violentes dans leur matérialisation. Cela génère une différence de perception entre les auteurs de cette violence et ses victimes. Cette différence de

déclarées. Pour le général Benoît Royal, par exemple, on assisterait à « une évolution inexorable dans l'emploi de la force au cours de l'histoire, qui doit conduire *in fine* à une préservation maximale de l'homme dans l'exercice de la coercition ». Selon lui, « les nations les plus anciennes, et tout particulièrement la France, [seraient] les leaders dans ce domaine³ ». Une variante de ce discours stipule que les soldats occidentaux ont d'autant plus de mérite de respecter le droit de la guerre qu'ils combattent des « adversaire[s] impitoyable[s], qui ne respecte[nt] aucune convention internationale⁴ ».

Ce discours n'est pas qu'un discours de communication. De nos jours, les forces armées occidentales utilisent souvent des munitions dotées de systèmes de guidage. Ces technologies permettent de viser de manière relativement précise les combattants et de maîtriser le nombre de victimes civiles. Cependant, le pouvoir de destruction des armes que les militaires occidentaux manipulent est important, bien plus que les kalachnikovs et autres « engins explosifs improvisés » de leurs adversaires. Il en résulte une sorte de paradoxe : même quand les soldats occidentaux respectent le droit de la guerre, ils tuent un nombre relativement important de civils.

On peut illustrer ce fait en prenant l'exemple des bombardements de la coalition « internationale » contre l'organisation « État islamique » en Irak et en Syrie. D'après l'ONG Airwars, les avions états-uniens, britanniques et français ont effectué 34 334 frappes en Irak et en Syrie entre 2014 et 2019. Selon cette source, ces bombes auraient causé la mort de 12 624 civils⁵. Ces nombres enseignent deux choses. Premièrement, ils révèlent que chaque frappe prise individuellement fait relativement peu de morts civils (moins de 0,3 mort en moyenne). Cela prouve que les pilotes et les opérateurs de drones respectent, d'une manière générale, le principe de discrimination entre combattants et non-combattants. Mais, deuxièmement, les bombardements dans leur ensemble tuent énormément de civils : 12 624 tués, ce n'est pas rien ! Les chercheurs en sciences sociales rendent compte de ce phénomène en parlant de « **violence libérale** ».

perception s'inscrit dans le langage. Pour les militaires qui respectent le droit de la guerre, les civils tués sont des « dégâts collatéraux ». Pour les familles des victimes, cette expression apparaît trop déshumanisante.

3. Benoît Royal, *L'Éthique du soldat français. La conviction d'humanité*, Economica, Paris, 2011.

4. Général Barrera, *Opération Serval. Notes de guerre – Mali 2013*, Le Seuil, Paris, 2015, p. 10.

5. Airwars donne plusieurs estimations. Celle-ci correspond aux cas mentionnés par deux sources « crédibles indépendantes ». Voir : <https://airwars.org/conflict/coalition-in-iraq-and-syria/> (consulté le 4 mai 2019).

Ajoutons que les militaires occidentaux contemporains sont aussi parfois auteurs de violences non conformes au droit de la guerre. Outre les exactions isolées, le cas le plus documenté concerne le respect dû, selon le droit de la guerre, aux prisonniers. À l'époque des guerres coloniales, on estimait que les conventions de Genève ne s'appliquaient pas aux « brigands » et autres « combattants irréguliers », qui s'opposaient à l'impérialisme occidental. Cette logique se retrouve, aujourd'hui, dans certains segments de ce que le président états-unien George W. Bush a appelé la « guerre contre la terreur⁶ ». Le 7 février 2002, le gouvernement états-unien a qualifié de « combattants illégaux » les membres de l'organisation Al-Qaïda, tout en précisant la signification concrète de cette qualification : « Aucune des conventions de Genève ne s'applique à notre conflit avec Al-Qaïda en Afghanistan ou ailleurs dans le monde⁷. » En août 2002, le gouvernement états-unien a encore précisé le sens de cette décision dans deux *memoranda*, communément appelés les « mémos torture ». Ces textes autorisaient les forces armées états-uniennes à faire usage de la violence contre des « combattants illégaux » faits prisonniers, si cela permettait d'obtenir des renseignements. La « torture » étant prohibée par de nombreuses conventions internationales, les mémos en question proposaient de parler de « méthodes d'interrogations coercitives ».

En 2009, le président Obama, nouvellement élu, a officiellement mis un terme à cette politique de torture qui ne disait pas son nom. Il n'est pas certain, toutefois, que les « combattants illégaux » aient gagné au change. Depuis cette date, le gouvernement états-unien utilise des drones pour pratiquer des « exécutions extrajudiciaires », notamment au Pakistan, au Yémen et en Somalie. À l'instar de la France, la plupart des pays européens pratiquent également de telles exécutions extrajudiciaires, que ce soit avec des troupes au sol ou en utilisant leurs chasseurs bombardiers.

Comme à l'époque des guerres coloniales, les individus visés par cette politique possèdent un statut particulier. Ils ne sont pas considérés comme des combattants réguliers, un statut qui leur offrirait la possibilité de se constituer prisonniers et de bénéficier de la protection des conventions de Genève. Ils ne sont pas non plus considérés comme des civils auxquels on reproche d'avoir commis un crime, sans quoi ils seraient jugés dans le cadre d'une procédure contradictoire. Ils se trouvent dans une zone d'indistinction entre ces deux statuts. Le philosophe Giorgio Agamben a montré que leur statut ressemble beaucoup à celui des *homo sacer* de la Rome antique. À l'époque, on appelait *homo sacer* les individus qui se voyaient privés de leur statut de citoyen

6. La France a refusé de s'engager dans la guerre d'Irak en 2003. Elle a rejoint la coalition contre l'organisation « État islamique » en Irak en 2014.

7. Melanie Richter-Montpetit, « Beyond the erotics of orientalism : lawfare, torture and the racial-sexual grammars of legitimate suffering », in *Security Dialogue*, 2014, p. 43-62.

à la suite d'un crime. N'étant plus considérées comme des citoyens à part entière, ces personnes ne pouvaient pas être exécutées selon les rites sacrificiels de l'époque. En revanche, elles pouvaient être tuées ou violentées par n'importe qui, sans autre forme de procès⁸.

NOS GUERRES ACTUELLES NE CORRESPONDENT PAS À L'IMAGE DOMINANTE DE LA GUERRE

Nous avons vu qu'il ne fait pas de doute que la France est en guerre. Pourtant, de nombreux Français n'ont pas l'impression d'être « vraiment en guerre ». Comment expliquer ce sentiment ?

L'impression de ne pas être vraiment en guerre provient du fait qu'on associe l'idée de guerre à celle de mort, notamment subie. Or, si les forces françaises (ou occidentales) donnent la mort, elles ne subissent que rarement des pertes. L'Agence de santé publique a mené une étude sur la mortalité des militaires français entre 2002 et 2007, époque au cours de laquelle la France participait activement à la guerre en Afghanistan. L'étude révèle que le combat est la quatrième cause de mort après les accidents, les suicides et les maladies⁹. Les chiffres sont à peu près les mêmes pour l'ensemble des pays occidentaux. Les États-Unis ont, par exemple, subi davantage de pertes au début des conflits afghan et irakien mais ils privilégient désormais les frappes aériennes, que ce soit avec les drones ou les chasseurs bombardiers. Ce faisant, ils parviennent à tuer sans exposer leurs propres troupes.

La même remarque s'applique aux civils. La France compte parmi les pays occidentaux les plus touchés par les attentats « terroristes ». D'après le journal *Le Point*, les organisations « terroristes » combattues par les armées françaises ont causé la mort de 263 personnes en France entre 2000 et 2018¹⁰. Comme toutes les morts, celles-ci constituent autant de drames personnels et familiaux. Cependant, ce nombre est relativement faible si on le compare à d'autres violences politiques. Par exemple, la violence sexiste a causé la mort de plus de 2 000 femmes au cours de la même période¹¹.

L'écart technologique entre les forces en présence explique, en grande partie, le faible nombre de pertes côté occidental. Les forces occidentales possédant des blindés et des bases fortifiées, il est difficile de les atteindre, sauf au moyen d'attaques suicides. Cette asymétrie se

8. Giorgio Agamben, *Homo Sacer. Sovereign Power and Bare Life*, Stanford University Press, Stanford, 1998.

9. « Mortalité dans la population militaire française en activité, 2002-2007 », 24 novembre 2009. En ligne ici : http://opac.invs.sante.fr/doc_num.php?explnum_id=598

10. « Terrorisme : le triste bilan des dix-huit dernières années en Europe », *LePoint*.fr, 4 mars 2019.

11. Source : <https://stop-violences-femmes.gouv.fr/les-chiffres-de-reference-sur-les.html>

retrouve aussi, quoique dans une moindre mesure, quand les Occidentaux font la guerre à un État doté d'une armée régulière. Lors de la guerre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Libye, en 2011, par exemple, l'armée états-unienne a d'abord utilisé des missiles téléguidés pour détruire toute l'aviation et tous les systèmes de défense anti-aérienne du régime libyen. Les avions français, britanniques et états-uniens de l'OTAN ont ensuite pu intervenir sans grand danger. Et, de fait, aucun avion occidental n'a été touché au cours des quelque 26 000 sorties aériennes effectuées pendant les opérations.

Tout ceci génère un profond décalage entre les pratiques guerrières occidentales contemporaines et l'image dominante de la guerre, principalement produite par les films, les séries télévisées ou encore les romans. En effet, ces vecteurs d'imaginaire se focalisent sur les guerres ou les batailles où les Occidentaux ont subi des pertes, notamment les deux guerres mondiales et la guerre du Vietnam. Du coup, on oublie toutes les guerres coloniales où les « indigènes » tombent en masse alors que les armées européennes sont à peine touchées. Grégoire Chamayou mentionne à ce propos la conquête du Soudan à la fin du XIX^e siècle : « Au soir de la “bataille” d'Omdourman, au Soudan, le 2 septembre 1898, on comptait 48 morts du côté des forces anglo-égyptiennes commandées par Kitchener, contre près de 10 000 derviches fauchés par les rafales de métal de la mitrailleuse Maxim¹². »

NOS GUERRES ACTUELLES SONT-ELLES DE « BONNES GUERRES » ?

Contrairement à d'autres instruments d'action publique, la guerre n'est jamais bonne « en soi ». Tout juste peut-elle constituer un mal nécessaire pour parvenir à un objectif qui la dépasse. Par conséquent, on ne peut évaluer le bien-fondé d'une guerre qu'en prenant en considération les objectifs poursuivis.

Les partisans des guerres occidentales contemporaines mettent généralement en avant trois types d'objectifs : l'intérêt national défini en termes de puissance, la lutte contre le « terrorisme » et la logique humanitaire (autrement dit, l'objectif de protéger des « autres lointains »). Il arrive souvent que ces trois justifications s'entremêlent. Lors de la guerre française au Mali, d'aucuns ont estimé que cette guerre pourrait permettre de sécuriser l'exploitation des mines d'uranium au Niger, de prévenir les attentats sur le sol français et de protéger les

12. Grégoire Chamayou, *Théorie du drone*, La Fabrique, Paris, 2013, p. 134.

populations maliennes sous la menace des « jihadistes »¹³. Cependant, il importe de séparer les raisonnements si l'on veut répondre à la question : Ces guerres sont-elles de bonnes guerres ?

Savoir si une guerre est bonne du point de vue de la maximisation de la puissance renvoie à la question du bilan coût/bénéfice pour la communauté nationale. Pour les raisons expliquées plus haut, le coût humain est très faible, pour les Occidentaux, dans le contexte des guerres « asymétriques » actuelles. Par conséquent, le coût se mesure surtout en dépense financière. D'après le journal *Le Monde*, la seule opération française au Sahel a coûté 700 millions d'euros en 2018¹⁴. Pour déterminer si cette guerre est bonne du point de vue de la maximisation de la puissance, il faudrait calculer si elle a rapporté davantage à l'économie française en 2018.

Cette logique, qu'on appelle parfois « réaliste » au sens de la **théorie réaliste des relations internationales**, a fait l'objet de critiques au motif qu'elle ne prend pas en compte les coûts pour les autres communautés, notamment les destructions humaines, sociales et économiques dans les pays touchés. Elle a cependant le mérite de la cohérence. De plus, contrairement à une idée fort répandue, elle ne conduit pas systématiquement à des positions « proguerre ». Par exemple, de nombreux « réalistes » se sont opposés, aux États-Unis, à la décision d'envahir l'Irak en 2003 au motif que cette guerre allait coûter trop cher au contribuable états-unien. L'histoire semble leur avoir donné raison. D'après le Congrès états-unien, la guerre d'Irak a coûté 1 000 milliards de dollars aux contribuables états-uniens entre 2003 et 2019¹⁵. Dario Battistella, spécialiste des relations internationales, a montré que cette guerre n'a engendré des profits que pour les « entreprises américaines représentées au sein même de l'administration Bush, et liées aux secteurs du pétrole, à l'ingénierie et à la construction d'un côté, à l'armée et aux sociétés privées de sécurité de l'autre¹⁶ ».

Les guerres sont-elles bonnes du point de vue de la lutte contre le « terrorisme » ? Le terme « terrorisme » est souvent employé à tort et à travers, par ignorance et/ou pour discréditer son ennemi. Cependant,

Théorie réaliste des relations internationales : la théorie réaliste stipule que le système international ressemble un peu au Far-West : les autorités supérieures (comme l'ONU) sont trop faibles pour faire respecter le droit. Dès lors, on ne peut compter, *in fine*, que sur soi-même pour se

défendre. Les théoriciens réalistes déduisent de ce qui précède que les États ont intérêt à maximiser leur puissance économique et militaire, et, si besoin, à faire la guerre.

Terrorisme : la notion de « terrorisme » est rarement neutre.

13. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « La France n'a pas à rougir de défendre ses intérêts au Mali », *Le Monde*, 24 janvier 2013.

14. « Barkhane menacée d'enlèvement au Mali », *Le Monde*, 5-6 mai 2019, p. 13.

15. Kimberly Amadeo, « Cost of Iraq war, its timeline, and the economic impact », *TheBalance.com*, 15 mars 2019.

16. Dario Battistella, *Paix et guerres au xx^e siècle*, Sciences humaines Éditions, Paris, 2011, p. 94.

une conception du « terrorisme » s'est imposée depuis les attentats du 11 septembre 2001. Selon cette approche, on considère comme « terroristes » les actions des groupes « non étatiques » qui visent délibérément les civils, ainsi que les attaques suicides, que celles-ci soient dirigées contre des civils ou des militaires.

Si l'on retient cette définition, la guerre est probablement le pire instrument d'action publique qu'on puisse imaginer. En effet, les interventions militaires à l'étranger sont, de loin, le principal facteur de « terrorisme ». Le chercheur Alex Braithwaite a, par exemple, conduit une étude statistique sur les 12 862 attaques terroristes transnationales recensées dans la base de données Global Terrorism Dataset¹⁷ pour la période 1964-2010¹⁸. Il a classé les différents pays du monde en se demandant, pour chaque année, s'ils étaient intervenus militairement dans un autre pays. Il est arrivé à la conclusion que les pays qui interviennent militairement dans un autre pays ont soixante fois plus de chances de recevoir un attentat de la part d'un citoyen de ce pays que ceux qui n'interviennent pas. Ce chercheur a aussi calculé les conséquences de l'augmentation de l'interventionnisme militaire. Quand un État envoie 1 000 soldats supplémentaires dans un pays, la probabilité de recevoir un attentat augmente de 19 %.

Ce mécanisme constitue une explication plausible des attentats que la France a subis ces dernières années. En septembre 2014, la France a rejoint la coalition internationale contre l'organisation « État islamique » en Irak. Contrairement à une idée fort répandue, cette organisation n'avait encore perpétré aucun attentat en France, ni d'ailleurs dans aucun pays occidental. En janvier 2015, elle a répondu à l'attaque française en organisant les attentats contre *Charlie Hebdo* et le supermarché casher. La France a alors déployé le porte-avions *Charles-de-Gaulle* au Proche-Orient pour intensifier ses frappes en Irak. Dès lors, la fréquence des attentats s'est intensifiée. Cela ne veut pas nécessairement dire qu'il était politiquement idiot d'attaquer l'organisation « État islamique » en septembre 2014. Cette décision était peut-être rationnelle du point de vue de la logique humanitaire,

De nos jours, par exemple, la plupart des États et les organisations internationales considèrent comme « terroristes » les violences politiques commises par des groupes « non étatiques », notamment les attentats dirigés contre les civils et les attaques suicides, que celles-ci visent des civils

ou des militaires. Cette définition, qui exclut notamment les politiques de terreur perpétrées par les États, apparaîtrait fort curieuse à tous les théoriciens du terrorisme du début du xx^e siècle.

17. Base de données produite par des chercheurs de l'université du Maryland aux États-Unis.

18. Alex Braithwaite, « Transnational terrorism as an unintended consequence of a military footprint », in *Security Studies*, n° 24, 2015, p. 349-375.

dont il sera question plus loin. Simplement, il faut savoir que cette décision avait beaucoup plus de chances d'engendrer des attentats en France que d'en prévenir.

Que peut-on dire, justement, de la logique de la « guerre humanitaire » ? Comme l'a montré Eyal Weizman, ces guerres reposent sur le raisonnement dit du « moindre mal ». L'idée générale est que la guerre n'est jamais bonne en soi – elle tue toujours des personnes innocentes – mais qu'elle peut constituer un mal nécessaire, si elle permet d'arrêter un mal plus grand, par exemple un génocide. En somme, le raisonnement ressemble à celui du dilemme du tramway. Imaginons qu'un tramway fonce en direction d'un groupe de trois personnes attachées sur la voie. Le tramway ne peut pas être arrêté mais il peut être aiguillé sur une autre voie où une seule personne se trouve attachée. Le raisonnement du moindre mal stipule qu'il est moralement juste de diriger le tramway vers cette deuxième voie. Ce n'est pas la panacée. Une personne va mourir. Mais cela permet, *in fine*, de sauver deux vies.

Eyal Weizman montre que ce raisonnement est logique mais qu'il est souvent pollué, dans le cas des guerres « humanitaires », par des biais de perception. Premièrement, on a souvent tendance à surévaluer le grand mal qu'on veut arrêter. En 2011, par exemple, les partisans d'une guerre humanitaire en Libye ont expliqué que le régime de Mouammar Kadhafi était sur le point de massacrer la population civile de Benghazi. Si l'on en croit un rapport du Parlement britannique, ce risque a été grandement exagéré, voire tout simplement inventé¹⁹. Deuxièmement, on a tendance à minimiser le mal causé, directement et indirectement, par les guerres occidentales, notamment quand elles sont appelées « humanitaires ». Par exemple, on ne connaît pas exactement le nombre de civils tués par les avions de l'OTAN en Libye en 2011. On sait toutefois que le taux de mortalité des civils a augmenté après que l'OTAN a commencé à bombarder. D'après une enquête du journal britannique *The Guardian*, le degré de violence aurait été multiplié par dix après le début des bombardements²⁰. Enfin, on a tendance à négliger les conséquences à moyen et long termes des guerres « humanitaires ». Quand elles aboutissent à la destruction du régime politique en place, comme en Libye en 2011, les guerres « humanitaires » génèrent un chaos politique qui engendre des surcroûts de violence.

Cela ne veut pas forcément dire qu'il faille abandonner l'idée de « guerre humanitaire ». Par exemple, beaucoup estiment qu'une « guerre humanitaire » aurait été justifiée, en 1998, pour arrêter le génocide des Tutsi au Rwanda. Cependant, il faut être conscients des

19. House of Commons, Foreign Affairs Committee, *Libya : Examination of Intervention and Collapse and the UK's Future Policy Options*, troisième rapport de la session de 2016-2017.

20. Seumas Milne, « If the Libyan war was about saving lives, it was a catastrophic failure », *TheGuardian.com*, 26 octobre 2011.

biais évoqués plus haut si l'on veut faire la guerre à bon escient. Par exemple, il serait intéressant de déterminer si le ratio « vies sauvées/vies éliminées » est positif en ce qui concerne la guerre, en cours, contre l'organisation « État islamique ». On ne pourra le faire qu'en faisant preuve de réflexivité par rapport au discours qui présente les uns comme des « barbares » et les autres comme des « sauveurs de l'humanité ».

MORALE DE L'HISTOIRE

La France est en guerre, qu'on le veuille ou non, au sens où les armées françaises utilisent la force en dehors de nos frontières. Ces guerres asymétriques ne correspondent pas à l'image dominante de la guerre. Cependant, elles s'inscrivent dans une tradition ancienne. Malgré un réel progrès dans la volonté d'épargner la vie des civils, ces guerres ressemblent, sur trois points au moins, aux guerres coloniales. Premièrement, elles mettent aux prises des anciennes puissances impériales contre des organisations issues de pays anciennement colonisés. Deuxièmement, elles ne font l'objet d'aucune déclaration préalable et sont présentées, dans le discours public, comme des opérations de police internationale. Troisièmement, les combattants adverses se trouvent privés de certains droits réservés aux combattants « réguliers ». Cela ne veut pas nécessairement dire que ce sont de mauvaises guerres, mais on serait bien inspiré de les évaluer plutôt que de nier leur existence.

À LIRE

Dario Battistella, *Paix et guerres au xx^e siècle*, Sciences humaines Éditions, Paris, 2011

Rony Brauman, *Guerres humanitaires. Mensonges et intox*, Textuel, Paris, 2018

Judith Butler, *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil*, Zones, Paris, 2010

Grégoire Chamayou, *Théorie du drone*, La Fabrique, Paris, 2013

Frédéric Gros, *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Gallimard, Paris, 2006

L'UNION EUROPÉENNE FAIT-ELLE LE BONHEUR ?

Noëlle Burgi et Pierre Khalfa

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 565 à 573

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-565.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'UNION EUROPÉENNE FAIT-ELLE LE BONHEUR ?

par **NOËLLE BURGI** (politiste, université Paris-I)
et **PIERRE KHALFA** (économiste, ancien membre
du Conseil économique, social et environnemental)

« S'il n'y avait pas eu d'Europe,
il n'y aurait pas eu de filet de sécurité. »
Nathalie Loiseau, ministre française
des Affaires européennes, 16 juillet 2018

Les plus désespérés sont les rêves les plus beaux, aurait dit le poète. L'Europe s'est rêvée grande, belle, universelle, généreuse, cosmopolite parfois. Elle s'est racontée grande, belle, universelle, généreuse. En chemin, la voici de moins en moins belle et généreuse. Plus du tout cosmopolite. Pourtant, elle ne cesserait d'œuvrer pour le bien et l'unité de tous. Pour la concorde, la solidarité, la démocratie, les droits humains, la prospérité. Peut-on y croire ?

LA THÉRAPIE DU BONHEUR

Depuis quelques années, l'Union européenne (UE) se préoccupe du bonheur de ses citoyens. Ce n'est pas une blague. Elle les sonde régulièrement pour s'informer de leur bien-être subjectif et publie des documents sur leurs sentiments. Il faut dire que le thème du « bonheur » est à la mode. L'économie du bonheur serait un moyen parmi d'autres de donner sinon plus de substance, du moins un supplément d'âme à l'omniprésence des indicateurs dominants – croissance et produit intérieur brut (PIB) – servant habituellement à mesurer, d'une année sur l'autre, les performances positives ou négatives des pays. Ils sont en effet critiquables et critiqués depuis longtemps. Par exemple, la croissance peut détruire les ressources naturelles ; elle peut favoriser le progrès social mais aussi lui nuire. C'est ainsi qu'ont fleuri les théories, les opinions et, dans le même mouvement, les innovations théoriques

et institutionnelles inspirées de l'idée de bonheur. Parmi d'autres, la Commission européenne (CE) s'est emparée du sujet. Elle se montre soucieuse depuis 2007 d'apprécier l'évolution des États membres de l'UE *Au-delà du PIB*. Aujourd'hui (selon le sondage Eurobaromètre de 2018), elle croit pouvoir affirmer que les Européens sont dans leur écrasante majorité satisfaits de leur vie. Mieux encore, de son point de vue, ils seraient convaincus des bienfaits d'une Union européenne « plus appréciée que jamais ». Ils estiment que leur voix compte.

Les citoyens européens seraient donc entendus ? Mais, alors, pourquoi les forces anti-européennes, souverainistes, racistes et xénophobes tendent-elles à progresser partout ? Comment se fait-il que des Viktor Orbán soient élus, que des Matteo Salvini soient aussi populaires, que les partis traditionnels de gouvernement s'effondrent, que les droits fondamentaux et les libertés publiques reculent face à la répression politique, même en France ? Devrait-on n'y voir que des phénomènes marginaux dans un environnement par ailleurs toujours pacifié par une Europe bienveillante ? Le rejet de l'Europe réellement existante ne serait-il pas en vérité beaucoup plus répandu que ne le disent les sondages ? Si elles pouvaient aujourd'hui se prononcer sans crainte, les populations ne choisiraient-elles pas majoritairement de sortir du carcan européen ? L'hypothèse n'est pas farfelue. Mais les gouvernements se gardent bien de leur poser la question : le Brexit aura servi de leçon, de même que le chantage ininterrompu exercé par les institutions de la troïka – CE, Banque centrale européenne (BCE) et Fonds monétaire international (FMI) – contre la Grèce (et d'autres pays) depuis 2010.

L'évaluation du bonheur subjectif des citoyens est au mieux un projet thérapeutique. Ce n'est pas, ce ne peut pas être un projet politique. Indépendamment des nombreuses difficultés méthodologiques soulevées par les enquêtes (comment définir le bonheur, quelles questions pose-t-on à qui, à quel moment de la vie ou de la journée des personnes, comment interpréter les résultats... ?), la rhétorique européenne du bonheur tend à contourner des problèmes de fond au cœur du divorce entre les populations de la région et les « élites » : questions de redistribution liées aux choix fiscaux et budgétaires, mise en cause des droits démocratiques, sociaux et humains.

Commençons par le « modèle social européen ». Depuis la crise financière de 2007-2008, la course-poursuite au moins-disant social s'est amplifiée. Partout ou presque, on assiste au démantèlement, plus ou moins prononcé selon les pays mais dans l'ensemble d'une grande

La rhétorique européenne du bonheur tend à contourner des problèmes de fond au cœur du divorce entre les populations de la région et les « élites ».

brutalité, des systèmes de protection sociale : santé publique, éducation, retraites, services publics (transports, électricité, courrier...), assurance chômage, droit du travail. Cette orientation, amorcée dans les années 1980, accentuée après la chute du mur de Berlin et présentée désormais comme le résultat inéluctable de la « crise », tient à des choix politiques – le choix de ne pas refonder l’UE en général et l’Union économique et monétaire (UEM) en particulier après 2008, mais de jouer au père Fouettard en rendant plus disciplinaires et coercitives qu’elles ne l’étaient déjà leurs règles de fonctionnement ; le choix de ne pas réviser le droit et les principes de concurrence qui opposent comme autant d’ennemis en Europe les États comme les individus entre eux ; et le choix qui en découle de gérer la crise financière par l’austérité, en l’occurrence par la baisse des niveaux de vie et une insécurité sociale en constante extension.

En somme, l’Europe aujourd’hui n’est plus l’ancrage de l’État démocratique et social. Pour elle, les « droits fondamentaux », appelés « libertés fondamentales », sont au nombre de quatre : libre circulation des biens, des capitaux, des services et (en principe) des personnes. Un bonheur à comparer aux quatre libertés fondamentales énoncées en 1941 par Franklin Roosevelt : libertés d’expression, de religion, d’être à l’abri du besoin, de vivre à l’abri de la peur ?

DISSUADER, CONTRÔLER, EXPULSER L’AUTRE

Au-delà des politiques de protection sociale, qu’en est-il des droits humains en Europe ? À l’origine, le projet européen s’était édifié autour d’un idéal de paix, de démocratie et d’affirmation des droits humains. Cela, dans un contexte marqué par le souvenir des désastres de la Seconde Guerre mondiale, la volonté de ne plus jamais vivre ni permettre ça, et par la division du monde en deux blocs pendant la guerre froide. Mais entre l’idéal et le réel, il y eut toujours un fossé, notamment dans les rapports avec les sociétés de l’autre rive de la Méditerranée, avec les peuples d’Afrique subsaharienne et ceux d’Asie (on pense aux guerres coloniales et aux représentations racistes de la France, ou encore à celles de la Grande-Bretagne, par exemple au Kenya). On voit clairement aujourd’hui que ce passé n’est jamais vraiment passé. Et que la « détermination stoïque à renoncer à la solidarité humaine » sur le plan social, pour citer l’importante critique faite

au libéralisme par Karl Polanyi, se double d'une froide détermination à ériger une forteresse contre les multiples Autres postcoloniaux qui traversent mers et continents à la recherche d'une vie décente.

**Une froide détermination à ériger
une forteresse contre les
multiples Autres postcoloniaux
qui traversent mers et continents
à la recherche d'une vie décente.**

Ces deux phénomènes – le renoncement à la solidarité humaine et le passé colonisateur et raciste – sont inextricablement liés. La brutalité des politiques migratoires européennes reflète l'enracinement des forces xénophobes renaissantes de droite et d'extrême droite (la propagation des discours ethnonationalistes rend de plus en plus floues les frontières entre les différentes composantes des droites). Ces forces prospèrent sur le sentiment de vulnérabilité et le déclassement social engendrés par la déconstruction de la solidarité sociale. Elles canalisent angoisses, ressentiments et colère contre les « immigrés » et les minorités visibles, ainsi qu'en témoignent notamment le vote ouvrier non négligeable en faveur du Brexit au Royaume-Uni, le succès du parti xénophobe Alternative Für Deutschland dans la partie orientale de l'Allemagne, la montée en puissance de la Ligue du Nord en Italie, pour ne pas mentionner le Rassemblement national en France et tout ce qui se passe à l'Est. S'il faut éviter toute comparaison historique directe, le travail de Polanyi publié en 1944 apporte des éclairages indispensables à la compréhension de la période que nous traversons. Il estimait que le fascisme, dans ses différentes composantes, avait été le fruit empoisonné légué par la dystopie libérale du « marché libre autorégulateur », qui ravagea la société au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

Une dystopie analogue, bien documentée par les recherches du politologue Didier Georgakakis et de ses collègues, anime aujourd'hui les eurocrates et leurs alliés, convaincus par l'idée de fabriquer, pour le bien de tous, les conditions optimales d'un gouvernement par le marché. N'ayant pas d'autre horizon, la politique migratoire européenne, depuis le pic de la « crise » des réfugiés en 2015, a consisté à repousser les migrants par tous les moyens, sans considération aucune pour le droit humanitaire international. Comme le souligne la philosophe Seyla Benhabib, l'Europe forteresse s'édifie contre l'Autre, « étranger », arabe, islamique, noir, basané, et contre ses propres valeurs et engagements internationaux (dont la convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés). Elle mobilise des arsenaux répressifs illégaux et illégitimes – arrestations arbitraires, refoulements forcés, privations de liberté sans cadre légal, sans avocats, sans contrôles judiciaires, sans présence associative... – et de coûteux moyens matériels, immatériels et humains visant à contrôler, enfermer, réprimer, expulser réfugiés et autres migrants. Avec une cruelle indifférence, l'Europe et ses membres

laissent les *autres* mourir par dizaines de milliers en Méditerranée, route migratoire devenue la plus dangereuse du monde, ou sur les routes terrestres, dans les villes et dans les prisons infâmes que sont ses *hotspots* et ses camps de rétention. Cela s'appelle « dissuader ».

À ces outils s'ajoute de plus en plus l'« externalisation » de la politique migratoire européenne. L'externalisation consiste à créer des *hotspots* dans des « pays tiers » non européens, à conclure avec eux des accords et des partenariats (Turquie, Maroc, Mali, Niger, Libye, etc.) – même s'il s'agit de dictatures, d'États faillis, de régimes autoritaires et corrompus – et à payer ceux-ci pour qu'ils gèrent les flux de réfugiés à la place des gardiens de la forteresse sanctuarisée, pour qu'ils ferment les routes migratoires des pays de transit, reprennent les migrants ou les empêchent de partir. Quitte à ce que les migrants deviennent la proie de trafiquants qui en font des esclaves, comme en Libye depuis 2017. Cette politique à courte vue méconnaît les risques de déséquilibres politiques et sociaux qu'elle fait courir aux pays convoités et les effets de boomerang qu'elle pourrait et aurait dû éviter. Ajoutons pour finir que la fermeture des frontières européennes est accompagnée, en interne, d'un renforcement des moyens de répression et de contrôle des « minorités visibles » et d'un regain de violence étatique et privée contre les migrants et les demandeurs d'asile dans une série de pays, en France, en Italie, en Grèce, en Autriche, en Hongrie et ailleurs. Ironie amère de l'histoire, l'UE s'est vu attribuer en 2012 le prix Nobel de la paix pour sa contribution à la réconciliation, la paix, la démocratie et les droits humains.

Comment sortir de ce cauchemar ? S'il n'y a pas de réponse simple, une des voies consiste à s'engager dans le débat sur les institutions européennes, à ne pas laisser les experts autorisés le confisquer.

UN NÉOLIBÉRALISME AUTORITAIRE

L'adoption de l'Acte unique en 1986, complété ensuite par les traités de Maastricht en 1992, d'Amsterdam en 1997 et de Lisbonne en 2007, constitue une rupture dans la construction européenne. L'objectif est de mettre en place un marché unifié des biens, des capitaux et des personnes avec l'ouverture à la concurrence à l'intérieur de l'UE comme axe principal de construction. Précédé par un tournant néolibéral dans la plupart des pays européens – en France, le tournant de la rigueur de 1983 – l'Acte unique peut être considéré comme l'adaptation communautaire aux transformations du capitalisme. Celui-ci, essentiellement national dans les années 1950, s'est mué en un capitalisme en voie de globalisation.

C'est à partir de cette époque que les dispositions libérales du traité de Rome de 1957 prennent tout leur sens. Le droit de la concurrence, inscrit au cœur des traités, devient le droit à partir duquel les élites néolibérales, hégémoniques au sein des institutions nationales et européennes, façonnent l'Union. C'est un droit normatif, véritable droit « constitutionnel », qui réduit la plupart du temps les autres textes européens à des déclarations d'intention sans portée opérationnelle pratique. Dans ce cadre, les politiques économiques se réduisent ainsi peu ou prou à l'application des normes budgétaires et financières contenues dans les traités, et sont exclues de la délibération citoyenne.

Une charte des droits fondamentaux a été intégrée dans le traité de Lisbonne. Permet-elle au moins de mettre des garde-fous à cette logique mortifère ? On peut fortement en douter. Les droits sociaux qui y sont contenus sont de faible portée : le droit à l'emploi est, par exemple, remplacé par le « droit de travailler ». De plus, pour l'essentiel, l'application de la charte est renvoyée aux « pratiques et législations nationales ». Ce texte ne crée donc pas de droit social européen susceptible de contrebalancer le droit de la concurrence. Ce dernier reste le seul véritablement communautaire et continuera à primer sur le droit des États membres. D'ailleurs, pour enfoncer le clou, l'article 153 du traité sur le fonctionnement de l'UE relatif à la politique sociale exclut « toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres ». Tout processus d'harmonisation sociale est ainsi interdit.

Le traité de Lisbonne a notablement étendu la procédure de codécision entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE regroupant les ministres des États membres. Elle couvre aujourd'hui de très nombreux domaines. Il est indéniable que cet accroissement du rôle du Parlement constitue un progrès démocratique. Cependant, ce progrès reste modeste. Il est tout d'abord miné par une légitimité populaire limitée, ce dont témoigne le très faible taux de participation aux élections européennes. Mais, surtout, outre le fait que des domaines importants lui échappent, son rôle est encadré, d'une part, par les traités qui relèvent des États et sur le contenu desquels il ne peut se prononcer et, d'autre part, par la Cour de justice de l'UE (CJUE), qui les interprète et crée de la jurisprudence et donc du droit nouveau.

Machine à créer du droit, l'UE a considérablement renforcé son arsenal juridique à la suite de la crise financière de 2008, avec pour objectif de renforcer sa crédibilité financière face aux marchés. Il s'agit de promouvoir la soi-disant « règle d'or » budgétaire qui interdit les déficits publics. Le pilotage des politiques budgétaires est désormais assuré par des règles inamovibles assorties de sanctions ; telle est l'essence du pacte

budgétaire imposé à la faveur de la crise de l'euro, et ratifié sans débat par François Hollande dès son élection en 2012, alors qu'il avait indiqué vouloir le renégocier pendant sa campagne électorale. Les projets de loi de finances sont désormais soumis à l'approbation de la Commission européenne avant même d'être présentés aux Parlements nationaux. Mais les règles budgétaires à elles seules sont insuffisantes pour empêcher la divergence explosive des trajectoires des pays membres. Les nouveaux règlements rajoutent à la discipline budgétaire, celle du crédit, des balances commerciales et des coûts salariaux¹. Mais remarquons que, alors que le règlement européen sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques prévoit explicitement que l'excédent commercial d'un pays ne peut dépasser 6 % de son PIB, les Pays-Bas ou l'Allemagne, dont c'est régulièrement le cas, ne sont jamais inquiétés.

On a donc l'émergence d'un cadre institutionnel supranational fondé sur la discipline financière, un fédéralisme autoritaire néolibéral, au sein duquel la souveraineté des États est mise à la fois en commun et entre parenthèses par un système de contraintes juridiques soustraites à la pression démocratique. Comme l'avait exprimé sans vergogne, à la suite de la victoire de Syriza en Grèce en 2015, le président de la Commission, M. Juncker, « il ne peut avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

UNE UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE BANCALE

La mise en place d'une monnaie unique, l'euro, prévue par le traité de Maastricht de 1992, reposait sur un pari, qui allait se révéler perdant lors de la crise financière de 2008.

L'unification monétaire devait conduire à la convergence des économies de la zone euro, l'Union économique et monétaire (UEM), avec l'application de critères de convergence budgétaires et financiers, les fameux critères de Maastricht : limitation du déficit budgétaire à 3 % du PIB, de la dette publique à 60 % du PIB, avec une inflation ne dépassant pas 2 % par an. Dans ce cadre, la mission unique de la Banque centrale européenne (BCE) était de veiller à contenir l'inflation en dessous de 2 %. Ces critères, à l'origine mis en avant comme conditions du passage à l'euro, ont été maintenus par la suite et intégrés en 1997 dans le pacte de stabilité contenu dans le traité d'Amsterdam.

Outre que ces normes sont arbitraires et ne correspondent à aucune nécessité économique, ce pari s'appuie sur une conception tout à fait

1. Pacte pour l'euro plus de mars 2011. Appelé aussi pacte de compétitivité, il comprend une série de préconisations, allant de l'augmentation de l'âge de la retraite à l'abolition de l'indexation des salaires, dans l'objectif d'une réduction du coût du travail et d'une augmentation de productivité.

particulière de la monnaie : la monnaie est considérée comme neutre vis-à-vis des processus économiques, et la mission exclusive de la Banque centrale est donc de maintenir la stabilité des prix, c'est-à-dire de lutter contre l'inflation. C'est la prétendue neutralité de la monnaie qui justifie l'indépendance de la Banque centrale par rapport au pouvoir politique. La politique monétaire étant exclue du débat démocratique, et même de tout débat économique, la Banque centrale bénéficie d'une indépendance totale. La BCE est ainsi la seule Banque centrale qui ne s'adosse sur aucun pouvoir politique souverain.

Mais, pour fonctionner correctement, la monnaie unique aurait supposé que des transferts financiers entre les États membres contribuent à l'harmonisation et à la convergence des économies, de manière à construire une Europe de la solidarité, non une Europe de la concurrence et du dumping. Or l'Union européenne s'est construite depuis l'Acte unique de 1986 sur la concurrence entre systèmes sociaux et fiscaux. L'UE a mis en place un marché unifié avec une monnaie unique, mais cette mise en place s'est faite dans un ensemble très hétérogène. Au lieu de combattre cette hétérogénéité par des politiques publiques européennes qui auraient permis qu'un processus de convergence soit entamé, le choix des institutions européennes et des gouvernements des États membres a été au contraire de s'appuyer sur ces différences pour promouvoir une politique de dumping social et fiscal. Ce mode de construction a entraîné un éclatement des trajectoires économiques des États membres et a abouti à des déséquilibres commerciaux importants qui ne peuvent plus être compensés par un ajustement des taux de change entre les pays européens (dévaluation).

La zone euro se trouve donc dans une situation bancale. Il y a un fédéralisme monétaire avec une monnaie unique, l'existence d'une Banque centrale, la BCE, et une politique monétaire commune. Mais cette politique monétaire commune s'applique à des pays qui sont dans des situations très différentes d'un point de vue économique et social. Le refus de tout processus d'harmonisation fiscale et sociale, de toute politique économique commune, en dehors de l'application mécanique des règles du pacte de stabilité, l'absence de mécanisme conséquent de solidarité européenne avec un budget européen dérisoire plafonné à 1 % du PIB ont fait de l'euro une monnaie inachevée. Instrument destiné uniquement à faciliter les échanges commerciaux et les transactions financières, l'euro souffre d'un déficit politique et social. À une Union bancale correspond un euro incomplet.

À l'éclatement des trajectoires économiques s'est combinée l'emprise des marchés financiers sur les dettes publiques. Le traité de Maastricht interdit aux Banques centrales nationales et à la BCE de prêter directement

aux États. Elles ne jouent donc pas leur rôle fondamental de prêteur en dernier ressort. Les États ne peuvent pas être financés par la BCE ; mais celle-ci peut en revanche refinancer les banques privées à de très faibles taux. Ces dernières prêtent ensuite aux États à des taux nettement supérieurs, voire carrément usuraires dans les cas où ont eu lieu, comme en 2010, des mouvements spéculatifs contre la dette publique de certains pays (Grèce, Espagne, Italie, Portugal). L'Union européenne se place dès lors volontairement sous l'emprise des marchés financiers. L'existence d'un marché de la dette publique est le résultat d'un choix politique qui vise à faire de l'État un emprunteur comme un autre, avec l'objectif de le mettre sous la pression des marchés financiers et ainsi de le discipliner. C'est pourquoi, pour pouvoir emprunter à des taux raisonnables sur le marché, l'État doit aujourd'hui se plier aux désirs des investisseurs. La dette publique devient ainsi un instrument fondamental de la domination des marchés. Remarquons que l'emprise des marchés financiers sur la dette publique est une spécificité européenne que l'on ne retrouve pas au Japon ni aux États-Unis, où les Banques centrales peuvent acheter directement des titres de la dette publique.

MORALE DE L'HISTOIRE

Ce conte cruel nous a montré une Union européenne aux pieds d'argile, extrêmement puissante et dangereusement insensible à la vraie vie comme aux signes pointant ses dysfonctionnements nombreux et alarmants. Elle sait et nous savons qu'elle doit se réformer en profondeur pour le bien de tous, d'abord pour les populations, ensuite pour sa propre survie. Elle ne doit pas le faire sans nous. Ni contre nous.

À LIRE

Attac et la Fondation Copernic, *Cette Europe malade du néolibéralisme*.

L'urgence de désobéir, Les Liens qui libèrent, Paris, 2019

Fabienne Brugère et Guillaume Le Blanc, *La Fin de l'hospitalité*, Flammarion, Paris, 2017

Noëlle Burgi (dir.), *La Grande Régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2014

Alexis Cukier et Pierre Khalfa (dir.), *Europe, l'expérience grecque. Le débat stratégique*, Le Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2015

Stéphanie Hennette et al., *Pour un traité de démocratisation de l'Europe*, Le Seuil, Paris, 2017

Jean-Yves Potel, *L'Europe nue*, Circé, Belval, 2019

QUI DOMINE L'ORDRE INTERNATIONAL ?

Bertrand Badie

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 574 à 581

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-574.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUI DOMINE L'ORDRE INTERNATIONAL ?

par **BERTRAND BADIE** (politiste, Sciences Po-Paris)

Make America great again.

Slogan de campagne de Donald Trump

Les siècles passés, l'ordre international est essentiellement constitué d'un rapport fluctuant de puissance entre États qui se partagent le monde, du moins les parties de celui-ci qu'ils connaissent. À mesure que les océans s'ouvrent, ce petit club de royaumes puissants étend sa prétention dominatrice aux autres continents, à coups de traités inégaux, d'exploitations de toutes sortes et surtout d'entreprises coloniales : le monde, en se globalisant, se hiérarchise... Les choses deviennent ensuite de plus en plus complexes : la puissance, surtout dans son incarnation militaire, ne peut plus tout imposer ; elle se complexifie, parfois se contredit. La puissance américaine, qui prend la succession des hégémonies européennes, a subi des revers, paradoxalement plus cuisants encore après la disparition de son rival soviétique du temps de la guerre froide. Avec la mondialisation, ce brouillage s'aggrave encore : des « tyrannies privées » défient les États, à l'instar notamment des grandes firmes multinationales...

LE VIEUX RAPPORT DE FORCE

Notre système international est couramment défini comme « westphalien », c'est-à-dire mis progressivement en place à partir de la paix de Westphalie (1648) qui conclut la guerre de Trente Ans (1618-1648), l'une des plus sanglantes qui aient affecté l'Europe alors en découverte de modernité. Ce système régent l'ordre international depuis lors, même si les données présentes s'accordent mal avec les principes forgés

à l'époque. Ce détour historique est important car il donne une idée précise de la vieille notion de domination telle qu'elle s'est imposée dans les relations internationales depuis lors.

Qu'on y réfléchisse : dans les siècles précédents, le Vieux Continent était sorti de l'ordre féodal en se dotant d'États, unités territoriales se voulant souveraines, égales en droit, pourvues de frontières désormais précises et gages du respect absolu qu'on devait à la souveraineté. Une question essentielle venait alors à se poser : si ces États étaient souverains, qui allait régler leurs différends ? Le droit international aurait du mal à percer, puis à s'imposer, puisque nulle puissance ne pouvait désormais précéder la souveraineté des États. Le jeu devenait complexe, et la paix de Westphalie, comme bien d'autres traités, allait peu à peu dessiner empiriquement les contours de ce nouvel ordre. Mais une réponse majeure se profilait : si nulle autorité ne pouvait s'imposer aux États souverains, la guerre devenait le suprême et fonctionnel arbitre de leurs querelles. Un pilier central et redoutable venait ainsi d'apparaître dans ce nouveau schéma : la guerre était l'état paroxystique, mais normal, des relations internationales, la projection de cette condition de « gladiateur » que Hobbes reconnaissait aux princes qui s'affrontaient régulièrement...

Dans cette vision qui ne reconnaissait à la paix que sa nature de « non-guerre », les États n'existaient donc que dans leurs rapports fluctuants de puissance, dépendante elle-même de la force et de la ruse. Une dialectique implacable se mettait en place : l'État avait besoin de la guerre pour se renforcer, et la guerre avait besoin de l'État pour se pérenniser, selon la formule du sociologue américain Charles Tilly. Dans ce calcul redoutable, dominait celui qui avait pour lui la puissance, c'est-à-dire une armée qui validait sa prédominance par les victoires obtenues sur le champ de bataille. Ainsi apparurent les premiers *hégémons* modernes, c'est-à-dire ceux qui étaient devant et s'imposaient à tous les autres : Charles Quint, Philippe II, Louis XIV, Napoléon... Une faille apparaissait cependant : l'hégémonie, au sens fort du terme tel qu'il fut forgé par Thucydide en son temps, supposait l'adhésion au « conducteur », un certain consentement que la prévalence du jeu de la guerre venait en fait contredire. Une autre incertitude apparut avec le XIX^e siècle et la révolution industrielle : la puissance militaire ne faisait pas tout et devait intégrer aussi la puissance économique, nouveau levier dont il fallait tenir compte, à l'instar du jeu britannique qui, à la faveur de la fin du XIX^e siècle, tenta d'imposer la *Pax Britannica* en mêlant le canon et le commerce...

Les États-Unis prirent le relais en suivant une formule proche, combinant les deux ressources et les enrichissant d'autres, telles que

la technologie ou le *soft power*, cette faculté de dominer en influençant l'autre par le biais de la langue, des modes alimentaires ou artistiques... Avec la guerre froide et l'invention de l'arme nucléaire, la ressource militaire restait pourtant prédominante, mais le résultat n'était pas pour autant pleinement convaincant : première puissance militaire du monde, les États-Unis devaient partager leur hégémonie avec le rival

En fait, jamais, dans l'histoire, l'hégémonie ne fut totalement accomplie...

soviétique et accepter leurs premières défaites infligées, notamment au Vietnam, par plus petit que soi. En fait, jamais, dans l'histoire, l'hégémonie ne fut totalement accomplie...

UN SYSTÈME INTERNATIONAL HIÉRARCHIQUE

Ce système westphalien ne concernait, à ses origines, que l'Europe : il s'est étendu, dès le début du XIX^e siècle, au continent américain qui se dégageait alors de la tutelle coloniale. Malgré une certaine prudence, exprimée notamment par la doctrine Monroe (1823), le Nouveau Continent, animé par une culture européenne liée à sa propre histoire, s'y rallia progressivement sur des bases en fait égalitaires. Il en fut tout autrement quand l'Europe vint à entrer en relation avec l'Asie et l'Afrique : au lieu de saisir l'occasion pour construire un système international réellement universel, l'Europe conçut ces nouveaux rapports sur une base strictement hiérarchique. Une nouvelle conception de la domination fut alors inaugurée : au lieu de concevoir celle-ci en fonction d'une classique compétition de puissance, les États européens conçurent l'Autre, asiatique ou africain, comme intrinsèquement subalterne, constitué de ces « races inférieures » dont parlait Jules Ferry, qu'il convenait d'éduquer et donc d'administrer, en réalité de soumettre. Double rationalité qui mêlait le désir de pillage et celui d'assujettir, dans une ambiance toute messianique. Le résultat est connu : traités inégaux, commerce asymétrique, expéditions de canonnières vers la Chine, joug colonial, jusqu'à créer un sentiment durable d'humiliation et de défiance face à un partenaire européen dont la prétention dominante apparaissait comme le seul trait lisible de son action internationale.

La sociologie de cette domination coloniale reste encore à écrire : soumission culturelle, stigmatisation des traditions de l'autre, parfois jusqu'à la destruction et la négation, mise en place d'un droit parallèle, accordant à l'indigène des droits et des devoirs largement inférieurs à ceux de l'« homme blanc », mobilisations forcées pour des tâches

civiles ou militaires, surexploitation économique. De cette domination inédite dérivait des formes de résistance qui apparaissaient un peu partout, tout en étant soigneusement occultées : elles utilisaient notamment les attaches religieuses locales pour contre-socialiser et mobiliser. L'islam, en particulier, devenait le vecteur de contre-sociétés de résistance, source de jihads dirigés contre la puissance coloniale, ses armées et certains des pouvoirs traditionnels dénoncés comme collaborateurs de l'occupant : tel fut son rôle dans les mouvements lancés par El Hadj Omar Tall (1797-1864) ou Lamine Dramé (1840-1887) en Afrique, ou en Inde dans la révolte des Cipayes (1857), avec l'appui conjoint de l'hindouisme. Cette mobilisation contre une domination venue d'un extérieur lointain éveilla des formes de conscience qui prirent corps, dès le début du ^{xx}^e siècle, dans les premiers congrès panafricains, puis panasiatiques, et enfin panislamiques. Il y était question de lutte contre le racisme, l'esclavagisme, les inégalités les plus élémentaires : première conscience qui ne parlait pas encore d'indépendance mais qui conduisit peu à peu à la lutte pour une décolonisation qui s'engagea réellement dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale.

Il n'est pas sûr pour autant que la décolonisation ait mis fin à ces pratiques dominatrices, comme le soulignent fortement les « études postcoloniales » : de 51 membres fondateurs en 1945, les Nations unies sont, essentiellement grâce aux indépendances, passées aujourd'hui à 193... Mais ce monde hiérarchique persista de bien des points de vue. Des formes institutionnelles préfabriquées en Occident furent à la hâte exportées vers les nouveaux États issus de la décolonisation, aggravant une faiblesse déjà suscitée par un faible développement économique et social. Les anciennes puissances coloniales, rejointes par d'autres, surent en jouer pour « clientéliser » les nouveaux États et leurs dirigeants, qui en tirèrent aussi parti.

À cela s'ajoute une réaction plus « systémique » : à mesure que les vieilles puissances devenaient minoritaires au sein de ce vaste monde décolonisé, leur diplomatie s'efforça de distinguer leur rôle et leur statut d'une nouvelle manière, en inventant ou réinventant une « diplomatie de club », encore appelée « minilatéralisme », regroupant les puissants d'hier, en vue de les distinguer autant des nouveaux puissants d'aujourd'hui, ces acteurs émergents (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, mais aussi Turquie, Iran, Indonésie...), véritables « nouveaux riches » ou « parvenus » de l'ordre économique mondial, que des nouvelles « nations prolétaires » (PMA, « pays les moins avancés », champ naturel de la nouvelle conflictualité mondiale). Ainsi en est-il du G7, créé en 1975, coordonnant, en directoire du monde, les États-

Des formes institutionnelles préfabriquées en Occident ont été à la hâte exportées vers les nouveaux États issus de la décolonisation.

Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon, l'Italie ou le Canada, des innombrables « groupes de contact » sélectivement formés à l'occasion de tout nouveaux conflits, ou encore du fonctionnement de la Banque mondiale ou du FMI, la première devant être dirigée par un Américain et le second par un Européen... On pourrait ajouter les cinq membres permanents du Conseil de sécurité qui inclut cependant une Chine qui s'y fait très discrète. On doit mentionner surtout cette irrépressible inclination des mêmes « grands » à intervenir dans tous les conflits, comme de façon messianique : le système reste bien « hiérarchique ».

LA CRISE DE LA PUISSANCE

Les deux guerres mondiales ont marqué le paroxysme de la puissance classique : la première en imposant la loi du vainqueur à l'Allemagne défaite ainsi qu'à ses alliés, sans même les convier à la négociation des traités de paix ; la seconde en faisant plier le monstre nazi et en mobilisant à cette fin une coalition impressionnante par son ampleur. Mais la puissance avait alors comme changé de braquet, engageant des destructions énormes et utilisant des armes redoutables, notamment l'arme nucléaire, en août 1945, contre le Japon. Les millions de morts (60 millions pour la dernière) donnaient une coloration nouvelle à la puissance. En outre, les sociétés, plus ou moins épargnées jadis, devenaient de plus en plus la cible privilégiée des actes guerriers. Le paradoxe de l'après-1945 était clair : il fallait être puissant pour vaincre et dominer, mais il devenait prudent de le faire davantage par la dissuasion que par une guerre réelle qui commençait à devenir fatale pour tous...

Dans ce calcul, deux pièges étaient tendus à la puissance : en se diversifiant, elle commençait à s'affaiblir ; en se rassurant par le ciblage de plus faible que soi, elle se décrédibilisait. La diversification des registres de puissance devint la loi de la guerre froide : certes, les États-Unis restaient en tête de la course aux armements, vite rejoints par une URSS qui tenait pour vital de posséder également l'arme atomique. Cependant, la sophistication croissante des armes rendait nécessaire de disposer préalablement d'une puissance économique et technologique respectable, tandis que l'accélération des échanges rendait décisive la puissance autant commerciale que financière. Washington avait de l'avance, surtout face à une économie socialiste qui ne rivalisait pas dans les deux derniers domaines : la reconstruction de l'Europe et

celle du Japon vinrent cependant amoindrir cette prédominance, au moins en matière commerciale... Plus tard, le « réveil de la Chine », l'ascension des autres émergents contribuèrent à relativiser l'hégémonie américaine, jusqu'à rendre aujourd'hui Washington méfiant à l'égard de la mondialisation...

L'autre piège fut plus spectaculaire encore : prenant leurs distances à l'égard d'un potentiel conflit nucléaire, les vieilles puissances déportèrent leurs activités martiales vers le sud : l'actualité de la guerre, après 1945, concernait désormais les conflits de décolonisation, puis les conflits postcoloniaux ; si les Britanniques furent bousculés en Inde, en Palestine, au Kenya, en Malaisie, les Français furent sévèrement battus, en 1954, à Điện Biên Phủ, par les troupes vietnamiennes commandées par le général Giáp. Quels que fussent les moyens militaires engagés et la répression menée par son armée, la France ne put pas non plus résister à la pression des partisans algériens : autant de cas qui montrent que la puissance pouvait devenir impuissante. Ce n'était que le début d'une nouvelle histoire désormais jalonnée par les défaites de la superpuissance américaine au Vietnam, puis en Somalie ou en Irak, alors qu'elle est tenue en échec en Afghanistan et ne peut s'imposer ni en Libye (à partir de 2011) ni en Syrie, où elle est condamnée aux seconds rôles...

Il s'agit bien d'un paradoxe : avec 40 % des dépenses militaires mondiales (plus de 600 milliards de dollars annuels), une première place dans le classement des PIB mondiaux en *valeur nominale* (environ 20 000 milliards de dollars), comme dans celui des universités mondiales, et un *soft power* assourdissant, les États-Unis ne parviennent plus à tenir leur rôle rêvé de *benign leader* (« leader bienveillant ») correspondant à leurs convictions messianiques. Peut-être conviendrait-il d'aller encore plus loin et de noter que la puissance américaine souffre d'un triple défi qu'elle ne parvient pas à relever : la disparition de l'ennemi qui gelait les coalitions autour d'elle et rend désormais impossible une « gestion » unipolaire du monde ; une forme nouvelle de conflictualité se développant en Afrique et au Moyen-Orient, liée aux décompositions sociale et politique, qui condamne à l'échec toute intervention, en son sein, de vieilles puissances, européenne ou américaine ; l'essor d'une mondialisation qui rebat les cartes de la puissance pour offrir des places de choix aux « tyrannies privées ». La puissance est comme doublement défaite, par une société postmoderne qui forge d'elle-même ses propres instruments de domination, et par une société souffrante, contre laquelle la surpuissance ne peut pas grand-chose...

Avec 40 % des dépenses militaires mondiales une première place dans le classement des PIB mondiaux comme dans celui des universités mondiales, et un *soft power* assourdissant, les États-Unis ne parviennent plus à tenir leur rôle rêvé de « leader bienveillant » correspondant à leurs convictions messianiques.

MONDIALISATION ET « TYRANNIES PRIVÉES »

La mondialisation que nous vivons aujourd'hui trouve ses origines dans une révolution technologique redoutable : les progrès stupéfiants de la communication bouleversent les vieilles bases de la politique, en abolissant les distances, en promouvant le virtuel, en dématérialisant les territoires, en transgressant les frontières. C'est donc le fondement même de la puissance qui se trouve ainsi défié, favorisant la prolifération, sur la scène internationale, de quantité d'acteurs d'origines diverses, dotés d'une autonomie de plus en plus affirmée et de moyens de plus en plus efficaces pour imposer leur loi, y compris aux États, voire aux puissances d'hier.

Ces nouveaux acteurs peuvent être qualifiés de « transnationaux », en cela qu'ils agissent au sein d'un espace mondial, sans être assujettis à la plupart des normes nationales, ou du moins en sachant les contourner. Selon la formule heureuse de Noam Chomsky, ces acteurs en retirent un statut et une capacité qui les assimilent à des tyrannies privées, qui apparaissent comme des puissances négatives, à même de s'émanciper de tout contrôle, mais aussi comme des puissances positives capables d'imposer leur propre volonté, leur propre subjectivité et leurs propres intérêts. Toute typologie est scabreuse, tant est riche la diversité des acteurs concernés. On peut cependant distinguer les acteurs délinquants ou mafieux, qui profitent évidemment de la mondialisation, des facilités de transport et de communication, pour promouvoir le narcotrafic, le commerce des êtres humains, ou toute forme de contrebande, et qui réalisent un chiffre d'affaires tenu pour supérieur à celui des hydrocarbures. Les flux non clandestins mettent, pour leur part, en évidence de véritables potentats, dont les firmes multinationales constituent l'expression la plus achevée.

À l'intérieur de cette catégorie, mentionnons d'abord les entreprises de communication. Sur le plan de l'information, le rayonnement direct (les spectateurs) ou indirect (les réseaux et partenaires) d'entreprises de presse télévisuelle comme CNN modifie en profondeur les conditions de socialisation des individus mondialisés : selon que la rédaction livre ou retienne une information, la structuration politique du monde s'en trouve modifiée. De même, les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) se caractérisent par un réseau de socialisation supérieur à celui des États (Facebook atteint 2 milliards d'individus), par des chiffres d'affaires mirobolants (229 milliards de dollars pour

Amazon en 2017) et par une faculté de contournement de la souveraineté étatique, se traduisant notamment par de très efficaces politiques d'optimisation fiscale.

Dans les domaines clés de la production, le poids des firmes multinationales est partout remarquable, notamment dans le domaine pétrolier, de la construction électrique ou automobile, où certaines d'entre elles affichent un chiffre d'affaires supérieur au PIB de petites puissances, telles que le Danemark ou la Finlande. L'essor de « firmes rhizomes », subtilement liées entre elles par des accords plus ou moins lisibles, aggrave cet effet de domination dans des proportions remarquables. Mais il faut surtout retenir la capacité croissante de ces acteurs d'imposer leur loi à la population vivant dans les espaces de production, notamment dans les pays en développement, à l'instar du delta du Niger, où les compagnies pétrolières règnent et polluent en maîtres ; leur aptitude à prendre l'ascendant sur les États eux-mêmes, par chantage fiscal ou par menaces sur l'emploi, devient de plus en plus déterminante.

À ces tyrannies qui pèsent sur l'ensemble de l'espace mondial, s'ajoutent quantité d'autres, plus ponctuelles, limitées à certains groupes qu'elles contrôlent et clientélisent d'autant plus facilement qu'elles échappent au contrôle des États : acteurs religieux ou sectes prospérant dans des situations de décomposition sociale et politique, comme les Églises évangélistes dans les pays du Sud, seigneurs de guerre ou entrepreneurs de violence s'imposant dans les formes nouvelles de conflictualité, lobbyistes, réseaux d'influence, etc. Autant de puissances avec lesquelles le jeu international doit désormais compter.

À LIRE

Arjun Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot », Paris, 2005

Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Qui gouverne le monde ?*, La Découverte, Paris, 2016

Bertrand Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'« ordre international »*, La Découverte, Paris, 2016

Richard Ned Lebow et Simon Reich, *Good Bye Hegemony. Power and Influence in the Global System*, Princeton University Press, Princeton, 2017

Jan Aart Scholte, *Globalization. A Critical Introduction*, Palgrave, New York, 2000

Charles Tilly, « War making and state making as organized crime », in Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985

LES MULTINATIONALES : PUISSANCES ET DÉGÂTS

Olivier Petitjean

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 582 à 591

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-582.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES MULTINATIONALES : PUISSANCES ET DÉGÂTS

par OLIVIER PETITJEAN,

(coordinateur de l'Observatoire des multinationales)

Remerciements à Juliette Thonma-Hubert

(professeure de sciences économiques et sociales)

« L'entreprise participe à l'amélioration de la qualité de la vie.

Elle participe à l'amélioration de notre environnement.

Elle fait une place aux plus faibles. Elle peut donner à ceux qui sont en situation de handicap la possibilité de travailler et de développer leurs talents.

Elle combat pour l'égalité femmes-hommes.

Elle combat pour l'intégration. L'entreprise modifie notre vie quotidienne.

L'entreprise a un rôle social. »

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie,
discours sur la loi Pacte, mars 2019

Les multinationales, tout le monde croit connaître. Plans sociaux, délocalisations, pollutions, évasion fiscale, débauche de profits : elles sont régulièrement accusées de tous les maux. Et pourtant, on a aussi le sentiment de ne pas trop pouvoir s'en passer, pour créer de l'emploi et dans notre vie de tous les jours. Voire pour résoudre les grands problèmes de ce monde, comme le changement climatique. Alors, les géants comme Apple, Total ou Coca-Cola sont-ils injustement mal aimés, ou bien faut-il s'inquiéter de leur emprise ?

COMMENT FONCTIONNENT LES MULTINATIONALES ET QUELS SONT LEURS EFFETS SUR NOS VIES ?

1. INSEE, Tableau de l'économie française 2018, en prenant la catégorie « grande entreprise » de l'INSEE pour synonyme de « multinationale ».

Si l'on fait abstraction des fantasmes qu'elles suscitent, les multinationales sont-elles réellement, au fond, si importantes que cela ? Elles ne représentent, en France, que 1,2 % des entreprises, et leurs salariés environ 13 % de la population active¹. Autrement dit, seule

une minorité d'entre nous travaillons pour des multinationales. Du moins directement. Car, en comptant l'ensemble des fournisseurs, sous-traitants et prestataires (depuis les agents de nettoyage jusqu'aux avocats d'affaires), qui dépendent directement ou indirectement de ces grandes entreprises, le tableau change du tout au tout.

Au centre des multinationales, il y a ce qu'on appelle le siège ou la « société mère » – c'est là qu'est son P.-D.G. et que s'organisent sa stratégie et ses finances. Autour de la société mère, il y a le « groupe » : un ensemble de filiales et de participations qui sont juridiquement des sociétés distinctes. Des multinationales comme Vinci, Google ou LVMH comptent des centaines voire des milliers de filiales un peu partout dans le monde. Celles-ci sont créées pour s'implanter dans un nouveau pays (par exemple, la filiale chinoise d'une firme française), pour mener à bien un projet (par exemple, une mine ou la construction d'un aéroport) ou encore pour assurer certaines fonctions spécifiques : par exemple, pour les filiales basées dans des paradis fiscaux, il s'agit de diminuer les impôts versés. Enfin, au-delà des limites du groupe, prolifèrent une multitude de fournisseurs, sous-traitants et prestataires, qui approvisionnent la multinationale en matières premières, fabriquent pour son compte des pièces ou des produits finis, ou lui apportent divers services.

Depuis quelques décennies, la tendance dominante au sein des multinationales a été de délocaliser et d'externaliser une partie de plus en plus importante de leur activité, autrement dit de la déplacer hors du périmètre du « groupe », pour la confier à des sous-traitants, souvent ailleurs dans le monde. C'est pourquoi les multinationales sont souvent accusées de favoriser la course au moins-disant (ou *dumping*) dans les domaines social, environnemental ou fiscal. Autrement dit, de localiser leur production là où les salaires sont les plus bas et où les réglementations sont les moins contraignantes. Aujourd'hui, de nombreux secteurs d'activité comme le textile ou l'électronique sont structurés autour de longues chaînes d'approvisionnement, où les matières premières sont collectées dans certains pays, la production est localisée dans d'autres pays (souvent en Asie ou au Mexique), et le tout est chapeauté par une société mère basée en Europe ou aux États-Unis, laquelle se concentre sur la conception des produits et le marketing. C'est le modèle symbolisé depuis les années 1990 par la marque d'équipements de sport Nike : ses chaussures sont conçues aux États-Unis, fabriquées à partir de caoutchouc d'Asie du Sud-Est, de cuir provenant d'élevages sud-américains, de coton d'Inde ou de Turquie, de matières synthétiques chinoises, et finale-

Aujourd'hui, de nombreux secteurs d'activité comme le textile ou l'électronique sont structurés autour de longues chaînes d'approvisionnement, où les matières premières sont collectées dans certains pays, la production est localisée dans d'autres pays et le tout est chapeauté par une société mère basée en Europe ou aux États-Unis.

ment assemblées en Indonésie ou dans un autre pays asiatique avant d'être revendues partout dans le monde. De la même manière, un tee-shirt H & M sera fabriqué au Bangladesh avec du coton d'Ouzbékistan, ou un smartphone Apple à Taïwan ou au Brésil avec des métaux provenant de bassin du Congo et d'Indonésie.

Une étude réalisée pour le compte de la Confédération syndicale internationale a essayé d'estimer le nombre réel de travailleurs et de travailleuses qu'emploient cinquante grandes multinationales. Si l'on s'en tient à leur effectif direct, ces dernières salarient environ 7 millions de personnes dans le monde. Mais, en incluant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement qui dépend de ces multinationales, le chiffre est en réalité de 116 millions – 16 fois plus². Ce qui donne une idée de l'immense pouvoir économique de ces firmes, contre lesquelles il n'y a pas (encore ?) de réel contrepoids. Le mouvement syndical a énormément de mal à toucher les travailleurs au-delà de l'effectif direct des multinationales. Et il demeure quasi impossible de poursuivre en justice une multinationale pour les abus commis sur sa chaîne de valeur. L'effondrement du *Rana Plaza* au Bangladesh en 2013, qui abritait des ateliers textiles travaillant pour de grandes marques occidentales, a fait plus de 1 100 victimes. Aucune des multinationales dont on a retrouvé des étiquettes dans les décombres n'a été inquiétée par la justice.

Si on envisage la question en tant que consommateurs et usagers, l'omniprésence des multinationales est tout de suite beaucoup plus évidente. La plupart d'entre nous utilisons les produits ou les services d'innombrables multinationales dès que nous nous levons le matin, pour allumer la lumière (les fournisseurs d'énergie que sont Engie, Total et EDF), prendre notre petit déjeuner (les grands groupes agroalimentaires comme Nestlé ou Unilever, ainsi que la grande distribution) ou nous informer des dernières nouvelles (Apple, Facebook et Google, ainsi que les opérateurs comme Orange, Altice, Bouygues et Free, sans parler des grands médias souvent eux aussi liés à des multinationales). Par là, nous dépendons des choix d'une poignée de grandes entreprises sur la manière dont elles génèrent leur électricité, dont elles choisissent de s'approvisionner en café et à quel prix ; ou sur la façon dont leurs services numériques attirent notre attention, et ainsi de suite. Dans bien des cas, les options alternatives – services publics, commerces locaux, produits « éthiques » ou non « commerciaux » – n'existent pas ou plus. Ou bien, plus chères ou moins commodés, ces options alternatives requièrent un véritable engagement citoyen.

L'emprise des multinationales sur notre quotidien n'a cessé de progresser ces dernières décennies. Au début des années 1960, par

2. Confédération syndicale internationale, « Scandal. Inside the global supply chains of 50 top companies », 2016.

exemple, la grande distribution ne représente qu'environ 10 % des dépenses alimentaires des Français. Aujourd'hui, ce chiffre est de 60 %. Et le secteur est lui-même concentré à 92 % entre les mains de seulement six groupes : Carrefour, Auchan, Casino, Intermarché, U et Leclerc. C'est dire le pouvoir de ces firmes, d'un côté sur ce que nous mangeons, et de l'autre sur le revenu des agriculteurs...

Pour nous, citoyens et citoyennes préoccupés des grands problèmes de la planète, le poids des multinationales est tout aussi flagrant. Les chaînes de valeur des grandes entreprises globalisées représentent 80 % du commerce international. Deux tiers des émissions de gaz à effet de serre qui se sont accumulées dans l'atmosphère depuis les débuts de la révolution industrielle proviennent de seulement 90 entreprises, principalement pétrolières³. L'évitement fiscal des multinationales représenterait 500 milliards de dollars de pertes annuelles pour les gouvernements, dont 18 milliards pour le fisc français⁴. Cet argent qui ne vient pas financer l'éducation ou la santé profite en revanche aux dirigeants des entreprises, dont les rémunérations explosent, et aux marchés financiers. Les dividendes versés dans le monde – qui sont essentiellement le fait de très grandes entreprises cotées en Bourse – ont atteint en 2018 le niveau record de 1 370 milliards de dollars⁵.

L'influence des multinationales sur les pouvoirs publics est profonde. Mais elle s'exerce le plus souvent sous des formes spécifiques, loin de la politique *stricto sensu* et de ses lieux de visibilité et de mise en débat, comme les campagnes électorales ou les discussions parlementaires.

LES MULTINATIONALES, PLUS PUISSANTES QUE LES ÉTATS ?

Tout ceci est-il vraiment de la faute des multinationales ? Après tout, elles ne font que viser le profit dans le cadre de règles fixées par les gouvernements. Si elles brisent ces règles, ces derniers n'ont qu'à les sanctionner. Ou bien, si les règles existantes ne suffisent pas, en adopter de nouvelles. Bref, est-ce qu'on ne se trompe pas un peu de cible ?

En réalité, l'influence des multinationales sur les pouvoirs publics est profonde. Mais elle s'exerce le plus souvent sous des formes spécifiques, loin de la politique *stricto sensu* et de ses lieux de visibilité et de mise en débat, comme les campagnes électorales ou les discussions parlementaires.

C'est ce que l'on a généralement en tête lorsque l'on dénonce le pouvoir des « lobbies ». L'influence des grandes entreprises dépasse cependant les images d'Épinal associées à la pratique du lobbying : accoster un député dans les couloirs de l'Assemblée, l'inviter à déjeuner, lui transmettre un amendement législatif prêt-à-l'emploi qu'il n'aura plus qu'à recopier...

3. Richard Heede, « Tracing anthropogenic carbon dioxide and methane emissions to fossil fuel and cement producers, 1854-2010 », *Climatic Change*, n° 122, janvier 2014, p. 229-241.

4. Selon une étude des Nations unies en 2017. Voir : Ingrid Feuerstein, « L'optimisation fiscale coûterait 18 milliards au budget de la France », *Les Échos*, 27 mars 2017.

5. Selon la société de gestion Janus Henderson Global Investors. Voir : « Avec 1 370 milliards de dollars, les dividendes mondiaux ont atteint un record en 2018 », *Le Temps*, 18 février 2019.

Cette influence est aussi et surtout faite d'une connaissance pointue des rouages administratifs, d'échanges au quotidien avec les décideurs dans de multiples comités et lieux de concertation, de connivences personnelles fondées sur la fréquentation des mêmes grandes écoles ou les pantouflages entre secteur public et secteur privé, de façonnage de l'opinion et de l'expertise grâce à leurs liens avec des médias, des *think tanks* et des organismes de recherche... Lorsque l'industrie agroalimentaire a voulu s'opposer à un étiquetage sur la qualité nutritionnelle de ses produits, elle a fait jouer tous ces leviers à la fois et réussi à obtenir que les nouvelles règles restent facultatives⁶. Plus profondément encore, cette influence s'appuie sur la propagation au sein même des pouvoirs publics d'une idéologie néolibérale qui fait qu'ils ont souvent intériorisé la soumission aux intérêts économiques établis et l'absence d'alternatives. L'implication du secteur privé peut être plus institutionnalisée (comme dans les institutions européennes) ou plus informelle (comme en France), le résultat est le même : c'est ce qu'on appelle parfois la « capture du régulateur ».

Parmi les 100 entités les plus riches dans le monde en 2017, 69 sont des multinationales, et seulement 31 relèvent des gouvernements.

À l'échelle internationale, le rapport de force paraît encore plus déséquilibré. Parmi les 100 entités les plus riches dans le monde en 2017, 69 sont des multinationales, et seulement 31 relèvent des gouvernements⁷. En termes de revenus, l'Espagne ou l'Australie pèsent moins que Walmart, le Mexique ou la Suède moins que Shell, la Russie moins que Toyota. Pour ce qui est des pays pauvres d'Afrique ou d'Asie, n'en parlons même pas. Certes, comparaison n'est pas raison : les revenus des États (leurs recettes fiscales) ne sont pas du tout du même ordre que ceux des entreprises (les produits de leurs ventes). La différence de ressources n'en est pas moins frappante, et elle se confirme à chaque fois ou presque qu'un gouvernement essaie de mettre une multinationale à l'amende, de la poursuivre devant les tribunaux ou de lui imposer de nouvelles réglementations. Il est immédiatement confronté à une armée de lobbyistes et d'avocats qui profiteront de toutes les failles. Dans le cadre d'un conflit emblématique opposant Chevron à des communautés équatoriennes victimes de décennies de pollution, la multinationale pétrolière américaine employait à un moment pas moins de 2 000 avocats, en plus de recourir aux services d'une firme d'intelligence économique pour 15 millions de dollars par an⁸. Même en France, lorsque le fisc envisage un redressement à l'encontre d'une grosse multinationale, il réfléchit à deux fois avant d'engager les ressources nécessaires, sachant qu'il ne peut jamais être sûr d'obtenir gain de cause au final.

6. Lire à ce sujet : Olivier Petitjean, « Comment les géants de la malbouffe ont sapé (et continuent à saper) l'étiquetage nutritionnel », Observatoire des multinationales, 18 décembre 2017.

7. Selon les calculs de l'ONG britannique Global Justice. Voir le site : Global Justice Now, « 69 of the richest 100 entities on the planet are corporations, not governments, figures show », 17 octobre 2018.

8. Voir le site : Observatoire des multinationales, « Injustice sans frontières ? Chevron contre l'Équateur », 21 mai 2015.

Le droit international des affaires (celui de l'Organisation mondiale du commerce et des accords de libre-échange) vient fausser le jeu encore davantage. Au sein de l'Union européenne, la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée » a souvent été utilisée pour empêcher l'intervention des pouvoirs publics sur l'économie. Mais la version la plus extrême de cet asservissement juridique des États reste les tribunaux arbitraux privés chargés des litiges liés à l'investissement. Ceux-ci (inclus notamment dans l'accord de libre-échange CETA entre Europe et Canada, et dans le projet d'accord TAFTA avec les États-Unis) permettent aux multinationales de poursuivre les gouvernements qui adopteraient des règles sociales ou environnementales nuisibles à leur taux de profit et de réclamer des compensations exorbitantes. L'Argentine a dû faire face à pas moins d'une quarantaine de litiges avec des multinationales, après la crise financière de 2001-2002 qui l'avait contrainte à dévaluer sa monnaie, qui lui ont coûté des centaines de millions de dollars.

EST-CE QU'ON N'OUBLIE PAS LES BIENFAITS QU'APPORTENT LES MULTINATIONALES ?

Bon, les grandes entreprises, on peut les critiquer, mais ce sont quand même elles qui nous donnent du travail, de la nourriture à un prix abordable, qui nous rendent la vie plus commode et nous divertissent, non ? Il y a certes des problèmes, mais pèsent-ils très lourd par rapport à tous les avantages que nous en retirons ?

C'est indéniablement le point fort des multinationales : elles peuvent en théorie faire baisser les prix en produisant à une échelle industrielle, tout en assurant un standard minimal de qualité. Elles peuvent déployer rapidement de nouvelles technologies. C'est grâce à elles que nous avons des bananes bon marché toute l'année et que nous pouvons profiter presque immédiatement d'objets connectés dernier cri.

Le problème tient à la manière dont les coûts et les bénéfices en sont répartis. Il y a sans doute eu des époques où les grandes entreprises, certes, engendraient des inconvénients mais, au moins, créaient des emplois et des opportunités d'ascension sociale, payaient leurs impôts, redistribuaient la richesse. Aujourd'hui, les bénéfices sont de plus en plus concentrés entre les mains de quelques-uns (les marchés financiers

et les dirigeants), au détriment du fisc et des salaires, alors même que les pouvoirs publics continuent à soutenir abondamment les firmes sous forme d'aides directes ou de crédits d'impôt. Pendant plusieurs années, par exemple, Total n'a pas versé d'impôt sur les sociétés en France, tout en touchant des crédits d'impôt et en distribuant des milliards de dividendes à ses actionnaires.

D'un autre côté, les conséquences négatives du « progrès » pour l'environnement et pour la santé des travailleurs eux-mêmes sont de plus en plus visibles, et de plus en plus insupportables. Par exemple, autour de l'étang de Berre, dans les Bouches-du-Rhône, dans l'une des plus importantes concentrations industrielles de France, les études se multiplient depuis quelques années pour alerter sur la situation sanitaire des ouvriers et des riverains, au point que même les plus ardents défenseurs de la cause de l'emploi se posent des questions.

L'argument des « prix bas » n'est plus vraiment crédible lorsque l'on voit des pans entiers de l'économie dominés par une poignée de grandes entreprises qui s'assurent de confortables rentes.

Enfin, dans ce que les grandes entreprises qualifient aujourd'hui d'« innovation », il y a certes des technologies et des services nouveaux, mais il y a aussi beaucoup de marketing et de consumérisme qui ne contribuent pas vraiment à améliorer le sentiment de bien-être. Un smartphone, peut-être ; mais le dernier modèle toujours plus cher d'Apple ou de Samsung, pas forcément.

Il y a pourtant le choix. Dans bien des cas, d'autres modèles économiques, à commencer par des services publics locaux ou nationaux ou diverses formes d'économie locale, solidaire ou coopérative, pourraient sans doute apporter des produits et des services bien meilleurs, à un prix pas forcément supérieur, et sans les coûts indirects associés. Mais la position dominante acquise par les multinationales leur permet souvent d'entraver ces alternatives... sauf quand elles peuvent les récupérer à leur profit. La grande distribution n'a ouvert la porte à l'alimentation bio que quand elle a constaté qu'elle pouvait s'assurer dessus des marges encore plus confortables que pour l'alimentation conventionnelle⁹.

Tout ceci explique que l'image des grandes entreprises soit devenue très mauvaise. En réponse, les multinationales, et les politiques qui les soutiennent, jouent volontiers sur la corde nationaliste. Après tout, les intérêts de « nos » multinationales ne sont-ils pas un peu les nôtres ? Est-ce qu'elles ne valent pas mieux que leurs concurrentes américaines, russes ou chinoises ? L'argument est un peu paradoxal, alors que les grandes entreprises sont en réalité de moins en moins « françaises » (ou allemandes, ou espagnoles, etc.) dans leur actionnariat et dans leur

9. Voir l'étude de l'association de consommateurs UFC-Que choisir sur son site : « Prix du bio : pas à la portée de tous », 24 août 2017.

effectif. Entre 2010 et 2017, par exemple, les entreprises du CAC 40 ont vu leur effectif en France baisser d'environ 20 %, alors même que leur effectif mondial augmentait de 2 %, leur chiffre d'affaires de 10 % et les dividendes redistribués aux actionnaires (majoritairement internationaux) de 44 %¹⁰. Cette tendance est particulièrement forte dans l'industrie, où elle semble correspondre à une stratégie de longue date des grands groupes français de se développer en s'internationalisant et en investissant à l'étranger, c'est-à-dire en délocalisant, par contraste avec l'industrie allemande. L'existence de « champions nationaux » pesant sur la scène internationale bénéficie surtout, économiquement et symboliquement, aux classes dirigeantes, mais non au reste de la population.

LES MULTINATIONALES NE FONT-ELLES PAS QUAND MÊME PARTIE DE LA SOLUTION ?

À considérer leurs publicités à la télévision et leurs brochures sur papier glacé, pleines d'éoliennes, de vertes prairies et de travailleuses souriantes, on pourrait croire que le problème est quand même un peu en train d'être réglé. Nos multinationales semblent avoir appris de leurs erreurs passées. Fini, la pollution et l'exploitation, place aux « solutions » ! Ou non ?

Confrontées aux critiques et aux scandales, les multinationales ont répondu en développant un ensemble d'outils et d'initiatives que l'on peut ranger sous la catégorie générale de « responsabilité sociale des entreprises », ou RSE¹¹. Celle-ci est souvent critiquée par les syndicats ou les associations parce qu'elle relève surtout de la communication et ne change fondamentalement rien aux pratiques des firmes. Par exemple, une marque de vêtements se vantera partout de son « code de conduite éthique » à destination de ses fournisseurs asiatiques, tout en continuant par ailleurs à exiger d'eux des coûts et des délais de livraison incompatibles avec des conditions de travail décentes.

Concrètement, la RSE se traduit par une prolifération de normes, de labels et de distinctions dans les domaines social ou environnemental. Les emballages sont de plus en plus colorés, mais le consommateur a beaucoup de mal à s'y retrouver. C'est un peu fait exprès. De nombreux consommateurs pensent encore, par exemple, que le label « point vert » signifie que l'emballage est recyclable, alors qu'il signifie simplement que l'entreprise a versé une cotisation à un organisme de gestion des

10. Observatoire des multinationales et Attac, « Les grandes entreprises françaises, un impact désastreux pour la société et la planète », janvier 2019.

11. Même si, aujourd'hui, elles tendent à abandonner ce terme encore trop « négatif » pour mettre l'accent sur leur « mission sociale » ou leur « raison d'être », comme avec la loi Pacte adoptée en France au printemps 2019.

déchets. Ces normes privées tendent à se substituer à la réglementation publique. Dans leur immense majorité, elles sont contrôlées par les entreprises elles-mêmes et ne font l'objet d'aucune vérification réellement indépendante.

La multiplication des annonces et des engagements publics participe de la même stratégie. Avec tout ce qui a été promis par les multinationales sur le climat ou la pollution plastique, on pourrait croire qu'il n'y a plus d'inquiétude à se faire. Il n'en est rien. Souvent, ces grandes déclarations « vertes » ne visent qu'à détourner l'attention sur une petite partie du problème, par exemple en reportant la faute sur les consommateurs qui ne jetteraient pas leurs emballages ou leurs bouteilles dans la bonne poubelle, au lieu de remettre en cause, à la base, la production massive de plastique jetable. Ou, encore, les multinationales cherchent à favoriser des solutions qui ne questionnent pas leurs intérêts commerciaux : par exemple, le passage à des énergies présentées comme plus vertes, comme le gaz, les agrocarburants ou les grandes fermes éoliennes abondamment subventionnées, plutôt que les économies d'énergie ou le développement de sources renouvelables locales. C'est ainsi que Total peut se donner une image de « champion » de la transition énergétique tout en continuant à développer de nouveaux gisements de pétrole et de gaz¹². En ce sens, le *greenwashing* (par quoi l'on désigne les prétentions « écolo » abusives des multinationales) est aussi une forme de lobbying, qui vise à éviter des mesures plus contraignantes et plus radicales.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les multinationales sont devenues d'énormes machines à accaparer la richesse au profit de quelques-uns et à en faire payer les coûts (monétaires, sociaux ou environnementaux) à tout le monde.

Les multinationales sont devenues d'énormes machines à accaparer la richesse au profit de quelques-uns et à en faire payer les coûts (monétaires, sociaux ou environnementaux) à tout le monde. Si on ne met pas sous contrôle cette dynamique, elle menace notre cohésion sociale, les grands équilibres écologiques, la démocratie. Le premier pas consiste à combattre le sentiment qu'il n'y a pas d'alternative possible, ni pour les pouvoirs publics ni pour les travailleurs et les consommateurs.

12. Observatoire des multinationales, « Total : une stratégie climat en trompe-l'œil », 13 janvier 2017.

À LIRE

Michel Capron et Françoise Quairel-Lanoizelée, *L'Entreprise dans la société. Une question politique*, La Découverte, coll. « Grands Repères Manuels », Paris, 2015

Christian Chavagneux et Marieke Louis, *Le Pouvoir des multinationales*, Presses universitaires de France, Paris, 2018

Alain Deneault, *De quoi Total est-elle la somme ? Multinationales et perversion du droit*, Rue de l'Échiquier-Écosociété, Paris, 2017

William Kapp, *Les Coûts sociaux de l'entreprise privée*, Les Petits Matins, Paris, 2015

Naomi Klein, *No Logo. La tyrannie des marques*, Actes Sud, Paris, 2001

Site de l'Observatoire des multinationales

À VOIR

Site de l'Observatoire des multinationales, multinationales.org

ALORS, HEUREUSE, LA MONDIALISATION ?

Olivier Blamangin, Julien Lusson et Gustave Massiah
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 592 à 601

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-592.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ALORS, HEUREUSE, LA MONDIALISATION ?

par **OLIVIER BLAMANGIN** (CEDETIM, ancien responsable syndical),
JULIEN LUSSON (CEDETIM, AITEC),
et **GUSTAVE MASSIAH** (CEDETIM, membre du conseil scientifique d'Attac)

« La mondialisation est une formidable opportunité. »
Emmanuel Macron, France 2, 16 novembre 2016

« Refuser la mondialisation est illusoire,
la diaboliser est trop facile. »
Emmanuel Macron, Twitter, 30 mai 2018

En 1999, l'essayiste libéral Alain Minc publie un ouvrage à succès intitulé *La Mondialisation heureuse*. Il y défend les bienfaits du libre-échange et de la flexibilité, s'insurge contre la frilosité des Français face à une inéluctable ouverture des marchés. Vingt ans plus tard, le monde a effectivement été profondément bouleversé. Mais même le président du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux, le reconnaît : « La mondialisation heureuse est terminée » (*Journal du dimanche*, 3 novembre 2018). Alors, la mondialisation, d'où vient-elle et que change-t-elle au fond ? Qui sont les « gagnants » et les « perdants » ?

LA MONDIALISATION, QUOI DE NEUF ?

« Nous vivons à l'heure de la mondialisation. » L'affirmation peut sembler bizarre. Car la mondialisation a toujours existé. Mais, en effet, depuis le début des années 1980, les rapports entre les sociétés, les nations et les États, l'ordre international, l'économie et le capitalisme ont été profondément bouleversés. Resituer la mondialisation dans le temps long permet de faire la part des continuités et ruptures.

La mondialisation est, en effet,
capitaliste depuis le début,
autant que le capitalisme est
mondial depuis ses débuts.

L'histoire de la mondialisation commence il y a quelques siècles, dès l'origine du capitalisme. La mondialisation est, en

effet, capitaliste depuis le début, autant que le capitalisme est mondial depuis ses débuts. La bourgeoisie, **classe sociale** porteuse du capitalisme, s'affirme progressivement au sein des sociétés féodales dès le ^x^e ou le ^{xii}^e siècle. Elle gagne en puissance dans les grandes villes marchandes, lesquelles sont alors les centres de ce nouveau monde en construction. Dès le ^{xiii}^e siècle, pour ne prendre qu'un exemple, la bourgeoisie de la République de Venise met en œuvre une stratégie capitaliste et mondiale en lançant ses navires à travers la Méditerranée orientale et en y multipliant les comptoirs marchands. Elle prend le contrôle du commerce entre l'Occident continental et l'Orient, et se trouve, déjà, au cœur de ce que l'historien Fernand Braudel appelle une « économie-monde ». L'historienne Élisabeth Crouzet-Pavan observe que les marchands vénitiens étaient actifs sur toutes les places commerciales, de Constantinople à la Crète, de Bruges à l'Arménie, de l'Afrique du Nord à l'Eubée¹. Cette domination est alors assurée par la supériorité technique des galères sorties de l'arsenal de Venise qui est, dans la première moitié du ^{xv}^e siècle, le premier employeur de l'Occident, avec 17 000 employés ; la flotte marchande vénitienne comptant 25 000 marins². Le revenu par habitant à Venise, en 1400, était quinze fois plus élevé que celui de Paris, Madrid ou Londres. En 1423, dans son discours sur l'état de la cité, le doge Tommaso Mocenigo a pu recenser 3 000 navires marchands, 300 navires de guerre. L'État se comporte comme une gigantesque compagnie de navigation : tous les ans, il affrète, sous l'autorité du Sénat, 15 à 20 vaisseaux de 300 à 500 tonnes, naviguant toujours groupés par deux ou quatre, vers l'Orient, l'Égypte, l'Afrique du Nord, et de plus en plus vers les ports anglais et flamands.

Les bourgeoisies les plus puissantes se sont ainsi, depuis longtemps, développées à mesure qu'elles ont travaillé à mondialiser leurs marchés.

Les diverses colonisations ont été des conséquences et des accélérations de ce mouvement historiquement long – d'abord aux Amériques à partir de la fin du ^{xv}^e siècle, puis en Afrique et en Asie. La création de ce qu'on appelle alors les « compagnies des Indes » (de grandes

Classe sociale : la classe sociale désigne un groupe social de grande dimension qui occupe une place dans la hiérarchie sociale d'une société. Les classes sociales sont définies en fonction des rapports sociaux de production. Dans la société féodale, par exemple, la propriété

de la terre distingue les féodaux des paysans. Dans la société capitaliste, la propriété des moyens de production et du capital sépare les capitalistes des ouvriers.

1. Voir : Élisabeth Crouzet-Pavan, *Venise triomphante, les horizons d'un mythe*, Albin Michel, Paris, 1999.
2. Fernand Braudel, « La mer », in Fernand Braudel (dir.), *La Méditerranée. L'espace et l'histoire. Les hommes et l'héritage*, Flammarion, Paris, 1977.

compagnies privées auxquelles les États européens – Hollande, France et Angleterre – délèguent le monopole du commerce avec les comptoirs coloniaux) préfigure en quelque sorte l'entreprise multinationale d'aujourd'hui.

La mondialisation du capitalisme n'est donc pas un phénomène nouveau. Elle a connu un premier cycle d'accélération pendant la **révolution industrielle** européenne et l'expansion coloniale, en étant favorisée par diverses évolutions techniques, augmentant les échanges entre continents (bateaux à vapeur, télégraphe, etc.).

Mais si la mondialisation est ancienne, une nouvelle phase, que l'on nomme néolibérale, s'ouvre effectivement à partir de la fin des années 1970. L'interpénétration des économies s'est accrue et le marché mondial s'est unifié. Les nouvelles technologies de la communication et de l'information, leur rapidité, la réduction drastique de leur coût, conjuguée à la révolution des transports de masse des marchandises – ce qui favorise pour les firmes et les investisseurs une instantanéité et une ubiquité jamais atteintes –, permettent une connexion mondialisée des places financières et une croissance exponentielle des flux financiers et des flux commerciaux. Ce qui rend de plus en plus interdépendantes un nombre croissant d'économies nationales. Les fonds d'investissement, les multinationales et des personnels d'État convertis au marché sans entrave imposent un mouvement inédit de déréglementation de la finance et de libéralisation commerciale (accords, puis zones de libre-échange, libéralisation des règles de l'Organisation mondiale du commerce, croissance sans précédent des circulations de marchandise). S'ensuit une extension inédite du domaine marchand à l'échelle mondiale et à l'ensemble des secteurs (santé, éducation, énergie, etc.). Même les biens communs (vivant, eau, air) ne sont pas épargnés par cette marchandisation quasi totale.

Le modèle de production de la grande entreprise multinationale, structurée en **chaîne de valeur**, s'impose toujours davantage. Les marchés financiers, avec leurs exigences de rentabilité toujours plus forte et leurs spéculations (qui s'opèrent à une vitesse folle), occupent

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Révolution industrielle : la première révolution industrielle commence en Angleterre et dans les Flandres au milieu du XVIII^e siècle et gagne la France au début du XIX^e siècle. Elle suit une modernisation de l'agriculture avec l'apparition de rapports capitalistes autour des

fermiers. Elle concerne le textile, l'énergie et la vapeur, la métallurgie dans les manufactures. La deuxième révolution industrielle, dans les années 1870, concerne l'électricité et le moteur électrique, le pétrole, la chimie, la sidérurgie, l'automobile et le chemin de fer. C'est l'organisation de

une place grandissante dans le financement des entreprises et des États. Les transactions financières s'effectuent en continu, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les opérateurs pouvant intervenir en temps réel sur les marchés de Tokyo, Londres ou New York. De sorte que les capitaux circulent sans restriction à travers le monde et jouent de la concurrence fiscale et sociale entre les territoires et les travailleurs, ce qui favorise un *dumping* social généralisé, pris dans une division internationale du travail qui s'accroît. Au Sud, les **délocalisations** visent à exploiter et tirer profit d'une main-d'œuvre bon marché. Au Nord, délocalisations, automatisation, robotisation et nouvelle organisation du travail entraînent des licenciements massifs, la destruction de millions d'emplois qui n'est qu'imparfaitement compensée par des créations dans d'autres secteurs.

Cette nouvelle phase de la mondialisation constitue-t-elle un horizon indépassable de l'histoire ? Assurément, non. La crise financière de 2008 a montré les limites du néolibéralisme et a ouvert une période d'incertitudes et de grandes contradictions. La croissance des inégalités, les ravages écologiques, à l'échelle du monde et au sein de chaque société, sont de plus en plus insoutenables.

MADE IN... MULTINATIONALE

Téléphones, ordinateurs, vêtements, alimentation... Autant de *made in* venus de l'autre bout de la planète. Ils envahissent désormais nos supermarchés, tandis que nous accédons *via* Internet à des produits culturels du monde entier. La mondialisation est devenue notre quotidien de consommateurs.

Depuis les années 1990, les échanges commerciaux internationaux se sont fortement accélérés et ont même augmenté plus vite que la production mondiale. C'est que, du côté de la production, les choses ont profondément évolué. Les grandes entreprises multinationales opèrent désormais sur le « marché mondial », et avec elles sont apparus de

l'entreprise moderne et de la classe ouvrière. La troisième révolution industrielle, à partir des années 1970, est la révolution informatique avec les microprocesseurs et Internet. Les imprimantes 3D, le numérique et les biotechnologies peuvent bouleverser les rapports sociaux.

Chaîne de valeur : c'est l'étude précise des différentes étapes nécessaires à la production d'un bien au sein d'une entreprise ou d'une filière, de l'achat de matière première jusqu'au service après-vente. L'objectif est d'identifier, en décortiquant ainsi chaque étape

nouveaux types d'échanges commerciaux non plus simplement internationaux, c'est-à-dire entre pays spécialisés dans une production particulière (par exemple produits agricoles d'un pays contre biens manufacturés d'un autre), mais multinationaux.

Les systèmes de production des grandes multinationales de secteurs aussi variés que l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, l'alimentaire ou le textile-habillement se caractérisent désormais par une déconnexion croissante entre, d'une part, les lieux de distribution et de consommation et, d'autre part, l'origine géographique des composants et la localisation

des étapes du processus de fabrication. Un iPhone, par exemple,

Un iPhone, par exemple, est composé à 90 % de pièces fabriquées hors des États-Unis.

est composé à 90 % de pièces fabriquées hors des États-Unis : semi-conducteurs d'Allemagne et de Taïwan, mémoires de Corée et du Japon, écrans et circuits de Corée et Taïwan, métaux rares d'Afrique et d'Asie, acier de Russie... L'assemblage est

réalisé à Zhengzhou, la « Apple City » de la province du Henan (Chine), par l'entreprise taïwanaise Foxconn, qui y emploie près de 300 000 ouvriers³. Apple contrôle ainsi toute la chaîne de valeur du produit et optimise ses coûts grâce aux « qualités » de chacun des segments de production : l'extraction à bas coûts des matières premières en Afrique, la maîtrise technologique de la Corée du Sud et du Japon, la présence en Chine d'usines de montage avec une main-d'œuvre abondante, mal rémunérée et corvéable à merci, sous la supervision d'ingénieurs de qualité moins chers que les ingénieurs américains, etc. Par la maîtrise de la conception et en favorisant cette production éclatée, Apple peut s'approprier l'essentiel de la valeur ajoutée du produit. C'est-à-dire l'essentiel de la richesse produite par l'ensemble du travail mobilisé, tout au long de la chaîne de valeur⁴.

Apple n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. La concentration financière, contribuant au développement de grandes entreprises de niveau mondial *via* les fusions-acquisitions, est allée de pair avec la déconcentration productive, c'est-à-dire l'éclatement des grandes entreprises intégrées en une multitude de petites unités de production, *via* les processus de filialisation, d'**externalisation**, de sous-traitance en

nécessaire à la production, où et comment se crée la valeur du produit et quelles sont les étapes qui donnent à l'entreprise ou à la filière un avantage concurrentiel.

Délocalisation : c'est le déplacement d'une activité et des emplois d'une

entreprise vers un autre territoire, généralement pour réduire les coûts de production grâce à des salaires moins élevés, des législations sociales ou environnementales moins contraignantes, une fiscalité plus faible, etc.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

3. Voir : « Étude de cas : l'iPhone, un produit mondialisé », L.A. Story, 1^{er} octobre 2018.

4. Le prix final d'un iPhone 4, vendu en 2011 à 620 dollars, se décomposait de la façon suivante : 26 % pour les composants, 7 % pour la batterie et divers, 5,75 % pour les logiciels et brevets, 3,25 % pour la main-d'œuvre (assemblage et tests), 1,6 % pour l'emballage et la logistique de vente, 56,4 % pour la marge (dont marketing et commercialisation). Source : *Alternatives économiques*.

cascade et de délocalisation. Dans le même temps, le développement de la finance de marché a imposé, dans les entreprises, des normes de rentabilité de court terme très élevées (de l'ordre de 15 %) au bénéfice des actionnaires, contribuant à la pression sur le travail et au développement de nouvelles stratégies de valorisation du capital. Avec la libéralisation commerciale, les grandes firmes ont confié une part croissante des activités productives à des fournisseurs et sous-traitants (en particulier en Chine, de loin le premier exportateur mondial aujourd'hui), tout en focalisant leurs investissements sur des activités immatérielles (marketing, commerce, finance).

Une nouvelle hiérarchie s'impose désormais au sein de réseaux transnationaux de production – ou chaînes globales de valeur. Des multinationales « têtes de réseau » conçoivent les produits et les marques et engrangent l'essentiel des profits. Aux fournisseurs et sous-traitants sont confiées les tâches d'exécution (et progressivement des tâches d'ingénierie) de la production. Les firmes multinationales mettent en concurrence des territoires, pour bénéficier de normes sociales, fiscales et environnementales plus avantageuses. La multiplication des filiales et les manipulations comptables permettent le développement de stratégies d'**optimisation fiscale**. C'est ainsi qu'Apple est parvenu à ne payer quasiment aucun impôt en Europe, malgré des bénéfices considérables. Dans les pays anciennement industrialisés, ces évolutions ont modifié le travail, flexibilisé et précarisé l'emploi, éclaté les collectifs. Le contenu du travail a été modifié en profondeur, combinant contraintes industrielles (travail à la chaîne, suivi des cadences et des normes, etc.) et contraintes marchandes (satisfaire le client rapidement, relations client-fournisseurs généralisées).

Ce modèle productif n'aurait pas été possible sans le développement des technologies de communication et la révolution des transports, par conteneurs notamment. Mais cette croissance exponentielle des transports et de la consommation d'énergie (carbonée) porte en elle les germes d'un véritable désastre écologique. Le Forum international des transports auprès de l'OCDE prévoyait, en 2015, que les volumes

Externalisation : fait de confier à une entreprise extérieure, à un sous-traitant tout ou partie d'une tâche ou d'une activité nécessaire à la production d'un produit. L'objectif est alors de réduire les coûts en jouant sur la mise en concurrence des prestataires et sur la flexibilité du service.

Optimisation fiscale : ensemble de pratiques, à la limite de la légalité, qui permettent à un contribuable de réduire ses impôts. Il utilise pour cela toutes les failles de la loi, les facilités offertes par les conventions fiscales entre pays et la possibilité de localiser ses activités dans un territoire ou

de fret international seraient multipliés par plus de quatre d'ici 2050 et que la distance moyenne des transports, tous modes confondus, augmenterait de 12 %. Avec à la clé une augmentation de 290 % des émissions de CO₂ imputables au commerce international entre 2010 et 2050, le fret devenant alors la principale source d'émission de CO₂ pour le transport de surface, devant le transport de passagers⁵.

MONDIALISATION DES INÉGALITÉS

Thiago a tout juste douze ans. Il vient d'installer sa caisse de cireur de chaussures devant le *Fashion Mall* de Rio de Janeiro, dans la capitale brésilienne. Chaque après-midi, après l'école, il interpelle ainsi les passants qui se pressent vers le centre commercial, pour leur proposer ses services. Cela lui permet de gagner quelques pièces et d'aider sa mère, femme de ménage dans une riche famille d'avocats, qui élève seule ses enfants. La mondialisation, Thiago l'entrevoit tous les jours : des dizaines de camions, chargés de marchandises fabriquées en Asie ou en Amérique du Nord, qui viennent ravitailler les boutiques du centre commercial ; les grandes marques internationales dont les logos s'étalent sur les sacs de celles et ceux qui rentrent chez eux après leurs courses ; les milliers de personnes qui dépensent ici, pour se restaurer un soir ou se vêtir, bien plus que ce que Thiago rapporte à la maison en une année de dur labeur. Sans doute ces gens-là sont-ils les grands « gagnants de la mondialisation », ceux que les journalistes de la télévision appellent la classe moyenne du Brésil émergent. S'il y a des gagnants, c'est qu'il y a aussi des perdants ? Thiago, lui, n'a pas l'occasion de jouer. Il regarde simplement passer la mondialisation, comme son oncle avant lui, qui lui a transmis sa caisse de cirage...

Toute la mondialisation « heureuse » est résumée dans ce centre commercial brésilien : la croissance extraordinaire du volume de marchandises et de services produits dans le monde, avec certains pays pauvres qui deviennent des **pays émergents**, et des millions de

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

dans un autre. Pour les entreprises, l'optimisation fiscale passe généralement par une localisation des charges déductibles de l'impôt dans un pays à forte fiscalité et par un transfert d'un maximum de profits dans un pays où ils sont faiblement imposés.

Pays émergents : pays en développement qui connaissent une croissance économique rapide et des mutations sociales importantes. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (les « BRICS ») sont considérés comme les principaux pays émergents, mais on y trouve

5. Forum international des transports de l'OCDE : www.itf-oecd.org

gens qui sortent de la pauvreté, dans un marché mondial qui ne fait plus qu'un (les produits parcourent la planète en tous sens). Entre 1960 et 2017, le produit intérieur brut (PIB) mondial – la richesse produite chaque année par l'ensemble des pays de la planète – a effectivement été multiplié par sept⁶. Sur la même période, le commerce mondial de marchandises, mesuré comme la somme totale des exportations de l'ensemble des pays, a, lui, été multiplié par presque 20⁷. La grande pauvreté a significativement reculé à l'échelle de la planète : en 1981, 42 % de la population mondiale vivait avec moins de 1,90 dollar par jour. Depuis, cette proportion a sans cesse reculé, passant à 28 % au tournant des années 2000 et à moins de 10 % en 2015⁸. C'est évidemment l'extraordinaire développement de la Chine et de l'Inde qui permet ces bons résultats. Mais d'autres pays en ont bénéficié, comme le Brésil de Thiago, où l'on comptait entre 20 et 30 % de très pauvres au début des années 1980 ; ils sont moins de 5 % aujourd'hui.

Et puis, il y a le revers, l'énorme revers de la médaille. Les 700 millions de très pauvres – dont un peu plus de 400 millions en Afrique – qui continuent à vivre avec moins de 1,90 dollar par jour et restent, comme Thiago, sur le bord du chemin. Les centaines de millions de personnes – une sur dix ! – qui souffrent toujours de la faim alors que nous vivons dans un monde d'abondance. Celles et ceux qui gagnent effectivement plus que 1,90 dollar par jour, le seuil de grande pauvreté monétaire, mais qui ne peuvent en vivre dignement. La mise en concurrence généralisée des travailleurs qui pèse sur les salaires. Les usines textiles qui ferment à Madagascar, où le salaire minimum ne dépasse pas quelques dizaines d'euros, pour se délocaliser au Bangladesh, dont les coûts de production sont encore moins élevés. Le changement climatique et les dégâts environnementaux considérables d'un système qui prélève sur la nature toujours plus de ressources non renouvelables. Et le développement des inégalités, qui se creusent toujours.

Car, dans cette histoire longue de la mondialisation, la phase néolibérale a introduit une rupture : alors que les inégalités entre les plus

aussi des pays comme la Turquie, l'Argentine ou l'Indonésie.

6. Banque mondiale, PIB en dollars américains constants de 2010, données des comptes nationaux de la Banque mondiale et de l'OCDE, DataBank, avril 2019.

7. Calcul d'après UNCTADStat, total mondial des exportations en dollars américains, prix courants convertis en prix constants de 2018.

8. Banque mondiale, ratio de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour en pourcentage de la population (parité de pouvoir d'achat 2011).

riches et les plus pauvres n'avaient cessé de se réduire tout au long du xx^e siècle, elles se creusent de nouveau depuis le début des années 1980. On peut mesurer cette évolution en comparant ce que gagne chaque année un groupe d'individus (par exemple les 1 % ou les 0,1 % les plus riches) par rapport à ce que gagne l'ensemble de la population d'un pays. On constate alors qu'à l'échelle du monde les revenus annuels des 1 % les plus riches sont passés, entre 1982 et 2012, de 16 à 21 % de la totalité des revenus. En d'autres termes, si

Si l'on devait partager le gâteau des richesses produites chaque année dans le monde en 100 parts égales, les 1 % les plus riches accaparaient à eux seuls un peu plus de 20 parts, en ne laissant qu'un peu moins de 10 parts aux 50 % les plus pauvres.

l'on devait partager le gâteau des richesses produites chaque année dans le monde en 100 parts égales, les 1 % les plus riches accaparaient à eux seuls un peu plus de 20 parts, en ne laissant qu'un peu moins de 10 parts aux 50 % les plus pauvres, la moitié de la population mondiale. L'accumulation au sommet de la pyramide devient proprement saisissante : selon le dernier rapport de l'association Oxfam, les 26 plus grandes fortunes mondiales détiennent autant de richesses que les 3,8 milliards de personnes les plus pauvres⁹ !

Cette croissance des inégalités touche la presque totalité des pays, y compris ceux qui sont considérés comme les principaux bénéficiaires de la mondialisation. C'est le cas de la Chine ou des États-Unis, mais aussi de l'Inde, où le fossé se creuse de façon particulièrement spectaculaire : en une vingtaine d'années, le revenu des 1 % les plus riches y est passé de 6 à 21 % du revenu national total. L'Europe et la France n'échappent pas à ce mouvement général, même si les inégalités s'y creusent moins rapidement. On aurait tort de considérer ce problème comme un simple dégât collatéral de la mondialisation actuelle ou comme un phénomène transitoire : il est au cœur du projet néolibéral, qui s'attaque à toutes les entraves au « libre commerce », et donc à toutes les politiques publiques (fiscales, sociales, éducatives, etc.), dont l'objet est justement de lutter contre les inégalités.

MORALE DE L'HISTOIRE

Accroissement sans précédent des échanges et des richesses produites, marchandisation du monde, voici venu le temps de la « mondialisation heureuse ». Mais à quel prix ? Celui d'un bouleversement sans précédent des modes de production, d'une explosion des inégalités et de coûts sociaux et environnementaux considérables.

9. Oxfam, *Services publics ou fortunes privées ?*, Davos, 2019, p. 32.

À LIRE

Samir Amin, *Le Développement inégal*, Éditions de Minuit, Paris, 1973

Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, Paris, 2007

Fernand Braudel, *La Grammaire des civilisations*, Flammarion, Paris, 2008

André Gunder Frank, *L'Accumulation mondiale. 1500-1800*, Calmann-Lévy, Paris, 1977

Gustave Massiah, avec la collaboration d'Élise Massiah, *Une stratégie altermondialiste*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2011

Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, La Découverte, Paris, 2009

Collectif Éthique sur l'étiquette, *Mondialiser les droits humains au travail*, Éthique-sur-etiquette.org

Jean-Pierre Durand, « Le travail aujourd'hui : crises et modèles productifs », Educ-revues.fr

Florence Palpacuer, « Chaînes globales de valeur, modèles de GRH et responsabilité sociale d'entreprise », Lest.cnrs.fr

Nolwenn Weiler, « Ce qui se passe dans le monde du travail est une des causes importantes de la montée du FN », Bastamag.net, 1^{er} avril 2016

Branko Milanović, *Inégalités mondiales : le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, La Découverte, Paris, 2019.

Facundo Alvaredo et al., *Rapport sur les inégalités mondiales*, World Inequality Lab, 2018

Oxfam, *Services publics ou fortunes privées ?*, Davos, 2019

LES HÉGÉMONIES DANS LE SYSTÈME CAPITALISTE MODERNE

Philip Golub

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 602 à 612

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-602.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES HÉGÉMONIES DANS LE SYSTÈME CAPITALISTE MODERNE

par **PHILIP GOLUB** (professeur de relations internationales,
Université américaine de Paris)

America first.

Slogan de campagne de Donald Trump

« La Russie n'a jamais perdu la guerre froide,
parce que la guerre froide n'est pas finie. »

Vladimir Poutine

La sociologie historique des relations internationales offre de multiples approches pour appréhender la structuration inégale du monde moderne. Ses objets incluent la construction de l'État moderne, l'émergence du capitalisme, l'impérialisme, la guerre et la mondialisation. La question ici traitée est le passage d'un univers pluriel et polycentrique, avant la révolution industrielle européenne, au monde hiérarchique européen- puis américano-centré qui en a résulté, et le basculement historique en cours, du fait de la réémergence de la Chine.

CENTRAGES, DÉCENTRAGES ET RECENTRAGES

Dans son œuvre magistrale sur le capitalisme historique, Fernand Braudel évoque une apparente régularité dans le développement et le déploiement spatial du capitalisme : centrages, décentrages et recentrages dans l'économie-monde européenne du ^{xiv}e à la fin du ^{xviii}e siècle, puis, aux siècles suivants, dans l'économie mondiale¹. Les « centres » sont les lieux – cités-États ou États-nations, selon l'époque – où se concentrent la richesse et le plus souvent le pouvoir ; c'est là, écrit-il lyriquement, « que le soleil de l'histoire fait briller les plus vives couleurs, là que se

1. Par « économie-monde », Braudel entend un espace géographique large mais limité, formant un ensemble économique structuré ; par « économie mondiale », le « marché de tout l'univers ».

manifestent les hauts prix, les hauts salaires, la banque, les marchandises «royales», les industries profitables, les agricultures capitalistes ; là que se situent le point de départ et le point d'arrivée des longs trafics » ; là où l'on trouve les techniques de pointe et la science fondamentale qui les sous-tend. Bref, les « centres » rythment le développement capitaliste et incarnent, à divers moments, la modernité.

En Europe, il y a eu successivement Venise (1380-1500), Anvers (1500-1550), Gênes (1550-1590), Amsterdam (de la fin du xvi^e jusqu'à la fin du xviii^e siècle) ; et puis Londres, ou plutôt la Grande-Bretagne (1815-1914). Grâce à la révolution industrielle et à sa dynamique d'expansion, celle-ci entreprend sa « conquête de l'univers » et crée un nouvel espace mondial segmenté entre le cœur européen (les nouveaux pays industrialisés) et les périphéries coloniales nouvellement constituées. Braudel, il faut le souligner, prend soin de préciser qu'avant cette dernière transformation l'Europe n'était qu'une économie-monde parmi d'autres dans un univers pluriel.

Dans la première moitié du xx^e siècle, il y a eu à nouveau un recentrage décisif, cette fois transatlantique, New York et les États-Unis supplantant définitivement la Grande-Bretagne et l'Europe au cœur du monde capitaliste. Pour Braudel, si plusieurs centres peuvent parfois coexister, l'un finit « toujours par être éliminé » à la faveur de crises durables et profondes, et du « partage violent du monde ».

Ce schème est séduisant. Il permet de penser le changement historique et en suggère les mécanismes tout en laissant place à la contingence (les accidents). Car, pour lui, les décentrement n'ont pas de « régularité mathématique », même s'ils suivent des logiques que l'on peut identifier.

On retrouve un schème similaire, en plus déterministe et européo-centrique (car ici l'Europe est considérée comme l'unique économie-monde et le centre dès 1600), dans les travaux d'Immanuel Wallerstein (théorie des systèmes-monde). L'auteur entend théoriser la montée et la chute des « ordres hégémoniques » au sein du système mondial européo-centré depuis 1600. La structure du système mondial moderne renvoie à une division axiale du travail, établissant des relations d'inégalité entre les zones centrales, semi-périphériques et périphériques d'une économie mondiale politiquement segmentée en États-nations. La hiérarchie du système, elle, tient à l'existence d'États hégémoniques qui jouissent d'avantages comparatifs décisifs, quoique temporaires, leur permettant d'établir des ordres mondiaux et des contraintes systémiques. Enfin, la dynamique du système est celle de mouvements de succession d'un ordre hégémonique à l'autre.

Selon Wallerstein, le processus de sélection et de succession, qui se serait uniquement produit jusqu'à présent dans le cœur historique occidental du capitalisme, aurait lieu dans des situations de crise générale et de « chaos systémique », engendrées par le déclin relatif d'un centre constitué mais vieillissant, et la montée en puissance de son rival ou de ses rivaux. Grâce à la diffusion des techniques et des capacités industrielles, ceux-ci finiraient par remettre en question le leadership économique et politique de la puissance dominante (par exemple, le défi américain et allemand à la primauté britannique à la fin du XIX^e siècle, le défi industriel et financier lancé par le Japon aux États-Unis dans les années 1970 et 1980 ou, comme on le verra plus loin, celui autrement important lancé aux États-Unis par la Chine aujourd'hui). Cette vision n'est pas très éloignée de celle, plus mécaniste encore, des « réalistes structurels » en relations internationales (notamment les théoriciens états-uniens Robert Gilpin et John Mearsheimer), qui postulent que les « transitions géopolitiques » d'un centre à un autre – une constante de l'histoire, selon eux – passeraient inéluctablement par une guerre générale.

À l'image des systèmes solaires ou des galaxies, le système mondial aurait en quelque sorte « besoin » d'un centre de gravité. Mais en faut-il un vraiment ?

RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET MONDIALISATION IMPÉRIALE

La division inégale du monde moderne entre Nord et Sud, Est et Ouest a longtemps été l'une des principales lignes de fracture de la politique mondiale. Au cours de la longue révolution industrielle et du mouvement synchrone d'expansion impériale, formelle et informelle, de l'Europe au XIX^e siècle, un système mondial interdépendant, mais stratifié a vu le jour, centré sur l'Atlantique et ordonné par l'Occident.

La « conquête de l'univers » par l'Europe s'est appuyée sur les énergies du capitalisme moderne, et elle a été rendue possible par les évolutions techniques (navires à vapeur, télégraphe, chemins de fer et armes à feu), qui ont transformé les conditions spatiales et temporelles des relations transnationales.

Si l'expansion internationale européenne a effectivement débuté à l'aube de la période moderne, avec la colonisation des Amériques et la pénétration commerciale de l'Asie par les diverses compagnies des Indes orientales, elle n'a pris une ampleur globale qu'à la faveur de la révolution industrielle. Elle s'est appuyée sur les énergies du capitalisme moderne, et elle a été rendue possible par les évolutions techniques (navires

à vapeur, télégraphe, chemins de fer et armes à feu), qui ont transformé les conditions spatiales et temporelles des relations transnationales. La « conquête de l'univers » par l'Europe a mis fin à l'« ère multiséculaire » (Braudel) dans laquelle diverses économies-monde, relativement égales et autonomes, avaient coexisté et interagi dans un monde pluriel et décentralisé, sans cœur économique ou politique dominant.

Alors que la mondialisation impériale se déploie dans l'espace et le temps, armes et marchandises européennes abattant « toutes les murailles de Chine » (Marx), un nouvel ordre mondial hiérarchique, caractérisé par des asymétries structurelles Nord-Sud et Est-Ouest, voit le jour. Comme le reste du futur « Sud global », l'Asie, avec ses sociétés avancées et ses cultures commerciales sophistiquées, a été incorporée de force dans une position subalterne dans les réseaux de contrainte et de contrôle des empires européens. La Grande-Bretagne, premier pays industrialisé et colonisateur européen le plus expansif, a été le principal, mais non le seul agent de ce déplacement tectonique.

Elle devient le centre systémique d'une nouvelle division internationale du travail, caractérisée par un « ensemble d'économies dépendantes et complémentaires de [l'économie] britannique, chacune échangeant les produits primaires [adaptés aux besoins] de l'atelier du monde » (Éric Hobsbawm). Dans les années 1860, au plus fort de sa prédominance économique, la Grande-Bretagne représente 20 % de la production manufacturière mondiale, plus de la moitié de la production mondiale de charbon, de fer et de cotonnades, et plus d'un tiers des machines à vapeur. L'économiste William Stanley Jevons note en 1865 que les « plusieurs quarts du monde », des Amériques à l'Extrême-Orient, en passant par l'Europe du Sud et l'Afrique, sont devenus les « tributaires » de Londres.

À cette date, environ 300 millions de personnes ont été soumises aux empires européens d'outre-mer, dont 86 % dans les colonies de la Couronne britannique, des millions supplémentaires dans les champs gravitationnels du vaste empire informel institué par l'« impérialisme du libre-échange » de l'ère victorienne. À la fin du siècle, à l'apogée de la première mondialisation capitaliste, et de ce que Keynes appelle l'« **internationalisation**

Internationalisation économique :
ce concept désigne les opérations des acteurs économiques au-delà de leurs frontières nationales d'origine (finance, firmes multinationales, firmes transnationales).

quasi complète de la vie économique », la population des empires formels, produisant le sucre, le thé, les épices, les céréales, le coton et les autres matières premières et marchandises destinées au marché mondial, a atteint 553 millions personnes, dont 393,8 millions sous domination britannique. Lorsqu'on y ajoute la population de la Chine et les sociétés juridiquement indépendantes mais économiquement subordonnées d'Amérique latine, près de la moitié de la population mondiale se trouve, en 1913, enserrée dans les régimes de coercition et de contrôle impériaux, pour l'essentiel européens (le Japon et les États-Unis s'ajoutant en fin de siècle à la liste des colonisateurs).

Il en résulte la « **grande divergence** », qui laisse ses traces et ses blessures dans le monde d'aujourd'hui. Il aurait pu en être autrement : une histoire contrefactuelle mettrait en évidence les possibilités de convergence vers le haut. C'est sans doute ce que Marx, penseur des Lumières techno-optimiste, entrevoit, lorsqu'il affirme en 1848, dans sa discussion célèbre et envolée de la première mondialisation capitaliste, que « l'exploitation [capitaliste] du marché mondial [avait] donné un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays », mettant fin à l'« ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes », et conduisant au développement de « relations universelles, une interdépendance universelle des nations ».

Or, dans les faits, cette interdépendance a été asymétrique, le développement des uns conditionnant le non-développement et la régression des autres. D'où la force de l'affirmation des chercheurs Anibal Quijano et Walter Mignolo, selon laquelle la *colonialité* (l'ensemble des pratiques, des représentations et des structures de domination issues de la grande divergence) constitue l'envers, la face sombre de la modernité (occidentale).

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Grande divergence (Une) : titre du livre et concept élaboré par l'historien Kenneth Pomeranz, couramment utilisé pour désigner la fracture historique Nord-Sud et Est-Ouest engendrée par la révolution industrielle et l'expansion impériale européenne.

LES ÉTATS-UNIS AU CENTRE

L'ère européenne a duré un peu moins de deux siècles (1780 à 1945). Si les empires français et britannique ont survécu au choc de la Grande Guerre, et se sont même étendus au Moyen-Orient, grâce au système des mandats de la Société des nations (SDN), leur fin, comme celle de l'Europe en tant que centre systémique, était proche. En 1944, Karl Polanyi note : « Une transformation sociale d'ampleur planétaire aboutit à des guerres d'un type sans précédent, au cours desquelles une vingtaine d'États se brisent avec fracas. Et la silhouette de nouveaux empires émerge d'un océan de sang. »

Un de ces nouveaux empires se trouvait outre-Atlantique.

Il faut remonter loin pour saisir la trajectoire de l'empire états-unien. Les États-Unis ont vu le jour dans un âge d'empires. Ils se sont constitués en État-nation, lors des premières phases de la révolution industrielle, composante alors modeste, mais toujours plus importante dans le temps de l'économie mondiale, centrée sur la Grande-Bretagne. Dès avant l'Indépendance (1776), l'intensification des liens économiques entre les deux rives de l'Atlantique a créé un système de relations économiques unifié, organisé autour de chaînes de production et d'échanges de marchandises produites par le travail esclave, notamment le coton. Cette relation a été **symbiotique**, la croissance de l'économie industrielle britannique dépendant de celle des colonies nord-américaines, puis de celle des États-Unis. Sans accès à une source quasi illimitée de coton, la première révolution industrielle britannique, dont le fer de lance était le textile, aurait certainement été beaucoup plus lente et difficile. Sans la demande britannique toujours croissante, les fortunes économiques états-uniennes auraient été moins brillantes.

Au cours du XIX^e siècle, la dynamique d'expansion économique et territoriale des États-Unis a été intense. Elle suit dans l'ensemble une logique semblable à celle des nouveaux pays industrialisés européens. L'expansion territoriale, par achat (la Louisiane en 1803,

Au cours du XIX^e siècle, la dynamique d'expansion économique et territoriale des États-Unis a été intense. Elle suit dans l'ensemble une logique semblable à celle des nouveaux pays industrialisés européens.

Symbiotique : du grec *symbiōsis*, de *symbiōn*, « vivre ensemble ».

En biologie, association durable et réciproquement profitable entre deux ou plusieurs organismes.

Ici, dans son sens littéraire, la notion signifie une union étroite et réciproquement profitable entre

deux acteurs sociaux ou deux sociétés.

la Floride en 1819, l'Alaska en 1867), par annexion (le Texas en 1845) ou par conquête (la guerre contre le Mexique de 1846-1848 ; les guerres constantes contre les Amérindiens jusqu'en 1890), crée un vaste espace continental. Cet espace est riche en ressources naturelles, il a été peuplé par des flux migratoires internationaux et investi par le capital européen (principalement britannique).

Ces facteurs spatiaux, démographiques et financiers concourent au développement industriel américain. De 1790 à 1920, la population croît de 4 à 107 millions (dont 33 millions d'immigrés). Entre 1830 et 1860, la part de la production manufacturière mondiale des États-Unis triple, de 2,4 à 7,2 %, et fait plus que doubler au cours des vingt années suivantes, pour atteindre 14,7 %. En 1890, l'ancienne colonie supplante la Grande-Bretagne, pour devenir la première puissance industrielle du monde, une tendance qui s'accélère au cours des décennies suivantes (23,6 % en 1900, contre 18,5 % pour la Grande-Bretagne et 13,6 % pour l'Allemagne). En 1913, la part des États-Unis atteint 32 %, et 39,3 % en 1928.

Cette trajectoire ascendante suggère que les États-Unis seraient à terme devenus le cœur de l'économie capitaliste mondiale, quand bien même l'Europe aurait su éviter la guerre. La Première Guerre mondiale n'a fait qu'accentuer un mouvement, qui trouve sa pleine expression lors de la suivante. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont considérablement enrichis. Avec plus de 35 % du PIB mondial en 1945, ils deviennent la première économie du monde, de très loin, jouissant d'avantages comparatifs décisifs dans tous les secteurs clés : haute technologie, production de masse, biens de consommation, agriculture, services. Mécaniquement, New York s'impose comme le centre financier du monde, et le dollar comme la monnaie de réserve internationale. Sur le plan stratégique, du fait de leur victoire dans la guerre du Pacifique et de leur rôle en Europe de l'Ouest et en Méditerranée, ils acquièrent des positions stratégiques planétaires, qui ont été consolidées et étendues pendant l'ère de **bipolarité** (1947-1991).

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Bipolarité : elle renvoie à la période dite de guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis (1947-1991), pendant laquelle ces deux pays ont dominé les relations internationales.

Diplomatie du dollar : nom donné à la politique d'expansion

commerciale en Amérique latine et en Chine des États-Unis, à la fin du XIX^e siècle. Il désigne aujourd'hui le recours au dollar par l'État fédéral comme levier de sa diplomatie internationale.

Certains de ces avantages perdurent aujourd'hui : le dollar, monnaie de réserve toujours dominante, leur octroie une grande autonomie, tant sur le plan de la dette externe (ils financent leurs déficits toujours croissants depuis 1984 avec leur propre monnaie, ils sont donc libres des contraintes externes auxquels les débiteurs font habituellement face) que sur le plan de la mise en règle des relations internationales (**diplomatie du dollar**). À cette dimension du pouvoir structurel, c'est-à-dire un pouvoir ressortissant de leur position incontournable dans l'économie politique internationale, s'ajoute celle issue de leur appareil globalisé de « sécurité » : alliances bilatérales et multilatérales, et archipel mondial de bases militaires fixes et flottantes, qui enserrent le monde presque tout entier.

On perçoit le lien entre ces deux facettes du pouvoir structurel dans la capacité qu'ont les États-Unis à imposer leurs préférences politiques et/ou stratégiques, et à contraindre acteurs étatiques et privés à s'y plier, au travers de sanctions économiques extraterritoriales (voir le cas de l'Iran depuis 2018, par exemple). Du fait des évolutions mondiales en cours, cette capacité devrait à terme s'effriter.

LA RÉÉMERGENCE DE LA CHINE

L'histoire du capitalisme moderne met en évidence des interactions complexes entre les logiques de puissance nationales et celles qui régissent les mouvements du **capital transnationalisé**. Traversant et investissant l'espace mondial, ces derniers redistribuent gains et pertes de manière inégale, et contribuent tantôt à la mobilité descendante des uns, tantôt à la mobilité ascendante des autres. Ainsi, sans autre intention que le profit, les flux d'investissement internationaux provenant d'Europe ont joué un rôle considérable dans la montée en puissance des États-Unis : ils ont contribué de façon importante dès le début du XIX^e siècle à la formation du capital interne, au développement des infrastructures et à l'industrialisation. Ils ont joué un rôle similaire,

Capital transnationalisé : la transnationalisation désigne les processus d'échange ou d'action qui transcendent les États-nations.

quoique de plus faible ampleur, dans les efforts réussis de modernisation des Meiji au Japon (1868-1912), participant inconsciemment dans les deux cas à la construction de la puissance nationale.

On retrouve ce phénomène dans le cas de la République populaire de Chine (RPC) qui, depuis son tournant vers le capitalisme d'État en 1979, a su et a pu canaliser les flux transnationaux, à des fins de **développement endogène**. Elle a pu, car l'**État autoritaire développeur** chinois a les moyens et les capacités de peser sur le caractère et l'utilisation des flux, en exigeant notamment des investisseurs des transferts de technologie, et en maintenant un contrôle sur les mouvements des capitaux. L'État a su y parvenir en tâtonnant, car il disposait d'un savoir-faire bureaucratique et pouvait profiter des exemples, et parfois des conseils, des États développeurs capitalistes asiatiques précurseurs – Japon, Singapour, Taïwan, Corée du Sud. La Chine s'est ainsi appropriée des éléments des « modèles » nippon et singapourien, tous deux États développeurs réussis.

De ce fait, l'internationalisation de la Chine – son intégration graduelle, mais de plus en plus profonde, dans l'économie mondiale capitaliste – a pris un tour différent de celui des pays plus vulnérables où, comme l'écrit un auteur averti, « l'État est devenu un instrument d'ajustement de l'économie nationale aux exigences de l'économie mondiale, et où l'influence des forces multinationales est écrasante ». Contrairement aux modernisateurs chinois de la fin du XIX^e siècle sous les Qing, qui recherchaient l'autonomie mais qui, contrairement aux Meiji, ne purent construire un État moderne et furent impuissants devant la concurrence étrangère, l'État post-Mao a réussi à garder le contrôle et à conserver une relative autonomie internationale, tout en s'ouvrant et en s'intégrant au monde.

La Chine est ainsi devenue, au cours des quarante dernières années, la deuxième économie mondiale au taux de change en vigueur, et la première en parité de pouvoir d'achat. Ce résultat est d'autant plus singulier que ce pays-continent, le plus peuplé au monde (1,380 milliard d'habitants), a connu d'immenses et constants bouleversements violents

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Développement endogène :
processus de développement qui prend naissance à l'intérieur d'une société.

État autoritaire développeur :
concept élaboré par des chercheurs analysant les mécanismes spécifiques

de développement économique en Asie orientale, où des États forts, dirigistes ont impulsé et soutenu par en haut, hors consensus démocratique, la modernisation de leur pays (Japon à l'ère Meiji, Corée du Sud après 1945, Taïwan après 1945, et Singapour, notamment).

aux XIX^e et XX^e siècles : l'intrusion impérialiste européenne, puis japonaise, les grandes révoltes internes, dont la grande rébellion Taiping, et l'immense famine de 1876-1879, au XIX^e siècle ; la chute des Qing (1911) et la faillite de la République dans les années suivantes, la lutte entre nationalistes et communistes, l'invasion japonaise, puis la guerre civile (1945-1949), sans parler des désastres du « **grand bond en avant** » (1958-1961) et de la Révolution culturelle (1966-1976) sous Mao, au XX^e siècle.

Lorsque Deng Xiaoping accède aux affaires en 1978, le pays et l'État sont au bord de l'effondrement, situation comparable à celle de l'Union soviétique dans la décennie suivante, où un déclin économique profond et régulier va ébranler les fondements du système soviétique. Contrairement au Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), qui a cherché tardivement et maladroitement à changer de cap, le Parti communiste chinois (PCC) engage une transition du totalitarisme vers un « autoritarisme rationnel », et de l'économie de commande quasi autarcique à une économie mixte dirigiste qui s'intègre progressivement aux marchés régionaux et internationaux.

Aujourd'hui, la RPC est devenue une « unité active » du système international, pour reprendre le concept fructueux de François Perroux, une unité « dont le programme n'est pas simplement adapté à son environnement, mais qui adapte l'environnement à son programme ».

Le capitalisme mondial a été le complice efficace de cette transformation, qui reste incomplète. Le pays fait face à de nombreux et importants défis internes, notamment environnementaux et sociaux, qui pourraient remettre en cause la légitimité du pouvoir. L'État, Janus qui regarde au-dedans et au-dehors, est confronté simultanément à un environnement international de moins en moins clément : aux États-Unis, et dans une moindre mesure en Europe, la montée en puissance de la RPC inquiète. Certains esprits belliqueux à Washington y voient les prémices d'un basculement possible vers un monde post-occidental, qu'il faut prévenir par la contrainte économique ou, si nécessaire, la force armée.

Le capitalisme mondial a été le complice efficace de cette transformation, qui reste incomplète. La Chine fait face à de nombreux et importants défis internes, notamment environnementaux et sociaux, qui pourraient remettre en cause la légitimité du pouvoir. L'État, Janus qui regarde au-dedans et au-dehors, est confronté simultanément à un environnement international de moins en moins clément.

Grand bond en avant : politique menée par Mao Zedong entre 1958 et 1961 visant l'industrialisation à marche forcée de la République populaire de Chine pour rattraper l'Occident, conduisant à une crise économique profonde et un effondrement de la production

agricole qui a entraîné des famines de masse.

Si les dangers s'accumulent, le mouvement vers un monde polycentrique semble cependant irrésistible.

À LIRE

Paul Bairoch, *Histoire économique et sociale du monde, du xvi^e siècle jusqu'à nos jours*, Gallimard, coll. « Folio », Paris, 1997

Fernand Braudel, *Le Temps du monde*, Armand Colin, Paris, 1979

Philip Golub, *Une autre histoire de la puissance américaine*, Le Seuil, Paris, 2011

Polity Press, *East Asia's Reemergence*, Cambridge, 2016

Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », Paris, 1983

RUSSIE : UN AUTORITARISME OLIGARCHIQUE

Karine Clément

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 613 à 623

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-613.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RUSSIE : UN AUTORITARISME OLIGARCHIQUE

par KARINE CLÉMENT (sociologue, CERCEC-EHESS)

Remerciements à Hélène d'Arnicelli (cadre administratif)

« Les électeurs de Poutine sont des lumpen, les électeurs de Poutine sont du bétail consentant à son asservissement. »

Julia Latynina, journaliste à *L'Écho de Moscou*,
écrivaine et opposante libérale à Vladimir Poutine, 25 février 2012

La phrase pourrait faire sourire si ses éléments de langage ne se retrouvaient pas dans les propos de maints intellectuels russes, farouchement opposés à Vladimir Poutine. Et, union sacrée des intellectuels progressistes oblige, c'est surtout par leur intermédiaire qu'on sait, en France, ce qui se passe en Russie. On ne peut pas ignorer les tendances autoritaires présentes en Russie postsoviétique, mais on ne peut résumer la Russie à celles-ci, ni ignorer l'autre face du système russe : un néolibéralisme d'autant plus virulent qu'il peut s'appuyer sur un anticommunisme forcené. Le régime politique russe est, en réalité, hybride.

BLANC ? NOIR ? ET SI ON ESSAYAIT LES DEMI-TEINTES ?

La Russie, héritière de l'Union soviétique, fait partie du paysage intellectuel et politique mythique de la France et de l'Occident. Ce serait le pays de la démesure, de la grande culture de Tolstoï et de Dostoïevski, de la première révolution communiste, de la déception envers le régime soviétique¹. Ce fut également le plus grand terrain d'expérimentation auquel les réformateurs libéraux du monde entier n'auraient jamais osé rêver avant la chute de l'Union soviétique². Et, aujourd'hui, ce serait l'incarnation du mal autoritaire et nationaliste,

1. André Gide, *Retour de l'URSS. Retouches à mon Retour de l'URSS*, Gallimard, Paris, 2012 [première édition : 1937].
2. Les économistes les plus influents ont été les Américains Milton Friedman et Jeffrey Sachs, faisant basculer la Russie, au début des années 1990, dans la « thérapie de choc ». Une stratégie démontrée, entre autres, par Naomi Klein (*La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, Paris, 2008) et Joseph Stiglitz (*Globalization and its Discontents*, Norton, New York, 2002).

une puissance maléfique qui est parvenue à mettre Donald Trump aux commandes des États-Unis³, et, certains esprits particulièrement complotistes le suggèrent, qui déstabilise la France en soutenant les Gilets jaunes⁴.

Ce qui manque dans ce tableau mythique, c'est la réalité vécue. Si l'on s'y intéresse, on s'aperçoit bien vite que rien n'est jamais ni blanc ni noir.

Par exemple, la période du gouvernement de Boris Eltsine (1991-1999), le premier président de la Fédération de Russie post-soviétique, est souvent présentée comme l'ère du triomphe de la démocratie et de la liberté après des dizaines d'années d'oppression communiste. Mais sur la base de quels critères fait-on un tel constat ? Parce que Eltsine a inauguré l'ère des élections libres ? Ou parce qu'il a envoyé des bombes sur le Parlement⁵ ? Parce qu'il a libéré les prix, dérégulé l'économie et privatisé à tout-va ? Ou parce qu'il a laissé les ouvriers et les retraités se débrouiller pour survivre sans salaire ni pension ? On voit que la classification est peu évidente.

Le même raisonnement vaut pour l'ère de Vladimir Poutine (depuis 2000). Il aurait donc instauré en Russie un régime autoritaire et nationaliste. Parce qu'il a fait mettre en prison l'ex-millionnaire du pétrole Khodorkovski ? Ou parce qu'il a renforcé l'État ? Parce qu'il a annexé la Crimée ? Ou parce qu'il a, aux yeux du peuple russe, restauré la souveraineté nationale ? Parce qu'il laisse ses favoris occuper les postes économiques clés, ou parce qu'il a permis, au moins un temps, à la majorité de la population de sortir de la misère ?

Un dernier exemple : tous les opposants libéraux à Poutine ne sont pas toujours des démocrates.

« Si vous grattez un libéral russe, vous trouvez très souvent un conservateur éduqué. » C'est un sociologue russe, Grigori Yudin, professeur à l'École des hautes études en sciences économiques de Moscou, qui fait ce constat, incitant à creuser au-delà de l'apparence des belles paroles sur l'humanisme et la démocratie de l'intelligentsia libérale russe. Peut-être jugera-t-on alors de façon moins caricaturale les prolétaires russes soi-disant réactionnaires et conformistes ?

3. Donald Trump a ainsi été traité de « pantin » du Kremlin par la candidate démocrate malheureuse aux élections, Hillary Clinton.

4. « Gilets jaunes : la Russie accusée d'envenimer la situation », *Les Échos*, 9 décembre 2018.

5. En octobre 1993, contre la révolte des parlementaires, Boris Eltsine faisait tirer au canon sur le Parlement.

LÉGALITÉ OU ILLÉGALITÉ ? FORMEL OU INFORMEL ? LES DEUX, MON GÉNÉRAL !

Cet aphorisme attribué à l'écrivain satirique Saltykov-Chtchedrine (1826-1889) est devenu un proverbe populaire indiquant la façon dont les institutions, y compris les lois, sont comprises en Russie, à savoir qu'il est toujours possible de contourner les obligations formelles. Ce que l'adage ne dit pas, c'est que cette « liberté » se paie par des sanctions elles aussi arbitraires : certains peuvent se permettre de ne pas respecter les lois, d'autres non.

Les institutions formelles ne se distinguent pas qualitativement de ce qu'elles sont dans les démocraties occidentales : les élections libres sont garanties, ainsi que le droit de manifester, celui de s'organiser en syndicats et même (avec d'importantes conditions limitatives) celui de faire grève. Les Russes ont donc la possibilité formelle d'exprimer publiquement leur désaccord ou leur mécontentement politique ou social. Le problème se situe ailleurs, dans l'usage arbitraire qui est fait des règles et des lois qui sont appliquées « à la tête du client ». Si vous êtes riches et avez beaucoup de relations bien placées, vous pourrez facilement vous servir sur le budget de l'État ou de l'entreprise, vous serez à peine inquiétés. En revanche, si vous êtes pauvres et, pire, trop revendicatifs ou gênants pour votre patron, la loi s'appliquera avec sévérité à la moindre faute.

L'autoritarisme réside surtout là : dans cette application flexible des règles selon le compte en banque et les « relations » des uns et des autres. « Deux poids, deux mesures », disent couramment les Russes.

POUTINE LE « DICTATEUR »

Ancien champion d'échecs et opposant à Poutine réfugié aux États-Unis, Garry Kasparov résume bien la perception qu'ont de Vladimir Poutine les élites libérales russes. « Libéral » ? Qui dit « libéral », en Russie, dit intellectuel éduqué, adepte des libertés politiques « à l'occidentale » et surtout du « moins d'État » dans la vie sociale et économique.

Ces libéraux concentrent leur attention sur les répressions politiques (dont la majorité des Russes ignorent l'existence ou ne se montrent pas préoccupés). La liste est longue des modes de

« Pourquoi deux jeunes gars [du coin] ont-ils écopé récemment de trois ans de prison pour avoir volé des produits alimentaires, alors que celui qui a dilapidé les biens du ministère de la Défense reste en liberté ? Où est la logique ? Où est la justice ? Donc, si on regarde au niveau global, Poutine a une énorme autorité, mais, apparemment, il a complètement oublié son peuple. »

Un petit entrepreneur d'Astrakhan, ville située sur la Volga de plus de 500 000 habitants

« Poutine est un dictateur, à terme il sera un problème pour tout le monde libre. »

Garry Kasparov,
Winter is coming. Stopper Vladimir Poutine et les ennemis du monde libre, 2016

répressions utilisés : arrestations lors de manifestations autorisées ou non, interdictions d'associations, atteintes à la liberté de la presse, persécutions judiciaires (y compris pour des publications « extrémistes » sur le Net), emprisonnements (notamment sur des accusations de terrorisme, parfois montées de toutes pièces), persécution des LGBT et des Témoins de Jéhovah, ainsi qu'agressions criminelles impliquant des militants politiques. Préoccupant, les cas de tortures en prison se sont multipliés. En avril 2019, l'organisation de défense des droits de l'homme Memorial répertorie 76 prisonniers politiques.

Si les répressions ne sont sans doute pas aussi massives que dans tant d'autres pays, elles existent et elles ont un caractère arbitraire. Il est cependant important de ne pas s'imaginer la Russie contrôlée par un appareil répressif bien organisé, compact et tout entier au service de Vladimir Poutine. Dans les faits, les logiques de rivalité entre services, personnes et localités prennent souvent le dessus, ainsi que les intérêts économiques particuliers. Difficile en tout cas d'attribuer à Poutine la maîtrise totale de la machine répressive.

En mai 2018, Poutine a été réélu président de la Fédération de Russie pour la quatrième fois, avec 76,7 % des voix. Ayant fait sa carrière dans les services de renseignement de l'URSS, puis à la mairie de Saint-Pétersbourg, il est appelé au pouvoir par Boris Eltsine, auquel il succède, non sans lui avoir officiellement accordé l'immunité judiciaire. À la fois habile à manœuvrer dans les coulisses du pouvoir, figure de compromis pour les différents clans industrialo-financiers, fondé de pouvoir des services de sécurité (défense, renseignement, police) et orateur maîtrisant la rhétorique populiste, il gouverne la Russie depuis dix-neuf ans – si l'on compte la période où il dirigeait le gouvernement (2008-2012). Les sondages lui ont attribué une cote de popularité allant jusqu'à 86 % d'opinion favorable. Avec la crise économique qui touche la Russie (surtout depuis 2014, et la baisse du prix du pétrole ainsi que la chute du rouble, aggravée par les sanctions occidentales et contre-sanctions russes consécutives à l'annexion de la Crimée), les difficultés matérielles croissantes et la réforme, très impopulaire, des retraites, cette cote a chuté pour s'établir à 50-60 % selon les instituts de sondage. Élections truquées ? Sondages trafiqués ? Propagande massive ? Lavage de cerveau et culte de la personnalité ? Toutes ces explications ont été avancées et aucune ne peut être écartée du revers de la main. Mais, au-delà du trucage des chiffres, Poutine bénéficie d'une réelle popularité auprès de la population.

Dans l'imaginaire populaire, Poutine est associé au retour de la croissance économique et du paiement des salaires et pensions. Il

est également perçu comme celui qui a restauré l'autorité de l'État, ainsi que la souveraineté nationale. Enfin, après une dizaine d'années marquées par les discours de dénigrement et d'humiliation des travailleurs, il est le premier chef d'État postsoviétique à avoir tenu un discours populiste encensant le peuple russe des régions qui travaillent dur. Une majorité de Russes soutiennent donc Vladimir Poutine et lui confient leurs votes. Cependant, cette popularité se lit également en demi-teinte.

Plus que l'homme politique, les gens soutiennent le symbole, celui d'un pays qui aurait recouvré une certaine fierté. Mais, si l'on abandonne la sphère symbolique pour descendre dans la sphère de la vie quotidienne et des politiques réellement menées, la majorité des Russes se font très critiques et dénoncent une direction politique incapable d'améliorer le sort de la population et de combattre les oligarques.

UNE SCÈNE À PERM (OURAL) :

« POUTINE IRAIT-IL ESSUYER LE CUL DES ENFANTS POUR LE SALAIRE D'UNE AIDE MATERNELLE ? »

Deux copains, tous deux ouvriers d'une soixantaine d'années. Ils discutent sur une place où les gens du quartier se sont rassemblés pour commémorer la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'un d'eux s'exclame : « Poutine est peut-être bon en politique extérieure, mais il a oublié la Russie ! [...] Comment peut-il dire que le salaire moyen en Russie est de 39 000 roubles [chiffre officiel, soit 650 euros] ? Nous gagnons ici entre 15 000 et 20 000 roubles, pas plus [...]. Comment peut-on nourrir sa famille avec 15 000 roubles ? » Son compagnon poursuit : « C'est vrai. Si notre gouverneur [le chef de l'exécutif régional] gagne, par exemple, un demi-million de roubles, et l'aide maternelle 7 000 roubles, la moyenne fera justement ça. Je pense que le salaire moyen devrait être égalisé avec celui des ouvriers. Ou bien alors égaliser le salaire des gouverneurs, des maires, des chefs d'administration, de Poutine, égaliser tout ça avec le salaire de l'aide maternelle. Ou bien qu'ils aillent travailler comme aide maternelle. Essuyer les fesses des enfants pour 7 000 roubles. Il ferait ça ? Non. Pourquoi, avec un demi-million, ils iraient essuyer le cul ? »

**« Poutine ou pas Poutine,
faites que votre pays soit un
paradis pour vos gens, nous
avons mérité ça ! »**

Une retraitée de
Saint-Petersbourg,
ex-ouvrière, qui travaille
comme concierge pour
arrondir ses fins de mois

À BAS L'OLIGARCHIE !

Alors que le mot « **oligarchie** » ne fait que récemment son apparition dans le débat public en France, il relève du sens commun en Russie, où il est de notoriété publique que le pouvoir appartient à un petit groupe d'oligarques, détenant les richesses de la nation et les postes clés dans les sphères économique, politique, médiatique et administrative.

Les oligarques russes sont connus dans le monde entier, de Nice à New York, pour le luxe ostentatoire dans lequel ils se prélassent. Le débat porte sur une seule question : Poutine a-t-il oui ou non débarrassé l'État de l'emprise de l'oligarchie, comme il l'avait annoncé dans son premier programme présidentiel ? Pour l'administration poutinienne, soucieuse de la popularité de son leader national, la réponse est oui. Curieusement, pour les opposants russes libéraux ainsi que pour la plupart des commentateurs occidentaux, la réponse est également positive : Poutine opprime le business. L'emprisonnement (2003-2013)

« Socialisation des pertes et privatisation des profits », tel est l'adage qui commande la politique du gouvernement

russe. de l'un des oligarques les plus connus, Mikhaïl Khodorkovski, ex-propriétaire du groupe pétrolier Ioukos, constitue l'argument massue généralement asséné. Mais, faire un exemple, médiatisé et emblématique, ne signifie pas changer de cap.

Dans la réalité, l'oligarchie n'a fait que consolider ses positions et sa richesse. Simplement, les « favoris » ont changé : les « amis » de Poutine (et, de plus en plus, leurs enfants et neveux) ont – partiellement – remplacé ceux d'Eltsine à la tête de la liste des Russes les plus riches et influents. Citons, par exemple, Igor Setchine, dirigeant de la compagnie pétrolière Rosneft, et proche de Poutine depuis la mairie de Saint-Petersbourg ; Arkady Rotenberg, milliardaire du gaz et partenaire de judo de Poutine ; ou encore Guennadi Timchenko, géant de la finance, lui aussi du cercle de Saint-Petersbourg. La différence est qu'à l'époque de Boris Eltsine les oligarques accumulaient d'abord du capital économique, avant de s'immiscer dans la conduite des affaires d'État, alors que Poutine a

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Oligarchie : c'est le pouvoir d'un groupe restreint. Plusieurs chercheurs ont montré qu'il existait au sein des organisations politiques une tendance à la concentration du pouvoir entre les mains d'une minorité. Le sociologue Robert Michels parle, dès 1911, d'une « loi d'airain de l'oligarchie »

dans les partis politiques : quelles que soient leur orientation idéologique et leurs revendications démocratiques, leurs ressources collectives se trouvent inéluctablement accaparées par une caste dirigeante.

ouvert l'ère des oligarques venant de l'intérieur du système bureaucratique. Mais l'essentiel, c'est-à-dire la symbiose entre l'État et le grand capital, ne change pas.

Que certaines grandes corporations pétrolières (comme le groupe Rosneft) aient réintégré (en partie) le giron de l'État ne signifie rien d'autre qu'une collusion croissante entre l'État et le grand capital. Les bénéfices des sociétés, même contrôlées partiellement par l'État, vont prioritairement à leurs dirigeants et à leurs actionnaires privés, alors que les coûts sont pris en charge par la collectivité. L'État continue à être grignoté par les intérêts privés et les grands groupes industrialo-financiers.

Le gouvernement accorde systématiquement des aides et des crédits d'impôt aux plus grandes entreprises, notamment les compagnies pétrolières, pourtant parmi les plus rentables. Selon la Cour des comptes, ces préférences fiscales se traduisent par un important manque à gagner pour le budget fédéral.

Dans ce cadre, les politiques économiques et sociales menées sont marquées par un fort néolibéralisme, c'est-à-dire que l'État devient un instrument à l'aide duquel les plus riches et les détenteurs des principales ressources économiques du pays protègent et renforcent leurs positions. La politique fiscale est ainsi très inégalitaire, un taux unique d'imposition du revenu de 13 % étant payé à la fois par les milliardaires et les salariés ou retraités qui vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Comparés aux prix, les pensions et les salaires sont d'un niveau si faible (le salaire médian est d'environ 30 000 roubles, soit moins de 500 euros, la pension moyenne représente moins de la moitié) que la majorité de la population peut être considérée comme pauvre.

Les réformes entreprises sous Vladimir Poutine poursuivent la dynamique, initiée sous Boris Eltsine, de démantèlement du système de protection sociale, de diminution des dépenses sociales et de réduction des efforts de redistribution.

Obnubilés par la rhétorique populiste et anti-occidentale de Poutine, les opposants libéraux nient la politique économique et sociale néolibérale menée par l'actuel gouvernement. Ils concentrent leurs critiques sur la dictature poutinienne, sans doute aussi parce que la plupart des principales figures du camp libéral sont des acteurs politiques, intellectuels ou économiques qui ont été soit rétrogradés à l'ère Poutine, soit exclus des cercles du gros capital.

Résultats : une inégalité sociale parmi les plus élevées au monde. L'absolue majorité de la population, même salariée, vit dans la pauvreté

« Poutine est souvent présenté comme un autocrate étouffant le monde des affaires. En fait, le gros capital a besoin de la figure de Poutine [...] qui, grâce à sa popularité, redonne une légitimité et une assise populaire au régime. [...] Depuis les réformes structurelles du début des années 2000 jusqu'à l'actuelle politique d'économie budgétaire, le néolibéralisme a toujours été et reste une composante essentielle du régime poutinien. »

Ilya Matveev, économiste

ou quasi-pauvreté, alors que, selon une étude du Crédit suisse⁶, 10 % de la population détient 82 % des richesses du pays (dont 57 % pour les 1 % les plus riches). En 2018, selon le magazine *Forbes*, il y aurait en Russie 172 000 millionnaires en dollars, soit une hausse de 30 % en un an.

Le peuple, d'ailleurs, ne s'y trompe pas. Malgré les discours populistes, de nombreuses personnes, surtout dans les milieux populaires, s'élèvent contre la confiscation de l'État par l'oligarchie.

LES « PETITES GENS » : NOUS NE SOMMES PAS DUPES !

« Je suis une patriote au sens où... nos gens, les gens ordinaires, ceux qui nous entourent, ce sont des gens honnêtes, bons, serviables, [...] mais dans l'État... beaucoup est fait de telle sorte que les gens, au nom du patriotisme, fassent pour cinq kopecks ce qui vaut beaucoup plus cher. [...] Ils sont, là-haut, des patriotes dans les propos. Tous, ils se construisent des villas, prennent leur argent aux gens. Tous, ils s'aménagent des voies de repli à l'étranger. »

Une cuisinière de Saint-Pétersbourg, quarante-neuf ans

« Je voudrais, par exemple, demander à notre gouvernement pourquoi il ne lutte pas contre les oligarques [...]. [Ce qu'ils font, c'est] aller chercher dans la poche des citoyens au moyen de nouveaux impôts. »

Un manager de Saint-Pétersbourg, quarante-quatre ans

« Comment se fait-il que toutes ces richesses, tout ce qui devrait appartenir au peuple, tout ça, le pétrole, le gaz, la forêt, etc., comment est-ce possible que ça appartienne à des personnes privées ? Ce sont nos richesses communes ! »

Une employée de la Poste de Roubtsovsk (Altaï),
cinquante-deux ans

« On a le gaz, le pétrole, tout ça. Et quel est notre niveau de vie ? Tout ça à cause de ceux qui sont assis sur le gazoduc et se mettent tout l'argent dans les poches, sans penser que c'est la richesse de tout le pays, de tous les gens qui sont dans le pays. Ils ne pensent pas ça, [ils se disent que] pendant qu'on tient les rênes, on ratisse, et on s'en fout de ce qu'il adviendra des autres. »

Un jeune ouvrier qualifié de Saint-Pétersbourg

UN PEUPLE SERVILE ?

On le voit, même dans un pays autoritaire, les gens d'« en bas » conservent souvent leur sens critique, et ne sont pas « zombifiés » par la propagande.

Voilà qui met à mal l'autre modèle de l'autoritarisme, celui qui insiste non sur l'architecture du système politique mais sur une tare qui serait attachée au bas peuple (ici russe), supposé arriéré et illettré, aspirant à un pouvoir fort et ignorant les libertés individuelles. C'est la version caricaturale du modèle de la « personnalité autoritaire », définie par Theodor Adorno⁷. Une telle personnalité aurait tendance à se soumettre à l'autorité, à réfléchir de manière stéréotypée et à se comporter de façon conformiste. Y correspond le portrait couramment tracé par les intellectuels libéraux du Russe moyen, lesquels dissertent depuis trente ans sur cet *Homo sovieticus*⁸ incapable de se débarrasser de l'héritage du régime soviétique autoritaire.

Au-delà de ces stéréotypes, les enquêtes montrent une population qui résiste et lutte. Sans doute ces résistances ne sont-elles pas spectaculaires, ni de grande ampleur, mais elles se développent partout dans le pays : pour empêcher la fermeture d'une école ou d'un hôpital, contre des constructions immobilières dans la cour de l'immeuble, pour le paiement ou l'augmentation des salaires, contre la liquidation d'espaces verts, pour la réduction de la facture de gaz ou d'électricité, etc. On l'aura noté, la plupart des luttes se font sur des problèmes de la vie quotidienne, mais, parfois, elles acquièrent une dimension plus générale. Des mouvements de protestation d'ampleur nationale éclatent, comme les mobilisations massives contre la réforme des aides sociales de 2005, le mouvement contre les fraudes électorales de 2011-2012, les mobilisations contre la corruption de 2017, ou la campagne de 2018 contre l'allongement de l'âge du départ à la retraite. Plus fréquemment se développent de puissants mouvements régionaux : à Moscou, en 2018, contre le programme de « rénovation » (démolition) d'immeubles ; à Kaliningrad, en 2010, avec une convergence des luttes contre le gouverneur régional ; ou à Arkhangelsk, en 2019, contre la construction d'usines de traitement des déchets.

Où se nichent les obstacles aux mobilisations massives ? Surtout dans le sentiment d'impuissance à changer les choses, qui paralyse le plus grand nombre. Même quand les personnes se mobilisent, à petite ou grande échelle, ce sentiment reste chevillé au corps, faisant hésiter et parfois renoncer. « Ils ont l'argent, ils ont l'armée, qu'est-ce qu'on

« Le problème principal, c'est les gens, et pas Poutine en tant que tel. Il est le représentant des gens, de ce type de mentalité, cette mentalité d'esclave, malheureusement [...]. D'en bas, rien ne changera, parce que les gens sont un troupeau de singes. »

Un libraire
de Saint-Petersbourg

7. Theodor Adorno, *Études sur la personnalité autoritaire*, Allia, Paris, 2007 [première édition : 1950].

8. Youri Levada (dir.), *Entre le passé et l'avenir : l'homme soviétique ordinaire*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1993.

peut faire ? » s'exclame l'une des femmes bataillant pour la gestion collective de son immeuble à Astrakhan. L'impuissance est issue de la conscience partagée et évidente d'être confrontés à l'oligarchie.

Pourtant, même dans ces conditions, beaucoup de Russes, surtout au sein des milieux populaires, développent une critique sociale d'autant plus forte qu'elle est ancrée dans leur expérience de vie quotidienne.

CRITIQUE SOCIALE PROLÉTARIENNE

« Il faut changer [...] les relations envers les gens, envers les gens qui travaillent, le paysan, l'ouvrier. [...] Chez nous, on a ceux-là qui sont en train de faire leur place, les nouveaux [riches] de la deuxième génération déjà... [...] Ils ne considèrent même pas nos frères comme des personnes. Nous ne sommes rien pour eux...

— Nous sommes des fourmis dans la fourmière travailleuse.

— D'où est-ce qu'ils sortent, tous ces millionnaires, ces milliardaires ? D'où ? Comment ils ont gagné leurs milliards ? Avec quel travail ?

— Ils ont volé nos ressources, les ressources de notre peuple, ils se sont emparés de tout, et ils continuent. »

Des ouvriers de Roubtsovsk, dans l'Altaï,
en lutte contre la fermeture de leur usine

« La société est divisée [...]. Les uns n'arrivent pas à joindre les deux bouts, tandis que les autres ne savent pas comment dépenser leur argent... [...] Eux, ces gens riches, ils ne paient même pas toujours ces 13 % [impôt unique sur le revenu] qui sont les mêmes pour tous... Dans les conversations, beaucoup ont le même avis. »

Un retraité professeur de sport et ex-ouvrier, dans la ville de Perm

« J'aime mon travail. [...] Je veux pouvoir en vivre. Mais il se passe que ça ne vaut rien. Nous essayons de nous défendre avec mes collègues, mais la direction nous ignore. [...] Le travail humain est déconsidéré [...]. Et ce gros connard, excusez-moi, qui est assis sur son fauteuil et touche un demi-million, il est plus utile que moi ? [...] Et nos retraités ? Ils ont travaillé toute leur vie pour le bien du pays ! Et ils sont encore obligés de travailler pour survivre. Au lieu de voyager et de profiter de la vie, comme les retraités en Occident ! »

Un jeune ouvrier hautement qualifié de Saint-Petersbourg

MORALE DE L'HISTOIRE

Les visions toutes faites de la Russie la décrivent mal. L'adhésion des Russes au pouvoir de Vladimir Poutine n'est pas une « remise de soi » inconditionnée et sans critiques. Le régime poutinien combine populisme de façade, puissance et impuissance de l'État, libertés publiques formelles mais arbitraires politiques, avec une forte collusion entre l'État et le grand capital. C'est l'*ersatz* de légitimité que l'oligarchie a façonné pour maintenir son pouvoir.

À LIRE

Karine Clément, « La lutte sociale en Russie. Expérience de vie et critique prolétarienne », *La Vie des idées*, 26 avril 2019

Karine Clément, *Les Ouvriers russes dans la tempête du marché (1989-1999)*, Syllepse, Paris, 2000

Mischa Gabowitsch, *Protest in Putin's Russia*, Polity Press, Cambridge, 2016

Françoise Daucé, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Éditions du CNRS, Paris, 2013

Françoise Daucé, *La Russie postsoviétique*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2010

Cédric Durand, « Les privatisations en Russie et la naissance d'un capitalisme oligarchique », *Recherches internationales*, n° 74, 2005

Gilles Favarel-Garrigues, « Anti-corruption et capitalisme de connivence en Russie », *La Vie des idées*, 13 mars 2018

Samuel Greene, *Moscow in Movement : Power and Opposition in Putin's Russia*, Stanford University Press, Stanford, 2014

Ilya Matveev, « Russia Inc. », *Open Democracy*, 16 mars 2016

Filip Novokmet, Thomas Piketty et Gabriel Zucman, *From Soviets to Oligarchs : Inequality and Property in Russia, 1905-2016*, National Bureau of Economic Research, 2017

Julien Vercueil, *Économie politique de la Russie. 1918-2018*, Le Seuil, Paris, 2019

À VOIR

Andreï Zviagintsev, *Léviathan*, 2014

QUE RESTE-T-IL DE LA FRANÇAFRIQUE ?

Olivier Blamangin

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 624 à 633

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-624.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUE RESTE-T-IL DE LA FRANÇAFRIQUE ?

par OLIVIER BLAMANGIN

(CEDETIM, ancien responsable syndical)

Remerciements à Manuela Enrique-Girardin

(professeure de sciences économiques et sociales)

« Le temps de la Françafrique est révolu : il y a la France, il y a l'Afrique, il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité. »

François Hollande, Dakar (Sénégal), 12 octobre 2012

Circulez, il n'y a rien à voir : la Françafrique est morte, enterrée. La France aurait tourné la page de cette relation particulière avec l'Afrique, héritée de la colonisation et du gaullisme. En novembre 2017, Emmanuel Macron affirme à l'université de Ouagadougou (Burkina Faso) : « Il n'y a plus de politique africaine de la France. » Vraiment ? Les rapports de domination avec le « pré carré » de ses anciennes colonies au sud du Sahara appartiennent-ils au passé ? Pas si sûr...

LA FRANÇAFRIQUE, D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Fin des années 1950. Les anciennes colonies africaines de la France accèdent à l'indépendance. Paris s'inquiète de l'avenir des approvisionnements stratégiques en pétrole et en uranium qui assurent, jusque-là,

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Françafrique : terme qui recouvre l'ensemble des relations de domination politique, économique, militaire, culturelle ou monétaire que la France entretient avec ses anciennes colonies d'Afrique.

Pré carré : le terme fut employé pour désigner un territoire à défendre des incursions extérieures, puis plus largement un « domaine réservé » (dans l'administration, le commerce, etc.) qu'il lui faut protéger des velléités d'un adversaire. Tout naturellement, le « pré carré » de la

l'indépendance énergétique française. En pleine **guerre froide**, il s'agit aussi d'endiguer l'influence communiste en Afrique, de maintenir le « rang de la France », avec ses bases militaires extérieures, et de construire un réseau de pays alliés au sein des Nations unies. Paris ne lésine pas : des « assistants techniques » sont envoyés par milliers pour conseiller ministres et chefs d'État, et les interventions militaires, plus ou moins clandestines, se multiplient. C'est le temps des présidents africains « aux ordres » – les récalcitrants sont évincés –, des coups d'État pilotés depuis Paris, des guerres secrètes au Cameroun, au Tchad ou au Biafra (Nigeria), et des assassinats politiques, comme ceux du leader camerounais Félix-Roland Moumié, empoisonné à Genève en 1960, ou de l'opposant tchadien Outel Bono, abattu en plein Paris en août 1973. Des réseaux occultes sont mis en place auprès des dirigeants africains pour garantir l'influence française. En retour, l'argent de la corruption et les valises de billets détournées de l'exploitation pétrolière financent en secret les principaux partis politiques français. Jacques Foccart, homme de l'ombre du général de Gaulle, dirige cette politique. À la tête de la cellule africaine de l'Élysée de 1960 à 1974, puis conseiller de Jacques Chirac pour les questions africaines, lorsque celui-ci devient Premier ministre en 1986 et président en 1995, il a piloté directement les « coups tordus » pendant des décennies. Ce système **néocolonial** est désigné sous le nom de « Françafrique ».

Tout le monde ne met pas les mêmes choses derrière les mêmes mots. Pour beaucoup de journalistes, l'expression « Françafrique » désigne des réseaux occultes et des « barbouzeries ». La partie émergée de l'iceberg, la moins recommandable, celle qui se voit le plus. Ces pratiques ayant quasi cessé, pour l'essentiel, alors la Françafrique appartiendrait au passé. Et une page s'est effectivement tournée avec le décès de Jacques Foccart, en mars 1997, ou la disparition de quelques-unes des figures africaines les plus emblématiques de ce système, comme les présidents Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire ou Omar Bongo du Gabon. Mais perdure la partie immergée de l'iceberg, profondément ancrée, celle des multiples relations de domination

France en Afrique désigne aujourd'hui ses anciennes colonies, des territoires que Paris s'échine à protéger de toute autre influence que la sienne.

Guerre froide : période de très forte tension et d'hostilité qui a opposé dans la seconde moitié du xx^e siècle

les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi que leurs alliés respectifs. En Afrique, la guerre froide s'est traduite par des luttes d'influence et de nombreux conflits armés locaux, dont l'un ou l'autre camp était soutenu par l'une ou l'autre des deux grandes puissances.

Pour les dirigeants français,
l'Afrique, et en particulier
l'Afrique francophone, reste une
zone d'influence « naturelle » et
« exclusive » de la France.

entre Paris et ses anciennes colonies. Et le concept de « Françafrique » redevient alors très actuel. Ces relations de domination ont de multiples faces : diplomatique, économique, militaire, monétaire ou culturelle. Pour les dirigeants français, l'Afrique, et en particulier l'Afrique francophone, reste une zone d'influence « naturelle » et « exclusive » de la France.

Naturellement, l'Afrique d'aujourd'hui n'est plus celle des années 1960 ou 1970. La mondialisation libérale, la fin de la guerre froide, le bouleversement des équilibres géopolitiques ou la montée des aspirations démocratiques sont passés par là. La Chine ou la Russie sont à l'offensive diplomatique dans cette zone d'influence. Leurs entreprises, celles de nombreux **pays émergents** (Brésil, Turquie, Indonésie, etc.), ou celles des États-Unis et de l'Allemagne, sont à la conquête des nouveaux marchés africains. En outre, les élites des ex-colonies françaises jouent de cette compétition nouvelle, de ces luttes d'influence, pour gagner en autonomie vis-à-vis de l'ancienne métropole, lorsque sa tutelle est trop pesante. Néanmoins, le continent africain en général, et les anciennes colonies en particulier demeurent une zone d'intervention privilégiée pour Paris, qui y soutient toujours des régimes bien peu démocratiques, que ce soit celui d'Ali Bongo au Gabon, de Paul Biya au Cameroun, de Faure Gnassingbé au Togo ou, jusqu'à ce qu'il soit renversé par un soulèvement populaire en 2014, de Blaise Compaoré au Burkina Faso. Malgré une concurrence exacerbée, de nombreuses entreprises françaises y bénéficient toujours d'une rente de situation et y accumulent de confortables profits. La France maintient dans la région une présence militaire comme nulle part ailleurs. Elle exerce une forme de tutelle sur la monnaie d'un grand nombre de ces pays, le franc CFA. Cette Françafrique-là, multiforme, a sans doute de beaux jours devant elle.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Néocolonialisme : c'est tout simplement le colonialisme... après le colonialisme. On utilise l'expression pour désigner l'ensemble des tentatives d'une ancienne puissance coloniale pour maintenir, de façon ouverte ou cachée, la domination politique, économique ou culturelle

sur ses anciennes colonies devenues indépendantes.

UNE PRÉSENCE ÉCONOMIQUE MENACÉE ?

En cette fin d'après-midi, Seydou Koné est devant une bière fraîche, dans un bar – on dit ici un « maquis » – de la rue Princesse, dans le quartier populaire de Yopougon, à Abidjan (Côte d'Ivoire). C'est un jeune cadre. Il travaille dans les services administratifs du terminal à conteneurs du port de la capitale ivoirienne. Il est confiant dans l'avenir : son pays connaît, depuis 2012, une croissance extrêmement dynamique, avec toujours plus de marchandises qui transitent par le port d'Abidjan. Du travail, il n'en manque pas ! Mais, ce soir, Seydou est contrarié. Il discute au téléphone, avec un ami, des difficultés qu'il rencontre avec sa banque pour obtenir un crédit. Finalement, ils conviennent de se retrouver au centre commercial de Marcory pour se changer les idées. Seydou se met en route, sans penser que la bière qu'il vient de payer est fabriquée par une entreprise française, le groupe Castel, leader sur le marché ivoirien des boissons ; l'opérateur grâce auquel il a conversé avec son ami est aussi une entreprise française bien connue, Orange, numéro un de la téléphonie en Côte d'Ivoire ; tout comme son employeur sur le port d'Abidjan, le groupe Bolloré ; l'établissement qui rechigne à lui accorder un crédit n'est autre que la Société générale Côte d'Ivoire, première banque de la place, filiale de la Société générale française ; au centre commercial de Marcory, il fera ses courses dans un supermarché Carrefour, géant français de la grande distribution ; et, pour s'y rendre en taxi, il empruntera le pont Henri-Konan-Bédié qui permet de franchir la lagune de la capitale ivoirienne. L'ouvrage d'art, inauguré en 2014, a été construit par une filiale de Bouygues, multinationale française de travaux publics.

On peut reproduire cette scène de vie quotidienne au Sénégal, au Gabon ou au Cameroun et y retrouver les mêmes multinationales françaises – ou d'autres encore – qui profitent pleinement de la croissance des marchés africains. De quoi relativiser le discours sur le « recul de la France » et une « présence économique menacée » par la concurrence chinoise. De quoi nourrir aussi le ressentiment de nombreux Africains, qui ont souvent le sentiment que les indépendances acquises à la fin des années 1950 n'ont en rien réduit la dépendance économique vis-à-vis de l'ancienne métropole. Quelques chiffres pour s'en convaincre : depuis 2005, la valeur des investissements français sur le continent africain a été multipliée par quatre pour atteindre 53,5 milliards d'euros (2017)¹. Les **parts de marché** de la France en Afrique sont certes en recul, comme ailleurs dans le monde, et la

Depuis 2005, la valeur des investissements français sur le continent africain a été multipliée par quatre pour atteindre 53,5 milliards d'euros.

1. Total net des investissements direct à l'étranger (IDE) français en Afrique, Banque de France, mai 2018.

Chine lui a ravi la première place depuis une dizaine d'années, mais Paris se maintient dans le peloton de tête, en faisant jeu égal avec l'Allemagne et en devançant les États-Unis². De ce fait, la **balance commerciale** entre la France et l'Afrique subsaharienne est presque toujours excédentaire et s'établit en moyenne, depuis plus de quinze ans, à 1,55 milliard d'euros chaque année³. En 2010, dernière année pour laquelle ces données sont disponibles, on recensait un peu plus d'un millier de filiales d'entreprises françaises en Afrique, qui y réalisaient 27,2 milliards d'euros de **chiffre d'affaires annuel**⁴.

Depuis les indépendances, les enjeux économiques français en Afrique ont changé de nature. La filière nucléaire, longtemps dépendante des mines d'uranium africaines, a diversifié ses sources d'approvisionnement : les sites gabonais ont été fermés et le Niger ne représente plus en 2017 que 25 % de la production totale d'Orano (ex-Areva), loin derrière le Canada (42 %) et le Kazakhstan (34 %). De même, l'entreprise pétrolière Elf, créée au milieu des années 1960 pour garantir l'autonomie énergétique de la France, concentrait ses activités – et son influence – sur un petit nombre de pays, en particulier le Congo et le Gabon. Mais, pour le groupe Total, qui mit la main sur cette entreprise emblématique de la Françafrique en 1999, la dépendance africaine est moindre : le continent ne représente plus que 14 % de ses réserves d'hydrocarbures. Les principaux gisements exploités par l'entreprise au sud du Sahara sont d'ailleurs situés au Nigeria et en Angola, qui n'appartiennent pas à la zone traditionnelle d'influence française. D'une façon générale, la désindustrialisation de l'économie française a réduit ses enjeux d'accès aux ressources stratégiques. Eramet, par exemple, est l'une des dernières entreprises minières hexagonales. Sa filiale gabonaise, Comilog, exploite depuis plus de cinquante ans des gisements de manganèse, métal indispensable à la fabrication de nombreux aciers. L'essentiel du minerai extrait alimentait les usines sidérurgiques françaises de l'entreprise. Aujourd'hui, il n'en reste qu'une, à Dunkerque, et les principaux clients de Comilog sont chinois, indiens et scandinaves.

2. COFACE, « Course aux parts de marché en Afrique : l'échappée française reprise par le peloton européen », juin 2018.

3. Balance commerciale excédentaire, sauf en 2008 et 2009, quand les prix du pétrole importé ont atteint des sommets. Solde CAF/FAB (hors matériel militaire) des échanges de la France, y compris DOM, avec l'Afrique subsaharienne, INSEE, 2019.

4. Enquête OFATS de l'Insee, 2010, hors secteur bancaire.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Part de marché : pourcentage des ventes que réalise une entreprise ou un pays sur un marché donné par rapport à l'ensemble des ventes réalisées par ses concurrents.

Balance commerciale : différence, en valeur, entre les exportations et les

importations de biens ou de services d'une économie sur une période donnée. Lorsque la balance commerciale d'un pays vis-à-vis d'un autre pays est positive, c'est qu'il exporte plus qu'il n'importe. Lorsqu'elle est négative, c'est qu'il importe davantage qu'il n'exporte.

Ce n'est plus dans le secteur des matières premières que les intérêts économiques français en Afrique sont à présent les plus stratégiques. Pour autant, le continent apparaît de plus en plus, malgré les crises, comme un nouvel eldorado. Avec une croissance économique soutenue, une urbanisation rapide et une classe moyenne toujours plus nombreuse, il aiguise les appétits des multinationales. En Afrique francophone, de nombreuses firmes hexagonales bénéficient toujours de positions stratégiques héritées de la colonisation, constituées à l'occasion des vagues de privatisations des années 1990-2000 ou bâties grâce aux réseaux d'influence de la diplomatie française et aux connivences avec les dirigeants africains. Elles sont donc bien placées, dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la téléphonie, des services ou de la grande distribution, pour profiter de cette nouvelle croissance. Les plus dynamiques utilisent leur ancrage historique pour se projeter sur les marchés de l'Afrique anglophone ou lusophone. La concurrence chinoise est réelle mais pas particulièrement forte dans les pays où les entreprises françaises sont les plus implantées. Dans le secteur des travaux publics ou celui des produits pharmaceutiques, celles-ci peuvent souffrir de la concurrence des pays émergents. Mais, dans d'autres, comme celui de la logistique portuaire ou du transport maritime, elles sont les premières à bénéficier de la croissance des échanges avec l'Asie. D'une façon générale, les investissements que ces multinationales réalisent en Afrique restent parmi les plus rentables au monde⁵.

LE « GENDARME » DE L'AFRIQUE

Ce 3 février 2019, une cinquantaine de pick-up s'élancent à travers le Tibesti, région désertique au nord du Tchad. Sans doute viennent-ils du Sud libyen, où les rebelles tchadiens de l'Union des forces de la résistance (UFR), opposés au président Idriss Déby, ont installé leurs bases arrière. Au même moment, deux patrouilles de Mirage 2000 des forces

Chiffre d'affaires : valeur totale des ventes de produits ou de services d'une entreprise.

5. Benoît Orval, « Afrique : régimes autoritaires, un investissement sûr », *Projet*, mars 2016.

françaises, appuyées par un drone Reaper, décollent de la base Adjï Kossè à Ndjamena, la capitale du pays, où elles sont habituellement stationnées. En quelques dizaines de minutes, elles atteignent leur cible et bombardent à deux reprises les véhicules rebelles. Malgré cet avertissement, ces derniers poursuivent leur progression. De nouvelles frappes sont donc ordonnées les 5 et 6 février. Un communiqué laconique de l'armée française se réjouit cette fois du succès de l'opération et de l'anéantissement de la colonne motorisée. Du bilan humain, du nombre de morts ou de blessés, on ne saura rien.

Ce n'est pas la première fois que l'armée française se porte au secours du régime tchadien. Des troupes françaises sont stationnées dans le pays depuis 1986, et l'actuel président, Idriss Déby, est arrivé au pouvoir en 1990 avec le soutien de la France, en prenant la tête d'une puissante colonne motorisée lancée contre la capitale. À deux reprises, en décembre 1991 et en avril 2006, l'aviation française s'est déployée pour dissuader des colonnes d'opposants au régime de poursuivre leurs incursions. En février 2008, les rebelles étaient parvenus aux portes de Ndjamena. Les forces spéciales françaises sauvèrent une nouvelle fois le pouvoir d'Idriss Déby, en faisant le coup de feu contre les assaillants pour sécuriser l'aéroport de la capitale et en fournissant munitions et renseignements militaires aux troupes loyalistes, qui reprendront finalement le dessus.

Il ne s'agit pas, à chacun de ces épisodes militaires, de neutraliser des assaillants jihadistes dans une opération de lutte contre le terrorisme, ou de protéger des ressortissants français menacés, ni même de défendre les intérêts d'une entreprise hexagonale – peu sont instal-

lées au Tchad. Pour Paris, l'enjeu stratégique est ailleurs : de la défense inconditionnelle d'une « stabilité » du régime tchadien dépend le maintien des bases opérationnelles françaises, dans un pays défini comme le « verrou » de la zone sahélienne.

De la défense inconditionnelle d'une « stabilité » du régime tchadien dépend le maintien des bases opérationnelles françaises, dans un pays défini comme le « verrou » de la zone sahélienne.

Cette intervention française dans un conflit interne à un État africain, sans mandat de la communauté internationale, est le dernier épisode d'une longue succession d'opérations militaires. Pour ne citer que les plus récentes, retenons l'intervention des troupes françaises en Côte d'Ivoire de 2002 à 2011, qui culmine avec le bombardement des positions du président sortant Laurent Gbagbo, lorsque celui-ci conteste la victoire de son adversaire à la présidentielle ; en République centrafricaine, en 2003, puis de nouveau en 2013, avec l'opération Sangaris ; en Libye, en 2011, avec l'opération Harmattan ; au Mali, en janvier 2013, pour contrer l'avancée des

troupes jihadistes qui occupent le nord du pays ; dans toute la zone sahélienne, à partir de 2014, avec l'opération Barkane ; ou encore au Tchad et au large des côtes de Somalie, avec l'opération Atalante. Aujourd'hui, hors forces spéciales, près de 8 000 soldats sont déployés en Afrique⁶, au sein des bases permanentes du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Gabon et de Djibouti, ou en « opérations extérieures » – en théorie temporaires – en Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Tchad ou en Centrafrique. Une vingtaine d'États, pas toujours les plus démocratiques, sont liés à la France par des accords de défense et de coopération militaire.

Ce dispositif et les pays d'implantation évoluent au gré des priorités stratégiques, des doctrines d'intervention et des nécessités de légitimer le maintien des forces françaises en Afrique : la lutte contre le communisme ou la sécurisation de l'accès aux matières premières stratégiques pendant la guerre froide, la lutte contre le jihadisme et le maintien du statut de « puissance mondiale » aujourd'hui. Et, de tout temps, cette même ingérence dans les conflits internes aux États, situés dans sa zone d'influence, est effectuée au nom de la « stabilité ». L'État français fait office de gendarme « naturel » de l'Afrique, un statut que ses partenaires occidentaux ne lui contestent pas mais qui agace beaucoup dans les pays africains qui n'appartiennent pas à la zone d'influence française.

LE FRANC CFA, MONNAIE D'UN AUTRE TEMPS ?

C'est un symbole fort des liens de dépendance qui persistent entre la plus grande part des pays francophones et l'ancienne métropole coloniale : le franc CFA. En 1945, lors de sa création, on parlait du « franc des colonies françaises d'Afrique ». Le sigle est resté, malgré les indépendances. Il se décline à présent en « franc de la Communauté financière africaine » pour les pays d'Afrique de l'Ouest qui l'ont adopté (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et en « franc de la Coopération financière de l'Afrique centrale » pour le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine et le Tchad. C'est, dans chacune de ces deux zones, une monnaie unique comme l'est l'euro pour la « zone euro » de l'Union européenne. La spécificité de cette monnaie unique est qu'elle a une **parité fixe** avec la monnaie française

6. Source : État-major des armées, *Déploiements opérationnels des forces armées françaises*, janvier 2019.

(le franc jusqu'en 1999, l'euro aujourd'hui), c'est-à-dire que le taux de change des deux ne bouge pas (1 euro = 655,957 FCFA). La Banque de France se porte garante de cette parité fixe mais, en contrepartie, les pays de la zone CFA sont obligés de déposer la moitié de leurs réserves auprès de la Banque de France, qui siège également au sein des conseils d'administration des banques centrales de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Si le franc CFA fait polémique depuis les indépendances, ce n'est pas seulement pour des raisons symboliques. Des pays comme la Guinée, la Mauritanie ou Madagascar l'ont d'ailleurs abandonné pour une monnaie qui leur est propre, tout comme le Mali entre 1962 et 1984. Pour ses partisans, le franc CFA apporte la stabilité monétaire et une faible inflation aux États qui l'ont en commun, il permet les transferts libres et gratuits de capitaux au sein de la zone et facilite les échanges entre ces pays. Pour ses détracteurs, de plus en plus nombreux en Afrique, les États qui ont adopté le franc CFA ont abandonné leur souveraineté monétaire, à la Banque de France d'abord, à la Banque centrale européenne (BCE) ensuite, depuis l'adoption de l'euro. A-t-on

A-t-on déjà vu, en dehors de la zone CFA, un pays devenu indépendant confier la gestion de sa monnaie à l'ancienne puissance coloniale ?

déjà vu, en dehors de la zone CFA, un pays devenu indépendant confier la gestion de sa monnaie à l'ancienne puissance coloniale ? De fait, c'est aujourd'hui la BCE qui fixe les objectifs d'inflation de chaque zone et qui garde la maîtrise de la valeur du franc CFA vis-à-vis des autres monnaies, en fonction de ses objectifs propres et des réalités économiques européennes, pas des priorités des pays africains. Puisque l'euro est une « monnaie forte », le franc CFA est également une « monnaie forte ». Les pays de la zone CFA s'en trouvent pénalisés dans leurs exportations. À l'inverse, les importations en dollars sont moins chères, au détriment de la production locale. Dans le même temps, la parité fixe supprime l'essentiel des risques de change pour les entreprises françaises – et aujourd'hui pour celles de l'ensemble de la zone euro – qui exportent ou qui réalisent des bénéfices en zone CFA. Ce débat sur la

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Parité fixe (ou taux de change fixe) : une monnaie convertible (qui se vend et s'achète avec une autre monnaie) a une valeur par rapport à une autre monnaie. Si cette valeur reste toujours la même, on parle de parité fixe : il faudra toujours la même quantité de monnaie pour

acheter une unité de l'autre monnaie. Si la valeur de cette monnaie peut évoluer en fonction de la situation économique, on parlera de taux de change flottant (ou de parité flottante).

parité fixe avec l'euro prend aujourd'hui une nouvelle actualité avec les projets de zones de libre-échange en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et à l'échelle du continent : comment faire coexister au sein d'une même union douanière, et avec quelles conséquences, des pays dont la monnaie est arrimée à l'euro et des pays dont les taux de change fluctuent ?

À Paris et pour les autorités de la zone CFA, le discours officiel est toujours le même : les pays africains gardent la main sur leur destin monétaire. « Le franc CFA ? Personne n'oblige un État à en être membre », assure Emmanuel Macron. En réalité, les pressions ne tardent pas et les sanctions tombent dès qu'une voix discordante se fait entendre, comme celle de l'économiste et ancien ministre togolais Kako Nubukpo, remercié de l'Organisation internationale de la francophonie pour avoir défendu l'idée de l'abandon de cette servitude d'un autre temps⁷.

MORALE DE L'HISTOIRE

Perdurent les multiples mécanismes de domination que la France entretient avec ses anciennes colonies africaines. Au détriment de leur souveraineté, de la démocratie et d'une plus juste distribution des richesses.

À VOIR

Thomas Noirot et Fabrice Tarrit (dir.), *Françafrique. La famille recomposée*, Syllepse, Paris, 2014

Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla, *L'Arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2018

François-Xavier Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, Paris, 2003

À VOIR

Patrick Benquet, *Françafrique, cinquante années sous le sceau du secret*, 2010 (les sombres dessous de la Françafrique et de ses relations occultes, de de Gaulle à Sarkozy, en passant par Mitterrand)

7. Kako Nubupko (dir.), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?*, La Dispute, Paris, 2016.

LE TRAVAIL FORCÉ DANS L'EMPIRE FRANÇAIS, UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ?

Olivier Le Cour Grandmaison

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 634 à 639

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-634.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE TRAVAIL FORCÉ DANS L'EMPIRE FRANÇAIS, UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ?

par OLIVIER LE COUR GRANDMAISON

(politiste, université Paris-Saclay-Évry-Val-d'Essonne)

Remerciements à Juliette Thonma-Hubert

(professeure de sciences économiques et sociales)

« L'exploitation [coloniale] a été perpétrée si souvent [...] avec une telle cruauté, par l'homme blanc sur les populations arriérées du monde, qu'on fait preuve [...] d'une insensibilité totale si on ne lui accorde pas la place d'honneur chaque fois que l'on parle du problème colonial. »
Karl Polanyi, 1944

Le 10 mai 2017 fut présenté, par la députée Cécile Duflot, une proposition législative dont l'article 1^{er} est ainsi rédigé :
« La République française reconnaît que le travail forcé, perpétré au XIX^e et au XX^e siècle par les puissances européennes contre les populations colonisées, constitue un crime contre l'humanité. » Ce travail forcé, il est si commode de le renvoyer à un passé révolu. Mais ce passé refoulé hante le présent, il l'a construit. Ce passé ne cesse d'être présent.

SUR LES PARTICULARITÉS DE L'EXPLOITATION COLONIALE

L'exploitation coloniale, c'est-à-dire les conditions de travail imposées aux autochtones, jusqu'à l'abolition du travail forcé le 11 avril 1946, ne peut être réduite à ce qu'on nomme l'« exploitation capitaliste ». En effet, cette dernière expression ne permet pas de saisir les singularités de l'exploitation particulière à laquelle les colonisés furent longtemps soumis. Car, aux facteurs proprement économiques, il est indispensable d'ajouter ceux qui sont liés à la législation discriminatoire

en vigueur dans les possessions françaises, où un État d'exception permanent a été établi jusqu'en 1945, et aux représentations racistes que les élites métropolitaines et coloniales se font alors des « indigènes ». Ces mêmes « indigènes » qui, jusqu'à la Libération, ne furent pas traités comme des citoyens mais comme des « sujets » inférieurs.

Car les autochtones vivant en Indochine, en Nouvelle-Calédonie, à Madagascar et en Afrique noire plus particulièrement ont été soumis à une série de violences diverses, qui se sont conjuguées et renforcées les unes les autres : des violences tout à la fois physiques, économiques, sociales, symboliques, peu communes et meurtrières. Ils ont été discriminés, privés des droits et libertés démocratiques élémentaires (ce qui inclut l'interdiction de se syndiquer, d'adhérer à un parti et de faire grève), victimes du racisme de l'État colonial et de celui des Blancs, peu ou pas soutenus par les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier en métropole¹, exposés à de nombreuses dispositions répressives d'exception, terrorisés parfois par les moyens qu'employaient les autorités locales pour recruter la main-d'œuvre nécessaire aux grands travaux et au portage.

Si le recours au travail forcé a été possible, c'est parce que les « indigènes » ont longtemps été placés sous le joug d'une oppression spécifique qui a permis aux pouvoirs publics d'adopter des dispositions que les contemporains savaient extraordinaires, qu'ils les approuvent ou les réprouvent. En outre-mer, la production rapide de travailleurs, jugée indispensable à l'avènement d'une société moderne, s'est réalisée contre l'« indigène », décrié en raison de son infériorité supposée et des nombreux défauts qui lui furent imputés : paresse, négligence, arriération intellectuelle.

C'est ainsi qu'en 1902 le conseiller ministériel Lucien Aspe-Fleurimont soutient que les autochtones, ignorant la « nécessité du travail » et le « respect de la vie et des biens », doivent être dirigés par une « autorité ferme et permanente² ». Elle seule peut leur inculquer ces devoirs indispensables à l'édification du nouvel ordre économique, social et moral imposé par la France aux colonisés.

Trop souvent, cette violence est occultée par les études consacrées aux guerres de conquête et aux opérations répressives engagées pour défendre l'empire, comme si, celles-ci achevées, elles avaient laissé place à une situation peu ou prou comparable à celle de la France. Mais cette opposition entre une période dominée par les militaires et une autre réputée pacifique entretient le mythe de la colonisation-civilisation cher aux responsables de la III^e République et à beaucoup de leurs successeurs. Cher également aux nombreux historiens de l'entre-deux-guerres

1. En 1930, Victor Spielmann écrit à propos de l'Algérie : « L'indifférence des organisations ouvrières pour les questions indigènes est grande. [...] Consultez la collection du *Cheminot* et des autres organes syndicalistes depuis huit ans, et vous trouverez très peu, sinon pas du tout, d'interventions en faveur des travailleurs indigènes » (*En Algérie. Le centenaire au point de vue de l'indigène*, Éditions du Trait d'union, Alger, 1930, p. 27). Spielmann (1866-1938) fut militant du Parti communiste. Sans doute exclu en 1926, il participa à la Fraternité algérienne de l'émir Khaled.

2. Lucien Aspe-Fleurimont, *La Colonisation française avec des observations spéciales sur l'Afrique occidentale*, Giard & Brière, Paris, 1902, p. 11-12.

qui, comme Albert Malet et Jules Isaac, affirment que, à « la faveur [...] de la paix » établie par la métropole dans ses colonies, la France a poursuivi leur « mise en valeur » pour améliorer la « vie matérielle et morale des indigènes³ ».

LE TRAVAIL FORCÉ DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Précision essentielle : le travail forcé dont il est question – tâches de construction, transport de marchandises, entretien des agglomérations... – a été imposé de façon autoritaire aux autochtones qui n'avaient commis ni crime ni délit. Cette obligation concernait les *populations civiles et innocentes* de l'empire.

Des « documents officiels » révèlent que des « dizaines de milliers de Sara », par exemple, ont été recrutées de force au Tchad, puis acheminées à pied et en chaland sur les lieux de travail. Ce périple, marqué par la fatigue et la sous-alimentation, suivi de travaux harassants, a eu des conséquences dramatiques. En 1929, le célèbre journaliste Albert Londres rapporte qu'un « détachement », venu de la région de « Gribingui », a perdu « soixante-quinze pour cent de son effectif » et celui de « Likouala-Mossaka, comprenant mille deux cent cinquante hommes, n'en vit revenir que quatre cent vingt-neuf ».

C'est par un tel travail forcé de masse qu'a été construit, par exemple, le chemin de fer entre Brazzaville et Pointe-Noire, sur la côte atlantique. Bilan : 17 000 morts « indigènes » pour la réalisation des 140 premiers kilomètres, et un taux de mortalité sur ce chantier de 57 % en 1928. Ce dernier chiffre est livré par le ministre des Colonies André Maginot, dans une déclaration faite devant une commission *ad hoc* de la Chambre des députés. L'entreprise chargée des travaux ? La Société de construction des Batignolles, dont la prospérité est en partie liée aux nombreux contrats remportés dans les possessions françaises. Cette entreprise s'était déjà illustrée lors de la réalisation de la voie ferrée entre Haiphong, en Indochine, et Kunming, au Yunnan (1904-1909), qui a coûté la vie à 12 000 autochtones. Le successeur de cette entreprise n'est autre que le groupe bien connu aujourd'hui sous le nom de SPIE-Batignolles. En 2013, Jean Monville, ancien P.-D.G. de ce groupe, rappelait benoîtement « la fierté de ce qu'on avait fait dans le passé, de notre professionnalisme et de notre engagement dans nos "aventures" d'outre-mer » (*Le Monde*, 21 mai 2013). Nul doute, les

3. Albert Malet et Jules Isaac, *Histoire troisième année (de 1815 à nos jours)*, Hachette, Paris, 1935, p. 707.

descendants de ceux qui sont morts à l'époque apprécieront la délicatesse et la suavité de ces mâles propos.

EXPLOITATION ET VIOLENCES COLONIALES

Laissons l'Afrique noire pour l'Indochine. Grâce à un rapport officiel rédigé en 1928 par un inspecteur des Affaires politiques qui a eu accès à des documents de justice, on découvre que des travailleurs employés dans une plantation ont reçu, sur ordre du directeur, « vingt coups de cadouille » pour être partis sans autorisation. D'autres dépositions font état de traitements similaires infligés avec un « nerf de bœuf » ou une « canne en rotin » à trois jeunes femmes « indigènes », dont une était enceinte de six mois au moment des faits. Des certificats médicaux établis pour certains ouvriers révèlent un « éclatement de la peau large de 2,5 centimètres sur 5 de longueur⁴ ». En 1931, dans cette même colonie, l'écrivain Guy de Pourtalès constate lui aussi que de nombreux Européens, « grisés » par leur supériorité raciale, sociale et financière, prennent vite l'« habitude » de se comporter en « seigneurs » qui abusent de la « canne » pour « régner » sur les « indigènes »⁵.

La diversité des auteurs, la précision et la concordance des faits rapportés, la mansuétude des jugements prononcés contre les accusés européens⁶, l'extension chronologique et géographique de ces violences physiques prouvent qu'elles sont au cœur de la vie, de l'exploitation et de l'oppression coloniales. La cause structurelle d'un tel phénomène réside dans ce fait singulier que les Français présents en outre-mer disposent, *de facto*, de pouvoirs exorbitants qui les autorisent à se rendre justice eux-mêmes lorsqu'ils jugent les autochtones irrespectueux ou, pire, récalcitrants.

Cette violence n'épargne ni les femmes ni les enfants. Au Congo français, « ils ont huit ans, dix ans, et déjà [...] ils font par tous les temps un dur travail d'hommes. [...] Tous ont sur leur crâne rasé de larges plaques blanches. Le pian les ronge. La maladie du sommeil les affaiblit. La déficience de nourriture les achève : les durs cercles de leurs côtes soulignent leur torse⁷ », écrit l'anthropologue Marcel Homet en 1934. Qu'André Gide ait fait des observations similaires sept ans plus tôt tend à montrer que les conditions réservées à cette jeune main-d'œuvre n'ont pas évolué de façon significative. D'autres témoignages révèlent des faits identiques au Sénégal et en Côte d'Ivoire⁸, où les jeunes mineurs, jugés plus « dociles » et moins chers que les adultes, sont recherchés par les employeurs privés, qui leur versent des

4. Félicien Challaye, *Un livre noir du colonialisme. Souvenirs sur la colonisation*, Les Nuits rouges, Paris, 2003 [première édition : 1935], p. 162-165. « Il est habituel [...] "d'instruire" les indigènes à coups de pied ou à coups de cadouille », observe également Hô Chi Minh en 1925 (*Le Procès de la colonisation française*, Le Temps des cerises, Paris, 1998, p. 42 et 61).

La « cadouille » est un bâton utilisé pour châtier les marins qui n'avaient pas respecté la discipline.

5. Guy de Pourtalès, *Nous à qui rien n'appartient. Voyage en pays khmer*, Flammarion, Paris, 1990 [première édition : 1931], p. 72. Pourtalès (1881-1941) est alors connu pour ses biographies de Liszt, Chopin et Wagner.

6. Poursuivi pour coups et blessures ayant entraîné la mort d'un ouvrier « indigène », le « contremaître » européen Schultz « fut condamné à un mois de prison avec sursis » par le tribunal d'Hanoï. Dans une exploitation d'hévéas, des travailleurs qui ont tenté de s'enfuir sont dénudés, allongés à terre et frappés de « vingt coups de cadouille chacun ». L'auteur de ces exactions ne fut jamais jugé. Rapporté par : Louis Roubaud, *Vietnam. La tragédie indochinoise*, Librairie Valois, Paris, 1931,

p. 175-176. Lectrice des articles de Louis Roubaud publiés dans *Le Petit Parisien*, la philosophe Simone Weil écrit : « J'y voyais comment on recrutait les coolies, comme on les frappait [...]. Depuis lors, je n'ai jamais pu penser à l'Indochine sans avoir honte de mon pays » (« Lettre aux Indochinois » [projet d'article, hiver 1936-1937], in *Œuvres complètes*, t. II, *Écrits historiques et politiques*, vol. 3, *Vers la guerre (1937-1940)*, Gallimard, Paris, 1989, p. 122).

7. Marcel Homet, *Congo. Terre de souffrances*, Aubier-Montaigne, Paris, 1934, p. 16. Et André Gide, *Voyage au Congo*, suivi de *Le Retour du Tchad*, Gallimard, Paris, 1998 [première édition : 1927 et 1928], p. 509. Le pian est une infection qui provoque de graves lésions cutanées.

8. Dans cette première colonie, « la plupart des prestataires sont des enfants », note Michel Leiris en 1934 (*L'Afrique fantôme*, Gallimard, Paris, 1981 [première édition : 1934], p. 169).

9. Georges Garros, *Forceries humaines*, Delpeuch éditeur, Paris, 1926, p. 171. À Madagascar, l'arrêté n° 250 du 27 décembre 1896, réglementant le « travail des indigènes », précise en son article 8 : les « employeurs » et les « chefs

« salaires très bas ». En Indochine, des « indigènes » de « dix à treize ans » travaillent couramment en « ateliers » et en « usines » moyennant des rémunérations de « famine »⁹. Dans les exploitations minières à ciel ouvert de cette possession, des femmes et des « enfants de dix ans s'arc-boutent » derrière les « wagonnets », le « visage épuisé sous le masque de charbon »¹⁰, constate l'écrivain Roland Dorgelès en 1925. Quant à l'Algérie, un rapport officiel, publié en 1924 et cité par l'ancien gouverneur général de cette colonie, Maurice Viollette, révèle que les filles « indigènes » d'une dizaine d'années sont nombreuses dans les ateliers de confection de tapis.

UNE TARDIVE ABOLITION

Réformé mais pas supprimé, le travail forcé a perduré sous la III^e République, le régime de Vichy et dans les colonies passées aux côtés de la France libre. À preuve, les orientations soutenues par Félix Éboué, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, pendant la Seconde Guerre mondiale. Comme la majorité de ses pairs, Félix Éboué ne s'est jamais prononcé dans ses écrits pour l'abolition immédiate du travail forcé. De même, les résistants prestigieux qui, à partir du 30 janvier 1944, se réunissent à Brazzaville pour définir la politique à mettre en œuvre dans les territoires d'outre-mer. Inaugurée par le général de Gaulle, cette conférence doit prendre une décision relativement à cette forme particulière de labeur. En raison de l'« effort de guerre », les représentants de la France libre, rassemblés dans la capitale du Congo français, décident de prolonger le travail forcé pour une durée de cinq ans ! En métropole, ils stigmatisent le Service du travail obligatoire (STO) établi par les autorités de Vichy le 16 février 1943 ; dans les colonies, ils trouvent normal d'imposer aux « indigènes » de vingt à vingt-cinq ans reconnus aptes un Service obligatoire du travail (SOT). Subtilité des sigles et terrible triomphe du relativisme politico-juridique. De là, ces indignations sélectives, cependant que dans les possessions ultramarines la condamnation cède le pas à l'acceptation.

Voilà qui aide à comprendre les lenteurs de l'Assemblée nationale constituante à la Libération. Lassé de ces atermoiements, le député Félix Houphouët-Boigny dépose une proposition de loi, tendant à la suppression « immédiate » du travail forcé dans les colonies françaises ; elle est adoptée le 11 avril 1946. Quelques jours auparavant, ce même parlementaire était intervenu à la tribune pour dénoncer la situation encore imposée aux « indigènes ». Brossant un tableau précis des

pratiques coloniales, il déclarait : « Il faut avoir vu ces travailleurs usés, squelettiques, couverts de plaies, dans les ambulances ou sur les chantiers ; il faut avoir vu ces milliers d'hommes rassemblés pour le recrutement, tremblant de tout leur corps au passage du médecin chargé de la visite ; il faut avoir assisté à ces fuites éperdues [...] vers la brousse ; [...] il faut avoir vu ces théories d'hommes, de femmes, de filles, défiler silencieusement, le front plissé, le long des chemins qui mènent au chantier. [...] L'indigène ne peut plus comprendre ni admettre ce servage, cent cinquante après la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et cent ans après l'abolition de l'esclavage¹¹. »

Admirable colonisation française, toujours présentée, par de nombreux contemporains, comme une glorieuse « aventure » destinée à civiliser les peuples « indigènes ». Cette sinistre réécriture de l'histoire prospère avec la caution de certains essayistes : Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner et Éric Zemmour, notamment. Stupéfiante régression et grand retour du roman national supposément peuplé de figures exemplaires et d'actions héroïques.

MORALE DE L'HISTOIRE

Désormais, de nouveau, se diffuse une histoire à la gloire des entreprises coloniales, au nom du « refus de la culture de l'excuse », et parce qu'il faudrait prendre « l'histoire de France comme un bloc ». Au prix de quels oublis et occultations ?

À LIRE

Catherine Coquery-Vidrovitch, *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires. 1889-1939*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2001

Olivier Le Cour Grandmaison, *De l'Indigénat. Anatomie d'un « monstre » juridique : le droit colonial en Algérie et dans l'empire français*, Zones, Paris, 2010

Olivier Le Cour Grandmaison, *L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies*, Fayard, Paris, 2014

Le Rapport Brazza. Mission d'enquête du Congo : rapport et documents (1905-1907), Le Passager clandestin, Le Pré-Saint-Gervais, 2015

Albert Londres, *Terre d'ébène*, Le Serpent à plumes, Monaco, 2004

Babacar Fall, *Le Travail forcé en Afrique Occidentale française (1900-1945)*, Karthala, Paris, 1993

Roman Tiquet, *Travail forcé et mobilisation de la main-d'œuvre au Sénégal. Années 1920-1960*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2019

d'administration » ont toute « latitude » pour « utiliser les femmes dans tous les travaux qu'ils croient pouvoir leur confier » (*La Main-d'Œuvre aux colonies. Documents officiels*, t. II, Institut colonial international, Bruxelles, 1897, p. 66.

10. Roland Dorgelès, *Sur la route mandarine*, Albin Michel, Paris, 1929, p. 92. À cette date, plus de 80 000 exemplaires de ce livre ont été vendus.

11. Félix Houphouët-Boigny, Assemblée nationale constituante, séance du 23 mars 1946, p. 1028-1029.

VERS UNE HYPER-BOURGEOISIE MONDIALISÉE ?

Bruno Cousin et Sébastien Chauvin
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 640 à 649

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-640.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

VERS UNE HYPER-BOURGEOISIE MONDIALISÉE ?

par **BRUNO COUSIN** (sociologue, professeur assistant à Sciences Po, Centre d'études européennes et de politique comparée)
et **SÉBASTIEN CHAUVIN** (sociologue, professeur associé à l'université de Lausanne)

« Les riches, ils n'ont pas besoin d'un président, ils se débrouillent très bien seuls. »
Emmanuel Macron, TF1, 12 avril 2018

Au cours des quatre dernières décennies, l'accélération des processus de mondialisation et l'augmentation des inégalités économiques dans la plupart des pays du monde ont posé la question de l'émergence d'une nouvelle classe dominante globale. Elle serait caractérisée par son niveau de richesse inégalé, son ubiquité transnationale, sa concentration dans un nombre limité de grandes villes, et sa culture spécifique. Afin de répondre à cette question de façon approfondie – allant au-delà des commentaires médiatiques suscités par les classements annuels de *Forbes* et de *Fortune*, l'actualité des fusions et acquisitions internationales, et l'uniformisation apparente des pratiques et de la formation des élites économiques à travers le monde –, les sciences sociales ont mis en place plusieurs programmes de recherche empirique détaillée.

« SUPER-RICHES » ET ÉLITES ÉCONOMIQUES INTERCONNECTÉES

L'essor actuel de nouvelles classes supérieures patrimoniales, susceptibles de nous ramener plus d'un siècle en arrière en termes de capitalisation privée et de justice distributive, est au cœur des travaux de l'économiste Thomas Piketty et de ses collaborateurs. Leurs analyses de l'évolution des inégalités de revenus et de patrimoines, dans plusieurs pays de l'Organisation de coopération et de

développement économiques (OCDE) comme dans d'autres contextes nationaux, donnent à voir les mécanismes macroéconomiques constitutifs de cette hyper-bourgeoisie montante ou, pour reprendre l'expression désormais courante dans la littérature anglophone, d'un nouveau groupe de « super-riches ». L'augmentation du volume total des patrimoines et leur concentration au sommet de l'échelle sociale, des taux de rendement du capital supérieurs à la croissance et plus élevés pour les plus fortunés ainsi que l'envolée sans précédent des très hauts revenus du travail (notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni) sont les principales forces de divergence économique à l'origine du phénomène.

Toutefois, ces tendances générales ne se manifestent pas dans tous les pays avec la même intensité, et la contribution de chacun d'entre eux aux effectifs globaux des super-riches – définis, par exemple, par un patrimoine personnel de n millions d'euros ou par un revenu annuel de n centaines de milliers de dollars – dépend à la fois de son revenu national présent et passé, de sa population et des inégalités au sein de celle-ci en termes de revenu (du travail et du capital) et de propriété du capital. Pour le dire autrement : de ce qu'il y a à répartir, du nombre de personnes entre lesquelles on le répartit et des clés de répartition.

Par exemple, si aujourd'hui le nombre d'individus gagnant au moins plusieurs centaines de milliers d'euros par an est beaucoup plus élevé aux États-Unis qu'en France, c'est d'abord parce que la population américaine est cinq fois plus nombreuse que la population française et parce que le revenu national par adulte est une fois et demie plus élevé aux États-Unis. Mais cela s'explique aussi par l'évolution divergente de l'écart entre le revenu des super-riches et le revenu moyen : en 1980, les 1 % de personnes aux plus hauts revenus gagnaient en moyenne environ huit fois le revenu moyen des deux côtés de l'Atlantique, mais, alors qu'en France ce ratio a crû lentement au cours des décennies suivantes (passant tout de même à un rapport d'un à dix), il a augmenté beaucoup plus fortement aux États-Unis, jusqu'à dépasser un à vingt.

Si l'on observe une (ré)émergence inégalement répartie d'une catégorie de super-riches, assiste-t-on pour autant à l'avènement d'une bourgeoisie globale, c'est-à-dire – pour reprendre les termes du sociologue Leslie Sklair – d'une classe capitaliste transnationale ? Pour le savoir, il faut interroger d'autres effets de la mondialisation et évolutions récentes des élites.

L'analyse des réseaux s'est ainsi penchée sur les liens internationaux au sein des réseaux d'administrateurs siégeant dans les conseils (*interlocking directorates*) des plus grandes entreprises et dans ceux des organismes de gouvernance privée de l'économie mondiale. Elle montre

une relative stabilité des principales connexions au cours des dernières décennies : les liens sont largement et avant tout nationaux, puis régionaux, et les connexions interrégionales les plus denses relient les deux rives de l'Atlantique Nord, tandis que les autres grandes régions sont davantage connectées à ce cœur euro-américain du capitalisme mondial qu'entre elles. L'évolution récente la plus significative n'est d'ailleurs pas la remise en cause de cette structure « centre »/« périphérie » en faveur de l'émergence d'un réseau davantage multipolaire, un mouvement qui existe mais dont l'ampleur est encore limitée. En effet, on observe surtout la progression d'une intégration paneuropéenne, qui fait évoluer le « centre » non de l'extérieur mais de l'intérieur, en diminuant le poids relatif des liens transatlantiques.

Par ailleurs, les premiers résultats d'une recherche en cours à l'envergure empirique inédite, analysant sous la direction du politiste Eelke Heemskerk les *interlocking directorates* entre le million d'entreprises les plus grandes de la planète, font aussi ressortir le très haut niveau d'interconnexion existant entre les élites économiques d'Asie de l'Est et du Sud-Est (et tout particulièrement entre la Chine, Hongkong, Singapour et la Malaisie), qui contrôlent une part de la production mondiale et des flux financiers, dont la croissance s'est fortement accélérée depuis le début des années 1990.

L'INTERNATIONALISATION CROISSANTE DE LA FORMATION DES CLASSES SUPÉRIEURES

Le partage de références culturelles et idéologiques communes, issues de socialisations de plus en plus similaires et « ouvertes à l'international », est un autre ressort pouvant conduire à l'unification de certaines fractions des bourgeoisies nationales en une classe globalisée.

Le partage de références culturelles et idéologiques communes, issues de socialisations de plus en plus similaires et « ouvertes à l'international », est un autre ressort pouvant conduire à l'unification de certaines fractions des bourgeoisies nationales en une classe globalisée.

Les historiens de l'École des Annales, désormais relayés par les promoteurs de l'histoire connectée (qui étudie l'interpénétration et les relations d'interdépendance entre sociétés nationales), ont amplement documenté les façons dont les cosmopolitismes des aristocrates et des savants de plusieurs régions du monde, ainsi que les réseaux globaux d'interconnaissance et d'échanges entre élites marchandes commencèrent

à se dessiner nettement dès le début de l'époque moderne. Par la suite, alors que la haute noblesse européenne continuait à connaître de nombreuses alliances matrimoniales transfrontalières et que le périple du « Grand Tour » à travers l'Europe occidentale s'imposait progressivement comme un rite de passage parmi les jeunes aristocrates fortunés, plusieurs grandes familles de commerçants, d'investisseurs et de banquiers accumulèrent richesse et influence grâce à leur multi-territorialité et à leur capacité à opérer de manière coordonnée dans plusieurs États (et souvent sur plusieurs continents). Que l'on songe par exemple aux Médicis (au ^{xv}^e siècle), aux Fugger et aux Welser (^{xv}^e-^{xvi}^e), aux Baring (^{xviii}^e-^{xix}^e) ou aux Rothschild (depuis le ^{xviii}^e).

Puis, à partir du ^{xix}^e siècle, le passage par l'étranger devint une étape centrale de la formation de nombreux héritiers du monde des affaires. Ainsi, William Astor (1792-1875), qui héritera de son père la première fortune des États-Unis, fut envoyé en Allemagne par sa famille pour y effectuer ses études supérieures, comme ce fut le cas quarante ans plus tard pour son compatriote John Pierpont Morgan (1837-1913) ; ce dernier débuta par ailleurs son parcours professionnel en travaillant dans une banque londonienne, à l'instar de David Rockefeller (1915-2017) au siècle suivant. En effet, ces périodes de formation et de socialisation hors des frontières nationales devinrent d'autant plus courantes que, avec la révolution industrielle, les fils des nouvelles élites capitalistes se mirent aussi à voyager pour se familiariser avec les techniques les plus modernes de production et d'organisation du travail. Friedrich Engels lui-même fut un promoteur et un militant d'autant plus ardent de l'internationalisme ouvrier que, aîné polyglotte d'un riche industriel prussien du textile, et ayant été envoyé à Manchester dès l'âge de vingt-deux ans afin de se former aux affaires, puis d'y faire prospérer les investissements familiaux, il était particulièrement conscient des différentes dimensions de la culture cosmopolite et du transnationalisme bourgeois de l'époque.

Toutefois, si le cosmopolitisme est depuis longtemps caractéristique d'une partie des classes dominantes, son poids dans les inégalités sociales s'est accru à mesure que la mondialisation des dernières décennies renforçait et généralisait le rôle de la connaissance des langues et des pays étrangers comme facteur de hiérarchisation. La maîtrise de l'anglais et une ou plusieurs périodes d'expatriation sont ainsi progressivement devenues des prérequis quasi incontournables pour accéder, *via* les parcours destinés aux salariés « à haut potentiel », aux postes de cadres supérieurs et de dirigeants des grandes entreprises. Et il en va de même concernant le goût de ces dernières pour les jeunes

titulaires de MBA (*master of business administration*) qui, compte tenu des recrutements variés en termes de nationalités et du modèle pédagogique commun adopté par ces formations, contribue fortement à la standardisation internationale des pratiques managériales. Ainsi, comme l'a notamment montré la sociologue Anne-Catherine Wagner, les systèmes d'enseignement de nombreux pays ont vu leurs filières d'élite se transformer et se diversifier pour satisfaire à ces exigences d'internationalisation, et répondre à une demande de préparation de plus en plus précoce « à l'international ».

En France, avant même d'intégrer des grandes écoles dont les cursus prévoient de plus en plus souvent un semestre ou une année obligatoire à l'étranger (et parfois la possibilité de parcours binationaux permettant l'obtention d'un double diplôme), ou de rejoindre les 5 % d'étudiants dont la scolarité comprend un séjour Erasmus, et parfois même dans le but de pouvoir effectuer l'intégralité de leurs études supérieures dans un autre pays, un certain nombre d'élèves s'y préparent dès le secondaire (voire bien avant) au sein de filières d'excellence et/ou d'établissements *ad hoc*.

C'est bien sûr le cas dans les sections « européennes » ou de langues orientales proposées dans de nombreux collèges et lycées, mais encore davantage dans les quelques établissements privés et publics (comme ceux proposant l'option internationale du baccalauréat général), réservés à des élèves parfaitement bilingues ou anglophones. Dans ces derniers se retrouvent ainsi des jeunes dont la familiarité précoce avec les langues et cultures étrangères – qu'elle soit issue d'un cosmopolitisme familial ancien, de la mobilité géographique de leurs parents, ou des deux – est cultivée et valorisée par l'institution scolaire. Ils ont donc accès à des ressources académiques et des marques d'excellence spécifiques, qui peuvent être cumulées avec d'autres compétences plus facilement accessibles aux bons élèves de tous les milieux, ou partiellement se substituer à celles-ci.

VILLES GLOBALES ET TERRITOIRES RÉSIDENTIELS DES 1 %

Où vivent ces classes supérieures de plus en plus riches et similaires en termes de formation ? L'hyper-bourgeoisie globalisée serait-elle en fait la bourgeoisie des villes globales, définies par la sociologue Saskia Sassen, dans son ouvrage éponyme, comme les principaux carrefours et

centres de commande des flux de services et d'information des économies avancées, et souvent dénoncées au cours des dernières années comme les bastions des grands gagnants de la mondialisation ?

Tout dépend, évidemment, de la façon plus ou moins restrictive selon laquelle on définit les « plus riches » à l'échelle mondiale. L'économiste Branko Milanović montre ainsi que, si l'on considère les 1 % d'individus ayant les revenus les plus élevés à travers le monde (en parité de pouvoir d'achat et après impôts), soit une population qui correspondait à environ 70 millions de personnes en 2008, celle-ci était constituée à l'époque d'environ une moitié de résidents américains (il suffisait d'être dans les premiers 12 % de la distribution états-unienne des revenus pour y figurer), d'un peu plus d'un tiers de résidents d'Europe de l'Ouest, canadiens et océaniens, et d'environ un dixième de résidents japonais. Tous les autres pays du monde ne contribuaient donc qu'à hauteur de moins d'un dixième à ce 1 % mondial.

Toutefois, le dernier *Rapport sur les inégalités mondiales* fait apparaître que les revenus des 1 % les plus riches au niveau national – et encore plus des 0,1 %, 0,01 % et 0,001 % – augmentent depuis quatre décennies à un rythme beaucoup plus soutenu en Chine, en Inde ou en Russie qu'aux États-Unis et *a fortiori* en Europe. Si bien que le poids relatif de ces pays au sein des élites économiques mondiales ne cesse aujourd'hui de croître d'année en année.

Ainsi, en plus de se concentrer dans les villes globales qui furent au cœur des deux premières décennies de mondialisation intensive à la fin du xx^e siècle (New York, Tokyo, Singapour, Londres...), les grandes fortunes et les plus hauts revenus mondiaux sont désormais nombreux dans les métropoles de Hongkong-Shenzhen, Moscou, Beijing, Mumbai, Dubaï. Même si l'autoritarisme des gouvernements nationaux correspondants et l'imprévisibilité du cadre légal local incitent les ménages qui en ont les moyens à placer une partie de leur patrimoine à l'étranger, notamment dans l'immobilier des villes globales européennes et américaines.

Par ailleurs, surtout dans le cas des États-Unis, il faut souligner la spécialisation de certaines des principales villes du pays dans des secteurs fortement internationalisés, et pourvoyeurs d'emplois qualifiés et très lucratifs. On peut évidemment citer San Francisco, et l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui a transformé toute la Bay Area au cours des dernières années, notamment en gentrifiant au plus haut point la commune centrale et la Silicon Valley, mais aussi, par exemple, la présence à Dallas de nombreux propriétaires et cadres du complexe industrialo-pétrolier

texan, ou de l'industrie du cinéma à Los Angeles. Par ailleurs, en Europe, on observe aussi de fortes concentrations de classes supérieures à hauts, voire très hauts revenus, et souvent d'origine étrangère, en Suisse, au Luxembourg, à Chypre, à Monaco et dans les villes d'autres petits États combinant l'attractivité fiscale et un important secteur financier en tirant avantage.

ENTRE-SOI ET STRATÉGIES INTERNATIONALES DE CLASSE

Au-delà du cadre familial, des contextes résidentiels, des écoles et des mondes professionnels, des lieux de loisir et des institutions de sociabilité agissent aussi, pour les classes dominantes les plus aisées économiquement et les plus mobiles à l'international, comme des instances d'acculturation réciproque, d'intégration identitaire et d'homogénéisation partielle.

Au-delà du cadre familial, des contextes résidentiels, des écoles et des mondes professionnels, des lieux de loisir et des institutions de sociabilité agissent aussi, pour les classes dominantes les plus aisées économiquement et les plus mobiles à l'international, comme des instances d'acculturation réciproque, d'intégration identitaire et d'homogénéisation partielle.

Sur ce point aussi, il faut distinguer différentes fractions des classes dominantes. En effet, les associations d'anciens élèves ou d'expatriés, et les autres activités et dispositifs (s'appuyant notamment sur les NTIC) visant à favoriser la sociabilité, locale ou à distance, des managers internationaux et de leurs familles n'ont que peu de rapports avec l'organisation de la sociabilité internationale de la grande bourgeoisie patrimoniale.

Celle-ci est davantage fondée sur des réseaux interfamiliaux multigénérationnels, les grands cercles et les rendez-vous saisonniers du calendrier mondain.

Néanmoins, dans le cas des individus et des familles les plus riches issus des deux groupes, plusieurs lieux et pratiques partagés, relevant notamment des voyages et de la consommation de luxe, contribuent à réunir anciennes et nouvelles bourgeoisies du monde entier. Les déplacements en première classe ou en classe affaires, les séjours dans les palaces, la fréquentation des restaurants, des discothèques et des clubs de sport les plus exclusifs, les enclaves résidentielles huppées, les lieux de villégiature prisés par la *jet-set* (Saint-Tropez/Ramatuelle, Saint-Barthélemy, Portofino, la Costa Smeralda, les Hamptons, Nantucket, Aspen, Gstaad, Marrakech, etc.), certaines manifestations culturelles et commerciales de premier plan (telles que le Festival de Cannes, les expositions Art Basel, les quatre principales *fashion weeks*), les salles de vente aux enchères, les ventes privées organisées par les

boutiques de luxe sont autant d'exemples de ces instances de socialisation secondaire.

En contribuant à la diffusion d'un style de vie, d'un mode d'interconnaissance et d'une urbanité faits de normes et de registres d'interaction spécifiques – souvent rappelés implicitement par une classe de service formée à seconder et gérer des *habitus* bourgeois et aristocratiques d'origines nationales diverses –, ces lieux participent à l'intégration progressive des nouveaux entrants au sein d'une grande bourgeoisie mondiale qui, jusqu'à la fin du *xx*^e siècle, était essentiellement euro-américaine. Celle-ci côtoie ainsi de plus en plus souvent des « nouveaux Russes » enrichis à la suite du démantèlement de l'Union soviétique, des dirigeants et entrepreneurs liés au capitalisme d'État chinois, et des proches des pétromonarchies du golfe Persique.

Enfin, pour répondre exhaustivement à la question de l'émergence d'une hyper-bourgeoisie, il reste à se demander, à la suite du politiste James Meisel, si, au-delà des évolutions contribuant à l'homogénéisation transnationale d'une nouvelle classe patrimoniale et des instances de formation et de socialisation communes qui favorisent l'émergence d'une conscience de classe, cette dernière peut par ailleurs être considérée comme « conspirante », c'est-à-dire comme agissant de concert (ce que la sociologie appelle une « classe mobilisée »). Or il s'agit là d'un aspect de la question qui appelle une analyse multiple et nuancée.

De nombreux travaux de sciences sociales ont documenté le rôle central des organisations patronales internationales, des réseaux de *think tanks* et d'organes de discussion, plus ou moins confidentielle, entre les élites occidentales et mondiales (tels que le groupe Bilderberg, la Commission trilatérale, le Forum économique mondial) dans la gouvernance et la coordination des économies capitalistes, notamment lorsqu'il s'agissait de leur faire prendre, ou du moins d'accompagner, le tournant néolibéral qui a remis en cause les logiques redistributives des décennies d'après-guerre. D'autres ont détaillé comment les bourgeoisies économiques, les gouvernants corrompus et les professionnels qui les conseillent échappent aussi aux cadres nationaux, *via* les montages financiers et les circuits intercontinentaux permettant l'évasion fiscale (ou le détournement de fonds publics) et l'accumulation patrimoniale illégale qui en découle. Ce contournement s'opère avec d'autant moins de remords que, dans les nombreux pays où les références idéologiques néolibérales se sont banalisées, le fait pour un individu d'avoir un patrimoine très élevé est fortement corrélé avec une critique de la solidarité vis-à-vis des pauvres.

D'autres ont détaillé comment les bourgeoisies économiques, les gouvernants corrompus et les professionnels qui les conseillent échappent aussi aux cadres nationaux, *via* les montages financiers et les circuits intercontinentaux permettant l'évasion fiscale.

Néanmoins, ces stratégies coordonnées au niveau global ne suffisent pas à justifier une vision irénique des relations au sein de la bourgeoisie mondiale. De même que les ressources internationales sont de plus en plus souvent un atout nécessaire pour s'imposer dans un champ du pouvoir national, et que plusieurs fractions peuvent s'opposer au sein de ce dernier, en ayant recours à des ressources internationales différentes et inégales, nombre de ressources déployées dans le champ du pouvoir économique international sont en fait d'abord accumulées à l'échelle nationale et valorisées en fonction d'équilibres géopolitiques qu'elles contribuent aussi à modifier.

MORALE DE L'HISTOIRE

La bourgeoisie mondiale est traversée de luttes et de concurrences internes. Elle s'ouvre à des nouveaux entrants asiatiques. Mais elle s'autonomise néanmoins de plus en plus, de sorte qu'avoir « prise » sur elle devient, à présent, presque impossible pour les gouvernements nationaux. Les formations communes, les sociabilités partagées, les modes de vie semblables, le jeu des alliances matrimoniales contribuent plus que jamais à lui donner l'aspect d'une « classe sociale ».

À LIRE

Facundo Alvaredo et al., *Rapport sur les inégalités mondiales*, Le Seuil, Paris, 2018

Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. xv^e-xviii^e siècle*, t. III. *Le Temps du monde*, Armand Colin, Paris, 1979

William Carroll, *The Making of a Transnational Capitalist Class : Corporate Power in the 21st Century*, Zed Books, Londres, 2010

Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, « L'entre-soi élitare à Saint-Barthélemy », *Ethnologie française*, vol. 42, n° 2, 2012, p. 335-345

Bruno Cousin, Shamus Khan et Ashley Mears, « Theoretical and methodological pathways for research on elites », *Socio-Economic Review*, vol. 16, n° 2, 2018, p. 225-249

Olivier Godechot, *Working rich. Salaires, bonus et appropriation du profit dans l'industrie financière*, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », Paris, 2007

Serge Gruzinski, *L'Aigle et le Dragon. Démesure européenne et mondialisation au xv^e siècle*, Fayard, Paris, 2012

Eelke M. Heemskerk et Frank W. Takes, « The corporate elite community structure of global capitalism », *New Political Economy*, vol. 21, n° 1, 2016, p. 90-118

Branko Milanovic, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, La Découverte, Paris, 2019

Thomas Piketty, *Le Capital au xx^e siècle*, Le Seuil, Paris, 2013

Rachel Sherman, *Class Acts. Service and Inequality in Luxury Hotels*, University of California Press, Oakland, 2007

Leslie Sklair, *The Transnational Capitalist Class*, Blackwell, Oxford, 2001
Saskia Sassen, *La Ville globale. New York, Londres, Tokyo*, Descartes & Cie, Paris, 1996
Sanjay Subrahmanyam, *Comment être un étranger. De Venise à Goa, XVI^e-XVIII^e siècles*, Alma Éditions, Paris, 2013
Kees Van der Pijl, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Verso, Londres, 1984
Anne-Catherine Wagner, *Les Classes sociales dans la mondialisation*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2007
Gabriel Zucman, *La Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*, Le Seuil, Paris, 2013

QUI VEUT PEUT ?

Annabelle Allouch

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 650 à 662

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-650.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DESTINS OU INDO

T'AS UN DON ?

Qui veut peut ?

Par Annabelle Allouch (sociologue)

À l'école, tu bosses, tu réussis ?

Par Leïla Frouillou (sociologue) et Romuald Bodin (sociologue)

« T'es inculte, ou quoi ? »

Par Annabelle Allouch (sociologue)

Et toi, tu lis quoi en ce moment ?

Par Cécile Rabot (sociologue)

Sortir de sa classe ?

Par Rose-Marie Lagrave (sociologue)

Étudier et travailler à côté ?

Par Vanessa Pinto (sociologue)

Vous avez dit « talentueux » ?

Par Manuel Schotté (professeur de sociologie)

« BONHOMME » OU « GONZESSE » ?

Le genre, c'est quoi, au juste ?

Par Delphine Naudier (sociologue)

Lui, c'est un vrai mec !

Par Delphine Dulong (politiste) et Christine Guionnet (politiste)

Au travail, femmes et hommes, même destin ?

Par Laure Bereni (sociologue) et Catherine Marry (sociologue)

S'occuper des enfants, un truc de meufs ?

Par Émilie Biland (politiste), Julie Minoc (sociologue) et Hélène Oehmichen (sociologue)

Femmes et hommes, égaux devant l'âge ?

Par Juliette Remmes (sociologue)

Le voile est-il une oppression pour les femmes ?

Par Lucia Direnberger (sociologue), Hanane Karimi (sociologue), Abir Kréfa (sociologue) et Amélie Le Renard (sociologue)

AUTRES GENRES

Où être gay aujourd'hui ?

Par Colin Giraud (sociologue)

L'hétéronormativité

Par Vulca Fidolini (sociologue)

Quand l'hétéronormalité fait mal

Par Hélène d'Arnicelli (cadre administrative) et Suzanne Sellerte (professeure de sciences économiques et sociales)

Comprendre les transidentités

Par Arnaud Alessandrin (sociologue)

TU VIS BIEN ?

Qu'est-ce que le travail ?

Par Marie-Anne Dujarier (sociologue)

Modernisation managériale : tout plutôt qu'une démocratisation du travail

Par Danièle Linhart (sociologue)

Le travail, c'est la santé ?

Par Hélène d'Arnicelli (cadre administratif)

FERMÉS CILES ?

Ce soir, on mange quoi ?

Par Dominique Paturel (INRA) et Willy Pelletier (sociologue)

Que des ploucs, des bouseux et des péquenots ?

Par Sophie Orange (sociologue) et Sébastien Vignon (politiste)

La justice pénale, c'est plutôt classe ?

Par Marwan Mohammed (sociologue)

Une belle vie, la vie d'artiste ?

Par Jérémy Sinigaglia (sociologue)

L'entre-soi, force et faiblesse de la classe dominante

Par Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon (sociologues)

Les bourgeois vivent comment ?

Par Frédérique Giraud (sociologue)

Quartiers, banlieues, cités

Par Denis Merklen (sociologue)

Il faut encore parler de crise du logement !

Par Jean-Claude Driant (urbaniste)

LA HONTE ?

Immigration-fantasma ou racisme réel ?

Par Pascal Binet (professeur de sciences économiques et sociales) et Xavier Dunezat (professeur de sciences économiques et sociales)

Les migrants, quelle santé ?

Par Alfred Spira (épidémiologiste, membre de l'Académie nationale de médecine) et Marion Quach-Hong (membre de la Fédération des acteurs de la solidarité)

Sans distinction de race ?

Par Karim Hammou (sociologue) et Nicolas Jounin (sociologue)

Moche ou beau ?

Par Christine Détrez (sociologue)

« Les chômeurs, de gros fainéants ? »

Par Hadrien Clouet (sociologue)

Ronds-points « Gilets jaunes » et « estimes de soi » en milieux populaires

Par Willy Pelletier (sociologue)

COMPRENDRE

Comprendre ≠ Excuser

Par Bernard Lahire (sociologue)

Le probable est-il fatal ?

Par Gérard Mauger (sociologue)

Comment enseigner Bourdieu aux élèves des milieux populaires ?

Par Clarisse Guiraud et Tiphaine Colin (professeures de sciences économiques et sociales)

L'enquête, mère de toutes les batailles !

Par Christian Baudelot (sociologue) et Catherine Robert (professeure de philosophie)

T'AS UN DON ?

QUI VEUT PEUT ?

À L'ÉCOLE, TU BOSSES, TU RÉUSSIS ?

« T'ES INCULTE, OU QUOI ? »

ET TOI, TU LIS QUOI EN CE MOMENT ?

SORTIR DE SA CLASSE ?

ÉTUDIER ET TRAVAILLER À CÔTÉ ?

VOUS AVEZ DIT « TALENTUEUX » ?

QUI VEUT PEUT ?

par ANNABELLE ALLOUCH (sociologue, université de Picardie)

Remerciements à Alain Kervella (professeur de lettres modernes)

« Si tu travailles bien à l'école,
tu auras peut-être un nouveau smartphone. »
Votre mère/père/cousin à son enfant

Nous sommes sans cesse bombardés de discours, à l'école et dans les médias, qui nous disent que ce que l'on désire se situe au bout de la rue, si l'on s'en donne la peine. Ce discours, très individualiste (comme si c'était si simple), est l'une des clés de l'organisation de notre société. C'est celui du mérite. Il pousse à croire qu'il est juste que les biens ou les positions sociales les plus prestigieux reviennent aux « meilleurs » d'entre nous. Mais d'où viennent ces discours et pourquoi y croyons-nous ?

MOTIVÉS, MOTIVÉS !

Quand j'étais au lycée, mes amis me donnaient l'étrange sobriquet de « Rocky ». Oh, pas parce que je vouais une passion à la boxe anglaise, mais plutôt parce que ce film me fascinait¹. Il faut dire que le scénario, cousu de fil blanc, flatte plutôt l'œil du spectateur par la manière dont il met en scène notre attachement à la notion de mérite et, au-delà, à celle de motivation et de talent.

Sylvester Stallone y campe le personnage de Rocky Balboa, un jeune boxeur amateur issu de la communauté italo-américaine (les Européens ont été des immigrés eux aussi) qui se fixe des objectifs qui paraissent insurmontables à tous. Vu son manque de moyens financiers et son manque d'entraînement, comment préparer un combat contre le champion du monde des poids lourds en quelques semaines seulement ? Grâce au soutien moral de son entraîneur Mickey et de sa petite amie

1. John Avildsen, *Rocky*, 1976.

Adrienne, Rocky va se lancer dans une course contre la montre, et surtout contre lui-même.

Ici, c'est la détermination individuelle de notre héros, c'est-à-dire sa motivation, qui doit justement compenser sa condition sociale, mise en scène par le luxe ostentatoire et technique des salles d'entraînement de son adversaire. Mais qu'importe, puisque Rocky va même jusqu'à s'entraîner dans la chambre froide d'une boucherie, en frappant des carcasses ! Une scène apparaît particulièrement marquante de l'enjeu, et ce n'est pas un hasard si c'est aussi l'une des plus célèbres. Sur une musique entraînante intitulée *Gonna Fly Now* (« Maintenant, je vais m'envoler »), Rocky franchit au pas de course la frontière qui sépare le quartier italien de celui du musée des Beaux-Arts, c'est-à-dire celle du monde de la culture légitime et des classes supérieures, dont il grimpe quatre à quatre les escaliers, avant d'exulter devant une foule d'enfants en liesse. La scène concentre à elle seule les trois éléments du discours méritocratique : l'effort soutenu, autant physique que psychique ; la souffrance, qui s'impose comme contrepartie indispensable à l'effort individuel ; la reconnaissance, enfin, qui viendra par l'accès à une position sociale ou un bien désirable. Dans ce cas, il s'agit non seulement pour Rocky d'accéder à la gloire par la victoire sportive, mais aussi de grimper l'échelle sociale (symbolisée par les escaliers).

Ce type de film vous paraît banal et inoffensif ? En fait, il transmet un discours puissant. Ce que l'on propose au spectateur, ce n'est pas seulement de s'identifier à Rocky, c'est aussi une manière d'organiser le monde social et de justifier les hiérarchies entre les personnes. Le monde s'ordonnerait selon la volonté propre des individus, et seulement sur ce fondement. D'un côté, il y aurait ceux dont il est légitime qu'ils soient reconnus, parce qu'ils auraient fourni, tout seuls, un effort physique et moral. Et puis, il y aurait tous les autres. La frontière qui sépare et hiérarchise, c'est cela que l'on appelle le « mérite ». En sociologie, on dit que le mérite s'impose comme « un **principe de justice** qui organise la distribution des positions sociales et des biens désirables² ». Une société juste doit forcément être fondée sur le mérite et non sur la cooptation ou la détention d'argent !

Principe de justice : ce terme désigne la manière dont les individus désignent une situation comme juste ou injuste. Le mérite est un principe de justice, dans la mesure où l'on considère souvent que ce qui est juste, c'est d'octroyer un bien ou une position sociale à

celle ou à celui qui l'aurait, par ses actions, « mérité ».

2. Marie Duru-Bellat et Élise Tenret, « L'emprise de la méritocratie scolaire : quelle légitimité ? », *Revue française de sociologie*, vol. 50, n° 2, 2009, p. 229-258.

En théorie, si on a fourni un effort, si on est motivé, il serait juste de se voir rétribuer à la hauteur du travail fourni. Oui, mais que faire si les outils à notre disposition pour évaluer le mérite n'étaient pas suffisamment performants ? Ou si le match de Rocky était biaisé par la corruption ? Et que dire d'une personne méritante mais qui fournit un effort « dans son coin », sans se signaler et donc sans se faire « reconnaître » d'autrui ?

Malgré cela, de nombreuses institutions sont organisées sur le principe du mérite. En France, la première d'entre elles, c'est l'école. Là, la récompense, c'est la bonne note et la position de « bon élève ». En fait, l'école est une institution ambivalente qui nous apprend à reconnaître ce type de discours, alors même qu'elle participe largement aux inégalités sociales³.

Au-delà du système scolaire, bien des pans de la société sont aussi concernés par la diffusion de cette « pensée magique » qui fait que l'on a envie de croire à « qui veut peut ». Pensons au rayon « développement personnel » de notre librairie préférée. Un certain nombre de titres nous incitent à la quête d'un « meilleur » soi, plus authentique, mais aussi plus motivé. Ici, la quête de la motivation n'est pas seulement individuelle, elle doit nous permettre d'être plus productif et efficace pour l'économie !

**Ce qui est paradoxal,
c'est que l'augmentation des
inégalités de revenus entre les
plus modestes et les plus riches
n'affecte pas la croyance généralisée
dans le fait que l'effort
individuel sera récompensé.**

À CHACUN SON MÉRITE (CE QUI SE PASSE QUAND LE MÉTRO EST BONDÉ)

Il n'y a donc pas de notion si communément admise et ambiguë que le mérite. Communément admise, parce qu'on considère que 70 % à 90 % des Français croient dans le « mérite individuel » comme principe de justice, même s'ils souhaitent que cette reconnaissance se traduise sous une forme de rétribution moins scolaire⁴. C'est vrai en France, mais aussi dans la plupart des pays étrangers, dans les démocraties mais aussi dans des pays avec des traditions plus autoritaires comme la Hongrie, où l'on tend à croire que les inégalités de salaire sont justifiées par le mérite différencié de chacun⁵.

Ce qui est paradoxal, c'est que l'augmentation des inégalités de revenus entre les plus modestes et les plus riches⁶ n'affecte pas la croyance généralisée dans le fait que l'effort individuel sera récompensé. C'est parce qu'un plus grand nombre de personnes accèdent à l'école, mais aussi parce qu'il est difficile de se représenter les inégalités qui ne nous concernent pas.

3. Voir la notice « À l'école, tu bosses, tu réussis ? ».

4. Pierre Cahuc et al., *La Machine à trier. Comment la France divise sa jeunesse*, Eyrolles, Paris, 2013.

5. Jonathan Mijis, « The paradox of inequality : income inequality and belief in meritocracy go hand in hand », *Socio-Economic Review*, janvier 2019.

6. Thomas Piketty, *Le Capital au xx^e siècle*, Le Seuil, Paris, 2013.

Le mérite est une notion ambiguë, car elle est par définition variable selon le lieu et l'époque, c'est-à-dire selon le contexte dont on parle. C'est ce que montre l'étude du sociologue Jules Naudet, qui compare les trajectoires de mobilité sociale ascendantes en Inde, aux États-Unis et en France⁷. Aux États-Unis, le mérite est associé à des valeurs morales fortes et individualistes, que j'ai déjà évoquées grâce à Rocky Balboa. En Inde, au contraire, il est inséparable d'un sentiment de loyauté à l'égard des Dalits (les basses castes). Est méritant celui qui « grimpe dans l'échelle sociale », à condition qu'il se souvienne aussi d'où il vient.

Le mérite est une notion ambiguë, parce qu'elle est par définition variable selon le lieu et l'époque, c'est-à-dire selon le contexte dont on parle.

Pour comprendre l'importance du contexte dans la définition du mérite, regardons dans le métro aux heures de pointe. Dans ce cas-là, le bien désirable, c'est bien sûr la place assise. Si vous êtes curieux, vous savez qu'il existe des normes très claires pour éviter les conflits quand la rame est bondée. La consigne indique que le mérite a un ordre. Il faut d'abord laisser la place aux anciens combattants mutilés de guerre. Dans ce cas, la RATP valorise le dévouement pour la nation ! Jusque-là, « tout va bien ». Mais, ensuite, cela se corse. La place doit revenir aux personnes en situation de handicap (et il y a une différence entre les invalides civils et ceux qui sont invalides du travail), puis aux personnes âgées et aux femmes enceintes et avec des enfants. Mais pourquoi donner sa place à un aveugle civil plutôt qu'à la femme enceinte dont on pourrait dire qu'elle participe aussi à la nation ? Par ailleurs, une personne de plus de soixante-quinze ans en bonne forme mérite-t-elle davantage sa place que le boulanger qui travaille debout toute la journée ?

LES RÈGLES D'ACCÈS AUX PLACES RÉSERVÉES EN 2019

« Les 4 places ci-dessous sont réservées en priorité :

1. Aux mutilés de guerre.
2. Aux aveugles civils, aux invalides du travail et aux infirmes civils.
3. Aux femmes enceintes, et aux personnes avec enfants de moins de 4 ans.
4. Aux personnes âgées de plus de 75 ans. »

Règlement de la RATP disponible
dans chaque rame de métro, avril 2019

7. Jules Naudet, *Entrer dans l'élite. Parcours de réussite en France, aux États-Unis et en Inde*, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », Paris, 2012.

En fait, le règlement de la RATP est intéressant pour deux raisons. D'abord, parce qu'il montre le caractère bureaucratique du mérite. Pour

éviter les conflits, on a besoin de normes strictes et impersonnelles qui s'appliquent à tous, en tout cas à tous les usagers des transports en commun. Ensuite, ce que montrent ces consignes, c'est que le mérite est toujours en concurrence avec d'autres « principes de justice » : ici, c'est le principe de solidarité à l'égard des personnes invalides qui va jouer et qui va faire que le boulanger va sans doute rester debout !

Vous allez me dire que le règlement de la RATP est très spécifique, mais il pose cependant une question essentielle : comment trouver le ou la « meilleur-e » d'entre nous, c'est-à-dire celui ou celle qui mérite le plus ? Demandez autour de vous : certains affirmeront que le mérite relève d'un goût pour le travail et l'effort ou la capacité à respecter les règles, à l'école. D'autres le définiront comme une droiture morale, savoir épauler autrui. Cette ambiguïté face au mérite explique l'obsession de certains pour les classements (du meilleur hôpital au meilleur master). Devant notre incapacité à déterminer qui mériterait l'accès à tel ou tel poste, on tente de mobiliser des outils qui doivent, en théorie, être des indicateurs de notre mérite (et de celui des autres). Le classement le plus prestigieux, c'est bien sûr l'école. On dit alors que la

Les classements scolaires sont avant tout le produit de constructions sociales, mais à l'école on apprend aussi à y croire « dur comme fer » (ou bien l'école vous élimine).

France est un pays qui valorise les hiérarchies scolaires ! Les classements scolaires sont avant tout le produit de constructions sociales, mais à l'école on apprend aussi à y croire « dur comme fer » (ou bien l'école vous élimine).

D'ailleurs, les sociologues Élise Tenret et Marie Duru-Bellat ont produit une recherche éclairante sur ce point⁸ : la manière dont on croit au mérite dépend à la fois de sa position sociale et de sa position scolaire. Ceux qui viennent de milieux privilégiés et/ou qui ont été de très bons élèves ont tout intérêt à « croire en leur mythe » !

VAUT-IL MIEUX AVOIR DU GÉNIE OU DU MÉRITE ? (OU LE SYNDROME DE SALIERI)

Il y a une autre limite au discours du « qui veut peut » : c'est le fait de croire qu'il existerait chez certaines personnes des capacités « innées », c'est-à-dire liées à des dispositions biologiques qu'on nomme parfois « intelligence », « don », « talent », ou bien « génie » ou encore « bosse des maths ». Dès lors, il serait « juste » et « normal »

8. Marie Duru-Bellat et Élise Tenret, *op. cit.*

de rétribuer ces individus « géniaux », qui « peuvent » même s'ils n'ont pas fait preuve de mérite.

Le deuxième film qui a marqué ma jeunesse, c'est *Amadeus* du réalisateur tchèque Milos Forman (1984). Aujourd'hui, on dirait qu'il s'agit d'un « biopic » de la vie de Mozart. En fait, c'est avant tout l'adaptation cinématographique d'une pièce d'un dramaturge britannique nommé Peter Schaeffer, qui a pris de grandes libertés avec la vie du compositeur autrichien ! Le film est fascinant car il permet de comprendre les tensions entre notre croyance dans le « génie » et notre croyance dans le « mérite ». Il met en scène la rivalité entre Mozart et un autre compositeur de son temps, Antonio Salieri. Alors que Mozart est dragueur et franchement « lourd », Salieri est sérieux et austère. Il pense que la gloire, c'est-à-dire la reconnaissance de ses pairs et de l'empereur d'Autriche (l'élite politique de son temps), viendra de son travail. Il reconnaît aussi dans la création une nature divine, mais celle-ci s'obtient dans la chasteté et la tempérance, c'est-à-dire dans l'ascétisme. Qui sera alors « sacré » le meilleur compositeur de la cour ?

En fait, Salieri a beau vouloir, il ne peut pas. Wolfgang compose *L'Enlèvement au sérail*, *Les Noces de Figaro*, et cumule les succès musicaux et amoureux. Ce n'est pas que Mozart soit « protégé de Dieu » (*Ama Deus*, littéralement), comme le croit Antonio. C'est surtout, comme le dit le sociologue Norbert Elias, qu'il a fait l'objet d'une formation intensive très jeune (son père Léopold était lui-même un musicien et forçait son fils à donner des concerts dans toutes les cours d'Europe dès l'âge de quatre ans). En fait, on comprend que le « génie » de Mozart ne repose pas sur ses prétendues capacités innées. Il tient surtout au fait que l'enfant qu'il était a simplement répondu aux stimulations (positives comme négatives) dont il a fait l'objet. De ce point de vue, c'est donc moins sa personne qui est extraordinaire que la **socialisation** à la musique et à l'effort de travail, à laquelle il a été soumis dès sa naissance. Pour Elias, le génie n'existe pas : c'est la société – par le biais de la famille – qui stimule les dispositions d'un individu, qui peut d'ailleurs ne jamais avoir l'occasion de les mobiliser.

Socialisation : la socialisation est un processus par lequel, dès la naissance et tout au long de sa vie, chaque individu apprend à se conformer aux règles et aux attentes de la vie en société. Des valeurs et des normes nous sont ainsi transmises par divers « agents

socialisateurs » (famille, école, amis, travail, médias, etc.). C'est ce qui va construire notre identité sociale et faire que l'on s'intègre à la société. La socialisation primaire, qui a lieu au cours de l'enfance, est souvent considérée comme déterminante, car les premiers repères sociaux que l'on

Elias s'inspire beaucoup d'un autre Autrichien célèbre, Sigmund Freud. Si Mozart a utilisé ses capacités dans son œuvre musicale, ce serait aussi parce que, comme tous les enfants, il recherchait l'amour de son père et plus largement l'approbation d'un public qui le désignait comme « enfant prodige ».

LA CRÉATIVITÉ DE MOZART, SELON NORBERT ELIAS

« Il ne sera pas inutile d'examiner la capacité particulière de Mozart à laquelle on se réfère pour le qualifier de génie, même s'il est certain qu'il vaudrait mieux renoncer à cette notion romantique. [...] Mozart était capable de faire quelque chose que la grande majorité des hommes ne sont pas en mesure de se représenter : Mozart pouvait lâcher les rênes de son imagination. Elle s'épanchait en un torrent de figures musicales qui excitaient la sensibilité des autres de toutes sortes de façons, dès lors qu'on les leur faisait écouter. Et l'élément capital était que son imagination s'exprimait sous la forme de combinaisons formelles qui s'inscrivaient [...] dans le canon musical qu'on lui avait enseigné, mais dépassaient de loin, à l'intérieur de ce canon, les combinaisons connues jusqu'alors et le contenu affectif qu'elles communiquaient. »

Norbert Elias, *Mozart. Sociologie d'un génie*, 1991

Mais cela, Salieri ne le sait pas (ou il ne veut pas le savoir). Sa quête absolue pour la reconnaissance, le sentiment humiliant d'être sans cesse un « train derrière Mozart » le mène à vendre son âme au diable. En alternant mensonge et séduction, il se met à persécuter Wolfgang, ce qui mènera celui-ci (du moins dans la fiction) à l'épuisement et à la mort. Antonio mourra à son tour, fou et plein d'amertume.

TROP LA CHANCE ! PEUT-ON PENSER UNE SOCIÉTÉ SANS MÉRITE ?

Qu'est-ce qui explique notre obsession pour le mérite ? Pour le politiste Olivier Ihl, cela s'explique par le fait que le mérite est utilisé comme une manière « juste » de gouverner, au moins depuis le XIX^e siècle⁹. Dans un régime démocratique, le pouvoir politique ne peut plus utiliser (ou en tout cas ne le peut que « sous conditions ») la force physique pour contraindre les individus. Il mobilise alors l'émulation et la compétition comme un moyen de les dominer. Le processus est simple : pour avoir accès à un bien, les individus doivent « s'autocontraindre », c'est-à-dire se mettre à agir de manière attendue sans qu'on le leur demande, et ce dans l'espoir qu'on leur donne le bien convoité. En distribuant des médailles comme la Légion d'honneur, en organisant des concours (de chant, d'éloquence, de la plus belle vache de « race », etc.), le pouvoir en place fait « coup double » : d'un côté, les individus se mettent à être productifs (pour avoir le prix) ; de l'autre, ils se contraignent à agir selon une norme « standard » (pour avoir la médaille, mieux vaut se comporter selon les règles du jury). Dans cette perspective, on comprend mieux que le discours de « qui veut peut », qui souvent ne tient pas compte du contexte social, crée l'illusion que l'individu peut, à lui seul, changer son environnement et même son destin. Il justifie aussi qu'en cas d'échec ce sera de la faute de celui qui n'aura pas su faire preuve d'une volonté puissante.

Si le mérite n'est pas une invention récente (on attribue souvent au philosophe Platon l'idée qu'il faille donner aux « meilleurs » le gouvernement de la Cité, même s'il juge que ces meilleurs sont avant tout les savants, c'est-à-dire les philosophes), c'est un principe de justice qui n'a véritablement été mobilisé comme mode de désignation des élus qu'à partir du XIX^e siècle. Le politiste Yves Sintomer souligne, par exemple, le poids du tirage au sort pendant plusieurs siècles en Grèce antique¹⁰. Le hasard est d'ailleurs jugé plus efficace (et plus conforme à la volonté des dieux) que le consentement par le vote – à main levée, le vote secret n'existant pas encore – pour assurer une diversité des points de vue. Dans ce cas-là, la chance est considérée comme un moyen assez juste de distribuer les places.

Dans un régime démocratique, le pouvoir politique ne peut plus utiliser (ou en tout cas « sous conditions ») la force physique pour contraindre les individus. Il mobilise alors l'émulation et la compétition comme un moyen de les dominer.

9. Olivier Ihl, *Le Mérite et la République. Essai sur la société des émules*, Gallimard, Paris, 2007.

10. Yves Sintomer, *Petite Histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, La Découverte, Paris, 2011.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le mérite n'existe pas, pas plus que le « don » ou le « génie ». Enfin, ces notions existent, bien sûr, puisqu'on les utilise dans le langage courant ! Mais elles existent avant tout comme une « pensée magique », qui oriente les comportements des individus et justifie la manière inégale dont nous sommes traités. Ce qui fait qu'un individu sort de sa classe ou obtient un bien, c'est moins sa volonté propre que des logiques sociales et institutionnelles qu'il ne peut percevoir que de manière floue et marginale. Sans parler de ceux qui oublient de mentionner leurs origines sociales, ou l'aide qu'ils ont tirée de leur famille, pour se donner l'illusion qu'ils ne doivent leur réussite qu'à eux-mêmes ! Dans tous les cas, le mérite est un discours très puissant, produit par des institutions comme l'école ou les compétitions sportives, peut-être aussi parce qu'il nous permet de nous apaiser face aux inégalités sociales et économiques, et nous donne l'illusion de contrôler notre environnement, même face au chômage et au réchauffement de la planète¹¹.

À LIRE

François Dubet, *Les Places et les chances. Repenser la justice sociale*, Le Seuil, coll. « La République des idées », Paris, 2010

Marie Duru-Bellat et Élise Tenret, « L'emprise de la méritocratie scolaire : quelle légitimité ? », *Revue française de sociologie*, vol. 50, n° 2, 2009, p. 229-258

Norbert Elias, *Mozart. Sociologie d'un génie*, Le Seuil, Paris, 1991

Olivier Ihl, *Le Mérite et la République. Essai sur la société des émules*, Gallimard, Paris, 2007

Jules Naudet, *Entrer dans l'élite. Parcours de réussite en France, aux États-Unis et en Inde*, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social. », Paris, 2012

Yves Sintomer, *Petite Histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, La Découverte, Paris, 2011

11. François Dubet, *Les Places et les chances. Repenser la justice sociale*, Le Seuil, coll. « La République des idées », Paris, 2010.

À L'ÉCOLE, TU BOSSES, TU RÉUSSIS ?

Leïla Frouillou et Romuald Bodin
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 663 à 672

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-663.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

À L'ÉCOLE, TU BOSSES, TU RÉUSSIS ?

par LEÏLA FROUILLOU

(sociologue, université Paris-Ouest-Nanterre)

et ROMUALD BODIN (sociologue, université de Poitiers)

Remerciements à Nicolas Vanhaert-Couturier

(professeur de sciences économiques et sociales)

« Le nouveau baccalauréat 2021 redonne au baccalauréat son sens et son utilité avec un examen remusclé et un lycée plus simple, plus à l'écoute des aspirations des lycéens, pour leur donner les moyens de se projeter vers la réussite dans l'enseignement supérieur. »

Extrait du site Internet du ministère de l'Éducation nationale

La « réussite de tous » est un élément de langage habituel dans les ministères. « Si tu bosses, tu réussis ! » Sous l'apparence du constat, cette injonction généralement s'adresse à une personne que l'on encadre ou domine : émise par un adulte en direction d'un enfant, par un enseignant en direction d'un élève ou, hors de la sphère scolaire, émise par un employeur en direction d'un employé, voire par les élites sociales et politiques en direction des classes populaires. Mais cette formule toute faite n'a aucun sens sociologiquement. Elle exclut *a priori* les déterminations liées aux conditions sociales. Au final, elle légitime l'ordre social.

« BOSSEZ » POUR COMPENSER LA DISTANCE CULTURELLE ?

Pour atteindre le même résultat scolaire, la quantité de travail à fournir varie fortement selon l'origine sociale. Le plus souvent, d'ailleurs, travailler beaucoup ne suffira pas. Car les groupes sociaux n'ont absolument pas le même éloignement ou la même proximité culturelle vis-à-vis des attendus scolaires, ou plus généralement vis-à-vis de la culture légitime à l'école – « légitime » car légitimée et « positivement sanctionnée » par l'école.

Les groupes sociaux n'ont absolument pas le même éloignement ou la même proximité culturelle vis-à-vis des attendus scolaires.

Résultat : en 2011, un enfant d'ouvrier sur dix a redoublé avant le CE2, contre moins d'un enfant de cadre sur cinquante¹. Selon une étude de l'INSEE parue en septembre 2014, à l'entrée en sixième, parmi les élèves ayant des parents ouvriers ou chômeurs, un sur cinq a déjà redoublé au moins une fois. Six fois plus que les élèves ayant des parents cadres, chefs d'entreprise ou professions libérales et intellectuelles supérieures². Peu de surprise, alors, pour la suite des orientations. Les enfants d'ouvriers sont surreprésentés dans les filières professionnelles et techniques. Ils représentent 38 % des élèves de CAP et 36 % des bacs pro. En première et terminale technologiques, leur part est de 27 %, contre seulement 17 % dans les filières générales des lycées³.

À l'école et par l'école, tout se joue, on le voit, très vite (souvent bien avant douze ans !), et les destins irrémédiablement divergent.

Les mécanismes scolaires trient et contribuent ainsi, puissamment, d'une génération à l'autre, à la reproduction des places sociales.

Les mécanismes scolaires trient et contribuent ainsi, puissamment, d'une génération à l'autre, à la reproduction des places sociales. Ils les instituent ; ils leur confèrent toute la force et la légitimité qu'a acquises l'institution scolaire sur la longue durée⁴.

Certes, tous les milieux sociaux ont autant de « culture » les uns que les autres, au sens où les anthropologues parlent de la « culture touareg » ou de la « culture japonaise », par exemple. Mais les cultures spécifiques – cultures populaires pour les classes populaires, cultures bourgeoises pour les classes supérieures – se distinguent par leur plus ou moins fort ajustement à la culture proprement scolaire. Celle-ci correspond aux différents savoirs, savoir-faire et valeurs, promus par l'école et/ou considérés comme légitimes par elle. Or les milieux les plus favorisés sont tendanciellement les plus scolarisés et diplômés. Ils sont ceux dont les pratiques culturelles s'ajustent le plus à la culture scolaire. Indicateurs parmi d'autres : en 2012, 69 % des ouvriers n'ont lu aucun livre au cours de l'année écoulée, pour seulement 20 % des cadres supérieurs ; 80 % des ouvriers ne sont allés dans aucun musée, pour seulement 31 % des cadres supérieurs.

Les enfants issus des milieux dotés en capitaux culturels héritent ainsi, par le simple fait de « baigner » dans leur famille, des pratiques et des références culturelles (lecture, écriture, musique, etc.), mais aussi d'une gamme de vocabulaire et de façons de construire des phrases, ou encore d'habitudes d'argumenter longuement et de démontrer en passant par l'abstraction⁵, ou bien de manières de se tenir, ou de poser leur voix... ajustées aux formes imposées de l'« excellence scolaire ».

C'est ainsi, affirment Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, que les élèves issus des milieux les plus favorisés peuvent manifester une

1. Centre d'observation de la société, *Pourquoi les enfants d'ouvriers réussissent moins bien à l'école ?*, septembre 2015.

2. « Le retard à l'entrée en sixième : plus fréquent dans les territoires les plus défavorisés », *INSEE Première*, n° 1512, 2 septembre 2014.

3. Centre d'observation de la société, *Du collège aux filières d'excellence, la disparition des enfants d'ouvriers*, septembre 2018.

4. Voir : Pierre Bourdieu, « Le nouveau capital », in *Raisons pratiques*, Le Seuil, Paris, 1994.

5. Voir : Basil Bernstein, *Langage et classes sociales*, Éditions de Minuit, Paris, 1975.

vaste « culture légitime » (c'est-à-dire reconnue comme telle par l'école), « acquise sans intention ni effort et comme par osmose », alors même qu'ils se défendent de subir la moindre pression de la part de leurs parents. Le montre clairement cet entretien avec une fille de professeur de treize ans, en quatrième classique au lycée de Sèvres, dans les Hauts-de-Seine :

« Allez-vous dans les musées ?

— Pas tellement souvent. On n'allait pas tellement dans les musées de peinture avec [l'école], plutôt dans les musées d'histoire. Mes parents m'emmènent plutôt au théâtre. On ne va pas tellement au musée.

— Quels sont vos peintres préférés ?

— Van Gogh, Braque, Picasso, Monet, Gauguin, Cézanne. Je ne les ai pas vus en original. Je les connais par des livres, chez moi, que je regarde. Je fais un peu de piano. C'est tout. J'aime surtout écouter la musique, pas tellement en faire. On a beaucoup de Bach, Mozart, Schubert, Schumann.

— Vos parents vous conseillent-ils des lectures ?

— Je lis ce que je veux. On a beaucoup de livres. Je prends ce dont j'ai envie⁶. »

Cela ne signifie aucunement que les classes populaires sont « en déficit » de pratiques culturelles. À l'inverse, les cultures populaires sont très riches : qu'il s'agisse de savoirs et de savoir-faire sportifs ou de jeux vidéo, de créations langagières originales, de musique, d'arts de la débrouille, d'un art du bricolage, de pratiques d'esthétisation (pour les vêtements ou les voitures notamment⁷), d'un art de « bien manger », ou bien des activités de rue pour les classes populaires urbaines, de la chasse, de la pêche, du travail de la terre, ou de la construction, en zones rurales, etc. Mais ce sont là des pratiques qui n'ont pas de rentabilités scolaires : elles ne sont pas « remobilisables » à l'école ; elles n'y sont pas valorisées ; elles y sont jugées déplacées ou « de mauvais goût » ; elles ne peuvent pas (ou fort peu) servir de base aux apprentissages. De sorte qu'une fois en classe les élèves, issus des milieux les moins favorisés, ont toujours, en quelque sorte, un train de retard et devront produire un effort supplémentaire gigantesque pour arriver à un résultat incertain. Le plus souvent, la distance à l'« excellence scolaire » est parfaitement insurmontable. Alors, l'école les sanctionne, les élimine, les ridiculise, les illégitime, les dévalorise et les porte à dévaloriser l'école, en un mouvement maintes fois renforcé, qui les incline à s'exclure de ce dont ils sont déjà socialement exclus.

Les cultures populaires sont très riches.

Elles ne sont pas « remobilisables » à l'école ; elles n'y sont pas valorisées ; elles y sont jugées déplacées.

6. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Éditions de Minuit, Paris, 1985 [première édition : 1964], p. 34-35.

7. Voir : Pierre Cam, « Le bricolage : un art pour l'art », *Critiques sociales*, n° 1, mai 1991.

CONTRAINTES SOCIALES, INSTITUTIONNELLES ET GÉOGRAPHIQUES

De plus, l'investissement dans le travail scolaire n'est pas seulement une affaire de volonté.

Dans beaucoup de familles populaires, en effet, se conjuguent à leur distance vis-à-vis de la culture de l'école des conditions de vie qui rendent difficile la réalisation des devoirs scolaires. leur distance vis-à-vis de la culture de l'école des conditions de vie qui rendent difficile la réalisation des devoirs scolaires. L'aide est moins fréquente, moins concernée et moins longue. Les enfants disposent rarement d'une chambre individuelle, ou d'un « espace bureau ». Certains (et surtout certaines) se voient contraint(e)s d'aider aux tâches ménagères. Beaucoup sont laissés à l'abandon au retour de l'école, car les parents travaillent. La surface réduite des logements, liée aux difficultés financières des familles, détermine un niveau de bruit et des interactions perpétuelles avec les frères, les sœurs, les parents, peu propices à une vraie concentration. Et puis s'ajoutent à ces « handicaps objectifs » les périodes d'instabilité et d'insécurité professionnelles du père ou de la mère, les instabilités économiques et affectives, la fréquence des « malheurs sociaux (déracinement, chute sociale, séparation, chômage⁸) », qui contribuent à tant de ruptures scolaires.

La rentabilité du travail scolaire, c'est-à-dire ce à quoi celui-ci peut possiblement conduire en termes d'avenir, dépend aussi de la localisation géographique, laquelle est socialement déterminée.

Car les options et les offres de formation ne sont pas également réparties sur le territoire. Certains élèves (mal situés socialement donc géographiquement) n'ont pas accès à des formations considérées comme rares ou « porteuses⁹ ».

Cela vaut aussi pour l'accès à l'enseignement supérieur : même en Île-de-France, où les universités sont nombreuses, certains étudiants habitent à plus de deux heures de l'une d'elles. Ce temps long et quotidien de transport génère évidemment une fatigue qui limite les réussites. Tout comme le fait d'être contraint de cumuler études et emploi : de travailler après les heures de cours pour financer la vie d'étudiant (les bourses sont si faibles et si peu distribuées : moins de 500 euros par mois, et seulement 6,5 % de boursiers dans l'enseignement supérieur !).

Mais la localisation résidentielle ne joue pas seulement à travers l'accès (plus ou moins rapide) aux formations scolaires. L'existence

8. Mathias Millet et Daniel Thin, *Ruptures scolaires*, Presses universitaires de France, Paris, 2005, p. 16.

9. Le nouveau lycée général, promu par le ministre Blanquer, se traduit, par exemple, par une inégale répartition des spécialités proposées aux lycéens. Ceux-ci devront « choisir » des combinaisons de spécialités, à raison de douze heures de cours par semaine, qui ne seront pas accessibles partout, loin de là. Car, sur les douze spécialités prévues, seulement sept enseignements seront

d'une carte scolaire, et d'une sectorisation des inscriptions (de l'école primaire au lycée), implique que les établissements reflètent pour bonne part les caractéristiques sociales des populations des territoires dans lesquels ils se situent. Ce qui induit une ségrégation, particulièrement forte au collège, entre les établissements favorisés et ceux qui concentrent les élèves des quartiers populaires. Or, comme l'indique Marie Duru-Bellat, en éducation, « le contexte fait des différences ». Regrouper, au sein des mêmes établissements, les élèves les plus éloignés de la culture scolaire a pour effet leur plus faible progression : le mieux serait, au contraire, d'avoir des classes hétérogènes en termes de niveau. Pour Agnès van Zanten, une telle ségrégation contribue *de facto* à construire une « école de la périphérie ».

Dans beaucoup de zones d'éducation prioritaire, les professeurs s'adaptent en effet au niveau de leur classe, ce que les chercheurs appellent le nivellement des curriculums. Résultat : un élève sortant d'un lycée défavorisé n'aura, de ce fait, pas forcément vu et appris les mêmes notions qu'un lycéen parisien. Ce qui explique que les formations du supérieur, qui sélectionnent depuis 2018 les élèves, conservent (comme critère discriminant) le lycée d'origine, malgré l'anonymisation des dossiers. Ces différences entre établissements nourrissent des stratégies de la part des familles et des élèves, pour éviter les collèges les moins réputés (par exemple, en s'inscrivant dans le privé ou en prenant une option ou une spécialité rare, située dans un autre collège public). Les inégalités de **capitaux économiques** et culturels entre les familles jouent ici à plein. Ce qui achève de consolider les ségrégations territoriales et sociales face à l'école.

Par ailleurs, certaines barrières sont, plus brutalement, directement monétaires. Les droits d'inscription ne cessent d'augmenter à mesure que diminuent les financements publics de l'enseignement supérieur. Mais, pour les meilleures écoles, on crève les plafonds : les masters des grandes écoles coûtent, généralement, entre 5 000 et 10 000 euros par an (jusqu'à 14 000 euros à Sciences Po-Paris). Le prix de la scolarité dans les écoles de commerce a, de même, augmenté de façon

disponibles au sein d'un même « bassin scolaire » et non dans chaque lycée (histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ; humanités, littérature et philosophie ; langues, littératures et cultures étrangères ; mathématiques ; physique-chimie ; SVT ; SES). Quant aux cinq autres spécialités, elles seront réservées à une minorité de lycées publics (mais aussi privés) retenus par le ministère (arts ; littérature ; langues et cultures de l'Antiquité ; numérique et sciences informatiques ; sciences de l'ingénieur ; biologie-écologie).

Capital économique : volume des richesses matérielles possédées (revenus, patrimoines, propriétés).

vertigineuse, ces dernières années. Le prix d'un diplôme à HEC est passé de 27 000 à 45 000 euros de 2009 à 2017 !

« TRAVAILLER » POUR ATTEINDRE QUOI ?

Les élèves qui n'accèdent pas aux filières les plus prestigieuses n'ont pas nécessairement manqué de volonté ou de travail.

Ce sont leurs projections (et surtout les projections familiales les concernant) dans tel ou tel « futur » professionnel – bien différentes selon les milieux sociaux et les sexes – qui fléchent les « orientations ». Celles-ci sont surtout liées aux anticipations « réalistes » ou « fatalistes » quant aux avenir professionnels envisageables ou « prescrits ». Par exemple, au lycée, en 2010, on compte environ 25 % d'enfants d'ouvriers dans les baccalauréats professionnels, contre 10 % dans les baccalauréats scientifiques. Moins de 30 % de femmes s'orientent vers le bac S, contre près de 40 % pour les hommes. À l'université, on dénombre 70 % d'étudiantes dans les filières de lettres ou de langues, alors qu'elles sont moins de 30 % en sciences fondamentales.

Les filières universitaires sont scolairement hiérarchisées, mais d'abord socialement différenciées et fortement genrées.

Elles s'inscrivent par ailleurs dans un paysage de l'enseignement supérieur plus large, qui comprend des BTS, des IUT et des écoles plus ou moins grandes (et plus ou moins sélectives socialement)¹⁰.

Dans les BTS et les IUT se retrouvent, massivement, des étudiants issus de familles où ils sont les premiers à avoir obtenu le bac. Ces étudiants sont souvent sommés de se diriger vite vers l'emploi, car les revenus parentaux sont faibles. Certes, quelques IUT permettent encore de contourner les deux premières années d'université pour arriver en licence. Et pour des étudiants venus des milieux populaires, ces départements d'IUT constituent des vecteurs d'ascension sociale. Mais plus pour longtemps : les réformes programmées entendent interdire ces parcours. Elles vont consolider (plus encore qu'aujourd'hui) l'assignation des enfants d'ouvriers et d'employés, ou de petite classe moyenne, à « rester dans les limites » d'une courte promotion sociale.

Sans grandes modifications ces vingt dernières années, les inégalités sociales face à l'enseignement supérieur sont d'ailleurs extrêmement nettes. Qu'on en juge. Les ouvriers constituent 20,3 % de la population active, mais les écoles de commerce, parmi leurs effectifs, comptent 4,1 % d'enfants d'ouvriers, les écoles d'ingénieurs seulement 5,6 %, et, en classes préparatoires, un étudiant sur quatorze est enfant d'ouvriers.

10. Romuald Bodin et Sophie Orange, *L'Université n'est pas en crise. Les transformations de l'enseignement supérieur : enjeux et idées reçues*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013.

Ce n'est qu'à peine mieux pour les enfants d'employés, alors que les employés constituent 27,4 % de la population active. Les écoles de commerce, parmi leurs effectifs, comptent 8,3 % d'enfants d'employés ; la proportion est identique pour les écoles d'ingénieurs ; et dans les classes préparatoires, un étudiant sur dix est enfant d'employés. Tout change par contre pour les enfants de cadres supérieurs : à chaque fois, dans les écoles de commerce, les écoles d'ingénieurs et les classes préparatoires, plus d'un étudiant sur deux est enfant de cadres sup.

Cependant, ces chiffres agglomèrent des écoles ou classes prépas plus ou moins prestigieuses. Car plus s'élève la renommée des écoles de commerce ou d'ingénieurs, ou bien la valeur de la classe préparatoire, plus diminue, parmi leurs effectifs, la part des enfants d'ouvriers ou d'employés, ou de techniciens.

Constat du même ordre : à l'université, toutes filières confondues, à mesure que les études atteignent de bons niveaux (master ou doctorat), les enfants d'ouvriers et d'employés se font rares. Parmi les étudiants en master, seulement 9,2 % sont enfants d'ouvriers, quand 40 % sont enfants de cadres supérieurs. Parmi les étudiants en doctorat, 6,5 % sont enfants d'ouvriers, 8,4 % enfants d'employés, 41 % enfants de cadres supérieurs¹¹.

L'orientation scolaire et universitaire est certes contrainte par les résultats obtenus. Mais ceux-ci enregistrent, surtout, pour les élèves et les étudiants socialement situés, comment l'école les assigne à leur place. Cette assignation à « résidence scolaire », qui engendre des assignations à « résidence professionnelle et sociale », se trouve facilitée par le sentiment, propre à tous et socialement très déterminé, d'être ou non « à sa place » ou « déplacé » dans tel ou tel lieu.

Pour comprendre la manière dont sont décidés les « choix d'orientation » (qui ne sont pas des « choix » !), Sophie Orange et Agnès van Zanten soulignent qu'il faut bien sûr examiner comment l'encadrement scolaire détermine les « carrières ou destins » des élèves. Les conseils de classe, les enseignants, les conseillers d'orientation, les salons et « journées portes ouvertes », canalisent ou disqualifient les aspirations des élèves, en leur suggérant, par touches ou « remises en place » successives, quelle filière leur « correspond » le mieux.

Les relations entre enseignants et enseignés sont centrales. Mais elles ne sont pas non plus hors monde social. Quand professeurs et élèves sont en contact, ce sont des histoires sociales incarnées (dans le « prof » ou l'élève) qui se rencontrent, et qui s'affrontent à mesure que les distances sociales entre eux se creusent – qui s'illégitiment l'une l'autre en certains cas ; qui sont « irrecevables » l'une pour l'autre. Une part de l'exclusion scolaire

11. Ministère de l'Éducation nationale, données 2017-2018.

des élèves provenant des milieux populaires (notamment les garçons) tient beaucoup à cela : à l'école sont invalidées, par des enseignants recrutés dans d'autres milieux sociaux, les pratiques culturelles spécifiquement populaires, les façons de parler ou de se tenir spécifiquement populaires, les « insolences » populaires. Car toute l'identité sociale des enseignants, toute la hiérarchie de leurs goûts, en même temps que leurs façons d'être, se trouvent alors « effrayées ». À rebours, les formes d'insolence des enfants « brillants », issus de la bourgeoisie, semblent « audaces », « vraie originalité », « disruptives » ou « tempérament » bienvenu.

L'ÉCOLE JUGE-T-ELLE LES ÉLÈVES SUR LE RÉSULTAT DE LEUR TRAVAIL ?

L'école, très souvent, classe et oriente donc les élèves suivant d'autres critères que le travail fourni – tout en disant faire le contraire. Les concours, à l'entrée des meilleures écoles d'enseignement supérieur, le montrent clairement. Prenons un exemple connu : le concours d'entrée à l'École nationale d'administration (ENA).

Pierre Bourdieu a parfaitement établi comment la sélection des « reçus » s'effectue autant sur des critères sociaux que sur des critères scolaires. Le jury, de façon plus ou moins consciente d'ailleurs, ne cesse de prendre en considération, comme marqueurs d'une entrée possible parmi l'« élite », des manières de parler, de se tenir, des valeurs morales, voire des positions politiques, des goûts et des dégoûts, tous fortement liés à l'origine sociale. La sélection finale est le résultat de ces connivences sociales non dites et déniées¹². De la même manière, mais à l'autre bout de la hiérarchie des filières de l'enseignement supérieur, Romuald Bodin montre comment le concours d'entrée, dans certaines écoles d'éducateurs spécialisés, valorise des candidats qui ont connu des ruptures scolaires ou des parcours compliqués¹³.

Ces mécanismes de sélection par le profil social, plus que par le niveau et le travail – typiques d'un grand nombre de concours –, se généralisent à présent à toutes les filières de l'enseignement supérieur.

Le dispositif Parcoursup permet à certaines filières universitaires, auparavant non sélectives, d'introduire, dans leurs « choix » entre admis et refusés, des critères autres que les résultats scolaires : notamment, l'établissement d'origine (géographiquement donc socialement situé) ou des éléments de CV, tels que les voyages à l'étranger, les stages (valorisés ou pas), etc.

12. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1999.

13. Romuald Bodin, « Les signes de l'élection. Repérer et vérifier la conformation des dispositions professionnelles des élèves éducateurs spécialisés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 178, n° 3, 2009, p. 80-87.

Comme, parallèlement, s'avive la concurrence entre établissements, (qui les incite à des politiques de communication et des sélections propres à retenir des étudiants « qui réussiront à coup sûr »), on comprend que la discrimination sociale face aux études supérieures ne peut qu'en sortir accentuée. Et qu'elle va s'augmenter, à l'avenir, plus encore. « Parcoursup prend sa place dans un système universitaire sous-dimensionné et sous-financé, en voie de privatisation, qui ne reproduit pas les inégalités sociales mais les aggrave », indique le politiste Gilles Dorronsoro¹⁴.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les mots et les discours véhiculent des idées. Dans le domaine scolaire, les expressions valorisant le travail et le mérite sont très présentes, alors que la réussite tient pour beaucoup aux conditions sociales d'existence et aux contextes de scolarisation. Affirmer sans plus de précisions qu'« à l'école, tu bosses, tu réussis » conduit à décontextualiser les situations et donc 1. à invisibiliser les inégalités sociales (idéologie du don, ou du talent), et 2. à légitimer les hiérarchies de l'ordre social (idéologie du mérite).

Ce n'est pas que le travail ne paie pas. Il paie, et il faut y insister. Mais ce n'est nullement que le travail qui explique les différences de réussite entre les uns et les autres. D'une part, en effet, la quantité de travail à fournir pour atteindre le même résultat varie fortement d'un milieu social à l'autre. D'autre part, le système scolaire oriente et classe les élèves, étudiants et candidats, en mobilisant des critères qui sont loin de se réduire au seul travail scolaire fourni.

À LIRE

Basil Bernstein, *Class, Codes and Control : the Structuring of Pedagogic Discourse*, Routledge, Londres, 2003

Romuald Bodin, « Les signes de l'élection. Repérer et vérifier la conformation des dispositions professionnelles des élèves éducateurs spécialisés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 178, n° 3, 2009, p. 80-87

Romuald Bodin et Sophie Orange, *L'Université n'est pas en crise. Les transformations de l'enseignement supérieur : enjeux et idées reçues*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013

Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1999

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Éditions de Minuit, Paris, 1964

14. Gilles Dorronsoro, « Parcoursup ne reproduit pas les inégalités sociales... il les aggrave », *Libération*, 17 avril 2018.

Marie Duru-Bellat et Alain Mingat, « Le déroulement de la scolarité au collège : le contexte "fait des différences" », *Revue française de sociologie*, vol. 29, n° 4, 1988, p. 649-666

Bernard Lahire, « L'inégalité devant la culture écrite scolaire : le cas de l'"expression écrite" à l'école primaire », *Sociétés contemporaines*, vol. 11, n° 1, 1992, p. 167-187

Bernard Lahire, *Tableaux de familles : heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Le Seuil, Paris, 2012

Mathias Millet et Daniel Thin, *Ruptures scolaires*, Presses universitaires de France, Paris, 2005

Sophie Orange, « Le choix du BTS. Entre construction et encadrement des aspirations des bacheliers d'origine populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 183, n° 3, 2010, p. 32-47

Agnès van Zanten, *L'École de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, Presses universitaires de France, Paris, 2001

Agnès van Zanten, 2015, « Les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur », *Regards croisés sur l'économie*, n° 16, 2015, p. 80-92

« T'ES INCULTE, OU QUOI ? »

Annabelle Allouch

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 673 à 678

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-673.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« T'ES INCULTE, OU QUOI ? »

par ANNABELLE ALLOUCH (sociologue, université de Picardie)

« Qui est *in* ? Qui est *out* ? »

Serge Gainsbourg

Paris, le 9 décembre 2017. Quinze millions de téléspectateurs assistent, médusés ou émus, à un spectacle peu banal : un cortège de sept cents motos descendant les Champs-Élysées, au rythme du corbillard du chanteur Johnny Hallyday. C'est un parcours très symbolique, réservé aux gloires de la nation, celui du 14-Juillet et des Bleus vainqueurs de la Coupe du monde. Des voix s'élèvent rapidement : L'« idole des jeunes » méritait-elle un tel traitement ? Jean-Philippe Smet (de son vrai nom) était-il l'idole des jeunes ou plutôt l'idole des beaufs ? Le débat autour de Johnny illustre un paradoxe sociologique : même à l'heure d'Internet et des chaînes d'info, la manière dont nous consommons des produits culturels (de la musique, de la TV) ne cesse de nous classer. Et, pour comprendre ce que j'entends par là, permettez-moi de vous parler un peu de moi.

LA FILLE AUX YEUX MENTHE À L'EAU¹

Mon collègue Étienne, je l'adore. C'est lui qui m'a fait découvrir l'un des livres les plus célèbres du sociologue Pierre Bourdieu, *La Distinction*². Pourtant, nous n'avons pas une relation simple. Étienne me dit souvent qu'il complexe beaucoup par rapport à moi. Il vient de Valence³ et trouve qu'il n'a pas assez lu les grands classiques de la littérature, comme Georges Bataille, Sylvia Plath ou le marquis de Sade. Bien qu'il soit plus âgé et plus « ancien » dans le métier d'universitaire que moi (il a cinquante-six ans), il passe son temps à dire

1. Eddy Mitchell (paroles : Claude Moine ; musique : Pierre Papadiamandis), *Couleur menthe à l'eau*, 1980.

2. Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, Paris, 1979.

3. Jacques Brel, *Les remparts de Varsovie*, 1977.

qu'il est en retard sur moi scolairement, tout ça parce que j'ai fait une grande école. Pourtant, il a aussi un doctorat et il a même passé son bac ES à la fin des années 1970 (on appelait cela un bac B, à l'époque), quand assez peu de gens l'obtenaient ! Mais il ne manque jamais une occasion de me faire remarquer ma « culture scolaire » d'ancienne bonne élève, mon goût pour Brooklyn, Isabelle Adjani dans *Camille Claudel*, pour la *Gradiva* et les opéras de Verdi. Bref, la « bonne volonté culturelle » d'une bonne petite Parisienne en ascension sociale. Étienne me dit souvent qu'il faut que j'aie plus de distance à l'égard de l'école, parce qu'elle ne fait que légitimer les hiérarchies culturelles et reproduire les inégalités entre les familles, en valorisant un certain type de pratiques culturelles, comme l'opéra. Il faut dire que j'ai nommé mon chat Pamina, comme le personnage de *La Flûte enchantée* de Mozart !

Lire Bourdieu rassure beaucoup Étienne quand on se dispute : dans ce livre, le sociologue explique que les gens n'ont pas les mêmes goûts culturels selon leur origine sociale. Il dit qu'aimer un chanteur, ce n'est pas seulement une question de libre arbitre. L'espace des goûts renvoie à l'espace social et à des pratiques qu'ont en commun des individus

**Faire valoir son goût
pour l'opéra, ou pour Johnny,
c'est se situer dans l'espace
social, marquer sa position
dans un ordre social.**

différents mais qui partagent les mêmes caractéristiques. Là, Étienne me tend le livre et il me dit : « Tu vois, tu fais le jeu de la bourgeoisie ! » Certes, les hiérarchies culturelles sont des hiérarchies sociales. Faire valoir son goût pour l'opéra, ou pour Johnny, c'est se situer dans l'espace social, marquer sa position dans un ordre social. Mais, finalement, ce que je retiens, c'est que tout cela n'est pas si grave. Car écouter

Johnny ou Verdi, pour Bourdieu, c'est aussi une façon d'être avec les autres, donc, c'est être avec les siens, reconnu par eux dans un étrange ballet d'inclusion et d'exclusion⁴. Quelque chose qui relève de son statut social, mais, peut-être, de son identité, aussi.

Pour étayer sa thèse, Étienne insiste souvent sur le fait qu'il adore Michel Delpech, Michel Fugain, Eddy Mitchell et les chanteurs des années 1970 qui passaient dans l'émission des Carpentier⁵. Ils lui rappellent son enfance et son papa qui, le matin, écoutait « La valise RTL » en prenant son café dans un bol en faïence. Accoudé à son bureau, il fredonne parfois *Il venait d'avoir dix-huit ans*⁶. L'air inspiré, il dit que j'ai perdu de vue la « vraie » culture légitime, celle des gens authentiques. Là, il n'est plus seulement question de hiérarchies culturelles : il me fait carrément la morale ! La strophe « J'aurais voulu le retenir / Pourtant je l'ai laissé partir / Sans faire un geste », qu'il chante comme Dalida, en roulant les r, lui tire d'ailleurs les larmes

4. Philippe Coulangeon, *Les Métamorphoses de la distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*, Grasset, Paris, 2011.

5. Elizabeth Jacquinot, *Les Émissions de variétés de Maritie et Gilbert Carpentier. Un divertissement français de la seconde moitié du xx^e siècle* (1948-1988), Éditions de l'INA, Paris, 2017.

6. Dalida (paroles et musique : Pascal Sevran, Serge Lebaill et Pascal Auriat), *Il venait d'avoir dix-huit ans*, 1973.

des yeux. En général, je lui lance un regard noir, puis j'éclate de rire. « Et pourquoi pas venir à la fac avec une casquette à l'envers et un marcel, pour faire popu' ? Arrête tes états d'âme, Étienne ! Ta culture populaire est plus rêvée que réelle⁷. »

Il est sympa mais je ne suis pas aveugle : sur ses photos de profil, sur les réseaux sociaux, il prend la pose devant sa bibliothèque, l'air faussement décontracté sur son canapé d'angle Ikea. Surtout, je sais qu'il n'écoute pas de musique de fanfare mais bien Chico Buarque (un chanteur brésilien célèbre), Oum Kalthoum et Leonard Cohen. Et il se vante d'aller dans des échoppes où l'on mange bio et où l'on apprend à refaire ses meubles soi-même. Bref, on nage en pleine « consommation ostentatoire⁸ » ! Il ne s'en aperçoit pas mais lui aussi a changé de goûts en allant à l'école !

« TU TE CROIS DANS LES ANNÉES 1970 ? »

La guéguerre ne s'arrête pas là. Quand on se dispute, je dis toujours à Étienne : « Mais on n'est plus dans les années 1970 ! » Comme il est très susceptible (il déteste qu'on évoque son âge), ça l'énerve beaucoup. Pourtant, bien des choses ont changé depuis cinquante ans : l'accès à une société de consommation a fait qu'un plus grand nombre de personnes, en tendance, peuvent désormais se procurer des biens de masse comme une télévision, une radio ou un ordinateur connecté. Certains sociologues appellent ça la « moyennisation » de la société⁹. Ça ne veut pas dire que tout le monde aime désormais la même chose, ou que tout le monde a accès à tous les styles de musique de manière égalitaire. Cela veut dire que certains artistes ou morceaux ne sont plus investis ni par les mêmes personnes ni de la même manière. Là, mon collègue a enfin compris : « C'est comme pour le tennis : ce n'est pas aussi distinctif que dans les années 1970 ! » En effet, peu à peu, les classes sociales les plus privilégiées ont abandonné le tennis au fur et à mesure que ce sport s'est ouvert à d'autres catégories sociales, sous l'effet conjugué de la baisse du coût des raquettes, de la médiatisation de grands tournois comme Roland-Garros et grâce aux politiques sportives de certaines villes, qui ont développé les terrains et ont subventionné les abonnements et les entraînements ! La frontière entre ce qui est « beauf » et « chic » ne cesse de bouger.

La généralisation et l'allongement des études ont aussi changé la donne. Plus de 80 % d'une génération a désormais accès au baccalauréat,

La frontière entre ce qui est « beauf » et « chic » ne cesse de bouger.

7. Il s'agit de la critique que Claude Grignon et Jean-Claude Passeron émettent à l'égard de Bourdieu dans l'ouvrage *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Le Seuil, Paris, 1989.

8. Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, Paris, 1970 [première édition : 1899].

9. Henri Mendras, *La Seconde Révolution française. 1965-1984*, Gallimard, Paris, 1988.

donc à une forme d'émancipation par la culture – du moins pour les têtes pensantes de la rue de Grenelle. Cette expansion scolaire a effectivement été très intense entre 1985 et 1995, soit précisément pendant ma scolarité (j'ai obtenu mon bac en 1999). Pamina doit-elle effectivement son nom à mon goût pour l'école et à la manière dont celle-ci m'a transmis certaines écoutes musicales ?

Pour le sociologue Philippe Coulangéon, cette thèse est en fait assez bancal¹⁰. Je suis d'accord, parce que, au collège, je préférerais largement Robbie Williams à Don Giovanni. Pour le dire autrement, les pratiques d'écoute de notre entourage du même âge façonnent nos goûts de manière aussi puissante que l'école. Mais ce qu'écoutent les copains à la récré dépend aussi de leur milieu social, de leur genre et de la composition sociale de l'établissement. Par ailleurs, malgré les évolutions des Trente Glorieuses, en matière de musique, certains registres demeurent encore réservés à certains seulement. Même avec YouTube, écouter de la musique classique reste plus fréquent chez les cadres (40 % d'entre eux déclarent en écouter régulièrement, selon les enquêtes du ministère de la Culture) que chez les ouvriers (16 % d'entre eux)¹¹. La démocratisation de la culture a donc connu des ratés.

Mais que dire des étudiants de très chic écoles de commerce qui organisent des soirées spéciales « Patrick Sébastien » ? Ils trouvent ça cool de « faire tourner les serviettes » ! Mais qu'est-ce qui leur prend ? Un fonctionnaire du ministère de la Culture, Olivier Donnat, a une explication : il appelle ça l'« omnivorisme¹² ». Selon lui, les goûts des classes moyennes et supérieures ne sont pas exclusivement tournés vers une culture savante, incarnée pour la musique par l'opéra. En fait, seule une minorité de ces élites se rendent effectivement à Garnier ou à Bastille. La majorité affirmerait son statut social, c'est-à-dire sa « distinction », non pas par des goûts exclusifs (c'est Wagner ou rien !) mais par sa capacité à passer de Wagner à Rihanna, sans oublier la K-pop.

Le sociologue Bernard Lahire élargit encore le débat : la socialisation à la culture, c'est-à-dire la manière dont on apprend à aimer certains chanteurs, ou encore à être sensible à la peinture, à la sculpture, etc., serait un processus pluriel et jamais définitif¹³. Avec la mondialisation des biens culturels, l'augmentation du niveau d'études ou la baisse des tarifs d'avion, nous circulons plus fréquemment et plus rapidement entre les espaces sociaux et les lieux, nous rencontrons des gens de milieux professionnels différents. Du coup, le rapport que l'on entretient à la culture n'est jamais ni complètement acquis ni complètement intangible. Même si nous continuons, en général,

10. Philippe Coulangéon, *op. cit.*

11. Olivier Donnat, *Les Pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, La Découverte-ministère de la Culture et de la Communication, Paris, 2009. La thèse de l'omnivorisme a été développée par de nombreux sociologues, notamment l'Américain Richard Peterson.

12. *Ibid.*

13. Bernard Lahire, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, Paris, 2004.

à aimer la « bande-son » de notre jeunesse, nous préférons parfois évoquer d'autres genres musicaux avec nos amis ou nos collègues, selon qu'ils nous ressemblent – ou pas.

INTERNET CHANGE-T-IL LA MANIÈRE DONT SONT CONSTRUITS NOS GOÛTS ?

L'autre différence entre Étienne et moi, c'est notre rapport à Internet. Comme les groupes libertaires des débuts d'Internet, il espère toujours secrètement que le Web permettra, peut-être, à tous un égal accès à l'information. Ce serait une façon non pas d'en finir avec les hiérarchies entre les styles de vie sociale, mais au moins de tendre vers un idéal. Moi qui associe le Web avec les besoins de l'armée américaine, je suis plus dubitative¹⁴.

Est-ce qu'Internet permet de mettre un terme à ces hiérarchies ? Selon le sociologue Samuel Coavoux, rien n'est moins sûr¹⁵. Si les nouvelles technologies ont ouvert un panel plus large de morceaux, les goûts sont toujours structurés par des logiques économiques et sociales, qui peuvent (en plus) être amplifiées par certaines technologies, comme les algorithmes de recommandation.

Ce n'est pas que rien n'ait changé avec Internet, bien au contraire. La création de la compression de la musique avec le MP3 a accéléré la circulation de morceaux entre ordinateurs et a effectivement offert aux usagers des plateformes un accès à la musique à la fois plus diversifié et moins cher (le support numérique étant par nature moins coûteux qu'un CD ou un vinyle). Par ailleurs, ces sites ont affecté la manière dont on appréhende la musique : l'unité de base, ce n'est plus l'album mais la chanson (nul besoin d'écouter tout un album). Du coup, le consommateur peut consulter plusieurs morceaux d'un nombre plus grand d'artistes.

Oui, mais il y a un « hic ». Internet n'a rien changé aux logiques sociales qui structurent l'écoute : même avec un choix élargi, on a tendance à écouter toujours un peu les mêmes artistes, parce qu'on les entend à la radio, dans les médias, et que nos amis nous en parlent. Pour le dire correctement, le rôle des « prescripteurs » n'a pas changé. Nos goûts restent étroitement liés à nos réseaux et aux types de médias que l'on consulte.

Le second problème provient des algorithmes de recommandation. Vous savez, les codes mathématiques qui font que, si je tape « Sylvie

Si les nouvelles technologies ont ouvert un panel plus large de morceaux, les goûts sont toujours structurés par des logiques économiques et sociales, qui peuvent en plus être amplifiées par certaines technologies, comme les algorithmes de recommandation.

14. Sur l'histoire d'Internet et des réseaux sociaux, voir : Dominique Cardon, *Culture numérique*, Presses de Sciences Po, Paris, 2019.

15. Samuel Coavoux, « Ce que les techniques numériques font aux loisirs », *Idées économiques et sociales*, vol. 194, n° 4, 2018, p. 34-40.

Vartan » sur un moteur de recherche de musique en ligne, l'algorithme me suggérera d'écouter ensuite Johnny Hallyday puis Eddy Mitchell, Dick Rivers et les Chats sauvages. Ou bien Jacques Dutronc, puis Thomas Dutronc, si j'ai tapé « Françoise Hardy », et ainsi de suite. C'est le même mécanisme que pour la publicité que l'on voit sur les réseaux sociaux. En théorie, les algorithmes permettent une « individualisation de l'offre », c'est-à-dire que les suggestions qui nous sont faites seraient parfaitement ajustées à nos goûts. Oui, mais cela a un effet pervers : puisque les algorithmes fonctionnent selon nos choix passés, les recommandations nous proposeront un panel d'artistes qui tendent à se ressembler beaucoup, par exemple « Rihanna » et « Katy Perry ». Cela limite de manière drastique l'effet d'une offre plus diversifiée à portée de main, ou du moins à portée de clics.

MORALE DE L'HISTOIRE

En fait, en parlant de nos goûts littéraires, musicaux, artistiques, on dit beaucoup de nous-mêmes, de nos styles de vie et des gens que l'on fréquente.

Si les goûts musicaux se discutent, la manière dont on écoute et le type de répertoire que l'on consulte ne sont jamais le fruit ni du hasard ni de notre seule singularité. En fait, en parlant de nos goûts littéraires, musicaux, artistiques, on dit beaucoup de nous-mêmes, de nos styles de vie et des gens que l'on fréquente. Bref, affirmer que Johnny était un « beau » ou une « idole » ne dit rien sur Johnny ou sur sa musique, mais donne un indice sur le style de vie de celui ou de celle qui parle, sa position et sa trajectoire sociales. Et, en passant, permettez-moi d'embrasser Étienne et de lui dire, comme Marie Myriam, que « L'oiseau, c'est toi / L'enfant, c'est moi¹⁶ » (ou le contraire). Et puis, je monte sur une table pour danser la macarena¹⁷, comme dans les années 1990.

À LIRE

Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, Paris, 1979

Philippe Coulangeon, *Les Métamorphoses de la distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*, Grasset, Paris, 2011

Olivier Donnat, *Les Pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, La Découverte-ministère de la Culture et de la Communication, Paris, 2009

16. Marie Myriam (paroles et musique : Jean-Paul Cara, Joe Gracy), *L'oiseau et l'enfant*, 1977.

17. Los del Río (paroles et musique : Antonio Romero, Rafael Ruiz), *Macarena*, 1993.

ET TOI, TU LIS QUOI EN CE MOMENT ?

Cécile Rabot
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 679 à 689

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-679.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ET TOI, TU LIS QUOI EN CE MOMENT ?

par CÉCILE RABOT (sociologue, université Paris-Ouest-Nanterre)

Remerciements à Sarah Baroudji (professeure des écoles)

« L'autre jour, je m'amusais, on s'amuse comme on peut,
à regarder le programme du concours d'attaché d'administration.
Un sadique ou un imbécile, choisissez, avait mis dans le programme
d'interroger les concurrents sur *La Princesse de Clèves*. Je ne sais pas
si cela vous est souvent arrivé de demander à la guichetière
ce qu'elle pensait de *La Princesse de Clèves*...

Imaginez un peu le spectacle ! »

Nicolas Sarkozy, 23 janvier 2007

La lecture est une pratique réputée individuelle : elle requiert un isolement vis-à-vis du collectif ; elle semble affaire de goûts, de choix, propres à chacun. Mais elle est aussi un objet social, investi de valeurs, et donnant lieu à des discours nombreux (on parle de lecture autant qu'on lit). Le lecteur sorti de tout contexte n'existe pas. Les goûts et perceptions ne sont pas distribués de manière hasardeuse selon les individus, mais, comme les pratiques artistiques ou la fréquentation des musées ou des théâtres, ils sont situés socialement : les positions sociales des personnes, leurs trajectoires sociales, leurs divers capitaux (économiques, culturels et sociaux) permettent de comprendre qui aime quoi et qui fait quoi.

LECTEURS EN DANGER ?

Injonction à lire ou déploration d'une crise de la lecture partent du principe qu'on gagne à lire plutôt qu'à ne pas lire. La lecture est en soi parée de vertus : elle permet de réfléchir, de comprendre le monde, de prendre de la distance. Mise au service de la démocratie (elle éclaire les citoyens

dans leurs choix), de la formation (elle facilite l'apprentissage du langage par les tout-petits puis la maîtrise de l'écrit, mais aussi l'acquisition de compétences diverses), de la santé (elle soigne les dépressions), elle est un loisir de premier choix à portée de tous. On glisse vite du profit supposé à l'injonction morale : bonne en soi (indépendamment de l'objet lu), la lecture vaudrait plus que toute autre pratique (même jouer du violoncelle, regarder un documentaire ou prendre soin d'un proche ?). Elle est à ce titre encouragée par les parents, les enseignants et les institutions qui ont intériorisé la valeur sociale reconnue à la lecture : il faut non seulement lire mais donner le goût de lire (en montrant l'exemple, en lisant à voix haute, en discutant de lectures, en initiant au « plaisir de lire », etc.). Dans cette optique (mais aussi pour soutenir la chaîne du livre), l'État finance diverses manifestations d'encouragement de la lecture et confie à l'école et aux bibliothèques la mission d'apprendre non seulement à lire mais à aimer lire.

Ce discours sur les bienfaits de la lecture est loin d'avoir toujours existé. Jusqu'au milieu du ^{xx}e siècle au moins, il était admis que la lecture n'était profitable qu'à certaines conditions, à savoir l'ajustement de l'objet et du lecteur. Une mauvaise lecture était vue comme néfaste, voire dangereuse, comme un vice, un poison, qui détournerait du vrai et du bien, ferait croire à des mensonges, nuirait au travail productif, donnerait des idées de révolte, etc. « Mauvaise lecture » s'entend alors non seulement comme « mauvais livre », mensonger ou hérétique, mais comme livre tombé entre les mains du mauvais lecteur, c'est-à-dire inapproprié. Les lecteurs sont vus comme inégaux : certains sont considérés comme plus fragiles, moins à même de faire la part des choses, moins capables de distance critique. C'est notamment le cas des plus jeunes, mais aussi des individus qui ont suivi une scolarité primaire suffisante pour leur permettre de savoir lire mais qui n'ont pas un niveau de formation supérieur. Ce sont notamment les « nouveaux lecteurs » produits au ^{xix}e siècle par la généralisation de l'alphabétisation, femmes et nouveaux lecteurs issus du peuple, qui se trouvent exposés aux « torrents de papier » produits par le développement de l'imprimerie. Guides de « romans à lire et romans à proscrire », collections spécifiques, réseaux de bibliothèques contrôlées et procès faits à des écrivains, comme Baudelaire ou Flaubert, sont autant de moyens mis en place pour protéger les « esprits faibles ». La loi de 1949 sur les publications pour la jeunesse (encore en vigueur aujourd'hui) est l'héritage de cette volonté de protection des lecteurs jugés vulnérables.

Au fil du ^{xx}e siècle, des discours sur les vertus de la lecture se développent : ce sont d'abord les bienfaits de lectures soigneusement choisies qui sont mis en avant, puis, mais seulement à partir des années

1970, la lecture en soi est présentée comme bénéfique. Ces discours de défense de la lecture s'enracinent dans un sentiment de danger : la lecture serait menacée par des loisirs concurrents qui détourneraient d'elle (le cinéma, la radio, la télévision, Internet, les jeux vidéo, les smartphones, etc.). Cette concurrence serait liée à la limitation du temps de loisir et de l'attention : tout temps occupé à autre chose aurait pu être du temps de lecture. Une enquête menée sur les rapports entre lecture et visionnage de la télévision montre que cette vision en termes de concurrence est largement fausse. Toutefois, ces discours de crainte reviennent à chaque apparition d'un nouveau médium.

Concurrencée, la lecture serait délaissée, notamment par les jeunes générations. Plus globalement, elle serait en baisse, voire « en crise ». Le discours sur la baisse de la lecture s'appuie notamment sur les résultats comparés d'une enquête quantitative nationale, conduite régulièrement depuis 1973 par le ministère de la Culture sur les pratiques culturelles des Français (de plus de quinze ans). Les chiffres révèlent surtout une baisse du taux de lecteurs lisant plus de deux livres par mois. « Combien de livres avez-vous lus au cours de l'année écoulée ? » est la principale question à partir de laquelle est établi le constat de crise. Question qui suppose une estimation difficile de ses propres pratiques, mais surtout un travail implicite de définition du livre et de la lecture : qu'est-ce qu'un livre et que compte-t-on comme un livre lu ? Un petit roman vaut-il autant qu'un gros ? La question porte à comptabiliser surtout les livres lus en entier et pour son loisir, à l'exclusion des lectures professionnelles ou partielles, mais aussi des lectures de presse ou en ligne.

Le flou dans les définitions du livre et du lire prête aux polémiques. Les lecteurs de presse sont-ils donc des non-lecteurs parce qu'ils ne lisent pas de romans ? Et les lycéens et les étudiants qui ne liraient que pour leurs études sans prendre le temps d'une lecture de loisir ? Dévorer des sagas de fantasy est-il plus salubre que glaner des notules d'encyclopédie ? Lire en numérique, est-ce encore lire ? L'opposition construite entre le livre et les écrans oublie que les écrans peuvent être le support de textes longs mais aussi le lieu de leur promotion ou de leur achat, voire de nouveaux supports d'écriture et donc aussi de lecture. Un même flou entoure la définition du « savoir lire » : on confond le déchiffrement avec la difficulté à élaborer le sens d'un texte plus ou moins complexe ; on s'inquiète de l'illettrisme en même temps que des fautes d'orthographe des étudiants, des erreurs de syntaxe dans les mails de certains cadres ou de l'échec scolaire. Le flou entretient la confusion mais aussi la stigmatisation et l'autodisqualification de

Le flou entretient la confusion mais aussi la stigmatisation et l'autodisqualification de ceux qui considèrent qu'ils ne sont pas vraiment lecteurs, même si la lecture est loin d'être absente de leurs pratiques.

ceux qui considèrent qu'ils ne sont pas vraiment lecteurs, même si la lecture est loin d'être absente de leurs pratiques.

HIÉRARCHIES ET TRANSMISSION

On observe d'importantes variations en termes de volume de lecture, mais aussi de goûts et d'objets de lecture, qui dépassent souvent les individus. Les lectures révèlent souvent des appartenances sociales : elles fonctionnent comme des marqueurs sociaux.

LECTURES, PROFESSIONS, DIPLÔMES

D'après l'« Enquête permanente sur les conditions de vie » d'octobre 2000, publiée par l'INSEE, 84 % des cadres et professions intellectuelles supérieures avaient lu au moins un livre durant les douze derniers mois, contre 64 % pour les employés et 33 % pour les ouvriers. Il ne s'agit pas des mêmes livres, bien sûr. Même variation selon les niveaux de diplômes : 85 % des diplômés du supérieur avaient lu au moins un livre durant les douze derniers mois, contre 68 % des titulaires seulement du BEPC et 31 % des sans-diplôme.

Les lectures sont globalement genrées, les femmes ayant une plus grande propension à lire des romans, tandis que les hommes sont encore de plus gros lecteurs d'essais ou, en matière de fiction, de bande dessinée ou de science-fiction (genres qui ont néanmoins conquis un lectorat féminin en développant certains segments : manga, roman graphique, fantasy et bit-lit).

TYPES DE LECTURES DE FILLES ET DE GARÇONS

Dans une enquête menée en 2002 auprès d'adolescents de l'Ardèche, arrivaient en tête des livres récemment lus aussi bien par les filles que par les garçons (*Titeuf*, *Harry Potter*, pour les derniers titres lus, *Harry Potter*, pour le livre élu), la suite du palmarès révélant très vite une scission des goûts : *Moi, Christiane F., treize ans, droguée, prostituée* ; *L'Herbe bleue* et *Le Journal d'Anne Frank* élus livres marquants pour les unes, *Le Seigneur des anneaux* ; *Astérix* ; *Titeuf* ; *Chair de poule* pour les autres. Dans les livres lus, il est ainsi des titres exclusivement déclarés par l'un ou l'autre genre : *Gaston Lagaffe* ; *XIII* ; *Thorgal* ; *Blueberry* ; *Joe Bar team* ; *Robinson Crusoé* ;

La Mort n'oublie personne ; *Bilbo le Hobbit* ne sont cités que par des garçons, *Le Journal de Bridget Jones* ; *Moi, Christiane F.* ; *Jamais sans ma fille* ; *La Nuit des temps* ; *Le Journal d'Anne Frank* ; *L'Alchimiste* ; *Et si c'était vrai* ; *Love Story* ; *L'Enfant dans le placard* ne sont cités que par des filles.

Christine Détrez et Fanny Renard, « Avoir bon genre : les lectures à l'adolescence », *Le Français aujourd'hui*, avril 2008

Les lectures varient selon les capitaux culturels possédés. Elles sont aussi classantes, c'est-à-dire qu'elles correspondent à des niveaux de légitimité différents, eux-mêmes corrélés aux niveaux de diplôme. Certaines lectures relèvent d'une production plus commerciale, sans prétention intellectuelle ou littéraire, tandis que d'autres portent sur des textes plus complexes, plus innovants, plus exigeants. Pierre Bourdieu parle de deux pôles structurant le « champ littéraire » : un pôle dit « de grande production », aux ambitions surtout économiques et visant un lectorat large, et un pôle dit « de production restreinte », cherchant à produire des œuvres qui marqueront l'histoire littéraire, même si un faible lectorat est capable de les apprécier au moment de leur production. Les textes de ce second pôle sont surtout lus par des individus au fort capital culturel, qui se distinguent ainsi des lectures communes. Les textes du pôle de grande production peuvent être lus par un lectorat élargi, y compris par des lecteurs diplômés, cherchant par exemple à connaître ce dont tout le monde parle (notamment les auteurs médiatiques) ou à se divertir ponctuellement par des productions « sans prise de tête ». Ainsi, la logique de distinction peut cohabiter, chez les plus dotés en capital culturel, avec une forme d'omnivorisisme.

Les genres sont eux-mêmes hiérarchisés : théâtre et poésie font partie des genres les plus légitimes, situés au pôle de production restreinte, tandis que le roman sentimental et le roman d'espionnage sont situés en bas de la hiérarchie et au pôle de grande production. Mais ces statuts évoluent au fil du temps. Les genres intermédiaires en termes de niveau de légitimité (roman policier, bande dessinée, science-fiction/fantasy) sont aujourd'hui plus reconnus qu'ils ne l'étaient en 1960. Le processus de légitimation passe par la reconnaissance d'instances spécialisées (voire leur création) : revues, festivals, prix littéraires, encyclopédies, travaux universitaires, etc. Il implique presque toujours une hiérarchisation interne au genre, c'est-à-dire qu'émerge au sein du genre un pôle légitime, esthétique

ou intellectuel (incarné par Fred Vargas ou le polar suédois dans le monde du polar, ou, dans la bande dessinée, par la BD de reportage ou le « roman graphique »).

Les classiques sont des œuvres à la légitimité établie à l'issue d'une construction sociale faite de différentes étapes (de la reconnaissance critique à la consécration et à l'inscription dans le temps). Ils constituent un patrimoine commun. Leur lecture n'est pas distinctive, mais leur ignorance est un marqueur social. Aussi figure-t-elle dans les programmes scolaires (qui définissent une culture commune) et dans les lectures obligées des classes supérieures (au moins dans leur jeunesse) et des individus qui cherchent à s'élever dans la hiérarchie sociale (elle marque leur bonne volonté culturelle).

Si les classiques constituent des valeurs sûres, les autres productions éditoriales ont des niveaux de valeur moins clairs. Pour choisir un livre à lire, le lecteur doit tenter de cerner la valeur de l'ouvrage, sa valeur propre (est-ce un bon livre ?) et sa valeur d'usage (va-t-il me convenir et me plaire ?). Le livre fait en effet partie des « biens d'incertitude », dont on ne peut connaître la valeur de manière certaine avant de les avoir expérimentés. Le lecteur doit donc collecter des indices qui le renseignent sur la valeur du livre (critiques, prix littéraires) et sur la position qu'il occupe dans le champ littéraire (qui est l'auteur ? quel éditeur le publie ? dans quelle collection ?). Le choix implique donc de disposer de repères.

Face à une production surabondante (il se publie environ 1 000 livres par semaine en France), ces repères sont essentiels pour échapper à l'embarras du choix (et au « je ne sais pas quoi lire ! »). Ils se construisent avec l'expérience de lecture mais aussi par une attention portée aux producteurs et aux prescripteurs (qui publie quoi ? qui aime quoi ?) et des échanges avec d'autres lecteurs (la lecture s'ancre le plus souvent dans des sociabilités). Plus les lecteurs sont dotés en capital culturel, plus ils diversifient leurs sources d'information et sont autonomes dans leurs choix ; les moins dotés s'en remettant le plus souvent à ce qui leur est familier, séries ou collections appréciées, livres prêtés par les pairs ou la famille, etc. Les lieux d'approvisionnement en livres reflètent ces logiques : outre le critère économique (neuf *versus* occasion ou emprunt), le critère du volume de l'offre apparaît décisif : les lecteurs les moins dotés en capital culturel privilégient les espaces de choix plus restreints (rayon de grande surface, sélection de type présentoir, cercle amical ou familial).

Dans une « économie de l'attention », la visibilité est inégale : certains ouvrages très médiatisés focalisent l'attention ; certains auteurs

(souvent dotés en **capital social**), certains éditeurs (qui dominent le marché ou remportent l'essentiel des grands prix littéraires) ou encore les productions traduites de l'anglais sont les plus visibles. Les prescripteurs peuvent soit renforcer cette visibilité déjà présente, soit tenter d'attirer l'attention sur d'autres productions qui leur paraissent la mériter (langues dominées, petits éditeurs, etc.). Les deux logiques s'observent à la fois chez les prescripteurs traditionnels (presse écrite et audiovisuelle, prix littéraires) et chez les nouveaux influenceurs (blogueurs, booktubers, bookstagramers). Libraires indépendants et bibliothécaires participent à ce travail de construction de la visibilité *via* des rencontres d'auteurs, des mises en espace, des valorisations (tables, vitrines), des notules (coups de cœur) ou des billets sur les réseaux sociaux, les blogs ou les sites Internet.

LIRE POUR QUOI FAIRE ?

Les pratiques de lecture se distinguent non seulement par les objets sur lesquels elles portent, mais aussi par les objectifs poursuivis pendant la lecture ou les raisons de lire.

La lecture « lettrée » idéale est censée n'être pratiquée que pour le plaisir du texte et ne poursuivre aucun but utilitaire (par exemple, acquérir des connaissances). C'est une lecture esthète au sens où elle concerne la sensibilité au beau. Elle est attentive aux formes, aux trouvailles d'écriture (écarts avec la langue commune), aux images suscitées par le texte, à la musicalité (rythme, composition, jeux de sonorités). Elle est le type de lecture que vise l'enseignement de la littérature au lycée. Elle suppose une posture analytique, ou en tout cas une prise de recul. Alors que, dans la communication ordinaire, le message l'emporte souvent sur la forme, il s'agit ici de retrouver une attention à la forme. Cette lecture littéraire est distinctive : elle permet d'afficher sa différence à l'égard des pratiques communes.

Dans une enquête sur des lecteurs adultes ordinaires, Gérard Mauger, Claude Poliak et Bernard Pudal ont montré que cette lecture esthète n'est cependant qu'une modalité de la lecture, qui ne se rencontre que très rarement à l'état pur, c'est-à-dire sans que le lecteur cherche aussi d'autres profits, liés aux contenus. En dehors de cette lecture esthète, ils proposent d'ordonner les « usages sociaux de la lecture » en trois catégories selon le but poursuivi : se distraire, apprendre ou rechercher son salut. La fonction la plus recherchée dans la lecture ordinaire est l'évasion. Le lecteur cherche à se divertir, à échapper à son quotidien, se changer les idées, se « vider la tête », voyager. Il s'identifie aux personnages, se laisse porter par l'intrigue, joue à se faire peur ou à se procurer d'autres émotions, comme si c'était vrai, mais en sachant bien que ça ne l'est pas.

On lit aussi pour apprendre. Cette visée didactique est au cœur de la pratique des autodidactes (qui cherchent à apprendre, souvent avec des tâtonnements), mais plus généralement de presque toutes les lectures. Le lecteur peut chercher des savoirs pratiques (recettes, techniques) pour sa vie quotidienne ou professionnelle (« lire pour savoir faire »). Il peut « lire pour écrire », pour acquérir une meilleure maîtrise de la langue (vocabulaire, syntaxe, temps verbaux propres à l'écrit), des savoirs, des références ou les codes de certains genres, ou pour nourrir son imaginaire et s'inspirer. Il peut aussi « lire pour se cultiver », en quête de savoirs plus académiques, notamment historiques, scientifiques, sociologiques, psychologiques, etc. : cette culture générale est visée en soi (« lire pour savoir »), mais aussi parce qu'elle permet de se faire valoir (« lire pour avoir l'air savant ») ou parce qu'elle donne une compréhension plus fine, plus large et plus profonde du monde qui nous entoure et de ce que nous vivons (« lire pour comprendre »), et nourrit une posture distanciée et réflexive.

Certains lecteurs investissent particulièrement dans des « lectures de salut » : ils y cherchent des modèles de conduite ou des guides spirituels. Des livres religieux aux ouvrages de développement personnel, le répertoire est large. Mais il apparaît qu'un lecteur peut mobiliser différents types d'écrits, voire tous, pour une même visée et que, très souvent, le lecteur recherche au moins deux usages simultanément ou successivement.

DES LECTURES ORIENTÉES

Les manières de lire varient à la fois selon les lecteurs, selon le contexte, la visée, et selon les objets de lecture. Une première opposition renvoie au capital culturel (et en particulier aux compétences lectorales et à l'expérience de lecture). Un lecteur expert pourra rapporter ce qu'il lit à tout ce qu'il connaît déjà et mesurer l'originalité du texte à cette aune, mais aussi le confronter aux normes du genre ou aux savoirs qu'il a sur l'auteur, l'éditeur, le contexte de production et les enjeux du texte. Le lecteur expert est ainsi censé être plus apte à une lecture analytique et distanciée (ou « lecture seconde »), par opposition à la « lecture première » dans laquelle le lecteur se laisserait porter par l'intrigue. Toutefois, même le lecteur qui se laisse porter conserve une forme de distance critique : il sait bien, par exemple, distinguer la fiction de la réalité et il n'adhère jamais aveuglément au point de se laisser abuser. Richard Hoggart parle de « lecture oblique ».

Les manières de lire varient selon les normes de l'époque. Par exemple, la norme de la lecture silencieuse a remplacé la lecture à voix haute ou en remuant les lèvres. La lecture individuelle a supplanté la lecture partagée. L'école participe à définir des normes ou des « bonnes manières » de lire. En revendiquant pour le lecteur des « droits imprescriptibles » (par exemple, sauter des pages, ne pas terminer un livre, aller lire la fin), Daniel Pennac fait apparaître en creux les normes en vigueur aujourd'hui. Ces normes concernent aussi la manière de traiter les livres (ne pas écrire dessus, ne pas les déchirer, ne pas les jeter), qui renvoie au statut symbolique de l'objet.

Le lecteur s'approprie néanmoins l'objet en fonction de ses visées : il peut pratiquer une lecture continue ou fragmentée selon qu'il veut se laisser emporter par une intrigue ou rechercher des éléments précis, des indices, des connaissances, des passages clés. Il peut relire, c'est-à-dire revenir en arrière dans le livre en cours, mais aussi relire un livre déjà lu (notamment un livre de chevet ou un livre de prière). Il peut annoter un livre qu'il étudie pour mieux se l'approprier ou en conserver la mémoire. Il garde une liberté que Michel de Certeau a pu qualifier de « braconnage ». Toutefois, il est en partie déterminé par sa socialisation au livre et à la lecture, son expérience, les normes qu'il a intégrées, les habitudes et les attentes qu'il s'est construites.

Les normes concernent aussi l'écriture. Chaque écrivain écrit à une époque donnée dans laquelle certaines choses sont encouragées ou non, acceptables ou non. Hans Robert Jauss parle de l'horizon

Les manières de lire varient selon les normes de l'époque. Par exemple, la norme de la lecture silencieuse a remplacé la lecture à voix haute ou en remuant les lèvres.

Pour être publié, un auteur doit correspondre à un horizon d'attente, c'est-à-dire respecter les normes du genre.

d'attente d'une époque pour tel ou tel genre. Pour être publié, un auteur doit correspondre à cet horizon d'attente, c'est-à-dire respecter les normes du genre. Mais s'il veut marquer, donc sortir du lot, il doit aussi rompre avec ce qui est attendu. Et il peut ainsi espérer faire évoluer les normes. L'éditeur est un des premiers juges de cet équilibre entre conformité et originalité (avec des prises de position qui varient selon sa position dans le champ littéraire). Il inscrit ensuite le texte dans son catalogue et, souvent, dans une collection.

Chaque texte fait ainsi l'objet d'un travail d'étiquetage (maison d'édition, collection, genre) qui participe à orienter la lecture (le lecteur ouvrant un roman Harlequin s'attend à trouver une romance avec une fin heureuse, des personnages archétypiques et une écriture sans prétention littéraire). L'éditeur produit par ailleurs un discours d'accompagnement du texte, inscrit dans le livre lui-même (couverture et quatrième de couverture, biographie de l'auteur, présentation de la collection, etc.) ou accompagnant le livre (publicités, argumentaires de vente, etc.). Il met aussi le texte en livre, choisissant son format, son papier, sa mise en page, la qualité de sa fabrication. Ainsi le livre n'est pas seulement le produit des intentions de l'auteur, mais aussi celui du travail de l'éditeur. Le lecteur est confronté à une « énonciation éditoriale » (selon l'expression proposée par Emmanuel Souchier) et non pas seulement à la parole de l'auteur. L'objet livre produit des effets à la fois pratiques et symboliques : le format et le poids déterminent les possibilités concrètes de lecture ; les éléments paratextuels (préface, commentaire, iconographie, etc.) et les matériaux produisent une certaine image du texte (la Bibliothèque de la Pléiade est perçue comme chic et sérieuse) et déterminent le rapport du lecteur au livre et au texte (Roger Chartier l'a souligné). Les perceptions du lecteur sont en outre déterminées par l'ensemble des discours produits autour du livre, par différentes institutions ou professions, notamment par l'école et par les intermédiaires de la chaîne du livre.

Ces éléments jouent cependant de manière variable selon le lecteur. Ils entrent en résonance avec ce qu'est le lecteur : ses habitudes, ses perceptions, ses critères de jugement, ses catégories de pensée, son « habitus », qui résultent de sa trajectoire, et notamment de sa socialisation (laquelle varie en fonction de son sexe, de sa génération, de sa classe sociale d'origine), et plus spécifiquement de sa socialisation à la lecture telle qu'elle s'est opérée dans le cadre familial et scolaire, mais aussi à travers la fréquentation d'institutions comme la bibliothèque, des rencontres avec d'autres lecteurs et surtout à travers la lecture elle-même.

Ainsi, les dispositions lectorales ne s'actualisent qu'en contexte. Les pratiques dépendent aussi des conditions matérielles d'existence et des conditions psychologiques du lecteur à un moment donné : budget disponible pour des achats de livres, temps utilisable pour la lecture, pour la recherche d'information sur les livres ou pour la fréquentation des lieux du livre, espace où s'isoler *a minima*, curiosité et désir d'apprendre, ambition ou espoir d'évolution, capacité de concentration et d'abstraction des soucis du quotidien, etc.

MORALE DE L'HISTOIRE

Pratique culturelle en apparence accessible à tous et fortement investie de valeur, la lecture recouvre des pratiques variables d'un individu à l'autre (selon le parcours de vie, le moment du cycle de vie, les capacités du moment, l'expérience de lecture). Lire est surtout socialement différenciées, dans le volume de la pratique, le choix des objets de lecture, les motifs de lecture. Cela requiert des dispositions construites au fil de la socialisation : des compétences lectorales et un goût pour la pratique, qui se nourrissent réciproquement, mais aussi une capacité à choisir et à se retrouver dans une offre abondante, qui caractérise le monde du livre plus qu'aucun autre segment culturel.

À LIRE

Pierre Bayard, *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?*, Éditions de Minuit, Paris, 2006

Christine Détrez et Olivier Vanhée, *Les Mangados : lire des mangas à l'adolescence*, Bibliothèque publique d'information-Centre Pompidou, 2012

Véronique Le Goaziou, *Lecteurs précaires : des jeunes exclus de la lecture ?*, L'Harmattan, Paris, 2006

Sylvie Octobre, *Deux Pouces et des neurones. Les cultures juvéniles à l'ère numérique*, La Documentation française, Paris, 2014

Claude Poissenot, *Sociologie de la lecture*, Armand Colin, Paris, 2019

Fanny Renard, *Les Lycéens et la lecture : entre habitudes et sollicitations*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2011

À VOIR

Christophe Evans, « Les pratiques de lecture des jeunes », 2014

Véronique Le Goaziou, « Les adolescents et la lecture », 2013

Christine Détrez, « Les Mangados : trajectoires de lecture à l'adolescence », Portaildoc. univ-lyon1.fr

Osons causer, « Sur les inégalités culturelles à l'école », 2015

SORTIR DE SA CLASSE ?

Rose-Marie Lagrave
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 690 à 699

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-690.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

SORTIR DE SA CLASSE ?

par ROSE-MARIE LAGRAVE (sociologue, CNRS)

Remerciements à Hélène d'Arnicelli (cadre administratif)

« Celui qui ne bouge pas ne sent pas ses chaînes. »

Rosa Luxemburg

Voilà bien l'éternel refrain de ceux qui s'enchantent du monde tel qu'il va, car il leur convient : « Chacun mérite la place qu'il occupe ! » C'est moins simple. Changer de classe sociale est rare et difficile. Ce n'est pas une affaire de volonté ou de talent individuel. En tous les cas, ce n'est ni un conte de fées ni une histoire à l'eau de rose.

QUITTER TA CLASSE SOCIALE, NON, MAIS TU RÊVES ?

On ne change pas de classe sociale comme de chemise. C'est possible, mais sous certaines conditions. La règle reste celle de la reproduction sociale. Reproduction sociale, qu'est-ce à dire ? Les enfants de médecins, d'avocats, de professeurs, de grands patrons, d'agriculteurs ou d'ouvriers ont beaucoup de chances statistiques d'embrasser à leur tour la profession de leurs parents, ou de rester dans une position sociale proche. Qu'on en juge. Selon l'enquête Emploi (2010-2014) de l'INSEE, 41 % des cadres ou professions intellectuelles supérieures avaient un père cadre et 7 % avaient un père ouvrier. De même, 53 % des employés avaient un père employé ou ouvrier, 5 % un père cadre. Et 66 % des ouvriers, deux sur trois, avaient un père ouvrier ou employé, 6 % un père cadre. Parfois, les mutations économiques favorisent des changements dans la position sociale : l'exode rural, par exemple, ou la nécessité d'un accroissement du nombre des cadres dans les années 1960-1970.

La régularité de cette reproduction sociale connaît néanmoins des ratés, la reproduction sociale n'obéit pas à un déterminisme parfait. Certains enfants d'ouvriers peuvent devenir médecins, et des enfants de professeurs, boulangers ; c'est rare, mais ça existe. On parle alors de mobilité sociale, d'ascension sociale ou, à l'inverse, de déclassement social. Or, étant donné la force de la règle de la reproduction sociale, on a tendance à faire des personnes reclassées ou déclassées des anomalies. Soit ce seraient des individus dotés d'un génie particulier et arrivés à la force du poignet, soit, au contraire, ce seraient des nuls, incapables de valoriser les richesses en tout genre trouvées dans leur berceau. Ce n'est pas si simple : il n'y a ni génie ni proselit. Alors, quoi ? Un enchevêtrement bien structuré d'institutions qui participent à la socialisation de classe (les Églises, l'État, la famille, l'école) et veillent jalousement à ne pas mélanger les torchons avec les serviettes. À chacun sa classe, chacun dans sa classe, et les moutons seront bien gardés. Mais, face à ces frontières sociales, certaines et certains pourtant parviennent à les franchir. Leurs cas font rêver ou font l'objet de manipulations politiques. Mais il s'agit souvent de rêves mensongers qui laissent croire aux adolescents qu'on « peut gagner des millions » en claquant des doigts sur un smartphone, et être Zidane ou mannequin si on le décide. Face à ces images d'ascenseur social qui monte tout droit au ciel, il vaut mieux rappeler tout le travail d'apprentissage et le lot d'incertitudes nécessaires pour accéder à une classe supérieure ou, à l'inverse, l'enchaînement de ruptures et d'accidents de la vie qui font basculer vers une classe inférieure. Quand on passe les frontières sociales¹, ces passages entre les classes engendrent des coûts sociaux et affectifs qu'il faut payer pour y parvenir, s'y maintenir, ou au contraire connaître une mobilité descendante.

Le terme « transclasse », proposé par la philosophe Chantal Jaquet, n'existe pas encore dans le dictionnaire mais va droit au but : « Néologisme sur le modèle du mot transsexuel [...] il signifie le mouvement de transition, de passage de l'autre côté² », en ne préjugant pas d'une ascension ou d'une descente sociale. Le transfuge de classe, lui, désigne plutôt une personne en ascension sociale, quand les termes d'entre-deux, d'hybridation font éprouver cet étrange état de participer à deux mondes différents sous bien des aspects. Les deux mondes coexistent alors dans un même individu, qui, à force d'arrangements au gré des circonstances, sera façonné en une sorte de troisième type, un *alien* fait de bric et de brocs. Dans le passage d'une classe à l'autre, il faut porter l'attention sur le processus, le cheminement, le trajet, la transition, la trajectoire, qui ne se présentent pas comme

Quand on passe les frontières sociales, ces passages entre les classes engendrent des coûts sociaux et affectifs qu'il faut payer pour y parvenir.

1. Paul Pasquali, *Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes*, Fayard, Paris, 2014.

2. Chantal Jaquet, *Les Transclasses, ou la non-reproduction*, Presses universitaires de France, Paris, 2014, p. 13.

le plus court chemin d'une classe à l'autre, mais comme un parcours pénible en dents de scie.

L'ÉCOLE, ÇA CLASSE ET ÇA DÉCLASSE

Mine de rien, l'école joue un double jeu. Elle fabrique des « héritiers³ », des « décrocheurs », et des élèves qui s'accrochent, comme les boursiers. Mais ce qu'elle ne dit pas, l'école, c'est qu'elle a besoin de la famille pour fabriquer des héritiers. Pourquoi ? On peut certes hériter d'une maison ou d'un timbre-poste, mais on hérite aussi, sans s'en rendre compte, des savoirs scolaires et culturels de ses parents, sous forme d'un parler français sans fautes, d'un goût pour la lecture et le théâtre, d'un apprentissage de la musique, atouts qui rejoignent les exigences scolaires. Du coup, ces élèves arrivent tout préparés à l'école, puisqu'ils ont hérité des apprentissages familiaux avant même leur entrée en primaire. Les apprentissages familiaux se cumulent ainsi aux apprentissages scolaires, et ce d'autant plus que les familles attachent du prix à l'éducation scolaire comme tremplin d'une réussite annoncée. Forts d'un soutien culturel parental et d'une croyance dans l'école, on retrouve ces héritiers dans ce qu'on appelle les grandes écoles (ENA, Polytechnique, HEC, etc.) et dans la noblesse d'État⁴, fabriquant ainsi de véritables dynasties d'héritiers. L'école, pour eux, c'est classe !

À l'opposé, l'école décroche les décrocheurs, car eux ne décrochent pas de médailles. Ce terme de « décrocheur », inventé par l'administration éducative de l'État pour distinguer le bon grain de l'ivraie, et mettre dans des cases ceux qui sont jugés mauvais élèves, est un mot pour le moins accrocheur et, à ce titre, un mot à exclure de notre vocabulaire. En effet, si on décroche un manteau ou un tableau, ils tombent ; en d'autres termes, l'école laisse tomber ceux et celles qu'on a privés d'accroche avec l'école, c'est-à-dire les laissés-pour-compte. Or, en majorité, les laissés-pour-compte sont issus des classes populaires dans lesquelles les familles ont été elles-mêmes peu scolarisées, ce qui prive ces élèves du bénéfice d'un soutien scolaire familial et d'un environnement culturel. Du coup, les familles sont dites fautives, et, périodiquement, on les menace de leur retirer les allocations familiales ! Ces laissés-pour-compte ont dès lors un rapport malheureux à l'école : ils ne s'y sentent pas à l'aise, et leur mal-être fait souvent et rapidement l'objet d'une prise en charge psychologique. L'échec scolaire est ainsi médicalisé⁵, l'école s'en lave les mains et externalise les mauvais

3. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Éditions de Minuit, Paris, 1970.

4. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1989.

5. Sandrine Garcia et Anne-Claudine Oller, *Réapprendre à lire. De la querelle des méthodes à l'action pédagogique*, Le Seuil, Paris, 2015.

sujets. L'école, dans ce cas, sert de gare de triage entre les élèves élus et exclus, reproduisant ainsi l'ordre des classes sociales.

L'école est une grande machine à trier, certes, mais elle met aussi le pied à l'étrier à des élèves dont on pourrait parier qu'ils n'iraient pas loin en raison de leur milieu familial dépourvu de richesses économiques et culturelles. Ceux-là n'ont pas beaucoup de chances scolaires, et pourtant... Entre les héritiers et les laissés-pour-compte se faufile la catégorie invisible et discrète des transfuges, dont font partie ceux qu'on appelle les boursiers. Ces élèves ont la particularité d'avoir eu dans leur entourage familial un membre de la parenté ou du réseau amical qui détonnait par sa relation enthousiaste à la culture, à la lecture et à l'école, et qui les incitait confusément à envisager l'accès à un autre monde.

« Ce garçon brièvement fréquenté au lycée me donna le goût des livres, un rapport différent à la chose écrite, une adhésion à la croyance littéraire ou artistique, qui ne furent au début que joués, et qui devinrent chaque jour un peu plus réels... Grâce à cette amitié, mon rejet spontané – c'est-à-dire fruit de mon origine sociale – de la culture scolaire ne déboucha pas sur un refus de la culture tout court, mais se transmua en une passion pour tout ce qui touchait à l'avant-garde, à la radicalité, à l'intellectualité. »

Didier Éribon, *Retour à Reims*, 2018

Avoir un repère fascinant ne suffit pas toutefois ; il faut que l'école y mette du sien, d'autant que c'est son boulot. Dans les parcours d'ascension sociale des boursiers, on retrouve toujours la figure d'un instituteur ou d'une institutrice, voués et dévoués à promouvoir les malchanceux. Ces « hussards noirs », ainsi nommés par Charles Péguy⁶, ces maîtres d'école, ces professeurs ont l'émancipation sociale des classes populaires chevillée au corps. Portés par la fougue des croyants en l'école républicaine comme planche de salut, ils ont du flair pour détecter des élèves susceptibles de « faire des études », si les moyens leur en étaient donnés. Face à la figure de l'instituteur dévoué existent aussi des instituteurs paresseux.

« Leur enseignement et l'attention qu'ils accordaient aux élèves allaient du mauvais absolu au raisonnable et au dévoué... L'éducation du peuple était aussi considérée, dans une certaine mesure, tant par les gouvernements que par les Églises, comme un moyen d'accroître le contrôle social... pour servir simplement de manteau pour cacher

6. Charles Péguy,
« L'argent », *La Quinzaine*,
14^e série, cahier 6, 16 février
1913.

la nudité de la poussée capitaliste ou la nécessité politique de pacifier les classes populaires. »

Richard Hoggart, *33 Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, 1998

Ces élèves rescapés sont alors vus comme des miraculés et des méritants. Or nul miracle, nul mérite, nul don inné chez eux, mais une convergence de circonstances, de désirs, de rencontres, de lectures qui transforment un élève ordinaire désargenté en boursier ou rescapé scolaire plein d'espoir. C'est dans ce vivier de rescapés par l'école, quand elle joue son rôle d'ascenseur social, comme on dit, que se recrutent la majorité des transfuges de classes.

S'EN SORTIR : C'EST TRIMER, PAS FRIMER

Passer d'une classe sociale à l'autre est plus compliqué que franchir un portillon. Toutes choses n'étant pas égales par ailleurs, et en mode mineur, ça s'apparente plutôt aux passages de la Méditerranée par les migrants, et l'expression « immigré de l'intérieur » employée par Annie Ernaux⁷ le dit bien. Les transfuges de classe ont vécu leur famille d'origine et l'univers qui les entoure comme « naturels », et donc indépensables, sur le mode de la fatalité de classe. Des parents, un instituteur, un livre et bien d'autres signaux ont été autant de petits cailloux semés sur leur chemin pour graver dans leur tête que rien n'est totalement joué ; rien n'est inéluctable, et on peut dire merde à la fatalité.

Et, du coup, ils sont alertés ; tous sens dehors pour saisir des moments, des rencontres qui leur permettront de franchir une barrière, puis une autre, avec une assurance fragile mais déterminée, pour s'en sortir. Le moment de la socialisation scolaire est pour tous décisif. Être un bon élève, se placer dans les premiers de la classe, pour tenter de rééquilibrer par de bonnes notes une pauvreté qui colle à la peau, objet de railleries des autres élèves.

« Le pis, c'étaient les camarades. J'étais justement au milieu d'eux, comme un hibou en plein jour, tout effarouché. Ils me trouvaient ridicule... J'attribuais alors leurs risées à ma mise, à la pauvreté. Je commençais à m'apercevoir d'une chose : que j'étais pauvre. »

7. Annie Ernaux, *L'Écriture comme un couteau*, Stock, Paris, 2003, p. 35.

Jules Michelet, *Le Peuple*, 1877

L'école et le collège donnent des billes de premier calibre pour s'en sortir, mais ils vous collent simultanément la honte d'être pauvre, mal habillé, mal dégrossi, déplacé, transplanté dans un milieu étrange et étranger.

« Je porte ma veste achetée spécialement pour mon entrée au lycée. Rouge et jaune criard, de marque Airness. J'étais si fier en l'achetant, ma mère avait dit, fière elle aussi : c'est ton cadeau de lycée, ça coûte cher, on fait des sacrifices pour te l'acheter. Mais, sitôt arrivé au lycée, j'ai vu qu'elle ne correspondait pas aux gens ici, que personne ne s'habillait comme ça, les garçons portaient des manteaux de monsieur ou des vestes de laine, comme les hippies. Ma veste faisait sourire. Trois jours plus tard, je la mets à la poubelle publique, plein de honte. Ma mère pleure quand je lui mens (je l'ai perdue). »

Édouard Louis, *En finir avec Eddy Bellegueule*, 2014

Alors, la honte, elle fait son chemin. Silencieuse, rageuse, elle attend son temps pour se transformer en revanche sociale et devenir une puissante énergie pour faire le bon élève : je n'ai pas d'habits du dernier cri et de la dernière marque, mais je suis premier ou première à l'école, alors, y a pas photo !

« Elle n'a pas envie de dire que ses parents tiennent un café-épicerie. Elle a honte d'être hantée par la nourriture, de ne plus avoir ses règles, de ne pas savoir ce qu'est une hypokhâgne, de porter une veste en suédine et non en vrai daim. »

Annie Ernaux, *Les Années*, 2008

La honte, elle joue aussi comme une sorte de GPS pour s'orienter dans ce nouveau monde : on repère les manières de se tenir, de parler, de jouer, de plaisanter des copains, on les imite, et peu à peu on s'acclimate à des codes sociaux qu'on ne connaissait pas. Que naisse une amitié ou un amour entre deux copains de classe sociale différente, et la honte fait place à une meilleure compréhension des distinctions de classe, tout en restant une marque indélébile. Pendant les années de collège et de lycée, les transfuges de classe en herbe sont constamment en proie à des dissonances culturelles⁸, tiraillés qu'ils sont entre leur milieu familial et les univers privilégiés de leurs camarades héritiers. À mesure qu'ils passent examen sur examen,

Pendant les années de collège et de lycée, les transfuges de classe en herbe sont constamment en proie à des dissonances culturelles, tiraillés qu'ils sont entre leur milieu familial et les univers privilégiés de leurs camarades héritiers.

8. Bernard Lahire, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, Paris, 2004.

concours sur concours, car c'est le seul moyen pour rivaliser sur le même terrain que les héritiers, leur façon d'être et de se tenir devient moins dissonante, sans jamais être conforme aux règles de la classe sociale qu'ils sont en passe de rejoindre.

« Cela fait partie de la rééducation quasi complète de moi-même qu'il me fallut accomplir pour entrer dans un autre monde, une autre classe sociale – et pour mettre à distance celui, celle d'où je venais. »

Didier Éribon, *Retour à Reims*, 2018

Oui, mais quelle classe rejoignent-ils, ces transfuges ? Parce qu'un transfuge, ça se reconnaît toujours. Et comment se comporte-t-il envers sa classe d'origine et celle dans laquelle il atterrit bouche bée ?

ÊTRE UN POISSON EN EAUX TROUBLES

Quitter sa classe d'origine et accéder à une classe supérieure ne veut pas dire qu'on se sente dès lors comme un poisson dans l'eau.

Les transfuges de classe, quand ils sont dans leur famille d'origine, c'est la classe d'arrivée qui les étirent et leur fait voir l'indigence sociale et culturelle de leur famille ; quand ils sont dans la classe espérée, voilà qu'ils s'y sentent aussi mal à l'aise.

Tout est si troublé et si trouble que les transfuges de classe ne savent plus à quelle classe se vouer. Quand ils sont dans leur famille d'origine, c'est la classe d'arrivée qui les étirent et leur fait voir l'indigence sociale et culturelle de leur famille ; quand ils sont dans la classe espérée, voilà qu'ils s'y sentent aussi mal à l'aise. Des déplacés, des décalés, en somme. Du coup, ces transférés voient leur univers d'origine d'un autre œil, l'œil de ceux qui s'en sont sortis.

Ce regard à distance, les transfuges l'exercent aussi sur le milieu tant convoité, et ils déchantent souvent en constatant que c'est aussi un monde clos, fondé sur la certitude de détenir une supériorité de classe et sur le mépris des autres classes. Ils font alors une sorte de salto qui, sans réhabiliter les manières de faire et de dire de leur classe d'origine, permet de refonder une solidarité affective et politique au nom des classes dominées.

« Malgré soi, on remarquait les façons de saucer son assiette, secouer sa tasse pour faire fondre le sucre, de dire avec respect "quelqu'un de haut placé", et l'on percevait d'un seul coup le milieu

familial de l'extérieur, comme un monde clos qui n'était plus le nôtre. Les idées qui nous habitaient étaient étrangères aux maladies, aux légumes à planter en lune montante, aux mises à pied à l'usine, à tout ce qui s'échangeait ici. »

Annie Ernaux, *Les Années*, 2008

« Certes, je continuais à être solidaire avec ce qu'avait été le monde de ma jeunesse, dans la mesure où je n'en vins jamais à communier dans les valeurs de la classe dominante. Je ressentais toujours de la gêne, voire de la haine, lorsque j'entendais autour de moi parler avec mépris ou désinvolture des gens du peuple, de leur mode de vie, de leurs manières d'être. Après tout, c'est de là que je venais. Et de la haine immédiate devant l'hostilité que les nantis et les installés expriment en permanence à l'égard des mouvements sociaux, des grèves, des protestations, des résistances populaires. Certains réflexes de classe subsistaient malgré tous mes efforts, et notamment les efforts pour se changer soi-même, par lesquels on s'est détaché du milieu d'origine. »

Didier Éribon, *Retour à Reims*, 2018

Du coup, ce regard à distance, ce regard acéré devient un outil critique pour dépasser leur propre trajectoire et dévoiler l'implacable injustice et dureté des puissants, face aux gens de peu. L'outil critique des transfuges, c'est l'écriture, car il faut en passer par là pour dire l'indicible des émotions et des frustrations, pour dire la honte, et s'apercevoir au bout du compte que ce qui est personnel est partagé ; bref, que le personnel est politique.

« En ce qui me concerne, il est vrai que je ne vois pas autre chose qu'écrire. J'ai toujours senti qu'écrire était intervenir dans le monde... Je n'ai jamais eu envie que le livre me soit une chose personnelle. Ce n'est pas parce que les choses me sont arrivées à moi que je les écris, c'est parce qu'elles sont arrivées, qu'elles ne sont donc pas uniques... Quand l'indicible devient écriture, c'est politique. Bien sûr, on vit les choses personnellement... Mais il ne faut pas les écrire de façon qu'elles ne soient que pour soi. Il faut qu'elles soient transpersonnelles, c'est ça. »

Annie Ernaux, *Le Vrai Lieu. Entretiens avec Michelle Porte*, 2014

Et c'est aussi par l'écriture comme aveu de classe d'origine ou élective que les transfuges de classe peuvent rencontrer des héritiers qui, bien que normaliens et professeurs d'université consacrés, ont refusé par choix politique de coller aux attentes bourgeoises ou aristocratiques de leurs parents⁹. *L'Écriture comme un couteau*, c'est ça, mais jusqu'à un certain point, car nombreux sont les transfuges qui n'ont pas pu écrire, et, ces invisibles-là, il faut les embarquer dans les mots, et écrire leur galère.

MORALE DE L'HISTOIRE

Sortir de sa classe n'a rien des *success story* célébrées par ceux qui nient les déterminations sociales. Sortir de sa classe n'est ni un long fleuve tranquille ni une « émancipation » toute bienheureuse. Sortir de sa classe est compliqué et souvent génère des sentiments contradictoires tant à l'égard de la classe d'origine que vis-à-vis de celle d'arrivée : hontes, fiertés, solidarités, désorientations, façons de vivre en déplacé, voire en renégat.

À LIRE

- Howard S. Becker, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris, 1985
 Pierre Bourdieu, *Esquisse pour une auto-analyse*, Raisons d'agir, Paris, 2004
 Didier Éribon, *Retour à Reims*, Fayard, Paris, 2009
 Didier Éribon, *La Société comme verdict : classes, identités, trajectoires*, Fayard, Paris, 2013
 Annie Ernaux, *La Place*, Gallimard, Paris, 1983
 Annie Ernaux, *La Honte*, Gallimard, Paris, 1996
 Annie Ernaux, *Une femme*, Gallimard, Paris, 1987
 Annie Ernaux, *L'Écriture comme un couteau*, Stock, Paris, 2003
 Annie Ernaux, *Les Années*, Gallimard, Paris, 2008
 Annie Ernaux, *Le Vrai Lieu. Entretiens avec Michelle Porte*, Gallimard, Paris, 2014
 Gérard Genette, *Bardadrac*, Le Seuil, Paris, 2012
 Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Éditions de Minuit, Paris, 1963
 Richard Hoggart, *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Éditions de Minuit, Paris, 1970
 Richard Hoggart, *33 Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Gallimard-Le Seuil, Paris, 1999
 Patricia Janody, *Zone frère. Une clinique du déplacement*, Epel, Paris, 2014
 Chantal Jaquet, *Les Transclasses, ou la non-reproduction*, Presses universitaires de France, Paris, 2014
 Gérard Bras et Chantal Jaquet, *La Fabrique des transclasses*, Presses universitaires de France, Paris, 2018
 Rose-Marie Lagrave, « Se ressaisir », *Genre, sexualité & société*, n° 4, automne 2010

9. Delphine Naudier et Maud Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, La Découverte, coll. « Recherches », Paris, 2011.

Bernard Lahire, *La Raison des plus faibles. Rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires*, Presses universitaires de Lille, Lille, 1993

Bernard Lahire, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Gallimard-Le Seuil, Paris, 1995

Bernard Lahire, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, Paris, 2004

Nicole Lapiere, *Pensons ailleurs*, Stock, Paris, 2006

Édouard Louis, *En finir avec Eddy Bellegueule*, Le Seuil, Paris, 2014

Jules Michelet, *Le Peuple*, Calmann-Lévy, Paris, 1877

Paul Pasquali, *Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes*, Fayard, Paris, 2014

Paul Willis, *L'École des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Agone, Marseille, 2011

Étudier et travailler à côté ?

Vanessa Pinto

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 700 à 705

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-700.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ÉTUDIER ET TRAVAILLER À CÔTÉ ?

par VANESSA PINTO (sociologue, université de Reims-Champagne-Ardenne)

Remerciements à Laura Wilmann (étudiante)

« L'expérience professionnelle est un plus pour les étudiants,
y compris fabriquer des frites ! »

Laurent Bérail, membre de la CFDT et rapporteur
de l'avis du Conseil économique et social
sur le travail des étudiants, 2007

« PROFESSIONNALISER » LES ÉTUDES, C'EST LA SOLUTION ?

Travailler durant ses études dans le cadre de stages, de contrats en alternance ou même d'emplois sans lien avec le cursus est la solution souvent promue aux niveaux national et européen : cela permettrait aux jeunes d'acquérir une « expérience professionnelle », de s'initier aux « réalités du monde du travail » et d'accéder à l'« autonomie ».

Ces discours s'inscrivent dans un mouvement de « professionnalisation » des études qui prend essentiellement deux formes depuis les années 1980.

D'une part, celle-ci peut, selon une approche « **adéquationniste** », consister en une spécialisation des diplômes (contenus, intitulés, etc.) en fonction de « besoins en main-d'œuvre » conjoncturels et localisés. Pourtant, les besoins en main-d'œuvre sont, de l'aveu même des employeurs, impossibles à prévoir sur le long terme ; en cela, les formations généralistes sont relativement mieux « adaptées » à un marché du travail changeant que des filières à la fois étroitement spécialisées et concentrées sur de faibles niveaux de diplôme. Et, surtout, comme l'offre d'emplois relève avant tout du fonctionnement du système productif, en toute logique les universités (régulièrement présentées comme des « usines à chômeurs ») ne peuvent pas être rendues responsables d'un manque de débouchés (sans compter que

les diplômés du supérieur demeurent bien plus protégés du chômage que les autres jeunes).

D'autre part, ladite « professionnalisation » des études peut se traduire par des dispositifs visant à acclimater à l'entreprise ou au monde socio-économique les étudiants de tous les cursus, bref, à améliorer leur « employabilité » au moyen de l'acquisition de « compétences » censées être ajustées au marché du travail et être prêtes à l'emploi. À ce titre, les stages, l'alternance, les modules « projet personnel et professionnel », l'incitation à l'entrepreneuriat, voire les emplois étudiants trouveraient pleinement leur justification. Seulement, de nombreux jeunes sont ainsi exposés à une forme de précarité. Alors que l'obligation pour les étudiants d'effectuer un stage est de plus en plus fréquente, le statut professionnel des étudiants stagiaires demeure fragile. D'après les données issues de l'enquête de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE), la proportion d'étudiants de moins de trente ans ayant effectué au moins un stage obligatoire au cours de l'année précédant l'enquête est passée de 19 % en 1994 à 27 % en 2006 et 43 % en 2010. Or, en 2010, près des deux tiers des étudiants effectuant ce type d'activité ne sont pas rémunérés, particulièrement les filles d'ouvriers. Plus encore, la généralisation des stages et autres statuts temporaires risque de restreindre le volume des emplois stables et donc, paradoxalement, les perspectives d'« insertion professionnelle » à l'issue des études (surtout lorsque ces statuts provisoires n'offrent aucune garantie d'embauche ultérieure).

La généralisation des stages et autres statuts temporaires risque de restreindre le volume des emplois stables et donc, paradoxalement, les perspectives d'« insertion professionnelle » à l'issue des études.

DES INÉGALITÉS AGGRAVÉES PAR LES PETITS BOULOTS

Les emplois occupés en cours d'année universitaire, qui concernent près de la moitié des étudiants, sont très différenciés socialement. Parmi les enfants de cadres, les emplois occasionnels auprès des particuliers

Adéquationniste : l'approche adéquationniste, très répandue en France, a son origine dans la politique de planification des années 1960, qui cherchait à ajuster l'offre de formation et les flux d'étudiants aux besoins supposés du marché du travail. Sociologues et économistes

ont montré que trouver une telle correspondance (la « relation formation-emploi ») est très difficile, voire illusoire.

(baby-sitting, cours particuliers), les activités liées aux études (interne dans les hôpitaux, etc.) et les emplois qualifiés (enseignant, cadre ou profession libérale) sont surreprésentés. Alors que chez les enfants d'ouvriers prédominent les stages de premier cycle (peu rémunérés) et les activités non liées aux études (employés de commerce et de service, animateur, surveillant, etc.). En somme, tout au long de leurs études, les enfants de cadres (qui par ailleurs reçoivent très souvent des aides de la part de leurs parents) bénéficient de conditions de vie et d'études plus favorables que les enfants d'ouvriers, dans la mesure où leur activité rémunérée est soit très occasionnelle, soit complémentaire de leurs études, voire susceptible de leur faciliter l'accès ultérieur à des emplois qualifiés. À l'opposé, les emplois des enfants d'ouvriers, et notamment des filles d'ouvriers, peuvent entraver leur réussite universitaire.

Surtout, il faut comprendre les logiques selon lesquelles les étudiants exercent un emploi. À côté des logiques du provisoire (où l'activité rémunérée est éloignée des études suivies mais exercée de façon occasionnelle et relativement distanciée) et de l'anticipation (où l'emploi est perçu comme cohérent avec la filière suivie et comme préparatoire au métier projeté), il y a celle de l'« éternisation » ou de l'enlèvement dans l'emploi.

Dans ce cas, l'emploi exercé provisoirement devient durable, au point de prendre peu à peu la place des études et de fragiliser la progression dans le cursus. Ces étudiants se prennent petit à petit au jeu et au piège de leur « petit boulot », où les perspectives de promotion sont souvent réduites. Ils sont alors confrontés à des problèmes de définition de soi : le statut d'étudiant et le caractère provisoire et instrumental de l'emploi occupé sont en effet plus difficiles à revendiquer, dans la mesure où le statut social (étudiant ou salarié) devient plus flou. Or il faut porter attention aux caractéristiques sociales et scolaires de ces étudiants. Souvent d'origine populaire et, pour une partie d'entre eux, issus de l'immigration, ils proviennent en général des séries technologiques ou professionnelles du secondaire et se montrent démunis scolairement. Relégués au sein de l'institution universitaire, ils voient dans leur « petit boulot » une sorte de voie de salut alternative : cet emploi leur offre une sociabilité voire une reconnaissance relativement absentes du cadre de leurs études, qu'ils sont ainsi amenés à délaisser progressivement ou à ne jamais investir. Bref, les emplois étudiants révèlent et accentuent les inégalités de parcours existant au sein de l'enseignement supérieur.

Ces étudiants se prennent petit à petit au jeu et au piège de leur « petit boulot », où les perspectives de promotion sont souvent réduites.

Sur le plan pédagogique, l'emploi étudiant engendre un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés étudiants et enseignants : absences aux cours où la présence n'est pas contrôlée (cours magistraux), ce qui empêche les étudiants salariés d'acquérir des connaissances de façon structurée et cohérente, saturation du temps « libre » par l'activité rémunérée, ce qui réduit le temps accordé au travail personnel et peut causer fatigue et baisse d'attention pendant les cours, etc.

Lorsque des dispositions réglementaires sont prévues, elles consistent essentiellement en une atténuation des exigences universitaires, notamment avec les dispenses d'assiduité en travaux dirigés (TD). Ces solutions ont des effets pervers. Les étudiants ainsi privés de TD ne peuvent pas acquérir, de manière progressive et encadrée, des savoirs et des savoir-faire pourtant fondamentaux. Par exemple, des étudiants de sociologie dispensés de TD n'ont plus la possibilité d'apprendre les bases du métier, comme savoir mener une enquête de terrain (observation, entretiens, etc.). Par ailleurs, un diplôme obtenu dans ces conditions, c'est-à-dire en « validant » seulement les examens terminaux (qui portent uniquement sur les cours magistraux), certifie des savoirs et des savoir-faire qui, en réalité, n'ont pas pu être acquis (comme la réalisation d'une enquête de terrain, dans le cas des étudiants en sociologie). Quant aux enseignants, leur rôle est alors réduit à une fonction de « validation », et leur mission essentielle de transmission est éclipsée.

Ces dispenses d'assiduité, ou encore les aménagements d'emplois du temps, la mise en ligne de cours sur Internet et autres MOOC, censés permettre d'adapter la scolarité des étudiants salariés aux contraintes de leur activité rémunérée, ont surtout pour effet de les démobiliser, en particulier les étudiants les plus démunis scolairement. Ces derniers sont pris dans un cercle vicieux : ces aménagements d'études nuisent à leur intégration universitaire, ce qui peut les inciter à s'investir davantage dans leur emploi, donc à perdre encore davantage de vue les enjeux universitaires...

Malgré ses revers, l'exercice d'activités rémunérées en cours d'études est souvent valorisé dans les discours publics. Ces « expériences professionnelles », même les plus éloignées du cursus suivi, seraient bénéfiques, car elles permettraient aux étudiants d'acquérir des comportements ajustés à l'entreprise et d'intérioriser ses valeurs. Autrement dit, « fabriquer des frites » serait formateur pour eux, quel que soit leur cursus : les étudiants en histoire, en physique... y apprendraient la ponctualité, la tenue, l'effort, la discipline, etc. Au fond, ces activités auraient la même fonction que les dispositifs d'insertion destinés aux jeunes les moins qualifiés, dispositifs qui, de fait, visent à assurer une forme de moralisation des catégories populaires.

DES ÉTUDIANTS (ET DES UNIVERSITÉS) RÉELLEMENT AUTONOMES ?

De même que les situations de cumul entre les études et un emploi, y compris non qualifié, sont souvent prônées par les réformateurs, de même les stages ont une place croissante dans les cursus et dans les modalités d'obtention d'un diplôme. En effet, les étudiants passent de plus en plus de temps en stage durant l'année universitaire (le « volume pédagogique d'enseignement » en présence des étudiants peut, légalement, se limiter à 50 heures par an) et ces stages comptent de plus en plus dans leur évaluation. Ainsi, la place des savoirs universitaires proprement dits est remise en cause au profit d'aptitudes acquises en entreprise, et le rôle des universités est redéfini : censées transmettre des savoirs disciplinaires, elles sont à présent sommées de certifier des « savoir-être » issus du monde économique. Il s'agit là d'une professionnalisation par le bas, très différente de celle qui est de longue date mise en œuvre dans des facultés comme la médecine (où l'internat permet la mise en pratique des savoirs disciplinaires) ou les filières littéraires (qui préparent au professorat).

**Au nom de l'autonomie
des étudiants, il s'agit, en réalité,
de reporter sur eux le
financement des années d'études.**

Incités par l'institution universitaire à acquérir une partie de leurs savoirs et de leurs compétences dans le « monde du travail », les étudiants sont également encouragés à s'y procurer leurs ressources économiques au moyen d'activités rémunérées, y compris de stages et d'emplois en alternance, en pleine expansion. Source d'expérience professionnelle et atouts potentiels pour l'employabilité, ces activités seraient aussi le moyen idéal pour les étudiants d'accéder à l'« autonomie ». Au nom de l'autonomie des étudiants, il s'agit, en réalité, de reporter sur eux le financement des années d'études. La même logique est à l'œuvre dans le système des prêts à remboursement contingent au revenu (PARC), associé à des droits d'inscription élevés. Ce système de prêts garantis par l'État, déjà appliqué en Angleterre (avec des résultats désastreux), est préconisé par les conseillers du gouvernement actuel ; quant à l'augmentation des droits d'inscription, pour l'instant limitée aux étudiants étrangers non européens, elle est amorcée. Pourtant, d'autres voies, à commencer par une profonde amélioration des aides publiques aux étudiants (bourses, aides sociales, logements universitaires, etc.), permettraient à ces jeunes de s'émanciper de leur famille, et à celles-ci d'alléger leurs dépenses (selon l'« Enquête nationale sur les ressources des jeunes » réalisée par la DREES et l'INSEE, 90 % des étudiants reçoivent une aide financière régulière de leurs parents). À l'inverse, l'emploi (en particulier

non qualifié, éloigné des études suivies et exercé de manière régulière) et l'endettement (prêts bancaires privés ou garantis par l'État) empêchent une réelle autonomie des étudiants.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le développement des situations de cumul entre études et emploi a donc des effets sur le marché du travail à cause de la multiplication des statuts temporaires. En outre, il tend à aggraver les inégalités entre étudiants. Enfin, il entraîne une redéfinition des missions des universités au détriment de la transmission de savoirs et de savoir-faire qui offrent aux diplômés une forme d'autonomie vis-à-vis des employeurs. Qui plus est, la mise en emploi des étudiants risque fort de remettre en question la définition de la jeunesse qui a émergé avec l'allongement des scolarités au fil du ^{xx}e siècle, celle d'une période biographique relativement préservée des contraintes économiques et professionnelles.

À LIRE

Nicolas Charles, Mickaël Portela et Émilie Raymand (dir.)

« Un regard renouvelé sur les ressources des jeunes : ressources matérielles, soutien, accès aux capacités », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, juillet 2018,

Feres Belghith « L'activité rémunérée des étudiants. Une diversité de situations aux effets contrastés », *OVE Infos*, n° 30, mars 2015

Collectif Acides, *Arrêtons les frais ! Pour un enseignement gratuit et émancipateur*, Raisons d'Agir, Paris, 2015

Vanessa Pinto, *À l'école du salariat. Les étudiants et leurs « petits boulots »*, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », Paris, 2014

Fabien Truong, *Jeunesses françaises. Bac + 5 made in banlieue*, La Découverte, coll. « L'envers des faits », Paris, 2015

Sandra Zilloniz, « Les activités rémunérées des étudiants : quelles formes et quelle organisation ? », *DARES Analyses*, n° 46, juillet 2017

À VOIR

Jean-Robert Viallet, *Étudiants, l'avenir à crédit*, 2015

VOUS AVEZ DIT « TALENTUEUX » ?

Manuel Schotté

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 706 à 716

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-706.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

VOUS AVEZ DIT « TALENTUEUX » ?

par **MANUEL SCHOTTÉ** (professeur de sociologie, université de Lille)

Remerciements à Suzanne Sellerte

(professeure de sciences économiques et sociales)

« À trente-cinq ans, après une année passée dans le club de Sagan Tosu au Japon, Fernando Torres a annoncé sa retraite. Le légendaire attaquant espagnol, passé par l'Atlético Madrid, Liverpool ou encore Chelsea, a marqué son époque par son talent naturel. »
Ouest-France, 21 juin 2019

« La croyance à de grands esprits supérieurs et féconds est associée, non pas nécessairement, mais encore très fréquemment à cette superstition, religieuse en tout ou en partie, que ces esprits sont d'origine surhumaine et possèdent certaines facultés merveilleuses grâce auxquelles ils acquerraient leurs connaissances par de tout autres voies que le reste des hommes. »
Friedrich Nietzsche, *Humain, trop humain*, 1878

Le talent est généralement décrit comme une réalité insondable. La réussite exceptionnelle des uns serait due aux dons hors du commun dont ils auraient été dotés à la naissance. Symétriquement, les « moins doués » échoueraient précisément parce qu'ils sont dépourvus de talent naturel. Ces interprétations renvoient le talent à des caractéristiques innées de la personne. Quel crédit accorder à ce type de lecture ? C'est pour lutter contre ce genre de discours, qui relève de la pensée magique, qu'il convient d'ouvrir le questionnement : en quoi le talent des individus et la manière dont il est perçu relèvent-ils du social ? Qui tire avantage de la **naturalisation** du talent ? Comment la rhétorique du talent grandit les « grands hommes » et infériorise les personnes ordinaires ? Pourquoi la croyance dans le don naturel est-elle si persistante et difficile à ébranler ?

LA GENÈSE SOCIALE DU TALENT

« Le génie, ça ne s'explique pas », disait un enfant dans une publicité des années 1980. La formule fait écho à une idée très répandue, selon laquelle le génie et le talent constituent des réalités indéchiffrables. Censément centrées sur l'étude des collectifs, les sciences sociales n'auraient rien à dire de l'individu singulier, *a fortiori* quand celui-ci présente des propriétés jugées exceptionnelles. C'est là une vision réductrice. De nombreux travaux ont en effet mis en évidence que le social existe aussi à l'état individuel. Nous sommes tous les produits de nos expériences sociales passées. Et, comme celles-ci ne sont jamais strictement identiques d'un individu à un autre, c'est bien le social qui nous singularise.

Cette compréhension des individus à partir de leurs expériences et relations sociales, issue d'enquêtes menées à partir d'individus « ordinaires », vaut aussi pour ceux auxquels on prête un talent qui les différencie du reste de la population. C'est ce que montre Norbert Elias dans son livre *Mozart. Sociologie d'un génie*¹. L'ouvrage s'efforce de décrypter ce qui sous-tend l'extraordinaire créativité du compositeur autrichien en réinscrivant celui-ci dans les diverses configurations sociales dans lesquelles il a évolué. Elias montre notamment que la structure de personnalité très particulière de Mozart ne peut se comprendre que si on reconstruit précisément le contexte dans lequel il a grandi. Élevé dans une famille où les signes de considération et d'amour étaient conditionnés à l'accomplissement de prouesses musicales, le jeune Mozart a développé dès sa plus tendre enfance une propension à ne se sentir justifié d'exister que lorsqu'il brillait musicalement. Il a donc été précocement habité d'une sorte de nécessité intérieure qui le conduisait à chercher l'approbation d'autrui *via* le langage musical. C'est ce qui explique qu'il a très tôt appris à s'exprimer essentiellement par l'intermédiaire de ce langage. C'est aussi ce qui explique qu'il était en quelque sorte condamné à toujours se surpasser musicalement,

Naturalisation : erreur d'analyse consistant à voir un phénomène social produit d'une histoire comme un fait naturel et donc plus ou moins universel et éternel. Naturaliser les rapports de genre consiste par exemple à attribuer les écarts observés entre pratiques masculines

et féminines à des invariants « naturels ».

1. Norbert Elias, *Mozart. Sociologie d'un génie*. Le Seuil, Paris, 1991.

dans la mesure où ce qui valait considération un jour n'y donnait plus accès le lendemain. Il devait alors toujours faire mieux pour être digne d'attention. Les effets de cette prime socialisation ont été d'autant plus puissants que les propensions constitutives qu'elle avait fait naître ont été renforcées par d'autres situations auxquelles il a ensuite été confronté (notamment pendant le tour des cours européennes qu'il a effectué entre six et dix ans, et durant lequel il était exhibé comme une sorte de singe savant, contraint de faire à chaque fois la preuve de sa virtuosité face à un public de plus en plus exigeant à mesure qu'il avançait en âge).

L'ouvrage d'Elias démontre ainsi qu'il est possible de rapporter le talent à ses conditions sociales d'émergence. Ce faisant, il trace un horizon dans lequel d'autres travaux se sont depuis engouffrés. Qu'elles portent sur des artistes, sur des professionnels de la politique ou sur des sportifs, ces recherches ont en commun de considérer qu'on ne réussit jamais seul ; que celui ou celle qui s'impose dans tel ou tel domaine doit toujours son succès à des raisons qui relèvent du social. Ces analyses ne nient donc pas l'existence de différences interindividuelles. Elles montrent au contraire qu'on peut rendre compte des logiques d'engendrement de ces différences avec les outils des sciences sociales.

CRITIQUE DE L'IDÉOLOGIE DU DON

Un tel raisonnement suppose de rompre avec l'idée de sens commun qui assimile le talent à un don inné ; un don envisagé comme une vertu mystérieuse et indéchiffrable, que les uns posséderaient tandis que les autres en seraient dépourvus, et qui serait à l'origine des succès des premiers. Principe magique qui expliquerait l'inexplicable, l'existence du don est dans ce cadre conçue comme une évidence, la familiarité de la notion et son long usage confortant son caractère inquestionnable. C'est précisément avec ces habitudes langagières que les sciences sociales entendent rompre, considérant que le langage ordinaire enferme une philosophie pétrifiée et réductrice du monde social, figeant les termes dans une essence, là où l'investigation scientifique ne découvre que des relations et des processus.

À l'analyse, la notion de don apparaît comme floue et ambiguë parce qu'elle amalgame deux aspects qu'il importe de distinguer : on confond généralement ses vertus descriptives et le pouvoir explicatif qu'on lui prête. Dans le premier cas, elle est utilisée pour dépeindre un

niveau d'expertise : on dit par exemple d'un sportif performant qu'il est « doué », comme on dirait qu'il est d'un « bon niveau ». La référence au don intervient alors comme une paraphrase de la réussite. Est ici considéré comme doué celui qui brille dans un domaine considéré sans qu'on impute ce succès à une quelconque propriété endogène. Des implications tout autres apparaissent dès lors qu'un glissement sémantique s'opère et qu'on passe de ce registre descriptif à de supposées vertus explicatives. Le don devient alors une réalité première d'où découleraient les réussites observées. On passe ici de « il réussit, il est doué » à « il réussit parce qu'il est doué ».

En réduisant la réussite à une cause unique et suffisante, la référence au don fonctionne comme un terme écran, qui masque la réalité plus qu'il ne la dévoile. On peut effectivement s'interroger sur ce qu'apporte à la compréhension du succès le fait de le rapporter à un don. Est-ce là une explication ? N'est-ce pas plutôt répéter la question ? Car, outre son caractère réducteur, c'est aussi le fonctionnement **tautologique** de la notion (« il réussit donc il est doué »/« il est doué donc il réussit ») qu'il convient de pointer. On voit là comment la référence au don ne fait que redoubler la question de la réussite, d'où la nécessité de substituer à l'usage de ce terme relevant de la pensée magico-mythique un mode de réflexion fondé scientifiquement. Cela suppose d'abandonner l'idée de talent inné, contresens majeur qu'aucun chercheur en sciences de la vie ne pourrait aujourd'hui soutenir, dans la mesure où il est prouvé de longue date qu'une potentialité biologique ne peut se développer que dans sa relation avec un contexte donné, de sorte qu'il n'y a guère de sens à considérer la première indépendamment du second.

C'est alors à une analyse du processus de socialisation qu'il convient de se livrer. Il s'agit, par là, de mettre en évidence comment les expériences singulières d'un individu, décrit comme talentueux, ont conduit à le façonner et à le doter de propriétés qui le distinguent des autres. C'est, en effet, à la seule condition de préciser, dans une perspective comparée, les cadres, les modalités, les temps et les effets de la fabrication des propriétés intériorisées² que l'on peut dépasser

Tautologique : qui tend à répéter sous une autre forme l'énoncé déjà exprimé sans apporter d'information nouvelle permettant de le démontrer.

2. Bernard Lahire,
*Dans les plis singuliers
du social. Individus,
institutions, socialisations*,
La Découverte,
coll. « Laboratoire des
sciences sociales », Paris,
2013.

l'invocation, parfois incantatoire, de l'idée de construction sociale des capacités. Divers travaux ont prouvé que, en dépit de l'évidence avec laquelle la virtuosité s'impose à un observateur, celle-ci ne saurait être assimilée à un « déjà-là », dénué d'histoire et qui n'attendrait que les conditions de son actualisation. Elle a une genèse sociale qui, même si elle n'apparaît jamais comme telle à ceux qui n'en voient que le produit fini, n'en est pas moins avérée.

C'est ce que montrent, par exemple, des analyses s'efforçant d'expliquer la réussite récente des coureurs venus du Kenya, de l'Éthiopie et du Maroc dans les épreuves de demi-fond et de fond au plan international. L'investigation sociologique permet de mettre en évidence les limites de l'interprétation dominante en la matière, qui impute ce succès athlétique aux caractéristiques physiologiques supposées propres aux populations de ces pays. Cette lecture naturalisante, qui mobilise une image fantasmée du « coureur naturel », elle-même liée à un ensemble de présupposés sur les populations d'Afrique, procède d'une double confusion. La première résulte d'une propension « à considérer un corps "taillé par la course", c'est-à-dire façonné par des années d'entraînement intensif, comme étant un corps "taillé pour la course", c'est-à-dire doté de façon innée et comme prédestiné à devenir un corps de coureur [en ignorant] la plasticité musculaire et le potentiel de développement [...] physiologique du corps humain³ ». La seconde réside dans le fait de confondre individu et population en extrapolant « des observations obtenues auprès de quelques individus (les champions ou les sportifs de haut niveau) à l'ensemble de la population à laquelle on les rattache⁴ ».

Ces confusions reposent sur un ensemble de présupposés qui tendent à naturaliser le social. L'émergence d'une élite athlétique dans certains pays d'Afrique du Nord et de l'Est à compter des années 1980 résulte en fait d'un ensemble de conditions sociohistoriques. Les succès des coureurs marocains s'enracinent ainsi, sans lien avec de supposées qualités innées d'endurance, dans une longue histoire⁵. Pendant la période coloniale, de jeunes Marocains se spécialisent en course à pied parce que l'accès à la plupart des autres pratiques sportives leur est fermé. Après l'indépendance, la croyance selon laquelle « les Marocains sont des êtres très doués pour la course à pied » se cristallise et sert de soubassement à une politique systématique de détection et de formation de coureurs à pied dans ce pays. Cette politique a alors d'autant plus de poids qu'elle rencontre les aspirations d'une partie de la jeunesse locale qui, dans ce contexte, perçoit la course à pied comme une voie de possible ascension sociale.

3. Benoît Gaudin, « Biologisation du social dans le sport : l'«athlète naturel» est-africain », in Sébastien Lemerle et Carole Paligot (dir.), *La Biologisation du social. Discours et pratiques*, Presses universitaires de Paris-Nanterre, Nanterre, 2017.

4. *Ibidem*.

5. Manuel Schotté, *La Construction du « talent »*, *Sociologie de la domination des coureurs marocains*, Raisons d'Agir, Paris, 2012.

Parallèlement, dans la même période, l'espace athlétique international connaît une transformation décisive, avec le développement d'une forme particulière de professionnalisme, au sein duquel les athlètes sont rémunérés uniquement sous forme de primes et jamais de salaires. Ce nouveau type de rémunération, fondé sur une distribution particulièrement inégalitaire des gains, conduit un grand nombre des coureurs européens à désertir le marché athlétique international, laissant ainsi la place à d'autres, souvent issus d'Afrique de l'Est et du Nord, à même d'accepter la précarité qu'il induit.

Le succès des coureurs marocains, mais aussi kenyans ou éthiopiens, n'est donc pas dû à une quelconque supériorité constitutionnelle, elle-même supposément déterminée par des qualités physiques innées, mais à un remplacement des élites athlétiques internationales par des athlètes africains précocement formés et longuement socialisés à la course de haut niveau, tous issus de milieux populaires et enclins à « courir leur chance » dans le sport professionnel, car n'ayant rien à perdre à s'y engager.

LE POIDS DU JUGEMENT DES AUTRES

Reconstituer la genèse sociale des capacités d'un individu ou d'un groupe d'individus ne saurait toutefois suffire à expliquer ce qui lui vaut d'être reconnu comme talentueux. Comme l'a montré Max Weber dans ses analyses sur le charisme, nul n'est grand dans l'absolu. Il ne l'est que parce qu'il est considéré comme tel par autrui. Cette interprétation introduit une rupture radicale avec les lectures qui cherchent l'explication de la reconnaissance obtenue par un individu dans ses propriétés intrinsèques.

Cette interprétation participe du projet même de fondation des sciences sociales, en ce qu'elle donne le primat au mode de pensée relationnel. On la retrouve chez des auteurs comme Émile Durkheim, Marcel Mauss ou encore Marc Bloch. Ces chercheurs ont, chacun à sa façon, insisté sur le fait que la valeur d'une chose ou d'une personne dépend avant tout du regard porté sur elle. L'argument a, en la matière, d'autant plus de force qu'il s'applique ici à un objet particulièrement associé au point de vue essentialiste et internaliste : l'individu. Cette approche – qui invite à penser la grandeur d'un individu comme fonction de la façon dont il est perçu – a été déclinée différemment suivant les auteurs. Ainsi Weber, et Goffman plus récemment donnent le primat aux relations interpersonnelles et à la façon dont les protagonistes d'une interaction en viennent à reconnaître – et, ce faisant, à faire exister – la

supériorité de l'un d'eux. De son côté, Bourdieu met l'accent sur les formes instituées de consécration. Il insiste notamment sur les effets de la « nomination officielle », conçue comme un « acte d'imposition symbolique qui a pour elle toute la force du collectif [...] parce qu'elle est opérée par un mandataire de l'État, détenteur du *monopole de la violence symbolique légitime*⁶ ». Il démontre ainsi que le pouvoir d'un individu n'est pas réductible à ses propriétés personnelles mais dépend de l'importance que lui garantit l'État, par le biais notamment des diplômes, particulièrement pour les plus prestigieux d'entre eux, qui confèrent une sorte de rente de situation à ceux qui les possèdent.

Bien que différentes, ces deux approches ont en commun de mettre au cœur de l'analyse la recherche des conditions proprement sociales par lesquelles un individu singulier se trouve investi d'une aura particulière. Une question se pose alors : comment cette perspective de recherche – qui met l'accent sur l'importance du jugement social dans la fabrique de la grandeur – peut-elle s'articuler avec celle développée précédemment et qui se focalise sur la genèse sociale des capacités ? Là encore, Weber fournit une clé de compréhension tout à fait décisive en rappelant que la façon de qualifier un individu ne s'opère jamais dans le vide. Les jugements opérés sur des individus reposent toujours sur les actions qu'ils accomplissent, qui sont elles-mêmes fonction de leurs capacités. En cela, Weber ne dissocie pas la façon dont un individu est perçu de ses propriétés singulières – dont on a vu qu'elles étaient un produit social. Il invite au contraire à penser ensemble ces deux dimensions, en concevant l'importance accordée à un individu comme découlant de leur rencontre. Il insiste sur le fait qu'un individu ne peut acquérir et conserver de l'autorité qu'en « *faisant la preuve* de ses forces dans la vie⁷ ».

S'il faut prendre en compte la façon dont l'individu est perçu, il importe aussi d'envisager la relation dans l'autre sens, en identifiant comment les jugements professés à son encontre l'affectent. On retrouve, là encore, un questionnement classique des sciences sociales. Ce questionnement a trait à la façon dont les perceptions émises à l'égard d'un individu contribuent à façonner l'image qu'il a de lui-même et à déterminer ce qu'il se sentira autorisé à réaliser. S'agissant de la question qui nous intéresse ici, il a été montré que ceux à qui l'on attribue du talent tendent à être engagés dans un « processus de redéfinition de soi⁸ », qui les conduit à être habités d'un sentiment d'assurance, lequel se répercute positivement sur ce qu'ils osent entreprendre et sur la nature même de leurs interventions⁹.

Des enquêtes consacrées à Beethoven permettent d'incarner ces analyses. La réussite exceptionnelle de ce compositeur doit en effet

6. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Le Seuil, Paris, 2001, p. 307. Les italiques figurent dans le texte original.

7. Max Weber, *La Domination*, La Découverte, coll. « Politique et sociétés », Paris, 2013, p. 274. Les italiques sont dans le texte original.

8. Erving Goffman, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec », in Robert Castel, Jacques Cosnier et Isaac Joseph, *Le Parler frais d'Erving Goffman*, Éditions de Minuit, Paris, 1989, p. 280. Pour un développement de l'argumentaire, je me permets de renvoyer à : Manuel Schotté, « L'économie de la grandeur », *Sensibilités*, n° 1, 2016.

9. Pour une traduction empirique de cette interprétation, voir : Manuel Schotté, « Dans la course. La construction d'une hiérarchie en action », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 209, 2015.

beaucoup aux réseaux de soutien dont il a bénéficié et qui ont permis sa reconnaissance¹⁰. Reconnu comme un musicien prometteur, il a bénéficié, dans sa jeunesse à la cour de Bonn, des apports de musiciens et de professeurs consacrés. À son arrivée à Vienne, il a été soutenu par un protecteur particulièrement important, le prince Lichnowsky chez qui il logeait, mangeait et travaillait. Non seulement celui-ci le plaça dans les meilleures conditions pour se consacrer à sa musique et pour tester et porter ses compositions (Lichnowsky mettait les meilleurs instrumentistes du moment à la disposition de Beethoven), mais en plus il entreprit un intense travail de promotion de son œuvre. Ce soutien, placé au cœur de l'aristocratie viennoise, était d'autant plus important qu'on disait qu'il suffisait à la princesse Lichnowsky d'« un geste, un sourire hautain ou simplement une remarque peu flatteuse », pour « détruire quelqu'un » dans le « beau monde¹¹ ». Le succès de Beethoven est ainsi indissociable du fait que ses innovations musicales rencontraient les intérêts des aristocrates viennois qui le soutenaient, en les flattant dans leur revendication de constituer l'avant-garde du goût nouveau. En établissant, imposant et célébrant le « génie » de Beethoven, ces aristocrates se célébraient eux-mêmes. La carrière musicale du compositeur allemand est donc indissociable de ces puissants réseaux, qui se mobilisèrent pour le promouvoir et le faire reconnaître comme un génie. Apercevoir ces mécanismes sociaux de promotion collective n'enlève rien aux qualités musicales de Beethoven. Mettre l'accent sur ces dimensions permet simplement de rendre compte de ce qui sous-tend ses prouesses musicales, car ses soutiens n'ont pas seulement permis sa reconnaissance auprès du public. Ils ont aussi contribué à façonner la représentation particulière que Beethoven avait de lui-même et qui le conduisait à se vivre comme un être particulier devant consacrer toute son énergie à l'éclosion de ce qu'il estimait porter en lui. Ces soutiens n'ont pas pesé uniquement sur l'aval des créations du compositeur (en permettant leur diffusion et leur valorisation). Ils ont aussi joué en amont de celles-ci, en dotant Beethoven d'une grande confiance intérieure et en l'incitant à s'investir toujours plus, conditions nécessaires à son accomplissement musical.

LE PRIVILÈGE DE L'INDÉFINISSABLE

Ce qui précède permet de dénaturiser le talent. L'opération n'est pas aisée puisque l'idée d'un don impénétrable tend à s'imposer avec la force de l'évidence. Cela s'explique par le fait que ce qu'on appelle

10. Tia DeNora, *Beethoven et la construction du genre*, Fayard, coll. « Les chemins de la musique », Paris, 1998.

11. H. C. Robbins Landon, *Beethoven : A Documentary Study*, Mac Millan, New York, 1970, p. 67.

ordinairement talent repose sur des qualités incorporées. Étant indissociables de l'individu qui les porte, ces dernières ne semblent devoir qu'à celui-ci. Elles sont donc renvoyées à une différence de nature, ce qui conduit à invisibiliser tout ce qu'elles doivent à une histoire singulière (et souvent privilégiée). Inscrit dans un registre qui est celui de l'impalpable, le talent n'est guère rapporté à ses origines sociales. Décrit comme relevant de l'indéfinissable, il est soustrait à toute forme de contingence sociale.

C'est en réponse à cette vision dominante qu'un travail de dénaturalisation s'impose, car c'est à cette seule condition qu'on peut mettre au jour ce qui se cache derrière cette notion vague de talent, en particulier les inégalités qu'elle contribue à passer sous silence. Parler de talent conduit en effet à naturaliser les différences sociales qui sont au principe des inégalités de réussite. Contre la représentation idéalisée du « créateur incréé¹² », de nombreuses enquêtes ont mis au jour que les « grands hommes » se recrutent majoritairement parmi la population masculine du haut de l'espace social. S'impose donc l'idée que le caractère jugé insaisissable du talent est tout sauf neutre socialement. Il est le privilège d'individus bien nés, ayant intériorisé un ensemble de façons d'être et de faire, qui leur confèrent une aisance si profondément attachée à leur personne qu'elle est perçue comme naturelle. On a donc bien affaire à une domination sociale s'appuyant sur des ressources intériorisées : qu'elles relèvent d'une maîtrise de soi ou de savoir-faire, les manières de se comporter d'un « grand homme » sont autant de compétences inscrites dans son corps et très inégalement distribuées socialement. Le fait que les conditions de leur acquisition deviennent, après coup, imperceptibles ne doit ainsi pas conduire à omettre qu'elles procèdent bien d'un apprentissage culturel, lié à l'appartenance familiale et/ou à la fréquentation d'institutions d'« excellence ».

Le concours constitue une situation où ces logiques se donnent particulièrement à voir. Épreuve reposant sur le principe d'une égalité formelle de tous les candidats, elle consacre ceux qui sont les plus ajustés à ses attentes, qui sont largement implicites. Elle juge les candidats au moins autant sur leurs façons d'être que sur leurs savoirs. En survalorisant le « brillant » par rapport au « scolaire », elle favorise un ensemble de ressources qui relèvent d'un héritage culturel intériorisé, et qui ne peuvent que difficilement faire l'objet d'un apprentissage explicite¹³. Un concours de recrutement s'apparente ainsi à une opération de reconnaissance, au double sens d'identification d'une ressemblance et d'action conduisant à accorder une légitimité. Le fait que les membres d'un jury consacrent ceux qu'ils jugent les plus en phase avec l'idéal qui les habite indique que reconnaître un candidat, c'est toujours pour partie se reconnaître en lui. Et on peut faire l'hypothèse que ce

12. Pierre Bourdieu, « Mais qui a créé les créateurs ? », in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Paris, 1980, p. 207 et suivantes.

13. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1989. Sur les biais de sélection, voir aussi Jerome Karabel, *The Chosen : The Hidden History of Admission and Exclusion at Harvard, Yale, and Princeton*, Houghton Mifflin Company, Boston et New York, 2005.

processus d'appariement, socialement fondé, vaut bien au-delà du seul cas des concours. Si cette piste est valide, cela signifierait que toute sélection tend à faire valoir comme supériorité ce qui relève d'une adéquation, basée sur une affinité des façons d'être.

LA RHÉTORIQUE DU TALENT COMME LÉGITIMATION D'UN ORDRE INÉGALITAIRE

La référence au talent permet ainsi de passer sous silence les inégalités sociales qui se trament derrière toute réussite. Mais ce n'est pas tout. En plus d'invisibiliser les diverses formes d'inégalités sociales qui sous-tendent les succès d'une petite minorité d'individus, elle contribue aussi à légitimer les différences de traitement qui découlent de leur consécration. La rhétorique du talent est en effet souvent mobilisée pour justifier le sort réservé et/ou le salaire accordé aux plus grands « talents ». C'est au nom du talent qui leur est reconnu que sont, par exemple, justifiés les émoluments faramineux des stars du cinéma, du sport ou des grands patrons. Cela se donne à voir de façon éclatante dans la réponse du joueur de football Zlatan Ibrahimović à un journaliste lui disant que son salaire représentait « beaucoup » : « C'est quoi, "beaucoup" ? Je ne sais pas ce que c'est, "beaucoup" [...], c'est le marché qui décide des prix et non la passion ou les médias. Et, si c'est "beaucoup" ou pas, ce n'est pas mon problème. Mon souci, c'est de voir ce que dit le marché. Le marché dit : "Ça, c'est votre prix. Voici ce que dit le marché." Si un autre joueur gagne tant, et que moi je suis dix fois meilleur que lui, combien ça fait [en termes de salaire] ? Dix fois plus¹⁴. »

Suivant cette lecture, le gain d'un individu n'est pas le produit d'un ensemble de conditions historiques, qui sous-tendent une telle distribution des gains, mais quelque chose que son talent appelle nécessairement. La référence au talent – fréquemment couplée, comme ici, à une essentialisation du marché – participe ainsi à la légitimation d'un ordre inégal, en faisant passer celui-ci non pas pour la résultante de règles de fonctionnement particulières, qui contribuent à avantager certains individus, mais pour quelque chose d'inéluctable, découlant d'une inégale répartition des dons, à laquelle nul ne peut s'opposer car inscrite dans la nature des choses. Cette vision, largement appuyée par les chercheurs relevant de l'économie néoclassique, conduit à entériner le principe que le talent explique et justifie les inégalités du traitement réservé aux uns et aux autres. Elle cautionne l'idée qu'il est normal que

14. Propos recueillis par Rémi Dupré et Stéphane Mandard, *Le Monde*, 7 juin 2016.

les gens talentueux, « ceux qui réussissent », gagnent très bien leur vie. Dans le même temps, elle insinue que les autres, « ceux qui ne sont rien », pour reprendre le second volet d'une expression révélatrice du président Macron¹⁵, méritent le sort qui leur est réservé.

La référence au talent contribue ainsi à asseoir l'image que certains individus valent plus que d'autres, et qu'ils ont à ce titre droit à plus d'égards. Elle participe en cela à l'entretien d'une lecture hiérarchique du monde social en célébrant les « grands hommes », lecture « dont l'envers n'est que le mépris des hommes ordinaires¹⁶ ».

MORALE DE L'HISTOIRE

Au terme de cette analyse, il apparaît clairement que les capacités des individus qui brillent dans un secteur donné ne doivent rien à un supposé don mais relèvent bien d'une construction sociale. On ne peut alors que s'étonner de la persistance de la croyance dans le talent naturel. Cette inertie n'est peut-être pas sans rapport avec le fait que la rhétorique du talent permet, d'une part, de naturaliser – et, ce faisant, d'invisibiliser – les inégalités sociales qui président au succès de quelques-uns et, d'autre part, de légitimer les différences de traitement accordé aux individus, qu'on hiérarchise sur la foi du niveau de talent qui leur est prêté.

On peut, dans le prolongement des analyses d'Yves Cohen, voir dans le recours à cette rhétorique du talent et à ce qu'elle engage une « tentative de sauvetage de la hiérarchie¹⁷ », dans un monde qui se veut égalitaire. Tout se passe en effet comme si, dans un ordre politique qui reconnaît et valorise l'égalité formelle de tous les citoyens, les seules formes d'inégalités admissibles devaient se fonder sur un principe naturel, auquel le monde social ne pourrait rien. C'est peut-être ce qui explique que la croyance dans le don naturel soit si difficile à ébranler.

À LIRE

Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Éditions de Minuit, Paris, 1989

Pierre Bourdieu, *Manet. Une révolution symbolique*, Raisons d'Agir/Le Seuil, Paris, 2013

Tia DeNora, *Beethoven et la construction du génie*, Fayard, Paris, 1998

Norbert Elias, *Mozart. Sociologie d'un génie*, Le Seuil, Paris, 1991

Bernard Lahire, *Franz Kafka. Éléments pour une théorie de la création littéraire*, La Découverte, Paris, 2010

Manuel Schotté, *La Construction du « talent »*, *Sociologie de la domination des coureurs marocains*, Raisons d'Agir, Paris, 2012

15. La phrase exacte, prononcée à l'occasion d'une rencontre du président de la République avec des entrepreneurs, le 29 juin 2017, à Paris, à proximité de la gare d'Austerlitz, est : « Une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien. »

16. Norbert Elias, *op. cit.*, p. 82.

17. Yves Cohen, « Qui a encore besoin du charisme ? Ou pour une histoire politique des sens », *Sensibilités*, n° 1, 2016, p. 50. À ce sujet, on peut aussi se reporter à : Darrin McMahon, *Fureur divine. Une histoire du génie*, Fayard, Paris, 2016.

LE GENRE, C'EST QUOI, AU JUSTE ?

Delphine Naudier

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 717 à 728

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-717.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« BONHOMME »

OU « GONZESSE » ?

LE GENRE, C'EST QUOI, AU JUSTE ?

LUI, C'EST UN VRAI MEC !

**AU TRAVAIL, FEMMES ET HOMMES,
MÊME DESTIN ?**

**S'OCCUPER DES ENFANTS,
UN TRUC DE MEUFS ?**

**FEMMES ET HOMMES,
ÉGAUX DEVANT L'ÂGE ?**

**LE VOILE EST-IL UNE OPPRESSION
POUR LES FEMMES ?**

LE GENRE, C'EST QUOI, AU JUSTE ?

par DELPHINE NAUDIER (sociologue, CNRS)

« Lors d'une réunion organisée par Georges Duby, la question de l'enregistrement de nos débats s'est posée. Georges Duby a proposé que quelqu'un prenne des notes pour garder une trace de ce qui était dit. Nous étions une vingtaine de professeurs présents, et ils se sont tous tournés vers moi, comme si ça allait de soi, puisque j'étais la seule femme. *J'ai dit non, je ne suis pas programmée génétiquement pour prendre des notes mieux que vous !*

C'était de l'ordre du réflexe, même dans un milieu d'hommes intelligents et capables de réfléchir. *Je crois pouvoir dire qu'en plus d'une vigilance constante sur ses propres actes, il faut avoir une vigilance constante sur ce genre de situation et ne jamais rien laisser passer.* »

Françoise Héritier, propos recueillis par Gisèle Halimi, Martine Houyvet et Sophie Vacher, in *Choisir la cause des femmes*

Les femmes viennent de Vénus, les hommes viennent de Mars.

Les femmes sont faibles, les hommes sont forts.

Les femmes sont caractérielles, les hommes ont du caractère.

Les femmes sont autoritaires, les hommes ont de l'autorité.

Les femmes sont intuitives, les hommes sont intelligents.

Aux femmes, la procréation, aux hommes, la création.

Les femmes font les enfants, les hommes travaillent.

Maman fait la cuisine, papa lit son journal.

On pourrait enfiler à l'envi ce collier de perles, véritable litanie des stéréotypes sexués qui scandent notre quotidien depuis l'enfance. Chaque mot, chaque citation et son analyse lexicographique renvoient à une symbolique, encore prégnante, des catégorisations des sexes. Ces clichés peuvent être énoncés sans y penser, y compris par les personnes les mieux disposées à vouloir

les éradiquer. Leur évidence a longtemps bloqué tout sens critique à leur égard. Ces poncifs qui associent une répartition binaire des activités humaines, et des différences d'identité, à des perceptions anatomiques sont encore observables à l'œil nu et frappent aussi nos oreilles.

PRÉJUGÉS « NATURELS » ET RÉSISTANCES SOCIALES : UNE ANECDOTE PAS ANODINE DU TOUT !

Les différences anatomiques, plus précisément l'orifice vaginal et son pendant, le pénis, et le fait que les femmes mettent au monde des enfants des deux sexes et les allaitent, pouvoir exorbitant aux yeux des hommes, ont, selon les travaux de Françoise Héritier¹, professeure au Collège de France, construit la subordination des femmes aux hommes, qui se sont empressés de contrôler leur corps et leur fécondité. Comme l'ont analysé et démontré, notamment en France, depuis les années 1970 les féministes matérialistes, comme Colette Guillaumin, Nicole-Claude Mathieu, Paola Tabet ou Christine Delphy², en plus de leurs corps, leurs pensées, leurs actes et leur temps ont été appropriés par les hommes. Cette subordination première s'est complexifiée au cours de l'histoire pour devenir une emprise systémique appelée domination masculine. La domination masculine n'est pas un complot des hommes contre les femmes mais un élément qui structure les sociétés en donnant la prééminence aux hommes sur les femmes. Loin de se rendre visible, la domination masculine, comme le diable, se cache dans les détails, et le **genre** est un outil pour l'en déloger.

L'anecdote de Françoise Héritier, citée en exergue, qui refuse de prendre des notes quand ses collègues masculins se tournent spontanément vers elle, est à cet égard éloquente. *Que nous dit-elle du genre ?*

Genre : on oppose généralement le « sexe », qui décrit les organes génitaux dont se trouve doté un individu à sa naissance, et le genre, qui correspond quant à lui à la façon dont une société, en se fondant sur ces différences de sexe, élabore une division des tâches

et des normes comportementales opposant généralement le féminin et le masculin.

1. Françoise Héritier, *Masculin/Féminin. La pensée de la différence*, Odile Jacob, Paris, 1996.

2. Les références à ces théoriciennes des sciences sociales sont citées en bibliographie. Leurs livres rassemblent les articles écrits depuis les années 1970.

Cette scène signifie que, pour ces hommes, Françoise Héritier est une femme avant d'être leur égale en consécration universitaire : ils peuvent donc *naturellement* lui déléguer une tâche de secrétariat, fonction généralement dévolue aux femmes. La division sociale du travail est donc aussi *genrée*. Plus encore, cette fonction de secrétariat est *classée* dans les *tâches subordonnées* au sein de la hiérarchie des professions. Le fait que Françoise Héritier soit classée parmi les femmes, tant du point de vue anatomique que de l'état civil, a *spontanément* autorisé ces hommes à se tourner vers elle pour lui déléguer la prise de notes. Le simple jeu de regard a suffi à lui faire comprendre ce qu'on attendait d'elle. En l'interpellant par le regard, ce groupe masculin lui signifie qu'un seul des éléments qui constituent son identification sociale prévaut : celui d'être une femme. Elle est dès lors perçue comme une femme, et non comme une collègue professeure *égale à eux*, élue comme eux au Collège de France. Il lui est implicitement rappelé que son sexe d'état civil prime sur son statut professionnel.

Le genre est un opérateur de bicatégorisation, mettant d'un côté les hommes et de l'autre les femmes. Mais cette division est aussi une hiérarchie. Le fait d'être une femme la décline doublement.

Dans cette situation, le genre est un opérateur de bicatégorisation, mettant d'un côté les hommes et de l'autre les femmes. Mais cette division est aussi une hiérarchie. Le fait d'être une femme la décline doublement : elle subit une exclusion symbolique du groupe des hommes qui ne se reconnaissent pas dans l'exécution de cette tâche en présence d'une femme ; et la délégation *évidente* de cette tâche manifeste sa dévalorisation pour les professeurs. Cette rétrogradation symbolique à la fonction de secrétariat lui rappelle quel est l'ordre du genre dans la division sexuée du travail : les hommes pensent et théorisent, tandis qu'une femme, fût-elle professeure, est assignée à la prise de notes. Ce déni d'égalité s'exprime spontanément, comme une évidence !

Cette anecdote, loin d'être anodine, est transposable à d'autres mondes. La différenciation et la hiérarchie entre hommes et femmes font système. C'est la domination qui crée les différences en donnant des valeurs inégales aux anatomies dotées de pénis et de vagin. En sorte que « le genre précède le sexe³ ». Ce système de genre est caractérisé par une asymétrie des relations entre les femmes et les hommes régie par un rapport de pouvoir entre les sexes, traditionnellement favorable aux hommes quels que soient les espaces sociaux. Il se décline sous plusieurs formes selon une gradation qui va du simple regard au harcèlement moral et sexuel, en passant par l'interpellation humoristique ou l'insulte. Ces registres d'expression envers les femmes dessinent un *continuum* de réactions et d'actes qui attestent de la domination

3. Christine Delphy, « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », in *Penser le genre*, Syllepse, Paris, 2001 [première édition : 1981], p. 223-241.

masculine dans l'espace domestique comme dans les autres espaces, à travers des expressions verbales, matérielles, voire des violences physiques et psychologiques, des condamnations morales plus fortes pesant sur leurs conduites, etc. Ces réactions sexistes sanctionnent de façon générale tout ce qui déroge à l'ordre normatif hétérosexuel et touchent aussi de plein fouet les gays et lesbiennes, trans, intersexués (les LGBTI+).

La subordination des femmes se traduit également en termes économiques et professionnels par un ensemble de mécanismes de discrimination indirecte : elles sont généralement moins bien payées, subissent une plus grande précarité d'emploi, le plafond de verre, des promotions de carrière plus lentes, des droits à la retraite moins élevés, etc. Plus généralement, cette scène rapportée par Françoise Héritier montre comment opère, au quotidien, le *double standard*. Non seulement on distingue deux catégories sexuées, filles et garçons, femmes et hommes, mais ces catégories sont associées à des activités et à des caractères distincts. Ces distinctions sont, en outre, connotées plus négativement quand il s'agit d'attributions et de caractères présumés féminins. En sorte qu'il y a *deux poids deux mesures* pour exprimer, évaluer, agir sur ce qui est généralement attribué aux filles et aux femmes, aux garçons et aux hommes. Ce double standard résulte d'un rapport de pouvoir où la domination masculine s'exerce, mais pas impunément.

FACE AU POUVOIR MASCULIN : RÉSISTANCE !

La réaction de Françoise Héritier refusant de se soumettre, malgré les regards braqués sur elle de ses collègues masculins, rappelle que, si la domination masculine gouverne encore l'ordre genré des représentations, les résistances à cette domination sont possibles.

Il y a donc des failles dans ce système de genre. L'élection de Françoise Héritier dans ce bastion masculin du Collège de France témoigne que des femmes peuvent accéder à des positions de pouvoir (symbolique, académique, institutionnel, politique, économique, etc.) et assumer à égalité la légitimité de cette consécration. Le rapport asymétrique est fabriqué et actualisé par les hommes qui l'ont par ailleurs élue ! Toutefois, François Héritier oppose fermement son refus d'exécuter leur ordre implicite. Elle déstabilise ainsi l'évidence de la division sexuée du travail. Elle souligne, en outre, le lien insidieux

Il y a donc des failles dans ce système de genre.

entre domination masculine et « programmation génétique » des tâches, lorsqu'elle déclare à ses collègues : « Je ne suis pas programmée génétiquement pour prendre des notes mieux que vous. »

**Le genre se révèle
comme rapport social
et rapport de pouvoir.**

Cette expérience montre la nécessité d'une « vigilance » constante pour lutter pied à pied, jour après jour, menus faits par menus faits contre les multiples prérogatives masculines. C'est là que le genre se révèle comme rapport social et rapport de pouvoir. Pour s'en défaire, il faut de l'agentivité (*agency*), c'est-à-dire une « capacité d'agir⁴ » avec les ressources dont on dispose pour s'affranchir des rapports de domination. Cette anecdote témoigne de la tension entre l'ordre social, qui donne un primat « naturel » aux hommes, et le travail de désincrustation des habitudes qui grippe les routines huilées du genre comme système. Dévoiler ce système revient souvent à dire que les femmes « voient le mal partout », qu'elles sont « chiantes », qu'elles « gueulent tout le temps », etc., puisqu'elles ont « obtenu l'égalité des droits » ! Ces propos anciens et actuels jalonnent d'ailleurs l'histoire des luttes des femmes pour obtenir l'égalité des droits avec les hommes. L'histoire des luttes féministes donne raison aux femmes et aux filles qui œuvrent à « ne jamais rien laisser passer ».

**L'histoire des luttes féministes
donne raison aux femmes
et aux filles qui œuvrent à
« ne jamais rien laisser passer ».**

Voilà, en résumé, ce qu'est le système de genre. Il organise le monde social de façon binaire et hiérarchisée, du coup inégalitaire. Il se combat au cours d'interactions individuelles et de combats collectifs et politiques, mais aussi par de nouveaux concepts. Les notions de « sexe social », « oppression des femmes », « classe des femmes », « sexage », « rapports sociaux de sexe » ont été théorisées depuis les années 1970 par des femmes, à la fois féministes, universitaires et chercheuses. Ces notions constituent la trame généalogique de la pensée du concept de genre (*gender*) qui s'est imposé dans le champ académique hexagonal depuis la fin des années 1990, et plus récemment dans le monde social.

LE GENRE, CONCEPT INDISPENSABLE

Le genre est une notion polysémique qui rend complexe son usage. En sciences humaines et sociales, le genre est un concept pour analyser tout ce qui se réfère aux êtres humains, à leurs relations, à leurs rapports sociaux, et aux valeurs symboliques classées traditionnellement en deux catégories : le féminin et le masculin. Le genre est, en cela, un outil scientifique pour se départir de ce que Durkheim

4. Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, Paris, 2006 [première édition : 1990].

qualifiait de « prénotions », à savoir l'ensemble de nos croyances, de nos préjugés, de nos passions, de nos « impressions vagues, confuses », sur les gens, les choses, le monde et ses affaires. Comme tous les outils, il nécessite un apprentissage pour pouvoir gratter, décaper, démonter les mécanismes qui construisent les représentations, les pratiques et les ordres masculin et féminin, première phase avant de vouloir transformer les inégalités sexuées et les éradiquer. Le genre est, en ce sens et dans un premier temps, un outil mis au service d'une démarche positiviste. En isolant la variable du sexe, cet outil sert à objectiver, statistiques à l'appui, combien de personnes sont désignées femmes et hommes, ce qu'elles et ils font (jeux, études, métiers, fonctions, etc.), où elles et ils se situent dans la société (groupes, famille, travail, culture, etc.), comment elles et ils sont représenté(e)s ; ce qu'elles et ils pensent ; ce qui leur est enseigné dans leur socialisation familiale, scolaire, professionnelle, religieuse, leurs conditions matérielles d'existence, leur espérance de vie (santé, etc.), selon leur sexe d'état civil. Identifier, répertorier, comptabiliser pour chacune des deux catégories de sexe selon le contexte historique et géographique permet de dresser l'état des lieux comparatif de leur répartition sur un axe horizontal (les activités et tâches exercées, sports, etc.) et sur un axe vertical (hiérarchie des positions des activités, fonctions pour mesurer la valeur symbolique – prestige – et économique – salaire).

Cette démarche descriptive des positions occupées permet de sortir du jeu des évidences, disant « ça a toujours existé », « c'est comme ça, on n'y peut rien », qui se concluent généralement par « c'est la nature des choses » : « les femmes et petites filles sont plus dociles », « le rose, c'est pour les filles, le bleu, pour les garçons », « les filles jouent à la poupée et les garçons aux voitures », « les femmes et les hommes se marient ensemble, font des enfants ensemble » ; « l'homosexualité est contre-nature », « les femmes ont des salaires moins élevés que les hommes », etc.

Cette approche permet de sortir des impensés, des « ça va de soi », des évidences qui s'imposent à chacune et à chacun, si on n'y prend pas garde. Mais, en isolant la variable « sexe », on risque de naturaliser les différences entre « femmes » et « hommes », sans chercher à comprendre pourquoi ces différences hiérarchisées se reproduisent avec régularité. Pour comprendre, il faut resituer ces inégalités dans l'ensemble du dispositif qui produit telle ou telle distribution dans telle ou telle catégorie. Par exemple, on constate généralement que les filles font de la gymnastique et les garçons du football, les femmes sont plus souvent inscrites en littérature qu'en mathématiques, mais, au-delà de

ce constat statistique, il faut chercher à mettre en évidence les valeurs différenciées accordées à ces pratiques, comment ces valeurs sont véhiculées par des modes de socialisation, etc. La variable sexe n'est donc pas le genre, et cette variable doit en outre être croisée avec d'autres variables qui renvoient à d'autres rapports sociaux, comme la classe sociale, l'âge, l'orientation sexuelle, l'apparence physique, la nationalité, etc. Ce travail d'objectivation de la variable sexe fait partie de l'outil genre, dans la mesure, et seulement dans la mesure, où chacune des catégories composant la variable sexe est pensée relationnellement à l'autre. Avec le genre, c'est un rapport social entre les sexes que l'on cherche à mettre au jour. La variable « sexe » est donc neutralisée par l'outil genre, au sens où le genre implique de penser les deux sexes à partir du rapport de pouvoir qui les construisent.

LE GENRE, UN OUTIL FÉMINISTE ET CRITIQUE

**Le genre comme catégorie utile
aide à penser le système qui divise
le sexe en deux catégories
dotées de significations
distinctes, instables, hiérarchisées
et variables selon les configurations
historiques et géographiques.**

Le genre est un outil au service d'une approche critique : critique des idées toutes faites sur les femmes et les hommes, critique des privilèges masculins, critique des discriminations homophobes, critique du système hétéronormé, etc. Or cette critique est le résultat d'un travail acharné de féministes, dont certaines universitaires, qui n'ont eu de cesse non seulement de dénoncer les silences de l'histoire⁵ quant aux femmes, mais aussi de mettre au jour les biais androcentriques de la science

en analysant notamment aussi comment sous les sciences sociales se niche le genre⁶. On doit à Simone de Beauvoir d'avoir déconstruit par une approche anti-essentialiste les mécanismes qui ont construit la femme comme figure d'altérité radicale et montré, selon sa célèbre formule, qu'« on ne naît pas femme, on le devient ». Les féministes matérialistes des années 1970, mais aussi les théoriciennes et les théoriciens queer et des études gays et lesbiennes depuis les années 1990 ont ensuite travaillé à la dénaturalisation du sexe « biologique » et à la critique de la « bicatégorisation mâle/femelle », en montrant que le genre et les sexualités se construisent de concert.

Utiliser le genre comme outil de description et d'analyse critique l'érige en « catégorie utile d'analyse historique⁷ ». Son usage exige de faire un pas de côté, de déplacer le regard sur des catégories et un état des relations entre les sexes. Le genre comme catégorie utile aide à

5. Michelle Perrot, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Flammarion, Paris, 1998.

6. Danielle Chabaud-Rychter, Virginie Descoutures, Anne-Marie Devreux et Eleni Varikas (dir.), *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques de Max Weber à Michel Foucault*, La Découverte, coll. « Sciences Humaines », Paris, 2010.

7. Joan Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du Grif*, n° 37-38, 1988.

penser le système qui divise le sexe en deux catégories dotées de significations distinctes, instables, hiérarchisées et variables selon les configurations historiques et géographiques. Travailler avec le concept de genre dans cette double démarche, positiviste et critique, consiste ainsi à dégager quelles normes, quelles luttes perdues/gagnées sont au principe de cette classification entre femmes et hommes. C'est précisément ce travail de « conversion du regard » qu'il convient d'adopter pour saisir les êtres humains, leurs rapports, leurs subjectivités, leurs représentations, leurs positions sociales, leurs conditions socio-économiques, et leur hiérarchie. Cette conversion du regard, fondée sur une démarche scientifique qui nous arrache au sens commun, à nos préjugés sur la différence des sexes, sur ce que doivent (et ne doivent pas) être, faire, penser, agir, sentir les femmes et les hommes, est constitutive d'une approche par le genre.

LE GENRE, AU BOUT DU COMPTE, C'EST QUOI ?

Le genre, en tant qu'il classe, divise et hiérarchise, repose sur quatre piliers⁸. Le genre est un processus relationnel : les caractéristiques attribuées aux catégories de sexe sont définies dans une relation d'opposition. Hommes et femmes, masculin et féminin, tout comme chaque groupe de sexe sont ainsi le produit de rapports sociaux. Par exemple, on peut prendre pour objet un groupe et analyser les types de féminité⁹ ou de masculinité¹⁰, les rapports de pouvoir entre femmes ou entre hommes selon les secteurs professionnel, économique, culturel et leur degré d'homosocialité. Cette mise en perspective relationnelle participe à la démarche de dénaturalisation qui s'oppose à la croyance en une nature immanente des êtres humains.

Le genre est également un ordre normatif : être associé-e ou assigné-e à une catégorie de sexe se traduit par l'inculcation et la répression de ses conduites : on dira par exemple que telle petite fille est un « garçon manqué » ou que cet homme est « efféminé ». La sanction rappelle que l'enjeu est de faire coïncider le sexe anatomique et le genre, selon que les caractéristiques de la personne relèvent d'une catégorie et non de l'autre. On n'est donc pas un homme ou une femme, un garçon ou une fille, en soi, par essence, mais parce qu'on est socialisé-e à être et à ne pas être comme telle ou telle catégorie de sexe. On ne change donc pas de genre comme on change de chemise chaque matin, selon l'humeur du jour. C'est au contraire un long travail d'incorporation de normes sociales qui nous préexistent et forgent des habitus sexués. Le genre agit comme une « contrainte constitutive¹¹ » de l'assignation sexuée tout comme de l'hétérosexualité obligatoire. Dévier ou transgresser les

8. On se reportera au manuel corédigé par Laure Bereni, *et al., Introduction aux études sur le genre*, Éditions De Boeck, Bruxelles, 2012 [première édition : 2008] ; et Isabelle Clair, *Sociologie du genre*, Armand Colin, coll. « 128 », Paris, 2012.

9. Amélie Le Renard, *Femmes et espaces publics en Arabie Saoudite*, Dalloz, Paris, 2011.

10. Raewyn Connell, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Éditions Amsterdam, Paris, 2014.

11. Judith Butler, *Ces corps qui comptent*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009.

normes de genre est sanctionné par des mises à l'écart, des injures, voire des violences physiques ou encore des condamnations judiciaires. C'est en cela que le genre est normatif et normé.

Le genre est un rapport de pouvoir : la différenciation sexuée des humain·e·s se double d'une hiérarchisation. Selon Christine Delphy, c'est du rapport de domination qu'il faut partir en mettant l'accent sur le « rapport qui constitue hommes et femmes en deux groupes, non seulement différents mais surtout et d'abord hiérarchisés, et ce rapport est d'abord caractérisé par son sens¹² ».

Le genre est en outre à l'intersection d'autres rapports de pouvoir. Les catégories de sexe sont hétérogènes, les groupes sociaux et les individus qui les composent vivent des expériences contrastées selon leurs caractéristiques sociales (âge, classe, couleur de peau, nationalité, orientation sexuelle, (in)validité physique, apparence physique, etc.). Être ouvrier, ouvrière, cadre, blanc, blanche, noir, noire, asiatique, arabe, gros, grosse, mince, hétérosexuel, hétérosexuelle, gay ou lesbienne, etc. construit, quelles que soient les combinaisons, des expériences de vie souvent inégalitaires. C'est notamment ce qui a conduit dès les années 1970 les féministes africaines-américaines à théoriser le *Black feminism*¹³, et les féministes chicanas¹⁴ à pointer l'aveuglement à l'expérience de la racisation des féministes blanches et bourgeoises, dans leur théorisation des rapports d'oppression, production scientifique dissidente qui a ouvert aux féminismes postcoloniaux. Sur le terrain judiciaire, l'imbrication des rapports sociaux a conduit Kimberlé W. Crenshaw à penser le concept d'intersectionnalité.

Le genre comme concept utile et comme mode d'organisation sociale qui divise, classe et hiérarchise les catégories de sexe permet d'analyser les inégalités sociales et économiques en termes de discrimination, qui repose sur l'existence d'une hiérarchisation plus ou moins implicite des tâches et des emplois, et en termes de ségrégation, qui se traduit par l'assignation de certaines activités à l'un ou l'autre sexe. Utile, le genre l'est indéniablement ; incontournable, pas encore, au vu des approches critiques en sciences sociales qui continuent superbement d'ignorer le genre, quand il n'est pas tout bonnement transformé en pseudo « théorie du genre » pour faire peur.

Mais *qui donc a peur du genre* ? Des groupes mobilisés ou non, qui soit en contestent la portée heuristique, soit en font une arme politique. L'existence supposée d'une « théorie du genre », expression diffusée par le Vatican, est révélatrice de la méconnaissance de l'état des recherches dans ce domaine et des débats épistémologiques qui traversent ce champ des études de genre. Elle est surtout révélatrice

**L'existence supposée d'une
« théorie du genre », expression
diffusée par le Vatican, est
révélatrice de la méconnaissance
de l'état des recherches
dans ce domaine.**

12. Christine Delphy,
*L'Ennemi principal. Penser
le genre*, Syllepse, coll.
« Questions féministes »,
Paris, 2001.

13. Elsa Dorlin (dir.),
*Black Feminism.
Anthologie du féminisme
africain-américain,
1975-2000*, L'Harmattan,
coll. « Bibliothèque du
féminisme », Paris, 2008.

14. Ochy Curiel, Jules
Falquet et Sabine Masson,
*Féminismes dissidents en
Amérique latine et aux
Caraïbes*, Antipodes,
Lausanne, 2005.

du trouble suscité par ces avancées scientifiques auprès de groupes conservateurs ancrés dans une pensée traditionaliste et religieuse fondée en nature. Plus encore, affirmer l'existence infondée d'une « théorie du genre » souligne le caractère politique de ces découvertes. Ainsi, en Hongrie, au Brésil ou en Turquie, les études de genre sont dénoncées ou interdites depuis 2018, censure qui, par là même, valide le potentiel subversif de ce concept. Récuser un outil conceptuel théorisé selon de multiples approches et le réduire à une « théorie » pour en faire un anathème sont une tentative de le destituer scientifiquement pour le placer sur le terrain idéologique. Contester les recherches scientifiques qui visent à comprendre ce qu'est le genre, à saisir les disjonctions entre sexe et genre, mais aussi comment définir le masculin et le féminin, les catégories « hommes » et « femmes », leurs constructions relationnelles toujours débordantes de sens, les sexualités, les droits, heurte frontalement les croyances en la complémentarité des sexes, donc la nature biologique des identités, en niant, déniaient et s'opposant à l'existence des rapports de domination, quelles que soient les sociétés.

À LIRE

- Laure Bereni et al., *Introduction aux études sur le genre*, Éditions De Boeck, Bruxelles, 2012 [première édition : 2008]
- Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, Paris, 2006
- Judith Butler, *Défaire le genre*, Éditions Amsterdam, Paris, 2006
- Judith Butler, *Ces corps qui comptent*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009
- Danielle Chabaud-Rychter et al., *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques de Max Weber à Michel Foucault*, La Découverte, coll. « Sciences Humaines », Paris, 2010
- Elsa Dorlin (dir.), *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque du féminisme », Paris, 2008
- Kimberlé W. Crenshaw, « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005, p. 51-82
- Raewyn Connell, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Éditions Amsterdam, 2014
- Ochy Curiel, Jules Falquet et Sabine Masson, *Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes*, Antipodes, Lausanne, 2005
- Christine Delphy, « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », in *Penser le genre*, Syllepse, Paris, 2001 [première édition : 1981]
- Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature*, Côté-femmes, Paris, 1992
- Françoise Héritier, *Masculin-Féminin*, I. *La Pensée de la différence*, Odile Jacob, Paris, 1996
- Amélie Le Renard, *Femmes et espaces publics en Arabie Saoudite*, Dalloz, Paris, 2011
- Nicole-Claude Mathieu (dir.), *L'Arraînement des femmes. Essai en anthropologie des sexes*, n° 24, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, coll. « Cahiers de l'homme », Paris, 1985

Michelle Perrot, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Flammarion, Paris, 1998

Juliette Rennes (dir.), *Encyclopédie critique du genre. Corps, sexualité, rapports sociaux*, La Découverte, Paris, 2016

Joan Scott (traduction Eléni Varikas), « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du Grif*, n° 37-38, 1988

Paola Tabet, *La Construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque du féminisme », Paris, 1998

Eléni Varikas, *Penser le sexe et le genre*, Presses universitaires de France, Paris, 2006

LUI, C'EST UN VRAI MEC !

Delphine Dulong et Christine Guionnet
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 729 à 741

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-729.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LUI, C'EST UN VRAI MEC !

par DELPHINE DULONG (politiste, université Paris-I)
et CHRISTINE GUIONNET (politiste, université Rennes-I)
Remerciements à Karim Djehib (syndicaliste)

« Une femme de trente-deux ans me raconte :
“J’arrive au bureau, mon chef me dit :
‘Viens voir à la fenêtre,
tu vois la voiture garée en bas ? Ton copain,
il peut pas s’en payer une comme ça, hein ?
T’es satisfaite avec lui ?’” »
Natacha Henry, *Les Mecs lourds*,
ou le paternalisme lubrique, 2003

Le dimanche 31 mars, à l’occasion d’une manifestation d’opposants au président algérien Abdelaziz Bouteflika, à Paris, Julia, jeune femme transsexuelle, a été victime d’une agression liée à son apparence physique. Elle s’est fait cracher dessus, insulter, frapper par plusieurs hommes. Elle rapporte : “L’un d’eux m’interpelle et me dit : ‘T’es un homme, toi ?!’ Je ne lui réponds pas et cherche à passer. Il se décale pour de nouveau me bloquer le passage et me dit : ‘Je t’ai posé une question, tu réponds ! Tu passeras pas !’ Un autre me dit : ‘Mais t’as des seins’, et me touche la poitrine. Je le repousse et lui dis de ne pas me toucher. Un troisième sort alors son sexe en le secouant et en disant que j’allais lui faire plaisir. Pendant ce temps, on me jetait de la bière¹.” »

Comment comprendre qu’une telle agression ait été possible en marge d’une manifestation revendiquant la démocratie ? Quelle haine peut donc pousser des hommes à humilier ainsi une personne, dès lors qu’ils se sentent troublés par le décalage entre certains de ses traits et son apparence vestimentaire ? Julia,

1. « Une enquête pour “violences aggravées” après l’agression d’une femme transgenre à Paris », *Le Monde*, 3 avril 2019

jeune transgenre MToF, aurait-elle payé cher le fait de ne plus souhaiter être un homme, un vrai, pour préférer devenir une femme ? Mais, au fond, qu'est-ce qu'être un mec, un vrai ? Suffit-il de ne pas s'habiller en femme et d'insulter les transgenres pour en être un ?

« LA » OU « LES » MASCULINITÉ(S) ?

« Suis-je un vrai mec ? » « Comment faire pour en être un ? » Quel adolescent ne s'est pas un jour posé ces questions, en s'observant dans un miroir pour guetter les premiers signes rassurants de sa masculinité : barbe naissante, taille et carrure en pleine croissance, voix plus grave, sexualité en éveil, etc. ? Comment ne pas se projeter alors, inconsciemment, dans les canons de la **virilité** incarnés par les superhéros de son enfance – les Batman, Superman et autres forces de la nature aux pouvoirs surpuissants – ou par les héros de films d'action, arborant tous de beaux corps musclés, une force de titan et un courage à toute épreuve ? Comme il est tentant, pour se prouver qu'on va être un homme, un « vrai », de se mettre à la boxe, d'afficher un solide appétit (de boire des coups avec ses amis), de se battre pour sauver son honneur, d'oser entre copains les plaisanteries sur les femmes et la longueur de son sexe, ou encore de se moquer des « tafiottes » et des « pédés » !

Et pourtant... La masculinité peut-elle réellement se résumer à l'aune de ces quelques stéréotypes populaires mettant en scène une virilité à toute épreuve ? Que dire alors des hommes petits, chétifs, qui ne boivent pas d'alcool et ne se battent pas, sont sensibles, aiment cuisiner plutôt que bricoler, préfèrent la broderie ou la danse – comme dans les films *Billy Elliot* et *Girl* – au foot, peuvent tomber amoureux d'autres hommes, et prendre plaisir à être coquets ? Seraient-ils des « sous-hommes », voire des « femmes manquées » ? Face à de telles interrogations, il est urgent de rappeler combien les identités de genre

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Transgenre MToF : un transgenre est une personne qui ne se reconnaît pas dans l'identité masculine ou féminine attribuée à sa naissance en fonction de ses organes génitaux (un homme qui se comporte comme une femme, s'habille en femme, vit sa sexualité en tant que femme, ou l'inverse). Un

transgenre MToF (*male to female*) est une personne née avec des organes génitaux masculins, qui se fait opérer pour avoir des organes féminins.

Virilité : il s'agit d'une des manières possibles de construire la masculinité en mettant l'accent sur la force, le

peuvent varier selon les époques et les sociétés. Louis XIV, ce « roi soleil » si puissant et conquérant, fut, comme tous les jeunes princes de son époque, habillé de robes pendant son enfance, puis fardé et apprêté comme une femme pendant son règne. En Nouvelle-Guinée, les Arapesh, étudiés par l'anthropologue Margaret Mead au début du ^{xx}^e siècle, étaient considérés comme de vrais hommes alors qu'ils se montraient doux, attentionnés, non violents, aussi « maternels » que les femmes de cette tribu. Chez les Inuits, les petits garçons étaient élevés comme des filles jusqu'à leur puberté – ou l'inverse – lorsqu'ils étaient supposés être la réincarnation de personnes éponymes de sexe opposé. Au Sud-Soudan, les Azandés de sexe masculin pouvaient endosser le rôle d'épouses lorsque les femmes se faisaient trop rares, en remplissant les tâches ménagères et sexuelles imparties à celles-ci². Plus près de nous, enfin, certains hommes albanais s'avèrent en réalité être... des femmes, surnommées *sworn virgins*³ (« vierges sous serment »), ayant accepté, en l'absence d'héritier masculin, de suivre une tradition consistant à faire vœu de chasteté et de se faire hommes pour le reste de leur vie, afin de conserver la terre dans le giron familial. Ces quelques exemples donnent à voir combien la masculinité ne correspond pas à une essence universelle et n'est pas davantage réductible au simple fait de posséder des organes sexuels masculins, mais se réfère à un rôle social en lien avec une identité de genre culturellement construite, variable selon les époques et les sociétés.

À ceux qui pourraient être tentés de répondre que ces faits sont surannés ou exotiques et que ces quelques hommes-là, efféminés et homosexuels comme Eddy Bellegueule⁴, voire transgenres comme Julia, sont des individus malades, qui n'auraient pas « réussi » à devenir de « vrais » hommes en raison de problèmes psychologiques ou familiaux, on pourrait demander : mais quels sont donc les critères qui autorisent à décider du caractère « véritable » ou pas de ces façons variables d'habiter la masculinité, puisqu'il ne s'agit que de normes sociales dont on voit bien qu'elles peuvent varier selon les sociétés et les époques ? Résolument, ne l'oublions pas, on ne naît pas homme, on

courage, la possibilité de se battre pour défendre son honneur, sauver une femme en péril, ou encore être sexuellement performant...

2. Pour tous ces exemples, se reporter à Nicole-Claude Mathieu, *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Côté Femmes, Paris, 1991 ; et à Christine Guionnet et Érik Neveu, *Féminins/masculins*, Armand Colin, Paris, 2014.

3. Un film inspiré par le roman éponyme d'Elvira Dones, *Vergine Giurata*, a été réalisé par Laura Bispori pour rendre compte de cette tradition.

4. Édouard Louis, *En finir avec Eddy Bellegueule*, Le Seuil, Paris, 2014.

le devient... et on peut le devenir et s'épanouir de bien des manières différentes.

ON NE NAÎT PAS HOMME, ON LE DEVIENT

Hé oui, il ne suffit pas d'avoir un pénis pour être un homme. C'est d'ailleurs pour cela que beaucoup de sociétés ont inventé des rituels qui visent à transformer les fils de la mère en futurs pères de l'enfant, autrement dit en hommes. Bien qu'étant différents sur la forme, ces rites ont tous pour fonction symbolique d'émanciper les garçons de leur part féminine, afin qu'ils puissent accomplir leur destin d'hommes. Ainsi, par exemple, au Moyen Âge, les garçons devaient quitter la maison familiale à l'âge de huit ans pour pouvoir accéder à la chevalerie. Au début du ^{xx}e siècle, chez les Baruyas de Papouasie-Nouvelle-Guinée, ils étaient séparés dès sept ans pour être élevés dans la « maison des hommes », sorte de ventre imaginaire où ils étaient enfermés pendant de longs mois, afin d'y être initiés à des savoirs réservés aux hommes, et d'y vivre une seconde naissance. Chez les Kabyles, la coutume veut que le nourrisson de sexe masculin soit placé à sa naissance à la droite de sa mère – son côté masculin – avec entre les deux un couteau ou une pierre à feu. Et, dans certaines sociétés d'Afrique subsaharienne, on pratique encore des scarifications pour « expurger » le garçon de sa substance féminine.

Si la plupart de ces rites tendent à disparaître, de nombreuses activités sociales ont aujourd'hui pour même fonction de fabriquer des hommes. C'est bien sûr le cas du service militaire. Dans les pays où la conscription demeure, les jeunes hommes y apprennent à servir la nation et à se servir des armes, mais aussi à tenir leur rang et pas seulement les rangs. Par les exercices répétés, la sanction morale ou physique, et surtout les insultes sexistes, on enseigne aux jeunes conscrits de ne pas se comporter comme des « gonzesses », des « poules mouillées » ou des « tafiottes ». Ils intériorisent, sur le mode de l'évidence indiscutable, un mépris pour le genre féminin et l'idée que les hommes sont supérieurs aux femmes. Ils apprennent aussi la norme de l'hétérosexualité et combien toute autre préférence est une déviance majeure qui les exclurait de la communauté des hommes. Il n'est qu'à penser aux célèbres répliques du sergent instructeur Hartman, dans le film de Stanley Kubrick sur la guerre du Vietnam, *Full Metal Jacket*, pour comprendre comment, pour un petit gradé de l'armée, le dressage des hommes à la virilité passe nécessairement, comme dans

bien d'autres univers, par leur opposition au féminin ou, « pire », à la figure repoussoir de l'homosexuel.

« Comment tu t'appelles, sac à foutre ?

— Chef, Brown, chef !

— Mon cul ! À partir de maintenant, tu t'appelles Blanche-Neige !

Est-ce que ça te plaît, ce nom-là ? Y a quand même un truc que tu vas pas tellement aimer, Blanche-Neige, on te servira pas ton poulet frit et tes pastèques quand tu viendras bouffer à la cantine. »

[...]

« Tu viens de quel bled paumé, deuxième pompe ?

— Chef, du Texas, chef !

— Ah ! parole de Dieu... Texas, y a que des taureaux et des pédés qui viennent du Texas, mon p'tit cow-boy ! Vu que t'es pas très taureau sur les bords, tu serais donc de l'autre bord ! »

Stanley Kubrick, *Full Metal Jacket*, 1987

Les activités sportives, elles aussi, sont des fabriques à mecs. Dans les sociétés où l'égalité des sexes est reconnue en droit, elles garantissent leur différenciation et contribuent à leur hiérarchisation⁵, ne serait-ce qu'en raison du caractère non mixte des pratiques sportives. Certes, on accepte davantage que les filles jouent au foot ou au rugby au XXI^e siècle... mais dans des clubs féminins. Et, surtout, la réciproque n'est pas vraie : si un garçon pratiquait la natation synchronisée, il serait la risée du quartier. Bien que de plus en plus de films tendent à brouiller les genres, en montrant, comme dans *Le Grand Bain*, qu'il n'y a pas mort d'homme à pratiquer un sport de filles, les faits sont ici implacables : si les enfants d'intellos pratiquent plus volontiers des sports mixtes et socialement distinctifs, comme l'escrime, il n'en demeure pas moins que la majorité des garçons s'orientent vers des sports athlétiques qui sculptent leur corps, tout en leur donnant goût à la compétition et à la réussite. Ce décalage entre les choix réels des garçons et ce qu'en donnent à voir certains films peut sembler surprenant tant les médias sont un fort prescripteur de normes sociales, en particulier chez les jeunes. Mais c'est oublier comment les parents veillent au grain et, sans même en avoir conscience le plus souvent, éduquent leurs fils dans le respect des normes de genre masculines. À la maison, les garçons sont ainsi dressés pour être durs à la peine et courageux. Ils apprennent à contrôler leurs émotions, à ne pas pleurer « comme des filles ». Cette socialisation est d'autant plus efficace

5. Norbert Elias et Éric Dunning, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Fayard, Paris, 1998.

qu'elle se prolonge à l'école, où les observations réalisées en salle de classe montrent que, dès la petite enfance, instituteurs et institutrices corrigent davantage les garçons qui aiment jouer à la poupée que les filles qui s'amuse avec des voitures. Mais ces petites corrections du quotidien ne sont rien en comparaison de ce qui se passe dans les cours de récré. C'est là, en effet, que s'opère le tri entre les « vrais » mecs et les autres. Ni la magie des rites ni l'éducation des parents ne suffisent en effet à fabriquer un « vrai » mec : encore faut-il gagner le statut de « mâle » au sein du groupe des pairs. Devenir un « vrai » mec, autrement dit, c'est aussi – et peut-être même d'abord ? – obtenir le respect des copains. Tous les moyens sont bons pour cela : l'habileté aux jeux de ballon et l'esprit de répartie, bien sûr, mais aussi défis, provocations et bagarres pour montrer qu'on en a ; ou encore langage ordurier et insultes, le plus souvent sexistes et homophobes, qui sont comme autant de rappels à l'ordre hétérosexuel et installent un climat de violence physique et verbale à l'école. Ce n'est pas un hasard, à cet égard, si 78 % des sanctions au collège concernent les garçons, et 98 % d'entre elles pour des actes de violence⁶.

Au total, à la question : « C'est quoi être un mec ? », les sociologues apportent une réponse très simple : fondamentalement, c'est ne pas être une femme. Tout converge en effet de manière assez exceptionnelle dans cette socialisation aux normes de genre : à l'opposé des filles, à qui l'on inculque essentiellement le *care*, les garçons sont élevés dans le rejet du féminin et de l'homosexualité. Cette socialisation n'est pas sans coûts, y compris pour ceux qui performant le plus la virilité incontrôlable.

6. Sylvie Ayrat, *La Fabrique des garçons. Genre et sanctions au collège*, Presses universitaires de France, Paris, 2011.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Care : toute forme d'attention portée aux autres, et plus particulièrement aux personnes vulnérables (enfants, malades, personnes âgées).

Stigmatisation : une personne « stigmatisée » est une personne dont

on se moque parce qu'elle n'est pas conforme aux normes sociales.

PAS TOUJOURS FACILE D'ÊTRE UN « VRAI MEC » !

Être fort, musclé, sexuellement performant, parler avec assurance et autorité, rapporter de l'argent à la maison, être courageux et ne montrer ni sa peur, ni ses émotions, ni ses faiblesses, ni sa douleur, conduire vite, prendre des risques, savoir se battre... ces différentes injonctions qui pèsent sur les hommes dès l'enfance sont susceptibles de générer bien des coûts pour tous ceux qui ne se montrent pas à la hauteur des normes de la virilité stéréotypée. Il est difficile, pour ceux qui ne se reconnaissent pas dans ce modèle de la masculinité, de ne pas douter d'eux-mêmes, de ne pas subir les moqueries, la **stigmatisation** de la part de l'environnement familial, amical ou social.

« Le premier souvenir que j'ai de ma mère, c'est quand j'avais quatre ou cinq ans. Elle nous appelle, mes deux frères et moi, pour le dîner, en disant : "Les garçons et Guillaume, à table !" Et, la dernière fois que je lui ai parlé au téléphone, elle raccroche en me disant : "Je t'embrasse, ma chérie." Eh bien, disons qu'entre ces deux phrases, il y a quelques malentendus. »

Guillaume Gallienne, *Les garçons et Guillaume, à table !*, 2013 (comment un jeune homme non conforme aux normes de la virilité est à tort « rangé » par son entourage dans la catégorie des homosexuels...)

Les souffrances endurées par les homosexuels, dont témoignent le roman autobiographique d'Édouard Louis, *En finir avec Eddy Bellegueule*, le film *Tom Boy* ou les longs-métrages de Xavier Dolan, sont aujourd'hui mieux connues. Les jeunes homosexuels se suicident beaucoup plus que le reste des adolescents de leur âge. Ils subissent, au quotidien, parce qu'ils ne se comportent pas « comme les autres », les violences et les humiliations les plus indicibles (allant jusqu'au lynchage dans certains pays où les dirigeants se servent d'une interprétation biaisée de l'islam, mais aussi en Russie, etc.). Mais, au-delà de ces violences physiques et psychiques connues, il est bien d'autres formes de violences symboliques ressenties par les hommes non conformes aux normes de la virilité conquérante. Les adolescents petits, chétifs, qui ne jouent pas bien au foot, ne boivent pas ou ne se battent pas sont volontiers moqués avec cruauté par les jeunes de leur âge, et parfois même par les adultes.

Loin de ne devoir se conformer qu'à certaines apparences, à certains comportements, les hommes doivent également remplir certains rôles sociaux. Dans les sociétés **patriarcales**, où la masculinité doit être « hégémonique », un homme, un « vrai », doit savoir protéger les siens, apporter à sa famille les revenus nécessaires à son bien-être, représenter un modèle de réussite professionnelle vis-à-vis de ses enfants. Se retrouver au chômage et perdre son emploi peuvent alors être vécus de façon particulièrement dramatique pour certains hommes. Plus que pour des femmes, dont on pensera volontiers qu'elles auront plus de temps pour accomplir les tâches familiales et domestiques, ils ont alors le sentiment de ne plus servir à rien.

« J'écris [...] pour les hommes qui n'ont pas envie d'être protecteurs, ceux qui voudraient l'être mais ne savent pas s'y prendre, ceux qui ne savent pas se battre, ceux qui chialent volontiers, ceux qui ne sont pas ambitieux, ni compétitifs, ni bien membrés, ni agressifs, préféreraient s'occuper de la maison plutôt que d'aller travailler, ceux qui sont délicats, chauves, trop pauvres pour plaire, ceux qui ont envie de se faire mettre, ceux qui ne veulent pas qu'on compte sur eux, ceux qui ont peur tout seuls le soir. »

Virginie Despentes, *King Kong théorie*, 2006

Pour beaucoup d'hommes, encore aujourd'hui, gagner moins que sa femme, ou même simplement imaginer que celle-ci puisse acquérir une autonomie financière, reste vécu comme une source d'humiliation. Certains maris compensent alors par un surcroît de violence physique à l'égard de leur épouse⁷. On saisit là combien les stéréotypes de la masculinité sont loin de ne générer des dommages que chez les hommes les moins conformes aux normes sociales : outre les femmes, évidemment, ils peuvent également toucher les hommes qui semblent les plus virils. Il existe en effet en soi bien des coûts liés aux conduites

7. Pour des exemples, se référer à Christine Guionnet et Érik Neveu, *op. cit.*, p. 229 et suivantes.

associées à l'épreuve de la masculinité : conduire vite, boire, fumer, se battre, prendre des risques pour se montrer courageux (tels ces hommes travaillant sur les chantiers et refusant de porter leurs équipements de sécurité, parce qu'ils veulent montrer qu'ils n'ont peur de rien...), dépasser ses limites, ne pas se soucier de ses douleurs, ne pas s'écouter... Tous ces comportements génèrent autant de conduites à risque et expliquent des constats statistiques sans appel : les hommes vivent en moyenne moins longtemps que les femmes partout dans le monde, ils développent plus certaines pathologies telles que les maladies cardio-vasculaires, ont des accidents de la route plus graves, représentent l'essentiel de la population carcérale, etc.

Si de tels coûts de la **masculinité hégémonique** sont ressentis par tous les hommes, ils le sont plus ou moins fortement selon leurs univers sociaux et culturels. Être un homme diplômé, cadre, un artiste reconnu permet de se valoriser par des caractéristiques identitaires dont ne dispose pas nécessairement un jeune ayant quitté l'école tôt, pour se consacrer à un travail manuel requérant sa force physique et son courage. Dans le premier cas, il est plus facile de prendre ses distances par rapport aux canons de la virilité tout en muscles, là où, dans le second, affirmer cette virilité peut être l'une des principales sources de fierté possibles. On comprend mieux pourquoi, dès lors, les milieux populaires semblent globalement plus réticents à renoncer aux canons de la virilité et de la féminité, et aux rôles masculin et féminin (les femmes sans emploi et sans diplôme pouvant se valoriser en se montrant bonnes cuisinières et bonnes mères, quand leurs maris se montrent forts et courageux sur les chantiers)⁸. Sans caricaturer abusivement l'influence qu'ont les univers culturels et socioprofessionnels sur le rapport au genre, on ne peut que rappeler également, dans le même sens, combien l'homophobie voire la **transphobie** sont plus développées dans certains de ces univers, plus « démunis » en termes de ressources identitaires possiblement valorisantes.

domestique, en soulignant sa relative autonomie du système capitaliste.

Masculinité hégémonique : ce terme renvoie à l'idée selon laquelle les hommes seraient appelés à être dominants, forts, puissants, s'imposant aux femmes dans

un certain nombre de domaines importants.

Transphobie : la transphobie est une discrimination à l'encontre des personnes transidentitaires. Reconnue depuis juillet 2012 dans le droit français, la transphobie

8. *Ibid.*, p. 347 et suivantes.

Y A PLUS DE « VRAIS MECS » ?

On s'étonne ainsi d'entendre un discours de plainte se développer chez certains intellos depuis quelque temps : il n'y aurait plus de vrais mecs ! Dans *Le Premier Sexe*, l'essayiste Éric Zemmour explique ainsi que le XXI^e siècle serait celui de la « castration des hommes », et, selon lui, le « suicide français » serait directement lié à l'avènement du matriarcat. De son côté, le Groupe d'études sur les sexismes estime que la misandrie, c'est-à-dire le sexisme anti-homme, aurait pris la place de la misogynie et serait même devenue l'« idéologie dominante de notre époque ». Plusieurs voix s'élèvent aussi pour demander « que soient reconnues et combattues les violences contre les hommes⁹ ».

« Coralie et Hacine se promenaient avec leur chien, main dans la main. Autant dire que Hacine était au plus mal. Il se dit qu'après la buvette il se dégagerait. Ils passèrent devant. Il n'osa pas. Ils avaient croisé des potes d'avant en plus, il en avait eu un coup de chaud. Il ne savait pas très bien pourquoi, mais le truc d'être en couple, se balader, les bisous dans la rue, il ne s'y faisait pas. Les meufs, c'était quand même un drôle de business. Vous aviez envie de les baiser, et puis ensuite elles arrivaient à vous convaincre de rester dormir et, de fil en aiguille, vous commenciez à signer des papiers, faire des projets et, un beau jour, vous ne reconnaissiez plus rien autour. Vous ne fréquentiez plus aucun des endroits où vous aviez vos habitudes. Des copains devenaient de parfaits étrangers. Et vous commenciez à faire gaffe de rabaisser la lunette avant de quitter les chiottes. »

Nicolas Mathieu, *Leurs enfants après eux*, 2018

Mais, à ceux qui voudraient faire croire que la masculinité est en crise, on dira tout d'abord qu'ils feraient bien de prendre un peu de

LEXIQUE DE DÉSINFUMAGE

recouvre différentes réalités. Nous distinguerons une transphobie « directe », découlant immédiatement d'un rejet de la transidentité, et une transphobie « indirecte », mettant en scène des allants de soi cisgenres en défaveur des trans (sans pour autant que la transidentité soit

connue). Ces deux figures de la transphobie pourraient être nommées « relationnelles » et portent sur l'ensemble des mots et des représentations quotidiennes dans un monde cisgenre (non trans). Mais il faudrait souligner un autre type de transphobie, « institutionnelle »

9. Yvon Dallaire, John Goetelen et Patrick Guillot, *Le Manifeste hoministe*, 2006.

recul. Comme l'ont montré les historiens, les discours sur la crise de la masculinité ne datent pas d'hier : c'est au contraire un « lieu commun » qui vient régulièrement frapper aux portes des continents européen, africain et américain¹⁰. La vraie nouveauté serait plutôt dans la structuration inégalée jusque-là de mouvements masculinistes ou hoministes, comme le puissant « F4J » (Fathers for Justice), qui, sous couvert de défendre les droits de garde des pères séparés, réfute l'égalité des sexes. Pour la plupart de celles et ceux qui s'alarment de la chute de testostérone dans le monde, le péril vient en effet du féminisme, qu'ils dénoncent comme une nouvelle forme de dictature visant à opprimer les hommes.

L'idée selon laquelle il n'y aurait plus de vrais mecs est donc surtout portée par des mouvements qui ne cachent pas leur antiféminisme, ni même leur sexisme, comme l'illustre très bien le personnage de Frank T. J. Mackey campé par Tom Cruise dans le film *Magnolia*. Certains faits semblent plaider pour leur cause. Les femmes ont en effet pénétré le marché du travail et plus récemment les instances du pouvoir politique. Dans les films d'action, Terminator n'a plus qu'à bien se tenir face aux héroïnes d'*Alien* ou de *Hunger Games*. Et, même dans les dessins animés de Walt Disney, les filles commencent à se rebeller. Cependant, ces quelques éléments de changement ne sauraient conduire à une généralisation abusive : dans les jeux vidéo, il faut toujours sauver Zelda ; dans les films à gros budget, les femmes demeurent très largement sous-représentées, sous-vêtues et surtout sous-payées. Celles qui partagent exceptionnellement la vedette avec des hommes n'échappent pas à ce constat : dans la vraie vie, le cachet des actrices n'a rien à voir avec celui des acteurs, comme le montre chaque année le classement établi par Forbes. De plus, ces femmes exceptionnelles menacent d'autant moins les stéréotypes de la masculinité que leurs personnages sont particulièrement virils.

À ceux qui appliquent dans leur discours le principe de symétrie pour mieux défendre les « vrais mecs » (féminisme *versus* hominisme ; misogynie *versus* misandrie, patriarcat *versus* matriarcat), on dira donc

celle-ci, et qui, en limitant l'accès au changement d'état civil et aux opérations remboursées, rend vulnérables l'ensemble des personnes souhaitant faire une transition selon leurs propres modes de transition (chirurgicale, hormonale, nominale, etc.). Il faudrait ajouter à

cela deux dimensions centrales dans la production de la transphobie : la « maltraitance théorique », c'est-à-dire la transphobie inscrite dans les définitions et articles scientifiques, ainsi que la « maltraitance médiatique », qui solidifie des

10. Voir : Francis Dupuis-Déri, « Les discours des "coûts" et de la "crise" de la masculinité et le contre mouvement masculiniste », in Érik Neveu (dir.), *Boys Don't Cry. Les coûts de la domination masculine*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012.

aussi de ne pas s'arrêter en chemin et de comparer un peu plus sérieusement les données statistiques ventilées par le sexe. Ils verront alors que les femmes constituent plus de 75 % des pauvres dans le monde et que, dans les pays les plus riches, les inégalités économiques entre les hommes et les femmes demeurent, y compris à diplôme équivalent. Ainsi, selon Eurostat, dans tous les pays membres de l'Union européenne, les femmes actives gagnent moins que les hommes (soit un écart moyen de 16,2 % en 2016). Elles ont aussi des carrières bien plus lentes que les hommes. En France, par exemple, au bout de dix ans de carrière, un titulaire d'un baccalauréat général qui dispose d'un emploi a 17 % de chances d'occuper un emploi de cadre si c'est un homme, mais seulement 8 % si c'est une femme. De même, les femmes ne représentaient en moyenne que 25 % des ministres, 23 % des députés et 30 % des membres des assemblées régionales au sein de l'UE en 2010. Bref, que tous ceux qui réfutent la domination masculine et le patriarcat en les réduisant à des « dogmes » ou s'inquiètent de la disparition des vrais mecs soient rassurés : si les hommes n'ont plus le monopole du labeur et des honneurs, ils continuent malgré tout à occuper majoritairement les positions les plus lucratives et prestigieuses dans la société. Enfin, si certains sont victimes de violences conjugales, les violences domestiques (sexuelles, physiques, psychologiques) perpétrées par un-e partenaire intime touchent les femmes de manière disproportionnée¹¹.

MORALE DE L'HISTOIRE

Eh bien, non, il n'y a pas plus de « vrais » que de « faux » mecs ! Il y a des Rambo et des Gandhi, des bricoleurs et des danseurs, des forts et des doux. Chacun « habite » sa masculinité à sa façon, en se conformant plus ou moins bien à des stéréotypes qui, de toute façon, sont variables selon les époques et les sociétés. La masculinité ne peut se résumer en une essence universelle. Elle est une construction sociale et culturelle.

11. Agence de l'étude des droits fondamentaux de l'Union européenne, « La violence à l'égard des femmes : une enquête à l'échelle de l'Union européenne », 2014.

représentations stéréotypées des personnes trans.

Hominisme : ce terme a été inventé pour distinguer les mouvements qui défendent les droits des hommes des masculinistes, considérés comme trop radicaux ou mal vus.

L'hominisme partage cependant avec les masculinistes une opposition revendiquée au féminisme.

La seule constante est qu'elle est toujours construite en opposition à la féminité. De ce fait, toutes deux peuvent évoluer de conserve, dans une recomposition où hommes et femmes pourraient partager les postes de pouvoir et les responsabilités... comme les tâches ménagères, sans y perdre pour autant leur identité individuelle !

À LIRE

Delphine Dulong, Christine Guionnet et Érik Neveu, *Boys don't cry !*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2012

Christine Guionnet et Érik Neveu, *Féminins/masculins. Sociologie du genre*, Armand Colin, Paris, 2014

Édouard Louis, *En finir avec Eddy Bellegueule*, Le Seuil, Paris, 2014

Margaret Mead, *Mœurs et sexualité en Océanie*, Pocket, coll. « Terre humaine », Paris, 1993 [première édition, 1935]

Raywin Connel, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Éditions Amsterdam, Paris, 2014

Francis Dupuis-Déri, *La Crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Éditions Remue-ménage, Montréal, 2018

À VOIR

Stanley Kubrick, *Full Metal Jacket*, 1987

Stephen Daldry, *Billy Elliot*, 1999

Paul Thomas Anderson, *Magnolia*, 2000

Laura Bispuri, *Vergine Giurata*, 2015

Lukas Dhont, *Girl*, 2018

Xavier Dolan, *Ma vie avec John F. Donovan*, 2018

Gilles Lellouche, *Le Grand Bain*, 2018

AU TRAVAIL, FEMMES ET HOMMES, MÊME DESTIN ?

Laure Bereni et Catherine Marry
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 742 à 751

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-742.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

AU TRAVAIL, FEMMES ET HOMMES, MÊME DESTIN ?

par LAURE BERENI (sociologue, CNRS)

et CATHERINE MARRY (sociologue, CNRS)

Remerciements à Jean-Loup Rougery

(professeur de sciences économiques et sociales)

« Viens voir maman, papa travaille. »

Les femmes et les hommes travaillent-ils autant ? Exercent-ils, et elles, les mêmes métiers ? Ont-ils et elles les mêmes possibilités de gagner plus, ou de changer de vie ? Et sinon, pourquoi ? Mais au fait, qu'est-ce que le travail ? Pour répondre, il faut introduire une notion centrale, celle de division sexuée du travail. Elle décrit le fait que, dans toutes les sociétés, femmes et hommes sont assignés à des tâches différentes et inégales. La prise en compte des activités accomplies par les femmes bouscule notre vision ordinaire du travail. Elle conduit à y inclure le travail gratuit et invisible, effectué dans la famille et ailleurs. Nous mettrons ensuite en évidence l'accès inégal des femmes et des hommes à l'emploi. Enfin, nous aborderons la segmentation horizontale (entre métiers, secteurs...) et la segmentation verticale (en termes de statut, de rémunération, de pouvoir) qui continuent de prévaloir massivement dans le monde du travail, malgré des évolutions qui lézardent ces tendances lourdes.

UNE LOI SOCIALE TENACE : LA DIVISION SEXUÉE DU TRAVAIL

La division sexuée du travail, mise au jour dans de nombreux contextes culturels et historiques, désigne l'*assignation prioritaire des hommes au travail productif et des femmes au travail reproductif*. Ils conçoivent et fabriquent des objets et des œuvres, érigent des cathédrales, défendent leurs territoires et apportent les revenus principaux de la famille ; elles mettent au monde les enfants et se doivent d'assurer

le bien-être du foyer et le repos du guerrier. Leur travail professionnel est secondaire, leur salaire un appoint. *Cette division est hiérarchisée* : la cathédrale laisse plus de traces, même partie en fumée, que le flux ininterrompu des travaux domestiques et le soin quotidien des corps et des âmes. Mais comment cette loi sociale s'impose-t-elle ? Elle repose souvent sur des tabous, tel celui qui interdit aux femmes la fabrication et l'usage des armes, ou sur des mythes, comme celui du génie masculin et de sa muse féminine. Elle a été historiquement justifiée par des *argumentaires essentialistes*, c'est-à-dire considérant comme immuables les qualités associées à chaque sexe : force et rationalité du côté des hommes, émotivité et souci des autres du côté des femmes, au nom de la religion d'abord, puis de la science à partir du XVIII^e siècle (différences biologiques, psychologiques, neurologiques...).

Les tâches attribuées aux femmes et aux hommes varient au fil du temps. Certains métiers, qui apparaissaient impossibles à confier aux femmes, se sont féminisés, tandis que d'autres, largement ouverts aux femmes, leur ont été par la suite fermés. Les premiers secrétaires tapant à la machine étaient des hommes, avant que le métier ne s'ouvre massivement aux femmes (au début du XX^e siècle). L'informatique était considérée comme un « métier de femmes » à ses débuts. Elle est aujourd'hui perçue comme un métier d'hommes. Inversement, il était inimaginable au début du siècle qu'une femme puisse être avocate, ou juge.

Ainsi, l'histoire montre que *les justifications de la division sexuée du travail sont arbitraires*. Aucun outil, aucune technique, aucun apprentissage n'a un sexe « naturel ». Mais, dans la quasi-totalité des sociétés, les femmes tendent à exercer des tâches dont les hommes ne veulent pas.

L'histoire montre que les justifications de la division sexuée du travail sont arbitraires. Aucun outil, aucune technique, aucun apprentissage n'a un sexe « naturel ».

LA FAMILLE, LIEU DE TRAVAIL GRATUIT

La vision dominante du travail, qui le réduit au travail rémunéré, s'est imposée depuis la révolution industrielle. Elle masque une grande partie des activités de travail accomplies par les femmes, principalement au sein de la famille, *sans rémunération et en dehors du domaine marchand*. S'occuper des enfants ou de ses parents âgés, cuisiner, laver et repasser le linge, faire le ménage et les courses : ces activités constituent du travail, même si elles peuvent (aussi) être accomplies au nom de l'amour. *Considérer ces activités comme du travail est une petite révolution*. Cela conduit à remettre en cause des expressions comme « mères inactives »,

S'occuper des enfants ou de ses parents âgés, cuisiner, laver et repasser le linge, faire le ménage et les courses : ces activités constituent du travail, même si elles peuvent (aussi) être accomplies au nom de l'amour.

« femmes au foyer », et à apprécier sous un nouveau jour la contribution des femmes à l'activité économique. Cette contribution est mesurable, car le travail domestique a un « substitut marchand » (on peut calculer le coût de réalisation de ces tâches si les femmes ne les effectuaient pas gratuitement). Ainsi, en 2009, une femme « inactive » accomplit 6 h 33 de travail domestique par jour¹², soit 45 h 30 par semaine.

« Les après-midis de soleil, sur les bancs du jardin public, les jeunes femmes échangeaient des propos sur les couches, l'alimentation des enfants, en surveillant les jeux du bac à sable. [...] Elles étaient entrées dans le Souci, de la nourriture, du linge, des maladies infantiles. Elles qui pensaient ne jamais ressembler à leurs mères en prenaient la relève, avec plus de légèreté, une forme de désinvolture que la lecture du *Deuxième Sexe* et *Moulinex libère la femme* encourageait, et déniaient, à la différence de celles-ci, toute valeur à ce qu'elles se sentaient néanmoins tenues de faire sans savoir pourquoi. »

Annie Ernaux, *Les Années*, 2008

Déchargés de ces tâches et soucis domestiques quotidiens, les hommes peuvent plus facilement faire carrière et répondre aux exigences du « travailleur modèle », dévoué à son métier ou à son entreprise.

Certes, le travail domestique des femmes s'est fortement réduit, depuis les années 1960, au fil de leur progression dans l'emploi salarié, et grâce à Moulinex et autres appareils ménagers. Mais, à tous les âges, elles en font toujours deux fois plus que les hommes. En France, de 1986 à 2010, *ceux-ci n'ont accru que de treize minutes par jour leur participation aux tâches domestiques*. Certes, les jeunes pères d'aujourd'hui sont souvent plus soucieux d'une proximité affective avec leurs enfants et leur consacrent plus de temps que leurs propres pères. Mais ces activités sont le plus souvent ludiques – balades, lectures du soir, matchs de foot. Les « nouveaux pères » restent minoritaires.

Les femmes ne sont pas égales face au travail domestique.

Celles des milieux privilégiés ont les moyens de le déléguer à des personnes rémunérées, qui sont en très grande majorité des femmes, souvent immigrées. Mais cette délégation ne peut jamais être totale, et c'est sur les femmes que repose la « charge mentale » de ce travail domestique (suivi des devoirs, organisation des vacances et des activités scolaires, recrutement de la nounou ou de la personne qui fait le ménage, etc.). On parle ainsi souvent de « double journée » de travail pour les femmes qui exercent une activité professionnelle. Déchargés

12. Guillaume Allègre, *et al.*, « Travail domestique : les couples mono-actifs en font-ils vraiment plus ? », enquête « Emploi du temps » 2009-2010.

de ces tâches et soucis domestiques quotidiens, les hommes peuvent plus facilement faire carrière et répondre aux exigences du « travailleur modèle », dévoué à son métier ou à son entreprise.

« Au matin, Blanche-Neige s'éveilla. Quand elle vit les sept nains, elle s'effraya. Mais ils la regardaient avec amitié et posaient déjà des questions :

« Comment t'appelles-tu ?

— Je m'appelle Blanche-Neige, répondit-elle.

— Comment es-tu venue jusqu'à nous ? »

Elle leur raconta que sa belle-mère avait voulu la faire tuer, mais que le chasseur lui avait laissé la vie sauve et qu'elle avait ensuite couru tout le jour jusqu'à ce qu'elle trouvât cette petite maison. Les nains lui dirent : « Si tu veux t'occuper de notre ménage, faire à manger, faire les lits, laver, coudre et tricoter, si tu tiens tout en ordre et en propreté, tu pourras rester avec nous et tu ne manqueras de rien. »

Grimm, *Blanche-Neige*, 1812

UN ACCÈS INÉGAL AUX EMPLOIS

Contrairement à ce qu'on entend souvent, le travail des femmes n'est pas un phénomène récent. *Les femmes ont toujours travaillé.* Leur participation au travail marchand a longtemps été sous-estimée par les statistiques. Par exemple, le recensement de 1891 décompte 11,6 millions d'actifs et 5,6 millions d'actives, alors que la prise en considération des femmes travaillant dans l'agriculture, le petit commerce et l'artisanat conduit à une estimation de 8,1 millions d'actives.

Ce qui est nouveau depuis les années 1960, c'est l'*entrée massive des femmes dans le salariat*, principalement de service. Depuis quarante ans, l'essentiel de l'accroissement de la population active est dû aux femmes, et elles constituent, en 2018, près de la moitié des actifs.

Pour les mères, le modèle dominant aujourd'hui en France est celui du « cumul » *entre charges familiales et activité professionnelle* : 84 % des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans en couple avec deux enfants sont actives. On observe la même situation dans d'autres pays d'Europe, avec des variations. En Allemagne et au Royaume-Uni, les femmes interrompent plus souvent leur activité professionnelle pendant quelques années, quand leurs enfants sont en bas âge. En

Contrairement à ce qu'on entend souvent, le travail des femmes n'est pas un phénomène récent. *Les femmes ont toujours travaillé.*

France, le maintien des mères de jeunes enfants dans l'emploi a été encouragé par des politiques familiales : incitations fiscales pour le recrutement d'assistantes maternelles et de nounous, création de crèches publiques..., même si cela ne concerne qu'environ 30 % des enfants, majoritairement issus des classes moyennes et supérieures. En France, les deux tiers des mères, entre vingt-cinq et quarante-neuf ans, et en couple, sont actives. Le taux d'activité chute seulement pour celles ayant trois enfants ou plus. En revanche, les taux d'activité des hommes sont insensibles au nombre d'enfants, ce qui atteste la persistance du modèle de « monsieur gagne-pain ».

Si l'emploi des femmes (et des mères) est devenu la norme, les statuts diffèrent toujours. En particulier, *le temps partiel reste une affaire de femmes*. En France, 30 % d'entre elles travaillent à temps partiel, contre moins de 7 % des hommes, si bien que cette forme d'emploi est à 80 % féminine. Son essor date des années de crise (années 1980). Il est *le plus souvent imposé par les employeurs* à des femmes jeunes, peu ou pas diplômées et migrantes. Les figures emblématiques sont les caissières et les aides à domicile. Il s'accompagne d'horaires atypiques (incompatibles avec les rythmes de la vie familiale), de bas salaires, de contrats précaires (CDD). Il constitue ainsi une source de pauvreté et de sous-emploi pour les femmes. Le temps partiel « choisi » pour des raisons de « conciliation » avec la vie de famille concerne des femmes plus qualifiées, dans des emplois stables, souvent dans le secteur public.

Enfin, à tous les âges et pour toutes les catégories sociales, le chômage frappe plus les femmes que les hommes. Cette tendance, observée tout au long des dernières décennies, s'est inversée en 2017 du fait de la forte progression du chômage des hommes non qualifiés (8,8 % des hommes actifs et 8,4 % des femmes actives sont au chômage en 2017 au sens du Bureau international du travail). Mais ces chiffres sous-estiment le sous-emploi des femmes : de nombreuses « inactives » sont en fait des chômeuses découragées.

DES INTERDITS JURIDIQUES À LA SÉGRÉGATION SEXUÉE DES MÉTIERS

Des interdictions juridiques ont longtemps contribué à figer la division sexuée du travail. Jusqu'aux années 1960, filles et garçons fréquentent des écoles séparées et reçoivent des enseignements différents et d'un moindre

niveau pour les femmes (en mathématiques notamment). La plupart des grandes écoles (Polytechnique, HEC...) et certains corps de fonctionnaires (par exemple, dans la police et dans l'armée) se sont ouverts aux femmes, sous la pression des mouvements féministes, dans les années 1970.

Les filles ont alors réussi à briser des monopoles masculins très anciens dans le monde de la magistrature, de la médecine, des ingénieurs et, plus étonnant encore, dans celui de la police.

Et pourtant, aujourd'hui encore, dans toutes les sociétés, *femmes et hommes continuent à exercer des métiers différents et inégalement valorisés.*

Aujourd'hui encore, dans toutes les sociétés, femmes et hommes continuent à exercer des métiers différents et inégalement valorisés.

La segmentation sexuée commence dès la scolarité. Alors que les filles réussissent mieux que les garçons à l'école, puis à l'université, leurs orientations scolaires et professionnelles diffèrent : aux jeunes femmes, les CAP et bac pro de services et de soins, aux garçons, les filières techniques industrielles. Dans l'enseignement supérieur, l'hégémonie des garçons se maintient dans les écoles d'ingénieur et se renforce, ces dernières années, en mathématiques et informatique. Les filles restent très majoritaires dans les filières littéraires, artistiques et de sciences humaines. Or ces différentes spécialités sont hiérarchisées : les filières centrées sur les apprentissages des mathématiques et de la physique offrent un accès privilégié aux emplois plus valorisés.

Cette ségrégation sexuée des filières de formation se prolonge et s'intensifie dans la vie professionnelle. Non seulement certains métiers et secteurs restent fortement féminisés, et d'autres fortement masculinisés, mais les *femmes restent aussi concentrées dans un nombre plus restreint de métiers* que les hommes. Dans les métiers de soins (*care*) : aides-soignantes, infirmières, éducatrices de jeunes enfants, assistantes sociales, psychologues, médecins scolaires. Dans les métiers « de papier » : secrétaires, caissières, bibliothécaires. Dans les métiers de l'éducation : enseignantes du primaire (82 %), du secondaire (57 %) et beaucoup moins souvent du supérieur (37 %), en 2016. Les hommes occupent une palette plus large de métiers dans l'industrie – ouvriers, techniciens, ingénieurs – mais aussi dans le bâtiment, l'agriculture, les services (chauffeurs, informaticiens, consultants...), et sont surreprésentés dans les fonctions les plus valorisées de tous les secteurs.

Les femmes ont des qualités, les hommes des qualifications. Les métiers et domaines d'activité des femmes sont ainsi moins valorisés. Emblématiques parmi ceux-ci, les métiers du *care*, relatifs aux soins et à la prise en charge des jeunes enfants et des adultes dépendants. Perçus comme prolongeant le rôle, les valeurs et les « qualités naturelles »

associés aux femmes dans la sphère privée (instinct maternel, patience...), ils ne nécessiteraient aucune compétence formelle, aucune qualification digne d'être rémunérée.

L'accent souvent mis sur la dimension « relationnelle » de ces métiers conduit à ignorer leur pénibilité physique : éducatrices de crèche, aides-soignantes, hôtesses de l'air ou caissières manipulent et déplacent quotidiennement des personnes et des choses lourdes (équipements, enfants, patients, marchandises, bagages...). Enfin, ces tâches typiquement féminines supposent l'accomplissement d'un « travail émotionnel » (manifestations continues d'empathie, d'affection, de bienveillance...), qui repose sur des efforts continus et n'a rien de naturel ou d'inné.

POURQUOI UNE TELLE INERTIE ?

En dépit d'un idéal égalitaire de plus en plus affirmé et de l'ouverture de toutes les formations et de tous les métiers, filles et garçons ne sont toujours pas traités de la même manière, dans les familles comme à l'école, puis dans les entreprises.

En dépit d'un idéal égalitaire de plus en plus affirmé et de l'ouverture de toutes les formations et de tous les métiers, filles et garçons ne sont toujours pas traités de la même manière, dans les familles comme à l'école, puis dans les entreprises. Les filles sont incitées à poursuivre leurs études autant que leurs frères, en vue de l'exercice d'un métier, mais les exigences des parents et des enseignants en termes de réussite professionnelle restent plus fortes pour les garçons. Dès leur plus jeune âge, les filles sont moins autorisées que les garçons à prendre des risques physiques et à exprimer leur colère ; elles sont plus incitées en revanche à s'exprimer verbalement et à prendre soin des autres.

Les jouets renforcent ces habiletés différenciées. Les jeux de construction encouragent les habiletés visio-spatiales, mécaniques et d'exploration de l'environnement des garçons, ou l'affirmation d'une domination sur l'« extérieur » (jeux de guerre, de construction, etc.). Les jouets des filles (poupées) incitent plus aux interactions verbales et les renvoient souvent à l'« intériorité » et aux univers domestiques (ou à des mondes qui prolongent l'univers domestique).

La cour de récréation des écoles primaires est un observatoire privilégié de la séparation des sexes et de la domination des garçons : ils occupent un plus grand espace pour leurs jeux de ballon et de guerre, en criant et se lançant des défis. Elles jouent à la périphérie, calmement, en duos ou trios, dans un strict respect des règles. Les livres et les albums destinés aux enfants participent à figer ces imaginaires sociaux : les hommes pensent (chercheurs), dirigent (chefs), combattent

le feu (pompiers). Les femmes assistent (le médecin) ou accueillent (hôtesses).

On se représente souvent l'école républicaine, mixte depuis les années 1960, comme un lieu de neutralité, notamment du point de vue du genre. Pourtant, cet espace contribue fortement à forger des destins professionnels divergents pour les femmes et les hommes. Des observations de cours de mathématiques en primaire comme dans le secondaire montrent ainsi que le niveau d'exigence des enseignants vis-à-vis des garçons est supérieur à celui attendu pour les filles.

Dans le monde du travail, ces stéréotypes sexués sont reconduits par les employeurs. Les politiques de gestion sexuée de la main-d'œuvre se fondent, en effet, sur des représentations et des attentes différenciées selon le sexe : moindre disponibilité professionnelle, incompetence technique et qualités relationnelles du côté des femmes ; habiletés techniques, créativité, capacité à commander du côté des hommes.

LA MIXITÉ N'EST PAS L'ÉGALITÉ

Depuis les années 1970, la réussite scolaire des filles, la levée des barrières juridiques, l'évolution des représentations sur le sexe des métiers ont conduit à la féminisation de certains d'entre eux. Les figures de femmes commissaires ou ingénieures, par exemple, sont devenues banales (même si elles sont statistiquement minoritaires).

Mais mixité ne veut pas dire égalité. La féminisation concerne surtout les professions supérieures et, au sein de celles-ci, des domaines d'activité particuliers. Par exemple, au sein de la magistrature, ouverte aux femmes en 1946 et où elles sont aujourd'hui majoritaires, elles représentent 72 % des juges pour enfants et 40 % des juges d'instruction. Dans les métiers restés masculins, elles font souvent l'expérience du sexisme et du harcèlement. C'est le cas des femmes dans la police, qui doivent composer avec la culture professionnelle exaltant la virilité, notamment dans les coulisses du travail policier (pots arrosés, blagues sexuelles, etc.). Ce harcèlement est observé aussi dans les contextes professionnels féminisés, dans lesquels les hommes monopolisent les positions de pouvoir (activités artistiques, journalisme, publicité...), comme l'a révélé le mouvement MeToo.

Enfin, dans tous les secteurs, on constate la présence de *discriminations*, c'est-à-dire d'inégalités de traitement entre les femmes et les hommes, notamment en matière de rémunération. En France, aujourd'hui, les femmes gagnent en moyenne 27 % de moins que les

hommes. Si cet écart brut s'explique en partie par la répartition des deux sexes dans des métiers inégalement valorisés et par le fait que les femmes travaillent plus souvent à temps partiel, une partie de cet écart (environ 10 %) s'explique par de la « discrimination pure » : *les femmes et les hommes, à travail égal, touchent un salaire inégal.*

LE « PLAFOND DE VERRE »

La ségrégation sexuée sur le marché du travail n'est pas seulement « horizontale » (femmes aides-soignantes, hommes ouvriers du bâtiment). Elle est aussi « verticale » : dans presque tous les secteurs, dans le monde de l'entreprise comme dans celui des associations, dans la fonction publique comme dans l'univers politique, *la présence des femmes s'amenuise à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie du pouvoir*, du prestige et des rémunérations. Ce phénomène est couramment appelé « plafond de verre ». On compte ainsi 60 % de femmes parmi les internes des hôpitaux, mais moins de 20 % parmi les professeurs universitaires hospitaliers. En 2018, les quarante orchestres symphoniques français comptent 37 % de femmes instrumentistes, mais aucune femme ne les dirige. Parmi les sportifs de haut niveau, on compte deux fois moins de femmes que d'hommes, avec des barèmes de rémunération inégaux : les rares footballeuses professionnelles touchent en moyenne 3 500 euros bruts par mois, contre 12 000 euros pour leurs homologues masculins. En cent treize ans de Goncourt, le doyen des prix littéraires, seuls 21 % des prix ont été attribués à des autrices. Les femmes représentent seulement 18 % des dirigeants d'entreprises de plus de dix salariés, 17 % des préfets, et 25 % des ambassadeurs. *Et cætera.*

*La présence des femmes
s'amenuise à mesure
qu'on s'élève dans la hiérarchie
du pouvoir, du prestige
et des rémunérations.*

Les normes de carrière imposées par les organisations de travail favorisent, de fait, les hommes, plus dégagés que les femmes du souci quotidien de la famille. Le « bon travailleur », qui aspire à s'élever dans la hiérarchie, outre ses diplômes et ses compétences, doit démontrer un engagement sans faille dans son travail : accomplir de longs horaires de travail ; mener une carrière linéaire, sans interruptions liées à des considérations « personnelles » (partir en congé maternité, suivre son conjoint, s'occuper d'un parent malade) ; être « mobile », c'est-à-dire pouvoir se déplacer, et surtout déplacer sa famille, dans une autre ville ou un autre pays, si l'employeur le demande. Faire carrière, c'est aussi correspondre à la vision stéréotypée du « bon dirigeant », dont les qualités sont socialement associées au masculin, et bien moins

reconnues chez les femmes : « charisme », autorité, goût du risque, compétences techniques, disponibilité, etc.

MORALE DE L'HISTOIRE

Comment réduire, voire supprimer ces inégalités professionnelles entre femmes et hommes ? Depuis les années 2000, des lois sur la parité en politique, puis dans le monde économique (lois sur l'égalité salariale, quotas dans les conseils d'administration et dans la haute fonction publique...) ont introduit des brèches dans les parois et plafonds de verre. Mais l'égalité reste un horizon lointain, plus accessible aux classes dominantes. Pour l'étendre à toutes et tous, sans doute faudrait-il repenser le système de production, l'organisation du travail et les modes de redistribution, mais aussi les socialisations.

À LIRE

Laure Bereni *et al.*, *Introduction aux études sur le genre*, De Boeck, coll. « Ouvertures politiques », Bruxelles, 2012
Jacqueline Laufer, *L'Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2014
Ilana Löwy et Catherine Marry, *Pour en finir avec la domination masculine*, La Découverte, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », Paris, 2007
Margaret Maruani, *Travail et emploi des femmes*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2017 [cinquième édition]
Margaret Maruani (dir.), *Je travaille donc je suis. Perspectives féministes*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2018
Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé*, Odile Jacob, Paris, 2002

À VOIR

Agnès Poirier, *Bienvenue dans la vraie vie des femmes*, 2009
Nigel Cole, *We Want Sex Equality*, 2010

S'OCCUPER DES ENFANTS, UN TRUC DE MEUFS ?

Émilie Biland, Julie Minoc et Hélène Oehmichen
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 752 à 762

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-752.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

S'OCCUPER DES ENFANTS, UN TRUC DE MEUFS ?

par ÉMILIE BILAND (politiste, Sciences Po-Rennes),

JULIE MINOC (sociologue, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines)

et HÉLÈNE OEHMICHEN (sociologue, EHESS)

Remerciements à Sophie Lavagnelle

(professeure de sciences économiques et sociales)

Aujourd'hui encore, les mères en font nettement plus que les pères à la maison. Ces inégalités domestiques prennent plusieurs formes : du temps pour réaliser les multiples tâches, de l'attention pour coordonner les activités des membres du foyer, des émotions et des sentiments pour apaiser et adoucir leur quotidien. Au boulot, c'est pareil : les femmes sont beaucoup plus nombreuses à travailler auprès d'enfants, dans les crèches, les écoles, les services sociaux. Est-ce parce qu'elles aiment ça ? Parce que ça les arrange ? Et les hommes, qu'est-ce qu'ils font, au juste ? Comment changer les choses ?

À LA MAISON : ELLES EN FONT TOUJOURS PLUS !

Les médias félicitent les « nouveaux pères », les « papas poules », qui s'impliquent auprès de leurs enfants. Mais les statistiques ont la dent dure : les enquêtes « Emploi du temps » de l'INSEE montrent qu'on est loin de l'égalité en matière de travail domestique. Chaque jour, une femme y passe en moyenne près de trois heures, contre moins de deux heures pour un homme.

Les enquêtes « Emploi du temps » de l'INSEE montrent qu'on est loin de l'égalité en matière de travail domestique. Chaque jour, une femme y passe en moyenne près de trois heures, contre moins de deux heures pour un homme.

Les choses ont néanmoins progressé : il y a quarante-cinq ans, les hommes ne prenaient en charge qu'un quart du travail domestique, contre un tiers aujourd'hui. Quant aux femmes, elles ont plus souvent une activité professionnelle hors du foyer, elles gagnent du temps grâce aux appareils électroménagers (merci le lave-vaisselle !), et celles qui le peuvent font appel aux services d'autres femmes pour alléger leur quotidien (on y reviendra). Cela étant, ce sont toujours elles qui s'occupent des tâches les moins appréciées. Les hommes comme les femmes préfèrent la

plupart du temps jardiner que passer l'aspirateur. Mais les hommes s'investissent avant tout dans les activités vues comme agréables (bricolage ou jardinage) et dans celles qui impliquent des déplacements hors du foyer (les courses, que l'on peut faire en allant ou en sortant du travail). Auprès des enfants, ils prennent surtout part aux activités ludiques et éducatives, les femmes continuant de nourrir, laver, habiller, etc. Elles conservent aussi la **charge mentale** associée au travail domestique : ce sont elles qui font les listes et qui s'assurent que tout se déroule sans encombre : vaccinations des enfants selon le calendrier prévu, inscription à la crèche, visites de la famille et des amis, rencontres avec les professeurs, etc.

Dès les années 1970, les féministes matérialistes, comme Christine Delphy, ont souligné l'importance de ce **travail reproductif**, qui assure que les adultes seront en état de travailler (les repas sont prêts, le linge est repassé, etc.) et que les enfants apprennent à se conformer à cet ordre des choses par la socialisation. Elles ont aussi montré que ce travail est rendu invisible, notamment parce qu'il n'est pas rémunéré. Si les tâches domestiques étaient payées au SMIC, elles vaudraient plus de 600 milliards d'euros par an : c'est un tiers de la richesse nationale ! Dans nos sociétés capitalistes, quantifier ce travail féminin est indispensable pour reconnaître sa valeur.

Mais on ne peut bien sûr tout réduire à ces chiffres. La sociologue américaine Arlie R. Hochschild montre que les femmes assument aussi l'essentiel du **travail émotionnel**, qui consiste à gérer et susciter des sentiments et émotions appropriés chez les autres : apaiser la colère d'un enfant, faire en sorte que son conjoint puisse se détendre après le boulot font partie du travail de soin (le *care*, en anglais) socialement construit comme féminin.

En plus, les transformations du marché du travail et des formes familiales ne favorisent pas toujours un partage plus égalitaire. La « double journée » – professionnelle et familiale – accroît la charge mentale des femmes, ainsi que leur fatigue physique. D'ailleurs, elles sont bien plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel

Charge mentale : la charge mentale est un terme que l'on entend beaucoup dans les médias depuis quelque temps. En sociologie, il s'est imposé dès les années 1980 dans les recherches féministes. La sociologue Monique Haincault l'utilise alors pour désigner la prise en charge mentale,

invisible et constante, que représente le fait de devoir anticiper et coordonner les tâches domestiques. Généralement dévolue aux femmes, la charge mentale consiste ainsi à penser aux moindres détails de l'organisation de la vie familiale tout le temps, n'importe où, et pour chaque

**C'est principalement
sur elles que repose la
« conciliation » entre vie
professionnelle et vie familiale.**

et plus encore à prendre des congés parentaux après la naissance des enfants. En fait, c'est principalement sur elles que repose la « conciliation » entre vie professionnelle et vie familiale. Dans 75 % des couples, l'homme a un revenu supérieur à celui de la femme : dès lors, le « choix » est souvent vite fait pour savoir qui freinera sa carrière pour s'occuper des enfants. La naissance d'un enfant a des conséquences négatives sur la carrière des femmes (elles perdent en moyenne entre 2 et 3 % de salaire), tandis qu'elle est bénéfique pour celle des hommes, dont le salaire augmente d'en moyenne 3 %.

Le temps professionnel des hommes continue donc de prendre beaucoup de place. Ceux qui appartiennent aux classes populaires (ouvriers, camionneurs, etc.) ont souvent peu de latitude dans leur emploi du temps : quand on travaille tôt le matin ou tard le soir, ou qu'on s'absente plusieurs jours par semaine, pas facile d'aller chercher les enfants à l'école ou de s'occuper d'eux le mercredi. Ces positions différentes des femmes et des hommes sur le marché du travail, combinées au partage inégal des tâches quand ils vivent en couple, expliquent en large part pourquoi les enfants dont les parents sont séparés vivent la plupart du temps chez leur mère – même si la résidence alternée devient plus fréquente. 85 % des familles monoparentales sont « dirigées » par une femme : pas de doute, dans ces cas-là, c'est bien la mère qui doit s'occuper des enfants en premier lieu.

Ce n'est pas parce que les femmes en font plus qu'elles sont toutes-puissantes. Pendant longtemps, c'est la « puissance paternelle » qui était inscrite dans le droit. Aujourd'hui, pères et mères ont *a priori* les mêmes droits et devoirs envers leurs enfants. Mais, dans les faits, l'ascendant masculin sur certaines tâches décisives pour le devenir des enfants n'a pas disparu. Les pères de classes populaires restent souvent attachés à la figure d'autorité qu'ils veulent incarner pour leurs enfants : « Par définition, je suis le chef de famille. Donc, j'essaie d'avoir cette image du chef de famille et de donner aux enfants un exemple d'autorité, de rigueur », dit l'un d'eux à la sociologue Marie-Clémence

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

membre de la famille : prendre rendez-vous chez le médecin pour le petit dernier, penser à racheter des couches et du café, rappeler à son conjoint que, demain, c'est l'anniversaire de sa mère pour qu'il n'oublie pas de lui téléphoner, etc.

Travail reproductif : le travail reproductif est ce qui permet de reconstituer continuellement les forces humaines pour que le travail productif puisse être assuré. Plus précisément, il désigne à la fois la reproduction biologique des travailleurs, la prise en charge et la

Le Pape. Les hommes de classes moyennes et supérieures sont plus prompts à tenir des discours égalitaires. Mais ils pèsent toujours de manière décisive sur la gestion du patrimoine familial (par exemple, pour décider de l'achat d'une maison ou de placements financiers). Ils jouent aussi un rôle majeur dans les stratégies scolaires (éviter la carte scolaire, choix d'orientation) : leur temps est compté, mais ils l'utilisent pleinement pour conserver ou améliorer le statut social de leur famille, de génération en génération.

AU BOULOT : FAIRE TRAVAILLER LES FEMMES POUR « LIBÉRER » LES MÈRES ?

Les femmes ont aujourd'hui une activité professionnelle dans des proportions proches de celles des hommes (70 % contre 75 %). Mais, quand les parents travaillent, qui s'occupe des enfants ? Les cartes sont-elles rebattues hors de la maison ?

Eh bien pas vraiment ! puisque les femmes sont largement majoritaires dans les maternités, les crèches, les écoles... L'État a certes favorisé le travail rémunéré des femmes et leur émancipation de la sphère privée en développant les possibilités de garde pour les tout-petits : crèches, assistantes maternelles, école maternelle, etc. Mais cet adjectif, « maternel », est significatif : ces métiers et ces lieux sont toujours pensés au féminin. Dans le secteur de la petite enfance, les hommes représentent moins de 1,5 % des effectifs.

Cette féminisation massive repose sur l'idéologie du *maternage*, selon laquelle les femmes seraient « prédisposées » à comprendre et prendre en charge les besoins des enfants. Cette idéologie remonte très loin dans l'histoire et produit ses effets dans toutes les institutions de prise en charge des enfants, dès leur naissance. Prenons l'exemple des sages-femmes (un autre mot féminin par défaut !). Pendant longtemps, il était nécessaire d'être mère pour

Dans le secteur de la petite enfance, les hommes représentent moins de 1,5 % des effectifs.

formation des futures recrues sur le marché du travail (les enfants) et le fait que les adultes soient toujours en état de travailler (repas, habillement, soin...). Ce terme trouve son origine dans les travaux de Karl Marx et Friedrich Engels qui, à la fin du XIX^e siècle, lui opposaient le « travail

productif » des salariés. Pour eux, contrairement à ce dernier, le travail reproductif ne produit pas de « plus-value » et est d'ailleurs principalement cantonné à la sphère privée. Dans les années 1970, les penseuses féministes ont critiqué cette distinction : elles ont montré que le travail reproductif

accompagner les grossesses, les accouchements se déroulant d'ailleurs à domicile. En 1943, la loi encadrant la pratique de sage-femme disait qu'il fallait disposer d'une « connaissance interne, profonde et personnelle de la féminité ». Les femmes étaient alors considérées comme « les mieux placées pour se tenir auprès d'autres femmes, pour les préparer, les rassurer, les conseiller et les aider pendant la grossesse et l'accouchement ». Aujourd'hui, la pratique s'est médicalisée et distanciée du foyer. Depuis 1982, la profession est ouverte aux hommes. Pourtant, d'après l'ordre des sages-femmes, 97 % d'entre elles sont des femmes. Les **stéréotypes** attachés à ces métiers éloignent *de facto* les hommes de ces professions, encore souvent perçues comme peu viriles et peu ambitieuses – en revanche, les anesthésistes qui pratiquent les péridurales sont majoritairement des hommes !

Le fait que certains métiers soient principalement assurés par des femmes n'est pas un problème en soi. Ce qui l'est, ce sont les préjugés et les inégalités que la féminisation contribue à (re)produire entre les femmes et les hommes, les mères et les pères. La division des tâches dans la sphère privée se retrouve dans la sphère professionnelle, ce qui participe à la dévalorisation de ces activités. Non reconnues comme vraiment « professionnelles », les compétences de prise en charge des enfants sont perçues comme « simplement » relationnelles, affectives ou émotionnelles. Il n'y aurait pas forcément besoin de se former ou de les apprendre pour les avoir, puisqu'elles découleraient du supposé « instinct maternel ».

Attention cependant : ce ne sont pas n'importe quelles femmes qui occupent les professions les moins valorisées et les plus précaires auprès des enfants (assistantes maternelles ou familiales, personnels temporaires des écoles...) : ces femmes sont plus souvent issues de milieux sociaux populaires et immigrées. Les mères qui peuvent déléguer une partie du travail domestique et parental à d'autres femmes (en embauchant une nounou, par exemple) sont quant à elles plus souvent issues des classes moyennes ou supérieures et non immigrées. Cette délégation témoigne des inégalités entre les femmes selon leur classe et leur origine.

LEXIQUE DE DÉSINFUMAGE

est loin d'être négligeable et qu'il est indispensable de le considérer comme un travail au même titre que le travail productif. Cela permet de rendre visible, d'une part, le fait que le travail se déploie à la fois dans la sphère de production et dans la sphère privée (qui n'est pas qu'un

lieu de consommation !) et, d'autre part, que le travail reproductif en particulier participe d'un mode de domination qui opprime les femmes : le patriarcat.

Travail émotionnel : par ce terme, la sociologue Arlie R. Hochschild

fait référence à la façon dont les individus maîtrisent ou gèrent leurs émotions et celles des autres, dans la vie quotidienne et au travail, afin de les mettre en adéquation avec les attentes de la société. Pour le dire autrement, le travail émotionnel, ce sont tous les efforts déployés par une

personne pour exprimer ou afficher les émotions que lui dicte une situation sociale donnée, mais aussi ceux déployés pour susciter ou générer des émotions appropriées chez les autres.

Care : toute forme d'attention portée aux autres et plus particulièrement

Quant aux hommes qui exercent auprès des enfants, ils occupent plus souvent que les femmes des fonctions d'autorité, d'encadrement ou de gestion. En fait, plus on monte dans la hiérarchie des métiers éducatifs ou de santé, plus les compétences attendues sont considérées comme « techniques » et exigent de longues études. À l'école, plus les enfants grandissent et apprennent des choses jugées plus « compliquées », plus il y a d'hommes pour leur faire classe. Selon les données du ministère de l'Éducation nationale, les hommes ne sont que 7 % parmi les enseignants en maternelle, mais déjà 28 % en primaire et 42 % en collège et lycée. Si les mots « assistantes maternelles » ou « infirmières » sont presque toujours au féminin, on parle en revanche de « médecins » ou de « professeurs ». Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de femmes pédiatres ou professeures, mais que, dans l'inconscient collectif, ces métiers plus valorisés sont moins associés à des qualités considérées comme féminines.

Enfin, en raison de leur socialisation et de leur pratique familiale, mais aussi du fait des savoirs psychologiques appris durant leur formation, les professionnels de la petite enfance, de santé ou du travail social contribuent au partage inégal des tâches entre parents. Dans les crèches, si un enfant est malade et qu'il faut venir le récupérer, c'est généralement la mère qui est contactée. Les femmes doivent donc plus souvent « s'arranger » au travail pour pallier les imprévus. De manière consciente ou non, par des conseils réguliers, par des sollicitations ou des remontrances, ces professionnels accroissent le travail et la charge mentale des mères, tout en contribuant à ce que les pères délaissent le quotidien de leurs enfants.

D'OÙ ÇA VIENT ET COMMENT ON S'EN SORT ?

Certains diront que les femmes s'occupent davantage des enfants parce qu'elles aiment le faire, ou parce qu'elles sont plus douées que les hommes. Cette vision des choses repose sur l'idée de complémentarité des rôles, idée qui est en fait le produit de la socialisation : encore aujourd'hui, on n'est pas élevé de la même manière selon que l'on est considéré comme une fille ou comme un garçon. La division des tâches entre parents et entre professionnels a des conséquences sur les enfants. Ceux-ci s'habituent à ce que les femmes prennent soin d'eux, quand les hommes font figure d'autorité ou exercent des métiers plus techniques ou plus reconnus. Cette situation leur semble aller de soi.

Les institutions de la petite enfance sont en fait au début d'une longue chaîne d'institutions qui renvoient les filles et les garçons à des rôles sexués et alimentent des stéréotypes. De manière implicite ou explicite, les adultes ont des attentes différentes vis-à-vis des filles et des garçons. Les jouets amplifient la division sexuée des rôles : ceux destinés aux filles les préparent au travail de soin (coiffeuse, dînette, poupées, maîtresse...), tandis que ceux qui ciblent les garçons les encouragent à s'engager dans des compétitions, à montrer leur courage et leur force (voitures, jouets de guerre, policier...). Ainsi, les filles sont plus incitées à exprimer leurs émotions, à être patientes, attentives et serviables : elles développent par là des qualités qu'elles pourront réutiliser auprès des enfants. Par contraste, beaucoup d'adultes reprennent les garçons qui pleurent, mais tolèrent davantage leurs colères, quitte à ce que cette socialisation à la masculinité (qui est aussi un apprentissage de l'hétérosexualité) nuise à la réussite scolaire de certains d'entre eux, surtout dans les classes populaires.

Par mimétisme et apprentissage, les enfants se font donc progressivement une idée de ce pour quoi ils ou elles sont « faits » ou « faites », là où ils ou elles doivent être « bons » ou « bonnes » à la maison, à

LEXIQUE DE DÉSINFUMAGE

aux personnes vulnérables (enfants, malades, personnes âgées).

Stéréotype : un stéréotype est une image ou une représentation que l'on se fait d'une personne ou d'un groupe, souvent en caricaturant certains traits de caractère, réels ou

supposés. Par exemple, l'idée que les hommes sont moins sensibles que les femmes est un stéréotype. Il s'agit d'une manière simple, mais aussi souvent simpliste, de catégoriser les gens qui nous entourent et de se situer vis-à-vis d'eux. Les stéréotypes orientent ainsi notre perception du

l'école et au travail. Cette socialisation, c'est ce qui va façonner leurs aspirations, leur avenir, leurs **dispositions** à exercer tel ou tel métier pour lequel ils et elles se sentiront « naturellement » compétent(e)s.

En bref, savoir s'occuper des enfants n'est pas une qualité *naturellement* féminine ; c'est un long travail de construction par l'ensemble des sphères de la société tout au long de la vie. À l'adolescence, les filles sont plus nombreuses que les garçons à travailler comme baby-sitters, et les parents ne s'en étonnent guère...

Savoir s'occuper des enfants n'est pas une qualité *naturellement* féminine ; c'est un long travail de construction par l'ensemble des sphères de la société tout au long de la vie.

Pourtant, de plus en plus de femmes réclament que les hommes s'occupent plus des enfants, et que les métiers exercés par des femmes soient davantage valorisés. Alors pourquoi l'ordre social est-il si pesant et difficile à transformer ? D'abord, prendre conscience des inégalités que produit la socialisation genrée ne suffit pas à s'en émanciper. Par ailleurs, l'État ne nous aide guère, même si les choses changent progressivement. Le système français d'impôts et de prestations sociales continue à décourager le travail des femmes. Par exemple, les conjoints mariés ou pacsés font le plus souvent une déclaration commune aux impôts ; pour cette raison, ils peuvent avoir intérêt dans certains cas à ce que le conjoint ou la conjointe qui gagne le moins (qui est, comme on l'a vu, plus souvent la femme) réduise, voire abandonne son activité professionnelle.

En plus, la politique familiale continue de distinguer fortement pères et mères : le congé maternité dure seize semaines (pour le premier ou le deuxième enfant) tandis que le congé paternité est de seulement onze jours ! Créé en 2002, il est utilisé par sept pères sur dix ; et ceux qui travaillent avec des contrats précaires ou qui ne sont pas salariés le prennent encore moins que les autres.

Très tôt, les inégalités de prise en charge s'installent : les mères s'occupent des nouveau-nés pendant que les pères sont au travail, et l'habitude risque d'être prise pour la suite. Une fois le congé maternité terminé, les solutions de garde hors du foyer sont insuffisantes : pour 100 enfants de moins de trois ans, il y a 18 places en crèche et

monde social et les comportements que l'on adopte à l'égard des autres. Ils sont socialement partagés, c'est-à-dire que les médias, les amis, la famille pensent comme nous et contribuent à orienter l'idée qu'on se fait de certaines catégories de personnes.

Dispositions : ce que la sociologie nomme les « dispositions » d'un individu, ce sont toutes les manières de faire, de dire et de penser qu'il a intériorisées au cours de son existence. Le sociologue Pierre Bourdieu a beaucoup travaillé cette idée, afin d'expliquer pourquoi un

35 places chez une assistante maternelle, tandis que 44 enfants n'ont pas de solution de garde par des professionnels. Le plus souvent, il reste alors avec sa mère ou avec une autre femme de leur famille !

Pour résumer, les femmes ne sont pas autant incitées que les hommes à exercer une activité professionnelle, dans la mesure où elles gagnent moins d'argent et où les exigences du marché du travail (longues journées de travail, déplacements, etc.) sont, on l'a dit, problématiques quand on a la charge d'enfants.

Alors que faire, aux niveaux politique, social ou individuel, pour changer les choses ? Eh bien, agir sur tous ces niveaux à la fois !

D'abord, rendre le marché du travail plus compatible avec la prise en charge des enfants : pas de réunion tard le soir, possibilité de prendre en charge les enfants sur le lieu de travail (seulement 3 % des entreprises disposent d'une crèche !). En 2017, une sénatrice australienne, Larissa Waters, allaitait son enfant en pleine séance parlementaire : cet acte politique visait à montrer qu'une jeune mère peut pleinement et légitimement occuper une fonction qualifiée, visible et prestigieuse. Ce symbole est puissant, mais il ne doit pas faire oublier que les femmes de classes populaires sont celles qui pâtissent le plus, aujourd'hui, du partage inégal des tâches domestiques combiné à la précarité du travail.

Les femmes ne s'occupent pas seulement des enfants ; elles prennent en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap. Presque toujours, il s'agit d'emplois usants physiquement, peu rémunérés et peu considérés. La reconnaissance statutaire et financière de ces emplois est un enjeu majeur, à l'heure où les besoins en aide humaine vont croissant.

Les hommes devraient, quant à eux, être mieux considérés en tant que pères par leurs employeurs et par l'État. Ce n'est pas au moment des séparations conjugales qu'il faut s'inquiéter de leur place auprès des enfants, mais bien dès la vie commune, en les incitant à prendre des congés ou des temps partiels. Il y aurait beaucoup d'autres pistes à explorer, mais on ne peut terminer ce court texte sans mentionner la nécessité d'aller vers une éducation moins genrée. Arrêtons le bleu et le

LEXIQUE DE DÉSINFUMAGE

individu, dans un contexte donné, va avoir tendance à se comporter comme ceci ou comme cela, à faire tel choix plutôt que tel autre, etc. Par exemple, en offrant aux filles, dès le plus jeune âge, des poupées pour jouer, on les « dispose » plus que les garçons à s'occuper des

enfants. Contrairement à ce que, dans le langage ordinaire, on appelle « prédispositions », les dispositions, en sociologie, sont construites socialement, c'est-à-dire qu'on ne naît pas avec, on les acquiert par le processus de socialisation.

rose ! Encourageons les garçons à jouer à la poupée et les adolescentes à se former en informatique ! On a besoin de pères qui s'impliquent plus au foyer et de mères qui développent leur carrière en étant mieux rémunérées.

MORALE DE L'HISTOIRE

Il n'est ni naturel ni normal que les femmes s'occupent prioritairement des enfants. Ce partage inégalitaire des tâches, à la maison et au travail, contribue à la hiérarchisation des genres, en dévalorisant les activités assumées par les femmes. Et il limite le champ des possibles pour l'ensemble des individus ! La prise en charge des enfants tout comme le soutien aux personnes vulnérables sont des sujets trop cruciaux pour pâtir des stéréotypes de genre ; ils sont trop centraux pour qu'on accepte qu'ils perpétuent les inégalités entre femmes et hommes.

À LIRE

Nadia Amrous et Françoise Borderies, « L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de trois ans en 2015 », document de travail n° 203, DREES, 2018
Cécile Brousse, « Travail professionnel, tâches domestiques, temps "libre" : quelques déterminants sociaux de la vie quotidienne », *Économie et statistique*, n° 478-480, 2015, p. 119-154

Clara Champagne, Ariane Pailhé et Anne Solaz, « Le temps domestique et parental des hommes et des femmes : quels facteurs d'évolutions en vingt-cinq ans ? », *Économie et statistique*, n° 478-480, 2015, p. 209-242

Élise Coudin, Sophie Maillard et Maxime Tô, « Entreprises, enfants : quels rôles dans les inégalités salariales entre femmes et hommes ? », *INSEE Analyses*, n° 44, février 2019

Anne Dafflon Novelle (dir.), *Filles-garçons : socialisation différenciée ?*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 2006

Christine Delphy, *L'Ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, Syllepse, Paris, 2013

Hervé Gosselin et Carole Lépine, « Évaluation du congé de paternité », rapport de l'Inspection générale des affaires sociales, Paris, 2018

Caroline Ibos, *Qui gardera nos enfants ? Les nounous et les mères*, Flammarion, Paris, 2012

Danièle Kergoat, *Se battre, disent-elles...*, La Dispute, Paris, 2012

Yvonne Knibiehler (dir.), *Maternité : affaire privée, affaire publique*, Bayard, Paris, 2001

Arlië R. Hochschild, *Le Prix des sentiments. Au cœur du travail émotionnel*, La Découverte, coll. « Laboratoire des sciences sociales », Paris, 2017

Le Collectif Onze, *Au tribunal des couples : enquête sur des affaires familiales*, Odile Jacob, Paris, 2013

Marie-Clémence Le Pape, « Être parent dans les milieux populaires : entre valeurs traditionnelles familiales et nouvelles normes éducatives », *Informations sociales*, n° 154, 2009, p. 88-95

Wilfried Lignier, *Prendre. Naissance d'une pratique sociale élémentaire*, Le Seuil, Paris, 2019

Marie-Cécile Naves et Vanessa Wisnia-Weill (dir.), « Lutter contre les stéréotypes filles-garçons. Un enjeu d'égalité et de mixité dès l'enfance », rapport du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 2014

OCDE, « Efficacité et équité du système de prélèvements et de transferts », *Études économiques de l'OCDE*, vol. 5, n° 5, 2013, p. 65-111

Delphine Roy, « Le travail domestique : 60 milliards d'heures en 2010 », *INSEE Première*, n° 1423, 2012

Mona Zegaï, « La mise en scène de la différence des sexes dans les jouets et leurs espaces de commercialisation », *Cahiers du Genre*, vol. 49, n° 2, 2010, p. 35-54

FEMMES ET HOMMES, ÉGAUX DEVANT L'ÂGE ?

Juliette Rennes

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 763 à 772

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-763.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

FEMMES ET HOMMES, ÉGAUX DEVANT L'ÂGE ?

par JULIETTE RENNES (sociologue, EHESS)

En 2014, une femme de quatre-vingts ans se remémore une image qui l'interpellait lorsqu'elle était enfant. Cette lithographie en deux volets, accrochée sur le palier des escaliers de sa maison, représentait la « pyramide des âges de la vie de l'homme et de la femme », avec une marche par décennie, ponctuée de courts énoncés décrivant les étapes de l'existence.

Elle se souvient :

« À vingt ans, on voit l'homme choisir une épouse ; à trente ans, il admire ses fils ; à cinquante ans, il triomphe, bras étendus, *maîtrisant le passé et le futur*. Puis il entame la descente, curieux et vif, se promenant dans le pays, apprenant à connaître le monde et les autres. Il meurt l'esprit tranquille, parce qu'il a bien rempli sa vie. Pour la femme, c'est une autre affaire. À dix ans, c'est une fille innocente, *pour elle la vie est ravissante*. À vingt ans, *son cœur tendre s'ouvre à l'amour*. À quarante ans, elle bénit le mariage de ses enfants et la naissance de ses petits-enfants. À cinquante ans, déjà vieillie, *elle s'arrête, au petit-fils elle fait la fête*. Et puis elle amorce sa descente *dans la douleur*, appuyée sur un garçon, fils ou petit-fils [...]. La différence de condition entre l'homme et la femme me sautait chaque jour aux yeux et je ne comprenais pas ce que signifiait : *À cinquante ans, elle s'arrête*. Personne ne pouvait me répondre. Ce n'est que plus tard que j'ai compris : elle est ménopausée, elle s'arrête donc d'être féconde et séduisante, elle a perdu toute valeur, contrairement à l'homme, en pleine possession de sa force. »

VARIATIONS AUTOUR DES ÂGES DE LA VIE

Ce souvenir est celui de Françoise Héritier (1933-2017), anthropologue spécialiste des inégalités femmes-hommes¹. Se rappelant ces images, elle attire l'attention sur un ensemble d'éléments étudiés dans

Les normes définissant ce qui est autorisé, souhaitable, prescrit ou proscrit aux différentes étapes de l'existence ne sont pas les mêmes pour les femmes et les hommes.

les travaux de sciences sociales sur les parcours de vie : les normes définissant ce qui est autorisé, souhaitable, prescrit ou proscrit aux différentes étapes de l'existence ne sont pas les mêmes pour les femmes et les hommes ; par conséquent, l'expérience d'avancer en âge est différente selon son genre ; elle diffère aussi selon la classe sociale, comme on va le voir un peu plus loin.

La représentation des étapes de l'existence varie également d'une société et d'une époque à l'autre, notamment en relation avec l'allongement progressif de la durée de la vie. En France, l'espérance de vie à la naissance, qui était de trente ans à la fin du XVIII^e siècle, de quarante-cinq ans en 1900, est de 79,5 ans pour les hommes et de 85,4 ans pour les femmes en 2018. Non seulement la mortalité infantile a drastiquement diminué, mais la longévité a également augmenté de façon significative : en 2018, les femmes de soixante-cinq ans ont en moyenne vingt-trois ans d'espérance de vie (jusqu'à quatre-vingt-huit ans), soit dix ans de plus qu'en 1945 ; les hommes de soixante-cinq ans ont dix-neuf ans d'espérance de vie (jusqu'à quatre-vingt-quatre ans), soit sept ans de plus qu'en 1945, et, en moyenne, on vieillit en bien meilleure santé qu'il y a soixante-dix ans². Ainsi, aujourd'hui, nous nous sentons « plus jeunes » que les générations précédentes à tous les âges de la vie, parce que le temps que nous avons devant nous à tous les âges (et en bonne santé) s'est accru.

C'est l'une des raisons pour lesquelles la représentation que l'on a d'une femme de cinquante ans n'est plus tout à fait la même que celle de la lithographie décrite par Françoise Héritier : à cinquante ans, les femmes d'aujourd'hui ont devant elles encore une vie de plusieurs décennies, et, si elles ne sont plus fécondes, il n'y a pas de raison qu'elles « s'arrêtent » (de participer à la vie sociale, de travailler, de séduire, de militer, de se projeter dans l'avenir...) : *Me No Pause !* disent de façon humoristique des femmes britanniques « ménopausées ». Elles entendent démonter l'idée encore prégnante que la ménopause sonne, d'une certaine manière, les « douze coups de minuit », qui indiquent aux femmes qu'il serait temps de se retirer de toute une série d'activités sociales, professionnelles, politiques, sexuelles. Si l'allongement de la vie a favorisé la mise en cause de cette vision traditionnelle de la

1. Patric Jean, *Conversations avec Françoise Héritier*, Black Moon, 2015.

2. Selon les données fournies par l'Institut national d'études démographiques (INED) : <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/graphiques-interpretes/esperance-vie-france/>

ménopause, cette critique n'aurait pas pu se développer sans l'apport des travaux et l'histoire des combats féministes.

L'ÉMANCIPATION DES FEMMES DU STATUT DE MINEUR

Le mouvement de libération des femmes des années 1970 et, avant lui, les mobilisations féministes des années 1870-1930 ont mis en question l'idée que la valeur des femmes résidait uniquement dans leur capacité procréatrice et leurs liens familiaux avec des garçons et des hommes : leur mari, leur fils, leur petit-fils, évoqués dans l'image-souvenir de Françoise Héritier. Les femmes, ont fait valoir les féministes, sont en droit de définir le sens de leur existence, c'est-à-dire sa signification et sa direction, à côté ou *en dehors* de la maternité, longtemps définie comme leur seule « mission » ou « vocation ». Cette *idéologie maternaliste* se traduisait par le fait que l'État républicain, depuis la fin du XIX^e siècle, attribuait des aides sociales aux mères, mais ne reconnaissait pas aux femmes les mêmes droits civils, politiques et professionnels qu'aux hommes.

Depuis le Code civil napoléonien de 1804, les femmes mariées étaient en effet placées sous l'autorité du « chef de famille », mari et père : sans l'autorisation de leur mari, elles ne pouvaient toucher un salaire (jusqu'en 1907), ester et témoigner en justice (jusqu'en 1938), travailler et ouvrir un compte en banque (jusqu'en 1965) ; mariées ou non, elles ne pouvaient pas voter (jusqu'en 1944). L'un des principaux mots d'ordre féministes des années 1870-1930, l'*émancipation*, renvoie aussi à cette lutte contre la *minorisation* des femmes : il s'agissait d'obtenir l'accès des femmes au *statut d'adulte* dans les mêmes conditions que pour les hommes, tout comme, dans le langage juridique, « émanciper » un mineur consiste à lui octroyer la possibilité d'accomplir seul les actes nécessitant la majorité légale. Plus tard, dans les années 1970, des féministes ont d'ailleurs poursuivi ces réflexions sur la minorisation juridique en cherchant comment lutter contre la domination adulte sur les enfants³.

La suppression progressive de la minorisation juridique des femmes, grâce aux mouvements féministes, signifie-t-elle que les deux sexes sont désormais égaux du point de vue de l'âge ? Légalement, en France, femmes et hommes ont les mêmes droits au même âge (à part

L'un des principaux mots d'ordre féministes des années 1870-1930, l'*émancipation*, renvoie aussi à cette lutte contre la *minorisation* des femmes : il s'agissait d'obtenir l'accès des femmes au *statut d'adulte* dans les mêmes conditions que pour les hommes, tout comme, dans le langage juridique, « émanciper » un mineur consiste à lui octroyer la possibilité d'accomplir seul les actes nécessitant la majorité légale.

3. Christiane Rochefort, *Les Enfants d'abord*, Grasset, Paris, 1976.

en matière de prise en charge de la procréation médicalement assistée, où il existe un âge limite maternel mais non paternel). Cependant, cette égalité en droit ne signifie pas que filles et garçons, femmes et hommes se situent aux mêmes étapes de leur vie au même âge, ni qu'elles et ils aient les mêmes opportunités à ces différentes étapes. On laissera par exemple un garçon de dix ans circuler seul dans la ville, mais, lorsque sa sœur atteindra le même âge, on la jugera « trop jeune » pour faire de même. Un homme de quarante-deux ans, qui se remet en couple avec une partenaire plus jeune et attend son premier enfant, n'attire guère l'attention, mais une femme du même âge qui fait de même tend à être l'objet de propos moqueurs, voire réprobateurs. Elle sera d'ailleurs souvent à cet âge jugée « trop vieille » pour exercer toute une série de métiers où l'apparence physique est prise en considération dans le recrutement (présentatrice TV, comédienne, mannequin...), là où ses collègues masculins du même âge ne rencontreront pas ce souci.

Des enquêtes en sciences sociales nous aident à comprendre les mécanismes qui produisent cette asymétrie dans les parcours de vie féminins et masculins. De la croissance au vieillissement, de la puberté à la ménopause et à l'andropause, les étapes biologiques de la vie des humains diffèrent selon le sexe : est-ce la raison pour laquelle la signification sociale elle-même des âges de la vie n'est pas la même pour les filles et les garçons, les femmes et les hommes ? Ces différences genrées dans les parcours de vie sont-elles inévitables ?

FILLES ET GARÇONS, UNE MATURITÉ DIFFÉRENTE ?

Lorsque nous avons en charge, en tant qu'adultes, l'éducation des enfants, nous mobilisons généralement, sans nous en rendre compte, des *normes de genre* à travers lesquelles nous avons nous-mêmes été éduqués : nous leur proposons des jeux, des jouets, des contes enfantins, des films de « filles » ou de « garçons » ; nous les habillons dès le plus jeune âge avec des vêtements qui les distinguent de l'autre sexe, et il est courant d'aménager la chambre d'un enfant à naître en fonction de cette distinction. Sans que ce soit conscient, les filles apprennent très tôt à imiter les façons de se déplacer, de parler ou encore d'exprimer des émotions qui sont celles des femmes adultes, et les garçons font de même vis-à-vis des hommes. Ne pas se conformer à ces normes quand on est enfant, c'est souvent s'exposer à des rappels à l'ordre :

« Ne marche pas de façon efféminée ! », « Ne pleure pas comme une fille ! », « Un vrai garçon manqué, celle-là ! »

Cette *socialisation genrée* conduit les filles et les garçons à *grandir différemment*. Dans les années 1970, la pédagogue italienne Elena Gianini Belotti a analysé de quelle manière on apprenait davantage et plus tôt aux petites filles qu'aux petits garçons à être propres et à soigner leur apparence, à savoir se laver et s'habiller seul(e)s, à ranger et prendre soin de leurs affaires : des études plus récentes montrent que cette distinction de genre persiste⁴. Les garçons sont moins réprimandés que les filles s'ils font des jeux « invasifs », c'est-à-dire qui tendent à occuper tout l'espace physique et sonore partagé, que ce soit dans un appartement ou une cour de récréation ; on leur demande moins qu'aux filles de ranger ce qu'ils ont dérangé, et on justifie cette marge de tolérance par l'idée que les garçons auraient « besoin » de courir, se défouler, s'agiter, se « bagarrer » pour développer leur « masculinité ». Cette éducation genrée contribue à produire ce qu'on perçoit comme étant la plus grande « immaturité » des garçons. Le fait que l'on apprenne davantage aux filles à surveiller leur corps et leurs mouvements, à éviter les méfaits que peut avoir leur liberté d'agir sur le territoire des autres, à ne pas « se laisser aller », à ne pas être débraillées, relâchées, affalées, à ne pas s'asseoir jambes écartées ou encore à éviter de prendre la parole de façon intempestive les conduit à se conformer davantage que les garçons et avant eux aux règles de la vie en société avec les adultes.

Lors de la préadolescence, les filles sont incitées par le marketing des entreprises de mode, relayé par les médias qui leur sont destinés, à adopter des accessoires de la féminité adulte (maquillage, soutien-gorge à coussinets, chaussures à talon, décolleté...) dont il n'existe pas d'équivalent masculin pour les préadolescents⁵. Le fait qu'on incite les jeunes filles à se voir *déjà* comme des femmes s'ancre dans une longue histoire : d'après le Code civil de 1804, l'âge auquel on pouvait marier les filles était de quinze ans, contre dix-huit ans pour les garçons. On justifiait notamment cet âge de quinze ans parce qu'il correspondait en moyenne à l'âge des premières règles⁶ : le commencement de l'ovulation devenait ainsi une raison suffisante pour faire du mariage un destin précoce.

Cet écart d'âge « nubile » s'est maintenu jusqu'à une loi du 4 avril 2006, qui a aligné l'âge légal du mariage des filles sur celui des garçons. Cependant, dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique, en 2019, les filles continuent à pouvoir légalement être mariées avant les garçons. En France, cet écart d'âge dans l'accès à la conjugalité perdure, d'une certaine manière, à travers le fait que les jeunes femmes tendent

4. Elena Gianini Belotti, *Du côté des petites filles*, Éditions des Femmes, Paris, 1976 [première édition : 1973] ; Nathalie Coulon et Geneviève Cresson (dir.), *La Petite Enfance. Entre familles et crèches, entre sexe et genre*, L'Harmattan, Paris, 2007 ; Anne Dafflon Novelle (dir.), *Filles-garçons : socialisation différenciée ?* Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 2006.

5. Aurélia Mardon, « La génération Lolita. Stratégies de contrôle et de contournement », *Réseaux*, n° 168-169, 2011, p. 111-132 ; Isabelle Collet, « Les garçons sont-ils des immatures chroniques ? », *Travail, genre et sociétés*, n° 31, 2014, p. 157-162.

6. Entre le milieu du XIX^e et le milieu du XX^e siècle, l'âge moyen des premières règles a diminué, passant de dix-sept ans à quatorze ans aux États-Unis et dans plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest. Voir : INSERM, *Croissance et puberté : évolutions séculaires, facteurs environnementaux et génétiques*, Éditions INSERM, coll. « Expertise collective », 2007.

Selon leur sexe, leur origine sociale et leur diplôme, les individus n'accèdent pas au même âge à un logement autonome, une vie professionnelle, conjugale et parentale.

à se mettre en couple de façon plus précoce que les hommes. Elles quittent aussi le domicile familial avant eux : en 2013, 34 % des jeunes femmes et 51 % des jeunes hommes sortis du système éducatif depuis trois ans vivent encore chez leurs parents. Enfin, elles ont des enfants plus jeunes : 15 % des jeunes femmes et seulement 5 % des jeunes hommes sont déjà parents trois ans après avoir terminé leur formation⁷. Ces différences de genre s'articulent à des différences de classe sociale : selon leur sexe, leur origine sociale et leur diplôme, les individus n'accèdent pas au même âge à un logement autonome, une vie professionnelle, conjugale et parentale.

L'ACCÈS À L'ÂGE ADULTE : GENRE ET CLASSE SOCIALE

Depuis les années 1980, plusieurs enquêtes montrent que les jeunes femmes sans diplôme universitaire (et issues des classes populaires) quittent le domicile familial et entament une vie parentale avant les jeunes hommes qui ont les mêmes caractéristiques sociales, et avant les jeunes femmes diplômées : 59 % des femmes sans diplôme, nées entre 1957 et 1961, avaient par exemple déjà un enfant à vingt-trois ans, contre seulement 26 % des hommes sans diplôme et 12 % des femmes diplômées de même âge⁸. Si ces dernières attendent souvent de finir leurs études pour devenir mères, c'est une autre raison qui conduit les jeunes hommes non diplômés à reporter la paternité. Dans la mesure où l'on exige traditionnellement des hommes qu'ils remplissent le rôle de « monsieur Gagne-Pain » dans le couple parental, l'absence d'emploi, la précarité, des difficultés financières constituent davantage des obstacles à la paternité qu'à la maternité. Ainsi, des individus qui n'ont pas encore accompli les différentes étapes conventionnelles du statut d'adulte (décohabitation familiale, accès à un emploi, autonomie financière, conjugalité et éventuellement parentalité...) peuvent être perçus de façon prolongée comme « jeunes ». Cela signifie que la « jeunesse », entendue comme cette période de la vie qui sépare la fin de l'adolescence de l'accès au statut d'adulte, est loin de n'être qu'une question d'âge : selon la trajectoire sociale et le sexe, elle peut durer plus ou moins longtemps, sans que le fait de « s'attarder » ou de sortir de la jeunesse soit forcément volontaire⁹.

Si on n'est pas toutes et tous « jeunes » en même temps ni pendant la même durée, on ne vieillit pas non plus de façon synchronisée.

7. Enquête auprès de 33 500 jeunes ayant quitté le système éducatif en 2010 (tous niveaux de formation confondus), in CEREQ, *Quand l'école est finie. Enquête 2013 : premiers pas dans la vie active de la génération 2010*, Paris, 2014, p. 78-79.

8. Françoise Batagliola, Elizabeth Brown et Maryse Jaspard, « Itinéraires de passage à l'âge adulte. Différences de sexe, différences de classe », *Sociétés contemporaines*, n° 25, 1997, p. 85-103.
9. Gérard Mauger, « Jeunesse : l'âge des classements. Essai de définition sociologique d'un âge de la vie », *Recherches et prévisions*, n° 40, 1995, p. 19-36.

Certaines personnes, parce qu'elles sont confrontées à des environnements de vie néfastes pour la santé, manquent de ressources pour se faire soigner ou s'alimenter de façon équilibrée et/ou exercent des métiers pénibles, semblent, à soixante ans, bien plus avancées en âge que d'autres personnes du même âge ayant eu des conditions de vie et de travail privilégiées. En 2003, en France, un homme exerçant un métier de cadre vit en moyenne six ans de plus qu'un homme ouvrier ; à trente-cinq ans, il peut encore espérer vivre en bonne santé (sans incapacité) jusqu'à soixante-neuf ans, et l'ouvrier jusqu'à cinquante-neuf ans seulement¹⁰.

Les façons de vieillir sont marquées non seulement par des inégalités de classe, mais aussi par des différences de genre : en France, les femmes vivent en moyenne six ans de plus que les hommes et elles sont plus nombreuses à atteindre un âge élevé (cinq cent-naires sur six sont des femmes en 2016). Les hommes meurent davantage à tous les âges de maladies cardio-vasculaires et d'accidents. À tous les âges, ils se suicident également plus que les femmes, et cet écart se renforce en vieillissant : en 2006, les hommes de plus de quatre-vingt-cinq ans se suicident 6,6 fois plus que les femmes du même âge¹¹. Les sociologues essayent de comprendre ce fait social¹² : adopter des conduites à risque (notamment à bord de véhicules à moteur), consommer beaucoup d'alcool et de viande, ne pas se préoccuper de ses problèmes de santé et se percevoir comme (quasi) invulnérable sont des comportements qui sont traditionnellement considérés comme distinguant les « vrais hommes » des « femmelettes ». Les normes de la virilité seraient-elles donc néfastes pour la santé et pour la longévité des hommes eux-mêmes ? Les hommes, au cours de leur vie, sont-ils moins préparés à prendre soin de leur corps et à affronter les formes de vulnérabilité qui peuvent se développer avec l'avancée dans le grand âge ? Ces questions restent ouvertes. On peut en tout cas noter un paradoxe : malgré leur plus grande espérance de vie et leur plus grande résilience avec l'avancée dans le grand âge, les femmes sont souvent jugées « vieilles » avant les hommes. Comment expliquer ce processus ?

Malgré leur plus grande espérance de vie et leur plus grande résilience avec l'avancée dans le grand âge, les femmes sont souvent jugées « vieilles » avant les hommes.

VIEUX BEAUX ET VIEILLES PEAUX

L'âge est une notion polysémique. Jusqu'ici, on l'a principalement employé avec deux significations distinctes mais connectées. La première renvoie au nombre d'années (de mois et de jours pour les bébés) qui sépare

10. Emmanuelle Cambois, Caroline Laborde et Jean-Marie Robine, « La double peine des ouvriers : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte », *Population & Sociétés*, n° 441, janvier 2008.

11. Albertine Aouba *et al.*, « La mortalité par suicide en France en 2006 », *Études et Résultats*, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), n° 702, 2009.

12. Anne-Sophie Cousteaux et Jean-Louis Pan Ké Shon, « Le mal-être a-t-il un genre ? Suicide, risque suicidaire, dépression et dépendance alcoolique », *Revue française de sociologie*, vol. 49, 2008, p. 53-92.

une personne de sa date de naissance inscrite dans les registres d'état civil : c'est l'âge chronologique, civil, calendaire ou administratif. Avant l'instauration de l'état civil à la fin du XVIII^e siècle, tout le monde ne connaissait pas forcément son âge avec précision. La seconde signification, beaucoup plus ancienne, renvoie à une période temporelle pouvant englober plusieurs années et qui définit une étape conventionnelle de l'existence dans une société donnée : l'âge tendre, la jeunesse, l'âge adulte, le troisième âge, le quatrième âge... Lorsqu'on parle *des âges* de la vie (et non de l'âge d'un individu), c'est surtout à ces étapes que l'on fait référence.

Il existe cependant encore un troisième sens du terme « âge », abordé quand on a fait référence à l'inégal vieillissement des cadres et des ouvriers. L'âge renvoie dans ce cas à la multiplicité des transformations corporelles (celle des os, de la taille, de la peau, de la pilosité, des capacités visuelles...) que les médecins appellent l'« âge biologique », et qui peut être qualifié en termes de « vieillissement » dès la fin de la croissance. Les produits de beauté, crèmes et interventions chirurgicales qualifiés d'« anti-âge » ne prétendent bien sûr pas modifier notre âge chronologique ni nous propulser magiquement dans des étapes antérieures de notre parcours de vie. Ils entendent plutôt ralentir le processus physiologique du vieillissement ou agir sur ses traces perceptibles à la surface du corps. Or, ces « signes de l'âge » ne sont pas perçus de la même manière chez les femmes et les hommes. Simone de Beauvoir l'avait déjà noté dans *Le Deuxième Sexe* : « Parce qu'on ne demande pas [à un homme] les qualités passives d'un objet, l'altération de son visage et de son corps ne ruinent pas ses possibilités de séduction¹³. » En revanche, il est (encore) rare de juger des femmes vieilles *et* belles : on dira, au mieux qu'elles sont *bien conservées*, comme si la seule référence en matière de beauté était un visage et un corps jeunes, et qu'une femme ne devait donner à voir aucune trace du passage du temps, des activités réalisées au cours de son existence et de ses expériences. Ce n'est pas tant que le vieillissement de l'apparence soit différent selon le sexe : c'est que nous regardons différemment les mêmes marques de vieillissement (rides, cheveux gris, poches sous les yeux...) selon que nous pensons avoir affaire à un homme ou à une femme.

Nous regardons différemment les mêmes marques de vieillissement (rides, cheveux gris, poches sous les yeux...) selon que nous pensons avoir affaire à un homme ou à une femme.

Cette *perception genrée du vieillissement* se manifeste aussi dans le monde du travail : les carrières des comédiennes se terminent en moyenne avant celles des hommes car elles sont jugées « trop vieilles » à un âge plus précoce. En France, la commission « Tunnel de la comédienne de cinquante ans » a calculé que, dans les films français sortis en 2016, les hommes jouaient 70 % des rôles attribués à des personnes de plus de cinquante ans et que les femmes de plus

13. Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, Gallimard, Paris, 1999 [première édition : 1949], p. 457.

de cinquante ans étaient quatre fois moins présentes sur les écrans que dans la société française¹⁴. Cette occultation des femmes cinquantenaires est révélatrice de l'emprise des normes sociales, associant la valeur des femmes à leur fertilité, quand bien même la performance dans le métier d'actrice ne dépend nullement du fait de produire ou non des ovules.

Les féministes invitent à s'émanciper de ces normes : elles rappellent que les femmes de cinquante ans ont devant elles un avenir au moins aussi long que celui des hommes, et qu'il n'est pas fondé de définir le vieillissement uniquement en termes de déclin. Déconstruire le discours *décliniste* sur la vieillesse – dont les hommes vieillissants font également les frais, même s'ils y sont confrontés en moyenne plus tard que les femmes – constitue aussi le cœur des travaux sur l'*âgisme*¹⁵. Ces travaux, qui portent sur les formes de discrimination, de domination et de ségrégation fondées sur l'âge, entendent changer notre regard sur le vieillissement : ils montrent que, dans de nombreux domaines de la vie sociale, les expériences et savoir-faire accumulés en avançant en âge peuvent aider à mieux vivre, et que si certaines capacités corporelles déclinent dès la fin de la croissance, d'autres s'améliorent, d'autres encore se développent au fil du temps, venant compenser des défaillances liées à l'usure du corps. Ils montrent enfin que certains problèmes que l'on croit liés fatalement à l'avancée dans le grand âge – l'isolement, la dépression, le manque d'activités et de relations... – sont en grande partie une conséquence des structures âgistes de nos sociétés.

MORALE DE L'HISTOIRE

L'âge chronologique constitue l'un des principaux critères par lesquels nos sociétés organisent la gestion de la population et classent les individus, depuis le monde scolaire jusqu'aux systèmes de retraite. Les frontières entre les différents âges de la vie, de la petite enfance à la vieillesse, ne sont cependant pas exactement les mêmes selon son statut social et son genre. Pas facile de « devenir adulte » sans ressources ni emploi. Pas facile d'échapper au stigmate de la vieillesse sociale quand le corps est usé par des années de travail pénible, ou quand on est jugé hors jeu pour exercer certaines activités sociales, en raison des marques corporelles apparentes de l'avancée en âge. Le fait de refuser à des personnes l'accès à des activités ou des opportunités en raison de leur âge avancé prend des formes différentes pour les deux sexes, et tout le monde n'y est pas confronté au même âge. Cependant, quel que soit son genre, cette expérience est souvent vécue comme injuste : se savoir vieille

14. Ce collectif a été créé en 2015 au sein de l'AAFA (Actrices, acteurs de France associés). Voir : <https://aafa-asso.info/tunnel-de-la-comedienne-de-50-ans/>

15. Martine Lagacé (dir.), *L'Âgisme. Comprendre et changer le regard social sur le vieillissement*, Les Presses de l'université Laval, Québec, 2011.

ou vieux du point de vue de sa date de naissance n'implique en effet nullement de se sentir dépourvu de capacités, de désirs, de projets. La mise en cause des visions déclinistes de la vieillesse ne présente pas un intérêt seulement pour ces « autres » que sont les « personnes âgées », les « seniors » ou les membres des « troisième » et « quatrième » âges. Elle concerne chacune et chacun d'entre nous, quel que soit notre âge. « Cessons de tricher, disait encore Simone de Beauvoir, le sens de notre vie est en question dans l'avenir qui nous attend ; nous ne savons pas qui nous sommes, si nous ignorons qui nous serons : ce vieil homme, cette vieille femme, reconnaissons-nous en eux¹⁶. »

On pourrait ajouter que nous ne savons pas qui nous sommes si, en vieillissant, nous oublions qui nous avons été et les formes de domination que nous avons pu subir en tant que « jeune » ou « enfant ». Il ne s'agit pas seulement, pour chaque individu, de penser son existence comme un tout, depuis son ancien jusqu'à son futur « moi ». Il s'agit aussi, collectivement, d'imaginer d'autres organisations possibles des âges de la vie.

À LIRE

Marc Augé, *Une ethnologie de soi. Le temps sans âge*, Le Seuil, Paris, 2014
Christian Baudelot et Roger Establet, *Avoir trente ans en 1968 et en 1998*, Le Seuil, Paris, 2000

Jean-Claude Chamboredon, *Jeunesse et classes sociales*, Éditions de la rue d'Ulm, Paris, 2015 [première édition : 1985]

Dolors Comas-d'Argemir et Xavier Roigé (dir.), Vieillir en Europe, *Ethnologie française* (dossier spécial), 2018/3, n° 171.

Françoise Héritier, *Masculin-Féminin I. La Pensée de la différence*, Odile Jacob, Paris, 1996, rééd. 2002

Rose-Marie Lagrave, « Ré-enchanter la vieillesse », *Mouvements*, n° 59, 2009, p. 113-122

Juliette Rennes (dir.), « Âge », in *Encyclopédie critique du genre. Corps, sexualité, rapports sociaux*, La Découverte, Paris, 2016

À VOIR

Agnès Varda, *Les Plages d'Agnès*, 2008

À ENTENDRE

Charlotte Bienaimé, *Vieilles, et alors ? Âgisme, ménopause et normes de genre : la rage des cheveux blancs*, Arte Radio, « Un podcast à soi », n° 14, décembre 2018

16. Simone de Beauvoir, *La Vieillesse*, Gallimard, Paris, 1970, p. 15.

LE VOILE EST-IL UNE OPPRESSION POUR LES FEMMES ?

Lucia Direnberger, Hanane Karimi, Abir Kréfa et Amélie Le Renard
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 773 à 781

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-773.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE VOILE EST-IL UNE OPPRESSION POUR LES FEMMES ?

par **LUCIA DIRENBERGER** (sociologue, CNRS),
HANANE KARIMI (sociologue, université de Strasbourg),
ABIR KRÉFA (sociologue, université Lyon-II),
et **AMÉLIE LE RENARD** (sociologue, CNRS)

Remerciements à Sophie Lavagnelle
(professeure de sciences économiques et sociales)

« À peine arrivée, quand ils m'ont vue avec mon voile,
ils m'ont dit que la place était prise. »

Nadger, citée par Ismahane Chouder, Malika Latrèche et Pierre Tévanian,
Les Filles voilées parlent, 2008

Le 26 février 2019, le directeur de la communication
d'une grande enseigne sportive annonce que le hijab
de running ne sera finalement pas commercialisé en
France en raison des menaces, insultes et agressions perpétrées
sur ses employés. De nombreuses controverses autour du voile
se succèdent depuis une trentaine d'années, tandis qu'ont été
légalisées diverses interdictions de signes religieux, concernant
principalement les femmes musulmanes. Pourquoi ?
Avec quels impacts ?

LA COLONISATION ET LE « PROBLÈME DU VOILE »

De nombreux articles, reportages et débats ont été consacrés au voile ces dernières années. Dans la plupart des cas, le voile est présenté comme un problème, et plus précisément comme un nouveau problème. Le voile porterait supposément atteinte aux valeurs françaises d'égalité entre les hommes et les femmes d'une part, à la laïcité d'autre part. Lesquelles seraient liées : la laïcité garantirait cette égalité. Les femmes qui portent le voile sont vues comme soumises et aliénées. À travers le voile, l'ensemble des musulmans

en France et dans le monde sont perçus comme arriérés, menaçant la République.

Un détour historique s'impose pour remonter aux sources dudit problème et d'abord aux idées de civilisation et d'arriération. Actionnons donc la machine à remonter le temps un siècle en arrière. La France est alors une puissance coloniale : elle colonise l'Algérie depuis 1830 ; elle a établi des **protectorats** sur la Tunisie (1881), puis le Maroc (1912) et vient de conclure avec la Grande-Bretagne les accords secrets de Sykes-Picot (1916), qui lui donnent mandat sur le Liban et la Syrie (1920). Pour justifier l'injustifiable, les innombrables morts, l'expropriation de terres, l'exploitation des ressources humaines et matérielles, les guerres coloniales sont présentées comme des missions civilisatrices. Pour beaucoup de journalistes, de missionnaires et d'hommes politiques, la condition des femmes musulmanes est le signe de la barbarie des sociétés colonisées, en même temps qu'une, parmi mille, justification de la colonisation.

Comme si « la » femme musulmane existait. Alors qu'évidemment les femmes musulmanes ont des motivations et manières de se voiler aussi diverses que leurs subjectivités, modes de vie et positions sociales. Le nom même attribué à la pièce de tissu utilisée varie en fonction des classes, des régions et des saisons. Le voilement intégral du corps, y compris d'une partie du visage, constituait, par exemple, moins une dévaluation qu'un signe de distinction sociale, à travers lequel les familles des classes dominantes des villes, celles qui bénéficiaient d'une richesse économique et/ou d'un prestige symbolique, s'affichaient comme plus respectables que les familles des classes laborieuses rurales. Nombreuses à travailler dans les champs, les paysannes du Maghreb et du Moyen-Orient ne portaient sur la tête qu'un petit foulard fait d'un tissu léger l'été et un foulard plus épais, davantage enroulé, l'hiver.

« Le » voile n'est qu'une invention : existaient des façons de se voiler et non « le » voile. « Le » voile n'est qu'une invention : existaient des façons de se voiler et non « le » voile. Par exemple, dans des villes tunisiennes comme Tunis et Sousse au début du ^{xx}e siècle, certaines femmes des classes populaires et de la petite-bourgeoisie

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Protectorat : colonie reposant sur la cooptation par la puissance coloniale (la France, par exemple) d'un souverain local, généralement établie à la suite d'une guerre ou sous la menace d'en déclencher une. Ce mode de gestion diffère de l'administration directe mise en place

en Algérie, colonie de peuplement où s'installent alors de nombreux colons, bénéficiant de terres attribuées par les autorités après confiscation à la population, afin d'y développer une société dite « européenne ».

portaient souvent un *sefsari* blanc et tissé mais non cousu, qui dissimulait, selon les manières de le maintenir, tout ou une partie du corps et du visage. Mais il existait une grande variété de *sefsari* : légers ou lourds, faits de soie, de coton ou de laine. La plus ou moins grande noblesse du tissu ainsi que ses accessoires classaient celles qui les portaient dans la hiérarchie sociale. Les femmes de l'aristocratie se drapaient quant à elles couramment d'une *lahfa masrî* noire, long vêtement cousu avec des fils argentés ou dorés, et accompagnée d'une voilette.

La catégorie « le » voile fut en fait une invention coloniale. Les citadines au Moyen-Orient et au Maghreb se déplaçaient en dissimulant leur corps et partiellement leur visage, mais il n'existait pas dans leur langage, ni dans leurs représentations, de catégorie « voile » pour désigner des pratiques en réalité diverses. D'autre part, nombreuses au Moyen-Orient, les chrétiennes des villes se couvraient aussi de divers tissus pour sortir. Il faut attendre les années 1920 pour que le **hijab**, comme catégorie unique, codifiée et spécifique aux musulmanes, fasse son apparition au Moyen-Orient et devienne un objet de débats récurrents parmi les élites coloniales et de la région. Relativement ancien, le stéréotype du **harem** est réactivé dans ce contexte. Les musulmanes sont décrites par les Européens comme recluses dans le harem, dans des postures lascives et de disponibilité sexuelle pour les hommes, alors même que les femmes des sociétés concernées, notamment des classes populaires des villes et des campagnes, sont en fait nombreuses à travailler dans les champs, les usines, l'artisanat ou le commerce.

On notera au passage que les hommes européens qui alors s'offusquaient du sort des musulmanes et se présentaient en libérateurs s'opposaient en même temps, dans leurs pays, aux droits des femmes. Ne citons que le cas de lord Cromer, figure importante de l'impérialisme britannique, qui participa à la mainmise sur l'Égypte à la fin du XIX^e siècle. Tout en s'indignant du sort des femmes musulmanes, Cromer fut en Grande-Bretagne membre fondateur et premier président de l'influente Ligue des hommes contre le suffrage des femmes. Les Françaises étaient,

La catégorie « le » voile fut en fait une invention coloniale.

Les hommes européens qui alors s'offusquaient du sort des musulmanes et se présentaient en libérateurs s'opposaient en même temps, dans leurs pays, aux droits des femmes.

Hijab : doté d'une connotation religieuse, ce mot désigne pour les femmes le fait de se couvrir sans qu'il y ait de consensus sur les modalités précises de cet acte, les zones à couvrir, etc.

Harem : ce mot désigne, dans les récits d'Européens sur les

sociétés du Maghreb et du Moyen-Orient, une zone (des maisons ou palais) dans laquelle les femmes seraient recluses. De nombreuses recherches historiques ont remis en question ces récits, qui relèvent en grande partie de projections imaginaires.

à la même époque, également privées du droit de vote. Cette opposition au suffrage des femmes fut défendue par les hommes politiques de droite comme de gauche, dont de nombreux radicaux ayant promu la loi de 1905 séparant l'Église de l'État. Le Code civil consacrait en outre la tutelle du mari sur l'épouse.

Malgré les discours sur l'oppression des femmes musulmanes, non seulement les autorités coloniales n'accordaient pas de droits à celles-ci dans les territoires colonisés, mais, massivement, l'ordre colonial se traduisit aussi par leur exploitation matérielle et sexuelle, en particulier en Algérie. Les autorités françaises y évoquaient également la coutume et la religion pour les exclure de la scolarisation, alors que le droit à l'instruction des filles était défendu par les nationalistes algériens, hommes et femmes. Les Algériennes demeureront, par ailleurs, exclues du droit de vote enfin obtenu par les Françaises en 1944.

Ce qui n'empêchera pas l'armée française d'organiser, en mai 1958, en pleine guerre d'indépendance algérienne (1954-1962), des cérémonies de dévoilement dans plusieurs villes, censées illustrer les bienfaits de la colonisation pour l'émancipation des femmes. C'est dire que la question du voile charrie une histoire longue.

INTERDIRE OU RENDRE OBLIGATOIRE ?

Certains pays, à population majoritairement musulmane ou non, ne disposent d'aucun dispositif législatif sur le voile : c'est le cas du Maroc, du Royaume-Uni, des États-Unis, du Liban. À l'inverse, d'autres États encadrent de manière légale le port des voiles, pour le rendre obligatoire ou pour l'interdire.

Les politiques étatiques de voilement et de dévoilement sont très variées. Elles s'inscrivent dans la série des mesures étatiques visant à contrôler les corps des femmes.

Les politiques étatiques de voilement et de dévoilement sont très variées. Elles s'inscrivent dans la série des mesures étatiques visant à contrôler les corps des femmes. Mais il faut surtout saisir que leurs variations dépendent d'abord de l'usage que peuvent en faire les élites (en premier lieu, les élites politiques). Et examiner comment ces élites se servent et instrumentalisent, à leurs bénéfices, « le voile » dont elles font un problème.

Arrêtons-nous sur le cas de l'Iran, qui a connu des politiques particulièrement variées en la matière. La monarchie Pahlavi, dans les années 1930, mène une campagne contre le voile afin de moderniser la nation sur le modèle de l'Europe. Pour les Européens auteurs de récits de voyage orientalistes, comme pour les élites nationalistes iraniennes,

les femmes considérées comme modernes ne peuvent alors qu'être des femmes dévoilées. Trois directives signées en 1935 et 1936 ouvrent la campagne de *kashf-i hijab* (« dévoilement »). Elles appellent à ce que le dévoilement soit encouragé par les institutions gouvernementales locales, prescrivent un code vestimentaire pour les élèves et les enseignantes des écoles publiques (visage et mains doivent être découverts), et imposent aux épouses des employés du gouvernement de ne pas porter le tchador, long tissu noir couvrant les cheveux et le corps. Le point d'acmé de cette campagne a lieu le 7 janvier 1936, lorsque le roi Reza Pahlavi inaugure officiellement la campagne *kashf-i hijab* : il annonce qu'au nom de leur libération, les femmes et les filles ne peuvent plus porter le tchador dans l'espace public. Si l'emploi de la violence par la police locale est proscrit par le pouvoir central, des femmes qui portent un voile ou un tchador sont néanmoins harcelées ou agressées par des policiers. Cette campagne s'accompagne aussi de l'exclusion des femmes voilées des institutions éducatives, ainsi que des postes élevés au sein des institutions étatiques.

En 1979, la mise en place de la République islamique change la donne. Si le voile reste un symbole majeur de changement de la société, cette fois il est mobilisé au sein d'un projet politique tourné vers l'authenticité nationale, dénonçant les influences occidentales imputées à la monarchie Pahlavi. Le voile, qui avait représenté pendant la révolution un symbole de résistance nationale brandi par de nombreuses femmes, devient un outil étatique de désoccidentalisation de la nation iranienne, et redevient obligatoire dans les espaces publics pour les femmes. Mais si cela s'accompagne d'autres inégalités légales entre les femmes et les hommes, il ne s'agit pas pour autant d'une politique de réclusion de celles-ci. Au contraire, elles sont encouragées à entrer massivement à l'université (elles représentent aujourd'hui environ 60 % des étudiants dans l'enseignement supérieur) et dans l'espace public. Si les mouvements féministes en Iran ont privilégié d'autres thèmes de lutte (violences faites aux femmes, inégalités dans l'héritage et le divorce, obstacles aux fonctions de directions politiques et religieuses, inégalités sur le marché du travail, etc.), ces dernières années ont vu émerger des mouvements de femmes qui se mobilisent contre l'obligation du port du voile et qui rassemblent des femmes souhaitant aussi bien, à titre personnel, porter ou ne pas porter le voile.

En France, des femmes musulmanes protestent contre les interdictions qui visent le port du voile et qui les empêchent d'aller à l'école, d'accompagner leurs enfants en sorties scolaires ou même de travailler

dans de nombreux cas. La multiplication des mesures prohibitives s'est effectuée au nom d'une application de plus en plus restrictive de la laïcité, que l'on pourrait qualifier de « nouvelle laïcité ».

La multiplication des mesures prohibitives s'est effectuée au nom d'une application de plus en plus restrictive de la laïcité, que l'on pourrait qualifier de « nouvelle laïcité ».

Le 15 mars 2004, une loi est votée sous la présidence de Jacques Chirac, qui interdit le port du voile aux élèves dans les établissements publics. C'est le début d'une longue série de mesures restreignant la liberté, pour les femmes musulmanes voilées, de manifester leur attachement religieux. Les mesures vont progressivement s'étendre à l'école, aux espaces publics et, de plus en plus, à l'entreprise. En 2011, le voile intégral (couvrant le visage) est interdit dans l'espace public. À l'école, alors que la question semble être réglée, d'autres affaires apparaissent. Ici, il est question d'une jupe trop longue, là, d'un bandeau porté sur les cheveux, trop large, ou encore de la présence de mères voilées dans l'enceinte de l'école laïque. En 2012, le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel diffuse une circulaire dans laquelle il précise le devoir de neutralité des parents d'élèves dans l'enceinte de l'établissement scolaire, circulaire qui interdit aux mères voilées d'accompagner des sorties scolaires. Progressivement, le secteur privé emprunte les clauses réglementaires du secteur public pour imposer le dévoilement des employées musulmanes ou leur exclusion. C'est le cas dans l'affaire de la crèche Baby Loup (2008), dont la directrice adjointe est licenciée parce qu'elle porte le voile au travail. Après une longue procédure judiciaire, elle perd en 2014. Cette décision de justice étend les espaces dans lesquels l'interdiction du voile est autorisée. En 2016, un article de la loi Travail introduit une possibilité d'exiger le devoir de neutralité pour les salariées. La même année, des maires diffusent des arrêtés anti-burkinis (tenue de plage portée par des femmes musulmanes).

Les politiques d'interdiction comme d'obligation de porter le voile limitent les femmes dans leurs pratiques vestimentaires. Ainsi, certaines femmes sont contraintes de porter le voile en raison des dispositions légales (c'est le cas par exemple des Républiques islamiques d'Iran et d'Afghanistan) ou en raison de violences ou de pressions sociales et familiales. Pour celles qui portent le voile par choix, les motivations peuvent être religieuses, politiques, ou encore de l'ordre de l'intime et du cheminement personnel. Elles peuvent impliquer des formes de contestation ou de négociation des normes de genre (par exemple, le refus d'être assignée à un corps sexualisé féminin, ou au contraire la volonté d'incarner une féminité modeste). Les motivations sont fluides et changeantes dans le temps et dans l'espace. Autrement dit, chaque personne a ses propres motivations qui prennent sens dans un contexte

social et politique spécifique. Impossible donc d'attribuer au voile un sens qui s'appliquerait à toutes, ou encore de l'interpréter d'une manière générale comme une forme d'oppression ou d'émancipation.

EXPÉRIENCES DE DISCRIMINATIONS DES FEMMES VOILÉES EN FRANCE

Lorsqu'elles ne sont pas explicitement exclues, les femmes musulmanes voilées sont, au mieux, considérées comme « à libérer », au pire comme « aliénées ». En somme, elles sont rarement appréhendées comme sujets. Objets de débats, sujets parlés plus que parlants, elles n'accèdent jamais à la parole publique. Certaines ont tenté de faire entendre les problèmes qu'elles rencontrent au quotidien à cause d'applications abusives du principe de laïcité. Mariame Thighanimine l'expose dans son livre *Différente comme tout le monde*. Elle y explique les difficultés d'être assignée à une altérité radicale. Dans les années 2000, elle animait avec sa sœur un webzine, *Hijab and the City*, dans lequel elles abordaient des questions liées à la féminité à l'aune de leur pratique religieuse. Toutes deux portaient alors le hijab. Aujourd'hui, Mariame s'est dévoilée, elle explique que son dévoilement est en partie dû aux expériences éprouvantes et douloureuses qui ont jalonné son quotidien.

Objets de débats, sujets parlés plus que parlants, elles n'accèdent jamais à la parole publique.

Différentes études informent sur les expériences d'**islamophobie** que subissent les femmes musulmanes voilées en France. Dans son rapport annuel de 2018, le Défenseur des droits explique que « les discriminations subies par des jeunes femmes musulmanes qui portent le voile ressortent clairement des saisines et de l'activité de l'institution » qu'il représente.

Exclusion, stigmatisation et préjugés négatifs de la pratique religieuse, sentiments d'humiliation et de rejet sont le lot des femmes visées par ces interdictions. Par exemple, la loi du 15 mars 2004, qui

des formes de stigmatisation, de discrimination et d'exclusion de ces personnes.

Islamophobie : l'islamophobie est une forme spécifique de racisme, comme le sont l'antisémitisme et la négrophobie. L'islamophobie est un processus social d'altérisation des personnes identifiées et/ou catégorisées comme musulmanes. L'islamophobie se traduit par

a interdit le port de signes religieux à l'école publique (mais surtout toutes les polémiques et disputes politiques qui l'ont accompagnée), a eu des effets négatifs sur la scolarisation des jeunes filles musulmanes. Alors que les élèves qui portent le voile sont obligées de se dévoiler à l'entrée des établissements, certaines ont préféré se diriger vers les études par correspondance ou vers des écoles confessionnelles musulmanes, voire interrompre leur scolarité. L'école prépare aux diplômes qui, eux-mêmes, permettent un accès relatif au marché de l'emploi. De ce fait, ces femmes expérimentent une plus grande inactivité professionnelle que d'autres.

Les femmes musulmanes voilées cumulent, en fait, trois types de discriminations, fondées sur leur appartenance religieuse, leur genre et leur **assignation raciale**. Face à ces difficultés, elles peuvent se résigner et abandonner la recherche ou le maintien d'une activité professionnelle. C'est ce qu'on appelle l'inactivité professionnelle. Elles peuvent aussi privilégier le travail communautaire (dans les commerces ethniques, dans les lieux de culte) qui les protège quelque peu des discriminations liées à l'appartenance raciale et religieuse mais implique souvent un déclassement. Dans certains cas, des musulmanes voilées choisissent l'autoentrepreneuriat ou encore l'expatriation.

Ces interdictions ont ainsi des effets concrets, matériels et psychologiques. Subir et même anticiper la discrimination peuvent entraîner chez les femmes musulmanes voilées des postures de repli sur soi, de perte de confiance, d'autocensure ou de repli dans les espaces religieux.

Widad est secrétaire d'une association lyonnaise. Durant son congé parental, elle a décidé de porter le hijab. De retour au travail, l'accueil qu'elle reçoit est glacial. Personne ne la félicite pour la naissance de sa fille, tout le monde l'évite. Dans la journée, elle est convoquée au bureau de la directrice qui lui explique que, étant donné la menace terroriste en France, son attitude est inadmissible et qu'il s'agit d'une provocation. Widad est choquée des liens qui sont faits entre son observance religieuse et le terrorisme. La directrice ajoute que sa

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Assignation raciale : on entend, par cette expression, le fait d'être sans arrêt renvoyé à une origine autre que française, ce qui s'accompagnerait de caractéristiques culturelles ou religieuses jugées différentes de celles de la population dite majoritaire (voir la fiche « Sans distinction de race »).

tenue ne peut être tolérée dans l'association qui est laïque. Widad se défend, répond que la manifestation de sa croyance ne menace pas le principe de laïcité et qu'elle fera son travail comme avant et que rien n'a changé. La directrice lui explique catégoriquement qu'elle n'acceptera jamais une femme voilée dans son association. Elle lui colle un avertissement et lui explique que, si elle veut garder son travail, Widad devra retirer son voile. Ce qu'elle refuse. À l'issue d'une procédure disciplinaire éprouvante, Widad est contrainte de quitter son poste qu'elle occupait depuis douze ans, parce qu'elle a porté un foulard sur ses cheveux. Abattue, elle choisit de se consacrer à l'éducation de sa fille et d'être mère au foyer.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le voile au singulier n'existe pas, car les ports des voiles sont aussi diversifiés dans leur forme et la manière de les porter que les raisons pour lesquelles les femmes les portent. Le problème n'est pas « le voile » mais la contrainte exercée sur les corps des femmes. Les politiques étatiques de voilement et de dévoilement sont des outils de contrôle des corps des femmes et de production des hiérarchies sociales. Elles sont élaborées et appliquées sans prendre en compte ce que disent les femmes concernées. Tant que ces politiques existeront, alors des femmes se mobiliseront pour revendiquer leur droit à montrer leur corps comme elles l'entendent, à dénoncer les violences et discriminations qu'elles subissent et à affirmer : « Ne nous libérez pas, on s'en charge ! »

À LIRE

Hanane Charrihi, *Ma mère patrie*, Éditions de La Martinière, Paris, 2017
Abir Kréfa et Amélie Le Renard, *Genre et féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb*, Éditions Amsterdam, Paris, à paraître
Ferial Lalam, « L'enjeu du statut des femmes durant la période coloniale en Algérie », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 27, p. 16-27
Nadia Henni Moulai (dir.), *Voiles et préjugés*, Melting Book, Courbevoie, 2016
Mariame Thighanimine, *Différente comme tout le monde*, Le Passeur, Paris, 2017

À VOIR

Samia Chala, *Madame la France, ma mère et moi*, 2012
Faïza Ambah, *Mariam*, 2015

OÙ ÊTRE GAY AUJOURD'HUI ?

Colin Giraud
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 783 à 797

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-783.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

AUTRES GENRES

OÙ ÊTRE GAY AUJOURD'HUI ?

L'HÉTÉRONORMATIVITÉ

QUAND L'HÉTÉRONORMALITÉ
FAIT MAL

COMPRENDRE LES TRANSIDENTITÉS

OÙ ÊTRE GAY AUJOURD'HUI ?

par COLIN GIRAUD (sociologue, université Paris-Nanterre, CRESPPA-CSU, INED)

Remerciements à Nicolas Vanhaert-Couturier (professeur de sciences économiques et sociales) et Manuela Enrique-Girardin (professeure de sciences économiques et sociales)

« On est bien dans le ghetto. Il y a du monde.
Il y en a tout le temps plus. »
Guillaume Dustan, *Dans ma chambre*, 1996

En 1999, dans *Réflexions sur la question gay*, Didier Éribon commençait son chapitre « La fuite vers la ville » par l'affirmation : « L'homosexualité a partie liée avec la ville. » De fait, l'espace urbain a joué un rôle central dans de nombreux parcours homosexuels et dans la construction d'une visibilité collective inédite au ^{xx}e siècle. Mais, à l'image des LGBTQ dans leur ensemble, les gays et les lesbiennes ne constituent pas des groupes homogènes. Tous n'ont pas accès de la même manière à la ville, tous n'y trouvent pas les mêmes ressources, tous ne s'y installent pas non plus.

DES TRAJECTOIRES TOURNÉES VERS L'ESPACE URBAIN : FUIR ?

Espace des possibles, ailleurs désiré, la grande ville occupe une place singulière et mythique dans les cultures gays et lesbiennes, mais aussi un rôle important dans les trajectoires individuelles.

LA VILLE, AILLEURS DÉSIRÉ

De nombreuses productions culturelles, artistiques ou littéraires, qui ont forgé les cultures gays et lesbiennes, célèbrent les qualités qu'offre la ville. En cela, elles reformulent d'ailleurs des propriétés énoncées par les sociologues, qui observaient l'urbanisation galopante de la fin du ^{xix}e et du début du ^{xx}e siècle (de Max Weber à Louis

Wirth, en passant par Georg Simmel) : l'anonymat et l'affaiblissement du contrôle social, la densité de population et la possibilité de rencontres, la diversité et le brassage des populations, le sentiment de liberté accru. S'il est difficile d'en faire l'inventaire exhaustif, beaucoup de films, romans, chansons, séries télévisées ont contribué à façonner l'image d'une ville source d'émancipation, espace des possibles. Fuir vers la ville permettrait l'affranchissement partiel de normes sociales plus contraignantes en d'autres lieux (ceux des origines, régions rurales, petites villes). Par ailleurs, s'installer et vivre dans une grande ville amèneraient plus facilement à rencontrer et fréquenter d'autres gays et lesbiennes, et permettraient de se rapprocher aussi de leurs lieux et de leurs façons de vivre. Ces possibilités seraient d'autant plus nombreuses que la taille des villes augmenterait. Pour Michael Pollak, cette densité urbaine plus forte serait centrale dans la perspective de rencontres chez les lesbiennes et les gays : « La propension à la promiscuité fait que le marché sexuel et local dans les villes petites et moyennes est souvent vite épuisé ; se développe alors toute une logique des voyages et des week-ends », vers les grands centres urbains¹, notamment. Ce double impératif (fuir les normes hétérosexuelles, rencontrer d'autres homosexuels) a pu produire et amplifier l'attrait de certaines grandes villes américaines pour certains gays, notamment dès le milieu du xx^e siècle. De nombreux marins, chassés de l'armée américaine durant la Seconde Guerre mondiale à cause de leur homosexualité, ne sont pas rentrés chez eux, par crainte des réactions homophobes, et pour échapper à un mariage non voulu. Ils sont restés à San Francisco, lieu de leur démobilisation, et y ont progressivement investi certains quartiers peu attirants à l'époque, en particulier celui de Castro.

Dès lors, se comprennent mieux plusieurs traits des cultures contemporaines lesbiennes et surtout gays : l'injonction aux ruptures avec les origines (famille, lieu de naissance et d'enfance), l'aspiration au mouvement, au déplacement et à la ville, et, bien sûr, la construction progressive d'une géographie mythifiée de « villes homosexuelles » au cours du xx^e siècle². Dans les cultures gays, la figure du jeune homme fraîchement débarqué de province pour s'installer à Paris, Manchester ou San Francisco, et y découvrant un monde nouveau, est omniprésente : dans des séries télévisées anglo-saxonnes (*Queer as Folk*, *Looking*, par exemple) comme dans le cinéma français, chez André Téchiné notamment (*J'embrasse pas*, *Les Témoins*). Cette célébration de la ville homosexuelle – devenant le lieu d'une vie « assumée » – prend des formes plus ou moins implicites en fonction des contextes et des époques. La chanson *Go West*, du groupe Village People, en

1. Voir : Michael Pollak, « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto ? », *Communications*, n° 35, 1982, p. 48.

2. Géographie occidentale ayant ses hauts lieux à San Francisco, New York, Paris et Berlin, notamment.

1979, reprise par les Pet Shop Boys en 1991, peut s'interpréter comme une célébration de San Francisco, Mecque gay californienne, et une invitation faite aux jeunes homosexuels à s'y installer. Dans un registre plus implicite cette fois, la célèbre chanson de Charles Trenet, *Le Jardin extraordinaire*, renvoie probablement au jardin des Tuileries, célèbre lieu de drague homosexuelle au cœur de Paris, chez un chanteur dont l'homosexualité est longtemps restée un demi-secret. Or ce modèle culturel trouve une traduction bien réelle dans les rares enquêtes statistiques disponibles. Les lieux de résidence des individus se déclarant homosexuels y apparaissent ainsi massivement situés en ville et dans les grandes villes.

L'APPORT (RELATIF) DES STATISTIQUES

Depuis les années 1980, la plupart des données révèlent en effet la surreprésentation des hommes se déclarant gays, ainsi que – dans une moindre mesure – des femmes se déclarant lesbiennes, dans les métropoles. En France, enquête après enquête, Paris et sa métropole sont largement surreprésentés comme lieux de résidence des gays et des lesbiennes. Aux États-Unis, la cartographie des mariages gays et lesbiens, comme celle des lieux de résidence des populations se déclarant homosexuelles montrent une forte implantation citadine. Autrement dit, par comparaison avec la distribution spatiale générale des populations, les gays et les lesbiennes, identifiés par ces enquêtes, résident bien plus souvent en ville et dans des grandes villes – et beaucoup moins souvent dans de petites communes et dans l'espace rural.

Ce résultat est cependant discuté tant la plupart de ces enquêtes comportent de biais. Les modes de recrutement et d'échantillonnage favorisent certains groupes, qui s'en trouvent surreprésentés : les très diplômés, les classes moyennes et supérieures acceptent volontiers, et plus que d'autres, de participer à des enquêtes, en s'identifiant et se déclarant ouvertement homosexuels. Cela favorise la surreprésentation des urbaines et des urbains. De sorte que ce sont, en fait, autant les profils sociologiques de celles et ceux qui répondent aux enquêtes qui se trouvent ici révélés que leur attraction spécifique pour la vie métropolitaine. Au-delà de ces biais de méthode, plusieurs travaux analysent cette forte présence en ville comme le produit conjoint de mobilités spatiales et sociales plus fortes chez les gays et les lesbiennes que dans la population générale, ce qui les oriente géographiquement davantage vers des espaces « à capital culturel » élevé. Plus fort et plus net pour les gays que pour les lesbiennes, ce résultat rappelle la nécessité d'articuler dimensions spatiales et dimensions sociales des parcours gays et

lesbiens. Plus encore, il montre que l'attrait spécifiquement homosexuel pour l'urbain est surtout valable pour certains groupes homosexuels, caractérisés par des appartenances de genre, de classe, des parcours scolaires et des manières de s'identifier singulières. On est plus souvent gay ou lesbienne en ville qu'ailleurs, à condition de posséder d'autres propriétés sociales : du capital culturel et économique, lié à l'héritage ou à une mobilité sociale ascendante.

Car des gays et des lesbiennes vivent également dans des communes plus petites, avec des trajectoires moins linéaires, plus hachées et non systématiquement tournées vers les métropoles. Ces populations, difficiles à saisir statistiquement, sont également moins enclines à se déclarer strictement « homosexuelles » dans les enquêtes. Moins connues sociologiquement, minoritaires parmi les minorités sexuelles, elles diffèrent des autres en termes de modes de vie, de positions sociales et de manières d'être homosexuels. La visibilité urbaine ne concerne ni tous les homosexuels ni toutes les manières de l'être.

La visibilité urbaine ne concerne ni tous les homosexuels ni toutes les manières de l'être.

LA CONSTRUCTION D'UNE VISIBILITÉ COLLECTIVE EN VILLE

La ville contemporaine a cependant constitué une ressource collective centrale dans la construction d'une visibilité homosexuelle sans équivalent.

LA VILLE, RESSOURCE MINORITAIRE ET POLITIQUE

Les grandes villes ont, depuis longtemps, offert des ressources aux gays et aux lesbiennes qui y ont construit des espaces et des pratiques de subversion. Condamnée par la loi, réprimée par le droit et les forces de l'ordre, l'homosexualité a cependant généré des *subcultures* transgressives, mobilisant différents types de lieux et de ressources : salons mondains, cafés et cabarets, night-clubs, librairies, saunas, réseaux de sociabilité. Avec l'avènement de la ville moderne et industrielle du XIX^e siècle, de nombreux historiens soulignent la vivacité de ces cultures urbaines gays et lesbiennes, plus ou moins visibles, dans les capitales européennes et les grandes villes américaines. Certains lieux publics y sont vite détournés de leurs usages ordinaires à des fins de rencontre : jardins publics, parcs, gares, quais de fleuve, cinémas, trottoirs et pissotières, par exemple. À Paris, le jardin des Tuileries

ou l'avenue des Acacias du cimetière du Père-Lachaise sont depuis longtemps des lieux « historiques » de la drague homosexuelle. Plus tard, Patrice Chéreau filme encore la drague entre hommes dans les toilettes de la gare du Nord, dans *L'Homme blessé* (1983), tandis qu'elle prend place quai d'Austerlitz dans *Les Nuits fauves* (1992), de Cyril Collard.

Aussi ancien soit-il, l'investissement de l'espace urbain connaît, cependant, une séquence historique particulière à partir des années 1960-1970, avec l'émergence et la construction d'une visibilité collective aux ressorts spatiaux puissants. C'est ainsi que l'effervescence des luttes collectives et du militantisme gay et lesbien, qui marque les années 1970-1980, se traduit par l'appropriation politisée et revendicatrice de certains lieux publics à l'intérieur des villes. De nombreux mouvements de contestation **LGBTQ** naissent dans les grandes villes et mettent en œuvre des formes très urbaines de luttes et de revendications politiques. Des émeutes de Stonewall, en 1969 à New York, aux premières marches gays et lesbiennes parisiennes au début des années 1980, la ville, plus qu'aucun autre lieu, parce qu'elle permet des rassemblements vastes et sonores, devient par exemple lieu de défilés, de manifestations de rue et de protestations qui rendent, physiquement et socialement, visible la cause des droits homosexuels, et plus largement LGBTQ. Depuis les années 1980 et 1990, se concentrent en ville les manifestations de fierté³, les défilés et les actions militantes. Dans le contexte des ravages de l'épidémie de sida, c'est notamment le cas des formes d'action spectaculaires d'Act-Up. En partie héritières des mobilisations féministes et lesbiennes des années 1970, ces actions militantes s'approprient et politisent l'espace public urbain pour alerter les pouvoirs publics et l'opinion. Ainsi, à Paris, le 1^{er} décembre 1991, une banderole de 70 mètres carrés (« Sida : décrétez l'état d'urgence ») est hissée sur le Centre Pompidou. Le 1^{er} décembre 1993, les Parisiens découvrent l'obélisque de la place de la Concorde recouvert d'un préservatif géant. Des *die-in* de manifestants allongés sur le bitume,

3. À la suite des émeutes new-yorkaises du Stonewall Inn, en 1969, naissent aux États-Unis puis dans les grandes villes occidentales, les défilés de fierté appelés d'abord Gay Pride, puis Marches des fiertés, se déroulant en général au moins de juin, chaque année depuis. Elles célèbrent la fierté des minorités de genre et de sexualité et comportent des revendications spécifiques à chaque édition, en fonction des contextes nationaux et locaux.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

LGBTQ : acronyme regroupant des minorités de genre et de sexualité ayant en commun leur écart à l'hétérosexualité (lesbiennes, gays, bisexuels) et/ou au binarisme de genre (les personnes transgenres et queers s'écartant de la seule identification binaire homme ou

femme). Cette catégorie théorique et politique est parfois prolongée par d'autres lettres et un signe « + » pour inclure l'infinité des façons de se définir et de s'identifier en termes de genre et de sexualité. Cette catégorie rencontre en revanche un certain nombre de critiques sociologiques

représentant les morts du sida, sont organisés en 1992 contre l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, ou encore, en 1994, en plein milieu des Champs-Élysées. Plus largement et dans un registre différent, manifestations et marches des fiertés dessinent, en ville, depuis les années 1990, des géographies homosexuelles et LGBTQ, qui peuvent être à la fois protestataires et festives, et rassembler des dizaines de milliers de citoyens, bien au-delà des minorités concernées. En renversant un stigmat social, ces rassemblements, rendant visibles les corps gays et lesbiens, sont souvent condamnés à demeurer privés et invisibles, tout en revendiquant la fierté d'une appartenance collective positive. Sans nier l'existence de mobilisations dans d'autres espaces, les grandes villes occidentales ont donc constitué des cadres privilégiés pour la construction politique et militante des identités collectives LGBTQ.

Les grandes villes occidentales ont donc constitué des cadres privilégiés pour la construction politique et militante des identités collectives LGBTQ.

LES QUARTIERS GAYS : UN RÉGIME DE VISIBILITÉ SINGULIER ET SÉLECTIF

Au-delà de ces formes protestataires et politisées, la visibilité urbaine des LGBT s'est aussi largement construite dans des lieux singuliers, progressivement identifiés comme « quartiers gays ». Leurs histoires, leurs usages et leurs évolutions sont aujourd'hui assez documentés. Plusieurs travaux montrent d'abord que leur localisation et leur émergence s'inscrivent dans des dynamiques plus larges de revalorisation sociale et culturelle de certains quartiers délaissés, et de recomposition de la centralité urbaine. Les « quartiers gays » ont en effet fleuri dans de nombreuses métropoles, dans des quartiers centraux, initialement dégradés et vétustes. À l'emblématique cas du Castro District de San Francisco s'ajoutent d'autres exemples aux États-Unis (West Hollywood à Los Angeles, Boystown à Chicago ou West Village à New York). Ce modèle très occidental circule aussi, depuis les années 1970, de Sydney à Madrid, en passant par Paris, Montréal ou Manchester. Le cas du Village gai de Montréal est, de ce point de vue, emblématique.

et politiques puisqu'elle a tendance à regrouper des parcours et des groupes extrêmement différents et hétérogènes sur bien des aspects.

LE VILLAGE GAI DE MONTRÉAL : LES PIONNIERS DU CHANGEMENT URBAIN

Situé dans l'arrondissement Centre-Sud de Montréal, le Village gai est l'un des plus étendus du monde. Les premiers bars gays y sont apparus au tout début des années 1980, alors que ce quartier francophone accueillait des activités industrielles, des familles ouvrières, et connaissait une profonde dégradation urbaine. Profitant d'une localisation assez centrale, de prix immobiliers dérisoires et d'une atmosphère politique et culturelle contestataire et plutôt tolérante, des établissements, des habitants et des groupes militants homosexuels investissent ce secteur. Plusieurs de ces groupes, proches des milieux indépendantistes québécois, trouvent dans la partie francophone de la ville (quartiers de l'Est) un espace plus tolérant et plus accessible que dans les quartiers de l'Ouest, espace traditionnel des élites anglophones.

Mais c'est surtout dans les années 1990 que le Village gai se développe considérablement : le nombre de bars et de restaurants explose, les drapeaux arc-en-ciel fleurissent sur la rue Sainte-Catherine et le quartier lui-même adopte une nouvelle identité. Le commerce et les services gays s'y diversifient (agences immobilières, boulangerie, agences de voyages, médecins, magasins de vêtements), les discothèques s'agrandissent, de nombreux gays s'y installent et réhabilitent des logements au sud du parc Lafontaine. Cette visibilité devient maximale au début des années 2000 : un syndicat de commerçants gays du quartier est créé en 2003, la station de métro locale, Beaudry, est rénovée et prend les couleurs de l'arc-en-ciel en 1999, et le centre communautaire du quartier, traditionnellement en charge de services sociaux et culturels destinés aux gens du quartier, y accueille des associations de loisir et de santé destinées aux gays et aux LGBTQ. La presse montréalaise multiplie aussi les reportages et articles sur la « renaissance de l'Est », célébrant à la fois le rôle des gays dans la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et les festivités qui animent cette artère, piétonnisée tout l'été. Si le rôle des gays a ici été véritablement pionnier, les transformations socio-économiques du Village ont été surtout visibles dans certains secteurs du quartier, mais celui-ci a continué à accueillir aussi une population très modeste, un nombre important de logements sociaux et une population de sans-domicile qui y reste visible. Les gays ont participé à une **gentrification** plus

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Gentrification : processus socio-spatial de transformation des anciens quartiers populaires, souvent centraux, caractérisé par la réhabilitation du bâti, la hausse de l'immobilier, la revalorisation commerciale et symbolique, l'installation de nouveaux habitants

de classes moyennes et supérieures et l'effacement des catégories populaires traditionnelles locales. Ce processus affecte de nombreux anciens quartiers populaires des métropoles occidentales depuis les années 1970.

modérée ici que dans d'autres cas (le Marais à Paris, Castro à San Francisco, par exemple). Après avoir traversé une ère de développement économique et de rayonnement touristique importante, le Village gai connaît, comme d'autres quartiers gays occidentaux, une vague de désaffection et de critiques. Porté par des militants LGBT plus jeunes et par d'autres minorités que les seuls hommes gays (lesbiennes, trans, queers), le Village est critiqué pour son conformisme, ses tarifs élevés et son image jugée trop commerciale et trop stéréotypée. Dans le même temps, d'autres lieux LGBTQ et d'autres quartiers de Montréal (Mile-End, Plateau-Mont-Royal, Petite-Patrie, notamment) semblent attirer les plus jeunes générations LGBTQ.

Ces quartiers ont eu en réalité plusieurs fonctions. Ils ont bien sûr concentré, rendu visible et institutionnalisé la présence des homosexualités en produisant un modèle urbain et social spécifique, qui repose sur un tissu de commerces et de lieux de sortie, une visibilité collective très masculine, et des symboles communautaires. Chemin faisant, ils ont souvent participé à la gentrification des quartiers centraux des métropoles européennes et nord-américaines depuis une quarantaine d'années, par plusieurs leviers. À Paris, par exemple, du milieu des années 1980 à la fin des années 1990, le Marais connaît un véritable engouement que les lieux et les populations gays accompagnent autant que nourrissent. L'activité économique, commerçante et immobilière y progresse fortement, tandis que les bars, galeries et lieux culturels du quartier sont des hauts lieux de la mode, de la vie nocturne et des tendances « branchées » de la capitale. Cette revalorisation d'un ancien quartier du centre de Paris, vétuste et délaissé jusque dans les années 1970, montre aussi l'implication de certaines générations gays dans les processus de gentrification et constitue un exemple de « **gaytrification** » manifeste.

Gaytrification : néologisme désignant les cas de gentrification impliquant spécifiquement et manifestement les populations gays, ce terme vise à souligner l'implication spécifique de ménages gays favorisés dans les processus de gentrification.

GAI PIED ET LA GENTRIFICATION DÈS LES ANNÉES 1980

Entre 1979 et 1992, le journal *Gai Pied* constitue le principal média gay en France. Magazine culturel, répertoire de lieux et de bonnes adresses, mais aussi journal politique et militant, il constitue une archive essentielle sur les homosexualités françaises dans les années 1980. On y observe notamment la progressive émergence et centralité du Marais (publicités, articles, annuaires des bars parisiens), la forte influence des modèles américains (culture, musique, vêtements) mais aussi l'un des premiers articles tous médias confondus en France à évoquer très tôt le phénomène alors totalement inconnu en France de « gentrification », porté notamment par les gays à Manhattan (New York).

« Il y a quelques années, tout l'East Village était considéré comme dangereux, les loyers y étaient bon marché. Il attire aujourd'hui beaucoup de jeunes, d'artistes et d'étudiants qui se partagent les frais de cohabitation dans des appartements "chemins de fer" dont les pièces sont disposées en enfilade. Ainsi, à la population d'origine slave et portoricaine, installée depuis longtemps, s'est ajoutée la jeunesse *new wave* issue de la *middle class*. C'est la gentrification de ces quartiers, on appelle ainsi le phénomène d'invasion des quartiers pauvres par la *middle class*. »

Gai Pied, n° 62, 1983

Ces quartiers ont, enfin, joué un rôle important dans la trajectoire de certains gays, mais ce rôle a évolué avec le temps. À Montréal comme à Paris, si certains homosexuels les ont d'abord investis comme des « refuges » protecteurs, ce sont surtout les générations les plus anciennes et les origines les plus modestes qui ont pu trouver ici un espace protecteur et de plus grande liberté. Dans des trajectoires marquées par le secret, la discrétion et la dissimulation, le quartier gay offre une alternative sécurisante. Avec le temps cependant, ce sont d'autres catégories gays qui ont investi ces espaces et les ont, d'une certaine manière, conquis. À partir des années 1990, l'accession résidentielle au Marais à Paris ou au Village à Montréal vient « couronner » des homosexualités masculines bien différentes. Plus aisée financièrement, occupant des positions sociales plus élevées, souvent en couple, cette génération de « conquérants » y devient propriétaire, y sort et y profite de modes de vie à présent plus visibles mais aussi bien plus favorisés. Pour eux, le quartier gay n'est plus tellement un refuge mais vient renforcer une position sociale et incarner la « conquête de modes de vie ».

Si les quartiers gays ont donc souvent été analysés comme les symboles d'une émancipation et d'un progrès dans la condition des minorités sexuelles, cette conquête spatiale a surtout favorisé les homosexualités masculines, souvent blanches, et mis en avant certains styles de consommation, modes de vie et pratiques urbaines, typiques des catégories urbaines les plus aisées. La visibilité urbaine a donc eu un prix important : celui de l'homonormativité et de la reproduction des inégalités sociales au sein des populations LGBTQ. Car l'eldorado de la grande ville et de ses quartiers gays ne gomme pas, par magie, les inégalités sociales qui traversent aussi les populations gays et lesbiennes, ni les formes de conformisme et de normativité que ces espaces produisent. Dans la plupart des cas, la visibilité conquise dans ces quartiers a surtout été portée – on le suggérerait plus haut – par (et a bénéficié à) certaines générations d'hommes appartenant aux classes moyennes et supérieures, dont les parcours biographiques ont rencontré les transformations historiques, d'une part, de la condition homosexuelle et, d'autre part, des métropoles concernées. C'est dans ces conditions particulières que l'espace urbain a pu constituer une ressource valorisée et valorisable, les quartiers gays couronnant surtout certains groupes gays aujourd'hui dominants, en laissant dans l'ombre les minoritaires parmi les minorités : les lesbiennes, les personnes transgenres, les catégories populaires et les minorités ethniques également. Dans les années 2000, cette hégémonie de certains gays est devenue de plus en plus criante, renforçant l'impression d'un appauvrissement des cultures minoritaires, d'une dépolitisation et d'une marchandisation de la visibilité homosexuelle.

Là est le paradoxe de leur histoire. Conquête urbaine minoritaire par excellence, les quartiers gays se sont finalement révélés porteurs et producteurs d'une homonormativité particulièrement sélective socialement, en même temps qu'ils ont fini aussi par constituer un modèle d'urbanité séduisant pour des hétérosexuels de catégories supérieures aux valeurs progressistes et *gay friendly*. Pour certains observateurs, ces processus signaleraient la fin d'une ère : celle de la concentration entre soi de minorités aujourd'hui mieux intégrées socialement et dans l'espace.

La visibilité urbaine a donc eu un prix important : celui de l'homonormativité et de la reproduction des inégalités sociales au sein des populations LGBTQ.

Les quartiers gays se sont finalement révélés porteurs et producteurs d'une homonormativité particulièrement sélective socialement.

OVER THE RAINBOW : DÉPASSER LA VISIBILITÉ URBAINE

Si les quartiers gays ont participé à la construction d'une forme nouvelle de visibilité homosexuelle, celle-ci, pour autant, ne doit pas masquer d'autres dynamiques sociales et spatiales à l'œuvre aujourd'hui.

DE LA CONCENTRATION À LA DISPERSION : L'EFFACEMENT DES QUARTIERS GAYS ?

La visibilité produite par les quartiers gays a marqué le paysage urbain de nombreuses métropoles des années 1970 aux années 2000. Mais leur rôle est aujourd'hui discuté. D'abord, leur gentrification intensive les a rendus moins accessibles et a compliqué la viabilité de nombreux commerces et lieux communautaires des débuts. L'élévation des prix immobiliers, des tarifs de consommation et du standing des commerces fait que de nombreux citoyens les désertent. Cette désertion prend aussi la forme d'un moindre besoin identitaire exprimé par les générations LGBTQ les plus jeunes. Plusieurs travaux montrent que les jeunes gays – et plus encore les jeunes lesbiennes, trans et personnes queer – n'apprécient plus forcément ce type d'espaces urbains, ni leurs lieux de sorties et de fêtes. Comme si le besoin de se retrouver entre soi dans des lieux conformistes et valorisant essentiellement l'homosexualité masculine blanche et favorisée était beaucoup moins fort pour les plus jeunes. D'ailleurs, leurs pratiques apparaissent plus éclatées et disséminées dans la ville. Deux processus peuvent expliquer ces formes de désaffection.

Le premier concerne le changement social. Le progrès des droits et l'acceptation croissante des LGBTQ auraient pour conséquence un moindre besoin de regroupement spatial. Les dynamiques du changement social, conjuguées à la gentrification des quartiers gays, amèneraient les plus jeunes générations gays à vivre, sortir et se déplacer dans bien d'autres quartiers, bars et lieux de loisir, nettement plus dispersés dans la ville. Ces hypothèses alimentent l'idée d'une « fin » des quartiers gays et du modèle urbain qui les caractérise, celui de la concentration territoriale. Si elle est séduisante, cette thèse a aussi des limites. En premier lieu, de nombreux quartiers gays possèdent aujourd'hui une dimension mémorielle, touristique et quasi patrimoniale dans le monde occidental : objets de visite, de tourisme et de célébrations, ils sont devenus lieux des mémoires minoritaires, notamment en Amérique du Nord. De plus, le moindre besoin de lieux sécurisants et d'un entre-soi territorialisé ne concerne, là encore, que certaines populations disposant de ressources sociales alternatives. Pour d'autres, le rôle de ces

quartiers peut rester important au cours de socialisations minoritaires et de parcours d'identification plus difficiles ailleurs.

Le second processus concerne la différenciation des groupes, des expériences et des pratiques de l'espace, au sein du très hétérogène groupe des LGBTQ. Les quartiers gays ayant surtout valorisé et rendus visibles les hommes gays blancs nés dans les années 1950-1970, les autres minorités sexuelles et de genre n'y trouveraient pas leur place, ni un accueil bienveillant. C'est ce qui explique, sans doute, des géographies lesbiennes, trans et queer beaucoup plus éclatées dans l'espace urbain, tant en termes de lieux (clubs, bars, lieux de soirées ponctuels) que de pratiques résidentielles et urbaines. Plusieurs travaux montrent, par exemple, des rapports à l'espace très différents chez les lesbiennes, leurs positions sociales et leurs trajectoires étant tout à fait différentes : des pratiques résidentielles et une géographie collective des lieux marquées par la dispersion, une présence plus éphémère, moins visible, et bien plus réticulaire dans les villes contemporaines. Davantage étudiés aujourd'hui, les minorités trans et les lieux queer donnent aussi à voir des géographies minoritaires bien plus diffuses et mouvantes en ville, et des distances urbaines et sociales vis-à-vis des quartiers gays, où s'expriment des formes de contestation de leur conformisme hégémonique, normatif et excluant.

POUR UNE SOCIOLOGIE DES INVISIBLES

Depuis une quinzaine d'années, plusieurs travaux cherchent à décaler le regard et à étudier les parcours, expériences et modes de vie LGBT loin des grandes villes, dans l'espace périurbain, dans des communes de petite taille et dans l'espace rural. Ces recherches posent souvent des problèmes méthodologiques, puisqu'elles enquêtent sur des homosexualités peu visibles publiquement et socialement. Mais ces travaux permettent justement de les rendre visibles et de déconstruire certains stéréotypes sociaux à leur sujet.

S'ils sont peu présents dans les échantillons statistiques, s'ils disposent de moins de lieux de visibilité collective dans leur environnement résidentiel, les gays et les lesbiennes vivent aussi à la campagne, dans des communes de petite taille et des espaces périurbains. Leurs trajectoires sont variées et rappellent que les espaces ruraux et les villages ne sont pas uniquement des espaces que l'on fuit lorsqu'on est gay ou lesbienne. On y trouve des individus originaires du coin, qui n'en ont pas bougé, ou qui y sont revenus, des individus qui s'y installent après avoir vécu ailleurs. De fait, aux États-Unis, on a même commencé à mesurer et identifier des mouvements migratoires spécifiques de populations LGBTQ fuyant la ville vers les campagnes. Ces parcours peuvent correspondre à des trajectoires de néoruraux et produire, dans certains cas, des collectifs ou des formes

de visibilité rurale inédites. Certaines s'accompagnent de véritables projets communautaires LGBTQ, centrés sur des activités agricoles et des revendications politiques alternatives, mais portés majoritairement par des groupes de citoyens membres des catégories supérieures ou, au moins, très diplômés. Cependant, quelques travaux ethnographiques montrent également que, au-delà de ces mouvements, les espaces ruraux et les petites villes comportent aussi des populations homosexuelles locales, qui composent avec un environnement local, fait de contraintes mais aussi de ressources, en partie spatiales⁴. Dans ces travaux, gays et lesbiennes peuvent très bien ne pas avoir « fui vers la ville », s'y rendre de temps en temps ou pas, et surtout être attachés à une vie sociale valorisant le calme, la tranquillité et la discrétion. Cette discrétion renvoie à une faible visibilité homosexuelle publique, collective et locale (pas ou peu de bars, d'associations et/ou de présence institutionnalisée). Elle socialise aussi les individus à des manières subtiles de vivre leur homosexualité : dans la discrétion spatiale, mais pas forcément dans le placard, encore moins dans le secret. Ces populations sont en général bien moins favorisées que leurs homologues urbaines : elles vivent, travaillent, habitent et évoluent dans des environnements réputés plus hostiles, et, pourtant, plusieurs travaux montrent qu'elles ne s'y cachent pas plus qu'ailleurs. Peu nombreuses à ce sujet, les enquêtes qualitatives montrent même des formes d'acceptation au travail, en famille et dans le voisinage, qui tranchent avec les descriptions habituelles d'espaces et de milieux caricaturés comme très conservateurs. La distance physique à la grande ville s'articule étroitement à une distance sociale vis-à-vis des formes et des normes de visibilité LGBTQ qu'elle produit.

La seule figure descriptive et hégémonique de la fuite vers la ville ne suffit plus à comprendre les parcours LGBTQ.

Si ces expériences minoritaires sont socialement, statistiquement et politiquement peu visibles, elles travaillent néanmoins les normes sociales de genre et de sexualité en profondeur, et méritent une attention sociologique plus sérieuse. Car, si elle a longtemps été séduisante, la seule figure descriptive et hégémonique de la fuite vers la ville ne suffit plus à comprendre les parcours LGBTQ.

MORALE DE L'HISTOIRE

Il existe mille façons de vivre des identités sexuelles non hétérosexuelles. La ville en a été longtemps l'eldorado rêvé et le théâtre privilégié. Mais pour certains groupes seulement. Et au prix d'une visibilité ambiguë qui a autant participé à l'intégration sociale de générations d'hommes gays favorisés qu'elle a exclu et peu bénéficié à d'autres minorités sexuelles

4. Les lieux de drague homosexuelle extérieurs peuvent parfois jouer un rôle de socialisation important, à l'image de leur représentation dans le film d'Alain Guiraudie, *L'Inconnu du lac* (2013).

moins avantageées. C'est ce qui rend nécessaire une sociologie des minorités sexuelles attentive aux différentes composantes de ces minorités et aux différenciations sociales qui les traversent (sexe, âge et génération, positions et trajectoires sociales, ressources culturelles et économiques, origines ethnoraciales et socialisations familiales). Bref, une sociologie articulant socialisations minoritaires et inégalités sociales.

À LIRE

Robert Aldrich, « Homosexuality and the city : an historical overview », *Urban Studies*, vol. 41, n° 9, 2004, p. 1719-1737

Alexis Annes et Meredith Redlin, « Coming out and coming back. Rural gay migration and the city », *Journal of Rural Studies*, n° 28, 2012, p. 56-68

Nadine Cattant et Anne Clerval, « Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris », *Justice spatiale*, n° 3, 2011

Georges Chauncey, *Gay New York. 1890-1940*, Fayard, Paris, 2003

Sébastien Chauvin et Arnaud Lerch, *Sociologie de l'homosexualité*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2013

Gary Gates et Jason Ost, *The Gay and Lesbian Atlas*, Urban Institute Press, Washington, 2004

Amin Ghaziani, *There Goes the Gaybourhood ?*, Princeton University Press, Princeton, 2014

Colin Giraud, *Quartiers gays*, Presses universitaires de France, Paris, 2014

Larry Knopp et Mickey Lauria, « Toward an analysis of the role of gay communities in the urban renaissance », *Urban Geography*, vol. 6, n° 2, 1985, p. 152-169

Stéphane Leroy, « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain », *Espaces et Sociétés*, n° 139, 2009, p. 159-174

Julie Podmore, « Gone underground ? Lesbian visibility and the consolidation of queer space in Montréal », *Social and Cultural Geography*, vol. 7, n° 4, 2006, p. 595-625

Michael Pollak, « L'homosexualité masculine : le bonheur dans le ghetto ? », *Communications*, n° 35, 1982, p. 37-55

Wilfried Rault, « Les mobilités sociales et géographiques des gays et des lesbiennes. Une approche à partir des femmes et des hommes en couples », *Sociologie*, vol. 7, n° 4, 2016, p. 337-360

Sylvie Tissot, *Gayfriendliness. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et New York*, Raisons d'Agir, Paris, 2019

À VOIR

Ron Cowen et Daniel Lipman, *Queer as Folk*, 1999-2000

Alain Giraudie, *L'inconnu du lac*, 2013

Michael Lannan, *Looking*, 2014-2015

Jonah Mossberg, *Out Here*, 2013

André Téchiné, *J'embrasse pas*, 1991

André Téchiné, *Les Témoins*, 2007

L'HÉTÉRONORMATIVITÉ

Vulca Fidolini

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 798 à 804

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-798.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'HÉTÉRONORMATIVITÉ

par VULCA FIDOLINI (sociologue, université de Strasbourg)

Remerciements à Nadine Berthou

(professeure de sciences économiques et sociales)

« **L'**hétérosexualité apparaît dans le monde social comme la forme la plus répandue et comme la norme dominante de l'activité sexuelle », écrivait Alain Giami en 1999¹. Considérée « naturelle », l'hétérosexualité est en effet envisagée en tant qu'évidence. Cette représentation s'appuie sur la référence à la procréation : seul l'acte sexuel entre homme et femme serait « naturellement » capable de reproduire l'espèce humaine.

Or, si le concept d'hétérosexualité désigne un désir sexuel qui a pour objet les personnes – et seulement les personnes – de sexe opposé, l'hétéronormativité fait de ce désir un modèle normatif définissant un système de genre, binaire, asymétrique, où seulement deux sexes sont tolérés : au genre masculin correspond le sexe mâle, au féminin correspond le sexe femelle, et l'hétérosexualité (reproductive) est obligatoire.

L'INVENTION HISTORIQUE DE L'HÉTÉROSEXUALITÉ COMME NORME EST RÉCENTE

L'hétérosexualité et *a fortiori* l'hétéronormativité ne sont pas « naturelles », ce ne sont pas des faits de nature. Ces comportements et ces normes sociales sont les produits de cultures particulières. Et ces cultures ont une histoire.

Dans les sciences sociales, le terme « hétérosexualité » a commencé à faire l'objet de réflexions spécifiques depuis relativement peu de temps, contrairement aux études médicales, psychologiques et biologiques. Ce sont surtout, entre les années 1980 et le début des années

1. Alain Giami, « Cent ans d'hétérosexualité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 128, 1999, p. 38.

1990, des féministes lesbiennes radicales, comme Adrienne Rich² et Monique Wittig³, qui ont interrogé cette question. Leurs travaux, cependant, ne visent pas directement à la reconstruction de l'histoire du terme et du concept mêmes d'« hétérosexualité ». Rich et Wittig questionnent son caractère « obligatoire ». L'hétérosexualité est surtout analysée en opposition à l'homosexualité et à la bisexualité, afin de montrer son hégémonie, imposée par le système patriarcal⁴.

La volonté de reconstruire l'histoire de la notion d'hétérosexualité est par contre l'objectif qui inspire le texte pionnier de Jonathan Ned Katz, *L'Invention de l'hétérosexualité*. Dans la démarche de l'historien américain, il ne s'agit pas de dénoncer avant tout la contrainte à l'hétérosexualité, pilier de la société patriarcale qui impose l'échange des femmes entre hommes. Ici, la critique de ce que Gayle Rubin appelle l'« ensemble des dispositions par lesquelles une société transforme la sexualité biologique en produits de l'activité humaine⁵ » n'est pas la question qui précède l'étude généalogique du mot « hétérosexualité ». Et, même si des tentatives précédentes dans ce sens avaient été accomplies – notamment par Jeffrey Weeks⁶ –, *L'Invention de l'hétérosexualité* est le premier travail qui propose une reconstruction historique des processus par lesquels s'affirma (jusqu'à devenir règle) l'hétérosexualité, dans nos sociétés occidentales.

Selon Katz, le terme hétérosexuel n'a qu'une centaine d'années. Une « culture hétérosexuelle » ancestrale, donc, n'existerait pas mais serait plutôt le résultat d'une construction moderne. Comme le souligne aussi Louis-Georges Tin, elle est devenue le modèle de référence dans les sociétés occidentales à partir du XII^e siècle, avec l'émergence de la société courtoise et de l'idéal de l'amour hétérosexuel⁷. Selon Tin, la culture hétérosexuelle se serait imposée notamment grâce aux troubadours et aux trouvères, et à leur action de diffusion de la littérature courtoise des régions occitanes vers toute l'Europe. C'est l'amour courtois qui aurait permis de substituer à la culture féodale des amitiés masculines l'idéal des amours hétérosexuelles, en érigeant l'image du couple homme-femme en référence suprême des relations amoureuses. La culture chrétienne, ensuite, aurait « discipliné » ces relations de couple par l'institution du mariage, à travers lequel l'amour hétérosexuel est relié à l'amour envers Dieu.

Si l'hétérosexualité en tant que modèle culturel hégémonique avait déjà sa propre histoire, le mot « hétérosexualité » n'a, en fait, été inventé que pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce mot aurait été utilisé pour la première fois en 1868 par l'écrivain autrichien Karl-Maria Kertbeny, afin d'identifier un acte érotique entre personnes de sexe opposé ayant pour but le plaisir et non pas la

2. Adrienne Rich, « La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne », *Nouvelles Questions féministes*, n° 1, 1981, p. 15-43.

3. Monique Wittig, *La Pensée straight*, Balland, Paris, 2001.

4. Chez Rich, il s'agit de reconnaître la spécificité de la condition lesbienne sans la réduire banalement à un pendant féminin de l'homosexualité masculine. Alors que, chez Wittig,

il s'agit de définir une distinction entre les lesbiennes et les femmes, la condition de ces dernières étant inscrite « dans les systèmes de pensée et les systèmes économiques hétérosexuels ».

5. Gayle Rubin, « L'économie politique du sexe : transactions sur les femmes et systèmes de sexe/genre », *Les Cahiers du CEDREF*, n° 7, 1998.

6. Jeffrey Weeks, *The World we Have Won : The Remaking of Erotic and Intimate Life*, Routledge, Londres, 2007.

7. Louis-Georges Tin, *L'Invention de la culture hétérosexuelle*, Autrement, Paris, 2008.

procréation. Ensuite, le terme a été employé par Richard von Krafft-Ebing, psychiatre et neurologue viennois. C'est la traduction aux États-Unis de son imposant ouvrage *Psychopathia Sexualis*, en 1893 (l'édition originale en allemand date de 1886), qui popularise l'usage de la notion d'hétérosexualité. Dans le travail de Krafft-Ebing, ce terme désigne la recherche de plaisir érotique avec une personne de sexe opposé, où le désir de procréation est absent. Pour le psychiatre viennois, il s'agirait d'un instinct sexuel pathologique, l'instinct sexuel tout court étant entendu comme procréateur. Dans ce cadre, la distinction et la complémentarité des sexes « sont présentées comme naturelles et immuables et l'attraction entre femmes et hommes comme universelle⁸ ».

Selon d'autres sources, le terme « hétérosexuel » aurait fait sa première apparition en 1892 aux États-Unis, dans un article du docteur James G. Kiernan publié dans la revue *Chicago Medical Recorder*. Encore une fois, le terme indiquait une perversion : plus précisément, une disposition mentale déviante. Ce qui était mis en évidence par Kiernan dans son article était l'identification des hétérosexuels comme des individus suivant des méthodes anormales de satisfaction du désir sexuel, c'est-à-dire en dehors du cadre de la procréation, et trouvant dans le plaisir sexuel leur seule finalité.

On le voit bien : l'invention du mot « hétérosexualité » s'inscrit historiquement dans la définition médicalisée des formes d'« aberration sexuelle⁹ », son trait « pathologique » étant notamment la pratique du plaisir érotique – le coït – séparé de la volonté de procréation.

À la fin du XIX^e siècle, c'est la théorie freudienne qui joue un rôle décisif dans l'élaboration du processus de normalisation d'un idéal hétérosexuel, qui deviendra hégémonique au cours du dernier siècle. À travers le travail de Sigmund Freud, l'instinct sexuel s'exprimera en tant que satisfaction du désir érotique et s'éloignera définitivement de la sphère de la reproduction de l'espèce. Dans la théorie du psychanalyste autrichien, la conduite sexuelle « normale » est dissociée de la procréation. Elle devient peu à peu l'exaltation du plaisir érotique et s'inscrit dans l'acte d'accouplement entre homme et femme, où c'est l'union des parties génitales qui permet l'extinction de la pulsion sexuelle des sujets impliqués. La sexualité déviante est ici reconnue comme toute pratique de satisfaction sexuelle non génitale et non hétérosexuelle. L'homosexualité devient alors une perversion, considérée comme la fixation à un stade immature du développement psychosexuel de l'individu. La dissociation entre les fonctions procréatrice et érotique de la sexualité est un enjeu central dans le processus

8. Natacha Chetcuti, « Hétérosexualité », in Bernard Andrieu (dir.), *Dictionnaire du corps en sciences humaines et sociales*, Éditions du CNRS, Paris, 2006, p. 229.

9. Alain Giami, *op. cit.*, p. 39.

d'institution de l'hétérosexualité en tant que catégorie et modèle de sexualité considérés comme « normaux ». C'est exactement cette dissociation qui, au fil des années, a conduit au rapprochement de l'instinct sexuel pervers – entendu comme étant « contraire » à la reproduction – des actes et des relations entre personnes de même sexe ne pouvant pas reproduire l'espèce humaine.

Remise partiellement en cause par les études d'Alfred Kinsey¹⁰ qui, en 1948, critiquait l'opposition entre homosexuels et hétérosexuels – selon le sexologue américain, il s'agissait plutôt de deux pôles d'un même *continuum*, allant des comportements « exclusivement hétérosexuels » aux comportements « exclusivement homosexuels » –, la bicatégorisation hétérosexuel/homosexuel a commencé à faire l'objet d'une déconstruction plus systématique à partir de la fin des années 1960. En effet, la naissance des mouvements lesbiens, gays et féministes – aux États-Unis d'abord, et en Europe ensuite – permet le début d'une réflexion – qui se poursuit encore aujourd'hui – visant à remettre en cause l'hégémonie de l'hétérosexualité. L'idéologie de l'« anormalité » homosexuelle est alors mise en cause et s'accompagne de la dénonciation de la perspective androcentriste qui, selon la distinction « homme-culture » et « femme-nature », reproduit la position subordonnée de la femme et le contrôle masculin au sein de l'ordre hétérosexuel et au sein de ses structures portantes, comme le mariage et la famille.

Pendant les années 1990, grâce aux réflexions critiques développées à l'intérieur des mouvements lesbiens, gays et féministes, la notion d'hétéronormativité va prendre forme et apparaître pour la première fois¹¹.

INTERROGER LA HIÉRARCHIE DE GENRE

L'hétéronormativité peut être définie comme l'ensemble de relations, actions, institutions et savoirs qui constituent et reproduisent l'hétérosexualité comme « normale », souhaitable, voire naturelle. Elle désigne donc le modèle hégémonique des rapports de genre, qui postule la complémentarité asymétrique des sexes et la primauté de l'hétérosexualité, à travers l'essentialisation des catégories de masculin et féminin, et en présupposant la concordance nécessaire entre genre (masculin, par exemple), sexe (mâle) et désir sexuel (envers la femme).

Selon Judith Butler, la bicatégorisation des sexes (femme-homme) accomplit « une opération de pouvoir d'ordre régulateur car elle naturalise cette occurrence hégémonique [le couple femme-homme] en excluant la

10. Alfred C. Kinsey *et al.*, *Le Comportement sexuel de l'homme*, Éditions du Pavois, Paris, 1948.

11. Voir : Michael Warner, « Introduction : fear of a queer planet », *Social Text*, n° 29, 1991, p. 3-17.

possibilité de sa perturbation¹² ». Le concept d'hétéronormativité permet de questionner la violence ordinaire exercée par cet ordre régulateur. Mais il permet aussi de penser cet ordre régulateur comme norme, qui s'exprime à travers les relations entre sujets, à laquelle les individus sont assujettis et dont ils se servent pour se rendre intelligibles aux autres, tout en participant à instituer et maintenir le pouvoir normatif de l'hétérosexualité performée. En effet, « les “personnes” ne deviennent intelligibles que si [et lorsque] elles ont pris un genre », les genres intelligibles étant « ceux qui, en quelque sorte, instaurent et maintiennent une cohérence et une continuité entre le sexe, le genre, la pratique sexuelle et le désir¹³ ».

Le pouvoir de l'hétéronormativité se nourrit des tentatives subjectives de la confirmer : c'est bien sa mise en action répétée qui en fait une référence hégémonique. Comme le dit Butler, « l'imitation est au cœur du projet hétérosexuel¹⁴ ». Néanmoins, « le fait qu'elle doive répéter cette imitation, qu'elle mette en place des pratiques pathologisantes et des sciences normalisatrices afin de produire et de consacrer sa propre prétention à la légitimité et au statut d'origine suggère que la performativité hétérosexuelle est en proie à une anxiété qu'elle ne peut jamais tout à fait surmonter, que son effort pour devenir ses propres idéalizations ne peut jamais définitivement ou entièrement aboutir, et qu'elle est sans cesse hantée par le domaine de possibilités sexuelles qui doit être exclu pour que se produise le genre hétérosexualisé¹⁵ ». Les anxiétés et les efforts dont nous parle la philosophe américaine révèlent ainsi les fragilités internes à la force normalisatrice de l'hétérosexualité ainsi que son hétérogénéité. Les tensions qui la traversent permettent donc de sortir l'hétérosexualité de son statut d'évidence, et de penser les individus hétérosexuels au pluriel, sans les enfermer dans la représentation d'une catégorie uniforme et monotone de sujets produisant et reproduisant le pouvoir d'une norme qui les dépasse. Par exemple, les individus qui se disent hétérosexuels peuvent aussi expérimenter – ou avoir expérimenter – d'autres types de relations non hétérosexuelles. Ils peuvent également subir l'action et l'influence d'autres hétérosexualités concurrentes, masculines ou féminines. Ils peuvent tantôt imposer leur orientation sexuelle, tantôt la subir dans la tentative de reproduire son pouvoir hégémonique et le mettre en scène, en fonction des contextes, des cadres d'interaction et des acteurs qui y sont impliqués. De surcroît, les sujets ne sont pas que des hétérosexuels : la sexualité n'est pas la seule variable qui détermine leur position au sein des rapports de pouvoir traversés par chacun et chacune. La condition du sujet est en effet définie aussi par d'autres rapports de domination, liés à l'origine

12. Judith Butler, « Faire et défaire le genre », conférence donnée le 25 mai 2004 à l'université de Paris-X-Nanterre ; texte publié dans *Le Passant ordinaire. Revue internationale de création et de pensée critique*, n° 50, 2004 (disponible en ligne).

13. Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, Paris, 2006, p. 83-84.

14. Judith Butler, *Ces corps qui comptent. De la matérialité et des limites discursives du « sexe »*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009, p. 133.

15. *Ibid.*

sociale, à l'origine ethnique, à l'âge... Le pouvoir de l'hétéronormativité est donc toujours imbriqué avec d'autres rapports sociaux.

L'HÉTÉRONORMATIVITÉ COMME CODE D'ENTENTE ENTRE HOMMES

Les relations homosociales – c'est-à-dire entre personnes de même sexe – représentent une dimension très intéressante à étudier pour observer la puissance de la norme hétérosexuelle. Dans une étude sur la construction des masculinités auprès de jeunes hommes marocains immigrés en Europe, nous avons montré que les espaces de la sociabilité entre hommes sont un outil de contrôle et d'évaluation réciproque des masculinités et de reproduction constante de l'hétéronormativité¹⁶. Dans ces relations, les différents profils de la masculinité sont jugés et confrontés : la virginité masculine, par exemple, devient l'un des traits assignés à une masculinité subalterne, car incapable d'exprimer la sexualité virile et débordante qui devrait caractériser une masculinité dominante. Ainsi, dans notre recherche, les jeunes hommes interviewés qui se sont dits hétérosexuels et vierges ont soulevé la question du regard des amis et les difficultés de devoir composer avec leurs attentes vis-à-vis de leur sexualité. Mohamed (vingt-deux ans) raconte : « Avec mes amis [...] il y a une fille, [un ami] me dit : “Elle est pas mal”, je fais : “Ah ouais, ouais, pas mal du tout, ah oui, elle est jolie”, il faut un peu jouer un rôle [...] parce que si tu le dis pas, peut-être, ils pensent t'es homosexuel : “Le mec, il est quoi, il est gay ?” »

La mise en scène de l'hétérosexualité pour confirmer sa « bonne » masculinité semble donc une contrainte. Le fait d'être vierge finit par désigner une masculinité en quelque sorte défailante. Selon un autre jeune homme, Hakim (vingt-sept ans), homosexuel, les logiques homosociales qui traversent les rapports entre pairs, guidées par la « nécessité » d'adhérer au récit hétérosexuel, définissent une « étape » presque obligatoire à franchir où il faut apprendre à jouer un rôle. En retraçant son histoire, il raconte : « En fait, il y a déjà une période de recherche [...] il y a la remise en cause de ton identité sexuelle [...] et dans cette phase de recherche, on joue un peu la comédie avec les amis. C'est une phase de construction, c'est une phase de déni, évitement, et puis on préfère ne pas travailler la question, puis on suit les codes [...] ça marche comme par imitation [...]. Au Maroc, je sortais avec des filles mais c'était juste du copier-coller social, parce qu'en fait tu joues la comédie et, à un moment donné, tu en as marre. Mais c'est une case qu'il faut traverser¹⁷. »

16. Vulca Fidolini, *La Production de l'hétéronormativité*, Presses universitaires du Midi, Toulouse, 2018.

17. Vulca Fidolini, « Habiter l'ordre hétéronormatif et la masculinité par le mariage », *Genre, sexualité & société*, n° 17, 2017.

Les lieux de production et d'expression de l'hétéronormativité sont multiples. Son pouvoir circule à travers les représentations de la sexualité et de l'identification de genre, apprises en famille pendant la socialisation primaire, ou ensuite véhiculées par les pairs, entre amis ou en couple, dans les espaces de la sociabilité ordinaire et festive ; il est aussi reproduit par le discours religieux, qui postule la primauté du couple homme-femme, par les savoirs médicaux, par les médias. Il agit au sein des interactions quotidiennes. De surcroît, dans tous ces contextes, l'hétéronormativité s'affirme surtout comme un impensé. Sa capacité de rendre l'hétérosexualité « normale » et « évidente » façonne les récits des individus et construit leurs actions : toutefois, elle est très rarement nommée, du moins explicitement. Cet aspect se révèle de manière flagrante au niveau du langage. Il suffit que nous nous demandions combien de fois nous avons entendu ou prononcé le mot « homosexualité », alors que les mots « hétérosexualité » et surtout « hétéronormativité » sortent bien plus rarement de nos bouches. Comme l'écrit Louis-Georges Tin, l'hétérosexualité semble rester « transparente à elle-même, comme si elle était en deçà de toute réflexivité¹⁸ ».

MORALE DE L'HISTOIRE

L'hétérosexualité et *a fortiori* l'hétéronormativité ne sont pas « naturelles », ce ne sont pas des faits de nature, mais des constructions socio-historiques. Il est essentiel d'en interroger la force hiérarchisante et son pouvoir de mise en ordre, permanent, silencieux et ordinaire. Premier pas nécessaire pour la sortir de son statut d'évidence normalisatrice.

À LIRE

Sébastien Chauvin et Arnaud Lerch, *Sociologie de l'homosexualité*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2013

Vulca Fidolini, *La Production de l'hétéronormativité*, Presses universitaires du Midi, Toulouse, 2018

Jonathan Ned Katz, 2001, *L'Invention de l'hétérosexualité*, Epel, Paris, 2001

Louis-Georges Tin, « Comment peut-on être hétérosexuel ? », in C. Deschamps et al. (dir.), *Hétéros. Discours, lieux, pratiques*, Epel, Paris, 2009, p. 17-27

18. Louis-Georges Tin,
op. cit., p. 6.

QUAND L'HÉTÉRONORMALITÉ FAIT MAL

Hélène d'Arnicelli et Suzanne Sellerte

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 805 à 809

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-805.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUAND L'HÉTÉRONORMALITÉ FAIT MAL

par **HÉLÈNE D'ARNICELLI** (cadre administrative)
et **SUZANNE SELLETERE** (professeure de sciences économiques et sociales)

Un certain refrain progressivement s'installe : depuis le Mariage pour tous, la reconnaissance des LGBTQ serait maintenant achevée. Il s'agit là d'un cliché dangereux. Sans parler des nombreux États où l'homosexualité est encore criminalisée, il n'est toujours pas sans douleur d'assumer publiquement son identité.

EXPULSÉS DU PARADIS

Le plus simple est d'entendre simplement les précepteurs de morale ou de « normalité ».

HORS DU CIEL LES LGBTQ !

« Ni fornicateurs, ni idolâtres, ni dépravés, ni sodomites, ni voleurs, ni cupides, pas plus qu'ivrognes, insulteurs ou rapaces n'hériteront du royaume de Dieu. »

Saint Paul, Corinthiens, 6, 9-10

« Je respecte les homosexuels comme je respecte les infirmes. Mais, s'ils veulent transformer leur infirmité en santé, je dois dire que je ne suis pas d'accord. »

Monseigneur Elchinger, évêque de Strasbourg, 1982

« Pour les homosexuels, l'islam a prescrit les peines les plus sévères [...]. Après que la preuve a été établie conformément à la charia, il faudra se saisir de la personne, la maintenir debout, la partager en deux avec une épée et soit lui trancher la tête, soit la fendre en deux tout entière. Il (ou elle) tombera [...]. Après sa mort, il faudra dresser un bûcher, placer le cadavre dessus, y mettre le feu et le brûler, ou bien l'emporter sur une montagne et le précipiter. Puis les morceaux du cadavre devront être rassemblés et brûlés. Ou alors, il faudra creuser

un trou, y faire un feu et l'y jeter vivant. Nous n'avons pas de telles punitions pour d'autres crimes. »

Ayatollah Musava Ardelsili, Téhéran, 1998

« Dans la société soviétique, de saine moralité, l'homosexualité est réprimée en tant que dépravation sexuelle et punie par la loi, sauf en cas de désordre psychique [...]. Dans les pays bourgeois, l'homosexualité, signe de la décomposition morale des classes dirigeantes, est en fait impossible à punir. »

Encyclopédie soviétique, t. XII, « Homosexualité », 1952

« Que l'on ne vienne pas nous dire, sous prétexte que c'était une perversion reçue, approuvée, voire fêtée, que ce n'était pas une perversion. L'homosexualité n'en reste pas moins ce que c'est : une perversion »

Lacan, *Séminaire*, vol. VIII, *Le Transfert*, 1960-1961

« Mes mots sont comme un poignard à bord dentelé, ils te poignarderont dans la tête, que tu sois un pédé ou une gouine. [...] Si je déteste les pédés ? La réponse est oui. »

Eminem, *The Marshall Mathers LP*, 2000

Citations extraites du préambule du *Dictionnaire de l'homophobie*, de Louis-Georges Tin (Presses universitaires de France, 2003)

AGRESSIONS ET SUICIDES

Dans un monde où l'hétérosexualité reste une norme imposée, donner à voir ou simplement laisser pressentir son homosexualité demeure, plus qu'on ne le croit, une difficulté et parfois une douleur.

La sursuicidité des jeunes gays, bisexuels et lesbiennes est aujourd'hui avérée.

La sursuicidité des jeunes gays, bisexuels et lesbiennes est aujourd'hui avérée. En cause, une série enchevêtrée de stigmatisations a été soulignée : en milieu scolaire notamment, avec l'usage répété de la violence physique, des moqueries et d'autres humiliations. Mais les suicides ne tiennent pas à ces seuls faits. Ils tiennent, conjuguées à ces agressions, aux ostracisations récurrentes dont les jeunes LGBTQ font l'objet. Ce qui les conduit à vivre, jeunes, au sein d'univers de relations sociales plus relâchées, plus distendues que chez les hétérosexuels. Et l'on sait depuis Émile Durkheim le lien entre la propension au suicide et le plus ou moins grand degré de « rattachement » aux autres, la plus ou moins forte intégration dans des relations

Les suicides tiennent, conjuguées à ces agressions, aux ostracisations récurrentes dont les jeunes LGBTQ font l'objet.

« aux liens étroits ». Plus ces liens sont « lâches », plus croissent les propensions au suicide.

« Dans le couloir sont apparus deux garçons, le premier, grand, aux cheveux roux, et l'autre, petit, au dos voûté. Le grand aux cheveux roux a craché : "Prends ça dans ta gueule."

Le crachat s'est écoulé lentement sur mon visage, jaune et épais, comme ces glaires sonores qui obstruent la gorge des personnes âgées ou des gens malades, à l'odeur forte et nauséabonde. Les rires aigus, stridents, des deux garçons : "Regarde, il en a plein la gueule, ce fils de pute." »

Édouard Louis, *En finir avec Eddy Bellegueule*, 2014

En 2010, les prévalences de tentatives de suicide atteignent plus de deux personnes sur dix chez les homo/bisexuels masculins, tandis qu'elles se situent à 2,8 % chez les hommes hétérosexuels exclusifs. Parmi les femmes, elles concernent 17,1 % des homo/bisexuelles, contre 7 % des femmes hétérosexuelles exclusives.

En 2018, SOS Homophobie a recueilli 1 905 témoignages d'actes directement LGBTphobes (insultes, agressions, discriminations...), soit une augmentation de 15 % par rapport à 2017 ; une moyenne de plus de cinq agressions par jour, presque une agression toutes les quatre heures. Mais il ne s'agit ici que de déclarations et de « plaintes » auprès de l'association. Ces chiffres ne représentent donc que le morceau émergé (minuscule) qui cache l'iceberg des agressions gardées pour soi, dissimulées. Car seuls en effet portent témoignage les plus assumés dans leur identité et les plus proches des milieux associatifs.

D'autres comptabilisations donnent à voir l'ampleur des agressions, notamment l'étude récente de l'IFOP, réalisée auprès d'un échantillon de 1 229 personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres, extrait d'un échantillon global de 13 346 personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus résidant en France¹. L'étude établit que 55 % des LGBT interrogés ont déjà été agressés verbalement ou physiquement durant leur vie, dans la rue, les établissements scolaires ou les transports en commun surtout. Cela n'est pas sans intériorisation des risques : les répondants affirment avoir évité certains comportements comme embrasser (63 %) ou tenir la main (62 %) d'un partenaire de même sexe en public, au moins une fois au cours de leur vie.

1. IFOP, « Le regard des Français sur l'homosexualité et la place des LGBT dans la société », sondage rendu public le 26 juin 2019.

À juste titre par ailleurs, le 23^e rapport de SOS Homophobie déplore la faiblesse de l'action des pouvoirs publics face aux violences envers les personnes LGBT : « Combien de référents LGBT agissent réellement dans les commissariats de police, dans les gendarmeries, au sein des parquets ? [...] La formation initiale et continue des enseignants, magistrats et du personnel pénitentiaire à la lutte contre les LGBTphobies est-elle effective et pérenne ? »

L'hétéronormalité s'exprime encore spontanément partout, jusque dans les cours d'école : l'insulte préférée des Français reste de très loin « pédé ».

ASSUMER AU TRAVAIL ?

L'existence au travail n'est, très souvent, pas facile non plus : selon un sondage Ipsos pour l'association L'Autre Cercle (réalisé en décembre 2017), 73 % des LGBT évitent de parler de leur vie privée au travail. Et 14 % d'entre eux feraient même croire qu'ils sont hétérosexuels.

DIFFICULTÉS AU TRAVAIL

« Les moments que je redoutais le plus, c'étaient les repas de fin d'année avec toute l'équipe du comité de direction. L'entreprise, c'est un monde fermé, hiérarchisé, encore très normé finalement. Et c'est lors de ces dîners qu'on le ressent particulièrement quand on est gay. Venir avec son compagnon ? Ce serait pris comme une provocation, un mensonge enfin dévoilé, peut-être le dégoût... Je ne sais pas. Je n'ai jamais osé. Souvent, à quelques semaines de ces fameux dîners, je me dis : cette fois-ci, je vais oser, je vais entrer avec mon compagnon, d'un air dégagé, et on sera fiers, on tiendra bon. Et puis, les jours passant, le courage s'en va. Le soir venu, chacun vient avec sa femme, tirée à quatre épingles, pas sûr qu'ils s'aiment encore, mais l'exercice social obligé est respecté. Moi, je finis par venir seul, et je subis cette soirée, entre ironie, clins d'œil et petites blagues sur la joie du célibat, l'imposture totale. »

Matthieu, *chief manager*, quarante-cinq ans

« J'ai toujours été très à l'aise avec ma sexualité. Je n'ai jamais voulu cacher ce que je suis, même si cela n'a jamais été facile, la mise à l'écart, c'est toujours le risque que l'on prend. Si quelqu'un me dit : "Comment il s'appelle, ton mec ?", moi, je fais : "Ah, tu sais, je préfère les brunes !" Alors là, ça fait rigoler tout le monde en général. C'est

toujours ça de pris, mais ce n'est pas satisfaisant quand même. Se sentir un peu comme un gros éléphant maladroit parmi le groupe des collègues, devant la machine à café. Toutes ces filles qui vous parlent de leurs enfants, dans les moindres détails, et te montrent encore la énième photo de la fête de l'école, la énième mimique soi-disant rigolote, mal filmée dans le salon meublé Ikea, la veille au soir... Et ça ne manque pas, à chaque fois, un silence finit par arriver, les collègues te regardent, et avec cet air comme un peu éploré, elles te demandent : "Et toi, qu'est-ce que tu as fait ce week-end ? Tu es sortie dans l'une de ces boîtes ?" »

Jennifer, assistante de direction, vingt-huit ans

« Le dire ? Non, je n'ai même jamais pensé à le faire. Pour la sécurité de l'emploi, peut-être. Et si je tombais sur un chef homophobe ? Et si le directeur l'apprenait ? Et si des collègues avec qui je m'entends bien, qui me donnent envie de venir travailler grâce à leur bonne humeur, étaient homophobes ? Toutes ces questions, je me les pose à chaque fois. »

Monique, cadre contractuel
dans l'Éducation nationale, quarante-deux ans

« Au travail, je n'ai jamais eu le moindre problème sur le fait que je sois gay, puisque personne ne le sait. Tu sais, quand tu arrives dans le vestiaire et que là, c'est poster sur poster de filles toutes nues dans des positions... enfin, tu vois, et que, dès qu'une nana pas trop moche passe dans la rue, c'est sifflets et remarques sexistes, dans ce milieu, va dire que tu es gay. C'est mort, c'est pas possible. »

Kevin, agent dans un centre technique municipal, vingt-trois ans

À VOIR

Francis Veber, *Le Placard*, 2001

COMPRENDRE LES TRANSIDENTITÉS

Arnaud Alessandrin

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 810 à 820

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-810.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

COMPRENDRE LES TRANSIDENTITÉS

par ARNAUD ALESSANDRIN (sociologue, université de Bordeaux)

Remerciements à Anne-Sophie Le Toullecq (professeure des écoles)

« C'est à ma façon
Si je ne veux pas être une grande fille
Je serai un petit garçon
Pour chaque insulte lancée
Il pousse un grain de beauté »
Christine and the Queens, « Half Ladies »,
Chaleur humaine, 2014

Depuis quelques années, les mouvements LGBTQI – lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes – gagnent en visibilité. Les transgenres ont récemment conquis des droits (tout particulièrement en France). Mais ils se heurtent toujours aux normes de genre, qui s'abattent sous des formes variées mais violentes : discriminations, transphobie, psychiatrisation des parcours de santé, maintien de stéréotypes et de préjugés innombrables. Devenir trans et vivre trans sont-ils devenus plus faciles ou, tout au moins, maintenant possibles ?

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Transgenre : se dit de personnes dont le genre et/ou le sexe ne correspondent pas, partiellement ou complètement, au sexe assigné à la naissance. Différentes transitions sont alors possibles. On entend souvent parler de personne « transsexuelle », mais ce terme à connotation

pathologisante ne sera pas retenu dans le cadre de cet article qui traite, entre autres, de maltraitance nominale. Le « transsexualisme » renvoie en effet à une nosographie (description médicale) psychiatrique, alors que les parcours transidentitaires ne sont pas réductibles à l'idée d'un

QU'ENTEND-ON PAR « TRANSIDENTITÉS » ?

Répondre à cette question suppose un léger saut dans le temps. En 1953, l'endocrinologue Harry Benjamin fait adopter l'idée que les personnes qu'il nomme « **transsexuelles** » sont atteintes d'un trouble, distinct de l'homosexualité, qui s'enracine dès le plus jeune âge et qui se manifeste par un désir incompressible de changer de sexe. Cette permanence de la demande, associée à la souffrance qui doit en découler, fonde la première définition du « transsexualisme ». Avec la conceptualisation de Harry Benjamin, les personnes « transsexuelles » passent du statut d'anormales à celui de personnes « malades ». Cette catégorisation fait aujourd'hui bondir, à juste titre. Mais ce glissement promet à l'époque une prise en charge des demandes des patientes et des patients. Pour autant, penser qu'il y a toujours eu des personnes « transsexuelles » relève d'un anachronisme conceptuel. La vie de Lili Elbe, une des premières personnes à subir une opération de réassignation dans les années 1930, en est un témoignage flagrant. En effet, lorsque Lili Elbe est admise à l'hôpital pour son opération (elle en subira en réalité plusieurs, notamment une greffe d'utérus dont elle décédera), elle est admise en tant que « patient homosexuel » demandant une « stérilisation ». C'est dire combien nos « visions des autres », leurs définitions, leurs « catégorisations » forgent non seulement les représentations de ce qu'il faut leur faire, mais également nos actions, en matière de santé et de prise en charge notamment.

Mais revenons au concept de « transsexualisme ». Il se sédimente vite après son acceptation clinique. En France, dès 1956, on recense des thèses sur la question. La décennie qui suit est de nouveau marquée par une effervescence scientifique autour de ce thème. La France se démarque d'autres pays, comme les États-Unis par exemple, par la présence excessivement forte des discours psychanalytiques, qui, ailleurs, sont progressivement remplacés par des

trouble ou d'une maladie. Bien au contraire, ils participent plutôt d'une nouvelle approche des parcours de vie et des parcours de genre, moins statique. On emploiera de manière indistincte le terme de « transgenre » et de « trans », terme parapluie qui englobe les personnes trans, c'est-

à-dire les personnes dont le sexe assigné à la naissance ne correspond pas à l'identité de genre vécue.

Intersexe : se dit de personnes nées avec des caractéristiques sexuelles qui ne correspondent pas à la différenciation binaire masculin/

études psychiatriques, endocrinologiques et chirurgicales pour décrire le « transsexualisme ».

Cette spécificité française aura, jusqu'à aujourd'hui, des conséquences sur la manière de prendre en charge les personnes trans. Si nous traversons l'Atlantique, toujours dans les années 1960, les thèses autour du concept de « genre » se multiplient. Le cas d'Agnès, décrit par le sociologue Garfinkel, illustre le passage progressif de la question médicale du « transsexualisme » à la question « sociale ». Il ne s'agit plus de savoir seulement « pourquoi » les personnes « transsexuelles » expriment un désir de changer de sexe, mais davantage de savoir « comment » elles y parviennent, à l'encontre de normes et de traditions puissantes. C'est dans cet esprit que des *gender clinics* verront le jour aux États-Unis, afin de répondre aux demandes des personnes concernées.

**En réalité les personnes ne
« changent » pas de genre. Elles
deviennent qui elles sont !**

Un point de vocabulaire important : en réalité les personnes ne « changent » pas de genre. Elles deviennent qui elles sont !

La France reste en retrait de ces débats. La question du genre, hier comme aujourd'hui, est mal perçue dans notre pays. Il faut attendre le tout début des années 1980, et 1981 pour être précis, pour que la Sécurité sociale entérine le premier protocole de changement de sexe (Paris, Lyon, Bordeaux et Marseille en bénéficieront). Avant 1981, l'opération de changement de sexe est considérée par l'Assurance maladie et l'Ordre des médecins comme une mutilation. Dans ce contexte, les opérations ont souvent lieu à l'étranger, notamment dans la très controversée clinique du professeur Burou à Casablanca.

Après 1981, des protocoles sont donc instaurés. Le suivi protocolaire est fixé de la sorte : la psychiatrie diagnostique le « transsexualisme » de la personne, avant de l'envoyer vers un endocrinologue puis un chirurgien. Notons à cet égard qu'il n'y a pas, véritablement, de diagnostic du « transsexualisme ». Il s'agit d'un diagnostic différentiel qui vise à écarter les demandes qui en prendraient la forme sans en être, comme les troubles schizophrènes. Dans les écrits des équipes

LEXIQUE DE DÉSINFUMAGE

féminin, pour lesquelles la médecine est intervenue soit chirurgicalement, soit (et) par le biais d'hormones afin de normaliser l'appareil génital. La médecine procède alors dès le plus jeune âge à des interventions médicales non consenties afin d'assigner un sexe à l'enfant. Les

personnes intersexes sont ainsi marquées par de nombreuses interventions qui ne prennent pas en compte leur identité de genre. Aujourd'hui, si de nombreux pays réclament l'arrêt de ces opérations ou y sont parvenus, la France poursuit

protocolaires, cette étape psychiatrique vise à délimiter une frontière entre de « vrais » et de « faux » patients. Elle vise aussi à limiter et éviter ce qui relèverait du « regret », à savoir les personnes qui désireraient une nouvelle fois changer de sexe après l'opération. Une revue de la littérature quelque peu sérieuse nous permet de constater que, en moyenne, 1 % des personnes prises en charge émettent des regrets post-opératoires. Toutefois, à la lecture de ces « regrets », il convient d'observer que ces derniers ne renvoient pas au changement en tant que tel, mais plus à la technique opératoire, ou bien encore au suivi médical lui-même. Mais, au total, les critères de prise en charge restent à ce point stricts que le nombre de personnes inscrites en file active auprès d'endocrinologues ou de psychiatres hospitaliers est démesurément supérieur au nombre de personnes opérées. Pour reprendre les termes du chercheur Alain Giami, l'offre de soins ne répond aucunement à la demande.

QU'EST-CE QUI A CHANGÉ DANS LA PRISE EN COMPTE DES TRANSIDENTITÉS ?

Depuis les années 1990 est à l'œuvre un triple phénomène, un triple débordement des « catégorisations » du « transsexualisme » et des façons de l'appréhender. Tout d'abord, les personnes trans finissent par se rassembler. À l'image des personnes homosexuelles, la structuration associative et communautaire permet une déprise de l'isolement, de la honte, du tabou. Elle autorise également des échanges d'expériences, des comparaisons entre les parcours, entre les prises en charge, et favorise une entraide bienvenue. Assez rapidement, Internet aidant, les associations trans se multiplient et se transforment, jusqu'à devenir des espaces de contre-expertises face aux discours médicaux et des interfaces politiques, autour des notions de genre ou de lutte contre la transphobie, par exemple.

son programme d'assignation d'un sexe à la naissance.

Transsexuel : le « transsexualisme » est défini comme une maladie mentale dès les années 1950. Ce terme est donc très fortement connoté et tend à pathologiser les

personnes ainsi qualifiées. Le concept de « transsexualisme », connu aussi sous le vocabulaire plus récent de « dysphorie de genre », se caractérise par un dégoût de son sexe et une demande persistante à en changer. C'est cette définition stricte qui sera adoptée dans de nombreux pays

Avec l'essor de la théorie « queer » et des mouvements liés aux minorités sexuelles et de genre, les identités de genre et de sexualité se sont mises à fourmiller. L'hétérosexualité et la « cisidentité » (le fait de ne pas vouloir changer de genre) ne sont plus des modèles normatifs aussi forts.

Deux autres débordements accompagnent cela. Le premier renvoie aux avancées juridiques. Après de multiples condamnations par la Cour européenne de justice, la France octroie aux personnes trans des droits qui jusque-là leur étaient refusés. Avant 2016, la transphobie n'était pas, en tant que telle, reconnue dans le droit français. Toujours avant 2016, les personnes trans devaient fournir la preuve d'une « irréversibilité » de l'opération pour obtenir enfin un nouvel état civil. Cette notion d'irréversibilité était entendue par les tribunaux comme une stérilisation. Cela signifie qu'un homme trans ne pouvait garder son utérus et, inversement, qu'une femme trans ne pouvait garder son pénis. Plus encore, les gamètes des personnes n'étaient pas préservés avant l'opération (et ne le sont d'ailleurs pas toujours), alors même que, dans des cas similaires, comme lors d'un cancer des testicules, les gamètes des patients sont conservés. Cette exigence de stérilisation rendait, à proprement parler, la vie des personnes trans invivables, car que fait-on sans un état civil qui correspond à notre genre ? Vivre le « transsexualisme » suppose toujours de lutter contre les discriminations, et les équipes hospitalières réunies autour de la Société française d'étude et de prise en charge du « transsexualisme » (SOFECT) sont régulièrement prises pour cible.

Un troisième débordement doit enfin être souligné, un débordement sémantique. Avec l'essor de la théorie « queer » et des mouvements liés aux minorités sexuelles et de genre, les identités de genre et de sexualité se sont mises à fourmiller. L'hétérosexualité et la « cisidentité » (le fait de ne pas vouloir changer de genre) ne sont plus des modèles normatifs aussi forts. Ou, plutôt, ils tendent progressivement à s'effriter. Lentement mais assez inéluctablement. Ainsi, en 2015, lorsque, avec Karine Espineira, nous avons établi la première mesure statistique de la transphobie en France, et que nous avons demandé aux personnes concernées « quel est votre genre ? », nous avons obtenu près de 36 réponses différentes. Hommes, femmes, trans, hommes trans, « transsexuels », bigenres, agenres... Cette explosion

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

– dont la France – pour baliser des parcours de soins. Très critiqué par les associations et les personnes concernées, ce terme induit une maltraitance dans les mots mais aussi dans les pratiques médicales.

Genre : on oppose généralement le « sexe », qui décrit les organes génitaux dont se trouve doté un individu à sa naissance, et le genre, qui correspond quant à lui à la façon dont une société, en se fondant sur ces différences de sexe, élabore une division des tâches

des identités signale un éloignement brutal entre les assignations binaires (femme-homme), les expressions et les expériences de genre. Plus encore, en 2018, lorsque la recherche « santé LGBTI » a été rendue publique, 42 identités de genre différentes ont été déclarées à la question « quel est votre genre ? ». C'est dire combien, pour les personnes trans, le modèle « transsexuel » d'hommes « qui deviennent » des femmes, et inversement, constitue un modèle obsolète, qui ne répond que partiellement aux demandes de prise en compte contemporaines. L'explosion des termes comme « non binaires » et l'émergence de figures médiatiques se revendiquant comme telles parachèvent ce phénomène.

« SURTOUT, JE SUIS MOI »

« J'ai du mal à me retrouver dans cette "identité" de trans qu'on me colle, je suis trans, c'est vrai, j'assume, je revendique même, et en même temps je suis une femme, une femme parmi les autres, voilà, c'est tout. Surtout, je suis moi, enfin moi, je dirais. J'ai eu un corps de garçon, mais je ne suis pas un garçon, je ne me sens pas être un garçon, jamais je ne me suis sentie être un garçon. Petite, j'ai eu vraiment honte de mon sexe, même avant de savoir ce que c'était vraiment. Je pensais qu'il y avait quelque chose d'anormal entre mes jambes, une difformité. J'avais peur qu'on découvre que j'étais une petite fille différente, même vers cinq, six ans, je ne voulais pas me déshabiller devant quelqu'un.

Ensuite, à l'école, dans la cour, j'ai tout de suite eu l'air bizarre : beaucoup trop calme, beaucoup trop réservée pour un "garçon", et "pourquoi est-ce que tu ne vas pas jouer au foot avec tes copains ?". Je finissais par me mettre dans un coin, avec un livre, en regardant avec envie les filles, au loin, qui discutaient entre elles. Je me suis longtemps sentie très seule.

J'ai une sœur, et mon père est gendarme, comme son père et mon arrière-grand-père avant lui. Il a fondé beaucoup d'espoir en moi. Petite, je pouvais faire des trucs "de fille" avec ma sœur, sans éveiller les soupçons. J'avais une dinette, des poupées, je passais mon temps à jouer avec les autres filles. Mais, en grandissant, mes parents ne comprenaient pas ce qui se passait, ça me rendait infiniment triste...

et des normes comportementales opposant généralement le féminin et le masculin.

Queer : le terme est un mot anglais qui renvoie à une insulte (étrange, tordu ou malade). Mais, dans les années 1990, en procédant par

renversement du stigmat, des groupes LGBT se réapproprient le terme afin d'en phagocyter la charge péjorative. « Queer » devient alors une identité. Mais le queer est aussi un mouvement, en provenance des marges sexuelles de la société, qui défend le nomadisme de

Lorsque j'ai atteint la puberté, c'est devenu l'enfer. Les érections, c'était difficile à supporter, à sentir ce corps dans lequel je ne me reconnaissais pas, qui s'imposait à moi. Ce corps me dégoûtait, et cette voix, cette voix qui changeait elle aussi, malgré moi, je ne pouvais plus parler sans avoir honte. Je chuchotais quand il fallait absolument s'exprimer.

À force de moqueries et de souffrances au collège, j'ai fini par essayer de ressembler à un garçon, j'ai tenté de m'intéresser aux filles ; ça n'a pas marché. Au lycée, après le sport, dans les douches communes, mon désir amoureux pour les garçons s'est transformé en désir sexuel.

Impossible de faire autrement, impossible de sentir les choses autrement, malgré tous mes efforts pour me masculiniser à outrance, j'ai commencé à penser que j'avais une maladie mentale, je ne connaissais personne qui soit LGBT.

À l'époque, Internet a été une vraie bouffée d'oxygène : je pouvais choisir qui j'étais, comment je m'appelais. Au début, j'ai créé des profils de garçon mais très vite je me suis sentie vraiment plus heureuse avec des profils féminins. C'est avec un de ces profils que j'ai rencontré ma première copine. Cette rencontre, je ne l'oublierai pas, car c'est elle qui m'a vraiment fait prendre conscience des choses, qui m'a poussée, avec beaucoup d'affection et de tact, à accepter pleinement les choses et qui j'étais, ce que je ressentais. Elle m'a accompagnée à ma première réunion avec une association avec des personnes trans. C'est là que j'ai compris, même si c'est un peu bizarre de dire ça comme ça. En tout cas, j'ai compris beaucoup de choses. C'est à ce moment-là que j'ai pris une décision : je commencerai une transition après la fac, après mes études. D'ici-là, il faut faire avec, faire avec ce corps, en attendant de vivre dans la peau d'une fille, de se sentir vraiment comme je suis, être pour de bon Élisabeth, ou Lisa, pour mes amis proches. »

Au total, le « transsexualisme » est peu à peu remplacé par des façons d'être soi, dans son sexe, comme dans son genre, que le terme parapluie « transidentités » ou « personnes trans » traduit avec plus d'inclusion et moins d'épaisseur pathologisante. D'ailleurs, les nomenclatures comme le DSM (manuel diagnostique et statistique des

l'identité (son aspect non essentiel). Le mouvement queer est aussi une critique des tentatives de normalisations et d'assimilation des marges aux normes coercitives. Le mouvement queer épouse également la forme de productions théoriques, et la « théorie queer » à son tour va

fermement critiquer les dispositifs normatifs. S'il s'agit là d'une théorie générale critique, c'est également une pratique au sens où le mouvement queer encourage la performance et la création comme outils de déconstruction des normes.

troubles mentaux) épousent ce glissement vers une reconnaissance de genre plus fluide et une pathologisation moindre.

LES LUTTES TRANSIDENTITAIRES

Où en sont les luttes transidentitaires aujourd'hui ? Dans un contexte de transphobie dure (une enquête de 2019 relève que 98 % des personnes trans ont vécu de la transphobie dans l'espace public, et que 38 % des témoins d'agression ont fini par prendre part aux violences¹), quelles sont les revendications portées par les personnes concernées ? Que pouvons-nous dire de l'actualité des questions trans ?

Premièrement, il s'engage aujourd'hui une véritable reconnaissance de la diversité des formes de transidentités. Par exemple, les questions de fluidité de genre se posent avec une acuité toute particulière. Qu'entend-on par fluidité de genre ? C'est principalement l'idée selon laquelle le genre assigné à la naissance ne se reproduit pas en une identité de genre fixe et définitive chez l'individu (homme, femme, masculin, féminin). Cela signifie aussi que l'identité de genre n'est, chez certaines et certains, ni centrale ni décisive pour se définir. Pour d'autres, dans un geste plus politique, se défaire des identités de genre, c'est se défaire des normes vécues comme oppressantes. Cela peut paraître très théorique. Toutefois, les récentes recherches tendent à montrer l'importance numérique de ce phénomène, notamment chez les plus jeunes. Or les institutions, scolaires, juridiques ou médicales, ne semblent pas à même de répondre convenablement à ces nouvelles demandes.

Deuxièmement, poursuivre les efforts associatifs, juridiques et politiques en termes de meilleure défense des personnes transidentitaires reste au centre des préoccupations. Les notions d'accès aux droits, de démocratie sanitaire et de lutte contre les discriminations se superposent ici, et le lien entre santé et société est à cet endroit particulièrement fort : défaire les transitions de la pathologie, de l'anormalité,

Cisidentité : sont nommées « cisgenres » ou « cisidentitaires » les personnes dont le sexe de naissance correspond sinon parfaitement, du moins assez grandement à l'identité de genre de la personne. Les personnes cisgenres sont à cet égard des « non-trans ». La

cisidentité permet de rappeler que les minorités ne sont pas seules à être « particulières » et, par conséquent, que les majorités (ou ceux qui sont jugés comme « normaux ») sont aussi une composante « particulière » de la société, qu'il convient de nommer. Si le couple « trans/cis » s'est

1. Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn et Chad Charasse, « Ville et LGBTI-phobies », rapport de l'Observatoire bordelais de l'égalité, 2019.

c'est éloigner encore un peu plus les personnes trans de la transphobie. Différentes voies sont entrouvertes, notamment l'assouplissement des parcours protocolaires en vue d'une prise en charge des parcours non hospitaliers.

Enfin, un troisième mouvement, encore timide, doit être initié : celui qui consiste à mieux prendre en charge la santé globale des personnes trans. Qu'en est-il aujourd'hui de la qualité des opérations génitales ? Si elles ont nettement progressé du point de vue technique, la réputation de ces opérations ne s'est, quant à elle, pas beaucoup améliorée. Qu'en est-il de la formation des endocrinologues en matière d'hormonothérapie et, notamment, des risques cancérogènes liés à ces hormones ? Qu'en est-il de l'accès aux bloqueurs hormonaux pour les **mineurs trans** ? Qu'en est-il du droit à la parentalité et à la reproduction des personnes trans, bref, qu'en est-il de la préservation des gamètes des personnes opérées ? Enfin, qu'en est-il de l'accès aux opérations ? La psychiatrie doit-elle toujours être la porte d'entrée des protocoles hospitaliers vers le changement de sexe ? Autant de questions qui, malheureusement, forcent à ne pas penser la prise en compte actuelle des transidentités comme étant acquise.

MORALE DE L'HISTOIRE

A grands coups de psychiatrisation, de stéréotypes et de préjugés discriminants, les transidentités ont été poussées du côté de l'abject, du secret, du dégoût, parfois même du dégoût de soi. Depuis quelques décennies, nous assistons au mouvement inverse. La fierté, la visibilité, la parole des personnes concernées : tout concorde vers une déprise vis-à-vis de la pathologie et de la stigmatisation. Pourtant, des résistances persistent. C'est bien que le genre ne se laisse pas si facilement défaire. Peut-être que, pour éviter une glaciation des positions entre une société qui freine et des minorités qui avancent sans elle, ils convient de toujours être pédagogue, de laisser une place

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

mutuellement créé, seule la cisidentité est pleinement restée du côté du normal et du normatif.

Mineurs trans : encore aujourd'hui, la transidentité renvoie (dans les imaginaires collectifs) à une figure adulte. Or il existe des mineurs qui

expriment des identités de genre non conformes au genre assigné à la naissance. Afin de ne pas limiter ces expressions à des « phénomènes de mode », les associations et les chercheurs anglo-saxons ont inventé le terme de *gender creativ kids*, ou d'enfants trans. Si ceci ne dit pas

aux personnes comme aux nouveaux mots, aux nouvelles identités, pour éviter la sédimentation de normes excluantes, et ce, dès les plus jeunes âges.

À LIRE

- Ali Aguado et Ian Zdanowicz, « L'usage du droit dans le mouvement d'émancipation trans », *Cahiers du Genre*, vol. 57, n° 2, 2014, p. 77-94
- Arnaud Alessandrin (dir.), *Actualité des trans studies*, AEC, 2019
- Arnaud Alessandrin, *Sociologie des transidentités*, Le Cavalier Bleu, Paris, 2018
- Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn, « La santé des LGBTI à l'école », *L'École des parents*, n° 627, 2018, p. 28-29
- Arnaud Alessandrin, « Pour en finir avec la notion de troisième sexe », *Socio*, n° 8, novembre 2017
- Arnaud Alessandrin et Anastasia Meidani, « Cancers et transidentités : une nouvelle population à risques ? », *Sciences sociales et santé*, vol. 35, n° 1, 2017, p. 41-63
- Arnaud Alessandrin et Karine Espineira, *Sociologie de la transphobie*, MSHA, Pessac, 2015
- Arnaud Alessandrin, « Ce que le DSM V fait aux variances de genre », *Socio-Logos*, n° 9, 2014
- Arnaud Alessandrin et Brigitte Bellebeau, *Genre ! L'essentiel pour comprendre*, Des ailes sur un tracteur, Paris, 2014
- Arnaud Alessandrin, Karine Espineira et Thomas Maud-Yeuse, « La SOFECT : du protectionnisme psychiatrique », *Les Cahiers de la transidentité*, vol. 1, 2013
- Arnaud Alessandrin, Karine Espineira et Thomas Maud-Yeuse, « Transidentités : histoire d'une dépathologisation », *Les Cahiers de la transidentité*, vol. 1, 2013
- Arnaud Alessandrin, « Le transsexualisme : une nosographie obsolète », *Santé publique*, 2012, p. 263-269
- Emmanuel Beaubatie, Alain Giami et Jonas Le Bail, « Caractéristiques sociodémographiques, identifications de genre, parcours médico-psychologique et VIH/sida dans la population trans », *BEH*, n° 42, 2011, p. 433-437
- Harry Benjamin, « Transvestism and transsexualism », *International Journal of Sexology*, n° 7, 1953
- Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, Paris, 2006
- Pierre-Henri Castel, *La Métamorphose impensable*, Gallimard, Paris, 2003
- Colette Chiland et Bernard Cordier, « Transsexualisme », *Encyclopédie médicochirurgicale*, Elsevier, Paris, 2000
- Agnes Condat et al., « Non-binarité et transidentités à l'adolescence », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, vol. 66, n° 6, 2018

que toutes les expressions de genre dissidentes en deçà de dix-huit ans donneront lieu à des parcours trans, cela souligne qu'il existe potentiellement des personnes trans même chez les mineurs.

Norman Fisk, « Gender dysphoria syndrome : the conceptualization that liberalizes indications for total gender reorientation and implies a broadly based multidimensional rehabilitative regimen » *West Journal Med*, n° 120, 1974, p. 386-391

Harold Garkinkel, *Recherches en ethnométhodologie*, Presses universitaires de France, Paris, 2007

Gabrielle Richard, « Comment éduquer des enfants cisgenres ? », *Actualité des trans studies*, 2019, p. 31-38

Julia Serano, *Whipping Girl*, Seal Press, New York, 2007

QU'EST-CE QUE LE TRAVAIL ?

Marie-Anne Dujarier

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 821 à 831

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-821.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

TU VIS BIEN ?

QU'EST-CE QUE LE TRAVAIL ?

**MODERNISATION MANAGÉRIALE : TOUT PLUTÔT
QU'UNE DÉMOCRATISATION DU TRAVAIL**

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ ?

CE SOIR, ON MANGE QUOI ?

QUE DES PLOUCS, DES BOUSEUX ET DES PÉQUENOTS ?

LA JUSTICE PÉNALE, C'EST PLUTÔT CLASSE ?

UNE BELLE VIE, LA VIE D'ARTISTE ?

**L'ENTRE-SOI, FORCE ET FAIBLESSE
DE LA CLASSE DOMINANTE**

LES BOURGEOIS VIVENT COMMENT ?

QUARTIERS, BANLIEUES, CITÉS

IL FAUT ENCORE PARLER DE CRISE DU LOGEMENT !

QU'EST-CE QUE LE TRAVAIL ?

par MARIE-ANNE DUJARIER (sociologue, Université de Paris)

Remerciements à Gilles Ritti (syndicaliste)

et Gabriel Mahéo (professeur de philosophie)

« *Youtubeur*, c'est pas un travail à proprement parler ;
ça demande du travail, mais c'en est pas vraiment un »

Un *youtubeur*

Le « travail » : voilà un mot que l'on utilise quotidiennement et qui est au cœur de notre société, de ses institutions. Pourtant, nous peinons à nous accorder sur sa signification. Écoutons la variété des sens du mot dans les expressions suivantes : « As-tu fait ton travail ? » « Quel travail veux-tu faire plus tard ? » « Je cherche du travail », « Il faut défendre la valeur travail », « Ça me travaille ». Et d'ailleurs, qui travaille dans notre société ? Peut-on dire qu'un élève, un *youtubeur*, une mère qui s'occupe jour et nuit de ses enfants, un bénévole, un stagiaire, les animaux, l'argent ou un robot travaillent ? Pour répondre à cette question, il faudrait que nous soyons d'accord sur ce que l'on entend par « travail ». Or ce n'est pas le cas...

L'IMPOSSIBLE DÉFINITION

Prenons un cas concret qui illustre la difficulté de s'accorder sur ce qu'est le travail. Alex pratique des jeux vidéo et met ses parties en ligne : c'est un *streamer*. Il gagne entre 500 et 2 000 euros par mois, *via* la fidélité de sa « communauté » qui le suit. Est-ce qu'il travaille ? Dans un premier temps, nous pourrions répondre : « Évidemment que non, puisqu'il joue ! » C'est peut-être ce que pensent les parents d'Alex, d'ailleurs, et c'est exactement ce que ses *followers* espèrent : s'ils regardent ce que fait Alex, ce n'est pas pour le voir « travailler » mais bien pour admirer son jeu ! C'est aussi le point de vue des statistiques

publiques qui ne comptent pas cette activité comme du « travail » dans le PIB. En outre, Alex ne cotise pas à la Sécurité sociale en tant que travailleur. Pourtant, il doit déclarer aux impôts les revenus de cette activité. Lui a le sentiment de « travailler », car pour construire et maintenir sa communauté et vivre de cette activité, il doit réaliser de nombreuses tâches, parfois pénibles, et le faire avec assiduité, même les jours où il aimerait mieux faire autre chose. Cette activité est donc parfois contraignante, demande des efforts, de la peine, et fait l'objet d'une rémunération autant que de reconnaissance. De ce point de vue, « c'est du boulot », d'après Alex. On voit que la qualification d'une activité comme du « travail » est une question de point de vue. Alex, ses parents, l'État, la communauté n'ont pas le même.

La difficulté de s'entendre sur ce qu'est le travail avait été déjà bien soulignée par les féministes, depuis les années 1970. Elle est aujourd'hui ravivée par les pratiques numériques notamment. En fait, chercher une définition *du* travail, au singulier, pourrait laisser croire qu'il existe quelque chose de concret derrière ce mot que l'on pourrait cerner. Pourtant, il désigne concrètement à la fois ce que fait la jeune esclave dans un champ, l'employée de banque salariée, l'intérimaire du bâtiment sur un chantier ou l'étudiant lorsqu'il fait ses devoirs, mais aussi lorsqu'il livre des pizzas avec un statut d'autoentrepreneur. Nommer par un seul mot une telle diversité de tâches, de statuts et de rapports sociaux signifie que l'on a créé un terme « parapluie », qui relie des réalités empiriques diverses sous une représentation abstraite : le singulier est donc un concept.

Regardons alors quelles définitions conceptuelles existent du travail. Celles-ci n'apparaissent qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle, dans différentes disciplines et notamment en sciences physiques, économie, philosophie, psychanalyse, anthropologie puis ergonomie et sociologie. Les savants ont, chacun, proposé des définitions universelles du travail. Mais le problème, c'est qu'ils ne donnent pas la même. Certains disent que le travail est une souffrance ; d'autres que c'est au contraire un moyen de réalisation de soi ; les uns affirment que c'est la production de biens et services utiles pour la subsistance, mais ils sont contredits par ceux qui définissent le travail comme une profession avec laquelle on gagnerait sa vie (même en produisant des choses nuisibles) ; ceux qui affirment que le travail est un gagne-pain ne sont pas d'accord avec ceux qui parlent de « travail bénévole » ou plus largement de « travail gratuit »... S'il existe de nombreuses définitions du travail dans le champ scientifique, c'est que le *concept* de travail est une convention, du fait que le « travail » n'existe pas comme une chose,

une substance, que l'on pourrait définir une bonne fois pour toutes, de manière consensuelle scientifiquement.

Quittant l'espoir de trouver dans les théories une définition partagée et stable du concept de travail, regardons plutôt les sens qu'il prend dans nos échanges quotidiens, c'est-à-dire du point de vue de ses usages sociaux. Qui parle de travail ? Pour dire quoi ? Pour faire quoi ?

LES TROIS SENS DU MOT TRAVAIL AUJOURD'HUI

Pour savoir quels sont les usages que nous faisons aujourd'hui du mot travail, fions-nous aux dictionnaires. Le premier constat est l'abondance de sens pour ce mot. Le Larousse en indique quinze. Le Robert en compte treize. La chose n'est pas nouvelle : le Littré de 1872-1878 en comptait déjà vingt-quatre ! Mais une lecture attentive des dictionnaires permet de regrouper les significations sociales du travail sous trois sens principaux : action, produit et emploi. En effet, jusqu'au XIX^e siècle, le travail signifie la « peine que l'on se donne pour faire quelque chose », d'une part et la chose produite, d'autre part. Ce n'est qu'avec la révolution politique et économique de la fin du XVIII^e que le mot travail va désigner aussi l'emploi, à un moment où celui-ci devient une institution sociale centrale. Détaillons ces trois sens du mot travail.

LE TRAVAIL COMME ACTION, PROCESSUS DE TRANSFORMATION

L'usage commun du mot « travail », en ancien français, signifie d'abord l'effort, la souffrance et le tourment. Dès le XII^e siècle, on parle du « travail d'enfant » pour désigner les douleurs de l'accouchement. Dans la poésie, le « travail du cœur » évoque le processus douloureux de l'amour. Mais à partir du milieu du XIII^e siècle, travail signifie surtout la « peine que l'on se donne dans l'exercice d'un métier artisanal ». En moyen français, il désigne plus généralement une activité exigeant un effort soutenu en vue d'un résultat. Aujourd'hui, il sert toujours à signifier l'« activité de l'homme appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose » (Larousse), incluant l'idée de technique, de maîtrise, de transformation du monde. En ce sens d'action transformatrice, on peut parler aussi du travail des animaux (le travail du bœuf tirant une charrue), de la nature (le travail de la terre) et même des objets (le mur travaille). C'est bien dans ce sens

que les physiciens s'emparent du mot pour en faire un concept central de la théorie mécanique.

Au ^{xx} siècle, les spécialistes de l'étude du travail vont montrer que cette action est subtile, complexe et porteuse d'enjeux. Ils démontrent que faire n'est jamais une pure exécution, à moins de ne s'exécuter soi-même comme sujet. En 1955, des ergonomes distinguent le « travail prescrit » (la tâche que l'on doit faire) du « travail réel » (qu'on appelle aussi *activité*). Cette distinction offre de nommer et penser un fait majeur à propos de l'action : nous ne faisons jamais exactement ce qu'on nous dit de faire, même dans les contextes les plus directifs comme peut l'être le travail à la chaîne. Faire, travailler, c'est y mettre du sien, c'est-à-dire engager son intelligence, et tout d'abord l'intelligence du corps, pour faire face à l'imprévu, aux contradictions, aux incertitudes et ambivalences de la situation singulière, pour préserver sa santé et produire un sens à la situation. Comme l'expérimente Alex, ce que nous faisons « pour de vrai » (le travail réel, l'activité) n'est jamais une pure exécution solitaire. C'est une élaboration sensible et signifiante, tissée de rapports et relations sociales. Ce processus est invisible à l'œil nu et pourtant c'est ce qui compte pour celui ou celle qui fait : l'activité, qu'il s'agisse d'un emploi ou non, c'est son réel, l'aventure dont il ou elle parle avec émotion et intérêt.

Cette élaboration silencieuse est une condition pour construire du sens à son action et pour la rendre agile, efficace. Sans activité, nous avons le sentiment d'être des « robots », des « machines » maladroitement et sans vie. Lorsque cela arrive, notamment du fait de la cadence trop élevée, les travailleurs disent qu'ils ne peuvent « tenir », qu'ils sont « fous » de travailler comme ça, et qu'ils vont tomber malades, bref que c'est « invivable ». Aussi, nous voyons que dans ce premier sens du mot travail se nichent des enjeux de sens et de santé : des questions de vie et de mort, en somme.

Aujourd'hui, nous observons deux faits sociaux majeurs à propos du travail en tant qu'action. Tout d'abord, dans l'emploi, et sous l'effet de l'exigence de productivité, l'action est souvent sous pression : il faut aller toujours plus vite, de manière absolument fiable, sans faire aucune erreur, et en prenant sur soi des risques croissants. Dans les métiers de services (supermarchés, restauration rapide, transports aériens, centres d'appels, hôpitaux, services sociaux, enseignement...), devenus majoritaires en Europe, il faut faire tout cela avec le sourire ! Or ce rythme peut amputer, voire empêcher l'activité : le risque est alors d'agir sans élaborer. De faire les choses sans les penser, sans les sentir, avec un sentiment d'absurdité. Cette prescription idéalisée, c'est-à-dire

impossible, peut aussi donner au travailleur le sentiment de « ne pas être à la hauteur ». Il peut s'épuiser à essayer de tenir toutes les exigences.

Ensuite, comme le montre le travail d'Alex, nous observons une hybridation croissante de l'action humaine avec celle des machines, robots et algorithmes. Ils ne remplacent pas le travail, mais modifient les tâches, les compétences, le type de pénibilité et le nombre d'emplois. Les technologies, lorsqu'elles sont mises en œuvre pour accroître les profits, tentent de rationaliser le travail et d'en accroître la productivité. Elles contiennent l'exigence économique des propriétaires, à distance et sans lien direct avec eux. L'interaction avec la machine est donc un rapport social sans relation, qui encadre l'activité réelle des femmes et des hommes, qu'ils soient employés ou consommateurs.

En somme, le travail réel, ce que nous faisons, est aujourd'hui questionné doublement : peut-on encore construire du sens et sa santé dans le travail lorsqu'il est cerné de prescriptions impossibles et tyranniques ? Quelles tâches et quels rapports sociaux sont transformés avec les innovations techniques, au premier rang desquelles, aujourd'hui, l'intelligence artificielle ?

LE TRAVAIL COMME PRODUIT

Le mot travail désigne aussi, depuis le XIV^e siècle, le *résultat* de l'action accomplie, l'ouvrage, le produit fini. Il peut s'agir d'une transformation du monde matériel (une chaise, une tomate ou un logiciel), d'un service (garder des enfants, faire le ménage, soigner un malade...) ou d'une production intellectuelle (des travaux de recherche, le résultat d'une discussion politique). On parle également de travail pour désigner la qualité de l'exécution. Ce travail-là, contrairement au travail réel, est visible, et même régulièrement mesuré, évalué, quantifié pour être marchandisé.

Le produit de notre action peut être évalué à l'aune de critères tels que l'utilité, le sens, la beauté ou sa rentabilité. Ainsi, Alex peut juger son travail réalisé à l'aune de sa rémunération, là où sa communauté commentera surtout la « beauté » de son jeu, et où l'éditeur du jeu en évaluera la rentabilité pour lui. Il existe donc différents critères et points de vue au moment de juger d'un travail réalisé. Alors, aucun produit fini, qu'il s'agisse d'un jeu, d'une voiture ou d'une œuvre d'art, ne peut être dit utile ou pas dans l'absolu : ce qui compte, au sens propre, c'est surtout de savoir à *qui* il est utile (et simultanément à qui il est indifférent ou nuisible), à un moment donné. Se mettre d'accord sur ce qu'il faut produire est donc issu d'un rapport de force.

Ce qui caractérise notre société, ce sont l'abondance et la diversité de nos productions : jamais nous n'avons fabriqué autant de nourriture,

de vêtements, de transports, de chauffage, de loisirs, de gadgets, d'appareils de communication sophistiqués et de services (restauration, distribution, assurance et banques, crèches, enseignement, éducation, santé, sécurité intérieure et extérieure, culture...). Aujourd'hui, les produits fabriqués par les femmes et les hommes (mais aussi par les animaux, les plantes et les robots) sont questionnés par la situation écologique. Elle remet radicalement en question ce que nous produisons.

LE TRAVAIL COMME EMPLOI

Depuis la fin du XVIII^e siècle, le « travail » a pris un troisième sens, économique et juridique : il désigne la marchandise échangée sur le « marché du travail ». Le travail désigne dans ce cas l'*emploi*. Avec la révolution politique et industrielle, en Europe puis aux États-Unis, à partir du XVIII^e siècle, chacun devient libre de vendre sa force de travail. Libre... mais aussi contraint de le faire pour subsister, tant la dépendance économique au salaire est grande. Chacun (sauf les rentiers) doit alors se faire employer dans des fermes, des manufactures, des usines puis des bureaux et autres lieux dits « de travail ». Alors le travail devient un temps et un lieu à part, une pratique sociale déencastrée du reste de l'existence, notamment lorsque l'activité est salariée.

Or l'emploi salarié va croître et devenir une institution sociale majeure dans les pays capitalistes. En France, en 1910, le Code du travail institue l'idée que le travail, c'est l'emploi. C'est au point où, progressivement, le mot travail va être fautivement confondu avec lui. Ainsi, lorsque nous disons « il n'y a plus de travail », nous voulons dire, le plus souvent, « il n'y a pas assez d'emplois »... car du « travail », aux sens précédents, il y en aura toujours ! Aujourd'hui, parmi les 29,6 millions de Français qui forment la population active, nous comptons 64 % de salariés, 19 % de fonctionnaires et 12 % de professions indépendantes.

Le salariat est défini juridiquement par la subordination du salarié à l'employeur. Il a été successivement considéré comme source d'émancipation (par rapport à l'ordre ancien, corporatiste), d'exploitation, puis de protection sociale. En effet, en France, depuis 1946, la Sécurité sociale est adossée au salariat. Celui qui a un emploi est obligé d'y cotiser, ce qui lui donne la garantie de continuer à gagner de l'argent s'il tombe malade, à sa retraite et durant ses périodes de chômage.

Dans l'emploi salarié, le travail a deux faces : pour l'employeur, il est une marchandise, avec un coût et une productivité. C'est donc un ratio abstrait. Ce *même* travail, pour celui qui le fait, est en revanche bien concret : c'est le travail-action dont nous avons montré précédemment

les enjeux pour le sens et la santé. C'est également un revenu pour pouvoir vivre. Aussi, le travail vu du salarié est-il doublement concret et vital. Le droit du travail vient corriger partiellement l'asymétrie de pouvoir entre travail abstrait des employeurs et travail concret des employés. Il met des limites (horaires maximum, salaires minimum, droits, protection de la santé...) à l'exploitation des seconds. Mais ce droit n'est pas naturel et peut régresser : il est le résultat des revendications et luttes continues des travailleurs et travailleuses.

Trois questions majeures se posent aujourd'hui concernant l'emploi. Premièrement, sa localisation, depuis que les politiques publiques ont favorisé la circulation des capitaux, et par conséquent l'exportation des emplois vers les pays dont les coûts sont inférieurs aux nôtres (main-d'œuvre peu payée, non protégée et donc moins onéreuse, coûts de dépollution inférieurs, fiscalité avantageuse pour les employeurs...).

Ensuite, en France, l'emploi est une condition de vie ou de survie, mais il n'y en a pas pour tout le monde. Le maintien d'un chômage de masse, depuis quarante ans, pose une contradiction majeure : comment exiger de chacun qu'il « travaille » alors qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tous ? C'est une situation paradoxale et violente pour les travailleurs privés d'emploi, surtout lorsqu'on fait peser sur eux la culpabilité de la situation.

Enfin, la forme dominante de l'emploi reste le salariat. Mais il connaît aujourd'hui des remises en question, avec le déploiement d'emplois précaires, payés à l'année, au mois, à la semaine, à la journée et même à la tâche dans le cas du travail *via* les plateformes numériques (Uber, par exemple). Aujourd'hui, 14 % des travailleurs sont précaires en France, au premier rang desquels les jeunes, les femmes et les personnes racialisées.

Au croisement de ces trois politiques (délocalisations, chômage et précarisation), les conditions de travail, et notamment la rémunération du travail, se dégradent. Les travailleurs pauvres sont aujourd'hui 7,6 %. Le travail, dans ce sens économique, n'est donc plus systématiquement un « gagne-pain ».

UN MOT POUR TROIS SENS ?

Ainsi, avec un seul mot, nous désignons trois réalités concrètes : faire quelque chose, produire et avoir un emploi. Cette triple signification est spécifique à notre société capitaliste et elle est commune aux autres langues européennes. En effet, les historiens et anthropologues montrent qu'avant et ailleurs, dans les sociétés non capitalistes, nous ne trouvons pas de mot équivalent.

Or ces trois significations du travail ne coïncident pas nécessairement. Le sentiment de travailler, c'est-à-dire de « faire quelque chose » qui demande des efforts (agréables ou non) pour produire des choses considérées comme utiles, belles, profitables et qui font sens, ne correspond en réalité que rarement avec la définition institutionnelle du travail comme emploi.

Ainsi, de nombreuses activités humaines, souvent les plus vitales, sont réalisées hors de l'emploi, au premier rang desquelles les tâches domestiques, l'attention aux autres et au monde (le *care*). Les loisirs (peindre, écrire, bricoler, faire du sport, surfer sur Internet, jouer, faire pousser des plantes, militer ou rêver...) sont pareillement du « travail » au sens de l'action et/ou du produit, sans être des emplois. Inversement, de nombreux travailleurs jugent que les actions qu'on leur demande de faire dans le cadre de leur emploi ne sont pas des choses utiles. Elles sont mêmes parfois contre-productives et destructrices d'utilité, de sens et de beauté. D'autres ont un emploi, une activité intense et produisent des choses qu'ils jugent utiles, mais n'arrivent pas à vivre de leur rémunération. Inversement, certains gagnent leur vie par des activités hors emploi (travail informel, autoproduction). Nous trouvons même des actions qui ne sont pas vécues comme du travail mais qui sont profitables pour les entreprises, comme c'est le cas avec les traces numériques que nous laissons lors de navigations sur Internet, véritable matière première extraite, traitée et revendue sur le marché de la publicité (ce que certains appellent du *digital labor*).

En somme, les cas sont si nombreux où agir, être utile et être employé ne coïncident pas que l'on peut se demander ce que ce mot unique permet de faire ou de faire faire.

CE QUE LE MOT « TRAVAIL » PERMET DE FAIRE ET DE FAIRE FAIRE

Nous ne pouvons qu'être étonnés que notre société soit fondée sur un mot dont nous venons de voir qu'il recouvre de manière incertaine les réalités actuelles. Si cette catégorie « travail » résiste encore, c'est sans doute qu'elle permet des ambiguïtés utiles dans les rapports de pouvoir.

Dans les institutions sociales (droit, politiques publiques, management), le mot travail désigne en réalité essentiellement l'emploi. D'après elles, Alex ne « travaille » pas. Le sens économique (vendre

sa force de travail ou le produit du travail) et juridique (se subordonner volontairement à un employeur) prédomine donc dans les discours et les pratiques dominants. Simultanément, le singulier « travail » renforce l'idée qu'il est une chose naturelle et séparable du reste de la vie. Assimiler travail et emploi peut alors mener à naturaliser l'emploi ; et donc à rendre incontestable l'institution du marché du travail dans notre société.

Jouant de l'idée que le travail est un effort qui contribue à produire des utilités sociales, il est érigé en valeur morale : il faudrait travailler pour mériter de vivre. Mais, grâce à la confusion que permet le mot, c'est finalement aussi l'emploi qui est embarqué dans cette moralisation. Alors, ceux qui sont privés d'emploi passent du statut de victimes à celui de coupables, au point d'être exclus et stigmatisés. La « valeur travail » est très ambiguë car l'expression ne précise pas de quelle valeur il s'agit (plaisir d'agir ?, utilité sociale ? rémunération ? profit pour l'employeur ?). Elle est cependant régulièrement brandie pour faire accepter des emplois sous-payés (service civique, stages, travail des prisonniers...), voire non rémunérés (travail domestique, bénévolat...). Elle incite à accepter un « travail » à n'importe quel prix, en quelque sorte. En plus, elle facilite le consentement des salariés pour faire des choses qu'ils n'apprécient guère ou qu'ils jugent même néfastes : de plier le « travail action » et le « travail produit » aux intérêts de l'employeur, c'est-à-dire, en régime capitaliste, à l'accumulation de profit avant tout. Cette réduction du travail à l'emploi opère enfin un déni de reconnaissance de l'action utile et même vitale, réalisée par des femmes (surtout) et des hommes, hors emploi, que ce soit au domicile, dans des associations, les lieux de vie ou sur Internet.

De nombreux rapports sont publiés aujourd'hui sur l'avenir du travail dans le monde. Nous observons qu'aucun d'eux ne remet en cause le sens du mot « travail » et son usage social problématique. Penser l'avenir du travail pourrait pourtant supposer de commencer par déplier le mot pour mieux saisir les rapports entre ses trois dimensions. Nous avons vu que le travail était cerné de critiques existentielles, écologiques et sociales. Aussi sommes-nous à un moment de l'histoire où le travail est radicalement questionné. Comment voulons-nous, face aux enjeux écologiques, sociaux et existentiels, repenser ce que nous produisons, la manière de le faire et la solidarité matérielle ?

Des propositions, bien que fort différentes, s'autorisent à imaginer d'autres rapports entre les trois dimensions du « travail ». Aujourd'hui, certains proposent de dissocier les revenus de l'emploi (revenu universel), afin de redonner de la légitimité à l'action et aux produits

hors emploi. D'autres plaident pour repenser radicalement la richesse, en y incluant des utilités jusqu'ici non comptabilisées et en comptant négativement les destructions occasionnées ailleurs (notamment écologiques). Il a été aussi imaginé que des activités vitales et utiles, comme le travail domestique, soient salariées. Et pourquoi ne pas toucher un revenu lorsque nous laissons des données personnelles sur Internet, puisqu'elles sont exploitées ? Ne faudrait-il pas plutôt répartir le temps de l'emploi pour réduire le chômage, d'une part, et permettre aux employés d'avoir plus de temps pour des activités sensées, bonnes pour la santé, socialisantes, utiles et belles, en dehors du temps subordonné ? Nous pourrions aussi imaginer, de manière plus radicale encore, que l'utilité de nos produits, le plaisir de les faire et l'éradication de la pauvreté deviennent prioritaires sur l'impératif de profit.

Les idées ne manquent pas, pour l'avenir d'un travail. Les plus innovantes font « jouer » les trois significations du travail entre elles et invitent finalement à renoncer à parler du « travail » comme d'une évidence.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le travail est une étrange clé de voûte de notre société car cette catégorie de pensée mêle trois significations distinctes : l'action, la production et l'emploi. Or ces trois dimensions, toutes vitales, sont en contradiction dans le capitalisme. Aussi, parler de « travail » sans déplier le mot permet de cacher les tensions à l'œuvre entre ces trois dimensions ; il est alors plus difficile de penser les transformations profondes et urgentes du travail qu'il nous faut envisager pour faire face aux actuels enjeux de sens, d'écologie et de solidarité.

À LIRE

Pierre Bourdieu, « La double vérité du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 114, 1996, p. 89-90.

Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Le Seuil, Paris, 1995

Mathieu Cocq, « Constitution et exploitation du capital communautaire », *La Nouvelle Revue du travail*, 31 octobre 2018

Dominique Méda, *Le Travail*, Presses universitaires de France, Paris, 2004.

Maud Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Textuel, Paris, 2018

MODERNISATION MANAGÉRIALE : TOUT PLUTÔT QU'UNE DÉMOCRATISATION DU TRAVAIL

Daniele Linhart

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 832 à 840

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-832.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MODERNISATION MANAGÉRIALE : TOUT PLUTÔT QU'UNE DÉMOCRATISATION DU TRAVAIL

par **DANIÈLE LINHART** (sociologue, CNRS)

Remerciements à **Sophie Barbier** (psychologue)

En 1981, Martine Aubry, la directrice du cabinet de Jean Auroux, ministre du Travail, sort un rapport sur les « nouveaux droits des travailleurs ». On y parle de démocratie. Citoyens dans la cité, les travailleurs doivent l'être aussi dans leur entreprise : « Notre projet commun, explique Jean Auroux, était de "changer la vie", y compris dans l'entreprise, en donnant à chacun, ouvrier comme cadre, une véritable citoyenneté leur permettant de devenir les acteurs de ce changement. [Il s'agissait de] faire respecter les libertés individuelles de base dans l'entreprise. [...] C'était la fin de l'arbitraire unilatéral que certains employeurs pratiquaient trop souvent. »
Jean Auroux, *L'Homme des lois. Entretien avec Jean Gobert*, 2012

Comment faire travailler mieux ? La question change selon celui qui la pose. « Mieux » veut-il dire avec plus de droits, plus de pouvoir sur son travail ? Ou « mieux » signifie-t-il travailler plus, sans démocratie supplémentaire dans les entreprises ?

PAROLES, PAROLES, PAROLES...

Le rapport de Martine Aubry (cité plus haut) est suivi, en 1982, de lois (dites lois Auroux) portées par l'ambition affichée d'affermir la démocratie sociale. Elles mettent notamment en place le droit d'expression direct et collectif des salariés (loi du 4 août 1982), un droit de retrait du travail en cas de danger et l'obligation de négocier dans l'entreprise. Elles instaurent aussi les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Une « nouvelle citoyenneté de l'entreprise » devait en résulter.

Les sociologues sont allés enquêter sur les groupes d'expression directe et collective (une première mondiale), qui avaient au tout début

effaré le patronat : Yvon Chotard, le président du Conseil national du patronat français (ancêtre du MEDEF), avait déclaré que c'était l'« instauration des soviets ». Ces groupes devaient permettre aux salariés de se réunir sur leur temps de travail et de s'exprimer sur les conditions de leur travail, sur son contenu et son organisation, par le biais de propositions, de vœux et d'avis auxquels les directions se devaient de répondre de façon argumentée... Rien de décisif n'est cependant sorti de ces groupes d'expression, les directions ayant toute facilité à décliner la plupart des propositions, selon elles non réalisables ou non justifiées, ou à faire traîner de façon inconsiderée les réponses, désamorçant l'implication des salariés réunis au sein de ces groupes. Certains responsables hiérarchiques avaient reçu une formation destinée à leur permettre d'orienter les questions des salariés : elles devaient être suffisamment « raisonnables » pour permettre des réponses positives...

L'épisode Auroux et les rêves (ou cauchemars) qu'il a pu susciter se sont doucement estompés avec le temps. Le droit d'expression direct et collectif est tombé en désuétude, même si la loi de 1982 a été confirmée en 1986 et reste toujours officiellement en vigueur. Le bilan officiel réalisé en 1985 est fort modeste. Rien d'étonnant à cela, le cadre général dans lequel s'était inscrit le droit d'expression des salariés sur les conditions et l'organisation de leur travail n'avait guère changé. Le rapport de force était toujours favorable au patronat. Les syndicats, déjà en perte de vitesse, ont été, avec les lois Auroux, chargés de nouvelles compétences et responsabilités (négociation annuelle, expertise dans diverses instances de l'entreprise) et ont eu bien du mal à accompagner les groupes d'expression, rapidement livrés à eux-mêmes face à la hiérarchie. Le cadre qui détermine la nature des relations entre la direction et les salariés était en effet inchangé, définissant un rapport de subordination consubstantiel du contrat salarial. C'est sur ce socle que repose la domination que la direction exerce « légitimement » sur les salariés, sur ce socle que se déploie la modernisation managériale, et l'introduction de droits formels, comme une pseudo-citoyenneté dans l'entreprise, n'y changera pas grand-chose.

C'est en 1996 qu'une définition juridique stable de la subordination sera arrêtée par la Cour de cassation : « Le lien de subordination se caractérise par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné. »

Ce rapport de subordination explique ce que les médias, le monde des spectacles comme les enquêtes sociologiques, nous renvoient comme image : celle d'entreprises où s'affichent un mal-être, une souffrance qui révèlent l'état d'impuissance dans lequel se trouvent nombre de salariés, quand bien même ils sont « protégés » par les garanties d'un emploi stable, en CDI ou dans la fonction publique. Le procès qui s'ouvrira, début mai 2019 (à la demande de la fédération syndicale SUD des activités postales et de télécommunications), contre la SA France Télécom, devenue Orange, et six de ses dirigeants poursuivis pour harcèlement moral, illustre cet état de fait. On connaît la tragédie des suicides, tentatives de suicides et dépressions qui ont frappé, au début des années 2000, cette entreprise publique qui auparavant était surtout connue pour ses prouesses techniques.

Tout cela n'empêche pas les directions d'entreprise de mettre en scène des entreprises citoyennes, responsables dans la cité et respectueuses de chacun de leurs salariés. Le dernier rapport Notat-Sénart sur les entreprises, remis officiellement à plusieurs ministres en mars 2018, s'intitule pompeusement « Entreprise et intérêt général ».

Si on se penche sur les transformations qui ont « modernisé » les entreprises et le travail salarié, on observe une constante qui va dans le sens d'une fragilisation, d'un affaiblissement des salariés.

En réalité, si on se penche sur les transformations qui ont « modernisé » les entreprises et le travail salarié, on observe une constante qui va dans le sens d'une fragilisation, d'un affaiblissement des salariés. En contrecoup de la contestation de Mai-68, qui s'était manifestée de façon particulièrement spectaculaire par une grève générale de trois semaines avec occupations d'entreprises, le patronat a instauré une politique de déstabilisation des collectifs de salariés, ceux qui, constitués de façon informelle dans l'entreprise, entretiennent des valeurs de solidarité mais aussi de contestation fondée sur un sentiment partagé d'injustice.

Les collectifs informels représentent des petits groupes de travailleurs confrontés à des contraintes et à un travail identiques. Ils développent ce qu'on appelle le travail « réel », par opposition au travail prescrit. Ce travail réel se caractérise par une interprétation permanente des règles imposées et se fonde sur des savoirs clandestins constitués par l'expérience des multiples aléas qui se produisent dans toute activité au-delà de sa programmation abstraite. Les travailleurs partageant un destin commun.

C'était une stratégie qui ressemble par bien des côtés à celle du cheval de Troie. Prétendant répondre aux « légitimes » aspirations des

salariés (qui réclamaient plus de dignité, de liberté, d'autonomie et de reconnaissance), les directions vont s'atteler de façon systématique à une individualisation de la gestion des salariés et de l'organisation de leur travail. Elles prennent en main les relations que les salariés mobilisaient spontanément entre eux, la logique de prestation de services en interne s'installe même sur les chaînes de montage, chaque opérateur étant le client de celui qui se trouve avant lui et le fournisseur de celui qui intervient après, elles introduisent une personnalisation des objectifs et des évaluations.

L'HUMANISATION PLUTÔT QUE LA DÉMOCRATISATION

Tout cela peut apparaître comme un progrès : les salariés sont responsabilisés dans leur travail et bénéficient d'une certaine autonomie ; ils ont des objectifs personnels. Cela pourrait même être présenté comme un pas en avant dans une reconnaissance des droits des salariés et une avancée de la démocratie. En réalité, le management a fait le choix de l'« humanisation » de ses pratiques et dispositifs. Ce qui compte, c'est l'humain ; ce qui importe, c'est de répondre aux besoins, aux désirs des salariés, de prendre en compte leur personnalité dans ses dimensions les plus intimes. Certaines directions des ressources humaines s'intitulent DRH de la bienveillance et du bonheur, et l'on voit apparaître les *chief happiness officers* (les « responsables en chef du bonheur »). Dans certaines grandes entreprises, les salariés se voient proposer des séances de massage, de méditation, des services de conciergerie, des numéros verts de psy, etc. Ce sont de véritables déclarations d'amour collectif qu'ils reçoivent de la part de leur direction. Tout est conçu, pensé pour leur bien-être ; l'entreprise est leur vraie famille.

Orange affiche désormais sur son site une promesse : celle d'être un employeur digital et humain. Et pour la firme, chaque salarié est unique. Non, ce n'est pas qu'il ne reste plus qu'un salarié par entreprise, mais chaque salarié y est traité en tant que personne singulière, spécifique, comprenez : « précieuse ».

C'est bien la fin des collectifs, et de la solidarité qu'ils entretenaient, qui est visée. Les salariés sont désormais en situation de concurrence,

Prétendant répondre aux « légitimes » aspirations des salariés (qui réclamaient plus de dignité, de liberté, d'autonomie et de reconnaissance), les directions vont s'atteler de façon systématique à une individualisation de la gestion des salariés et de l'organisation de leur travail.

une double concurrence en réalité : chaque salarié est en concurrence avec les autres mais aussi avec lui-même, puisqu'on lui demande de se dépasser, pour atteindre l'excellence, d'accepter de sortir de sa « zone de confort » pour « grandir », d'accepter de prendre des risques. Ne proposait-on pas dans les années 1990 aux salariés de sauter à l'élastique ou en parachute, comme de courir le marathon ?

Les incitations managériales relèvent ainsi d'un registre psychologique, voire narcissique. « Montre-nous qui tu es », « étonne-nous » sont parfois les objectifs qu'on fixe aux jeunes cadres lorsqu'ils

arrivent en entreprise. Les promesses de reconnaissance de leurs « talents » les font rêver et les poussent à des investissements parfois démesurés dans leur travail. De façon plus générale, cet accent porté sur la personne plutôt que sur le professionnel est un vecteur de fragilisation. Chaque salarié devient plus vulnérable en effet dès lors que c'est sa personne qui est mobilisée et en permanence évaluée, mise au défi ou à l'épreuve.

Et c'est d'autant plus le cas que sa professionnalité est par ailleurs souvent mise à mal.

Cet accent porté sur la personne plutôt que sur le professionnel est un vecteur de fragilisation. Chaque salarié devient plus vulnérable en effet dès lors que c'est sa personne qui est mobilisée et en permanence évaluée, mise au défi ou à l'épreuve.

LE CHANGEMENT PERMANENT PLUTÔT QUE LA DÉMOCRATISATION

Outre l'individualisation, la personnalisation de la gestion des salariés, la modernisation managériale s'inscrit dans une continuité taylorienne qui se traduit par l'existence d'un ensemble de prescriptions sous forme de protocoles, procédures, *process* et bonnes pratiques imposés. Ces outils et dispositifs contraignants sont le plus souvent conçus par des experts de grands cabinets internationaux à distance de la réalité du travail concret. On est loin de l'autonomie proclamée par le management. Les miettes d'autonomie qui reviennent aux salariés résident dans l'activité qui consiste à rendre opérationnelles ces prescriptions abstraites. Mais ils doivent le faire selon les seuls critères d'efficacité, de qualité et de rentabilité décidés en dehors d'eux par leurs directions et dans le cadre de la fameuse clause de subordination. Pas de démocratie en ce qui concerne le choix des critères et méthodes de travail. Elle n'est pas à l'ordre du jour, ni nécessaire, puisque le management agit en toute connaissance de cause (il prétend détenir tous les savoirs) et en toute humanité

(il se préoccupe tant du bien-être et de l'épanouissement de ses salariés...).

Il n'est pas évident de faire accepter une telle contrainte aux salariés, d'arracher leur consentement. Outre les tentatives de séduction déployées par des DRH bienfaiteurs, il y a une attaque en règle qui vise la déstabilisation des compétences, de l'expérience accumulées par les salariés dans le cadre de leur travail. Dans la droite lignée de Taylor, le management moderne pratique de façon systématique un recours au changement qui dépasse les seuls besoins d'ajustement à un environnement qui se transforme de façon, il est vrai, accélérée.

Taylor avait compris à la fin du ^{xix}^e siècle que le savoir, c'était du pouvoir, et que, si on laissait le savoir de métier aux ouvriers, on leur laissait le pouvoir. D'où son organisation élaborée à partir de l'éclatement des métiers des ouvriers en tâches élémentaires imposées. L'organisation « scientifique » du travail consiste en une dépossession des travailleurs de leurs savoirs de métier pour qu'ils ne puissent pas imposer leur point de vue sur la manière de travailler, ni défendre leurs intérêts.

Le management développe une forme de changement perpétuel qui a aussi pour but de mettre en obsolescence les savoirs et l'expérience accumulés par les salariés. Restructurations incessantes des départements et services, recomposition sans fin des métiers, changements répétés des logiciels, mobilité systématique imposée notamment à la hiérarchie de proximité, externalisations suivies de réinternalisations, déménagements, etc. Les salariés voient leurs repères vaciller, ils ne peuvent plus compter sur leur expérience. Ils perdent toute confiance en eux-mêmes, ils deviennent fébriles, anxieux, ils n'ont plus de certitudes. Ils se trouvent en situation d'apprentissage permanent. Ils sont comme des apprentis à vie.

Or il n'y a pas de situation plus dominée que celle d'un apprenti. Il ne peut se prévaloir d'aucune légitimité à faire valoir son point de vue sur la façon de travailler, sur les critères de qualité du travail. Il se doit d'être entièrement réceptif aux consignes qu'on lui donne, aux contraintes qu'on lui impose. Sa docilité et son conformisme sont les vecteurs de sa « réussite ». De la même façon, perdus dans un environnement qui se transforme en permanence, et face à un travail qui s'intensifie et souvent se complexifie, les professionnels seront

Le management développe une forme de changement perpétuel qui a aussi pour but de mettre en obsolescence les savoirs et l'expérience accumulés par les salariés.

enclins à se rabattre sur les procédures, les protocoles, qui prennent l'allure de véritables bouées de sauvetage.

Ils feront l'expérience que, dans un monde qui connaît une telle accélération temporelle, dans le cadre d'une compétition acharnée, il n'y a pas de temps pour la démocratisation. Pas question de mettre en débat les critères et les méthodes de travail. Face à l'urgence, chacun doit accepter que les directions qui concentrent, grâce à leurs experts consultants, toutes les connaissances nécessaires décident et définissent l'organisation du travail de chacun. Chacun se trouve face à un travail qui devient une véritable épreuve personnelle, solitaire, sans fin ni sens. C'est sans doute ce qui est le plus partagé, ce qui devient le lot commun, quels que soient le secteur ou la qualification...

LA DÉMOCRATISATION DU MAL-ÊTRE AU TRAVAIL, DU *BURN-OUT* ET DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Le *burn-out* est une forme de mal-être caractéristique de telles situations. Il se décline sur deux registres, celui de l'épuisement et celui de l'effondrement personnel. L'épuisement professionnel (seul registre retenu pour l'acception française du *burn-out*) est lié aux efforts nécessaires pour tenter de reconquérir une maîtrise cognitive d'un environnement et d'un contenu du travail en perpétuelle redéfinition, efforts sans cesse répétés comme les travaux de Sisyphe, puisque le changement permanent est sans fin. Il peut s'accompagner d'une perte de sens, puisqu'il faut en passer par les prescriptions et les critères imposés, qui ne sont pas nécessairement compatibles avec les règles du métier et la satisfaction de l'utilisateur ou du client à qui ce travail s'adresse. Il peut s'accompagner également d'une forte perte de confiance en soi, puisque l'on ne peut plus se fonder sur ses connaissances, expériences, et l'on doit au contraire se méfier de ses propres réactions, qui peuvent être en décalage avec une réalité qui se transforme plus vite que l'on ne peut la penser. D'où un sentiment possible d'autodépréciation, d'auto-dévalorisation, qui entraîne vers un effondrement personnel.

Les suicides au travail font également, tragiquement, partie de contradictions engendrées par un management moderne qui prétend tout faire pour le bien-être de ses salariés et qui les plonge parfois dans des situations où ils se sentent sur le fil du rasoir, toujours évalués mais

sans réelle marge de manœuvre, seuls face à des conflits éthiques et au piège de la subordination qui interdit toute remise en question. La subordination, qui était, du temps des Trente Glorieuses, vécue plus collectivement, s'impose désormais d'une manière très personnalisée.

On voit se répandre aussi des addictions aux substances psychoactives licites ou illicites pour tenir au travail.

LA « LIBÉRATION » PLUTÔT QUE LA DÉMOCRATISATION

Les critiques émergent pour épinglez les contradictions et le gâchis de telles options managériales. Et pas seulement du côté des sociologues, économistes, ergonomes, psychologues du travail ou du monde du spectacle. (Les politiques de leur côté sont plus préoccupés des questions d'emploi, de salaires que du travail lui-même.) Ces critiques émergent du côté de certains dirigeants d'entreprise et de certains consultants au sein du mouvement des entreprises dites « libérées » ou « concertatives », « horizontales », « holocratiques », mouvement porté par le gourou Isaac Getz. Elles se concentrent sur l'idée qu'il faut donner plus de pouvoir et d'autonomie aux salariés, selon le principe de subsidiarité (ce sont ceux qui sont au plus près du terrain qui savent et qui doivent pouvoir décider et agir). Cela peut conduire à d'importantes économies financières pour les directions, car elles peuvent éliminer une importante partie de la ligne hiérarchique et également supprimer certaines directions fonctionnelles. En gros, on proposera aux salariés, unilatéralement libérés par leur patron, de s'automanager, s'autodiscipliner, s'automotiver, s'autodiriger. Au sein d'équipes « autonomes », ils pourront gérer les relations avec le client, gérer (dans certaines limites) le budget nécessaire à leurs tâches, recruter d'autres salariés, décider en interne de la répartition des primes et des promotions, organiser les absences, les congés, etc. Mais à une seule condition : qu'ils adhèrent à la vision de leur *leader* (le patron de leur entreprise), qu'ils intériorisent ses valeurs, ses critères, ses objectifs, et se comportent en véritables et loyaux *followers*. C'est ainsi qu'ils pourront être libérés. Quant aux autres, les récalcitrants, ils seront aussi libérés, car ils pourront prendre la porte. On se trouve dans des logiques proches de celle de la secte. C'est une autre forme de subordination, plus aboutie, pourrait-on dire, car intériorisée et désirée.

En gros, on proposera aux salariés, unilatéralement libérés par leur patron, de s'automanager, s'autodiscipliner, s'automotiver, s'autodiriger.

Mais à une seule condition : qu'ils adhèrent à la vision de leur *leader* (le patron de leur entreprise), qu'ils intériorisent ses valeurs, ses critères, ses objectifs, et se comportent en véritables et loyaux *followers*.

MORALE DE L'HISTOIRE

On est loin de ce que pourrait être une démocratisation de l'entreprise, qui s'avère d'autant plus impérieuse que les enjeux sociétaux se font de plus en plus urgents : la santé physique et psychique des travailleurs, la satisfaction des besoins réels des consommateurs et l'avenir de l'humanité sur notre planète. Pour les affronter, il est temps de mobiliser l'intelligence collective, mais une intelligence collective libérée de la subordination.

À LIRE

Didier Bille, *La Machine à broyer : recruter, casser, jeter*, Cherche Midi, Paris, 2018

Vincent de Gaulejac, *Travail, les raisons de la colère*, Points, Paris, 2010

Isaac Getz, *Liberté & C^{ie}. Quand la liberté des salariés fait le succès des managers*, Flammarion, coll. « Clés des champs », Paris, 2016

David Graeber, *Bullshit jobs*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2018

Eva Illouz et Edgar Cabanas, *Happycratie. Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*, Premier Parallèle, Paris, 2018

Danièle Linhart, *La Comédie humaine du travail, de la déshumanisation taylorienne à la surhumanisation managériale*, Érès, Toulouse, 2015

Marie Pezé, *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés. Journal de la consultation « Souffrance et Travail »*, Flammarion, coll. « Champs actuel », Paris, 2010

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ ?

Hélène d'Arnicelli

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 841 à 852

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-841.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ ?

par HÉLÈNE D'ARNICELLI (cadre administratif)

« L'un des symptômes d'une proche dépression nerveuse est de croire que le travail que l'on fait est terriblement important. »

Bertrand Russell, *La Conquête du bonheur*, 1930

Le travail rend malade et tue. La souffrance au travail est un sujet d'étude depuis des décennies, mais sans réels progrès depuis, malgré les scandales de l'amiante¹ et de France Télécom². Chaque jour, deux personnes meurent au travail dans notre pays. Chaque année, plus de 400 personnes se suicident pour des raisons liées à leur travail. Le taux de mortalité par suicide en lien avec le travail est globalement de même proportion depuis plus de quarante ans (30,3 % en 1976 ; 33,4 % en 2002³). *Burn-out, bore-out*, maladies professionnelles, accidents du travail... La liste est longue, et les effets sont largement sous-estimés. Car 70 % des maladies professionnelles seraient sous-déclarées, avec un mode de prise en charge surprenant : elles sont couvertes par la branche « maladie » (cofinancée par les salariés), et non par la branche « accident du travail et maladies professionnelles » de la Sécurité sociale, au financement strictement patronal.

Il serait d'ailleurs dommage que la souffrance au travail diminue, pire disparaisse, car c'est un business lucratif : grâce à elle, et aux obligations légales faites aux employeurs de prévenir les « risques psychosociaux », le chiffre d'affaires des sociétés de conseil en France a augmenté de 10,5 % en 2017.

Chaque jour, deux personnes meurent au travail dans notre pays.

1. Le scandale de l'amiante fait suite à la révélation publique de la nocivité pour la santé de l'amiante. L'inhalation de ses fibres peut ainsi donner lieu à des fibroses pulmonaires et à des cancers broncho-pulmonaires. Or, l'État français a autorisé l'utilisation de ce matériau, qui a largement été employé dans le secteur du bâtiment, tout en connaissant sa dangerosité. Face à l'ampleur du scandale de l'amiante, l'État a interdit son utilisation en 1997. Deuxième cause de maladies professionnelles, l'amiante est responsable chaque année de 3 000 à

LA SOUFFRANCE, CE SONT DES VIES (PAS DES CHIFFRES !)

Le travail est une souffrance, qui peut conduire jusqu'à la mort, une souffrance invisible sauf pour celles et ceux qui la vivent. Le travail, ce sont des vies qui peinent. D'abord.

« La période la plus dure, c'est celle où, pour sortir la tête de l'eau, il m'a fallu prendre deux petits boulots par jour : le matin, distribuer le courrier ; l'après-midi, faire les ménages dans des locaux industriels. J'en ai fait une anémie tellement je suis allée au bout de moi. Le plus dur, c'étaient les tournées de La Poste. Je ne pensais pas qu'on pouvait laisser les gens travailler comme ça. À quarante-six ans, avec mon 1,63 mètre, et mes 56 kilos, la première journée, on m'a tendu un vélo avec deux sacoches pleines à ras bord de prospectus dont tout le monde se moque, des sacoches sur le devant du vélo aussi, avec le courrier. J'ai cru que je n'arriverais pas à tenir le vélo debout. Une tournée finit normalement à 13 heures ; à 17 heures, j'y étais encore. J'avais raté la prise de mon second poste, le ménage dans les bureaux. De La Poste, personne ne s'est inquiété de moi. Ils connaissaient mon secteur, ils m'avaient dit : pas facile, mais on s'y fait. C'était des rues qui montent sans arrêt, [...] dont les numéros se suivent de manière complètement illogique, des maisons sans boîte aux lettres, [...] où il est impossible d'approcher à cause des chiens. J'ai fini en pleurs... Les jours d'après, mon mari est venu m'aider, après son travail, il est technicien d'atelier. À deux, on finissait quand même à 14 heures... La Poste n'a pas renouvelé mon contrat. De cette époque, je garde la honte, la honte de ne pas avoir été capable » (Sylvie, soixante et un ans, Clermont-Ferrand).

Le mercredi 2 août 2006, Jérôme Bianco, trente-deux ans, est tombé d'une passerelle, depuis laquelle il procédait au nettoyage d'une entreprise. Une chute de huit mètres de haut, le deuxième étage d'un immeuble. C'était son premier jour. « Jérôme était employé sur le site de Sophia-Antipolis pour la société TFN, prestataire de services auprès de Galderma, filiale du groupe L'Oréal. Il était allé de mission d'intérim en mission d'intérim. En 2006, il avait commencé à se stabiliser. En avril de cette année-là, il s'était marié. Sa femme était enceinte. Dès le lendemain de l'accident, une réunion du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail [CHCST] de Galderma s'est tenue. Le compte rendu relevait de nombreuses infractions à la sécurité,

4 000 affections reconnues comme liées au travail.

Chaque jour, dix personnes meurent en France d'y avoir été exposées. L'amiante pourrait provoquer 100 000 décès d'ici à 2025 et tuera sans doute bien au-delà de cette date.

2. Alors en pleine restructuration et réorganisation, une série de suicides de salariés ont touché France Télécom entre 2007 et 2010, dont trente-cinq au cours des seules années 2008 et 2009.

3. Institut de veille sanitaire, *Suicide et activité professionnelle en France*, 2014.

constatations corroborées par les autres enquêtes – de la gendarmerie, de la caisse régionale d'assurance maladie, de l'inspection du travail. Jérôme n'avait passé aucune visite médicale à l'embauche ; la prétendue formation à ce poste dangereux était faite en conditions réelles, sans qu'il ait été informé des risques ; les garde-corps, mal conçus, permettaient le passage d'un corps en cas de chute, ce qui s'est produit ; mon fils ne portait même pas de casque. Quand la gendarmerie m'a convoqué, j'ai déclaré que je me portais partie civile. Rapidement, on se sent très seul. Des mois après la mort de Jérôme, aucune décision de prise, aucune information. Une vie était passée, et rien ne se passait. Le silence du mépris. À la moindre infraction, le citoyen ordinaire est pris dans les mailles de la justice. Mais quelle justice pour les morts au travail ? Comparution immédiate, flagrant délit... en droit du travail, cela n'existe pas » (Michel Bianco, le père de Jérôme).

Après un long combat, la justice a reconnu que la mort de Jérôme Bianco est bien la conséquence de conditions de travail qui mettent en danger la vie d'autrui. Jérôme Bianco n'est pas mort de maladresse et d'inattention, comme l'a plaidé l'avocat de la société LMP, filiale du groupe TFN, mais du non-respect des règles de sécurité par ses employeurs.

« Après Sciences Po, j'ai vite trouvé mon premier job, j'ai tout de suite travaillé les week-ends, certains soirs, pendant les vacances aussi. Mon patron ne me l'a jamais demandé. Si on veut rendre le travail attendu par la direction, arriver lundi matin sans l'angoisse absolue du fait de la charge de travail qui vous attend, il faut passer trois ou cinq heures le samedi, après les courses et le ménage, à finir ce rapport, préparer cette réunion, écrire la note ou le Powerpoint "urgent et important". J'aime mon travail, il est omniprésent. La chute a été dure quand j'ai craqué, *burn-out*. Un jeudi, 7 h 10, je venais de m'arrêter prendre de l'essence. Comme d'habitude, dès que je le peux, je consulte mes mails sur mon téléphone professionnel. Déjà trois messages de ma directrice pour dire que cela ne va pas, que je ne comprends rien, que la mauvaise volonté, la volonté de faire échouer le projet, devient flagrante. Cette directrice est arrivée voilà huit mois. Lorsqu'elle s'est présentée à nous, elle nous a dit, dans un grand sourire froid : "Le management, pour moi, c'est simple, cela se résume à confiance égale con." Nous avons vite compris ce que cela voulait dire : aucune marge d'autonomie, alors que nous sommes des cadres de haut niveau dans cette grande administration parisienne, directives autoritaires déconnectées de nos métiers, rendre compte sans cesse, injonctions contradictoires de faire

toujours plus vite, tout en devant faire et refaire encore, pas de prise de décision au final... Au bout de six mois, nous étions tous épuisés psychologiquement. J'ai été la première à craquer. Pourquoi, pourquoi moi ? C'est la question que je n'arrive pas à résoudre » (Emmanuelle, trente-six ans, Paris).

« L'accueil du public, cela n'a jamais été une passion, une vocation. J'avais quand même trouvé un certain plaisir ; être utile, connaître la réponse à des milliers de questions, travailler avec des collègues avec qui je m'entends bien, surtout Nathalie et Samir. Mais le travail [des fonctionnaires de mairie] est de plus en plus difficile. Les gens qui viennent sont de plus en plus énervés, ils perdent patience, ils ne comprennent pas pourquoi, alors que leur demande de logement est prioritaire, il ne se passe toujours rien depuis dix mois. Les techniques qu'on nous apprend pour maîtriser l'agressivité du public servent à rien, la violence, elle s'exprime devant le guichet. Je comprends ces gens, on ne leur donne aucune réponse, surtout depuis qu'on a mis en place le nouveau "système" d'accueil du public à la mairie. Derrière le guichet, vous retrouvez des gens qui n'y connaissent rien à l'accueil. Nos postes sont "mutualisés" : le lundi, vous pouvez distribuer le courrier dans les services ; le mardi, faire les réponses types aux courriers des gens qui se plaignent de la saleté de leur rue ; le mercredi, être au centre d'appels de la mairie. Nous sommes des "couteaux suisses", en faisant tout, sans rien y connaître. Des tâches les unes à la suite des autres. Je suis en arrêt maladie, une femme m'a giflée et a crié qu'elle tuerait mes gosses » (Sarah, vingt-neuf ans, région Grand-Est).

« Cela faisait trois semaines que j'avais pris mon poste de caissière dans ce supermarché. J'avais déjà mal partout. Une douleur constante, qui remonte des poignets aux omoplates, pour finir dans le bas des reins. Tout ça pour 945 euros nets. Le médecin a tenu d'emblée à me rassurer : tout cela était parfaitement normal. "Je ne connais pas une caissière qui ne souffre pas de troubles musculo-squelettiques du dos, de la nuque et des épaules. Il n'y a pas grand-chose à faire. Je ne peux que vous conseiller de profiter de vos moments de pause pour pratiquer des exercices de relaxation." Le problème, c'est que les pauses surviennent quand vous avez déjà envie d'aller aux toilettes depuis deux heures ; or elles ne durent que neuf minutes, et il en faut presque cinq pour rejoindre la salle de repos située au sous-sol du magasin, derrière les entrepôts » (Magali, vingt-deux ans, Soissons).

EN 2016

- Plus de 620 000 accidents ayant entraîné un arrêt de travail ou une incapacité permanente ;
 - 600 accidents par heure travaillée ;
 - 34 accidents pour 1 000 salariés (c'est un niveau jamais atteint depuis soixante-dix ans. Le secteur des services à la personne a enregistré près de 95 accidents du travail pour 1 000 salariés, soit trois fois plus que la moyenne générale ; en dix ans, les accidents du travail de ce secteur ont ainsi augmenté de 45 % ;
 - les troubles musculo-squelettiques (TMS) restent la première cause de maladie professionnelle en France.
-

DE LA FAUTE DU SALARIÉ, NÉCESSAIREMENT

La santé au travail a déjà une longue histoire. Elle intéresse les médecins dès le début du XVIII^e siècle. En 1700, le professeur italien Bernardino Ramazzini, dans son *Traité des maladies des artisans*, recense les caractéristiques les plus usantes pour la santé.

Avec la révolution industrielle, l'accélération de la vitesse d'usure des ouvriers devient sujet d'inquiétude. On va s'intéresser désormais aux conditions de la fatigue et de l'intensité des tâches, plutôt qu'à la nature même de l'activité exercée. En 1840, l'enquête du docteur Louis-René Villermé est un tournant. Dans son tableau de l'état physique et moral des ouvriers⁴, il montre combien la santé de l'ouvrier est indissociable de ses conditions générales d'existence : l'usure, la fatigue mais aussi les « mauvaises habitudes de vie » (« débauche », « intempérance », « imprévoyance »). Ces considérations morales (structurées par un certain « racisme de classe ») vont peser tout au long de l'histoire.

À partir de 1880, les travaux sur la fatigue se multiplient. Les discours hygiénistes, relativisant fortement l'influence du travail industriel sur la santé au profit des « écarts de toutes sortes que les ouvriers commettent », sont rattrapés, au tournant du XX^e siècle, par une dénonciation violente des conditions sanitaires de travail des ouvriers, puis par l'émergence d'un discours ouvrier sur l'hygiène au travail.

L'histoire du mouvement ouvrier est marquée par des périodes de luttes intenses pour la santé au travail. En France notamment, pendant la période 1890-1900, avec la série victorieuse de grèves des ouvrières allumettières, contre la nécrose phosphorée de la mâchoire (lésions osseuses des maxillaires provoquées par l'utilisation de phosphore

4. Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et de soie.

sans protection). Les grévistes finissent par obtenir la substitution du produit en cause.

CENT CINQUANTE ANS DE CONQUÊTES

De l'eau est passée sous les ponts depuis les débuts de l'industrialisation et du **prolétariat**. Les conquêtes sociales se sont accumulées, particulièrement en France, protégeant la santé des travailleurs face aux dangers auxquels leur travail les expose et limitant le risque que le salarié récupère un corps tout détraqué après avoir loué sa force de travail (entre deux journées, puis à la fin de sa carrière).

1841 : interdiction du travail des enfants de moins de huit ans, limitation du temps de travail des plus grands

1864 : autorisation des coalitions, tolérance de la grève

1884 : liberté syndicale

1892 : réglementation du travail des femmes et des enfants ; création des inspecteurs du travail

1898 : loi sur les accidents du travail, principe de la responsabilité patronale

1900 : durée du travail journalier limitée à onze heures

1906 : repos obligatoire hebdomadaire de vingt-quatre heures

1910 : Code du travail

1936 : « accords de Matignon » (semaine de quarante heures sans perte de salaire, congés payés, assurances sociales...)

1945 : comités d'entreprise et Sécurité sociale

1950 : salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

1958 : indemnisation du chômage

1968 : « accords de Grenelle » (augmentation du SMIG, sections syndicales et délégués syndicaux au sein des entreprises)

1970 : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)

1982 : durée du travail à trente-neuf heures, cinq semaines de congés payés et abaissement de l'âge de départ à la retraite ; comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

1998 : durée du travail à trente-cinq heures

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Prolétariat : le prolétaire, c'est le travailleur ayant comme seul moyen de vivre la location de sa force de travail, à ses risques et périls pour ce qui est de sa santé. Le célèbre *Manifeste du Parti communiste*, de Karl Marx et Friedrich Engels (1848), s'achevait sur cette proposition :

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

À la fin du XIX^e siècle, l'attention portée aux peines ouvrières par les pouvoirs publics, les patrons et les philanthropes est d'abord motivée par des préoccupations politiques et économiques : les souffrances professionnelles favorisent les grèves et les élans révolutionnaires ; l'hygiène des ouvriers peut permettre de réduire les dépenses occasionnées par un ouvrier malade ou blessé et relevant donc de l'assistance.

Au cœur des travaux sur la fatigue, développés à partir des années 1880, on retrouve la volonté d'identifier les règles optimales d'utilisation de la « machine » humaine, et la promotion d'une gestion scientifique de la main-d'œuvre : comment augmenter la productivité du travail tout en réduisant l'usure prématurée de la force de travail ? Deux axes de recherche sont privilégiés : celui des « gestes efficaces, économes en effort », et celui de la sélection rationnelle des travailleurs pour chaque poste. La fatigue est le signe des effets néfastes sur le plan physiologique et psychique des « mauvaises orientations professionnelles ». Ainsi, le progrès passerait par l'utilisation rationnelle des aptitudes de chacun, scientifiquement diagnostiquées. Il s'agit alors moins d'adapter le travail aux exigences de l'organisme humain que de choisir le bon organisme pour un travail qu'on ne modifiera guère. Le problème n'est pas tant le travail en lui-même, et ses conditions, que l'inadéquation de l'ouvrier au poste occupé.

Le glissement de l'identification de situations de travail pathogènes à celle des « individus à risque », pour cause de fragilité, susceptibilité, vulnérabilité, va se traduire durablement dans les textes législatifs et les dispositifs institués dans le champ de la santé au travail. Ce principe de sélection est entériné par la législation dès 1909 : elle instaure, dans certains cas, l'obligation du certificat médical à l'embauche, attestant que le recruté ne montre pas de prédisposition à tel ou tel risque.

Bien plus tard, les recherches sur le stress vont encore davantage recentrer l'analyse sur l'individu et la problématique de l'adaptation.

C'est en 2000 qu'apparaît, pour la première fois, la formule « risques psychosociaux » (RPS). Une notion forgée dans l'urgence, révélatrice de l'emballement devant la montée de « nouvelles pathologies », notamment la multiplication des dépressions et des suicides sur le lieu de travail ou en lien avec lui. Cette nouvelle catégorie vient rassembler tout ce qui se situe au-delà des risques classiquement répertoriés : risques physiques, biologiques, chimiques. Reste donc le « social » comme risque et le « psychologique » (*versus* santé mentale) comme troubles. La prévention des RPS étant devenue obligatoire, les entreprises privées et publiques organisent leurs « démarches » – des démarches standardisées par les cabinets de conseil – essentiellement

Une représentation duale et individualisée du monde du travail : les sains, robustes, battants, performants... aptes ; les autres, fragiles, vulnérables, déficitaires... et surveillés pour prévenir leur inaptitude.

autour de deux types de dispositifs : la détection et le signalement des « individus à risque » ; la mise à disposition d'accompagnements individualisés (coaching, notamment). Autant d'actions qui alimentent la représentation duale et individualisée du monde du travail : les sains, robustes, battants, performants... aptes ; les autres, fragiles, vulnérables, déficitaires... et surveillés pour prévenir leur inaptitude.

L'évaluation de l'aptitude, traditionnellement dévolue à la médecine du travail, est devenue une tâche déléguée non seulement aux ressources humaines, mais aussi à l'encadrement hiérarchique.

MÉDECINE DU TRAVAIL : UNIQUE EN SON GENRE, ET POURTANT...

En 2010, 6 500 médecins et 10 500 personnels non médicaux exercent dans 943 services de santé au travail. Leur fonction ? Couvrir les 15,3 millions de salariés des secteurs industriel et commercial. Créé en 1946, ce dispositif de médecine du travail, unique en son genre, a pour mission d'éviter l'altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail.

La médecine du travail connaît depuis longtemps une « crise » démographique, inédite par son ampleur. Plus de la moitié des médecins du travail en exercice avaient plus de cinquante-cinq ans en 2010, chaque médecin suivant en moyenne quelque 3 000 salariés.

Pour faire face à cette pénurie annoncée de médecins, l'article 44 de la loi Travail de la ministre El Khomri, en 2017, intitulé « **modernisation** de la médecine du travail », crée une médecine du travail à deux vitesses, avec d'un côté celle pour les salariés sur des postes de sécurité ou à risque et celle pour les autres. Les salariés sur ces postes à risque auront accès à un médecin du travail qui va émettre une fiche d'aptitude. Pour les autres salariés, qui ne sont pas à risque visible, ils n'auront pas accès au médecin du travail en première intention : le médecin n'aura plus connaissance de leur vie et ne pourra plus témoigner du *burn-out*, du stress dans l'entreprise, par exemple⁵.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Modernisation : ce mot du langage commun est souvent utilisé pour faire écran aux intentions réelles d'une action politique. C'est tout simple, c'est un mot-valise, qui ne fournit en fait aucune indication tant qu'on n'examine pas ce qu'il renferme. Un intérêt tout de même :

ça dit bien à quel point le pouvoir sait que ses intentions ne sont pas louables. Sinon, on évoquerait pour la transformation du droit du travail des « réformes allant dans le sens d'un affaiblissement des représentants du personnel, de la santé au travail, de la supériorité de la loi sur les décisions

5. La médecine du travail n'est pas la seule à être réduite dans ses prérogatives. À partir du 1^{er} janvier 2020, le comité d'entreprise (CE), les délégués du personnel (DP) et le CHSCT fusionnent en une seule entité appelée comité social et économique (CSE). Ce CSE se substitue aux DP dans les entreprises de 11 à 49 salariés inclus et aux instances représentatives du personnel (IRP) que sont le CE, les DP et le CHSCT dans les organisations de 50 salariés et plus.

LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL EN PLEIN BOOM

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) souligne dès 1946 que la santé « ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité » mais est un « état de complet bien-être physique, mental et social ». La santé au travail serait donc plus que l'absence de blessures et de dépressions, mais un état d'épanouissement.

Pourtant, en 2016, en France, au moins 64 % des actifs occupés déclarent être soumis à un travail intense ou subir des pressions temporelles ; 47 % estiment qu'ils doivent « toujours » ou « souvent » se dépêcher dans leur travail ; 64 % disent manquer d'autonomie dans leur travail ; 31 % se sentent obligés de cacher ou de maîtriser leurs émotions⁶. Depuis les années 1980-1990, le mode de gestion des entreprises, publiques comme privées, a changé : on ne gère plus selon la logique des métiers, on gère par les résultats. Ce n'est plus le médecin qui est le directeur de l'hôpital, c'est le gestionnaire. La performance, c'est ce qui est demandé à l'organisation et donc au salarié : produire vite, même si c'est pour produire mal. Ce modèle de gestion induit nécessairement l'intensification du travail, couplée à une procéduralisation des tâches à effectuer. Cet encadrement strict des tâches n'est pas nouveau. D'où vient-il et comment a-t-il évolué ?

Le contrat de travail détermine pour l'essentiel le poste, le temps de travail et la rémunération équivalente à la mobilisation de ce temps. Mais, ce qui n'est pas défini, et qui fait l'objet d'une tension permanente entre l'organisation et le salarié, c'est la manière dont ce temps est utilisé, *comment le salarié travaille*. Autrement dit, si on se place du côté de l'organisation, la question est de savoir comment être sûr que les salariés vont travailler comme « on » le souhaite, selon la méthode jugée « efficace », celle permettant d'obtenir le plus de résultats possible en consommant le moins de moyens.

Depuis les années 1980-1990, le mode de gestion des entreprises, publiques comme privées, a changé : on ne gère plus selon la logique des métiers, on gère par les résultats. Ce n'est plus le médecin qui est le directeur de l'hôpital, c'est le gestionnaire.

internes à l'entreprise »... Et les gens apprécieraient si cela est « moderne » ou non. Même mode d'emploi pour « nécessité des réformes », « s'adapter à un monde qui change »...

6. Étude coordonnée par la DARES, publiée en novembre 2016 sur les conditions de travail et la santé au travail.

Dès le début du ^{xx}^e siècle, la croissance de la taille des organisations s'accompagne du développement de techniques de gestion, qui visent à « contraindre » le salarié de manière à ce qu'il conforme son action aux valeurs et aux intérêts de l'organisation, et non plus seulement à ceux des « métiers ». C'est l'objet d'un des premiers modèles managériaux qu'est le taylorisme. Plusieurs décennies plus tard, ce modèle est dépassé notamment car la nature même du travail s'est modifiée, induite par la tertiarisation de l'économie (ce sont surtout des activités qui se font en interaction avec les autres, interaction que l'on ne peut pas régenter, diviser en tâches).

Avec l'obsolescence du taylorisme disparaissent des moyens organisationnels de contrainte. Dès lors, les modèles managériaux qui vont suivre, en s'accéléralant ces trente dernières années, cherchent à obliger le salarié « de l'intérieur », c'est-à-dire à formater sa subjectivité pour qu'il adhère « de lui-même », pour qu'il augmente sa productivité et qu'il participe *volontairement* à la réduction des coûts. Toutes les techniques des années 2000 dites du « bien-être » au travail (installation de fontaines à chocolat, aménagement de bureaux colorés, mise à disposition de tables de ping-pong dans des espaces communs et conviviaux, recrutement de *chief happiness officers* en charge d'animer le bonheur au travail...) poursuivent ce même objectif.

Quel que soit leur nom, ces modèles de gestion et de management connaissent la même histoire : à l'origine, ce sont des techniques empiriques existant dans une entreprise multinationale (*lean management* issu de Toyota, *six sigma* de Motorola) ; techniques bientôt transformées en objet scientifique sous la forme de modèles, de schémas, de concepts..., commercialisées par des multinationales du consulting, promotionnées par des institutions internationales, mises en œuvre dans les organisations privées comme publiques par des experts de la gestion.

Ces modèles de gestion et de management se caractérisent par trois éléments : distinction nette entre la fonction de direction et la fonction d'exécution (division importante des tâches), transformations structurelles (regroupement, fusion, sous-traitance, report de tâche sur l'usager-consommateur...), « management par la performance ». Ces modèles sont standardisés et standardisent à leur tour grâce à des systèmes d'information de gestion, qui automatisent processus de travail et tâches, et placent les salariés dans des situations régulières d'incompétence. Ces dispositifs ont également pour caractéristique d'être discordants : la finalité (les objectifs chiffrés) n'est pas nécessairement adaptée à l'activité réalisée par le salarié ; les processus imposés ne sont pas obligatoirement idoines pour atteindre les objectifs fixés ;

les modalités de contrôle et de reporting réduisent considérablement le temps de travail productif.

Cette discordance entre les finalités, les processus et les modalités de contrôle a deux effets : engendrer de la contre-performance et de la souffrance au travail pour les salariés. Souffrance : 1. parce que le travail est « empêché » ; 2. parce que les critères de la qualité du travail effectué ne sont pas partagés par le salarié, qui développe alors des stratégies variées de défense ; 3. parce que le travail devient une « affaire » personnelle et solitaire ; 4. parce que l'excellence conduit nécessairement à l'échec. Il ne s'agit plus de « faire son travail » mais de faire « toujours mieux ».

LES MUTATIONS DU TRAVAIL NE CHANGENT RIEN À LA DONNE

Parce que le salariat est une relation d'emploi qui fait légalement reposer la mission de protection (au sens large) sur l'employeur, certaines entreprises trouvent des voies de contournement. Et plus elles s'épargnent leurs obligations de prévention, moins les travailleurs économisent leur santé.

L'ubérisation est une nouvelle forme de relation d'emploi (légale) entre travailleurs et entreprises, mi-autoentrepreneuriat mi-salariat. Comprendre : l'entreprise (qui n'est pas officiellement l'employeur du travailleur) paye à la tâche un travailleur qui absorbe les risques de l'activité, comme tout autoentrepreneur. Quand tout va bien, il gagne de l'argent, quand tout va mal, il perd son temps (et sa santé).

« J'arrive devant le nouveau *hub*⁷ ; un type me dit que ça fait quatre heures qu'il est là : il a fait une livraison, il a gagné 15 euros. On en est là. On recrute des gars pour zoner devant le *hub*, de toute façon c'est gratuit, et ça permet de livrer les commandes très rapidement. C'est comme si un restaurant avait vingt serveurs pour un poste : les clients sont servis tout de suite... et les serveurs se partagent les miettes. »

Plus besoin de managers, de ressources humaines, de service logistique. Le travailleur intègre les impératifs de production dont dépendra sa paie, ne compte pas ses heures (et de toute façon l'entreprise n'en est pas responsable) et vient avec son propre matériel de travail

7. *Hub* : plate-forme de correspondance servant de zone centrale de livraison et d'expédition.

(smartphone, vélo en plus ou moins bon état...). S'il contrôle ses heures de travail, le travailleur ne contrôle pas sa productivité. Il ne contrôle pas le marketing, ni la communication, ni les autres recrutements, ni le montant de sa rémunération à la tâche, ni la qualité des produits fournis aux clients... Il est **aliéné**.

Ce modèle d'auto-exploitation fait reposer l'essentiel des risques sur les travailleurs, chargés de contribuer à leur mal-être (avec enthousiasme ou inconsciemment).

MORALE DE L'HISTOIRE

La souffrance au travail change en même temps que le travail lui-même. Les souffrances induites par les formes nouvelles du travail ont de belles années devant elles : avec la poursuite de la casse des collectifs de travail, l'intensification du travail, les sous-traitances en cascade, la restriction des rôles de la médecine du travail et des CHSCT, et bientôt la suppression même du bureau (un quart des grandes entreprises françaises envisageraient de vendre leurs locaux pour louer des *flex-offices*)...

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Aliénation : Karl Marx utilisait ce terme pour expliquer que le travailleur se fait confisquer la valeur ajoutée par son travail à la matière passée entre ses mains, mais aussi pour souligner que la division du travail le rend étranger (aliéné) à la marchandise finale qu'il a contribué à produire.

CE SOIR, ON MANGE QUOI ?

Dominique Paturel et Willy Pelletier
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 853 à 863

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-853.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CE SOIR, ON MANGE QUOI ?

par **DOMINIQUE PATUREL** (INRA)

et **WILLY PELLETIER** (sociologue, université de Picardie)

Remerciements à Nicole Benyounès (médecin)

et **Arnaud Muysen** (médecin addictologue, CHR de Lille)

« La composition du panier alimentaire s'est modifiée conjointement au modèle agricole, au profit des produits transformés et des plats préparés. Entre 1986 et 2010, le temps de préparation des repas à domicile a chuté de 25 % [...].

D'une place centrale dans nos vies, en particulier par sa faculté à produire du social, le fait de se nourrir est peu à peu devenu une activité secondaire et vidée d'une grande partie de son sens. »

Loïc Prud'Homme, président de la commission d'enquête parlementaire, avant-propos du rapport « Alimentation industrielle », 28 septembre 2018

Qui produit ce que nous mangeons ? Que mangeons-nous ? Ce « nous » a-t-il un sens ? Car existent de fortes différences entre groupes sociaux, non seulement dans l'accès à des aliments de qualité, mais aussi dans ce que représente l'« acte de manger ».

LES INÉGALITÉS SOCIALES D'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

Charles et Astrid, lui, avocat d'affaires, et elle, galeriste, vivent dans le neuvième arrondissement de Paris. De retour des courses, ils n'ont évidemment pas dans leur panier les mêmes produits que Sylvie et Thierry, lui, ouvrier à Noyon, elle, en CDD dans les champignonnières de Soissons. Les produits ne proviennent pas vraiment des mêmes magasins : « boutiques naturelles » pour les uns, hypermarchés pour les seconds. Pour Charles et Astrid, chez un jeune fromager « très sympa », ils prennent « beaucoup », et les fruits et légumes viennent d'une AMAP,

devenue une « bande d'amis », disent-ils ; autrement, ils vont au marché Saint-Honoré pour le poisson et au marché bio des Batignolles. Sylvie et Thierry font leurs courses à Lidl, à Cora, et prennent des « trucs qui tiennent au ventre » (« beaucoup de raviolis, pour les enfants », des pâtes, des steaks hachés, des purées, des sodas, des riz réchauffés au micro-ondes, etc.), pas complètement les moins chers mais presque, « autrement, au milieu de mois, on est dans le rouge ».

QU'EST-CE QU'UNE AMAP (ASSOCIATION POUR LE MAINTIEN DE L'AGRICULTURE PAYSANNE) ?

Un groupe de consommateurs et un ou des agriculteurs biologiques établissent un contrat pour une période donnée (six mois ou le temps de la saison de la production). Ces consommateurs versent à l'agriculteur une somme d'argent qui correspond à un panier de courses « hebdomadaire ». Durant cette saison, l'agriculteur s'engage à livrer aux membres de l'AMAP des produits frais (légumes, fruits, œufs, viande, fromage, poisson, etc.). Le contenu dépend de ce que cultive l'agriculteur et de la maturité des produits : si les tomates ne sont pas mûres, il n'y en aura pas dans la distribution. Le prix du panier est fixé de manière équitable, il permet à l'agriculteur de couvrir ses frais de production et de faire un bénéfice en restant abordable pour le consommateur. Les paniers sont distribués soit dans la ferme directement, si les consommateurs habitent dans le même périmètre que l'agriculteur, soit dans des points de relais en ville.

Les inégalités sociales en matière d'alimentation ont évidemment des effets sur la santé.

1. Pour une bonne synthèse des travaux réalisés, voir : Céline Laisney, *Disparité sociale et alimentation*, Centre d'étude et de prospective, Paris, novembre 2013.

2. Séverine Gojard et Marie Plessz, « La consommation de légumes des ménages français : préparation domestique ou achats de produits transformés », *Working Papers*, octobre 2010.

3. Thibaut de Saint Pol, « Corpulence, normes et inégalités sociales », *Lettre scientifique du Fonds français alimentation santé*, n° 11, février 2013.

Toutes les études le montrent¹ : les cadres et professions libérales consomment bien plus de fruits et légumes frais que les ouvriers, plus de poisson, moins de viandes et charcuteries, moins de produits conditionnés surtout², mais aussi moins de riz, moins de féculents, moins de boissons sucrées et de sandwiches, moins de corps gras et de glucides. Même les huiles achetées diffèrent : huile d'olive pour les premiers, huile de colza pour les seconds.

Très vite, dès l'enfance, l'adolescence, et plus tard davantage encore, « les différences de pratiques, notamment alimentaires, entre milieux sociaux se traduisent dans les corps et se donnent à voir quotidiennement dans l'apparence des individus, à la fois marqueur d'appartenance et instrument de distinction », note Thibaut de Saint Pol³.

Les inégalités sociales en matière d'alimentation ont évidemment des effets sur la santé et singulièrement sur l'obésité. Cette maladie concerne 7 millions de Français. Mais il existe une forte relation entre la catégorie

sociale et l'obésité, comme l'établit l'étude Obépi, menée en France depuis 2009. On dénombre deux fois plus d'obèses chez les ouvriers et les employés (33 %) que chez les cadres supérieurs (8,7 %) – près d'un adulte obèse sur deux vit dans un foyer percevant moins de 1 200 euros, et seulement 7 % d'entre eux touchent un revenu par foyer supérieur à 5 300 euros. Les écarts entre catégories sociales en matière de proportion de personnes obèses en leur sein ne cessent d'ailleurs de se creuser⁴.

Les messages de santé publique insistent sur la consommation de produits frais mais, concernant les familles en situation de précarité (environ 9 millions de personnes vivent avec moins de 1 000 euros), l'achat de ces produits alimentaires est inaccessible pour des raisons financières.

Pour les plus pauvres, la nourriture est de qualité dangereuse, bien souvent. Portion visible de l'iceberg, entre juillet 2018 et février 2019, 780 tonnes de faux steaks ont été livrées aux Restos du cœur, au Secours populaire, à la Croix-Rouge et au réseau des Banques alimentaires. Un marché de 5,2 millions d'euros financé par le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD). Les entreprises qui ont distribué ces lots, Voldis, firme française, Biernacki, le fournisseur polonais, et un intermédiaire, le courtier SMP (Société Marcel Proux), avaient toutes déjà, directement ou *via* leur propriétaire, été touchées par des scandales sanitaires mais continuaient tranquillement d'exercer. Pour le propriétaire de Voldis : fermeture de l'un de ses abattoirs (les Volailles de l'Odette, dans le Finistère) par la préfecture, du fait de « nombreuses et graves non-conformités au regard des normes sanitaires en vigueur et des risques pris pour la santé publique ». Pour le groupe polonais Biernacki : approvisionnement des Restos du cœur avec plusieurs centaines de tonnes de steaks contaminés à la salmonelle, en 2015, et retrait de ses steaks tartares de tous les magasins Lidl en Europe, en 2019.

Une partie des familles en situation de précarité (5,5 millions) reçoivent de l'aide alimentaire, distribuée par des associations caritatives (les Restos du cœur, le Secours populaire, les banques alimentaires, la Croix-Rouge, etc.). Ces associations caritatives sont financées par des subventions publiques, des dons d'argent et de produits alimentaires. Mais il faut savoir que l'aide alimentaire récupère les invendus de la grande distribution, des coopératives agricoles ou de l'industrie agroalimentaire et, en échange de ces dons, l'État défiscalise ces dons du chiffre d'affaires de ces entreprises : rien n'est gratuit ! En outre, comme le système agro-industriel produit bien plus que ce que nous pouvons manger, l'aide alimentaire est un bon moyen de gérer ces surplus.

4. « L'obésité en France : les écarts entre catégories sociales s'accroissent », *Insee Première*, n° 1123, 2007.

Depuis les quinze dernières années, on voit même nombre d'agriculteurs devenir « bénéficiaires de l'aide alimentaire » : ceux dont le métier est de produire de l'alimentation n'ont plus les moyens d'en vivre, dans un pays comme la France !

Résumons : les familles à petits budgets se retrouvent placées dans l'obligation, la nécessité de manger moins équilibré et des produits de qualité contestable. Lesquels, plus que d'autres, engendrent des pathologies.

Prenons la consommation des viandes les moins chères, issues des élevages intensifs (qui fonctionnent au mépris de toute considération pour les souffrances animales). Les systèmes productivistes d'élevage sont des incubateurs à virus : *Listeria monocytogènes*, salmonelle, *Campylobacter*, *E. coli*, etc. Et la surconsommation de ce type de viandes a pour effet d'augmenter la prévalence des cancers (côlon, prostate, intestin, rectum), des maladies cardio-vasculaires, des hypercholestérolémies, de l'hypertension, de l'ostéoporose, du diabète de type 2, des calculs biliaires, de la polyarthrite rhumatoïde. Quant aux viandes transformées (jambon, bacon, saucisses, pepperoni, salami, et presque toutes celles présentes dans les plats préparés, les pizzas, lasagnes ou raviolis), elles sont généralement fabriquées avec un **ingrédient cancérigène : le nitrate de sodium**. C'est ce colorant rose qui fait croire que la viande est fraîche. Or le nitrate de sodium (ou salpêtre du Chili) se combine avec les protéines de la viande pour donner des nitrosamines, hautement cancérigènes.

TROP DE « FAUSSE BOUFFE »

On entend par « fausse bouffe » l'alimentation ultra-transformée (AUT), à présent considérablement distribuée : elle occupe près de la moitié des linéaires des supermarchés.

On entend par « fausse bouffe » l'alimentation ultra-transformée (AUT), à présent considérablement distribuée : elle occupe près de la moitié des linéaires des supermarchés. Ces produits alimentaires agréables à manger, peu coûteux et faciles à consommer (par exemple les biscuits, les poissons panés, les viandes fumées, les soupes instantanées, les plats préparés, etc.) sont remplis d'exhausteurs de goût, de colorants, d'additifs industriels (sirop de glucose, protéine de lait, arômes, amidon de maïs) pour imiter un produit naturel : par exemple les céréales du petit-déjeuner qui font croire que c'est seulement du blé. On fabrique aussi des pseudo-viandes qui, par exemple, ressemblent à du poulet mais qui ne contiennent absolument aucun morceau de poulet.

Ces AUT ne rassasient pas et on a, rapidement, à nouveau faim. Ils incitent au grignotage, on parle d'ailleurs, à leur sujet, de « calories

vides ». Et ils engendrent des formes d'addictions⁵ : on a tous vécu ce moment où on ne peut s'empêcher de finir le paquet de « biscuits apéro » sans même en avoir envie.

Ces AUT ont subi ce qu'on appelle le « cracking ».

Ce processus industriel consiste à fractionner des aliments bruts comme le lait, les céréales ou la viande et à en faire des centaines de poudres et de sirop qui serviront à reconstituer des aliments. Par exemple, du blé, on va extraire le germe et l'amidon. Ensuite, ces sous-produits du blé vont à leur tour être transformés une bonne dizaine de fois et seront réintroduits dans des produits pour donner de la texture, du goût, etc. Les aliments ont alors perdu toutes leurs valeurs nutritives.

Le cracking est partout dès qu'il s'agit d'alimentation industrielle, y compris dans les produits bio ou allégés.

Dès 2009, l'équipe de Carlos Monteiro, chercheur brésilien, nutritionniste en santé publique, remarque que l'augmentation de l'obésité est concomitante à la consommation des produits alimentaires ultra-transformés, vendus dans les magasins de son pays. Cette équipe de chercheurs va démontrer que sont avérés les liens des AUT avec l'augmentation des maladies cardio-vasculaires, du diabète de type 2 et de certains cancers⁶. Beaucoup d'études récentes établissent que les AUT concourent à des maladies coronariennes.

Deux classifications existent aujourd'hui : Nutriscore, un logo français avec cinq couleurs qui renseignent sur la composition nutritionnelle, et Nova, issu des travaux de Carlos Monteiro, qui classe les aliments en trois catégories : les aliments bruts, les aliments transformés et les aliments ultra-transformés.

Une pomme de terre cuite à l'eau est un aliment brut. Cette même pomme de terre, écrasée en y ajoutant du beurre et du sel, devient un aliment transformé. On entre dans le monde des aliments ultra-transformés quand elle devient chips de pomme de terre, avec des goûts ou parfum divers et variés (barbecue, vinaigre, etc.), c'est-à-dire avec des rajouts d'exhausteurs de goût, de colorants, d'arômes artificiels et autres.

La situation actuelle est le résultat de cinquante ans de développement d'un système agro-industriel, dont le moteur est d'engranger toujours plus de profits, et qui s'est approprié les connaissances agronomiques et nutritionnelles, et les avancées technologiques (le cas de la firme Monsanto est le plus connu⁷). Ce système fabrique une offre

5. Voir : Michael Moss, *Sucre, sel et matières grasses. Comment les industriels nous rendent accros*, Calmann-Lévy, Paris, 2014.

6. Voir : Anthony Fardet, *Halte aux aliments ultra-transformés ! Mangeons vrai*, Thierry Souccar Éditions, Vergèze, 2017.

7. Voir : Marie-Monique Robin, *Le Monde selon Monsanto. De la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien*, La Découverte / Arte éditions, coll. « Cahiers Libres », Paris, 2008.

alimentaire dégradée, dont les conséquences se font sentir d'abord sur les plus pauvres.

Que faire ?

D'abord, si une étiquette a une longue liste d'ingrédients, il y a des chances pour que ce soit un AUT.

Il vaut mieux éviter de consommer ces produits et se remettre à faire la cuisine avec des produits bruts. Une autre piste consiste à faire ses courses avec un peu plus d'attention, ou à utiliser certaines applications comme Open Food Facts. Les courses prennent plus de temps, mais cela vaut la peine pour préserver sa santé.

Disant ceci, on a bien conscience cependant que persistent de fortes inégalités sociales en matière de tri (contraint) dans sa consommation alimentaire.

SORTIR DU SUPERMARCHÉ

Pour bien faire, il faudrait donc sortir du supermarché pour aller faire ses courses dans les « marchés paysans » ou faire partie d'un groupement d'achat, d'une AMAP.

Pourquoi ces pratiques ne sont-elles pas plus répandues ?

Pour plusieurs raisons fortes.

Première raison : les « marchés paysans » de proximité ont longtemps été dévalorisés et restent concurrencés par la puissance et les prix de la grande distribution. Pendant longtemps, les agriculteurs et les agricultrices qui vendaient au marché étaient mal considéré(e)s par les autres. En effet, le système productiviste agricole a défini (et valorisé) l'agriculteur comme étant un « producteur ». Dès lors ont été appliquées à l'agriculture les mêmes règles que dans les usines : produire un maximum pour vendre moins cher. Ce système, qui s'est mis en place après la Seconde Guerre mondiale, avait pour vocation de nourrir toute la population française. Mais, comme pour toutes les autres marchandises (les machines à laver, les voitures, etc.), l'agriculture est devenue une sorte d'« usine », répartie dans des fermes de plus en plus grandes et organisée dans des filières économiques comme celles du lait, des céréales, des fruits et légumes, etc. Ces fermes ont pris le nom d'exploitations agricoles, et leur but est de produire pour les marchés du monde entier. Les produits agricoles sont considérés comme des matières premières, et, comme les autres marchandises, ils sont soumis aux règles internationales de l'OMC. Les agriculteurs et les agricultrices devenus « producteurs » ont intériorisé que leur métier était celui de

produire et non de vendre. D'autant qu'en même temps se développaient des réseaux de commercialisation de produits agricoles qui rendaient les agriculteurs dépendants. De sorte que la plupart des agriculteurs confient désormais à d'autres qu'eux le soin de vendre leurs productions (metteurs en marché, grossistes, acheteurs, etc.). Les circuits de l'agriculture deviennent longs, parce qu'il y a de nombreux intermédiaires entre le producteur et le consommateur. Mais aussi parce qu'un nombre croissant de produits voyagent sur toute la planète. Les entreprises de distribution jouent sur les bas prix d'aliments produits par des paysanneries à très bas salaires pour augmenter leurs marges bénéficiaires⁸ – et qu'importe si, avec l'essor d'une alimentation déconnectée du lieu et de la saison, augmentent les rejets de gaz à effet de serre liés à leur transport, et un moindre contrôle des normes sanitaires (davantage d'utilisations de pesticides et d'OGM pour les produits importés). C'est ainsi qu'environ un tiers du poulet consommé en France provient du Brésil, où il est nourri de maïs et de soja génétiquement modifiés. La tomate est le légume le plus consommé en France, on en importe 300 000 tonnes par an. Soit 40 à 50 % de ce que nous consommons. Elles viennent d'Espagne mais aussi du Maroc. Presque la moitié des concombres et des courgettes sont également importés. Pour les fruits, 40 % des poires, des pêches et des nectarines sont importées, et jusqu'à 75 % du raisin de table. L'exposition aux pesticides est généralement bien supérieure aux normes hexagonales, avec l'utilisation dans ces pesticides de molécules interdites en France. Et, sur ces fruits et légumes importés, les taux de pesticides ne sont pas du tout contrôlés.

La mainmise d'une poignée de multinationales sur les ressources agricoles et leur distribution ne cesse d'ailleurs de s'étendre. Elles contrôlent les semences, le négoce des matières premières et la plupart des filières de production. En 2015, Nestlé dégageait 87 milliards de dollars de chiffres d'affaires, Pepsico, 63 milliards de dollars, Unilever, 59,1 milliards de dollars, Coca-Cola, 44,3 milliards de dollars... Selon les données du FMI en 2018, le produit intérieur brut de la Côte d'Ivoire ou de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) ou de la Bolivie est plus de deux fois inférieur au chiffre d'affaires de Nestlé.

Les « marchés paysans » font partie des circuits courts. La définition est la suivante : les circuits courts sont un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte avec un seul intermédiaire, comme dans le cas de la restauration (traditionnelle,

La mainmise d'une poignée de multinationales sur les ressources agricoles et leur distribution ne cesse d'ailleurs de s'étendre. Elles contrôlent les semences, le négoce des matières premières et la plupart des filières de production.

8. Voir : Aurélie Trouvé, *Le Business est dans le pré. Les dérives de l'agro-industrie*, Fayard, Paris, 2015.

collective...) ou d'un commerçant-détaillant (boucher, épiciier de quartier...). En outre, pour les agriculteurs, vendre leurs productions directement aux consommateurs, sans passer par les intermédiaires, leur permet de mieux gagner leur vie. Il faut savoir que le salaire moyen des agriculteurs n'est que de 1 250 euros par mois, et 30 % gagnent moins de 350 euros (rapport MSA, 2016).

D'autre part, sortir du supermarché n'est pas si répandu pour une seconde raison, qui là encore tient aux inégalités sociales. Ce sont surtout, en effet, des cadres supérieurs et des professions intellectuelles, surtout des diplômés (bac + 3 ou plus), dans les communes de petite taille, qui utilisent AMAP et circuits courts. À l'inverse, les ouvriers, les personnes pas ou peu diplômées ne fréquentent guère les circuits courts⁹.

L'« ACTE DE MANGER » VARIE EN FONCTION DES GROUPES SOCIAUX

On l'aura compris : les pratiques alimentaires varient en fonction des revenus différents selon les catégories sociales, et en fonction du coût des produits. Mais pas seulement. Certains types de salariés, qui n'ont bien souvent pas les moyens de « cuisiner », n'en ont aussi, communément, pas le temps. Comment prendre le temps de cuisiner après des séquences de transport longues et fatigantes pour se rendre au travail et en revenir, ou quand, aux temps de transport, s'ajoutent des gestions compliquées dans la garde des enfants, par exemple ? Ces salariés n'ont parfois, également, guère envie de « cuisiner longtemps ». Rentrer chez soi consiste en du travail domestique, en un surcroît de travail, alors que bien des femmes sont épuisées par des travaux professionnels qui engagent des pénibilités et fatigues corporelles bien supérieures à celles des métiers de cadres.

Et puis, les ségrégations spatiales, et donc les différences entre lieux d'approvisionnement en produits de qualités dissemblables se rajoutent : près des HLM prolifèrent les hypermarchés plus ou moins discount (qui savent qu'existe là un marché) quand, dans les quartiers chic, se montent de plus en plus de boutiques d'alimentation « naturelle » (qui savent aussi qu'existe ici un marché).

Manger est en même temps affaire de socialisation et de sociabilité. Difficile de te désintéresser du *fooding* si ton groupe d'amis bourgeois bohème file, *after work*, se retrouver dans les meilleurs

9. Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), *Étude individuelle nationale des consommations alimentaires (INCA 3)*, juin 2017.

« restos créatifs », qui offrent du « terroir » mais « pas cher ». Peu probable, à l'inverse, que Michel « cuisine », avec de bons produits pour le faire, alors qu'ouvrier au trois-huit, quand il rentre chez lui, il est seul, parce que les horaires de Christine, caissière, sont décalés et à trous (et qu'alors il mange seul).

Existent aussi, selon les groupes sociaux, des rapports différents à ce qu'est manger, des devoir-être corporels différents, des rapports différents aux corps lorsqu'ils mangent, et des différences sexuées, comme l'a depuis longtemps démontré Pierre Bourdieu.

Existent aussi, selon les groupes sociaux, des rapports différents à ce qu'est manger, des devoir-être corporels différents, des rapports différents aux corps lorsqu'ils mangent, et des différences sexuées.

DIFFÉRENCES DE CLASSE ET DE GENRE DANS L'ACTE DE MANGER

« Le goût en matière alimentaire dépend aussi de l'idée que chaque classe se fait du corps et des effets de la nourriture sur le corps, c'est-à-dire sur sa force, sa santé et sa beauté, [...] certains d'entre eux pouvant être retenus par une classe tandis qu'ils sont ignorés par une autre [...] : c'est ainsi que là où les classes populaires, plus attentives à la force du corps (masculin) qu'à sa forme, tendent à rechercher des produits à la fois bon marché et nourrissants, les professions libérales donneront leur préférence à des produits savoureux, bons pour la santé, légers et ne faisant pas grossir. [...]

C'est, plus profondément, tout le schéma corporel, et en particulier la manière de tenir le corps dans l'acte de manger, qui est au principe de la sélection de certaines nourritures. Ainsi, par exemple, si le poisson est, dans les classes populaires, une nourriture peu convenable pour les hommes, [...] c'est qu'il fait partie [...] de ces choses délicates qui ne peuvent être manipulées par des mains d'hommes et devant lesquelles l'homme est comme un enfant (c'est la femme qui, se plaçant dans un rôle maternel, [...] se chargera de préparer le poisson dans l'assiette ou de peler la poire) ; mais c'est surtout qu'il demande à être mangé d'une façon qui contredit en tout la manière proprement masculine de manger, c'est-à-dire avec retenue, par petites bouchées [...]. »

Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Éditions de Minuit, 1979, p. 210-211

Il ne faudrait pas trop vite en conclure à une « aliénation » des groupes populaires¹⁰, emprisonnés dans la consommation de basse qualité en supermarché et réduits au face-à-face avec le micro-ondes. Les pratiques alimentaires de certains groupes populaires y échappent en effet : avec la mise en culture des « jardins ouvriers » et dans certaines

10. Claude et Christiane Grignon, « Styles d'alimentation et goûts populaires », *Revue française de sociologie*, n° 21-24, 1980.

villes aujourd'hui des « jardins partagés » ; avec, en d'autres cas, la mobilisation pour s'approvisionner de filières familiales d'approvisionnement, auprès de parents plus ou moins éloignés qui sont restés hors des villes ; ou bien encore, avec des commandes partagées, quand des réseaux populaires (de voisins ou de collègues d'entreprise) mutualisent leurs filières d'approvisionnement issues des familles à la campagne. Dans nombre de familles populaires également, l'« art de cuisiner » a été transmis de génération en génération (davantage souvent que dans d'autres groupes sociaux). Cet « art de cuisiner » constitue, surtout pour les femmes, des moyens d'être valorisé(e)s parmi la famille ou les proches, des ressources pour gagner en estime de soi – et même un devoir-être, orienté par la division genrée du travail domestique.

MORALE DE L'HISTOIRE

La transition alimentaire ne peut pas se faire uniquement sur la seule volonté des consommateurs. L'offre alimentaire doit se transformer en prenant en compte un accès à des produits alimentaires de qualité pour tous, les effets délétères du système productiviste agricole sur l'environnement, les bénéfices énormes des industries agroalimentaires au détriment des autres acteurs de la chaîne alimentaire.

À LIRE

Grégori Akerman, Ariane Canard et Yuna Chiffolleau, « Les circuits courts alimentaires, un levier pour une consommation plus durable ? Le cas d'un marché de plein vent », *Terrains et Travaux*, n° 31, février 2007

Philippe Cardon, Thomas Depecker et Marie Plessz, *Sociologie de l'alimentation*, Armand Colin, Paris, 2019

Philippe Fontaine, « Les circuits courts rapprochent les producteurs des consommateurs », INRA.fr, 2016

Louis Malassis, *Nourrir les hommes*, Flammarion, Paris, 1994

Dominique Paturel, « Démocratie alimentaire : de quoi parle-t-on ? », Chaireunesco-adm.com, 2019

Auréli Carimentrand et Dominique Paturel, « Un modèle associatif de circuits courts de proximité pour les épiceries sociales et solidaires : vers une démocratie alimentaire ? », *Revue de l'organisation responsable*, vol. 13, janvier 2018

Plan Barnier (2009) « Renforcer le lien entre agriculteurs et consommateurs », Lafranceagricole.fr, 2009

Projet alimentaire territorial, Agriculture.gouv.fr
Reseau-amap.org

À VOIR

Jean-Paul Jaud, *Nos enfants nous accuseront*, 2008 (face à l'augmentation des maladies liées à l'environnement, une équipe municipale a décidé que la cantine du village devait être bio)

Xavier Deleu et Jean-Baptiste Mallet, *L'Empire de l'or rouge*, 2017

(documentaire qui retrace le circuit du concentré de tomates : une étude de cas sur la mondialisation de notre alimentation)

Boris Tavernier et Fabrice Finotti, *Jeunes pousses : des ados à la rencontre de l'alimentation et de l'agriculture*, 2019

QUE DES PLOUCS, DES BOUSEUX ET DES PÉQUENOTS ?

Sophie Orange et Sébastien Vignon
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 864 à 873

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-864.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUE DES PLOUCS, DES BOUSEUX ET DES PÉQUENOTS ?

par **SOPHIE ORANGE** (sociologue, université de Nantes)

et **SÉBASTIEN VIGNON** (politiste, université de Picardie)

Remerciements à **Clarisse Zhang Wei** (professeure des écoles)

« Ah ! les petites crottes, ça faisait longtemps !

Ça, c'est les brebis ! »

Karine Le Marchand, *L'amour est dans le pré*,

M6, 22 février 2019

Les campagnes font presque toujours l'objet d'une vision négative. Elles sont considérées comme sous-développées et en déclin, et leurs habitants sont perçus comme arriérés et passéistes, à l'étroit dans leur petite vie rustique et porteurs d'idées réactionnaires et xénophobes. Le portrait folkloriste d'une ruralité pure, aux valeurs authentiques et proches de la nature, ne rend pas davantage justice aux espaces ruraux.

LA CAMPAGNE, ÇA EXISTE ENCORE ?

La campagne semble renvoyer au temps d'avant, une époque révolue imperméable à la modernité. Des champs, des animaux, des paysans et des grands-parents, déconnectés des évolutions de la société et des progrès technologiques, arrêtés dans le passé et repliés sur eux-mêmes. La ville capte quant à elle toutes les connotations positives : elle symbolise tout à la fois la jeunesse et la culture, le dynamisme, les start-up et l'innovation, en bref, le « nouveau monde ». Un distributeur de baguettes au centre d'un village semble en effet moins disruptif qu'une trottinette électrique échouée sur un trottoir parisien. Mais cette dévalorisation symbolique des espaces ruraux est une construction sociale, portée notamment par les représentations médiatiques, tantôt **misérabilistes**, tantôt populistes, des journaux télévisés de Jean-Pierre Pernaut, les documentaires patrimoniaux de Stéphane Bern ou encore l'émission de

télé réalité *L'amour est dans le pré*, enfermant les campagnes et leurs habitants dans des cartes postales pleines de clichés, de pratiques et de traditions ancestralisés.

LE « 13 HEURES » DE TF 1 : LES IMAGINAIRES

D'UNE FRANCE IMMUABLE

« L'évocation du folklore se déploie à travers un lexique récurrent : les mots "typique", "authentique", "traditionnel" peuplent la plupart des reportages de la partie magazine. L'usage de cette terminologie manifeste d'ailleurs un certain glissement sémantique : le traditionnel devient l'authentique, l'authentique le naturel, le naturel le vrai et le bon. Cet intérêt pour la constance se manifeste également par l'importance accordée aux "marronniers", c'est-à-dire aux informations saisonnières qui jalonnent l'agenda français : salon de l'Agriculture, départs en vacances, sports d'hiver, cueillette des jonquilles ou récolte du raisin, rentrée des classes, etc. »

Nicolas Kaciaf, « "Parle-moi de moi, il n'y a que ça qui m'intéresse." Les implications idéologiques d'un impératif de proximité. L'exemple du "13 heures" de TF 1 », 2014

Or la réalité économique et sociale des espaces ruraux est très éloignée de ces conceptions figées et homogénéisantes. L'exode rural a pris fin dans les années 1970 et les communes de moins de 10 000 habitants ont eu tendance à regagner des habitants depuis lors. Si certains territoires continuent d'être marqués par la désertification et la désindustrialisation, les espaces ruraux constituent en réalité un ensemble hétérogène, marqué par des dynamiques et des usages diversifiés. Il n'y a pas une campagne, mais des campagnes.

Il n'y a pas une campagne, mais des campagnes.

Les espaces périurbains, c'est-à-dire les communes situées à proximité des grandes agglomérations, accessibles facilement par la route, le rail ou les transports en commun, ont connu un développement important à partir des années 1980. Des familles avec enfants

Misérabilisme : l'attitude misérabiliste à l'égard des mondes ruraux consiste à observer leurs habitants et leurs pratiques en termes de manque, d'infériorité, de handicap par rapport à ceux des villes.

sont venues chercher de meilleures conditions de vie en quittant les logements collectifs des villes et des banlieues, et en s'installant dans des pavillons individuels, avec jardin, dont ils ont pu devenir propriétaires du fait du moindre coût du foncier. Les communes périurbaines des grandes agglomérations ont ainsi connu une augmentation de près de 60 % de leur population entre 1968 et 2009.

Certaines communes rurales sont également fortement prisées par des populations âgées, recherchant un cadre de vie favorable pour leur retraite. Cela concerne notamment les départements du Massif central, de l'ouest ou du sud de la France. Les retraités semblent, en proportion, plus nombreux en milieu rural isolé qu'autour des grandes villes¹. Enfin, certains territoires souffrent d'un solde migratoire négatif : il s'agit de la plupart des bassins de vie situés dans les anciennes régions Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Haute-Normandie, pour ce qui concerne la métropole. Leur déficit migratoire est tel que l'excédent naturel ne le compense pas. Parler de « France périphérique² » pour désigner tout ce qui n'est pas la ville, c'est encore souscrire à une vision binaire et réductrice des territoires, et c'est oublier la diversité sociale et économique des campagnes.

QUE DES AGRICULTEURS ?

Tous les habitants des territoires ruraux ne sont pas des agriculteurs.

Non, tous les habitants des territoires ruraux ne sont pas des agriculteurs. Si l'activité agricole continue de structurer en partie l'économie rurale, force est de constater qu'elle n'occupe plus qu'une petite minorité d'actifs (5,5 %), alors qu'elle en embauchait un sur deux après guerre. Surtout, ce groupe professionnel est loin d'être homogène. Si la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) regroupe sous le même intitulé les « agriculteurs exploitants », travailler dans l'agriculture recouvre des situations diverses. La modernisation de l'agriculture, qui s'est développée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, s'est traduite par l'agrandissement des parcelles exploitées et la diminution des petits champs, la spécialisation des fermes et la réduction de la polyculture, l'endettement important des agriculteurs pour l'achat de machines. Cette course à la productivité a fait des gagnants et des perdants. Parmi les gagnants : les céréaliers se sont amplement enrichis en exploitant de très grandes surfaces agricoles, et en augmentant leur rendement grâce à la technologie et aux produits phytosanitaires (pesticides, merci Monsanto !). Parmi les perdants : les petites exploitations familiales, les fermes qui recherchent la qualité plutôt que la quantité (élevage en plein air, agriculture biologique, etc.), peinent à

1. INSEE, recensement 2011.

2. Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, Paris, 2014.

se faire une place dans une agriculture capitaliste et mondialisée, malgré le développement des labels et des circuits courts (associations pour le maintien de l'agriculture paysanne – AMAP – notamment). Au final, l'agriculteur, c'est aussi bien le grand patron d'une SARL viticole du Cognac qui roule en 4 x 4, que l'éleveur de vaches du Cotentin qui ne parvient pas à se verser un salaire.

La catégorie socioprofessionnelle la plus représentée dans les espaces ruraux est celle des ouvriers et employés (60 % des actifs ruraux pour 53 % des actifs sur l'ensemble du territoire national). Comme le rappelle Gérard Noiriel³, la présence des ouvriers dans les campagnes n'est pas nouvelle. Le développement industriel au XIX^e siècle en France s'est fortement appuyé sur une main-d'œuvre rurale, qui travaillait dans les champs l'été et qui se faisait embaucher dans les manufactures l'hiver. L'implantation d'usines à la campagne s'est poursuivie au XX^e siècle, car les prix des terrains y sont bien moins élevés qu'en ville et les habitants supposés plus dociles et fidèles. D'abord parce que les emplois y sont plus rares, mais aussi parce que les patrons, dans une vision culturaliste, croient les ruraux plus individualistes que les urbains, et donc moins tentés par les revendications collectives et les grèves. L'entreprise Moulinex a ainsi ouvert plusieurs usines en Basse-Normandie à partir des années 1930, en s'appuyant sur la disponibilité et la dextérité d'une main-d'œuvre féminine en situation de pauvreté et habituée par les travaux de couture aux opérations minutieuses⁴. À la suite du choc pétrolier des années 1970, les fermetures d'usines ont commencé à toucher de nombreux espaces ruraux, et les plans de licenciement massifs continuent de faire régulièrement l'actualité aujourd'hui. La quête du profit et de l'enrichissement des actionnaires conduit à la délocalisation de nombreux sites de production dans des pays où le travail est faiblement rémunéré et les conditions d'emploi sont dégradées. Dans les campagnes, la fermeture d'une entreprise ou d'une usine cause des dégâts économiques et sociaux importants, car il s'agit souvent du plus gros employeur de la commune ou du territoire, et plusieurs générations d'une même famille y travaillent.

Si les cadres moyens et supérieurs sont moins représentés dans les campagnes (25 % des actifs ruraux pour 40 % des actifs sur l'ensemble du territoire national), leur présence s'est malgré tout développée ces dernières années, et ils apportent avec eux un nouvel usage de la campagne, moins productif et plus esthétique. Ils sont souvent surpris du bruit et des odeurs, bien différents des représentations idéalisées qu'ils avaient pu s'en faire avant de venir, et condamnent le chant du coq aux aurores, les moteurs de tracteurs, en bref, que des gens y vivent et y travaillent ! Ils arborent également les normes morales

3. Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Agone, Marseille, 2018, chap. 8 : « Les usines à la campagne ! ».

4. Manuella Roupnel-Fuentes, *Les Chômeurs de Moulinex*, Presses universitaires de France, Paris, 2011.

de leur classe sociale et cherchent à les imposer aux autres, condamnant certaines pratiques populaires (la chasse, l'usage excessif de la voiture, etc.) et affichant des principes écologistes. Ils oublient souvent non seulement les contraintes financières des ruraux, dont beaucoup, on l'a dit, appartiennent aux classes populaires, et revendiquent parfois hâtivement le monopole de la défense de l'environnement, car ils s'approvisionnent à la biocoop de la ville voisine, alors même que les habitants des campagnes ne les ont pas attendus pour pratiquer les circuits courts, l'autoproduction, le tri sélectif et le compostage. Encore une expression du misérabilisme à l'égard des habitants des campagnes.

TOUS « LEPÉNISTES » ?

Comment expliquer le succès des « votes Le Pen » en milieu rural ? Certains, en réalisant des cartographies électorales, distinguent le « vote des villes », réputé plus progressiste, et le « vote des campagnes », dit plus conservateur, voire réactionnaire. Cette opposition binaire des votes est trop rapide.

D'abord, en représentant seulement le candidat arrivé en tête dans chaque commune, les cartes ne permettent pas de mettre en évidence la diversité des choix électoraux. Pire, elles transforment de petites différences – parfois quelques voix entre le premier candidat et son suivant immédiat – en écarts majeurs. Cette limite vaut surtout pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, où le rapport de force était très équilibré entre les quatre principaux candidats. Ensuite, l'établissement de cartes à partir des résultats électoraux agrégés à différentes échelles (région, département, canton, commune...) comporte un risque de surinterprétation et d'homogénéisation des différents types d'espaces résidentiels (les « centres-villes », les « banlieues », le « périurbain » et le « rural »). Or ces territoires sont en réalité tout à fait hétérogènes, socialement et politiquement.

Enfin, cette distinction comporte un risque de **glissement normatif**. Le vote urbain serait ainsi un vote « ouvert sur le monde » et

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Glissement normatif : passage d'un point de vue scientifique à des points de vue normatifs, c'est-à-dire à des jugements de valeur.

Altérité : c'est la reconnaissance de l'autre dans sa différence, qu'elle soit ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.

Capital d'autochtonie : ensemble de ressources symboliques liées à la reconnaissance locale et à l'appartenance à des réseaux

tolérant devant la diversité sociale, quand le vote « périurbain » ou « rural » exprimerait lui un « repli communautaire », enfermé dans un « entre-soi », réfractaire à toute **altérité** et toutes interactions fortuites avec les autres. Ces jugements disqualifiants (les « ploucs⁵ ») portés par les élites politiques et intellectuelles peuvent d'ailleurs produire des « effets de réel », au sens où ils confortent le sentiment de mise à distance des partis politiques traditionnels et plus généralement du jeu électoral (abstention) dans les populations « rurales ».

Les démarches et les commentaires visant à autonomiser l'espace comme facteur explicatif des comportements électoraux (vote des villes *versus* vote des campagnes) contribuent à produire des interprétations antisociologiques. Celles-ci ne prennent pas en compte les contextes sociaux ainsi que les positions et les trajectoires sociales des électeurs. Or la relation statistique entre la distance aux grandes villes et les votes Le Pen ne saurait se suffire à elle-même. Le risque est de déduire de celle-ci des interprétations sur la signification des votes et sur ce qui anime les électeurs lorsqu'ils se saisissent du bulletin de vote. Comment par exemple expliquer sociologiquement les différences de performances électorales importantes (plus de 10 points parfois) de Marine Le Pen observables dans des villages distants seulement de quelques kilomètres ?

C'est en reliant les pratiques électorales aux trajectoires individuelles et collectives vécues dans l'espace villageois qu'il est possible de comprendre tous les sens des votes Le Pen dans les mondes ruraux. L'étude des sociabilités traditionnelles locales (réseaux familiaux, associations, manifestations et fêtes) permet effectivement de dégager des facteurs qui peuvent expliquer la progression des votes lepénistes au sein de communes rurales appauvries dominées par les classes populaires : la déstabilisation de l'entre-soi rural et la montée de formes de ressentiments structuraux⁶.

On assiste ainsi à des formes de dépréciation de ce que les sociologues appellent le « **capital d'autochtonie**⁷ », qui transforment en profondeur les rapports sociaux. Ainsi, les lieux traditionnels de l'entre-soi

locaux de sociabilité (être connu et reconnu). Adossé au sentiment de l'enracinement local et à la notoriété acquise sur un territoire spécifique, ce capital a longtemps permis une participation à la vie publique (associations, conseil municipal,

par exemple) plus aisée pour les catégories populaires.

5. Jean Rivière, « Des ploucs de droite aux pavillonnaires lepénistes. Sur la construction médiatique du vote des ruraux », *Revue Agone*, n° 51, p. 65-83.
6. Les éléments d'explication des votes Le Pen présentés ici reprennent les résultats d'une enquête ethnographique réalisée dans un village de la Somme. Voir : Emmanuel Pierru et Sébastien Vignon, « Comprendre les votes frontistes dans les mondes ruraux. Une approche ethnographique des préférences électorales » in Gérard Mauger et Willy Pelletier (dir.), *Les Classes populaires et le FN*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauge, 2016.
7. Jean-Noël Retière, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 2003/3, 63.

8. Il s'agit d'un sport traditionnel de raquette qui a été très pratiqué dans certains territoires de Picardie (Santerre notamment) et qui a connu un net déclin de ses effectifs à la suite de la multiplication de la construction de courts de tennis dans des chefs-lieux de canton « ruraux » au début des années 1990.

9. Dans la Somme, par exemple, la faiblesse du réseau de transports en commun qui dessert les territoires ruraux, les inégalités de plus en plus fortes dans l'accès au permis B et, plus généralement, face à la voiture marginalisent davantage les habitants les plus enclavés socialement et géographiquement.

10. Dominique Pasquier, *L'Internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*, Presses des Mines, Paris, 2018.

populaire (fanfares/harmonies, sociétés de pêche et de chasse, bals, chorales, clubs de majorettes, etc.) procuraient de l'estime de soi. Ils étaient même déterminants dans la construction d'une chose fondamentale dans l'identité des catégories populaires (ouvriers, employés, artisans, commerçants, « petits agriculteurs ») : la « réputation locale ». Or ces espaces de rencontre où s'établissaient les solidarités populaires se sont disloqués, voire effondrés. La mise en concurrence de pratiques sociables par d'autres plus cotées (majorette *versus* zumba, longue paume⁸ *versus* tennis), l'émergence de conflits interpersonnels au sein d'associations ou encore l'élévation du niveau de technicité requis pour l'engagement dans l'espace villageois (corps de sapeurs-pompiers volontaires, conseil municipal) expliquent effectivement le retrait ou l'éviction de certains groupes sociaux de l'espace des sociabilités locales. Cumulé aux bouleversements économiques, ce déclin des pratiques collectives autochtones produit un « vide communal », que déplorent d'ailleurs les habitants lorsqu'ils évoquent, s'agissant de leur territoire, le « manque » d'équipements, d'emplois, de commerces, de loisirs ou encore de services publics. *Les populations assistent impuissantes à la fermeture des bureaux de poste, des classes d'école primaire, mais aussi des maisons médicales et des pharmacies.* La mobilité spatiale constitue par conséquent une ressource de plus en plus décisive pour conjurer les processus de relégation à l'« intérieur » du village, au fur et à mesure que se renforce le sentiment que tout se passe ailleurs⁹.

PLUS RIEN À FAIRE ICI ?

Les jeunes sont moins nombreux dans les villages que dans les villes : les douze vingt-quatre ans représentent 12,9 % des habitants des communes rurales et 21,6 % des habitants des communes urbaines. Cette plus faible présence est d'abord liée aux poursuites d'études après le baccalauréat, qui nécessite souvent de partir de chez ses parents pour aller s'installer dans une ville universitaire. La recherche d'un travail en zone rurale est également plus difficile, car les emplois y sont rares, et l'insertion professionnelle nécessite souvent une mobilité géographique. Si le développement d'Internet¹⁰ a permis de rompre quelque peu l'isolement des communes rurales en termes de services marchands ou de loisirs, l'offre commerciale, culturelle et de divertissement reste fortement concentrée dans les villes, ce qui explique l'attraction qu'elles exercent sur les jeunes. Ceux qui ont le plus de ressources ont les moyens de partir et d'entreprendre des études plus

longues et plus prestigieuses, tandis que ceux qui restent réalisent des cursus scolaires plus courts et plus souvent dans la voie professionnelle (lycée professionnel ou centre de formation pour apprentis).

La montée du chômage et l'insertion professionnelle difficile alimentent des rancœurs sociales qui, de manière paradoxale, visent prioritairement les victimes de cette précarisation grandissante des conditions de vie. Le chômage dans lequel certains se « complairaient » (le voisin « chômeur professionnel »), le « travail au noir », et/ou le « favoritisme » dont d'autres profiteraient au guichet des organismes sociaux (CAF par exemple) ou de la mairie (CCAS) sont dénoncés avec virulence. En fait, tout se passe comme si l'exigence d'égalité de traitement, très valorisée en milieu populaire, était remise en cause par la déstabilisation de l'ancien « entre-soi » local et la dégradation des conditions d'existence individuelles et collectives. La jeunesse locale devenue incontrôlable (« ils traînent à l'abribus », « ils sont moins travailleurs », « leurs parents ne les tiennent plus ») et « les immigrés », pourtant quasi absents, sont aussi perçus comme responsables de ce qui est vécu par certains villageois comme une détérioration, voire une chute de statut. La construction de lotissements et l'arrivée de populations « à problèmes » apparaissent comme un facteur supplémentaire de déstructuration de l'entre-soi villageois.

Nombreux sont les électeurs lepénistes à critiquer avec véhémence ces « cassos » qui vivent au crochet des allocations sociales, même si eux-mêmes en perçoivent autant. Voter Le Pen, c'est ce qui permet de se distinguer de ceux que l'on estime plus bas que soi. Les populations perçues comme une menace (« jeunes glandeurs », « assistés », immigrés) font l'objet d'un fort ressentiment qui se conjugue, et cet aspect est essentiel, à une identité locale ébranlée. À côté de l'opposition classique dans les catégories populaires entre « eux » (les « puissants », les « dominants ») et « nous » (les « petits » qui « se font toujours avoir ») apparaît ainsi une autre opposition entre les groupes populaires « établis » (qui « doivent se battre » car s'estimant moins bien traités) et tous ceux d'« en bas », supposés profiter de l'assistance, ne pas vouloir s'intégrer, suspects de bénéficier de tous les droits (sociaux) et de ne pas travailler dur pour s'en sortir¹¹. L'écoute régulière de la télévision, conjuguée aux profonds bouleversements subis par l'espace communal, ne peut que démultiplier les formes d'impuissance, d'incompréhension et de désespoir qui sont au principe des votes Le Pen (« Faut dire qu'avec tout ce qu'on voit à la télé ! »). Des électeurs se retrouvent dans la colère exprimée par Marine Le Pen, sans pour autant être d'accord avec l'ensemble de son programme,

11. Olivier Schwartz nomme « conscience sociale triangulaire » (« eux/nous/ils ») cette conscience qui associe le sentiment de ne pas appartenir aux classes dominantes et une volonté de se distinguer des groupes précarisés. Voir : Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, septembre 2009.

Le vote Le Pen peut être interprété comme un moyen d'affirmation d'une respectabilité menacée.

qu'ils connaissent peu, et sans forcément souhaiter sa victoire. D'une certaine manière, leur vote a pour objectif de prouver aux autres (aux « élites ») que l'on est un « vrai et bon Français », que l'on n'est pas un « cas social ».

En cela, le vote Le Pen peut être interprété comme un moyen d'affirmation d'une respectabilité menacée. Dans certains territoires ruraux, la vigueur des votes Rassemblement national (RN) découle en grande partie des mobilisations de proximité (trouver un stage, faciliter des démarches administratives, covoiturage, etc.) de représentants locaux du parti¹². Le succès électoral d'un patron de café d'un village de la Somme, plusieurs fois candidat aux élections cantonales, vient effectivement contredire la thèse d'un vote charismatique en faveur de Jean-Marie Le Pen, puis de sa fille. S'y développe un « entre-soi frontiste », réunissant des personnes d'âges et de professions différents qui apprécient de se retrouver dans la convivialité entretenue par les patrons. Si ce lieu fonctionne comme un espace de mobilisation RN (vente de cartes du parti au comptoir, photos de Marine Le Pen qui est venue dans ce café...), c'est aussi parce qu'il est un des rares lieux où peuvent s'épanouir les sociabilités locales d'habitants marginalisés dans l'espace villageois (les « cassos »).

MORALE DE L'HISTOIRE

Les pratiques et les styles de vie des habitants des campagnes ne sont pas liés à une « culture rurale ». On l'a vu, la ruralité et les ruraux recouvrent une diversité de situations. Les parcours scolaires et professionnels, les loisirs, les comportements politiques, etc. s'expliquent par des contraintes économiques et institutionnelles, et par des appartenances sociales.

À LIRE

Alice Barthez, *Famille, travail et agriculture*, Economica, Paris, 1982
Céline Bessière, *De génération en génération. Arrangements de famille dans les entreprises viticoles de Cognac*, Raisons d'agir, Paris, 2010
Stéphane Blancard, Cécile Détang-Dessendre et Nicolas Renahy, *Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*, Quæ, Versailles, 2016
Pierre Bourdieu, *Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Le Seuil, Paris, 2002
Ivan Bruneau et al. (dir.), *Mondes ruraux et classes sociales*, Les Éditions de l'EHESS, Paris, 2018

12. Sébastien Vignon, « Le FN en campagne. Les ressorts sociaux des votes frontistes en milieu rural », *Métropolitiques*, 9 mai 2012.

Patrick Champagne, *L'Héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française. 1950-2000*, Le Seuil, Paris, 2002

Violaine Girard, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauge, 2017

Bertrand Hervieu et François Purseigle, *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin, coll. « U Sociologie », Paris, 2013

Gilles Laferté, *L'Embourgeoisement. Une enquête chez les céréaliers*, Raisons d'agir, Paris, 2018

Julian Mischi, *Le Bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Agone, Marseille, 2016

Nicolas Renahy, *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, Paris, 2010

Marie-Monique Robin, *Le Monde selon Monsanto*, La Découverte / Arte éditions, Paris, 2009

À VOIR

Hubert Charuel, *Petit paysan*, 2018

Raymond Depardon, *Profils paysans, la trilogie*, 2009

LA JUSTICE PÉNALE, C'EST PLUTÔT CLASSE ?

Marwan Mohammed

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 874 à 884

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-874.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA JUSTICE PÉNALE, C'EST PLUTÔT CLASSE ?

par **MARWAN MOHAMMED** (sociologue, CNRS,
John Jay College of Criminal Justice de New York)

Remerciements à **Hélène d'Arnicelli** (cadre administratif)

Qui fait la loi ? Comment un acte est-il défini « délictueux » ? Sur qui s'abattent en premier lieu les sanctions pénales ? Sommes-nous égaux devant la justice pénale ?

NORMES, PASSAGES À L'ACTE, RÉACTIONS SOCIALES

Imagine, tu es en cours. Ton prof monte sur son bureau et se met à danser en *slow motion* sur le morceau « Au DD » de PNL. Tes camarades et toi allez être choqués. Un professeur ne danse pas sur son bureau. Il s'agit d'une *norme* intériorisée par les enseignants et les élèves depuis des générations. Du coup, quand ton prof la transgresse, ça provoque une *réaction*. C'est à cela d'ailleurs qu'on reconnaît les normes : ce sont des comportements prescrits, attendus, et ceux qui s'en éloignent ne laissent pas indifférents, ils s'exposent à une sanction.

Comme tu l'as remarqué – ou pas –, trois processus sociologiques sont ici à l'œuvre.

D'abord, la *construction de la norme*, qui nous permet de comprendre comment, à un moment et dans une société donnés, s'est imposée l'idée qu'il n'est pas admissible qu'un enseignant danse sur son bureau. C'est le boulot des historiens du droit que de trifouiller dans ce passé, pour comprendre le contexte, les acteurs, les raisons, les arguments et les valeurs qui ont conduit à la production d'une nouvelle norme ou bien au vote d'une nouvelle loi. Chaque norme a une histoire.

Ensuite, le *passage à l'acte*. Après l'étonnement et, sûrement, les rires partagés avec tes camarades de classe, quelqu'un demandera : « Pourquoi vous faites ça, monsieur ? » Cela peut-être un acte pédagogique qui vise à introduire la thématique des... normes et déviances, ou alors la manifestation d'un problème de santé mental, ce qui est plus

problématique. Ou bien ce peut être le résultat d'une difficulté économique. Ton prof, endetté, a peut-être parié 1 000 euros qu'il danserait lentement sur du PNL, sur son bureau. Ou encore pour une autre raison. Ces explications peuvent sembler farfelues, mais l'idée à retenir est qu'une transgression peut avoir plusieurs ressorts. On y reviendra.

Le troisième processus est la *réaction sociale*. Ici, les élèves vont être étonnés, se moquer et peut-être qu'une partie d'entre eux iront se plaindre auprès de la direction. Ta proviseure convoquera sans doute l'enseignant, pour comprendre ce qui s'est passé et le rappeler à l'ordre. Mais à quel ordre ? Sur quelle base ? Rien dans la loi pénale n'interdit à l'enseignant de danser sur du PNL sur son bureau. Ce n'est ni une infraction pénale méritant une contravention, ni un délit, et encore moins un crime (qui sont les trois catégories d'infractions). Il faudra alors chercher dans les règlements de l'Éducation nationale, dans le statut d'enseignant de la fonction publique, ce qui pourra justifier l'intervention et éventuellement une sanction de la direction. Mais aucune plainte ne pourra être déposée contre lui.

Cette *déviance* n'est pas en soi de la *délinquance*, car toute déviance n'est pas illégale. La délinquance signifie qu'une norme est inscrite dans la loi et que ses transgresseurs sont poursuivis. La délinquance est donc une déviance ciblée par la loi et par ceux qui sont en charge de son application. C'est principalement le rôle du *système pénal* que de repérer et d'appréhender les délinquants, de les juger et de les sanctionner lorsqu'ils sont reconnus coupables.

LA FABRICATION DU DROIT PÉNAL

Le processus par lequel un comportement, qui heurte la morale ou des intérêts collectifs, passe du statut de déviance à celui de délinquance s'appelle *criminalisation*. Dans l'autre sens, lorsqu'un comportement n'est plus interdit par le droit, on parle de *décriminalisation*, comme avec l'avortement ou l'homosexualité qui étaient autrefois illégaux.

Sur la fabrication du droit pénal, nous allons essayer désormais de comprendre certains mécanismes. Pour cela, revenons à notre prof. Imaginons que la vidéo du prof qui danse sur son bureau devient virale. Partagée sur Instagram, Facebook ou Snapchat, elle est repérée par la presse locale qui en fait un article publié sur son site Internet. L'information est alors reprise par les chaînes d'information en continu. Des personnalités publiques telles que des politiciens, des éditorialistes,

Le processus par lequel un comportement, qui heurte la morale ou des intérêts collectifs, passe du statut de déviance à celui de délinquance s'appelle *criminalisation*.

des représentants de parents d'élèves et mêmes des « experts » vont donner leur avis, la plupart probablement sur le ton de la condamnation. Il est possible que cela devienne un « sujet de société », un *problème public* construit par une partie des élites médiatiques, politiques et même économiques, lorsqu'on songe que cette histoire pourrait faire les affaires des écoles privées ou des vendeurs de solutions d'enseignement à distance. La ministre de l'Éducation sera amenée à réagir, à lancer une enquête administrative, et, comme il s'agit d'une déviance non sanctionnée par la loi, il est possible qu'un nouveau texte comblant le « vide juridique » voie le jour. Des groupes d'intérêt et des lobbies vont tenter de se faire entendre au cabinet des ministères concernés.

C'est le destin de beaucoup de faits divers que de déboucher sur un emballement médiatique et politique, qui finit par accoucher d'une loi dans la précipitation. Dans notre contexte de crispation sur les questions de sécurité, d'inquiétude par rapport à l'avenir, de surenchère politico-médiatique sur le « déclin » de l'école publique et sur la nécessité d'apporter des réponses fermes, l'affaire du « prof qui danse sur son bureau » permettra aux décideurs politiques d'apporter une réponse symbolique forte. Voter une loi n'est-il pas le signe que le gouvernement agit ? Voilà, en quelques mots, le processus de *criminalisation* qui va faire passer une transgression morale dans une salle de classe au statut de transgression pénale. Imagine ! En quelques mois, la danse de ton prof est devenue une infraction après un vote à l'Assemblée nationale, un autre au Sénat et la publication du décret d'application au *Journal officiel* : « Le fait pour un fonctionnaire ou une personne privée de danser sur une table située dans un lieu public est passible de six mois de prison et de 7 500 euros d'amende. »

Ne crois pas pour autant que toutes les composantes de la société, en termes d'âge, de niveau socio-économique, de genre ou d'opinion politique, veuillent sanctionner ton prof ou souhaitent faire voter une nouvelle loi contre le fait de danser sur un bureau. Certains groupes sociaux ont, plus que d'autres, la capacité à se faire entendre. Ils ont un accès direct aux décideurs, aux législateurs ou aux médias à travers leurs relations personnelles, leur position professionnelle ou par des organisations qui les représentent ou qui relaient leur parole.

On peut distinguer cinq espaces où se dessine le droit pénal : les mondes politique et technocratique, la sphère juridique, la scène sociale et l'espace médiatique.

À l'inverse, les classes populaires ou certaines minorités sont peu représentées dans les instances de décision. Elles ont peu d'influenceurs. En fait, comme le rappelle le sociologue Laurent Mucchielli, on peut distinguer cinq espaces où se dessine le droit pénal : les mondes politique (les partis, les administrations, les ministères et les collectivités locales) et technocra-

tique (des professionnels de l'élaboration des règles, des réseaux, des lobbies, des organisations professionnelles), la sphère juridique (les professionnels du droit qui seront consultés ou associés à l'écriture ou à l'étude du projet de loi), la scène sociale (tous les lieux de vie où se construisent les opinions ou les mobilisations) et l'espace médiatique (dans lequel s'activent à la fois des journalistes dont le rôle est d'informer et des éditorialistes qui donnent leur opinion et qui font partie d'une variété d'entrepreneurs de morale, qui tentent d'orienter le débat en fonction de leur idéologie ou de leur agenda politique).

LA LOI PÉNALE EST LA CONJOINTE DE L'ORDRE SOCIAL

En France, ce couple historique, très puissant, ne s'est jamais séparé. L'ordre social pour de nombreux chercheurs est une notion qui se réfère à la place des individus dans la société. Elle renvoie plus largement à une mise en ordre hiérarchique de la société, à travers les lois, les institutions, et par les groupes sociaux qui ont le pouvoir de les influencer. Ce qu'on appelle ordre public, ordre judiciaire ou ordre républicain est donc avant tout un ordre social. Comme cela est finement écrit par le sociologue Philippe Robert, « la création des règles pénales se joue sur un théâtre ordonné à la conquête ou à la conservation du pouvoir politique ». Cela veut dire quoi, concrètement ? Que la justice pénale participe directement à la domination sociale des plus puissants sur les plus faibles. Elle ne peut pas être réduite à cela, bien sûr, mais elle y participe fortement. Et pas qu'en France. Le sociologue suédois Thorsten Sellin écrivait déjà en 1938 : « Les valeurs sociales qui obtiennent la protection du droit pénal sont en fin de compte celles auxquelles les groupes d'intérêt dominants sont le plus attachés¹. »

Les choses se sont accélérées ces dernières décennies. À partir de la fin des années 1990 et particulièrement dans les années 2000, de nombreuses réformes de la justice ont renforcé le ciblage, par les forces de police et de gendarmerie, des groupes sociaux les plus fragiles et déjà marginalisés, tels que les jeunes de milieu populaire ou les usagers de drogue. Pendant ce temps, « à l'opposé de l'échelle sociale, les conduites délinquantes plus ou moins spécifiques des personnes appartenant aux groupes dominants n'ont quasiment jamais été visées par la production normative² ». L'ancien président Nicolas Sarkozy avait déclaré en 2007, devant le MEDEF, vouloir « mettre un terme

1. Thorsten Sellin, « Culture, conflict and crime », *American Journal of Sociology*, vol. 44, n° 1, 1938, p. 97-103.

2. Laurent Mucchielli, *Sociologie de la délinquance*, Armand Colin, Paris, 2014, p. 51.

à la pénalisation de notre droit des affaires ». Ce qui veut dire que la délinquance des entreprises et financière devait sortir du Code pénal pour aménager d'autres solutions de régulation, moins pénalisantes. Quelques années avant, le même Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait recriminalisé la mendicité par le biais de la loi du 19 mars 2003 « pour la sécurité intérieure », instaurant un délit de « mendicité agressive ».

C'est toute la problématique de la *justice de classe*. Cette notion est souvent associée au philosophe Michel Foucault, qui, dans son livre *Surveiller et punir*, considère que la justice de classe se joue à de nombreux niveaux, car « ce n'est pas seulement parce que la loi elle-même ou la manière de l'appliquer servent les intérêts d'une classe, c'est que toute la gestion différentielle des illégalismes par l'intermédiaire de la pénalité fait partie de ces mécanismes de domination. Les châtiments légaux sont à replacer dans une stratégie globale des illégalismes³ ». En clair, cela veut dire que, en plus de l'élaboration des lois et de la manière dont la police (ou la gendarmerie) et la justice l'appliquent, il existe des domaines de la délinquance où un traitement spécifique est prévu. Par exemple, les lois concernant le fonctionnement des entreprises, le travail et les relations entre patrons et salariés sont régies par le Code du travail. Or, comme le soulignait en 2015 Gilles Gourc, inspecteur du travail, « la première chose qui frappe lorsqu'on observe la police du droit du travail qu'est l'inspection du travail, c'est son sous-effectif chronique, structurel ». Il rappelle notamment que,

On peut considérer que police et justice pénale prolongent ce qui apparaît comme le bras droit de l'État. Un bras punitif qui n'a cessé de prendre du muscle (loi pénale) et de la force (moyens policiers).

en « 1902, il y avait 110 inspecteurs pour 3 millions de salariés, trois lois et 80 décrets. Aujourd'hui, on compte environ 2 100 agents de contrôle en section d'inspection pour environ 10 000 articles du Code du travail (3 700 lois et 6 300 décrets) et 18,2 millions de salariés⁴ ».

Le développement du droit pénal est intimement lié, en France en tout cas, au développement et à l'affirmation de l'État. En s'inspirant de la métaphore proposée par Pierre Bourdieu entre « main gauche » (ministères qui remplissent des missions de protection sociale) et « main droite » (ministères en charge des politiques néolibérales de dérégulation, de réduction de la dépense publique, de « libération du marché »), on peut considérer que police et justice pénale prolongent ce qui apparaît comme le bras droit de l'État. Un bras punitif qui n'a cessé de prendre du muscle (loi pénale) et de la force (moyens policiers), avec le développement des sociétés industrielles, l'urbanisation et le développement d'un prolétariat ouvrier (jugé « classe dangereuse ») depuis le XIX^e siècle. Sur la

3. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, coll. « Tel », Paris, 1993, p. 277.

4. Gilles Gourc, « Un exemple de justice de classe : la délinquance patronale concernant le droit du travail », *Mouvements*, 14 mars 2015.

base des nombreuses réformes néolibérales menées depuis les années 1990, réduisant l'étendue de la protection sociale et renforçant les moyens de la police et de la justice pénale, on peut dire que l'État a aujourd'hui le bras droit de Booba et le bras gauche de Stromae. Cela ne veut pas dire que la police et la justice fonctionnent avec des moyens satisfaisants, mais cela indique que, dans un contexte de chômage de masse, de creusement des inégalités et d'augmentation dramatique de la pauvreté, l'État n'hésite pas à mettre des droites aux pauvres, aux marginaux et plus généralement à tous ceux qui souhaiteraient contester l'ordre social et politique dominant, comme les Gilets jaunes aujourd'hui, ou comme toute forme de rébellion émanant des cités populaires. Chaque année, les plaintes contre les forces de l'ordre et les records d'incarcération sont battus, et, comme le rappelle Laurent Mucchielli, « le parallélisme des courbes du taux de chômage masculin et du taux de détention depuis 1975 est presque parfait⁵ ». D'autres chercheurs parlent d'une « criminalisation de la misère » qui vise particulièrement les Français issus de l'immigration.

Certes, on ne peut réduire le droit pénal au fait qu'il ne s'agirait que d'un outil des dominants pour servir leurs intérêts, au détriment des intérêts des plus démunis. Tout d'abord parce que la sécurité publique et la justice protègent également des personnes qui n'appartiennent pas aux élites. Et que ces dernières ne sont pas totalement immunisées contre les poursuites judiciaires. De plus, des syndicats, des associations, des personnalités ou des organisations politiques se battent pour améliorer la marche de la justice, pour qu'elle cesse de fonctionner différemment « selon que vous serez puissant ou misérable ».

TRANSGRESSIONS

Mais revenons à ton prof danseur. Il s'est finalement fait renvoyer de l'Éducation nationale. Il était précaire avec un statut de contractuel. Personne n'a pris au sérieux ses explications. Il considérait que les lycéens s'ennuyaient trop en classe et qu'il fallait innover. Loupé. C'est triste, d'autant qu'il est « parti *freestyle* » après son licenciement. Ça a été la chute. Son nom, son visage, la vidéo où il danse ont circulé partout. Il a refait parler de lui trois ans plus tard, après avoir été interpellé pour outrage et rébellion contre des représentants de la force publique. Étant d'origine maghrébine, il avait déclaré en avoir marre de se faire contrôler. Grave erreur. Dans une enquête publiée en janvier 2017, le Défenseur des droits affirme que les hommes « perçus

5. *Op. cit.*, p. 41.

comme noirs ou arabes » ont « une probabilité vingt fois plus élevée que les autres d'être contrôlés ». Ce ciblage a des conséquences : il augmente les risques de tension et de poursuite judiciaire pour outrage et rébellion. Ou le risque de se faire choper avec un peu de bédouin dans la poche. On y reviendra.

Lors de son procès, on découvrira que ton ancien prof a été plusieurs fois condamné après son renvoi : défaut de permis, conduite en état d'ivresse, menaces, détournement de fonds et escroquerie lorsqu'il travaillait chez un assureur ; il était même recherché pour une affaire d'importation et de transport de stupéfiants dans le cadre d'une organisation criminelle, ainsi que pour détention d'arme à feu. Il est d'ailleurs suivi de près par les services de police en charge de la lutte contre le grand banditisme. On peut dire que ce prof imaginaire a suivi une pente dangereuse, lui qui pensait avoir trouvé sa voie dans l'enseignement. Bon, dans les faits, il est rare qu'une seule personne touche à autant de choses en si peu de temps, mais cela permet de pointer qu'il existe plusieurs types et registres de délinquance, de la plus spontanée à la plus organisée. Certains qu'on retrouve davantage dans les classes populaires et d'autres parmi les classes supérieures.

Pour comprendre le passage à l'acte, on tente d'analyser plusieurs choses. Les raisons individuelles, d'abord, ce qui motive : les finalités, les émotions, l'intérêt ou bien des problèmes mentaux qui pourraient expliquer un passage à l'acte quel qu'il soit. Plus largement, on s'intéresse aux parcours sociaux de ceux qui passent à l'acte. La délinquance est un comportement social, il faut donc découvrir les causes sociales qui l'expliquent. On sait par exemple que le vol, sous toutes ses formes, est l'un des principaux délits enregistrés. Et que la majorité des personnes attrapées pour ces vols sont issues des milieux populaires les plus pauvres (sans emploi, sans diplômes, à l'avenir incertain). Depuis des décennies, et pas qu'en France. Lorsqu'on interroge les auteurs de ces vols, ils répondent souvent avoir besoin d'argent et vouloir consommer « comme tout le monde ». De fait, historiquement, les vols ont explosé avec le développement de la société de consommation. Le sociologue américain Robert Merton a proposé une analyse insistant sur le fait que la plupart des délinquants utilisaient des moyens déviants pour atteindre les objectifs partagés par l'ensemble de la société. C'est la *théorie de la frustration relative*, élaborée à partir d'une analyse de l'origine sociale des mis en cause et des condamnés pour des « atteintes aux biens ».

Les conditions du passage à l'acte sont également importantes. En sociologie, on parle de « structure des opportunités » pour désigner la

possibilité matérielle de commettre un délit. Ne s'improvise pas importateur de cocaïne qui veut. Il faut avoir des fournisseurs, une capacité de transport, de stockage, de distribution, un service de sécurité, des moyens financiers pour organiser l'ensemble. De même, pour détourner des fonds publics, il faut avoir une position qui permette de le faire. Un SDF ne pourra jamais être poursuivi pour évasion fiscale. Pour blanchir de l'argent, il faut avoir les bons contacts pour le faire circuler. L'analyse de l'origine sociale, des motivations et de la « structure des opportunités » explique pourquoi certains délits se retrouvent essentiellement chez les riches et d'autres chez les pauvres.

Cela permet aussi de comprendre comment certains délits ont pu évoluer à travers l'histoire. Prenons par exemple le développement du *car jacking* ou du *home jacking*. Il s'agit de vols de voiture ou de cambriolages en présence des victimes, ce qui est particulièrement traumatisant. On doit le développement de ce type de vol au progrès des technologies de protection. Car il faut être ingénieur en électronique pour faire démarrer une voiture sans son propriétaire, alors qu'un tournevis suffisait vingt ans auparavant. Les nouvelles alarmes et les systèmes de protection des maisons et appartements ont compliqué le cambriolage. Le risque pénal est donc plus grand. En plus du cambriolage, les auteurs de *home jacking* sont généralement poursuivis pour séquestration et souvent pour violences. Dernier exemple, il était impossible en 1960 d'être impliqué dans la cybercriminalité. Il n'y avait pas de « cyberopportunité ».

LES RÉACTIONS SOCIALES : DES INTERPELLATIONS AUX SANCTIONS

On a donc une nouvelle loi et des transgresseurs potentiels, mais qui va réagir face aux personnes qui dansent sur des tables dans les lieux publics ? Imagine que les recteurs d'académie aient demandé aux chefs d'établissement de faire remonter tous les cas d'enseignants qui danseraient sur la table. Cela alimentera le flux des affaires renvoyées vers le système pénal. C'est l'une des voies de la *réaction sociale*, qui est un phénomène plus large, en fait. Il consiste à examiner l'évolution globale de la société, les rapports entre groupes sociaux, le rôle des institutions, mais également l'évolution des perceptions positives ou négatives mettant en cause ou à l'inverse laissant à l'abri les pratiques des uns et des autres. La réaction sociale n'est donc pas que policière.

Comme l'écrivait, en 1982, Renée Zauberman, « c'est dans le jeu même des relations au sein de la société tout entière que se produisent les phénomènes épars d'exclusion dont une fraction prend la forme du renvoi vers le système pénal⁶ ». La société civile ou les différentes institutions publiques ou privées ont un pouvoir de dénonciation mais également d'action : elles peuvent réagir en amont et régler les choses sans faire appel aux autorités pénales. C'est un point extrêmement important. Comme le rappelle Laurent Muchielli, « l'affaïssement du contrôle social dans les sociétés modernes entraîne une réduction drastique des capacités de règlement infrajudiciaire des conflits interindividuels. Faute d'interconnaissance, d'habitude du dialogue et de médiation, les individus se retrouvent le plus souvent seuls entre eux pour réguler leurs conflits et n'ont d'autre solution, s'ils ne parviennent pas à s'entendre, que de se tourner vers les pouvoirs publics⁷ ».

Cet effondrement des modes informels de règlement des conflits et de réparation a laissé place à ce qu'on nomme la *judiciarisation* des sociétés : on demande à la loi et à la justice de régler ce qu'on ne veut plus ou qu'on ne peut plus faire nous-mêmes.

Autrement dit, cet effondrement des modes informels de règlement des conflits et de réparation a laissé place à ce qu'on nomme la *judiciarisation* des sociétés : on demande à la loi et à la justice de régler ce qu'on ne veut plus ou qu'on ne peut plus faire nous-mêmes. L'histoire du prof qui danse aurait pu se régler dans la classe avec les élèves, les représentants de leurs parents, ceux des enseignants et la direction. Un après-midi suffisait.

Du coup, à défaut de médiation, les différentes forces de police passent un temps important à régler des problèmes et des conflits d'ordre privé ou de voisinage, comme des histoires de bagarre à l'école.

La réaction sociale, c'est donc de plus en plus le système pénal. Mais étant donné qu'une société sans transgression est impossible, que la réalité globale (non pas enregistrée) de la délinquance est massive, et que les moyens répressifs sont limités, les gouvernements (ou les collectivités territoriales, notamment les mairies) assignent des priorités aux forces de police, de gendarmerie et à la justice pénale. La politique pénale consiste à faire des hiérarchies entre les transgressions à combattre et les moyens à assigner. Si un ministre de l'Intérieur déclare tout faire pour combattre le « fait de danser sur une table située dans un lieu public » mais que ses services ne sont pas mobilisés pour cette mission, cela se limitera à de l'affichage. Et, même si les policiers sont mobilisés, qu'ils interpellent ceux qui dansent en public sur des tables, ils vont rédiger leurs procès-verbaux, constituer un dossier puis appeler le *parquet*. Le parquet, c'est le service central de la justice pénale, constitué par un corps de magistrats, les procureurs et leurs

6. Renée Zauberman,
« Renvoyants et renvoyés »,
Déviance et société, vol. 6,
n° 1, 1982, p. 24.
7. *Op. cit.*, p. 111.

substituts, dont l'activité principale est d'orienter les affaires qui lui arrivent. Soit le parquet est saisi directement par les victimes ou des institutions qui signalent des faits, soit il reçoit des appels de la police ou de la gendarmerie pour décider ce qu'il faut faire de personnes mises en cause. Ces magistrats sont dirigés par le procureur de la République, qui lui-même doit appliquer la politique pénale du gouvernement. Si un prof danseur se fait attraper, le parquet aura plusieurs choix : classer l'affaire sans suite, décider d'un rappel à la loi, de juger le danseur immédiatement (comparution immédiate) ou plus tard (convocation), avec ou sans mandat de dépôt (détention provisoire). S'il y a un procès, ce sera dirigé et jugé par un magistrat du siège. L'étude de la réaction sociale concerne également les pratiques concrètes et les identités des professionnels qui forment ce qu'on appelle la *chaîne pénale*. C'est par l'examen précis de toute cette chaîne pénale et même infrapénale (la société civile, les institutions, etc.) que certains chercheurs, des syndicats, des associations, des citoyens et des personnalités politiques pointent et dénoncent l'existence d'une justice de classe, à « plusieurs vitesses », voire des inégalités raciales face à la loi et à son application.

Deux exemples pour illustrer ces constats. En 2013, les forces de sécurité publique ont constaté environ 200 000 infractions à la législation sur les stupéfiants et « près de 85 % consistant en de simples usages, de cannabis pour l'essentiel, soit la moins nocive des drogues, inclus le tabac et l'alcool. Ces interpellations ciblent les jeunes des quartiers populaires, alors même que le cannabis est fumé par des jeunes de tous milieux sociaux⁸ ». En effet, grâce aux enquêtes de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), on sait que les jeunes des classes moyennes et supérieures « bédavent » davantage que les jeunes des classes populaires. Pourtant, ces derniers sont davantage sanctionnés. La raison est le ciblage territorial, mais aussi racial, effectué par les policiers. Quand on a vingt fois plus de chances de se faire contrôler dans la rue par la police, on a aussi vingt fois plus de chances de se faire attraper avec du « bédó », de la « zetla », de la « beuhère », bref, avec un « splif » dans la poche.

Autre exemple, intéressant cette fois la lutte anticorruption et la délinquance financière en France. Dans un article fouillé publié le 25 février 2017 par Mediapart sous la plume de Fabrice Arfi, Michel Deléan, Louise Fessard et Yann Philippin, on apprend que le parquet national financier en charge de ce type d'affaires s'appuie principalement sur l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFF). En 2017, il y avait 77 enquêteurs

Certains chercheurs, des syndicats, des associations, des citoyens et des personnalités politiques pointent et dénoncent l'existence d'une justice de classe, à « plusieurs vitesses », voire des inégalités raciales face à la loi et à son application.

8. *Ibid.*, p. 55.

aguerris menant des enquêtes complexes pour 93 postes théoriques. On découvre également que, avec « 100 nouveaux dossiers, la charge de travail de l'OCLCIFI s'est en effet accrue de 25 % en 2016, en dépit de la baisse des effectifs⁹ ». En matière de moyens, il est également apparu que « la brigade de lutte contre la corruption, qui enquête sur des affaires aussi graves que les financements libyens de Nicolas Sarkozy, le dossier Dassault ou encore le "Kazakhgate", n'a par exemple à sa disposition que de vieux véhicules, qui ont tous plus de dix ans et sont parfois récupérés dans d'autres services ». Les moyens sont en baisse constante et rien n'est fait pour valoriser et garder les policiers dont la formation prend beaucoup de temps.

Ces constats rejoignent ainsi les analyses faites par la plupart des spécialistes sur le choix par les gouvernements successifs de ne pas doter suffisamment le système pénal contre la criminalité des élites. L'usage par les politiques des forces de police et de la justice pénale n'est donc pas neutre.

MORALE DE L'HISTOIRE

Qu'un acte vaille sanctions pénales varie selon les conjonctures (historiques) mais aussi suivant les scènes où l'acte s'est déroulé, et suivant le sens de la normalité (historiquement construit) des groupes sociaux affrontés à l'acte. Ensuite, la forme de la sanction pénale retenue tient à la rencontre de deux histoires sociales incarnées, l'une dans ceux qui jugent, l'autre dans celui ou ceux qui sont susceptibles d'être jugés.

À LIRE

Pierre Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*, Le Seuil, Paris, 1993

Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, coll. « Tel », Paris, 1993

Gilles Gourc, « Un exemple de justice de classe : la délinquance patronale concernant le droit du travail », *Mouvements*, 14 mars 2015

Robert Merton, *Social Theory and Social Structure*, The Free Press, New York, 1957

Marwan Mohammed, *La Formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue*, Presses universitaires de France, Paris, 2011

Laurent Mucchielli, *Sociologie de la délinquance*, Armand Colin, Paris, 2014

Philippe Robert, *La Sociologie du crime*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2005

Thorsten Sellin, *Conflits de culture et criminalité*, A. Pedone, Paris, 1984

Thorsten Sellin, « Culture, conflict and crime », *American Journal of Sociology*, vol. 44, n° 1, 1938, p. 97-103

Loïc Wacquant, *Les Prisons de la Misère*, Le Seuil, Paris, 1999

Renée Zauberman, « Renvoyants et renvoyés », *Déviance et société*, vol. 6, n° 1, 1982, p. 23-52

9. Fabrice Arfi *et al.*,
« La misère cachée de la lutte
anticorruption », Mediapart,
25 février 2017.

UNE BELLE VIE, LA VIE D'ARTISTE ?

Jérémy Sinigaglia

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 885 à 891

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-885.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UNE BELLE VIE, LA VIE D'ARTISTE ?

par JÉRÉMY SINIGAGLIA

(sociologue, Institut d'études politiques de Strasbourg)

Remerciements à Céline Lavergne (syndicaliste)

« Artistes : ce qu'ils font ne peut s'appeler travailler. »
Gustave Flaubert, *Dictionnaire des idées reçues*, 1913

Les professions artistiques bénéficient d'une représentation flatteuse : le bonheur au travail des artistes compenserait l'incertitude de leurs carrières. Mais se dire et se sentir heureux de mener la vie d'artiste impliquent bien souvent une réduction de ses aspirations.

DE L'ANTITHÈSE DU TRAVAIL ALIÉNÉ AU SYMBOLE DE L'EMPLOI PRÉCAIRE

Comme le notait Karl Marx dans les *Manuscrits de 1844* puis dans l'*Idéologie allemande*, l'exercice des arts semble constituer l'archétype du travail expressif, soit l'antithèse du travail aliéné.

Ironie de l'histoire, l'idéologie managériale post-68 s'est constituée, en partie, en érigeant en modèle les valeurs de la vie d'artiste¹ : l'autonomie et l'épanouissement personnel au travail. Même si, dans les faits, cette idéologie et les *managers* qui la brandissent organisent plutôt une intensification et une individualisation du travail.

Comme pour la plupart des travailleurs, tout n'est pas si rose pour la grande masse des « artistes ordinaires ». La vie d'artiste est marquée avant tout par une forme de précarité et d'incertitude. Une incertitude symbolique, bien sûr, celle des chances de réussite ou d'accès aux différentes formes de consécration ou de reconnaissance (des pairs et du public). Mais une incertitude matérielle aussi, qui concerne les conditions de travail et d'existence. Les revenus

**Comme pour la plupart des
travailleurs, tout n'est pas si rose
pour la grande masse des
« artistes ordinaires ».**

1. Voir : Luc Boltanski et
Ève Chiapello, *Le Nouvel
Esprit du capitalisme*,
Gallimard, Paris, 1999.

moyens sont faibles et irréguliers, qu'il s'agisse des artistes plasticiens (peintres, sculpteurs, graveuses), des auteurs ou des illustrateurs, qui exercent sous le régime du travail indépendant, ou encore des artistes du spectacle (comédiens, musiciens, danseurs, etc.) qui relèvent pour l'essentiel du salariat (salariés permanents ou « intermittents du spectacle »). En outre, à la précarité des travailleurs vient s'ajouter la fragilité d'une grande partie des entreprises du secteur, notamment associatives, dont la survie dépend directement des subventions publiques.

En somme, les artistes doivent apprendre à vivre avec cette incertitude pour se maintenir dans la profession. Cela signifie qu'il leur faut trouver des ressources qui permettent de limiter les effets de cette incertitude (animer des ateliers de pratique artistique, travailler dans la technique ou l'administration culturelle, occuper un emploi hors du secteur artistique...) mais aussi qu'ils doivent accepter subjectivement l'idée que cette incertitude fasse partie de leur existence.

En dépit de cela, les artistes se déclarent majoritairement satisfaits de leur travail, heureux de vivre de leur art. On peut donc penser que ce bonheur au travail constitue en soi une rétribution de l'engagement dans la carrière artistique, qui permettrait de compenser les difficultés et les incertitudes. Mais que recouvre alors ce « bonheur au travail » ?

UN NÉCESSAIRE AJUSTEMENT DES ASPIRATIONS

S'épanouir dans et par son travail, souvent à la suite d'une pratique d'élève ou d'amateur, est une justification récurrente de l'entrée en carrière dans une profession artistique. Les artistes débutants découvrent néanmoins rapidement que les situations de travail satisfaisantes sont rares et difficiles d'accès.

L'expérience de cette « prise de conscience » est variable. Pour les artistes interprètes, membres permanents ou aspirants d'ensembles chorégraphiques ou musicaux, le passage du conservatoire à la pratique professionnelle est déterminant. Formés dans des institutions qui valorisent l'« expression de soi » et la « sensibilité artistique », sur le modèle de l'artiste créateur, ils réalisent dès l'entrée dans un corps de ballet ou dans un orchestre que leur autonomie artistique sera beaucoup plus limitée : être « dans le rang » revient à mettre de côté

sa personnalité, ne pas se distinguer, tout le contraire de la dimension expressive supposée du travail artistique.

Pour les artistes intermittents du spectacle, qui peuvent cumuler des activités d'interprètes et de créateurs (auteur-compositeur, dramaturge, chorégraphe), la prise de conscience vient plutôt des diverses épreuves qui déterminent leur appartenance au groupe et les conditions dans lesquelles ils peuvent exercer leur métier. La « course aux cachets » (c'est-à-dire aux contrats de travail correspondant à une prestation) apparaît comme l'épreuve principale : accéder au régime d'indemnisation du chômage permet une relative stabilité des revenus et autorise le maintien dans la carrière. Mais rares sont les artistes qui peuvent atteindre le seuil de l'ouverture des droits (les fameuses 507 heures annuellement travaillées) en pratiquant seulement leur art ; la plupart sont conduits à démultiplier leurs activités et à accorder un temps parfois important à des tâches éloignées de la création.

L'aspiration à la consécration, ou au moins à une forme de reconnaissance artistique, passe également par une diversité d'épreuves. Les concours du conservatoire et des grandes écoles de théâtre, les auditions, les tremplins musicaux sont par exemple autant d'occasions de mesurer ce qu'il est convenu d'appeler son talent et de se comparer aux autres.

La probabilité que des artistes atteignent les objectifs professionnels qu'ils se sont fixés tient essentiellement à deux choses : d'une part, à leurs dispositions et ressources personnelles (leur formation, leur réseau...) ; d'autre part, à l'état de l'espace professionnel qu'ils convoient (le nombre de places disponibles, le nombre de prétendants, le niveau de la concurrence, etc.), lesquels varient selon les temps, les lieux et les disciplines ou esthétiques artistiques.

Ainsi, on peut considérer que le plus sûr moyen, pour les artistes, de trouver le bonheur au travail est en réalité de nourrir des aspirations qui correspondent *grosso modo* à ce qu'ils sont en mesure d'atteindre, compte tenu à la fois de leurs caractéristiques et de celles de leur environnement. Autrement dit, comme le rappellent Christian Baudelot et Michel Gollac, « une façon d'être heureux au travail, c'est d'« être à sa place » dans l'espace social, c'est-à-dire occuper une position professionnelle en adéquation avec des dispositions et des aspirations socialement constituées ». Mais cela ne suffit pas toujours : le bonheur au travail peut être gâché par les conditions socio-économiques dans lesquelles l'activité est exercée.

Ainsi, on peut considérer que le plus sûr moyen, pour les artistes, de trouver le bonheur au travail est en réalité de nourrir des aspirations qui correspondent *grosso modo* à ce qu'ils sont en mesure d'atteindre, compte tenu à la fois de leurs caractéristiques et de celles de leur environnement.

« NE GARDER QUE LE MEILLEUR »

Si, à défaut de réussite immédiate, l'ajustement des aspirations peut permettre aux artistes de trouver un équilibre satisfaisant dans leur rapport au travail (en prenant du plaisir à faire ce qu'ils font là où ils sont), le jugement qu'ils émettent sur leur situation tient compte également de leur rapport à l'emploi.

La plupart du temps, l'incertitude des moyens (précarité de l'emploi, variabilité des revenus) est compensée, objectivement et subjectivement, par les dimensions plaisantes du travail artistique ainsi que par le sentiment de liberté et de relative sécurité que procure l'assurance chômage (dans le cas des intermittents). Mais il arrive que cet équilibre vacille, notamment quand les conditions matérielles d'existence se dégradent et qu'elles conduisent les artistes à privilégier des activités plus rentables et moins satisfaisantes au plan artistique (pour les « musicos », par exemple : faire de l'animation plutôt que du concert, jouer des reprises plutôt que des compositions originales, etc.). Certains essaient alors de (re)trouver un rapport satisfaisant au travail en dehors des formes d'emploi consacrées, et notamment en dehors du régime d'emploi-chômage intermittent. Cette manière de « ne garder que le meilleur », c'est-à-dire de se centrer sur l'exercice du métier et la réalisation de ses aspirations, peut emprunter des directions différentes, allant de solutions de débrouille individuelle à des formes d'organisation du travail alternatives plus élaborées.

Les travailleurs artistiques, toutes disciplines confondues, représentent une part significative des titulaires des minimas sociaux. Le « basculement » (terme récurrent dans les entretiens) au RSA est le plus souvent accidentel, consécutif à une baisse de l'activité et, pour les intermittents, à une perte des droits à l'indemnité chômage. Mais il fournit parfois le socle d'une expérience alternative dans la vie d'artiste. Certains artistes du spectacle expliquent par exemple que renoncer à l'assurance chômage au titre de l'intermittence leur permet de consacrer l'essentiel de leur temps à leur art : travail de l'instrument, composition, répétitions, démarchage, communication, etc.

Toutefois, cette solution ne constitue pas une alternative durable et pleinement satisfaisante, pour trois raisons principales. D'abord, le montant de l'allocation du RSA est trop bas et les possibilités de cumul sont trop faibles (ou illégales) pour garantir un niveau suffisant de revenus. Le RSA maintient dans une situation de précarité et de pauvreté qui n'est acceptable et acceptée que dans certaines configurations sociales et familiales, et à certains moments du cycle de vie, en l'occurrence plutôt pour des artistes vivant seuls (et surtout sans

enfants) et aux deux extrémités de la vie active (jeunesse ou vieillesse). Ensuite, le RSA (comme le travail non déclaré) induit une négation de la professionnalité, puisque le revenu n'est indexé à aucune qualification ni situation professionnelles et qu'il est difficile, dans ces conditions, de revendiquer publiquement le statut d'artiste : le RSA fait porter à ses bénéficiaires l'étiquette d'« assistés sociaux » et ne renvoie nullement à leur métier ou à leur secteur d'activité.

Or le plaisir de créer est indissociable du plaisir à se présenter et à être perçu comme un artiste. Enfin, la pratique artistique sous ce statut peut conduire, ou au moins être associée, à un processus d'isolement des réseaux professionnels et, donc, à terme, réduire le nombre d'opportunités de travail.

D'autres modes d'organisation du travail, comme le régime d'auto-entrepreneur ou la coopérative, sont expérimentés, de manière encore marginale, par les artistes. Mais aucun de ces modèles ne garantit non plus des conditions idéales d'exercice de leur métier.

Si les plus fragiles finissent parfois par sortir de la carrière, la plupart des artistes parviennent, en jouant avec leurs aspirations et en agissant sur les conditions dans lesquelles ils exercent leur métier, à se maintenir et à atteindre un rapport heureux au travail. Et force est de constater que, au moins en apparence, ils y parviennent.

Le RSA (comme le travail non déclaré) induit une négation de la professionnalité, puisque le revenu n'est indexé à aucune qualification ni situation professionnelles et qu'il est difficile, dans ces conditions, de revendiquer publiquement le statut d'artiste.

SOIS HEUREUX ET TAIS-TOI ?

Malgré les obstacles à la consécration et les espoirs déçus, malgré les difficultés des conditions d'emploi et les faiblesses actuelles des régimes alternatifs, environ deux tiers des artistes du spectacle se déclarent satisfaits de leur travail et de leur emploi. On peut proposer deux explications à ces paradoxales déclarations de bonheur.

Le premier élément de réponse à ce questionnement sur le bonheur de la vie d'artiste est à chercher du côté des représentations sociales associées aux métiers artistiques et aux mondes de l'art de manière générale. Les lieux communs sont en effet nombreux et tendent, à l'instar de la célèbre définition formulée ironiquement par Flaubert, à montrer l'artiste comme un oisif, un rêveur, voire un fainéant. Ces idées reçues renvoient d'ailleurs en partie à une représentation que les artistes ont eux-mêmes contribué à construire et à diffuser : le mythe de l'artiste bohème, apparu au XIX^e siècle, pauvre mais libre de ses choix et refusant le travail (salaire). Or, comme le note Max Weber,

Comme le note Max Weber, l'homme, pour être heureux, doit pouvoir se dire que les autres pensent qu'il le mérite.

l'homme, pour être heureux, doit pouvoir se dire que les autres pensent qu'il le mérite. L'artiste, ayant choisi son mode de vie, n'apparaît pas comme le plus à plaindre, *a fortiori* en période de crise, alors que l'emploi se délite dans les secteurs économiques plus traditionnels de l'industrie et des services. Les artistes ont choisi de ne pas travailler en entreprise et d'avoir une activité faiblement contraignante, ils ne sont sous le contrôle ni d'un supérieur ni d'une pointeuse, ils travaillent dans un secteur propre, ludique et intéressant, etc. Autant de conditions qui apparaissent bien supérieures à ce que vit le commun des travailleurs. En outre, plus encore que dans le cas des chômeurs, les accusations de paresse, d'abus, de fraudes à l'assurance chômage, portées contre les intermittents, contribuent à rendre leurs plaintes inaudibles et leur cause « indéfendable ».

Dans cette perspective, la manifestation publique de leur insatisfaction peut aisément paraître illégitime. Cet ensemble de représentations font peser sur les artistes une sorte d'injonction au bonheur plus forte encore que celle que fait peser l'idéologie managériale néolibérale sur le reste des salariés. Et, bien que l'image du travail artistique échappant à toute aliénation soit largement idéalisée, elle interdit socialement aux artistes, dans une certaine mesure, de ne pas se dire heureux.

Mais les réticences à exprimer une éventuelle souffrance morale peuvent être expliquées d'une seconde manière. Afin d'accéder aux carrières artistiques, les agents doivent, comme ailleurs, intégrer les règles qui régissent leur champ d'activité. Or, dans le champ artistique, l'un des principes qui fondent l'*illusio* est la croyance dans le don, le talent, le mérite individuel. De ce fait, les artistes sont assez peu enclins à saisir et à accepter les causes sociales de leur réussite ou de leur échec. Pour le dire autrement, si la réussite est vécue et justifiée par l'activation d'un don personnel, il doit en être de même pour l'échec : l'absence de réussite et la souffrance morale qui en découle peuvent difficilement être vécues autrement que comme une faillite personnelle, comme le signe d'une absence de talent ou d'une mauvaise gestion individuelle de la carrière.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Illusio : désigne, dans la sociologie de Pierre Bourdieu, pour quiconque participe à un champ d'activité donné, le fait de croire aux enjeux, aux valeurs, à la valeur des enjeux, aux fonctionnements, aux jeux à l'œuvre et valorisés dans ce champ d'activité.

Pour échapper à ce raisonnement, les artistes devraient remettre en cause le principe même du don comme facteur de réussite et envisager l'ensemble des causes sociales qui président à la distribution des places. Mais, dans les deux cas, la démarche conduirait à une forte remise en cause de soi ou de l'*illusio*, sur lesquels repose leur participation au champ artistique.

Cela contribue peut-être à expliquer pourquoi les artistes se disent majoritairement satisfaits au travail, alors même qu'il existe un décalage important entre les aspirations qui ont conduit à l'entrée en carrière et les positions effectivement occupées, les activités effectivement exercées, quelques années plus tard.

MORALE DE L'HISTOIRE

Que le bonheur semble constituer une rétribution du travail artistique n'est pas forcément, paradoxalement, une bonne nouvelle ! Sur le plan individuel, on peut y voir un mécanisme qui, favorisant la réduction des aspirations, permet de traverser l'existence en limitant les situations de frustration et de souffrance (ce qui correspond à la formule stoïcienne : « Limite-toi aux désirs que tu peux satisfaire »). Sur le plan collectif, on peut y voir un mécanisme plus général qui favorise une forme de *statu quo* social et de reproduction des inégalités. Si chacun peut être heureux en restant « à sa place », y compris dans des conditions matérielles et symboliques difficiles, la remise en cause des hiérarchies établies est inutile. Dans le champ artistique comme ailleurs, la consécration exceptionnelle de quelques individus est là pour renforcer la croyance selon laquelle l'ascension est possible pour les plus talentueux.

À LIRE

Christian Baudelot et Michel Gollac, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Fayard, Paris, 2003

Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999

Pierre Bourdieu, « Mais qui a créé les créateurs ? », *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Paris, 1984

Gérard Mauger, *L'Accès à la vie d'artiste. Sélection et consécration artistiques*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006

Marc Perrenoud, *Les Musicos. Enquête sur des musiciens ordinaires*,

La Découverte, coll. « Textes à l'appui / Enquêtes de terrain », Paris, 2007

Jérémy Sinigaglia, « Le bonheur comme rétribution du travail artistique. De l'injonction à l'incorporation d'une norme », *Sociétés contemporaines*, n° 91, 2013, p. 17-42

Jérémy Sinigaglia, « La consécration qui ne vient pas. Réduction, ajustement et conversion des aspirations des artistes ordinaires du spectacle », *Biens symboliques/Symbolic Goods*, 2017

L'ENTRE-SOI, FORCE ET FAIBLESSE DE LA CLASSE DOMINANTE

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 892 à 897

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-892.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ENTRE-SOI, FORCE ET FAIBLESSE DE LA CLASSE DOMINANTE

par MONIQUE PINÇON-CHARLOT et MICHEL PINÇON (sociologues, CNRS)

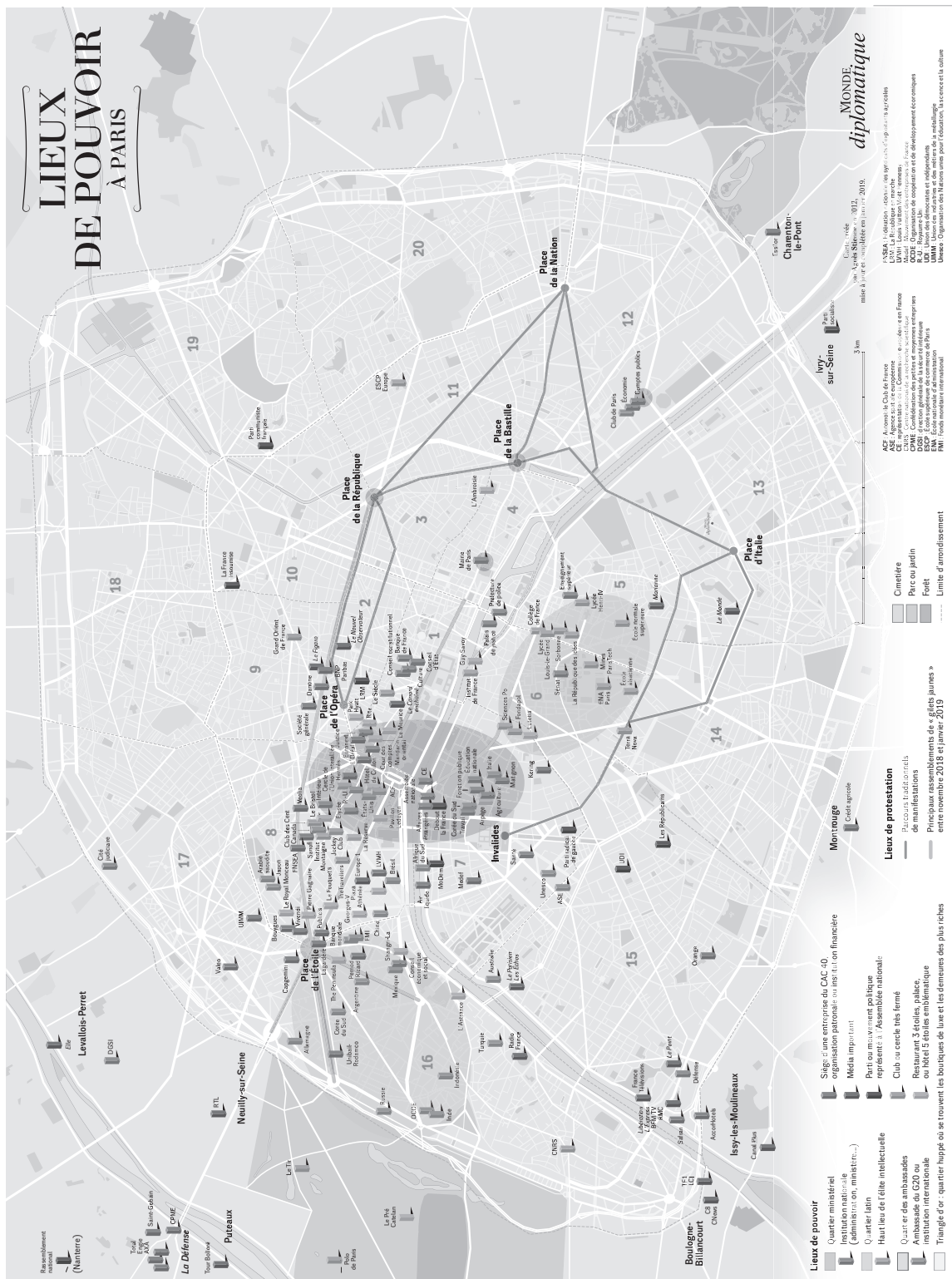
« On a perdu une bataille, il faut faire avec. »
Un habitant du seizième arrondissement de Paris,
en novembre 2017, un an après l'ouverture dans son quartier
du centre d'hébergement pour SDF, « La Promesse de l'aube »

La carte des lieux de pouvoir à Paris, mise en ligne sur le site du *Monde diplomatique* en décembre 2018, alors que les Gilets jaunes organisent leurs manifestations au plus près des puissants, a été vivement critiquée par ces derniers. La concomitance du surgissement d'un mouvement social, populaire et déterminé, dans la lutte contre Emmanuel Macron et les cadeaux fiscaux en dizaines de milliards d'euros faits aux généreux donateurs qui l'ont aidé à accéder à l'Élysée, avec la publication de cette carte explique une véhémence révélatrice de la peur des *géants aux pieds d'argile*.

L'AXE HISTORIQUE DU POUVOIR À PARIS

Les lieux de pouvoirs s'égrènent, telles les émeraudes d'une parure, le long de l'axe historique des quartiers des bourgeois et des aristocrates fortunés. Prenant son essor dans les frondaisons du jardin des Tuileries, l'axe du pouvoir passe par la Concorde puis les Champs-Élysées, surqualifiés du titre de « plus belle avenue du monde », et se poursuit bien au-delà de l'Arc de Triomphe. Une fois franchie la flamme du Soldat inconnu, il se glisse entre les seizième et dix-septième arrondissements, par l'avenue de la Grande-Armée, sort de Paris à la porte Maillot et tranche à vif dans le tissu urbain de Neuilly pour gagner la Seine au plus droit. Mais les usines, les ateliers et les immeubles et pavillons sans grâce et sans confort des terres ouvrières de Courbevoie,

LIEUX DE POUVOIR À PARIS



Puteaux et Nanterre constituaient un obstacle de classe à la poursuite de cet axe, puisque, sur certains plans anciens, sa jonction avec la forêt de Saint-Germain-en-Laye figure en pointillé. L'État transformera les intérêts privés des membres de la grande bourgeoisie en intérêt général et fera table rase de ces « pesanteurs sociologiques » pour créer La Défense, un nouveau quartier pour les affaires et notamment celles des multinationales, Total, Engie ou Axa, qui y trouveront les moyens d'une architecture en phase avec le néolibéralisme mondialisé.

L'INSCRIPTION DES DIVISIONS SOCIALES DANS L'ESPACE URBAIN

Les distances spatiales traduisent les distances sociales, au point que donner une adresse dans le septième arrondissement ou dans le vingtième exprime d'emblée une position privilégiée ou modeste dans l'espace social.

La synthèse des intérêts de la classe dominante est ainsi objectivée dans un mouchoir de poche. Celui-ci vient confirmer la concentration des pouvoirs et des richesses en quelques mains, dans la sphère privée ou publique, le conflit d'intérêts ayant été battu en brèche au nom de l'argent sans foi ni loi.

Les distances spatiales traduisent les distances sociales, au point que donner une adresse dans le septième arrondissement ou dans le vingtième exprime d'emblée une position privilégiée ou modeste dans l'espace social. La carte du *Monde diplomatique* va plus loin, avec l'expression spatiale de la collusion objective des pouvoirs de l'oligarchie. Les hôtels particuliers réappropriés depuis la Révolution française de 1789 par les politiciens d'aujourd'hui côtoient les ambassades, les cercles, le Jockey Club ou le cercle de l'Union interalliée, à deux pas du palais de l'Élysée. Les palaces, tels que le *Plazza Athénée* et le *George V*, offrent des espaces où les conciliabules discrets permettent de mettre de l'huile dans les rouages et les roueries du pouvoir. Les *think tanks* ne sont jamais loin, avec l'Institut Montaigne à deux pas du groupe Sanofi, tandis que les grandes écoles et les lycées prestigieux confortent l'association de la rive gauche au savoir et à la culture. La synthèse des intérêts de la classe dominante est ainsi objectivée dans un mouchoir de poche. Celui-ci vient confirmer la concentration des pouvoirs et des richesses en quelques mains, dans la sphère privée ou publique, le conflit d'intérêts ayant été battu en brèche au nom de l'argent sans foi ni loi.

LA VIOLENCE SYMBOLIQUE

Les adresses qui ont permis de dessiner cette carte sont pourtant publiques et accessibles dans le *Bottin mondain*, le *Who's Who*, de

nombreux annuaires, comme ceux des anciens élèves des grandes écoles ou des lycées privés prestigieux. Nos travaux de recherche sur l'entre-soi des dominants ont également contribué à la connaissance des lieux du pouvoir.

Pour quelles raisons les parcours des organisations traditionnelles de la contestation sociale, syndicats, partis politiques ou associations, sont-ils situés à l'est et au sud de la capitale, encerclant, comme le montre impertinemment la carte du *Monde diplomatique*, les lieux du pouvoir sans y pénétrer ? Tout se passant comme si les organisateurs des parcours de lutte fuyaient la confrontation physique, même pacifique, entre dominés et dominants. C'est la force de la violence symbolique qu'imposent les puissants pour tenir en respect les dominés, qui n'osent pas, par timidité sociale, aller déranger le bourgeois. Mais il y a aussi chez les dominés la volonté de ne pas se voir rappeler la domination de classe à travers les magasins de luxe, les immeubles architecturés et les corps de classe dont le rapprochement inhabituel vient redire la force et l'ampleur des inégalités économiques et sociales. L'entre-soi de la contestation sociale enraciné depuis plusieurs décennies est plus confortable dans une confrontation indirecte avec les exploiters. La force des capitalistes est de tolérer les luttes sociales mais dans les limites de la décence et du respect de classe. Chacun à sa place.

En mentionnant les parcours des manifestations des Gilets jaunes entre novembre 2018 et janvier 2019, au cœur de l'axe historique du pouvoir, *Le Monde diplomatique* montre que le combat de ces « nouveaux venus » est déterminé à se manifester aux plus près des puissants. Les Champs-Élysées ont été le champ de bataille où la guerre de classe a été la plus rude, avec barricades et destruction des emblèmes du luxe : saccage du magasin de 500 mètres carrés de l'enseigne Longchamp et dévastation du *Fouquet's*, symbole de la collusion des puissants liés à l'État et aux affaires financières.

La riposte est à la mesure de l'affront, dans un déluge de gaz lacrymogènes et d'armes létales destinées à mutiler les mutins. De plus, les capitalistes sont toujours prêts à rebondir dans l'affichage de leur volonté de domination et de prédation. Longchamp a descélé son enseigne dès le surlendemain afin que son image, salie par le feu et la saie, ne nuise pas au capital symbolique de cette marque liée au monde hippique si cher aux familles fortunées de la noblesse et de la grande bourgeoisie. Le 28 mars 2019, un magasin des Galeries Lafayette de 6 500 mètres carrés a ouvert sur les Champs-Élysées au numéro 60, à la place de l'ancien Virgin Megastore. Laurent de Gourcuff, membre

La force des capitalistes est de tolérer les luttes sociales mais dans les limites de la décence et du respect de classe. Chacun à sa place.

d'une ancienne et prestigieuse famille de la noblesse bretonne, va ouvrir, au numéro 52 de ce même immeuble, un restaurant sur le toit terrasse de 500 mètres carrés, offrant une vue à 360 degrés sur tout Paris. Par ailleurs, Louis Vuitton, dont les vitrines sont occultées, à cause des Gilets jaunes, par des grilles, n'a pas hésité à investir dans un nouveau magasin Dior, au 127, tandis que Bulgari s'est installé fin 2018, en plein mouvement social, au numéro 136.

LA FORCE DE L'ENTRE-SOI

L'entre-soi des nantis et de tous ceux qui s'approprient les richesses et les pouvoirs est nécessaire pour la mobilisation de leur classe sociale dans la défense de leurs intérêts. La sociabilité mondaine, à travers des réceptions multiples chez des particuliers mais aussi dans les cercles, tous situés dans ces mêmes quartiers construits à partir du XVIII^e siècle sur des terres vierges, maraîchères ou conventuelles (qui appartiennent à une communauté religieuse), afin que les cadres de vie soient en harmonie avec le mode de vie grand-bourgeois, favorise, dans la pétillance des bulles de champagne et le luxe des lieux de cette convivialité, la vigilance d'une oligarchie très consciente de l'arbitraire de ses privilèges fondés, dans le système capitaliste, sur le seul fait que la détention des titres de propriété permet d'exploiter la force de travail des salariés. La collusion des puissants est une

collusion de fait qui n'a pas besoin de chef d'orchestre. Chaque membre de cette classe, dont les contours ne sont pas définis par des sociologues ou des statisticiens mais par les intéressés eux-mêmes, usant du biais de la cooptation sur la base de la naissance, apporte ses réseaux avec des carnets d'adresses dans le monde entier. L'intense sociabilité, avec fêtes, dîners, cocktails, vernissages ou premières d'opéra, permet la structuration de tous ces réseaux et la mise en contact réelle et potentielle de tous les membres de la caste. Chacun doit pouvoir compter sur la solidarité de tous les autres, sans qu'il y ait pour autant une réciprocité directe dans le don et le contre-don. L'entre-soi objectivé dans les beaux quartiers, les conseils d'administration ou les cercles permet de tisser et retisser sans cesse le maillage infini du pouvoir qui assure l'impunité des puissants et leur absence devant les tribunaux, malgré une importante délinquance en col blanc. Le sentiment d'impunité se construit dès le plus jeune âge au sein des grandes

La sociabilité mondaine favorise, dans la pétillance des bulles de champagne et le luxe des lieux de cette convivialité, la vigilance d'une oligarchie très consciente de l'arbitraire de ses privilèges, fondés sur le seul fait que la détention des titres de propriété permet d'exploiter la force de travail des salariés.

L'entre-soi objectivé dans les beaux quartiers, les conseils d'administration ou les cercles permet de tisser et retisser sans cesse le maillage infini du pouvoir qui assure l'impunité des puissants et leur absence devant les tribunaux, malgré une importante délinquance en col blanc.

familles, car dans la « haute » on cousine large, et l'on participe à des rallyes, troisième instance de socialisation inventée au milieu du ^{xx}e siècle par la bourgeoisie afin que ses rejetons apprennent collectivement à reconnaître et aimer leurs semblables, à travers une sociabilité adaptée à l'âge de chacun, selon un cursus contrôlé et codifié par les mères.

L'assurance et l'estime de soi qui en résulte permettent de masquer l'arbitraire des privilèges au bénéfice d'un sentiment de supériorité qui serait lié non pas à l'héritage des titres de propriété mais au seul mérite de ces brillants héritiers.

LES FAIBLESSES DE L'ENTRE-SOI

La visibilité des lieux de pouvoir et leur concentration dans des espaces particuliers peuvent constituer un point de faiblesse lorsque les rapports de force entre les classes sociales ouvrent des brèches dans l'édifice oligarchique. L'organisation de manifestations dans les beaux quartiers devrait, en ces temps d'une présidence de la République d'une violence multiforme contre les classes populaires, être systématique et sans relâche, ni violence physique tant que c'est possible. Le bruit et la fureur dans la visibilité et la solidarité de Gilets jaunes, rouges, verts ou orange sont irrécupérables par les médias des milliardaires et de leurs chiens de garde, à l'inverse de la violence physique qui est toujours instrumentalisée pour créer la peur.

La visibilité des lieux de pouvoir et leur concentration dans des espaces particuliers peuvent constituer un point de faiblesse lorsque les rapports de force entre les classes sociales ouvrent des brèches dans l'édifice oligarchique.

MORALE DE L'HISTOIRE

L'appropriation, même provisoire, des lieux de pouvoir, constitue une des modalités efficaces de la lutte de classe.

À LIRE

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Sociologie de Paris*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2014 [première édition : 2004]

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Les Ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Le Seuil, Paris, 2007

LES BOURGEOIS VIVENT COMMENT ?

Frédérique Giraud

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 898 à 912

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-898.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES BOURGEOIS VIVENT COMMENT ?

par **FRÉDÉRIQUE GIRAUD** (sociologue, université Paris-Descartes)

Remerciements à **Samira Bellouch** (professeure des écoles)

« Plus de chichis : dîners relax et petits buffets. On adore mélanger les invités, et personne ne passe à table avant 22 heures. On se retrouve même au bistrot, en toute simplicité. On organise de plus en plus souvent des dîners monochromes, comme le dîner corail : carpaccio de saumon, risotto au safran, langoustines, soufflé aux oranges. Parmi les événements incontournables : le bal des débutantes, les plus huppées des “rallye parties”, les défilés haute couture, les festivités LVMH, les nuits des comités Vendôme et Montaigne, la réouverture de Pleyel... Ce garçon discret ne se la joue pas jet-set comme certains qui débarquent en 4 × 4 Cayenne vrombissant aux Portes-en-Ré. Là-bas, Édouard et sa femme, Anne-Charlotte, font tout à vélo. À Paris, ils ont repris leur abonnement à l’Opéra, n’hésitent pas à prendre l’avion pour une soirée de concert à Vienne. Depuis deux ou trois ans, tous leurs amis sont fous d’art contemporain, rencontrent les peintres en direct, écument les galeries pour décrocher la perle. »

Le Figaro Madame, 8 juillet 2007

Être bourgeois, c’est la classe, ou c’est la honte ? En tout cas, ce sont des capitaux, en part variable mais de toutes espèces, et les modes de vie qui vont avec. Mais interrogez des habitants des pentes de la Croix-Rousse, à Lyon, ou du Bas-Montreuil, et aucun ne se reconnaîtra bourgeois. Aujourd’hui, il y a en effet bien des bourgeoisies différentes. Même si intégrer la « meilleure » bourgeoisie reste affaire d’héritages.

T'EN ES, OU T'EN ES PAS ? ÊTRE RICHE NE SUFFIT PAS

Théotime, Garance, Alix, Aliénor, Augustin, Grégoire, Théophile, Éléonore, Héloïse et Joséphine figurent parmi les prénoms qui rapportent le plus de mentions très bien au baccalauréat en 2018. Qu'ont en commun ces prénoms ? Ce sont des prénoms bourgeois, c'est-à-dire des prénoms marqueurs d'une origine sociale précise, comme l'analyse Baptiste Coulmont¹. Le sont aussi des vêtements ou détails vestimentaires : un jean droit, une paire de mocassins, un foulard Hermès noué sans ostentation². Mais aussi un rapport de proximité aux institutions culturelles : être mécène de l'Opéra de Paris ou membre du Racing Club. Ces marqueurs d'une appartenance à ce que serait une culture bourgeoise permettent de dessiner les contours d'un ensemble de positions sociales qui les distinguent des membres des classes moyennes et des classes populaires.

La bourgeoisie émerge comme classe sociale à la fin du xix^e siècle. Concurrençant la noblesse et l'aristocratie, elle aspire à devenir la classe dominante. Incarnant la mentalité entrepreneuriale nécessaire à l'expansion industrielle, elle est au xix^e siècle constituée d'entrepreneurs, de commerçants qui travaillent mais surtout aspirent à vivre de leurs rentes. La bourgeoisie est déjà un groupe composite : tout oppose la haute bourgeoisie industrielle et la moyenne bourgeoisie (commerçants, fonctionnaires des ministères), et encore plus la petite bourgeoisie à la frange du prolétariat (artisans, employés...). Selon Karl Marx, dans les sociétés capitalistes, la classe bourgeoise possède les moyens de production.

La bourgeoisie contemporaine rassemble des « gros-porteurs » de différents types de capitaux (économiques, culturels et sociaux). La bourgeoisie forme la dernière classe sociale en soi et pour soi dans la France d'aujourd'hui.

La bourgeoisie contemporaine rassemble des « gros-porteurs » de différents types de capitaux (économiques, culturels et sociaux). Mais, si l'on peut affirmer que la bourgeoisie forme la dernière **classe**

1. À partir notamment du top 10 des prénoms les plus donnés chaque année par les lecteurs du *Figaro* : <http://coulmont.com/blog/2012/10/08/prenoms-et-bourgeoisie/>
2. Béatrix Le Wita, *Ni vue, ni connue. Ethnographie de la classe bourgeoise*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1988.

Classe sociale en soi et classe pour soi : afin de définir une classe sociale, Karl Marx ne s'en tient pas à l'unique critère de la place occupée dans le rapport de production. Il propose de distinguer la classe « en soi » et la classe « pour soi ». La première notion désigne un ensemble

d'individus qui, bien que partageant objectivement des conditions de vie similaires, sont dénués d'attaches réciproques, ne sont représentés par aucune organisation politique et n'ont aucunement conscience de former un groupe social cimenté par des intérêts communs. C'est en

sociale en soi et pour soi dans la France d'aujourd'hui, il n'existe pas pour autant une égalité des positions entre ses membres. Loin de là. Une distance considérable oppose les grands bourgeois des quartiers les plus chic de l'Ouest parisien aux nouveaux riches esthètes (bourgeoisie économique), en passant par les figures des intellectuels précaires (bourgeoisie culturelle) et la haute bourgeoisie d'ascendance aristocratique. Les niveaux de richesse matérielle entre un grand banquier d'affaires et un écrivain publié dans une prestigieuse maison d'édition, un chef de service dans un hôpital public et un chef d'entreprise sont considérables. Derrière ces positions sociales s'observent des situations et des modes de vie variés, caractéristiques de fractions de classes différentes, mais qui ont en commun d'être au-dessus de la moyenne de Français. Vivre bourgeoisement, c'est bénéficier de conditions matérielles d'existence confortables ou extrêmement confortables. Revenus du travail réguliers et très élevés, métiers enrichissants, employés de maison, possibilités de partir en week-end et en vacances dans des résidences secondaires ou des maisons de vacances. Vivre bourgeoisement, c'est donc posséder des ressources nettement supérieures à celles de la moyenne des Français, se trouver durablement à l'abri du besoin et ne pas avoir de risques de perdre cette situation. Mais être riche (économiquement) ne fait pas tout, loin s'en faut ! Au sein de ces classes dominantes, la fracture essentielle sépare les anciens et les nouveaux riches, ceux qu'on appelle aussi les parvenus. L'entrée dans la bourgeoisie par la richesse matérielle ne suffit pas, par exemple, à être admis et à l'aise dans les dîners, les parties de chasse à courre, ou les parties de golf, qui sont autant d'occasions où l'on doit attester de la maîtrise des bonnes manières. Bref, démontrer que l'on a de la classe.

Pour autant, on peut aussi être un bourgeois sans être riche : on peut trouver des bourgeois « pauvres » ou des bourgeois en « déclassement ». L'appartenance à la bourgeoisie se matérialise plutôt par des comportements qui marquent une distance entre les bourgeois et les autres, et qui fonctionnent comme une barrière infranchissable

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

ces termes que, dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Marx décrit la paysannerie française. Comparables à des pommes de terre entassées dans un sac, les paysans parcellaires ne forment pas une véritable classe sociale. Pour atteindre le stade de la « classe

pour soi », il faudrait que ces petits producteurs prennent conscience de la place qui est la leur et des intérêts partagés que, collectivement, ils pourraient défendre. Selon Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, la bourgeoisie est à présent le seul groupe social où sont collectivement

pour ceux qui n'en sont pas. À la différence de la noblesse d'Ancien Régime qui semblait être d'une autre essence, la bourgeoisie doit en revanche accomplir un travail permanent pour maintenir une distance sociale et symbolique continue avec les autres groupes sociaux, et pour obtenir et conserver la considération liée à sa position sociale. Des rites d'institution entretiennent ainsi le sentiment d'appartenance à la bourgeoisie, et un certain rapport à la culture, au langage, aux objets. À la fin du XIX^e siècle, pour Edmond Goblot, le baccalauréat remplissait cette fonction de séparation, de barrière étanche entre les groupes sociaux. Aujourd'hui, à la richesse économique, il faut adjoindre une richesse scolaire (des titres scolaires élevés ou la fréquentation d'écoles bourgeoises : le collège Stanislas à Paris, Sainte-Marie-des-Bourdonnais à Versailles, par exemple). Mais il faut aussi disposer d'une richesse sociale. C'est ce qu'on appelle le capital social, que l'on peut définir comme l'ensemble des relations professionnelles, amicales et familiales mobilisables par l'individu. Le capital social est indispensable : bonnes adresses, parrainage favorisant l'entrée dans des institutions de la sociabilité mondaine (Jockey Club parisien, Racing Club), invitation dans des vernissages... La grande bourgeoisie cultive son capital social par un travail spécifique de sociabilité qui entérine les positions sociales. On ne peut rester riche tout seul.

RECETTE POUR « FABRIQUER UN BOURGEOIS » : DE LA SOCIALIZATION DES DOMINANTS

Malgré l'extrême diversité de la bourgeoisie, certaines valeurs communes unissent ses membres entre eux. Pour les acquérir, il n'est pas seulement nécessaire de naître bourgeois, il faut apprendre à le devenir « en actes » et à le rester. Les socialisations familiale et scolaire

pensés des intérêts communs de classe, en même temps que s'y développent des relations entre ses membres, destinées à perpétuer des frontières vis-à-vis de ceux « qui n'en sont pas ».

jouent ici un rôle fondamental. Le propre de la socialisation bourgeoise consiste à apprendre à vivre en dominant. Pour les enfants, il s'agit d'apprendre à devenir des petits chefs, qui prennent avant les autres³ les jouets comme la parole : en classe, dans la cour de récréation,

**Le propre de la socialisation
bourgeoise consiste à apprendre
à vivre en dominant.**

au parc.

Être bourgeois induit donc des comportements et des apprentissages spécifiques. Les rallyes, qui existent depuis le début des années 1950, constituent une instance de socialisation à part entière, après la famille et l'école, qui participent à cette mission. On y noue des relations sociales et amicales, et on y rencontre un partenaire possible pour fonder sa propre famille. Ces réunions d'adolescents soigneusement sélectionnés et cooptés par les mères pour appartenir au même monde commencent dès l'âge de dix à treize ans par des sorties culturelles et prennent ensuite la forme de grandes soirées dansantes. L'efficacité sociale des rallyes consiste dans l'apprentissage par corps des habitudes culturelles et vestimentaires du groupe. Il faut que chaque membre apprenne à reconnaître ses semblables, c'est la garantie de la reproduction des positions sociales et des lignées. La famille constitue l'une des dimensions essentielles du maintien des positions sociales de la bourgeoisie. Elle est au centre des attentions car les relations sociales qui s'y déploient permettent l'accumulation et la transmission des patrimoines. L'**homogamie** est permise par les rallyes et s'autorise des alliances avec les familles nobles. Le rallye préserve le groupe des éléments extérieurs. Il scelle le capital de bonnes manières.

Les bourgeois doivent en effet savoir hériter des bonnes manières et de la « classe » qui les distinguent des autres groupes sociaux. La classe, c'est ce petit supplément d'être, imperceptible à l'observateur non aguerri, qui marque la distance entre ceux qui en sont et ceux qui n'en sont pas, la distance à l'égard de l'altérité sociale, comme s'en sont rendu compte les étudiants emmenés par Nicolas Jounin en *Voyage de classes* dans le huitième arrondissement de Paris⁴.

**Être bourgeois, c'est d'abord
apprendre à vivre en bourgeois.**

3. Wilfried Lignier, *Prendre. Naissance d'une pratique sociale élémentaire*, Le Seuil, Paris, 2018.
4. Nicolas Jounin, *Voyage de classes. Des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2014.

Homogamie : désigne le fait de trouver un conjoint dans le même groupe social que le sien.

Être bourgeois, c'est d'abord apprendre à vivre en bourgeois. Et la socialisation familiale est d'une grande efficacité pour transmettre des valeurs et des normes : apprendre à se tenir, à se vêtir, à parler en respectant les codes et les usages.

« M^{me} Pierre I. mère : "On passe l'essai à table. On passe l'essai au téléphone. Un bourgeois, ça tient à quoi, ça tient à rien, c'est une manière d'être physique et morale." »

Béatrix Le Wita, *Ni vue ni connue.*
Approche ethnographique de la culture bourgeoise, 1988

L'école est un autre terrain d'apprentissage, dès le plus jeune âge, de la morale de classe. Les écoles de la grande bourgeoisie n'ont rien à voir avec les autres. Si les élèves y suivent comme tous les autres des cours de mathématiques, d'histoire, de littérature, de langues vivantes, ils apprennent aussi dans les écoles internationales qu'ils fréquentent, réservées à une élite, à gérer leur capital social, à maîtriser l'anglais. L'apprentissage des langues étrangères se fait dès la naissance, avec le recours à des nurses ou à des jeunes filles au pair de langue anglaise, des séjours touristiques organisés à l'étranger. Pendant leurs années scolaires puis universitaires, les enfants et les jeunes acquièrent un capital social de relations internationales, fait de connaissances, de complicités, d'amitiés à travers le monde, au-delà des frontières, de croyances, de langues et de codes partagés⁵.

QUAND ON EST UN BOURGEOIS, ON SE TIENT DROIT !

« "À table, j'entends que personne ne parle sans être interrogé. Vous vous tiendrez correctement, les coudes au corps, les mains posées de chaque côté de votre assiette, la tête droite. Défense de vous appuyer au dossier de votre chaise", dit Folcoche, la mère de Brasse-Bouillon. »

Hervé Bazin, *Vipère au poing*, 1948

5. Anne-Catherine Wagner,
*Les Classes sociales dans
la mondialisation*, La
Découverte, coll. « Repères
Sociologie », Paris, 2007.

Le corps bourgeois est plus que les autres un corps mince, grand, longiligne. Il est aussi sportif et élégant. La probabilité d'être obèse lorsqu'on se situe en haut de l'échelle sociale est faible comparée à celle des populations précaires ou populaires⁶. Cette relation inverse s'explique à la fois par les conditions matérielles d'existence, qui donnent accès à des biens alimentaires de nature et de qualité différentes, et par les goûts socialement différenciés pour les aliments les plus diététiques, comprenez les légumes bio. Les variations des caractéristiques physiques observées en fonction du revenu, du niveau des études ou de la nature de l'emploi sont systématiques et obligent dès lors à expliquer la distribution différenciée des poids dans les différentes classes sociales comme une marque de l'appartenance de classe. Le corps bourgeois est un corps qui classe et un corps classant qui s'entretient comme un capital physique. Se façonner une apparence cultivée suppose un travail sur la corpulence et donc sur les pratiques, sportives comme alimentaires. Le corps représente ainsi une forme de richesse symbolique qu'il faut entretenir en faisant du sport, mais pas n'importe lequel, évidemment (du rugby, du tennis, du golf, plutôt que des sports populaires comme le football), et en consultant de façon préventive et régulière des médecins⁷. Prendre soin de soi, c'est entretenir sa position de classe. Le corps bourgeois n'est pas un corps qui s'use par le travail, en tout cas pas d'une manière physique par le port de charges lourdes, le travail en plein air ou en horaires décalés. Les bourgeois sont en mesure d'entretenir un rapport esthétique à leur propre corps, qui fonctionne moins comme un outil que comme un instrument au service de la présentation de soi.

Les vêtements marquent aussi le positionnement social de classe : c'est particulièrement net chez les enfants, dont les habits « classiques » (de coloris bleu marine, vert, blanc pour les garçons) ne doivent pas arborer de marques apparentes, encore moins des héros enfantins associés à des dessins animés, jugés « vulgaires⁸ ». Le goût du « classique » (le célèbre col Claudine ou une marinière, un pull Saint-James, des mocassins pour les garçons, des ballerines pour les filles) doit permettre de signifier une forme d'excellence sociale et morale. Les goûts vestimentaires des enfants et de leurs parents sont orientés par la volonté de donner à voir une « bonne tenue » pour mettre à distance un laisser-aller. Le travail des apparences cultive chez les filles le maintien, la tenue, la grâce, autant de qualités que permet aussi la pratique de la danse classique. La recherche de l'excellence corporelle instituée en habitude, intériorisée par corps⁹, se transpose aux autres domaines de pratiques.

6. Thibaut de Saint Pol, « L'obésité en France : les écarts entre catégories sociales s'accroissent », *INSEE Première*, n° 1123, 2007.

7. Pierre Mormiche, « Les disparités de recours aux soins en 1991 », *Économie et Statistique*, n° 265, 1993, p. 45-52.

8. Martine Court *et al.* « Habiller, nourrir, soigner son enfant : la fabrication de corps de classes », *Recherches familiales*, vol. 11, n° 1, 2014, p. 43-52.

9. Sylvia Faure, *Apprendre par corps. Socio-anthropologie des techniques de danse*, La Dispute, Paris, 2000.

VIVRE EN BOURGEOIS, C'EST VIVRE À PART ?

Les modes de vie bourgeois s'inscrivent dans des espaces confortables au quotidien (de vastes surfaces habitables de plus de 100 mètres carrés, une chambre à soi pour chaque enfant, une suite parentale), dans des cadres de vie privilégiés, souvent privés, qui permettent de bénéficier d'une perception flatteuse de soi. En Île-de-France, l'habitat des familles grandes bourgeoises est concentré dans quatre arrondissements de l'ouest de la capitale (septième, huitième, nord du seizième et sud-ouest du dix-septième arrondissement) et à Neuilly-sur-Seine. Les surfaces habitables sont vastes mais aussi multiples. Résidences secondaires ou demeures familiales, maisons de vacances à la mer ou chalets à la montagne, expérience des séjours à l'étranger forgent les conditions sociales de la perception de soi comme quelqu'un doté d'un certain pouvoir. L'espace généreux fonctionne comme une forme d'extension de soi. Mais cet espace habité marque aussi les esprits par sa qualité esthétique et architecturale : l'espace des immeubles aux vastes halls d'entrée, celui des parcs et des espaces publics où il fait bon se promener, celui des commerces locaux, de l'antiquaire à l'épicerie de luxe, qui manifestent la qualité de ses habitants par leur symbolique sociale qui tient à distance les autres groupes sociaux. L'espace urbain fréquenté incarne en lui-même une certaine prestance : pensez à ces avenues des quartiers de l'Ouest parisien où les façades des immeubles haussmanniens en imposent aux passants.

La recherche d'un entre-soi résidentiel, qui passe par l'exclusion économique et sociale des autres groupes sociaux, constitue une tentative de contrôle sur le voisinage et les relations sociales. Elle permet notamment de s'assurer que ses enfants fréquentent des écoles homogames, où ces derniers entretiennent, par l'intermédiaire de leurs camarades triés socialement dans des écoles privées ou en fréquentant les écoles publiques des centres urbains privilégiés, leur position sociale. La recherche de l'entre-soi passe par des stratégies de délimitation et de préservation de l'espace, où entrent en jeu les multiples réseaux que les élites politiques, économiques ou culturelles savent mobiliser pour préserver leurs territoires résidentiels et sociaux des intrusions extérieures¹⁰. Des rues et impasses sont privatisées dans le seizième arrondissement de Paris. Dans ces espaces sécurisés avec gardien et barrière à l'entrée, la propriété collective d'un espace privé englobe les éléments de la voirie

La recherche d'un entre-soi résidentiel qui passe par l'exclusion économique et sociale des autres groupes sociaux constitue une tentative de contrôle sur le voisinage et les relations sociales.

10. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les Ghetto du Gotha*, Le Seuil, Paris, 2007.

et les équipements. Ces stratégies spatiales de maintien à distance des « autres » sociaux relèvent d'une forme de militantisme quotidien et efficace qui fait de la bourgeoisie l'une des dernières classes sociales encore mobilisées aujourd'hui. Ces stratégies spatiales sont entretenues par un vote massif à droite dans les beaux quartiers, permettant de maintenir la ségrégation urbaine et l'identité collective du groupe.

« La bourgeoisie est bien toujours là, fidèle à sa position, dominante. Classe en soi et classe pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle, à savoir être mobilisée. »

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, 2000

La petite bourgeoisie culturelle ou intellectuelle (professions de l'information, de l'art et des spectacles, intellectuelles – professeurs, artistes, journalistes, psychologues...) investit quant à elle l'habitat ancien dans des quartiers populaires de grandes villes. Plus riches en capital culturel qu'en capital économique, ces bourgeois aux revenus du travail moyens œuvrent au renouvellement symbolique des quartiers en ouvrant des salons de thé exotiques, des boutiques de produits écologiques et des épiceries équitables ou d'artisanat traditionnel¹¹.

NÉ BOURGEOIS, TU RESTES BOURGEOIS, ET TES ENFANTS AUSSI

Juillet 2016. Un après-midi d'été au château, dans le bourg du village. Les cousins se retrouvent sur la terrasse et discutent dans les transats : Aymeric, Wandrille, Enguerrand, Marie-Gabrielle, Ombeline, Astrid. Au centre des discussions, le mariage prochain de leur cousine Marie-Amélie avec Pierre, rencontré l'été d'avant au mariage de Maguelone et Charles. Les fiançailles ont été célébrées en décembre dans le village de ce dernier, le mariage le sera au château, dont le parc de 10 hectares est apprêté pour la fête. La preuve en est : bon-papa, le grand-père de Marie-Amélie, ratisse le gravier dans l'allée, sa mère s'occupe des dragées avec sa sœur. Un mariage dans le château du grand-père paternel, ça se prépare. Marie-Amélie en avait toujours rêvé, même si ce n'est pas son père qui a hérité de la résidence

11. Anaïs Collet, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, La Découverte, coll. « Enquêtes de terrain », Paris, 2015.

familiale. Le parc, les marches sur lesquelles faire les photographies, la famille au complet. Un mariage bourgeois entérine l'appartenance à un milieu privilégié, même si le château ne vaut pas plus qu'un appartement T1 à Paris. Mais c'est idéal pour épater la belle-famille. Avant Pierre, Marie-Amélie avait rencontré Geoffrey, mais ce fils de pharmacien, lui-même gendarme, n'a pas été jugé à la hauteur des espérances familiales, maternelles notamment. On le lui a largement fait comprendre. Pas d'armoiries de famille, pas de chevalière, pas de particule. Quand on est bourgeois, on reste bourgeois ! Enfin, on fait tout pour le rester. Et ça passe avant tout par le mariage ! Il faut bien se marier. Ses cousines l'ont compris, qui lui ont présenté Pierre l'été dernier. « Marie-Amélie, il faut que je te présente Pierre ! Tu verras, tu vas l'adorer ! » Ce mécanisme d'association des semblables sociaux, qu'on appelle l'homogamie, permet de maintenir les positions sociales. Se marier avec le même que soi, parce qu'on l'a rencontré dans un lieu social trié, c'est s'assurer de l'homogénéité des goûts culturels comme touristiques, alimentaires comme vestimentaires, mais, surtout, c'est le meilleur moyen de préserver le patrimoine familial. Entre Marie-Amélie et Pierre, les ingrédients d'un couple homogène socialement étaient présents : une même éducation catholique, tous les deux scouts de France, tous les deux élevés dans une famille nombreuse, tous deux fils de militaire. Ça en faisait, des atomes crochus ! Le coup de foudre de l'amour n'avait qu'à bien se tenir et surtout à réunir deux êtres prédisposés, par leurs éducations homogènes, à s'entendre sur leurs projets d'avenir. Vacances au Touquet, appartement à Levallois-Perret. Marie-Amélie est dentiste, son futur mari, commissaire-priseur.

Dans la bourgeoisie, le mariage est cardinal : il doit préserver l'homogamie et mettre en relation deux familles aux positions sociales équivalentes. Éviter les mésalliances permet de maintenir et d'entretenir toutes les formes de capitaux possédées. C'est à cette condition-là que les bourgeois conservent les positions acquises et assurent la reproduction de leurs positions de classe.

Juillet 2017. La même terrasse au château. Les cousins regardent les albums de famille, tout en veillant d'un œil attendri sur leurs enfants, qui jouent ensemble dans le bac à sable. Marie-Amélie est enceinte de jumeaux, dont l'arrivée est prévue pour novembre. Sa sœur, Astrid, a accouché il y a un mois d'un garçon, Baudoin. La relève est assurée. Le baptême aura lieu dans quelques jours. La robe de baptême de la grand-mère est prête et amidonnée. Les barnums sont en place dans le parc, la pelouse est tondue, les arbres bien taillés. En attendant la fête,

on parle des écoles des enfants. L'aîné d'Astrid rentre à la maternelle en septembre, dans l'institut des Chartreux. L'école est plus loin que l'école publique du quartier, mais tellement mieux fréquentée. Astrid a toujours été inscrite à l'école privée Notre-Dame de sa ville, et, pour ses enfants, la question ne s'est pas posée. L'école est une instance clé d'attribution des positions sociales et de reproduction du patrimoine économique.

Hériter de l'entreprise, ou de l'étude notariale, ou bien des actions de ses parents ne suffit pas à conserver une position sociale. Si la famille joue un rôle primordial dans le mécanisme de reproduction sociale, puisqu'elle est à l'origine de la transmission des dispositions culturelles valorisées par l'école et du sens des stratégies scolaires, l'école reste centrale : elle certifie les compétences. Pour se maintenir et se reproduire comme classe sociale, de génération en génération, la bourgeoisie a besoin de l'école. Les savoir-faire culturels hérités dans les familles, les savoir-être, les goûts, les pratiques culturelles (lire beaucoup, faire de la musique, connaître les dernières tendances chic) facilitent les réussites scolaires élevées. D'autant plus facilement que les savoirs et savoir-faire exigés par l'école sont parfaitement synchrones

Si, malgré tout et par exception, les enfants peinent scolairement, les familles paieront jusqu'à plus soif, des cours particuliers et des écoles privées, jusqu'à ce que le « vilain petit canard » parvienne à se rétablir.

avec les savoirs et savoir-faire hérités dans les familles bourgeoises. Et puis, si, malgré tout et par exception, les enfants peinent scolairement, les familles paieront jusqu'à plus soif, des cours particuliers et des écoles privées, jusqu'à ce que le « vilain petit canard » parvienne à se rétablir.

Ensuite, les études terminées, les « bonnes relations » boostent les débuts dans la vie professionnelle et favorisent les « belles carrières ».

BOURGEOIS D'EN HAUT, BOURGEOIS D'EN BAS

La catégorie « bourgeoisie » regroupe cependant des groupes sociaux relativement disparates.

Du côté du pôle économique, des chefs d'entreprise, du côté du pôle culturel, des professions fondées sur les compétences intellectuelles (professions libérales, hauts fonctionnaires, universitaires, etc.). La « bourgeoisie » se différencie également verticalement, entre une haute bourgeoisie à la tête des grandes entreprises et des administrations d'État, et d'autres bourgeoisies moins dotées. D'un côté, ce sont les

grands bourgeois, ceux étudiés par Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, ces familles possédantes qui se maintiennent en sommet de la société depuis plusieurs générations. De l'autre, une bourgeoisie moyenne, nouvelle petite bourgeoisie urbaine, au centre des mouvements résidentiels gentrificateurs étudiés par Anaïs Collet. Et, enfin, s'en distingue une petite bourgeoisie, qui cherche à se distinguer des classes moyennes par ses consommations et ses valeurs.

Une distance abyssale sépare les familles de la bourgeoisie établie, la plus dotée en capitaux économiques, et les familles des fractions culturelles de la bourgeoisie, que ce soit dans leurs consommations et leurs modes de vie, mais aussi dans leurs valeurs. Les familles de la bourgeoisie traditionnelle disposent de très hauts revenus, et souvent de forts héritages. Y sont monnaie courante les voyages à l'étranger, les séjours et week-ends en stations de ski dans les stations huppées loin de la plèbe touristique, les séjours scolaires internationaux pour les enfants. Comme également les possibilités de recours à des personnes chargées d'entretenir le domicile (femme de ménage, jardinier, voire chauffeur¹²). Le recours à une domesticité en charge de l'entretien du domicile et des enfants distingue et classe par le haut ces familles.

Un exemple. Grégoire, Philippine, Garance, Mayeul et les deux dernières, des jumelles (Donatienne et Domitille), et leurs parents vivent dans une vaste demeure bourgeoise de 240 mètres carrés dans le douzième arrondissement de Marseille, dont ils sont propriétaires. Ils y ont déménagé en 2011, avant la naissance de leur troisième enfant. La maison est une maison de famille, elle appartenait à la grand-mère de Florence, la mère. Celle-ci l'a rachetée à ses cousins. Chacun des enfants dispose de sa chambre privative, à l'exception des jumelles qui, par choix, dorment ensemble. Les deux aînés ont même une salle de bains privative. La maison est entourée d'un vaste jardin, et une piscine aux dimensions olympiques agrmente le parc. Le père, Antoine, est un descendant de la famille Seb. Sa femme est avocate au barreau de Marseille. Pendant trois ans, la famille a employé une jeune fille au pair qui s'est occupée des enfants, de leurs repas et du ménage. Être habitué à ce que des personnes soient au service de la famille et assurent son confort matériel participe à faire intérioriser la hiérarchie entre les tâches qui sont socialement valorisées et celles, domestiques, laissées aux autres. Désormais, ils emploient une aide à domicile, Dominique, qui s'occupe d'aller chercher les jumelles dans leur école privée, fait les repas et du ménage, mais aussi les courses. Elle s'occupe également de gérer la chambre d'hôtes que possède le couple, au fond du jardin de leur

12. En 2011, 20,6 % des ménages dont la personne de référence est cadre ont eu recours à des services à domicile ; ils représentent 17,7 % des ménages utilisateurs. Voir : Dares Analyses, « Les services à la personne, qui y recourt ? Et à quel coût ? », 2014 (<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-063v2.pdf>).

propriété. Elle s'assure que les draps soient propres, les chambres accueillantes. Il n'est pas rare qu'Antoine, qui travaille à son compte en conseil du patrimoine depuis son domicile, demande à Dominique d'aller chercher les jumelles à l'école, alors qu'il est lui-même en train de visiter une exposition au Mucem. Les petites dernières font quotidiennement l'apprentissage de leur position dominante et de cette hiérarchie symbolique des tâches par l'expérience précoce de rapports sociaux de service. Tous les mercredis, Garance et Mayeul prennent un cours de piano à leur domicile, mais ils pratiquent aussi le tennis, en club et dans la propriété familiale de leur arrière-grand-mère maternelle d'un hectare, où un terrain est installé. La famille va régulièrement au ski : Antoine a hérité à la mort de sa mère d'un chalet à Combloux. Il n'est pas rare d'y croiser Raffarin, raconte Antoine. Pour ses dix-huit ans, Grégoire s'est vu offrir par sa grand-mère maternelle un séjour de deux semaines en Angleterre. Après une classe préparatoire aux grandes écoles commerciales, il a intégré une école privée à Cannes. Sa sœur Garance est étudiante à Bruxelles dans une école d'architecture intérieure. Depuis qu'il a douze ans, Grégoire fait des compétitions de tennis. Son père l'y entraîne, ce sport étant régulièrement pratiqué en famille. Père et fils s'affrontent sur les cours mais aussi sur les pistes de ski. La mentalité compétitrice s'entretient en continu dans ces scènes de vie familiale. Nul doute que Grégoire, mais aussi Garance, Philippine, Mayeul ont conscience de leur supériorité sociale. Lorsqu'ils rencontrent leurs cousins maternels, ils comparent leurs mérites sportifs, scolaires, et se jugent à l'aune de la taille de la piscine possédée. Une piscine olympique en extérieur vaut-elle plus qu'une piscine en intérieur dans un appartement parisien ?

De telles pratiques de consommation attestent du niveau social des familles. Comme le sont la pratique du piano et la présence de celui-ci dans le salon bourgeois du domicile, lesquelles affirment un standing social. Ne pas être capable d'y accéder, c'est prendre le risque de passer en dessous du niveau qui distingue les bourgeois des classes moyennes. Il s'agit d'une forme de consommation ostentatoire mais si importante pour donner à voir « toute sa superbe » sociale, et se donner à voir.

Entre les différentes catégories de la bourgeoisie, les inégalités se manifestent dans leurs conditions matérielles d'existence, dans leur proximité avec les beaux quartiers, avec les lieux de pouvoir, avec les lieux de la culture la plus légitime, parisiens notamment.

La « bourgeoisie nouvelle », telle que l'appelle Pierre Bourdieu, utilise avant tout l'école pour ses stratégies de reproduction sociale

et se distingue de la bourgeoisie traditionnelle par ses capitaux culturels : ses membres sont psychologues, conseillers conjugaux, diététiciens, sexologues, professionnels de la publicité, de la mode et de la décoration intérieure. Animés d'une « bonne volonté culturelle », ils se distinguent des fractions traditionnelles de la bourgeoisie par leurs normes et valeurs, à la fois dans l'espace public (souvent ils sont écolos et féministes) et dans l'espace privé (ils peuvent rejeter les autorités traditionnelles et la religion catholique).

MORALE DE L'HISTOIRE

Les bourgeois vivent nettement mieux que les autres catégories de population : l'appartenance à la bourgeoisie se reconnaît à travers une manière de vivre, un niveau de capital scolaire, l'accès à certains biens matériels et symboliques. Des codes et des rituels s'entretiennent et doivent prouver l'appartenance de plein droit à la bourgeoisie. Si les grands bourgeois revendiquent leur appartenance à cette classe sociale, et l'affirment par des pratiques visant à délimiter leur espace, ce n'est pas le cas de tous les groupes constituant la bourgeoisie. Si, pour ceux qui restent extérieurs à la bourgeoisie, la plus grande différence réside dans le fait d'en être ou pas, un examen plus détaillé permet de constater que la distance qui sépare les bourgeois des non-bourgeois est aussi marquée que celle qui passe entre la grande bourgeoisie, la bourgeoisie traditionnelle et les petits-bourgeois. À l'intérieur de la bourgeoisie, les fractions dominantes (la bourgeoisie économique) s'opposent ainsi aux fractions les plus dominées (la bourgeoisie intellectuelle). Degré d'ancienneté des lignées et nature plutôt économique ou culturelle des ressources possédées différencient les membres de la classe.

À LIRE

Edmond Goblot, *La Barrière et le niveau*, Presses universitaires de France, Paris, 1925

Joël Laillier, « Valentine : Grandir aujourd'hui dans la bourgeoisie parisienne », in Bernard Lahire (dir.), *Enfances de classe*, Le Seuil, Paris, 2019

Béatrix Le Wita, *Ni vue ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1988

Éric Mension-Rigau, *L'Enfance au château. L'éducation familiale des élites français au vingtième siècle*, Rivages, Paris, 1990

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Le Seuil, coll. « L'épreuve des faits », Paris, 1989

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Grandes Fortunes. Dynasties familiales et formes de richesses en France*, Payot, coll. « Documents », Paris, 1996 (réédition : « Petite bibliothèque Payot », 2006)

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les Rothschild, une famille bien ordonnée*, La Dispute, coll. « Instants », Paris, 1998
Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2000

À VOIR

Julie Gavras, *Les Bonnes Conditions*, ARTE France, KG Productions, Zadig Productions, 2018
Antoine Gallien, *Baisemains et mocassins*, 2005

QUARTIERS, BANLIEUES, CITÉS

Denis Merklen

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 913 à 926

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-913.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

QUARTIERS, BANLIEUES, CITÉS

par DENIS MERKLEN (sociologue,
université Sorbonne-Nouvelle-Paris-III).

« Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose.
C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre,
mais ce n'est pas les mêmes, et ça fait une différence.

Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais
travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans
et des Noirs [...]. Comment voulez-vous que le travailleur français
qui habite à la Goutte-d'Or, où je me promenais avec Alain Juppé il y a trois
ou quatre jours, qui travaille avec sa femme et qui, ensemble,
gagnent environ 15 000 francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM,
entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses,
et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales,
sans naturellement travailler ! Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur,
eh bien, le travailleur français sur le palier, il devient fou. »

Jacques Chirac, 1991

« Vous en avez assez de cette bande de racailles ?

On va vous en débarrasser. »

Nicolas Sarkozy, 2005

Les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer
dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont
entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution. »

Manuel Valls, 2013

Nous nous entendons parfaitement quand nous parlons des
« quartiers populaires », du problème des « quartiers »,
ou que nous lisons dans la presse qu'il y a eu une émeute
dans le « quartier » d'une grande ville à la suite d'une bavure
policière. Le quartier devient alors vite associé à d'autres mots
utilisés pratiquement comme synonymes, « banlieue », « cité »,
« HLM ». Nous savons parfaitement qu'il y a des quartiers

riches et des pauvres, des quartiers de centre-ville et de la périphérie. Mais, quand dans la France des trente dernières années nous faisons ainsi référence aux « quartiers », nous parlons d'une réalité sociale, culturelle et politique bien précise. Nous faisons référence à une fraction des classes populaires dont chacun croit bien connaître les contours. Nous nous comprenons donc, et, pourtant, il suffit de commencer à en parler pour que les controverses démarrent. Comment penser ces « quartiers » dont on parle ? Comment les intégrer à une réflexion politique sur le présent et la démocratie ?

UN ACTE DE NAISSANCE POLITIQUE

Tel que nous les connaissons aujourd'hui, les quartiers trouvent leur date de naissance un peu avant la célèbre Marche pour l'égalité et contre le racisme, organisée en 1983, et baptisée par la presse « Marche des Beurs ». Cette marche a porté comme revendication un titre de séjour de dix ans et le droit de vote pour les étrangers. Mais elle est née en réponse à une série de crimes racistes¹ et de bavures policières², contre lesquels les jeunes habitants de ces quartiers se révoltent et s'affrontent durement avec la police, comme dans le quartier des Minguettes en banlieue de Lyon, pendant les étés de 1981, 1982 et 1983, et bien avant encore, dès le début des années 1970. Cet été 1983, les affrontements avec la police ont été précédés d'une grève de la faim de douze jeunes qui dénonçaient les violences policières, le racisme, le chômage.

L'acte de naissance des « quartiers » contient déjà, malgré la complexité qui les caractérise, trois éléments qui y deviendront centraux : une nouvelle forme d'action collective, des nouvelles dénonciations et revendications, un conflit central avec l'État et notamment avec la police. De nombreux observateurs ont attiré l'attention sur le poids d'une « question ethnique » que la mobilisation des « quartiers » aurait enfin fait émerger, après avoir été longtemps cachée à l'intérieur même de la classe ouvrière. D'autres ont, au contraire, souligné les effets pervers de la mise en avant des discriminations et des inégalités concernant les minorités issues de l'immigration. Insister sur la question nationale entraînerait une cécité de la question sociale et produirait des divisions à l'intérieur des classes populaires. Cela déplace en même temps le focus de la domination économique vers la domination culturelle.

Du point de vue de l'espace, ces formes d'action et cette conflictualité vinrent des grands ensembles de l'habitat social où habitait, la plupart

1. L'été 1983 a lieu en France une série de crimes racistes, dont l'assassinat de l'enfant de neuf ans Toufik Ouane par un voisin de la cité des 4 000, à La Courneuve, machiniste de la RATP.

2. Toumi Djaidja, président de l'association SOS Minguettes, est grièvement blessé par balle par la police lors de la répression d'une manifestation contre la démolition du quartier, l'été 1983. Sur ces incidents qui donnent lieu à la « Marche des Beurs », voir le site du GISTI, l'une des associations à l'origine de la marche de 1983.

du temps en périphérie des grandes villes, la fraction la plus fragile de la classe ouvrière, avec une proportion importante de migrants qui, dans les années 1980, étaient majoritairement venus du Maghreb. Une classe ouvrière qui était déjà durement frappée par le chômage de masse, ce dont elle ne se remettra pas, celui-ci atteignant des niveaux deux fois supérieurs aux moyennes nationales dans ces quartiers et notamment parmi les jeunes issus de l'immigration. Ces éléments contextuels sont indispensables pour comprendre l'inflexion sociale que représente la naissance des « quartiers », qui est en réalité une fracture dans l'unité de la classe ouvrière. Les jeunes protagonistes des conflits avec la police, des revendications et des nouvelles formes d'action sont dans une bonne proportion aussi les enfants d'une démocratisation scolaire qui leur permet d'accéder au baccalauréat, mais qui les installe dans une profonde ambivalence. Ils accèdent au savoir et aux diplômes mais ne trouvent pas de travail, et encore moins des emplois stables à la hauteur des espérances alimentées par leur formation. Beaucoup subissent alors une situation de désespoir et d'errance sociale, de « galère », dira-t-on, et sont confrontés à une sorte de non-sens de leur existence³. Une vision qui contraste avec la forte mobilisation dont les habitants de ces quartiers feront preuve jusqu'aujourd'hui.

L'une des formes d'action ou de mobilisation collective, qui caractérise les « quartiers », a suscité la polémique et a surpris la France des années 1980, notamment l'intellectualité politique, militants, journalistes et chercheurs en sciences sociales compris. C'est pourquoi beaucoup l'ont interprété, par le prisme du déficit de socialisation politique et n'ont pas hésité à qualifier ces mouvements de révolte comme étant des simples réflexes de colère mais somme toute apolitiques. On a dû attendre vingt-cinq ans et une dure bataille de mots pour que le caractère proprement politique de la mobilisation populaire soit reconnu. Comment parler d'action politique quand on brûle des voitures, quand on jette des pierres à la police et aux pompiers, quand on attaque des bâtiments publics comme des bibliothèques et, surtout, quand l'action n'est pas accompagnée d'un discours de porte-parole, venant donner du sens à ce qu'on veut et à ce qu'on fait ?

Ce qu'on appellera l'« émeute » à partir de l'automne 2005 constitue une révolte populaire localement ancrée, mais qui tente de dénoncer dans l'espace public ce qui se passe en périphérie de la ville et que personne ne veut voir. De ce point de vue, l'émergence des quartiers en tant qu'acteurs politiques produit un élargissement à la fois des modalités d'action disponibles aux classes populaires et de l'espace de

On a dû attendre vingt-cinq ans et une dure bataille de mots pour que le caractère proprement politique de la mobilisation populaire soit reconnu.

Ce qu'on appellera l'« émeute » à partir de l'automne 2005 constitue une révolte populaire localement ancrée mais qui tente de dénoncer dans l'espace public ce qui se passe en périphérie de la ville et en marge de la société, et que personne ne veut voir.

3. L'ouvrage de François Dubet, *La Galère : jeunes en survie* (Paris, Fayard, 1987), deviendra la grande référence bibliographique en la matière et inaugurera une très longue série de travaux en sociologie, mais aussi en anthropologie et en sciences politique sur les « quartiers ».

la démocratie. Les révoltes successives et répétées viendront notamment dénoncer les violences policières dont souffrent les jeunes, mais aussi la déconnexion entre l'institution scolaire et l'accès à un travail porteur de dignité et d'avenir. Elles feront entrer dans le champ politique une réalité sociale que l'on doit désormais prendre en compte et penser autrement. C'est la principale innovation politique produite par les jeunes des classes populaires depuis Mai-68, et jusqu'au mouvement des Gilets jaunes de l'hiver 2018.

Certes, les mobilisations et les organisations populaires, le monde associatif et les solidarités ne sont pas une nouveauté pour les quartiers populaires. Mais le mouvement, né dans le tournant des années 1970-1980, invente des formes et des contenus inédits. Car, dans l'espace de cette mobilisation, et de la tentative toujours difficile de produire une identité collective, émerge un mouvement culturel. Sur la période, dans les « quartiers » de la périphérie parisienne, naît la mouvance hip-hop, au centre de laquelle se trouve le rap. Un mouvement importé des quartiers pauvres de New York, à peine quelques mois après sa naissance états-unienne, et qui trouvera en France l'un des plus importants centres de production. Indépendamment de sa réussite parmi les industries culturelles et de sa médiatisation, il est important de noter qu'aucun autre segment des classes populaires n'a produit depuis les années 1960 un mouvement culturel aussi riche, dense et puissant. Il trouve une expression dans la danse et l'art de rue, mais c'est surtout sous la forme de la chanson à texte que les classes populaires trouvent ici un mode d'expression vers l'espace public et de communication à l'intérieur du groupe. Une tentative pour se doter d'un point de vue propre et d'une vision du monde, qui se prolongera notamment à travers la littérature d'auteurs comme Faïza Guène, Abd Al Malik, Rachid Santaki, Insa Sané ou Kaddour Hadadi. Des formes très élaborées de discours, qui nous laissent perplexes quand nous entendons dire que la révolte des quartiers est un mouvement sans parole.

LA VIE QUOTIDIENNE ET LES CONFLITS SOCIAUX

Penser les classes populaires à travers le quartier, ce n'est pas sans conséquence. Cela suppose d'abandonner, ou tout au moins de laisser un instant de côté, le monde du travail et les rapports sociaux qui leur sont associés pour concentrer le regard sur la maison, la famille, la

vie quotidienne, le territoire. Penser un groupe social à partir de son lieu d'habitation, c'est le penser à partir de son inscription territoriale plutôt qu'à partir des rapports de classe qui lui seraient constitutifs.

Or, les rapports de classe ne disparaissent pas parce que nous arrêtons de les penser, même quand ceux qui cessent d'y faire référence sont les membres du groupe concerné. Il n'empêche, les « quartiers » comme catégorie sont le résultat d'un glissement allant du « travailleur » à l'« habitant ». Leurs habitants sont pourtant dans leur immense majorité des ouvriers ou des employés peu qualifiés, qui pour beaucoup gagnent leur vie grâce à un travail d'exécution réalisé avec leurs mains. Ils se trouvent parmi les catégories sociales les plus basses du salariat, souffrent de la précarité et du chômage, dans des proportions bien plus élevées que les moyennes nationales – et c'est d'ailleurs cette position dans l'échelle des inégalités sociales qui les rend bénéficiaires d'un logement social. Ils sont au cœur de la question sociale, telle qu'elle s'est reconfigurée depuis le choc pétrolier des années 1970, au gré des politiques néolibérales, qui ont été mises en œuvre depuis les années 1980. Cependant, bien que la précarité, la pauvreté, l'exploitation et le chômage touchent très fortement cette population, la question sociale ne semble apparaître ici que dans un second plan. Que s'est-il passé, et comment se présentent les rapports de domination et les activations de la mobilisation sociale qui y trouvent leur point d'appui ?

Les « cités HLM » et plus généralement le parc d'habitat social constituent l'un des éléments centraux de notre État social⁴. Il a permis, notamment après la Seconde Guerre mondiale, de conjurer cette forme de quasi-exclusion que représentaient les bidonvilles. Et il a été vécu par ses bénéficiaires comme une confirmation du progrès pour la classe ouvrière, la portion issue de l'immigration comprise⁵. Mais cette forme de protection sociale par le logement a rapidement montré ses effets pour diverses catégories du salariat et a donné lieu à la constitution d'un groupe social hétérogène, dont la formation est fortement tributaire de la logique administrative de peuplement de ces espaces, c'est-à-dire des critères sociaux d'attribution des logements. Dans certains cas en effet, l'attribution des logements a permis des utilisations « stratégiques » du parc social (pour les jeunes couples diplômés mais sans capital qui entrent dans la vie professionnelle). Mais dans d'autres cas (celui les moins diplômés, parmi lesquels sont surreprésentées les familles issues de l'immigration), le quartier a plutôt été vécu comme un espace de relégation sociale. Aujourd'hui, les classes moyennes, et les familles les mieux armées pour la compétition sociale, fuient les cités HLM, qu'elles voient non pas comme une forme de protection mais comme

4. Il faut sans cesse rappeler qu'il n'y a qu'une poignée d'États dans le monde disposant d'un parc d'habitat social comme celui qui existe en France. La plupart de ceux-ci se situent en Europe occidentale et du Nord. En Europe du Sud ou en Amérique latine, par exemple, on appelle « logement social » l'accès subventionné à la propriété privée. Mais il n'existe pas ou alors de manière marginale un système de propriété sociale ou de service public visant à garantir le logement et l'accès à la ville.

5. La portion la plus précaire de la classe ouvrière qui a tardé ou n'a pas trouvé de place dans le système a subi des formes de pauvreté et de précarité qu'on oublie souvent. Voir à ce propos l'extraordinaire ouvrage de : Jean-François Laé et Numa Murard, *Deux Générations dans la débâcle. Ethnographie d'une ville ouvrière*, Bayard, Paris, 2012. L'apparition de nombreux campements et bidonvilles depuis une dizaine d'années déjà, principalement en région parisienne, nous rappelle aussi la dimension protectrice du logement social.

une marque de disqualification, et surtout comme un risque social pour leurs enfants, une menace représentée par l'école et les zones d'éducation prioritaire (ZEP), devenues réseaux d'éducation prioritaire (REP). Un effet d'homogénéisation sociale s'ensuit, qui alimente la perception et le sentiment de « ghettoïsation » de ces espaces.

Une interrogation nous aide cependant à mieux comprendre le passage du travailleur à l'habitant : comment les individus et les familles s'arrangent pour affronter les principaux problèmes de la vie quotidienne, et comment se projettent-ils vers l'avenir ? Penser les classes populaires oblige toujours à considérer comment l'on y répond à l'urgence. C'est peut-être ce qui les caractérise et les distingue le plus durement des autres catégories sociales, et l'une des sources de leur identité.

Comment s'abriter, manger, se soigner, assurer un accouchement, s'éduquer, garder les enfants et les personnes âgées, se déplacer dans la ville, accéder à la culture et aux loisirs ? Pensons au temps du prolétariat des débuts de l'industrialisation, si nous voulons regarder l'histoire, ou à toutes les situations où l'État social est aujourd'hui peu présent et les services publics peu développés voire inexistants, comme en Amérique latine ou même sans doute aux États-Unis. Quand l'État n'est pas là, la résolution des problèmes essentiels passe par l'accès à des biens et à des services marchands, et par la solidarité locale entre pairs. Pour tout ce que la solidarité ne peut pas fournir, il faut payer. Pour son loyer ou pour bâtir son logement, pour son éducation et sa santé, pour le transport et la culture. La pauvreté représente alors la forme principale de la soumission. Et l'augmentation du salaire, la ressource primordiale. Le conflit principal a historiquement été un conflit avec le patron pour le revenu, pour l'augmentation du salaire.

En revanche, quand l'État social et les services publics se développent, la résolution de ces problèmes fondamentaux cesse de dépendre de la solidarité familiale ou de voisinage et de l'accès au marché par le revenu. C'est l'histoire de la démocratie sociale. On peut avoir un petit salaire et se soigner, s'éduquer ou s'abriter dans des conditions plus ou moins décentes, à condition que les services publics fonctionnent bien. Mais, quand ça marche mal, ces mêmes institutions, qui ont en charge ces services essentiels, deviennent la source directe de tous les problèmes.

Les quartiers de logement social et surtout les grands ensembles constituent un cas extrême de prise en charge de la vie quotidienne par les institutions de l'État social. Le nid, comme Gaston Bachelard appelait le logement, est de propriété publique. On étudie à l'école publique et on envoie ses enfants à la crèche municipale. On accouche

et on se soigne à l'hôpital. On trouve la culture à la médiathèque du quartier, on s'amuse à l'antenne jeunesse et au terrain de sport, on cherche des jeux dans la ludothèque. On constitue une association pour faire un groupe de rap et bénéficier des aides publiques. On se déplace grâce aux transports publics, et ce sont des institutions publiques qui s'occupent de l'eau potable, du ramassage des ordures et de l'électricité⁶. Mais que se passe-t-il lorsque les transports sont déficients, quand les ascenseurs ne marchent pas et qu'il faut monter jusqu'au dixième étage avec ses courses ou avec le bébé et la poussette, ou quand les urgences sont saturées et que l'école ne représente pas une promesse d'avenir ? Que se passe-t-il quand les institutions publiques dysfonctionnent, ou qu'elles sont directement absentes, et qu'on a l'impression de vivre dans un désert social ?

La lutte pour l'augmentation du salaire, tout en améliorant les conditions de vie, en consommant mieux et davantage, ne permet en aucun cas d'apporter une réponse à ces problèmes fondamentaux. Jusqu'aux années 1980, l'État social entrainait en contact avec les classes populaires essentiellement à travers la famille et le travail. Après les révoltes des années 1980, il commencera à transférer nombre de politiques sociales vers les collectivités territoriales (sans néanmoins les doter de moyens suffisants pour agir) et à cibler les classes populaires désormais approchées comme des « habitants ». Initiée en réponse aux révoltes des quartiers, la politique de la ville et la décentralisation seront prolongées par tous les gouvernements, car cette territorialisation de l'action sociale s'articulait bien à la fois avec les conceptions de type néolibéral de l'État (moins de politiques sociales et plus d'austérité) et avec les idéologies « participatives », qui tentent de rapprocher les institutions des usagers. L'ambivalence entre protection sociale et source de tous les problèmes s'est vue en conséquence accentuée à tel point que, lors des émeutes de 2005, nombreux sont ceux qui reprocheront à la politique de la ville d'être à l'origine du désarroi ; une politique sociale pourtant créée pour répondre à ces mêmes révoltes vingt ans plus tôt.

L'office HLM, la mairie et, *in fine*, l'État deviennent alors l'adversaire principale du « quartier », car c'est dans ce terrain-là que se jouent la vie quotidienne et la projection vers l'avenir. Le conflit classique (travail *versus* capital) se voit relégué, et les rapports de classe qui structurent la société semblent trop éloignés de la vie quotidienne. En revanche, les conflits sociaux se politisent car l'État, les fonctionnaires et les hommes politiques semblent à la fois les responsables du sort qu'on nous réserve et les seuls pouvant nous apporter des réponses. L'histoire des « quartiers » est étroitement liée à la dégradation des

6. Bien qu'il soit souvent pourvu par des entreprises privées, l'accès à ces services ne prend pas la forme marchande du point de vue du consommateur.

cités HLM, à l'insuffisance ou à la précarité des réponses institutionnelles à la nouvelle question sociale, résultant de l'affaiblissement de ce pilier de l'État social. Tel que nous les connaissons aujourd'hui, les quartiers se lient à ce qui a été présenté comme une « question urbaine⁷ », venant s'ajouter à la question sociale.

LA GAUCHE ET LES CITÉS

L'histoire sociale et l'histoire politique des quartiers se mêlent et se consolident dans la configuration d'une conflictualité nouvelle. Nous avons vu comment les dénonciations contre la domination raciste ont beaucoup pesé dans les formes de mobilisation des « quartiers ». Et nous avons vu combien l'inscription territoriale de cette fraction des classes populaires pèse dans la configuration du groupe et des conflits par lesquels il s'est constitué. Cette double ligne de force a contribué à rendre difficiles les liens entre les organisations de la gauche, qui avaient façonné l'unité des classes populaires au sein de la classe ouvrière, et une fraction de celle-ci qui se constitue progressivement derrière des identités nouvelles, les « quartiers », les « cités », « la banlieue ». Une histoire complexe que certains ont qualifiée de « rendez-vous manqué⁸ ».

Sans doute les nouvelles formes de mobilisation qui s'organisent à l'extérieur de l'espace des syndicats et des partis politiques donnent-elles à voir une mésentente se trouvant à l'origine de ce qui deviendrait un rapport conflictuel. Le caractère violent, disruptif et inorganique des révoltes et des émeutes montre déjà, dans les années 1980, la difficulté des organisations de la gauche et de la classe ouvrière à prendre en considération l'expérience de la discrimination raciste que beaucoup de militants dénonçaient, y compris à l'intérieur de ces organisations. La mobilisation des quartiers produira toutefois, à partir de la « Marche des Beurs », une tentative d'incorporation de militants aux partis de gauche, la création de nombreuses organisations (comme SOS Racisme), et l'émergence d'un discours tournant autour de l'idée de « travailleurs immigrés » visant à réunir question sociale et discriminations ethniques ou racistes dans un seul espace de lutte. Au niveau municipal, à partir des années 1990, de nombreux candidats issus des « quartiers » et d'un militantisme déjà consolidé autour de l'expérience des quartiers sont intégrés aux listes du PS et du PCF. Ils deviennent souvent édiles, et plus tard un certain nombre seront élus députés et nommés à des postes de ministre – y compris dans des gouvernements de droite.

7. Jacques Donzelot, *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Éditions de la rue d'Ulm, Paris, 2009.

8. Olivier Masclet, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003.

Les « quartiers » ont majoritairement voté à gauche, mais ils ont à maintes reprises montré leur déception face à des gouvernements et des organisations sociales et politiques qui semblent avoir du mal à répondre à leurs questions. Une déception qui se manifeste parfois par une abstention massive, comme lors de l'élection présidentielle de 2002, pour se retourner en enthousiasme renouvelé pour la gauche, comme lors de l'élection présidentielle de 2007, qui a suivi les « émeutes » de l'automne 2005.

L'émergence de la question « ethnique » ou « raciale » a souvent été pointée comme à l'origine de cette relation difficile entre la gauche et les « quartiers ». Ennemie du nationalisme et ayant combattu avec fermeté l'existence de races dans l'espace de la citoyenneté, la gauche a eu du mal à politiser et à donner une place, au sein de ses organisations, à l'expérience des enfants issus de l'immigration et en provenance des anciennes colonies. Une population surreprésentée et massivement concentrée, pour les couches les plus défavorisées, au sein des quartiers d'habitat social. Dans les années 2000, l'émergence de stratégies de retournement du stigmate, de revendication de l'identité ethnique, religieuse ou raciale, soutenues par des collectifs comme les Indigènes de la République, finit de diviser la gauche entre deux positions adverses. D'un côté les défenseurs de l'égalité des citoyens, de la laïcité et de l'universalisme, qui combattent toute forme d'institutionnalisation des identités de race ou ethnique et qui dénoncent le « communautarisme » de l'extrême droite et des organisations religieuses. De l'autre côté, les défenseurs du multiculturalisme et du cosmopolitisme, qui dénoncent un racisme à peine voilé derrière la laïcité et l'universalisme, proches des formes d'inspiration anglo-saxonne à la fois de reconnaissance des minorités et d'organisation de mouvements sociaux de type identitaire.

Dans ce cadre, deux facteurs ont peut-être été négligés dans la compréhension de cette relation à la fois de proximité et de conflit entre la gauche et les « quartiers ». Les deux trouvent leur origine dans l'engagement de la gauche dans des instances de gouvernement, au niveau national et local. D'une part, l'institutionnalisation des organisations de gauche a mis celles-ci en difficulté pour intégrer et alimenter une mobilisation disruptive et violente dont l'un des ressorts est la confrontation avec les forces de l'ordre. Comment des législateurs, des édiles, des maires, des ministres pourraient-ils se faire les porte-parole du ras-le-bol des émeutiers incendiant des voitures, caillassant ou brûlant des institutions publiques, s'affrontant violemment avec la police ? D'autre part, comme nous l'avons vu, la vie dans ces espaces sociaux s'alimente de conflits quotidiens avec les institutions, qui sont

notamment à l'origine des difficultés rencontrées par les familles. Des conflits donc avec des institutions, qui bien souvent se trouvent sous contrôle des municipalités de gauche, comme dans la ceinture rouge parisienne. Bien que cela puisse être paradoxal à l'échelle nationale, du point de vue des « quartiers », les partis de gauche, leurs militants et leurs fonctionnaires sont au pouvoir pour une bonne partie de ce qui compte. Ils ne sont pas dans l'opposition au pouvoir mais au gouvernement et à la gestion des services qui dysfonctionnent.

Nous avons étudié le cas des incendies de bibliothèques dans les quartiers HLM, un cas révélateur de la nature complexe de cette conflictualité. Nous avons recensé près de 80 incendies de bibliothèques à partir des années 1990, tous survenus dans les « quartiers », et dont les derniers ont eu lieu en 2018 à Nantes et à La Courneuve. Il n'y a rien de « communautaire » dans l'attaque à cette institution, symbole de l'émancipation pour la gauche, et plus généralement de l'intégration républicaine et de la démocratie. Il ne s'agit pas d'un autodafé, d'une action visant le contenu des collections, comme lorsque l'incendie est motivé par la censure religieuse ou idéologique. Ce qui explique ces attaques est une trame complexe de rapports à l'écrit et à l'école, aux institutions, aux formes de pouvoir social et politique que le contrôle du livre et de l'écrit représente. Il s'agit d'une action à la nature purement expressive et symbolique. Pourtant, la difficulté à intégrer ce type de conflit et cette « modalité d'action » à l'espace institutionnalisé de la politique rend la gauche incapable de la prendre en considération. Lorsque les habitants incendient la bibliothèque Gagarine, comme en 2015, ou John-Lennon, comme en 2018, ils ne visent pas tant la médiathèque de leur quartier – laquelle sera, de toute façon, reconstruite. Les jeunes classes populaires qui incendient s'attaquent plutôt à nos bibliothèques, celles qui constituent le cœur de notre pensée politique, une pensée qui a du mal à intégrer la condition sociale de cette fraction des classes populaires.

MAIS QU'EST-CE QU'UN QUARTIER ?

Les « quartiers » dont nous parlons, les « cités HLM » ou les « banlieues », doivent être compris dans un raisonnement plus général sur ce qu'est aujourd'hui un quartier populaire. Le premier pas est de les distinguer des anciens quartiers de travailleurs ou de la classe ouvrière. Ceux-ci se caractérisaient par le fait d'être le lieu de la reproduction des travailleurs, le lieu où se trouvait leur famille, l'espace de

la première socialisation, l'articulation privilégiée de la solidarité de classe. C'est la relation de travail, l'atelier, l'usine, qui donnait à la fois l'identité et l'unité à cet espace social.

Aujourd'hui, bien que les habitants des quartiers populaires gagnent massivement leur vie par le travail, nous ne pensons pas ces espaces comme des quartiers de travailleurs. Ce sont évidemment des travailleurs et ils le ressentent ainsi. Mais, lorsqu'ils se mobilisent collectivement, ils sont loin de l'espace du travail et de la revendication syndicale. En réalité, ces formes de mobilisation se font au nom d'une citoyenneté revendiquée à la fois comme mode d'intégration, ce qui donne légitimité à l'action, et comme étalon de l'égalité, ce qui permet de dénoncer les injustices et les discriminations.

Mais cette affirmation de l'universalité, à travers la conscience du citoyen porteur de droits, entre en tension avec l'affirmation d'un « nous », d'une identité collective et d'un territoire qui sert de principal point d'appui pour l'action. Il ne s'agit pas d'aller manifester dans les boulevards du centre-ville pour se faire entendre. Il s'agit d'allumer des feux afin d'attirer l'attention vers la périphérie et de retourner les regards sur son propre espace de vie. Encore une forme de lutte pour l'intégration sociale et politique qui vient dire : « Nous aussi, nous prenons part à la vie de la République et de la démocratie », et : « Regardez comment notre gouvernement, notre démocratie, notre République, nos institutions laissent dans l'oubli une partie de leurs citoyens. » C'est ce qui permet au territoire du quartier de devenir le point d'appui pour dénoncer le racisme ordinaire et les institutions qui font défaut. Et c'est aussi parce qu'ils s'adressent à l'espace public et qu'ils sont, en tant que mouvement, à l'extérieur du monde du travail, que les « quartiers » ne peuvent que rarement instaurer des actions représentant des rapports de force. Ils sont presque contraints à l'action expressive visant l'espace public, pour espérer une réponse institutionnelle à leurs demandes.

En même temps, ce territoire propre qu'est le quartier est le lieu de structuration de solidarités et de formes de coopération au centre desquelles se trouvent la famille et le voisinage. Plus l'État social dysfonctionne, plus le travail devient source de soumission et de précarisation (moins il est source d'intégration et de protection sociale), et plus les solidarités entre pairs prennent de la valeur. Le quartier devient de plus en plus l'espace de l'inscription territoriale des classes populaires dont l'intégration sociale par le travail est menacée. Une inscription territoriale qui socialise : c'est ici qu'on apprend à donner un nom à l'expérience quotidienne. Des formes de coopération qui se

Bien que les habitants des quartiers populaires gagnent massivement leur vie par le travail, nous ne pensons pas ces espaces comme des quartiers de travailleurs.

développent, en même temps que l'individualisme, et qui ne rentrent que partiellement en contradiction avec celui-ci.

Enfin, le quartier est surtout l'espace d'une conflictualité structurée par la présence massive de l'État et des institutions publiques, dont dépendent les individus et les familles, afin d'assurer leur survie et leur projection vers l'avenir. La solidarité et l'action collective prennent alors une importance majeure contre l'État dont l'action est territorialisée et localisée, et contre les formes d'injustice qui trouvent leur origine dans le dysfonctionnement de ce même État censé protéger.

Ainsi s'est articulée une nouvelle « **politicité** » au sein des classes populaires. C'est-à-dire une identité politique qui se distingue à la fois de celle des classes moyennes et de celle des autres fractions des classes populaires. Elle est le produit de formes d'action inédites si on les compare à celles qui ont fait la classe ouvrière tout au long du ^{xx}e siècle. L'émeute, le monde associatif et les expressions culturelles des « quartiers » gardent peu de liens avec les syndicats et les partis, même après quatre décennies de mobilisation continue. Des formes d'action qui s'articulent, on l'a dit, avec une réorientation de l'action de l'État vers la ville et le territoire, et un citoyen pensé comme habitant plutôt que comme travailleur ou salarié. Ces modalités de mobilisation répondent à une conflictualité qui excède à la fois le monde du travail et le seul espace des identités communautaires. Le quartier se constitue ainsi comme lieu de la révolte, de la participation à la mise en place des politiques sociales et de la socialisation politique.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Politicité : nous avons proposé de remplacer l'expression « rapport au politique », souvent utilisée pour décrire la vie politique des classes populaires, par celle de « politicité », et ceci pour trois raisons principales. Premièrement, parce que les classes populaires n'ont pas *d'abord* une

existence sociale pour rentrer *ensuite* en rapport au politique, comme si une chose venait après l'autre. L'existence des groupes et des catégories est en même temps politique, sociale, culturelle... Ensuite, parce qu'il n'y a pas un type d'action qui serait par définition politique et

MORALE DE L'HISTOIRE

Les années 1980 voient l'émergence d'un nouveau groupe social au sein des classes populaires. Il n'advient pas à travers la catégorie socioprofessionnelle, comme les ouvriers ou les paysans, mais par son inscription territoriale : les « quartiers ». Il fait vite l'objet de dispositifs et de politiques particuliers. Certains sont protecteurs ou de promotion sociale, comme les ZEP, devenues REP, ou la politique de la ville. Certaines sont répressifs et entraînent un rapport conflictuel permanent, notamment avec la police. Les habitants s'organisent et créent des formes de mobilisation inédites et novatrices. Dans les quartiers fleurissent les associations, éclatent les révoltes, on fait du hip-hop, on cherche à participer aux élections locales et nationales. Naturellement proche de la gauche, le groupe produit une nouvelle politicalité au sein des classes populaires, qui désoriente les organisations classiques de la classe ouvrière, notamment syndicats et partis qui n'ont jamais su intégrer ni ces nouvelles formes de l'action ni le nouveau point de vue sur les discriminations et sur l'État.

À LIRE

Stéphane Beaud, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, Paris, 2003

Sophie Bérout, Paul Bouffartigue, Henri Eckert et Denis Merklen, *En quête des classes populaires. Un essai politique*, La Dispute, Paris, 2017

Olivier Cachin, Karim Hammou et Bernard Zekri, *Hip-Hop, du Bronx aux rues arabes*, Snoeck, Paris, 2015

Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n° 1, 1970, p. 3-33

Jacques Donzelot, *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Éditions de la rue d'Ulm, Paris, 2009

François Dubet, *La Galère : jeunes en survie*, Fayard, Paris, 1987

Dans les quartiers fleurissent les associations, éclatent les révoltes, on fait du hip-hop, on cherche à participer aux élections locales et nationales. Naturellement proche de la gauche, le groupe produit une nouvelle politicalité au sein des classes populaires qui désoriente les organisations classiques de la classe ouvrière.

d'autres qui seraient apolitiques, par exemple, comme une émeute. Les formes de l'action politique évoluent dans le temps. Elles n'étaient pas identiques au temps des prolétaires de la première industrialisation et au temps de la classe ouvrière organisée du xx^e siècle. Et elles se distinguent

selon les groupes sociaux. Les classes moyennes ne font pas de la politique comme les catégories populaires. On peut dès lors parler d'une « politicalité ouvrière » ou d'une « politicalité des quartiers ». Nous pouvons observer qu'il y a une division politique, et non pas uniquement sociale, entre

Jean-François Laé et Numa Murard, *Deux Générations dans la débîne. Ethnographie d'une ville ouvrière*, Bayard, Paris, 2012
 Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Robert Laffont, Paris, 2008
 Olivier Masclet, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003
 Denis Merklen, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, La Dispute, Paris, 2009
Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?, Presses de l'ENSSIB, Villerubanne, 2013
 Gérard Noiriel, *À quoi sert l'identité « nationale » ?*, Agone, Marseille, 2007
 Zacarini-Fournel Michelle, « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 84, 2004, p. 119-127

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

les Gilets jaunes et les « quartiers ».
 Troisièmement, parce que la politique ne peut être définie qu'en tenant compte des rapports sociaux, d'une époque, d'une conjoncture particulière. Déterminer ce qui relève du politique et ce qui en est exclu constitue la première action politique.

IL FAUT ENCORE PARLER DE CRISE DU LOGEMENT !

Jean-Claude Driant

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 927 à 935

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-927.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

IL FAUT ENCORE PARLER DE CRISE DU LOGEMENT !

par **JEAN-CLAUDE DRIANT** (urbaniste, École d'urbanisme de Paris, Lab'Urba, université Paris Est)

Remerciements à **Samira Bellouch** (professeure des écoles),
Céline Lavergne (syndicaliste) et **Juliette Thonma-Hubert**
(professeure de sciences économiques et sociales)

« Je n'ai pas dit en juillet 2017, et je n'ai pas pris
l'engagement de campagne, d'avoir zéro SDF. »

Emmanuel Macron, « Grand Débat »,
Bourg-de-Péage (Drôme), 24 janvier 2019

L'utilisation du terme de « crise du logement » est cyclique¹. Sur les cinquante dernières années, le terme disparaît progressivement au milieu des années 1970, pour revenir en mode mineur comme une « crise qualitative » centrée sur la critique des grands ensembles, avant de reprendre des forces au cours des années 1980, alors qu'apparaît ce que l'on appelle alors la « nouvelle pauvreté² ». Quelques années après la crise immobilière du début des années 1990, la baisse des prix qu'elle a occasionnée, associée à la relance de l'économie nationale après 1996, a apporté, entre 1996 et 1999, un léger répit. On parle de « détente de la demande », mais ce ne fut que partie remise, et l'emballement du marché immobilier au cours des années 2000 occasionna un retour en force du diagnostic de crise, accentué par le rude coup d'arrêt à la croissance de la période 2008-2010. C'est ainsi que, parler de « crise du logement » dans la France de la fin des années 2010 semble redevenu un lieu commun, qui a alimenté un retour de la question de l'habitat dans le débat politique et contribue à générer une production législative intense : les lois ALUR de 2014, Égalité et citoyenneté de 2017 et ELAN de 2018³. La présence du sujet lors des campagnes pour les élections présidentielles de 2012 et 2017 en a fourni une bonne illustration, alors qu'elle avait été faible lors des échéances électorales précédentes. De quoi parle-t-on lorsqu'on évoque la crise du logement en 2019 ?

1. Cet article constitue une version augmentée et mise à jour de Jean-Claude Driant, « Crise du logement ? Quelle crise ? », *Savoir/Agir*, n° 24, juin 2013, p. 19-25.

2. Après les Trente Glorieuses, le pays vivait dans l'illusion qu'il avait vaincu la pauvreté. La montée de la précarité de l'emploi au cours des années 1980 a remis une pauvreté visible, notamment dans la rue, à l'ordre du jour de la société française. On parle alors de « nouvelle pauvreté » pour qualifier le phénomène.

LES CONDITIONS DE LOGEMENT SE SONT CONSIDÉRABLEMENT AMÉLIORÉES, GLOBALEMENT

Parler de crise du logement peut d'abord sembler paradoxal. Si on en croit les statistiques nationales, les conditions de logement en France métropolitaine ont considérablement progressé depuis près de cinquante ans⁴. En effet, selon les recensements, le parc total de logements a quasiment doublé entre 1968 et 2018 (+ 99 %, pour atteindre 36,3 millions d'unités), alors que, dans le même temps, la population du pays n'a augmenté que de 30 %. C'est le résultat à la fois du rattrapage d'un déficit quasi séculaire et de la réduction de la taille des ménages, qui conduit à une croissance plus rapide du parc de résidences principales que de la population.

Avec 548 logements pour 1 000 habitants, la France se situe sur le podium des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). À titre de comparaison, l'Espagne, où la construction a été très importante avant la crise économique de 2008, comptait 540 logements pour 1 000 habitants. L'Allemagne, où les tensions sur le marché immobilier sont longtemps restées bien moins fortes qu'en France, en comptait 510. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, ce chiffre s'établissait respectivement à 436 et 410. Il est donc difficile de considérer que notre pays manque de logements, d'autant que, depuis le début des années 2000, il s'y construit en moyenne chaque année près de 390 000 logements neufs.

Une autre des évolutions importantes de la fin du xx^e siècle a été la progression de la part des maisons individuelles : à peine plus de la moitié des résidences principales en 1970, elles en constituaient, en 2013, 57 %. Cette évolution a également pour conséquence un agrandissement de la taille des logements : leur surface moyenne est ainsi passée de 68 mètres carrés en 1970 à 91 mètres carrés en 2013. Sous cet effet, et compte tenu de la réduction de la taille des ménages, la surface moyenne par personne est passée de 22 mètres carrés en 1970 à 40 mètres carrés en 2013, avec un nombre moyen de quatre pièces par logement (et presque cinq en maison individuelle). Les dernières décennies sont également marquées par des gains considérables en matière de confort sanitaire. En 1970, près d'un logement sur deux ne disposait pas d'un W.-C. intérieur et d'une installation de baignoire ou douche, et seuls 34 % bénéficiaient de ces équipements et du chauffage

3. Plus précisément : loi n° 2014-336 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ; loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ; loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN).

4. Sauf mention contraire, les chiffres utilisés dans cet article sont tirés des enquêtes logement de l'INSEE de 1970, 1992, 2002, 2006 et 2013. La prochaine enquête de ce type sera menée en 2020. Cette enquête est réalisée de façon régulière auprès d'échantillons nationaux d'environ 30 000 ménages. Elle permet de décrire le parc de logements et ses conditions d'occupation, de suivre les mobilités résidentielles et de mesurer le coût du logement que supportent les ménages.

central. En 2013, 92 % des résidences principales ont l'ensemble des éléments de confort, 7 % n'ont pas le chauffage central, et seulement 1 % de ces résidences manquent de l'un des équipements sanitaires de base. L'inconfort sanitaire est donc devenu l'exception, même dans les logements anciens.

Ces progressions considérables sur longue période marquent toutefois le pas, surfaces moyennes et taux d'équipement sanitaire ont ainsi quasiment cessé de progresser depuis le début des années 2000. Il en va de même s'agissant de la forte croissance du taux de propriétaires occupants, passé de 45 % en 1970 à 58 % aujourd'hui, mais sans progression depuis quinze ans. Au total, 76 % des ménages se déclarent aujourd'hui satisfaits de leurs conditions de logement, contre 60 % en 1970.

Mais les grands agrégats statistiques masquent des réalités dramatiques.

Ces progressions considérables sur longue période marquent toutefois le pas, surfaces moyennes et taux d'équipement sanitaire ont ainsi quasiment cessé de progresser depuis le début des années 2000.

4 MILLIONS DE PERSONNES MAL LOGÉES

La première, bien connue depuis vingt-cinq ans que la Fondation Abbé-Pierre alerte l'opinion et les milieux politiques sur le problème du logement en France, fonde son diagnostic sur la persistance d'un nombre élevé de personnes « mal logées ». À l'occasion du rapport présenté par la Fondation en février 2019⁵, le chiffre du mal-logement atteignait 3,953 millions de personnes, somme de celles privées de logement personnel (902 000 personnes) et de celles qui sont logées dans des conditions très difficiles ou précaires. Ce chiffre n'a pas baissé au cours des deux dernières décennies.

Parmi ces 4 millions de personnes, l'Insee en dénombrait en 2012 143 000 « sans domicile », en hausse de plus de 60 % par rapport à 2001⁶. Ce chiffre déjà ancien constitue sans doute une importante sous-estimation de la réalité des personnes sans toit puisqu'il ne comptabilise que celles qui d'une façon ou d'une autre ont recours à des services d'hébergement, de distribution de repas ou de domiciliation. Celles et ceux qui restent à l'écart de ces services n'apparaissent donc pas dans le décompte, pas plus que les habitants des bidonvilles et campements qui se multiplient dans les espaces délaissés de la périphérie des grandes villes françaises.

Cette forte augmentation du nombre de personnes sans domicile s'accompagne d'une féminisation de cette population. En 2012, 38 % des personnes sans domicile étaient des femmes, et leur nombre a

5. Fondation Abbé-Pierre, *L'État du mal-logement en France*, 24^e rapport annuel, 2019.

6. Bénédicte Mordier, « Les sans-domicile en France : caractéristiques et principales évolutions entre 2001 et 2012 », *Économie et Statistique*, n° 488-489, 2016.

augmenté deux fois plus vite que celui des hommes entre 2001 et 2012. Plus de 30 000 enfants accompagnent des adultes sans domicile.

Soulignons enfin que l'observatoire du SAMU social de Paris constate un accroissement du nombre de personnes sans abri de plus de cinquante ans, alors que l'espérance de vie dans la rue est inférieure de trente ans à celle de la population générale.

Cet ensemble de résultats appellent un constat : celui de l'importance d'une interpellation de la société et du monde politique face au scandale que constitue la gravité de ces situations dans un pays riche. 4 millions de personnes représentent un peu plus de 6 % de la population de la France métropolitaine. Peut-on dire pour autant que 94 % de la population ne connaîtrait aucun problème de logement ? Les données fournies par la Fondation Abbé-Pierre apportent quelques indices supplémentaires, en ajoutant à son chiffrage du mal-logement une approche des « personnes fragilisées par rapport au logement ». Subir un effort financier excessif, être propriétaire dans une copropriété en difficulté, ou souffrir de précarité énergétique, touchent plus de 12 millions de personnes. En supprimant les doubles comptes, la Fondation arrive à la conclusion que plus de 14,6 millions de personnes « sont victimes de la crise du logement ». Cela fait plus d'un habitant sur cinq.

UN FORT ACCROISSEMENT DE L'EFFORT FINANCIER DES MÉNAGES

La question de l'effort financier consacré au logement impose une attention particulière : il connaît une acuité croissante depuis le début des années 2000⁷. En effet, un faisceau de facteurs génèrent une hausse continue de cet effort pour une partie des ménages.

C'est d'abord la transformation de l'offre. Des logements plus grands et plus confortables sont logiquement plus chers, ce qui est particulièrement sensible pour les logements locatifs privés dont la qualité s'est nettement améliorée au cours de trente dernières années. C'est ensuite, s'agissant du logement social, une réduction discontinue, mais sensible, depuis la fin des années 1970, et accélérée depuis 2000, des aides publiques, qui conduit à une hausse des loyers des HLM les plus récentes. Enfin, et surtout, depuis la fin des années 1990, une tendance haussière des prix immobiliers, historiquement inédite. Si l'on en croit l'indice Notaires-IN, le prix moyen d'un mètre carré dans l'ancien en France a été multiplié par deux entre 2000 et 2008 et s'est

7. Ce sujet est particulièrement développé dans le rapport 2017-2018 de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) : Jean-Claude Driant et Michèle Lelièvre (dir.), *Mal-logement, mal-logés*, 2018.

à peu près stabilisé à ce niveau depuis dix ans. À Paris, la hausse s'est poursuivie après 2008 pour atteindre, en 2018, un multiplicateur de 2,7 par rapport à 2000.

Pourtant, si on se contente des grands indicateurs macronationaux, entre 1992 et 2013, l'effort financier net⁸ moyen des ménages s'est maintenu à un niveau pratiquement inchangé, aux alentours de 18 %⁹. Ce résultat surprenant doit être considéré avec prudence, dans la mesure où il reflète principalement l'accroissement de la part des propriétaires non accédants, libérés de toute charge de remboursement (ils étaient 30 % en 1992 contre 38 % en 2013), et masque de fortes disparités. En effet, pendant la même période, les taux d'effort nets moyens des locataires sont passés, pour le secteur social, de 19 % à 24 % et, pour le secteur libre, de 23 % à 30 %. Quant aux accédants à la propriété, si leur taux d'effort moyen augmente assez peu (passant de 23 % en 1992 à 25 % en 2013), c'est au prix d'une sélectivité croissante : le revenu annuel moyen des accédants à la propriété était de 47 800 euros en 2013, contre 37 800 euros en 2002, soit une croissance de 26 %, alors que celui des locataires n'avait augmenté que de 12 %. On observe donc un décrochage entre les statuts d'occupation, avec un fort accroissement des écarts de revenus entre locataires et accédants à la propriété. La capacité des ménages de passer d'un secteur à l'autre s'en est trouvée considérablement réduite, nous y reviendrons.

Dans le parc social, le **taux d'effort net moyen des ménages** relevant du premier quintile¹⁰ de niveau de vie¹¹ (un peu plus de 2 millions de ménages, 44 % des locataires HLM) bondit de cinq points entre 2002 et 2013, passant de 22,4 % à 27,8 %, alors que celui des ménages du deuxième quintile n'augmente que de trois points.

Dans le parc privé, la situation est encore pire, même si l'aggravation de la situation des pauvres y est plus ancienne. Entre 1992 et 2013, le taux d'effort net moyen des ménages du premier quintile est passé de 34 % à 42 %.

L'intensité de l'effort financier pour le logement, en ce qu'elle influe sur la capacité des ménages à assumer les autres charges du

Les taux d'effort nets moyens des locataires sont passés, pour le secteur social, de 19 % à 24 % et, pour le secteur libre, de 23 % à 30 %.

8. C'est-à-dire après déduction des aides à la personne.

9. Sauf mention contraire, les taux d'effort présentés ici considèrent : la charge totale nette, comprenant le loyer ou les annuités de remboursement, ainsi que les dépenses d'énergie et d'eau et les charges locatives ou de copropriété, après déduction des aides au logement (APL ou AL) ; le revenu total déclaré par le ménage lors de l'enquête (tous les revenus du ménage et les prestations sociales hors aides au logement).

10. C'est-à-dire les 20 % de ménages ayant les revenus les moins élevés.

11. Pour caractériser les ménages en termes de revenu, nous utilisons la notion de niveau de vie ou revenu par unité de consommation, qui pondère le revenu total du ménage en fonction de sa composition. Les unités de consommation (UC) sont calculées selon une échelle qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de quatorze ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de quatorze ans.

Taux d'effort net moyen des ménages : part des revenus d'un ménage consacrée aux dépenses de logement après déduction des aides.

budget familial, peut constituer, lorsque cet effort est excessif, un indicateur de mal-logement, ou d'inadaptation du logement au ménage. Afin de mesurer cette difficulté et sa contribution au mal-logement, la Fondation Abbé-Pierre considère qu'un ménage était en difficulté en 2013 si son niveau de vie résiduel était inférieur à 650 euros par mois¹². Sur cette base, près de 5,3 millions de ménages étaient touchés par un effort financier excessif en 2013, soit 19 % de l'ensemble des ménages.

DES DISPARITÉS TERRITORIALES FORTES ET CROISSANTES

À salaire égal, un ménage connaîtra des conditions de vie radicalement différentes selon qu'il habite dans une ville moyenne du centre de la France ou dans la région parisienne.

Il faut aussi considérer l'importance et l'accroissement des inégalités territoriales en matière d'accès à un logement digne. À salaire égal, un ménage connaîtra des conditions de vie radicalement différentes selon qu'il habite dans une ville moyenne du centre de la France ou dans la région parisienne. C'est ainsi, par exemple, que le loyer médian de marché à Saint-Étienne se situait en 2017 à 7,10 euros par mètre carré, contre 11,00 euros à Nantes et 25,10 euros à Paris¹³. Les écarts sont encore bien plus importants si on observe les prix de vente. Fin 2018, avec un budget de 200 000 euros, un ménage pouvait acheter près de 220 mètres carrés dans l'ancien à Saint-Étienne. Il n'avait plus que 65 mètres carrés à Nantes, 25 mètres carrés dans l'arrondissement le moins cher de Paris et 18 mètres carrés dans le plus cher¹⁴. Les très fortes hausses de prix qui se sont produites partout en France au cours des années 2000 ont encore accentué ces écarts et aggravé les inégalités territoriales qui en résultent.

Pour les locataires du logement social, ces inégalités sont atténuées puisque l'écart des loyers maximum réglementaire entre les territoires les plus tendus (Paris et les communes limitrophes) et la zone 3 (les villes de moins de 100 000 habitants et les communes rurales) n'est que de 23 %. Mais cette relative égalité contribue aussi à démontrer que, dans son rapport à l'offre privée, ce logement social joue des rôles nettement différents selon qu'il se situe dans une ville chère ou dans un marché détendu.

Les modalités du mal-logement varient fortement selon les contextes urbains. Lorsque leurs marchés sont chers, les villes moyennes et grandes de province sont surtout marquées par l'ampleur de l'effort financier des ménages à revenus bas et moyens (c'est le cas dans la

12. Cette mesure de l'effort financier excessif, que nous avons proposée à la Fondation, considère qu'un ménage se trouve fragilisé lorsque, après avoir payé son logement (loyer ou remboursement + charges diverses – aides à la personne), il dispose d'un niveau de vie résiduel inférieur à 65 % du seuil de pauvreté (qui était en 2013 égal à 1 007 euros par mois et par UC).

13. Source : Observatoires-des-loyers.org.

14. Sur la base des prix médians observés par les notaires (immobilier.statistiques.notaires.fr).

plupart des grandes villes du territoire, mais aussi de villes moyennes très attractives telles qu'Arcachon, Saint-Malo, Aix-les-Bains...). Les grandes villes populaires, moins chères, mais paupérisées, connaissent les mêmes types de situation, du fait non pas des prix élevés, mais de la faiblesse des revenus de leurs habitants (on trouve ce genre de situation dans des villes telles que Saint-Étienne, Douai ou Brest). Quant à l'agglomération parisienne, elle se singularise par une proportion de ménages mal logés identique à celle de grandes villes chères, mais beaucoup plus marquée par l'inconfort, et notamment le surpeuplement, que par l'excès d'effort financier. Dans les grandes villes de province, les ménages paient cher ; à Paris, ils se privent.

Dans les villes petites et moyennes où le marché du logement est détendu et les prix modérés, les ménages peinent moins à accéder au logement, et beaucoup deviennent propriétaires. Mais ce flux d'accès à la propriété les conduit souvent à choisir des localisations périphériques qui permettent de bénéficier de plus d'espace pour un prix abordable. Il en résulte une désaffection des centres-villes où les patrimoines immobiliers historiques se détériorent et où se concentrent des populations défavorisées, souvent âgées. Mais cela génère aussi une inquiétude croissante au sujet de la valeur des patrimoines immobiliers périphériques et périurbains, parfois de qualité médiocre malgré l'effort financier consenti par leurs propriétaires, et qui sont confrontés aujourd'hui aux enjeux climatiques et aux risques de précarité énergétique.

Ces inégalités territoriales se lisent aussi, de plus en plus nettement, au sein même des grandes agglomérations et de leur périphérie, où les mécanismes ségrégatifs se renforcent du fait des écarts de prix qui révèlent des polarisations sociales induites par les différences d'attractivité, et donc sous l'effet des mobilités et immobilités résidentielles. Ce constat renvoie à une quatrième dimension de la crise.

DES MOBILITÉS SOUS CONTRAINTES

La hausse des prix a eu pour effet de creuser les inégalités d'accès au logement entre les ménages solvables, qui en ont pleinement profité, et les autres, majoritairement locataires, qui ont été tenus à l'écart de l'euphorie immobilière des années précédant la crise de 2008. C'est ainsi que, contrairement à l'après-guerre pendant laquelle la crise touchait l'ensemble de la société, ou à d'autres moments, marqués par une différenciation des ménages sous le seul critère de leurs revenus, la situation que nous connaissons aujourd'hui sépare également les

propriétaires de ceux qui ne le sont pas. Le contexte s'est en effet avéré très favorable à la partie la plus solvable des ménages et à ceux qui, étant déjà propriétaires de leur logement, ont pu revendre en réalisant de belles plus-values et profiter du crédit à bon marché pour acquérir un bien plus adapté à leurs aspirations. Ce marché de l'accession que le jargon des professionnels qualifie de « troc » a connu un développement fort au cours des années 2000. Il a repris intensément lorsque les prix sont repartis à la hausse dans les métropoles en 2012 et contribue largement à alimenter l'activité de la promotion immobilière.

Au clivage lié au revenu s'ajoute donc un fossé générationnel au sein des classes moyennes, entre les ménages qui ont eu le temps de franchir le pas, notamment au cours de la première moitié des années 1980 et de la seconde moitié des années 1990, et ceux qui se situent encore en amont de l'accession.

Le nombre de sorties du logement social vers l'accession à la propriété est en recul de 40 % entre le début des années 2000 et le début des années 2010.

Les mobilités résidentielles observées à l'aide des enquêtes logement de 2002, 2006 et 2013 sont en effet éloquentes¹⁵. Le nombre de sorties du logement social vers l'accession à la propriété est en recul de 40 % entre le début des années 2000 et le début des années 2010, alors que celui des propriétaires ayant changé de logement en conservant leur statut a augmenté de 20 %. C'est ainsi que, pour les locataires qui souhaitent adapter leurs conditions de logement, se pose le problème du coût devenu extrêmement élevé de ce changement. C'est le cas en matière de loyer (les loyers de marché sont beaucoup plus élevés que ceux des locataires en place), mais encore plus en termes d'accession : le saut vers la propriété n'est faisable qu'à condition de disposer soit de revenus élevés – voire très élevés –, soit d'un apport important (solidarité familiale en milieu aisé ou revente d'un autre bien), soit encore d'arbitrer sur la localisation en s'éloignant des villes.

Cette situation touche tout particulièrement les locataires du parc social, ce qui en réduit la rotation. Le constat en la matière est extrêmement préoccupant : entre 1998 et 2017¹⁶, le taux de rotation moyen national est ainsi passé de 12,5 % en 1998 à 9,8 % en 2017, ce qui, compte tenu d'un parc de 5 millions de logements, signifie une perte de plus de 135 000 possibilités d'attributions par an (soit l'équivalent d'environ un an et demi de construction neuve). La production de nouveaux logements sociaux, pourtant soutenue, ne parvient donc pas à compenser le recul des mobilités. Cette situation bloque le système en produisant un allongement des listes d'attente et, en bout de chaîne, un durcissement du mal-logement. C'est particulièrement le cas en Île-de-France, où on enregistrait 721 500 demandes de

15. Pour une approche plus complète de ces évolutions, voir : Jean-Claude Driant et Philippe Madec, « Mobilité résidentielle : tensiomètre des crises du logement ? », in Jean-Claude Driant et Philippe Madec (dir.), *Les Crises du logement*, Presses universitaires de France, Paris, 2018.

logement social fin 2018, alors que 74 800 attributions avaient été prononcées au cours de l'année, soit un délai d'attente théorique moyen de près de dix ans, contre sept ans et demi en 2015 (quatorze ans à Paris en 2018, contre treize ans en 2015).

Ce blocage sélectif des mobilités résidentielles et de l'accession à la propriété est un phénomène prégnant des années 2000 et 2010.

Il concerne un nombre de ménages beaucoup plus important que le mal-logement en tant que tel. Il se traduit par des difficultés croissantes et fait entrer les ménages de la classe moyenne urbaine dans la crise du logement. Ils ne sont pas, au sens strict, mal logés, mais bloqués dans leur capacité d'adapter leur logement à leurs besoins.

Il se traduit par des difficultés croissantes et fait entrer les ménages de la classe moyenne urbaine dans la crise du logement. Ils ne sont pas, au sens strict, mal logés, mais bloqués dans leur capacité d'adapter leur logement à leurs besoins.

MORALE DE L'HISTOIRE

Les années passent et rien ne se passe pour les mal-logés et les sans-toit, qui sont de plus en plus nombreux. De sorte que l'on peut se demander s'il faut parler de « crise » du logement ou bien plutôt d'une situation ordinaire du marché immobilier, où les profits réalisés par les gros propriétaires et les sociétés immobilières ne cessent d'augmenter, alors que l'État, parallèlement, ne satisfait pas les demandes d'hébergement d'urgence, ne contrôle pas le prix des loyers et ne favorise pas le logement social à la hauteur de son insuffisance.

À LIRE

Jean-Claude Driant, *Les Politiques du logement en France*, Paris, La Documentation française, Paris, 2015

Jean-Claude Driant et Pierre Madec, *Les Crises du logement*, Presses universitaires de France, Paris, 2018

Jean-Baptiste Eyraud, Claire Le Strat et Willy Pelletier, *En finir d'urgence avec le logement cher*, Syllepse, Paris, 2013

Fondation Abbé-Pierre, *L'État du mal-logement en France*, 2019

À VOIR

Louis-Julien Petit, *Les Invisibles*, 2019

Cyril Mennegun, *Louise Wimmer*, 2012

16. Source : enquête EPLS menée annuellement par le ministère chargé du Logement et remplacée à partir de 2011 par le répertoire du parc locatif des bailleurs sociaux (RPLS).

IMMIGRATION-FANTASME OU RACISME RÉEL ?

Pascal Binet et Xavier Dunezat

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 937 à 947

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-937.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA HONTE ?

**IMMIGRATION-FANTASME
OU RACISME RÉEL ?**

LES MIGRANTS, QUELLE SANTÉ ?

SANS DISTINCTION DE RACE ?

MOCHE OU BEAU ?

**LES CHÔMEURS, DE GROS
FAINÉANTS ?**

**RONDS-POINTS « GILETS JAUNES »
ET « ESTIMES DE SOI » EN MILIEUX
POPULAIRES**

IMMIGRATION-FANTASME OU RACISME RÉEL ?

par **PASCAL BINET** (professeur de sciences économiques et sociales)
et **XAVIER DUNEZAT** (professeur de sciences économiques
et sociales)

« Nous acceptons sur notre sol chaque année 200 000 étrangers
en situation régulière. C'est l'équivalent d'une ville comme Rennes.

[...] Moi aussi, je trouve que c'est trop. »

Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, 2011

« Si vous donnez le droit de vote aux immigrés [...],
pour les municipales il y aura [...] des horaires différenciés
pour les femmes et les hommes dans les piscines,
des menus différenciés dans les cantines municipales,
des médecins différenciés [...] dans l'hôpital. »

Nicolas Sarkozy, débat de l'entre-deux-tours
avec François Hollande, 2012

De puis 2014, 17 000 migrants ont officiellement trouvé la mort en tentant de traverser la Méditerranée, devenue un cimetière. Cette fois, dans les discours, les « migrants » ont remplacé les « immigrés ». Mais de qu(o)i parle-t-on exactement ? On entend dire qu'« il y en a trop », que la situation économique oblige à la « fermeté », que « notre » modèle culturel est menacé, la France serait « envahie » et sa population exposée à un « grand remplacement ». Ces craintes sont-elles justifiées ? Et si le problème venait du racisme, pas des immigrés ?

CES « MIGRANTS » QU'ON NE VOIT PAS...

Matilda est suédoise. Née à Stockholm, ingénieure, elle est venue vivre à Rennes en 2012. Devenue militante dans une association solidaire des immigrés, elle y a rencontré Yasmine, une infirmière marocaine qui vit à Rennes depuis 2014 pour y trouver du travail, parce qu'elle subissait des discriminations homophobes au Maroc. En situation irrégulière car entrée sans visa, elle a rejoint l'association pour réclamer des papiers. Matilda

l'a d'abord « embauchée » pour faire le ménage, car, sans droit au travail, Yasmine avait besoin d'argent. Tombées amoureuses, elles se sont mariées, mais la préfecture n'a rien voulu savoir : Yasmine a dû repartir au Maroc pour régulariser sa situation. Après plusieurs mois, Matilda a rencontré Manuel, un ingénieur né au Portugal de parents portugais et vivant à Rennes depuis 2005. « Coup de foudre », et le couple a mis au monde Dominique. À son retour, Yasmine se dit que « les choses sont rentrées dans l'ordre », et elle rencontre Ibrahima, une Éthiopienne qui a risqué gros pour traverser la Méditerranée et venir demander l'asile politique à la France. Ce nouvel amour fonctionne. Faute d'argent, elles sont hébergées par Roland, un Français né en Angola, arrivé en France à vingt-cinq ans, après avoir rompu avec ses parents français, toujours en Afrique pour gérer une entreprise de minerais. Yasmine et Ibrahima ne se quittent plus, et, lorsque l'asile est refusé pour manque de preuves, elles décident d'aller vivre au Maroc et de renoncer au « pays des droits de l'homme ». Pendant ce temps, Matilda a demandé et obtenu la nationalité française.

Matilda, Yasmine, Manuel, Dominique, Ibrahima, Roland : migrants, immigrés, étrangers ? L'INSEE distingue trois catégories au moment de recenser les habitants de la France : la population française, étrangère, immigrée. Les deux premières sont exclusives l'une de l'autre : on est soit français, soit étranger (même dans les cas de double nationalité). Le *critère de la nationalité* est ici décisif : pour être compté comme français, il faut avoir la nationalité française, par le droit du sang à la naissance ou par acquisition si on l'a demandée et obtenue ; pour être compté comme étranger, il ne faut pas avoir la nationalité française. Roland est donc français. Matilda a d'abord été étrangère puis est devenue française. Yasmine, Manuel et Ibrahima sont étrangers. Et Dominique, alors ? Né en France de parents étrangers, il sera étranger jusqu'à sa majorité (sauf si ses parents font des démarches durant sa minorité). Le droit du sol existe en France mais il ne démarre pas à la naissance. Dominique deviendra automatiquement français à ses dix-huit ans (sauf s'il refuse).

Mais qui est **immigré** ? Ce terme vise les personnes déjà installées en France (le stock = combien y résident) et les personnes qui, chaque

année, viennent s'ajouter à ce stock (le flux = combien se mettent à y résider). La généralisation du terme « migrant » peut alors clarifier les choses si on le réserve au seul flux. Cependant, les Nations unies désignent ainsi « toute personne qui a résidé dans un pays étranger pendant plus d'une année, quelles que soient les causes, volontaires ou involontaires, du mouvement, et quels que soient les moyens, réguliers ou irréguliers, utilisés pour migrer ». Seul le *critère du lieu de naissance* compte.

Pour les Nations unies, seul Dominique n'a pas migré, parce qu'il est né en France. On peut donc *être étranger et immigré* (comme Matilda à son arrivée, Yasmine, Manuel et Ibrahima) et même *français et immigré* (comme Matilda après sa naturalisation et Roland). Contrairement à ce que pense Nicolas Sarkozy, beaucoup d'immigrés ont déjà le droit de vote sans que les piscines, cantines, hôpitaux aient été bouleversés... On ne peut pas changer de lieu de naissance, alors les immigrés – étrangers ou français – le sont à vie.

La statistique française traite Roland différemment. En effet, l'INSEE compte comme immigrée toute personne résidant en France et qui est « née étrangère dans un pays étranger ». Or Roland est né en Angola mais il est *né français* par le droit du sang. C'est pourquoi il n'est pas immigré selon l'INSEE : le droit du sang efface le critère du lieu de naissance.

Depuis 2003, l'obligation de détenir une carte de séjour pour résider en France ne concerne que les étrangers non ressortissants de l'espace économique européen. Ainsi, Matilda et Manuel n'ont jamais eu besoin de titre de séjour. Seules Yasmine et Ibrahima sont devenues sans-papiers parce qu'elles n'ont pas obtenu de titre. Les étrangers ne sont donc pas tous traités de la même manière, ce qui contribue à ne pas bien voir tous les « migrants ». Chaque année, pour reprendre la formule de Claude Guéant, bien plus de 200 000 étrangers en situation régulière sont acceptés sur le sol français, mais, comme les statistiques ministérielles se fondent sur la délivrance des titres de séjour, une minorité d'entrées sont enregistrées. Alors que la population étrangère

se recrute partout (en 2015, selon l'INSEE, 39 % originaire d'Europe, 26 % du Maghreb, 16 % d'Afrique hors Maghreb, 14 % d'Asie, 6 % d'Amérique et d'Océanie), c'est l'« immigration africaine » qui est politisée en étant rendue visible par les politiques migratoires et statistiques. Quant à l'ajout d'une ville comme Rennes, l'affirmation est fausse car, à trop regarder les gens qui arrivent, on ne voit pas les gens qui partent. Seul le **solde migratoire** permet de mesurer l'impact des migrations sur la croissance démographique de la France.

C'est l'« immigration africaine » qui est politisée en étant rendue visible par les politiques migratoires et statistiques.

Selon l'INSEE (2015), pour environ 66,4 millions d'habitants en France, on dénombre 4,4 millions d'étrangers (soit 6,6 % de la population) et 6,2 millions d'immigrés (soit 9,3 % de la population). Parmi les étrangers, 14 % sont nés en France et, parmi les immigrés, 40 % sont français. Et le solde migratoire s'élève en moyenne à 1 pour 1 000 dans les années 2010 : la France ajoute chaque année, sous l'effet des migrations, *1 personne pour 1 000 habitants*. C'est vraiment « trop » ?

LES IMMIGRÉS COÛTENT CHER... QUAND ON LES EXPULSE !

« La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part. » Cette formule de Michel Rocard est révélatrice : les immigrés sont perçus comme des miséreux qu'il s'agit d'expulser, de décourager ou de trier, parce qu'il faut bien accueillir les « vrais réfugiés » et sélectionner des immigrés choisis, utiles à la France.

« 1 million de chômeurs, c'est 1 million d'immigrés de trop », écrivait déjà le Front national (FN) sur ses affiches dans les années 1970. Le raisonnement est simpliste et incohérent. À le suivre, qui dit immigration dit tout à la fois : moins d'emplois, baisse des salaires et plus de chômage pour les natifs ; plus de chômeurs à indemniser et d'aides sociales à verser car les immigrés ne veulent pas travailler et font beaucoup d'enfants ; dépenses publiques et impôts en hausse pour les natifs... Les miséreux viendraient ainsi profiter de « nos » richesses et se permettraient en plus d'en envoyer une part dans leur pays. Bref, « l'immigration, ça coûte cher ».

Mais quels sont les impacts économiques de l'immigration ? Si un afflux migratoire soudain provoque, à court terme et localement, une hausse du chômage et une baisse des salaires moyens, ces effets négatifs

sont finalement absorbés : on ne repère aucun **lien statistique** entre le taux de chômage et la part des immigrés. En France comme ailleurs.

D'abord, on compare des populations différentes. Globalement, les immigrés sont davantage en âge de travailler (53 % ont entre vingt-cinq et cinquante-quatre ans, contre 38 % de la population) et ils sont moins qualifiés (deux tiers des immigrés actifs sont ouvriers ou employés, contre 50 % de la population active). La population immigrée mélange des origines et qualifications diverses : beaucoup viennent de pays riches et 16 % ont un niveau de diplôme d'au moins bac + 5. La comparaison des possibilités d'accès à l'emploi est également éclairante. En fait, 20 % des emplois sont réservés aux Français car ils sont soit interdits aux étrangers, notamment extra-européens (fonction publique), soit inaccessibles car conditionnés par l'obtention d'un diplôme français (privé libéral). De plus, la Direction du travail vérifie si l'emploi ne peut pas être occupé par un Français ou un étranger déjà là. Sans compter les taxes qu'un employeur doit verser s'il embauche un étranger extra-européen.

Par conséquent, bien des immigrés sont complémentaires des natifs, et non substituables. Les immigrés qualifiés sont en général embauchés parce qu'ils apportent une compétence rare ou combler le manque de main-d'œuvre qualifiée (dans la santé par exemple). Les immigrés non qualifiés occupent les emplois dont les natifs ne veulent pas, le « sale boulot », d'autant plus sale qu'il concentre les statuts précaires, les conditions de travail difficiles, les horaires décalés, les bas salaires : récoltes saisonnières, nettoyage hôtelier ou industriel, arrière-cuisines de la restauration, surveillance, travail agroalimentaire ou à domicile, etc. Ce ne sont donc pas les immigrés qui « volent le travail », mais le sale boulot qui prend des immigrés. Bref, ils enrichissent le marché du travail en comblant les trous et en permettant aux natifs de viser d'autres emplois...

Ensuite, l'immigration favorise la croissance. D'une part, les immigrés engendrent de l'activité en dépensant leurs revenus en France, ou en créant des « commerces ethniques », qui diversifient la consommation des natifs et divertissent leurs soirées (pizzerias, pubs,

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Lien statistique : on dit qu'il existe un lien statistique entre deux variables étudiées dans une étude si l'on peut établir une relation entre ces deux variables. Par exemple, pour ce qui nous intéresse ici, on cherche s'il y a une relation entre, d'une part, le pourcentage de chômeurs

dans la population active d'un pays (variable 1) et, d'autre part, le pourcentage d'immigrés dans la population active de ce pays (variable 2). Si la variable 1 et la variable 2 évoluent dans le même sens, on parlera de *corrélation positive*. Et si elles évoluent en sens

kebabs, etc.), et en dynamisant les exportations (car une part de l'argent envoyé au pays sert aussi à acheter des produits français). D'autre part, l'immigration accroît la **productivité** de l'économie française par divers mécanismes : 1. davantage d'âge actif que les natifs, les immigrés sont en moyenne plus productifs ; 2. ils importent des compétences complémentaires qui facilitent la production ; 3. ayant migré, ils ont des aptitudes plus diversifiées et une plus grande capacité d'adaptabilité ; 4. proportionnellement plus hautement diplômés que les natifs, ils innoveront davantage dans des technologies de pointe (aux États-Unis, ils déposent plus de brevets). Or l'innovation est considérée comme le principal facteur de croissance économique. Ainsi, la diversité d'origine et de qualification de la population immigrée est profitable à l'économie d'accueil. En venant augmenter et enrichir le gâteau, l'immigration accroît le niveau de vie moyen d'un pays. Dans certains secteurs, le patronat utilise les immigrés pour baisser les salaires, ce qui, dans une *logique libérale docile*, est positif pour les natifs, car cela peut encourager une baisse des prix favorable à leur pouvoir d'achat ou une hausse des profits dédiés à l'investissement.

Il reste une idée reçue à déconstruire : en matière sociale, les immigrés – extra-européens notamment – coûteraient plus qu'ils ne rapportent. Certes, cette immigration est davantage touchée par le chômage, plus exposée à la pauvreté et a un taux de fécondité par femme plus élevé. Sous l'effet de ces facteurs, elle perçoit relativement davantage certaines prestations sociales (chômage, allocations familiales, aide médicale d'État). Mais d'autres réalités compensent ce que le racisme regarde. La plus grande attractivité de plusieurs pays à faible protection sociale (États-Unis, Royaume-Uni...) montre que c'est bien la recherche d'emploi qui est à l'origine de la volonté d'émigrer, plus que la pêche aux allocations. De plus, les immigrés rapportent aussi aux finances publiques, parce qu'ils cotisent et versent des impôts, qu'ils consomment et payent des taxes. Enfin, les immigrés coûtent finalement moins cher que les natifs aux dépenses publiques,

Ainsi, la diversité d'origine et de qualification de la population immigrée est profitable à l'économie d'accueil.

contraire, on parlera de *corrélation négative*. La comparaison entre plusieurs pays montre qu'il n'y a pas de lien statistique (ni corrélation positive ni corrélation négative) entre taux de chômage et taux d'immigration. Par exemple, la part des immigrés est plus élevée aux

États-Unis qu'en France, mais le taux de chômage y est plus faible.

Productivité : mesure de l'efficacité de la production. Par exemple, si une entreprise utilise 10 ouvriers pour produire et vendre 2 millions d'euros de chemises, on dira que

pour plusieurs raisons. 1. Ils arrivent le plus souvent en France à l'âge adulte, en ayant été formés par le système d'éducation de leur pays, ce qui est autant d'économisé pour la France. 2. Depuis 1993, nombre de prestations sociales (retraite, RSA, etc.) sont réservées aux Français et aux étrangers en situation régulière : des milliers de sans-papiers ont cotisé en travaillant mais ne recevront pas les prestations correspondantes. 3. Parce que la majorité des immigrés, notamment extra-européens, ont entre vingt-cinq et cinquante-quatre ans, ils bénéficient moins des prestations de retraite et de santé qui représentent l'essentiel des dépenses sociales.

Le dernier argument économique, plus indocile, pointe les coûts annuels de la politique d'expulsion des quelques milliers de sans-papiers. Ils sont évalués à près de 1 milliard d'euros quand on compte tout : construction-gestion des centres de rétention, frais d'éloignement, personnel policier, etc. L'enjeu vaut-il vraiment le coup/coût ?

FRANÇAIS DE SOUCHE, VRAIMENT ?

Jeune enseignant nommé au lycée de Moutiers, je traversais la cour déserte peu avant la rentrée. J'y croisai une jeune femme très brune, aux yeux légèrement bridés. Le sourire échangé me poussa à chercher, dans le livret de rentrée, parmi mes nouvelles collègues, un nom à consonance asiatique. Il n'y en avait aucun. Quelques jours plus tard, elle ouvrit son casier, situé sous le mien, et je découvris Catherine Bouvier, qui partage aujourd'hui ma vie. Fille d'Edmonde Martin, de Hauteluce en Savoie, et de Jean-Maurice Bouvier, de Grésy-sur-Isère, elle n'est venue d'aucun pays d'Asie... Mais alors, ces caractéristiques physiques « asiatiques », *selon mes stéréotypes*, d'où viennent-elles ?

Peu importe, mais on raconte que c'est dans l'histoire du peuplement de la Savoie qu'on en trouverait l'origine. Marqués par les grandes invasions des IV^e et V^e siècles, les « Burgondes de Sapaudia » auraient parfois eu des caractéristiques physiques proches de celles des Huns,

LEXIQUE DE DÉSINFUMAGE

la *productivité par tête* dans cette entreprise est de 2 millions d'euros par ouvrier [20 millions : 10], ce qui signifie que chaque ouvrier produit et rapporte en moyenne pour 2 millions d'euros de chiffre d'affaires. Et si ces 10 ouvriers travaillent 1 000 heures par an chacun, on dira

que la *productivité horaire* dans cette entreprise est de 1 000 euros par heure [20 millions : (1 000 * 10)], ce qui signifie que chaque heure de travail produit et rapporte en moyenne pour 1 000 euros de chiffre d'affaires. Le plus souvent, on mesure l'efficacité du travail en

venus des steppes de l'Asie centrale. Au cours du Moyen Âge, pèlerins, marchands, mercenaires en transit traversent la Savoie, passant par les routes des grands cols des Alpes, et le brassage des populations se poursuit. La France entière, d'ailleurs, est un lieu de passage entre Nord et Sud, Est et Ouest. Ce brassage devient immigration à partir du moment où l'État-nation se construit, permettant de distinguer administrativement nationaux et étrangers : pour qu'il y ait immigration, une frontière doit être franchie. Plus du quart des personnes vivant en France seraient des « descendants d'immigrés », si on remonte jusqu'à la génération des arrière-grands-parents. Ce sont d'abord, à la fin du XIX^e siècle, des Belges, puis des Italiens, recrutés à l'étranger par des organismes spécialisés – créés notamment par le Comité des forges, organisme patronal de la sidérurgie – et des gros propriétaires terriens du Bassin parisien, qui manquent de main-d'œuvre. La carte d'identité des étrangers, significative de l'existence d'une politique d'immigration, est créée à la fin de la Première Guerre mondiale. Au cours des années 1920-1930, les immigrés espagnols et italiens sont les plus nombreux, mais on recrute également en Europe de l'Est. La crise des années 1930 entraîne l'expulsion de nombreux immigrés, alors qu'ils avaient largement contribué à la deuxième industrialisation de la France dans les années 1920.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le besoin de main-d'œuvre est à nouveau considérable. L'économie a une fois de plus massivement recours à l'immigration, principalement maghrébine et portugaise. Dans les années 1980-1990, le ralentissement de la croissance réduit le besoin de main-d'œuvre et vient « justifier » des politiques d'immigration restrictives et sélectives... Aujourd'hui, l'immigration extra-européenne est ainsi cantonnée aux motifs familiaux et politiques ou à l'« immigration choisie ».

Et, tout au long de cette histoire, des regards se sont croisés, des sourires se sont échangés, des couples se sont formés, des enfants sont nés... Alors, un Français de souche, qu'est-ce que c'est ?

PAS D'IMMIGRÉS, PAS DE CHOCOLAT !

S'alimenter est une nécessité vitale, et l'alimentation participe à notre construction identitaire. Elle est une activité sociale, du fait de ce qu'on mange, d'où on le mange, quand on le mange et avec qui on le mange.

En parcourant le monde, les humains ont transporté et mondialisé un certain nombre d'aliments. Ainsi, le haricot n'arrive en Europe qu'au milieu du ^{xvi}^e siècle : le cassoulet, plat typiquement français, n'est, de ce fait, pas si vieux. Les traditions culinaires locales, les plats nationaux emblématiques, qui montrent l'importance de l'alimentation dans la construction des identités collectives, ont donc une histoire liée aux migrations humaines. Que seraient nos petits-déjeuners sans le café, le thé et le chocolat, qui viennent des Amériques, nos déjeuners et nos dîners sans le riz, cultivé pour la première fois en Chine neuf mille ans environ avant Jésus-Christ, et les pommes de terre, venues de la cordillère des Andes et introduites en Europe à la fin du ^{xvi}^e siècle ? Pour autant, certains aliments sont emblématiques de certaines identités culturelles : le pain en France, les pâtes en Italie, le riz en Asie, le couscous au Maghreb, le porc au Danemark.

La famine est source d'émigration : la grande famine du milieu du ^{xix}^e siècle en Irlande a été une cause majeure de l'émigration des Irlandais vers les États-Unis, le Canada et l'Australie. Les personnes qui émigrent doivent modifier leurs pratiques alimentaires et les adapter au pays d'accueil. Des contraintes s'imposent, comme l'approvisionnement de certains produits typiques du pays d'origine, qui peuvent être rares et chers dans le pays d'accueil. Un effort permanent est fait pour maintenir tout ou partie des habitudes alimentaires du pays d'où on vient. Ainsi, les immigrés abandonnent certaines de leurs pratiques, mais en conservent d'autres. Certains plats emblématiques du pays d'origine, une fois adaptés aux contraintes de la société d'accueil, restent souvent les plats principaux des repas de fête en famille. Des commerces, également, se créent pour maintenir les habitudes alimentaires des immigrés, offrant ainsi aux populations du pays d'accueil des produits et des cuisines « exotiques ». Comme pour toutes les nouveautés, en matière de consommation, ce sont d'abord les populations favorisées du pays d'accueil qui en profitent, avant que ces innovations culinaires ne s'étendent à toute la population.

L'alimentation d'aujourd'hui est largement mondialisée. On peut même parler d'un système alimentaire mondial, dans lequel cohabitent des produits fabriqués industriellement et distribués mondialement, des

produits « exotiques » transportés par avion et des produits habituels, cultivés « hors saison » dans l'autre hémisphère. Ainsi, en les transportant par avion, on peut manger des fraises ou du raisin frais au cœur de l'hiver en Europe, au prix de bilans carbone désastreux. L'industrie agroalimentaire, cependant, pâtit des crises sanitaires, et les populations les plus informées et favorisées des pays riches se tournent vers des produits cultivés biologiquement, au plus près de chez elles. Ces populations favorisées sont moins fréquemment des immigrés.

MORALE DE L'HISTOIRE

Une fois qu'on est capable de distinguer correctement qui sont les étrangers et les immigrés, force est de constater que, quelle que soit la catégorie, ils ne sont pas si nombreux et que ce qui coûte le plus, ce n'est pas l'immigration, mais l'expulsion des immigrés. Les apports de l'immigration, aujourd'hui et dans l'histoire, sont nombreux et indispensables, qu'il s'agisse d'apports économiques ou culturels.

À LIRE

Ekrame Boubtane, *L'Économie de l'immigration*, Presses universitaires Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, 2018

Marie Poinot et Serge Weber (dir.), *Migrations et mutations de la société française. L'état des savoirs*. La Découverte, Paris, 2014

Janine Ponty, *L'Immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Belin, Paris, 2003

Jean-Pierre Poulain (dir.), *Dictionnaire des cultures alimentaires*. Presses universitaires de France, Paris, 2018

Alexis Spire, « De l'étranger à l'immigré », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, 1999, p. 50-56

Hélène Thiollet (dir.), *Migrants, migrations. 50 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, Paris, 2016

LES MIGRANTS, QUELLE SANTÉ ?

Alfred Spira et Marion Quach-Hong
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 948 à 953

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-948.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES MIGRANTS, QUELLE SANTÉ ?

par **ALFRED SPIRA** (épidémiologiste, membre de l'Académie nationale de médecine)

et **MARION QUACH-HONG** (membre de la Fédération des acteurs de la solidarité)

« Et l'aide médicale d'État, ça ne creuse pas le trou de la Sécu ? »

Marine Le Pen, 12 juin 2019

Sujet d'une grande actualité (appelée à durer) et objet de controverses politiques incessantes, la santé des personnes migrantes est un concentré de toute la problématique de l'accès à la santé des précaires. Elle est emblématique, en termes de droits de l'homme. Or, en quel dénuement sont laissées ces personnes¹ ?

1. Une première version de ce texte est parue dans *Hommes et Libertés*, n° 185, mars 2019.

2. Institut national de la statistique et des études économiques.

3. Il y a environ 260 millions de migrants (immigrés, étrangers, réfugiés, exilés...) dans le monde. Entre 200 000 et 250 000 personnes rejoignent légalement la France, chaque année. Le nombre d'accédants au statut de réfugiés a été en moyenne de 32 000 par an en 2015-2017, ce qui, rapporté à l'ensemble de la population, nous situe au seizième rang des pays européens. Les politiques migratoires françaises se durcissent d'année en année (icmigrations.fr/category/les-rubriques/en-chiffre).

DES CONDITIONS DE VIE PRÉCAIRES

Les migrations humaines ont toujours existé, elles existeront toujours. Elles façonnent la situation démographique, en perpétuel remaniement, sous l'effet de contraintes politiques, sociales, démographiques, économiques, environnementales.

L'INSEE² définit le migrant ou la migrante comme « toute personne étrangère née à l'étranger, qui réside en France³ ». La décision du départ de leur pays des candidats à la migration est souvent associée à un niveau social et éducatif plus élevé que celui de la moyenne de la population du lieu où ils vivent. Elle est suivie de parcours le plus souvent durs et sélectifs. Ce difficile périple sélectionne des personnes caractérisées par leur jeune âge, leur niveau relativement élevé de moyens personnels, leur grande résistance à l'adversité. Ces personnes témoignent à leur arrivée d'une grande résilience et d'un état physique en partie préservé : elles sont en moyenne en meilleure santé que la population du pays d'accueil, phénomène désigné sous le terme de *healthy migrants effect*, ou « effet des migrants en bonne santé ». Elles rejoignent ensuite le profil épidémiologique de leur pays de résidence.

Ce sont de difficiles conditions d'accueil, d'habitation et de séjour dans le pays hôte qui attendent les migrants à leur arrivée. Ces conditions de vie précaires sont responsables de maladies infectieuses, respiratoires et digestives, se surajoutant à des affections préexistantes ou souvent acquises, parfois virales, comme les hépatites ou l'infection par le VIH, qui altèrent rapidement leur qualité de vie⁴. Leur santé, en particulier psychologique et mentale, est ensuite progressivement fragilisée par leur grande vulnérabilité. L'incidence d'altérations de la santé mentale est multipliée par six par rapport à la population générale. Leurs histoires, souvent empreintes de violences mêlées à des conditions de vie, de logement et d'alimentation hostiles, concourent à la dégradation progressive de leur santé générale : une incidence élevée d'hypertension artérielle et de maladies cardio-vasculaires, d'obésité et de diabète, une santé bucco-dentaire souvent altérée.

Lors des premiers temps de leur séjour dans le pays de destination, la santé n'est pas prioritaire, pour les personnes qui arrivent, soumises à des nécessités plus immédiates : obtenir des conditions légales de séjour, un hébergement, s'alimenter, avoir des ressources financières, travailler, veiller à la sécurité et aux conditions de vie des proches, en particulier la scolarisation des enfants, etc. Autant d'urgences quotidiennes qui poussent à remettre à plus tard les préoccupations de santé.

DES PRÉJUGÉS QUI MASQUENT LA RÉALITÉ

Les préjugés concernant la santé des migrants en France sont nombreux et ont la vie dure⁵. Ils apporteraient des maladies, alors qu'ils sont en réalité en meilleure santé. Les campements de migrants seraient des foyers d'épidémies, alors que c'est l'indignité de ces campements qui est en cause lorsque les conditions de vie ne permettent pas de satisfaire les besoins fondamentaux tels que l'accès à l'eau potable, aux douches et aux latrines. Ils viendraient profiter de notre système de santé, alors que le nombre de personnes régularisées du fait de leur état de santé, selon la procédure des « étrangers malades », a beaucoup diminué, à la suite du passage du sujet au ministère de l'Intérieur. Même si leurs droits sont ouverts, ils renoncent souvent à se faire soigner et ne recourent pas aux services auxquels ils pourraient pourtant prétendre. De nombreuses personnes atteintes de troubles psychiques et de maladies graves voient leur protection juridique supprimée et la continuité des soins menacée.

Même si leurs droits sont ouverts, les migrants renoncent souvent à se faire soigner et ne recourent pas aux services auxquels ils pourraient pourtant prétendre.

4. Voir : www.academie-medecine.fr/seance-du-15-janvier-2019-la-sante-des-migrants

5. Laurent Chambaud et Fabienne Azzedine, « Santé des migrants : les préjugés ont la vie dure », *The Conversation*, 9 novembre 2018.

La consommation de soins des bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME) est en moyenne de 1 300 euros par an et par personne, contre 3 000 euros par an et par bénéficiaire de la Sécurité sociale.

Les migrants coûteraient cher à la Sécurité sociale, alors que la consommation de soins des bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME) est en moyenne de 1 300 euros par an et par personne, contre 3 000 euros par an et par bénéficiaire de la Sécurité sociale. Un rapport du Sénat de 2017 a d'ailleurs montré la sous-dotation constante du budget pour la santé des sans-papiers. Des moyens considérables ont été mobilisés au service de la « lutte contre la fraude », alors que le nombre de cas de fraude avérée est très faible. L'ampleur de ces contrôles a des conséquences disproportionnées sur l'allongement des délais d'instruction des dossiers, que le gouvernement voudrait par ailleurs réduire. En outre, elle traduit une défiance inédite à l'égard des médecins qui accompagnent les personnes dans le dépôt de leur demande.

ACCÈS AU SYSTÈME DE SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE

L'accès à la santé (couverture maladie, prévention et soins) n'est pas le même pour toutes les personnes qui vivent en France, selon leur origine et leurs revenus. Alors que les migrants sans papiers ont des caractéristiques semblables à celles de toutes les personnes en situation de précarité et qu'ils ont le droit de travailler et de payer des impôts, l'accès à la couverture maladie leur est difficile depuis la création, en 1993, de l'aide médicale d'État (AME). Ce dispositif particulier, financé sur le budget de l'État et non celui de la Sécurité sociale, leur est réservé. Il est contre-productif, du point de vue éthique et de santé publique, de faire une distinction entre les précaires étrangers et les autres, et pourtant...

Les personnes qui arrivent à déposer une demande d'asile peuvent bénéficier de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C). Ce droit leur sera acquis durant tout leur séjour si elles bénéficient, *in fine*, du droit d'asile. Cependant, les personnes qui ne déposent pas de dossier de demande d'asile, le plus souvent parce qu'elles ne connaissent pas leurs droits ou ne remplissent pas les conditions d'éligibilité, ou celles qui renoncent devant la complexité des dossiers à remplir, et celles qui sont déboutées du droit d'asile et demeurent sur le territoire sans titre de séjour, se trouvent en situation irrégulière. Ce sont les « sans-papiers ». Les démarches qu'elles doivent

entreprendre pour tenter d'obtenir l'AME, en attendant un titre de séjour, sont compliquées (le document n'existe qu'en français), longues et d'issue incertaine. Il faut pouvoir prouver son identité grâce à des justificatifs parfois détruits dans le pays d'origine ou égarés sur la route de l'exil, une durée de séjour ininterrompu de trois mois minimum sur le territoire national et des revenus inférieurs à 734 euros par mois pour une personne, 1 542 euros par mois pour une famille de quatre personnes. L'AME, ensuite accordée pour un an, et qui doit être renouvelée tous les ans, ne permet qu'un accès restreint aux soins. Les bénéficiaires n'ont par exemple pas droit aux programmes de prévention de l'assurance maladie (comme le programme « M tes dents », pour la santé bucco-dentaire des enfants) ou aux campagnes de dépistage systématique des cancers du côlon et du sein. Ils ne sont pas assurés sociaux et n'ont pas de carte vitale, ce qui engendre des refus de soins de la part des professionnels de santé, comme l'a dénoncé le Défenseur des droits⁶. D'autre part, et contrairement aux bénéficiaires de la CMU-C, ils peuvent se voir appliquer des dépassements d'honoraires, voire une prise en charge partielle des frais d'optique, d'audiologie et de prothèse dentaire, alors que celle-ci est de 100 % pour la CMU-C⁷.

Les personnes qui voient leur demande d'AME refusée, qui ne la demandent pas ou ne la renouvellent pas, les déboutés du droit d'asile, les mineurs non accompagnés après l'âge de dix-huit ans qui ne font pas les démarches nécessaires lors de leur sortie de l'aide sociale à l'enfance n'ont aucun droit d'accès au système de santé « ordinaire », excepté les permanences d'accès aux soins de santé (Pass) des hôpitaux publics (qui ne couvrent pas l'ensemble du territoire), les services de protection maternelle et infantile (PMI), etc.

Les retards et renoncements aux soins engendrés par ce dispositif complexe sont la source d'aggravation de pathologies existantes, d'un coût augmenté par leur prise en charge tardive et d'un report des soins vers l'hôpital, avec un double effet de saturation des urgences et de renchérissement des coûts.

Les retards et renoncements aux soins engendrés par ce dispositif complexe sont la source d'aggravation de pathologies existantes, d'un coût augmenté par leur prise en charge tardive et d'un report des soins vers l'hôpital, avec un double effet de saturation des urgences et de renchérissement des coûts.

POUR UN DROIT À LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS

En Espagne, en 2012, le gouvernement a décidé de restreindre l'accès aux soins des personnes sans papiers aux seules urgences.

6. Voir : juridique.
defenseurdesdroits.fr/
index.php?lvl=notice_
display&id=26822

7. Philippe Denormandie et
Marianne Cornu-Pauchet,
« L'accès aux droits et aux
soins des personnes en
situation de handicap et
des personnes en situation
de précarité », rapport au
Parlement, juillet 2018.

Une étude épidémiologique réalisée trois ans avant le décret et trois ans après a révélé une augmentation de 15 % du taux de mortalité de la population des sans-papiers⁸. Sur la base des enjeux de santé publique, le gouvernement espagnol a décidé en juin 2018 de réintégrer les personnes sans papiers dans la couverture maladie universelle.

Alors même que la Sécurité sociale est un droit humain fondamental inscrit dans la Constitution, un système de santé à deux vitesses a été mis en place en France, au détriment de la dignité de certaines personnes résidant sur le territoire national. L'Académie nationale de médecine a adopté, en juin 2017, un rapport « Précarité, pauvreté et santé », en partie consacré aux migrants⁹, et le Comité consultatif national d'éthique a émis en octobre 2017 un avis : « Santé des migrants et exigence éthique¹⁰ ». Sans « prendre parti dans la dimension politique de la question », ces deux institutions « font le constat d'une situation complexe pour laquelle les solutions mises en œuvre par l'ensemble des acteurs publics ne sont pas à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et de demain ». Sur les sols français et européen, un accueil et un hébergement dignes, combinés à une réelle politique de prévention et des soins adaptés, doivent être mis en place pour nous conformer à nos valeurs traditionnelles de solidarité et d'humanité, ce qui n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui.

Devant cette situation, l'Académie nationale de médecine, le Défenseur des droits, le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), les inspections générales des affaires sociales et des finances, et de nombreuses associations (Fédération des acteurs de la solidarité, Médecins du monde, Uniopss¹¹, France Assos Santé, Croix-Rouge, Observatoire du droit à la santé des étrangers...) demandent l'intégration de l'AME dans le régime général de la Sécurité sociale par la fusion de tous les dispositifs existants, et l'automaticité de l'accès aux droits en santé pour toutes les personnes qui vivent sur le territoire national. Ceci permettrait non seulement de répondre à un enjeu de santé publique, mais aussi de faire réaliser des économies à notre système de santé en évitant les surcoûts liés aux retards des soins et en favorisant l'accès à la médecine de ville plutôt qu'aux urgences hospitalières. La fusion de l'ensemble des dispositifs pour toutes les personnes résidant sur le territoire français permettrait de faciliter le recours aux droits, mais aussi le travail des professionnels de santé, du social et des caisses d'assurance maladie, par la suppression de deux modèles distincts à gérer.

8. Voir : <https://bit.ly/2Ne7MIz>

9. Voir : <https://bit.ly/2APGf7z>

10. *Ibid.*

11. Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux.

MORALE DE L'HISTOIRE

La fusion des dispositifs et l'accès automatique à la santé pour toutes et tous sont non seulement possibles, mais c'est également un devoir de justice sociale et de santé publique, pour les droits de l'homme, dans notre pays. Parce qu'il est urgent d'enrayer le renoncement aux soins. Parce qu'il est nécessaire de poursuivre les efforts entamés dans la stratégie pauvreté. Pour mettre fin à l'instrumentalisation politique qui menace chaque année l'AME ; parce que nos voisins européens l'ont fait. Parce que l'AME n'a pas toujours existé. Parce que les personnes ne viennent pas en France pour se faire soigner.

À LIRE

Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent, *La Casse du siècle. À propos des réformes de l'hôpital public*, Raisons d'Agir, Paris, 2019

SANS DISTINCTION DE RACE ?

Karim Hammou et Nicolas Jounin
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 954 à 962

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-954.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

SANS DISTINCTION DE RACE ?

par **KARIM HAMMOU** (sociologue, CNRS)

et **NICOLAS JOUNIN** (sociologue, université Paris-VIII)

Remerciements à **Xavier Dunezat** (professeur de sciences économiques et sociales)

« [Malek Boutih est] un homme de grande qualité, mais ce n'est pas le bon personnage. [...] La HALDE [Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité], cela veut dire que c'est la France qui s'ouvre aux populations nouvelles. Schweitzer, c'est parfait ! Un vieux protestant, parfait ! La vieille bourgeoisie protestante, parfait ! [...] Parce qu'il vaut mieux que ce soit le corps français traditionnel qui se sente responsable de l'accueil de tous nos compatriotes. »
Gérard Longuet, sénateur, sur LCP, le 10 mars 2010

Le racisme, qui fabrique des groupes sociaux en prétendant qu'ils sont par essence différents et inégaux du fait d'origines distinctes, est un produit de l'époque moderne. Il est intimement lié à des entreprises de violence de masse qui ont marqué les cinq derniers siècles. D'un côté, l'expansion coloniale des Européens a été servie par une idéologie infériorisant les populations massacrées (indigènes des Amériques) ou exploitées (Noirs d'Afrique déportés et esclavagisés, populations colonisées contraintes au travail forcé). De l'autre, l'antijudaïsme, à l'origine d'ordre religieux, a progressivement stigmatisé les juifs même lorsqu'ils acceptaient de se convertir au christianisme. C'est ainsi qu'est né l'antisémitisme moderne, racisme visant un « ennemi de l'intérieur », allant jusqu'au génocide. L'État français s'est progressivement érigé en garant du refus du racisme. En 1972, une loi pour la lutte contre le racisme introduit un délit de « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée », et punit également la discrimination exercée par un agent public : le racisme est officiellement déclaré illégal.

L'étiquette de « raciste » est désormais infamante. Personne ou presque ne souhaite se la voir attribuée, et les représentants de l'État encore moins. Et, pourtant, le rapport de l'État, et au-delà de notre société elle-même, au racisme est plus ambivalent qu'il ne semble. Le sénateur Gérard Longuet illustre lui aussi cette ambivalence. Cherchant à contrer la nomination d'un homme politique d'origine maghrébine à la tête d'une instance de lutte contre les discriminations, il invoque un argument discriminatoire : certains noms accorderaient une légitimité plus grande à leur porteur pour prétendre présider une telle institution. Contraintes par la loi, les discriminations racistes tendent à emprunter des voies détournées. C'est tout particulièrement le cas du recours à la « culture », à la « tradition » ou à la « nationalité ». C'est ce qui fait la complexité de la question aujourd'hui. On peut parler de race sans racisme (par exemple, dans le présent texte), comme on peut se montrer raciste sans recourir au vocabulaire de la race.

PEUT-ON PARLER DE RACISME D'ÉTAT ? LE CAS DES CONTRÔLES D'IDENTITÉ

C'est un procès inédit qui se tient le 3 juillet 2013. Treize hommes ont porté plainte contre l'État en affirmant que des policiers ont contrôlé leur identité sans autre motif que leur origine, ce qui est illégal. Leur avocat cite les circonstances de plusieurs contrôles. Par exemple, des policiers contrôlent un étudiant qui va chercher un document pour un stage, lui demandent s'il est à l'école, quel est son niveau, s'il a un couteau, épargnant l'ami (blanc) qui l'accompagne. Un autre reçoit des injures lorsqu'il les interroge à propos de ce qui justifie le contrôle. Pourtant, la question n'était pas idiote, car, dans la loi, il n'est théoriquement pas possible de contrôler n'importe qui.

Leur avocat poursuit : « Dans tous ces cas, il n'y a aucune infraction, même en projet. » Les treize plaignants n'ont pas été placés en garde à vue ou mis en examen. Ce sont de simples « contrôles de routine », comme disent parfois les policiers, qui n'ont eu aucune conséquence pénale, et n'ont donc laissé aucune trace. « Les treize demandeurs sont convaincus d'une chose, résume l'avocat : ce n'est pas un acte, pas un comportement qui amène le contrôle, mais leur appartenance, leur être, leur origine. »

Du côté de l'État, on nie. La procureure s'empare : « On stigmatise les contrôles au faciès, on impute à l'État de prêter la main. On nous

Cela fait seulement dix ans que l'expérience des premiers concernés, les personnes qui subissent ces contrôles, est confirmée par des études scientifiques.

parle de critères pour les contrôles que je considère non démontrés, imaginaires. » L'avocate de l'agent judiciaire de l'État (qui doit payer les dommages et intérêts si les plaignants obtiennent gain de cause) est moins ferme : « Peut-être que tous les demandeurs sont contrôlés souvent, mais ce n'est pas la question » ; peut-être aussi y a-t-il globalement des discriminations, puisque des études statistiques, « que par ailleurs l'État ne conteste pas », le démontrent ; mais pour ces treize contrôles d'identité particuliers, non, l'État n'aurait rien à se reprocher.

Quelles sont les études dont parle la défenseure de l'État ? Bien que l'on dénonce des « contrôles au faciès » depuis plus d'un demi-siècle, cela fait seulement dix ans que l'expérience des premiers concernés, les personnes qui subissent ces contrôles, est confirmée par des études scientifiques. Les enquêtes de terrain auprès des policiers montrent que ces derniers évoquent en général un « faisceau d'indices » ou revendiquent un « flair » pour choisir les personnes contrôlées, sans mettre en avant explicitement un « profilage racial », comme on dit aux États-Unis. Mais les grandes enquêtes statistiques, fondées sur l'observation des contrôles pratiqués par la police¹ ou des questionnaires interrogeant les individus sur leur expérience², montrent qu'il y a parmi les hommes un plus fort risque d'être contrôlés quand ils ne sont pas blancs, et un plus fort risque d'être contrôlés à plusieurs reprises.

Il n'y a pas de fumée sans feu, disent certains : si les individus qui ne sont pas blancs sont plus souvent contrôlés, c'est peut-être qu'ils sont plus souvent délinquants... Mais c'est oublier le cercle vicieux que fabriquent des contrôles discriminatoires. Comme le dit l'avocat des treize plaignants : « On ne trouve, et on ne trouve mal, que ce qu'on cherche : on finit par trouver des infractions chez les Noirs et Arabes que l'on contrôle. » Une étude statistique interrogeant 2 500 étudiants d'Île-de-France montrait que la proportion d'étudiants blancs déclarant détenir du cannabis sur eux était deux fois plus importante que chez les **non-Blancs**³. Pourtant, si l'on ne fouille pas les poches des **Blancs**, ce sont uniquement les détenteurs non blancs de cannabis qui

1. Fabien Jobard, John Lamberth, René Lévy et Sophie Névanen, « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, vol. 67, n° 3, 2012, p. 423-452.

2. Défenseur des droits, *Relations police/population : le cas des contrôles d'identité*, 2017.

3. Nicolas Jounin et al., « Le faciès du contrôle », *Déviance et Société*, vol. 39, janvier 2015, p. 3-29.

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Blanc/non-Blanc : ces termes renvoient aux deux groupes créés par un rapport social raciste. Le groupe majoritaire, en France, est associé à la blancheur. Cela ne veut pas dire qu'il est seulement question de couleur de peau. On peut subir du racisme, et donc être traité comme non-Blanc, du

fait de son apparence phénotypique, par exemple sa couleur de peau, mais aussi du fait de son nom, de sa façon de se vêtir, de sa façon de parler, de sa religion supposée, etc., dans tous les cas où une origine présumée conduit à un traitement particulier, distinct de celui réservé au groupe majoritaire.

seront conduits devant un tribunal. Le **racisme** produit ce qu'il prétend savoir, en l'occurrence que les Noirs et les Arabes seraient davantage délinquants.

L'affaire des treize contrôlés est allée jusqu'en Cour de cassation, où l'État, pour se défendre, a assumé et revendiqué une pratique de ciblage de la part des policiers. Dans son argumentaire, le représentant de l'État a en effet considéré que les plaignants ont une « apparence étrangère » et que leur contrôle était légitime dès lors que « les policiers étaient chargés d'enquêter notamment sur la législation sur les étrangers » (c'est-à-dire de rechercher des « sans-papiers »). En parlant d'« apparence étrangère », le défenseur de l'État assimile donc un critère de nationalité à des attributs physiques. Il fait comme si les Français qui ne sont pas blancs ne sont que des « Français de papier », comme dit l'extrême droite, et comme si tous les Blancs étaient français. Il justifie une politique discriminatoire en considérant que certaines populations, en raison d'une « apparence » qui serait un signe de leur origine ou de leur nationalité, sont moins protégées de l'activité policière. En tentant de protéger les pratiques de ces agents de police, l'avocat rationalise et rend ainsi public un racisme d'État.

Le défenseur de l'État fait comme si les Français qui ne sont pas blancs ne sont que des « Français de papier » et comme si tous les Blancs étaient français.

LE RACISME, UN MOYEN DE JUSTIFIER UNE EXPLOITATION

Dans le *Dictionnaire de l'Académie française*, entre 1776 et 1825, on peut lire cette définition : « Noir : c'est le nom qu'on donne en général à tous les esclaves noirs aux travaux des colonies. » Aux XVIII^e et XIX^e siècles, on compte des milliers de personnes ayant une couleur de peau noire, libres, dans l'Hexagone et surtout aux Antilles ; et des millions d'autres sur le continent africain. Mais pour l'Académie française, le « Noir » se définit par l'esclavage. Elle dit d'une

Racisme : système de croyances, de perceptions et de pratiques conduisant à traiter de manière différente et inégale des personnes considérées, en vertu de leur origine, comme appartenant à un même groupe homogène, immuable et étanche.

certaine manière que c'est le rapport d'esclavage qui fonde la catégorie de « Noir ». C'est le seul élément unissant les esclaves capturés en Afrique, qui se caractérisaient avant leur déportation par des origines géographiques, des langues, des croyances diverses. Devenue la marque d'un statut héréditaire, la couleur de peau a été érigée en appellation et en définition d'un groupe humain, et surtout en justification d'une exploitation.

Après l'abolition de l'esclavage, c'est-à-dire de l'appropriation juridique, garantie par l'État, d'êtres humains et de leurs descendants par d'autres humains, les discriminations ont changé mais n'ont pas cessé. À présent que le racisme est proscrit, seul le critère de nationalité justifie dans le droit un traitement différent et inégal ; par exemple, les étrangers sont légalement moins protégés des contrôles d'identité de la police que les Français. Mais, au-delà de la nationalité d'une personne, il est encore fréquent que l'on invoque une origine (réelle ou supposée) pour justifier une exploitation spécifique.

Prenons un exemple, qu'il est utile de suivre jusqu'au bout. Au début des années 1970, la SNCF a recruté des centaines de travailleurs marocains, profitant d'un accord entre la France et son ancienne colonie du Maroc. L'entreprise les a utilisés pour les travaux les plus durs et dévalorisés. En même temps, ces travailleurs marocains étaient exclus du statut de cheminot, qui était réservé aux seuls Français embauchés avant leurs trente ans. Bien que recrutés jeunes, ces travailleurs marocains ne bénéficiaient ni des avantages ni des conditions de retraite que le statut procurait, en vertu d'une préférence nationale. Ceux qui ont fini par acquérir la nationalité française étaient alors trop âgés pour intégrer le statut.

À cette discrimination de droit, fondée sur la nationalité et l'âge, s'ajoutaient au quotidien des discriminations de fait : refus d'inscription aux formations ou d'avancement, maintien dans les postes les plus durs, alors que le fait d'être hors du statut de cheminot n'interdit pas en droit une progression de carrière. C'est leur origine (maghrébine) et pas seulement une nationalité (étrangère) qui servait de prétexte à leur mise à l'écart. Mais ils n'étaient pas mis à l'écart au sens d'une exclusion : ils étaient bel et bien mis à contribution, leur force de travail était utilisée et moins bien rémunérée que celle de leurs collègues.

C'est pourquoi plus de 800 de ces travailleurs marocains ont porté plainte contre la SNCF, et finalement obtenu gain de cause en appel en janvier 2018, après des années de procédure. En 2015, leur dossier devait atterrir sur le bureau d'une juge. Cette juge est française, puisque la préférence nationale s'applique aussi à la magistrature. Mais le dossier lui a été retiré par sa hiérarchie, considérant que son

« ascendance marocaine » mettait en cause son « impartialité »⁴. Cela montre que le stigmatisme et la discrimination vont au-delà des questions de nationalité ; ils renvoient à une origine, plus ou moins lointaine, plus ou moins fantasmée. Et, surtout, ce renvoi à l'origine n'est activé que pour certaines catégories de population, pas pour toutes. On n'a pas porté le même soupçon de partialité pour un magistrat blanc jugeant les propos racistes d'Éric Zemmour, ou un catholique jugeant les actes pédophiles d'un prêtre, ou encore un homme jugeant les accusations de viol portées contre Dominique Strauss-Kahn.

PARLER DE RACES, EST-CE RACISTE ?

L'idéologie raciste a conçu des groupes raciaux radicalement hétérogènes les uns aux autres, et homogénéisés en leur sein par l'association imaginaire d'attributs corporels et psychoculturels. L'affirmation d'un fondement biologique, sur laquelle reposait le racisme doctrinaire du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle, s'est estompée aujourd'hui. Mais cette association imaginaire d'attributs corporels et psychoculturels demeure.

Par exemple, quand on dit, encore, « les Noirs ont le rythme dans la peau », on part d'une caractéristique physique (la couleur de peau, « les Noirs »), on l'associe à un trait culturel (« le rythme ») que l'on ramène à nouveau au corps pensé comme naturel (« dans la peau »). On peut également noter que cette affirmation n'est pas hostile et reste cependant raciste.

Mais on peut ne voir à aucun moment le mot race ou une référence au corps apparaître, et être pourtant face à un raisonnement raciste. L'évocation de la « tradition », de la « nationalité », de la « religion » peut, en pratique, fonctionner exactement de la même façon que la référence à la race : la trace du raisonnement raciste apparaît dans la réduction d'une personne singulière au groupe auquel elle est présumée appartenir (essentialisation) et dans l'infériorisation de cette personne par rapport à une norme (particularisation). C'est ainsi que Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait prétendu nommer un « préfet musulman » : le haut fonctionnaire en question était ainsi réduit à une identité religieuse (déduite de son origine et de son nom, et non d'une croyance affichée) qui faisait de lui un préfet « pas comme les autres ». Malgré la rhétorique de l'exclusion qui l'accompagne parfois (« Retourne dans ton pays ! »), c'est une existence subordonnée que l'idéologie raciste aménage en pratique (« Reste à ta place ! »).

Malgré la rhétorique de l'exclusion qui l'accompagne parfois (« Retourne dans ton pays ! »), c'est une existence subordonnée que l'idéologie raciste aménage en pratique (« Reste à ta place ! »).

4. *Le Canard enchaîné*,
6 mai 2015.

Dans notre quotidien, le racisme ne se manifeste pas toujours dans les mots choisis mais aussi dans une différence de traitement. Par exemple, quand l'on demande : « Tu viens d'où ? », cette question n'est pas en elle-même raciste. C'est son usage qui le devient, si on la pose uniquement à des personnes qui ne sont pas blanches, comme c'est souvent le cas, ou lorsqu'on la formule avec insistance, suggérant que la première réponse d'une personne (« Je viens d'Aubervilliers », « Je viens de Franche-Comté ») ne nous satisfait pas.

C'est d'autant plus vrai pour les discours publics et les actions susceptibles d'être contestés devant les tribunaux. Aujourd'hui, le droit applicable en France prohibe le racisme et promet l'égalité devant la loi « sans distinction de race », au point que l'on veut même à présent retirer cette mention de la Constitution. C'est dans ce cadre que se déploie le racisme en France, notamment institutionnel. Il opère des glissements de sens entre traits biologiques, culture supposée et nationalité présumée, pour inférioriser certaines personnes.

Face à ces racismes qui évitent le vocabulaire de la race et utilisent le détour de la culture, de la nationalité ou de la religion pour des raisonnements qui essentialisent toujours une origine supposée, ce sont parfois les dénonciations du racisme qui se retrouvent paradoxalement qualifiées de racistes.

Face à ces racismes qui évitent le vocabulaire de la race et utilisent le détour de la culture, de la nationalité ou de la religion⁵ pour des raisonnements qui essentialisent toujours une origine supposée, ce sont parfois les dénonciations du racisme qui se retrouvent paradoxalement qualifiées de racistes. Parce que ces dénonciations explicitent les présupposés tacites de raisonnements évitant le vocabulaire de la race, elles tendent à employer ce vocabulaire. Elles mettent en scène les dichotomies de l'imaginaire raciste, opposant le « Blanc ingénieur [...] au rang des seigneurs » au « Noir ingénu [...] dépourvu de génie », comme Casey dans *Créature ratée* (2010), ou interrogent l'histoire coloniale et postcoloniale, comme Kery James, qui rappe, dans *Lettre à la République* (2012) : « Nous, les Arabes et les Noirs / On n'est pas là par hasard. »

C'est ainsi que plusieurs députés, en 2006, ont initié une pétition et formulé un projet de loi dénonçant le « **racisme anti-Blanc** » de chansons qui, pour la plupart, critiquent la France comme institution

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Racisme anti-Blanc : cette expression désigne des formes d'hostilité manifestées à l'encontre de Blancs. Outre que leur fréquence est peu documentée et souvent exagérée, l'appellation de racisme est impropre dans la mesure où le racisme est un système qui

organise une hiérarchisation de groupes sociaux. Les éventuelles manifestations d'hostilité à l'égard de Blancs en France s'insèrent dans un système social qui privilégie ces derniers. Elles ne s'accompagnent pas de discriminations systémiques, institutionnalisées ou généralisées,

5. Voir la notice « Le voile est-il une oppression pour les femmes ? ».

et expriment un sentiment d'injustice lié à des inégalités sociales, et notamment des inégalités racistes. En qualifiant la critique de l'État et l'interpellation de la « France » de « raciste », ces députés décrivent une équivalence entre l'État français comme institution, la France comme nation, la population française, l'absence d'origine étrangère et le fait d'être blanc. Autant de termes qui décrivent des faits en réalité bien différents.

Autrement dit, ces députés supposent que l'appartenance pleine et entière à la communauté politique serait dépendante, en dernière analyse, d'attributs religieux ou liés à l'apparence, et qu'en l'absence d'une telle appartenance il faudrait sans cesse faire la preuve de sa conviction nationaliste, voire s'interdire de jamais critiquer la « France ». C'est le sens du slogan raciste, « La France, aimez-la ou quittez-la », popularisé par l'extrême droite dans les années 1980.

C'est aussi de cette façon que se déploie le racisme en France, et notamment le **racisme institutionnel**. Il recourt à l'imputation d'« extranéité », qui renvoie à une supposée origine étrangère, pour inférioriser les Français non blancs.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le racisme est l'essentialisation et la subordination de personnes sur la base de leur origine supposée. Il opère aujourd'hui dans des glissements de sens permanents entre apparence physique, nationalité, culture et religion présumées. Des lois prohibent formellement le racisme, et l'État tend ainsi à s'ériger en arbitre au-delà de tout soupçon. Pourtant, on observe des discriminations et des raisonnements racistes dans de nombreux rouages de l'appareil de l'État, et jusqu'aux sommets de son organisation. L'État, en matière de racisme, n'est pas neutre, mais plutôt juge et partie. Seule l'existence de contre-pouvoirs internes et externes est en mesure de limiter sa contribution à la production d'inégalités entre citoyens, dont les inégalités racistes.

parce que les non-Blancs ne sont pas dans une position qui leur donne ce pouvoir. Elles ne sont donc pas équivalentes au racisme qui s'exprime à l'égard des non-Blancs, parce qu'elles ne constituent pas un rappel à l'ordre social. Sous l'étiquette de « racisme anti-Blanc »,

certaines personnes dénoncent aussi la critique de la France, ce qui est un raisonnement abusif.

Racisme institutionnel : c'est une notion qui rompt avec la conception du racisme comme opinion ou attitude individuelle, pour envisager des

À LIRE

Karim Hammou et Patrick Simon, « Rap en France et racialisation », *Mouvements*, vol. 96, n° 4, 2018, p. 29-35.

Silyane Larcher, *L'Autre Citoyen. L'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage*, Armand Colin, Paris, 2014

Sarah Mazouz, *La République et ses autres. Politiques de l'altérité dans la France des années 2000*, ENS Éditions, Lyon, 2017

Christian Poirer, Véronique de Rudder et François Vourc'h, *L'Inégalité raciste*, Presses universitaires de France, Paris, 2000

À VOIR

Collectif Panic !, *Braves gens, n'ayez plus peur !*, 2007 (collectifpanic.org)

Denis Gheerbrant, *On a grévé*, Zeugma, 2014

Amandine Gay, *Ouvrir la voix*, Bras de fer, 2017

À ÉCOUTER

Rock against police : des lascars s'organisent, 2017 (rapdocsonores.org)

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

mécanismes collectifs. Celle-ci peut décrire différentes choses : le racisme de l'institution, de ses règlements et de son action revendiquée (par exemple, entre 2012 et 2017, des notes internes à des commissariats parisiens donnaient instruction aux fonctionnaires de contrôler des « bandes de Noirs et Nord-Africains » ou de procéder à l'« éviction des "Roms" » de certains secteurs) ; le racisme *dans* l'institution, exercé par ses agents, toléré par leur hiérarchie, l'application discriminatoire de règles qui ne le sont pas (des contrôles d'identité racistes, couramment admis mais sans consignes explicites) ; et enfin la reconduction d'inégalités raciales par la mise en œuvre

aveugle de normes qui ne sont pas discriminatoires par elles-mêmes mais qui, s'appliquant à une situation d'inégalité raciale, contribuent à consolider cette situation (par exemple, la concentration de la lutte contre la délinquance sur le trafic de cannabis plutôt que sur la fraude fiscale, conduisant à surreprésenter les non-Blancs en prison). La notion de racisme institutionnel a permis de concevoir (et faire inscrire dans le droit du travail) la discrimination indirecte : on peut par exemple prouver la discrimination en montrant un différentiel dans la carrière, sans avoir à démontrer l'intention raciste de l'employeur. Le racisme d'État est une forme de racisme institutionnel.

MOCHE OU BEAU ?

Christine Détrez

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 963 à 970

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-963.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MOCHE OU BEAU ?

par **CHRISTINE DÉTREZ**

(sociologue, École normale supérieure de Lyon)

Remerciements à Joëlle Minnel

(syndicaliste)

« Mieux vaut être belle et rebelle que moche et remoque. »

Proverbe contemporain, auteur inconnu,
repris néanmoins dans une chanson de Juliette, *Belle et rebelle*

Être belle, laid, moche... Certes, on peut admettre une certaine subjectivité dans le jugement, mais les « canons » de beauté le disent bien : il y a les canons, et les autres. Et, pourtant, quoi de plus culturel et d'historiquement situé que la laideur ou la beauté ?

« BEAU » ET « LAID » VARIENT SELON LES SOCIÉTÉS ET L'HISTOIRE

Il était une fois... On nous l'a appris dès notre enfance : la princesse est la plus belle du royaume, et les sorcières, les marâtres, les coups du sort ont beau enfermer les princesses, les vêtir de peaux d'âne ou de haillons, la finesse de leur doigt, de leur pied ou de leur visage, quand ce n'est pas leur extrême sensibilité à un petit pois dissimulé sous des dizaines de matelas, finira par triompher et révéler à tous leur identité royale. De même, les monstres et crapauds ne le sont que par sortilège – sauf pour Shrek et sa princesse, bien plus à l'aise en ogresse qu'en princesse anorexique. Mais, si Fiona surprend, c'est bien qu'elle rompt avec le code commun, avec nos habitudes. Ce que racontent ces contes, c'est la justesse du monde, qui fait que les plus beaux, les plus belles sont les dominantes et les dominants. La beauté est un capital, et, dans la règle des cumuls (le capital va au capital) et selon le fameux effet Matthieu (d'après l'évangile selon Matthieu : « Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à

celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a ») : les plus riches sont également les plus beaux.

On le sait bien dans les « beaux quartiers », pour préserver l'ordre social, il faut alors d'autant plus se méfier des exceptions : ces femmes fatales, ces aventuriers à la gueule d'ange, qui viennent bousculer les règles du jeu, les familles bien dotées et les successions.

Gardons-nous cependant d'universaliser les catégories de perception qui aujourd'hui dominent. La forme des « princesses d'hier ou d'ail-

La forme des « princesses d'hier ou d'ailleurs » n'avait rien de commun avec l'imaginaire d'aujourd'hui et d'ici. Les normes de la beauté varient et ont varié, du tout au tout, s'inversant même, selon les temps et les lieux.

leurs » n'avait rien de commun avec l'imaginaire d'aujourd'hui et d'ici. Les normes de la beauté varient et ont varié, du tout au tout, s'inversant même, selon les temps et les lieux. Plutôt que de susciter étonnement ou effroi, la confrontation avec d'autres canons de beauté éloignés, géographiquement, historiquement, culturellement, fait rompre avec ce naturel de l'évidence et cette évidence du naturel, qui emprisonnent dans des grilles d'appréhension du laid et du beau, qui ne valent pas de toute éternité. Chez les Padaung en Birmanie ou chez les Ndébèlès

en Afrique du Sud, la beauté des femmes suppose l'étirement vertical très prononcé de leur cou à l'aide de colliers spirales, le nombre de spirales augmentant jusqu'à l'âge adulte (certains ont qualifié ces femmes de « femmes girafes »). Chez les Mursi d'Éthiopie, les femmes portent un ornement labial inférieur (d'où leur qualification de « femmes à plateaux ») appelé *dhébé*. La mise en place intervient avant l'âge de dix ans : après extraction des incisives inférieures, la lèvre est perforée et une cheville de bois mise en place ; l'orifice est agrandi d'année en année par l'introduction de cylindres de plus en plus grands, jusqu'à la pose d'un grand disque d'argile décoré de gravures. On le voit, ici comme ailleurs, la « mise en beauté » est travail des corps, normalisation, mise en conformité avec des représentations sociales du « beau ». Pour les hommes mursi, se raser entièrement et s'épiler les cils contribue à leur beauté.

Chaque société codifie différemment l'esthétique. Au XVI^e siècle, Ronsard vantait la « divine corpulence », les « gestes délicieux », l'« odoreuse haleine » de sa belle. Du XVII^e au XIX^e siècle, cuisses dodues, poitrines lourdes et embonpoint sont canons de beauté des femmes. Que l'on pense par exemple aux tableaux de Rubens ou à la *Nana* de Zola (1881), cette « adorable jeunesse de blonde grasse [...] elle avait les hanches très fortes, le pantalon ballonnait, pendant que, la poitrine en avant, elle saluait encore avec son fin sourire ». La beauté, longtemps, n'a cessé d'être célébration des corps des groupes dominants ; les goûts « dominants » consacraient, et consacrent

encore, des façons d'être des dominants. La noblesse mangeait, ses corps disaient ainsi la richesse, la profusion, le désirable, alors que les autres secteurs de la population étaient « dans le besoin » et l'effort du labeur. Et puis peintres et lettrés avaient pour clients et mécènes les « grands ». Autre exemple devenu classique, le teint pâle et la peau diaphane disaient dans les siècles précédents que l'on ne travaillait pas aux champs, tandis que le bronzage signale aujourd'hui la possibilité de prendre des vacances au soleil – si possible en plein hiver.

Aujourd'hui encore, les études épidémiologiques sont là pour montrer la persistance de ces inégalités sociales. Les prédispositions génétiques ne suffisent pas à expliquer toutes les variations des silhouettes. Ainsi, au début des années 2000, les cadres supérieurs et les professions libérales mesuraient en moyenne 1,77 mètre, soit 3,3 centimètres de plus que les ouvriers ou les exploitants agricoles¹.

Les travaux de Thibaut de Saint Pol sont bien utiles pour explorer les variations sociales de la corpulence et de l'obésité². L'écart entre les catégories sociales s'est accru quant à la prévalence de l'obésité. Pour les hommes comme pour les femmes, plus le niveau d'études est élevé, plus la corpulence est faible, l'écart étant bien plus important pour les femmes que pour les hommes. Modes de vie, importance ou pas des activités physiques, attention portée à l'alimentation et sensibilité différenciée aux messages de santé publique, autant d'éléments qui peuvent expliquer cette répartition différenciée du gras. En grande section de maternelle, 5,8 % des enfants d'ouvriers souffrent d'obésité contre 1,3 % des enfants de cadres supérieurs. Les enfants d'employés ont aussi 3,7 fois plus de risques d'être obèses que les enfants de cadres, selon une étude du ministère de la Santé, menée auprès de 19 000 enfants, pendant l'année scolaire 2012-2013³.

Mais, alors que, toutes choses égales par ailleurs (âge, niveau de diplôme, taille de la commune de résidence), ce sont les femmes appartenant au quartile de niveau de vie le plus faible qui sont les plus corpulentes, chez les hommes, au contraire, ce sont ceux ayant le niveau de vie le plus élevé qui sont les plus corpulents, alors que l'obésité masculine n'entraîne aucune pénalité sociale notable chez les hommes. La probabilité d'être dans les plus hauts salaires augmente même légèrement avec le surpoids. Alors que les hommes sont plus souvent en surpoids que les femmes, elles vont plus souvent se dire insatisfaites de leur poids (51 % contre 39 %). On s'en doutait, les logiques de genre sont ici déterminantes, et elles varient nationalement. Une comparaison internationale, menée sur treize pays de quatre continents, montre ainsi que l'écart de corpulence entre hommes et femmes

1. INSEE, « Enquête permanente sur les conditions de vie », 2001.

2. Voir notamment : Thibaut de Saint Pol, *Le Corps désirable. Hommes et femmes face à leur poids*, Presses universitaires de France, Paris, 2010.

est le plus important en France, mais également que c'est en France que l'écart entre les idéaux féminin et masculin est le plus marqué : tandis que la minceur est peu appréciée pour les hommes (37 %), elle l'est beaucoup plus pour les femmes (53 %).

SOIS BELLE (ET TAIS-TOI)

Les fillettes, dès leur plus jeune âge, sont ainsi confrontées à toute une série de modèles plus improbables les uns que les autres.

L'histoire des assignations des femmes à la beauté prendrait une bibliothèque entière : on ne compte plus les études sur la publicité, sur les livres pour enfants, sur les dessins animés, sur les clips et les jeux vidéo, sur les films et les autres séries télé, qui montrent combien, de l'enfance à la mort, la femme est la cible de remarques, d'injonctions, de rappels à l'ordre. Cela va de la racine des cheveux, qu'il faut teindre et où l'on traque le premier cheveu blanc, à la pointe du pied, aux ongles taillés et vernis. Aucune partie du corps – même les plus intimes et cachées – n'échappe à la surveillance, au remodelage, au camouflage ou à l'épilation. Les fillettes, dès leur plus jeune âge, sont ainsi confrontées à toute une série de modèles plus improbables les uns que les autres : des proportions impossibles de la poupée Barbie (dont les études anatomiques montrent qu'il manque une cote et qu'avec de telles proportions, une femme ne pourrait tenir debout) jusqu'aux retouches Photoshop des magazines. Les effets de ce matraquage peuvent être fatals sur les représentations de soi, l'estime de soi, la santé... et les porte-monnaie, tant ces injonctions viennent alimenter une industrie de la mode, de l'amaigrissement et du cosmétique extrêmement florissante.

Mais on aurait tort de penser que les femmes sont les seules à être victimes de ces stéréotypes de genre : les hommes se suicident d'autant moins qu'ils sont plus grands. Dans l'emploi, la rémunération varie aussi avec la taille, à l'avantage des grands. Les hommes de petite taille vivent moins souvent en couple et ont moins d'enfants. Le sociologue Nicolas Herpin cite plusieurs études où les économistes, à l'aide de modèles « toutes choses égales par ailleurs », isolent l'effet de la taille ou de la beauté : contrairement aux femmes, les hommes « quelconques » n'ont pas plus de difficultés que les « beaux » à obtenir un emploi. En revanche, leur rémunération est moins élevée. Quant aux tests effectués pour mesurer le « poids des apparences » dans les représentations communes, le seul cas où une « belle gueule » accentue la sévérité du jugement au lieu de l'atténuer arrive dans les simulations

3. Voir : DREES, « La santé des élèves de grande section de maternelle en 2013 : des inégalités sociales dès le plus jeune âge », *Études et Résultats*, n° 920, juin 2015.

de procès pour abus de confiance auprès de femmes plus âgées... Pas de pitié pour les gigolos.

Si les femmes doivent être belles, les hommes doivent donc être grands, signe de leur force, de leur supériorité et de leur « autorité naturelle » : le beau sexe est également le sexe faible, à l'ombre du sexe fort. Et, au cours des siècles, la théorie des tempéraments a été là pour justifier médicalement cette croyance : la femme, plus humide et froide, est molle, tendre, faible. L'homme, chaud et sec, est caractérisé par sa vigueur. Tout prend sens quand il s'agit de garder la femme loin de l'espace public, de la consacrer à la reproduction. La beauté de la femme est ainsi pensée comme façon de réjouir et de servir l'homme, puis de l'attirer afin de perpétuer l'espèce, dans un univers où les sexes sont pensés comme différents et complémentaires...

Si les femmes aujourd'hui peuvent sortir et aller travailler, l'image du « beau » couple n'a pourtant guère changé, et la « valence différentielle des sexes », comme l'avait définie l'anthropologue Françoise Héritier, a toujours de beaux jours devant elle : les petites annonces continuent à chercher toujours une femme « mignonne », « jolie », « charmante », surtout plus petite, plus jeune et moins diplômée que l'homme. Et si, au lieu de feuilleter les pages des annonces matrimoniales, on navigue maintenant sur tel ou tel site Internet pour trouver l'âme sœur ou la rencontre d'un soir, la technique n'a rien révolutionné dans les attentes.

MIROIR, MON BEAU MIROIR

Mais les jugements en beauté et laideur sont aussi des jugements moraux. L'histoire des miroirs reflète – en un jeu de mots facile – l'évolution des significations portées à chaque partie du corps. Les miroirs en pied n'existent pas avant le XVIII^e siècle, tant, auparavant, l'attention se focalise sur le visage, dont la beauté revêt une valeur quasi religieuse, en ce qu'elle exprime les vertus morales. Durant la Renaissance, seule certaines zones du corps étaient marqueurs de beauté : « Quel besoin de soucier des jambes puisque ce n'est pas chose qu'il faille montrer », écrit un manuel d'instruction des filles en 1597. Issue de l'Antiquité, la physiognomonie traverse d'ailleurs les siècles : le caractère se lirait dans l'angle d'un nez, d'un front ou d'un menton, les vertus et les vices dans l'arrondi ou la forme du visage. Mais, tandis que les miroirs s'allongent, jusqu'aux armoires à

Si les femmes doivent être belles, les hommes doivent donc être grands, signe de leur force, de leur supériorité et de leur « autorité naturelle » : le beau sexe est également le sexe faible, à l'ombre du sexe fort.

plusieurs battants du XIX^e siècle qui permettent de traquer le moindre détail, le contrôle gagne tout le corps. Car tout ce qui est visible doit être surveillé. La lutte de la bourgeoisie contre la noblesse est aussi celle de la fermeté contre la mollesse (même si on continue à enfermer les bustes des femmes dans des corsets, qui affaissent leurs chairs, la mise sous contrôle des femmes n'étant pas à une contradiction près), de la robustesse contre l'alanguissement, des balades en plein air contre l'air saturé de parfums des boudoirs ou des salons. Derrière, c'est aussi de la morale de l'effort contre l'héritage, du travail contre l'oisiveté. Et cette morale du travail va également consacrer l'individu, et la croyance de la responsabilité de chacune et de chacun. C'est

**Plus le corps, au XX^e siècle,
va se découvrir, plus les normes
vont s'intérioriser.**

ainsi que, plus le corps, au XX^e siècle, va se découvrir, plus les normes vont s'intérioriser : sans chapeaux, les chevelures doivent être teintées et coiffées, sans gants, les mains soignées, et si les jupes raccourcissent et dévoilent les jambes, alors celles-ci doivent être épilées, tandis que les tailles libérées des corsets se doivent d'être fines et musclées.

« IL N'Y A PAS DE FEMMES LAIDES, SEULEMENT DES PARESSEUSES »

L'Univers de la femme est une encyclopédie d'une bonne dizaine de kilos, qui a été un best-seller à la fin des années 1960. Dans ce qui était conçu pour être la bible de la femme moderne – cette femme qui désormais travaille et qui est « résolument féministe » – est déployé au fil des chapitres ce même argument : pour être belle, il faut faire des efforts. On peut y lire : « Entendons-nous sur le terme beauté. La vraie beauté, à notre avis, ce n'est pas de posséder un visage, une silhouette, proche de la perfection. À ce moment, peu de femmes pourraient prétendre à la beauté ! La vraie beauté, c'est avant toute chose une certaine qualité de cœur qui se marque dans un sourire bienveillant, de la lumière dans les yeux. C'est une démarche souple, des gestes mesurés, une voix au timbre mélodieux, le désir d'être agréable à ceux qui vous entourent qui se reflète dans vos attitudes, vos comportements [...]. Pour demeurer belle, il faut de la volonté. Dans les pages qui suivent, nous essayons de vous aider dans cette grande entreprise si précieuse pour vous et ceux qui vous aiment : être une femme charmante et belle. »

Ce que raconte cette encyclopédie, c'est que les femmes n'ont plus aucune excuse : à l'ère du prêt-à-porter et de la gymnastique, même si

elle travaille, la femme est responsable de son corps. « Vous êtes très occupée ? Vous travaillez beaucoup ? Vous ne disposez, et encore c'est une façon de parler, que de quelques minutes, ces quelques minutes, vous allez les consacrer à la culture physique. Ce n'est vraiment pas drôle, direz-vous ! Mais des hanches qui s'empâtent, ce n'est pas agréable non plus. Choisissez⁴... »

La conclusion est imparable : rien ne sert de se plaindre, et il est du ressort – du devoir – de chacune d'obtenir le corps, l'apparence que l'on désire. La laideur n'est plus un mauvais ticket à la loterie génétique, mais une preuve de sa paresse, de sa négligence : le jugement moral n'est jamais bien loin du jugement esthétique, contre celles et ceux qui « se laissent aller ». *A lovely girl is an accident, a beautiful woman is an achievement*⁵, affirmait le magazine américain *Vogue* en 1984. Trente-cinq ans plus tard, la diffusion même de l'anglicisme *body shaming* témoigne de la persistance, voire de l'amplification, de ce procès en négligence pour qui serait un peu trop gros, un peu trop mou.

Et, puisque le marché doit trouver de nouveaux débouchés, pourquoi laisser de côté la moitié de la population ? La multiplication des gammes et des marques de cosmétiques à destination des jeunes hommes, ainsi que la diffusion, même parmi les adolescents, de la musculation comme moyen de sculpter son corps démontrent – s'il le fallait – l'actualité de cette injonction permanente à la performance individuelle.

Ici et là fleurissent néanmoins des formes, si ce n'est de résistances, en tout cas de ras-le-bol. En Corée du Sud, en 2018, le hashtag #escapethecorset rassemblait les photos de femmes détruisant leurs produits de beauté. Il faut savoir que la Corée du Sud réalise 3 % des ventes mondiales de cosmétiques, et on estime qu'un tiers des jeunes femmes ont recours au moins une fois dans leur vie à la chirurgie esthétique. Le mouvement Bodypositive a également essaimé sur les réseaux sociaux... au point de devenir un argument publicitaire pour certaines marques. Et s'élèvent également des dénonciations de la grossophobie et de l'association permanente entre critères esthétiques et condamnations morales. Le paradoxe des réseaux sociaux est d'offrir une plateforme inédite à la fois de diffusion des normes et de leur contestation.

4. Jean-Claude Dorrier et Gérard Klein (dir.), *L'Univers de la femme*, Girard et Cie, Paris, 1965.

5. « Une jolie fille, c'est un accident, une belle femme, c'est un accomplissement. »

MORALE DE L'HISTOIRE

Il n'y a donc pas grand-chose de naturel, d'individuel, de subjectif ou de fortuit dans la beauté et la laideur. Ici encore, la sociologie débusque, derrière les arguments biologiques (la fameuse génétique) ou philosophiques (les goûts et les couleurs, le mérite personnel...), les logiques d'exclusion, de distinction, de discrimination, et les inégalités entre les groupes sociaux. Dès que l'on entend le mot « naturel », ce travail de déconstruction est plus que nécessaire. Et sans doute que l'on devrait toujours avoir, comme sorte de réflexe, cette mise en garde de Bertold Brecht, dans *L'Exception et la Règle* :

« Ne trouvez pas naturel ce qui se produit sans cesse !
Qu'en une telle époque de confusion sanglante
De désordre institué, d'arbitraire planifié
D'humanité déshumanisée
Rien ne soit dit naturel, afin que rien ne passe pour immuable. »

À LIRE

Erving Goffman, *L'Arrangement des sexes*, La Dispute, Paris, 2002 [première édition : 1977]

Nicolas Herpin, *Le Pouvoir des grands, De l'influence de la taille des hommes sur leur statut social*, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », Paris, 2006

Georges Vigarello, *Histoire de la beauté*, Le Seuil, Paris, 2007

Delphine Robineau et Thibaut de Saint Pol, « Les normes de minceur, une comparaison internationale », *Population et Sociétés*, n° 104, octobre 2013

Thibaut de Saint Pol, *Le Corps désirable. Hommes et femmes face à leur poids*, Presses universitaires de France, Paris, 2010

À VOIR

Eva Perez-Bello, « Le collectif Gras politique lutte contre la grossophobie », Brut, 27 avril 2018

LES CHÔMEURS, DE GROS FAINÉANTS ?

Hadrien Clouet

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 971 à 980

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-971.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES CHÔMEURS, DE GROS FAINÉANTS ?

par HADRIEN CLOUET

(sociologue, Centre de sociologie des organisations)

Remerciements à Suzanne Sellerte

(professeure de sciences économiques et sociales)

« Chômage : 12 % des demandeurs d'emploi
ne cherchent pas d'emploi »

Le Figaro, 21 août 2018

A la fin du XIX^e siècle, les conflits du travail, la radicalisation ouvrière et le paupérisme incitent les réformateurs sociaux à rechercher une intervention non répressive de l'État. Mais comment justifier cette demande originale ? L'invention d'une nouvelle catégorie de la population constitue une réponse. Les réseaux de réformateurs sociaux plaident alors pour la reconnaissance du *chômage* comme un risque et des *chômeurs* comme ses victimes. Cette représentation est loin cependant de faire consensus aujourd'hui et la définition des causes du chômage et des droits des chômeurs est un enjeu de lutte dans le débat public. Le chômage est-il un choix individuel ou un risque social ? Comment les chômeurs sont-ils comptabilisés ? Quels sont les enjeux des divers modes de calcul en vigueur ? Quelles contraintes pèsent sur la vie concrète des chômeurs ? En quoi le sort réservé aux chômeurs a des implications directes sur la vie des salariés ?

LE CHÔMAGE, UN FAIT SOCIAL (ET PAS INDIVIDUEL)

L'invention du chômage à la fin du XIX^e siècle acte le caractère inédit de la privation involontaire d'emploi, dans la foulée de la Révolution industrielle. Les salariés ne décident plus quand ils travaillent et

lorsqu'ils chôment, à l'instar des artisans ou des paysans. Désormais, des patrons les embauchent et les licencient.

Loin de représenter une tare individuelle, le chômage relève dès lors du phénomène social. C'est ce que vont prouver les réformateurs William Beveridge et Max Lazard. Dans le langage de la statistique, William Beveridge cherche à distinguer les causes du chômage. Il montre la variation du volume de chômeurs en fonction de la conjoncture, des saisons, des cycles de production... De cette façon, il souligne à quel point le chômage est un « problème d'industrie » et non de personnes, comme l'indique le titre de son ouvrage¹. Le sociologue Max Lazard privilégie quant à lui une piste parallèle. À partir des statistiques disponibles, il calcule les coefficients de risque de chaque groupe social. Selon le métier, les qualifications ou le sexe, les probabilités d'être privé d'emploi varient grandement. Ainsi, les caractéristiques sociales des individus, auxquelles ils ne peuvent rien, déterminent en partie leur exposition au chômage². Pour ces deux théoriciens du chômage, *la volonté de travailler n'est pas une variable explicative*.

Dans leur sillage, un triple raisonnement par l'absurde permet de briser le lien supputé entre volonté de travail et chômage, à l'aide de données décennales, annuelles et générationnelles. Entre avril 2008 et avril 2019, le nombre d'individus inscrits à Pôle Emploi a presque doublé, passant de 3,7 à 6,5 millions. La volonté de travail aurait-elle varié à ce point en l'espace de dix ans ? En outre, d'année en année, la courbe des demandeurs d'emploi arbore le même profil : un point culminant en novembre, puis une diminution jusqu'à l'été avant de remonter. La volonté de travail dépendrait-elle des saisons ?

**Le chômage présente des
régularités collectives qui
interdisent de l'expliquer par les
comportements individuels.**

Enfin, supposer une perte d'ardeur au travail implique d'élucider un mystère : comment les jeunes travailleurs des Trente Glorieuses, au summum du plein-emploi masculin, ont-ils pu devenir des chômeurs âgés de longue durée ? Ont-ils perdu le goût du travail depuis lors ? Le chômage présente des *régularités collectives* qui interdisent de l'expliquer par les comportements individuels.

Comment donc concevoir le chômage en laissant de côté les goûts individuels ? L'œuvre de Robert Salais avance à cet égard le concept de « file d'attente du chômage³ ». Il souligne que le chômage est un fait social : un nombre d'offres d'emplois donné est mis sur le marché, face à des individus qui attendent d'être sélectionnés. Certains sont proches de l'arrivée (ils ont de fortes chances de recrutement), tandis que d'autres en demeurent éloignés (avec de faibles espérances d'intéresser

1. William Beveridge, *Unemployment : A Problem of Industry*, Longmans, Green and Co., Londres, 1909.

2. Max Lazard, *Le Chômage et la profession. Contribution à l'étude statistique du chômage et de son coefficient professionnel*, Felix Alcan, Paris, 1909.

3. Robert Salais, « Le chômage : un phénomène de file d'attente », *Économie et Statistique*, vol. 123, n° 1, 1980, p. 67-78.

les employeurs). Les chômeurs les plus récents sont positionnés au niveau de l'arrivée, car ils ont beaucoup de contacts et des références à faire valoir, tandis que les chômeurs les plus anciens reculent dans la file d'attente. Cette modélisation considère le chômage comme un produit arithmétique : le stock de chômeurs est réduit proportionnellement aux nouvelles offres mises en circulation, à partir de l'arrivée de la file d'attente. Sur les périodes étudiées par Robert Salais, l'écart entre offre et demande restitue parfaitement les évolutions du chômage.

Une seconde approche, portée par la sociologie pragmatique et l'économie des conventions, est venue compléter cette explication. Elle met au jour un second type de chômage, le « chômage d'exclusion ». Selon la manière dont les recruteurs diffusent des offres, évaluent les candidats et organisent les entretiens, certaines populations se retrouvent rejetées de l'emploi. Le chômage est alors expliqué à partir des attentes mêmes des recruteurs, inadaptées à certaines personnes désireuses de travailler. La lecture d'un CV, d'une lettre de motivation ou l'analyse graphologique ne valorisent pas les mêmes personnes. Le chômage résulte alors de « crispations du jugement sur une convention dominante⁴ ».

DU TRAVAIL MÉCOMPTÉ ? UNE QUANTIFICATION TRÈS POLITIQUE

Le chômage soi-disant baisse en ce début 2019. Ce discours ne tient qu'à condition de se satisfaire d'une mesure particulière et étroite de la privation d'emploi.

Les « chiffres du chômage » sont devenus un indice crucial pour juger les politiques d'emploi. Mais quantifier le chômage, c'est-à-dire transformer le phénomène en chiffres, ne va pas de soi. Cela nécessite d'abord un accord sur l'objet mesuré, avant de procéder à tout calcul. Or le rapport des individus à l'emploi représente un critère essentiel des conventions statistiques du chômage : demande-moi *comment* tu veux travailler, je te dirai si tu entres dans le calcul...

Aujourd'hui, en France, la publication des chiffres du chômage repose sur deux conventions métrologiques. Une convention statistique mise en œuvre par l'INSEE applique les orientations du Bureau international du travail (BIT), à partir d'un recensement de population. Elle quantifie le nombre de « **chômeurs BIT** ». L'autre convention est

Le rapport des individus à l'emploi représente un critère essentiel des conventions statistiques du chômage : demande-moi *comment* tu veux travailler, je te dirai si tu entres dans le calcul...

4. François Eymard-Duvernay, *Épreuves d'évaluation et chômage*, Octarès, Toulouse, 2012, p. 53.

administrative, publiée par Pôle Emploi à partir de l'enregistrement des flux d'inscription. Les « **chômeurs Pôle Emploi** » correspondent au nombre de « demandeurs d'emploi en fin de mois », subdivisé en catégories A, B, C, D ou E, à la publicité inégale. Ces deux sources ne concordent pas forcément, car les attentes exprimées vis-à-vis des individus pour les décompter divergent, notamment en matière de travail.

Au niveau du BIT, toute activité professionnelle d'au moins une heure dans la semaine de référence exclut de la catégorie de chômeur. Il s'agit d'une approche économique, fondée sur un statut strictement marchand. Chez Pôle Emploi, au contraire, l'exercice d'un emploi de durée réduite conduit à un changement de catégorie de référence (en catégorie B ou C, selon l'ampleur horaire du travail dans le mois). Il s'agit d'une approche bureaucratique, fondée sur un statut administratif. Ces différences de définition du chômage modifient considérablement le nombre de chômeurs comptabilisés. Prenons l'exemple des données pour le premier trimestre 2019 en France métropolitaine : pour l'INSEE, il y avait alors 2 400 000 BIT ; pour Pôle Emploi, le chômage concernait 6 650 000 individus toutes catégories confondues : soit 3 750 000 en catégorie A (recherche obligatoire, aucun travail), 2 200 000 en catégorie B + C (recherche obligatoire, exerce une activité réduite), 690 000 en catégorie D + E (pas de recherche obligatoire, indisponibles).

La question de savoir si les individus travaillent n'est donc pas seulement une injonction morale, mais aussi un critère de quantification. À Pôle Emploi, les « demandeurs d'emploi » décomptés peuvent travailler ce qui est impensable pour le BIT. La montée en puissance du BIT au cours du xx^e siècle a toutefois imposé sa mesure comme norme statistique nationale et comme étalon des comparaisons entre pays⁵. Le travail, même précaire, partiel ou irrégulier (souvent féminin), constitue dès lors le *contraire* de la catégorie statistique internationale de chômage, alors qu'il appartient pleinement à la catégorie administrative nationale de demandeur d'emploi⁶. Dans un pays comme l'Allemagne,

5. Bénédicte Reynaud, « L'invention du chômage », *Regards croisés sur l'économie*, n° 13, 2013, p. 11-20.

6. Margaret Maruani, *Les Mécomptes du chômage*, Bayard, Paris, 2002.

Chômeur BIT : personne en âge de travailler, de quinze ans ou plus, sans travail, en recherche d'emploi (depuis au moins quatre semaines) et disponible à court terme (dans les deux semaines). Toute activité professionnelle d'au moins une heure dans la semaine de

référence exclut de la catégorie de chômeur.

Chômeur Pôle Emploi : personne à la recherche d'un emploi et inscrite à Pôle Emploi. Les chômeurs sont classés selon les différentes catégories de Pôle Emploi : « A » pour les chômeurs

les données administratives sont encore plus resserrées, car tout demandeur d'emploi inscrit qui recherche une activité inférieure à quinze heures hebdomadaires ou qui exerce une activité supérieure à quinze heures hebdomadaires perd son statut administratif et disparaît des représentations chiffrées.

La manière dont est décrit le marché de l'emploi cadre aussi les problèmes et implique une représentation des chômeurs. Le discours autour des « emplois non pourvus », récurrent dans le débat public, cible en réalité les chômeurs sans les nommer. Si de vastes gisements d'emplois sont disponibles, pourquoi autant de chômage, sinon à cause de l'indolence des concernés ? Mais rien n'accrédite de telles suppositions. Chaque année, Pôle Emploi accueille 3,2 millions d'offres d'emplois. Parmi elles, 150 000 sont abandonnées faute d'un nombre suffisant de postulants... et seules 19 500 ne reçoivent aucune candidature, soit 0,6 % ! Certains acteurs gouvernementaux ou patronaux tentent d'accréditer l'idée d'une indisponibilité massive de main-d'œuvre en France⁷. Lorsqu'ils interpellent à propos de « 300 000 offres non pourvues » à l'échelle de la France, un tel chiffre semble instinctivement élevé. Cependant, outre sa méthodologie douteuse, il convient de le rapporter aux 28 millions d'embauches réalisées chaque année⁸. Une fois l'opération effectuée, nous réalisons que... 99 % des embauches souhaitées ont bel et bien lieu !

Notons enfin que 300 000 offres non pourvues ne signifieraient pas 300 000 chômeurs de moins, car une partie conséquente de ces emplois sont provisoires, à durée déterminée ou à faible amplitude horaire. Les salariés doivent généralement en combiner plusieurs, simultanément ou successivement, afin de vivre dignement. Plusieurs « offres non pourvues » sont parfois nécessaires *par chômeur* pour retourner durablement en emploi.

n'ayant pas travaillé du tout, « B » et « C » pour des activités partielles... Le chiffre de la seule catégorie A et pour la seule France métropolitaine est le plus utilisé dans le débat public. L'accès à une formation ou l'exercice d'un emploi de durée réduite conduit à un changement de catégorie de

référence (en catégorie B ou C, selon l'ampleur horaire du travail dans le mois). Une personne sans activité mais qui n'est pas ou plus inscrite à Pôle Emploi ou qui est radiée sort du chômage comptabilisé. En 2017, 16 % des chômeurs recensés par l'INSEE ne se déclarent pas inscrits à Pôle Emploi.

7. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les qualifications des personnes sont toujours adaptées aux postes ; mais elles ont bien la *volonté* de l'occuper.
8. Dont 60 % de moins d'un mois.

DU LABEUR INVISIBLE ?

Interroger la volonté de travail des chômeurs suppose néanmoins... que les chômeurs ne travaillent pas ! Or, s'ils n'ont pas d'emploi, l'expérience du chômage s'accompagne pourtant d'*exigences multiples* : les attentes institutionnelles et leurs interprétations, les croyances collectives, les négociations avec l'entourage ou les conseillers administratifs⁹. Les chômeurs doivent les combiner en s'adonnant à un véritable travail identitaire, afin de justifier leur rôle social ou de répondre à des obligations extérieures. Toute période de chômage constitue donc une forme de travail, à savoir l'articulation d'attentes parfois contradictoires et douloureuses, différemment vécues selon les dispositions de chacun¹⁰.

Toute période de chômage constitue donc une forme de travail, à savoir l'articulation d'attentes parfois contradictoires et douloureuses, différemment vécues selon les dispositions de chacun.

Ce travail du chômage est en premier lieu bureaucratique. L'éligibilité à des aides demeure conditionnelle pour les chômeurs, car des institutions de contrôle ont toujours surveillé leurs efforts présumés. Le statut de chômeur est subordonné à l'envoi de documents administratifs, à la présence en convocations ou encore à l'acceptation de certaines offres. De plus, hors des murs de l'agence, les chômeurs se voient intimés d'accomplir une recherche dite « active » d'emploi. Derrière ce terme désormais commun dans toute l'Europe, les injonctions varient largement, y compris d'un conseiller à l'autre.

Le statut administratif de chômeur relève donc d'un travail quotidien de *mise en conformité et de justification*, plus ou moins intense selon les exigences des conseillers, l'accessibilité des agences et la proximité avec les outils numériques. Les chômeurs produisent des récits, rassemblent des pièces et construisent des projets, afin d'établir leur conformité aux attentes institutionnelles. En même temps, la multiplication des interlocuteurs et des plateformes de traitement spécifique accroît la durée de travail nécessaire aux chômeurs pour reconduire leur propre statut. Seule exception, les chômeurs jugés totalement autonomes se retrouvent généralement dispensés de ce travail bureaucratique par leurs conseillers.

En outre, depuis les années 1990, les obligations faites aux chômeurs ont été resserrées et durcies dans la plupart des pays du monde. Simultanément, en France, les conditions d'activité de leurs conseillers ont été modifiées, pour les inviter à une appréciation plus rigoriste des situations individuelles et des biographies¹¹. Malgré cela, la plupart des conseillers mettent en échec les injonctions au contrôle

9. Didier Demazière, *Le Chômage. Comment peut-on être chômeur ?*, Belin, Paris, 2003.

10. Dominique Schnapper, *L'Épreuve du chômage*, Gallimard, Paris, 1981.

11. Vincent Dubois, Emmanuel Pierru et Jean-Matthieu Meon, *Le Contrôle des chômeurs*, GSPE-Dares, ministère du Travail, 2006.

tatillon. Ils recherchent le plus souvent des arrangements pour éviter aux publics les radiations et les sanctions – ce qui *accroît* encore la charge de travail bureaucratique des chômeurs.

Pour s'extraire du travail administratif et de la recherche routinière, l'engagement associatif peut constituer un *travail-échappatoire*. Avec le souci de se placer au service de la société, les chômeurs investis s'adonnent à un travail de prévention, d'information, de soutien aux plus précaires, d'animation collective ou de loisirs... Autant de tâches socialement utiles prises en charge par des individus privés d'emploi, qui développent un travail dans des cadres collectifs. L'activisme entre chômeurs au sein d'associations de lutte ou d'entraide constitue une modalité d'engagement assez rare, qui permet toutefois aux individus qui le pratiquent de normaliser leur condition, de se projeter de façon positive et de conduire un travail politique de vigilance et d'exigence vis-à-vis du traitement public et de l'accès aux droits de leurs homologues¹².

Généralement indicible, le travail non déclaré représente aussi une forme d'activité envisageable pour de nombreux chômeurs, soucieux de conserver l'ensemble de leurs gains et d'éviter toute erreur administrative de déclaration. Depuis la criminalisation du travail non déclaré dans les années 1990, certaines formes d'activité rémunérée enfreignent à la fois les engagements souscrits vis-à-vis de l'agence pour l'emploi et la législation générale¹³. Pourtant, la baisse tendancielle des indemnités chômage les érige en dernier recours pour obtenir rapidement l'argent nécessaire à la survie – le travail est alors accompli *malgré* l'institution.

En revanche, l'activité domestique représente une forme de travail systématiquement *reconfigurée* par le chômage. Par rapport à ses proches qui occupent un emploi, l'individu en recherche d'emploi est généralement jugé flexible et plus présent à domicile¹⁴. En conséquence, il absorbe un ensemble de tâches domestiques nouvelles, qui peuvent se substituer de façon conséquente à la recherche d'emploi et renforcer le partage genré et inégalitaire du travail domestique¹⁵. S'il s'agit en l'occurrence d'une chômeuse, le risque s'élève que la légitimité de l'emploi féminin soit écrasée par les attentes domestiques ou bien sacrifiée au travail masculin.

12. Valérie Cohen et Xavier Dunezat, *Quand des chômeurs se mobilisent...*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2018.

13. Florence Weber, *Le Travail au noir : une fraude parfois vitale ?*, Éditions de la rue d'Ulm, coll. « La rue ? Parlons-en ! », Paris, 2008.

14. Didier Demazière, « Le chômage comme épreuve temporelle », in *Les Temporalités sociales : repères méthodologiques*, Octarès, Toulouse, p. 121-132.

15. Chantal Rogerat et Danièle Sénotier, « De l'usage du temps de chômage », in Helena Hirata, Danièle Senotier (dir.), *Femmes et partage du travail*, Syros, coll. « Alternatives sociologiques », Paris, 1996, p. 73-86.

DE L'EMPLOI IMPENSABLE ? CHÔMAGE ET DESTRUCTION DES RELATIONS SOCIALES

Si les chômeurs s'adonnent à des formes de travail peu reconnues, leur expérience de privation d'emploi pose une série de problèmes redoutables pour espérer retrouver un poste. En effet, plus le chômage dure, plus les difficultés s'accumulent pour être embauchés à nouveau, par rapport aux autres concurrents sur le marché de l'emploi. Si le travail est une activité quotidienne de nombreux chômeurs, l'emploi semble s'éloigner au fur et à mesure que s'allonge leur exclusion du marché.

Dans les sociétés salariales, l'occupation d'un emploi est en effet une norme : sa perte entraîne un sentiment d'« infériorité sociale » qui s'ajoute aux privations matérielles.

Une des conséquences majeures du chômage est en effet l'affaiblissement des liens sociaux. Révélé dès les années 1930 dans l'étude pionnière sur la commune de Marienthal¹⁶, ce résultat a toujours été confirmé depuis. Le chômage entraîne l'isolement des individus concernés, leur retrait des activités associatives, le déclin de la participation électorale, voire les ruptures conjugales¹⁷. Il *rétrécit* ainsi le périmètre des connais-

sances. Or la recherche d'emploi repose notamment sur la mobilisation de personnes éloignées (des « liens faibles¹⁸ ») afin de multiplier les opportunités.

La perte de capital social est renchérie par des expériences plus subjectives, comme l'humiliation ou la dévalorisation de soi. Dans les sociétés salariales, l'occupation d'un emploi est en effet une norme : sa perte entraîne un sentiment d'« infériorité sociale¹⁹ » qui s'ajoute aux privations matérielles. Coupés des rythmes collectifs et de leurs repères quotidiens (heures de travail, déjeuners, congés...), de nombreux chômeurs se replient sur eux-mêmes et se *marginalisent*.

Quant aux emplois en circulation sur le marché et proposés aux chômeurs, il s'agit rarement des plus courus. Les employeurs envoient plutôt au service public d'emploi leurs offres jugées compliquées à pourvoir par d'autres canaux. Les emplois les moins valorisés sont ainsi proposés aux individus qui subissent déjà des difficultés considérables et, logiquement, échouent régulièrement à réunir les conditions propices pour les accepter. Certains postes requièrent de déménager avec des frais exorbitants, d'autres imposent de concilier un temps de travail fractionné ou imprévisible avec une vie de famille²⁰... Autant de *prérequis inaccessibles* aux ménages monoparentaux ou aux foyers précaires, surreprésentés parmi les cohortes de chômeurs.

16. Paul Lazarsfeld, Marie Jahoda et Hans Zeisel, *Les Chômeurs de Marienthal*, Éditions de Minuit, Paris, 1982.

17. Serge Paugam, « L'épreuve du chômage : une rupture cumulative des liens sociaux ? », *Revue européenne des sciences sociales*, n° 135, 2006.

18. Mark Granovetter, *Getting a Job. A Study of Contacts and Careers*, Harvard University Press, Cambridge, 1974.

19. Raymond Ledrut, « Les chômeurs : faiblesse sociale et sentiment de faiblesse », *Revue française de sociologie*, vol. 2-3, 1961, p. 152-165.

20. Yolande Benarrosh, *Les Sens du travail. Migration, reconversion, chômage*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Le sens social », Rennes, 2014.

Mais le travail de recherche d'emploi lui-même peut jouer *contre* le retour à l'emploi ! En effet, les candidatures incessantes et frénétiques ne constituent pas une stratégie fructueuse. Au contraire, l'autocontrôle et la sélectivité (cibler quelques offres, demeurer distanciés et se limiter) apparaissent déterminants pour décrocher un poste²¹. Au lieu de motiver les chômeurs, le resserrement des contrôles sur la recherche d'emploi conduit de nombreux individus à se désinscrire, à quitter le marché de l'emploi et à préférer l'inactivité aux vexations bureaucratiques.

STIGMATISER LES UNS POUR (DÉ)RÉGULER LE TRAVAIL DES AUTRES ?

Le traitement des chômeurs n'engage cependant pas qu'eux. Le soupçon porté sur leur volonté de travailler se répercute indirectement sur l'ensemble des salariés.

Le travail de recherche d'emploi des chômeurs constitue une dynamique essentielle sur le marché de l'emploi : il fournit à certains employeurs l'opportunité de remplacer des personnels similaires aux candidats. C'est ce que décrit le concept marxiste d'armée industrielle de réserve, soulignant la *contribution positive* du chômage à l'accumulation capitaliste²². Le niveau général du chômage pèse ainsi globalement sur les salaires d'activité, tirés vers le bas en temps de crise, lorsque les emplois peu payés ou de qualité réduite trouvent facilement preneurs. Lorsque les chômeurs sont enjoint à accepter n'importe quelle offre, la condition générale du salariat se dégrade.

Par ailleurs, les discours de stigmatisation des chômeurs ont aussi des *effets financiers* bien tangibles. Ils conduisent à des hésitations du côté des publics éligibles et à des refus d'inscription chez les individus qui vivent leur statut de chômeur comme honteux. De même, les changements rapides et fréquents des droits et des devoirs des chômeurs déstabilisent les perceptions des usagers, dont les repères sont fragilisés, et l'exposition à des erreurs (passibles de sanction) est redoublée²³. Mettre en doute la volonté de travail des chômeurs permet de légitimer la réduction des dépenses de l'assurance chômage, exonérant les employeurs de toute solidarité et *reportant sur les salariés* le prix de la pénurie d'emplois.

Le niveau général du chômage pèse ainsi globalement sur les salaires d'activité, tirés vers le bas en temps de crise, lorsque les emplois peu payés ou de qualité réduite trouvent facilement preneurs.

21. Didier Demazière, « Qu'est-ce qu'une recherche « active » d'emploi ? Expériences de chômeurs ayant obtenu un emploi », *Travail et Emploi*, 2017, vol. 3, n° 151, p. 5-28.

22. Karl Marx, *Le Capital*, t. I, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », Paris, 1993.

23. Didier Demazière, « Les droits des chômeurs : des mesures déstabilisatrices », in *L'Envers de la « fraude sociale » : le scandale du non-recours aux droits sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », p. 139-156.

MORALE DE L'HISTOIRE

Le chômage n'est donc en aucune manière une question de comportement individuel : c'est un phénomène social dont la perception est étroitement déterminée par la manière dont les chiffres sont construits et par les discours stigmatisants dont les personnes sans emploi sont l'objet.

La vie concrète des chômeurs, les multiples contraintes qu'ils sont conduits à assumer sont invisibilisées. Aujourd'hui, la mise en cause des travailleurs privés d'emploi permet de délégitimer l'assurance chômage, cette protection indispensable acquise par le monde du travail. C'est tout le bénéfice pour les employeurs : la fragilisation des chômeurs exacerbe la concurrence pour les emplois disponibles et exerce une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs.

À LIRE

Yolande Benarrosh, *Les Sens du travail. Migration, reconversion, chômage*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014

Christine Daniel et Carole Tuchsirer, *L'État face aux chômeurs*, Flammarion., Paris, 1999

Didier Demazière, *Le Chômage. Comment peut-on être chômeur ?*, Belin, Paris, 2003

François Eymard-Duvernay, *Épreuves d'évaluation et chômage*, Octarès, Toulouse, 2012

Lynda Lavitry, *Flexibilité des chômeurs, mode d'emploi*, Presses universitaires de France, Paris, 2015.

Paul Lazarsfeld, Marie Jahoda et Hans Zeisel, *Les Chômeurs de Marienthal*, Éditions de Minuit, Paris, 1982

Margaret Maruani, *Les Mécomptes du chômage*, Bayard, Paris, 2002

Odenore, *L'Envers de la « fraude sociale ». Le scandale du non-recours aux droits sociaux*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2012

Jean-Marie Pillon, *Pôle emploi. Gérer le chômage de masse*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2017

Dominique Schnapper, *L'Épreuve du chômage*, Gallimard, Paris, 1981

Christian Topalov, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Albin Michel, Paris, 1994

RONDS-POINTS « GILETS JAUNES » ET « ESTIMES DE SOI » EN MILIEUX POPULAIRES

Willy Pelletier

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 981 à 992

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-981.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RONDS-POINTS

« GILETS JAUNES »

ET « ESTIMES DE SOI »

EN MILIEUX POPULAIRES

par **WILLY PELLETIER** (sociologue, université de Picardie)

Remerciements à **Laurent Sernat**, **Joëlle Minnel** et **Carole Freytet-Rolland** (syndicalistes)

« Salut, ouais, on se voit demain, on se voit demain ? »

Gilles, trente-neuf ans, divorcé,
employé en CDD d'une société de gardiennage

Surtout quand des militants les racontent, pas une mobilisation n'échappe aux exaltations édifiantes, aux enchantements rétrospectifs. Sont trop oubliés les « personnes ordinaires » (non militantes) et les motifs mixtes qui les firent « être dans l'action ». Mais, pour ces personnes aussi, « en être » reconfigure et reconforte souvent les images et estime de soi.

DISLOCATIONS DES ENTRE-SOI POPULAIRES

La population qui occupa les ronds-points, en décembre 2018, ne fut pas celle qui y passait le week-end ou en fin de journée. Et, suivant les territoires, les populations varièrent.

Dans le triangle Soissons-Noyon-Laon, parmi les « permanents » ou les « récurrents » des ronds-points, beaucoup d'employés ou d'ouvriers, précaires ou au chômage, de tout âge, femmes ou hommes, et des autoentrepreneurs instables professionnellement, mais aussi des retraités pauvres, des jeunes hors de l'emploi, loin de l'emploi, et quelques étudiants issus de milieux populaires. Parfois des techniciens venaient saluer, en soirée. Le week-end, certains amenaient leurs enfants, leurs petits-enfants. Les plus mobilisés venaient des villages alentour, plus que de Soissons, Noyon ou Laon.

Entre ces villages, souvent des routes au goudron défoncé ; des départementales parfois fermées, quand trop de pluies déversent sur

les chaussées un torrent de boue¹. Ici, sur ce territoire, tout se dégrade continuellement depuis vingt ans. La voiture est devenue indispensable. Elle coûtait beaucoup, avant même la hausse du diesel. Alors après... Déjà que les budgets « tombent dans le rouge » au milieu du mois.

Tout est à distance. Dans les bourgs, il n'y a plus de bureaux de Poste. Un temps, des bungalows de chantiers stockaient le courrier pour plusieurs communes. Ils ont été retirés. Les médecins s'en vont, ne s'installent pas ou sont débordés. *Idem* pour les infirmières. Il faut des kilomètres pour les atteindre. Et des kilomètres pour aller « faire ses courses » ou pour toute démarche administrative. L'hôpital de Soissons comprime son personnel ; en quinze ans, la fréquentation aux urgences a augmenté de 60 % sans soignants supplémentaires ; la moyenne d'attente est de huit heures ; les lits ont été réduits de moitié au service de chirurgie : les patients sont renvoyés chez eux ou dirigés vers Reims, Amiens.

À Soissons, Noyon, Chauny, des trains sont supprimés. Les cars circulent de moins en moins dans la campagne.

1. C'est l'un des effets de la constitution sans haies d'immenses champs de monoculture de betterave.
2. Sur les taux de chômage, se reporter chaque fois à l'INSEE, dossier « RP2010 et RP2015, exploitations principales en géographie au 1^{er} janvier 2017 ».

3. Sur les taux de pauvreté, voir INSEE-DGFiP-CNAF-CNAC-CEMSA, « Fichier localisé social et fiscal en géographie au 1^{er} janvier 2016 ».

4. On pense aux processus décrits par Marx dans l'étude des « paysans parcellaires », cette « masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation mais sans être unis les uns aux autres » et qui vote Louis-Napoléon Bonaparte en 1851 (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales, 1984 [première édition : 1852], extrait du ch. 7, p. 188-189).

SUR-PAUVRETÉ ET SUR-CHÔMAGE

À Soissons, en 2015 (dernières estimations de l'INSEE), 26,1 % de chômeurs² et 27,8 % de la population sous le seuil de pauvreté³ ; à Laon, 26,7 % de chômeurs et 30,8 % de la population sous le seuil de pauvreté ; à Noyon, 26,5 % de chômeurs et 31,1 % de la population sous le seuil de pauvreté. En 2015, le seuil de pauvreté s'établissait à 1 026 euros ; le taux de chômage en France à globalement 10 %.

Ici, le volume des impayés EDF explose. Dans les centres des impôts, parfois plus de deux cents personnes par jour attendent. Seulement trois agents les reçoivent, six heures durant. Pour que fonctionne l'accueil, c'est en moyenne cinq minutes par personne, pas davantage.

Les classes de primaire et des églises ferment : localement, parents ou croyants n'ont plus de relations.

Dépérissent aussi les associations de sport ; certaines familles demandent à régler en trois fois la cotisation annuelle de 20 euros, pour que leur enfant soit au club de judo. Les sociétés de chasse, les majorettes, les fanfares, les sapeurs-pompiers volontaires ont du mal à se renouveler. Dans chaque village, des maisons en vente. Il n'y a quasiment plus de bistrots.

Ce ne sont pas seulement les lieux de rencontre et les services publics qui se disloquent, disparaissent aussi les moyens d'y accéder : les routes, l'argent, les réseaux d'accès⁴.

De sorte que les pratiques collectives se font plus rares. Très peu d'espaces d'entre-soi ouvriers ou ruraux existent encore. S'effondrent, en milieux populaires, tous les lieux qui garantissaient une sécurité et une prévisibilité des échanges sociaux, qui engendraient l'estime de soi, la réputation locale et une définition solide de son identité propre⁵.

Parmi les employés ou les ouvriers, souvent en CDD, ceux qui restent sont ceux qui ne peuvent pas partir, immobilisés dans un espace en déclin, impuissants face à l'écroulement d'un monde qui ne « tient plus ». Les plus âgés, les divorcés, les chômeurs sont reclus chez eux.

À l'entrée des bourgs, des panneaux jaune vif, un œil (iris bleu) au centre, avertissent : « Voisins vigilants », quoique les cambriolages soient exceptionnels. Mais se conjurent là, en un rituel presque magique, en une sorte d'exorcisme, tant de peurs ou de craintes d'espèces très diverses, mais objectivement fondées : angoisses de ne plus payer les loyers, les emprunts, hantises des fermetures d'entreprises, d'être licencié, frousses de se retrouver seule ou seul, etc.

Les jeunes du coin s'enfuient dès qu'ils peuvent, s'ils le peuvent, mais peu le peuvent. Les dénonciations des voisins au centre des impôts augmentent⁶, les violences intrafamiliales et les « dragues » des filles à la limite de l'agression, aussi⁷. Les communes entre Chauny, Soissons, Noyon, Vic sont quasi ruinées.

Les anciens sont trop pauvres pour secourir leurs enfants, et les enfants sont trop pauvres pour secourir les anciens. Les parents, ouvriers, employés ou ruraux, ne sont plus « continués » par leurs enfants, ni dans leurs valeurs, ni dans leurs modes de vie, ni dans leurs métiers : plus d'emplois, et les petites fermes font faillite⁸. Au total, dans le travail ou en dehors, les aînés ne se sentent plus respectés par les jeunes, qu'ils qualifient vite de « glandeurs », « fouteurs de merde », « cassos » ou même « bougnouls blancs ».

Et, d'autre part, les réorganisations d'entreprises, pour les employés, les ouvriers, rendent l'emploi précaire, les salariés solitaires, concurrents au travail, rivaux pour l'embauche ou pour conserver un poste, isolés dans les souffrances, fantasmant les collègues comme des menaces.

En presque tous les espaces de relation, donc, et de toutes parts, s'avive ainsi la guerre des pauvres contre leurs semblables ou contre de plus pauvres qu'eux.

Beaucoup de magasins ferment dans les centre-ville. Ceux qui ouvrent, la plupart du temps ne tiennent pas. Mais des enclaves riches

S'effondrent, en milieux populaires, tous les lieux qui garantissaient une sécurité et une prévisibilité des échanges sociaux, qui engendraient l'estime de soi, la réputation locale et une définition solide de son identité propre.

5. Voir : Sébastien Vignon et Emmanuel Pierru, « Espaces FN : du rural au périurbain » ; Willy Pelletier, « Contre l'ethnocentrisme militant », in Gérard Mauger et Willy Pelletier (dir.), *Les Classes populaires et le FN*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2017.

6. Le suivi des stages d'étudiants dans les centres des impôts, à l'IUT-Carières juridiques où j'exerce, localisé à Laon et à Soissons, permet d'évaluer le phénomène.

7. Voir le projet « Contre les violences faites aux femmes » développé depuis quinze ans à l'IUT-Carières juridiques, en partenariat avec le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Aisne.

8. Seule rapporte la vaste monoculture de betterave.

existent, dans ce triangle Noyon, Soissons, Laon. Des « beaux quartiers » ou des hameaux chic, peu nombreux et socialement homogènes. Des villages très propres, aux maisons vastes, pierres apparentes, jardins fleuris, étangs quelquefois. Le patrimoine historique y est valorisé. Des spots, les nuits d'été, éclairent les églises du XIII^e siècle, les ruines classées, des vestiges du haut Moyen Âge ou de la Première Guerre mondiale. Habitent là des cadres supérieurs, des médecins, des notaires, des avocats, des enseignants. Certains quartiers des villes, « cœurs de ville », très nettoyés et, de même, « historiquement patrimonialisés », regroupent des professions libérales, des chefs d'entreprise, des propriétaires terriens retraités. Dans tous les cas, les enfants sont envoyés en écoles privées catholiques, du primaire au lycée. Ils font de l'équitation, vont au conservatoire. Les populations d'ici s'habillent ou « sortent » à Paris, à Reims quelquefois, et jamais ne croisent les gens des HLM ou des bourgs pauvres. Ce qui est sociologiquement ordinaire.

Le plus déterminant est ailleurs. Dans ce fait neuf : les personnes ou les familles populaires des villages populaires, entre eux, ne se croisent plus non plus, n'ont plus guère de relations. Les unes les autres, elles se connaissent de moins en moins.

Mais s'installent aussi dans les villages pauvres des familles de cadres ou de techniciens supérieurs (en poste à Compiègne, Amiens, Paris). Les seconds rachètent des pavillons vendus peu cher. Les premiers acquièrent des bâtiments de ferme, qu'ils restaurent. Les habitants de longue date (plus démunis) les appellent des « Parisiens ». Ils leur semblent « se la couler douce ». Pour les « autochtones » précairisés (ouvriers, employés, ruraux), affrontés à la désagrégation des lieux collectifs où se maintenait l'estime d'eux-mêmes, cette proximité spatiale avive davantage encore la perception de leur dévaluation (retournée en mutismes hostiles).

C'est dans ce cadre qu'ici, en zone rurale pauvre, prit forme la contestation des ronds-points.

SYNCHRONISATION DE DIFFÉRENTES MISÈRES ET DIFFÉRENTS USAGES

En décembre 2018, entre Soissons, Noyon, Laon, cohabitaient aux ronds-points et s'exprimaient des ouvriers et des employés (mais plus ou moins précaires et de générations diverses), des chômeurs (mais plus ou moins loin de l'emploi), des retraités appauvris (mais pour des causes

9. Sur l'hétérogénéité de populations trop vite homogénéisées et les effets de cette hétérogénéité, voir : Bernard Lacroix et Alain Garrigou, « Le vote des chômeurs », *Les Temps modernes*, n° 496-497, novembre-décembre 1987, p. 350-355.

différentes), des artisans (différemment menacés)⁹. De sorte que s'y investissaient des vindictes, des hostilités disparates, liées aux misères variables, aux concurrences spécifiques, aux trajectoires particulières, aux dévaluations différentes, qu'affrontaient ces populations finalement composites.

Les ronds-points « Gilets jaunes » n'existent qu'à travers les usages très divers¹⁰ qu'en firent leurs occupants, issus de trajectoires sociales différentes, pris dans des relations sociales différentes, et lourds d'expériences ou de représentations du monde différentes. Les ronds-points furent ainsi « différemment habités ».

Chacun utilisait le rond-point à ses propres fins, suivant son histoire propre.

Les cas qui suivent¹¹ signalent combien les « mobilisés » étaient là pour la même raison et pas complètement pour les mêmes causes (en tous les sens du terme), « pratiquant ensemble » le rond-point, autant qu'ils en faisaient un usage particulier, suivant leurs enjeux, leurs positions, leurs préoccupations singulières. Les cas qui suivent ne sont pas des « parcours militants » de militants, ou centrés sur ceux qui le sont devenus. Plutôt l'inverse, sont ici restitués les « obscurs », les sans-grade, parmi, comme le disait Foucault, « ces milliards d'existences [...] destinées à passer sans trace¹² », ignorées. Mais, dans l'Aisne (sans doute ailleurs), en décembre, ce ne sont pas d'abord les militants qui peuplaient les ronds-points¹³.

Laurine, vingt-deux ans, caissière, venait entre ses heures à Cora rejoindre Younès, vingt-huit ans, au chômage, « qui fait maçon, au black parce qu'ici tu prends ce qu'y a, et comme ça, les allocs plus ça, on a eu un chez nous ». Depuis un an, ils vivaient ensemble. Laurine avait une fille, issue d'une relation récente. Le supermarché qui l'emploie venait d'annoncer qu'elle ne serait pas reprise. Sa matinée s'était mal passée. « J'en ai marre, on se fait engueuler de partout, les clients râlent pour avancer les packs de bouteilles, mais, avec mon dos, les porter huit heures, ça bousille, alors je râle, les chefs, ça va jamais assez vite pour eux, les autres caissières, c'est chacun sa gueule pour les horaires, et ça pour 600 euros, le dimanche, t'es pas payée plus, je me lève à 5 heures tous les jours, parce qu'avant la caisse faut mettre en rayon à 6 h 30, mais là, comme je suis pas reprise, pas avant juillet au moins, je sais pas comment on fera, c'est sûr faudra retourner chez mes parents, mais Younès, je sais pas, on saura pas payer le studio. » Elle voulait « qu'avec Younès on reste tout le temps, avec personne j'ai été bien comme ça ». Sur le rond-point, elle venait souvent, très souvent, « surtout pour être avec lui, le plus que c'est possible, parce qu'après comment ça va être, je sais pas ». Le rond-point était aussi poursuite et consolidation de son histoire d'amour.

10. On se souvient du précepte de Wittgenstein : « Ne cherchez pas la signification, cherchez l'usage. »

11. On a veillé bien sûr à rendre non reconnaissables, autant que possible, les personnes citées dans la suite du propos.

12. Pour reprendre les mots de : Michel Foucault, « La vie des hommes infâmes », *Les Cahiers du chemin*, n° 29, 15 janvier 1977.

13. Et nombre de travaux montrent d'ailleurs que, dans les mouvements sociaux, la « politisation » très fréquemment ne précède pas l'engagement, elle en est plus souvent le produit. Voir : Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, n° 51, 2009.

Julien, employé de bureau, bossait, lui, vers Paris et « se tape vingt minutes » de voiture matin et soir, pour prendre des trains pas chauffés, annulés au dernier moment, « avec un monde aux heures d'embauche ou de sortie que t'es debout ». Il disait : « La bagnole, j'm'en fous, c'est juste que je fais comment sans ? Coralie a été virée de France Loisirs à Compiègne, sur le fric, c'est taquet le 12 du mois, on se prive en tout, ça peut pas durer qu'on nous casse, on a pris une maison pour être bien, mais comme ça part, on retourne louer en banlieue parisienne direct. » Julien a voté Voynet, Hamon. Il se précipitait sur chaque arrivant au rond-point pour faire signer « la pétition qui tue », selon ses mots, « pour des lignes ouvertes à Noyon et gratuites presque, dans le Nord, c'est déjà fait ça, on a vingt mille qu'ont signé ». Le rond-point était aussi une tentative presque désespérée pour sauver l'investissement immobilier et la vie cool un temps rêvée.

Jean-Pierre, soixante-seize ans, au boulot à quatorze ans, les champs puis l'usine, disait : « Avec Nicole, les retraites, déjà, c'était que dalle, là, ils nous pompent le noyau, on fait quoi ? On peut plus prendre l'auto pour s'occuper des gamines de notre fille, elle va bosser comment ? » Il disait : « Faut l'ouvrir, on l'a fermée trop, moi, je l'ai fermée trop, j'ai trop accepté des patrons, j'étais la bonniche, oui, maintenant, à eux de payer, je la ferme plus, faut être droit. » Le rond-point était aussi réparation, revanche, réévaluation d'une existence longtemps obéissante.

Guyline, divorcée, licenciée par Impress : la semaine d'avant, elle s'était « fritée avec un médecin, je lui ai mis une claque, voilà, il a dit qu'il fera un procès, j'amène ma mère à l'hôpital, quatre-vingt-trois ans, col du fémur en vrac, t'attends quatre heures, personne pour rien dire ». Militante PS, elle « venait dire ce qu'il faut dire » contre le maire de Laon, ce « gros cumulard, faut qu'on le fasse sauter, pour tout le social, pour tout, il fait que dalle ». Le rond-point était aussi quasi-précampagne municipale.

Yasmina et Mathieu, étudiaient à l'IUT, les premiers dans leur famille à avoir le bac. Elle disait : « Déjà que je bosse à Confo pour aider mes parents, avec cinquante kilomètres par jour pour aller à l'IUT, comment je paie plus cher l'essence, là, ça fait trois semaines que je vais pas chez mon copain qu'est à Lens, il a rien, lui peut pas venir ; je suis là, j'économise l'essence, je conteste, j'économise, vous direz rien monsieur¹⁴, mais j'ai tout bon, non, l'utile et l'agréable ? » Le rond-point était aussi ressource dans une vie compliquée d'étudiante pauvre.

Marc, plombier, seul dans la vie, « puceau question manif, première fois », disait-il. « J'ai la rage, ça part au petit déj', c'est pas moi qui

14. J'avais ces étudiants en cours.

pollue, je vais pas à New York, le peu de boulot que j'ai, c'est la camionnette, déjà qu'y a rien. » Presque tous les jours, il demandait si « des fois, y aurait pas des gens qu'ont des travaux ». Il quittait le rond-point en dernier, parce que « faut bien aider les dames à ranger ». Le rond-point était aussi quête de « bonnes affaires » (professionnelles et sentimentales).

Jean-Louis, soixante-six ans, artisan terrassier, avait acheté une maison il y a douze ans et voté Le Pen « pour les virer tous¹⁵ ». Il disait : « Les gros te piquent tout, soit c'est eux, soit c'est les fainéants qui se gavent des allocs, moi, c'est rien, rien, sauf qu'en terrassement les gens font plus faire, ou mettons que ce soit une commune, elle passe par une grosse boîte, on nous chie dessus de partout, ma fille bosse en champignonnières pour payer sa fac, soir, samedi, vacances, elle fait ça pour payer les traites de la maison aussi, on doit encore trois ans, j'ai honte devant elle, tu te rends compte, j'ai honte devant ma fille, si elle part chez son copain, je fais quoi, autant me tuer. » « Là, ma fille serait fière de moi si elle me voyait », dit-il une fin de journée. Le rond-point était aussi rétablissement symbolique d'un père s'appréhendant « en défaut », si ce n'est un presque déshonoré (selon ses catégories).

Se rencontraient ainsi des rancœurs hétéroclites, des sentiments divers d'être « mal traités » liés à des situations distinctes, différentes entre elles. Au départ, sur les ronds-points, il n'y avait pas de groupe, seul le côtoiement d'une variété de porte-à-faux. Une variété de positions sociales intenable, qui se saisissaient de l'occasion « prix du diesel », s'en servaient, l'« habitait » pour expurger des découragements, des rages, consolider des affections ou des formes d'héroïsation, issues de leurs parcours particuliers, d'avenirs redoutés ou de rivalités sociales spécifiques. Toutes et tous usaient du rond-point à leurs fins propres, pour ce qu'ils avaient « en particulier » à faire, pour ce qu'ils avaient à sauver, à montrer ou se démontrer.

Si bien qu'au départ, entre les occupants des ronds-points, foisonnaient les défiances croisées, les hostilités plus ou moins sourdes et rentrées, sorties parfois à demi-mots, sous-entendues. Les clivages internes étaient certainement aussi vifs et plus douloureusement éprouvés (tant la proximité spatiale renforce les aversions sociales¹⁶) que n'était l'opposition au gouvernement.

On aurait tort de mésestimer ces usages faits des ronds-points à des fins et pour des besoins – dans chaque cas – particuliers : ce sont eux qui ont déterminé une part centrale des engagements et des investissements pour rester aux ronds-points, et par là les « tenir ». En fait,

Toutes et tous usaient du rond-point à leurs fins propres, pour ce qu'ils avaient « en particulier » à faire, pour ce qu'ils avaient à sauver, à montrer ou se démontrer.

15. Au second tour de l'élection présidentielle, pour ne citer que quelques communes rurales pauvres, Marine Le Pen a obtenu 59 % des voix à Blérancourt, 61 % à Morsain, 62 % à Saint-Aubin, 63 % à Vézaponin, 68 % à Camelin, 69 % à Selens, etc.

16. Se reporter à : Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. 11-1, 1970.

les ronds-points n'eurent pas « d'autre consistance que celle que leur conféra la variété des entreprises tendant à s'en saisir et à s'en servir¹⁷ ».

RECONSIDÉRÉS

Venir au rond-point n'a pas donné un emploi à Nadine, à Sylvain, aux autres. Être là n'a pas rempli le carnet de commandes de Marc (même si Joël lui a fait changer sa chaudière). Le mari de Sylvie n'est pas revenu. Laurine n'a pas continué à Cora. Elle est repartie chez ses parents sans Younès. Elle ne sait plus si, avec lui, « on est encore un vrai couple ».

Les situations et les conditions de vie pénibles à supporter, ou les rivalités sociales entre pauvres n'ont pas été modifiées. Les avenir sont autant bloqués qu'avant, les incertitudes aussi angoissées.

Un temps néanmoins, ponctuellement peut-être, le temps du rond-point mais plus longtemps parfois, les lassitudes d'être méprisés, méprisés partout, sont parties dans la fumée des grillades, des « anniv » fêtés ensemble. Gilles bosse en CDD dans le gardiennage et vote FN. « Avant, on se serait foutu sur la gueule », m'a dit Younès. Mais « là, on a bu des cannettes, super tôt on a fait des virées, des virées mais aux quatre coins, pour ramasser des palettes à brûler, c'est mon pote ». À Gilles, au barrage, on a fêté son « anniv » à trente-cinq. Il avait les larmes, et « c'est pas le mec qui chiale », dit Luc qui collait des affiches Le Pen avec lui à la présidentielle. Gilles a dit : « D'habitude, je fête ça qu'avec mon clebs, alors là... »

Potes de rond-point, si différents, auparavant méconnus, mais qui, les uns les autres, pris sur les ronds-points dans les mêmes occupations et préoccupations, se sont mis à compter les uns pour les autres, car pour chacun, « c'est sûr, on peut compter sur lui », disait Claude.

Prolongeant les barrages, il y eut des coups de main échangés. Jean-Pierre, petit agriculteur FNSEA surendetté et « très Le Pen », a prêté son motoculteur à Éric, instituteur, et après à Alfonso, ouvrier métallurgiste à Stappert. Mireille, Corinne, Robert, Samia prirent rendez-vous avec Hairati, pour qu'elle explique des trucs d'ordinateurs. Luc, artisan électricien, détestait les « cassos qui pompent les aides ». Il ne lâche plus Rayan et Rémi, au RSA, « ils sont comme moi, dit-il, comme moi gosse et que je trouvais rien ».

L'activité commune sur les ronds-points a changé certaines visions des divisions du monde social. Parfois, juste la proximité fit « bouger ». Jordan aussi vote FN, il détestait les « bougnouls ». Il m'a dit : « Je vois plus trop pareil, le barrage, ça a fait sauter des bouchons dans ma

17. Comme, sur d'autres espaces d'activité, l'ont si justement aperçu Bernard Lacroix et Jacques Lagroye, introduisant : *Le Président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1992.

tête. » Au barrage, il a rencontré Malika. Depuis, total *in love*. Il bosse en plomberie. Les dimanches, l'après-midi, il les a, de plus en plus, passés chez Hassan et Louna, les parents de Malika, pour « voir si leur plomberie, ça va », disait-il.

Sur les ronds-points, entre occupants, s'est, peu à peu, reconstruite l'estime des plus proches et, dans les échanges d'estimes, l'impression de « pas être si nulle », comme disait Josyane. Le sentiment d'« apporter », au gré des confirmations par les autres d'être utile, quelquefois indispensable. Muriel, secrétaire au chômage, a ramené les chiffres des profits du CAC 40. Nadir a fait un tableau sur les entreprises les plus polluantes. Claude a demandé à son fils, en terminale, de « voir sur Internet » ce que coûte le trafic aérien. Sans Younès, Rayan, Rémi et Gilles, le brasero n'aurait pas tenu longtemps. Quand Jean-Pierre a ramené sa tronçonneuse Korman 45 centimètres et débité deux sapins pour bloquer la N2, de sa vie il n'avait jamais été si applaudi et embrassé, il a dit : « Je rentre pas chez moi, j'ai du rouge à lèvres partout. »

Le rond-point fut-il « temps suspendu », « temps hors du temps », répit ? Non. Personne ne cessa d'être pris par sa position sociale et les urgences qui l'accompagnent. Les ronds-points n'eurent-ils pas d'effets en dehors des ronds-points, et en dehors des occupants des ronds-points ? Si.

Dans l'Aisne, devenus drapeaux, les gilets jaunes étaient collés aux portes des maisons. Les gilets jaunes volaient dans la pluie, le vent, aux fenêtres. Les gilets jaunes étaient sur les scooters des jeunes, les tracteurs des ouvriers agricoles, les chantiers du bâtiment. À Cora, des mamans avec leurs enfants, des vieux dont les mains disent le travail, des jeunes seuls ou en couple faisaient les courses en gilet jaune ; à la sortie, des caissières montraient le gilet mis sous leur caisse. Sur cette période, on ne s'est jamais autant souri.

Dans ce triangle Noyon-Soissons-Laon, les véhicules avec un gilet jaune sur le tableau de bord étaient partout. Des signes de la main en conduisant, des sourires avec, c'était tout le temps. Ce fut, quatre mois durant, à chaque trajet, l'impression fugace mais permanente d'être *reconnus* (en tous les sens du terme). Un sentiment d'être ensemble. Illusoire, les différences sociales ne furent pas abolies. Qu'importe, « ça fait quand même du bien qu'on te salue », disait Marc.

Nous habitons un village de deux cents habitants. Personne ou presque ne se parlait (encore moins à nous autres, catalogués « Parisiens »). Les voisins ne se disaient pas bonjour. Un soir, un feu de cheminée s'est déclenché, personne n'a bougé. Les maisons, presque toutes, y avaient été vendues puis revendues, au gré des décès, des divorces et

Sur les ronds-points, entre occupants, s'est, peu à peu, reconstruite l'estime des plus proches et, dans les échanges d'estimes, l'impression de « pas être si nul ».

des déménagements de couples qui n'avaient pu encaisser d'habiter trop loin de leur travail. Mais, comme tous les soirs, on voyait le gilet jaune du voisin sur sa voiture garée, d'abord, peu à peu, connivence, on s'est, d'un geste, salué le matin, vers 6 heures, 8 heures, en partant bosser. Maintenant, on s'invite chez les uns, chez les autres. Pas tous, surtout les plus proches socialement. Mais ça change. Avec les fortes neiges, en février, des voitures vaillantes ont tracté les autos défaillantes. En avril, il y a eu des tempêtes. Les arbres abattus ont été tronçonnés à plusieurs, d'abord sur les routes, puis chez certains voisins. Hier tous s'ignoraient, la plupart savent le nom des enfants des familles aujourd'hui. À l'entrée du village, près d'un bois, une voiture calcinée était là depuis toujours. À quelques-uns, la carcasse a été découpée et transportée à la décharge.

Les démantèlements des lieux d'entre-soi d'autrefois, les réclusions forcées que cela génère attisent et enveniment les défiances envers les plus proches. Les ronds-points, ce fut la fête des voisins, de voisins qui se redoutaient avant, et qui exécrèrent parfois ce que les autres semblaient représenter.

Une nuit, il faisait froid, dans le mélange des sandwichs-saucisson, du couscous, des thés, du Ricard, des cubis de rosé, la sono passait du zouk, de l'électro, des chansons de Dalida, les gens se sont mis à danser. Nassim avait amené des loukoums. Sylvie a dit : « Tu vois, j'ai jamais été aussi respectée, pas au boulot, c'étaient des cons, et pas par mon mari, il m'a jamais emmenée danser. »

SE REFAIRE, S'OUBLIER

Sur les ronds-points, les occupants se sont surtout parlé. Pas, en premier lieu, pour refaire le monde, monter des programmes. Parlé d'eux, de ce qu'ils avaient à endurer, très concrètement de leurs peines, des espoirs déçus ou remis à plus tard. Ce ne fut pas le bureau des pleurs et juste des lamentations. Mais plutôt, souvent, l'occasion de faire tenir ensemble les morceaux, subis comme « déglingués » et sans sens, d'existences jamais complètement maîtrisées ; l'occasion d'en apaiser les conflits ou d'en réduire l'inconfort ; l'occasion de défendre les qualités au principe de sa qualité.

Les déroutes, les débâcles personnelles furent transmues en romans d'aventures. Les embarras, les désastres professionnels devinrent épopées, contre des forces mystérieuses, incontrôlables et puissantes.

Josyane raconta plusieurs fois les nombreux allers-retours de son mari volage, « ses hormones, c'était elles aux commandes », « comment

il suppliait pour être repris », et tous ses ridicules, « les longues mèches qu'il se tire pour faire pas chauve », « son gros gras au bide, glandait rien, remuait pas son cul », « sa pauvre vieille bagnole qu'il lustrait des heures, pire qu'une maîtresse ». Alors qu'elle-même faisait « le jogging, la couleur aux cheveux, du vernis, si tu te forces pas, tu relâches de partout ». Elle disait qu'il « faisait pitié, alors qu'elle l'a repris pas mal de fois, ce serait devenu une cloche », qu'elle « lui faisait payer, ça, c'est sûr », mais que « nous, les femmes, on a trop le cœur sur la main, en même temps c'est mieux qu'être égoïste comme trop de types sont » ; puis qu'elle l'avait « largué, moi qui l'ai foutu dehors, c'est pas lui qu'est parti, comme il raconte tout fiérot à la famille ».

Marc et Jean-Louis, artisans sans chantier, Jean-Pierre, paysan démolé, vantaient « l'effort, sans ça, t'as rien, tu crois quoi », « se lever tôt, pas glander le cul à la chaise ». Ils assuraient « avoir jamais compté sur les aides », « tout eu par la volonté ». Mais « les grosses boîtes te piquent tout », « elles ont un fric, qui vient d'où, ça ? », « une qui crève, une qui repousse ». Alors « tenir quand t'es un petit, faut que t'en aies dans le bide, que t'aies de sacré bon pecs », « tu peux pas être un froussard ».

Pour ne citer que deux cas, parmi tant d'autres récits, qui offraient aux stigmatisés de « se rétablir », d'être réhabilités, se couronnant eux-mêmes de vertus indiscutables, propres à les réconcilier avec un destin ainsi assumé. Les illégitimes en bien des espaces gagnaient en légitimités de toutes sortes. Josyane, femme courageuse, femme généreuse, « femme très femme finalement », mais femme parmi les femmes, affrontée aux goujateries, aux sauvageries masculines, et femme de caractère, autonome, libre, « pas besoin des mecs »... Marc, Jean-Louis, Jean-Pierre, « vrais mecs » mais également « vrais travailleurs », autant que « vrais résistants » contre ceux qui oppressent et profitent... Tous désingularisant leurs misères isolées pour les faire identité commune. Tous les réordonnant en cheminements partagés, épreuves et destins collectifs.

Ce n'est pas rien, c'est même considérable : se jouaient là, s'opéraient là de ces reconstitutions publiques de soi, de ces recreations d'une image de soi, de ces « redressements », dont les occasions sont improbables et rares ; des sortes de « cérémonies de stylisation¹⁸ » à usage d'abord privé ; d'inhabituels « raffermissements » devant un public bienveillant car solidaire pour « tenir le rond-point ». « Moi, au moins, j'ai honte de rien pour ce que j'ai fait », conclut une nuit Jean-Pierre. Habiter le rond-point, c'était ainsi, pour partie, assumer mieux des rapports au passé compliqués et des rapports à l'avenir différemment soucieux.

S'opéraient là de ces reconstitutions publiques de soi, de ces recreations d'une image de soi, de ces « redressements », dont les occasions sont improbables et rares.

18. Sur le travail de stylisation en milieux populaires, voir Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le populaire*, Gallimard-Le Seuil, Paris, 1989, p. 147-151.

Qui dira assez d'autre part ce qu'apporta d'être imbriqués, des journées entières, dans les activités collectives pour « tenir le rond-point ». Le décorer de cent façons originales, monter des pancartes avec dessus des « messages qu'interpellent fort », approvisionner le brasero, la buvette et les sandwichs, filtrer dans un sens puis dans l'autre les autos, fabriquer un puis deux cabanons, suivre en commun les infos, les Facebook, les fils Twitter, puis en causer ensemble et fixer comment on continuait... c'était, emportés, ravis à leur existence normale, sortir de leur vie, un instant se perdre. Oublier, submergés par une cause plus haute ; s'oublier dans l'ébriété du mouvement perpétuel des actions constamment à faire ; s'oublier en se grandissant : se replacer (se reclasser symboliquement) parmi une population qui importe, « avoir des raisons de s'habiller », a dit Gilles.

Peut-être que conjuguer simultanément toutes ces opérations, seuls l'offrent les mouvements collectifs qui brouillent l'ordinaire, l'ordre subi des positions ordinaires et des résignations.

MORALE DE L'HISTOIRE

Ce qui se joue dans les mobilisations sociales, mais aussi ce qui les fait, les forme, ou les défait, n'est pas seulement « politique », au sens de la « politique » vue par les militants, les journalistes politiques, les élus, les ministres.

À LIRE

Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n° 27-1, 1977

Bernard Lacroix, *L'Utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Presses universitaires de France, Paris, 1981

Julian Mischi, « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport des classes populaires au politique », *Politix*, n° 83, 2008

Willy Pelletier, « Tout n'est pas politique dans les partis politiques », in Daniel Gaxie et Willy Pelletier (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018

Johanna Siméant, « Un humanitaire apolitique ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de réalisation de soi », in Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Belin, Paris, 2005

À VOIR

Dominique Cabrera, *Nadia et les hippopotames*, 1999

Louis Malle, *Lacombe Lucien*, 1974

COMPRENDRE ≠ EXCUSER

Bernard Lahire

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 993 à 1001

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-993.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

COMPRENDRE

COMPRENDRE \neq EXCUSER

LE PROBABLE EST-IL FATAL ?

COMMENT ENSEIGNER BOURDIEU
AUX ÉLÈVES DES MILIEUX
POPULAIRES ?

L'ENQUÊTE, MÈRE
DE TOUTES LES BATAILLES !

COMPRENDRE \neq EXCUSER

par **BERNARD LAHIRE** (sociologue, École normale supérieure de Lyon)

Remerciements à Anne Châteauneuf-Malclès

(professeure de sciences économiques et sociales)

« C'est un des signes caractéristiques de notre époque
que l'indulgence pour le mal. »

Gustave Molines, procureur à la cour d'appel de Chambéry,
16 octobre 1885

« **U**ne science empirique ne saurait enseigner à qui que
ce soit ce qu'il *doit* faire, mais seulement ce qu'il *peut*
et – le cas échéant – ce qu'il *veut* faire. »

EN FINIR AVEC LA PRÉTENDUE « CULTURE DE L'EXCUSE »

Votre livre Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse » (La Découverte, 2016) est une réponse aux critiques récurrentes adressées à la sociologie, et plus largement aux sciences sociales. Celles-ci vont du rejet des « explications sociologiques » ou de l'« excuse sociologique », en particulier dès lors qu'il s'agit de comprendre des actes condamnables tels que la délinquance ou le terrorisme, à une remise en cause explicite de la sociologie et des travaux des sociologues, comme récemment dans le livre de Philippe Val paru en avril 2015, Malaise dans l'inculture (Grasset), qui s'en prend au « sociologisme ». Quand on ne soupçonne pas la sociologie d'excuser (la délinquance, la violence, les crimes...), on lui reproche de dénoncer (les inégalités, les dominations, les discriminations...). D'où (de qui) émanent ces critiques et que révèlent-elles¹ ?

Elles émanent essentiellement d'acteurs politiques, d'éditorialistes et d'essayistes, porteurs d'une vision conservatrice et sécuritaire de l'ordre social. Elles sont traditionnellement associées plutôt à la droite,

1. Le texte qui suit est issu d'un entretien avec Bernard Lahire, corrigé et augmenté, intitulé « La sociologie n'incarne pas une "culture de l'excuse" », initialement publié sur le site SES-ENS, le 25 janvier 2016. Les questions sont d'Anne Châteauneuf-Malclès.

mais, les frontières entre la droite et la gauche ayant été brouillées avec l'accession au pouvoir de personnalités se revendiquant « de gauche » (ce qu'on appelle parfois la « gauche de gouvernement »), on les retrouve formulées par des personnalités politiques très variées. Dans une telle vision, le monde social (avec son lot d'inégalités et de dominations de toutes sortes) est naturalisé. On considère que les individus sont intrinsèquement « bons » ou « mauvais » et qu'ils se comportent comme ils le font par « choix » ou par « volonté ». Du coup, tout rappel des conditions sociales dans lesquelles les individus sont amenés à agir, des déterminants sociaux de leurs parcours et de leurs comportements porte atteinte à cette vision. Certains voudraient pouvoir dire que le monde social, tel qu'il est, n'est que le produit des responsabilités individuelles : les pauvres sont pauvres parce qu'ils ne se sont pas donné les moyens de sortir de leur pauvreté ; les riches sont riches parce qu'ils ont fait l'effort de l'être ; les personnes qui échouent scolairement ou professionnellement sont responsables de leurs échecs et n'ont aucune excuse, et celles qui réussissent sont méritantes. Cela signifie que les gens n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes lorsqu'ils sont dans de mauvaises situations. Et puis on voudrait juger et punir sans que personne puisse venir rappeler que c'est parfois des politiques (ou plus souvent des absences de politiques) étrangères, économiques, sociales, culturelles, scolaires qui font le lit de certaines frustrations ou de certains ressentiments. La montée des conceptions sécuritaires de la vie sociale, si patente aujourd'hui, fait qu'on se contente bien souvent d'un portrait sommaire de l'« ennemi ». La rhétorique guerrière ne tolère aucune « explication » autre que celle de l'existence d'un « mal », intérieur ou extérieur, à combattre.

Ces attaques envers la sociologie ne sont pas nouvelles, ni propres à la France...

Depuis que la sociologie existe, elle soulève de nombreuses résistances. Et comment en irait-il autrement lorsqu'on sait que ce qu'elle découvre est quelque chose que beaucoup voudraient cacher sous le tapis ? Mettre au jour des inégalités ou des rapports de domination et, pire que cela, montrer comment elles se constituent, se perpétuent, se renforcent, etc., c'est quelque chose de profondément gênant pour certains. Le fait, par exemple, que le nouveau président brésilien (élu en 2018) Jair Bolsonaro, qui ne cache pas sa misogynie, son homophobie, son racisme et son mépris de classe, ait décidé de cesser de financer les facultés de sociologie et de philosophie montre clairement le caractère dérangeant des sciences humaines et sociales.

Quant à la dénonciation d'une prétendue « culture de l'excuse » qu'incarneraient les sciences sociales, elle a une très longue histoire, qui remonte au moins au XIX^e siècle. Je peux citer le discours d'un procureur général à la fin du XIX^e siècle qui nous ramène à notre présent le plus brûlant. Le 16 octobre 1885, lors de l'audience de rentrée de la cour d'appel de Chambéry, le procureur général Gustave Molines prononçait classiquement un discours devant de nombreuses autorités : membres de la cour, préfet, général des armées, recteur de l'université, maire, président de la chambre de commerce, représentants des Églises catholique et protestante, bâtonniers et personnalités de la ville. Dans ce discours, il affirmait ceci : « C'est un des signes caractéristiques de notre époque que l'indulgence pour le mal. » Parlant du jury d'assise, il exprimait un regret : « Le mal ne lui fait pas peur, il le regarde en face, il cherche à en pénétrer les causes, avec le désir d'y trouver une excuse. » Et il poursuivait en prenant pour cible non pas les sciences sociales de son époque, encore naissantes, mais les médecins aliénistes : « Je ne veux pas discuter ici de certaines doctrines de médecins aliénistes sur la responsabilité, doctrines qui ne tendent à rien de moins qu'à supprimer absolument la liberté morale chez l'homme, et à faire de nous tous des machines inconscientes, obéissant non pas à l'intelligence, non pas à l'instinct, mais à je ne sais quelles impulsions fatales, irrésistibles. »

On retrouve là les termes d'un discours que nous connaissons bien et qui est mobilisé aujourd'hui à l'encontre des sciences sociales : expliquer, excuser, responsabilité individuelle, liberté... Le procureur Molines insiste même logiquement sur le besoin de « sécurité » : « La société est une institution naturelle, nécessaire, bonne [...]. Elle a donc le droit et le devoir de se défendre. Ce qu'elle veut, c'est la sécurité². » Si je cite ce discours, sur lequel mon attention a été attirée par l'un de mes doctorants, Rémi Rouméas, qui fait de la sociologie du droit, c'est pour faire sentir à quel point nous touchons dans cette histoire récente à des tensions structurelles de fond de nos formations sociales.

Plus récemment, c'est un type de discours dont on trouve les traces aux États-Unis dans les années 1980, puis au Royaume-Uni. Mais, depuis une vingtaine d'années, les critiques se font plus pressantes, l'expression « culture de l'excuse » ou « excuse sociologique » est devenue un leitmotiv politique chez certains, et on attaque beaucoup plus frontalement les sciences sociales.

2. Gustave Molines, *De la répression devant le jury*, discours prononcé le 16 octobre 1885, à l'audience de rentrée de la cour d'appel de Chambéry.

ROMPRE AVEC LE SENS COMMUN

Comprendre la réalité sociale sans la juger, sans dire ce qui est bien ou mal, c'est le principe de base qui avait été énoncé par les fondateurs de la sociologie pour définir le travail du sociologue. Vous défendez vous-même une sociologie non normative, condition selon vous pour faire des sociologues des scientifiques et non des idéologues ou des moralistes. Pourtant, le savoir sociologique est souvent interprété par les non-sociologues comme un énoncé critique ou un jugement sur la société ou certains groupes sociaux. Comment l'expliquer ?

C'est une question très complexe et épineuse. Tout d'abord, j'espère que tous les sociologues – quelle que soit la tradition théorique à laquelle ils se rattachent – s'accorderaient à dire que notre travail est de connaître des réalités sociales et non à dire « ce qui est bien » et « ce qui est mal », ni même à énoncer « voilà ce qu'il faut faire » et « voilà ce qu'il ne faut pas faire ». Nous ne sommes ni des moralistes, ni des politiques, ni des juges, ni des procureurs, mais des savants. « Une science empirique, écrivait Max Weber, ne saurait enseigner à qui que ce soit ce qu'il *doit* faire, mais seulement ce qu'il *peut* et – le cas échéant – ce qu'il *veut* faire³. » Nous sommes non normatifs dans ce sens-là. Mais cela ne veut pas dire que nous n'engageons pas des « rapports aux valeurs » dans nos études : tous les sociologues ne sont pas sensibles aux mêmes parties ni aux mêmes dimensions de la réalité sociale, parce que leurs parcours les ont rendus tout particulièrement attentifs à tel ou tel type de problèmes. Mais ce n'est pas pour cela qu'on peut dire qu'ils sont normatifs ou qu'ils sont des idéologues. Ils doivent expliciter les cadres d'interprétation qu'ils mettent en œuvre et s'affronter à la réalité empirique avec des méthodes rigoureuses. S'ils n'apportaient pas les preuves de ce qu'ils avançaient, ce ne seraient pas des scientifiques. Les profanes peuvent penser que les sociologues dénoncent des réalités alors qu'ils les énoncent (les décrivent, les mesurent, les analysent). Mais c'est parce que, dans l'espace politique, ce sont plutôt les gens de gauche qui parlent d'inégalités ou de domination. Or, lorsqu'un sociologue parle de structures inégalitaires ou de rapports de domination, il utilise des concepts tout à fait techniques qui ne sont pas des projections délirantes sur la réalité : les inégalités et les dominations sont des faits qui s'objectivent, se mesurent, de même qu'on peut essayer d'en mesurer les conséquences.

La science est critique à l'égard de toutes les représentations communes. Physiques, naturelles ou sociales, les sciences sont de grandes chasseuses de mythes, de grandes destructrices d'illusions.

3. Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Presses Pocket, Paris, 1992, p. 125.

Et, comme ces mythes ou ces illusions constituent souvent les ciments symboliques de grandes institutions (État, Églises, partis, etc.) ou de groupes socialement dominants, en rompant avec le sens commun, les sciences sapent nécessairement l'autorité des puissances sociales. Il n'est que de penser aux formidables résistances politico-religieuses auxquelles des savants tels que Giordano Bruno ou Galilée ont été confrontés du fait de leur défense de l'héliocentrisme pour comprendre qu'en ne faisant rien d'autre que de formuler des énoncés vrais sur notre système planétaire ils exerçaient des effets critiques – et même profondément politiques – sur le monde social dans lequel ils vivaient. Leur profonde *political incorrectness* n'était qu'une conséquence de leur recherche de la vérité.

La notion de responsabilité individuelle est au cœur des critiques adressées à la sociologie et à la prétendue « culture de l'excuse » qu'elle est censée être : elle déresponsabiliserait les chômeurs, les pauvres, les jeunes en échec scolaire, les délinquants... en les victimisant. Or vous affirmez dans votre livre que l'idée de libre arbitre et donc de responsabilité individuelle est en réalité une fiction et qu'elle n'est pas pertinente dès lors qu'on adopte un point de vue scientifique. Pourquoi ?

Les sciences sociales remettent en cause par leurs travaux une vision de l'homme libre, autonome, entièrement maître de son destin, et détenteur d'un libre arbitre. Les sciences sociales ne sont pas à la recherche de coupables pour comprendre le pourquoi et le comment des choses. Par exemple, il est courant d'entendre que l'échec scolaire des enfants est la « faute » des parents (de leur « démission ») ou celle des enseignants (« laxistes », adeptes de mauvaises méthodes de lecture, etc.), alors que ce n'est pas comme cela qu'on peut comprendre la réalité de l'échec scolaire. Inutile donc d'être dans la recherche permanente des « responsabilités ». Ce que nous voyons, ce sont des individus qui prennent des décisions ou font des choix au croisement des contraintes externes (contextuelles) et internes (dispositionnelles). Même la manière de prendre une décision est socialement différenciée. Certains acteurs individuels ont acquis, grâce à l'école notamment, des outils de réflexivité, des habitudes de délibération, de calcul, de mise en balance des éléments positifs et négatifs, etc. Mais ce genre d'équipement mental est inégalement distribué dans la population. Cesser de mettre en évidence des déterminismes en invoquant la liberté des individus, ce serait tout simplement, pour les chercheurs en sciences sociales, arrêter de travailler.

LA SOCIOLOGIE, UN FATALISME ?

Au fond, ce qui est reproché à la sociologie, quand elle cherche à expliquer et donc à trouver des causes aux phénomènes sociaux, c'est de mettre l'accent sur les déterminismes sociaux, ce qui pourrait laisser croire qu'on n'a pas les moyens d'agir sur ce qui se passe, sur l'échec scolaire, sur la pauvreté, sur les actes de violence ou de délinquance... en d'autres termes qu'une sorte de fatalité pèserait sur les individus, sur leurs choix et leurs destinées. N'y a-t-il pas là un malentendu sur ce que les sociologues entendent par « déterminants sociaux » ou « contraintes sociales » ?

De toute évidence. Les déterminismes physiques ou biologiques semblent moins choquer les gens alors qu'ils sont bien plus implacables que les déterminismes sociaux (qui n'ont d'existence qu'historique, et qui sont donc modifiables par l'histoire). Par exemple, nous connaissons les lois de l'apésanteur ou les processus neurodégénérants qui sont des faits avec lesquels nous devons composer et qui limitent sérieusement notre champ d'action. Mais qui dit mise au jour des déterminismes (sociaux ou autres) ne dit pas fatalisme. Bien au contraire, cette connaissance des déterminismes est faite pour permettre, à ceux qui le souhaitent, de transformer l'ordre des choses en toute connaissance de cause. On agit toujours mieux sur le réel quand on a appris à le connaître que quand on en méconnaît les structures et le fonctionnement.

Selon vous, la sociologie n'est pas une « science du collectif », qui expliquerait tout par le milieu social ou la classe sociale, pas plus qu'elle n'est une « science de l'individu », qui considérerait que les individus sont parfaitement libres et conscients de leurs actes, capables de s'extraire de leur contexte et de leur histoire pour s'autodéterminer. Vous dites que la sociologie est « relationnelle ». Qu'entendez-vous par là ?

On se représente assez spontanément la sociologie comme une science des moyennes, des statistiques, des collectifs ou des grandes tendances, et on a, du même coup, l'impression que les individus sont totalement niés et oubliés (ou écrasés sous le poids des structures). Mais c'est une vision très naïve de la sociologie. Celle-ci a engendré depuis longtemps des travaux qui portent sur des réalités individuelles : histoires de vie, études de cas, biographies sociologiques, etc. Mais les individus ne sont jamais détachés par les chercheurs en sciences sociales des relations dans lesquelles ils se sont formés et agissent en

permanence. Il faut penser, comme invitait à le faire Norbert Elias, le réseau des relations d'interdépendance à l'intérieur duquel l'individu se socialise, agit et participe à la socialisation des autres en permanence, depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Les sociologues les plus différents ont insisté sur l'importance de penser relationnellement plutôt que substantiellement. Les individus ne sont pas des substances mais des réalités d'interdépendance qui n'ont acquis leur propriété (en termes de capacité à penser, à sentir, à agir) qu'à travers les expériences sociales faites avec d'autres. Aujourd'hui où nos responsables politiques (et encore beaucoup trop de sociologues) posent tous les problèmes en termes d'identités isolées (nationale, culturelle, religieuse, individuelle, etc.), il est plus que jamais nécessaire de désessentialiser ces entités, en montrant que tout doit être compris relationnellement (un groupe social par rapport aux autres groupes sociaux, une appartenance religieuse par rapport à l'ensemble des autres appartenances religieuses, une position sociale ou institutionnelle par rapport à l'ensemble des autres positions existantes, etc.).

Vous écrivez que « le sociologue n'a pas à dire ce qu'il faut faire et comment il faut le faire ». Si la sociologie n'a pas vocation à trouver des solutions collectives à un certain nombre de problèmes qui se posent dans notre société, quelle peut être alors son « utilité sociale » ?

Son utilité sociale première consiste à fournir des tableaux les plus réalistes possible de la réalité sociale pour gagner en prise de distance et en maîtrise par rapport à des logiques qui nous dépassent ordinairement. Mais cela suppose que les acteurs politiques, au sens large, soient formés aux sciences sociales et puissent lire les travaux qu'elles produisent pour imaginer, *sur cette base solide de connaissances*, une transformation de l'existant. On ne peut pas demander aux savants de tout faire (étudier le monde *et* imaginer les moyens de le transformer). Il faut des « traducteurs » qui, forts de leur connaissance des sciences sociales mais tout entier tournés vers l'action, peuvent inventer des leviers politiques efficaces. Ces traducteurs ont traditionnellement été dans les partis, les syndicats et les associations. Mais nous avons aujourd'hui une classe politique – toutes tendances confondues – particulièrement inculte du point de vue des sciences sociales.

MORALE DE L'HISTOIRE

Ce ne serait en fait pas très compliqué d'introduire les sciences du monde social de manière pédagogiquement adaptée à l'école primaire. C'est l'esprit d'enquête qu'il faut introduire : savoir observer et décrire ce qui se passe autour de soi, savoir interroger et écouter pour connaître les gens, savoir faire des petites enquêtes par questionnaires sur des aspects différents de la vie sociale et apprendre à interroger les données qu'on a recueillies pour leur donner un sens, tout cela est à la portée d'enfants de CM1 et de CM2. Les blocages sont davantage idéologiques et fantasmatiques que pédagogiques. Apprendre à comprendre et à respecter les différences est un objectif qui peut s'atteindre bien mieux par l'enseignement des sciences sociales que par celui de la morale ou de la citoyenneté.

À LIRE

Peter L. Berger, *Invitation à la sociologie*, La Découverte, coll. « Grands Repères classiques », Paris, 2014

Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2016

LE PROBABLE EST-IL FATAL ?

Gérard Mauger

in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 1002 à 1007

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-1002.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE PROBABLE EST-IL FATAL ?

par GÉRARD MAUGER (sociologue, CNRS)

« Jamais rien n'arrive sans qu'il y ait une cause
ou du moins une raison déterminante. »

Leibniz

Tout projet d'explication scientifique du monde social, c'est-à-dire toute tentative de mettre en évidence sinon des « lois », du moins des tendances, des régularités, qui permettent de rendre compte de son fonctionnement, est évidemment voué à un « procès en déterminisme ». Montrer que telles « causes » produisent ou ont toutes les chances de produire tels effets, c'est, en effet, mettre en évidence quelque chose comme des « déterminations ». D'où, s'agissant du monde social, l'imputation à tout discours qui semble condamner tel ou tel groupe ou individu à un destin inéluctable de « déterminisme » ou de « fatalisme ».

C'est pourquoi on ne s'étonnera pas que la sociologie qui revendique la production d'explications scientifiques du monde social soit une cible récurrente de ce type de critique. Pourtant la sociologie n'a pas, loin s'en faut, le monopole des discours « déterministes ». C'est non seulement le cas de toutes les sciences humaines et sociales (économie, psychologie, etc.), qui, bizarrement, semblent échapper à ce genre de critique, mais aussi de nombreux discours politiques ou médiatiques, d'allure plus ou moins savante, qui prétendent justifier rationnellement l'« ordre social » et fermer ainsi le « champ des possibles ». J'en donnerai deux exemples : le premier « idéologique », le deuxième « sociologique ». Le premier est le discours de la « fraction dominante de la classe dominante » du milieu des années 1970 (la « troisième voie »), relayé aujourd'hui par la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama ou le « TINA » (*There is no alternative*) de

Margaret Thatcher : discours qu'analysaient Pierre Bourdieu et Luc Boltanski en mettant en évidence ce qu'ils appelaient le « fatalisme du probable » de la « science royale »¹. Le deuxième exemple est le discours sociologique que développaient Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, montrant que l'héritage culturel rend compte (plus que l'héritage économique) des corrélations constatées entre origine sociale et réussite scolaire : explication qui se voyait, également, reprocher son « déterminisme », supposé décourager toute possibilité d'intervention pédagogique. Dans le premier cas, Bourdieu et Boltanski dévoilent ce qui crédite le discours dominant d'une allure sinon de « scientificité », du moins de « compétence » et, ce faisant, d'une efficacité symbolique capable de faire advenir ce qu'il décrit comme inévitable. Dans le deuxième cas, Bourdieu et Passeron mettent en évidence les effets statistiquement probables du « handicap culturel », sans exclure pour autant le moins probable. Dans les deux cas, il s'agit de parler de « science » : d'une part, de science et de « fausse science » (ou d'« idéologie »), c'est-à-dire de « vérité », et, d'autre part, des usages sociaux de la science (ou de ses apparences).

« LA SCIENCE ROYALE ET LE FATALISME DU PROBABLE »

L'idéologie dominante qu'analysaient Bourdieu et Boltanski en 1976 était, selon Boltanski, une « idéologie de transition », déjà pour partie obsolète. Depuis lors, en effet, les thématiques néolibérales, déjà présentes, se sont renforcées. Mais la triple fonction de l'idéologie dominante – fonction d'unification de la classe dominante, fonction performative de consolidation de l'ordre social et fonction de légitimation de la domination – reste inchangée. On s'intéressera ici aux ressorts de la rhétorique « déterministe » qu'elle utilise et aux moyens de la combattre.

S'adressant aux dominés, l'idéologie dominante cultive l'apparence de son autonomie par rapport au politique, son choix du « raisonnable » et de l'« objectivité » à distance des « extrêmes », propres à emporter la conviction « prudente » du sens commun. Son efficacité symbolique sur les profanes tient sans doute d'abord à la revendication de la « force de l'évidence » et du « bon sens » : « elle veut l'inévitable », elle impose l'évidence de ses choix, elle semble aller de soi. Par ailleurs,

1. Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2-3, juin 1976, p. 3-73 [réédition : Demopolis/Raisons d'agir, Paris, 2008]. Sauf mention contraire, toutes les citations dans la vignette qui suit sont extraites de cet ouvrage.

l'idéologie dominante est un discours performatif, capable de « faire advenir ce qu'il annonce, en partie par le fait même de l'annoncer » : un discours « capable de se rendre vrai » et de se créditer ainsi de la « force des choses », en contribuant à réaliser ce qu'il dit nécessaire (institutions, objets, mécanismes) mais « qui ne se réalise que si l'on y contribue ». Enfin, l'idéologie dominante mobilise la croyance dans la « compétence » et l'« intelligence » d'« élites » (scolaires) censées détenir le monopole de la science, à commencer par celui de la théorie économique néoclassique. C'est pourquoi elle appelle régulièrement à une « sorte d'*Aufklärung* économico-politique », immense entreprise pédagogique visant à apprendre à toutes et tous l'économie, « cette science de l'inéluctable » capable de rendre acceptables inégalités, contraintes et sacrifices, et de convaincre une opposition « archaïque » de la nécessité de la « réforme ».

La lutte contre l'idéologie dominante, la domination symbolique qu'elle exerce et le « fatalisme du probable » qu'elle véhicule, passe par la dénonciation d'une véritable idéologie (qui exprime et produit l'intégration logique et morale de la classe dominante) et d'une fausse science², dont l'axiomatique implicite se réduit à l'« ensemble des croyances partagées par les dominants³ ». Contre le fatalisme de ce genre de discours, Bourdieu et Boltanski rappellent que « la connaissance du probable est ce qui rend possible, en fonction d'une autre intention politique, la réalisation du moins probable⁴ ». Élargissant le champ des possibles, ils revendiquent un « utopisme réaliste ». « Utopisme » dans la mesure où il ne s'agit rien moins que de mettre en cause l'ordre social, tel que l'idéologie dominante et la violence symbolique qu'elle exerce contribuent à le perpétuer (en ayant recours, autant que de besoin, au monopole étatique de la violence physique légitime). Utopisme « réaliste », dans la mesure où « la connaissance des lois tendancielles du monde social est la condition de toute action réaliste [...] visant à contrarier l'accomplissement de ces lois⁵ ». En d'autres termes, il s'agit de « se servir de la connaissance du probable pour renforcer les chances du possible⁶ ».

« THÉORIE DU HANDICAP CULTUREL » ET « PÉDAGOGIE RATIONNELLE »

Aujourd'hui comme hier, la *doxa* scolaire tient pour acquis qu'« il existe des élèves "doués" et d'autres "peu doués" et que les élèves

2. En fait, selon Bourdieu et Boltanski, « ni science, ni fantôme, le discours dominant est une politique » (*ibid.*, p. 94).

3. *Ibid.*, p. 97.

4. *Ibid.*, p. 100.

5. *Ibid.*, p. 101.

6. *Ibid.*, p. 100-101.

doivent être sélectionnés selon leurs « aptitudes »⁷ ». L'inégalité supposée des « dons » prétend rendre compte, en effet, des inégalités de réussite scolaire. De sorte que les classes privilégiées trouvent dans cette idéologie « charismatique » (qui valorise la « grâce » ou le « don »), « une légitimation de leurs privilèges culturels qui sont ainsi transmués d'héritage social en grâce individuelle ou en mérite personnel⁸ ». Contre cette « idéologie du don⁹ », Bourdieu et Passeron ont montré, dans *Les Héritiers*¹⁰, puis *La Reproduction*¹¹, que l'origine sociale et, plus précisément, l'« héritage culturel » sont la clé des inégalités sociales devant l'école et, en particulier, des chances d'accès à l'enseignement supérieur¹².

Ce faisant, la « théorie de l'héritage culturel » « dénaturalise », donc « défatalise » l'échec scolaire de ceux qui y sont le plus exposés¹³. Or, paradoxalement, elle a rencontré et rencontre toujours les critiques de ceux-là mêmes qu'elle affranchit de la « naturalisation » de l'échec et/ou de ceux qui s'en font les porte-parole (à commencer par les enseignants). En effet, les classes populaires reprennent souvent à leur compte l'essentialisme de l'« idéologie du don » qui les expose au « racisme de classe¹⁴ », et les élèves issus de classes populaires résistent à la critique qu'en font Bourdieu et Passeron¹⁵. Comment rendre compte de cette opposition paradoxale ?

Si les statistiques des inégalités de réussite scolaire en fonction des origines sociales sont particulièrement difficiles à accepter par les élèves issus des classes populaires, c'est d'abord parce qu'elles sont « décourageantes » : si « les jeux sont faits » avant d'avoir joué, comment continuer à jouer ? À l'inverse de l'explication par les inégalités économiques qui, liées à l'« avoir », ne portent pas atteinte à l'« être », celle par les inégalités culturelles implique leur disqualification et celle de leur famille (« incultes », « handicapés » ou « déshérités ») et semble invalider la croyance que « tout le monde peut réussir à condition de s'en donner les moyens¹⁶ ». Or l'assurance qu'il est possible de réussir – liée à la croyance en un « don pour les études » dont la famille d'origine et/ou l'école peuvent les avoir crédités – est sans doute une ressource décisive pour surmonter le handicap culturel (et réaliser ainsi un « miracle scolaire »). La confiance en soi, c'est-à-dire, en définitive, la croyance en l'« idéologie du don », est sans doute motrice dans l'investissement scolaire¹⁷. De ce point de vue, démystifier l'« idéologie du don », c'est aussi détruire une croyance nécessaire aux réussites improbables.

Mais cette critique du « déterminisme » de la théorie de l'héritage culturel¹⁸ méconnaît que, si l'« idéologie du don » peut aider

7. Philippe Masson, « La fabrication des *Héritiers* », *Revue française de sociologie*, vol. 42-43, 2001, p. 483.

8. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, p. 106-107.

9. Voir Gérard Mauger, « Sur l'« idéologie du don ». Note de recherche », *Savoir/Agir*, n° 17, septembre 2011, p. 33-43.

10. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, op. cit.

11. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Éditions de Minuit, Paris, 1970.

12. Dans cette perspective, l'école exerce, outre sa fonction de socialisation, une fonction cachée de légitimation et de perpétuation des inégalités culturelles et, en définitive, de reproduction de la structure de la distribution du capital culturel et, par là, de l'ordre établi. S'il est vrai que le dernier quart du xx^e siècle a enregistré des transformations spectaculaires du système scolaire, en matière de scolarisation, aujourd'hui comme hier, c'est l'« héritage culturel » lié à l'origine sociale qui explique l'essentiel des variations observées dans les parcours scolaires et, en définitive, les écarts de « capital scolaire » attestés par le diplôme.

13. « Le dévoilement du privilège culturel, expliquent Bourdieu et Passeron, anéantit l'idéologie apologétique qui permet aux classes privilégiées [...] de voir dans leur réussite la confirmation de dons naturels et personnels ; l'idéologie du don reposant avant tout sur la cécité aux inégalités sociales devant l'école et la culture, la simple description de la relation entre le succès universitaire et l'origine sociale a une vertu critique » (*Les Héritiers*, op. cit., p. 108).

14. Les classes populaires seraient collectivement privées, par les hasards de la génétique, de « dons pour les études » et/ou du « sens de l'effort ».

15. Clarisse Guiraud et Tiphaine Colin, « Comment enseigner Bourdieu aux élèves des milieux populaires ? », *Idées*, n° 129, octobre 2002. Edwige Corcia, également professeure de SES, fait le même constat : « La sociologie de Pierre Bourdieu et l'enseignement des sciences économiques et sociales », in *Pierre Bourdieu : les champs de la critique*, BPI/Centre

Pompidou, 2004, p. 87-95.

16. Clarisse Guiraud et Tiphaine Colin, art. cit., p. 15.

17. À l'inverse, la théorie de l'héritage culturel peut servir d'alibi au renoncement : la « causalité du probable »

quelques élus, elle exerce une violence symbolique sans appel sur les « déshérités¹⁹ ». Et elle ignore surtout qu'un énoncé scientifique n'est pas tant « optimiste » ou « pessimiste » que « vrai » ou « faux »²⁰. Dans la mesure où rien jusqu'à présent n'est venu invalider la théorie de l'héritage culturel, toute tentative réaliste, individuelle ou collective pour en démentir les effets probables doit en tenir compte. Pour pallier le handicap culturel, il n'y a pas d'autre solution rationnelle que de rechercher les moyens de le combler. Une pédagogie individuelle du contre-handicap doit valoriser l'« effort » contre la « grâce » supposée et assurer les plus démunis de « culture »²¹ et d'assurance qu'ils peuvent réussir à condition de travailler plus que les héritiers et/ou les élus. La « pédagogie rationnelle²² », conçue par Bourdieu et Passeron pour neutraliser rationnellement les effets de l'héritage culturel, doit élargir le « domaine de ce qui peut être rationnellement et techniquement acquis par un apprentissage méthodique », fournir à tous les moyens d'acquérir les « techniques matérielles et intellectuelles du travail intellectuel », « cet ensemble de dons sociaux qui constituent la réalité du privilège culturel ».

Dans le cas de l'idéologie dominante, la critique sociologique permet de démystifier les « effets de science » et de rouvrir le champ des possibles qu'elle s'emploie à refermer. Dans le cas de la théorie du handicap culturel, la sociologie doit tirer les conséquences des résultats établis pour mettre en place une stratégie rationnelle qui permette – à terme – de les invalider. La connaissance du fatal annoncé comme celle du probable démontré permettent, dans les deux cas, de déjouer ce qui peut apparaître comme un destin inéluctable. De façon générale, disait Bourdieu, « il y a place, entre la résignation sociologiste et le volontarisme utopiste, pour un utopisme raisonné, c'est-à-dire pour un usage conscient et rationnel des limites de liberté accordées par une véritable connaissance des lois sociales et spécialement de leurs conditions historiques de validité²³ ».

À LIRE

Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de La Production de l'idéologie dominante*, Demopolis, Paris, 2008

Pierre Bourdieu, « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, vol. 15, n° 1, 1974, p. 3-42

Pierre Bourdieu, « Le racisme de l'intelligence », in Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Paris, 1980, p. 264-268

Louis Pinto, Gisèle Sapiro et Patrick Champagne (dir.), *Pierre Bourdieu, sociologue*, Fayard, Paris, 2004, p. 351-368

Gérard Mauger, *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013

Gérard Mauger et Louis Pinto (dir.), *Lire les sciences sociales, 2008-2013*, vol. 6, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2013

Gérard Mauger, « Sur l'«idéologie du don». Note de recherche », *Savoir/Agir*, n° 17, septembre 2011, p. 33-43

Jean-Claude Passeron, « Le sociologue en sociologie et *vice versa* : enquêtes sociologiques et réformes pédagogiques dans les années 1960 », in Jacques Bouveresse et Daniel Roche (dir.), *La Liberté par la connaissance. Pierre Bourdieu (1930-2002)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 15-104

Jean Peyrelevade, *L'Histoire d'une névrose. La France et son économie*, Albin Michel, Paris, 2014

Louis Weber, « Les Héritiers et *La Reproduction* dans les débats des années 1960-1970 », *Savoir/Agir*, n° 17, septembre 2011, p. 21-32

(Pierre Bourdieu) fonctionne alors selon la logique de la *self fulfilling prophecy*.

18. Selon Antoine Prost, « ce livre pessimiste (*La Reproduction*) est profondément conservateur. Il n'ouvre aucune perspective, ne laisse subsister aucune possibilité d'action ou de réforme » (« Une sociologie stérile : *La Reproduction* », *Esprit*, n° 398, décembre 1970, p. 851-861).

19. Il faut donc la combattre (comme toutes les formes de « naturalisation » du social) et entretenir la croyance que tous peuvent réussir.

20. La connaissance de « la loi de la pesanteur, c'est ce qui a permis de voler », rappelait Bourdieu (*Interventions 1961-2001, Science sociale et action politique*, textes choisis et présentés par Franck Poupeau et Thierry Discepolo, Agone, Marseille, 2002, p. 77).

21. Ou, plus précisément, ceux dont la « culture héritée » est la plus éloignée de la « culture scolaire ».

22. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, op. cit., p. 111. Toutes les citations qui suivent, sauf mention contraire, sont extraites de cet ouvrage.

23. Pierre Bourdieu, avec Loïc Wacquant, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Le Seuil, Paris, 1992, p. 169.

COMMENT ENSEIGNER BOURDIEU AUX ÉLÈVES DES MILIEUX POPULAIRES ?

Clarisse Guiraud et Tiphaine Colin

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 1008 à 1014

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-1008.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

COMMENT ENSEIGNER BOURDIEU AUX ÉLÈVES DES MILIEUX POPULAIRES ?

par CLARISSE GUIRAUD et TIPHAINE COLIN
(professeures de sciences économiques et sociales)

« La cécité aux inégalités sociales condamne et autorise
à expliquer toutes les inégalités, particulièrement en matière de réussite
scolaire, comme inégalités naturelles, inégalités de dons. »

Pierre Bourdieu, *La Reproduction*, 1966

Une première version de ce texte a été publiée dans la revue *Idées* en 2002, alors que ses deux auteures enseignaient au lycée Kastler de Denain, à la périphérie de Valenciennes, en zone dite « sensible ». Depuis, elles ont changé d'établissement, l'une pour enseigner à Roubaix, l'autre à Stains puis à Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis. La réflexion entamée à l'époque a été poursuivie et enrichie de nouvelles expériences, dans de nouvelles classes, avec des élèves qui se ressemblent parfois mais qui ne sont jamais vraiment les mêmes. En dix-sept ans, peu de changements sur le fond, si ce n'est que les élèves semblent encore davantage convaincus de la nécessité de la réussite scolaire – et que la compétition et la concurrence entre élèves et entre établissements se sont accrues. L'objectif, ici, n'est pas de présenter des vérités établies, mais le récit d'expériences pédagogiques dans lesquelles de nombreux enseignants de SES se reconnaîtront sans doute. Il ne s'agit pas de présenter des solutions toutes faites, une sorte de mode d'emploi qui pourrait faire partie du *vade-mecum* du professeur de SES débutant. Il s'agit de donner quelques pistes pour engager une réflexion sur les obstacles auxquels peut se heurter l'enseignement à l'école d'une sociologie critique de l'école.

1. Stéphane Beaud, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, Paris, 2003.

Stéphane Beaud introduit son ouvrage *80 % au bac... et après*¹ par les propos de Nassim.

« Juin 1991 : Nassim, dix-huit ans, élève de première B [...], fils d'immigrés algériens, est un enfant du quartier Granvelle dans la région

de Montbéliard (berceau historique des usines Peugeot). Il commente son dernier sujet de dissertation de sciences économiques et sociales, libellé “Malgré un accroissement de la mobilité sociale, la transmission du statut de génération en génération reste relativement rigide” : “Franchement, il m’a écœuré, ce sujet, il m’a pas inspiré du tout... Ça m’a pas intéressé... Chacun fait ce qu’il veut, franchement. Si l’autre veut pas faire comme son père, il a le droit. Moi, je l’ai compris comme ça, le sujet : en fin de compte, ça veut dire à peu près : tel père, tel fils ! Moi, je me suis dit non ! Pourquoi ça ! Tel père, tel fils ! Dans ma dissert’, j’ai fait le pour et le contre et, en conclusion, j’ai dit non. (*Réfléchissant.*) J’ai dit non, grâce à l’école en particulier [...]. Maintenant il y a l’école pour nous aider à être très haut... Cadre... Franchement, c’est pas mieux, ça ! C’est pas mieux de travailler comme vous faites que de travailler à l’usine ? Franchement ! Nous, on peut faire quelque chose avec l’école... On peut travailler comme vous là, comme vous êtes en train de faire. C’est l’école maintenant... L’école, c’est le passeport... C’est vrai, moi, je vois l’école comme ça, une sorte de passeport. La réussite, la réussite professionnelle, elle dépend beaucoup de l’école pour moi. En tout cas, dans ma dissert, c’est ce que j’ai dit”... »

Comment ne pas faire le parallèle avec nos élèves ? Les établissements où nous avons enseigné, et où nous enseignons aujourd’hui, à Denain, à Roubaix, à Stains et à Saint-Denis, scolarisent une part très importante d’enfants des milieux populaires, enfants d’ouvriers, d’employés, d’inactifs ou de chômeurs durablement éloignés de l’emploi.

Dans ce contexte, enseigner la sociologie critique de Bourdieu, en particulier la question des inégalités sociales de réussite scolaire, apparaît souvent délicat, pour deux types de raisons, qui sont liées l’une à l’autre. Il existe en premier lieu un obstacle pédagogique difficile à surmonter : confrontés à une vérité qui les dérange, les élèves peuvent avoir une réaction de rejet qui les empêche de comprendre les mécanismes sociaux qui entrent en jeu. En second lieu, la présentation de la sociologie de Bourdieu, en jouant un rôle de dévoilement, remet en cause un certain nombre de certitudes et peut s’avérer, de ce fait, très déstabilisante pour les élèves, ce à quoi l’enseignant se doit d’être attentif.

Ce n’est donc pas simple d’enseigner Bourdieu aux élèves des milieux populaires. Cela pose de nombreuses questions. Comment ne pas heurter les élèves en leur présentant des analyses qui les renvoient à leur propre situation ? Comment leur faire comprendre qu’il ne s’agit

Confrontés à une vérité qui les dérange, les élèves peuvent avoir une réaction de rejet qui les empêche de comprendre les mécanismes sociaux qui entrent en jeu.

2. *Ibid.*

pas d'une analyse méprisante pour eux et leur famille ? Comment ne pas entamer la confiance en l'école qui est nécessaire à leur réussite scolaire ? Bref, comment enseigner Bourdieu à ceux dont il parle ?

Si l'analyse de Bourdieu est parfois si difficile à entendre pour les enfants des classes populaires, c'est en effet parce qu'elle parle d'eux. Elle met en lumière des mécanismes dont ils sont les « victimes ». Il semble beaucoup plus facile pour les enfants de milieux favorisés d'être confrontés à ces analyses, cela ne les concerne pas aussi directement. S'ils en tirent une conséquence personnelle, elle est plutôt positive et rassurante. Elle pourrait éventuellement atténuer le rôle qu'ils attribuent à leurs efforts personnels dans leur réussite, mais l'idéologie du mérite est suffisamment ancrée dans les esprits pour que ce soit rarement le cas.

Les statistiques des inégalités de réussite scolaire, selon la catégorie socioprofessionnelle des parents, paraissent en effet d'une grande banalité pour tous ceux qui s'intéressent un peu à la sociologie de l'éducation, mais peuvent être difficiles à accepter par les élèves des milieux populaires. Cela entre en contradiction avec le discours établi, d'ailleurs le discours de l'école, selon lequel la « réussite » dépend du travail et du mérite : *quand on veut, on peut, et tout le monde peut réussir à condition de s'en donner les moyens.*

Adhérer à cette vision de l'école est d'autant plus nécessaire pour les élèves des milieux populaires que l'école représente pour eux la principale possibilité d'ascension sociale. Celle qui permet d'échapper à la condition sociale de leurs parents, dont ils perçoivent très bien toute la dureté. L'idée que la position sociale de leurs parents pourrait avoir une influence sur leur propre destin peut donc facilement entamer des certitudes sur lesquelles ils s'appuient dans le quotidien de leur scolarité. Les réactions de certains élèves montrent qu'ils ont parfaitement intégré le discours méritocratique : « Celui qui veut, il peut réussir. » Les meilleurs élèves ne sont pas les seuls à être attachés à l'idée du mérite. Ceux qui ont de mauvais résultats sont parfois les premiers à adhérer aux verdicts scolaires qui leur sont apposés, et ils attribuent leurs échecs à une absence de travail et donc de mérite.

Les réactions des élèves, face aux travaux qui montrent comment réussir à l'école procède d'une reproduction des capitaux culturels, peuvent alors, parfois, être assez radicales, allant même jusqu'à contester la validité des statistiques : « C'est des stats, c'est pas la réalité ! » Apparaissent aussi des réflexions qui montrent que la signification des régularités statistiques est mal comprise : « Il y a des enfants de cadres qui sont mauvais à l'école... S'ils ne travaillent pas, ils

sont mauvais. » Il convient alors de bien préciser que les statistiques ne donnent que des tendances générales, qu'elles informent sur les probabilités, qu'elles ne disent rien des destins individuels, puisqu'elles montrent aussi qu'être enfant d'ouvrier ne condamne pas implacablement à l'échec scolaire. À ce moment-là, il peut même être valorisant pour les élèves de comprendre que, en tant qu'enfants d'employés ou d'ouvriers scolarisés en filière générale, ils sont déjà « du bon côté de la statistique », dans la trajectoire qui était la moins probable au départ, ce qui leur donne un vrai espoir d'échapper à une stricte reproduction sociale.

La validité des statistiques étant admise, reste à présenter les théories sociologiques qui permettent de les expliquer. Le plus souvent, lorsqu'on demande aux élèves de formuler des hypothèses à ce sujet, ce sont des causes économiques qui apparaissent le plus spontanément.

Les élèves sont souvent persuadés que les inégalités de réussite sont avant tout le résultat d'inégalités de revenus : « Bien sûr, les riches, ils peuvent payer des cours particuliers à leurs enfants et les mettre dans des écoles privées. » Rien d'étonnant en réalité. Pour beaucoup d'élèves, la structure sociale est d'abord conçue comme une inégalité entre des riches et des pauvres, parce que c'est ce qui fait sens dans leur quotidien. S'ils se perçoivent comme moins favorisés, c'est surtout par leurs conditions matérielles d'existence. C'est loin d'être faux. L'explication par le capital économique est aussi sans doute plus facile à accepter. Certes, elle provoque un fort sentiment d'injustice, mais elle est moins dévalorisante que celle qui repose sur des inégalités culturelles. L'analyse de Bourdieu peut en effet être difficile à admettre, en particulier si elle est mal interprétée. Les élèves peuvent y voir une sorte de mépris envers leur famille, l'idée que, si les enfants des milieux populaires ne réussissent pas, c'est parce que leurs parents ne sont pas « cultivés ». Certains élèves ont déjà une image dévalorisante de leur famille et peuvent même en avoir honte, considérant que, si leurs parents sont là où ils sont, c'est parce qu'ils n'ont pas été à la hauteur, qu'ils n'ont pas été de bons élèves. Bref, qu'ils méritent leur place, perçue comme indigne. Les enfants d'immigrés, dont les parents ont plus rarement connu ces déboires dans le système scolaire, ont moins souvent ce sentiment de honte. La présentation de la notion de capital culturel peut, au moins dans un premier temps, être comprise comme une confirmation de l'idée selon laquelle il existerait une forme d'insuffisance dans certaines familles, et renforcer ainsi un sentiment de honte.

Les élèves sont souvent persuadés que les inégalités de réussite sont avant tout le résultat d'inégalités de revenus.

Les élèves peuvent y voir une sorte de mépris envers leur famille, l'idée que, si les enfants des milieux populaires ne réussissent pas, c'est parce que leurs parents ne sont pas « cultivés ».

Une autre explication des inégalités sociales de réussite scolaire vient aussi spontanément aux élèves, celle d'une aide familiale au travail scolaire : « Les autres, ils sont plus aidés par leur famille, comme leurs parents ont plus de diplômes, ils peuvent plus les aider à faire leurs devoirs », réfléchit Vanessa, élève de terminale ES. Le manque d'aide reçue leur paraît une explication plus acceptable que le manque de capital culturel au sens large.

Chez certains élèves, on peut constater une certaine forme de rejet de la culture scolaire, une fierté à s'en détacher et à en refuser les codes, une forme de « retournement du stigmat ». Ce sont surtout les garçons qui ont besoin de se démarquer d'une image d'« intellos », considérée comme peu « virile ». Ainsi, pour Mario, élève de terminale ES, « la philo, c'est un truc de pédé ! ». Parfois, ces garçons peuvent manifester une certaine forme de fierté à ne pas être trop bons dans les matières qui apparaissent les plus « intellos ». Ne rien comprendre à un texte de philo ou de français apparaît beaucoup plus avouable que ne rien comprendre à un exercice de maths. Farid, plutôt fier par ailleurs de ses bons résultats en SES, commente sa liste de français de première pour le bac, qu'il vient de retrouver : « J'y pipais rien, à tous ces textes, rien du tout », avec un sourire plutôt satisfait. Ils peuvent alors voir dans l'analyse de Bourdieu une réflexion qui se place du côté de cet intellectualisme qu'ils rejettent. En témoigne la question agacée de Youssef : « Qui il est Bourdieu, pour dire ça ? Il est de quelle origine ? », pensant que le sociologue, du haut d'une position bourgeoise supposée, se permettait dans son analyse de tenir un discours méprisant sur les milieux populaires. Il est donc essentiel que les élèves comprennent que la sociologie de Bourdieu ne fait pas la critique de la culture des milieux populaires, mais celle de l'institution scolaire. Étudier le rôle de la socialisation différenciée selon le genre dans la meilleure réussite des filles à l'école est un autre moyen d'aider les garçons à comprendre les mécanismes sociaux à l'œuvre dans leurs attitudes et, éventuellement, à prendre une certaine distance avec ces attitudes.

Mais cela ne va pas sans poser de nouvelles difficultés. La critique de l'institution scolaire qu'effectue la sociologie de Bourdieu est difficile à avaler. Elle remet en cause l'idée que l'école permet de distribuer les diplômes, donc les positions sociales, en fonction du mérite de chacun. Or cette idée est essentielle pour les élèves. Ils ont besoin de croire en l'institution scolaire. Ils ont besoin de croire que leurs efforts vont être récompensés à leur juste valeur. Pour Michaël, bon élève de terminale ES, très travailleur : « Tout le monde peut avoir

de la culture, ce n'est pas grâce aux parents, il faut travailler, c'est tout... C'est une question de volonté. » Dans ce contexte, la position du professeur de SES est délicate. D'un côté, il représente l'institution aux yeux des élèves et, d'un autre côté, il leur présente une analyse très critique vis-à-vis de cette institution. Il est chargé à la fois de valoriser le travail scolaire des élèves et de leur présenter une sociologie qui pourrait leur faire penser que ce travail est vain parce que les dés sont pipés. En réalité, les deux rôles ne sont pas contradictoires.

Présenter une critique de l'institution scolaire n'empêche pas de valoriser la réussite individuelle, surtout celle de ceux pour qui l'école est le principal moyen d'ascension sociale. Il est ainsi possible de rappeler à nos élèves qu'ils sont déjà dans une voie de réussite scolaire puisqu'ils sont en filière générale ; cela permet de les mettre en valeur au lieu de les décourager.

Elle peut permettre aussi de comprendre l'origine de malaises qu'ils peuvent parfois ressentir, notamment lorsqu'ils ont des intuitions mais manquent de mots pour les dire. La sociologie de Bourdieu « vend la mèche » et met ainsi un nom sur des difficultés que les élèves perçoivent. C'est ce qui transparaît dans la remarque de Lila, élève de première ES : « Je n'aime pas quand la prof de français me dit que je suis trop scolaire mais je ne sais pas trop pourquoi... » L'appréciation « trop scolaire » peut être mal vécue par des élèves qui fournissent un travail important et qui ne comprennent pas ce qu'ils pourraient faire de mieux. Savoir d'où cela vient, ce que cela signifie peut le rendre plus facile à admettre. En leur donnant les explications sociologiques de leurs éventuelles difficultés scolaires, on leur permet de rompre avec le discours du « don », selon lequel l'élève, qui ne réussit pas alors qu'il travaille, est « nul », « pas doué », « limité », « trop scolaire ».

L'institution scolaire est parfois « brutale » avec les élèves des milieux populaires. La sociologie peut leur donner des armes pour se défendre et avoir une plus grande estime d'eux-mêmes. Ainsi, certains élèves peuvent être soulagés en regardant l'extrait du film de Pierre Carles, *La sociologie est un sport de combat*, où Bourdieu explique que c'est dans la mesure où tout le monde ne parle pas « bien français », sans accent, que ça paie de parler français : que cette rareté apporte distinction et profit.

Cela ne les accable pas, mais peut au contraire les libérer, en montrant que le « bon français » est une construction sociale, que ce n'est pas « naturel », et qu'il permet, avec d'autres éléments, de se distinguer et de reproduire les inégalités. Comme l'a dit Bourdieu

**La sociologie de Bourdieu
« vend la mèche » et met ainsi
un nom sur des difficultés que
les élèves perçoivent.**

lui-même à des élèves du lycée Diderot de Marseille, dans une conférence au Collège de France : « La sociologie peut rendre la vie difficile

aux dominants. » N'oublions pas qu'elle peut aussi rendre la vie plus facile aux dominés. La sociologie de Bourdieu peut paraître difficile à enseigner à des élèves des milieux populaires parce qu'elle parle d'eux, mais elle a un rôle très important à jouer pour ces élèves, justement parce qu'elle parle d'eux.

**Comme l'a dit Bourdieu :
« La sociologie peut rendre
la vie difficile aux dominants. »
N'oublions pas qu'elle peut aussi
rendre la vie plus facile
aux dominés.**

MORALE DE L'HISTOIRE

Enseigner la sociologie critique aux enfants des milieux populaires, c'est leur donner des outils pour rendre les choses plus difficiles à ceux qui voudraient les dominer.

L'ENQUÊTE, MÈRE DE TOUTES LES BATAILLES !

Christian Baudelot et Catherine Robert
in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 1015 à 1022

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-1015.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ENQUÊTE, MÈRE DE TOUTES LES BATAILLES !

par **CHRISTIAN BAUDELLOT**

(sociologue, École normale supérieure de Paris)

et **CATHERINE ROBERT**

(professeure de philosophie, lycée Le Corbusier d'Aubervilliers)

« Notre pédagogie est justement une pédagogie du travail.
Notre originalité, c'est d'avoir créé, expérimenté,
diffusé des outils et des techniques de travail
dont la pratique transforme profondément nos classes. »
Célestin Freinet, *Les Invariants pédagogiques*,
code pratique d'école moderne, 1964

« Un peuple est d'autant plus démocratique que la délibération,
que la réflexion, que l'esprit critique jouent un rôle plus considérable
dans la marche des affaires publiques. Il l'est d'autant
moins que l'inconscience, les habitudes inavouées,
les sentiments obscurs, les préjugés en un mot soustraits à l'examen
y sont au contraire prépondérants. »
Émile Durkheim, *Leçons de sociologie*,
cours dispensés entre 1890 et 1900

Ce texte s'appuie sur une expérience collective réalisée depuis une douzaine d'années au lycée Le Corbusier d'Aubervilliers avec les élèves qui s'y sont succédé, des profs (Raphaël Giromini, Valérie Louys, Isabelle Richer et Catherine Robert) et des chercheurs (Christian Baudelot, Nicolas Grimal et Jean-Loïc Le Quellec). Chacun participe, donne son avis et apporte à l'œuvre commune selon ses capacités. Certains écrivent, d'autres prennent la parole en public, certains font des photocopies et des affiches, d'autres arpentent les couloirs pour récolter les réponses aux questionnaires ; tous cherchent. Dans un collectif, il n'y a pas de hiérarchie mais une organisation. Les sciences sociales ne se réduisent pas à des joutes idéologiques. Elles cherchent à produire des connaissances nouvelles sur la réalité sociale à partir de faits observés et construits. L'enquête est

aux sciences sociales ce que l'expérimentation est aux sciences de la nature : la mère de toutes les batailles ! Apprendre les sciences sociales sans faire d'enquête, ce serait un peu comme apprendre la chimie sans éprouvette ou la médecine sans fréquenter l'hôpital : on reste prisonnier des savoirs anciens et, pire encore, des opinions invérifiées... Il est important d'intégrer l'enquête à l'enseignement des sciences sociales, d'autant que les bénéfices d'une telle initiation sont très importants, pour les élèves comme pour les profs. Méfions-nous des théories hors sol ! Qu'est-ce que nous apprennent, alors, ces enquêtes réalisées au lycée Le Corbusier et centrées sur des objets très divers : l'amour, les langues, les vacances, les prénoms et la vision de l'avenir ?

CONNAÎTRE L'AUTRE PLUTÔT QUE FANTASMER À SON PROPOS

Le public scolaire s'est beaucoup diversifié depuis trente ans. Les enfants des classes populaires vont plus longtemps à l'école. Dans le même temps, l'écart s'est creusé entre les origines sociales des enseignants et celles de leurs élèves. En 2007, plus de la moitié des enseignants du second degré sont enfants de cadres supérieurs ou de professions intermédiaires. Ce grand écart provoque souvent la sidération de jeunes enseignants, découvrant l'extraordinaire diversité sociale et culturelle de leurs élèves : beaucoup de livres narrant leurs témoignages l'attestent. Or l'ignorance des coutumes et des idées des autres peut conduire au mépris, à la peur et souvent à la haine. Ces différences culturelles deviennent des obstacles pédagogiques et des facteurs de conflit si elles ne sont pas élucidées.

Voilà pourquoi chaque enseignant doit apprendre à connaître ses élèves tels qu'ils sont, tout en tâchant d'élucider ses propres postures sociales, en pratiquant des enquêtes, comme le font anthropologues et sociologues. Cette formation est aussi indispensable aux parents et aux élèves. La rencontre avec l'autre étant le meilleur outil d'élucidation de son propre point de vue, l'enquête peut offrir l'occasion d'un enrichissement et d'un éclairage mutuels, en diminuant les facteurs d'incompréhension et de conflit perpétués par l'ignorance et confortés par un ethnocentrisme délétère...

GARE AUX PRÉNOTIONS ET À L'ETHNOCENTRISME !

Rien de tel que l'enquête pour expérimenter *in vivo* les distances abyssales qui séparent la réalité sociale, telle qu'elle est, des **prénotions** qui la défigurent. Le jeune de banlieue est ainsi l'objet d'une représentation caricaturale qu'affectionnent et diffusent à profusion, depuis plus de trente ans, médias et politiques. Délinquant en capuche ou djihadiste potentiel, et souvent les deux à la fois, le jeune de banlieue d'origine immigrée devient un repoussoir dans l'opinion. Cette image est d'autant plus dangereuse que beaucoup des lycéens d'origine étrangère, vivant en banlieue, finissent par adhérer à cette représentation d'eux-mêmes et à se l'approprier : le **stigmate** devient un étendard !

Au lycée Le Corbusier d'Aubervilliers (qui est un de ces lycées de banlieue qui font peur à tous ceux qui n'y viennent jamais !), nous avons réalisé en 2016 une enquête sur l'amour et le partenaire idéal. Invités à définir en trois mots ce que représentait pour eux le mot amour, les élèves ont le plus souvent répondu : CONFIANCE, BONHEUR, COMPLICITÉ. Et ce qu'il n'était pas : VIOLENCE, MENSONGE, INFIDÉLITÉ. Les qualités du partenaire idéal étant pour les garçons : BEAUTÉ, INTELLIGENCE, SEXY, DÉBROUILLARDISE, et pour les filles : DRÔLE, PROTECTEUR, RESPECT. Quant à ce que représente pour eux le mariage, elles ont répondu : STABILISER SA VIE, ÊTRE EN SÉCURITÉ, OBTENIR UN STATUT SOCIAL, les garçons préférant : FONDER UNE FAMILLE, STABILISER SA VIE, FAIRE PLAISIR À SES PARENTS. Filles et garçons s'y déclaraient, les unes et les autres, partisans d'un partage égalitaire des tâches domestiques et de la prise en charge commune des enfants.

Rififi dans les prénotions ! On est loin d'une tyrannie masculine absolue faisant pendant à une soumission totale de la femme, stéréotypes pourtant fréquemment associés aux relations entre

Le jeune de banlieue est ainsi l'objet d'une représentation caricaturale qu'affectionnent et diffusent à profusion, depuis plus de trente ans, médias et politiques.

On est loin d'une tyrannie masculine absolue faisant pendant à une soumission totale de la femme, stéréotypes pourtant fréquemment associés aux relations entre hommes et femmes dans les banlieues.

Prénotion : idée toute faite, souvent fabriquée par les habitudes, la coutume et, aujourd'hui, les médias, parfois vraie mais souvent fausse et dont le défaut principal est qu'elle n'est pas validée par l'expérimentation ou l'observation.

Stigmate : le sociologue Erving Goffman entend par « stigmates » des attributs d'une personne qui constituent un écart par rapport aux attentes normatives des autres (dans un groupe donné) à propos de son identité (dévalorisations morales, corporelles, d'orientations sexuelles, etc.).

hommes et femmes dans les banlieues peuplées d'immigrés. Les trois mots définissant l'amour qui distinguent les garçons des filles ont beau être SÉDUCTION, SEXE, PLAISIR, chez les premiers, et COMPLICITÉ, CONFIANCE, RIRE chez les secondes, cet écart n'est pas le propre des jeunes de banlieue. Il illustre simplement le fait qu'à cet âge, côté émancipation et maturité, les filles ont une bonne longueur d'avance sur les garçons ! Avoir la même couleur de peau, pratiquer la même religion ou être originaire du même pays ne sont pas plus pour les filles que pour les garçons des critères importants pour définir le partenaire idéal, l'essentiel étant plutôt un même niveau d'études et les mêmes intérêts dans la vie. Le dépouillement des résultats de l'enquête a eu le grand mérite de surprendre les lycéens qui avaient participé à son élaboration : contrairement à ce qu'ils pensaient trouver, les élèves du lycée Le Corbusier ont découvert qu'ils se faisaient de l'amour une conception très proche de celle de l'immense majorité des lycéens du même âge dans la France des premières années du XXI^e siècle. Ils étaient « juste normaux », comme l'a dit une élève à un journaliste qui l'interrogeait sur les résultats de l'enquête.

ÇA ME CONCERNE, DONC ÇA M'INTÉRESSE !

La déconstruction des prénotions et des stéréotypes, grande conquête de la sociologie, est d'autant plus efficace qu'on enquête sur des réalités qui concernent directement les enquêteurs. À l'issue d'un exposé sur les mythes, l'anthropologue Jean-Loïc Le Quellec incite les lycéens qui le veulent à recueillir auprès de leurs parents des récits et des légendes circulant dans leurs familles. Succès inespéré ! Les élèves reviennent à la séance d'après avec des récits de mythes issus des quatre coins du monde : cette collecte avait mobilisé, passionné et fait discuter les membres de leurs familles. Cet enthousiasme collectif met en évidence une chose qu'on oublie trop souvent à l'école : quand le sujet est intéressant et qu'il me concerne, je bosse ! Et quand mon père, ma mère, voire mes grands-parents peuvent apporter des connaissances que j'analyse ensuite avec les profs et les chercheurs, je transforme ma formation personnelle en aventure familiale ! Les profs devraient réfléchir à ça : c'est bien de remettre un bulletin aux parents, mais c'est plus fécond de les écouter raconter comment s'organisent leurs systèmes de représentations... Signifier aux parents qu'ils ont des choses à apprendre à l'école (et pas seulement d'elle !), ça fait du bien à tout le monde !

APPRENDRE À RÉFLÉCHIR, C'EST D'ABORD APPRENDRE À ÉCOUTER !

La pratique, même embryonnaire, des sciences sociales permet de développer l'esprit d'observation en **objectivant** des situations pour mieux les analyser. Le recours systématique aux comparaisons introduit du **relativisme** dans les jugements. L'entretien sociologique cherche à comprendre et non à juger, oblige à se mettre à la place de la personne interviewée ; il suppose d'écouter attentivement ce que l'interlocuteur a à dire, voire de l'aider à le dire, et non de lui imposer ses propres catégories de pensée ou de l'interrompre sans arrêt. Il constitue un véritable exercice démocratique. Lorsque quelqu'un vous témoigne de la haine ou du mépris, il est souvent utile de s'interroger sur ses raisons et de les identifier le plus objectivement possible. Les sciences sociales encouragent cet effort de réflexivité et proposent des moyens d'y accéder. Tout cela, Bernard Lahire l'a très bien expliqué dans son plaidoyer pour la sociologie.

QUAND FAIRE, C'EST DIRE...

Avec les élèves, nous avons jusqu'ici préféré recourir à l'enquête par questionnaire et à une exploitation statistique des réponses. Ce mode d'investigation se prête davantage à un travail collectif, le questionnaire s'élaborant progressivement en commun au fil de la réflexion, des entretiens exploratoires et des suggestions des uns et des autres. Chacun a son mot à dire sur les questions à poser, la manière de les poser et de trouver les bonnes formulations, adaptées au public visé que les enquêteurs connaissent bien, puisqu'il est composé de leurs pairs.

La logistique nécessaire à une enquête statistique par questionnaire est aujourd'hui facilitée par Internet. Des dispositifs simples permettent d'élaborer gratuitement des questionnaires en ligne et de

Objectivation : couramment employée comme synonyme d'explicitation pour désigner le résultat d'un travail de recherche. Le travail sur le suicide d'Émile Durkheim (*Le Suicide*, 1897) est un exemple classique du travail d'objectivation en sociologie. Durkheim montre

par l'enquête statistique sur les suicides que, loin d'être un geste aléatoirement distribué et en apparence strictement individuel, mettre fin à ses jours est un comportement qui, au contraire, obéit à des régularités sociales.

procéder aux premiers dépouillements. On peut utiliser l’Intranet du lycée pour diffuser les questionnaires. On est alors entièrement déchargé des tâches d’impression, de diffusion et de codage des questionnaires papier qui constituaient, il y a encore dix ans, des tâches lourdes et chronophages. Rançon de ce progrès technologique : une forte propension des élèves à ne pas remplir le questionnaire. Leurs boîtes électroniques et leurs portables sont aujourd’hui saturés, et le fait que les questionnaires leur parviennent par le canal officiel de l’établissement suscite parfois de la méfiance. D’où des trésors d’ingéniosité développés par les élèves enquêteurs pour convaincre leurs camarades de répondre.

La pratique raisonnée de l’enquête au lycée a aussi des vertus pédagogiques. En se donnant, en début d’année, l’objectif de produire des résultats nouveaux sur le sujet choisi, on s’inscrit d’emblée dans une tradition pédagogique qui a fait ses preuves : Célestin Freinet et son imprimerie, John Dewey et son *learning by doing*, et beaucoup d’autres encore. On est davantage dans le faire que dans le dire. Cette obligation

Maîtres et élèves ne sont plus dans une relation verticale (les premiers imposant aux seconds un savoir venu d’en haut), mais plutôt côte à côte, face à une tâche commune à réaliser.

de résultat transforme la relation pédagogique. Maîtres et élèves ne sont plus dans une relation verticale (les premiers imposant aux seconds un savoir venu d’en haut), mais plutôt côte à côte, face à une tâche commune à réaliser. Ni les uns ni les autres ne savent exactement ce qu’ils vont trouver. La responsabilité est partagée : il faut que ça marche et aller jusqu’au bout ! Cette transformation de la relation pédagogique contribue à donner confiance aux élèves, en libérant leur énergie.

Atout fondamental de l’entreprise, les résultats de l’enquête ne doivent pas être confinés au sein du groupe qui les a produits. Il est indispensable qu’ils soient exposés publiquement par les élèves eux-mêmes. Il est capital de laisser des traces et de matérialiser les produits du travail sous la forme de publications collectives dont les élèves sont les auteurs, qu’ils peuvent s’approprier et dont ils sont fiers. Cette pratique a aussi le grand mérite d’élever le niveau d’exigence. Les textes doivent être clairs, bien formulés et lisibles par tous, ce qui

LEXIQUE DE DÉSENFUMAGE

Relativisme : pensée selon laquelle il n’y a pas de normes, de croyances, de pratiques qui valent « absolument », c’est-à-dire indépendamment des groupes sociaux qui les produisent, dans une situation historique particulière.

apprend aux élèves à corriger leur copie plutôt que de la jeter en boule au fond de leur cartable !

TOUT FAIT FARINE AU MOULIN DE L'ENQUÊTE

Première étape : celle du choix du sujet. Au lycée Le Corbusier, nous avons successivement travaillé sur l'amour, les langues, les vacances, les prénoms et la vision de l'avenir. Le choix du thème, mené en amont par les enseignants, permet d'exposer des savoirs aux élèves et de les inciter à la lecture et à la découverte bibliographique, ouvrant le champ de la recherche scolaire à de nombreuses disciplines qui ne sont pas enseignées à l'école, comme la linguistique ou l'ethnologie par exemple. Mais il faut rester à l'écoute des élèves : si le thème choisi ne les intéresse pas, ils ne s'investiront pas !

Une fois le thème choisi, il faut faire comprendre aux élèves qu'on enquête plus facilement sur les comportements que sur les représentations, les premiers révélant le contenu des secondes. Inutile, ainsi, de demander aux futurs répondants s'ils sont homophobes ; plus malin, de demander s'ils accepteraient d'être témoins au mariage de leur sœur avec une femme ! La formulation des questions a un grand intérêt pédagogique. Si le questionnaire doit être soumis aux camarades des apprentis sociologues, il faut que le vocabulaire utilisé soit le leur. On peut demander à des jeunes dans quelles circonstances ils « lâchent l'affaire » en cas de « drague » amoureuse infructueuse, mais on n'utilisera le compte bancaire commun comme indice d'une vie maritale fondée sur la confiance qu'avec des répondants de plus de cinquante ans...

Une fois rédigées les questions, un tri drastique s'impose entre celles qui seront utiles à l'analyse et celles que l'on a formulées spontanément et sans réfléchir à leur qualité et leur portée heuristiques. Ce travail suppose des tests répétés, menés avec les frères et sœurs, les copains, les camarades de classe : les élèves comprennent que l'avis des autres est essentiel et que la correction des productions intellectuelles augmente leur qualité. Être corrigé par ses pairs, se corriger ensemble, accepter l'avis des autres n'ont alors plus rien à voir avec le fait d'attendre la note qui accompagnera le devoir remis au professeur. À la fin, on atteint la « presque perfection », parce qu'on s'aperçoit toujours, en analysant les réponses, que le

meilleur questionnaire est celui qu'on aurait rédigé après coup, une fois l'enquête dépouillée : la pratique de l'enquête délivre à tous de salutaires leçons d'humilité !

Autre leçon d'humilité : la distribution du questionnaire et sa passation parmi la population choisie. Tous ceux qui se sont essayés à cet exercice périlleux en témoignent : la tâche est rude ! Du couple abordé dans la rue qui part en courant au camarade de lycée qui ricane en déchirant le flyer patiemment composé : les apprentis enquêteurs font souvent la douloureuse expérience de l'indifférence ou du sarcasme. Dans le cadre d'un lycée, l'existence des systèmes de communication électronique (type Pronote) permet de diffuser l'information, mais rien ne remplace le contact direct. Pendant les récréations, aux interours, en allant solliciter d'autres professeurs dont on espère qu'ils accepteront de diffuser le questionnaire dans leurs classes, *via* les réseaux sociaux, en surmontant la condescendance de devoir s'adresser à des élèves de seconde quand on est en terminale, ou l'effroi d'oser s'adresser à des élèves de CPGE quand on est en première, en groupe ou tout seul : autant d'occasions, pour les élèves, de mieux connaître les usages rhétoriques, de comprendre combien il est difficile de s'adresser aux autres et d'apprendre à progresser dans l'adresse et l'exposé d'un projet. Et, point essentiel et dernier conseil pratique : répondre au questionnaire ne doit pas prendre plus de dix minutes !

À LIRE

Stéphane Beaud, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, La Découverte, coll. « L'envers des faits », 2018

Collectif, *L'Anthropologie pour tous, Comment vivre ensemble quand on ne vit pas pareil ?*, Éditions La ville brûle, Montreuil, 2016

Collectif, *Les Carnets de L'Anthropologie pour tous*, à lire sur www.anthropologiepourtous.com

Nicolas Jounin, *Voyage de classes. Des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2014

Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2016

Étienne Lécroart, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Pourquoi les riches sont-ils de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ?*, Éditions La ville brûle, Montreuil, 2018

Fabien Truong, *Des capuches et des hommes. Jeunesses françaises, loyautés radicales*, Buchet / Chastel, Paris, 2013

INDOCILITÉS

Conclusion décalée par **Bruno Gaccio**
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 1023 à 1025

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-1023.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Lorsque, dans une soirée durant laquelle vous avez décidé de refaire le monde avec des outils inadaptés comme le vin rouge et l'alcool de poire, vous arrivez à la phrase : « Les gars, j crois qu'il est temps de conclure, je me lève tôt demain », c'est généralement que vous êtes au stade supérieur de fatigue intellectuelle. Et juste assez ivre pour avoir conscience que toute réflexion supplémentaire sera vaine, inopérante et même un peu gênante pour ceux qui s'en souviendront le lendemain.

Conclure, c'est toujours définitif, jusqu'au lendemain.

Cet ouvrage transmet des savoirs résistants. À quoi résistons-nous exactement ? À un système ? À l'ultralibéralisme fossoyeur de l'humanité ? Mazette, la belle bataille, ce serait là ! Cependant, dans le titre, ce que je retiens, c'est le mot « savoirs ». Et le pluriel est important. Car seule la connaissance rend libre. Le combat à mener est celui, éternel, contre la bêtise (à cet instant, les plus bêtes brandiront l'idée qu'on est toujours l'imbécile d'un autre, qu'ils se rassurent, je me contenterai ici de m'en prendre à mes imbéciles à moi). Oui, il faut résister contre l'infantilisation, contre la distraction permanente qui engendre la résignation, contre l'ignorance, contre la culpabilité qui inhibe et empêche la révolte que ressentent les autodidactes comme moi face aux « sachants » surdiplômés. Résister à trouver amusant d'être bête. Résister au nombre, au « à quoi bon ? ». Résister à soi-même devant le spectacle qu'est devenue l'information et ne pas uriner sur le téléviseur dans un geste aussi poétique que dérisoire, résister aux ricanements que le moindre engagement pour les oiseaux, les immigrés, les coquelicots, l'évasion fiscale ou la pollution des océans fait naître chez nos amis contaminés. C'est pas facile, facile.

Aux « Guignols de l'info » nous avons inventé une expression pour ça : « Kestananapété, tu prends l'pognon picétou. » C'était une critique, les gars et les filles, ça n'était pas destiné à devenir un projet de vie. Mais la bêtise...

Élever le niveau de connaissances et donc de conscience. Ample tâche, dur labeur.

Je l'ai déjà évoqué dans un autre texte, mais cela me tient à cœur : il faut résister à l'idée que les crétins sont aux commandes pour longtemps à cause d'autres crétins qui laissent faire, devenus spectateurs amusés et résignés de la calamité que nous voyons tous arriver. Nous sommes ceux qui auront été les mieux et les plus sérieusement informés de la catastrophe écologique globale... et nous n'aurons rien fait d'autre que tergiverser ou ricaner. Pas nous, lecteurs de ce livre, bien sûr... Pas nous. Bien sûr ?

A-t-on une seule chance face à des Trump, Bolsonaro, Macron, Poutine, Orban, Salvini, Guedes et bien d'autres encore qui partout dans le monde réclament le pouvoir ?

Ces nouveaux idiots sont tous arrivés au pouvoir par effraction de la démocratie : le seul enjeu étant d'y parvenir et de s'y maintenir, tous les moyens ont été bons. De tous les idiots, les plus dangereux sont les idiots cultivés et cyniques. Ils sont le socle sur lequel l'« idiocratie » se construit aujourd'hui au détriment, demain, de la démocratie. (Je fais référence ici au film *Idiocracy*, de Mike Judge, sorti en 2006. Pour amusant qu'il soit, il fait flipper.) L'« idiocratie », c'est la société dans laquelle nous vivrons quand l'idiotie aura tout emporté sur son passage, la déontologie et la conscience, le courage et le sens des responsabilités, le savoir, l'éthique enfin, et la morale. L'« idiocratie » n'a besoin que de moutons votants pour choisir qui leur racontera des histoires à dormir debout, la démocratie, pauvre fille, elle, a besoin de citoyens qui savent pourquoi ils votent et pour qui. Des résistants d'aujourd'hui en quelque sorte.

Oui, résister est vital.

Nous vivons un paradoxe : d'un côté, de plus en plus de mouvements de citoyens réclament plus de participation à la vie démocratique et, de l'autre, l'émergence d'hommes (ce sont tous des hommes, au fait...) forts, seuls aux commandes, qui prétendent régler les problèmes sans avoir besoin de personne d'autre qu'une cour béate rassasiée par quelques faveurs, et d'un simulacre de Parlement qui vote comme une machine à lever la main. M. Macron est de ceux-là. Il prospère sur les ruines des partis politiques, sur le démagisme qui s'est emparé des peuples agacés par le rythme effréné des trahisons successives de leurs représentants. Les partis avaient leurs défauts, mais les dirigeants d'hier qui en étaient issus restaient (au moins un peu) sous le contrôle de ceux qui les avaient portés au pouvoir. Aujourd'hui ? Il n'y a plus rien pour empêcher M. Macron. Ni presse, ni syndicat, ni parti. Il n'a pas de ligne directrice ni de doctrine. C'est même devenu un vilain mot, alors que c'est juste ce qui sert à avoir une vision de l'avenir

grâce à un ensemble de principes et d'opinions. Quand mon tonton Marc dit : « T'es un doctrinaire », il faut entendre : « T'as trop lu des livres, toi, t'es devenu compèt'ment con. » Mon tonton, il se contente des discours bien propres, avec des jolis mots. Les objectifs de long terme, il s'en tape. Quelques principes généraux suffisent à sa capacité de concentration pour ce type de sujets : le travail, c'est la santé, il faut être un pays fort, prospérer dans la liberté, la croissance est indispensable au bonheur, le chômage est une calamité, la guerre, c'est mal, et l'eau, ça mouille. Des pensées magiques pour éclairer le tout et roule poupoule : *quand on veut on peut*. Ou absurdes : *je ne suis pas le bon cap mais c'est pas grave, je ne dévierai pas parce que, la Terre étant ronde, je finirai par arriver au bon endroit*.

Qui, à part quelques intellectuels dont c'est le boulot, certains universitaires combatifs et quelques citoyens éclairés, cherche à proposer un projet avec une vision longue ? Une *doctrine* pour que s'organise harmonieusement la vie en société, tenant compte des complexités de l'époque ? Un sens à tout ça ? Ceux qui essaient politiquement sont pointés du doigt : gauchisses, complotisses, anarchisses, et va voir au Venezuela si j'y suis ! Ah, ils sont nombreux, les tontons Marc, en France.

Ces nouveaux dirigeants contre lesquels la résistance s'organise sont puissants. Leur pensée est liquide donc insaisissable, leurs mots sont du vent qui ébouriffe ou rafraîchit selon le moment, leur gestion est à vue, événementielle et émotionnelle, faite d'abstractions qualifiées à la hâte de progressisme. Seuls dans l'exercice du pouvoir, cherchant en permanence à contrôler leur communication par la narration de soi jusqu'à l'exhibitionnisme, directement face au peuple (tweets pour Trump, « Grand débat » pour Macron), culte de la personnalité entretenu par les courtisans, n'acceptant aucune forme de contestation, trop sûrs de leur omniscience, ils sont comme des puceaux dans un bordel : enivrés, exaltés, surexcités ! Mais il se passe bien peu de choses *in fine*.

Alors, résister par le savoir ? Autant souffler dans le cul d'un âne avec une flûte à bec.

Je ne suis pas pessimiste. J'ai soixante ans. Disons que je suis pessimiste parce que je sais des trucs, mais que je reste optimiste parce que je crois à des choses. Merci à ce livre, qui fait partie de ces choses.

POUR DES ATELIERS INDOCILES

Philippe Boursier et Willy Pelletier
in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 1027 à 1033

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-1027.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POUR DES ATELIERS INDOCILES

par PHILIPPE BOURSIER et WILLY PELLETIER

« L'avenir d'une acquisition est imprévisible. »
Annie Ernaux, *Mémoire de fille*, 2016

Ce livre ne s'adresse pas aux ravis. Aucune foi n'y est épargnée. Les croyances sont « prises comme des choses », dont sont restituées les causes sociales, fidèlement aux préceptes d'Émile Durkheim. Les « fois » et les catéchismes, les vérités et les « charmes » des vainqueurs sont rapportés à l'histoire des croyants qui les imposent. Ce livre est « déprise », crépuscule des idoles. Il ne s'enchant pas des *winners*, ne se prosterne pas. Il n'aménage pas les conditions intellectuelles de leur reproduction. Sont dits les dégâts monstrueux de la mondialisation capitaliste. Sont exposés les profits et brutalités, les collusions et les docilités, qui ravagent les vies, appauvrissent les peuples, détruisent les espèces, découragent ou criminalisent les critiques. Les mécanismes d'accumulation des capitaux de toutes espèces, et leurs conjugaisons sont expliqués par le menu.

Ce livre montre les violences (matérielles et symboliques) qu'endurent les dépossédés, qui de surcroît sont stigmatisés, insultés, rabaissés, méprisés : salariés accusés de coûter trop, chômeurs rendus coupables d'être privés d'emploi, femmes qui n'acceptent plus la domination masculine, LGBT qui enfin sortent du « placard », racisés qui revendiquent leur considération, et, nous tous, les « pas canons », qui ne sacrifions pas aux diktats artificiels d'une beauté fabriquée par les publicitaires.

Les plus installés, les « consacrés » ne pardonneront pas à ce livre d'expliquer par quels enchaînements, aujourd'hui, la démocratie n'est pas démocratique.

Ils ne lui pardonneront pas, surtout, l'essentiel : qu'avec la méthode et la rigueur des sciences sociales, il montre aux puissants à quel point ni l'économie, ni l'histoire, ni la sociologie, ni l'ethnologie ne justifient

comme « naturelles » les hiérarchies dont ils s'autorisent. Celles qu'ils travaillent à imposer, et dont ils ordonnent la célébration. D'ailleurs, raconter simplement ce travail qu'ils déploient, mal assurés, leurs concurrences, leurs liaisons et leurs porte-à-faux désenchante. Jamais ne sera excusé que soit révélée la structuration des relations sociales d'où ils tirent leurs positions, leurs satisfactions, leurs indifférences, leurs certitudes. L'opération signale en effet que les dominants ne se maîtrisent pas. Qu'ils sont dominés par leurs dominations ; qu'ils sont les produits presque interchangeables des **champs** d'où ils proviennent, et qu'analysait Pierre Bourdieu. Et que leurs « grandeurs » ne valent pas par elles-mêmes : elles ne tiennent qu'autant que résistent les opérations de grandissement qui les conservent.

Les dominants ne sont pas, dans ce livre, représentés « en majesté » (chefs, créateurs de richesses, charismes). Ils sont défaits de parures. Et montrés « tout imprimés d'histoire¹ ». Or, ce que l'histoire a fait, l'histoire le détruira.

Mais concédons-leur une certaine clairvoyance. Assurément, les dominants de toutes espèces ne se trompent pas, lorsqu'ils redoutent, refusent, censurent les sciences sociales. Car, partout, elles les renvoient à leurs limites. La sociologie l'atteste : celles et ceux qu'ils croient contrôler, de tant de façons discrètes, sans cesse leur échappent. La science politique l'indique : les « institutions » n'obéissent pas aux injonctions d'« en haut », mais les retraduisent, selon leurs histoires, leurs compositions, les transactions qu'elles affrontent ; et les électeurs n'entendent plus qu'on les « fasse voter » puis se taire.

Bénis soient nos censeurs. Ceux qui, en tous lieux, petitement conjuguent leurs peines pour entraver la fabrication des sciences sociales et leur constitutive dimension critique. Bénis aussi, ceux qui empêchent leur diffusion (à l'école notamment) ou les caricaturent. Effet non voulu : ils ont précipité la coalition de ceux qui n'ont pas vocation à se taire ou à ne plus réaliser leurs métiers.

Ce livre, peut-être, aura valu sa peine si l'on en sort, au sens fort de l'expression balzacienne, « désabusé sur les grandeurs sociales² ».

1. Pour reprendre l'expression de : Michel Foucault, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Hommage à Jean Hippolyte*, Presses universitaires de France, 1971.

2. Honoré de Balzac, parution posthume en 1854.

Champ : concept clé chez Pierre Bourdieu, le champ est un univers de relations sociales et de concurrences relativement autonome à l'intérieur du monde social. Chaque champ (politique, religieux, médical, universitaire, juridique, etc.), historiquement structuré, est régi par

des règles qui lui sont propres et par la poursuite de finalités spécifiques. Ainsi, la loi qui régit le champ artistique (l'art pour l'art) est inverse à celle du champ économique (les affaires sont les affaires). Les champs reposent sur une coupure entre les professionnels (de la politique,

Il est lourd de savoirs résistants. Ce n'est qu'un abrégé, un avant-propos. Il mérite mille pages supplémentaires, tant foisonnent les résultats d'enquêtes disponibles (historiques, sociologiques, économiques) qui défatalisent l'actuellement probable. Ces milles pages viendront. Cent mille pages sont déjà là pour continuer à questionner. Mais les plus beaux des paragraphes d'histoire sociale sont à composer en commun, dans des ateliers neufs, dissidents.

COMPOSER EN COMMUNAUTÉS

Car ce manuel est un appel aussi, pour qu'en des Ateliers indociles le savoir résistant présenté ici soit discuté et enrichi des expériences de celles et ceux qui vivent les inégalités ; les discriminations redoublées ; les arbitraires subis ; les positions intenables et leurs urgences. Des Ateliers indociles, montés en tous lieux, à Vesoul, Noyon, Dunkerque, Niort, Longwy... dans les endroits méprisés par les *media addicts*, les salles municipales, les entreprises, les centres sociaux, les locaux syndicaux, les ronds-points. Afin qu'un maximum de personnes, sans barrières scolaires, ni intermédiaires, ni filtres, puissent connaître, débattre les résultats critiques des sciences sociales, et par bribes s'en saisir comme d'autant d'outils, suivant leurs besoins. En des rencontres qui ne reproduisent pas les rapports entre enseignants et enseignés, avec « défense de toucher » aux paroles d'autorité.

Un spectre, en effet, hante l'éducation populaire : le spectre de l'instituteur. Son titre dit le rôle qui lui fut longtemps assigné : instituteur, tuteur et légitimité d'institution, autorisé à distribuer des leçons commandées, fortes de tout l'empire des institutions. De l'instituteur des masses, nous ne voulons plus. Les paroles d'autorité, les *leçons*, même dites pour « outiller le peuple », n'ont jamais émancipé quiconque.

La sociologie doit, en effet, prendre également pour objet les « bonnes intentions », le « dévouement » ou le « désintéressement » des intellectuels. Que dit alors la sociologie ? D'abord, que tant d'intellectuels qui *vont au peuple*, dans les *leçons* qu'ils distribuent, ne font en fait que continuer, hors des institutions académiques, leurs propres

de la religion, etc.) et les profanes.
La délimitation des frontières d'un champ est objet de luttes, de même que leur degré d'autonomie.

luttres internes au champ académique, les combats qui les opposent à leurs pairs. Les intellectuels, s'adressant au « peuple », « se battent ailleurs, pour d'autres enjeux, contre d'autres adversaires », « leur champ de bataille, c'est le champ intellectuel³ », souligne Claude Grignon. Ils font leur numéro puis repartent dans leurs laboratoires, les salles de cours, dans des confort, des soucis, un entre-soi qui n'ont rien de commun avec ce que les salariés endurent. Ils s'en vont remplis de bonne conscience, rassasiés d'enchantement d'eux-mêmes. Mais, objectivement, la situation des salariés qui sortent des conférences ne change pas. Elle ne changera guère par la seule vertu des paroles entendues. Cependant que l'intellectuel, une fois revenu dans son monde, dans le champ académique, utilisant ses escapades en dehors, pourra se faire valoir d'une forme de dissidence qui le grandit, le console, l'héroïse à peu de frais. Il saura même, peut-être, contourner tel argument savant, en se référant au « peuple » qu'il approcha un court instant ; même s'il demeure d'ordinaire tellement distant des salariés anonymes, dans son existence quotidienne, ses relations, l'espace de ses préoccupations.

Souvent, les dispositifs où les intellectuels *vont au peuple* reproduisent la domination symbolique que ces intellectuels prétendent contester ou même contrarier. Dans les universités populaires, il y a ceux qui ont le droit de dire, jouer leur scène, et ceux, si nombreux, réduits à n'être que public, silencieux, interdits, empêchés, immobilisés, éteints et voués à admirer.

Mais s'y déploie un formidable malentendu. Car, lorsque le public applaudit, qu'applaudit-il ? Ce qui a été dit (comme l'imaginent les intellectuels attendris d'eux-mêmes et satisfaits) ? Ou le fait d'avoir côtoyé un « gros-porteur de capital culturel », pris dans le ravissement fugace de l'alliance fantasmée ? Un peu comme dans les séminaires de Lacan, où pas grand monde ne comprenait, mais tous se sentaient « élevés » de participer au moment.

Et s'y déploie aussi un autre malentendu. L'ethnocentrisme intellectuel des intellectuels, conjugué aux croyances constitutives du métier d'enseignant, les dispose en effet à se croire écouter. Mais, dans les assemblées devant eux, que d'« attentions obliques » ou « discontinues »⁴, et que d'ennui habituellement. Lorsque parle le conférencier, bien des absences. Souvent l'attention du « public » se porte sur ce qui se joue dans le public, plutôt que sur la scène, comme dans les *rave parties* : le DJ s'y croit cardinal mais l'important est franchement ailleurs. Et puis une partie conséquente du « public » est là pour des raisons tout autres qu'écouter l'orateur. Par exemple, dans les collectifs militants, afin de se faire voir ici par d'autres militants significatifs ; ou

3. Pour reprendre les mots si lucides de : Claude Grignon, « Le sociologue et le militant », *Critiques sociales*, n° 1, mai 1991, p. 64.

4. Ces attentions « obliques » participant des façons populaires de se défendre et se déprendre, voir : Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, Éditions de Minuit, Paris, 1970.

pour se donner à soi-même l'impression d'être un « militant sérieux » ; ou bien encore par effets de bande (pour passer la soirée avec son groupe d'amis, voire draguer un copain ou une copine en affichant tous les signes du « militant concerné »).

DISPOSITIFS DISSIDENTS

Ces Ateliers indociles auront à détraquer les agencements inconscients d'eux-mêmes, qui, en pratique, consacrent et célèbrent les inégalités de distribution des capitaux culturels. Ces agencements ratifient les mécanismes qui instituent la *noblesse d'école*, dont Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron ont restitué la production⁵. Ils posent ceux qui écoutent en consommateurs indistincts.

Il faut des dispositifs dissidents. Dissidents parce qu'un peu permanents, au lieu que des intellectuels dispensent un *one man* ou *one woman show* et aussitôt repartent, narcissiquement dotés d'amours, gloires et beautés (imaginés). Il faut des dispositifs qui engagent les porteurs de connaissances d'espèces différentes dans une coconstruction de savoirs sur du long terme, ce qui abaissera progressivement les effets d'intimidation, censure et autocensure.

Des dispositifs dissidents, parce qu'ils fracasseront la verticalité, le monopole de la parole.

Ces Ateliers indociles ne seront pas des lieux où les intellectuels viennent se faire applaudir et viennent se satisfaire. Ils s'y feront sévèrement discuter plutôt, copieusement, avec rudesse, souhaitons-le.

Ces Ateliers indociles proposeront des *rencontres* sans hiérarchie, des rencontres d'ordinaire rares, improbables, entre salariés, chômeurs, retraités, syndicalistes, militants associatifs, et historiens, sociologues, économistes, artistes... Sortes de tables rondes, sans estrade ni pupitre, où chacune et chacun énoncera ce qu'il sait, dans les termes qui lui sont propres. Car chacun sait, et nous sommes tous en défaut de savoirs.

Sans hiérarchie ni « jargons » pour remparts et fossés : cela constitue un sacré défi lancé aux structures sociales, qui arrêtent dans des positions arrêtées, séparent, stoppent, disqualifient, rendent les uns légitimes et les autres indignes. Sans hiérarchie : car nous connaissons toutes et tous cent choses, cent choses différentes, certaines connues par les enquêtes de terrain en sciences sociales, d'autres d'expérience, alors partageons-les. Les savoirs en sortiront élargis, complétés. Et le tenter, y travailler n'est pas nécessairement succomber à une espèce de populisme romantique, une forme de tolstoïsme finalement⁶, prompt à s'extasier des richesses de la culture populaire (par trop pensée au

5. Voir : Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Éditions de Minuit, Paris, 1964 ; *La Reproduction*, Éditions de Minuit, Paris, 1970.

6. Contre cette « empoétisation populiste », se reporter à : Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Gallimard-Le Seuil, Paris, 1989.

7. Michel Foucault n'évita pas toujours ces errements, voir : Michel Foucault, « L'intellectuel sert à rassembler les idées mais son savoir est partiel par rapport au savoir ouvrier » (entretien avec José, ouvrier de Renault, de Billancourt, et J.-P. Barrou), *Libération*, n° 16, 26 mai 1973, *Dits et Écrits*, t. II, Gallimard, Paris, 1994, p. 421-423.

singulier), et qui affirme la supériorité des savoirs populaires par rapport aux sciences sociales⁷. Sans apercevoir que peut également s'exprimer, quand parlent des salariés, un sens commun contestable, ou des traces incontrôlées de formes de domination symbolique.

Ces Ateliers indociles, nous l'espérons, seront indociles aussi à leur fonction primitive (connaître en commun), insaisissables, la dépassant, se décentrant, et peut-être offriront – vite, qui sait – des prêts d'outils, des aides aux devoirs, à la manipulation d'Internet, des covoiturages, des échanges de services (régler un problème de plomberie ou d'électricité, par exemple), des consultations médicales gratuites, des bilans des droits sociaux inconnus et non utilisés, une assistance pour remplir des formulaires, des bourses de vêtements gratuits, bref des moyens d'alléger ses fardeaux⁸. De sorte que localement, peu à peu, se retisseront des solidarités. Et que gagneront en estime de soi, écoute et reconnaissances ceux qui sont méprisés. Les plus proches, alors, ne seront plus fantasmés menaces, ce qui alimente les votes Le Pen.

Prolongeant éventuellement des Ateliers indociles, pourquoi pas des documentaires réalisés en commun, à la manière des groupes Medvedkine de Besançon et Sochaux, entre 1967 à 1974⁹ ? Pourquoi pas, localement, des sortes d'« agences de presse *Libération* », comme lorsque Maurice Clavel lançait : « Pas de censure ! » ? Pourquoi pas, vite, des ateliers d'histoire, façon *Alltagsgeschichte*¹⁰, « histoire par en bas », histoire des oubliés de l'histoire, écrite avec eux ? Pourquoi pas des radios pirates, à la « Lorraine Cœur d'Acier », comme à Longwy ? Pourquoi pas des Secours-Rouge, tels qu'impulsés par Jean-Paul Sartre, contre la criminalisation de ceux qui résistent et qui, notamment, aident les migrants ou refusent les licenciements ? Pourquoi pas des réquisitions, façons rue du Dragon ou rue de la Banque ?

Ces Ateliers indociles, peut-être, seront de nouveaux ronds-points Gilets jaunes, mais permanents cette fois.

Nous n'inventons rien. Ces Ateliers ressusciteront les Bourses du travail d'antan¹¹, ou les bistrotiers ouvriers des années 1900, qui contribuèrent tant aux politisations populaires, socialistes ou libertaires. On y jouait aux fléchettes, aux dominos, aux dés. On y parlait de l'usine, des élus, des patrons, des manques, des désarrois ou des joies. S'y mutualisaient les savoirs et savoir-faire. Se désingularisaient là les griefs et les peines, transmués en intérêts et conflits collectifs. Des causes communes se constituaient ainsi.

Mais pas d'angélisme : les éloignements sociaux ne s'abolissent pas magiquement, au gré d'un simple côtoiement¹². « Comment se fréquenter et se comprendre malgré les distances sociales ? » demandent

8. Sur la nécessité de ces espaces d'entraide sociale et de secours d'urgence, voir la conclusion de : Daniel Gaxie et Willy Pelletier, *Que faire des partis politiques ?*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2018.

9. Voir : Bruno Muel et Francine Muel-Dreyfus, « Week-ends à Sochaux (1968-1974) », in Dominique Damamme et al. (dir.), *Mai-Juin 68*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2008.

10. Voir : Alf Lüdke (dir.), *Histoire du quotidien*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1994.

11. Voir : Fernand Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail : origine, institutions, avenir*, Alfred Costes Éditeur, Paris, 1921 (posthume).

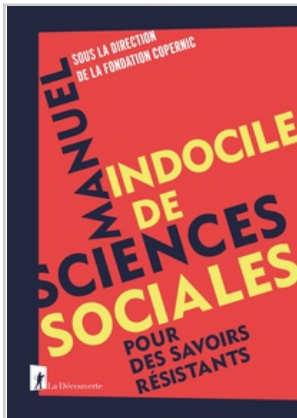
12. Sur ce point central, voir : Cédric Lomba et Julian Mischi, « Tensions et engagements », *L'Humanité*, 21 octobre 2013 ; Cédric Lomba et Julian Mischi, « Ouvriers et intellectuels face à l'ordre usinier », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196-197, 2013 ; Julian Mischi, « Savoirs militants et rapports aux intellectuels dans un syndicat cheminot », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196-197, 2013.

à raison Cédric Lomba et Julian Mischi. Ces Ateliers indociles ne seront pas guimauves. Ces Ateliers seront des volcans, seront grondements. S’y mêleront les coups de gueule, les confrontations, c’est possible. Tant mieux. Christian Corouge, ouvrier sur les chaînes Peugeot-Sochaux entre 1969 et 2011, rappelle l’enjeu clé : « Ce qu’il faut arriver à faire, c’est que tout le monde puisse prendre la parole, quitte à s’engueuler¹³. »

Ce livre n’est que préface à ces mélanges indociles.

ATELIERSINDOCILES.FR

13. Voir : Christian Corouge et Michel Pialoux, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier et un sociologue*, Agone, Marseille, 2011, p. 453.



Lexique de désenfumage

DANS **MANUEL INDOCILE DE SCIENCES SOCIALES** (2019),

PAGE 1034

ARTICLE

Reproduction sociale : processus par lequel les positions sociales des parents se retrouvent assez globalement transmises à leurs enfants.

1

Ethnocentrisme : tendance à comprendre et à juger les valeurs, les pratiques, les fonctionnements des groupes sociaux autres que le sien, à travers le prisme des valeurs, pratiques et fonctionnements en vigueur dans le groupe social où l'on s'inscrit.

2

Capital culturel : ensemble de savoirs et de savoir-faire valorisés par l'école et considérés comme légitimes par le « goût dominant », qui est le « goût des dominants » ; ces savoirs et savoir-faire s'expriment sans cesse – dans le ton ou la voix, les façons de parler, de se tenir, dans les pratiques de lecture ou musicales et les références à celles-ci qui peuvent être mobilisées, dans la fréquentation ou pas des musées, dans les rapports à la télévision, etc.

3

Bilan carbone : volume de gaz à effet de serre émis par une personne ou un groupe de personnes dans une période donnée en fonction de leur effet sur le réchauffement de l'atmosphère. On les rapporte ainsi au volume de CO₂.

4

Gaz à effet de serre : ensemble d'une quarantaine de corps gazeux qui absorbent le rayonnement infrarouge émis par la Terre et, par ce processus, contribuent à son réchauffement. Les gaz à effet de serre d'origine humaine sont principalement émis par la combustion des énergies fossiles. Le GIEC considère que les activités

5

humaines sont responsables du changement climatique et que, dans l'éventualité où rien ne serait fait, les températures pourraient augmenter de 6 °C d'ici 2100.

Dérégulation des flux de capitaux et du commerce : ensemble de législations et accords adoptés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui favorisent la circulation sans obstacles des capitaux et des biens et services.

Pollution importée : comptabilisation des émissions polluantes en fonction du lieu de consommation des biens concernés et non de leur production.

Mouvement des droits civiques : grande mobilisation qui a eu lieu aux États-Unis durant la décennie 1960 afin de réclamer l'égalité juridique entre Noirs et Blancs.

Mangrove : écosystème de marais maritimes qui se développent à l'embouchure de certains fleuves dans les zones tropicales et qui abritent certaines espèces végétales et animales uniques.

Descente énergétique : déclin continu de la consommation d'énergie d'une communauté locale, accompagné du remplacement des énergies fossiles par des renouvelables.

Politique agricole commune : la PAC est une politique mise en place par l'Union européenne. Elle est fondée principalement sur des mesures de contrôle des prix et de subventionnement, visant à « moderniser » et développer l'agriculture. Mais les productions qui sont surtout soutenues (céréales, oléagineux, lait, viande) avantagent plutôt les gros producteurs.

Mix énergétique : le mix énergétique d'un pays correspond à la répartition des différentes sources d'énergie primaire utilisées sur son territoire national. Le mix énergétique de la France en 2012 est le suivant : 41 % de nucléaire, 31 % de pétrole, 15 % de gaz naturel, 4 % de charbon et 9 % d'énergie renouvelable. L'évolution du mix énergétique vers des énergies renouvelables est un enjeu central pour les politiques de transition énergétique actuelles.

Énergie renouvelable : source d'énergie qui se renouvelle naturellement. Elle correspond aujourd'hui à un peu moins de 20 % de l'énergie totale consommée. Elle provient notamment de la biomasse (bois, plantes, déchets), du vent (éolien), du soleil, de la chaleur de la Terre (géothermie) et de l'eau (hydraulique).

Découplage : il correspond à la volonté de découpler la prospérité des sociétés humaines avec la consommation d'énergie, et plus globalement avec la destruction des écosystèmes et le changement climatique.

Énergie primaire : énergie disponible avant toute transformation par l'humain. Elle peut être renouvelable (solaire, éolien...) ou non renouvelable (énergie fossile).

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

Le pétrole brut est une énergie primaire qui permet d'aboutir à différentes énergies secondaires, comme le fioul, l'essence, mais aussi l'électricité par une centrale thermique. Entre énergies primaire et secondaire, il peut y avoir des pertes de transformation et de transport.

Énergie finale : énergie utilisée par le consommateur final. Elle est fournie à ce dernier sous une forme utilisable. Il peut y avoir des pertes énergétiques lors du transport de l'énergie jusqu'au consommateur. Elle se différencie notamment de l'énergie primaire et de l'énergie utile.

16

Énergie utile : énergie effectivement utilisée par le consommateur final. Elle dépend du rendement des appareils du ménage, allant de 10 % pour une lampe à incandescence, jusqu'à 100 % pour les chaudières de dernière génération. Cela signifie qu'une ampoule à incandescence ne transforme que 10 % de l'énergie en lumière utilisée par le ménage. Dans ce cas, l'énergie finale est dix fois plus élevée que l'énergie utile au ménage.

17

Taux de préférence pour le présent : taux pour lequel un individu est prêt à échanger ce qu'il pourrait avoir maintenant pour une somme dans un an. Par exemple, si le taux de préférence pour le présent est de 5 %, alors un individu préférera avoir 106 euros dans un an, plutôt que 100 euros maintenant, mais préférera 100 euros maintenant, plutôt que 104 euros dans un an. Ce choix est important si les conséquences d'une action sont distantes dans le temps, ce qui est le cas pour l'émission de gaz à effet de serre. Par exemple, si une tonne de carbone émise me rapporte aujourd'hui 100 euros et que les coûts de cette pollution sont dans quinze ans, il faudra alors que les conséquences négatives soient de l'ordre du double (plus de 200 euros) pour que la méthode de l'analyse coût-bénéfice propose de renoncer à cette pollution avec un taux de préférence pour le présent de 5 %, contre 116 euros uniquement avec un taux de préférence de 1 %.

18

Énergie fossile non conventionnelle : énergie fossile difficilement exploitable, dont l'exploitation est envisagée uniquement quand les autres sources d'énergie sont en quantité insuffisante. Leur exploitation est plus coûteuse et peut avoir des conséquences sur l'environnement importantes, comme pour l'exploitation des gaz de schiste ou des sables bitumineux.

19

Facture énergétique : elle correspond au solde du commerce extérieur en matière de produits énergétiques. Pour la France, le solde est de 38,7 milliards d'euros, notamment en raison de l'importation de pétrole (21,1 milliards d'euros).

20

Mise en concurrence : la mise en concurrence des entreprises est un objectif central de la politique européenne autour du marché unique européen. Elle s'appuie sur un résultat de la théorie économique néoclassique montrant que, dans des conditions très spécifiques, la mise en concurrence des producteurs est bonne

21

pour l'ensemble de la société. Concernant les secteurs du gaz et de l'électricité, et plus particulièrement leur production et leur fourniture, l'Union européenne a prôné la mise en place de la concurrence à partir de la fin des années 1990.

Initiatives citoyennes : elles correspondent à des projets dans lesquels les citoyens participent au développement des énergies renouvelables. Cette participation peut prendre différentes formes et aller d'un financement participatif, autrement appelé *crowdfunding*, d'un projet de mise en place d'énergie renouvelable, jusqu'à une gestion directe de la production d'énergie, à travers des coopératives d'énergies renouvelables.

22

Accord de Paris : premier accord entre tous les pays du monde sur la nécessité de lutter contre le changement climatique et d'établir une politique climatique dans tous les pays.

23

Plus-value : différence entre la valeur produite par la force de travail et le salaire qu'elle reçoit. La plus-value devient un profit monétaire quand la marchandise est vendue.

24

Accumulation : processus d'accroissement permanent du capital exploitant la force de travail et la nature.

25

Productivité du travail : rapport entre la production réalisée et la quantité de travail utilisée.

26

Anthropocène : littéralement « âge de l'homme », terme proposé pour caractériser la nouvelle ère géologique dans laquelle nous serions entrés depuis les années 1950, depuis que les activités humaines ont un impact global significatif sur l'écosystème terrestre.

27

Externalité négative : coût collectif occasionné par l'activité économique mais qui n'est pas compté dans le prix de marché.

28

Taux d'actualisation : c'est le taux d'intérêt annuel qui permet de comparer une valeur monétaire actuelle et une valeur monétaire future. Plus le taux est élevé, plus il dévalorise le futur.

29

Soutenabilité du développement : défini par le rapport Brundtland pour l'ONU, le développement soutenable ou durable désigne un développement qui satisfait les besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures. Mais, dans sa version faible, il est postulé que les ressources épuisées seront remplacées par du capital, tandis que, dans sa version forte, la substituabilité est rejetée pour laisser la place à l'hypothèse de complémentarité des facteurs de production.

30

Biens communs : ce sont les biens qu'une communauté érige en communs et gère

31

selon des règles adoptées collectivement ; en dissociant le droit de propriété des droits d'accès et d'usage, on sort du dilemme marché/État. Le commun n'est donc pas seulement ce qui *est* en commun mais ce qui *est fait* en commun.

Marginal : adjectif désignant le coût (ou le gain) d'une unité supplémentaire de production, d'utilisation ou de pollution.

32

Cotisations sociales : part du salaire qui est mise en commun par l'ensemble des salariés afin de les protéger ainsi que leurs proches contre un certain nombre de risques sociaux et de pertes de revenu liés plus ou moins directement au travail (accidents, maladies, chômage, vieillissement, charge de famille, etc.). Ce système de prévoyance forme la protection sociale.

33

Marché : c'est le lieu réel ou virtuel dans lequel on s'échange des marchandises.

34

Marchandise : c'est un bien ou service standardisé qui a été produit dans le but d'être vendu.

35

Transaction marchande : c'est un échange marchand fondé sur une relation d'intérêt mutuel qui est dépourvue de toute relation personnelle entre les participants.

36

Prix conventionnel : c'est le prix considéré comme normal par ceux qui commercent. Le marché est la principale institution qui détermine les prix conventionnels, mais les autorités publiques peuvent aussi les instituer.

37

Dépenses publiques : pour l'INSEE, ce sont toutes les dépenses effectuées par les administrations publiques. Elles sont très diverses : dépenses de fonctionnement des services publics (salaires mais aussi consommations intermédiaires) ; dépenses de redistribution (prestations versées aux ménages mais aussi subventions versées aux entreprises) ; dépenses d'investissement (recherche et développement, construction de bâtiments et d'infrastructures, mais aussi achats d'armement...). La dépense publique est socialement utile.

38

Doxa : c'est l'ensemble des théories et opinions dominantes dans une société donnée, qui sont acceptées sans discussion.

39

Institution : c'est une structure sociale, formelle ou informelle, qui participe à l'organisation de la société.

40

Richesse non marchande : c'est la richesse, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services dont on a l'utilité, qui a été produite et payée mais qui n'est pas destinée à être vendue.

41

Administrations publiques : c'est l'ensemble des institutions publiques qui participent à la production de services publics d'intérêt général. On y inclut l'État

42

et ses agences, les collectivités territoriales et les organismes de protection sociale.

Richesse non monétarisée : c'est une forme de richesse qui a été produite sans que sa production donne lieu à des transactions monétaires.

43

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes réalisées à l'intérieur d'un pays par les entreprises et les administrations (auxquelles on ajoute la TVA et les droits de douane), pour une période donnée. $\text{PIB} = \text{PIB marchand (valeur ajoutée brute des entreprises)} + \text{PIB non marchand (valeur ajoutée brute des administrations)}$.

44

Potlatch : un échange de dons dont l'objectif principal est de créer ou d'entretenir un lien social entre les participants.

45

Contre-don : représente la contrepartie d'un don. Permet d'entretenir la relation sociale dans le cadre d'un potlatch.

46

Pauvreté en conditions de vie : depuis 2004, une enquête en face-à-face est effectuée chaque année dans toute l'Europe afin d'interroger un grand nombre de ménages sur les éventuelles difficultés qu'ils rencontrent dans leurs conditions de vie. Un ménage est considéré comme pauvre lorsqu'il éprouve huit des difficultés mentionnées dans le questionnaire. Une autre approche consiste à mesurer la pauvreté monétaire.

47

PIB : le produit intérieur brut est un indicateur de la valeur monétaire créée dans un territoire donné durant une année (ou un trimestre). Il mesure un flux et non un stock. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées (corrigée des impôts et subventions sur les produits). La variation du PIB est le taux de croissance de l'économie.

48

Récession : période de recul de l'activité économique. Selon l'INSEE, « le plus souvent, on parle de récession si l'on observe un recul du PIB sur au moins deux trimestres consécutifs ». Aux États-Unis, le Bureau national de recherche économique (NBER) n'utilise pas cette définition mais « plutôt celle d'un déclin significatif de l'activité dans l'ensemble de l'économie durant plus de quelques mois et observable à la fois sur le PIB, les revenus, la production industrielle, l'emploi et le commerce de gros et de détail ».

49

Crise de liquidité : situation dans laquelle la montée de l'incertitude conduit de nombreux acteurs à chercher à se procurer des liquidités en vendant leurs titres. La liquidité manque et les banques elles-mêmes refusent de se prêter mutuellement. La crise prend d'abord la forme d'une envolée des taux interbancaires, puis le marché interbancaire est paralysé.

50

Banque centrale : institution qui est chargée d'émettre la monnaie fiduciaire

51

(pièces et billets) et de prêter aux banques commerciales. C'est la « banque des banques ».

Actif douteux : titre ou contrat dont le remboursement est devenu trop incertain pour qu'il puisse être vendu à sa valeur initiale. Lorsque le risque devient si élevé que nul agent privé ne se porte acquéreur, on parle d'actif « toxique ».

52

Surproduction : situation dans laquelle la valeur des marchandises produites est supérieure à la demande solvable. Les producteurs doivent alors détruire une partie de leur production ou baisser les prix, ce qui implique une baisse de leurs profits, voire des ventes à perte.

53

Spéculation : opération financière risquée réalisée dans le seul but de dégager un bénéfice et sans rapport direct avec la production. C'est devenu l'activité principale des marchés financiers.

54

Déflation : baisse du niveau général des prix.

55

Crise de subsistance : situation dans laquelle un événement extérieur vient diminuer les récoltes, ce qui a pour effet de réduire l'offre alimentaire au-dessous des besoins de la population et d'accroître le prix des céréales. On parle aussi de crise frumentaire (du latin *frumentarius* : « qui concerne le blé »).

56

Cycles longs : fluctuations plus ou moins régulières des prix et du volume de la production d'une durée d'environ un demi-siècle. On les appelle parfois « cycles Kondratiev », en hommage aux travaux de l'économiste russe Nikolaï Dmitrievitch Kondratiev. La théorie des cycles longs peut rendre compte des grandes oscillations de l'activité de 1790 à 1973, mais elle semble invalidée par les évolutions ultérieures.

57

New Deal : ce terme, qui signifie « nouvelle donne », désigne la politique menée à partir de mars 1933 par le président des États-Unis Franklin Roosevelt pour lutter contre la Grande Dépression. Elle inclut notamment des créations d'emplois par des agences publiques, une assurance sociale, une stricte réglementation des activités financières et une dévaluation monétaire.

58

Chômeurs découragés : personnes qui souhaitent travailler, sont disponibles pour le faire mais cessent de rechercher un emploi parce que les chances d'y parvenir leur paraissent trop faibles.

59

Chômage frictionnel : chômage lié au temps nécessaire aux chômeurs pour retrouver un emploi correspondant à leurs compétences et à leurs souhaits. Une économie ne comportant que du chômage frictionnel peut être considérée comme au plein-emploi. Suivant l'économiste Hyman Minsky, on peut estimer que ce chômage frictionnel est de l'ordre de 2,5 %. Donc, le plein-emploi est une situation

60

où le chômage avoisine ce chiffre.

Flexibilité : la flexibilité du travail consiste à faire varier le nombre d'heures travaillées dans l'entreprise pour s'adapter aux fluctuations économiques.

61

Stratégie européenne pour l'emploi : ensemble de politiques d'emploi, d'inspiration néoclassique, mises en œuvre de manière coordonnée depuis 1997.

62

Salaire réel : salaire horaire en valeur réelle (en euros constants), soit salaire horaire déflaté par un indice des prix. C'est un indicateur du pouvoir d'achat. Autrement dit, le salaire réel représente la quantité de biens et de services qu'un agent peut acheter avec un salaire nominal (celui que son patron verse sur son compte en banque).

63

Demande effective : niveau des débouchés que les entrepreneurs anticipent dans l'avenir proche ou lointain pour leurs produits. Ces prévisions sur les ventes influencent la décision immédiate d'embaucher (ou non) ou d'investir (ou non).

64

Salaire nominal : salaire exprimé en monnaie du moment (monnaie courante) tel qu'il apparaît sur la fiche de paye du travailleur. Mais la quantité d'argent reçue en fin de période ne correspond pas au pouvoir d'achat réel.

65

Demande globale : ensemble des biens et services qui sont achetés par l'ensemble des agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques...) dans un pays et sur une période donnés. La demande globale regroupe les dépenses de consommation et d'investissement dans le pays ainsi que les exportations.

66

Politique conjoncturelle : c'est l'ensemble des actions des gouvernements destinées à réguler la conjoncture économique. Elle peut être budgétaire (action sur les dépenses publiques et les impôts), monétaire (action sur les taux d'intérêt ou les liquidités à disposition des banques commerciales) ou de change (action sur le taux de change de l'économie).

67

Durée légale du travail : nombre d'heures à partir duquel le salarié se voit payer des heures supplémentaires, mieux rémunérées. Ainsi, si la durée légale est de trente-cinq heures, cela ne veut pas dire qu'il est interdit de travailler plus de trente-cinq heures mais que les heures en plus seront mieux payées, car il s'agit d'heures supplémentaires.

68

Secteur parapublic : ensemble des organismes qui ne relèvent pas directement de l'administration, donc du public, mais dont la majorité sont détenus par l'État ou par les collectivités territoriales. Ces organismes remplissent souvent des fonctions d'intérêt public, comme la SNCF ; d'autres ont une fonction de recherche, comme le CNRS, ou de services, comme les offices d'HLM, ou encore bancaire, comme la Banque de France.

69

Moderniser la protection sociale : mettre en place des mesures qui visent à réduire les prestations sociales et à les conditionner à une participation au marché du travail.	70
Activité réduite : toute activité exercée par une personne qui reste inscrite comme demandeur d'emploi (catégories B et C de Pôle Emploi). Cette activité a le plus souvent un caractère discontinu et un temps réduit.	71
Activer les chômeurs : politiques qui visent à contrôler le chômeur, à le sanctionner en cas de « manquement » à ces « devoirs » et à l'inciter à reprendre un emploi quel qu'il soit, même si ce dernier est à temps partiel, en contrat temporaire, ou moins rémunéré (logique de <i>work first</i> !).	72
Déclassement : occuper un emploi en dessous de ses qualifications initiales (comparé à son niveau de diplôme ou son emploi antérieur).	73
Compétitivité : capacité d'une entreprise à affronter la concurrence avec succès	74
Protection sociale : elle se compose d'un ensemble de mécanismes et d'institutions chargés de protéger les individus contre ce que l'on nomme les « risques sociaux » (la maladie, le handicap, les accidents du travail et les maladies professionnelles, la dépendance, l'accès au logement, la maternité, le chômage, etc.).	75
Profit : la marge de profit correspond à l'écart qui existe entre le prix unitaire et les coûts unitaires pour une entreprise. Les marges permettent de voir le profit que gagne une entreprise par unité de production. Le profit ainsi dégagé peut servir à l'entreprise soit à distribuer des dividendes aux actionnaires, soit à autofinancer une partie de l'investissement.	76
Salaire net : somme d'argent perçue réellement par le salarié sur son compte en banque. Il se calcule en déduisant du salaire brut (payé par l'employeur) les cotisations sociales salariales, qui représentent 25 % du salaire brut et contribuent au financement de la protection sociale (retraite, remboursement des dépenses de santé et allocations chômage).	77
Prestations sociales : versements effectués par la protection sociale, soit en espèces (pensions des retraites, par exemple), soit en nature (remboursement des dépenses de santé, par exemple).	78
Extorsion de la plus-value : pour Proudhon, puis Marx, le profit provient de l'exploitation des travailleurs. La force de travail devenue une marchandise est achetée par les capitalistes. Elle crée beaucoup plus de valeur (plus-value) que ce qu'elle coûte (le salaire). La plus-value est captée par les capitalistes.	79
Masse salariale : la masse salariale est la somme des rémunérations brutes des	80

salariés de l'établissement (hors cotisations patronales). Masse salariale = salaires nets + cotisations sociales salariales + primes des salariés au cours de l'année

Réforme : changement de caractère profond apporté à une institution ou aux formes de régulation dans un domaine, dans le but affiché d'améliorer son fonctionnement. La mise en scène d'une réforme est partie prenante du travail routinier de légitimation politique.

81

Valeur ajoutée : richesse nouvelle produite par l'entreprise ou l'administration lors du processus de production. Dans les entreprises, la VA est répartie sous forme de revenus distribués aux salariés, aux apporteurs de capitaux et à l'État.

82

Capital productif : le capital productif désigne l'ensemble des équipements nécessaires à la production (machines, locaux...). Le capital productif doit être distingué du capital financier, qui désigne l'ensemble des fonds nécessaires au financement des entreprises.

83

Autofinancement : une entreprise a le choix entre trois sources de financement : le financement par endettement (crédits, prêts obligataires), le financement par émissions d'actions (marchés boursiers), le financement par conservation des profits (autofinancement). L'autofinancement représente plus de 70 % des financements des entreprises françaises. Le financement par endettement en est la deuxième modalité, alors que le financement par émissions d'actions est anecdotique.

84

Rentabilité : désigne un ratio entre un flux de revenus et un stock de richesse. Ainsi, on peut calculer une rentabilité économique comme le rapport entre le profit dégagé et le stock de capital productif de l'entreprise. La rentabilité financière se calcule comme le rapport entre les profits distribuables et les fonds propres apportés par les actionnaires.

85

Fonds spéculatif : institution financière qui collecte de l'épargne auprès de clients (ménages aisés, banques...) pour l'utiliser dans des placements plus risqués que la moyenne. Or, en finance, la règle d'or veut qu'un supplément de risque justifie un supplément de rémunération : les fonds spéculatifs sont donc gourmands en termes de rentabilité exigée.

86

Leveraged buy out : le LBO est un montage financier qui permet à un fonds d'investissement d'acquérir une entreprise cible sans en avoir les moyens. L'achat de la cible se réalise à crédit, ce qui suppose des partenaires financiers (banques, autres fonds d'investissement) qui accompagnent le projet en fournissant les financements nécessaires. Une fois réalisé, le LBO permet à l'entreprise acquéreuse de compter sur les profits réalisés par l'entreprise cible pour rembourser son emprunt. Le LBO est donc un système où l'entreprise cible rembourse elle-même

87

son propre rachat !

Marchés primaires : ils désignent conceptuellement les marchés où s'échangent des titres nouveaux. Ce sont sur ces marchés que les entreprises lèvent de l'argent frais. Mais 99 % des transactions boursières concernent des titres déjà émis par le passé : on parle alors de marchés secondaires. Les marchés boursiers ne sont donc pas des institutions qui financent l'investissement des entreprises, mais des marchés qui organisent la revente de titres déjà émis.

88

Fonds d'investissement : institution financière qui collecte de l'épargne auprès de clients (ménages aisés, banques...) pour l'utiliser dans des placements divers (obligations d'État, actions d'entreprise...). Les fonds d'investissement sont mis en concurrence par les épargnants sur la base de la performance de leurs placements, et ils répercutent donc sur les entreprises dans lesquelles ils placent les exigences de rendement des épargnants... sans oublier de se rémunérer eux-mêmes au passage !

89

Taux d'accumulation net : ratio entre l'investissement et le stock de capital fixe (immeubles, infrastructures, machines, logiciels...). Ce ratio permet de voir dans quelle mesure l'entreprise consacre des ressources pour accumuler de nouveaux équipements productifs pour augmenter sa capacité de production. Un taux d'accumulation élevé témoigne d'une volonté de préparer l'avenir.

90

Monnaie scripturale : monnaie qui se trouve sur les comptes bancaires et qui circule sous forme d'écritures.

91

Monnaie fiduciaire : monnaie (billets + pièces) dont la valeur repose sur la confiance (en latin, *fiducia*) que les agents accordent à l'institution qui les émet, car la valeur réelle de la monnaie (ce que coûte la fabrication d'une pièce ou d'un billet) est inférieure à sa valeur faciale (valeur inscrite sur la pièce ou le billet).

92

Théorie quantitative de la monnaie : vision ancienne de la monnaie (qui remonte au XVI^e siècle), qui considère que 1. la monnaie est « exogène », c'est-à-dire contrôlée par les autorités monétaires ; 2. les variations de la quantité de monnaie influencent les prix (inflation) mais pas l'économie réelle (investissement, activité économique). La monnaie est supposée « neutre ». Cette théorie a donné naissance à l'école monétariste, qui s'est imposée à la fin du XX^e siècle. En réalité, les deux postulats de cette école de pensée sont erronés et contraires à la réalité observée : la monnaie est « endogène » à l'économie et n'est pas « neutre », car son évolution a d'importants effets sur l'économie et la société.

93

Théorie néoclassique : courant de pensée économique de la fin du XIX^e siècle qui partage avec les économistes « classiques » de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle (Smith, Ricardo...) l'idée qu'il faut laisser les agents économiques agir

94

librement. Ils apportent néanmoins plusieurs nouveautés (« néo ») par rapport aux économistes classiques. Notamment, il faut analyser les comportements individuels pour comprendre les comportements collectifs. Ensuite, les individus sont considérés comme rationnels. Enfin, il faut réaliser des raisonnements à la marge : les producteurs se demandent s'ils ont intérêt à produire une unité de plus, et les salariés se demandent s'ils ont intérêt à travailler une heure de plus.

Taux d'intérêt directeurs : taux d'intérêt contrôlés par la banque centrale, qui servent de référence pour la fixation des taux d'intérêt pratiqués sur les marchés.

95

Taux d'intérêt : prix que doivent payer les agents économiques qui reçoivent un crédit (débiteurs) ; c'est aussi le prix que font payer les banques (créancières) aux clients qui leur empruntent. Il existe plusieurs taux d'intérêt : les taux directeurs contrôlés par la banque centrale et qui influencent les autres taux d'intérêt, dont les principaux sont les taux à court terme et les taux à long terme. Dans le système actuel, dominé par les acteurs de la finance, les taux d'intérêt sont déterminés sur les marchés et sont souvent contrôlés par ces acteurs ; de ce fait, ils ne reflètent pas les besoins de la société.

96

Stabilité monétaire : désigne la stabilité des prix (lutte contre l'inflation) ; désigne aussi la stabilité des taux de change (stabilité monétaire externe) qui sont les cours qui définissent la valeur d'une monnaie par rapport à une autre.

97

Marché monétaire : désigne le marché des liquidités monétaires à court terme, dont les principaux acteurs sont les banques commerciales (opérations interbancaires) et la banque centrale qui régule ce marché par ses interventions (opérations d'*open market*), en injectant ou retirant de la liquidité sur ce marché.

98

Liquidités : sommes disponibles immédiatement. Il peut s'agir des pièces et des billets mais surtout de certains actifs bancaires ou financiers.

99

Bien tutélaire : bien qui présente des externalités pour la population, de sorte que sa production doit être encouragée (éducation ou santé) ou au contraire modérée (alcool ou drogue). Son statut particulier justifie l'intervention de l'État.

100

Sécurité sociale : organisme de protection sociale couvrant les individus contre quatre grands risques – la maladie, les accidents du travail et les maladies professionnelles, la vieillesse, et la famille.

101

Assurance complémentaire santé : elle regroupe les organismes à statut privé qui proposent des contrats d'assurance santé en complément de la Sécurité sociale. Il existe trois familles d'assureurs complémentaires : les mutuelles santé, les institutions de prévoyance, dont l'activité est non lucrative, et les assureurs privés à but lucratif.

102

Contribution sociale généralisée : la CSG est un impôt proportionnel obligatoire payé par les ménages, créé en 1991. Avec les cotisations sociales et certains impôts et taxes affectés (comme la taxe sur les tabacs et alcools), ce sont les principaux outils de financement de la Sécurité sociale et, depuis 2018, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires.	103
<i>Business angels</i> : personne physique (ou groupe de personnes) qui investit dans le démarrage de projets d'innovation ou le développement de petites entreprises très innovantes (<i>start-up</i>). Les <i>start-up</i> se trouvent principalement dans les secteurs des biotechnologies ou des technologies de l'information et de la communication (TIC).	104
Inégalité : différence considérée comme injuste, portant sur des avantages ou des désavantages dans l'accès à des ressources socialement valorisées.	105
Patrimoine brut/net : le patrimoine brut, c'est l'ensemble de ce qu'un agent possède, évalué au prix du marché. C'est donc l'ensemble de ses avoirs (maisons, voitures, comptes en banque, portefeuille d'actions, bijoux, etc.). Si on soustrait l'ensemble de ses dettes, on obtient la valeur de son patrimoine net (qui peut donc être négative si les dettes sont supérieures aux avoirs).	106
Salaire : rémunération obtenue dans le cadre d'un contrat de travail lorsqu'on travaille pour une autre personne (l'employeur).	107
Indépendants : actifs non salariés, donc qui ne travaillent pas pour des employeurs (ils sont « leur propre patron »). L'ensemble est vaste et réunit par exemple les médecins, les avocats, les artisans ou commerçants, les micro-entrepreneurs, comme les chauffeurs Uber ou les coursiers Deliveroo...	108
Salariés : ceux et celles qui travaillent pour un employeur public ou privé. Les salariés ont un contrat de travail et dépendent de leur employeur, à l'inverse des indépendants.	109
Emplois atypiques : emplois à temps plein mais précaires (CDD, intérim...), ou emplois à temps partiel contraints.	110
Rapport interdécile : cet indicateur partage la société française en dix groupes égaux. Le premier décile englobe ainsi les 10 % des personnes les plus pauvres, le deuxième les 10 à 20 % les plus pauvres, le troisième les 20 à 30 % les plus pauvres..., et le dernier décile (le dixième) les 10 % des personnes les plus riches. Classer ainsi la population par ordre croissant de richesse permet alors de faire des comparaisons, la plus connue et plus utilisée étant la comparaison entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres (le rapport interdécile). Plus ce rapport est grand, plus la répartition des revenus est inégalitaire.	111

Prélèvements obligatoires : impôts (directs et indirects) et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques (État, Sécurité sociale et collectivités territoriales) sur les revenus des ménages (impôt sur le revenu, contribution sociale généralisée, par exemple) et des entreprises (impôt sur les sociétés, par exemple).	112
Discrimination : traitement défavorable, subi par un individu, lié à une de ses caractéristiques réelles ou supposées (sociale, ethnique, sexuelle, religieuse, physique ou psychique...)	113
Dette publique : stock constitué par l'ensemble des dettes cumulées de l'État, qui a dû emprunter pour financer les déficits budgétaires ou pour ses besoins de trésorerie.	114
Rigueur (austérité) : ces deux termes désignent une volonté de rééquilibrer les comptes des finances publiques par la diminution des dépenses publiques et/ou la hausse des impôts.	115
Déficit public (ou déficit budgétaire) : situation dans laquelle les dépenses de l'État excèdent les recettes.	116
État : au sens économique, ensemble des administrations publiques centrales (qui dépendent des ministères), locales (dirigées par les collectivités territoriales) et des organismes de Sécurité sociale.	117
Propension à épargner : taux d'épargne des ménages. Elle représente la partie non consommée du revenu rapportée au revenu disponible du ménage. Elle est faible chez les ménages pauvres (qui sont contraints de dépenser leur faible revenu) ; elle est forte chez les ménages riches (qui peuvent épargner).	118
Dette privée : dette de l'ensemble des agents économiques privés (ménages, entreprises, artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs, etc.).	119
Actions : titres émis par les entreprises qui représentent une fraction de leur capital social. Ces titres sont cotés en Bourse pour certaines entreprises. Leur valeur fluctue en fonction de l'offre et de la demande. Les actionnaires sont rémunérés par des dividendes versés chaque année en fonction des profits dans une proportion qui n'a cessé d'augmenter.	120
Obligations : titres émis par les entreprises et l'État qui représentent une dette. Les détenteurs d'obligations reçoivent un revenu fixe annuel : le coupon.	121
Actif financier : c'est un titre ou un contrat, généralement négociable sur un marché financier. Il y en a de nombreuses sortes, des plus simples (actions, obligations), aux plus complexes (options, swaps, dérivés de crédit)...	122

Investisseurs financiers : ce sont des fonds d'investissement qui collectent l'épargne des particuliers. On les appelle aussi « investisseurs institutionnels » ou « zinzins ». Ils se répartissent en trois catégories – sociétés d'assurance, fonds mutuels (sicav en France) et fonds de pension qui collectent l'épargne retraite – et sont très importants dans les pays (États-Unis, Pays-Bas) où il y a un système de retraite par capitalisation : chaque retraité épargne pour sa propre retraite.	123
Subprimes : ce sont des crédits immobiliers qui se sont développés aux États-Unis au début des années 2000. Le terme désigne des crédits à risque accordés à des emprunteurs dont la probabilité qu'ils fassent défaut est élevée (une famille à bas revenu, par exemple). La crise des <i>subprimes</i> a été causée parce que de nombreux ménages états-uniens ont fait défaut, notamment en raison de leur surendettement. Ce qui a causé des défaillances en chaîne de banques qui avaient distribué massivement ces crédits et sous-estimé leurs risques.	124
Banque mondiale : créée en 1944, la Banque mondiale apporte un appui financier et technique aux pays en développement. Elle poursuit aujourd'hui un double objectif : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.	125
Fonds monétaire international : créé en 1944, le FMI encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationale. Il s'efforce aussi de faciliter le commerce international, d'œuvrer en faveur d'un emploi élevé et d'une croissance économique durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde.	126
Consensus de Washington : expression forgée par l'économiste John Williamson, en 1990, qui met en avant dix propositions d'inspiration libérale (austérité budgétaire, libéralisation, privatisation, déréglementation, etc.). Ces mesures font consensus à « Washington », entendu comme le lieu où se trouvent les sièges du gouvernement des États-Unis, de la Réserve fédérale (la banque centrale), du FMI et de la Banque mondiale.	127
Organisation mondiale du commerce : créée en 1995, l'OMC est l'organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays.	128
Barème progressif : il permet de mettre en œuvre la progressivité de l'impôt, un principe selon lequel le taux réel d'imposition augmente au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des revenus.	129
Fiscalité : elle comprend l'ensemble des recettes perçues par les administrations publiques (l'État, les collectivités locales ainsi que les organismes d'administration centrale).	130
Niches fiscales : ce sont les mesures dérogatoires par rapport au droit fiscal commun. Elles permettent à leurs bénéficiaires de payer moins d'impôts. Prenant	131

diverses formes (crédit d'impôt, réduction d'impôt, déduction du revenu, etc.), elles poursuivent un objectif de politique publique. Le crédit d'impôt pour emploi d'un salarié ou d'une salariée à domicile vise à développer l'emploi domestique et à combattre le travail domestique non déclaré.

Loi de finances : loi votée chaque année qui permet d'établir les recettes et les dépenses, donc le budget de l'État. Votée en fin d'année, elle prévoit notamment les mesures fiscales nouvelles qui seront appliquées au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

132

Quotient familial : il consiste, sur la base d'une déclaration unique de l'ensemble des membres d'un foyer fiscal, à déterminer le nombre de parts de ce foyer. Le revenu global du foyer sera divisé par le nombre de parts, puis passera à la moulinette du barème progressif de l'impôt sur le revenu, donnant ainsi un sous-total qui sera multiplié par le nombre de parts du foyer. De la sorte, le foyer fiscal paiera moins d'impôts que si on ne tenait pas compte du nombre de parts.

133

État social (ou État-providence) : ensemble des interventions de l'État visant prioritairement à garantir des droits sociaux. L'État social repose sur la protection sociale, les services publics, le droit du travail et les politiques économiques de soutien à l'activité et à l'emploi.

134

Revenu primaire : revenu que les ménages tirent de leur participation à la production des entreprises et des administrations – un salaire pour ceux qui apportent leur force de travail ; un revenu mixte pour les entrepreneurs individuels (agriculteurs, artisans-commerçants, professions libérales ou autoentrepreneurs) ; un revenu du capital (dividendes, intérêts, loyers) pour ceux qui sont propriétaires de biens ou de capitaux utilisés par l'entreprise.

135

Impôts directs : prélèvement réalisé par l'État soit sur l'activité (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, CSG), soit sur le patrimoine (taxe foncière, impôt sur la fortune mobilière).

136

Consommations intermédiaires : valeur des biens et des services qui sont détruits ou transformés lors du processus de production et incorporés au produit (matières premières, énergie, produits semi-finis, etc.).

137

Consommations intermédiaires publiques : valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés par les administrations au cours du processus de production (par exemple l'énergie électrique consommée dans une école).

138

Produit non marchand : production des administrations et des institutions à but non lucratif ; services fournis gratuitement ou à des prix inférieurs à la moitié de leur coût de production (dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action

139

sociale).

Assistance sociale : système de protection des personnes dont les ressources sont jugées insuffisantes. Les prestations monétaires ou en nature sont financées par les impôts et versées par les collectivités aux personnes en situation de besoin.

140

Assurance sociale : système de protection des travailleurs qui socialise les risques sociaux. Le travailleur a l'obligation de cotiser et a droit à une prestation en cas d'interruption ou de privation d'emploi (chômage, retraite, maladie...). L'assurance sociale est financée par des cotisations sociales proportionnelles aux salaires (et non aux risques, comme dans la logique assurantielle pure) et est gérée par les salariés et les employeurs.

141

Gestion paritaire : cogestion d'un organisme par un nombre égal de représentants des employés et des employeurs.

142

Couverture maladie universelle : la CMU de base facilitait l'accès aux soins et le remboursement des frais de santé à toute personne non couverte par l'assurance maladie et résidant en France de façon stable et régulière. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la CMU a été remplacée par la protection universelle maladie (Puma) qui permet la prise en charge des frais de santé à toute personne qui travaille ou réside en France de manière stable et régulière.

143

Comptes de la protection sociale : ils incluent les prestations de la Sécurité sociale, les prestations sociales versées par certains employeurs, notamment des employeurs publics, les prestations servies par les organismes mutualistes, ainsi que la couverture du risque chômage-formation et du risque exclusion.

144

Retraites par répartition : système de solidarité entre générations dans lequel les cotisations vieillesse, versées par les actifs, sont immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités.

145

Dépense sociale : transferts monétaires et non monétaires en direction des ménages, visant l'entretien des salariés et de leur famille, le renouvellement de la force de travail, et permettant l'élargissement de la consommation individuelle et collective. La dépense sociale assure la couverture socialisée des besoins sociaux liés à la famille, aux retraites, à la santé, au chômage et à l'exclusion. Ces transferts sociaux contribuent, à côté des salaires directs, à la rémunération globale des salariés.

146

Solidarité verticale/solidarité horizontale : la solidarité verticale vise à réduire les inégalités des revenus en prélevant une fraction des revenus des plus aisés pour réaliser des transferts monétaires ou en nature vers les ménages aux revenus faibles ou moyens. La solidarité horizontale couvre les risques sociaux en réalisant

147

des transferts sans tenir compte des revenus des groupes concernés. Par exemple les bien-portants paieront pour les malades, les salariés pour les retraités, les personnes sans enfants pour les familles, etc.

Assurance chômage : assurance obligatoire à laquelle cotisent tous les employeurs du privé ainsi que certains du public. Elle permet d'attribuer une allocation de retour à l'emploi pour les salariés qui ont perdu leur emploi, dont la durée et le montant varient selon les droits qu'ils ont acquis en travaillant. Depuis le mois de janvier 2019, ce financement est en partie assuré par le versement d'une partie de la CSG.

148

Allocation de solidarité spécifique : allocation qui peut être accordée aux personnes qui ont épuisé leurs droits au chômage sous conditions de ressources (plafond fixé à 1 171,80 euros pour une personne seule en 2019).

149

Revenu de solidarité active : le RSA a pris la suite du revenu minimum d'insertion (RMI) en 2009. Il est versé à des personnes de plus de vingt-cinq ans ou à des personnes isolées de dix-huit à vingt-quatre ans, sans ressources ou en ayant très peu. Les « bénéficiaires » du RSA doivent être inscrits à Pôle Emploi et ont l'obligation de chercher un emploi. Le montant forfaitaire du RSA (559,74 euros mensuels en 2018) est diminué du montant de l'allocation chômage quand elle est perçue.

150

UNEDIC : organisme paritaire chargé d'assurer la gestion de l'assurance chômage. L'UNEDIC est financée par les cotisations salariales et patronales des entreprises du secteur privé. Elle doit garantir un revenu de remplacement aux travailleurs privés d'emploi et financer des mesures facilitant leur retour à l'emploi. Sa gestion est paritaire, c'est-à-dire qu'elle est confiée à des représentants d'organisations patronales (MEDEF, CGPME et UPA) et de syndicats de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO).

151

Minima sociaux : ils visent à assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Versées sous conditions de ressources, ces prestations regroupent le RSA, l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation aux adultes handicapés (AAH), le minimum vieillesse.

152

Retraites par capitalisation : les cotisations alimentent des placements financiers dont le rendement futur (incertain) déterminera le montant de la pension. La capitalisation relève d'une logique d'assurance individuelle, à la différence de la répartition, fondée sur la logique de solidarité qui est au fondement de la protection sociale française.

153

Contributivité : un avantage social est dit contributif s'il est la contrepartie du versement d'une cotisation. Par exemple, un régime de retraite sera purement

154

contributif si les pensions versées sont uniquement liées aux cotisations versées ; dans un tel régime, il n'y a pas de dispositifs de solidarité (prestations versées sans contrepartie de cotisations de la part du ou de la bénéficiaire). Le degré de contributivité d'un régime de retraite augmente donc lorsque la part de solidarité diminue et *vice versa*.

Société salariale : terme forgé par Robert Castel pour caractériser la société française des années 1950 aux années 1970, transformée par l'extension du salariat, le renforcement du droit du travail et le développement de la Sécurité sociale et des services publics. Sans faire disparaître les inégalités, ce contexte favorise une identité sociale partagée autour de la condition salariale et du sentiment d'avoir des droits.

155

Statut d'emploi : statut juridique d'emploi. On distingue indépendants et salariés, et, au sein des salariés, ceux des secteurs privé et public. Au sein de l'emploi public, la majeure partie des salariés bénéficient d'un statut d'emploi protecteur (sécurité de l'emploi, notamment). Il peut s'agir du statut de fonctionnaire ou de CDI associés à un « statut » spécifique (comme celui des cheminots).

156

Privatisation : changement de statut juridique d'un service public par le biais de la vente de la majorité de son capital ou de la totalité du service.

157

Externalisation : fait de confier à une entreprise extérieure, à un sous-traitant tout ou partie d'une tâche ou d'une activité nécessaire à la production d'un produit. L'objectif est alors de réduire les coûts en jouant sur la mise en concurrence des prestataires et sur la flexibilité du service.

158

New public management : ensemble de principes de gestion visant à réduire la dépense publique et à accroître la productivité et la rentabilité des services publics, sur le modèle de la gestion d'une entreprise privée.

159

Dématérialisation des services publics : développement des procédures en ligne que les usagers doivent effectuer sur Internet pour se renseigner, remplir un formulaire ou un dossier.

160

Interaction : désigne une relation ou un échange entre deux ou plusieurs individus, qui s'inscrit dans un contexte précis.

161

Sale boulot : ce terme a été utilisé par un sociologue américain, Everett Hughes, pour parler de la délégation des tâches ingrates à d'autres professionnels.

162

Rationalisation : sert à désigner la façon dont les règles qui structurent l'organisation des États sont devenues de plus en plus claires, précises, rationnelles. Ce processus de rationalisation peut également être appelé « bureaucratisation ». Selon la définition qu'en donne le sociologue allemand Max

163

Weber dans *Économie et Société*, la « bureaucratie » se caractérise par plusieurs critères, notamment le recrutement des fonctionnaires par concours, l'organisation hiérarchique de l'autorité, ou encore la « carrière », c'est-à-dire les règles de progression des fonctionnaires.

Politique économique : ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre, à l'aide de divers instruments, certains objectifs concernant la situation économique. La politique budgétaire est un des instruments de la politique économique.

164

Recettes fiscales de l'État : ensemble des impôts directs et indirects prélevés par l'État.

165

Austérité (rigueur) : ces deux termes désignent une volonté de rééquilibrer les comptes des finances publiques par la diminution des dépenses publiques et/ou la hausse des impôts.

166

Politique budgétaire : instruments de la politique économique modifiant le montant de la dépense publique selon des objectifs définis par l'État (lutte contre le chômage, inflation, tentative de désendettement).

167

Relance : volonté de stimuler l'activité économique par l'intermédiaire d'une hausse des dépenses publiques et/ou une baisse des recettes fiscales.

168

Solde budgétaire : différence entre les recettes et les dépenses de l'État.

169

Multiplicateur (valeur du) : principe qui précise qu'une variation de la dépense publique engendrera une variation plus importante encore de l'activité économique. Plus sa valeur est élevée et plus l'intervention de l'État est efficace. Ce mécanisme provient du fait qu'une dépense supplémentaire pour un agent correspond à un revenu pour d'autres agents.

170

Propension marginale à consommer (ou à importer) : variation de la consommation (respectivement des importations) à la suite d'une variation du revenu global.

171

Stabilisateur automatique : modification du solde budgétaire généré par une modification de la conjoncture économique dans le sens d'une stabilisation de cette conjoncture. Dans le cas d'une récession, le solde budgétaire se dégrade automatiquement (baisse des recettes fiscales et hausse des prestations sociales), ce qui contribue à soutenir l'activité économique. Dans le cas d'une reprise, le solde budgétaire s'améliore automatiquement (hausse des recettes fiscales et baisse des prestations sociales), ce qui réduit la stimulation publique de l'activité économique.

172

Mesures protectionnistes : mesures visant à protéger certains pans de l'économie domestique des concurrents étrangers. Elles peuvent être tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (normes, quotas, etc.).	173
Rouler la dette : opération par laquelle l'État reconduit sa dette lorsque celle-ci arrive à échéance.	174
Dette publique : stock constitué par l'ensemble des dettes cumulées de l'État, qui a dû emprunter pour financer les déficits budgétaires ou pour ses besoins de trésorerie.	175
Sociation : « relation sociale fondée sur un compromis d'intérêts ou sur une coordination d'intérêts et motivée rationnellement, en valeur ou en finalité », selon Max Weber.	176
Rites d'institution : les rites d'institution (le concours scolaire ou l'élection, ou bien l'investiture du chevalier ou du président de la République, ou encore la cooptation comme associé gérant d'une grande banque, par exemple) consacrent, légitiment et font reconnaître une distinction, une frontière entre les « élus » (qu'ils constituent tels) et les autres. Ils transforment la vision que les personnes « investies » ou « élues » se font d'elles-mêmes en même temps qu'ils modifient les visions que les autres se font des « investies » ou des « élues » (en obligeant au « respect » notamment).	177
Violence symbolique : processus qui permet aux dominants d'extorquer la soumission des dominés, sans violence physique apparente, en les infériorisant de manière répétée (en famille, à l'école, au travail, dans les médias, etc.). À force d'être « rabaissés », les dominés intériorisent et incorporent une vision dégradée de ce qu'ils sont. Cette violence dissimulée engendre la honte de soi et des siens chez ceux qui la subissent. Elle les dispose à accepter la place qu'ils occupent dans la société et à adhérer à l'ordre social tel qu'il est.	178
Intériorisation : processus par lequel les manières de penser et de faire d'un groupe social sont apprises et deviennent une disposition quasi réflexe qui oriente durablement les façons de voir et les comportements des personnes. L'intériorisation joue un rôle essentiel dans le processus de socialisation qui forme et transforme les individus selon les positions qu'ils occupent dans l'espace social.	179
Pouvoir : relation sociale inégalitaire qui permet à un individu ou à un groupe d'influer sur les conditions d'action, les façons de voir et de faire d'un autre individu ou d'un autre groupe.	180
Incorporation : processus par lequel les normes sociales intériorisées transforment les réactions et les attitudes du corps. La conscience ne contrôle ni ces expressions	181

du corps liées à des émotions (rougir quand on a honte, suer quand on a peur, etc.), ni les habitudes durables prises par le corps (les manières de se tenir ou de marcher, par exemple).

Institutions politiques : institutions qui dirigent l'État, qui gouvernent.

182

Institutions juridictionnelles : institutions qui jugent, qui disent quel est le droit à appliquer.

183

Institutions administratives : institutions qui gèrent l'État, qui appliquent les lois et les décisions des dirigeants politiques.

184

Institutionnalisé : on dit qu'une chose, par exemple une sanction, est institutionnalisée quand elle prend la forme d'une institution.

185

Légal : qui respecte la loi, le droit ; le gouvernement légal est celui qui est constitué conformément au droit.

186

Légitime : ce qui est considéré comme justifié, normal, acceptable. Un gouvernement légitime est un gouvernement qui est reconnu comme pouvant gouverner, prendre les décisions. Selon des conceptions partagées dans les pays occidentaux, un gouvernement est légitime (justifié de gouverner) quand il est légal (il a été mis en place en respectant le droit, notamment la Constitution).

187

Domination : c'est la possibilité d'imposer sa volonté et de trouver des personnes disposées à l'accepter pour des raisons diverses.

188

Libéralisme : philosophie qui défend les libertés des individus contre les pouvoirs politique ou religieux. Dans le domaine économique, le libéralisme est attaché à la propriété et aux initiatives privées, et fait confiance aux mécanismes du marché.

189

Néolibéralisme : courant contemporain du libéralisme qui insiste particulièrement sur les libertés économiques dont doivent bénéficier les entreprises, les entrepreneurs et les marchés contre l'intervention de l'État.

190

Nationalisme : courant politique et idéologique qui affirme la primauté de la nation sur tous les autres intérêts.

191

Esprit de corps : le terme renvoie à la solidarité, la camaraderie ou au sentiment de loyauté qui caractérisent certains groupes fermés qui se mobilisent pour défendre leurs intérêts, leur pérennité ou leur prédominance. Pierre Bourdieu montre combien l'esprit de corps est lié à une vision du monde partagée, à des façons de penser et d'agir semblables, fondements d'une connivence largement articulée à des origines sociales similaires.

192

Technocratie : le terme est souvent utilisé de façon péjorative dans le langage

193

populaire. Étymologiquement, il désigne le pouvoir de la technique. On qualifie ainsi un système qui repose sur l'expertise et dans lequel les décisions reposent principalement sur des données techniques, au détriment de facteurs plus humains ou plus sociaux – d'où l'idée que les « technocrates » seraient des fonctionnaires déconnectés de la réalité.

Pantouflage : ce terme familier qui est tiré de l'argot de l'École polytechnique désigne le fait pour un haut fonctionnaire d'aller travailler dans le secteur privé. On parle également de « rétro-pantouflage » dans le cas des agents publics qui reviennent au sein de l'administration après avoir effectué un passage dans le secteur privé.

Plafond de verre : l'expression désigne la barrière invisible qui empêche les femmes de progresser dans leurs carrières au même rythme que les hommes et d'accéder ainsi à certains postes élevés dans la hiérarchie ou à certains types de responsabilités, et de voir leur rémunération augmenter à un niveau équivalent.

Façade : selon le sociologue américain Erving Goffman, c'est l'image qu'une personne ou une organisation souhaite montrer d'elle-même.

Façade normative : c'est l'image conforme aux normes, c'est-à-dire la bonne image de soi que l'on souhaite mettre en avant.

Primaires : élections pour désigner les candidats aux élections.

Politique publique : programme d'action d'une institution publique.

Idéologie : vision du monde qui tend à justifier (légitimer) certains intérêts.

Stigmatisé : quand un caractère sévèrement négatif (stigmate) est associé à une idée, un individu, un groupe ou une organisation.

Cens électoral : c'est le fait de réserver le droit de vote à ceux qui paient des impôts, c'est-à-dire aux citoyens les plus aisés.

Cadrage : manière dont les journalistes choisissent de mettre en avant certains éléments, par exemple des anecdotes sur les dirigeants, pour présenter une information.

Offre politique : ce que les candidats à une élection proposent aux électeurs (programme, discours, slogan, postures, traits de personnalité).

Libéralisme politique : courant philosophique qui souligne l'importance de la défense des libertés des individus contre les risques d'abus des pouvoirs de l'État.

Démocratie libérale : démocratie qui respecte les principes de libéralisme politique, à l'inverse d'une démocratie illibérale.

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

Régime autoritaire : régime politique qui ne respecte pas les droits et libertés des individus.	207
Votation : pour les Suisses, c'est un scrutin qui n'est pas consacré à l'élection de représentants mais qui demande aux citoyens de se prononcer sur des questions qui leur sont posées.	208
Démocratie participative : dans le cadre d'une démocratie représentative, les décisions sont prises par les représentants élus avec la participation des citoyens, sous deux formes au moins : la prise en compte d'initiatives populaires ; la concertation avec les citoyens organisée par les détenteurs du pouvoir.	209
Régime parlementaire : par opposition au régime présidentiel, un régime parlementaire repose sur une séparation souple des pouvoirs. Dans ce type de régime, le gouvernement participe à l'élaboration de la loi et partage l'initiative législative avec le Parlement. Il existe aussi des moyens de sanction réciproque : le Parlement peut obliger le gouvernement à démissionner, et ce dernier peut mettre fin au mandat des députés.	210
Censure : acte par lequel des parlementaires forcent le gouvernement à la démission au terme d'une procédure spéciale précisée dans la Constitution.	211
Pouvoirs propres (du président) : cette notion de droit renvoie précisément à l'article 19 de la Constitution, qui énumère un certain nombre de pouvoirs présidentiels dispensés du contreseing ministériel, autrement dit de la signature d'un membre du gouvernement. Cette dispense signifie que le président est donc le seul et unique auteur de la décision et qu'aucun membre du gouvernement n'en endosse la responsabilité à sa place. Il serait donc logique que le président en soit responsable.	212
Présidentialisation du régime : évolution au terme de laquelle le président de la République est devenu le chef du pouvoir exécutif et du parti majoritaire en lieu et place du Premier ministre. Elle ne renvoie donc pas au régime présidentiel, qui, en droit, désigne un régime de séparation strict des pouvoirs, à l'instar des États-Unis. La V ^e République s'est en effet présidentialisée mais demeure un régime parlementaire, puisque la dissolution existe, que le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale et qu'il collabore à l'élaboration de la loi.	213
Dissolution : acte par lequel est mis fin de manière prématurée au mandat des députés. La dissolution ne supprime pas l'Assemblée nationale mais entraîne son renouvellement <i>via</i> l'organisation d'élections législatives dites « anticipées ».	214
Article 49.3 : cette disposition constitutionnelle permet au Premier ministre de passer en force un projet de loi. Le Premier ministre engage sa responsabilité en	215

posant la question de confiance sur tout ou partie du texte ; si, quarante-huit heures plus tard, aucune motion de censure n'a été déposée, le texte est alors considéré comme étant adopté.

Question de confiance : acte par lequel le Premier ministre engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale. Si la question de confiance est rejetée, elle entraîne la démission du gouvernement.

216

Congrès : réunion solennelle et exceptionnelle à Versailles des deux chambres qui composent le Parlement et normalement délibèrent séparément.

217

Action publique : l'ensemble des relations, des pratiques et des représentations qui concourent à la production politiquement légitimée de modes de régulation des rapports sociaux.

218

Réforme : changement de caractère profond apporté à une institution ou aux formes de régulation dans un domaine, dans le but affiché d'améliorer son fonctionnement. La mise en scène d'une réforme est partie prenante du travail routinier de légitimation politique.

219

Démocratie représentative : le pouvoir politique est délégué à une partie de la population. Généralement, les représentants sont élus démocratiquement.

220

Représentativité : dans le cadre de la démocratie représentative, c'est la comparaison entre certaines caractéristiques d'un groupe d'élus et celles de la population qu'il est censé représenter.

221

Exécutif local : c'est la partie du conseil (municipal, communautaire, départemental ou régional) à qui celui-ci délègue une partie de son pouvoir : le maire, les adjoints et les conseillers délégués, ou les présidents et vice-présidents.

222

Panachage : c'est une modalité de scrutin où les électeurs peuvent choisir de modifier leur bulletin de vote en rayant certains noms d'une liste ou en rajoutant des noms qui n'y figurent pas. Ce mode de scrutin a progressivement été réduit et encadré (jusqu'aux élections municipales de 2008, il concernait encore toutes les communes de moins de 3 500 habitants ; depuis celles de 2014, il ne concerne plus que les communes de moins de 1 000 habitants, et seuls les candidats déclarés peuvent bénéficier de voix).

223

Suffrages exprimés : ce sont tous les bulletins de vote, en y retranchant les bulletins blancs et nuls (il suffit d'une marque de stylo visible n'importe où sur le bulletin pour le rendre nul).

224

Délégation : processus par lequel une personne physique ou morale donne à une autre une partie de son pouvoir. Dans le cadre d'une élection, voter pour quelqu'un,

225

c'est en quelque sorte perdre son pouvoir de citoyen en le confiant à un représentant, ce qui peut provoquer une déresponsabilisation politique du citoyen.

Directeur général des services : aux côtés du maire (ou du président des conseils communautaire, départemental ou régional) et des autres élus, l'administration municipale (un ensemble de fonctionnaires territoriaux) est dirigée par le directeur général des services.

226

Cabinet : dans les collectivités territoriales, le cabinet est un organe rattaché au chef de l'exécutif. Il s'agit le plus souvent de spécialistes qui vont l'aider dans la définition et la justification de sa politique, ainsi que dans sa communication. Leur rémunération ne peut dépasser la plus haute rémunération dans l'administration de la collectivité considérée. Ils peuvent être révoqués à tout moment.

227

Collectivités territoriales : Il s'agit des communes, des départements et des régions. Les structures intercommunales n'en font pas partie : ce sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

228

Décentralisation : elle correspond à une délégation de certaines prérogatives et compétences de l'État (central) aux instances du pouvoir local (collectivités territoriales, EPCI, etc.). À ne pas confondre avec la déconcentration où l'État confère plus d'autonomie à ses services déconcentrés dirigés par les préfets.

229

Clause générale de compétence : il s'agit d'une disposition qui permet à une collectivité d'intervenir dans tous les domaines qui concernent son territoire. Cet aspect « général » est exagéré, tant les domaines d'intervention sont cadrés par l'État et limités par la délégation de compétences à l'intercommunalité.

230

Démocratie participative : dans le cadre d'une démocratie représentative, les décisions sont prises par les représentants élus, avec la participation des citoyens, sous deux formes au moins : la prise en compte d'initiatives populaires ; la concertation avec les citoyens, organisée par les détenteurs du pouvoir.

231

Démocratie directe : les décisions politiques sont prises directement par le peuple (en assemblée générale, à l'occasion d'un référendum). Attention : la plupart des assemblées générales, notamment associatives, ne sont que des chambres d'enregistrement de décisions préalablement élaborées par les véritables détenteurs du pouvoir et ne relèvent en rien de la démocratie directe.

232

Vote sur enjeu : quand un électeur choisit un candidat en raison de la proximité entre les déclarations du candidat sur une ou plusieurs questions centrales à ses yeux et ses propres opinions sur ces sujets.

233

Théorie des pressions contradictoires : quand des individus ont des appartenances multiples qui les tirent dans des directions opposées (des ouvriers portés à voter

234

pour le parti démocrate mais qui sont aussi protestants, ce qui les incite à soutenir le parti républicain), ils sont davantage susceptibles de s'abstenir, d'hésiter et de procéder à des choix changeants. On peut dire que leurs attitudes ou leurs dispositions à l'égard de la politique sont clivées, c'est-à-dire divisées et contradictoires.

Doxosophes : experts qui prétendent savoir ce que pense l'opinion publique grâce aux sondages et qui la font exister et parler en parlant en son nom.

235

Théorème de Thomas : c'est l'hypothèse sociologique, formulée par ce sociologue américain, selon laquelle, à partir du moment où des individus considèrent qu'une situation est réelle (par exemple que les sondages mesurent réellement l'opinion publique), alors cette situation entraînera des conséquences réelles (par exemple le gouvernement modifiera sa position si les sondages suggèrent qu'elle est impopulaire).

236

Registre de la course de chevaux : manière de rendre compte de l'actualité politique et électorale comme si c'était une course sportive. Les sondages sont une ressource privilégiée pour alimenter le feuilleton de la course et dire, par exemple, qui est en tête ou qui remonte le peloton.

237

Oligarchie : c'est le pouvoir d'un groupe restreint. Plusieurs chercheurs ont montré qu'il existait au sein des organisations politiques une tendance à la concentration du pouvoir entre les mains d'une minorité. Le sociologue Robert Michels parle, dès 1911, d'une « loi d'airain de l'oligarchie » dans les partis politiques : quelles que soient leur orientation idéologique et leurs revendications démocratiques, leurs ressources collectives se trouvent inéluctablement accaparées par une caste dirigeante.

238

Autocratie : c'est le « pouvoir d'un seul » au sens où un chef se voit reconnaître des prérogatives importantes. En réalité, il n'existe pas d'autorité absolue : même le leader le plus autoritaire dépend de ceux qui dépendent de lui, et il doit sa position dominante à ceux qui l'acceptent. Ce qui fait la force d'une domination, c'est le consentement de ceux qui s'y soumettent.

239

Valeur d'information : toutes les règles, codifiées dans les écoles de journalisme ou intériorisées sur le tas, qui permettent dans le flux des faits et événements de trier ceux qui seraient importants, dignes d'être promus au rang d'« informations ».

240

Français : personne qui possède la nationalité française (une carte nationale d'identité française ou un passeport français).

241

Origine : indication qui renvoie à une identification d'appartenance (nationale, religieuse, culturelle) et vise une différence typique qui serait liée à une

242

ascendance ; fixation symbolique de l'identité.

Naturalisation : accès d'une personne étrangère à la nationalité française. Dans son sens juridique, la naturalisation désigne le mode d'accès spécifique à la nationalité française par décret.

243

Étranger : personne qui réside en France et qui n'a pas la nationalité française. Elle peut être née en France ou à l'étranger.

244

Mouvement social : on parle aussi de mobilisation ou d'action collective, pour désigner une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social. Il y a des dimensions et des effets politiques des mouvements sociaux, même s'ils ne se servent pas prioritairement des outils du jeu politique institutionnel (comme le vote ou l'activité au sein des partis).

245

Rétributions du militantisme : les militants ne sont ni désintéressés ni de froids calculateurs sans idéaux. Ils ne continueraient pas à s'engager s'ils n'en tiraient pas, parfois même sans s'en rendre compte, des avantages matériels, symboliques ou affectifs. Ce n'est pas *pour cela* qu'ils se sont engagés, mais ils les découvrent après coup. Daniel Gaxie appelle ces satisfactions des rétributions du militantisme.

246

Mobilisation des ressources : c'est le nom d'une théorie sociologique qui s'intéresse aux processus par lesquels les protestataires construisent leurs luttes en rassemblant des ressources. Celles-ci peuvent être matérielles (équipements, argent), humaines (militants, réseaux) ou symboliques (connaissances sur un sujet, autorité pour s'exprimer dessus).

247

Répertoire contestataire (ou répertoire de l'action collective) : selon Charles Tilly, c'est l'ensemble des modes d'action familiers à un groupe à un moment de l'histoire et en un lieu donné. Par exemple, de nos jours : la pétition, la manifestation, la grève, le meeting, l'occupation...

248

Taux de syndicalisation : il s'agit du rapport entre le nombre de salariés membres d'un syndicat et le nombre total de salariés actifs.

249

Closed shop : ce terme anglais désigne un système dans lequel l'employeur ne peut embaucher que des salariés syndiqués. C'était un système répandu au Royaume-Uni. Il n'a existé que dans quelques professions en France, pour les dockers et pour les ouvriers du livre.

250

Violence physique légitime : violence physique qui est perçue comme normale, acceptable.

251

Intervention d'humanité : à l'époque coloniale, on appelait « intervention d'humanité » ce qu'on appelle, aujourd'hui, « intervention » ou « guerre

252

humanitaire ».

Violence libérale : désigne les actions guerrières perpétrées de manière conforme au droit de la guerre ou au nom du libéralisme politique. Ces actions sont à la fois libérales dans leur intention et violentes dans leur matérialisation. Cela génère une différence de perception entre les auteurs de cette violence et ses victimes. Cette différence de perception s'inscrit dans le langage. Pour les militaires qui respectent le droit de la guerre, les civils tués sont des « dégâts collatéraux ». Pour les familles des victimes, cette expression apparaît trop déshumanisante.

253

Théorie réaliste des relations internationales : la théorie réaliste stipule que le système international ressemble un peu au Far-West : les autorités supérieures (comme l'ONU) sont trop faibles pour faire respecter le droit. Dès lors, on ne peut compter, *in fine*, que sur soi-même pour se défendre. Les théoriciens réalistes déduisent de ce qui précède que les États ont intérêt à maximiser leur puissance économique et militaire, et, si besoin, à faire la guerre.

254

Terrorisme : la notion de « terrorisme » est rarement neutre. De nos jours, par exemple, la plupart des États et les organisations internationales considèrent comme « terroristes » les violences politiques commises par des groupes « non étatiques », notamment les attentats dirigés contre les civils et les attaques suicides, que celles-ci visent des civils ou des militaires. Cette définition, qui exclut notamment les politiques de terreur perpétrées par les États, apparaîtrait fort curieuse à tous les théoriciens du terrorisme du début du XX^e siècle.

255

Classe sociale : la classe sociale désigne un groupe social de grande dimension qui occupe une place dans la hiérarchie sociale d'une société. Les classes sociales sont définies en fonction des rapports sociaux de production. Dans la société féodale, par exemple, la propriété de la terre distingue les féodaux des paysans. Dans la société capitaliste, la propriété des moyens de production et du capital sépare les capitalistes des ouvriers.

256

Révolution industrielle : la première révolution industrielle commence en Angleterre et dans les Flandres au milieu du XVIII^e siècle et gagne la France au début du XIX^e siècle. Elle suit une modernisation de l'agriculture avec l'apparition de rapports capitalistes autour des fermiers. Elle concerne le textile, l'énergie et la vapeur, la métallurgie dans les manufactures. La deuxième révolution industrielle, dans les années 1870, concerne l'électricité et le moteur électrique, le pétrole, la chimie, la sidérurgie, l'automobile et le chemin de fer. C'est l'organisation de l'entreprise moderne et de la classe ouvrière. La troisième révolution industrielle, à partir des années 1970, est la révolution informatique avec les microprocesseurs et Internet. Les imprimantes 3D, le numérique et les biotechnologies peuvent bouleverser les rapports sociaux.

257

Chaîne de valeur : c'est l'étude précise des différentes étapes nécessaires à la production d'un bien au sein d'une entreprise ou d'une filière, de l'achat de matière première jusqu'au service après-vente. L'objectif est d'identifier, en décortiquant ainsi chaque étape nécessaire à la production, où et comment se crée la valeur du produit et quelles sont les étapes qui donnent à l'entreprise ou à la filière un avantage concurrentiel.	258
Délocalisation : c'est le déplacement d'une activité et des emplois d'une entreprise vers un autre territoire, généralement pour réduire les coûts de production grâce à des salaires moins élevés, des législations sociales ou environnementales moins contraignantes, une fiscalité plus faible, etc.	259
Externalisation : fait de confier à une entreprise extérieure, à un sous-traitant tout ou partie d'une tâche ou d'une activité nécessaire à la production d'un produit. L'objectif est alors de réduire les coûts en jouant sur la mise en concurrence des prestataires et sur la flexibilité du service.	260
Optimisation fiscale : ensemble de pratiques, à la limite de la légalité, qui permettent à un contribuable de réduire ses impôts. Il utilise pour cela toutes les failles de la loi, les facilités offertes par les conventions fiscales entre pays et la possibilité de localiser ses activités dans un territoire ou dans un autre. Pour les entreprises, l'optimisation fiscale passe généralement par une localisation des charges déductibles de l'impôt dans un pays à forte fiscalité et par un transfert d'un maximum de profits dans un pays où ils sont faiblement imposés.	261
Pays émergents : pays en développement qui connaissent une croissance économique rapide et des mutations sociales importantes. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (les « BRICS ») sont considérés comme les principaux pays émergents, mais on y trouve aussi des pays comme la Turquie, l'Argentine ou l'Indonésie.	262
Internationalisation économique : ce concept désigne les opérations des acteurs économiques au-delà de leurs frontières nationales d'origine (finance, firmes multinationales, firmes transnationales).	263
Grande divergence (Une) : titre du livre et concept élaboré par l'historien Kenneth Pomeranz, couramment utilisé pour désigner la fracture historique Nord-Sud et Est-Ouest engendrée par la révolution industrielle et l'expansion impériale européenne.	264
Symbiotique : du grec <i>sumbiôsis</i> , de <i>sumbioûn</i> , « vivre ensemble ». En biologie, association durable et réciproquement profitable entre deux ou plusieurs organismes. Ici, dans son sens littéraire, la notion signifie une union étroite et réciproquement profitable entre deux acteurs sociaux ou deux sociétés.	265

Bipolarité : elle renvoie à la période dite de guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis (1947-1991), pendant laquelle ces deux pays ont dominé les relations internationales.	266
Diplomatie du dollar : nom donné à la politique d'expansion commerciale en Amérique latine et en Chine des États-Unis, à la fin du XIX ^e siècle. Il désigne aujourd'hui le recours au dollar par l'État fédéral comme levier de sa diplomatie internationale.	267
Capital transnationalisé : la transnationalisation désigne les processus d'échange ou d'action qui transcendent les États-nations.	268
Développement endogène : processus de développement qui prend naissance à l'intérieur d'une société.	269
État autoritaire développeur : concept élaboré par des chercheurs analysant les mécanismes spécifiques de développement économique en Asie orientale, où des États forts, dirigistes ont impulsé et soutenu par en haut, hors consensus démocratique, la modernisation de leur pays (Japon à l'ère Meiji, Corée du Sud après 1945, Taïwan après 1945, et Singapour, notamment).	270
Grand bond en avant : politique menée par Mao Zedong entre 1958 et 1961 visant l'industrialisation à marche forcée de la République populaire de Chine pour rattraper l'Occident, conduisant à une crise économique profonde et un effondrement de la production agricole qui a entraîné des famines de masse.	271
Oligarchie : c'est le pouvoir d'un groupe restreint. Plusieurs chercheurs ont montré qu'il existait au sein des organisations politiques une tendance à la concentration du pouvoir entre les mains d'une minorité. Le sociologue Robert Michels parle, dès 1911, d'une « loi d'airain de l'oligarchie » dans les partis politiques : quelles que soient leur orientation idéologique et leurs revendications démocratiques, leurs ressources collectives se trouvent inéluctablement accaparées par une caste dirigeante.	272
Françafrique : terme qui recouvre l'ensemble des relations de domination politique, économique, militaire, culturelle ou monétaire que la France entretient avec ses anciennes colonies d'Afrique.	273
Pré carré : le terme fut employé pour désigner un territoire à défendre des incursions extérieures, puis plus largement un « domaine réservé » (dans l'administration, le commerce, etc.) qu'il lui faut protéger des velléités d'un adversaire. Tout naturellement, le « pré carré » de la France en Afrique désigne aujourd'hui ses anciennes colonies, des territoires que Paris s'efforce à protéger de toute autre influence que la sienne.	274

Guerre froide : période de très forte tension et d'hostilité qui a opposé dans la seconde moitié du XX^e siècle les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi que leurs alliés respectifs. En Afrique, la guerre froide s'est traduite par des luttes d'influence et de nombreux conflits armés locaux, dont l'un ou l'autre camp était soutenu par l'une ou l'autre des deux grandes puissances.

275

Néocolonialisme : c'est tout simplement le colonialisme... après le colonialisme. On utilise l'expression pour désigner l'ensemble des tentatives d'une ancienne puissance coloniale pour maintenir, de façon ouverte ou cachée, la domination politique, économique ou culturelle sur ses anciennes colonies devenues indépendantes.

276

Part de marché : pourcentage des ventes que réalise une entreprise ou un pays sur un marché donné par rapport à l'ensemble des ventes réalisées par ses concurrents.

277

Balance commerciale : différence, en valeur, entre les exportations et les importations de biens ou de biens et services d'une économie sur une période donnée. Lorsque la balance commerciale d'un pays vis-à-vis d'un autre pays est positive, c'est qu'il exporte plus qu'il n'importe. Lorsqu'elle est négative, c'est qu'il importe davantage qu'il n'exporte.

278

Chiffre d'affaires : valeur totale des ventes de produits ou de services d'une entreprise.

279

Parité fixe (ou taux de change fixe) : une monnaie convertible (qui se vend et s'achète avec une autre monnaie) a une valeur par rapport à une autre monnaie. Si cette valeur reste toujours la même, on parle de parité fixe : il faudra toujours la même quantité de monnaie pour acheter une unité de l'autre monnaie. Si la valeur de cette monnaie peut évoluer en fonction de la situation économique, on parlera de taux de change flottant (ou de parité flottante).

280

Principe de justice : ce terme désigne la manière dont les individus désignent une situation comme juste ou injuste. Le mérite est un principe de justice, dans la mesure où l'on considère souvent que ce qui est juste, c'est d'octroyer un bien ou une position sociale à celle ou à celui qui l'aurait, par ses actions, « mérité ».

281

Socialisation : la socialisation est un processus par lequel, dès la naissance et tout au long de sa vie, chaque individu apprend à se conformer aux règles et aux attentes de la vie en société. Des valeurs et des normes nous sont ainsi transmises par divers « agents socialisateurs » (famille, école, amis, travail, médias, etc.). C'est ce qui va construire notre identité sociale et faire que l'on s'intègre à la société. La socialisation primaire, qui a lieu au cours de l'enfance, est souvent considérée comme déterminante, car les premiers repères sociaux que l'on acquiert à ce

282

moment-là marquent durablement nos manières de penser et d'agir.

Capital économique : volume des richesses matérielles possédées (revenus, patrimoines, propriétés).

283

Capital social : « portefeuille » de « relations sociales » valorisables comme ressources.

284

Adéquationniste : l'approche adéquationniste, très répandue en France, a son origine dans la politique de planification des années 1960, qui cherchait à ajuster l'offre de formation et les flux d'étudiants aux besoins supposés du marché du travail. Sociologues et économistes ont montré que trouver une telle correspondance (la « relation formation-emploi ») est très difficile, voire illusoire.

285

Naturalisation : erreur d'analyse consistant à voir un phénomène social produit d'une histoire comme un fait naturel et donc plus ou moins universel et éternel. Naturaliser les rapports de genre consiste par exemple à attribuer les écarts observés entre pratiques masculines et féminines à des invariants « naturels ».

286

Tautologique : qui tend à répéter sous une autre forme l'énoncé déjà exprimé sans apporter d'information nouvelle permettant de le démontrer.

287

Genre : on oppose généralement le « sexe », qui décrit les organes génitaux dont se trouve doté un individu à sa naissance, et le genre, qui correspond quant à lui à la façon dont une société, en se fondant sur ces différences de sexe, élabore une division des tâches et des normes comportementales opposant généralement le féminin et le masculin.

288

Transgenre MToF : un transgenre est une personne qui ne se reconnaît pas dans l'identité masculine ou féminine attribuée à sa naissance en fonction de ses organes génitaux (un homme qui se comporte comme une femme, s'habille en femme, vit sa sexualité en tant que femme, ou l'inverse). Un transgenre MToF (*male to female*) est une personne née avec des organes génitaux masculins, qui se fait opérer pour avoir des organes féminins.

289

Virilité : il s'agit d'une des manières possibles de construire la masculinité en mettant l'accent sur la force, le courage, la possibilité de se battre pour défendre son honneur, sauver une femme en péril, ou encore être sexuellement performant...

290

Care : toute forme d'attention portée aux autres, et plus particulièrement aux personnes vulnérables (enfants, malades, personnes âgées).

291

Stigmatisation : une personne « stigmatisée » est une personne dont on se moque parce qu'elle n'est pas conforme aux normes sociales.

292

Patriarcat : type d'organisation sociale où l'autorité domestique et l'autorité politique sont exercées par les hommes « chefs de famille » ; cela renvoie à la figure du *pater familias*, l'autorité paternelle. À partir des années 1970, le terme de « patriarcat » est utilisé par les différents courants féministes pour qualifier, analyser et critiquer le système social d'oppression qui assujettit la classe des femmes à celle des hommes. Son usage permet notamment de penser la subordination généralisée des femmes, assignées au travail domestique, en soulignant sa relative autonomie du système capitaliste.

293

Masculinité hégémonique : ce terme renvoie à l'idée selon laquelle les hommes seraient appelés à être dominants, forts, puissants, s'imposant aux femmes dans un certain nombre de domaines importants.

294

Transphobie : la transphobie est une discrimination à l'encontre des personnes transidentitaires. Reconnue depuis juillet 2012 dans le droit français, la transphobie recouvre différentes réalités. Nous distinguerons une transphobie « directe », découlant immédiatement d'un rejet de la transidentité, et une transphobie « indirecte », mettant en scène des allants de soi cisgenres en défaveur des trans (sans pour autant que la transidentité soit connue). Ces deux figures de la transphobie pourraient être nommées « relationnelles » et portent sur l'ensemble des mots et des représentations quotidiennes dans un monde cisgenre (non trans). Mais il faudrait souligner un autre type de transphobie, « institutionnelle » celle-ci, et qui, en limitant l'accès au changement d'état civil et aux opérations remboursées, rend vulnérables l'ensemble des personnes souhaitant faire une transition selon leurs propres modes de transition (chirurgicale, hormonale, nominale, etc.). Il faudrait ajouter à cela deux dimensions centrales dans la production de la transphobie : la « maltraitance théorique », c'est-à-dire la transphobie inscrite dans les définitions et articles scientifiques, ainsi que la « maltraitance médiatique », qui solidifie des représentations stéréotypées des personnes trans.

295

Hominisme : ce terme a été inventé pour distinguer les mouvements qui défendent les droits des hommes des masculinistes, considérés comme trop radicaux ou mal vus. L'hominisme partage cependant avec les masculinistes une opposition revendiquée au féminisme.

296

Charge mentale : la charge mentale est un terme que l'on entend beaucoup dans les médias depuis quelque temps. En sociologie, il s'est imposé dès les années 1980 dans les recherches féministes. La sociologue Monique Haincault l'utilise alors pour désigner la prise en charge mentale, invisible et constante, que représente le fait de devoir anticiper et coordonner les tâches domestiques. Généralement dévolue aux femmes, la charge mentale consiste ainsi à penser aux moindres détails de l'organisation de la vie familiale tout le temps, n'importe où, et pour

297

chaque membre de la famille : prendre rendez-vous chez le médecin pour le petit dernier, penser à racheter des couches et du café, rappeler à son conjoint que, demain, c'est l'anniversaire de sa mère pour qu'il n'oublie pas de lui téléphoner, etc.

Travail reproductif : le travail reproductif est ce qui permet de reconstituer continuellement les forces humaines pour que le travail productif puisse être assuré. Plus précisément, il désigne à la fois la reproduction biologique des travailleurs, la prise en charge et la formation des futures recrues sur le marché du travail (les enfants) et le fait que les adultes soient toujours en état de travailler (repas, habillement, soin...). Ce terme trouve son origine dans les travaux de Karl Marx et Friedrich Engels qui, à la fin du XIX^e siècle, lui opposaient le « travail productif » des salariés. Pour eux, contrairement à ce dernier, le travail reproductif ne produit pas de « plus-value » et est d'ailleurs principalement cantonné à la sphère privée. Dans les années 1970, les penseuses féministes ont critiqué cette distinction : elles ont montré que le travail reproductif est loin d'être négligeable et qu'il est indispensable de le considérer comme un travail au même titre que le travail productif. Cela permet de rendre visible, d'une part, le fait que le travail se déploie à la fois dans la sphère de production et dans la sphère privée (qui n'est pas qu'un lieu de consommation !) et, d'autre part, que le travail reproductif en particulier participe d'un mode de domination qui opprime les femmes : le patriarcat.

298

Travail émotionnel : par ce terme, la sociologue Arlie R. Hochschild fait référence à la façon dont les individus maîtrisent ou gèrent leurs émotions et celles des autres, dans la vie quotidienne et au travail, afin de les mettre en adéquation avec les attentes de la société. Pour le dire autrement, le travail émotionnel, ce sont tous les efforts déployés par une personne pour exprimer ou afficher les émotions que lui dicte une situation sociale donnée, mais aussi ceux déployés pour susciter ou générer des émotions appropriées chez les autres.

299

Care : toute forme d'attention portée aux autres et plus particulièrement aux personnes vulnérables (enfants, malades, personnes âgées).

300

Stéréotype : un stéréotype est une image ou une représentation que l'on se fait d'une personne ou d'un groupe, souvent en caricaturant certains traits de caractère, réels ou supposés. Par exemple, l'idée que les hommes sont moins sensibles que les femmes est un stéréotype. Il s'agit d'une manière simple, mais aussi souvent simpliste, de catégoriser les gens qui nous entourent et de se situer vis-à-vis d'eux. Les stéréotypes orientent ainsi notre perception du monde social et les comportements que l'on adopte à l'égard des autres. Ils sont socialement partagés, c'est-à-dire que les médias, les amis, la famille pensent comme nous et contribuent à orienter l'idée qu'on se fait de certaines catégories de personnes.

301

Dispositions : ce que la sociologie nomme les « dispositions » d'un individu, ce sont toutes les manières de faire, de dire et de penser qu'il a intériorisées au cours de son existence. Le sociologue Pierre Bourdieu a beaucoup travaillé cette idée, afin d'expliquer pourquoi un individu, dans un contexte donné, va avoir tendance à se comporter comme ceci ou comme cela, à faire tel choix plutôt que tel autre, etc. Par exemple, en offrant aux filles, dès le plus jeune âge, des poupées pour jouer, on les « dispose » plus que les garçons à s'occuper des enfants. Contrairement à ce que, dans le langage ordinaire, on appelle « prédispositions », les dispositions, en sociologie, sont construites socialement, c'est-à-dire qu'on ne naît pas avec, on les acquiert par le processus de socialisation.

302

Protectorat : colonie reposant sur la cooptation par la puissance coloniale (la France, par exemple) d'un souverain local, généralement établie à la suite d'une guerre ou sous la menace d'en déclencher une. Ce mode de gestion diffère de l'administration directe mise en place en Algérie, colonie de peuplement où s'installent alors de nombreux colons, bénéficiant de terres attribuées par les autorités après confiscation à la population, afin d'y développer une société dite « européenne ».

303

Hijab : doté d'une connotation religieuse, ce mot désigne pour les femmes le fait de se couvrir sans qu'il y ait de consensus sur les modalités précises de cet acte, les zones à couvrir, etc.

304

Harem : ce mot désigne, dans les récits d'Européens sur les sociétés du Maghreb et du Moyen-Orient, une zone (des maisons ou palais) dans laquelle les femmes seraient recluses. De nombreuses recherches historiques ont remis en question ces récits, qui relèvent en grande partie de projections imaginaires.

305

Islamophobie : l'islamophobie est une forme spécifique de racisme, comme le sont l'antisémitisme et la négrophobie. L'islamophobie est un processus social d'altérisation des personnes identifiées et/ou catégorisées comme musulmanes. L'islamophobie se traduit par des formes de stigmatisation, de discrimination et d'exclusion de ces personnes.

306

Assignation raciale : on entend, par cette expression, le fait d'être sans arrêt renvoyé à une origine autre que française, ce qui s'accompagnerait de caractéristiques culturelles ou religieuses jugées différentes de celles de la population dite majoritaire (voir la fiche « Sans distinction de race »).

307

LGBTQ : acronyme regroupant des minorités de genre et de sexualité ayant en commun leur écart à l'hétérosexualité (lesbiennes, gays, bisexuels) et/ou au binarisme de genre (les personnes transgenres et queers s'écartant de la seule identification binaire homme ou femme). Cette catégorie théorique et politique est parfois prolongée par d'autres lettres et un signe « + » pour inclure l'infinité des

308

façons de se définir et de s'identifier en termes de genre et de sexualité. Cette catégorie rencontre en revanche un certain nombre de critiques sociologiques et politiques puisqu'elle a tendance à regrouper des parcours et des groupes extrêmement différents et hétérogènes sur bien des aspects.

Gentrification : processus socio-spatial de transformation des anciens quartiers populaires, souvent centraux, caractérisé par la réhabilitation du bâti, la hausse de l'immobilier, la revalorisation commerciale et symbolique, l'installation de nouveaux habitants de classes moyennes et supérieures et l'effacement des catégories populaires traditionnelles locales. Ce processus affecte de nombreux anciens quartiers populaires des métropoles occidentales depuis les années 1970.

309

Gaytrification : néologisme désignant les cas de gentrification impliquant spécifiquement et manifestement les populations gays, ce terme vise à souligner l'implication spécifique de ménages gays favorisés dans les processus de gentrification.

310

Transgenre : se dit de personnes dont le genre et/ou le sexe ne correspondent pas, partiellement ou complètement, au sexe assigné à la naissance. Différentes transitions sont alors possibles. On entend souvent parler de personne « transsexuelle », mais ce terme à connotation pathologisante ne sera pas retenu dans le cadre de cet article qui traite, entre autres, de maltraitance nominale. Le « transsexualisme » renvoie en effet à une nosographie (description médicale) psychiatrique, alors que les parcours transidentitaires ne sont pas réductibles à l'idée d'un trouble ou d'une maladie. Bien au contraire, ils participent plutôt d'une nouvelle approche des parcours de vie et des parcours de genre, moins statique. On emploiera de manière indistincte le terme de « transgenre » et de « trans », terme parapluie qui englobe les personnes trans, c'est-à-dire les personnes dont le sexe assigné à la naissance ne correspond pas à l'identité de genre vécue.

311

Intersexe : se dit de personnes nées avec des caractéristiques sexuelles qui ne correspondent pas à la différenciation binaire masculin/féminin, pour lesquelles la médecine est intervenue soit chirurgicalement, soit (et) par le biais d'hormones afin de normaliser l'appareil génital. La médecine procède alors dès le plus jeune âge à des interventions médicales non consenties afin d'assigner un sexe à l'enfant. Les personnes intersexes sont ainsi marquées par de nombreuses interventions qui ne prennent pas en compte leur identité de genre. Aujourd'hui, si de nombreux pays réclament l'arrêt de ces opérations ou y sont parvenus, la France poursuit son programme d'assignation d'un sexe à la naissance.

312

Transsexuel : le « transsexualisme » est défini comme une maladie mentale dès les années 1950. Ce terme est donc très fortement connoté et tend à pathologiser les personnes ainsi qualifiées. Le concept de « transsexualisme », connu aussi sous le

313

vocabulaire plus récent de « dysphorie de genre », se caractérise par un dégoût de son sexe et une demande persistante à en changer. C'est cette définition stricte qui sera adoptée dans de nombreux pays – dont la France – pour baliser des parcours de soins. Très critiqué par les associations et les personnes concernées, ce terme induit une maltraitance dans les mots mais aussi dans les pratiques médicales.

Genre : on oppose généralement le « sexe », qui décrit les organes génitaux dont se trouve doté un individu à sa naissance, et le genre, qui correspond quant à lui à la façon dont une société, en se fondant sur ces différences de sexe, élabore une division des tâches et des normes comportementales opposant généralement le féminin et le masculin.

314

Queer : le terme est un mot anglais qui renvoie à une insulte (étrange, tordu ou malade). Mais, dans les années 1990, en procédant par renversement du stigmate, des groupes LGBT se réapproprient le terme afin d'en phagocyter la charge péjorative. « Queer » devient alors une identité. Mais le queer est aussi un mouvement, en provenance des marges sexuelles de la société, qui défend le nomadisme de l'identité (son aspect non essentiel). Le mouvement queer est aussi une critique des tentatives de normalisations et d'assimilation des marges aux normes coercitives. Le mouvement queer épouse également la forme de productions théoriques, et la « théorie queer » à son tour va fermement critiquer les dispositifs normatifs. S'il s'agit là d'une théorie générale critique, c'est également une pratique au sens où le mouvement queer encourage la performance et la création comme outils de déconstruction des normes.

315

Cisidentité : sont nommées « cisgenres » ou « cisidentitaires » les personnes dont le sexe de naissance correspond sinon parfaitement, du moins assez grandement à l'identité de genre de la personne. Les personnes cisgenres sont à cet égard des « non-trans ». La cisidentité permet de rappeler que les minorités ne sont pas seules à être « particulières » et, par conséquent, que les majorités (ou ceux qui sont jugés comme « normaux ») sont aussi une composante « particulière » de la société, qu'il convient de nommer. Si le couple « trans/cis » s'est mutuellement créé, seule la cisidentité est pleinement restée du côté du normal et du normatif.

316

Mineurs trans : encore aujourd'hui, la transidentité renvoie (dans les imaginaires collectifs) à une figure adulte. Or il existe des mineurs qui expriment des identités de genre non conformes au genre assigné à la naissance. Afin de ne pas limiter ces expressions à des « phénomènes de mode », les associations et les chercheurs anglo-saxons ont inventé le terme de *gender creativ kids*, ou d'enfants trans. Si ceci ne dit pas que toutes les expressions de genre dissidentes en deçà de dix-huit ans donneront lieu à des parcours trans, cela souligne qu'il existe potentiellement des personnes trans même chez les mineurs.

317

Prolétariat : le prolétaire, c'est le travailleur ayant comme seul moyen de vivre la location de sa force de travail, à ses risques et périls pour ce qui est de sa santé. Le célèbre *Manifeste du Parti communiste*, de Karl Marx et Friedrich Engels (1848), s'achevait sur cette proposition : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

318

Modernisation : ce mot du langage commun est souvent utilisé pour faire écran aux intentions réelles d'une action politique. C'est tout simple, c'est un mot-valise, qui ne fournit en fait aucune indication tant qu'on n'examine pas ce qu'il renferme. Un intérêt tout de même : ça dit bien à quel point le pouvoir sait que ses intentions ne sont pas louables. Sinon, on évoquerait pour la transformation du droit du travail des « réformes allant dans le sens d'un affaiblissement des représentants du personnel, de la santé au travail, de la supériorité de la loi sur les décisions internes à l'entreprise »... Et les gens apprécieraient si cela est « moderne » ou non. Même mode d'emploi pour « nécessité des réformes », « s'adapter à un monde qui change »...

319

Aliénation : Karl Marx utilisait ce terme pour expliquer que le travailleur se fait confisquer la valeur ajoutée par son travail à la matière passée entre ses mains, mais aussi pour souligner que la division du travail le rend étranger (aliéné) à la marchandise finale qu'il a contribué à produire.

320

Misérabilisme : l'attitude misérabiliste à l'égard des mondes ruraux consiste à observer leurs habitants et leurs pratiques en termes de manque, d'infériorité, de handicap par rapport à ceux des villes.

321

Glissement normatif : passage d'un point de vue scientifique à des points de vue normatifs, c'est-à-dire à des jugements de valeur.

322

Altérité : c'est la reconnaissance de l'autre dans sa différence, qu'elle soit ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.

323

Capital d'autochtonie : ensemble de ressources symboliques liées à la reconnaissance locale et à l'appartenance à des réseaux locaux de sociabilité (être connu et reconnu). Adossé au sentiment de l'enracinement local et à la notoriété acquise sur un territoire spécifique, ce capital a longtemps permis une participation à la vie publique (associations, conseil municipal, par exemple) plus aisée pour les catégories populaires.

324

Illusio : désigne, dans la sociologie de Pierre Bourdieu, pour quiconque participe à un champ d'activité donné, le fait de croire aux enjeux, aux valeurs, à la valeur des enjeux, aux fonctionnements, aux jeux à l'œuvre et valorisés dans ce champ d'activité.

325

Classe sociale en soi et classe pour soi : afin de définir une classe sociale, Karl

326

Marx ne s'en tient pas à l'unique critère de la place occupée dans le rapport de production. Il propose de distinguer la classe « en soi » et la classe « pour soi ». La première notion désigne un ensemble d'individus qui, bien que partageant objectivement des conditions de vie similaires, sont dénués d'attaches réciproques, ne sont représentés par aucune organisation politique et n'ont aucunement conscience de former un groupe social cimenté par des intérêts communs. C'est en ces termes que, dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Marx décrit la paysannerie française. Comparables à des pommes de terre entassées dans un sac, les paysans parcellaires ne forment pas une véritable classe sociale. Pour atteindre le stade de la « classe pour soi », il faudrait que ces petits producteurs prennent conscience de la place qui est la leur et des intérêts partagés que, collectivement, ils pourraient défendre. Selon Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, la bourgeoisie est à présent le seul groupe social où sont collectivement pensés des intérêts communs de classe, en même temps que s'y développent des relations entre ses membres, destinées à perpétuer des frontières vis-à-vis de ceux « qui n'en sont pas ».

Homogamie : désigne le fait de trouver un conjoint dans le même groupe social que le sien.

327

Politicité : nous avons proposé de remplacer l'expression « rapport au politique », souvent utilisée pour décrire la vie politique des classes populaires, par celle de « politicité », et ceci pour trois raisons principales. Premièrement, parce que les classes populaires n'ont pas *d'abord* une existence sociale pour rentrer *ensuite* en rapport au politique, comme si une chose venait après l'autre. L'existence des groupes et des catégories est en même temps politique, sociale, culturelle... Ensuite, parce qu'il n'y a pas un type d'action qui serait par définition politique et d'autres qui seraient apolitiques, par exemple, comme une émeute. Les formes de l'action politique évoluent dans le temps. Elles n'étaient pas identiques au temps des prolétaires de la première industrialisation et au temps de la classe ouvrière organisée du XX^e siècle. Et elles se distinguent selon les groupes sociaux. Les classes moyennes ne font pas de la politique comme les catégories populaires. On peut dès lors parler d'une « politicité ouvrière » ou d'une « politicité des quartiers ». Nous pouvons observer qu'il y a une division politique, et non pas uniquement sociale, entre les Gilets jaunes et les « quartiers ». Troisièmement, parce que la politique ne peut être définie qu'en tenant compte des rapports sociaux, d'une époque, d'une conjoncture particulière. Déterminer ce qui relève du politique et ce qui en est exclu constitue la première action politique.

328

Taux d'effort net moyen des ménages : part des revenus d'un ménage consacrée aux dépenses de logement après déduction des aides.

329

Immigré : personne qui réside en France et qui est née étrangère à l'étranger

330

(INSEE). Elle peut rester étrangère ou devenir française. Les Nations unies comptabilisent aussi comme immigrées les personnes nées françaises à l'étranger.

Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire d'un pays et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année (INSEE). Ce concept est indépendant de la nationalité.

331

Lien statistique : on dit qu'il existe un lien statistique entre deux variables étudiées dans une étude si l'on peut établir une relation entre ces deux variables. Par exemple, pour ce qui nous intéresse ici, on cherche s'il y a une relation entre, d'une part, le pourcentage de chômeurs dans la population active d'un pays (variable 1) et, d'autre part, le pourcentage d'immigrés dans la population active de ce pays (variable 2). Si la variable 1 et la variable 2 évoluent dans le même sens, on parlera de *corrélation positive*. Et si elles évoluent en sens contraire, on parlera de *corrélation négative*. La comparaison entre plusieurs pays montre qu'il n'y a pas de lien statistique (ni corrélation positive ni corrélation négative) entre taux de chômage et taux d'immigration. Par exemple, la part des immigrés est plus élevée aux États-Unis qu'en France, mais le taux de chômage y est plus faible.

332

Productivité : mesure de l'efficacité de la production. Par exemple, si une entreprise utilise 10 ouvriers pour produire et vendre 2 millions d'euros de chemises, on dira que la *productivité par tête* dans cette entreprise est de 2 millions d'euros par ouvrier [20 millions : 10], ce qui signifie que chaque ouvrier produit et rapporte en moyenne pour 2 millions d'euros de chiffre d'affaires. Et si ces 10 ouvriers travaillent 1 000 heures par an chacun, on dira que la *productivité horaire* dans cette entreprise est de 1 000 euros par heure [20 millions : (1 000 * 10)], ce qui signifie que chaque heure de travail produit et rapporte en moyenne pour 1 000 euros de chiffre d'affaires. Le plus souvent, on mesure l'efficacité du travail en calculant la productivité par tête ou la productivité horaire. La première est plus élevée aux États-Unis, mais la seconde est plus élevée en France car, quand on travaille moins chaque semaine, on travaille mieux et plus efficacement !

333

Blanc/non-Blanc : ces termes renvoient aux deux groupes créés par un rapport social raciste. Le groupe majoritaire, en France, est associé à la blanchité. Cela ne veut pas dire qu'il est seulement question de couleur de peau. On peut subir du racisme, et donc être traité comme non-Blanc, du fait de son apparence phénotypique, par exemple sa couleur de peau, mais aussi du fait de son nom, de sa façon de se vêtir, de sa façon de parler, de sa religion supposée, etc., dans tous les cas où une origine présumée conduit à un traitement particulier, distinct de celui réservé au groupe majoritaire.

334

Racisme : système de croyances, de perceptions et de pratiques conduisant à traiter de manière différente et inégale des personnes considérées, en vertu de leur

335

origine, comme appartenant à un même groupe homogène, immuable et étanche.

Racisme anti-Blanc : cette expression désigne des formes d'hostilité manifestées à l'encontre de Blancs. Outre que leur fréquence est peu documentée et souvent exagérée, l'appellation de racisme est impropre dans la mesure où le racisme est un système qui organise une hiérarchisation de groupes sociaux. Les éventuelles manifestations d'hostilité à l'égard de Blancs en France s'insèrent dans un système social qui privilégie ces derniers. Elles ne s'accompagnent pas de discriminations systémiques, institutionnalisées ou généralisées, parce que les non-Blancs ne sont pas dans une position qui leur donne ce pouvoir. Elles ne sont donc pas équivalentes au racisme qui s'exprime à l'égard des non-Blancs, parce qu'elles ne constituent pas un rappel à l'ordre social. Sous l'étiquette de « racisme anti-Blanc », certaines personnes dénoncent aussi la critique de la France, ce qui est un raisonnement abusif.

336

Racisme institutionnel : c'est une notion qui rompt avec la conception du racisme comme opinion ou attitude individuelle, pour envisager des mécanismes collectifs. Celle-ci peut décrire différentes choses : le racisme *de* l'institution, de ses règlements et de son action revendiquée (par exemple, entre 2012 et 2017, des notes internes à des commissariats parisiens donnaient instruction aux fonctionnaires de contrôler des « bandes de Noirs et Nord-Africains » ou de procéder à l'« éviction des "Roms" » de certains secteurs) ; le racisme *dans* l'institution, exercé par ses agents, toléré par leur hiérarchie, l'application discriminatoire de règles qui ne le sont pas (des contrôles d'identité racistes, couramment admis mais sans consignes explicites) ; et enfin la reconduction d'inégalités raciales par la mise en œuvre aveugle de normes qui ne sont pas discriminatoires par elles-mêmes mais qui, s'appliquant à une situation d'inégalité raciale, contribuent à consolider cette situation (par exemple, la concentration de la lutte contre la délinquance sur le trafic de cannabis plutôt que sur la fraude fiscale, conduisant à surreprésenter les non-Blancs en prison). La notion de racisme institutionnel a permis de concevoir (et faire inscrire dans le droit du travail) la discrimination indirecte : on peut par exemple prouver la discrimination en montrant un différentiel dans la carrière, sans avoir à démontrer l'intention raciste de l'employeur. Le racisme d'État est une forme de racisme institutionnel.

337

Chômeur BIT : personne en âge de travailler, de quinze ans ou plus, sans travail, en recherche d'emploi (depuis au moins quatre semaines) et disponible à court terme (dans les deux semaines). Toute activité professionnelle d'au moins une heure dans la semaine de référence exclut de la catégorie de chômeur.

338

Chômeur Pôle Emploi : personne à la recherche d'un emploi et inscrite à Pôle Emploi. Les chômeurs sont classés selon les différentes catégories de Pôle Emploi : « A » pour les chômeurs n'ayant pas travaillé du tout, « B » et « C » pour des activités

339

partielles... Le chiffre de la seule catégorie A et pour la seule France métropolitaine est le plus utilisé dans le débat public. L'accès à une formation ou l'exercice d'un emploi de durée réduite conduit à un changement de catégorie de référence (en catégorie B ou C, selon l'ampleur horaire du travail dans le mois). Une personne sans activité mais qui n'est pas ou plus inscrite à Pôle Emploi ou qui est radiée sort du chômage comptabilisé. En 2017, 16 % des chômeurs recensés par l'INSEE ne se déclarent pas inscrits à Pôle Emploi.

Prénotion : idée toute faite, souvent fabriquée par les habitudes, la coutume et, aujourd'hui, les médias, parfois vraie mais souvent fausse et dont le défaut principal est qu'elle n'est pas validée par l'expérimentation ou l'observation.

340

Stigmate : le sociologue Erving Goffman entend par « stigmates » des attributs d'une personne qui constituent un écart par rapport aux attentes normatives des autres (dans un groupe donné) à propos de son identité (dévalorisations morales, corporelles, d'orientations sexuelles, etc.).

341

Objectivation : couramment employée comme synonyme d'explicitation pour désigner le résultat d'un travail de recherche. Le travail sur le suicide d'Émile Durkheim (*Le Suicide*, 1897) est un exemple classique du travail d'objectivation en sociologie. Durkheim montre par l'enquête statistique sur les suicides que, loin d'être un geste aléatoirement distribué et en apparence strictement individuel, mettre fin à ses jours est un comportement qui, au contraire, obéit à des régularités sociales.

342

Relativisme : pensée selon laquelle il n'y a pas de normes, de croyances, de pratiques qui valent « absolument », c'est-à-dire indépendamment des groupes sociaux qui les produisent, dans une situation historique particulière.

343

Champ : concept clé chez Pierre Bourdieu, le champ est un univers de relations sociales et de concurrences relativement autonome à l'intérieur du monde social. Chaque champ (politique, religieux, médical, universitaire, juridique, etc.), historiquement structuré, est régi par des règles qui lui sont propres et par la poursuite de finalités spécifiques. Ainsi, la loi qui régit le champ artistique (l'art pour l'art) est inverse à celle du champ économique (les affaires sont les affaires). Les champs reposent sur une coupure entre les professionnels (de la politique, de la religion, etc.) et les profanes. La délimitation des frontières d'un champ est objet de luttes, de même que leur degré d'autonomie.

344

Mis en ligne sur Cairn.info le 07/11/2019



Pour citer cet article

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte © La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent article, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Cairn.info | Accès via Université de Limoges

PAGES DE FIN

in Fondation Copernic, Manuel indocile de sciences sociales

La Découverte | « Hors collection Sciences Humaines »

2019 | pages 1035 à 1040

ISBN 9782348045691

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/manuel-indocile-de-sciences-sociales---page-1035.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

TABLE DES MATIÈRES

Soyons indociles !	5	Si tu veux travailler, traverse la rue ?	98
<i>par Philippe Boursier et Willy Pelletier</i>		<i>Sabina Issehnane et Benjamin Vautrin</i>	
CAPITALISMES	14	Le travail coûte-t-il trop cher en France ?	108
LA PLANÈTE, UNE RÉSERVE À EXPLOITER ?	17	<i>Igor Martinache, Philippe Boursier et Willy Pelletier</i>	
<i>Introduction décalée, par Bruno Gaccio</i>	18	Le coût du capital, c'est comme les antibiotiques : c'est pas automatique	118
La pollution, la faute des pauvres ?	21	<i>Thomas Dallery et Pascal Binet</i>	
<i>Igor Martinache</i>		La monnaie, stop ou encore ?	126
Animaux = profits ?	28	<i>Esther Jeffers et Dominique Plihon</i>	
<i>Jean-Loup Rougery</i>		QUI PROFITE ?	139
La transition énergétique : combien ça coûte ?	38	<i>Introduction décalée, par Bruno Gaccio</i>	140
<i>Alexandre Berthe</i>		La santé, un business ?	142
Le capitalisme peut-il être écologique ?	49	<i>Philippe Abecassis, Nathalie Coutinet, Pierre-André Juven et Fanny Vincent</i>	
<i>Jean-Marie Harribey</i>		Pourquoi je suis payé que ça ?	151
EFFICACES, LES MARCHÉS ?	61	<i>Philippe Boursier et Anaïs Henneguelle</i>	
<i>Introduction décalée, par Bruno Gaccio</i>	62	Bien faire son travail ou bien se faire évaluer ?	163
Vive le marché ?	65	<i>Jean-Loup Rougery et Mariana Stelko</i>	
<i>David Cayla</i>		La « dette » publique, contrainte incontournable ?	171
La crise économique ? Quelle crise ?	73	<i>Bruno Tinel</i>	
<i>Philippe Légié</i>			
Pourquoi tant de chômage ? (et comment s'en débarrasser)	83		
<i>Dany Lang</i>			

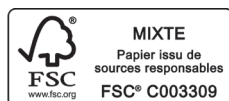
Le trou de la Sécu et sa dette : à propos de deux <i>fake news</i>	180
<i>Jacques Rigaudiat</i>	
Les dangers de la financiarisation	184
<i>Dominique Plihon</i>	
Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?	193
<i>Éric Berr</i>	
Une oligarchie prédatrice de tous les pouvoirs	200
<i>Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon</i>	
TROP SOCIAL, L'ÉTAT ?	205
<i>Introduction décalée, par Bruno Gaccio</i>	206
Les impôts : on en paie trop ?	209
<i>Philippe Boursier, Vincent Drezet, Igor Martinache, Christiane Marty et Willy Pelletier</i>	
Les dépenses publiques, trop ou pas assez ?	221
<i>Philippe Boursier et Jean-Marie Harribey</i>	
Démanteler la protection sociale : pour qui et pourquoi ?	230
<i>Philippe Boursier et Catherine Mills</i>	
Chômeurs : des « congés » payés aux travaux forcés ?	242
<i>Philippe Boursier</i>	
Quel enjeu pour nos retraites ?	251
<i>Christiane Marty</i>	
Trop de services publics ?	257
<i>Yasmine Siblot</i>	
Oui, les fonctionnaires travaillent	266
<i>Olivier Quéré</i>	
Austérité ou relance ?	275
<i>Sébastien Charles, Thomas Dallery et Jonathan Marie</i>	

DÉMOCRATIE ?	286
L'ÉTAT SERT QUI ?	289
Des chefs, pourquoi ?	290
<i>Philippe Boursier, Willy Pelletier</i>	
L'État : c'est qui, c'est quoi ?	301
<i>Daniel Gaxie</i>	
La noblesse managériale d'État	312
<i>Julie Gervais et Willy Pelletier</i>	
La démocratie est-elle démocratique ?	323
<i>Daniel Gaxie</i>	
La V^e République, un coup d'État permanent ?	336
<i>Delphine Dulong</i>	
Changer le monde par des politiques publiques ?	347
<i>Lorenzo Barrault-Stella et Pierre-Édouard Weill</i>	
Une démocratie « locale » en France aujourd'hui, vraiment ?	358
<i>Michel Koebel</i>	
QUI PARLE POUR NOUS ?	371
<i>Introduction décalée, par Bruno Gaccio</i>	372
Les partis représentent qui ?	376
<i>Rémi Lefebvre</i>	
Les votes, c'est classe ?	384
<i>Daniel Gaxie</i>	
Les électeurs sont-ils (de plus en plus) volatils ?	398
<i>Patrick Lehingue</i>	
La politique, une affaire de « professionnels » ?	408
<i>Rémi Lefebvre</i>	
Les sondages, c'est scientifique ?	418
<i>Daniel Gaxie</i>	

Le populisme comme stigmatisation	429	DÉSORDRES INTERNATIONAUX	553
<i>Annie Collovald</i>		Nous sommes en guerre, ou pas ?	554
Le populisme comme revendication (et ses limites)	434	<i>Mathias Delori</i>	
<i>Pierre Khalfa</i>		L'Union européenne fait-elle le bonheur ?	565
Les « nouveaux » mouvements politiques sont-ils nouveaux ?	439	<i>Noëlle Burgi et Pierre Khalfa</i>	
<i>Catherine Leclercq</i>		Qui domine l'ordre international ?	574
Comment se fabrique (mal) l'information ?	450	<i>Bertrand Badie</i>	
<i>Erik Neveu</i>		Les multinationales : puissances et dégâts	582
La nation, une et indivisible ?	461	<i>Olivier Petitjean</i>	
<i>Camille Gourdeau et Aude Rabaud</i>		Alors, heureuse, la mondialisation ?	592
Retour sur la dépolitisation des enjeux écologiques	470	<i>Olivier Blamangin, Julien Lusson, Gustave Massiah</i>	
<i>Jean-Baptiste Comby</i>		Les hégémonies dans le système capitaliste moderne	602
LES LUTTES, C'EST CLASSE ?	481	<i>Philip Golub</i>	
<i>Introduction décalée, par Bruno Gaccio</i>	482	Russie : un autoritarisme oligarchique	613
Pourquoi si peu de révoltes ?	486	<i>Karine Clément</i>	
<i>Julie Le Mazier et Igor Martinache</i>		Que reste-t-il de la Françafrique ?	624
La fin du monde ouvrier, vraiment ?	494	<i>Olivier Blamangin</i>	
<i>Martin Thibault</i>		Le travail forcé dans l'empire français, un crime contre l'humanité ?	634
« Les syndicats, c'est fini ? »	507	<i>Olivier Le Cour Grandmaison</i>	
<i>Sophie Bérout</i>		Vers une hyper-bourgeoisie mondialisée ?	640
Intersectionnalité	515	<i>Bruno Cousin et Sébastien Chauvin</i>	
<i>Éric Fassin et Mara Viveros Vigoya</i>		DESTINS FERMÉS OU INDOCILES ?	650
« Casseurs », c'est-à-dire ?	527	T'AS UN DON ?	653
<i>Philippe Boursier et Christian de Montlibert</i>		Qui veut peut ?	654
Les femmes Gilets jaunes : révolte de classe, transgression de genre, histoire longue	538	<i>Annabelle Allouch</i>	
<i>Fanny Gallot</i>		À l'école, tu bosses, tu réussis ?	663
Une philosophie du mépris	544	<i>Leïla Frouillou et Romuald Bodin</i>	
<i>Bernard Pudal</i>			

« T'es inculte, ou quoi ? »	673	Quand l'hétéronormalité fait mal	805
<i>Annabelle Allouch</i>		<i>Hélène d'Arnicelli et Suzanne Sellerte</i>	
Et toi, tu lis quoi en ce moment ?	679	Comprendre les transidentités	810
<i>Cécile Rabot</i>		<i>Arnaud Alessandrin</i>	
Sortir de sa classe ?	690	TU VIS BIEN ?	821
<i>Rose-Marie Lagrave</i>		Qu'est-ce que le travail ?	822
Étudier et travailler à côté ?	700	<i>Marie-Anne Dujarier</i>	
<i>Vanessa Pinto</i>		Modernisation managériale : tout plutôt qu'une démocratisation du travail	832
Vous avez dit « talentueux » ?	706	<i>Danièle Linhart</i>	
<i>Manuel Schotté</i>		Le travail, c'est la santé ?	841
« BONHOMME » OU « GONZESSE » ?	717	<i>Hélène d'Arnicelli</i>	
Le genre, c'est quoi, au juste ?	718	Ce soir, on mange quoi ?	853
<i>Delphine Naudier</i>		<i>Dominique Paturel et Willy Pelletier</i>	
Lui, c'est un vrai mec !	729	Que des ploucs, des bouseux et des péquenots ?	864
<i>Delphine Dulong et Christine Guionnet</i>		<i>Sophie Orange et Sébastien Vignon</i>	
Au travail, femmes et hommes, même destin ?	742	La justice pénale, c'est plutôt classe ?	874
<i>Laure Bereni et Catherine Marry</i>		<i>Marwan Mohammed</i>	
S'occuper des enfants, un truc de meufs ?	752	Une belle vie, la vie d'artiste ?	885
<i>Émilie Biland, Julie Minoc et Hélène Oehmichen</i>		<i>Jérémy Sinigaglia</i>	
Femmes et hommes, égaux devant l'âge ?	763	L'entre-soi, force et faiblesse de la classe dominante	892
<i>Juliette Rennes</i>		<i>Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon</i>	
Le voile est-il une oppression pour les femmes ?	773	Les bourgeois vivent comment ?	898
<i>Lucia Direnberger, Hanane Karimi, Abir Kréfa et Amélie Le Renard</i>		<i>Frédérique Giraud</i>	
AUTRES GENRES	783	Quartiers, banlieues, cités	913
Où être gay aujourd'hui ?	784	<i>Denis Merklen</i>	
<i>Colin Giraud</i>		Il faut encore parler de crise du logement !	927
L'hétéronormativité	798	<i>Jean-Claude Driant</i>	
<i>Vulca Fidolini</i>			

LA HONTE ?	937	COMPRENDRE	993
Immigration-fantasme ou racisme réel ?	938	Comprendre ≠ Excuser	994
<i>Pascal Binet et Xavier Dunezat</i>		<i>Bernard Lahire</i>	
Les migrants, quelle santé ?	948	Le probable est-il fatal ?	1002
<i>Alfred Spira et Marion Quach-Hong</i>		<i>Gérard Mauger</i>	
Sans distinction de race ?	954	Comment enseigner Bourdieu aux élèves des milieux populaires ?	1008
<i>Karim Hammou et Nicolas Jounin</i>		<i>Clarisse Guiraud et Tiphaine Colin</i>	
Moche ou beau ?	963	L'enquête, mère de toutes les batailles !	1015
<i>Christine Détrez</i>		<i>Christian Baudelot et Catherine Robert</i>	
« Les chômeurs, de gros fainéants ? »	971	Indocilités	1023
<i>Hadrien Clouet</i>		<i>Conclusion décalée, par Bruno Gaccio</i>	
Ronds-points « Gilets jaunes » et « estimes de soi » en milieux populaires	981	Pour des Ateliers indociles	1027
<i>Willy Pelletier</i>		<i>par Philippe Boursier et Willy Pelletier</i>	



L'éditeur de cet ouvrage s'engage pour la préservation de l'environnement et utilise uniquement du papier certifié FSC®, issu de forêts gérées de manière responsable